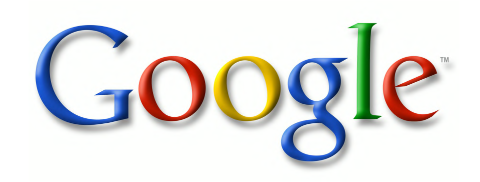
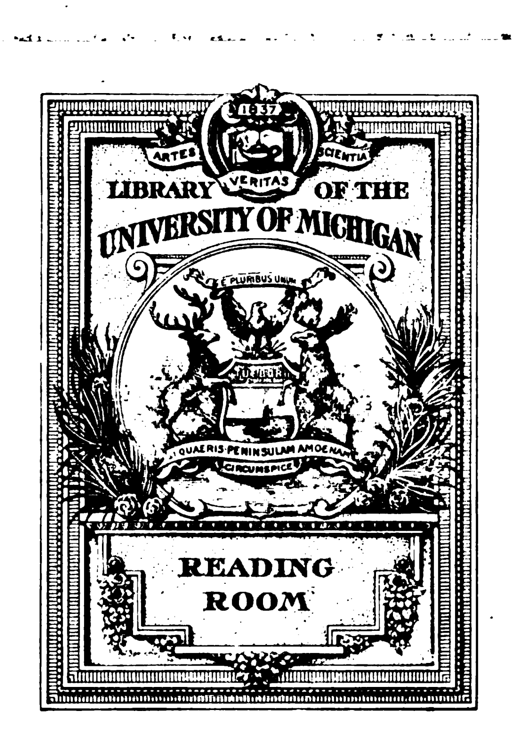



C 484,176


1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE
READING
ROOM

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

VILLE DE PARIS

PUBLICATIONS RELATIVES A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

ALEXANDRE TUETEY

TOME TROISIÈME

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

(TROISIÈME PARTIE)



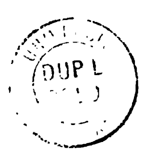
Armes de la Municipalité de Paris, en 1790.

PARIS

IMPRIMERIE NOUVELLE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

11, RUE CADET

1894


DUPL

INTRODUCTION

Le troisième tome de notre *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française* clôt la période de la Constituante, il complète l'inventaire méthodique des documents d'archives concernant l'histoire administrative de Paris, durant les trois premières années du régime inauguré par la Révolution. Nous avons, conformément au plan suivi dans les deux volumes précédents, recueilli et groupé tout ce qu'un dépouillement attentif de nos dépôts publics a pu nous fournir sur les diverses branches de l'administration parisienne. Les pièces relatives aux services administratifs de la capitale pendant la Révolution sont tellement disséminées, noyées en quelque sorte dans des masses énormes de papiers, le champ des recherches est si vaste qu'on pourra signaler plus d'une lacune dans cet ensemble de documents, mais si incomplet que puisse être notre travail, il épargnera certainement bien des investigations aux travailleurs en leur révélant l'existence de nombreuses pièces de nature à faciliter singulièrement la tâche de ceux qui voudront entreprendre l'étude des rouages de l'administration parisienne. Un exposé rapide des sujets variés, qui entrent dans la composition de notre volume, permettra de se rendre compte de l'importance des matériaux que nous avons réunis sur l'organisation municipale.

Notre premier chapitre concerne l'*Assistance publique*. Sous l'ancien régime, l'administration des établissements hospitaliers de la capitale se trouvait entre les mains du bureau de l'Hôtel-Dieu, d'une part, et du bureau

de l'Hôpital général, d'autre part; dès l'organisation de la Municipalité parisienne, la surveillance de l'Assistance publique et des hôpitaux fut confiée à un département spécial, le département des hôpitaux et des ateliers de charité, qui, vers la fin de 1790, fut rattaché au département des établissements publics. Cette nouvelle administration prit à cœur sa mission et essaya de réorganiser les services hospitaliers, où nombre d'abus avaient pris racine. Le chapitre que nous avons consacré à l'Assistance publique comprend d'abord les ateliers de charité ou de secours, qui avaient pour but de procurer du travail aux ouvriers laborieux et valides que des moments de crise laissaient temporairement sans ressources ; ces ateliers, où des milliers de malheureux furent employés à des travaux de terrassements, s'ouvrirent en mai 1789 et furent supprimés au mois d'août 1790. A côté des ateliers de charité proprement dits, exclusivement réservés aux hommes, la Municipalité organisa des ateliers de filature pour les femmes et les enfants, installés dans les couvents des Récollets, des Jacobins et dans quelques établissements de moindre importance que M. Bailly avait fondés à Sainte-Geneviève, à Chaillot et à Picpus; les produits de ces ateliers étaient centralisés dans le magasin général de la filature qui en surveillait la vente au profit du Trésor. Après quelques détails sur les œuvres de bienfaisance, alimentées par la charité privée, nous essayons de montrer quelle était à cette époque la situation des divers hôpitaux de Paris, comme l'Hôtel-Dieu, l'hôpital Saint-Louis, l'hôpital des Incurables, l'hôpital de la Charité, l'hôpital de Sainte-Catherine, les hospices de Saint-Jacques-du-Haut--Pas et de Saint-Jacques-aux-Pélerins, la maison de Scipion, les hôpitaux de la Pitié, de Bicêtre et de la Salpêtrière, les maisons de charité dirigées par les Hospitalières de la place Royale, de la Roquette, de la rue Mouffetard, de Saint-Gervais, de la Providence et de Saint-Michel, enfin l'hôpital des Quinze-Vingts et l'établissement des Sourds et Muets. Une institution, qui se rattachait par des liens étroits à l'Assistance publique, était le Mont-de-Piété, créé par lettres patentes du 9 décembre 1777, et dont les bénéfices devaient servir à l'amélioration du sort des pauvres de l'Hôpital général; à la suite des journées d'octobre 1789, Louis XVI décida la remise gratuite des vêtements d'hiver et linge de corps engagés; cette mesure, destinée à soulager les misères de la classe ouvrière, suscita de nombreuses fraudes, qui furent constatées par les commissaires au Châtelet. La Loterie royale elle-même avait un but charitable, partie de ses fonds était réservée à des actes de bienfaisance.

Notre chapitre II est relatif à l'*Instruction publique, aux Beaux-Arts et aux Théâtres*. Un premier paragraphe fait connaître, d'après les plans

et projets présentés à l'Assemblée nationale, les idées nouvelles qui germèrent dans les esprits sur l'instruction et l'éducation publique, il nous renseigne sur l'état de l'Université et de ses facultés, sur la situation, en 1789 et 1790, de la plupart des collèges, séminaires et congrégations enseignantes de Paris et retrace l'historique de la bibliothèque du Roi, de 1789 à 1791, c'est-à-dire à la fin de l'administration de M. Lenoir et au commencement de celle de M. Lefèvre d'Ormesson. Les bibliothèques ecclésiastiques de la capitale, qui tombèrent dans le domaine public sous la Révolution et furent réparties entre les trois grandes bibliothèques conservées, celle du Roi, celle du collège Mazarin et celle de l'abbaye de Sainte-Geneviève, nous ont fourni la matière d'une importante subdivision, où l'on trouvera indiqués les états et catalogues, qui furent dressés en exécution du décret du 14 novembre 1789 et transmis à la Municipalité parisienne. Il n'est pas moins intéressant de suivre le développement des principaux établissements scientifiques, tels que le Jardin des Plantes et l'Observatoire, ainsi que des académies et corps savants, pendant les dernières années de la monarchie.

Le deuxième paragraphe a trait aux Beaux-Arts et Monuments publics. Il contient la correspondance de M. d'Angiviller, directeur général des Bâtiments du Roi, avec les artistes, les documents relatifs à l'Académie de peinture et à ses dissensions intestines, à l'Académie d'architecture, à l'exposition du Louvre, passe en revue les commandes faites aux artistes par l'État, les hommages et pétitions qu'ils adressèrent à l'Assemblée nationale, enfin expose, dans les moindres détails, les travaux de la Commission des monuments, accompagnés d'une énumération des inventaires des objets d'art des églises et maisons religieuses, dressés par ordre de cette Commission en 1790 et 1791 par le peintre Doyen et le sculpteur Mouchy. Les érudits, qui s'intéressent à nos grandes manufactures nationales, pourront étudier le fonctionnement de celles des Gobelins et de la Savonnerie, sous la haute direction de M. Guillaumot, intendant général des Bâtiments, pour la partie technique, et de M. Vien, premier peintre du Roi, pour la partie artistique.

Le troisième paragraphe de notre chapitre II, relatif aux théâtres et spectacles, renferme de piquantes révélations sur le régime des principaux théâtres de Paris durant la période difficile qu'ils traversèrent après les graves événements de 1789, notamment de l'Opéra, sous la direction d'Antoine Dauvergne ; l'exploitation en fut des plus pénibles et la situation quelquefois très critique, par suite des exigences draconiennes de l'Assistance publique et des prétentions ou intrigues des artistes composant la troupe. On trouvera également de curieux détails sur les représentations

souvent fort agitées des Comédiens-Français, sur celles de la Comédie-Italienne, sur les pérégrinations du Théâtre de Monsieur, et sur divers petits spectacles, tels que ceux de Beaujolais, des Grands-Danseurs du Roi et de l'Ambigu-Comique.

Le chapitre III, sous la rubrique *Travaux publics et Voirie*, embrasse les services si complexes confiés au département des travaux publics, qui se trouvait sous la direction de M. Cellerier.

Le premier paragraphe se rapporte à la voirie proprement dite, savoir : à l'ouverture et la dénomination des voies publiques, à la police des bâtiments, aux adjudications de travaux par la Ville, aux permissions de voirie et alignements, aux démolitions pour cause d'utilité publique, notamment celles de la rue du Petit-Bourbon, à l'angle du quai de l'Ecole, qui furent nécessitées par le dégagement des abords du Louvre. A cet ordre d'idées se rattache la suppression des armoiries sur les façades des hôtels, en vertu du décret du 19 juin 1790, opération qui donna lieu à de nombreuses réclamations et protestations. Les travaux exécutés au Louvre et aux Tuileries pour aménager ou réparer les logements occupés tant par les artistes que par les personnes faisant partie de la maison du Roi, méritent également de fixer l'attention. L'établissement de baraques sur le Carrousel et sur les quais semble au premier abord n'avoir qu'un rapport très éloigné avec la voirie parisienne, mais cette question offre un véritable intérêt, parce que l'on voit la Direction générale des Bâtiments en conflit permanent avec les districts voisins du Louvre, qui contrebalançaient et annihilaient souvent son autorité ; ainsi M. d'Angiviller, dans une lettre adressée le 14 août 1790 à M. Bailly, signalait les nombreuses échoppes ou baraques qui s'élevaient tant au pied de la terrasse de la colonnade que le long du jardin devant le Louvre, en vertu d'autorisations délivrées par les commissaires siégeant à la Samaritaine (n° 2193). Du reste, il faut bien le reconnaître, M. Bailly n'était point partisan de ces boutiques qui encombraient et envahissaient la voie publique, et lorsque la Direction des Bâtiments voulut, au mois de janvier 1791, substituer aux vilaines échoppes établies le long de la galerie des Tuileries des baraques convenables, elle rencontra une certaine opposition auprès de la Municipalité qui venait d'en interdire d'analogues sur la place Louis XV (n° 2203). Louis XVI intervenait quelquefois dans ces questions intéressant la décoration du palais ou du jardin des Tuileries. Au mois d'avril 1790, une demoiselle Durand, limonadière, ayant demandé l'autorisation d'installer deux cafés dans les fossés des Tuileries, près du pont tournant, la Municipalité paraissait disposée à concéder la permission d'élever une construction

légère, facile à démolir (n° 2139), le Roi s'y opposa, parce que l'un des cafés devait se trouver à proximité du jardin réservé au Dauphin (n°s 2142, 2143). Sous la désignation de constructions et réfections d'édifices publics, se trouvent compris les importants travaux exécutés au Palais de Justice pour l'élargissement de la rue de la Barillerie et la formation d'une place semi-circulaire en face de la grille du Palais, ceux de l'hôtel d'Auvergne, de l'hôtel de la Première Présidence, de l'hôtel de l'Intendance et surtout de l'église de Sainte-Geneviève, devenue le Panthéon français en vertu du décret du 4 avril 1791. En ce qui concerne ce monument, nous possédons les comptes et mémoires des dépenses effectuées sous les différentes administrations qui prirent successivement en main les travaux, d'abord sous la direction de M. d'Angiviller, puis sous les ordres de la Municipalité, enfin sous l'administration confiée, le 19 juillet 1791, par le directoire du Département, à M. Quatremère de Quincy, assisté des architectes Rondelet et Soufflot, qui fut chargé de transformer l'édifice en Panthéon français. A cette même époque, se poursuivait, non sans peine, à l'aide des fonds produits par la Loterie, la construction de la nouvelle église de la Madeleine, sur les plans de M. Couture.

Parmi les travaux entrepris pour l'embellissement de la capitale vers la fin du règne de Louis XVI, figurent ceux du pont de Louis XVI, situé en face de la place Louis XV, qui furent commencés au mois de juin 1787, sur les plans de M. Perronet. Il ressort d'une lettre de cet architecte (n° 2372), que le batardeau de la dernière pile fut établi le 18 mai 1789, mais le pont ne fut terminé qu'à la fin de 1790. On ne se contenta point d'édifier de nouveaux ponts, on voulut aussi assurer la solidité des anciens, tels que le pont Marie, le pont au Change et le pont Notre-Dame, bien compromise par les maisons qui les bordaient de chaque côté. Les maisons du pont Marie furent abattues en 1787, celles du pont Notre-Dame et du pont au Change en 1788. A la suite de la débâcle des glaces, vers la fin de l'hiver de 1788 à 1789, le pont Rouge, vieux pont de bois, qui mettait en communication l'île Saint-Louis avec le quartier de la Cité, fut tellement ébranlé, qu'il fallut interdire la circulation et le démolir pour en prévenir la chute imminente; il ne fut donc pas emporté, comme le dit Dulaure, par un débordement de la rivière, car la démolition de ce pont fut adjugée le 22 décembre 1789 (n° 2381).

L'établissement de la nouvelle enceinte de Paris, dite des Fermiers généraux, fut, comme l'on sait, une entreprise purement fiscale, qui suscita toutes sortes d'ennuis et entraîna de grosses difficultés. Le projet de loi relatif à la clôture de Paris, soumis à l'approbation de la Cour des Aides, fut longtemps discuté et finit par être, sinon rejeté, du moins ajourné.

Quant aux travaux de l'enceinte, l'architecte Ledoux, chargé dans le principe de la construction des barrières, étant tombé en disgrâce à cause de l'exagération des dépenses et du luxe des pavillons de la Ferme, fut remplacé par Antoine; d'après le rapport que cet architecte adressa vers la fin de 1789 ou au début de 1790, une dépense de sept millions était encore nécessaire tant pour achever la construction des murs et former un chemin de ronde, que pour solder les terrains acquis ou à acquérir, ainsi que les entrepreneurs et ouvriers.

§ 2. L'une des attributions les plus importantes du département des travaux publics était le pavage et le nettoiement. Dans le cours des années 1789 et 1790, le Conseil d'État ordonna de procéder au pavage en grès neuf des rues de Malte et de la Tour, percées dans les marais du Temple, de la rue Blomet, du côté de la rue de Vaugirard, de la rue d'Astorg, de la rue de Louvois, nouvellement ouverte sur l'emplacement de l'hôtel du même nom (n°s 2439, 2442, 2443, 2445, 2448); lorsqu'il s'agissait de rues nouvelles, l'État prenait à sa charge le pavage de la voie publique, mais l'établissement du pavé sur le reste de la chaussée jusqu'au pied des maisons incombait à la Municipalité.

Dans le service du pavage rentraient les carrières dont le contrôle et l'inspection générale appartenaient à M. Guillaumot, intendant général des Bâtiments, surtout au point de vue de la solidité et de la sécurité publique (n° 2465); maintes fois, la Municipalité parisienne dut lui prêter son concours pour empêcher l'accès des carrières, où se produisaient assez souvent des accidents analogues à l'éboulement de la carrière du nommé Dubois, à Ménilmontant, vers la fin de juillet 1790 (n°s 2468, 2470). De son côté, le département des travaux publics prescrivit, en juin 1791, de procéder à la levée des plans et à l'inspection des carrières sous Paris et les plaines adjacentes (n° 2477). Comme les plâtrières s'étaient multipliées outre mesure, divers arrêtés de la Commune, en date des 29 avril, 14 juin, 6, 22 et 29 juillet 1790, ordonnèrent la suppression des fours à plâtre, existant dans Paris, et firent défenses d'en établir de nouveaux (n°s 2469, 2472).

A la fin du siècle dernier le nettoiement de Paris se faisait de la façon la plus rudimentaire et provoquait de nombreuses plaintes; cette opération était laissée, en quelque sorte, à la discrétion de l'entrepreneur des boues, qui s'en acquittait avec plus ou moins de soin. Certaines rues, notamment les rues Richer et Bleue, étaient, par suite de sa négligence, devenues impraticables, au point que le département des travaux publics dut lui interdire, le 4 décembre 1790, de laisser séjourner d'un jour à l'autre, aucunes ordures dans la rue (n° 2486). D'ailleurs, le mépris de la salubrité publique avait atteint de telles proportions que, souvent, bien des rues

formaient de véritables cloaques, où l'on s'embourbait dans les décombres et immondices de tous genres; on ne saurait croire, si l'on n'avait un procès-verbal du commissaire Dassonvillez pour le constater, que le patriote Palloy, pendant l'exploitation d'un chantier rue de Montmorency, non content d'intercepter le passage par un amas de pierres et de moellons, y avait fait décharger vingt tombereaux de matières fécales recouvertes de gravois (n° 2485). Certaines rues de Paris, telles que la rue Clopin, n'étaient ni pavées, ni éclairées, et étaient, en outre, un réceptacle d'immondices (n° 2487). La voirie de la Petite-Pologne où se déversaient les boues, constituait un véritable foyer d'infection; en effet, il ressort d'une visite faite en mars 1791, dans les rues de la Pépinière et de Saint-Lazare, par les commissaires du district de Saint-Philippe du Roule, accompagnés d'un inspecteur du nettoiement, que les eaux et boues liquides, provenant de la voirie de la Petite-Pologne, s'écoulaient par une petite rue traversant la rue de la Pépinière et allaient tomber dans un marais près du grand égout, occasionnant une puanteur épouvantable dans tout le quartier (n° 2496). Jean Chéradame, chargé du service de l'enlèvement des ordures, n'y trouvait plus son compte, paraît-il, depuis la suppression du privilège de vendre les boues, qui lui procurait un bénéfice de 25,000 livres par an, aussi se crut-il fondé à demander la résiliation de son bail, à moins d'être rétabli dans le droit de vendre les boues prises gratuitement par les cultivateurs. Suivant un mémoire adressé au maire et au département des travaux publics, le 10 janvier 1790, Chéradame représentait les sacrifices qu'il avait été obligé de s'imposer pendant le terrible hiver de 1788 à 1789, où il avait dû acheter vingt-cinq tombereaux supplémentaires pour l'enlèvement des neiges et des glaces (n° 2491); les habitants de la banlieue et des environs de Paris, qui ne pouvaient plus se procurer de fumiers par suite du départ des grands seigneurs et de la fermeture de leurs écuries, envoyèrent à leur tour un mémoire, en réponse à celui de Chéradame, afin d'établir que les boues et immondices portées dans les voiries leur avaient toujours appartenu (n° 2492); à cette époque, tout autour de Paris, on recherchait les détritus de la grande ville avec autant d'empressement qu'on met de soin aujourd'hui à les repousser; nous voyons les officiers municipaux de Saint-Cloud, de Boulogne, de Suresnes et de Garches, adresser une requête à la Municipalité parisienne, à l'effet d'autoriser le marinier Doiteau à leur amener des boues pour l'engrais de leurs terres (n° 2497).

§ 3. Le service de l'éclairage public, d'une importance considérable, nécessitait une surveillance de tous les instants et faisait peser une lourde responsabilité sur le département des travaux publics, assiégé de réclamations en raison des extinctions prématurées de réverbères, causées soit

par la forme des lampes, soit par des huiles défectueuses, extinctions que constataient chaque nuit les patrouilles de la garde nationale. Étant donnée la pénurie de ses ressources, la Municipalité, ou plutôt le département des travaux publics, éprouvait le plus grand embarras pour concilier la nécessité de réaliser des économies sur l'éclairage, en profitant des clairs de lune, avec le souci d'assurer la sécurité des rues. Une décision du comité de police de l'Assemblée des représentants de la Commune, prise le 23 septembre 1789, avait autorisé M. Tourtille-Sangrain à continuer l'éclairage de Paris la nuit entière, comme il l'avait fait exceptionnellement depuis le 14 juillet (n° 2505); mais cet éclairage extraordinaire, non prévu par le bail de l'entrepreneur, imposait une lourde charge à la Commune; en conséquence M. Bailly demanda, le 6 février 1790, à M. de Lafayette, de supprimer pour raison d'économie l'éclairage des rues à partir de trois ou quatre heures du matin, M. de Gouvion, consulté à ce sujet, déclara qu'il ne pourrait répondre de la sécurité de Paris si les réverbères ne restaient allumés jusqu'au jour (n° 2537). On dut se conformer à l'avis du chef d'état-major général de la garde nationale et laisser brûler les réverbères toute la nuit, sauf toutefois pendant les clairs de lune; par suite de l'application de cette mesure, l'éclairage extraordinaire de Paris, durant les mois de février et mars 1790, coûta 27,000 livres par mois (n° 2555). Malgré cet excès de dépense, M. de Gouvion resta inflexible, car dans une lettre adressée à M. Bailly, le 8 mai 1790, il disait qu'il estimait inutile l'éclairage de la route de Paris à Versailles, mais jugeait nécessaire de maintenir non seulement celui des rues, mais encore celui des places, quais et boulevards de la capitale, attendu que l'extinction des réverbères à partir de minuit semait l'inquiétude dans le peuple qui, toujours prompt à s'alarmer, croyait à un dessein prémédité pour faciliter l'exécution de quelque complot (n° 2562). La belle saison permit de restreindre la durée de l'éclairage, un ordre du département des travaux publics, du 13 mai 1790, prescrivit au sieur Tourtille-Sangrain de n'allumer, les jours de lune, qu'un réverbère sur deux dans toutes les rues de la ville, ainsi que sur les places, les quais, les ponts et les boulevards (n° 2563); des circonstances exceptionnelles obligeaient quelquefois l'administration à rétablir l'éclairage complet; par exemple, on jugea indispensable d'allumer la totalité des réverbères du 20 au 24 juillet 1790, la persistance des pluies faisant craindre que les rues ne fussent pas suffisamment éclairées par la lune pendant le séjour des députés du pacte fédératif (n° 2575). Au mois de septembre 1790, nombre de sections, notamment celle de la Halle-aux-Blés, Mauconseil, de l'Oratoire, des Petits-Pères, de l'Arsenal se plaignirent de la négligence de l'entrepreneur qui alimentait les lampes avec trop de

parcimonie (n°s 2585-2587, 2592), au point que, dès deux heures du matin, les rues étaient plongées dans l'obscurité la plus complète et que les patrouilles se trouvaient dans l'impossibilité d'accomplir leur service; une patrouille de la section Mauconseil, dans son trajet par les rues Tireboudin, des Deux-Portes, Thévenot, Saint-Sauveur et des Petits-Carreaux, n'avait rencontré qu'un seul et unique réverbère allumé (n° 2600). Naturellement les malfaiteurs en profitaient pour dévaliser à leur aise les gens attardés, aussi les attaques qui se produisirent aux Champs-Elysées déterminèrent M. Cellerier à faire éclairer l'avenue traversant cette promenade depuis la place Louis XV jusqu'à la nouvelle barrière (n° 2606). L'entrepreneur de l'*illumination* de Paris était Pierre Tourtille-Sangrain, dont le bail avait été renouvelé pour une période de trente années, à partir du 1er août 1789, par un arrêt du Conseil du 26 novembre 1784; un certain Pierre Perben était en instance depuis 1782 pour obtenir l'entreprise de l'éclairage de Paris, offrant un rabais de 40,000 livres et demandant l'adjudication publique aux enchères (n°s 2501, 2560, 2561). Tourtille-Sangrain défendit son privilège dans un mémoire, en date du 14 août 1790, où il exposait les pertes qu'il avait éprouvées dans le cours de son exploitation par suite du renchérissement des huiles, et représentait la réduction de 2 livres 12 sols par bec qu'il avait dû subir en passant son nouveau bail (n° 2579). La question de l'éclairage de Paris fut discutée devant le Comité des finances et donna lieu à un rapport lu le 16 septembre 1790, par l'abbé Lompré, secrétaire du Comité (n° 2595); elle provoqua, cette même année, de nombreuses expériences ayant pour but l'adoption de certains perfectionnements. D'une part, Pierre Perben proposa de faire dans la rue Neuve-des-Petits-Champs, en présence de trois commissaires des districts voisins, l'essai d'une « nouvelle position de réverbères », mais M. Cellerier n'y consentit qu'à condition d'appeler également trois commissaires de l'Académie des sciences (n° 2554); d'autre part, M. de Charancourt, ingénieur connu par ses fontaines épuratoires, voulait expérimenter un nouveau système d'éclairage (n°s 2529, 2556); enfin un sieur Beaufils apportait certaines modifications à l'agencement des becs de réverbères ou lanternes, très défectueux en raison de la fumée épaisse qu'ils dégageaient (n° 2528).

§ 4. Le département des travaux publics de la Municipalité avait également à s'occuper des eaux, canaux, égouts et de l'assainissement.

Depuis 1781, la distribution des eaux dans Paris se faisait en partie au moyen des pompes à feu des frères Périer, installées principalement au bas du village de Chaillot. Les frères Périer n'étaient en quelque sorte que les gérants d'une société en commandite formée le 27 août 1778, sous le nom de Compagnie des Eaux de Paris, à laquelle ils avaient apporté l'outillage

industriel des pompes élévatoires de Chaillot; ces ingénieurs, ayant été congédiés, intentèrent un procès aux administrateurs de la Compagnie, à l'effet d'obtenir la restitution des 300 actions qui leur appartenaient, ainsi que le payement des années de leur traitement échu et à écheoir; ils obtinrent gain de cause; un arrêt du Parlement, du 22 septembre 1790, condamna la Compagnie à leur payer 1,200,000 livres pour les 300 actions qui leur étaient dues, sous déduction du prix du terrain et de l'outillage des ateliers et forges de Chaillot, ainsi que d'une somme de 462,000 livres, réclamée par les administrateurs pour reliquat de compte (n° 2622); cet arrêt fut annulé, le 3 décembre suivant, par un arrêt du Conseil d'État, qui décida que les sommes retirées de la caisse de la Compagnie par les administrateurs, y seraient rétablies et versées au Trésor public (n° 2624).

L'aqueduc d'Arcueil et de Rungis amenait au château d'eau de l'Observatoire les eaux qui alimentaient la partie méridionale de Paris. Sous, l'ancien régime, le Bureau de la Ville procédait régulièrement chaque année à la visite des sources de Cachan, Rungis et Arcueil, de concert avec un représentant de la Direction générale des Bâtiments du Roi, qui fut M. Guillaumot, lors de la visite du 8 juillet 1789 (n°ˢ 2633, 2634). Ce fonctionnaire n'était cependant point chargé de ce service. Il y avait un intendant des Eaux et fontaines, M. Coulomb, qui, dans une lettre adressée à M. d'Angiviller, le 6 mai 1790, exposa l'urgence de faire dégraveler les conduites engorgées depuis l'Observatoire jusqu'au Luxembourg, seul moyen de remédier à la déperdition des eaux causée par l'obstruction des tuyaux (n° 2637).

Durant les dernières années du règne de Louis XVI, de nombreux projets furent présentés pour amener à Paris l'eau de plusieurs rivières; en 1762, un sieur Deparcieux avait proposé de faire venir, au moyen d'un aqueduc, les eaux de l'Yvette; ce projet, mis de côté, fut repris par M. Defer de la Nouerre, qui obtint, le 3 novembre 1787, un arrêt du Conseil d'État l'autorisant à percer un canal pour conduire à Paris les eaux de l'Yvette et de la Bièvre (n° 2648), mais il se heurta, dès le début de l'entreprise, à l'opposition des riverains et intéressés à la conservation de ces rivières, et ne put commencer aucuns travaux, quoiqu'il eût déposé entre les mains du trésorier de la Ville une somme de 400,000 livres, applicable au payement des terrains sur lesquels devait passer le canal (n° 2651). Un autre projet, celui du sieur Brullée, qui voulait établir un canal de navigation, alimenté par les eaux de la Beuvronne, rencontra aussi de sérieuses difficultés et aboutit à un échec; ce canal, qui devait commencer au pont de Souilly et arriver entre La Villette et La Chapelle, en formant deux branches, l'une rejoignant la

Seine, près de l'Arsenal, l'autre l'Oise, près de Pontoise, fut autorisé par un décret de l'Assemblée nationale, du 9 novembre 1790, mais M. Brullée ne trouva pas d'actionnaires et ne put réussir à constituer la société au capital de 25 millions, qui devait lui permettre de mener à bonne fin son entreprise (n° 2655).

Avant l'établissement des pompes à feu des frères Périer deux machines hydrauliques fort anciennes et tombant de vétusté, les pompes Notre-Dame et de la Samaritaine, fournissaient les eaux nécessaires à la consommation de Paris. A l'occasion du rapport que fit M. Poyet sur l'état de la Samaritaine, M. d'Angiviller déclara aux administrateurs du département des travaux publics que le Roi n'avait nullement l'intention de négliger la Samaritaine, dont les réparations n'avaient été ajournées qu'en raison de la présence d'un poste de garde nationale (n° 2668).

La question des égouts et vidanges, étroitement liée à celle de la salubrité de Paris, n'offre pas un moindre intérêt que celle des eaux. Deux compagnies, celle des Pompes antiméphitiques et celle dite du Ventilateur, se partageaient le monopole de la vidange des fosses d'aisance, qui leur avait été concédé par lettres patentes du 3 novembre 1787, à l'exclusion de tous maîtres maçons et entrepreneurs (n° 2680). On voit cependant l'un des anciens ouvriers de ces compagnies leur faire concurrence en employant les mêmes procédés ; ce particulier, malgré les défenses de police, se servait de hottes pour le transport des matières et avait une tonne avec l'inscription : *Pompes pour la vidange des fosses d'aisances de la nation* (n° 2682). A cette époque, les matières fécales, que l'on versait dans les bassins de la voirie de Montfaucon, étaient utilisées par un industriel, lequel avait passé un traité avec la Compagnie du Ventilateur pour convertir les matières en poudrette, propre à former un engrais (n° 2678).

§ 5. Parmi les promenades et plantations de la ville de Paris, celle qui tenait le premier rang était la promenade des Champs-Elysées. A la suite du nouvel ordre de choses issu de la Révolution, il y eut une tendance à en dénaturer le caractère ; les districts voisins, notamment celui des Capucins-Saint-Honoré, accordèrent à divers marchands la permission d'établir des baraques, en dépit de la législation qui interdisait d'élever aux Champs-Élysées aucun édifice. Un arrêt du Conseil d'Etat, du 23 mai 1789, renouvela ces défenses (n° 2697). M. d'Angiviller en fit parvenir deux exemplaires à M. Bailly, qui lui répondit en l'assurant de son concours pour s'opposer à la construction de bâtiments susceptibles de déranger la symétrie des Champs-Élysées ou de nuire à sa décoration (n° 2703) ; en effet on voulait non seulement éviter la création d'une nouvelle ville,

mais encore réserver les marais des Champs-Élysées à la culture des légumes et des herbages, en excluant toutes constructions autres que les petites cabanes et hangars des maraîchers (n° 2723). La Direction générale des Bâtiments veillait rigoureusement au bon ordre et à la tenue des Champs-Élysées; c'est par ses soins qu'une garde militaire suisse, détachée de la caserne de Chaillot et placée sous les ordres de M. Féderici, faisait la police de cette promenade, arrêtant et remettant à la garde de Paris les gens sans aveu, rôdeurs, mendiants insolents, filles de mauvaise vie et duellistes (n° 2691); toutefois on se demande pour quel motif l'administration interdisait les courses pédestres que M. Clappier-Delisle, secrétaire de la Direction générale de la librairie, voulait organiser comme exercice hygiénique pour lui et quelques-uns de ses amis, de cinq heures du matin à onze heures (n° 2692), tandis qu'elle accordait à un maître en chirurgie, M. Lidon, l'autorisation d'envoyer chaque jour une vache paître aux Champs-Élysées, en vue, il est vrai, de procurer le lait nécessaire à ses malades (n° 2699). On ne pouvait qu'applaudir sans réserve aux intentions de M. d'Angiviller, lorsqu'il prévenait M. Bailly de l'interdiction absolue du colportage et de l'étalage de toutes marchandises (n° 2711). Le Cours-la-Reine, formant une magnifique avenue plantée de quatre rangées d'arbres et faisant partie intégrante des Champs-Élysées, se trouvait en 1790 dans l'état le plus lamentable, dégradé par le passage incessant de voitures de tout genre qui avaient converti cette avenue en chaussée publique (n° 2714), et l'on fut obligé de constater, en décembre 1790, que l'atelier de charité, organisé au mois de juillet précédent, sur la proposition de M. Cellerier, avait été plutôt nuisible qu'utile (n° 2720). Le 19 février 1791, M. d'Angiviller se plaignit à M. Parent de Chassy, président du Comité des domaines, des fouilles commencées au Cours-la-Reine pour y ériger un édifice devant servir aux séances et bureaux des sections, et le pria d'arrêter une entreprise de nature à modifier complètement l'aspect de cette belle avenue (n° 2722).

Les bois de Boulogne et de Vincennes étaient, non moins que les Champs-Élysées, l'objet de la sollicitude permanente de la Municipalité parisienne, qui eut fort à faire pour en assurer la conservation, car ces deux bois, surtout celui de Vincennes, étaient littéralement dévastés par les habitants des villages voisins qui emportaient le bois par charretées. Le 7 novembre 1790, M. Bailly transmit à M. de Lafayette les plaintes des municipalités de Passy et de Boulogne, et demanda l'envoi dans le bois de Boulogne de patrouilles de cavalerie, mais M. de Lafayette, qui pouvait à peine suffire aux services multipliés qu'on imposait aux troupes placées sous ses ordres, déclara qu'il faudrait, pour obtenir quelque résultat

efficace, un déploiement de forces considérables nullement à sa disposition (n° 2745). Le 27 novembre, M. Bailly revint à la charge et sollicita l'organisation de fréquentes patrouilles par la maréchaussée; le 13 janvier suivant, il pria M. de Lafayette d'établir un poste de cavalerie à la Muette (n°s 2746, 2747). Dès le 16 mai 1790, le ministre de la maison du Roi informa M. de Lafayette et M. Cellerier des dégâts considérables commis dans le bois de Vincennes, notamment par les femmes du faubourg Saint-Antoine, qu'on voyait journellement passer à la barrière du Trône avec des charges de bois coupé (n° 2748); ce fut bien pis encore à l'entrée de l'hiver; les 27 octobre et 1er décembre, M. Bailly crut devoir appeler l'attention de M. de Lafayette sur la destruction du bois de Vincennes et le pria, conformément au vœu du Comité des domaines, de placer auprès de Vincennes un poste de cavalerie chargé de faire de fréquentes patrouilles (n° 2753).

Le quatrième chapitre de notre volume comprend les *Finances et le Domaine*. Dans un premier paragraphe, nous avons réuni tout ce qui se rapporte aux finances proprement dites, aux contributions, à l'octroi, à la Caisse d'Escompte et aux assignats.

Depuis la disparition à peu près complète des pièces concernant la comptabilité municipale, il n'existe guère qu'un document qui permette de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la situation financière de la ville de Paris en 1789 et 1790; ce document intitulé *Compte de la Révolution*, indique sous quinze chapitres les dépenses supportées par la Ville depuis le nouveau régime (n° 2786). En dehors de cette pièce, on ne possède que des textes officiels, c'est-à-dire les décrets de l'Assemblée nationale relatifs à la liquidation de la dette municipale et aux avances accordées par l'État à la Ville pour la mettre à même de remplir ses engagements. Comme les papiers du département des impositions semblent également perdus, nous manquons d'éléments pour étudier l'assiette et le mode de répartition des contributions foncière et mobilière, de la contribution patriotique et du droit de patentes durant la période de 1789 à 1791; ici encore, nous nous trouvons à peu près réduits aux documents officiels.

L'une des sources les plus importantes de revenus municipaux résidait dans la perception de l'octroi; alors, encore plus qu'aujourd'hui, à raison de la perturbation produite par le nouvel ordre de choses, la contrebande s'opérait sur une vaste échelle, aussi y eut-il un commissaire de la Commune spécialement chargé d'assurer la perception des droits d'entrée aux barrières et de réprimer la fraude. Ce personnage, Jean-François Pomiès, se transportait, accompagné d'un commissaire au Châtelet, dans les mai-

sons voisines des barrières, signalées comme servant à l'introduction clandestine et frauduleuse des liquides, et constatait les délits ainsi que la façon d'opérer des fraudeurs. Ces visites domiciliaires, souvent faites aussi par les soins des comités des districts, amenaient généralement la découverte de tuyaux d'étoffe gommée ou vernie encore humides, de tuyaux de plomb ou de fer blanc, qui servaient de conduits souterrains parfois à de grandes distances pour introduire quantité de vin et d'eau-de-vie. La fraude se pratiquait surtout dans le quartier de la Nouvelle-France, rues Coquenard, Montholon, Papillon et Poissonnière (nos 2816, 2818, 2821, 2824). M. Le Couteulx de La Noraye, lieutenant de maire au département du Domaine, afin d'aider à la répression de la contrebande dans cette région, autorisa, aux termes d'un rapport du 12 février 1790, les fermiers généraux à établir provisoirement, dans l'alignement de la nouvelle enceinte, des postes d'observation avancés, et à y installer sept brigades appuyées par des détachements de force armée (n° 2838). Ces soldats, connus sous le nom de chasseurs des barrières, formaient un corps de 600 hommes, spécialement préposés à la garde de l'enceinte extérieure et intérieure de Paris et à la chasse des fraudeurs (n° 2819). La fraude ne se faisait pas toujours subrepticement, les contrebandiers ne répugnaient nullement à l'emploi de moyens violents, c'est ainsi que, le 9 juillet 1789, une bande de 5 à 600 ouvriers, armés de pelles et de pioches, introduisit de vive force, par la barrière Blanche, un certain nombre de barils de vin, dont les commis des Fermes opérèrent, non sans peine, la saisie dans la maison de M. Bertin de Blagny (n° 2808). D'après une lettre adressée par M. Bailly à M. de Lajard, le 13 août 1790, une contrebande énorme se faisait à main armée par la barrière de Belleville, malgré tous les efforts du commandant du bataillon; en présence de tentatives aussi audacieuses, M. Bailly dut prier l'état-major de la garde nationale d'envoyer un nombre d'hommes suffisant pour repousser les attaques des contrebandiers (n° 2858).

On sait combien la rareté excessive du numéraire et l'agiotage effréné qui en fut la conséquence rendirent les transactions difficiles et contribuèrent à accroître la misère publique ; les scènes parfois sanglantes, dont les rues voisines du perron du Palais-Royal furent le théâtre, entretinrent une grande agitation et forcèrent souvent la Municipalité à intervenir. Ainsi, le 14 janvier 1791, le maire et le département de police envoyèrent un ordre à l'état-major de la garde nationale à l'effet d'empêcher les marchands d'argent de s'établir la nuit à la porte de la Caisse de l'Extraordinaire en vue d'accaparer et de revendre les petits assignats (n° 2898).

Ces honteuses spéculations, ainsi que la hausse progressive du cours de l'argent, produisirent une vive fermentation au Palais-Royal, au point

que le peuple menaça de faire un mauvais parti aux agioteurs, dont il fallut sauvegarder l'existence, comme le montre une lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, en date du 15 mai 1791 (n° 2902).

Dans ces moments critiques, la Caisse d'Escompte rendit de réels services par la circulation de ses billets et par ses avances au Trésor public, et l'étude de ses opérations est intimement liée à celle des difficultés financières qui marquèrent les premières années de la Révolution. En présence de l'importance de son rôle, il n'est pas étonnant que la contrefaçon des billets de cette Caisse ait tenté de nombreux faussaires, qui furent l'objet de poursuites soit devant le Châtelet, soit devant les tribunaux criminels provisoires ; certains de ces procès eurent même quelque retentissement, entre autres ceux des frères Agasse, condamnés à mort le 4 février 1790, de Pierre Canevas de Grandmaison et de Remy d'Autun de Champclos, dont la procédure traîna en longueur de juridiction en juridiction; un de leurs complices, le sieur Louis-Xavier Marin, ancien procureur du Roi aux Domaines, convaincu d'avoir fabriqué cent trente-huit faux billets de 1,000 livres, échappa au châtiment par le suicide (n°s 2929, 2931-2933).

Lorsque les billets de la Caisse d'Escompte, en raison de la multiplicité des émissions, commencèrent à tomber dans le discrédit, il fallut songer à procurer de nouvelles ressources financières et l'on décida la création des billets d'État, ayant cours forcé et remplaçant le numéraire, telle est l'origine des assignats; les premiers mis en circulation portaient intérêt et devaient représenter la valeur des biens nationaux. Aux mois d'août et de septembre 1790, les sections de Paris exprimèrent un vœu unanime pour l'émission de nouveaux assignats, sans intérêt, à cours forcé, destinés au remboursement de la dette publique et subdivisés en coupures de 200, 100, 50, 25 et 12 livres; les mêmes sections demandèrent également la fonte de monnaie de billon, notamment de pièces de 5 sols et de 2 sols 6 deniers, en quantité suffisante pour l'échange des assignats (n° 2966-2998).

Malgré l'émission de 100 millions de petits assignats de 5 livres, décrétée par l'Assemblée nationale, les entrepreneurs et fabricants éprouvaient les plus grandes difficultés à effectuer le payement des salaires de chaque semaine et furent obligés de se faire délivrer par les sections des certificats constatant le nombre de leurs ouvriers, en vue de l'échange des assignats contre du numéraire, certificats d'autant plus intéressants qu'ils permettent de se renseigner exactement sur la situation de chacune des branches de l'industrie parisienne (n°s 3011-3014). Partout il y avait une véritable pénurie d'espèces qui produisait une gêne extrême; M. Vente, l'un des fermiers-généraux, chargé des entrées de Paris, dut même demander

la remise par le Trésor de petits assignats et l'autorisation d'acheter des écus, afin d'assurer, d'une part, le service des caisses de la marée et de la volaille, et d'autre part, le payement des appointements de ses employés (n° 3020). L'État, le Département et la Municipalité cherchèrent le moyen de remédier à la situation. Tandis qu'un arrêté du Département, en date du 17 mai 1791, autorisait l'établissement dans chaque section d'un bureau d'échange des assignats contre des espèces ou des espèces contre des assignats, bureau placé sous la surveillance de la garde nationale pour éviter tout désordre, un décret de l'Assemblée nationale, du 18 juillet 1791, portait désignation d'une caisse pour l'échange des assignats de 5 livres contre de la menue monnaie et organisait un bureau spécial pour les chefs d'ateliers de manufactures (nos 3031, 3032, 3040); mais cette seule et unique caisse, établie à l'une des extrémités de Paris, ne pouvait suffire aux besoins des habitants de la capitale, forcés de se contenter des 200,000 livres de monnaie par semaine qu'on mettait à leur disposition (n° 3043). Les administrateurs de la Caisse patriotique ouvrirent leurs guichets pour échanger les assignats contre des petits billets, mais ne réussirent pas à satisfaire le public; le 7 juin 1791, ils se virent dans la nécessité de demander main-forte à M. Bailly, vu l'affluence et le nombre des mécontents (n° 3039); le 23 août suivant, ces mêmes administrateurs lancèrent dans la circulation de nouvelles coupures de 50 sols, distribuées concurremment avec les billets de 5, 10, 20 et 25 livres (n° 3052), mais au bout de peu de temps on se trouva inondé de ces billets patriotiques qui furent refusés par le Trésor (n° 3053). A ce moment, une société, celle des Nomophiles, séante au marché de Sainte-Catherine, sous la présidence de Concedieu, le futur membre de la Commune insurrectionnelle du 10 août, prit l'initiative des mesures que nécessitait l'émission considérable de billets faite par des compagnies ou des particuliers, afin d'aider au change des assignats (nos 3054, 3055); ce fut le point de départ du mémoire adressé, le 24 septembre 1791, à l'Assemblée nationale par les officiers municipaux, à l'effet de signaler les graves inconvénients de la circulation des billets de confiance émis par des particuliers ou des associations entièrement inconnus, billets qui ne pouvaient que tomber rapidement dans le plus complet discrédit (n° 3056).

Les assignats, constituant en quelque sorte le seul papier-monnaie d'un usage courant, furent l'objet d'audacieuses contrefaçons ; l'on fabriquait surtout des assignats rouges de 1,000 livres, et il est curieux de lire à cet égard le procès-verbal d'un commissaire au Châtelet, qui prend soin d'indiquer les différences constatées dans la figure du Roi, dans les armes, dans le cadre, dans la transparence et la nature du papier, diffé-

rences qui permirent de reconnaître la fausseté d'un assignat rouge présenté en payement à un mercier de la rue de la Vieille-Bouclerie (n° 3063). Il est à remarquer que la plupart des faux assignats se fabriquaient dans les prisons, dans celle du Châtelet surtout, où il y avait une véritable officine, d'où sortirent de faux assignats de 1,000 livres, dus à la collaboration du sieur Bernard, graveur, et du sieur Roussel (n° 3064). Au mois de juin 1791, Joseph Watrin, concierge du Châtelet, découvrit dans une chambre, occupée par plusieurs prisonniers, des outils et trois planches, dont deux en cuivre et une en bois, pour fabriquer de faux coupons d'assignats (n° 3078). L'officier de garde au poste du Palais trouva, le 16 du même mois, dans la chambre de la pistole de la Conciergerie, sous le chevet du lit, une planche préparée pour la contrefaçon de coupons d'assignats (n° 3080). Le mois suivant, une perquisition, faite dans la nuit du 10 au 11, amena la découverte, au Châtelet, d'une presse, d'une planche en cuivre gravée pour tirer de faux assignats de 100 livres, avec des petits outils et des couleurs (n° 3087). Le 29, à la suite de nouvelles investigations dans différentes chambres de la même prison, on saisit de faux coupons de 30 livres, exécutés à la main, mais on ne put découvrir la planche commencée (n° 3100). A cette époque, il y avait six graveurs incarcérés tant à la Force qu'au Châtelet. Pour couper court à des tentatives sans cesse renouvelées, le département de police décida, sur l'avis de M. Watrin, que les prisonniers exerçant la profession de graveur seraient réunis dans la même chambre et mis dans l'impossibilité de communiquer avec les autres détenus (n° 3113). Le grand nombre d'individus arrêtés et poursuivis pour fabrication de faux assignats, notamment, le sieur Eugène Bordier, ingénieur-géographe à Limoges, les sieurs Phelipponneau et Simoneau, domiciliés à Londres, le sieur Poupart de Beaubourg et consorts, sans compter quantité d'autres faussaires plus obscurs, obligea l'Assemblée nationale à rendre un décret, en date du 3 mai 1791, qui confia l'instruction et le jugement de ces procès au tribunal du premier arrondissement, sans préjudice d'autres affaires de même nature données au tribunal du deuxième arrondissement (n° 3071) ; mais les lenteurs de l'instruction, par suite de l'éloignement des inculpés et de la nécessité de les transférer à Paris, attirèrent l'attention du Comité des rapports qui demanda, le 19 juillet, au ministre de la justice, l'état des procédures faites dans les tribunaux de Paris contre les prévenus du crime de falsification d'assignats (n° 3089). Un décret de l'Assemblée nationale ordonna que le ministre de la justice en rendrait compte dans le délai de trois jours (n° 3091). M. Duport s'adressa aux commissaires du Roi et accusateurs publics près les tribunaux d'arrondissement de Paris, qui envoyèrent tous,

du 23 au 26 juillet, le tableau des affaires déférées à chacun de leurs tribunaux, et il transmit immédiatement à l'Assemblée l'état des procédures instruites par les tribunaux des premier et deuxième arrondissements (n° 3102). Le ministère public en faisant parvenir les renseignements demandés par M. Duport, y joignit ses observations; ainsi M. Laurens, commissaire du Roi près le cinquième tribunal, dans une lettre adressée, le 30 juillet, au ministre de la justice (n° 3104), fut obligé de déclarer que l'instruction de trois procès, pour fabrication de faux assignats, portés devant son tribunal, s'était trouvée entachée de tant de vices de forme qu'il avait dû l'annuler et la faire recommencer. M. Mitouflet, commissaire près le sixième tribunal, exposa qu'il ne pouvait suffire à toutes les affaires criminelles qu'on lui avait confiées, notamment à celles du 17 juillet, et demanda à être déchargé de l'instruction de deux procès pour distribution de faux assignats (n° 3105). Le décret par lequel l'Assemblée nationale enjoignit à toutes personnes, auxquelles seraient présentés des assignats suspectés de faux, d'en faire la déclaration au comité de police de leur section, montra combien les pouvoirs publics se préoccupaient d'arrêter la fabrication et surtout l'émission des faux assignats (n° 3103).

Le second paragraphe de notre quatrième chapitre est relatif au domaine de la Ville et à l'acquisition par la Municipalité parisienne des biens domaniaux et ecclésiastiques.

Un décret de l'Assemblée nationale, en date du 17 mars 1790, avait décidé la vente et l'aliénation au profit de la municipalité de Paris et des autres municipalités du royaume, de 400 millions de biens ecclésiastiques (n° 3143); douze commissaires de la Commune reçurent le mandat de se concerter avec ceux de l'Assemblée nationale pour assurer l'exécution de ce décret, ces douze commissaires, qui étaient chargés de procéder à l'estimation des biens nationaux et ecclésiastiques et d'en régler le mode de vente, furent désignés par soixante députés, que nommèrent *ad hoc* les sections, et qui se réunirent en assemblée, le 1er avril, à l'Archevêché. Les sections, par des arrêtés pris dans le courant du mois de juin, autorisèrent es douze commissaires de la Municipalité à effectuer, conjointement avec le maire, l'acquisition des domaines nationaux jusqu'à concurrence de 200 millions et adoptèrent le projet de soumission de la commune de Paris (n° 3234).

D'août 1790 à janvier 1791, des experts désignés par l'Assemblée nationale et par la commune de Paris, la plupart architectes, procédèrent aux estimations des domaines nationaux et ecclésiastiques, tant à Paris que dans les districts de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine; leurs procès-

verbaux, accompagnés de plans, sont conservés aux Archives nationales dans neuf cartons de la section administrative (n° 3233). Ces experts recevaient une allocation de 3 livres pour 1,000 sur l'évaluation des biens nationaux demandés par la Municipalité (n° 3236); le directoire du Département, par un arrêté du 4 août 1791, adjoignit vingt-neuf nouveaux experts aux vingt-six précédemment choisis (n° 3241). Un décret du 6 août 1790 chargea provisoirement la Municipalité parisienne de toutes les ventes et reventes des domaines nationaux dans la ville et le département de Paris (n° 3250); les biens dont la Municipalité fit l'acquisition, en vertu de décrets de l'Assemblée depuis le 6 août 1790 jusqu'au 26 septembre 1791, furent adjugés aux particuliers par la même Municipalité à l'extinction des feux (n°s 3250-3289).

Comme l'Assemblée nationale avait remis l'administration des biens ecclésiastiques aux directoires de départements et de districts et que la Municipalité parisienne en remplissait les fonctions, ce fut elle qui dut organiser cette administration. Pour donner une idée de l'importance et de l'étendue de l'œuvre à accomplir, il suffira de rappeler que l'administration des biens nationaux, confiée à huit commissaires, était divisée en quatre bureaux, celui d'agence générale, celui de féodalité, celui de liquidation et celui de comptabilité; c'est au bureau ou département d'agence générale que le public se renseignait sur les biens nationaux à vendre, sur les clauses des enchères et sur l'époque des adjudications. L'administration ou régie des biens nationaux devait régler une infinité de questions, telles que la fixation et perception des loyers et fermages, lesquels jusqu'au 1er janvier 1791 appartenaient aux communautés religieuses, l'acquit des charges et des dettes, la mise en vente du mobilier et des effets de sacristie des maisons religieuses, à l'exception de ceux possédés par les établissements de femmes, par les congrégations réputées étrangères, par les communautés se consacrant à l'enseignement public ou au soulagement des pauvres, par l'ordre de Malte et autres ordres militaires, religieux ou civils.

Notre cinquième chapitre est consacré aux *cultes*. Le décret du 2 novembre 1789, qui mettait les biens du clergé à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres, amena une transformation complète de l'ancien ordre de choses; en déclarant les biens ecclésiastiques propriété nationale, on prenait l'engagement d'assurer la subsistance des membres du clergé; de ce jour les prêtres devinrent de simples fonctionnaires de l'État, vivant de ses subsides.

§ 1. On sait que le décret du 2 novembre avait fixé à un minimum de

1,200 livres les appointements des curés, indépendamment de la jouissance de leur maison curiale et d'un jardin; ceux de Paris reçurent exceptionnellement 6,000 livres et leurs vicaires en titre 2,400 livres à 1,000 livres, mais comme un décret, en date du 3 août 1790, avait accordé aux vicaires des villes un traitement de 700 livres, ce fut le point de départ de nombreuses réclamations présentées par les ecclésiastiques attachés aux paroisses qui sollicitèrent le traitement alloué aux vicaires. M. Bailly faisait observer à ce propos, dans une lettre adressée à M. Pastoret, le 22 mars 1791, que si ces réclamations étaient accueillies, il en résulterait une augmentation de dépenses de plus de 400,000 livres par an (n° 3376). Néanmoins, la Municipalité fut autorisée à recevoir les demandes de supplément de traitement qui seraient formées par des prêtres exerçant des fonctions curiales dans les paroisses (n° 3378). Une décision du Comité ecclésiastique, rendue le 5 août 1791, mit à la charge des fabriques le traitement des ecclésiastiques remplissant ces fonctions dans les paroisses de Paris, et stipula qu'à partir de 1791, il n'y aurait plus que des vicaires en titre rétribués par le Trésor public (n° 3402).

Pendant que les prêtres habitués des paroisses de la capitale élevaient la voix pour demander une allocation supplémentaire, les vicaires de la banlieue parisienne, représentés par ceux de Passy, d'Auteuil, de Boulogne et de Saint-Cloud, adressaient des réclamations analogues pour obtenir, en raison du voisinage de la capitale et de la cherté des vivres, un traitement plus élevé que celui des vicaires de campagne (n° 3304, 3351).

Si la nouvelle organisation ecclésiastique ne reconnaissait plus les vœux monastiques, déclarés abusifs et inopportuns, elle laissait, néanmoins, aux moines qui le désiraient, la faculté de continuer la vie religieuse, en conséquence, il fallut suppléer par des pensions à l'absence de leurs biens et revenus. Les lenteurs inséparables d'un nouveau régime, qui retardaient indéfiniment le règlement des pensions, constituant l'unique ressource des religieux et religieuses, rendirent leur situation extrêmement précaire, et l'on pourrait citer maints exemples de religieux qui se trouvèrent tout à coup réduits à la plus profonde misère. C'est ainsi que le 3 août 1790, trois bénédictins du couvent des Blancs-Manteaux dépeignirent au Comité ecclésiastique leur dénuement et sollicitèrent le payement du traitement fixé par l'Assemblée nationale (n° 3322). Le 18 août 1790, dom Devienne, bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, adressa au même Comité une requête où il déclarait qu'il était dans l'alternative de mourir de faim ou de vivre d'aumônes (n° 3324). Le 16 septembre suivant, dom Saurimont, religieux bernardin de Bonnefond, se plaignit au Comité eccié-

siastique d'être sur le pavé, sans argent, sans linge, sans pain, et demanda une avance sur sa pension pour retourner dans son cloître ou dans sa famille (n° 3340). A la fin du mois de novembre, les commissaires administrateurs des biens nationaux appuyèrent, auprès du Comité ecclésiastique, une pétition des prêtres officiers du chapitre de Notre-Dame, qui réclamaient une pension alimentaire pour ne pas être réduits à la mendicité (n° 3352). Cependant il est juste de reconnaître que les administrateurs des biens nationaux et la Municipalité, d'une part, le Comité ecclésiastique et le Département, d'autre part, apportaient toute la diligence possible pour arriver au règlement des pensions dues à ceux qui faisaient partie des communautés religieuses. Le 22 octobre 1790, les administrateurs des biens nationaux s'adressaient au Comité afin de savoir si les religieuses, sorties des maisons de charité et d'éducation où elles avaient fait profession, avaient droit à des pensions, et si ces pensions leur seraient payées par la nation, le Comité déclara dans sa réponse que le payement de ces pensions incombait au Département, à partir du jour où il s'était chargé de l'administration des biens ecclésiastiques (n° 3345). M. Bailly demanda, le 30 mars 1791, au nom du directoire du Département, l'état de tous les individus salariés ou pensionnés, tant du clergé régulier que du clergé séculier, ainsi que de la dépense relative à leur traitement durant les années 1790 et 1791, non seulement dans l'étendue de la Municipalité de Paris, mais encore dans les districts de Saint-Denis et de Bourg-la Reine (n° 3379). A son tour, le directoire du Département, par un arrêté du 11 avril 1791, prit les mesures nécessaires pour la liquidation des pensions qui devaient être accordées aux religieuses des différentes maisons (n° 3380).

La Constitution civile du clergé imposait aux ecclésiastiques l'obligation étroite de prêter le serment pur et simple, sous peine d'être déclarés réfractaires et déchus de toute fonction sacerdotale; le dernier délai fixé pour la prestation de serment fut le 16 janvier 1791. Il résulte d'un état concernant les curés, vicaires et fonctionnaires publics des paroisses du district de Saint-Denis, que les uns prêtèrent le serment pur et simple, les autres, le serment avec restriction, d'autres, enfin, refusèrent le serment (n° 3426). Dans le petit nombre des prestations de serment dont le procès-verbal a été conservé, nous citerons celle de Nicolas Castelan, curé de Montmartre (n° 3417); par un étrange effet des vicissitudes humaines l'on voit figurer parmi les prêtres, qui jurèrent de défendre la Constitution civile du clergé, un vainqueur de la Bastille, capitaine de la garde nationale, Jean-Baptiste-Marie-Louis La Reynie, qui s'intitule ex prieur commendataire de Saint-Léger (n° 3410).

Quoique la Municipalité eût dans ses attributions, en vertu du décret

de mai 1790, l'entretien des églises, presbytères et autres objets relatifs au service religieux, elle restait généralement étrangère aux questions se rattachant à l'exercice du culte ; aussi peut-on signaler, à titre exceptionnel, une motion de l'Assemblée des représentants de la Commune, ou plutôt une protestation, contre « l'exaction journalière des billets de confession, aussi contraire à la liberté de l'homme qu'au véritable esprit de la religion », qui fut transmise par l'abbé Fauchet au Comité ecclésiastique (n° 3443). On remarquera également une lettre de l'abbé Brugières, curé de Saint-Paul, successeur de l'abbé Bossu, écrite au Comité ecclésiastique, pour demander s'il devait publier les bans et procéder à la célébration du mariage d'un prêtre, avec la réponse du Comité déclarant que le curé de Saint-Paul avait le droit et le devoir de refuser son ministère pour le mariage en question (n° 3467). Un autre document, qui ne mérite pas moins d'attirer l'attention, est la requête du comédien Talma à l'Assemblée nationale, au sujet des difficultés opposées à son mariage par le curé de Saint-Sulpice, qui exigeait de lui une renonciation à son état, en dépit des droits civils acquis à tout citoyen par la Constitution (n° 3447). Le Comité ecclésiastique recevait quantité de lettres et d'adresses, provoquant ses décisions sur une infinité de points ; tantôt ce sont « des amis sincères du vertueux clergé », qui demandent la promulgation d'un décret interdisant aux ecclésiastiques d'avoir à leur service des femmes de moins de quarante-cinq ans (n° 3439), tantôt ce sont « des amis de la Révolution », qui réclament un décret suspendant l'ordination des prêtres pendant un an, le nombre en étant, à leurs yeux, déjà trop considérable (n° 3454). Parmi les questions qui préoccupèrent le directoire du Département, figure, en première ligne, le réglement des frais du culte ; une lettre adressée, le 12 septembre 1791, à la Municipalité parisienne, portait que ces frais seraient désormais payés par la Trésorerie nationale, mais que ceux du service laïc des paroisses constituaient des dépenses locales auxquelles la Trésorerie ne devait point subvenir (n° 3472).

Par suite du décret sur la Constitution civile du clergé qui ordonnait de procéder à une nouvelle circonscription des paroisses du royaume, celle des paroisses de Paris fut complètement remaniée. Le Corps municipal décida la suppression des nombreuses petites cures de la Cité et de l'île Saint-Louis, ne laissant subsister que l'église de Saint-Louis-en-l'Ile, jusqu'au rétablissement de la communication entre les îles du Palais et de Saint-Louis (n° 3476). Ce fut M. Quatremère qui fut chargé, en qualité de commissaire municipal, du rapport fixant la nouvelle circonscription des paroisses de Paris, au nombre de trente-trois, rapport sur lequel intervint l'arrêté pris le 24 janvier 1791. par le Corps municipal,

et qui fut suivi d'un décret conforme de l'Assemblée nationale, en date du 4 février (nos 3479-3481). Ce remaniement des paroisses de Paris amena la clôture d'un certain nombre d'églises ou pour mieux dire de chapelles de communautés religieuses, par exemple celles qui furent fermées, les 16 et 18 avril, par les commissaires de la section de la Croix-Rouge (n° 3490). Comme les paroisses de récente formation manquaient totalement de vases sacrés et d'ornements ecclésiastiques, le Corps municipal prit, le 6 avril 1791, un arrêté par lequel il décida que ces paroisses recevraient les objets nécessaires au culte sur ceux provenant des paroisses supprimées, et il institua une commission chargée de s'occuper de l'organisation matérielle des nouvelles paroisses (nos 3487, 3489).

Au moment où l'Assemblée nationale examinait les mesures à prendre pour combler les vides du Trésor public, le baron de Jessé proposa, dans la séance du 26 septembre 1789, d'appliquer aux besoins de l'État *les richesses mortes* du pays, savoir, l'argenterie des églises et monastères de France qu'il évaluait à 140 millions ; le clergé, par l'organe de l'archevêque de Paris, accéda immédiatement à cette demande et déclara abandonner tout ce qui ne serait pas nécessaire à la bienséance du culte. Cette proposition du baron de Jessé fut discutée et transformée, le 29 septembre, en décret, par lequel l'Assemblée nationale invita les évêques, curés, chapitres, supérieurs des communautés religieuses de l'un et de l'autre sexe, fabriques et confréries à faire porter à l'hôtel des Monnaies le plus proche toute l'argenterie des églises, chapitres et confréries qui ne serait pas indispensable au culte. Un autre décret en date du 23 octobre 1790, concernant l'administration des biens nationaux jusqu'au moment de leur aliénation, compléta cette mesure en prescrivant la mise en vente du mobilier des églises, ainsi que le transport aux hôtels des Monnaies de toute l'argenterie qui n'aurait pas été réservée en vertu des décrets de l'Assemblée nationale. Celle des églises et communautés de Paris supprimées fut déposée par les commissaires administrateurs des biens ecclésiastiques entre les mains de M. Vallet de Villeneuve, trésorier municipal, à partir du mois de décembre 1790 et transportée en l'hôtel des Monnaies le 9 avril 1791 pour être livrée à la fonte et servir à la fabrication des pièces de 30 et de 15 sols (nos 3498-3503, 3519). Le procès-verbal de la pesée et fonte fut dressé en l'Hôtel des Monnaies, par les soins de M. Angot des Rotours, premier commis des finances au département des Monnaies, en présence de MM. Creuzé de la Touche et Camus, commissaires de l'Assemblée nationale, de MM. Tiron et Pitra, officiers municipaux, et de M. Masson, orfèvre ; cette opération, qui se poursuivit du 9 avril au 27 juin (nos 3512, 3529), fut entourée de toutes les garanties désirables, non seulement

l'orfèvre expert dut procéder au démontage et à la séparation des pièces de vermeil et d'argent blanc (n° 3508), mais encore l'administration prit soin de soumettre les pièces qui méritaient d'être conservées à l'examen préalable de savants, comme les abbés Barthélemy et Leblond, et l'on rédigea même une instruction spéciale concernant les châsses, reliquaires et autres objets d'orfèvrerie (n°ˢ 3509, 3510). De plus, diverses paroisses, telles que Saint-Germain-des-Prés, Saint-Thomas-d'Aquin, Saint-Ambroise et Saint-Antoine, furent gratifiées de vases sacrés et autres objets nécessaires pour l'exercice du culte, provenant des églises supprimées (n°ˢ 3513-3516).

Le décret du 13 novembre 1789 obligeait tous titulaires de bénéfices, tous supérieurs de maisons et établissements ecclésiastiques, sans aucune exception, à faire dans le délai de deux mois, devant les officiers municipaux, une déclaration détaillée de tous les biens mobiliers et immobiliers dépendant desdits bénéfices et établissements, ainsi que de leurs revenus, avec un relevé des charges dont ces biens pouvaient être grevés. C'est grâce à cette disposition législative que l'on se trouve renseigné de la façon la plus exacte et la plus précise sur la situation du clergé, tant séculier que régulier, au moment de la Révolution. Les officiers municipaux de Paris, délégués à cet effet, reçurent ces déclarations dans le courant des mois de février et de mars 1790 ; nous en donnons le relevé dans chacun des paragraphes qui concernent l'archevêché de Paris, le chapitre de Notre-Dame, les églises collégiales et paroissiales, les communautés religieuses d'hommes et celles de femmes.

§ 2. L'archevêché de Paris conserva son existence jusqu'au 12 juillet 1790, époque de sa transformation en évêché métropolitain dans la nouvelle organisation ecclésiastique; en conséquence, la déclaration de ses biens et revenus, donnée le 13 février 1790, par Étienne Ponsard, archiviste de l'Archevêché, fut faite au nom de M. Le Clerc de Juigné, qui signa encore de Chambéry, les 27 novembre et 11 décembre 1790, les déclarations relatives aux fermages qu'il entendait se réserver (n°ˢ 3531, 3535). Lors de la vacance du siège, le choix des électeurs se porta sur Gobel qui fut le premier titulaire de l'évêché de Paris, avec Daniel-Pierre Denoux, ex-curé de la Madeleine, comme premier vicaire, et François Gérard, ex-curé de Saint-Landry, comme second vicaire.

L'église cathédrale de Notre-Dame fut conservée comme paroisse, mais, par suite de la suppression du chapitre et de la mise sous scellés de ses effets mobiliers, les chanoines n'eurent plus le droit de dire l'office canonial et le service divin fut désormais célébré par les vicaires de l'évêque (n° 3563) ; de plus, les chanoines durent fournir, ainsi que les vicaires,

chapelains et bénéficiers de l'église cathédrale, une déclaration de leurs canonicats, prébendes et revenus (nos 3551-3553). A la même époque, tout le personnel subalterne attaché à l'église de Notre-Dame, qui était chargé de l'entretien du trésor et de la sacristie, dans la crainte de perdre sa situation, adressa force suppliques à l'Assemblée nationale pour obtenir la continuation de ses traitements et émoluments (nos 3564, 3578-3586).

§ 3. Les églises collégiales de Paris furent assujeties à une double formalité : elles fournirent d'abord, au mois de février 1790, comme les autres établissements ecclésiastiques, la déclaration des biens et revenus des collèges de chanoines, représentés par un mandataire, d'ordinaire leur receveur; puis, au mois de décembre suivant, elles reçurent la visite de commissaires de l'administration des biens nationaux, qui dressèrent les procès-verbaux de suppression des chapitres et d'apposition des scellés sur le mobilier des collégiales; vers le milieu de l'année 1791, eut lieu la levée des scellés, le récolement des effets mobiliers et leur attribution à diverses églises. La suppression des chapitres du Saint-Sépulcre, de Saint-Merry, de Saint-Benoît et de Saint-Etienne-des-Grès, qui se trouvaient dans la dépendance du chapitre de Notre-Dame, s'effectua les 2, 6, 24 et 28 décembre 1790, sous les auspices de Cyr-Jacques Vigner, de Jacques-Joseph Hardy et Claude-Didier Deyeux, officiers municipaux (nos 3606, 3615, 3620, 3625). Les autres chapitres, savoir : ceux de Saint-Honoré, de Saint-Louis-du-Louvre, de Saint-Marcel, de Sainte-Opportune, cessèrent d'exister les 9, 11, 24 novembre et 4 décembre, sans qu'aucun incident vint retarder les opérations auxquelles procédèrent les commissaires de l'administration des biens nationaux (nos 3049, 3662, 3668). Il n'en fut pas de même pour la Sainte-Chapelle de Paris, où il y avait un trésor renommé et des reliques méritant une attention toute particulière. Le 27 novembre 1789, des commissaires de la Chambre des comptes s'étaient transportés à la Sainte-Chapelle, avec mission de procéder au récolement des reliques, vases sacrés, argenterie et pierres précieuses, composant le trésor, sur l'inventaire dressé par M. Lourdet les 17 mars et 24 mai précédents (n° 3673). On possédait donc, au début de l'année 1790, un état exact des richesses constituant le fameux trésor de la Sainte-Chapelle. A ce moment, l'administration des biens nationaux mit le chapitre en demeure d'envoyer son argenterie inutile à la Monnaie ; il s'y refusa, alléguant que cette argenterie appartenait au Roi et que les chanoines ne pouvaient en disposer sans son agrément (n° 3676) ; si l'argenterie dépourvue de valeur artistique était sacrifiée sans trop de regret, on attachait une autre importance aux objets précieux par leur antiquité, tels que les pierres fines et manuscrits, traditionnellement conservés depuis des siècles, que le Comité d'aliénation

des biens nationaux et le Comité ecclésiastique recommandèrent, le 14 novembre 1790, à la sollicitude des administrateurs desdits biens (n° 3687). Le 22 novembre, deux officiers municipaux, Jacques-Joseph Hardy et Nicolas-Jean Lardin, apposèrent leurs scellés sur la Sainte-Chapelle et sur son trésor (n° 3688); à la suite de cette opération, le Comité ecclésiastique prescrivit à la Municipalité de supprimer l'office canonial à la Sainte-Chapelle, tant haute que basse, en laissant continuer l'office paroissial à la Sainte-Chapelle basse, et de faire le récolement des ornements les plus anciens et les plus riches qui avaient été transportés à la Chambre des comptes (n° 3689). D'après un mémoire des chanoines de la Sainte-Chapelle, l'examen des reliques ne se fit point avec tout le respect désirable; les chanoines furent même scandalisés de l'indécence avec laquelle le bois de la vraie croix et la couronne d'épines avaient été passés de main en main comme à une vente publique (n° 3694). Trois mois plus tard, la Municipalité ordonna de procéder à la levée des scellés et à l'inventaire du trésor. Le 25 février 1791, Louis XVI délégua M. de La Chapelle, commissaire général de sa maison, à l'effet d'assister à cette opération et de réclamer les reliques et pierres précieuses (n° 3700). Un procès-verbal, dressé le 10 mars suivant, constata la remise, par la municipalité de Paris, à M. Gilbert de La Chapelle, des reliques, pierres précieuses et manuscrits se trouvant dans le trésor de la Sainte-Chapelle, afin de déposer : 1° les reliques dans le trésor de l'abbaye de Saint-Denis, 2° les pierres précieuses au Cabinet des médailles, 3° les manuscrits à la Bibliothèque du Roi (n° 3704). Ce dépôt s'effectua; l'on possède, d'une part, un état des reliques provenant du trésor de la Sainte-Chapelle, que Louis XVI fit transporter à Saint-Denis, et l'on sait, d'autre part, qu'à la date du 6 avril les armoires destinées à recevoir ce trésor étaient prêtes et que la couronne d'épines, avec la vraie croix, devait être exposée, le 3 mai, dans le chœur de l'église abbatiale (n°s 3705, 3707).

La Sainte-Chapelle de Vincennes, comme celle de Paris, fut supprimée à la fin de 1790; les officiers municipaux de Vincennes apposèrent les scellés, après cessation de l'office canonial, sur les effets mobiliers de la collégiale, et comme l'église du village se trouvait dans le délabrement le plus complet, le corps municipal de Vincennes proposa d'affecter l'église du chapitre à la célébration de l'office paroissial et d'attribuer à la paroisse une partie des ornements, linge, reliques et livres de chœur du chapitre mis sous scellés (n°s 3723, 3724).

Tous les curés des paroisses de Paris furent astreints, comme les titulaires de bénéfices quelconques, à fournir la déclaration des biens, revenus et charges de leurs cures, ainsi que des communautés de prêtres dont ils

étaient les administrateurs; ces déclarations sont souvent très instructives et nous renseignent de la façon la plus certaine sur la situation des paroisses au moment de la Révolution. Ainsi, l'on voit par celle de M. Secrée de Penvern, curé de Saint-Étienne-du-Mont, que la cure dont il était titulaire n'avait d'autre revenu que le casuel, évalué à 6,000 livres et diminuant de jour en jour, qu'elle était dépourvue de presbytère et que la paroisse comptait 34,000 habitants, dont les deux tiers étaient des indigents (n° 3770). Le revenu de la cure de Saint-Roch ne consistait pareillement qu'en casuel, sans biens-fonds, ni émoluments fixes (n° 3924). On constate, avec quelque étonnement, une différence énorme dans les revenus et charges des paroisses; tandis que l'une des plus importantes, Saint-Eustache, jouissait d'un revenu de 33,848 livres, avec des charges se montant à 14,767 livres (n° 3773); une autre, non moins considérable, celle de Saint-Sulpice, ne possédait que 15,814 livres de revenu et se trouvait grevée de 26,575 livres (n° 3938). Nulle paroisse n'avait des besoins aussi grands et ne venait au secours des pauvres dans une aussi large mesure que celle de Saint-Sulpice; son curé, M. Maynaud de Pancemont, dans une lettre où il se disculpait des imputations dirigées contre lui à l'occasion d'un sermon, déclarait que les aumônes distribuées à ses pauvres, de novembre 1789 à avril 1790, avaient atteint le chiffre de 136,710 livres (n° 3940). Ce ne fut pas seulement l'état des revenus et charges des paroisses qu'il fallut présenter, la même formalité fut exigée pour les biens et revenus des pauvres secourus dans les maisons paroissiales des sœurs de charité, connues sous le nom de *charités*, notamment dans celles des églises de Saint-Merry, de Saint-Nicolas-des-Champs et de Saint-Sauveur.

Dans toutes les paroisses rurales des districts de Sceaux et de Saint-Denis, les titulaires des cures fournirent des déclarations analogues de leurs revenus, déclarations souvent accompagnées de celles des fermiers et locataires des biens dépendant desdites cures.

§ 4. Le décret du 13 février 1790, qui ne reconnaissait plus de vœux monastiques solennels et qui supprimait les ordres et congrégations où se recevaient de pareils vœux, laissait à tout individu se trouvant dans les monastères et maisons religieuses la faculté d'en sortir en faisant sa déclaration devant la Municipalité; un autre décret rendu le 19 février accorda aux religieux mendiants, qui auraient fait la déclaration de sortie, un traitement de 700 livres jusqu'à cinquante ans, de 800 livres jusqu'à soixante-dix ans et de 1,000 livres après cet âge, et aux religieux non mendiants de 900 livres jusqu'à cinquante ans, de 1,000 livres jusqu'à soixante-dix ans et de 1,200 livres à partir de soixante-dix ans. Le sort des frères lais ou

convers et des frères *donnés*, qui formaient une catégorie à part très nombreuse, fut réglé par un décret du 20 février; les frères lais ou convers, qui auraient fait des vœux solennels. et les frères *donnés*, qui apporteraient un engagement en bonne forme, devaient jouir, à leur sortie des maisons religieuses, d'un traitement de 300 livres jusqu'à cinquante ans, de 400 livres jusqu'à soixante-dix ans et de 500 livres au delà de cet âge. Tous les religieux qui rentraient dans la vie civile pouvaient disposer du mobilier de leurs cellules et de leurs effets personnels, mais devaient laisser intacts les boiseries et ornements de leurs chambres. Quant à ceux qui préféraient continuer la vie monacale, l'administration se réservait le droit de les grouper et répartir dans les couvents à sa convenance; ils devaient recevoir un traitement payable par quartier, à partir du 1er janvier 1791, et nommer par voie élective dans le première semaine de janvier un supérieur et un économe pour deux ans.

Afin d'assurer la conservation du mobilier des maisons religieuses, l'Assemblée nationale rendit, le 20 mars 1790, un décret ordonnant aux officiers municipaux de se transporter dans toutes les communautés, de s'y faire représenter les registres et comptes de régie, de les vérifier et arrêter, de dresser, en présence de tous les religieux, un état et description sommaire de l'argenterie, de l'argent monnayé, des effets de sacristie, des bibliothèques, manuscrits et médailles, ainsi que du mobilier le plus précieux. Ces mêmes officiers devaient aussi dresser un état des religieux profès de chaque maison et de ceux qui y étaient affiliés, avec leur nom, leur âge et leur situation dans la communauté, et recevoir, en outre, la déclaration de ceux qui voudraient s'expliquer sur leur intention de sortir des maisons de leur ordre ou y rester. L'article 2 du décret du 20 avril, relatif à l'administration des biens ecclésiastiques, confiée désormais aux directoires de départements ou de districts, leur imposait l'obligation de procéder à l'inventaire de tous les effets mobiliers, titres et papiers qui n'auraient pas été inventoriés par les municipalités, en vertu du décret du 20 mars précédent. C'est en exécution de ces décrets que les officiers municipaux de Paris se transportèrent, d'avril à décembre 1790, dans les abbayes, prieurés et couvents d'hommes du diocèse, pour y apposer les scellés, inventorier le mobilier, examiner et arrêter les comptes, recevoir enfin les déclarations de résidence des religieux. Ces diverses opérations soulevèrent plus d'une question intéressante. Lorsque l'on s'occupa de l'abbaye de Saint-Denis, il y eut plusieurs points délicats à régler. Ainsi les religieux de ce monastère avaient l'habitude de distribuer chaque année aux pauvres 2,536 livres de pain, qu'ils refusèrent de donner à l'avenir, les officiers municipaux de Saint-Denis demandèrent l'autorisation de con-

tinuer cette aumône (n° 4076). Le 1er juillet 1791, dom Verneuil, prieur de l'abbaye, écrivant à M. Pastoret, à l'occasion du règlement de ses avances, lui exposa l'urgence de prendre une détermination au sujet de l'église de Saint-Denis, si on voulait la laisser subsister comme basilique destinée à la conservation des monuments qu'elle renfermait (n° 4091). L'antique abbaye de Saint-Denis, possédait, comme l'on sait, un trésor remarquable, qu'il importait de sauver de la destruction. A la fin de septembre 1791, le procureur syndic du Département annonça la nomination de MM. Cretté de Paluel et Germain Garnier pour veiller au transport des monuments d'art et de science existant dans ce trésor; ces deux commissaires, assistés des abbés Leblond et Mongez, se rendirent à Saint-Denis, le 30 septembre, et retirèrent douze pièces d'une valeur incontestable qui furent déposées au Cabinet des antiques et médailles (nos 4105, 4106).

Les religieux de Saint-Germain-des-Prés, tant à cause de leur riche bibliothèque et de leurs grandes entreprises littéraires que de leur charité inépuisable à l'égard des pauvres, furent recommandés à la sollicitude de l'Assemblée nationale par M. Maynaud de Pancemont, curé de Saint-Sulpice, qui, dans une lettre du 4 octobre 1789, demanda leur conservation; mais sa démarche fut inutile, l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés dut subir le sort commun (n° 4130).

A la suite du recensement des effets composant le mobilier de la maison conventuelle de Saint-Louis-de-la-Culture, les administrateurs des biens nationaux proposèrent au Comité ecclésiastique de transporter dans le trésor de Notre-Dame les vases de vermeil contenant les cœurs de Louis XIII et de Louis XIV, déposés dans l'église de la Culture-Sainte-Catherine, et de faire fondre ou vendre les anges d'argent servant de support à ces vases en forme de cœurs; le Comité ecclésiastique fut d'avis d'offrir au Roi les cœurs de ses ancêtres (nos 4173, 4174).

L'un des couvents d'hommes les plus riches de Paris était celui des Grands-Augustins, qui ne possédait pas moins de 65,000 livres de revenu; cette opulence s'expliquait par le petit nombre de religieux (vingt et un), lesquels laissaient encore leur pécule à la communauté et se contentaient de rentes viagères. Aussi les religieux Augustins adressèrent-ils, le 1er mai 1790, une pétition à l'Assemblée nationale, à l'effet de jouir du traitement attribué aux religieux non mendiants, bien qu'ils fussent réputés mendiants (nos 4212, 4216).

Lors de la suppression du couvent des Petits-Pères, en 1790, couvent qui renfermait une importante bibliothèque, une belle collection d'histoire naturelle avec un cabinet d'antiquités, on utilisa partie des locaux disponibles pour y placer les nouveaux tribunaux; l'installation se fit avec si

peu de précaution qu'un des religieux se plaignit du préjudice qui lui fut causé : deux mille volumes composant sa bibliothèque particulière ayant été jetés pêle-mêle par terre et foulés aux pieds (n° 4236).

De tous les moines atteints par la Révolution, ceux qui eurent en partage le sort le plus précaire et le plus misérable furent les Capucins, surtout ceux des couvents de la rue Saint-Honoré et du Marais ; ils présentèrent, le 7 mai 1790, aux maire et représentants de la Commune, un mémoire où ils exposaient l'horrible indigence à laquelle ils se trouvaient réduits, faute d'argent, de provisions et de crédit, et demandaient leur réunion en un seul couvent, ainsi que la vente des livres, vases sacrés et ornements des maisons du Marais et de la Chaussée-d'Antin (n° 4287). Le 4 juillet, les Capucins de la rue Saint-Honoré adressèrent en leur nom personnel une supplique au Comité ecclésiastique, à l'effet d'être transférés au couvent des Capucins du Marais, attendu l'impossibilité de séjourner plus longtemps dans leur maison envahie par le public et concédée en partie à l'imprimeur Baudouin (n°s 4289, 4290). Le 30 juillet, sur le rapport des commissaires de l'Assemblée nationale, un décret affecta ce couvent aux divers services de l'Assemblée (n° 4291) ; le 9 août suivant, trois commissaires de la Municipalité procédèrent à la translation des Capucins de la rue Saint-Honoré au couvent du Marais (n° 4292), et dès la fin de septembre, les Comités de l'Assemblée vinrent occuper les locaux qui leur étaient destinés (n° 4297). Quant aux Capucins du couvent du Marais, au nombre de vingt-quatre, ils exprimèrent, le 7 avril 1790, aux commissaires de la Commune ainsi qu'à l'Assemblée nationale, le désir de terminer leurs jours dans cette maison, ou, si la suppression en était décidée, d'être transférés soit aux Minimes de la place Royale, soit aux Capucins de la Chaussée-d'Antin (n° 4308). Indépendamment des difficultés matérielles de l'existence, ces religieux avaient encore à souffrir de dissensions intestines; par suite de leur mésintelligence avec les frères lais, la vie commune était devenue intolérable et les Capucins prêtres et clercs demandèrent le renvoi en province de ces frères aigris par la misère (n°s 4312, 4313). Au mois d'avril 1791, la translation des Capucins du Marais au couvent de la Merci était décidée, mais le Corps municipal changea d'avis et choisit un autre couvent, celui de la Chaussée-d'Antin, où les malheureux moines ne purent s'installer, en raison des vexations que leur fit subir le curé de la Madeleine (n°s 4320, 4321, 4325). En attendant, leur situation s'était encore aggravée, on ne pouvait plus les souffrir dans le quartier du Marais, et le curé de Saint-François-d'Assise, M. Sibire, crut devoir avertir le procureur général syndic du Département, par une lettre du 24 août 1791, que ses paroissiens, assistés de la garde

nationale, se proposaient d'envahir à main armée le couvent des Capucins et d'en expulser les religieux (n° 4323). A la date du 5 septembre, nouvelle lettre de M. Sibire à M. Pastoret, le priant de presser le départ des Capucins, qui s'éternisaient dans sa paroisse et troublaient l'ordre public, ajoutant en même temps que ces religieux désiraient, presque tous, établir leur résidence dans la maison de la Chaussée-d'Antin (n° 4326). Le directoire du Département avait eu un instant la pensée de les placer dans le couvent des Capucins de Meudon et avait écrit à cet effet au ministre de l'intérieur. M. de Lessart répondit, le 6 septembre, que la dispersion de la majeure partie des Capucins de Meudon et le bénéfice assuré qui devait résulter de l'aliénation de leur maison ne permettaient pas d'y installer les Capucins du Marais (n° 4328). Il fallut donc faire choix d'une autre demeure; le directoire du Département décida, conformément à une délibération de la Municipalité, du 19 septembre, que ces religieux sans asile seraient définitivement fixés au couvent de Picpus du faubourg Saint-Antoine (n° 4329).

On est obligé de reconnaître que le spectacle des discordes scandaleuses qui agitaient certains couvents n'avait rien de bien édifiant et dénotait un relâchement complet dans la discipline. Au mois de novembre 1789, un clerc minoré du couvent des Carmes de la place Maubert afficha un placard séditieux, où il dénonçait la vente d'objets de la sacristie et la soustraction de livres de la bibliothèque (n° 4351); ce clerc et cinq autres religieux commensaux de cette maison, ayant été frappés d'exclusion, protestèrent contre cette mesure et demandèrent leur rétablissement sur le tableau, avec jouissance de leur portion monacale (n° 4353). Le prieur et le procureur des Grands-Carmes se plaignirent à leur tour de l'insubordination et de la licence effrénée des écoliers et bacheliers de leur maison, qui s'affichaient partout et passaient leur temps dans les cafés du voisinage; deux d'entre eux, aux allures particulièrement vagabondes, avaient même été arrêtés à deux reprises différentes, une première fois, le 24 novembre 1789, pour insultes à la sentinelle de la Samaritaine, et une seconde fois, le 12 janvier 1790, parmi les révoltés des Champs-Élysées (n° 4355). Quoique le Comité ecclésiastique eût approuvé la conduite des prieur et procureur, en déclarant, le 7 mai 1790, qu'ils avaient pleins pouvoirs pour réprimer les désordres de leurs inférieurs (n° 4357), ceux-ci revinrent à la charge et, dans une requête adressée au comité de police du district de Saint-Étienne-du-Mont ainsi qu'au Comité ecclésiastique, dénoncèrent « toutes les turpitudes » des supérieur et procureur de leur couvent, qui, à les entendre, avaient furtivement enlevé le mobilier et le linge et les nourrissaient avec une économie sordide, les faisant insulter par les

frères lais, tandis qu'eux-mêmes offraient des repas succulents (n° 4359); l'un de ces religieux, licencié en théologie, porta plainte au commissaire Hubert, au sujet de ces prétendues dilapidations et des mauvais traitements qui auraient été exercés sur sa personne; un autre envoya ses doléances à l'Assemblée nationale (n°s 4360, 4361). Pour couper court à ces interminables discussions, un arrêté du Comité des biens nationaux ordonna l'évacuation du couvent des Carmes de la place Maubert et sa réunion à celui des Carmes déchaussés de la rue de Vaugirard; cet arrêté fut mis à exécution, le 7 octobre 1790, par MM. Filleul et Santerre, administrateurs municipaux (n° 4362).

La plainte de deux chanoines Prémontrés de la Croix-Rouge contre leur sous-prieur, reçue par le commissaire Hubert, n'était pas de nature non plus à augmenter la considération attachée aux ordres religieux; en effet, le sous-prieur les accusait d'avoir reçu au parloir du couvent une fille galante et de s'être livrés à la débauche dans ledit parloir; de plus, il les avait menacés, après leur plainte, de signaler leur conduite à l'archevêque de Paris et de les faire chasser du monastère (n°s 4507, 4508).

Si, dans la plupart des couvents, les opérations d'inventaire s'accomplirent avec la plus scrupuleuse honnêteté, à laquelle les officiers municipaux rendirent hommage, dans quelques-uns, il y eut des tentatives de détournements. Ainsi le commissaire Grandin, requis par le procureur de la Commune, se transporta, le 28 décembre 1790, chez les Jacobins de la rue Saint-Dominique pour y faire perquisition des objets et effets qui auraient été soustraits ou plutôt dissimulés. Cette perquisition amena la découverte et saisie de 28,000 livres en argent, cachées au fond d'une paillasse dans une chambre du couvent, et de 32,000 livres trouvées dans le bas d'une bibliothèque, chez le sculpteur Butteux, qui avait été occupé à la restauration de l'église des Jacobins (n° 4416). Dans la maison des Pères de la Merci, le vol des pierreries garnissant l'ostensoir qu'ils tenaient de la libéralité de Marie de Médicis, vol constaté les 15 et 16 août 1790 par le commissaire Dassonvillez, amena l'arrestation du supérieur, le père Cloud Chevillard, d'un autre religieux et du sous-sacristain, qui furent accusés de détournement d'argenterie et d'autres objets de prix, et traduits, en 1791, devant le troisième tribunal criminel; dans le principe, on songeait si peu à les mettre en cause, que le père Chevillard avait même été institué gardien du monastère, le 7 septembre 1790, en raison du vol qui venait d'être découvert (n°s 4447, 4449, 4452). Au couvent des Minimes de Vincennes, isolé et perdu au milieu des bois, des tentatives d'effraction, commises dans la nuit du 31 décembre 1790 au 1er janvier 1791, furent constatées par les officiers municipaux de Fontenay-sous-Bois qui repré-

sentèrent à la Commune de Paris la nécessité urgente d'assurer la garde de ce couvent, où ne résidaient plus que trois religieux, dont deux très âgés et le troisième en démence (n° 4489). Le 7 janvier, deux commissaires, délégués par la Municipalité parisienne, procédèrent à l'inventaire du mobilier des Minimes (n° 4490).

Du reste, la situation de quelques-uns des couvents parisiens n'était guère enviable ; on a peine à croire que le supérieur des Théatins dut confesser la détresse extrême de sa maison et déclarer que lui et ses religieux étaient menacés de mourir de faim, le boulanger refusant de leur fournir du pain, s'il n'était payé de l'arriéré (n° 4531).

Les décrets de l'Assemblée nationale réglant la situation des couvents d'hommes étaient aussi applicables aux communautés de femmes, pourtant quelques dispositions spéciales furent prises en leur faveur. Ainsi les religieuses avaient la faculté de rester dans leurs monastères, sans être obligées, comme les religieux, de changer de résidence au gré de l'autorité supérieure, seulement celles qui étaient employées à l'éducation publique et au soulagement des pauvres ne pouvaient quitter leurs maisons sans le consentement des municipalités ou sans prévenir trois mois d'avance. Pour assurer l'existence des religieuses, il fut décidé que les revenus des communautés, inférieurs à la somme de 700 livres pour chaque religieuse de chœur et de 350 livres pour chaque sœur converse ou *donnée*, n'éprouveraient aucune réduction, et que celles qui avaient fait profession dans des maisons de charité ou d'éducation jouiraient de la totalité de leurs revenus. En résumé, les religieuses devaient, à partir du 1er janvier 1791, recevoir un traitement équivalent à celui des religieux, et il fut stipulé que les sœurs sorties de leur couvent depuis la publication du décret du 19 octobre 1789, ainsi que celles qui en sortiraient, devraient toucher le même traitement que celles qui seraient restées dans leurs communautés. Quant au traitement des abbesses, il fut fixé à 1,000 livres pour les maisons dont le revenu n'excédait pas 10,000 livres, à 1,500 livres pour celles qui auraient un revenu moindre de 24,000 livres et à 2,000 livres, lorsque le revenu dépasserait ce chiffre.

L'insubordination qui régnait dans quelques couvents d'hommes existait au même degré dans ceux des femmes; certaines aspirations de liberté, incompatibles avec l'obéissance absolue qu'imposait la règle, s'étaient produites, et déterminaient de fréquents conflits. Une lettre du département du Domaine au Comité ecclésiastique, de mars 1790, constatait que dans la plupart des communautés de femmes, en raison du refus par les supérieures d'admettre les réclamations des religieuses, le désordre était à son comble, et qu'il était urgent d'y porter remède (n° 4544). En effet, chez les

abbesses ou supérieures, gardiennes de traditions se perpétuant depuis des siècles, s'incarnait l'observation rigide et stricte de la règle, tandis que les religieuses, enhardies par les idées nouvelles, perdaient peu à peu l'ancien esprit de soumission. On peut citer, comme exemple caractéristique, l'attitude d'une religieuse de l'abbaye de Montmartre, la sœur Sainte-Radegonde, qui se plaignit amèrement à M. Bailly du despotisme exercé par l'abbesse et revendiqua sa liberté, encouragée dans sa résistance par ses compagnes et soutenue par le Comité ecclésiastique, qui invita même les religieuses à ne pas se laisser intimider par les menaces (n° 4587). Les Cordelières de Lourcine, également en désaccord avec leur supérieure, demandèrent au Comité ecclésiastique si l'abbesse avait le droit de leur imposer comme confesseur le père Douchet, cordelier, qui ne jouissait point de leur confiance, le Comité répondit que les religieuses étaient absolument libres de choisir leur directeur de conscience (n° 4814).

Toutes les abbayes et communautés de femmes durent fournir, au mois de février 1790, la déclaration obligatoire de leurs biens, revenus et charges, opération qui s'accomplit généralement par les soins d'un mandataire, chargé des intérêts des religieuses. Quant au récolement de leurs effets mobiliers, il fut confié, comme pour les couvents d'hommes, aux officiers municipaux, commissaires de l'administration des biens nationaux, qui eurent également mission d'examiner et d'arrêter les comptes et de recevoir les déclarations individuelles des religieuses, afin de constater si elles voulaient sortir du couvent ou continuer la vie commune. Presque toutes les religieuses, interrogées sur leurs intentions, manifestèrent le désir de finir leurs jours dans le cloître où s'était écoulée leur existence, quelques-unes même, notamment les Annonciades célestes, protestèrent énergiquement contre le projet de suppression de leurs maisons, de nature à jeter le trouble parmi ces saintes filles « qui ne pouvaient entendre sans frémir la proposition de quitter leur état » (n° 4693); cependant, un certain nombre de religieuses de l'abbaye de Montmartre, abandonnèrent la vie monastique et furent autorisées, malgré l'opposition de l'abbesse, à emporter leur couvert d'argent, leur linge de corps, de lit et de table, ainsi qu'un lit complet (n° 4593). Si d'autres encore, quittèrent en masse leur communauté, comme les Filles de la Croix-Guémenée, vers la fin d'avril 1791, c'est qu'elles prirent en quelque sorte la fuite par crainte de la flagellation ignominieuse dont elles se crurent menacées (n°s 4839, 4842). Pourtant, l'existence de la majeure partie de ces religieuses n'était pas brillante, elles ne disposaient que de ressources fort modiques et, du jour au lendemain, se trouvèrent, pour la plupart, dans une situation des plus précaires. Les exemples abondent. Ainsi, Mme de Montmorency-Laval, supérieure des

Bénédictines de la Ville-l'Évêque, écrivit à M. Bailly, le 31 juillet 1790, pour lui exposer l'affreuse détresse de ses trente-deux religieuses, qui avaient perdu presque toutes leurs pensionnaires et ne jouissaient plus d'aucun revenu; le Comité ecclésiastique, mis au courant de leur dénûment, autorisa les officiers municipaux à leur fournir les secours indispensables (n° 4753). Les Bénédictines du Cherche-Midi, qui ne pouvaient dépenser par jour et par tête que 9 sols 3 deniers, se voyaient dans le plus cruel embarras par suite de la privation de leurs loyers, sur lesquels elles comptaient pour payer leurs fournisseurs, et par suite de l'impossibilité de toucher leurs pensions qui ne commençaient à courir qu'à dater de ce moment (n°s 4661, 4663); ces malheureuses s'excusaient humblement d'importuner la Municipalité, en invoquant le proverbe bien connu : « La faim fait sortir le loup du bois. » Une autre communauté religieuse, celle des Récollettes de la rue du Bac, adressa, le 14 octobre 1790, une supplique au Comité ecclésiastique où elle dépeignit sa gêne profonde résultant des refus de payement de ses locataires (n° 4930). Les Bénédictines du Saint-Sacrement de la rue Cassette envoyèrent, le 23 octobre 1790, à M. Bailly, le compte de l'administration de leurs biens, du 1er janvier au 27 septembre, déclarant qu'elles n'avaient ni bois, ni pain, ni nourriture, que les fournisseurs refusaient de leur faire crédit, et sollicitant l'allocation de 4,812 livres 10 sols, somme qui représentait le traitement d'octobre 1790 à janvier 1791 pour vingt-trois religieuses de chœur et neuf sœurs converses (n° 4935). Quoique fort dignes d'intérêt par le but essentiellement charitable qu'elles poursuivaient, les Filles pénitentes du Sauveur, au nombre de quatre-vingt seize, manquaient totalement de moyens de subsister, elles ne disposaient pour l'alimentation de la communauté que de 95 livres 9 sols par tête et par année, soit de 5 sols 3 deniers par jour. Leur repas était très frugal, elles ne buvaient que de l'eau; malgré toute leur économie, elles se trouvaient très obérées et dans l'impossibilité absolue de payer leurs dettes qui, au 7 décembre 1790, se montaient à 46,469 livres 17 sols 11 deniers (n°s 4953, 4956). Cette situation lamentable fut confirmée par un rapport de M. Jallier de Savault, attestant « qu'il n'était pas d'établissement plus utile, plus économique et mieux tenu que celui des Filles pénitentes, et qu'il n'en était point qui fût dans une plus grande détresse. » Le 30 mai 1791, le procureur général syndic du Département autorisa le payement immédiat d'une somme de 1,200 livres pour subvenir aux besoins les plus pressants de cette maison qui, de l'avis général, rendait les plus grands services (n° 4957).

En présence du bouleversement complet qu'apportait le nouveau régime dans l'existence paisible des communautés de femmes, on ne saurait s'é-

tonner de voir quelques tentatives pour éluder l'application des lois votées par l'Assemblée nationale. Les Dames de Saint-Chaumont, entre autres, envoyèrent au Comité ecclésiastique des mémoires où elles exposaient que leur maison n'était pas un couvent, mais un pensionnat pour l'éducation des jeunes personnes, pour l'instruction gratuite des enfants pauvres du peuple et pour l'admission des catholiques nouvelles converties; en conséquence, elles demandaient comme faveur de n'être pas pensionnées, mais de continuer à vivre des profits de leur maison d'éducation, ainsi que des loyers de quelques appartements (n° 4862). De même, les Ursulines de la rue Saint-Jacques protestèrent contre la mise en vente de leurs maisons, en alléguant qu'elles tenaient des écoles publiques et gratuites pour les enfants pauvres (n° 4982). Les Miramiones, bien connues à Paris, envoyèrent au Comité ecclésiastique une adresse où elles rappelaient que leur communauté, purement séculière et laïque, était une maison de retraite et de charité, insistant pour que leurs biens fussent distraits de la liste des biens nationaux et qu'on leur accordât la faculté d'associer de nouveaux sujets à leurs bonnes œuvres (n° 4894).

Indépendamment du couvent des Dames Saint-Michel qui servait de maison de correction pour les femmes de mœurs déréglées, plusieurs communautés recevaient à titre temporaire des personnes dont la conduite laissait à désirer et qui étaient reléguées en vertu de sentences de la Chambre du Conseil du Châtelet, ou qui s'y retiraient volontairement; nous citerons notamment le couvent des religieuses de la Présentation, rue des Postes, où le commissaire Gruter des Roziers se transporta, le 5 juillet 1789, à l'effet de constater l'évasion de la dame Barrairon, âgée de vingt ans, que son mari avait fait enfermer pour six mois et qui s'était échappée dans la nuit à l'aide d'une échelle (n° 4923). Le 27 décembre de la même année, le commissaire Hubert fut requis par le sieur Coutèle de Vaumorin, également pour constater l'évasion de Charlotte Dupuy, sa femme, qui avait été enfermée au couvent des Bernardines du Précieux-Sang, rue de Vaugirard, par ordonnances du lieutenant de police des 3 mai et 28 juin 1788 (n° 4915). Dans une autre communauté, celle des Filles du Calvaire de la rue Saint-Louis, un sieur Joly de Vaubignon, maître des comptes de Normandie, causa grand scandale en venant avec force menaces réclamer sa femme, qui plaidait en séparation et qui s'était retirée dans ce couvent en attendant l'issue du procès (n° 4764). Chez les Dames du Saint-Sacrement du Marais, c'est une demoiselle Beauduy, fille d'un ancien conseiller au Conseil supérieur de Port-au-Prince, que sa mère vient reprendre clandestinement (n° 4939)

Notre sixième et dernier chapitre embrasse, sous la rubrique *Justice*, l'ensemble des documents relatifs à la suppression des anciens tribunaux, à la liquidation des offices de judicature et à la nouvelle organisation judiciaire.

§ 1. Lorsque l'Assemblée constituante s'occupa des matières judiciaires, son premier soin fut de réformer tout le système suivi jusqu'alors pour l'administration de la justice et de supprimer complètement les cours souveraines, telles que le Parlement, la Chambre des Comptes, les Cours des Aides et des Monnaies et tous les tribunaux d'exception; ce fut le décret du 7 septembre 1790, additionnel à celui du 16 août, qui régla la nouvelle organisation des tribunaux institués au lieu et place de ceux de l'ancien régime; un autre décret, en date du 12 octobre, ordonna l'apposition des scellés sur les dépôts, papiers et minutes des juridictions supprimées. C'est la suite de ces opérations qui forme le premier paragraphe du chapitre VI; on y trouvera l'indication des procès-verbaux d'apposition, de reconnaissance et de levée des scellés sur les greffes de la Prévôté, des Requêtes de l'Hôtel et des Conseils, sur ceux du Châtelet, sur ceux des juridictions spéciales qui avaient leur siège au Palais, enfin, sur les greffes des justices seigneuriales et ecclésiastiques, dont l'Assemblée constituante avait également décrété la suppression.

§ 2. En procédant à l'abolition des privilèges, dans la nuit du 4 août 1789, l'Assemblée nationale avait décidé que la justice serait désormais gratuite et que la vénalité des offices de judicature et de municipalités cesserait d'exister. Le 12 août, l'Assemblée institua un Comité composé de quinze membres, qui fut spécialement chargé de la liquidation des offices de judicature et prit le nom de Comité de judicature. Les propriétaires des offices supprimés devaient faire remettre au Comité les titres ou expéditions collationnées des titres nécessaires à leur liquidation et remboursement, suivant le taux et le mode qui seraient spécifiés. Un décret de l'Assemblée nationale, en date du 7 septembre 1790, détermina les diverses questions que pouvait soulever la liquidation des offices, il déclara que tous les offices de judicature et de municipalités, évalués en exécution de l'édit de 1771, seraient liquidés sur le pied de l'évaluation, et chargea le Comité de judicature du travail concernant cette liquidation, de concert avec le Comité des finances et l'administration des parties casuelles. Cette opération, hérissée de difficultés, donna lieu à de nombreuses réclamations présentées au Comité par les titulaires des divers offices de greffiers, huissiers, procureurs, qui se plaignirent d'être lésés, le remboursement de leurs charges étant calculé non d'après le prix réel d'acquisition, mais

d'après l'évaluation de 1771 ; ces officiers ministériels demandèrent, en même temps, dans leurs requêtes et mémoires, la continuation de leurs fonctions près des nouveaux tribunaux.

§ 3. L'organisation judiciaire particulière à la ville de Paris fut réglée par le décret du 25 août 1790, qui établit dans chacune des 48 sections de la capitale un juge de paix, assisté de prud'hommes assesseurs, et institua, pour la capitale, six tribunaux, dits d'arrondissement, dont la circonscription fut délimitée par un décret du 14 septembre (nos 5186, 5187) ; chacun d'eux était composé de cinq juges, nommés par les électeurs, conformément au décret de convocation du 10 novembre (n° 5190). On songea un instant à réunir ces tribunaux dans une même enceinte, au Palais de justice (n° 5195), mais l'Assemblée électorale de Paris s'éleva contre ce projet et demanda, le 31 décembre 1790, la prompte installation de chaque tribunal dans un local distinct (n° 5196). Ils furent souvent désignés sous le nom des emplacements dans lesquels on jugea à propos de les installer. Ainsi, le tribunal du premier arrondissement fut placé aux Requêtes du Palais, celui du deuxième arrondissement aux Petits-Pères, celui du troisième au Châtelet, celui du quatrième aux Minimes de la place Royale, le tribunal du cinquième arrondissement dit de Notre-Dame, avait son siége à Sainte-Geneviève, et celui du sixième arrondissement à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés; ce fut ce dernier tribunal qui reçut, en vertu de la loi du 27 janvier 1791, le mandat d'instruire les procès criminels relatifs à la Révolution, notamment ceux de l'affaire du Champ de Mars. Ces tribunaux statuaient au civil et au criminel; les appels des jugements rendus par chacun d'eux étaient portés aux autres tribunaux d'arrondissement, et leur ressort comprenait non seulement la ville de Paris, mais encore tout le Département; malgré des démarches très actives faites auprès de l'Assemblée nationale, les districts de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine ne purent obtenir l'établissement de tribunaux distincts, et les cantons dont ils étaient formés furent rattachés aux tribunaux d'arrondissement les plus voisins (nos 5238-5252).

Le tribunal criminel des Dix, ainsi nommé parce qu'il était composé de dix juges, fut institué le 1er décembre 1790 pour juger les affaires criminelles venues par appel du Châtelet et des autres siéges du ressort du Parlement (n° 5253).

Un décret, en date du 13 mars 1791, établit au Palais six tribunaux criminels provisoires, pour instruire et juger tous les procès criminels existant avant le 25 janvier 1791 (n° 5258). Les quarante-deux juges qui formèrent cette nouvelle juridiction, furent choisis dans les tribunaux de district des départements et durent se rendre à Paris pour le 1er avril, jour

de l'installation officielle faite avec un certain apparat par le Conseil général de la Commune (n° 5280). Auprès de chacun de ces tribunaux se trouvait un commissaire du Roi. Ces postes furent très recherchés; pour couper court aux compétitions nombreuses qui se produisirent, le ministre de la justice proposa d'appeler à ces fonctions les six accusateurs publics des tribunaux d'arrondissement de Paris (n° 5273).

La tâche imposée aux nouveaux tribunaux était aussi ardue que compliquée, en raison du nombre considérable de procès restés en souffrance. On peut s'en rendre compte en lisant la lettre écrite, le 21 juillet 1791, au ministre de la justice, par M. de La Saudade, commissaire du Roi près le deuxième tribunal criminel, où sont mentionnés parmi les procès renvoyés à ce tribunal, celui intenté aux auteurs de l'assassinat du maire de Saint-Denis (août 1789), et un autre contre le marquis de Saint-Huruge, poursuivi pour ses motions au Palais-Royal (n° 5336). Le 30 mai 1791, c'est-à-dire peu après leur entrée en fonctions, les membres des six tribunaux criminels, dans une adresse à l'Assemblée nationale, signalèrent les graves inconvénients devant résulter de l'instruction nouvelle de quinze cents procès, attendu que des défauts de forme pouvaient entraîner la nullité de quantité de procédures instruites au Châtelet (n° 5297). Pendant que M. de Ferrière, commissaire du Roi près le premier tribunal criminel, appelait l'attention du ministre sur les lenteurs des procédures et les retards causés par l'envoi d'expéditions des procès sur appel au lieu des minutes, un autre de ses collègues attaché au deuxième tribunal, M. de La Saudade, demandait, pour l'accélération des affaires, l'augmentation du nombre des juges, des accusateurs publics, des commis-greffiers, ainsi que l'allocation d'un traitement aux huissiers-audienciers et gens de service (n°s 5302, 5303). Il y avait, en effet, un intérêt majeur à hâter l'expédition de cette masse de procès; bien plus, il y avait une question d'humanité primant toutes les autres. La Conciergerie regorgeait de prisonniers dont les souffrances étaient devenues intolérables, vu leur entassement; M. Duport s'émut de la situation et recommanda aux commissaires du Roi près des tribunaux de district et des six tribunaux criminels d'accélérer le jugement de ces malheureux, montrant combien il était urgent de ne pas réduire au désespoir une foule d'individus qui pourraient se porter aux dernières extrémités (n°s 5299, 5300). M. Faure, commissaire du Roi près le cinquième tribunal, déclara, dans une lettre adressée au ministre, le 28 juin 1791, que les mesures de rigueur adoptées à l'égard des prisonniers avaient été commandées par les circonstances, c'est-à-dire en vertu des précautions que la Municipalité avait crues nécessaires pour la sécurité de la capitale depuis le 21 juin, et que d'ailleurs les lenteurs dont ils avaient

à se plaindre s'expliquaient par la nécessité de refaire les procédures instruites au Châtelet, à l'aide d'un seul greffier salarié par tribunal (n° 5304); les mêmes raisons furent invoquées par M. Jozeau, commissaire du Roi près le quatrième tribunal criminel, qui se plaignit également du manque de commis-greffiers et de gradués pour compléter le nombre des juges dans les procès en dernier ressort (n° 5305). Pour remédier d'une manière efficace à ce vice d'organisation, l'Assemblée nationale décida, sur le rapport fait au nom du Comité de constitution par M. Du Port, la création dans chacun des six tribunaux criminels de deux commis-greffiers qui activeraient l'instruction des procès (n° 5306). Grâce à ces mesures, les tribunaux purent suivre une marche plus rapide et parvinrent à expédier nombre d'affaires; au mois d'août 1791, le premier tribunal criminel annonçait que, pour la fin de septembre, il ne lui resterait à instruire ou à juger en premier ressort aucun procès concernant des accusés prisonniers, et que son travail se réduirait à statuer sur quelques appels des cinq autres tribunaux (n° 5320). Un décret de l'Assemblée nationale, en date du 17 septembre, renvoya aux tribunaux provisoires tous les procès criminels existants dans les tribunaux d'arrondissement, à l'exception de ceux relatifs à la fabrication des faux assignats (n° 5313).

A cette même époque, M. Duport demanda aux commissaires du Roi l'état des jugements rendus en dernier ressort, des procès sur le point d'être jugés et en cours d'instruction dans chacun de leurs tribunaux (n° 5311). Ce relevé fut envoyé dans le courant du mois de septembre avant la clôture des travaux de la première législature.

Bien que l'Assemblée constituante, frappée des abus causés par les grands corps judiciaires de la monarchie, n'eût voulu admettre aucun tribunal supérieur, cependant elle comprit la nécessité d'une cour d'appel, gardienne fidèle de la jurisprudence, et, par décret du 29 novembre 1790, elle organisa le Tribunal de cassation et réglementa ses attributions (n° 5366). Le rôle de ce Tribunal était de prononcer sur toutes les demandes en cassation contre les jugements rendus en dernier ressort, sur les demandes de renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime, sur les conflits de juridiction et sur les règlements de juges; s'il devait annuler toutes procédures dans lesquelles les formes n'auraient pas été observées, il ne pouvait, sous aucun prétexte et en aucun cas, connaître du fond des affaires. D'après le décret d'organisation, les juges appelés à composer ce Tribunal devaient être choisis par voie élective pour quatre ans, et les départements de la France devaient concourir successivement par moitié à cette élection; pour être éligible, il fallait avoir trente ans accomplis et avoir pendant dix ans exercé les fonctions de juge

dans un présidial, une sénéchaussée, un bailliage, ou avoir rempli durant le même laps de temps les fonctions d'homme de loi. A la fin de janvier, les électeurs de quarante-deux départements furent convoqués et procédèrent aux élections (nos 5367-5369). Un décret du 11 février régla le traitement et le costume des membres du Tribunal (n° 5370) et un arrêté du Corps municipal, du 14 mars suivant, prescrivit le déménagement des minutes du Parlement, conservées dans le greffe provisoire, afin de permettre l'installation de la Cour suprême dans ce local, qui eut lieu le 20 avril, par les soins de M. Bailly (nos 5371, 5378); le 26 avril, les nouveaux magistrats se rendirent en corps chez le Roi pour lui présenter leurs hommages, et Louis XVI répondit au discours que lui adressa M. Boucher de la Richardière, président d'âge (nos 5379, 5382). Sur le rapport du ministre de la justice, le poste de commissaire du Roi près le Tribunal de cassation, très envié, fut confié à M. Hérault de Séchelles, ancien avocat-général au Parlement, qui demanda et obtint l'adjonction de deux substituts (nos 5398, 5405). Quant à la place de greffier, elle fut occupée pendant quelque temps par M. Delandine, député à l'Assemblée constituante, qui donna sa démission, le 15 mai 1791, pour cause d'incompatibilité de fonctions (n° 5418).

On a vu que l'institution d'un juge de paix dans chaque section avait été décrétée le 25 août 1790; un décret du 3 novembre suivant fixa le traitement de ces magistrats et celui de leurs greffiers (n° 5420). Les juges de paix reçurent les mêmes attributions que les commissaires au Châtelet. M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, pria le Comité de constitution, par lettre du 17 janvier 1791, de régler l'exercice de leurs fonctions et la transmission, par les commissaires au Châtelet, de leurs scellés et de l'ensemble de leurs minutes (n° 5422).

Sous l'ancien régime, les seuls registres des paroisses recevaient les inscriptions des naissances, des décès et des mariages, mais comme de nombreuses erreurs, les unes volontaires, les autres involontaires, s'y glissaient, il y avait souvent lieu de rectifier l'état civil, et les parties intéressées s'adressaient au lieutenant civil du Châtelet qui, par sentences, ordonnait la réformation des actes baptistaires et autres, entachés d'erreur. Tantôt il s'agissait d'enfants inscrits sous des noms supposés, tantôt il y avait lieu de réformer l'état civil d'enfants déclarés comme issus de père inconnu, ou réparer de singulières confusions; ainsi une fille naturelle de M. de La Guillaumie, conseiller au Parlement, élevée au couvent des Ursulines de Clermont, sous le nom de Mlle Deslions, avait été marquée sur les registres de la paroisse de Saint-Laurent, comme fils naturel (n° 5470). Dans bien des cas il fallait rectifier une orthographe fautive, ainsi que des erreurs ou des interversions de noms et de prénoms; fréquemment aussi des

enfants naturels étaient par supercherie inscrits comme enfants légitimes

Le Corps municipal de Paris comprit qu'une réforme de l'état civil s'imposait. Le 10 mai 1791, il présenta une adresse à l'Assemblée nationale, afin de réprimer les abus résultant des baptêmes clandestins et de faire recevoir désormais les déclarations de naissance, de mariage et de décès par des officiers de l'état-civil (n° 5547). Vers la même époque, le sieur Charmat proposait, d'adjoindre à chaque justice de paix un greffier chargé de tenir trois registres doubles des naissances, mariages et décès (n° 5548).

Le septième et dernier chapitre de notre volume est consacré au *commerce et aux manufactures*, qui, au dix-septième siècle, formaient une administration considérable, confiée depuis le mois de juin 1787 à un maître des requêtes, M. de Tolozan. Ce personnage, sous le titre d'intendant du commerce, avait dans ses attributions le commerce et les manufactures du royaume, le Bureau du commerce et la Caisse du commerce.

Le Bureau du commerce, commission consultative, présidée par M. Boutin, conseiller d'État, s'occupait de toutes les questions relatives au commerce et à l'industrie; il se réunit pour la dernière fois le 27 février 1791 et fut supprimé en vertu du décret du 27 septembre suivant, qui fit disparaître tout ce qui restait de l'ancienne administration du commerce. Quant à la Caisse du commerce, fondée en 1752 pour centraliser et soumettre à un contrôle régulier les recettes et dépenses, elle finit par se trouver en déficit lors de sa liquidation et réunion au Trésor, en 1788.

L'administration du commerce avait à sa disposition divers auxiliaires; les députés du commerce, d'une part, qui devaient la renseigner sur les vœux et besoins du commerce et ne furent que des instruments dociles entre les mains du gouvernement, les inspecteurs des manufactures, d'autre part, chargés d'exercer une surveillance sur l'industrie et comprenant des inspecteurs généraux, dont les places étaient de vraies sinécures, et en sous-ordre les inspecteurs et élèves inspecteurs des manufactures.

Plusieurs membres de l'Académie des sciences étaient attachés à titre permanent à l'administration du commerce et l'éclairaient de leurs conseils; en 1789, ces commissaires étaient Berthollet, Vandermonde et Leroy. Berthollet avait recueilli, en 1784, la succession de Macquer; cet éminent chimiste devait 1° constater la nouveauté et l'utilité des découvertes présentées comme intéressantes pour les manufactures; 2° rechercher tous les procédés relatifs aux teintures et rédiger, d'après les expériences chimiques de nature à établir la bonté et l'avantage de ces procédés, un traité théorique et chimique, qui fut publié en 1791 sous le titre d'*Éléments de*

l'art de la teinture. M. Vandermonde avait remplacé, en 1782, Vaucanson en qualité de commissaire pour l'examen des mécaniques et veillait à l'entretien de la collection de machines, conservée à l'hôtel de Mortagne.

L'une des industries parisiennes qu'encouragèrent avec le plus de sollicitude l'administration du commerce et le Comité d'agriculture et de commerce, fut celle des filatures du coton. La plus importante manufacture de ce genre avait été installée aux Quinze-Vingts, et l'on y expérimenta quantité de machines dues à des Français ou à des étrangers. Dès le début de l'année 1789, un élève commissaire des guerres, M. Brizout de Barneville avait inventé une machine à filer le coton pour la fabrication des mousselines superfines, à l'imitation des Indes; M. de Tolozan, qui l'avait vue fonctionner aux Quinze-Vingts, se déclara très satisfait et ordonna d'en construire une autre pour servir à l'instruction de cinq élèves (n°s 5592,5594). Le 4 septembre 1789, une allocation de 300 livres fut accordée à un sieur Fournier des Granges pour de nouvelles expériences de sa machine à carder le coton, dont M. Leroy, de l'Académie des sciences, fut chargé de suivre la construction aux Quinze-Vingts (n°s 5595, 5603). Deux mécaniciens anglais, les sieurs Milne père et fils, qui, depuis 1789, recevaient une pension de 6,000 livres, à titre de récompense, pour avoir introduit en France des machines propres à la filature du coton, proposèrent à la fin de l'année 1789, une nouvelle machine à percer le cuir pour faire des cardes en ruban, que MM. Leroy, Abeille et Desmarets eurent mission d'examiner au château de la Muette (n°s 5596, 5598). L'un de ces mécaniciens, Jacques Milne, s'était associé avec un nommé Reboul, pour construire à Passy des mécanismes à carder et à filer le coton; mais comme cette association fut rompue au bout de peu de temps, le sieur Reboul assiégea de ses réclamations le contrôleur général des finances ainsi que le Comité d'agriculture et de commerce (n°s 5602, 5604). Au mois de juillet 1790, il demanda une indemnité de 40,000 livres, une pension de 60,000 livres et la place d'inspecteur général des filatures de coton dans le royaume; l'année suivante, il réduisit ses prétentions, ne réclamant plus qu'une indemnité de 400,000 livres (n° 5617). Les frères Milne installèrent aux Quinze-Vingts des machines à carder et à filer le coton (n° 5607); ce ne furent pas les seules qu'y établirent des mécaniciens anglais, celles dues au sieur Philémon Pickford paraissent avoir été, sinon adoptées, du moins appréciées, car il obtint, le 29 avril 1791, de M. de Lessart, la jouissance de son logement et de ses ateliers pendant trois ans, un encouragement de 300 livres pour chaque assortiment complet de ses mécaniques, avec une gratification de 6,000 livres (n° 5614). L'un de ses compatriotes, le sieur Garnett, reçut 300 livres de gratification pour ses

machines à filer le coton et la laine, approuvées par M. Leroy (n° 5615). On constate par une lettre de M. de Tolozan à M. Moynier, président du Comité d'agriculture et de commerce, que trois espèces de filature avaient été organisées aux Quinze-Vingts (n° 5605).

Dans le même établissement, se trouvait un atelier occupé par le sieur Dauffe, entrepreneur d'une manufacture d'acier fin, qui prêta son concours aux installations de machines des ateliers de filature, notamment aux modifications apportées à la mécanique à filer le coton du sieur Barneville, pour l'approprier à la filature du lin, du chanvre et de la laine. Il y eut des travaux assez considérables exécutés dans l'atelier de M. Dauffe pour le montage d'un monton à estamper et d'une machine à polir l'acier; une gratification de 6,000 livres fut accordée en 1790 à cet industriel, à condition de continuer à former des élèves.

Parmi les autres manufactures parisiennes dignes de fixer l'attention, on peut citer la fabrique de draps rayés du sieur Charton (n° 5621), celles de boutons d'uniforme de l'île Louviers et de la rue Bourg-l'Abbé (n° 5629), celle d'acides et de sels minéraux de Javel (n° 5638).

Nous signalerons aussi, comme se rattachant aux arts industriels, les remarquables travaux sur la teinture de M. Berthollet, ainsi que la découverte d'une nouvelle substance pour la teinture en noir par M. Dimo Stéphanopoli, ancien chirurgien des hôpitaux militaires en Corse, qui proposa de remplacer la noix de galle par l'écorce de chêne (n°s 5630-5636).

On peut considérer comme annexes du chapitre relatif au commerce et manufactures ce qui touche le service des postes confié à M. de Richebourg, et l'imprimerie Royale, placée sous la direction de M. Anisson du Perron.

Telles sont, dans un aperçu rapide, les principales matières contenues dans le troisième et dernier volume de notre Répertoire, pour la période de la Constituante ; elles représentent une abondante moisson, mais, malgré un labeur consciencieux et malgré tout le soin apporté à des investigations poursuivies sans relâche dans les papiers au milieu desquels nous vivons depuis trente années, il restera toujours bien des documents à recueillir dans ce vaste dépôt ouvert si libéralement aux érudits, de plus en plus nombreux, qui s'occupent de l'histoire de notre pays et de ses institutions.

ALEXANDRE TUETEY.

Décembre 1893.

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

ASSISTANCE PUBLIQUE, HOPITAUX ET HOSPICES

§ 1. — Ateliers de charité ou de secours.

1. — Procès-verbal d'arrestation, par le commissaire Ferrand, de la nommée Madeleine Mailli, revendeuse de fruits à la Halle, qui s'était travestie en homme pour être admis aux ateliers de Montmartre et gagner 20 sols par jour.

23 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13016.

2. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, à M. de la Bove, annonçant le renvoi des ouvriers des ateliers de charité, qui recevront à Paris une gratification de 24 sols au moment de leur départ, et un subside de 3 sols par lieue, lequel leur sera délivré dans les villes et villages de leur passage.

23 août 1789.
Copie, *A. N.*, F[4] 2399.

3. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, lui transmettant un mémoire adressé par le président de l'Assemblée nationale, en vue de procurer un travail rémunérateur aux individus inoccupés.

23 août 1789.
Copie, *A. N*, O[1] 500, fol. 449.

4. — États des payements faits aux ouvriers venant des ateliers de secours de Paris par les subdélégués d'Aubusson, de Nevers, de Montluçon, de Gannat, de Guéret, d'Auxerre, de Belley, de Bourbon-Lancy, de Bourg, de Mâcon, par les villes de Dijon et de Vermanton, et l'élection de Moulins.

Août-octobre 1789.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, F[4] 2399.

5. — État des sommes payées aux ouvriers renvoyés de Paris avec des passe

ports de la municipalité, par les subdélégués d'Auxerre, d'Auxonne, de Beaune, de Montcenis, de Noyers, de Saulieu, de Semur, de Tournus, de Vitteaux, et le secrétaire de l'hôtel de ville de Dijon.

Août-octobre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F4 2399.

6. — État des payements faits aux ouvriers émigrants de Paris par les subdélégués de Châtillon-sur-Seine, de Saulieu et Vitteaux, ainsi que par les municipalités de Bar-sur-Seine et Rouvray.

Août-octobre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F4 2399.

7. — État des payements faits aux journaliers renvoyés de Paris, sur passeports des représentants de la Commune, par la subdélégation de Montélimart, en suite des ordres du comte de Miran, commandant en Provence, avec un passeport délivré au sieur Moyeux, garçon cafetier, revêtu des visas des autorités sur sa route.

Septembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F4 2399.

8. — États des payements faits par les subdélégués de Limoges et d'Angoulême aux gens sans aveu, munis de passeports du comité de Paris.

Septembre-octobre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F4 2399.

9. — État des payements faits aux ouvriers porteurs de passeports de l'Hôtel de Ville de Paris par les subdélégués d'Avallon, de Bourg-en-Bresse, d'Auxerre, de Beaune, de Châlon-sur-Saône, de Montcenis, de Nantua, de Saulieu et le maire de Tournus, avec passeports annexés.

Septembre-novembre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F4 2399.

10. — État des payements faits par M. Hamelin, receveur général des finances du Berry, aux ouvriers émigrants de Paris en 1789.

20 octobre-18 novembre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F4 2399.

11. — État des avances faites aux ouvriers des ateliers de charité établis aux environs de Paris, par le syndic receveur de la ville de Valence.

5 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, F4 2399.

12. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, au sujet d'ateliers à ouvrir afin d'employer les gens sans travail, notamment en mettant à exécution le projet de canalisation de l'Ourcq pour joindre la Seine à l'Oise.

5 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O1 500, fol. 541.

Le département des travaux publics édicta le 11 novembre, un règlement pour les ateliers de charité qui fut placardé dans Paris (*A. N.*, F15 3594-3595).

13. — État des sommes payées par M. Millon d'Ainval, receveur général des finances de Lyon, lors du passage des émigrants venant de Paris avec des passeports de la municipalité.

9 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, F4 2399.

14. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, touchant l'envoi projeté d'un nombre considérable d'ouvriers de Paris pour former un atelier à Dieppe et travailler à un canal.

6 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O1 501, fol. 5.

15. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président de l'Assemblée nationale, lui signalant la misère extrême régnante à Paris, et manifestant son intention de consacrer au soulagement des femmes indigentes les aumônes qui lui seront adressées pour organiser le travail dans les filatures.

13 janvier 1790.
Original signé, *A. N.*, C 36, n° 304.

16. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. Necker, déclarant que le département est journellement assailli par une multitude d'ouvriers et qu'il est urgent d'occuper deux mille ouvriers de plus par jour, savoir : six cents pour le faubourg Saint-Antoine, cinq cents pour le faubourg

Saint-Marceau, et le surplus pour les autres districts.

19 janvier 1790.
Minute signée, *A. N.*, F^7 3688[1].

17. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. Necker, concernant les dispositions adoptées relativement aux ateliers de charité depuis la cessation des travaux de la butte Montmartre.

30 janvier 1790.
Minute signée, *A. N.*, F^7 3688[1].

18. — Lettre du sieur de la Neufville, chef de l'atelier public à la barrière des Amandiers, demandant son admission à la barre de l'Assemblée nationale.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, C 37, n° 314.

19. — Lettre de M. Bailly, écrite au nom de la municipalité de Paris à M. de Saint-Priest, lui représentant les abus occasionnés par la concession d'un subside de 3 sols par lieue aux ouvriers sans travail, et le priant d'écrire à ce sujet aux municipalités.

12 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, F^7 3264.

20. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, appelant son attention sur les ouvriers sans travail renvoyés dans leurs provinces avec un subside de 3 sols par lieue, qui reviennent à Paris pour toucher une nouvelle gratification et ramènent avec eux d'autres ouvriers.

17 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 202.

21. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. de La Tour du Pin ainsi qu'aux intendants et subdélégués au sujet de l'affluence à Paris des ouvriers des provinces et de l'urgence de faire prendre aux municipalités les mesures propres à arrêter ce mouvement.

17 avril 1790.
Copies, *A. N.*, O^1 501, fol. 207, 208.

22. — Lettre de M. Poyet, architecte de la Ville, adressant des exemplaires de son mémoire sur la nécessité et les moyens d'employer utilement les malheureux ouvriers de la capitale.

21 avril 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2654, fol. 257.

23. — Réponse du Comité de mendicité aux députés de la Commune de Paris, indiquant comme travaux à faire exécuter par les ouvriers inoccupés : le curage de la Seine, l'ouverture du canal de Dieppe.

23 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{16} 936.

24. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. Necker, le priant d'autoriser la délivrance de deux mille passeports aux ouvriers inoccupés qui sont restés à Paris, dont la présence est un danger, surtout coïncidant avec la mise en liberté prochaine des prisonniers de Bicêtre.

30 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, F^7 3688[1].

25. — Etat des sommes payées aux ouvriers renvoyés de Paris par les subdélégués d'Autun, d'Avallon, de Vitteaux, de Vermanton, avec passeports annexés.

Avril-mai 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^4 2399.

26. — Lettres de MM. Bailly, maire de Paris, et Cellerier à M. Lambert, contrôleur général des finances, lui déclarant qu'ils vont prendre les mesures nécessaires pour le renvoi successif des deux mille ouvriers étrangers, qui recevront des passeports à l'effet de retourner dans leur pays.

28 mai 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^7 3688[1].

27. — Lettres des intendants à M. Lambert, contrôleur général des finances, lui annonçant qu'ils ont donné leurs instructions aux subdélégués pour le passage des ouvriers sortant de Paris et regagnant les provinces avec un subside de 3 sols par lieue.

28 mai-15 juin 1790.
Originaux signés (1 dos.), *A. N.*, F^7 3688.

28. — Décret de l'Assemblée nationale relatif à l'extinction de la mendicité, proposant l'ouverture d'ateliers à Paris et aux environs, en travaux de terre pour les hommes, et en filature pour les femmes et enfants, avec projet présenté par le Comité de mendicité.

30 mai 1790.

Minute signée de M. de La Rochefoucauld-Liancourt, *A. N.*, C 39, n° 352, F^{16} 936.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. II, p. 476.

29. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. Tarbé, premier commis du contrôle général des finances, au sujet du refus du subdélégué d'Argenton en Berry de continuer le payement des 3 sols par lieue aux ouvriers porteurs de passeports.

5 juillet 1790.

Minute signée, *A. N.*, F^7 3688^1.

30. — Lettre du Comité de mendicité aux administrateurs de la municipalité de Paris, au sujet de l'organisation d'ateliers publics pour le dessèchement des marais, qui empêcherait l'affluence des mendiants à Paris et ferait sortir ceux qui s'y trouvent.

24 août 1790.

Copie, *A. N.*, AF^{*I} 15, fol. 31 r°.

31. — Projet de décret relatif à la suppression des ateliers de secours de Paris, présenté par M. Massieu, curé de Cergy, au Comité de mendicité.

30 août 1790.

Copie, *A. N.*, AF^{*I} 15, fol. 34 r°.

32. — Décret de l'Assemblée nationale, supprimant les ateliers de secours existant à Paris, qui seront remplacés par de nouveaux ateliers, les uns pour les ouvriers travaillant à la tâche, les autres pour les individus faibles ou moins accoutumés aux travaux de terrasse, qu'on payera à la journée.

31 août 1790.

Minute signée de M. de La Rochefoucauld-Liancourt, *A. N.*, C 43, n° 395; copie collationnée et signée des président et secrétaire de l'Assemblée, *A. N.*, F^{16} 936.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 290.

33. — Rapport du Comité de mendicité, au sujet de l'adresse présentée par la municipalité de Paris sur l'état des ateliers de secours et l'accroissement du nombre des ouvriers indigents et sans travail, avec projet de décret.

Août 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{16} 936.

34. — États des ouvriers renvoyés de Paris et munis de passeports de la municipalité à destination d'Auxerre, avec passeports annexés.

Août 1790-juillet 1791.

Minutes (1 liasse), *A. N.*, F^{16} 941.

35.—Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Joron du sieur Claude Huriot, prévenu d'infidélités envers les ouvriers des travaux de charité des boulevards neufs, barrière Rochechouart, et accusé d'avoir cherché à exciter une révolte contre les chefs dudit atelier, avec information à ce sujet.

21 septembre, 1er octobre 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13982.

36. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, au sujet des dégâts commis dans les vignes des territoires de Vincennes et de Charonne par les ouvriers des ateliers de charité du voisinage, et de la surveillance qu'il conviendrait de faire exercer par la garde nationale de la caserne de Montreuil.

26 septembre 1790.

Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

37. — Lettres de la municipalité de Joigny à MM. de la Tour du Pin et de Saint-Priest, demandant une garnison supplémentaire pour maintenir l'ordre à cause des trois mille ouvriers renvoyés de Paris, qui viennent travailler au canal de Bourgogne.

11 octobre 1790.

Minutes signées (2 p.), Arch. hist. Guerre, carton n° 65c.

38. — Lettre du Comité de mendicité à M. Bailly, maire de Paris, exprimant son déplaisir des lenteurs incroyables et vraiment désolantes de la municipalité de Paris pour l'exécution du décret du 30 septembre,

relativement aux ateliers de charité de la capitale.

15 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, AF*I 15, fol. 44 v°.

39. — Mémoire du département des travaux publics en réponse à la lettre du Comité de mendicité au sujet de l'inexécution du décret du 30 août qui ordonnait le renvoi des ouvriers étrangers, avec lettre de M. Cellerier, se plaignant d'être mal secondé par les districts de Paris.

17 octobre 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F[15] 3598.

40. — Lettre du Comité de mendicité au Comité d'agriculture et de commerce, le priant de lui faire connaître ses vues sur le projet d'ouverture d'un canal de Saint-Maur à Paris, qui pourrait occuper quatre mille ouvriers.

8 novembre 1790.
Copie, *A. N.*, AF*I 15, fol. 58 v°.

41. — Lettres des administrateurs du département de l'Yonne au ministre de la guerre, demandant l'envoi d'un détachement à Brienon, avant l'arrivée des ouvriers de Paris, pour le maintien de l'ordre.

11 novembre 1790.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 65[d].

42. — Projet d'adresse du département de Seine-et-Oise à l'Assemblée nationale, proposant l'établissement de trente ateliers pour achever une route très importante traversant les districts de Pontoise, Mantes, Saint-Germain et Montfort, afin de donner de l'occupation à quarante-deux mille sept cent vingt-neuf ouvriers sans travail et sans ressources.

12 novembre 1790.
Copie, *A. N.*, AF*I 15, fol. 62 r°.

43. — Lettre du ministre de la guerre aux administrateurs du département de l'Yonne, notifiant l'envoi à Tonnerre d'une compagnie des chasseurs du Hainault pour contenir les ouvriers venant de Paris en vue de travailler au canal de Bourgogne.

13 novembre 1790.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 65[d].

44. — Lettre du Comité de mendicité à M. Bailly, exprimant le désir de conférer avec les administrateurs des travaux publics et le Comité de prévoyance, au sujet des plans et projets du sieur Dunouy, relatifs au canal de Saint-Maur.

18 novembre 1790.
Copie, *A. N.*, AF*I 15, fol. 63 v°.

45. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'avisant des menaces de pillage du Palais-Bourbon et de la maison de M. de Beaumarchais, proférées par les ouvriers de l'atelier de Vaugirard, et l'invitant à renforcer les postes voisins de ces maisons.

19 novembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 98.

46. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant qu'à partir du 1er janvier la municipalité de Paris fera connaître, au début de chaque mois, les dépenses effectuées dans le mois précédent pour les ateliers de secours.

17 décembre 1790.
Extrait collationné et scellé, *A. N.*, F[1c] 936; copie, *A. N.*, A 191, fol. 596.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 193.

47. — Décret de l'Assemblée nationale, chargeant le Corps municipal de Paris d'exercer les fonctions attribuées aux administrations de département en ce qui concerne les travaux publics et les ateliers de secours.

30 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 48, n° 476.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 329.

48. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, transmettant une lettre de la municipalité de Saint-André-de-Cubzac, qui prie celle de Paris de ne plus la désigner sur les passeports délivrés aux indigents renvoyés de Paris, ne pouvant les satisfaire et craignant leurs excès.

Décembre 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F[7] 3688[1].

49. — États des sommes payées par diverses généralités ou municipalités, notam-

ment celles d'Epernay et de Sainte-Menehould, aux ouvriers émigrants munis de passeports délivrés par la municipalité de Paris, avec correspondances y relatives.

1790.

Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^7 3688[1].

50. — Lettre du département des travaux publics de la municipalité à M. Smith, au sujet du nombre toujours croissant des ouvriers qui atteignent le chiffre de quinze mille, et de la nécessité de demander des fonds au gouvernement pour suffire à la dépense.

Sans date (1790).

Minute signée, *A. N.*, D VI 10, n° 101.

51. — Pétition du sieur Smith, chargé de la comptabilité générale des ateliers de charité, tendant à obtenir un traitement pour l'indemniser de ses pertes et des soins que lui imposent la vérification des écritures et la visite journalière des ateliers.

Sans date (1790).

Minute, *A. N.*, D VI 10, n° 101.

52. — Lettre du département de police au commissaire de police de la section du Temple, touchant le procès-verbal qu'il avait dressé au sujet de l'atelier public établi dans les marais du Temple, pour obliger les ouvriers à s'occuper du nettoiement des rues de Ménilmontant, de Crussol et d'Angoulême.

4 janvier 1791.

Minute signée, *A. S.*

53. — Lettre du sieur Smith à M. Dufresne, expliquant l'énormité des dépenses qu'occasionnent les ateliers de secours par l'augmentation successive des ouvriers y admis, dont le nombre se monte à vingt-six mille quatre cents, et signalant les abus révoltants de ces ateliers qui favorisent la fainéantise, avec lettre de M. Dufresne à ce sujet.

13 janvier 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 10, n° 101.

54. — Lettre du département des travaux publics au commissaire de police de la section du Temple relativement à l'admission d'un individu dans les ateliers de charité.

13 janvier 1791.

Minute signée, *A. S.*

55. — Proposition du sieur Cointeraux, professeur d'architecture rurale, à l'effet d'occuper dix mille ouvriers à des défrichements et à de petites constructions en pisé qu'on vendrait au profit de la Nation.

25 février 1791.

Minute, *A. N.*, D VI 10, n° 105.

56. — Arrêté du département des travaux publics de la municipalité, décidant qu'à l'avenir les chefs des ateliers de secours ne seront nommés que sur la présentation des commissaires de sections, par numéros d'ordre, et que ces chefs devront fournir une caution de 400 livres, avec lettre à la section du Palais-Royal, lui annonçant qu'une place de chef est à sa disposition.

4 mars 1791.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 257, 264.

57. — Lettre du département des travaux publics à la section du Palais-Royal, déclarant que les ouvriers qui se présentent pour être admis dans les ateliers ne peuvent être assujettis à produire une quittance de capitation.

24 mars 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 268.

58. — Lettre des administrateurs du département des travaux publics au Comité des finances, adressant douze exemplaires de la dénonciation d'un écrit répandu dans le public par le sieur Smith, avec le mémoire en question sur les ateliers de charité établis à Paris et aux environs.

16 avril 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 10, n° 101.

59. — Adresse des ouvriers du district de Saint-Eustache à l'Assemblée nationale, protestant contre les imputations calomnieuses qui les représentent comme des *brigands* vendus à l'aristocratie et prêts à faire une contre-révolution.

28 avril 1791.

Minute signée, *A. N.*, C 128, n° 435.

60. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au ministre de la guerre, le priant,

au nom de la municipalité, de concert avec le directoire du département de l'Yonne, d'accélérer le remplacement des troupes en garnison à Joigny et autres villes du département, pour ne pas mettre la municipalité parisienne dans la nécessité de différer le renvoi des ouvriers, avec réponses du ministre de la guerre, déclarant que les circonstances exigent le maintien aux frontières des troupes de ligne et proposant l'envoi d'une seconde compagnie du 6e hussards.

13, 17 mai 1791.

Minutes signées (3 p.), Arch. hist. Guerre, carton n° 68.

61. — Lettre du directoire du département de Paris au ministre de la guerre, appelant son attention sur les deux cent quarante ouvriers envoyés par la municipalité de Paris pour établir, entre Auxerre et Joigny, un atelier de charité, ouvriers dont la présence inspire des inquiétudes, et réponse du ministre de la guerre, annonçant qu'il fait diriger sur Tonnerre une seconde compagnie du 6e régiment de hussards.

19, 26 mai 1791.

Minutes signées (2 p.), Arch. hist. Guerre, carton n° 68.

62. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, au sujet de la surveillance à exercer sur les ouvriers des ateliers de secours, et réponses de M. de Gouvion, portant que ces ateliers ne peuvent être surveillés d'une manière efficace, étant disséminés autour de Paris, à moins d'indications précises.

20 mai 1791.

Copies (3 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

63. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, demandant ses ordres touchant la surveillance à établir, s'il est vrai que les ouvriers des ateliers doivent être congédiés le 25 courant.

21 mai 1791.

Copie, *B. N.*, fonds français 11697.

Au moment de la suppression des ateliers de charité, M. Poyet, architecte de la Ville, dans un projet qui fut imprimé, proposa d'employer les quarante mille ouvriers congédiés à la construction d'une place dédiée à la nation. Cf. Le *Moniteur universel*, n° du 31 mai 1791.

64. — Lettre du maire de Paris à M. de Gouvion, l'invitant à prendre des mesures d'ordre à l'occasion de la mise au carcan, à la barrière du Trône, d'un ouvrier qui avait frappé et maltraité son chef.

30 mai 1791.

Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

65. — Lettres de M. Bailly et du département des travaux publics à M. de Lafayette, exprimant leurs craintes au sujet de la suppression des ateliers, proposée à l'Assemblée nationale, et le priant de mettre sur pied auprès des ateliers des forces capables de contenir les ouvriers.

16 juin 1791.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 160.

V. dans le tome Ier de notre Répertoire, n° 1106, le décret de l'Assemblée nationale, du 28 mai 1791, contre les sieurs Thévenot et Lacombe, accusés d'avoir comploté le soulèvement des ateliers publics, dans lesquels ils devaient distribuer un *Avis du Père Duchêne*.

66. — Décret de l'Assemblée nationale, portant suppression des ateliers de charité existant à Paris, à l'exception des ateliers de filature établis pour les femmes et enfants, et des travaux de l'édifice de Sainte-Geneviève.

16 juin 1791.

Minute, *A. N.*, C 71, n° 695.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1791, p. 253.

67. — Présentation à l'Assemblée nationale, par le sieur Fèvre du Grandvaux, d'un ouvrage intitulé l'*Émile réalisé ou Plan d'éducation générale*, indiquant les moyens d'occuper utilement les ouvriers des travaux publics aux environs de la capitale.

28 juin 1791.

Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1396.

Cf. à la date du 20 avril 1791, *Archives parlementaires*, t. XXV, p. 211.

68. — Prestation du serment de fidélité à la barre de l'Assemblée nationale par les ouvriers des travaux publics, avec pétition à

l'effet d'obtenir le retrait du décret qui fixe l'époque de la cessation des ateliers de charité.

28 juin 1791.
Minute signée, avec réponse du président (2 p.), *A. N.*, C 71, nº 700.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 564.

69. — Déclaration du sieur Hennequin, cavalier de la gendarmerie parisienne, concernant les ouvriers des ateliers, notamment ceux de l'atelier de la Bastille, soudoyés par les ennemis de la Révolution.

30 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXᵇ 36, nº 376.

70. — Renvoi par l'Assemblée nationale au directoire du Département de Paris d'une nouvelle pétition présentée par les ouvriers.

1ᵉʳ juillet 1791.
Minute, *A. N.*, C 74, nº 721.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 611.

71. — Pétition des chefs et inspecteurs des ateliers de secours supprimés, réduits à une profonde misère, à l'Assemblée nationale, pour être pourvus de quelques emplois qui puissent leur permettre de faire vivre leurs enfants.

21 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 10, nº 97.

72.— Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à l'effet d'empêcher le rassemblement, dans la cour de la Sainte-Chapelle, d'ouvriers renvoyés de la manufacture du tabac de l'hôtel de Longueville, qui veulent se porter à l'Hôtel de Ville pour demander justice, et réponse de M. de Gouvion, déclarant que les mesures nécessaires sont prises.

26 août 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

73. — Lettre de la section du Faubourg-Montmartre à la section de la Grange-Batelière, relativement aux ouvriers des ateliers de charité qui ont passé d'une section à l'autre.

Août 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 329.

74. — État des ouvriers sortis de Paris, munis de passeports de la municipalité, en vertu desquels il a été payé 3 sols par lieue par les municipalités de Lorraine, avec ordonnance de payement de 30 livres au sieur Auguié, ancien receveur général des finances de Lorraine.

6 septembre 1791.
Minute, avec les passeports délivrés par la municipalité (1 dos.), *A. N.*, F⁴ 1241.

75. — Tableau des dépenses pour les ateliers de charité créés afin de subvenir au manque de travail dans Paris et les environs et pour les nouveaux ateliers, en faveur desquels a été accordé 1 million;

Extrait de l'état des dépenses extraordinaires du Trésor, du 1ᵉʳ mai 1789 au 31 août 1791, certifié par les commissaires de la Trésorerie.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 17, nº 177.

§ 2. — Ateliers de filature.

A. — ORGANISATION DES ATELIERS

76. —Rapport sur la requête de la demoiselle Toulorge, maîtresse en filature, qui sollicite la direction d'un atelier.

26 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, F¹³ 3560.

77. — Rapport sur le mémoire présenté par le sieur Frédéric Hildebrand, mécanicien, pour l'établissement d'un atelier public de filature, destiné à occuper les pauvres, avec le mémoire et lettre à M. Bailly, rappelant les services qu'il a rendus.

27 octobre 1789, 20 janvier 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F¹⁵ 3596.

78. — Mémoire du sieur Vincent, occupé au commerce des chanvres à Saint-Quentin, offrant ses services pour diriger des ateliers de filature.

23 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3560.

79. — Lettres de M. Chardenon, ancien directeur d'une manufacture de toile de coton, dans le faubourg Saint-Antoine, à M. de Jussieu, lieutenant de maire au département des hôpitaux, proposant de se charger de l'organisation d'un atelier pouvant occuper cent ouvriers, avec réponse de M. Bailly, l'adressant à M. Marchais de Mignot, correcteur des Comptes, placé à la tête du service concernant l'établissement des filatures.

13 mai-8 septembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 3581.

80. — Lettre de M. Bailly à M. de Jussieu, lieutenant de maire au département des hôpitaux, le priant, conformément à une décision du premier ministre des finances, de faire venir 2 à 3 millions de chanvre et autant de lin pour employer les pauvres.

14 juin 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 3591.

81. — Lettre de M. Romand, secrétaire-trésorier des pauvres du district de la Trinité, à M. Bailly, faisant l'offre d'un local pour l'établissement d'un atelier de filature à la Trinité afin d'occuper les femmes et les enfants, avec lettre d'envoi à M. de Jussieu.

14, 16 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3592.

82. — Mémoire du comité du district des Récollets à M. Bailly, appuyant la pétition adressée par le sieur Nicolas Herluison, dit Adam, gazier, pour obtenir une place de contremaître dans les ateliers de filature.

16 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, F^{15} 3581.

83. — Rapport de M. Guignard, administrateur au département des hôpitaux, sur la demande de la veuve Pallouis, tendant à établir à Paris une fabrique pour la préparation et filature d'une soie connue sous le nom de *vraye galette* ou *galette de Suisse*, et arrêté du département des hôpitaux, renvoyant cette demande au département des établissements publics, avec le mémoire de la veuve Pallouis.

18 juin 1790.
Minutes et prospectus imprimé (1 p.), *A. N.*, F^{15} 3560.

84. — Lettres de MM. Cousin et Le Roulx de la Ville, administrateurs de la municipalité, recommandant la dame Bougier pour la direction d'un atelier destiné aux femmes pauvres.

22 juin, 6 juillet 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

85. — Lettre du sieur Jean Robert, marchand de filasse à Béthizy, fournisseur de l'Hôpital général, faisant ses offres de services à M. Bailly.

25 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3591.

86. — Lettre de M. Bailly à M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, priant d'employer le plus promptement possible aux travaux de filature le sieur Beaumont, qui lui est particulièrement recommandé.

26 juin 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 3581.

87. — Mémoire concernant la filature de coton à établir dans chacun des districts de la capitale pour l'aisance à procurer aux infortunés, par le sieur Jacques Perret, marchand de coton.

28 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

88. — Lettre du sieur D'Assarts, secrétaire commis au bureau pour l'extinction de la mendicité, sollicitant une place pour sa femme comme directrice d'un des nouveaux ateliers de femmes.

28 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

89. — État abrégé des services que le sieur Fillegare et sa femme peuvent rendre par leurs soins dans la fabrique de filature.

1er juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

90. — Supplique du sieur Pierre-Michel Guiard, tourneur, à l'effet d'obtenir la fabrication des rouets et autres ustensiles nécessaires aux filatures, apostillée par le district des Filles-Dieu.

2 juillet 1790.
Original, *A. N.*, F^{15} 3591.

91. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. de Jussieu, lui transmettant une lettre de recommandation de M. de Wargemont en faveur du sieur Tribert, ancien inspecteur des manufactures.

5 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

92. — Mémoire du sieur Reydellet, maître menuisier et tourneur, à M. Bailly, à l'effet d'être chargé de la fourniture des rouets, des mécaniques à retordre le coton et dévidoirs pour les ateliers de filature, avec aperçu des prix.

6 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3591.

93. — Engagement contracté par Marie Le Sauteur, maîtresse tourneuse, pour la fourniture aux nouveaux ateliers de filature des Jacobins et des Récollets de cent rouets à filer le coton et d'autant de rouets à filer le chanvre et le lin.

7 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3592.

94. — Lettre de M. Bailly à M. de Jussieu, le priant de conférer avec M. Gerdret, qui a des arrangements à proposer au sujet des filatures comprises dans le programme des travaux des nouveaux ateliers.

8 juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 3581.

95. — Pétition du sieur Teytaud, chirurgien, à M. de Jussieu, exprimant le désir d'être attaché en cette qualité aux deux ateliers de charité ou de mendicité qui doivent être établis.

8 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

96. — Notes remises au département des hôpitaux touchant les offres de fourniture de cotons faites par MM. Gautier et Pontrené, négociants à Rouen.

12 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3591.

97.— Lettre de M. Gerdret, commandant du bataillon de l'Oratoire, à M. de Jussieu, administrateur des hôpitaux, le priant de conférer avec lui sur les rouets et métiers propres aux ateliers de filature.

12 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3591.

98. — Lettres de M. Bailly à M. de Jussieu, le convoquant au Comité de mendicité de l'Assemblée nationale, afin d'être instruit des raisons qui ont pu retarder l'ouverture des nouveaux ateliers de charité.

17, 23 juillet 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3592.

99. — Aperçu de la dépense que nécessiteront les ateliers de filature projetés aux Jacobins et aux Récollets, d'après les décrets de l'Assemblée nationale.

17 juillet 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3592.

100. —Lettre de M. de Jussieu à M. de Langlard, le convoquant, le vendredi 23, à l'assemblée que tiendra le département des hôpitaux pour délibérer sur l'établissement des ateliers de filature.

22 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3592.

101.— Lettre de M. Jullienne, secrétaire-greffier des districts du Val-de-Grâce et de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, à M. Bailly, le conjurant de venir en aide à une foule de malheureux qui les assiègent, ne vivant que d'aumônes et du riz distribué par la municipalité.

23 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

102. — Lettre du département des hôpitaux, en réponse à une lettre de M. Plaisant, au sujet de l'envoi de modèles de

rouets à 3 livres pièce et de l'indication d'un facteur de cardes à Paris.

23 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3592.

103. — Lettre de M. Poyet, architecte de la Ville, envoyant les devis estimatifs des travaux nécessaires pour l'établissement des ateliers de filature dans les couvents des Récollets et des Jacobins, montant, pour le premier, à 1,400 livres, et à 4,316 pour le second, avec lettres d'envoi de M. Cellerier à M. de Jussieu.

27 juillet, 8, 27 août 1790.
Minutes signées (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3578.

104. — Règlement, en trente articles, portant établissement des ateliers de filature des Jacobins de la rue Saint-Jacques et des Récollets du faubourg Saint-Laurent, et déterminant les conditions du travail.

Sans date (juillet 1790).
Minute, *A. N.*, F^{15} 3597.

105. — État des personnes qui demandent des places dans les ateliers de filature des Récollets et des Jacobins.

1790.
Minute en un cahier in-fol., *A. N.*, F^{15} 3581.

106. — 1° État général des sommes fournies par le Trésor public aux ateliers de filature.

Juillet 1790-octobre 1791.
Tableaux in-fol. (7 p.), *A. N.*, F^{15} 3594-3595.

2° Registre de comptabilité des ateliers de filature.

Juillet 1790-octobre 1791.
Volume in-fol., *A. N.*, F^{4} 356.

107. — Lettre de M. Bodeau de Grandcour, de Lyon, à M. de Jussieu, lui adressant des offres d'un établissement de blanchissage pour les ouvrages de lin et coton fabriqués par les ateliers de charité.

15 août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3591.

108. — Lettre de M. Plaisant, administrateur au département des travaux publics, à M. de Jussieu, le prévenant qu'il a fait faire le relevé des enfants occupés dans les ateliers de terrasse, pour les transférer aux ateliers de filature, enfants qui sont au nombre de sept cents, avec réponse objectant qu'ils ne voudront pas recevoir la modique paye de 3 sols comme apprentis, ayant touché 20 sols comme terrassiers.

17 août 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3592.

109.—Lettres du comité de la section du Jardin-des-Plantes aux administrateurs du département des hôpitaux, les priant de lui faire connaître les conditions requises pour l'admission des pauvres dans les ateliers de filature et manifestant son étonnement de voir revenir des personnes qu'on refuse d'admettre.

24, 26 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

110. — Lettre de M. Plaisant, administrateur au département des travaux publics, à M. de Jussieu, lui envoyant une lettre du procureur de la Commune qui adresse trois enfants détenus à la Force afin de les employer aux travaux de filature, leur âge ne permettant pas de les utiliser pour les travaux de terrasse.

24 août 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3592.

111. — Lettres de M. Bailly à M. de Jussieu, l'autorisant à traiter avec M. Folloppe, négociant au Havre, pour la fourniture des cotons nécessaires aux ateliers de filature, avec soumissions et factures à l'appui.

28 août, 4 septembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 3591.

112. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. de Jussieu, déclarant qu'il ne pourra continuer à occuper les jeunes gens au-dessous de dix-huit ans, se trouvant actuellement dans les travaux de terrasse, et qu'il faudra les admettre dans les ateliers de filature.

31 août 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 3592.

113. — Certificats d'indigence délivrés par les comités des sections et les curés des

paroisses de Paris, pour l'admission dans les ateliers de filature.

Août 1790-février 1791.
Minutes (4 liasses), *A. N.*, F^{15} 3579, 3580, 3582, 3589.

114. — Lettre du département des hôpitaux à M. Hardouin aîné, négociant à Rouen, en réponse à ses offres de fournitures de cotons pour les ateliers de filature.

7 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3591.

115. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. de Jussieu, lui exposant le grave inconvénient de laisser travailler aux filatures les dimanches et fêtes, et la nécessité de ménager les fonds du Trésor public, avec lettre de M. Guignard et réponse à ce sujet.

8 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3592.

116. — Lettre annonçant que l'administration des ateliers de filature passe au département des établissements publics.

9 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3575.

117. — Lettre de M. Bailly à M. de Jussieu, le priant de prendre en considération le grand âge d'une pauvre femme qui n'a pu être admise aux ateliers de filature, vu le nombre trop considérable des pauvres, et de lui faire donner de l'ouvrage ou de la placer dans quelque hôpital.

24 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 3581.

118. — Règlement du département des hôpitaux, fixant les conditions d'admission des pauvres dans les ateliers de filature.

5 octobre 1790.
Original signé de Bailly et des administrateurs, *A. N.*, F^{15} 3592.

119. — Arrêté du département des hôpitaux relatif aux abus qui se sont introduits en ce qui concerne l'admission des pauvres dans les ateliers de filature, décidant que le prix du travail sera toujours inférieur à celui des travaux de même nature dans les fabriques particulières et réglant les jours et heures de délivrance des billets d'admission aux pauvres.

5 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3597.

120. — Lettre de M. Amée, secrétaire de la section du Jardin-des-Plantes, à M. de Jussieu, lui signalant la multitude de femmes qui s'amassent aux portes des Bernardins et sont obligées de revenir plusieurs fois, ce qui aigrit leur humeur bilieuse, « ces femmes, à son dire, en tout temps ne valant pas grand'chose et encore moins quand la bile est en fermentation ».

7 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

121. — Note de M. de Jussieu relative à l'impression d'une affiche fixant les heures de délivrance des billets aux pauvres gens pour leur admission dans les filatures.

16 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3592.

122. — Lettre de M. Duport du Tertre, lieutenant de maire au département de police, à M. de Jussieu, le priant de procurer du travail, dans les ateliers de filature, à cinq jeunes détenus de la Force, avec réponse exprimant la crainte que ces jeunes gens, habitués à une vie errante et licencieuse, ne puissent rester aux ateliers.

16, 21 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

123. — Bulletins d'ouvriers de terrasse que le département des travaux publics voulait renvoyer et faire passer dans les ateliers de filature.

19-25 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3592.

124. — Rapports sur l'organisation et le fonctionnement des ateliers de filature.

30 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3590, 3597.

125. — Mémoires présentés par le sieur Pierre-Sébastien-Alexandre Duclos, marchand mercier, proposant de donner au

coton filé dans les ateliers la teinture rouge, dont il possède le secret.

13 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

126.— Lettre de M. Bailly au département des établissements publics, recommandant le projet présenté par le sieur Martin Martinet qui désirerait obtenir un local pour l'installation d'une manufacture propre à tirer parti d'une qualité de soie jusqu'alors sans valeur, ledit projet approuvé par le Comité de mendicité, avec réponse favorable.

17, 24 novembre, 6 décembre 1790.
Original signé, minute et copie, *A. N.*, F^{15} 3581; AF^{*I} 15, fol. 63 r°.

127. — Projet de manufacture de différentes toiles de fil et de coton de toutes couleurs pour la maison de la Pitié, présenté à M. Bailly par le sieur Dellecourt.

23 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

128. — Lettre de M. Montauban, administrateur au département des travaux publics, accompagnant l'envoi au département des établissements publics d'une lettre de M. Martin, secrétaire de la section du Louvre, qui se plaint du refus par les bureaux des ateliers de filature d'admettre des jeunes gens âgés de moins de dix-huit ans, avec réponse du département.

29 novembre, 3 décembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

129. — Délibération de l'assemblée primaire de la section du Louvre, demandant l'admission dans les ateliers de charité de tous citoyens qui sollicitent des secours, sans distinction d'âge.

1er décembre 1790.
Extrait signé et scellé, *A. N.*, F^{15} 3581.

130. — Lettre du département des travaux publics à M. Cahier, en réponse à sa lettre de recommandation en faveur d'un élève des Enfants-Trouvés, déclarant qu'il a été convenu expressément, entre le département des travaux publics et celui des hôpitaux, qu'on n'admettrait les garçons dans les ateliers de filature que jusqu'à l'âge de seize ans.

6 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

131. — Mémoire présenté aux officiers municipaux par les sieurs Hugon et Posset, fabricant et contremaître à Abbeville, qui offrent de se charger pour leur compte des ateliers publics de filature et d'y occuper trois ou quatre mille pauvres, à condition d'avoir un local suffisant et une avance de fonds de 280,000 livres, avec une prime par tête d'ouvrier.

8 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

132. — Lettre de M. Cousin à M. de Cernon, président de la section du Comité des finances chargée du Trésor public, demandant la délivrance, par M. Dufresne, de 25,000 livres pour le payement des ouvriers employés aux travaux de filature pendant une semaine, renvoyée par M. de Cernon au Comité de mendicité.

16 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3592.

133. — Lettre du département des établissements publics à M. Le Roulx de la Ville, exposant l'avantage qu'il y aurait à faire surveiller les travaux qui s'exécutent tant aux Jacobins que dans les autres ateliers de filature, et proposant de confier cette mission à M. Chassagnolle, inspecteur des bâtiments de la Ville.

31 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3587.

134. — Lettre de M. Bailly au département des établissements publics, communiquant une lettre du Comité de mendicité qui demande l'état des dépenses faites pendant le mois de décembre dans les ateliers de filature, avec note de ces dépenses.

25, 29 janvier 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

135. — Note du département des établissements publics, indiquant les conditions à remplir pour l'admission dans les ateliers de charité des femmes indigentes, au

nombre de neuf mille, « qui manquent absolument de pain et couchent sur la paille comme des chiens ».

26 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, F15 3560.

136. — Lettre de M. Bailly à M. Le Camus, administrateur au département des établissements publics, le priant de procurer l'admission immédiate d'une femme aux ateliers de filature et de faire en sorte que les indigents, munis des certificats exigés, puissent être introduits sur-le-champ dans les ateliers établis pour leur soulagement.

29 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, F15 3581.

137. — Note du nombre des personnes inscrites par jour pour les ateliers de filature.

1er février 1791.
Minute, *A. N.*, F15 3592.

138. — Lettres du comité de la section de Notre-Dame, demandant la marche à suivre pour l'admission aux travaux de filature des femmes et enfants indigents, en assez grand nombre dans la section, et réponse du département des établissements publics, déclarant que les femmes et enfants, munis de certificats d'indigence et de domicile, et par exception, des vieillards infirmes, peuvent seuls être admis à ces ateliers.

4, 9, 10 février 1791.
Minutes signées (3 p.), *A. N.*, F15 3581.

139. — Lettre de M. Bailly au département des établissements publics, l'invitant à prendre les mesures les plus promptes pour l'admission de toutes les femmes qui se présenteront avec l'intention d'entrer dans les ateliers de filature, vu les plaintes qui lui sont adressées à ce sujet.

5 février 1791.
Original signé, *A. N.*, F15 3581.

140. — Lettre du Comité de mendicité au Comité ecclésiastique, recommandant la requête de M. de Montsure à l'effet d'obtenir un local dans le couvent des Célestins pour l'établissement d'un atelier de filature, soutenu par les charités des habitants de la section de l'Arsenal.

10 février 1791.
Original signé de M. de La Rochefoucauld Liancourt, *A. N.*, F15 3560.

141. — Lettre du département de police au département des établissements publics, demandant si l'on pourrait admettre aux ateliers de filature un jeune vagabond et constatant qu'il refuse d'y entrer.

1er, 11 mars 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F15 3581.

142. — Lettre du département des établissements publics à l'adresse du Comité de mendicité et des administrateurs du département de Paris, accompagnant l'envoi de l'état des sommes fournies par le Trésor aux ateliers de filature, du 30 juillet 1790 au 31 janvier 1791, et donnant la situation des divers ateliers.

8 mars 1791.
Minute, *A. N.*, F15 3581.

143. — Lettre de M. Bailly au département des établissements publics, faisant passer la copie d'une lettre du procureur général syndic du Département, qui accuse réception de l'état des sommes fournies par le Trésor public aux ateliers de filature.

12 mars 1791.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, F15 3581.

144. — Constatation du versement au Trésor public par M. Le Camus, administrateur au département des établissements publics, d'une somme de 80,388 livres 15 sols 3 deniers, produit de la vente des ouvrages faits aux ateliers de filature.

3 avril 1791.
Extrait conforme des délibérations du Bureau municipal, *A. N.*, F15 3587.

145. — Requêtes du sieur Chassagnolle, inspecteur des travaux dans les ateliers de filature, pour la régularisation de son traitement et le changement de son titre d'inspecteur des filatures en celui d'inspecteur des bâtiments des filatures.

24 mai, 15 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F15 247.

146. — Constatation de la vente des objets fabriqués dans les ateliers de filature, opérée par les soins de M. Le Camus, administrateur au département des établissements publics, vente qui a produit 35,000 livres à verser au Trésor.

8 juin 1791.
Extrait conforme des délibérations du Corps municipal, *A. N.*, F^{15} 3587.

147. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Le Camus, accusant réception de deux états des sommes fournies par le Trésor public aux ateliers de filature, du 1er février au 1er avril 1791.

11 juin 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 3591.

148. — Notification au Bureau municipal, par M. Le Camus, administrateur au département des établissements publics, du prochain versement au Trésor de 25,000 livres, produit des ventes effectuées au magasin général des ateliers de filature.

17 août 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{15} 3587.

149. — Requête du sieur Tonnellier, bourgeois de Paris, proposant l'établissement dans les faubourgs d'une manufacture de blondes et dentelles, où pourraient être occupées deux à trois cents jeunes filles de sept à douze ans.

5 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

150. — Lettre de M. Bailly au département des établissements publics, transmettant une lettre du procureur général syndic du Département, qui accuse réception de trois états des sommes fournies par le Trésor public aux ateliers de filature, de juillet 1790 à juin 1791.

7, 11 septembre 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

151. — Mémoire de Marie-Élisabeth-Josèphe Desmazières, femme d'Étienne Houbron, soumettant le plan d'établissement d'une manufacture de dentelles et école d'instruction de petites filles de cinq à douze ans, pour tenir lieu d'ateliers de filature.

21 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

152. — Règlement général des ateliers de filature et du magasin général de filature établi par le département des établissements publics, déterminant les fonctions à remplir par les directeurs et employés.

28 novembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3597.

153. — Demandes d'admission de femmes indigentes dans les ateliers de filature, notamment dans celui des Jacobins, avec lettres de recommandation des curés des paroisses de Paris et des comités des sections.

1790-1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 3581.

154. — Correspondances des fournisseurs de chanvre, lin et coton aux ateliers de filature.

1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, F^{15} 3591.

155. — Observations sur les ateliers de filature.

Sans date.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3592.

B. — ATELIER DES RÉCOLLETS.

156. — Requête du sieur Pujolle, chirurgien des pauvres de la paroisse de Saint-Laurent, à l'effet d'être attaché comme chirurgien à l'atelier que la municipalité doit établir aux Récollets.

28 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

157. — Lettre de M. Guignard, adressant au département des hôpitaux le sieur Jean-Etienne Coquet, particulièrement recommandé par M. Andry, administrateur de la filature de la rue de Bourbon-Villeneuve.

7 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

158. — Lettre de M. Guignard, administrateur de la municipalité, à M. de Jussieu,

lui faisant connaître que la présence des députés de la Fédération dans la maison des Récollets et le grand banquet donné dans le jardin ont empêché jusqu'à présent d'y faire travailler les pauvres, sans compter les obstacles soulevés par les religieux qui se proposent de rentrer dans la vie séculière, avec réponse de M. de Jussieu.

21, 22 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

159. — Devis des ouvrages à faire pour établir une filature dans une partie de la maison des Récollets, avec détail estimatif, dressé par M. Poyet, architecte de la Ville.

26 juillet 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

160. — Lettre de M. Guignard à M. de Jussieu, représentant toutes les difficultés que lui font éprouver, d'une part, les moines mécontents et bientôt réduits aux expédients, d'autre part, le comité de la section qui occupe de nombreuses salles, de sorte qu'il n'y a ni tranquillité, ni sûreté dans la maison.

26 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

161. — Ordonnances de payement des fournitures de coton de Smyrne et de Saint-Domingue, de chanvre et de lin, faites à l'atelier de filature des Récollets, ordonnances délivrées par le département des hôpitaux.

Juillet 1790-septembre 1791.
Minutes (5 dos.), *A. N.*, F^{15} 3565.

162. — Ordonnances de payement des menues dépenses journalières faites par M. Coquet, directeur de l'atelier de filature des Récollets, et des achats de meubles et ustensiles, délivrées par le département des hôpitaux.

Juillet 1790-septembre 1791.
Minutes (7 dos.), *A. N.*, F^{15} 3570.

163. — Lettre de M. Guignard à M. de Jussieu, déclarant que rien n'est moins sûr que les Récollets, et regrettant que M. Bailly ait promis la plus belle pièce de la maison (la bibliothèque), pour y établir un comité, tandis que cette salle pourrait faire un superbe atelier.

1er août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3581.

164. — Rapport fait par M. Guignard au département des hôpitaux sur l'atelier de filature des Récollets et sur l'appropriation d'un local adjacent, occupé par le sieur Charton, manufacturier en étoffes de soie et laine, avec lettre d'envoi, dans laquelle M. Guignard avertit qu'il se présente des individus galeux à l'atelier, et qu'il faut à tout prix éviter cette cause de contagion, lettre accompagnée des réponses.

4-6 août 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

165. — Lettre de M. Guignard à M. de Jussieu, demandant qu'on augmente le volume d'eau fourni aux Récollets, l'atelier faisant une consommation beaucoup plus forte que les religieux, et lettre à ce sujet à M. Quin, administrateur chargé du département des fontaines publiques.

6 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

166. — Lettre de M. de Jussieu au département du domaine, exposant que l'impossibilité d'obliger les religieux à évacuer leur maison entrave l'installation de l'atelier de filature, avec réponse de M. Pitra, administrateur de l'agence des biens nationaux, portant que les religieux peuvent se présenter pour toucher leurs pensions d'août et septembre.

6, 8 août 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

167. — Lettres de MM. Guignard et de Jussieu à M. Bailly, au sujet des empiètements de la section qui tient ses réunions aux Récollets et des allées et venues continuelles des soldats se trouvant dans la caserne attenante à l'atelier.

9, 10 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3581.

168. — Lettre de M. Guignard renvoyant sept femmes atteintes de la gale, domiciliées de fait dans les fours à plâtre et occupées

dans les ateliers, avec lettre du département des hôpitaux à la supérieure de la Salpêtrière pour l'admission de ces femmes au traitement de cette maladie.

10 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 3581.

169. — Lettre de M. Caze (de la Bove), ancien intendant du Dauphiné, recommandant M[me] Gentille de Boisgiraud, au courant de la filature des chanvres, qui vient d'être nommée directrice d'un atelier aux Récollets, avec lettre de M. Guignard à M. de Jussieu.

25 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 3581.

170. — Lettres de M. Coquet à M. de Jussieu, lui annonçant qu'il manque absolument de chanvre.

7, 17 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 3581.

171. — Lettres de M. de Carre-Wagnia, commissaire des pauvres délégué par la section de Bondy, à M. de Jussieu, exposant ses vues sur l'organisation du travail dans l'atelier de filature des Récollets, et recommandant deux malheureux, avec réponse.

9, 14 septembre 1790.
Minutes et extrait conforme (5 p.), *A. N.*, F[15] 3581.

172. — Lettre de M. Coquet, directeur de l'atelier des Récollets, à M. de Jussieu, le priant d'assister à la visite que doit faire M. Poyet, afin d'obtenir que les employés de la maison ne soient pas logés au milieu des ateliers, où ils ne pourraient goûter de repos ni se préserver de la vermine dont ils sont déjà rongés.

4 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, F[15] 3581.

173. — Lettre de M. Guignard à M. de Jussieu, le priant de signer l'ordre de construire une galerie de communication à l'atelier des Récollets, pour recevoir deux cents personnes, attendu l'encombrement de l'atelier des Jacobins, qui ne peut plus admettre d'ouvriers.

18 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 3581.

174.— Lettre de M. Bailly à M. Guignard, administrateur au département des hôpitaux, lui envoyant un mémoire des Pères Récollets qui demandent des changements dans les communications entre leur église et la partie du couvent où ils se sont retirés, et le priant de chercher les moyens de les satisfaire sans nuire au service de la filature, avec lettre du directeur Coquet à ce sujet.

20 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[15] 3581.

175. — Ordonnances de payement des appointements dus aux employés de l'atelier de filature des Récollets, délivrées par le département des hôpitaux.

Octobre 1790-septembre 1791.
Minutes (6 dos.), *A. N.*, F[15] 3562.

176. — Ordres du département des hôpitaux au sieur Smith de compter au sieur Coquet, directeur de l'atelier de filature des Récollets, diverses sommes pour le payement des ouvriers.

18 novembre 1790, 4 janvier, 25 février 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[15] 3562.

177. — Lettre du département des établissements publics à M. Coquet, directeur de l'atelier des Récollets, lui annonçant que M. Henault, chef de bureau de la comptabilité, remplacera les administrateurs pour la surveillance journalière des ateliers.

18 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 3581.

178. — État des meubles fournis à l'atelier des Récollets, provenant des travaux de bienfaisance du Roi établis au faubourg Saint-Antoine.

26 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 3592.

179. — Ordonnances de payement des fournitures de pain faites par le sieur Lacher, boulanger, à l'atelier de filature des Récollets, délivrées par le département des hôpitaux.

Décembre 1790-septembre 1791.
Minutes (3 dos.), *A. N.*, F[15] 3562.

180.—Ordonnances de payement des four-

nitures de saindoux, beurre et huile pour l'atelier de filature des Récollets.

Décembre 1790-avril 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F15 3562.

181. — Pétition des sieurs Dubuisson et Christophe, chefs d'atelier dans l'établissement des Récollets, l'un à la tête de la salle des garçons, l'autre tenant les écritures des ateliers de fil et coton, pour que leur traitement soit porté de 600 à 750 livres, suivant la promesse des administrateurs au département des établissements publics.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F15 3587.

182. — Requête du sieur Dey, magasinier dans l'atelier des Récollets, demandant les émoluments et avantages attachés à sa place.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F15 3581.

183. — État des personnes employées dans l'atelier de filature des Récollets, avec la fixation provisoire de leurs appointements.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F15 3592.

184. — Bulletins d'ouvriers et ouvrières de l'atelier de filature des Récollets, chassés pour inconduite et pour vol.

1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F15 3592.

185. — Observations sur la comptabilité de l'atelier des Récollets.

Sans date.
Minute, *A. N.*, F15 3592.

186. — Correspondance de M. Coquet, directeur de l'atelier de filature des Récollets, avec M. de Jussieu, lieutenant de maire au département des hôpitaux, et M. Henault, chef de la comptabilité.

1790-1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F15 3591.

187. — Feuilles de travail et de paye des ouvriers et ouvrières de l'atelier de filature des Récollets.

1790-1791.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, F15 3561, 3563.

188. — Mémoires des travaux de maçonnerie, serrurerie, vitrerie, peinture et menuiserie, faits à l'ancien couvent des Récollets, faubourg Saint-Martin, pour l'établissement de l'atelier de filature, sous la direction de M. Poyet, architecte de la Ville.

1790-1791.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, F15 3568, 3605.

189. — Ordonnances de payement des quenouilles, bobines, noix à rouet, broches et arbres, fournis à l'atelier de filature des Récollets, des chandelles, huile à brûler, bois de chauffage, etc., pour le service du même atelier, délivrées par le département des hôpitaux, avec mémoires à l'appui.

1790-1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F15 3562.

190. — Lettre de M. Coquet, directeur de l'atelier de filature des Récollets, déclarant que les trois ouvriers sortant de l'atelier de Sainte-Geneviève ne veulent que carder, et qu'il a déjà grand'peine à employer les dix-huit cardeuses de son atelier.

8 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, F15 3581.

191. — Lettre de M. Bailly à M. Cousin, administrateur au département des établissements publics, motivée par le refus de donner du travail à une femme de la section des Gravilliers, qui s'était présentée à l'atelier de filature des Récollets.

7 février 1791.
Original signé, *A. N.*, F15 3581.

192. — Lettre de Mme Salignac de Montaise à M. Bailly, demandant le rétablissement du sieur Joseph Dubuisson dans sa place de chef d'atelier, qui lui avait été retirée à la suite d'une querelle qu'il avait eue avec les domestiques des Récollets.

7 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F15 247.

C. — ATELIER DES JACOBINS

193. — Observations sur le fonctionnement de l'atelier de filature des Jacobins à ses débuts.

17 juillet-23 septembre 1790.
Minutes (3 p.). *A. N.*, F15 3592.

194. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, demandant que le corps de garde du collège de Cluny prête main-forte, à toute réquisition, pour le maintien de l'ordre à l'atelier de filature des Jacobins-Saint-Jacques.

29 juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, AF[II] 48, n° 167.

195. — Ordonnances de payement des fournitures de meubles et ustensiles faites à l'atelier des Jacobins et d'autres fournitures d'huile, chandelles, bois à brûler, avec mémoires annexés.

Juillet 1790-juin 1791.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, F[15] 3574.

196. — Ordonnances de payement des dépenses diverses faites par M. Le Blanc, directeur de l'atelier des Jacobins.

Juillet 1790-juin 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[15] 3573.

197. — Ordonnances de payement des fournitures faites par le sieur Clopin, cuisinier de l'atelier de filature des Jacobins, et de fournitures de viandes, beurre, graisses et légumes secs pour le même atelier.

Juillet 1790-juin 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[15] 3573.

198. — Ordonnances de payement des fournitures de chanvre et coton à l'atelier de filature des Jacobins.

Juillet 1790-septembre 1791.
Minutes (8 dos.), *A. N.*, F[15] 3585, 3592.

199. — Lettre de M. Marchais, correcteur des Comptes, recommandant le sieur Mottard, serrurier, qui a fait les travaux de son état à l'atelier de Sainte-Geneviève, et réponse du département des hôpitaux, regrettant de ne pouvoir employer cet ouvrier à l'atelier des Jacobins.

10, 12 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 3575.

200. — Lettre de M. Nyon aîné, libraire, envoyant le mémoire des frais de déménagement d'une partie du cloître, où se trouvait un dépôt de ses livres, affectée aux ateliers de filature.

10 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 3575.

201. — Lettre de M. Bailly à M. de Jussieu, lui annonçant sa visite à l'atelier des Jacobins pour le lundi 13 et le convoquant avec plusieurs des administrateurs.

11 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F[15] 3575.

202. — Lettre de M. Smith à M. de Jussieu, lieutenant de maire au département des hôpitaux, lui faisant part de ses observations sur les pièces de comptabilité de l'atelier de filature des Jacobins.

24 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 3575.

203. — Mémoire du sieur Jean-Chrysostôme Clopin, ancien cuisinier des religieux Jacobins, demandant le remboursement de ses avances pour la nourriture des femmes et enfants occupés à l'atelier de filature et pour achat d'ustensiles de cuisine, montant à 1,471 livres, 19 sols, avec pièces justificatives.

11 octobre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F[15] 3587.

204. — Lettre de M. Sabatier, administrateur au département des hôpitaux, concernant le prix du cardage et de la filature de coton à couverture dans l'atelier des Jacobins-Saint-Jacques.

11 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 3575.

205. — Plan d'organisation pour les ateliers de filature établis aux Jacobins de la rue Saint-Jacques.

3 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 3592.

206. — Lettre de M. de Jussieu, lieutenant de maire au département des hôpitaux, à M. Dubois, curé de Saint-Médard, regrettant de ne pouvoir accueillir la demande de la femme Clément, ouvrière de la filature des Jacobins, dans un état de

grossesse avancée, tendant à obtenir un logement aux Jacobins.

6 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, F^{15} 3581.

207. — Procès-verbal dressé par le sieur Pierre-Antoine Le Blanc, directeur de l'atelier de filature des Jacobins, au sujet d'un vol de bois et de légumes destinés à la soupe des pauvres par deux ouvrières de l'atelier, avec lettre d'envoi au maire.

12 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3575.

208. — Feuilles de travail et de paye des ouvriers et ouvrières de l'atelier de filature des Jacobins de la rue Saint-Jacques, par semaine, avec ordonnances de payement.

Novembre 1790-mars 1791.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, F^{15} 3572, 3611.

209. — Lettres des départements des hôpitaux et des établissements publics à M. Cheradame, entrepreneur du nettoiement, le priant, sans résultat d'ailleurs, de faire enlever un tas de gravois et de décombres dans la maison des Jacobins-Saint-Jacques, gênants pour le service de l'atelier de filature.

9, 20 décembre 1790, 2 mars 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3575.

210. — État des meubles fournis à l'atelier des Jacobins, provenant des travaux de bienfaisance du Roi organisés au faubourg Saint-Antoine.

27 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3592.

211. — Supplique des cardeuses de l'atelier des Jacobins-Saint-Jacques, à l'effet d'être payées sur le pied de 12 sols la livre, et non à raison de 8 sols, vu leur profonde misère et leurs charges de famille.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F^{15} 3587.

212. — Supplique des ouvrières fileuses aux administrateurs des travaux de charité de la filature des Jacobins, pour obtenir une plus forte quantité de coton et du pain au lieu et place de la soupe et des légumes, « qui ne sont pas dignes d'entrer dans le corps humain. »

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F^{15} 3587.

213. — Requête des directrices de l'atelier des petits rouets aux Jacobins-Saint-Jacques, sollicitant l'établissement d'un second atelier et la mise à part des femmes, reçues à titre de charité, dont le travail est peu productif.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F^{15} 3587.

214. — État des personnes employées aux ateliers de filature des Jacobins de la rue Saint-Jacques et ordonnances de payement de leurs appointements.

Octobre 1790-septembre 1791.
Minutes (7 dos.), *A. N.*, F^{15} 3575, 3611.

215. — Lettre d'une veuve, ouvrière de l'atelier de filature des Jacobins, à M. Bailly, lui dénonçant le dérèglement des mœurs dans cet atelier.

8 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3575.

216. — Mémoire justificatif du sieur Jean-Chrysostôme Clopin, cuisinier de l'atelier de filature des Jacobins, en raison des propos malveillants et calomnieux tenus sur son compte par le sieur Dupain, marchand de bois.

18 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3587.

217. — Suppliques de Jeanne Lambert, femme Suberbier, à M. Bailly, au sujet de son renvoi de l'atelier de filature des Jacobins, où elle occupait le poste de directrice d'atelier.

18 janvier, 10 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 247, F^{15} 3575.

218. — Mémoire sur la manière de gouverner une fabrique pour tirer parti de toute matière, ainsi que sur l'ordre qui doit y être rigoureusement observé, tant pour les chefs que pour les ouvriers, afin d'éviter les abus qui se pratiquent, notamment dans celle des Jacobins-Saint-Jacques.

21 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3592.

219. — Requête collective des sieurs Le Blanc, directeur de l'atelier de filature des Jacobins, et Posset, occupé dans le même atelier, au département des travaux publics, demandant communication des chefs d'accusation produits contre eux.

22 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3587.

220. —Décision du département des établissements publics, nommant le sieur Doucet, directeur de l'atelier des Jacobins, au lieu et place du sieur Le Blanc, congédié en raison du désordre de sa comptabilité.

2 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3575.

221. — État de la caisse de M. Le Blanc, lors de son désistement de la direction de l'atelier des Jacobins, avec quittance et décharge de M. Doucet, son successeur.

3 mars 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3592.

222. — Compte des chanvres et cotons reçus bruts et remis filés et bruts par M. Le Blanc, avec décharge donnée par M. Doucet, son successeur.

3 mars 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3592.

223. — Lettre de recommandation de M. Beaumez, député à l'Assemblée nationale, en faveur du sieur Leducq, occupé depuis sept mois dans les bureaux de la direction de l'atelier des Jacobins-Saint-Jacques.

4 mars 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3587.

224. — Lettre de M. Posset, employé de l'atelier de filature des Jacobins, à M. Le Camus, officier municipal, rappelant les services par lui rendus depuis sept mois et priant de lui fixer un traitement.

5 mars 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3587.

225. — État des divers employés de l'atelier de filature des Jacobins.

Avril 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3592.

226. — Suppliques de Jeanne Nicolle, femme Laurent, demandant les dix livres de pain qu'on lui délivrait, chaque semaine, à l'atelier des Jacobins et un acompte sur le prix de ses ouvrages.

26 juin, 6 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 247.

227. — Ordonnances de payement des fournitures de pain faites par les sieurs Grisel, Vosney et Dusert, boulangers, à l'atelier de filature des Jacobins.

Juillet-août 1791.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, F^{15} 3573.

228.— Délibération du Bureau municipal, autorisant le transfert du corps de garde du bataillon de la Sorbonne dans une chapelle de l'église des Jacobins, à condition toutefois de ne nuire en rien aux ateliers de filature.

10 août 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{15} 3587.

229. — Requête de la femme du sieur Pierre Mandé, infirme, à l'effet d'obtenir son admission à l'atelier de filature des Jacobins.

22 août 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

230. — Supplique d'Anne-Claude Maître, femme du sieur Petit, ex-employé au magasin des farines de Popincourt, sollicitant son admission à l'atelier de filature des Jacobins.

12 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

231. — Mémoires des frais et déboursés des sieurs Onfroi, de Bure aîné, Cuchet et Nyon, libraires, locataires de magasins dans le couvent des Jacobins-Saint-Jacques, avec lettres de M. Bailly à ce sujet.

1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 3581.

232. — Observations principales regardant les ateliers de filature des Jacobins-Saint-Jacques, soumises à M. Cousin par le sieur Cortaz, agent de la commission d'agriculture et arts.

Sans date.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3592.

D. — ATELIER DE SAINTE-GENEVIÈVE

233. — Notice sur l'établissement de filature de la rue Bordet, sur le nombre de ses ouvriers et la fabrication.

23 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3576.

234. — Lettres de M. Bailly aux administrateurs du département des établissements publics, les priant de se charger de la direction des ateliers de filature formés par ses soins et entretenus par la charité publique, qui ne sauraient être supprimés sans de grands inconvénients, et de se faire rendre compte des marchandises fabriquées, vendues ou existant encore en magasin, avec lettre à M. Marchais à ce sujet.

23, 28 novembre, 15 décembre 1790.
Originaux signés (2 p.) *A. N.*, F^{15} 3576.

235. — Ordonnances de payement au sieur Targe, directeur du petit atelier de filature établi à Sainte-Geneviève, des sommes destinées au salaire des ouvriers.

27 novembre 1790-11 mars 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 3576.

236. — Etats des dépenses faites en la manufacture de Sainte-Geneviève par M. Targe, directeur, avec les fonds à lui remis par l'administration.

3 décembre 1790-26 février 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{15} 3576.

237. — Lettre et rapport du département des établissements publics à M. Bailly sur l'atelier de secours établi tant à Sainte-Geneviève qu'à Chaillot et Picpus.

12, 16 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3576.

238. — Lettre de M. Bailly aux administrateurs du département des établissements publics, les priant de faire payer M. Targe et de le mettre à même de solder la semaine des ouvriers.

17 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 3576.

239. — Lettre de M. Bailly aux administrateurs du département des établissements publics, en réponse à leurs lettre et rapport, déclarant qu'il ne s'oppose point à la réunion de l'atelier de Sainte-Geneviève aux autres ateliers de secours, pourvu que tous les ouvriers qui y sont employés continuent à être occupés.

20 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 3576.

240. — Lettres de M. Folloppe, négociant au Havre, à M. Bailly, relativement à des traites souscrites à son profit pour le compte de l'établissement de filature de Sainte-Geneviève, avec lettre de M. Bailly au département des établissements publics, annonçant l'échéance d'une de ces traites.

20 décembre 1790-3 février 1791.
Minutes et original signé (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 3576.

241.— État des dettes, actives et passives, de l'atelier de filature de Sainte-Geneviève, placé sous la direction de M. Marchais, avec lettre d'envoi de M. Bailly à M. Le Camus, officier municipal.

29 décembre 1790.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3576.

242. — Inventaire des marchandises, effets et ustensiles de l'atelier de Sainte-Geneviève, dressé par Adrien Fidèle Le Camus, administrateur au département des établissements publics, et Jean-Baptiste-Léonard Cahours, officier municipal, en conséquence de la remise faite au département, par M. Bailly, des ateliers de secours formés sous ses auspices.

4 janvier 1791.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3576.

243. — État des ustensiles et matières existant dans le laboratoire du blanchiment de Sainte-Geneviève, avec lettre du sieur Gaillard, demandant sa conservation, et inventaire de ce laboratoire, certifié par MM. Marchais et Terwagne.

4, 31 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*; F^{15} 3576.

244. — Ordonnances de payement des mémoires de travaux exécutés à la fabrique et manufacture de la rue Bordet par le

sieur Mottard, serrurier, et par le sieur Stouf, entrepreneur de maçonnerie.

10 février, 24 mars 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{15} 3576.

245. — État des marchandises fabriquées par l'atelier de bienfaisance établi à Sainte-Geneviève, sous la direction de M. Targe, et livrées à M. Fichet, garde-magasin de l'entrepôt de la rue Bourbon-Villeneuve, par ordre des administrateurs du département des établissements publics.

11 février 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3576.

246. — Récépissé des objets remis par M. Targe à l'atelier de filature des Récollets, signé de M. Coquet.

2 mars 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3576.

247. — Lettre de M. Dufour, secrétaire de la Mairie, à M. Le Camus, administrateur au département des établissements publics, le priant de procurer le remboursement des avances faites par Mme Joly pour la manufacture de Chaillot.

8 mars 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3576.

248. — Ordonnances de payement de 72 livres pour les appointements de Mme Cambray, inspectrice de l'atelier de filature établi à Picpus, sous la direction de M. Targe, chef de la manufacture de Sainte-Geneviève, avec certificat de M. Targe en sa faveur, et de 120 livres pour les honoraires de M. Hébert, inspecteur des ouvrages de cette manufacture.

19 mars, 14 avril 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, F^{15} 3576.

249. — Compte rendu par M. Marchais au maire de Paris, des recettes et dépenses par lui faites pour l'atelier de filature de Sainte-Geneviève.

31 mars 1791.
Original signé de MM. Bailly et Marchais, *A. N.*, F^{15} 3576.

250. — Ordonnances de payement des fournitures de laine, coton, soie et objets de l'état de tourneur pour la manufacture de Sainte-Geneviève.

31 mars-24 septembre 1791.
Minutes (10 p.), *A. N.*, F^{15} 3576.

251. — État des métiers vendus par M. Hébert, provenant de la manufacture de Sainte-Geneviève.

8 mai 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3576.

252. — État des marchandises de Sainte-Geneviève, suivant l'extrait du procès-verbal de l'inventaire dudit atelier, en date du mardi 4 janvier, certifié par M. Nicolas Le Camus, directeur du magasin général de la filature.

18 mai 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3576.

253. — Lettre de M. Bailly à M. Henault, chef de la comptabilité au département des établissements publics, lui demandant divers renseignements sur les comptes de MM. Marchais et Targe, relativement aux ateliers de filature placés sous leur surveillance, avec lettre de M. de Gombert à ce sujet.

14 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 3576.

254. — Compte de la manufacture de Sainte-Geneviève, comprenant, d'une part, l'état des sommes avancées sur les fonds de la caisse destinée aux ateliers de filature, et, d'autre part, le produit de la vente des marchandises remises par l'atelier de Sainte-Geneviève au magasin général de la filature, avec états de ces marchandises.

31 août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3576.

255. — Ordonnance de payement au sieur Targe, ex-directeur de la manufacture de Sainte-Geneviève, de 1,200 livres pour solde de son traitement.

6 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3576.

256. — Ordonnances de payement des fournitures de coton et de fil pour chaîne

faites à M. Marchais pour le compte de la manufacture de Sainte-Geneviève.

17, 24 septembre 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{15} 3576.

257. — Ordonnance de payement à M. Dufour des avances par lui consenties pour le compte de la manufacture de Sainte-Geneviève.

24 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3576.

258. — Feuille du payement des ouvriers de la fabrique de bienfaisance, avec l'état de l'actif, l'état du portefeuille et le nombre des ouvriers.

Sans date (1791).
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3576.

E. — MAGASIN GÉNÉRAL DE LA FILATURE

259. — Requête des administrateurs du bureau de filature des pauvres, demandant la continuation des bons offices de M. Bailly, qui a empêché l'établissement d'un corps de garde dans ce bureau par le district de Bonne-Nouvelle.

Septembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3560.

260. — Correspondance de la dame Nau, directrice du bureau de filature des pauvres, établi par M. Lenoir, rue de Bourbon-Villeneuve, avec M. de Jussieu, administrateur au département des hôpitaux, au sujet de la gestion de cet établissement, avec réponses et une notice sur ce bureau de filature.

24 octobre 1789-6 novembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 3560.

261. — Supplique du sieur Naulin, garçon de magasin au bureau de filature, à M. Bailly, à l'effet d'obtenir une gratification ou augmentation d'appointements.

4 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3560.

262. — Rapport fait à M. Bailly par M. de Jussieu pour lui donner des détails sur le fonctionnement du bureau de filature, et lui représenter la nécessité de procurer des secours à cet établissement, indépendamment du fonds annuel de 12,000 livres qui lui était accordé, rapport envoyé à M. Necker le 29 janvier 1790, avec arrêté du département des hôpitaux, adoptant les conclusions de ce rapport.

4 novembre 1789, 14 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3597.

263. — Lettre de M. de Jussieu à MM. Guignard et Andry, les priant d'assurer l'exécution de la délibération du bureau de filature, du 9 décembre 1789, relativement à l'augmentation accordée au nommé Naulin et à la retraite du nommé Michel.

21 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3597.

264. — Lettre à M. Necker, appelant son attention sur la situation critique de l'administration du bureau de filature.

29 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3560.

265. — Mémoires du sieur Fichet, commis au dépôt de la filature depuis 1774, demandant la conservation de son emploi et une augmentation de traitement.

31 janvier, 26 mars 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{15} 3560.

266. — Lettre de convocation des administrateurs du bureau de filature à l'effet de pourvoir au remplacement de M. Nau, directeur de ce bureau, décédé.

1er février 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3560.

267. — Rapport au sujet de la continuation de la pension accordée à Mlle de Grandville, qui avait fait adopter par le bureau de filature un procédé secret pour l'affinage du chanvre.

12 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3597.

268. — Mémoire des sommes dues par l'Hôpital général pour les fils livrés au magasin de la Pitié par la veuve Nau, directrice du bureau de filature des pauvres.

14 avril 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3560.

269. — Aperçu des fils du bureau de filature, depuis l'inventaire du 15 avril 1790 jusqu'au 23 novembre.

Minute, *A. N.*, F^{15} 3596.

270. — Motion faite par M. de Jussieu en l'assemblée générale du bureau de filature, au sujet du vol d'un billet de 1,000 livres commis au préjudice du sieur Saint-Louis, garçon de magasin de ce bureau, qui avait été chargé de le changer à la Caisse d'Escompte.

20 mai 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3597.

271. — Lettre de M. Girard, curé de Saint-Landry, à M. de Jussieu, administrateur de la municipalité, pour lui recommander les bonnes femmes de sa paroisse qui pourraient s'occuper de filer.

26 mai 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3560.

272. — Rapport du sieur Guignard, administrateur au département des hôpitaux, concernant le vol d'un billet de la Caisse d'Escompte, commis au préjudice du sieur Naulin, garçon de magasin du bureau de filature.

10 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 3560.

273. — Comptes des payements faits par le magasin général de la filature des pauvres aux paroisses et sections pour filature de chanvre, et pour frais de filature et dévidage.

Juillet 1790-septembre 1791.
Minutes (4 dos.), *A. N.*, F^{15} 3583.

274. — Comptes d'achats de chanvre et de lin par le magasin général de la filature.

Juillet 1790-septembre 1791.
Minutes (4 dos.), *A. N.*, F^{15} 3584.

275. — Lettre de M. Bailly à M. de Jussieu, exposant la nécessité de venir en aide au bureau de filature et exprimant ses craintes relativement à la cessation prochaine de ses travaux.

14 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 3560.

276. — Lettre de M. Bailly à M. de Jussieu, le priant d'examiner un mémoire du sieur Louis Naulin, employé au dépôt de filature, et de voir ce qu'il sera possible de faire pour rétablir le bon ordre dans l'administration de ce dépôt.

15 septembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3596.

277. — Lettres de M. Bailly à M. de Jussieu, le prévenant que le mandat de 6,000 livres destiné à payer la filature dirigée par M. Desmarets est expédié.

20, 23 septembre 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3560.

278. — Lettres de Mme O'Kennedy, institutrice de la maison des orphelins militaires, Grande-Rue de Reuilly, à M. de Jussieu, demandant la fourniture par le bureau de filature, aux sœurs de charité de la paroisse de Sainte-Marguerite, d'une quantité suffisante de filasse pour occuper les pauvres fileuses, dont la misère est extrême.

13, 23 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3596.

279. — Arrêté du département des établissements publics sur les rapports de M. Cousin, administrateur, et de M. Cauchy, premier commis du département, réorganisant, sous le nom de magasin général des produits de la filature, l'ancien bureau de filature, établi rue de Bourbon-Villeneuve.

16, 29 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 3597.

280. — Lettres de M. Lamaignère, commissaire de police de la section des Champs-Elysées, à M. Bailly et au département des établissements publics, se plaignant de la suppression du petit établissement de filature formé par Mme Bailly, et de la misère qui en est résultée, avec réponse déclarant que cet atelier, entretenu avec les fonds d'une souscription de bienfaisance, n'occupait que très peu de personnes et faisait d'ailleurs usage de machines anglaises pour économiser les bras.

21, 25 décembre 1790, 7 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 3596.

281. — Rapport de Jacques-Antoine-Joseph Cousin, administrateur au département des établissements publics, proposant la création d'un magasin général des produits des ateliers de filature dans l'ancien bureau de filature, rue de Bourbon-Villeneuve, avec un arrêté du département relatif à la nouvelle direction du bureau.

21, 29 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 3590.

282. — Nomination par la section des Champs-Élysées de commissaires chargés d'exposer au département des établissements publics la détresse des ouvriers du petit atelier de filature supprimé, de demander que les pauvres fileuses soient dispensées de faire le voyage jusqu'aux Récollets ou Bernardins, et que l'on confie de la filasse au comité pour les occuper, avec réponse du département des établissements publics.

29 décembre 1790, 7 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 3596.

283. — Lettres de M. Leber, curé de la Madeleine de la Ville-l'Evêque, de M. Girard, curé de Saint-Landry, et autres, au département des établissements publics, au sujet des livraisons de bas de coton, tricotés par les pauvres femmes des paroisses.

11 janvier-17 février 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[15] 3596.

284. — Lettre de M. de Béthune-Charost à M. Boncerf, administrateur au département des établissements publics, relative à la manufacture de la rue du Bac et un essai de teinture économique.

29 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, F[15] 3560.

285. — Lettre du comité de la section de la place Vendôme à M. Bailly, se plaignant de l'éloignement des dépôts de filasse et demandant, pour favoriser la classe indigente, d'en faire lui-même la distribution.

11 février 1791.
Minute, *A. N.*, F[15] 3596.

286. — Récépissés délivrés par M. Le Camus, directeur du magasin général de la filature, des fils de chanvre et de coton fabriqués à l'atelier des Récollets sous la direction de M. Coquet.

21 avril-30 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 3596.

287. — Relevé de l'inventaire clos le 19 février 1791, époque de la retraite de Mme Nau et de l'entrée de M. Le Camus au magasin général, certifié le .

18 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, F[15] 3596.

288. — Récépissés délivrés par la Trésorerie nationale à M. Le Camus, directeur du magasin général de la filature, rue de Bourbon-Villeneuve, pour les sommes formant le produit de la vente des marchandises fabriquées par les ateliers de filature et déposées audit magasin.

9 juin-18 août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[15] 3596.

289. — Récépissés délivrés par M. Le Camus, directeur du magasin général de la filature, pour les fils de chanvre et de coton fabriqués à l'atelier des Jacobins sous la direction de M. Doucet.

30 juin-8 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[15] 3596.

§ 3. — Établissements hospitaliers.

A. — ŒUVRES DE CHARITÉ ET DE BIENFAISANCE

290. — États de situation de la caisse des hôpitaux.

1789-1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, F[15] 243.

291. — Relevé de ce qui reste dû par la caisse des hôpitaux pour les travaux de l'Hôtel-Dieu et de l'hospice des vénériens.

1er janvier 1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 243.

292. — Lettre du ministre de la maison

du Roi à M. Bailly, transmettant la demande du sieur Tenon, membre de l'Académie des sciences, à l'effet d'obtenir le remboursement des frais d'impression de son mémoire sur les hôpitaux, tiré à douze cents exemplaires, et vendu au profit des hôpitaux de Paris.

8 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 501, fol. 6.

Jacques Tenon, membre de la section d'anatomie et de zoologie, ancien professeur de pathologie au Collège de chirurgie, fit paraître en 1788 des *Mémoires sur les hôpitaux de Paris*, imprimés par ordre du Roi, in-4°, avec figures.

293. — Pétition du sieur Lambert, inspecteur des apprentis des maisons de l'Hôpital général, au sujet de la formation d'un comité, demandée par la Ville de Paris pour s'occuper de la classe pauvre.

11 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 51, n° 1472.

294. — Décret de l'Assemblée nationale, nommant quatre commissaires chargés de recevoir les dons en faveur des pauvres de la capitale et de les remettre à la municipalité.

21 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, C 36, n° 303.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. II, p. 27.

295. — Pétition du sieur Jean-Louis de la Salle, demandant, à l'occasion de la donation d'une rente faite à la compagnie de charité de la paroisse de Saint-Jean-en-Grève, que ces compagnies ne soient pas considérées comme établissements de mainmorte.

19 février 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 47, n° 723.

296. — Mémoire sur l'utilité d'établir des traitements électriques dans les hôpitaux, lu dans la séance de la Société royale de Médecine, tenue au Louvre, par M. Mauduyt.

15 mars 1790 (ou 1791).
Minute, *A. N.*, F[16] 936.

297. — Plan d'établissement d'une maison de secours pour les gens de maison, par le sieur Visse, avec rapport au Conseil municipal sur ce plan et lettre d'envoi au Comité des rapports par M. Quatremère fils, secrétaire de l'Assemblée des représentants de la Commune, au nom de cette Assemblée.

6 mai 1790.
Minutes et imprimé (1 dos.), *A. N.*, F[15] 1861.

298. — Idées et observations soumises à la municipalité de Paris par le sieur de Rubigny, membre du comité de Saint-Marcel, pour l'établissement d'un hôpital et les travaux du champ de la Fédération.

22 juin 1790.
Minute signée, *A. S.*, D I, fonds de la Commune provisoire.

299. — Lettre du sieur Dumont de Valdajon, chirurgien renoueur des camps et armées, démonstrateur de la Ville de Paris, demandant la continuation de son traitement et de celui de son élève pour lui permettre de donner gratuitement ses soins et des remèdes aux malades.

19 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 45, n° 670.

300. — Décret de l'Assemblée nationale, déclarant qu'il ne sera plus distribué de drogues au Jardin des Plantes pour les pauvres des paroisses de Paris.

10 septembre 1790.
Imprimé, avec corrections manuscrites, *A. N.*, C 44, n° 408.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1790, p. 65.

301. — Lettre du Comité de mendicité aux administrateurs de la municipalité parisienne, appelant leur attention sur la situation critique des pauvres à l'approche de l'hiver, attendu la diminution du travail ainsi que des aumônes, et proposant la formation avec les comités des établissements et des travaux publics d'un comité de prévoyance, qui aurait mission de rechercher les moyens de soulager cet excès de misère.

29 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, AF*[I] 15, fol. 50 r°.

302. — Lettre du Comité de mendicité à M. de Béthune-Charost, président de la

Société philanthropique, en réponse à son mémoire, exprimant le regret de ne pouvoir faire allouer le secours annuel de 36,000 livres qu'il avait demandé pour cette association, avec lettre d'envoi de M. de La Rochefoucauld-Liancourt.

1er novembre 1790.
Copie, *A. N.*, AF*I 15, fol. 53 v°.

303. — Lettres du Comité de mendicité à M. Bailly et aux administrateurs des établissements et travaux publics, les invitant à une nouvelle conférence pour étudier les moyens de donner du travail aux pauvres de la capitale.

19 novembre 1790.
Copies, *A. N.*, AF*I 15, fol. 64, 65.

304. — Lettre et mémoire de la dame de Bastide, proposant l'établissement d'une école gratuite de typographie en faveur des femmes.

19 novembre, 14 décembre 1790.
Minutes et imprimé (3 p.), *A. N.*, F15 1861.

305. — Décision du Comité ecclésiastique en faveur des sœurs de charité dont les maisons ne peuvent être vendues, quant à présent, avec lettre à M. Bailly.

21, 29 novembre 1790.
Minutes et copies (6 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

306. — Lettres du Comité de mendicité aux administrateurs des biens nationaux de Paris relativement à la continuation des rentes sur le clergé, les économats et les Théatins, affectées aux pauvres de Saint-Sulpice.

27 novembre-1er décembre 1790.
Copies, *A. N.*, AF*I 15, fol. 68 r°, 69 v°.

307. — Projet d'établissement d'une société bienfaisante des orphelins abandonnés, adressé au département des établissements publics par André-Jean de la Rocque, premier commis à la Mairie, avec lettre d'envoi et rapport au Conseil municipal.

11 décembre 1790, 24 janvier 1791.
Minutes et imprimés (1 dos.), *A. N.*, F15 1861.

308.—Lettre de M. Bailly, maire de Paris, invitant à une réunion des sections, qui sera tenue à l'hôtel de la Mairie, le 21 décembre, pour s'occuper de la situation des pauvres et de leur soulagement.

18 décembre 1790.
Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 234.

309.—Compte des deniers de la souscription ouverte par M. Bailly pour faire travailler les pauvres.

Décembre 1790.
Minute, *A. N.*, F15 3576.

310. — Décret de l'Assemblée nationale, continuant à la Société de Charité maternelle l'allocation mensuelle de 2,000 livres qui lui avait été accordée sur la Loterie.

21 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, C 49, n° 491.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, janvier 1791, p. 209.
V. le décret du 3 juillet 1790, concernant la Loterie royale.

311. — Présentation à l'Assemblée nationale d'une boîte mécanique inventée par le sieur Kock, serrurier, pour servir au traitement des jambes fracturées et destinée aux hôpitaux.

Janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 54, n° 535.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 561.

312. — Tableau des maisons et revenus fondés en faveur des pauvres, dressé par les soins du Comité de mendicité, avec lettre d'envoi des administrateurs du département des établissements publics au bureau d'agence générale des biens nationaux.

28 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 7051.

313. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, faisant connaître que les sœurs de charité ont l'intention de quitter leurs fonctions et de retourner dans leur pays, dans la crainte d'être obligées, par la municipalité, de prêter serment le dimanche prochain.

9 avril 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

314. — Lettre de M. Bailly au département des établissements publics, lui com-

muniquant le plan d'un hospice d'éducation pour les jeunes demoiselles dénuées de fortune, par Mme Ve Aimard, avec pétition au directoire du Département.

13 mai 1791.
Minutes et imprimé (3 p.), *A. N.*, F^{15} 1861.

315. — Lettre de M. Bailly au département des établissements publics, lui faisant passer les pièces relatives à l'ouverture, dans l'hôpital de la Salpêtrière, d'un cours de médecine pour l'enseignement des maladies des femmes et des accouchements, par Alphonse Le Roy, professeur en la faculté de médecine, avec rapport au Conseil municipal, lettres de l'auteur et de M. Pastoret.

13 mai 1791.
Minutes et imprimé (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 1861.

316. — Lettre de M. Bailly au département des établissements publics, lui envoyant un mémoire, adressé par M. Flandrin au directoire du département, sur un cours public de médecine vétérinaire à l'usage des garçons maréchaux.

14 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 1861.

317. — Décret de l'Assemblée nationale, renvoyant au pouvoir exécutif la pétition des filles de charité de Saint-Lazare, pour obtenir qu'elles ne soient point troublées dans les soins qu'elles rendent aux pauvres malades.

14 mai 1791.
Minute, *A. N.*, C 68, n° 669.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVI, p. 75.

318. — Décret de l'Assemblée nationale relatif aux rentes appartenant aux pauvres des paroisses, dont la perception et distribution seront désormais attribuées à la municipalité de Paris.

20 mai 1791.
Minute, *A. N.*, C 68, n° 671.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mai 1791, p. 226.

319. — Requête du sieur Longuet d'Hauteville à M. Bailly, sollicitant une subvention de 600 livres, pour l'aider à établir une maison de santé, où il traiterait les ulcères, chancres, teigne, lèpre et hernies, et soignerait gratuitement un certain nombre d'enfants pauvres.

5 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

320. — Supplique du sieur Pierre Le Roi, natif d'Amiens, et de sa femme, native de Paris, pour leur admission dans un hôpital, en raison de leur âge et de leurs infirmités.

7 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

321. — Lettre du sieur Bouvet, maire de Châtenay-les-Bagneux, demandant l'admission, dans un des hôpitaux de Paris, de la veuve La Selle, âgée de soixante-dix-huit ans, très pauvre et sourde.

9 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

322. — Lettre du sieur Chambrillon, âgé de quatre-vingts ans et infirme, demandant son admission dans un hôpital.

9 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

323. — Supplique de Jean-Jacques Charié, maître fondeur, pour l'admission dans un hôpital de sa fille, âgée de onze ans, paralytique de naissance.

10 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

324. — Demande de secours adressée à M. Bailly pour le sieur Charles Bertonnet, maçon, qui a travaillé à la démolition de la Bastille et qui est absolument infirme, demande apostillée par le patriote Palloy, avec certificats.

29 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 247.

325. — Arrêté du Corps municipal, désignant M. Vallet de Villeneuve, trésorier de la Ville, pour percevoir les arrérages des rentes appartenant aux pauvres de Paris, échues le 1er janvier 1791, sous la surveillance et le contrôle de la Commission municipale de bienfaisance, qui est chargée de dresser un état de ces rentes et revenus, avec le nombre des pauvres dans chacune des trente-trois paroisses.

5 août 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{15} 3587.

326. — Supplique du sieur Auboin, ancien garde-chasse de la plaine de Saint-Denis, à l'effet d'obtenir l'admission dans l'un des hôpitaux de Paris de sa mère, âgée de soixante-dix-huit ans, tombée en démence, avec recommandation de l'abbé Boucry, curé de La Chapelle.

17 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 247.

327. — Demande de secours pour la fille Riquest, ouvrière en linge, âgée de soixante-douze ans, hors d'état de travailler.

18 août 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

328. — Adjonction, par le Corps municipal, de nouveaux membres à ceux qui composent la Commission de bienfaisance.

19 août 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{15} 3587.

329.—Arrêté du Corps municipal, ordonnant le payement aux commissaires du comité de bienfaisance d'une somme de 6,000 livres, tant pour subvenir provisoirement aux besoins les plus urgents des pauvres que pour acquitter les salaires dus aux maîtres et maîtresses des écoles de charité.

19 août 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{15} 3587.

330. — Requête du sieur Antoine Bougeret, limonadier, sujet à des attaques d'épilepsie, à l'effet d'être admis, comme bon pauvre, dans la maison du sieur Belpeche, herboriste, rue des Aveugles, qui traite l'épilepsie au moyen de simples, avec rapport.

20 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 247.

331.— Pétition du sieur Augustin Leprou, infirme et très pauvre, sollicitant un lit dans un hospice.

3 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

332. — Requête du sieur Jean-Joseph Guillotaux, maître de pension sans ressources, pour obtenir une place dans la partie des spectacles.

15 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

333. — Supplique du sieur Nicolas-Julien-François Coury, écrivain, réduit à la plus extrême misère, n'ayant pas même de chemise, à l'effet d'obtenir des secours.

23 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

334. — Sommaires de pièces concernant les commissions paroissiales de bienfaisance, par ordre de paroisses.

1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 3560.

B. — HÔTEL-DIEU

335. — Lettre de la mère prieure de l'Hôtel-Dieu aux administrateurs de cet hôpital, pour mettre opposition à l'exécution des travaux prescrits par M. Desault, chirurgien en chef, à la salle Saint-Paul, consistant notamment en la suppression de trois tambours.

6 mai 1789.
Copie, *A. N.*, F^{15} 233.

336. — Lettre de M. Necker au procureur général du Parlement, le priant de faire cesser la résistance opposée par les religieuses de l'Hôtel-Dieu aux améliorations demandées par le chirurgien en chef dans la salle Saint-Paul, en vue de la salubrité de la salle et du bien-être des malades, et approuvées par délibération du bureau de l'Hôtel-Dieu, du 26 novembre 1788.

16 mai 1789.
Minutes et extrait (3 p.), *A. N.*, F^{15} 233.

337. — Lettre du sieur Lévéville, greffier du bureau de l'Hôtel-Dieu, accompagnant l'envoi d'un cahier, imprimé en 1758, contenant la division des emplois entre les administrateurs de cet établissement.

13 février 1790.
Minute et imprimé (2 p.), *A. N.*, F^{15} 1861.

338. — Lettre du sieur Sordelot, dépensier de l'Hôtel-Dieu, à M. de Jussieu, adressant les prix de l'adjudication des abatis de la boucherie de l'Hôtel-Dieu, de Pâques 1790 à Pâques 1791.

7 avril 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 1861.

339. — Etat général des lits existant dans les différentes salles de l'Hôtel-Dieu.

12 avril 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 1861.

340. — Lettre des administrateurs à M. de la Millière, exposant la situation difficile dans laquelle ils se trouveraient placés, vu l'état de détresse de l'Hôtel-Dieu, par l'acquit des vingtièmes de ses maisons, qui enlèverait une somme de plus de 20,000 livres sur ses revenus, avec réponse de M. de la Millière, montrant l'impossibilité de faire compte pour le payement des vingtièmes des arrérages des rentes sur la Ville dues à l'Hôtel-Dieu.

12 mai, 4 juin 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F^{15} 233.

341. — Plan pour la suppression de l'Hôtel-Dieu et l'établissement de neuf hospices, présenté par le sieur Nicolson, avocat.

17 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1399.

342. — Projet économique de réforme et d'arrangement pour l'Hôtel-Dieu, présenté à l'Assemblée nationale par le sieur Yvon, médecin à Saint-Germain-en-Laye.

12 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1399.

343. — Envoi par les administrateurs de l'Hôtel-Dieu au ministre des finances d'un mémoire exposant la détresse dans laquelle se trouve la caisse de l'Hôtel-Dieu et les causes de cette détresse, et demandant le règlement de ses rentes sur l'Hôtel de Ville en quatre payements mensuels, avec réponse de M. de la Millière.

16 juin, 1er juillet 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 233.

344. — Lettre des administrateurs de l'Hôtel-Dieu à M. de la Millière, intendant des finances, à l'effet de justifier la réclamation de 34,000 livres, d'une part, et de 6,278 livres, d'autre part, montant d'avances faites par la caisse de l'Hôtel-Dieu pour des constructions nouvelles, notamment pour la réunion en une seule salle des salles Saint-Landry et Sainte-Monique, destinées aux femmes en couche, avec le devis estimatif de ces travaux.

23 juillet 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 233.

345. — Mémoire des administrateurs de l'Hôtel-Dieu, en vue de réclamer le payement de 34,000 livres pour avances faites par l'Hôtel-Dieu à l'occasion des nouvelles constructions, et de dix-sept années d'arrérages d'une aumône de 3,600 livres pour les femmes convalescentes, afin de donner des acomptes aux entrepreneurs des travaux exécutés tant à l'Hôtel-Dieu qu'à l'hospice des vénériens.

Sans date (juillet 1790).
Minute, *A. N.*, F^{15} 233.

346. — Lettre de M. Dufresne à M. Lambert, annonçant l'affectation d'une somme de 20,000 livres, à valoir sur celles qui sont dues à l'Hôtel-Dieu, pour montrer son empressement à lui procurer les secours nécessaires.

7 août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 233.

347. — Lettre des administrateurs de l'Hôtel-Dieu à M. de la Millière, intendant des finances, exprimant leur gratitude pour l'allocation de 20,000 livres à valoir sur les sommes dues à l'Hôtel-Dieu.

18 août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 233.

348. — Compte du sieur Berthault pour les travaux de l'Hôtel-Dieu.

12 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 243.

349. — Pétition du sieur Férat, ingénieur en instruments de mathématiques, à M. Bailly, offrant d'augmenter de 30 livres le prix du loyer d'une maison reprise du sieur Bernier, locataire de l'Hôtel-Dieu, pour ne point subir les formalités de l'enchère.

18 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

350. — Requête du sieur Toussaint-Raphaël Soyeux, ancien élève en chirurgie à l'Hôtel-Dieu, sollicitant une place analogue.

21 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

C. — HOPITAL SAINT-LOUIS

351.—Lettres patentes ordonnant la suppression de quatre cloaques dans les marais qui avoisinent l'hôpital Saint-Louis, notamment dans celui appelé le Marais-Rouge.

28 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 135, nº 4.

352. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, recommandant la requête du sieur Raymond, architecte, chargé des travaux de l'hôpital Saint-Louis, à l'effet d'être payé de 3,600 livres pour ses frais et déboursés.

3, 20 février 1790.
Copies, *A. N.*, O¹ 501, fol. 49, 70.

353.—État des lits existant dans les différentes salles de l'hôpital Saint-Louis.

12 avril 1790.
Minute, *A. N.*, F¹⁵ 1861.

354. — Procès-verbal et information du commissaire Vanglenne, au sujet du vol de vases sacrés commis avec effraction dans l'église de l'hôpital Saint-Louis.

7, 22 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 16007.

355. — Lettre du sieur René Dessalles, chevalier de Saint-Louis, sollicitant une place de surveillant à l'hôpital Saint-Louis, avec le logement, la soupe et le bouilli pour tout émolument.

16 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F¹⁵ 247.

D. — HOPITAL DES INCURABLES

356. — Lettre de M. de Saint-Priest au procureur général du Parlement et au curé de Saint-Sulpice, les priant d'accueillir favorablement les demandes d'admission aux Incurables, présentées par la demoiselle Vinet et le sieur Pousset, cocher de l'Empereur, avec la recommandation de la Reine.

25 mars 1790.
Copies, O¹ 501, fol. 137.

357. — Extrait d'un manuscrit ayant pour titre : *Mémorial historique sur l'hôpital des Incurables*, communiqué à M. de Langlard, administrateur du département des hôpitaux, par M. Maillet, receveur général et greffier de l'hôpital des Incurables.

24 avril 1790.
Minute, *A. N.*, F¹⁵ 1861.

358.— Lettre du receveur de l'hôpital des Incurables, envoyant les avertissements à lui adressés pour le payement des vingtièmes dus par trois des maisons de l'hôpital.

27 mai 1790.
Minute, *A. N.*, F¹⁵ 233.

359. — Suppliques de François-Joseph Léger, ancien commis dans les bâtiments du Roi, de la veuve Godefroy Selins, du sieur Pierre-Eustache Courtois, du sieur Vautrain, commissaire de la section de la Croix-Rouge, au nom de sa belle-sœur, la veuve Lefèvre, de la femme Marie-Jeanne Baillon, du nommé Maréchal et d'autres vieillards pour obtenir des lits aux Incurables.

9, 13, 20, 26, 28 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F¹⁵ 247.

360. — Demande d'un lit aux Incurables pour le sieur Antoine-Charles Aubé, paralytique, par l'abbé de la Boissière, député.

16 août 1791.
Minute, *A. N.*, F¹⁵ 247.

361. — Demande d'un lit aux Incurables par la veuve Mauduit, âgée de soixante-douze ans, infirme, demande apostillée par la section de l'Hôtel-de-Ville.

24 août 1791.
Minute, *A. N.*, F¹⁵ 247.

362.— Requêtes des sieurs Danet, ancien doyen de la communauté des bouchers, Marin Liberge, vieillard de soixante-seize ans, et de la demoiselle La Rosière, pauvres et infirmes, sollicitant leur admission aux Incurables.

24, 27 septembre 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F¹⁵ 247.

E. — HOPITAL DE LA CHARITÉ

363. — Notice sur le service de l'hôpital de la Charité, remise par le père Stanislas Cordier, procureur de la Charité.

1790.
Minute, *A. N.*, F¹⁵ 1861.

364. — Mémoire des religieux de la Charité à l'Assemblée nationale, tendant à démontrer que l'hôpital ne peut supporter la charge de l'impôt sur tous ses biens, avec des états prouvant d'abord que la recette est au-dessous de la dépense depuis la cessation des quêtes, ensuite que la dépense n'est susceptible d'aucune réduction, et un tableau des biens susceptibles de l'impôt.

Sans date (1790).
Minutes (4 p.), *A. N.*, D VI 9, n° 79.

365. — Lettre de M. Cordebar, notable adjoint, demandant l'admission du sieur Cappé à l'hôpital de la Charité.

21 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

366. — Notice sur l'hôpital des convalescents de la rue du Bac, annexe de l'hôpital de la Charité, donnant le nombre des lits et le chiffre des revenus.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F^{15} 1861.

367. — Déclaration des biens de l'hôpital des convalescents de la Charité, certifiée par le prieur, frère Léon Villebrun, et suivie de l'inventaire des meubles et effets des couvent et hôpital.

18 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, S 6102.

F. — HOSPICE DE SAINT-SULPICE.

368. — Ordonnances de payement de 5,700 livres représentant les six derniers mois de l'allocation annuelle accordée à l'hospice de charité de la paroisse de Saint-Sulpice, à titre d'indemnité de la suppression des droits d'entrée, qui constituaient partie des ressources de cet établissement.

23 août 1789.
Minute, *A. N.*, F^{15} 397.

369. — Lettre de M. Bailly à M. Dufresne, demandant le payement de l'unique revenu de l'hospice de Saint-Sulpice, consistant en 4,450 livres par mois sur les fonds de la Loterie, qu'il était d'usage de payer au mois de janvier pour toute l'année, avec réponse, priant d'envoyer le compte des recettes et dépenses de l'établissement pour l'année 1790.

23, 30 janvier 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F^{15} 397.

370. — Déclarations des biens des pauvres des paroisses de Saint-Sulpice et du Gros-Caillou, avec lettre de M. de Beauvais, médecin de l'hospice de Saint-Sulpice, à ce sujet.

27 janvier 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 3510.

371. — Mémoire des dépenses de l'hospice de Saint-Sulpice pour l'année 1790, dressé par la sœur Braujon, supérieure, et approuvé par le curé de Saint-Sulpice.

7 février 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 397.

372. — Tableaux des payements mensuels du secours de 42,000 livres et de l'indemnité de 11,400 livres réclamés par l'hospice de Saint-Sulpice, pour l'exercice 1791.

13 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 397, F^{4} 1241.

373. — Demande de payement des secours et indemnité attribués à l'hospice de Saint-Sulpice, en remplacement de l'exemption des droits d'entrée, supprimés en 1788.

27 août 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 397.

374. — Lettre du directoire du Département à M. de Lessart, au sujet de la représentation des quittances de la contribution patriotique, exigée abusivement par le Trésor public de la supérieure de l'hospice de Saint-Sulpice, pour le payement du secours accordé à cet hôpital.

29 août 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 397.

375. — Lettre du procureur général syndic du Département au Comité ecclésiastique, au sujet du refus par le Trésor public de payer ce qui revient chaque mois à l'hospice de Saint-Sulpice, faute de justification du payement de la contribution patriotique ou d'imposition.

2 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI, n° 79.

G. — HOSPICE DE SAINT-JACQUES-DU-HAUT-PAS

376. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. d'Ormesson, envoyant un mémoire avec pièces des curé et marguilliers de Saint-Jacques-du-Haut-Pas et de la famille de feu Jean-Denis Cochin, ancien curé de cette paroisse, qui demandent l'autorisation de fonder un hospice pour les pauvres malades et vieillards.

9 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 287.

377. — Lettres patentes approuvant la fondation d'un hospice pour les pauvres malades de la paroisse de Saint-Jacques-du-Haut-Pas par Claude-Denis Cochin, en vertu des dispositions testamentaires de Jean-Denis Cochin, ancien curé de cette paroisse, son frère.

Mai 1790.
Minute, *A. N.*, X¹ᵇ 9081.

378. — Lettres du Comité de mendicité au Comité des finances pour presser le payement des 71,000 livres dues aux entrepreneurs qui ont travaillé par ordre du gouvernement à l'hospice de Saint-Jacques, payement ajourné par l'administrateur du Trésor public comme dette arriérée.

19 février, 10 mars 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D VI 10, n° 99.

H. — HOSPICE DE SAINT-JACQUES-AUX-PÈLERINS

379. — Arrêts du Conseil d'État, portant désignation de commissaires pour l'examen de l'instance entre les pèlerins de Saint-Jacques-en-Galice, propriétaires, fondateurs et administrateurs de l'église et hôpital de Saint-Jacques, et les administrateurs de l'Hôpital général et des Enfants-Trouvés.

14 mai, 25 juin, 4 novembre, 18 décembre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, E 2653, fol. 139, 169; E 2654, fol. 234, 251.

380. — Arrêt du Conseil d'État, cassant l'arrêt obtenu au Parlement de Paris, le 11 mai 1787, par les pèlerins de Saint-Jacques-en-Galice, et ordonnant l'exécution des lettres patentes de mai 1781, qui portaient union des biens de l'hôpital Saint-Jacques à celui des Enfants-Trouvés, ainsi que de l'arrêt du Parlement du 27 janvier 1784.

10 mai 1790.
Minute, *A. N.*, E 2654, fol. 299.

I. — HÔPITAL DE SAINTE-CATHERINE

381. — Déclaration des biens, revenus et charges de l'hôpital de Sainte-Catherine, sis rue Saint-Denis, avec inventaire du mobilier, faite par l'abbé Rossignol, chanoine du Saint-Sépulcre, administrateur dudit hôpital.

27 février 1790.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, S 6108.

382. — Décision du Comité ecclésiastique et lettre interprétative, déclarant que la surveillance de l'hôpital de Sainte-Catherine appartient aux corps administratifs, c'est-à-dire au Département ou à la municipalité.

26 février, 9 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

J. — HOSPITALIÈRES DE LA CHARITÉ-DE-NOTRE-DAME, PLACE ROYALE.

383. — Mémoire pour Mesdames les religieuses Hospitalières de la place Royale, de la Roquette et de Saint-Gervais, adressé aux administrateurs du département des hôpitaux, pour les renseigner sur les biens, le régime et les fonctions de ces maisons.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F¹⁵ 1861.

384. — Mémoire fourni au département des hôpitaux par les religieuses du monastère de la Charité-de-Notre-Dame, dites Hospitalières, établies à Paris près la place Royale.

Sans date (1790).
Minutes (2 p.), *A. N.*, F¹⁵ 1861.

385. — Déclaration des biens, revenus et charges des dames prieure et religieuses du couvent et hôpital de la Charité-de-Notre-Dame, établi à Paris près la place

Royale, en exécution des décrets de l'Assemblée nationale des 7, 13 et 14 novembre 1789, avec un état des meubles et effets garnissant ledit couvent et hôpital.

24 février 1790.
Original signé, en double (3 p.), *A. N.*, S 6148.

386. — État résumé des produits et charges énoncés en la déclaration faite par les dames de l'hôpital de la Charité-de-Notre-Dame.

24 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6102, S 6148.

387. — Lettre du Comité de mendicité au directoire du département de Paris, priant de faire lever les oppositions mises mal à propos sur le revenu de maisons appartenant aux Hospitalières de la place Royale, revenu affecté au soulagement des pauvres reçus dans leur hôpital, avec lettre du procureur général syndic aux commissaires de l'agence des biens nationaux.

Mai, 8 juin 1791.
Original signé de M. de La Rochefoucauld-Liancourt, et minute (2 p.), *A. N.*, S 6148.

388. — Lettre de M. Faure, commissaire du Roi près le troisième tribunal criminel, recommandant la requête des dames Hospitalières de la place Royale pour obtenir la libre jouissance de leurs revenus.

29 juin 1791.
Original signé, *A. N.*, S 6148.

389. — Lettre de sœur Sainte-Euphrasie, supérieure des Hospitalières de la place Royale, sollicitant la mainlevée des oppositions mises sur les loyers de deux maisons appartenant au couvent, avec lettres des administrateurs des domaines nationaux, décision du Comité ecclésiastique et lettre d'envoi du procureur de la Commune.

10 août-1er septembre 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, S 6148.

K. — HOSPITALIÈRES DE LA CHARITÉ-DE-SAINT-JOSEPH, RUE DE LA ROQUETTE.

390. — Mémoire fourni au département des hôpitaux par les religieuses de la Charité-de-Saint-Joseph, dites Hospitalières de la Roquette, établies à Paris, faubourg Saint-Antoine.

Sans date (1790).
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 1861.

391. — Etat des biens, revenus et charges des religieuses Hospitalières, sous le titre de la Charité-de-Saint-Joseph, établies à la Roquette, faubourg Saint-Antoine, avec inventaire des effets mobiliers, présenté par le sieur Charles-Jean Marchant-Duplessis, fondé de procuration des religieuses.

26 février 1790.
Original signé des religieuses, en double, (3 p.), *A. N.*, S 6149.

392. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite le 26 février 1790 par les dames Hospitalières de la Roquette.

Minutes, en double (2 p.), *A. N.*, S 6149.

393. — Lettre de la supérieure du couvent de la Roquette au directoire du Département, demandant la main levée des oppositions mises sur leurs loyers, avec lettre du procureur général syndic aux commissaires de l'agence des biens nationaux à ce sujet.

Mai, 6 juin 1791.
Copie et minute (2 p.), *A. N.*, S 6149.

L. — HOSPITALIÈRES DE LA MISÉRICORDE DE JÉSUS, RUE MOUFFETARD.

394. — État de situation du monastère au 1er janvier 1789, annexé au compte des recettes et dépenses de 1788, avec mémoires et quittances des années 1789 et 1790.

Minute et 2 liasses, *A. N.*, S 6147.

395. — Déclaration des biens mobiliers et immobiliers dépendant du monastère des religieuses Hospitalières, établi rue Mouffetard, déclaration faite en vertu du décret de l'Assemblée nationale du 13 novembre 1789, avec un état du mobilier de la sacristie et de la maison, ainsi que de la bibliothèque.

27 février 1790.
Original signé du curé de Saint-Eustache, supérieur de la maison, ainsi que des religieuses, et copie (4 p.), *A. N.*, S 6145, 6147; copie, F^{15} 1861.

396. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite, le 27 février 1790, par la maison et monastère des religieuses Hospitalières de la rue Mouffetard.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6145, 6147.

397. — État des différentes sommes qui composent le revenu annuel des religieuses de la communauté des Hospitalières de l'ordre de Saint-Augustin, rue Mouffetard.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, S 6145.

398. — Lettre de M. de Jussieu à Mme de Sainte-Marie, supérieure des religieuses Hospitalières de la rue Mouffetard, à l'effet d'établir que l'article, fort élogieux d'ailleurs, qui les concerne dans le rapport du département des hôpitaux n'est pas de lui, mais de M. de Langlard.

14 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F15 269.

399. — Lettre de M. de Jussieu à M. Guignard, le prévenant qu'il sera reçu le samedi 20 février, lui et M. de Langlard, par la supérieure des Hospitalières de la rue Mouffetard.

17 février 1791.
Minute, *A. N.*, F15 269.

400. — Requête adressée au Département par les religieuses Hospitalières de la rue Mouffetard et les huit demoiselles pensionnaires dans leur maison, se plaignant de la privation de leurs revenus.

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, S 6145.

401. — Lettre de la supérieure des Hospitalières de la rue Mouffetard au Département, exposant la situation des plus critiques de cette maison et priant d'accorder quelques secours ou de faire payer leurs rentes sur l'Hôtel de Ville.

29 avril 1791.
Copie, *A. N.*, S 6145.

402. — Lettre du procureur général syndic du Département aux commissaires à l'agence des biens nationaux, déclarant que les religieuses Hospitalières de la rue Mouffetard doivent toucher directement leur revenus de l'année 1790, et que l'opposition mise au payement de leurs rentes et loyers ne peut s'appliquer qu'à l'année 1791.

6 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 6145.

403. — Registre capitulaire.

1739-1791.
Volume in-fol., *A. N.*, LL 1700.

404. — Registre de vêtures.

1727-1789.
Volume in-fol., *A*, *N.*, LL 1701.

M. — HOSPITALIÈRES DE SAINT-ANASTASE OU DE SAINT-GERVAIS, RUE VIEILLE-DU-TEMPLE.

405. — État des revenus et charges des religieuses de Saint-Anastase, dites Hospitalières de Saint-Gervais, établies Vieille-Rue-du-Temple, aux termes de la déclaration faite par leur fondé de procuration, le sieur Charles-Jean Marchant-Duplessis, avec inventaire du mobilier.

27 février 1790.
Original signé des religieuses, en double, (2 p.), *A. N.*, S 6118.

406. — État résumé des produits et charges contenus en la déclaration faite, le 27 février 1790, par le couvent des dames Hospitalières de Saint-Gervais.

Minute, *A. N.*, S 6118.

407. — Procès-verbal de récolement et vérification des effets des dames Hospitalières de Saint-Gervais, fait en leur présence par René Le Roulx de la Ville et Jean-Nicolas Fallet, administrateurs de la municipalité.

17 juin 1790.
Original signé et copies conformes (3 p.), *A. N.*, S 6118.

408. — Mémoires des religieuses Hospitalières de Saint-Gervais, à l'effet de conserver l'administration de leurs biens et d'obtenir mainlevée de l'opposition faite entre les mains de leur receveur, vu l'utilité de leur maison, qui reçoit chaque soir les voyageurs indigents sans domicile, avec

lettre d'envoi de l'agence des biens nationaux et arrêté du directoire du Département, rejetant leur demande.

26 avril-26 mai 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 6118.

409. — Procès-verbal dressé par la section du Roi-de-Sicile, à l'effet de constater la sortie de Marguerite Du Floquet du Réal, de Marie-Angélique Noël et de Marie-Charlotte Coignon, religieuses Hospitalières de Saint-Gervais.

9 juin 1791.
Copie conforme, *A. N.*, S 6118.

410.— Procès-verbal dressé par la section du Roi-de-Sicile pour constater la sortie de la sœur Geneviève Berrurier de la maison hospitalière de Saint-Gervais, avec un état de ses meubles et effets.

26 août 1791.
Copie conforme, *A. N.*, S 6118.

411. — Registre de vêtures.

1646-1789.
Volume in-fol., *A. N.*, LL 1694.

N. — HOSPITALIÈRES DE LA PROVIDENCE, RUE DE L'ARBALÈTE.

412.—Procès-verbal du commissaire Dubois au sujet de la réclusion de la fille Marguerite Delavigne dans la maison des dames de la Providence, où elle n'a pu être admise faute de place.

16 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12644.

413. — Déclaration et état général des biens mobiliers et immobiliers appartenant aux Hospitalières de la Providence, établies rue de l'Arbalète, présentés par la sœur Charlotte Joly, supérieure.

27 février 1790.
Original signé et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 6142.

414. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration cidessus.

27 février 1790.
Minutes en double (2 p.), *A. N.*, S 6142.

415. — Inventaire des biens fonds et mobiliers de la communauté des Hospitalières de la Providence, dressé par Louis-Gilbert d'Hervilly et Louis Lefèvre de Gineau, administrateurs de la municipalité.

23 juin 1790.
Original signé, *A. N.*, S 6142.

416. — Marché passé par Germain Panel, maître couvreur, pour l'entretien des couvertures du couvent des Dames de la Providence.

1er juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, S 6143-6144.

417. — Registre capitulaire et tableau du casuel.

1701-1789, 1770-1792.
Deux volumes in-fol., *A. N.*, LL 1702, 1704.

O. — HOSPITALIÈRES DE LA CHARITÉ-DE-SAINT-MICHEL, RUE DES POSTES.

418. — Déclaration de tous les biens mobiliers et immobiliers de la communauté de la Charité-de-Saint-Michel, rue des Postes, faite par Jacques-Eugène-Pélagie Hébert, fondé de procuration des religieuses.

22 février 1790.
Original signé et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 6151.

419. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration cidessus.

Minutes en double (2 p.), *A. N.*, S 6151.

420. — Lettre de sœur Marie du Cœur de Jésus de la Grève, supérieure, à M. Vigé, chef du bureau de liquidation, expliquant la dénomination et le but de leur maison.

9 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 6151.

421. — Procès-verbal de visite du couvent des Dames de la Charité-de-Saint-Michel par Charles Minier, procureur du Roi au bailliage du Palais, et Claude-Nicolas Guignard, docteur en médecine, commissaires de la municipalité.

19 juin 1790.
Original et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 6151.

422. — Lettre de sœur Marie de la Grève, supérieure du couvent, exposant leur situa-

tion critique, sollicitant des secours et adressant la liste des vingt-deux religieuses.

20 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6151.

423. — Comptes rendus à la municipalité de Paris par les supérieure, dépositaire et religieuses de la Charité-de-Saint-Michel, pour les recettes et dépenses de l'année 1790, avec un état des sommes dues aux fournisseurs et lettres de la sœur Duquesne, dépositaire.

7 mars, 11 avril 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 6151, S 6153.

P. — FILLES DE LA CHARITÉ, DU FAUBOURG SAINT-DENIS.

424. — Déclaration des biens et revenus de la communauté des Filles de la Charité, servantes des pauvres malades, établies faubourg Saint-Denis, avec un état des meubles et immeubles dépendant de la maison, certifié par la supérieure, et procuration délivrée à Maurice Barbier, bourgeois de Paris.

11 février 1790.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, S 6157.

425. — État résumé des revenus et charges énoncés en la déclaration faite par les religieuses de la Charité.

11 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6157.

426. — Procès-verbal de récolement des meubles et effets des Filles de la Charité par Jean-Thomas Defresne et Jean-Nicolas Fallet, administrateurs de la municipalité.

10 juillet 1790.
Original signé et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 6142.

427. — Recettes de la communauté des Filles de la Charité.

1741-1792.
Registre in-fol., *A. N.*, H 3720.

428. — Livres des départs des sœurs en province et des dépenses de voyage et de boucherie.

1749-1792, 1730-1792.
Registres in-fol., *A. N.*, H 3725, H 3733.

429. — Dépense pour l'établissement de trois sœurs dans la paroisse de Saint-Jacques-du-Haut-Pas.

10 octobre 1790.
Extrait, *A. N.*, H 3726.

Q. — HÔPITAL DES CENT FILLES ORPHELINES

430. — Mémoire dressé par les administrateurs de l'hôpital des Cent Filles Orphelines, établi à Paris, rue Censier, faubourg Saint-Marcel, donnant un état de son revenu et de ses charges.

19 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, S 7051.

R. — HOPITAL DES QUINZE-VINGTS.

431. — Arrêt du Conseil d'État, convoquant une assemblée des copropriétaires des maisons sises dans l'ancien enclos des Quinze-Vingts pour adjoindre l'un d'eux au sieur Seguin, chargé de l'administration de ces immeubles.

26 mars 1789.
Minute signée, *A. N.*, E 2653, fol. 88.

432. — Adresse et pétitions des aveugles à l'Assemblée nationale pour demander l'ouverture d'une enquête sur les revenus de l'hôpital et sur leur répartition arbitraire et pour se plaindre des abus dont ils sont victimes.

22 mars, 17 mai 1790.
Copie et minutes (4 p.), *A. N.*, D XXIX 10, n° 94.

433. — Pétition des aveugles de l'hôpital à l'Assemblée nationale pour autoriser les frères et sœurs de province à rentrer audit hôpital, ou à demeurer dans leur famille avec les mêmes droits que ceux de la maison.

23 mars 1790.
Copies (2 p.), *A. N.*, D XXIX 10, n° 94.

434. — Procès-verbal et information du commissaire Lerat au sujet du vol de vases sacrés et de deniers comptants à l'hôpital des Quinze-Vingts.

12, 27 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 14438.

435. — Lettres du ministre de la maison du Roi au garde des sceaux relativement à l'expédition de lettres de surannation de celles d'août 1787, demandées par les administrateurs des Quinze-Vingts.

7 juin, 31 août 1790.
Copies, *A. N.*, O[1] 501, fol. 396, 697.

436. — Arrêt du Conseil d'État, statuant sur la demande d'apurement de compte présentée par le sieur Étienne-Louis Bonnard, en qualité d'administrateur des terrains et bâtiments de l'ancien enclos des Quinze-Vingts, ordonnant le versement au Trésor des 1,643 livres 11 sols 8 deniers formant l'excédent, et prescrivant la remise du compte avec pièces justificatives entre les mains du greffier de la commission établie pour juger les contestations concernant ledit ancien enclos.

7 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1681.

437. — Décret de l'Assemblée nationale, réservant la décision à prendre au sujet de la rente de 250,000 livres qui se payait aux Quinze-Vingts, jusqu'à ce que le Comité ecclésiastique ait rendu compte de la situation de cet hôpital.

10 septembre 1790.
Imprimé, avec corrections manuscrites, *A. N.*, C 44, n° 408.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1790, p. 64.

438. — Lettres patentes autorisant l'acquisition, par les administrateurs de l'hôpital des Quinze-Vingts, d'une maison rue de Charenton et du chantier contigu, dit chantier Saint-André, appartenant au sieur Bonneau de Saint-Mesme, acquisition indispensable pour la salubrité de l'hôpital, lesdites lettres données en août 1787 et enregistrées au Parlement le

11 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, X[1b] 9081.

439. — Notes pour servir de réponse à une requête présentée à l'Assemblée nationale au nom de l'hôpital des Quinze-Vingts, sur l'administration dudit hôpital par le cardinal de Rohan, en qualité de grand-aumônier.

Sans date.
Minute, *A. N.*, D XXIX 10, n° 94.

440. — Observations pour le cardinal de Rohan contre un libelle en forme de requête, présenté à l'Assemblée nationale au nom des frères aveugles des Quinze-Vingts, et signé de plusieurs d'entre eux, avec lettre d'envoi du trésorier du cardinal.

9 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX 10, n° 94.

441. — Arrêt du Conseil d'État, taxant les frais de procédure portés dans un des articles du compte de M. Bonnard et fixant à 1,643 livres 8 sols le reliquat de ce compte, déduction faite préalablement des frais et déboursés occasionnés par l'établissement du compte en question.

26 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682 n° 2; copie collationnée, *A. N.*, V[7] 415.

442. — Procès-verbal de la remise à M. René d'Artis, greffier des commissions extraordinaires du Conseil et de celle établie pour juger les contestations relatives à l'ancien enclos des Quinze-Vingts, de l'expédition du compte d'Étienne-Louis Bonnard, administrateur des terrains et bâtiments de cet enclos, avec pièces justificatives.

11 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, V[7] 415.

443. — Observations sur la pétition présentée à l'Assemblée nationale, au nom des frères aveugles des Quinze-Vingts, contre l'administration du cardinal de Rohan et l'administration actuelle.

8 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX 10, n° 94.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXIII, p. 53.

444. — Décret de l'Assemblée nationale relatif au remboursement des capitaux des emprunts contractés à Gênes pour les Quinze-Vingts.

12 mars 1791.
Minute, *A. N.*, C 58, n° 586.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 153.

445. — Rapport à l'Assemblée nationale, 1° sur la pétition des Quinze-Vingts qui se plaignent de l'administration actuelle; 2° sur la réclamation des sieurs Meynier et Laugier, anciens administrateurs destitués; 3° sur les revendications des acquéreurs de l'ancien enclos des Quinze-Vingts.

Sans date (7 avril 1791).
Minute, *A. N.*, D XXIX 10, n° 94.

Ce rapport fut présenté à l'Assemblée nationale par M. Merle, au nom des Comités des rapports, ecclésiastique, d'aliénation et de mendicité.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXIV, p. 634.

446. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que l'hôpital des Quinze-Vingts sera administré conformément à la loi du 5 novembre 1790, et annulant les arrêts du Conseil, rendus sur l'administration de cet hôpital postérieurement aux lettres qui autorisaient la vente de l'enclos des Quinze-Vingts.

7 avril 1791.
Copie, *A. N.*, A 193; extrait collationné, *A. N.*, F16 936.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, avril 1791, p. 46.

447. — Lettre de M. Dufresne à M. Dailly, président du Comité des finances, communiquant une lettre de M. Turpin, agent des créances du Trésor public, au sujet de l'affaire des Quinze-Vingts, lequel demande des instructions pour assurer l'intérêt de l'État.

28 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 12, n° 127.

448. — Précis de l'état du procès concernant les Quinze-Vingts, resté pendant.

Sans date (mai 1791).
Minute, *A. N.*, D XXIX 10, n° 94.

449. — Précis du mémoire relativement à l'exploitation de l'emplacement des Quinze-Vingts.

Sans date (mai 1791).
Minute, *A. N.*, D XXIX 10, n° 94.

450. — Lettre de M. Abrial, commissaire du Roi près le tribunal du 4e arrondissement, au ministre de la justice, lui expliquant la manière de voir du tribunal dans l'affaire des Quinze-Vingts.

18 mai 1791.
Minute, *A. N.*, BB16 701.

451. — Pétitions du sieur Bochet, directeur-administrateur de l'hôpital des Quinze-Vingts, demandant la levée des scellés apposés sur la caisse, les registres et papiers, en vertu d'ordonnance du tribunal du 4e arrondissement, et protestant contre la réintégration des sieurs Meynier et Laugier, anciens administrateurs, ordonnée par le même tribunal.

21 mai 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX 10 n° 94.

452. — Lettre de M. Abrial, commissaire du Roi près le tribunal du 4e arrondissement, en réponse à une dépêche du ministre de la justice, envoyant le jugement rendu, le jour même, par ce tribunal dans l'affaire des Quinze-Vingts et une note sur l'administration de cet hôpital.

28 mai 1791.
Minute et copie (4 p.), *A. N.*, BB16 701.

453. — Note de l'abbé Royer, conseiller d'État, annonçant le renvoi au ministre de la justice des pièces relatives à l'affaire des Quinze-Vingts.

29 mai 1791.
Minute, *A. N.*, BB16 701.

454. — Décision de l'Assemblée nationale, renvoyant aux Comités de constitution et des rapports une lettre et un mémoire du département de Paris sur quelques difficultés survenues entre lui et le tribunal du 4e arrondissement, à l'occasion de la loi du 15 avril concernant l'hôpital des Quinze-Vingts.

4 juin 1791.
Extrait collationné et signé, *A. N.*, F15 241.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVI, p. 742.

455. — Pétition des frères de l'hôpital des Quinze-Vingts à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir communication du mémoire présenté à l'Assemblée par les administrateurs du département de Paris dans le litige pendant au tribunal du 4e arrondissement.

8 juin 1791.
Minute, avec lettre des frères au président de l'Assemblée (2 p.), *A. N.*, C 82, n° 809.

456. — Décret de l'Assemblée nationale, déclarant exécutoires les jugements rendus par le tribunal de l'arrondissement des Quinze-Vingts sur les contestations entre les anciens administrateurs de l'hôpital, le procureur général syndic du Département et les sieurs Bochet et Duhamel.

7 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, C 74, n° 723; copie collationnée, *A. N.*, F^{13} 936.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1791, p. 66.

457. — Tableau des revenus et charges de l'hôpital des Quinze-Vingts, avec un état des frais du culte avant la Révolution.

Sans date (1791).
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 241.

458. — Décret de l'Assemblée nationale, affectant les bâtiments du couvent des Célestins à l'établissement des écoles destinées aux aveugles-nés, et les revenus de l'hôpital des Quinze-Vingts au payement de leurs instituteurs et de trente pensions gratuites.

28 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, C 78, n° 777.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 747.

Ce décret fut rendu sur le rapport de Jean-Baptiste Massieu, évêque du département de l'Oise et député de Seine-et-Oise.

S. — ÉTABLISSEMENT DES SOURDS ET MUETS.

459. — Lettre de M. Sicard, instituteur des Sourds et muets de Bordeaux, au garde des sceaux, posant sa candidature pour remplacer l'abbé de l'Épée, et réponse du garde des sceaux, demandant l'envoi du mémoire sur l'état de l'école de Paris offert par M. Sicard.

5 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

460. — Lettre de M. Champion de Villeneuve, administrateur au département des établissements publics, au garde des sceaux, exposant les difficultés qu'il rencontre pour se renseigner sur le régime de la maison des Sourds et muets, et le priant de lui faire connaître l'adresse de l'abbé Masse.

17 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, AA 12, n° 521.

461. — Adresse de la Commune de Paris, demandant à l'Assemblée nationale le maintien de l'établissement fondé par l'abbé de l'Epée.

13 février 1790.
Minute signée et scellée, *A. N.*, C 37, n° 316.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 644.

462. — Lettre de M. Quatremère fils, représentant de la Commune, exprimant le désir qu'une députation de l'Assemblée nationale assiste à la pompe et à l'éloge funèbre décernés par la Commune de Paris, le 23 février, à la mémoire de l'abbé de l'Epée.

21 février 1790.
Minute, *A. N.*, C 37, n° 316.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 664.

463. — Lettre du département des établissements publics au garde des sceaux, annonçant l'ouverture aux Célestins par l'abbé Masse de la classe pour les Sourds et muets, que doivent fréquenter les jeunes gens de la maison de Montmartre, et sollicitant le payement des pensions assignées aux maîtres et maîtresses.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, AA 12, n° 521.

464. — Lettre du garde des sceaux à M. Bailly, lui soumettant un projet de concours à ouvrir pour le choix du successeur de l'abbé de l'Épée et exposant ses vues à cet égard, avec lettre aux membres du jury d'examen.

19, 23 mars 1790.
Copie, *A. N.*, AA 12, n° 521.

465. — Lettre de M. Bailly en réponse à celle du garde des sceaux, acceptant le projet de concours et proposant pour faire partie du jury deux membres de chaque Académie, savoir l'abbé Barthélemy et M. de Keralio pour l'Académie des belles-lettres; MM. de la Harpe et Marmontel, pour l'Académie française, et MM. de Condorcet et Le Roi pour l'Académie des sciences.

23 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, AA 12, n° 521.

466. — Lettre de M. l'abbé Masse au garde des sceaux, refusant de prendre part au concours, en raison du choix de sa personne fait par l'abbé de l'Épée après six années de possession, et déclarant qu'il suspend ses leçons, avec lettre des Sourds et muets de Montmartre plaidant sa cause.

30 mars, 5 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

467. — Rapport du garde des sceaux à Louis XVI, faisant connaître le résultat du concours auquel ont pris part les abbés Sicard et Salvant et le père Pernay, Augustin, et proposant de confier la direction de l'établissement des Sourds et muets à M. Sicard, désigné par les juges du concours, en accordant une compensation à l'abbé Masse.

6 avril 1790.
Minute, *A. N.*, AA 12, n° 521.

468. — Jugement porté par les membres du jury sur les concurrents, déclarant que l'abbé Sicard réunit toutes les qualités nécessaires pour maintenir et perfectionner l'établissement des Sourds et muets et qu'il trouvera de dignes collaborateurs dans l'abbé Salvant et le père Pernay.

6 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, AA 12, n° 521.

469. — Lettre de l'abbé Sicard au garde des sceaux, lui adressant une notice sur l'École des Sourds et muets, qui se trouve dans le plus déplorable état, et demandant comme auxiliaire l'abbé Salvant.

7 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

470. — Lettre de M. Bailly au garde des sceaux, le remerciant de l'avoir avisé de la nomination de l'abbé Sicard comme instituteur des Sourds et muets et l'assurant de tout le zèle de la municipalité pour la surveillance de cet établissement.

12 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, AA 12, n° 521.

471. — Lettre de l'abbé Salvant au garde des sceaux, demandant à être attaché à l'École des Sourds et muets pour seconder l'abbé Sicard.

13 avril 1790.
Minute, *A. N.*, AA 12, n° 521.

472. — Lettre de l'abbé Sicard au garde des sceaux, lui annonçant le rejet de la motion faite contre lui par l'abbé Mulot dans l'Assemblée des représentants de la Commune et la demande d'un traitement pour l'abbé Masse.

16 avril 1790.
Minute, *A. N.*, AA 12, n° 521.

473. — Lettre du sieur Gambard au garde des sceaux, montrant l'impossibilité de concéder à la municipalité dans le couvent des Célestins d'autre local que celui occupé par la caserne et la nécessité de retirer la concession des logements gratuits, avec lettre de la municipalité à M. de Venet, commandant du bataillon de Saint-Louis-de-la-Culture.

20 avril 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

474. — Rapport du garde des sceaux, proposant d'accorder à l'abbé Salvant, adjoint à l'abbé Sicard, une gratification de 1,000 livres sur les fonds de la régie des biens des Célestins.

15 juin 1790.
Minute, en double (2 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

475. — Lettre du garde des sceaux, en réponse à la requête du sieur Gambart, annonçant la concession d'une place gratuite de pensionnaire dans l'École des Sourds et muets en faveur du sieur Roumegoux, avec lettres de recommandation de l'abbé Sicard et lettre du sieur Gambart, notifiant l'inscription.

29 juin, 2, 16 juillet 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

476. — Lettre de l'abbé Mulot au garde des sceaux, l'informant de la démarche qu'il se propose de faire auprès du Roi pour la continuation d'une pension à l'abbé Masse, injustement dépossédé de la place d'instituteur des Sourds et muets, avec placet adressé par les représentants de la Commune et lettre de l'abbé Masse.

6, 22 juillet 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

477. — Lettre de l'abbé Sicard au garde des sceaux, annonçant que le sieur de Sainte-Agathe vient d'obtenir de la Ville dans le couvent des Célestins le local destiné aux Sourds et muets, pour le convertir en magasin général de la garde nationale.

6 août 1790.
Minute, *A. N.*, AA 12, n° 521.

478. — Lettre de l'abbé Sicard au garde des sceaux, lui apprenant que la supérieure des Dames de Saint-Thomas veut bien se charger de gouverner la maison des garçons sourds et muets, à condition d'être secondée par un économe, avec une note des avances faites pour l'École des Sourds et muets par M. Sicard, du 13 avril au 13 août 1790.

13 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

479. — Lettre du chevalier de Parthenay, ancien officier d'artillerie, au garde des sceaux, protestant contre la mise en demeure brutale à lui signifiée par l'abbé Sicard d'avoir à quitter le logement qu'il occupe aux Célestins.

18 août 1790.
Minute, *A. N.*, AA 12, n° 521.

480. — Discours du président de l'Assemblée nationale à une députation des Sourds et muets, présentée par l'abbé Sicard, instituteur de cet établissement.

24 août 1790.
Minute, *A. N.*, C 43, n° 395.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 249.

481. — Décret de l'Assemblée nationale, renvoyant la pétition des Sourds et muets au Comité de mendicité et autorisant ce Comité à conférer avec les autres Comités pour améliorer le sort de cet utile établissement.

24 août 1790.
Minute, *A. N.*, C 43, n° 395.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 267.

482. — Lettre du sieur Desloye, sourd et muet, bon pauvre à Bicêtre, au garde des sceaux, adressant un second ouvrage de sa composition pour l'apitoyer sur son sort.

25 août 1790.
Minute, *A. N.*, AA 12, n° 521.

483. — Lettre de M. de La Rochefoucauld-Liancourt au garde des sceaux, lui faisant passer une note envoyée par M. Brousse des Faucherets, qui montre la détresse affreuse dans laquelle se trouvent les Sourds et muets confiés à l'abbé Sicard, qui n'ont que du pain à manger les jours maigres, et le priant de faire allouer la somme de 1,200 livres sollicitée pour eux, avec mémoire conforme au Roi.

4, 5 septembre 1790.
Original signé et minutes (4 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

484. — Lettre de M. Brousse des Faucherets, adressant au garde des sceaux l'état détaillé des dépenses faites pour l'établissement provisoire des Sourds et muets.

24 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, AA 12, n° 521.

485. — Mémoire et plan général d'une école des Sourds et muets, envoyés au garde des sceaux.

8 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

486. — Lettre du Comité de mendicité aux administrateurs de la municipalité de Paris, sollicitant l'allocation d'un nouveau secours de 1,200 livres à l'établissement des Sourds et muets, dont la situation empire chaque jour et devient déplorable.

8 novembre 1790.
Copie, *A. N.*, AF*I 15, fol. 58 r°.

487. — Lettre de l'abbé Sicard au garde des sceaux, déclarant que la nomination de l'abbé Salvant à la place de second instituteur des Sourds et muets est d'une nécessité urgente, avec rapport à Louis XVI proposant la nomination.

6, 19 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521.

488. — Lettre de l'abbé Sicard, réclamant l'intervention de l'Assemblée nationale auprès de la municipalité de Paris en faveur de la fondation d'un établissement destiné aux Sourds et muets.

21 janvier 1791.
Minute et original, *A. N.*, C 54, n° 535.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 506.
Musée des Archives nationales, p. 713.

489. — Pétition des Sourds et muets, exprimant le vœu que la municipalité indique à l'Assemblée nationale le couvent des Carmes de la place Maubert comme le local qui conviendrait le mieux à leur établissement, avec lettres de M. Sicard et de M. Bailly à ce sujet.

6 juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, AA 12, n° 521, F^{15} 247.

490. — Discours prononcé à l'Assemblée nationale par l'abbé Sicard, premier instituteur des Sourds et muets, pour remercier de la protection spéciale accordée à cet établissement, avec réponse du président et décret d'organisation.

21 juillet 1791.
Minutes et imprimé (3 p.), *A. N.*, C 74, n° 728; copie collationnée du décret, *A. N.*, F^{16} 936.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXVIII, p. 491.

491. — Adresse des citoyens de la section de l'Arsenal aux officiers municipaux, demandant la conservation de la caserne établie dans les bâtiments des Célestins, lesquels, aux termes du décret du 21 juillet, doivent être affectés aux écoles destinées à l'instruction des Sourds et muets et des aveugles.

10 août 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{15} 247.

T. — HÔPITAL DES PETITES-MAISONS

492. — Instructions sur l'établissement du Grand Bureau des pauvres et de l'hôpital des Petites-Maisons, envoyées à M. de Jussieu.

20 mai 1790.
Copie, *A. N.*, F^{15} 1861.

493. — Suppliques de Marie-Jeanne La Villette, veuve de Louis-Alexandre Le Roy, marchand boucher, âgée de soixante-dix-neuf ans, du sieur Tulout, ancien bonnetier, et de la veuve Bauve, âgée de soixante-dix-sept ans, pour être admis aux Petites-Maisons.

30, 31 mai, 19 juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 247.

494. — Suppliques du sieur Jean-Baptiste Lallemand, ancien gagne-denier, âgé de quatre-vingt-quatre ans et aveugle, afin d'obtenir un lit à l'hôpital des Petites-Maisons pour lui et pour sa femme, avec recommandation du curé de Saint-Eustache.

16 juillet 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{15} 247.

U. — HÔPITAL DE LA TRINITÉ

495. — Requête de Françoise Robin, veuve de Nicolas Blanchevoie, à l'effet de solliciter l'admission de ses deux fils à l'hôpital de la Trinité.

25 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

V. — HÔPITAL DE LA PITIÉ

496. — Observations sur le régime et la destination de la maison de la Pitié, adressées à la municipalité par les administrateurs de l'Hôpital général, avec lettre d'envoi.

17 mai 1790.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, F^{15} 1861.

497. — Observations relatives à la partie des malades de la Pitié, maison de l'Hôpital général, mémoire rédigé par M. Brun, chirurgien en chef de l'Hôpital général, demeurant à la Pitié, et par lui adressé au département des hôpitaux, avec notice sur la Pitié.

16 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 1861.

X. — BICÊTRE

498. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant l'achèvement du nouveau puisard construit par les administrateurs de l'Hôpital général dans la plaine de Gentilly pour l'écoulement des eaux et immondices du château de Bicêtre, et défendant d'ouvrir aucune carrière dans cette plaine.

27 juin 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, fol. 178.

499. — État des personnes entrées à Bicêtre dans le courant de l'année 1789, avec lettre d'envoi de M. Hagnon, économe de cette maison.

21 mars 1790.
Minutes (2 p), *A. N.*, F[15] 1861.

500. — Réponses aux questions posées par M. de Jussieu, lieutenant de maire au département des hôpitaux, le 12 avril 1790, avec lettre d'envoi de M. Hagnon, économe de Bicêtre.

2 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[15] 1861.

501. — Lettre du Comité de mendicité à M. Duport-du-Tertre, ministre de la justice, lui adressant ses observations sur la situation des malheureux renfermés à Bicêtre, ainsi qu'à la Salpêtrière, et sur les adoucissements qu'il conviendrait d'y apporter.

5 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, AF*I 15, fol. 75 r°.

502. — État des prisonniers détenus à Bicêtre, divisés en trois catégories : 1° les bons pauvres; 2° les prisonniers à titre de sûreté ou de correction; 3° les malades.

14 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 1861.

503. — Requête de Pierre-Louis-Joseph Verrier, remplissant depuis douze ans des fonctions ecclésiastiques à Bicêtre, à l'effet d'obtenir soit une pension de secours, soit une retraite dans une des maisons de l'Hôpital général, avec lettre de recommandation de M. Merlin, député.

27 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 247.

504. — Pétition du sieur François-Denis Gérard, compagnon serrurier à Bicêtre, demandant à être adjoint au sieur Taillon, conducteur de l'atelier de serrurerie.

6 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 247.

505. — Requête du sieur Louis Perray, tenant, avant la Révolution, les livres des brocanteurs et brocanteuses de la Halle, et réduit à la misère, pour être admis comme bon pauvre.

16 août 1791.
Minute, *A. N.*, F[15] 247.

Y. — SALPÊTRIÈRE.

506. — Ordre de la distribution des vivres aux pauvres pour chaque jour de la semaine.

9 février 1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 1861.

507. — Description du vêtement des pauvres, infirmes et malades, des jeunes filles et enfants, envoyée par M. Doumer à M. de la Saudade.

23 avril 1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 1861.

508. — Réponses aux demandes faites par le département des hôpitaux sur la situation de la Salpêtrière, avec questionnaire et lettre d'envoi de M. Doumer à M. de Jussieu.

19 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 1861.

509. — Récapitulation des dépenses en pain, vin, viande, bois, chandelles, gages et blanchissage.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F[15] 1861.

510. — Pétition des cent cinquante épileptiques logés dans le bâtiment du Champ des Capucins-Saint-Jacques à la municipalité, pour qu'ils ne soient point replacés à la Salpêtrière, salle Sainte-Jeanne, où ils étaient rongés par la vermine de toute espèce.

31 mai 1791.
Original avec signatures, *A. N.*, F[15] 247.

511.—Supplique de la veuve Hugon, âgée de soixante-dix ans, presque aveugle, pour être gratifiée d'un lit dans la salle Saint-Charles.

10 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F[15] 247.

512. — Requête de la femme Lefèvre, à l'effet d'obtenir la restitution des 150 livres versées par elle lors de son entrée à l'Hôpital général.

23 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F[15] 247.

Z. — MAISON DE SCIPION.

513. — Lettre de M. Regnard, ex-commissaire au Châtelet, économe de Scipion, à M. de Jussieu, lui adressant l'état des personnes nourries dans cette maison.

19 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 1861.

514. — Lettre de M. Regnard, ancien commissaire, économe de Scipion, à M. de Jussieu, pour accompagner l'envoi des notes par lui demandées sur la manutention de cette maison, son régime, le nombre des employés, leur travail et traitement, la préparation et distribution des vivres aux diverses maisons de l'Hôpital général, lesdites notes, rangées par dossiers, sous les rubriques A à F, avec questionnaire et notice explicative.

23 avril 1790.
Minutes (3 p. et 6 dos.), *A. N.*, F[15] 1861.

AA. — ENFANTS-TROUVÉS.

515. — Registres d'inscription des Enfants-Trouvés et de leur envoi à la crèche, tenus par les commissaires au Châtelet.

1° Registre du commissaire Pierre Chénon.

6 août 1762-18 janvier 1791.
Original, *A. N.*, Y 11523.

2° Registre du commissaire Delaporte.

1er janvier 1784-25 janvier 1791.
Original, *A. N.*, Y 12223.

3° Registre du commissaire Dorival.

1er janvier 1787-7 janvier 1790.
Original, *A. N.*, Y 12521.

4° Registre du commissaire Boin.

1er juillet 1789-9 février 1792.
Original, *A. N.*, Y 12710.

5° Registres du commissaire Duchauffour.

12 novembre 1788-26 août 1790,
26 août 1790-26 avril 1791.
Originaux, *A. N.*, Y 12712, 12713.

6° Registre du commissaire Ferrand.

16 mai 1764-5 août 1790.
Original, *A. N.*, Y 13028.

7° Registre des commissaires Hubert et Landelle.

13 avril 1762-31 mars 1790.
Original, *A. N.*, Y 14044.

516. — Réponses aux questions posées par M. de Jussieu sur les maisons des Enfants-Trouvés et du Saint-Esprit.

1790.
Minute, *A. N.*, F[15] 1861.

517. — Mémoire du sieur Colin, principal clerc de M. Duchauffour, et du sieur De Villers, principal clerc de M. Boin, proposant l'établissement d'un bureau, où seraient inscrits, jour par jour, moyennant une modique rétribution, tous les enfants qui seraient à l'avenir déposés aux Enfants-Trouvés, avec rapport du département des établissements publics et arrêté du Corps municipal, renvoyant ce mémoire au Comité de mendicité de l'Assemblée nationale.

27 novembre 1790, 4 février, 24 avril 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[15] 1861.

518. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, déclarant que le directoire ne juge pas à propos d'accueillir la proposition des sieurs Colin et De Villers pour l'enregistrement des Enfants-Trouvés, sollicité également par le sieur Beauvallet, avec lettres du même Beauvallet à ce sujet.

21 mai 1791.
Copie, *A, N.*, F[15] 1861.

519. — Pétition du sieur Bailly, marchand mercier, pour le renouvellement du bail des locaux qu'il occupe dans une maison appartenant aux Enfants-Trouvés, rue du Marché-Pallu.

30 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[15] 247.

520. — Lettre du sieur Grenier, chargeur et emballeur, à M. Bailly, réclamant un de ses enfants qu'il a mis à l'hôpital des Enfants-Trouvés et qu'on ne veut lui rendre, à moins de payer une indemnité de 100 francs par année.

19 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F[15] 247.

521. — Mémoire du sieur Martin, soldat citoyen, membre du comité de Popincourt, demandant qu'on s'occupe de l'instruction des orphelins et des bâtards.

18 août 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1401.

---

522. — États mensuels des recettes et dépenses de l'hospice de charité de la rue de Vaugirard, dressés par la sœur Cassegrain, supérieure, et approuvés par M. Maynaud de Pancemont, curé de Saint-Sulpice.

1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{15} 397.

523. — Mémoires concernant l'hospice de Vaugirard (affecté aux enfants nouveau-nés atteints de maladie vénérienne), en réponse aux questions posées par le département des hôpitaux.

Sans date (1790).
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{15} 1861.

BB. — HOPITAL DU SAINT-ESPRIT

524. — Réponses aux questions et au supplément de questions posées par M. de Jussieu, lieutenant de maire au département des hôpitaux, en vue d'un rapport à présenter à la Commune, avec lettre de M. de Jussieu à M. Berthellier, chef de bureau de la comptabilité de l'Hôpital général et chargé des fonctions d'économe-receveur de l'hôpital du Saint-Esprit.

10, 21 mai, 12 juin 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{15} 1861.

CC. — ORPHELINAT DE LA MÈRE-DE-DIEU

525.—Supplique des administrateurs de la maison dite de la Mère-de-Dieu, rue du Vieux-Colombier, recevant les orphelins de la paroisse de Saint-Sulpice, pour la réouverture de leur chapelle, fermée par ordre de la municipalité.

29 mai 1791.
Minute, *A. N.*, F^{15} 247.

DD. — MAISON DE SAINTE-PÉLAGIE

526.—Notice sur la maison du refuge dite de Sainte-Pélagie et le pensionnat dit de Saint-Thomas-de-Villeneuve, pour l'éducation des jeunes demoiselles, annexé à cette maison.

16 avril 1790.
Minute, *A. N.*, F^{15} 1861.

EE. — HOTEL DES INVALIDES.

527.—Lettre de M. de La Tour du Pin, ministre de la guerre, priant l'Assemblée nationale d'adjoindre deux de ses membres aux commissaires nommés pour remédier à la détresse de cet établissement.

12 décembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, C 33, n° 287.
Ed. *Archives parlementaires*, t. X, p. 675.

528. — Pétition des officiers et soldats invalides à l'Assemblée nationale au sujet du refus de la section des Invalides de les admettre comme citoyens actifs.

27 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 441.

529. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant le payement par le Trésor public à la Caisse des Invalides de la somme de 210,000 livres, pour la prestation des oblats, afférente à l'année 1790.

16 septembre 1790.
Copie, *A. N.*, A 189, fol. 269.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1790, p. 98.

530. — Mémoire relatif aux livraisons de tabac, à prix réduit, aux invalides, avec lettre des fermiers généraux.

3 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 7, n° 51.

531. — Adresse des sous-officiers et soldats invalides, demandant leur admission par l'Assemblée nationale, à l'effet de protester contre un jugement de la Cour des Aides.

21 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 54, n° 535.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 549.

532. — Décret de l'Assemblée nationale, portant règlement pour les personnes qui seront reçues à l'Hôtel des Invalides, et supprimant l'état-major de l'Hôtel.

28 mars 1791.
Minute, *A. N.*, C 58, n° 590.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 344.

533. — Adresse à l'Assemblée nationale pour appeler son attention sur le sort des invalides mutilés et ne pas les condamner à rester à l'Hôtel des Invalides.

31 mars 1791.
Minute, *A. N.*, C 58, n° 590.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXIV, p. 484.

534. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant de faire payer à quatre invalides leurs frais de route et de rendre compte dans la huitaine de la situation de l'Hôtel des Invalides.

4 août 1791.
Minute, *A. N.*, C 76, n° 747, copie, A 196.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1791, p. 41.

535. — Discours prononcé à l'Assemblée nationale par le sieur Chevalier, capitaine d'invalides, prêtant serment de fidélité à la nation et à la loi, et reponse du président.

2 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 74, n° 721.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 666.

FF. — MONT-DE-PIÉTÉ

536. — Information faite par le commissaire Fontaine au sujet de reconnaissances du Mont-de-Piété falsifiées, suivant les déclarations des sieurs Framboisier de Beaunay et Jean-Pierre Barbey, en vertu des ordres de M. de Flandre de Brunville, procureur du Roi au Châtelet, avec les fausses reconnaissances.

14, 29 mai 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 10713, Y 13142.

537. — Information faite par le commissaire Fontaine, conformément aux ordres de M. de Flandre de Brunville, au sujet de deux fausses reconnaissances du Mont-de-Piété, vendues par le nommé d'Espagne, limonadier, au sieur Louis-Boniface Lefebvre, garçon de magasin de la dame Goujaud, tenant un dépôt de farines pectorales, lesdites reconnaissances présentées en remboursement au Mont-de-Piété, avec les fausses reconnaissances.

2, 3 octobre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 10713, Y 13142.

538. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Framboisier de Beaunay, directeur du Mont-de-Piété, au sujet du vœu exprimé par le Roi et la Reine concernant la libération des objets engagés au-dessous de 24 livres, et de leur désir d'y contribuer dans la proportion de 200,000 livres.

8 octobre 1789, 11 heures 3/4 du soir.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 513.
Une proclamation de Louis XVI, en date du 9 octobre, concéda la remise gratuite des dépôts inférieurs à 24 livres, consistant en linge de corps et vêtements d'hiver, sur la présentation de certificats délivrés par les districts. *A. N.*, AD XIV, 9.

539. — Information faite par le commissaire Fontaine, suivant ordre de M. de Flandre de Brunville, au sujet d'une reconnaissance du Mont-de-Piété falsifiée, présentée à dégagement par Marie-Anne Larcher, femme de Benoît Gatin.

17 octobre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13142.

540. — Procès-verbal de perquisition par le commissaire Fontaine chez le nommé d'Espagne, rue des Vieilles-Étuves-Saint-Honoré, afin de vérifier s'il ne se trouve point chez lui de reconnaissances du Mont-de-Piété, avec lettre de M. de Flandre de Brunville et extrait d'ordonnance du lieutenant criminel.

26 octobre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 13142.

541. — Procès-verbal dressé par le commissaire Fontaine au sujet de la présentation d'une reconnaissance pour obtenir la remise gratuite d'objets engagés, reconnaissance portant un mot raturé, avec la reconnaissance jointe au procès-verbal.

11 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 10003.

542. — Procès-verbal extrait du registre tenu par le commissaire Fontaine concernant les affaires du Mont-de-Piété, au sujet d'une reconnaissance falsifiée, présentée à dégagement par la femme Françoise Bouillet, blanchisseuse, avec la reconnaissance en question et un certificat du district de Notre-Dame pour obtenir la remise gratuite du nantissement.

26 novembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 10001.

543. — Information faite par le commissaire Fontaine à l'occasion de trois reconnaissances du Mont-de-Piété falsifiées, présentées à dégagement par trois particuliers, suivant ordre de M. de Flandre de Brunville, du 13 novembre 1789, avec les reconnaissances.

3 février 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 10713 ,Y 13143.

544. — Information faite par le commissaire Fontaine à l'occasion d'une reconnaissance du Mont-de-Piété falsifiée, présentée à dégagement par Marie Deschan, couturière, suivant ordre de M. de Flandre de Brunville, du 15 novembre 1789, avec la reconnaissance.

3 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 10713, Y 13143.

545. — Information faite par le commissaire Fontaine, au sujet de deux reconnaissances du Mont-de-Piété, dont une falsifiée, présentées à dégagement par la fille Henriette Canat, ouvrière en linge, avec la reconnaissance.

4 février 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 10006, Y 10713, Y 13143.

546. — Information faite par le commissaire Fontaine au sujet d'une reconnaissance du Mont-de-Pieté falsifiée, présentée à dégagement par le nommé Charpenel, tailleur, en vertu d'un ordre de M. de Flandre de Brunville, du 20 novembre 1789, avec la reconnaissance.

4 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 10713, Y 13143.

547. — Information faite par le commissaire Fontaine au sujet d'une reconnaissance falsifiée du Mont-de-Piété, présentée à dégagement par la nommée Julie Dupont, regratière de légumes à la Halle, en vertu d'ordre de M. de Flandre de Brunville, du 11 décembre 1789, avec la reconnaissance.

4 février 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 10006, Y 13143.

548. — Information faite par le commissaire Fontaine au sujet de deux reconnaissances du Mont-de-Piété falsifiées, présentées à dégagement par Jeanne André, femme de Jean-François Séguin, écrivain, suivant ordre de M. de Flandre de Brunville, du 30 novembre 1789.

4 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13143.

549. — Information faite par le commissaire Fontaine, à l'occasion de l'emprisonnement du sieur Charles Picard, prévenu du vol d'une reconnaissance du Mont-de-Piété, avec lettre de M. de Flandre de Brunville, du 27 janvier 1790.

6 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13143.

550. — État des pensions qui ont été accordées par délibération du bureau d'administration du Mont-de-Piété, certifié par M. Beaufils, directeur général de cet établissement.

12 février 1790.
Minute, *A. N.*, D X 3, n° 23.

551. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Jean-Baptiste Boisset, tapissier sans ouvrage, prévenu de vol d'argenterie chez divers traiteurs, et détenteur de vingt-huit reconnaissances du Mont-de-Piété, trouvées à son domicile, avec lesdites reconnaissances.

17 mars 1790.
Minutes (29 p.), *A. N.*, Y 10714, Y 15301.

552. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Jean-François Boin, quincaillier, surpris fouillant dans les poches, dans la salle de vente du Mont-de-Piété, et information à ce sujet.

5, 26 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13143.

553. — Information faite par le commissaire Fontaine au sujet de l'emprisonnement du nommé Preumont, prévenu du vol de cinq reconnaissances du Mont-de-Piété, au préjudice de Marie-Antoinette Joux.

19 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13143.

554. — Information faite par le commissaire Fontaine au sujet de l'emprisonnement de Joseph Serre, marchand de l'enclos du Temple, prévenu de falsification et de fabrication de reconnaissances du Mont-de-Piété, avec cinq reconnaissances.

25 juin 1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, Y 13143, Y 10714.

555. — Lettre de M. Bailly à l'état-major de la garde nationale, le priant de faire prêter main-forte aux huissiers priseurs chargés des prisées et ventes au Mont-de-Piété, souvent interrompus dans leurs fonctions par la licence que prennent quelques particuliers sous prétexte de liberté.

26 août 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

556. — Lettre du sieur Concedieu, contrôleur du Mont-de-Piété, au président de l'Assemblée nationale, pour le remercier de l'accueil favorable fait à son mémoire sur le Mont-de-Piété.

15 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, C 125, n° 410.

557.—Requête du commissaire Fontaine au garde des sceaux, à l'effet d'obtenir sa recommandation auprès du maire et du département des établissements publics, pour la création d'un bureau de surveillance au Mont-de-Piété, qui serait confié à ses soins, avec mémoire à l'appui, lettre conforme à M. Bailly et aux administrateurs du département.

25 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 14, n° 699.

558. — Délibération de l'administration du Mont-de-Piété conforme au rapport de M. Boscheron, rejetant le projet proposé par le département des établissements publics pour la formation d'un bureau de conseil dans l'intérieur du Mont-de-Piété, au lieu et place des fonctions y exercées par M. Fontaine, commissaire au Châtelet, et Noël, inspecteur de police, avec lettre d'envoi de M. Boscheron au garde des sceaux.

19, 27 janvier 1791.
Extrait et minute (2 p.), *A. N.*, AA 14, n° 699.

559. — Requête du sieur Jean-Baptiste Bergerel, employé au magasin du Mont-de-Piété, pour être réintégré dans sa place qu'il avait perdue par suite d'une absence, avec lettre de Lafayette en sa faveur.

24, 29 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{15} 247.

GG. — LOTERIE ROYALE

560.— Arrêt du Conseil d'État, déléguant le sieur Dupont, lieutenant particulier au Châtelet, pour assister, en l'absence de M. de Crosne, au tirage de la Loterie royale de France, le 16 juillet.

15 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, E 2654, fol. 196.

561. — Procédure contre Louis Duval, garçon boulanger, prévenu de falsification d'un billet de la Loterie royale de France, avec jugement de la commission extraordinaire du Conseil, le condamnant au bannissement de la prévôté de Paris durant trois ans et à 3 livres d'amende.

1er août 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 9522.

562. — Tableau des fonds réservés sur le produit de la Loterie pour des actes de bienfaisance.

3 août 1789.
Original signé de M. Dufresne, *A. N.*, D X 2, n° 18.

563.—États des frais de régie de l'administration de la Loterie royale de France, intérêts des fonds d'avance et cautionnements, ainsi que des employés, certifiés par les administrateurs de la Loterie.

16 août 1789.
Originaux signés, *A. N.*, D X 2, n° 18.

564. — État estimatif du produit probable de la Loterie royale de France, ainsi que des loteries de piété et des Enfants-

trouvés y réunies, d'après le montant actuel des recettes, certifié par les administrateurs.

16 août 1789.
Original signé, *A. N.*, D X 2, nº 18.

565. — État général des appointements et salaires des employés et ouvriers attachés à l'administration de la Loterie royale de France, autre état des employés qui se sont retirés avec des pensions, certifiés par les administrateurs.

16 août 1789.
Originaux signés, *A. N.*, D X 2, nº 18.

566. — État des payements assignés sur la caisse de la Loterie, à la décharge du Trésor royal, certifié par les administrateurs.

16 août 1789.
Original signé, *A. N.*, D X 2, nº 18.

567. — Notes justificatives de divers articles de dépense portés à l'état général des frais de la Loterie, certifiées par les administrateurs.

21 août 1789.
Original signé, *A. N.*, D X 2, nº 18.

568. — Information faite par le commissaire Prestat au sujet d'un faux billet de loterie, présenté au sieur Fourau, receveur de la Loterie au bureau sous une des galeries du Palais-Royal.

22 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15301.

569. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant le payement provisoire des petites pensions, précédemment accordées sur la Loterie royale.

26 mars 1790.
Copie, *A. N.*, A 186, fol. 1019.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t II, p. 239.

570. — Décret de l'Assemblée nationale, réglant les pensions ou gratifications qui se payent annuellement sur la Loterie royale, lesquelles ne seront soldées que jusqu'à concurrence de 600 livres.

7 avril 1790.
Copie, *A. N.*, A 187, fol. 12.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. II, p. 256.

571. — Arrêt du Conseil d'État relatif à la demande en cassation d'une ordonnance du sieur Hébert de Hauteclair, subdélégué général de l'intendance de Paris, condamnant le sieur Antoine Blanquet, régisseur de la Loterie royale de France, à payer au sieur de Cavelier de Cuverville un lot à lui échu au tirage du 16 novembre 1788.

18, 25 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, E 1679 A, nº 1.

572. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au marquis de Montesquieu, annonçant le renvoi à M. Duport-du-Tertre, lieutenant de maire au département de police, de sa lettre du 8 mai, relativement au commerce ouvert et public des loteries étrangères.

10 mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 12, nº 122.

573. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le payement au sieur Antoine Blanquet, régisseur de la Loterie royale de France, d'une amende de 3,000 livres infligée au sieur Hayette par sentence du lieutenant général de police, pour contravention aux règlements des loteries.

30 mai 1790.
Minute, *A. N.*, E 1679 B, nº 14.

574. — Décret de l'Assemblée nationale, portant règlement pour l'administration de la Loterie royale et supprimant le régisseur honoraire, ainsi que le receveur général.

3 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, C 42, nº 376.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1790, p. 14.

575. — Arrêt du Conseil d'État rendu sur la requête du sieur Perrot des Gosis, inspecteur des loteries, opposant à la contrainte décernée contre lui, le 12 décembre 1789, par le sieur Blanquet, régisseur de la Loterie royale de France.

18 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, E 1680b, nº 1.

576. — Décret de l'Assemblée nationale relatif au payement des gratifica-

tions annuelles assignées sur la Loterie royale.

29 août 1790.

Minute de la main de Camus, *A. N.*, C 43, n° 395.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 287.

577. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Picard-Desmarest du nommé Jean Siruque, compagnon charpentier, prévenu de falsification d'un billet de loterie.

3 octobre 1790.

Minute, *A. N.*, Y 15101.

578. — États des sommes dues aux officiers, gardes de la Ville, ouvriers, fournisseurs, employés au tirage de la Loterie royale à l'Hôtel de Ville.

Octobre 1790-mai 1791.

Minutes (2 dos.), *A. N.*, F^{1b} 1, nos 63-66.

579. — Décret de l'Assemblée nationale, chargeant le Comité des finances de lui rendre compte des fonds de la loterie en faveur des hôpitaux de Paris.

24 mars 1791.

Copie, *A. N.*, A 193.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 244.

580. — Décret de l'Assemblée nationale relatif au remboursement par la Caisse de l'Extraordinaire des sommes dues en conséquence du tirage fait au mois d'avril 1791, de la loterie d'octobre 1783, montant au chiffre de 7 millions 200,300 livres.

24 septembre 1791.

Minute, *A. N.*, C 77, n° 774.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 556.

CHAPITRE II

INSTRUCTION PUBLIQUE, BEAUX-ARTS, THÉATRES

§ 1. — Instruction publique. — Établissements scientifiques.

A. — ENSEIGNEMENT PUBLIC.

581. — Plans et projets pour l'instruction gratuite des enfants pauvres, adressés à l'Assemblée nationale par le sieur Mongeot, maître écrivain et de pension.

23 août, 22 septembre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 99, n° 141.

582. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Tour du Pin et à M. Bourdon de la Crosnière au sujet des mémoires et pièces adressés par ce dernier à M. de La Tour du Pin pour la création d'un établissement d'instruction nationale à Paris.

20 septembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 467, 484.

583. — Projet d'éducation de jeunes demoiselles, présenté à l'Assemblée nationale par Mme Moutte.

10 février 1790.
Minute, *A. N.*, C 99, n° 142.

584. — Lettre des Filles-Dieu de Paris à l'Assemblée nationale, exprimant leur gratitude pour le décret nouvellement rendu, avec promesse d'inspirer à la jeunesse, dont l'éducation leur est confiée, des sentiments de vraies citoyennes françaises.

16 février 1790.
Minute, *A. N.*, C 104, n° 193.

585. — Mémoire sur la suppression de la maison d'éducation du sieur Verdier, instituteur de la jeunesse, par le comte de Buffon, intendant du Jardin des Plantes, maison établie à l'hôtel de Magny, et demande d'indemnité.

20 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 45, n° 670.

586. — Envoi à l'Assemblée nationale par les sieurs Denizot et Serane, maîtres de pension à Passy, d'un plan d'instruction pour la jeunesse.

22 avril 1790.
Imprimé, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, C 38, n° 340bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 282.

587. — Adresse et projet de décret sur l'éducation publique par Léonard Bourdon de la Crosnière, représentant de la Commune, avec lettre faisant hommage d'un travail contenant l'ensemble de ses idées sur l'organisation des écoles publiques.

Mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[17] 1310.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 22.

588. — Avis signé de Sergent, électeur de la section de Mauconseil, et de Danjou, membre de la Société des Amis de la constitution, annonçant l'ouverture d'assemblées pour l'instruction civique du peuple, rue Mondétour et à l'église ou caserne Saint-Jean, les dimanches à cinq heures du soir.

17 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, AA 49, n° 1396.

589.— Adresse du sieur Fèvre du Grandvaux, ouvrier des travaux publics, à l'Assemblée nationale pour être admis à présenter un plan d'éducation.

19 avril 1791.
Minute, *A. N.*, F^{17} 1310.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXV, p. 211.

590. — Adresse des Doctrinaires agrégés, non prêtres, à l'Assemblée nationale, demandant à être maintenus dans le droit d'enseigner, quoique non revêtus du caractère sacerdotal.

25 avril 1791.
Minute, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1401.

591. — Adresse des maîtres et maîtresses d'école de Paris, proposant à l'Assemblée nationale un plan pour faire distribuer gratuitement l'instruction aux enfants de la capitale sans charger la Commune.

18 juin 1791.
Minute, avec cahier contenant le projet en question (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1401.

592. — Lettres du sieur Serane, instituteur à Passy, au Comité de constitution, envoyant une méthode pour l'étude des langues, notamment de la langue latine, et le prospectus d'une maison d'éducation nationale à Chaillot.

7 juillet, 20 août 1791.
Minutes et imprimé (3 p.), *A. N.*, F^{17} 1310; C 77, n° 761.

593. — Adresse du sieur Trottier, auteur de la *Méthode d'éducation nationale* et de *l'Eau végétative, régénérative et antivénérienne*, au Comité de constitution, proposant la création à son profit d'un ministère de l'enseignement public.

3 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1401.

594. — Adresse de Mme Bochet-Mouret, descendante du côté maternel de La Fontaine, à l'Assemblée nationale, offrant de se charger gratuitement de l'instruction de vingt-quatre jeunes filles, dont les pères se seraient sacrifiés pour la patrie.

10 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1401.

B. — UNIVERSITÉ DE PARIS

595. — Compte rendu à l'Université de Paris par Jean Delneuf, receveur général, de la recette et dépense des revenus destinés à la distribution des prix généraux provenant des fondations Legendre, Coffin et Collot.

1789.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, H 2754.

596. — Comptes des recettes et dépenses de la nation de France, rendus par Jean-Baptiste Guillard-Dufrenay, Jean-Raymond Roux, Anne-Antoine Hure, Jacques-Louis Guion et Pierre Reddon, questeurs de cette nation, avec pièces justificatives.

1789-1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, H 2754.

597. — Arrêté de l'Université et discours de M. Dumouchel, recteur, à l'Assemblée nationale, célébrant le bel exemple qu'elle offre à la jeunesse par ses vertus patriotiques.

29 juillet 1789.
Minutes, avec réponse du président de l'Assemblée (3 p.), *A. N.*, C 28, n° 225.
Ed. *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 303.

598. — Décret de l'Assemblée nationale, déclarant que, pour les élections de l'année 1790, la quittance de la contribution patriotique devra tenir lieu d'imposition directe aux maîtres, professeurs et principaux des collèges de Paris, lesquels pourront exercer leurs droits de citoyens actifs.

26 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, n° 363.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 142.

599. — Adresse des recteur, professeurs et agrégés de l'Université à l'Assemblée nationale, portant adhésion à tous ses décrets et l'assurant de leur concours pour la régénération de l'éducation publique.

8 janvier 1791.
Minute signée de M. Dumouchel, recteur, *A. N.*, C 130, n° 452.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 92.

600.— Lettre de M. de La Rochefoucauld, président du directoire du Département, demandant à l'Assemblée nationale des instructions au sujet du remplacement de M. Dumouchel, recteur de l'Université, et des chaires vacantes.

22 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 64, n° 625.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXIV, p. 280.

Jean-Baptiste Dumouchel, député du clergé de Paris à l'Assemblée constituante, adopta les idées nouvelles et prêta le serment civique, le 10 février 1790; en mars 1791, il fut appelé à l'évêché du Gard.

601.— Décret de l'Assemblée nationale, suspendant la nomination du recteur de l'Université de Paris jusques après l'organisation de l'instruction publique, et confiant les chaires vacantes aux agrégés de l'Université, conformément au choix du directoire du Département.

22 mars 1791.
Minute, *A. N.*, C 58, n° 588.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 221.

602. — Lettre des membres du directoire de l'Université, invitant l'Assemblée nationale à la distribution de ses prix.

9 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 75, n° 737.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXVIII, p. 99.

C. — COLLÈGE DE FRANCE

603. — Déclaration des biens du Collège de France faite, au nom des lecteurs et professeurs royaux, par MM. de Vauvilliers et Cousin, syndic et trésorier.

2, 8 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6181.

D. — FACULTÉ DE THÉOLOGIE

604. — Conclusions de la Faculté de théologie.

2 janvier 1779-1er décembre 1790.
Registre in-fol., *A. N.*, MM 259.

605. — Délibérations des assemblées particulières de la Faculté de théologie.

20 novembre 1719-31 mars 1791.
Registre in-fol., *A. N.*, MM 260.

606. — Comptes de la Faculté de théologie rendus par François-Nicolas de Bar.

1789-1790.
Minutes (cahier in-fol.), *A. N.*, H 2623.

607. — Réponse de la Faculté de théologie aux questions proposées par les catholiques anglais.

19 février 1789.
Minute, *A. N.*, M 72, n° 60.

608. — Dispense de temps d'étude pour l'admission à l'examen du baccalauréat, en faveur du frère Bekc, religieux jacobin.

15 mars 1789.
Original signé de Louis XVI et contresigné de M. de Villedeuil, *A. N.*, M 71, n° 31.

609.—Dispenses d'interstices pour l'examen de la licence en faveur des sieurs de Villeneuve-Cananille, de Boisvinet de Fontanges, de Joussineau, de Tourdonnet, de Sarrazin de l'Etang et Boutin, et des sieurs Anal de Capdenac et Dubourg de Rochemont pour celui du baccalauréat.

24 mai-13 juin 1789.
Original signé de Louis XVI et contresigné de M. de Villedeuil, *A. N.*, M 71, nos 32 et 33.

610. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. Paillard, syndic de la faculté de théologie, accordant une audience.

31 août 1789.
Copie, *A. N.*, O1 500, fol. 460.

611.— Dispenses d'interstices pour l'examen de la licence en faveur des sieurs Flo-

rent Brechard, frère Artaud, augustin, et frère Bekc, jacobin.

7 septembre 1789.
Original signé de Louis XVI et contresigné de M. de Saint-Priest, *A. N.*, M 71, n° 34.

612. — Dispenses de temps d'études pour l'examen du baccalauréat en faveur de frère Goussel, jacobin, et de frère Les Baseilles.

1er novembre 1789.
Original signé de Louis XVI et contresigné de M. de Saint-Priest, *A. N.*, M 71, n° 35.

613. — Dispenses d'interstices pour l'examen de la licence en faveur des sieurs de la Grave, du Bourg de Rochemont, Hollier, Chatain, Vallée, Rousselin, Desbrulys, Maugrast, Daun, et de l'abbé de la Trémoille.

1er, 27 novembre, 27 décembre 1789, 13 janvier 1790.
Originaux signés de Louis XVI et contresignés de M. de Saint-Priest (4 p.), *A. N.*, M 71, nos 36-39.

E. — FACULTÉ DE DROIT

614. — Lettre et mémoire du sieur Le Govic relatifs au concours ouvert, le 22 mai 1790, en la Faculté de droit, pour une place de docteur agrégé.

11 novembre 1790, 6 et 13 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1422.

615. — Discours prononcé à l'Assemblée nationale par M. Berthelot, au nom des docteurs agrégés de la Faculté de droit, demandant l'abrogation de l'ordonnance de 1679, qui interdisait aux docteurs l'enseignement de la jurisprudence, et l'établissement d'une chaire de droit public, avec texte de la pétition et réponse de Mirabeau.

14 février 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, C 54, n° 543, F17 1310.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXIII, p. 180.

616. — Bail d'une maison, rue Saint-Jean-de-Beauvais, fait au sieur Claude-Marie Pivert, imprimeur en taille-douce, par les docteurs régents de la Faculté de droit.

3 juin 1791.
Original signé, *A. N.*, S 6181.

617. — État des biens de la Faculté de droit de l'Université de Paris, signé de Mathieu-Antoine Bouchaud, doyen, et du syndic Claude Hardoin.

Sans date.
Minute, *A. N.*, S 6181.

F. — FACULTÉ DE MÉDECINE

618. — Mémoire du sieur Descemet, docteur régent de la Faculté de médecine, présentant un tableau des dépenses de l'État concernant la médecine et les études médicales, avec un aperçu des économies à réaliser.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D VI 47, n° 722.

G. — COLLÈGES, SÉMINAIRES ET CONGRÉGATIONS ENSEIGNANTES

619. — États des boursiers des collèges de Bourgogne, de Cambrai, des Cholets, des Dix-Huit, de Narbonne et de Tréguier.

15 janvier-26 novembre 1789.
Minutes signées (24 p.) *A. N.*, M 107, 109, 114, 122, 179, 193.

620. — État des boursiers du collège Louis-le-Grand et des collèges y réunis, par ordre alphabétique.

Registre in-fol., *A. N.*, H 2524.

621. — Registres d'inscription des boursiers des collèges, faisant leurs études de médecine et de droit.

1769-1790.
Deux vol. in-fol., *A. N.*, H 2518, 2523.

622. — Arrêté du directoire du Département, décidant que toutes nominations et admissions des boursiers dans les collèges et séminaires demeureront suspendues jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait statué sur cet objet.

17 mai 1791.
Copie conforme, avec notification de l'arrêté au séminaire de Saint-Sulpice (2 p.), *A. N.*, S 7006.

623. — Comptes des recettes et dépenses des collèges suivants, depuis leur union au collège Louis-le-Grand :

Collèges d'Autun, de Boissy, de Bourgogne, des Cholets, de Cornouailles, des Dix-Huit, de Dainville, de Fortet, de Hubant dit l'Ave-Maria, de Justice, de Laon, de Maître-Gervais, du Mans, de Mignon, de Narbonne, de Reims, de Saint-Michel, de Sainte-Barbe, de Seès, de Tréguier, du Trésorier, de Tours.

1764-1793.
22 registres in-fol., *A. N.*, H 2492, H 2813^{4}, H 2799^{5}, H 2800^{11}, H 2801^{7}, H 2798^{6}, H 2794^{3}, H 2802, H 2795^{8}, H 2803^{19}, H 2894, H 2497, H 2866, H 2851^{3}, H 2880^{6}, H 2869^{5}, H 2808^{4}, H 2858^{5}, H 2855^{4}, H 2862^{3}, H 2863^{7}.

Collège d'Autun.

624. — Mémoire concernant le collège d'Autun, uni à celui de Louis-le-Grand, pour la ville d'Annonay, par M. Chomel, avocat du Roi et officier municipal.

14 juin 1790.
Minute, *A. N.*, S 6234.

Collège de Bayeux.

625. — Bail à loyer d'une maison, rue de la Harpe, appelée le collège de Bayeux, appartenant au collège de ce nom, fait par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Jean-Baptiste-Guillaume Couesnon, avocat au Parlement.

20 août 1789.
Minute signée, *A. N.*, S 6234-6235.

626. — Bail à loyer d'une maison, rue de la Harpe, appartenant au collège de Bayeux, fait par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à la demoiselle Jeanne Sauvage.

19 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 6234-6235.

627. — Quittance de quatre livres, quatre sols, quatre deniers, représentant deux années de cens dues par le collège de Bayeux pour son fief des Francs Rosiers à la maison de Sorbonne.

12 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, S 6353.

Collège des Bons-Enfants.

628. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Marguerite-Charlotte Tellier, veuve Toulouse, d'une maison, rue des Fossés-Saint-Bernard, appartenant au collège des Bons-Enfants.

3 mars 1789.
Minute, *A. N.*, S 6236.

629. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand au sieur Jean-François Petit, marchand de vins, de deux maisons, rue Saint-Victor, appartenant au collège des Bons-Enfants.

30 juin 1790.
Minute, *A. N.*, S 6236.

Collège du Cardinal-Lemoine.

630. — Compte des recettes et dépenses du collège du Cardinal-Lemoine, rendu par François Cousin, avocat au Parlement.

1772-1793.
Original, registre in-fol., *A. N.*, H 2791.

631. — Notice sur le collège du Cardinal-Lemoine et liste des boursiers.

1790.
Minute, *A. N.*, S 6243.

632. — Baux à loyer au sieur Denis-Augustin-François Clément, épicier, et au sieur Charles-Marie Santilly, mercier, de deux maisons, rue Saint-Victor, appartenant au collège du Cardinal-Lemoine.

8 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6243.

633. — Déclaration du sieur Pierre Lafond, négociant, portant qu'il doit un cens annuel au collège du Cardinal-Lemoine pour une maison, sise quai de la Tournelle.

23 juin 1789.
Minute, *A. N.*, S 6394.

634. — Bail à loyer au sieur Luc Conillet, cordonnier, d'une maison, sise rue de Ver-

sailles, dite la Grimace, appartenant au collège du Cardinal-Lemoine.

12 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 6243.

Collège des Cholets.

635. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand au sieur Jean Delalande, marchand de bois, et sa femme, d'une maison, rue Saint-Jacques, à l'enseigne du Croissant, appartenant au collège des Cholets.

20 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 6237.

Collège de Dainville.

636. — État de situation du collège de Dainville, résultant du compte arrêté le 15 avril 1790.

1er juillet 1790.
Minute, *A. N.*, H 2774[2].

637. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Jean Blaise Wimal, marchand de papiers, d'une maison, rue Pierre-Sarrazin, appartenant au collège de Dainville.

28 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 6237.

Collège des Écossais.

638. — Envoi par le garde des sceaux à l'Assemblée nationale d'une lettre de lord Fitz Gerald, ministre plénipotentiaire d'Angleterre, adressée à M. de Montmorin, en faveur du collège des Écossais.

19 avril, 4 juin 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D XIX 30, n° 472.

639. — État du revenu du collège des Écossais, certifié par M. Gordon, principal.

9 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 30, n° 472.

640. — Lettre du département des travaux publics de la municipalité de Paris au principal du collège des Écossais, lui enjoignant de faire enlever au ciseau l'écusson sculpté sur la façade du collège, avec réponses du sieur Gordon, principal du collège, déclarant que, comme étranger, le décret du 19 juin ne lui est pas applicable.

28, 29 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1467.

Collège de Fortet.

641. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à François Pioche, menuisier, et sa femme, d'une maison, rue des Sept-Voies, appartenant au collège de Fortet.

20 mars 1789.
Minute, *A. N.*, S 6238.

642. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand au sieur Pierre-Léger Lefebvre, relieur, et sa femme, d'une maison, rue des Amandiers, dite la Cour de Vérité, appartenant au collège de Fortet.

3 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 6238.

643. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Jean Delneuf, receveur de l'Université de Paris, d'une maison, rue des Sept-Voies, appartenant au collège de Fortet.

7 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, S 6238.

Collège des Grassins.

644. — Adresse du sieur Audrein, vice-gérant du collège des Grassins, à l'Assemblée nationale, à l'effet de présenter le premier volume d'un recueil de discours à la jeunesse.

2 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 47, n° 458.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXI, p. 186.

645. — État des revenus et des charges du collège des Grassins, en mai 1791, avec un état des bourses y fondées, le nom des titulaires actuels et des collateurs, dressé par le sieur Neuville, principal.

7 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6239.

Collège d'Harcourt.

646. — Compte des biens et revenus du collège d'Harcourt, rendu par Marin-Jean Le Seigneur, procureur dudit collège, avec pièces justificatives du compte d'octobre 1789 à octobre 1790 et mémoires de travaux.

1er octobre 1788-1er octobre 1792.
Minutes (3 cahiers in-fol. et 1 liasse) *A. N.*, H 2762, 2764.

647. — Bail à loyer à la veuve et aux enfants du sieur Georges Perdereau, maître maçon, d'une maison, rue des Maçons, appartenant au collège d'Harcourt.

29 mars 1789.
Minute, *A. N.*, S 6239.

648. — Lettre du sieur Boyé, rhétoricien du collège d'Harcourt, demandant une pension pour ceux qui ont découvert la conspiration de Lyon.

3 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 17, no 184.

649. — État de la communauté du collège d'Harcourt, dressé et expédié par M. Daireaux, proviseur et principal du collège.

3 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 6239.

Collège de Justice.

650. — Registre des recettes et dépenses de la fondation Haro, dans le collège de Justice.

1781-1792.
Volume in-fol., *A. N.*, H 2503.

651. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand au sieur Nicolas-Jacques Le Métayer, maître chandelier, d'une maison, rue de la Harpe, appartenant au collège de Justice.

19 juin 1789.
Minute, *A. N.*, S 6240.

652. — Délibération du bureau d'administration du collège Louis-le-Grand, prononçant l'admission du sieur Martin Lisot, comme boursier surnuméraire du collège de Justice.

20 janvier 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, S 6240.

Collège de Laon.

653. — Registre des recettes et dépenses de la fondation Cousin, dans le collège de Laon.

1764-1792.
Volume in-fol., *A. N.*, H 2504.

654. — État des lieux d'une maison, sise rue des Carmes, appartenant au collège de Laon, louée à la dame Saillard.

1er mars 1789.
Minute signée, *A. N.*, S 6241.

655. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand au sieur Louis-François Crouzet, maître chandelier, d'une maison, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, appartenant au collège de Laon.

13 mars 1790.
Minute, *A. N.*, S 6241.

656. — Mémoire de la communauté de Laon, exposant l'impossibilité où elle se trouve de renouveler le bail des bâtiments du collège, vu la diminution du nombre des élèves, avec un état des réparations locatives à la charge de la communauté et des objets qu'elle se propose de céder à l'administration du collège Louis-le-Grand, rapport du sieur Gilbert, architecte de l'administration, projet de cession et délibération du bureau d'administration du collège Louis-le-Grand.

3 février, 17 mars 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, S 6241.

657. — Soumission de Victoire-Adélaïde Michaux, femme Lebrun, de prendre à loyer une maison, rue Saint-Antoine, appartenant au collège de Laon.

18 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 6242.

658. — Lettre du sieur Hourier, docteur de Sorbonne, directeur de la communauté de Laon, exposant la diminution successive du nombre de leurs élèves par suite de la

Révolution et demandant une indemnité de 3,000 livres.

3 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 6241.

659. — Lettre du sieur Maillard, marchand épicier, offrant de prendre en location les bâtiments du collège de Laon pour une année, à raison de 100 louis par an, vu l'état de dégradation du carrelage, des portes, fenêtres et serrures.

4 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 6241.

Collège de Lisieux.

660. — Récépissé d'un paquet de la Ville pour le principal du collège de Lisieux.

25 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, C 134 (dos. 13).

661. — Don à l'Assemblée nationale par l'abbé Grenet, professeur au collège de Lisieux, de ses œuvres géographiques.

23 février 1790.
Minute, *A. N.*, C 37, nº 314.

662. — État des bourses fondées au collège de Lisieux, avec liste des boursiers actuels de l'évêché de Lisieux et du pays de Caux et notice sur le collège par M. Bergeron, principal.

7, 25 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 6241.

Collège des Lombards.

663. — Arrêt du Conseil d'État, subrogeant le sieur Lambert, maître des requêtes, au sieur de Rochefort, comme rapporteur de la commission chargée de juger souverainement et en dernier ressort les contestations relatives au collège des Lombards.

11 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, E 2654, nº 184.

664. — Lettre du ministre de la maison du Roi à l'archevêque de Paris au sujet de l'administration du collège des Lombards et de l'autorité qui doit appartenir à ce prélat sur les ecclésiastiques admis dans ce collège.

26 août 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 437.

665. — Mémoires présentés au Comité ecclésiastique au nom du séminaire irlandais pour demander le maintien de cet établissement, connu sous le nom de collège des Lombards, rue des Carmes, et de sa succursale, rue du Cheval, avec tableaux de son revenu.

(Septembre 1790).
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XIX 30, nº 472.

666. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, concluant à la conservation du séminaire irlandais ou collège des Lombards, comme maison d'éducation.

6 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 30, nº 472.

667. — Décision du Comité ecclésiastique, portant que le collège des Lombards de la rue des Carmes, étant une maison d'éducation destinée à l'instruction des jeunes ecclésiastiques d'Irlande, doit conserver la gestion et administration de ses biens.

14 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, nº 702.

668. — Renvoi par le Comité des finances au directoire du Département de la pétition du proviseur du collège des Lombards, qui demande l'autorisation de signer seul les quittances, autrefois signées conjointement avec l'abbé de Sainte-Geneviève et le chambrier de Saint-Victor.

21 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 18, nº 200.

669. — Décret de l'Assemblée nationale, conférant au proviseur du collège des Irlandais, dit des Lombards, l'administration des bourses et fondations irlandaises, ci-devant gérées conjointement avec l'abbé de Sainte-Geneviève et les chanoines de Saint-Victor.

31 mars 1791.
Minute, *A. N.*, C 58, nº 590.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 372.

Collège Louis-le-Grand.

670. — Registres des recettes et dépenses des fondations Harlay, Braquet, Pourchet

et Molony, et état des boursiers de ces fondations.

1768-1793.

Originaux (4 volumes in-fol.), *A. N.*, H 2505, 2506, 2507, 2508; minutes (12 p.), *A. N.*, M 154.

671. — Registres d'inscription des correspondants des boursiers du collège.

25 septembre 1778-21 décembre 1789.
22 décembre 1789-13 frimaire an VII.
Originaux (2 vol. in-fol.), *A. N.*, MM 323, 324.

672. — États émargés des domestiques du collège.

Octobre 1785-octobre 1790.
Registre in-fol., *A. N.*, H 2522.

673. — Journaux de caisse, registre de dépenses du pensionnat.

1785-1793.
Originaux (5 registres in-fol.), *A. N.*, H 2418, 2419, 2458, 2483, 2488.

674. — Registre des recettes et dépenses du sieur Fontaine, régisseur des biens de campagne du collège.

Octobre 1788-septembre 1793.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, H 2439.

675. — Comptes des recettes et dépenses faites par le sieur Héron, économe, avec pièces justificatives.

1788-1790.
Minutes (2 cahiers et 1 liasse), *A. N.*, H 2573, 2580.

676. — États des boursiers absents du collège.

Janvier 1789-avril 1790.
Minutes (7 p.), *A. N.*, M 154.

677. — Bons de payement de gratifications au sieur de Granthe, chargé du réfectoire, et au sieur Gosset, régent de septième.

19 février-3 novembre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, M 154.

678. — Délibérations du bureau d'administration du collège.

5 mars 1789-18 mai 1792.
Registre in-folio, *A. N.*, MM 318.

679. — Ordonnances de payement au sieur Héron, économe, des sommes nécessaires pour subvenir aux dépenses journalières du collège, et registre pour l'inscription de ces ordonnances.

1789-1790.
Minutes (11 p.), *A. N.*, M 155, H 2514.

680. — Mémoires des fournitures alimentaires et autres faites par divers marchands pour la consommation du collège, et mémoires de travaux de serrurerie et menuiserie.

1789-1790.
Minutes (1 liasse et 2 cahiers), *A. N.*, M 155.

681. — États émargés des appointements et pensions de retraite des professeurs et examinateurs.

1789-1796.
Minutes (26 p.), *A. N.*, M 154.

682. — Bail au profit du sieur Georges Saffray, vitrier, d'une boutique et dépendances, rue Saint-Jacques, faisant partie des bâtiments extérieurs du collège.

14 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 6242.

683. — Compte du collège présenté par le sieur Denis Bérardier, grand-maître temporel des boursiers, avec pièces justificatives.

1er octobre 1790-1er octobre 1791.
Minutes (cahier in-fol. et 2 liasses), *A. N.*, H 2529, 2553, 2556.

---

684. — Lettres de MM. de La Luzerne et Thévenard, ministres de la marine, aux administrateurs du collège Louis-le-Grand, relativement au départ pour Constantinople des sieurs Pierre et Antoine Sornetti, élèves en langues orientales au collège.

14 mars 1790, 25 juillet 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, M 155.

685. — Lettre et mémoire de M. Fleurieu pour réclamer le droit de nomination des professeurs des élèves en langues orientales entretenus au collège Louis-le-Grand.

2 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, C 70, n° 684.

Collège de Maître-Gervais.

686. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Antoine

Rolland, bourgeois de Paris, et sa femme, d un appartement au second étage dans la maison dite le collège de Maître-Gervais, rue du Foin-Saint-Jacques, appartenant audit collège.

18 avril 1789.
Minute, *A. N.*, S 6239.

687. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Antoine Chevalier de Barbezières, procureur au Parlement, d'un appartement dans la maison du collège de Maître-Gervais, sise rue du Foin.

5 mai 1789.
Minute, *A. N.*, S 6239.

688. — Nominations de boursiers du collège de Maître-Gervais par Louis-Joseph de Montmorency-Laval, évêque de Metz, grand-aumônier de France.

5 décembre 1789-3 mars 1791.
Originaux signés et scellés (1 dos.), *A. N.*, M 118.

689. — Délégation donnée par le sieur Jean-Baptiste Crozade, maître menuisier, au collège de Maître-Gervais, de ce qui doit lui revenir pour sa part des travaux de menuiserie exécutés au Champ de Mars lors de la Fédération, à l'effet de s'acquitter d'une somme de 500 livres pour quinze mois de loyer d'une maison appartenant au collège, rue Boutebrie, par lui occupée.

12 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6239.

690. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand au sieur Honoré-Clément Dehansy, libraire, d'un magasin dans l'intérieur de la maison appelée le collège de Maître-Gervais, rue du Foin.

31 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 6239.

691. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Michel-François Hébert, avocat, d'une portion des bâtiments intérieurs de la maison appelée le collège de Maître-Gervais, rue du Foin.

20 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 6239.

Collège du Mans.

692. — Bail par les administrateurs du collège Louis-le-Grand au sieur François Templier, maître perruquier, et sa femme, d'une maison, sise rue d'Enfer, près la place Saint-Michel, appelée le collège du Mans.

3 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 6242.

Collège de la Marche.

693. — Bail à loyer à Françoise-Catherine Picard, veuve du sieur Jean Godard, couvreur, d'une maison appartenant au collège de la Marche, à l'angle des rues Saint-Nicolas et Traversine.

21 août 1790.
Minute, *A. N.*, S 6242.

694. — Bail à loyer à Claude Blanche, cordonnier, et sa femme, d'une maison, sise rue des Grands-Degrés, appartenant au collège de la Marche.

7 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 6242.

695. — Bail à loyer à Jean Richard, charron, et sa femme, d'une maison, sise rue Perdue, place Maubert, appartenant au collège de la Marche.

29 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 6242.

696. — Déclaration des immeubles appartenant au collège de la Marche ou de Winville, faite par le sieur Firmin Caboche, principal du collège, avec un état des charges et une liste nominative des boursiers.

21 mars 1791.
Minutes signées (3 p.), *A. N.*, S 6242.

Collège Mazarin.

697. — Registre pour servir aux délibérations et arrêtés de MM. les inspecteurs et grand-maître du collège Mazarin.

6 février 1789-10 juin 1791.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, MM 164.

698. — Comptes des recettes et dépenses du collège Mazarin, rendus par Joseph-Nicolas Brion, procureur du collège.

1790-mai 1791, 24 mai 1791-mai 1793.
Minutes (2 cahiers), *A. N.*, H 2842.

Collège Mignon.

699. — Arrêt du Parlement de Paris, homologuant une délibération du bureau d'administration du collège Louis-le-Grand, qui rétablit huit bourses au collège Mignon.

3 février 1789.
Extrait signé, *A. N.*, S 6511.

Collège de Montaigu.

700. — Comptes des recettes et dépenses du collège de Montaigu, rendus par Richard Ferris, procureur dudit collège.

1789-1791.
Minutes (3 cahiers), *A. N.*, H 2846.

701. — Autre compte rendu par Christophe-Arnould Boucly, procureur du collège.

3 mai 1791-1er janvier 1793.
Minute (1 cahier), *A. N.*, H 2847.

702. — Mémoires des fournitures livrées et des travaux exécutés pour le collège de Montaigu.

1789-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, M 178, n° 56.

703. — Bail à loyer au sieur Jean-Amiet Philippe, marchand de bois, d'un chantier avec maison d'habitation, rue des Fossés-Saint-Bernard, appartenant au collège de Montaigu.

16 avril 1789.
Minute, *A. N.*, S 6244.

704. — Bail à loyer au sieur Henri Desmarquest, marchand épicier, d'une maison, sise rue des Vieilles-Tuileries, au coiu de celle du Petit-Bac, appartenant au collège de Montaigu.

4 août 1789.
Minute, *A. N.*, S 6244.

705. — Précis pour le chapître de l'église de Paris, conservateur et autrefois supérieur majeur du collège de Montaigu, par Pavillet, archiviste du chapitre.

Mars 1790.
Minute signée, *A. N.*, M 178, n° 54.

Collège de Narbonne.

706. — Bail à loyer au sieur Gaspard Chevillet, graveur, d'une maison, sise rue des Maçons, appartenant au collège de Narbonne.

5 février 1789.
Minute, *A. N.*, S 6244.

Collège de Navarre.

707. — Lettres patentes autorisant les docteurs de la maison de Navarre à contracter un emprunt de 150,000 livres pour l'achèvement de la construction des bâtiments destinés à loger les docteurs et bacheliers de la maison.

27 juin 1789.
Minute enregistrée au Parlement le 9 décembre 1789, *A. N.*, X^{1b} 9084.

708. — Comptes des recettes et dépenses du collège de Navarre, rendus par Yves-André Guillou de Kerauren, proviseur.

1789-1790.
Minutes (2 cahiers in-fol.), *A. N.*, H 2886.

709.— Comptes de l'administration de la « procure » de Boncourt, dépendant du collège de Navarre, rendus par Pierre Briquet et Pierre Flood, procureurs syndics.

4 novembre 1787-23 octobre 1789,
1er juillet 1789-1er juillet 1792.
Minutes (5 cahiers in-fol.), *A. N.*, H 2755, H 2886.

710. — Mémoires de travaux exécutés au collège de Navarre.

1789-1791.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, H 2756, 2757.

711. — Compte rendu par Pierre Flood, procureur du collège de Boncourt, devant MM. Verdier et Delaunay, de la recette et dépense faites pour nouvelles constructions.

1er juin-1790-16 septembre 1792.
Minute (1 cahier), *A. N.*, H 2757.

712. — Inventaire des instruments de physique attachés à la chaire de physique expérimentale du collège de Navarre, déposé par le sieur Brisson, professeur.

2 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, C 46, n° 435.

Collège du Plessis-Sorbonne.

713. — Bail à loyer par les docteurs de la maison de Sorbonne au sieur Jean Servière, libraire, de plusieurs pièces servant de magasin, dépendant du collège du Plessis, rue Fromentel.

10 juin 1789.
Minute, *A. N.*, S 6245.

714. — Bail à loyer par les docteurs de la maison de Sorbonne à Jeanne-Charlotte Petit, veuve Desjours, et son fils, cordonnier, d'une boutique, rue Fromentel, dépendant du collège du Plessis.

30 juin 1789.
Minute, *A. N.*, S 6245.

715. — Baux à loyer par les docteurs de la maison de Sorbonne de plusieurs maisons, rue Saint-Jacques, appartenant au collège du Plessis : 1° à Silvain Girard, horloger; 2° à Nicolas-Claude Charpentier, bourgeois de Paris; 3° à Louis-Joseph Caron, bourgeois de Paris; 4° à Louis-Joseph Casier, menuisier.

12 juillet, 6, 7 octobre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, S 6245.

716. — Compte du collège du Plessis-Sorbonne, rendu par Jean-Baptiste Bourdon, procureur du collège uni et incorporé à la maison de Sorbonne.

1790.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, H 2854.

Collège de Reims.

717. — Compte des recettes et dépenses de la fondation Ponsinet, au collège de Reims.

1775-1793.
Minute (registre in-fol.), *A. N.*, H 2885.

718. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Louis-Laurent Féraud, prêtre, d'un appartement au premier étage du bâtiment neuf dans la maison appelée le collège de Reims, du côté de la rue Charretière.

1er février 1790.
Minute, *A. N.*, S 6245.

719. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Jean-Baptiste Watelet, maître tailleur, d'une boutique et arrière-boutique dans une maison, rue des Sept-Voies, appartenant au collège de Reims.

20 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 6245.

Collège Saint-Michel.

720. — Bail à loyer au sieur Claude Chevalier, négociant, d'une maison, sise rue de Bièvre, appelée le collège Saint-Michel, et d'une autre maison, rue Perdue, appartenant au même collège.

18 avril 1789.
Minute, *A. N.*, S 6243.

721. — Baux à loyer : 1° au sieur Jacques-François Durdan, bourgeois de Paris, d'un appartement au troisième étage d'une maison, rue Perdue, propriété du collège Saint-Michel; 2° du premier étage de la même maison au sieur Jean Dalléas, vicaire général du diocèse de Bayeux.

26 août 1789, 22 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6243.

722. — Baux à loyer au sieur Jean Cousin, maître menuisier, et à la veuve Gomain, d'une maison, rue de Bièvre, appartenant au collège Saint-Michel.

22 avril 1790, 10 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6243.

Collège de Sainte-Barbe.

723. — Comptes des recettes et dépenses des fondations Bazin et Perot, au collège de Sainte-Barbe.

1770-1793.
Originaux (2 registres in-fol.), *A. N.*, H 2811, 2812.

724. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que la municipalité de Paris remettra au supérieur du collège, sur les revenus de l'archevêché de Paris, 4,000 livres pour la pension des boursiers, qui était payée par l'archevêque, avec lettres d'envoi du ministre de la maison du Roi à M. Bailly et au garde des sceaux.

30 septembre, 8 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, C 44, n° 409; copies, O[1] 501, fol. 79.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1790, p. 177.

725. — État des étudiants de Sainte-Barbe, auxquels l'Assemblée nationale accorde des secours pour leurs études, par son décret du 30 septembre 1790.

14 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, C 45, n° 424.

Collège de Séez.

726. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Claude Laribe, marchand de vin, d'une boutique, rue de la Harpe, dans une maison appartenant au collège de Séez.

20 mars 1789.
Minute, *A. N.*, S 6245.

727. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Jacques Guyard, procureur au Parlement, de deux appartements dans une maison appelée le collège de Séez, sise rue de la Harpe.

3 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, S 6245.

728.— Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Joseph Brisset, menuisier, d'une maison, sise rue des Maçons, appartenant au collège de Séez.

19 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 6245.

729.— Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Marie-Véronique Rollin, veuve de Louis-François Gaullier de la Haye, procureur au Parlement, d'un appartement au premier étage d'une maison dite le collège de Séez, rue de la Harpe.

20 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 6245.

Collège de Tréguier.

730. — Provisions de bourses attachées au collège de Tréguier.

1763-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2559.

731. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Marie Meunier, veuve de François-Antoine Herbet, relieur, d'une maison, rue des Sept-Voies, appartenant au collège de Tréguier.

3 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, S 6246.

Collège du Trésorier.

732. — Lettre des archidiacres du Grand et Petit Caux, supérieurs majeurs du collège du Trésorier, demandant la création de quatre nouvelles bourses.

31 mars 1789.
Minute, *A. N.*, S 6246.

733. — Bail à loyer par les administrateurs du collège Louis-le-Grand à Pierre-Henri La Chaussée, horloger, d'une maison, rue Neuve-de-Richelieu, appartenant au collège du Trésorier.

3 mai 1789.
Minute, *A. N.*, S 6246.

---

734. — Mémoire au conseil général du département de Paris par M. Gobel, évêque dudit département, concernant l'établissement d'un séminaire diocésain dans la maison de Saint-Magloire, pour remplacer tous les autres séminaires.

Sans date (1791).
Copie, *A. N.*, M 199.

Séminaire des Anglais, de la rue des Postes.

735. — Mémoire des supérieurs et de la communauté, demandant que leurs biens, à cause de leur origine étrangère, ne soient

pas compris dans le décret qui met les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation.

Septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 30, n° 472.

Séminaire des Eudistes.

736. — Déclaration des biens et revenus de la communauté des Eudistes, rue des Postes, faite par François-Louis Hébert, supérieur, avec notice sur la communauté.

23 février 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 6249.

Séminaire des Missions étrangères.

737. — Mémoire de travaux exécutés au séminaire des Missions étrangères.

1783-1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3305.

738.— Bail à loyer par les directeurs du séminaire des Missions étrangères à Michel Peytoureau, entrepreneur de bâtiments, d'une maison, sise rue de Grenelle, faubourg-Saint-Germain.

20 avril 1789.
Minute, *A. N.*, S 6867.

739. — État des biens et revenus de MM. des Missions étrangères, dont le séminaire est établi rue du Bac, paroisse Saint-Sulpice, faubourg Saint-Germain, d'après les déclarations de Martin Hody, supérieur du séminaire.

5 mars 1790.
Minute signée et copie (2 p.), *A. N.*, S 6866.

740. — Déclaration des vases sacrés, linge et ornements de la sacristie du séminaire des Missions étrangères.

5 mars 1790.
Minute signée et copie (2 p.), *A. N.*, S 6866.

Séminaire du Saint-Esprit.

741. — Registre des assemblées et délibérations ordinaires et extraordinaires des prêtres, supérieur et directeur de la communauté et séminaire du Saint-Esprit.

1734-1789.
Original signé (cahier in-fol.), *A. N.*, M 200.

742. — Registre des associés à la communauté et séminaire du Saint-Esprit.

1735-1790.
Original signé (cahier in-fol.), *A. N.*, M 200.

743. — Compte des recettes et dépenses du séminaire du Saint-Esprit, rue des Postes, présenté par le sieur Pichon, procureur du séminaire.

1790.
Minute, *A. N.*, H 3292.

744. — Déclaration des biens, revenus et charges du séminaire du Saint-Esprit, rue des Postes, faite par Jean-Marie Duflos, supérieur.

25 février 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 6847.

745. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration ci-dessus.

25 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6847.

746. — Déclaration des commissaires chargés de l'administration des biens nationaux, portant que le séminaire collège du Saint-Esprit n'est pas séminaire diocésain et doit continuer à administrer ses biens, avec lettre du supérieur réclamant le payement de la pension de 1,500 livres à eux due.

3 juin 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D VI 13, n° 130b.

Séminaire de Saint-Firmin.

747. — Déclaration des biens, charges, revenus et du mobilier du séminaire de Saint-Firmin, établi dans l'ancien collège des Bons-Enfants, rue Saint-Victor, faite par Louis-Joseph François, supérieur.

27 février 1790.
Minute et copies (4 p.), *A. N.*, S 6250.

748. — Etat résumé des produits et charges contenus dans la déclaration du 27 février 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6250.

749. — Déclaration du supérieur, portant que le séminaire ne possède aucune bourse

ni dotation et qu'il ne se soutient que par ses revenus.

12 août 1790.
Minute, *A. N.*, S 6250.

750. — État nominatif des prêtres se trouvant dans le séminaire, certifié par le supérieur.

14 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 6250.

Séminaire de Saint-Louis.

751. — Registre des noms des séminaristes reçus au séminaire de Saint-Louis.

1727-1790.
Original (1 vol. in-fol), *A. N.*, MM 495.

752. — Compte des recettes et dépenses du séminaire de Saint-Louis, rendu à l'archevêque de Paris par Pierre Poursat, procureur, avec pièces justificatives.

13 octobre 1789-10 octobre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3290.

753. — Mémoires de divers fournisseurs du séminaire.

1789-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3288.

754. — Déclaration des biens meubles et immeubles, droits, revenus annuels et charges, ainsi que des dettes actives et passives du séminaire de Saint-Louis, situé rue d'Enfer, place Saint-Michel, faite par Pierre Poursat, directeur et procureur du séminaire, avec lettre du sieur Poursat.

26 février 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, S 6853.

755. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite par le sieur Poursat.

26 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6853.

Séminaire de Saint-Magloire.

756. — Registre des délibérations de la maison de Saint-Magloire.

1659-1791.
Original (vol. in-fol.), *A. N.*, MM 500.

757. — Mémoires de travaux exécutés pour le séminaire de Saint-Magloire.

1789-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3336.

758. — Déclaration des biens, revenus et charges du séminaire de Saint-Magloire, rue du Faubourg-Saint-Jacques, faite par Jean-Pierre Graffin, fondé de procuration de Gilbert Tournaire, prêtre de l'Oratoire, supérieur du séminaire.

10 février 1790.
Copie, *A. N.*, S 6854.

759. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration du 10 février 1790.

Minutes (en double) (2 p.), *A. N.*, S 6854.

760. — Acte de la visite des maison et séminaire de Saint-Magloire faite, pour l'année 1789, par le sieur Sauvé-Moisset, supérieur général de la congrégation de l'Oratoire.

10 mai 1790.
Minute, *A. N.*, M 201.

761. — État du séminaire de Saint-Magloire, desservi par les prêtres de la congrégation de l'Oratoire, dressé par Gilbert Tournaire, supérieur, avec lettre d'envoi.

3 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6854.

762. — Lettre de Gilbert Tournaire, supérieur du séminaire, faisant observer que cet établissement est à la fois un séminaire destiné à l'enseignement public et une maison de retraite pour les Pères âgés et infirmes, et protestant contre tout projet de vente de ses biens.

13 février 1791.
Minute, *A. N.*, S 6854.

Séminaire de Saint-Marcel.

763. — Compte des recettes et dépenses du séminaire de Saint-Marcel, arrêté par les commissaires de la municipalité, le 13 décembre 1791, avec un état particulier des dettes actives et passives, et une requête du supérieur et des fournisseurs

de ce séminaire pour le règlement de leurs créances.

1790-1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 6980.

764. — Déclaration des revenus et charges du séminaire de Saint-Marcel-du-Cloître, faite au bureau de la municipalité par Charles-Auguste Buée, supérieur du séminaire.

27 février 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 6980.

765. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration ci-dessus.

27 février 1790.
Minutes (en double) (2 p.), *A. N.*, S 6980.

Séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

766. — Registre contenant les noms des clercs entrés dans la petite communauté de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, depuis son rétablissement en décembre 1710.

1710-1789.
Original (vol. in-fol.), *A. N.*, MM 479.

767. — Registre des ecclésiastiques qui sont entrés au séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet pour en suivre les exercices.

1758-1792.
Original (vol. in-fol.), *A. N.*, MM 480.

768. — Livres des pensions de MM. les ecclésiastiques du séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

1769-1792, 1781-1789.
Originaux (2 vol. in-fol.), *A. N.*, MM 490, 491.

769. — État des bourses fondées dans le séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, vérifié par M. Andrieux, supérieur de la communauté.

1789.
Original (vol. in-fol.), *A. N.*, MM 482.

770. — Mémoires de travaux de serrurerie, menuiserie et autres, exécutés au séminaire.

1789-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3323.

771. — Livre des dépenses générales du séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

Octobre 1789-avril 1791.
Original (vol. in-fol.), *A. N.*, H 3336.

772. — Déclaration des biens appartenant à la communauté des prêtres et séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, établi rue Saint-Victor, et des charges dont ils sont grevés, présentée à la municipalité par René-Marie Andrieux, supérieur du séminaire.

18 mars 1790.
Minutes signées et copie (4 p.), *A. N.*, S 6981.

773. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration ci-dessus.

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, S 6981.

774. — Déclaration de l'état de la communauté et séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet et des biens attachés à cet établissement, présentée à MM. les administrateurs de la municipalité de Paris, suivant leur lettre d'avis, en date du 29 octobre 1790.

5 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 6981.

775. — Rapport d'experts pour l'estimation d'une maison, rue d'Argenteuil, appartenant au séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

25 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 6984-6985.

776. — Bail à loyer par Antoine Hure, procureur de la communauté et séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Marie-Françoise Winckelsels et Marie-Angélique Ponsy, d'une maison, rue Saint-Victor, appartenant au séminaire.

31 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 6984-6985.

Séminaire de Saint-Sulpice.

777. — Compte des pensionnaires et registre des pensions.

1773-1792.
Originaux (2 registres in-fol.), *A. N.*, H 3268, 3279.

778. — Livres de recette et dépense, livre de recette des loyers, livre de dépense du vestiaire.

1778-1792.

Originaux (cinq registres in-fol.), *A. N.*, H 3269, 3271, 3276, 3281, 3286bis.

779. — Livre des fournisseurs et ouvriers.

1784-1792.

Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 3274.

780. — Déclaration des biens, rentes et charges du séminaire de Saint-Sulpice, établi rue du Vieux-Colombier, faite par le sieur Jean-Louis Maury, avocat en Parlement, fondé de procuration des supérieur directeurs du séminaire.

5 mars 1790.

Minute et copie (3 p.), *A. N.*, S 7006.

781. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration du 5 mars 1790.

Minute (en double) (2 p.), *A. N.*, S 7006.

782. — Inventaire des meubles et effets du petit séminaire de Saint-Sulpice, dit les Robertins, se trouvant dans leur maison de Vaugirard, dressé par les maire et officiers municipaux de cette localité.

22 juin 1790.

Copies collationnées (2 p.), *A. N.*, S 7006.

783. — État demandé par les commissaires administrateurs des biens nationaux au supérieur des séminaires de Saint-Sulpice, indiquant les noms, âges et qualités des professeurs, économes et agents des séminaires, leurs appointements, avec un état des revenus de la maison.

10 novembre 1790.

Minutes (en triple) (3 p.), *A. N.*, S 7006.

784. — Lettre du Comité ecclésiastique au supérieur du séminaire de Saint-Sulpice, le priant de lui faire parvenir sans retard des notions succinctes sur l'objet de la congrégation, son régime, les droits et avantages assurés aux membres du corps après leur admission, avec mémoire en réponse à ces questions.

10 janvier 1791.

Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, S7006.

785. — Lettre des commissaires du directoire du Département pour l'instruction publique au supérieur du séminaire de Saint-Sulpice, le priant de leur adresser : 1° l'état des fondations des bourses appliquées au séminaire, avec les noms des collateurs; 2° l'état des revenus et des charges.

8 août 1791.

Original signé, *A. N.*, S 7006.

786. — Lettre de M. Desmousseaux, substitut du procureur de la Commune, au supérieur du séminaire de Saint-Sulpice, l'avisant des ordres qu'il vient de donner au commissaire de police de la section pour la remise des clefs de la chapelle intérieure du séminaire, fermée par erreur.

30 septembre 1791.

Minute signée, *A. N.*, S 7006.

Séminaire de Sainte-Barbe.

787. — Registres des comptes des boursiers.

1786-1791.

Deux volumes in-fol., *A. N.*, H 3260, 3261.

788. — Compte des recettes et dépenses du séminaire de Sainte-Barbe, rendu à l'archevêque de Paris par Etienne-Jean-François Borderies, procureur de la communauté, avec état des dettes passives et actives.

1788-1790.

Originaux signés en un registre in-fol., *A. N.*, H 3256.

789. — Comptes des recettes et dépenses journalières du sieur Borderies, procureur de la communauté de Sainte-Barbe.

1788-1791.

Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 3257.

790. — Mémoires de fournitures livrées et de travaux exécutés au séminaire de Sainte-Barbe.

1789-1790.

Minutes (1 liasse), *A. N.*, H 3253.

791. — Bail à loyer par la communauté de Sainte-Barbe au sieur Joseph Planche, prêtre, des maison et jardin du Grand-Gentilly, appartenant à la communauté, dans lesquels ledit Planche avait installé à

ses frais une maison d'éducation, qui devait servir de succursale de Sainte-Barbe.

15 mars 1791.
Copie collationnée, *A. N.*, S 6846.

Séminaire des Trente-Trois.

792. — Livre des dépenses du cuisinier du séminaire des Trente-Trois.

1784-1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 3303.

793. — Registre de recette des rentes du séminaire.

1786-1790.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, H 3308.

794. — État des recettes du séminaire des Trente-Trois, extrait du livre des recettes et dépenses de M. le procureur, avec comptes rendus, tant à l'archevêque de Paris qu'aux commissaires de la municipalité, par le sieur Fauconnet, supérieur, et pièces justificatives.

1789-1791.
Minutes (2 dos.) et 2 registres, *A. N.*, H 3297, 3298, 3305.

795. — Déclaration des biens et charges du séminaire de la Sainte-Famille, dit des Trente-Trois, sis Montagne-Sainte-Geneviève.

1790.
Minute, *A. N.*, H 3297.

796. — Déclaration des biens mobiliers et immobiliers, revenus et charges du séminaire de la Sainte-Famille, dit des Trente-Trois, sis Montagne-Sainte-Geneviève, faite par Jean-Nicolas Voyaux, prêtre du diocèse de Die, fondé de procuration du sieur Marc-Antoine-Philippe Fauconnet, supérieur du séminaire.

26 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 7042.

797. — État résumé des produits et charges énoncés en la déclaration faite par le séminaire des Trente-Trois.

26 février 1790.
Minutes (en double) (3 p.), *A. N.*, S 7042.

798. — Inventaire des effets mobiliers existant dans la maison du séminaire des Trente-Trois, sise à Vaugirard, dressé par les maire et officiers municipaux de cette localité.

28 juin 1790.
Copie, *A. N.*, S 7042.

Congrégation de Saint-Lazare.

799. — Registres des recettes et dépenses de la congrégation de Saint-Lazare.

1757-1792.
Originaux (3 volumes in-fol.), *A. N.*, H 3572, 3573, 3574.

800. — Déclaration des biens et revenus de la maison de la congrégation de Saint-Lazare, sise rue du Faubourg-Saint-Denis, faite par Christophe-Simon Rouyer, prêtre de la congrégation de la Mission, procureur de la maison de Saint-Lazare, fondé de pouvoirs de Jean-Félix Cayla de La Garde, supérieur général.

18 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 6590.

801. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite, le 18 mars 1790, pour la maison de Saint-Lazare, par M. Rouyer, procureur de la maison.

Minute, *A. N.*, S 6590.

802. — Sommation par Louis-Adrien-Joseph Coutans, huissier, commissaire de police de l'Hôtel de Ville, à quarante-deux individus, la plupart jardiniers, d'avoir à payer entre les mains du receveur des biens nationaux les loyers, rentes ou fermages par eux dus à la maison de Saint-Lazare.

23 février 1791.
Minute, *A. N.*, S 6590.

Congrégation de l'Oratoire.

803. — Catalogues des prêtres de l'Oratoire.

1695-1792.
Originaux (2 registres in-fol.), *A. N.*, MM 611, 612.

804. — Annales de la congrégation de l'Oratoire.

1711-1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, MM 624.

805. — Catalogue des séminaristes, avec notes sur leur conduite et travail, et promotions aux ordres.

1712-1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, MM 593.

806. — Livre des recettes et dépenses de la sacristie.

1765-1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 3673[5].

807. — Ordre des collèges, séminaires et maisons d'étude de la congrégation de l'Oratoire.

1775-1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, MM 592.

808. — Journal de caisse de la maison de l'Oratoire.

1787-1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, MM 602.

809. — Livre d'affaires de l'Oratoire.

1789.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 3673[2].

810. — Déclaration des revenus et charges de la maison des prêtres de l'Oratoire, rue Saint-Honoré, présentée par Jean Poiret, assistant et supérieur de la maison, avec état de l'argenterie, des ornements de l'église, et notice sur la bibliothèque.

23 février 1790.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, S 6749.

811. — État des produits et charges contenus dans la déclaration du 23 février 1790.

Minute, *A. N.*, S 6749.

812. — Notice des baux des maisons et terres faisant partie des revenus des prêtres de l'Oratoire, présentée par le Père Merlet, receveur général économe de la maison.

20 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 6749.

Institution de l'Oratoire, rue d'Enfer.

813. — Déclaration des biens appartenant à la maison de l'institution de l'Oratoire, sise rue et barrière d'Enfer, biens donnés par M. Pinette et par plusieurs Pères de l'Oratoire, ladite déclaration faite par Athanase-René Merault, supérieur.

24 février 1790.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, S 6815.

814. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite, le 24 février 1790, par la maison de l'Oratoire, rue d'Enfer.

Minute, *A. N.*, S 6815.

Pères de la Doctrine chrétienne.

815. — Mémoires d'ouvriers pour la maison de la Doctrine chrétienne de Paris et pour celle de Bercy.

1780-1792.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, H 3592, 3594.

816. — Livre des dépenses de cuisine des Pères de la Doctrine chrétienne.

1782-1791.
Original (registre in fol.), *A. N.*, H 3600.

817. — Délibérations du conseil provincial des Pères de la Doctrine chrétienne.

6 novembre 1786-11 octobre 1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, MM 548.

818. — Déclaration des biens, revenus et charges des prêtres de la Doctrine chrétienne de la maison de Saint-Charles, sise rue des Fossés-Saint-Victor, faite par Paul-Nicolas Collard, visiteur provincial.

26 février 1790.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, S 6838.

---

819. — État de la maison de Saint-Julien-des-Enfants-Rouges pour être présenté au vénérable chapitre de la congrégation de la Doctrine chrétienne de la province de Paris, tenu le

7 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, S 6838.

820. — Déclaration des revenus et charges de la maison de la Doctrine chrétienne,

dite des Enfants-Rouges, sise rue des Enfants-Rouges.

Novembre 1789.
Minute, *A. N.*, S 6838.

---

821. — Déclaration des biens, revenus et charges des prêtres de la Doctrine chrétienne, de la maison de Notre-Dame-du-Bon-Secours, fondée au lieu dit la Grange-aux-Merciers, en la vallée de Fécamp, seigneurie de Bercy, faite par Paul-Nicolas Collard, visiteur provincial de la Doctrine chrétienne.

26 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 6841.

822. — Mémoire de la municipalité de Bercy, récemment formée, concernant la chapelle des Pères de la Doctrine chrétienne, au Petit-Bercy, mise par la municipalité de Paris au rang des biens nationaux qui sont à vendre, à l'effet d'obtenir que cette chapelle soit constituée en église paroissiale.

28 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, S 6841.

Frères des Écoles chrétiennes de Saint-Sulpice.

823. — Déclaration des rentes et effets mobiliers appartenant aux Frères des Écoles chrétiennes, faite par Charles-André-Joseph L'Épine, dit frère Bertier, sous-directeur de la communauté, fondé de procuration de Charles Bleuet, dit frère Étienne, supérieur.

27 février 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, S 7046.

824. — Mémoire présenté par les Frères des Écoles chrétiennes, afin d'obtenir la libre administration de leurs biens, avec avis des commissaires des biens nationaux, concluant au rejet de leur requête pour n'avoir point prêté le serment exigé par la loi du 26 décembre 1790, rapport et décision du directoire du Département, ordonnant la vente de leurs biens.

28 mai-8 juin 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 7046.

825. — Lettre du frère Prudence, procureur général des Écoles chrétiennes, au Comité ecclésiastique, touchant le refus de payement de leurs rentes, pour l'année 1790, par différents bureaux des ci-devant pays d'État et de l'Hôtel de Ville, ce qui leur ôte tout moyen de subsister.

Minute, *A. N.*, S 7046.

826. — Lettres et mémoire des Frères des Écoles chrétiennes de la paroisse de la Ville-l'Évêque, tendant à obtenir la permission d'emporter le mobilier garnissant leurs chambres, avec délibération des commissaires des biens nationaux et arrêté du directoire du Département, concluant au rejet de cette demande, sauf en ce qui concerne le linge de corps et les vêtements.

29 juin-2 septembre 1791.
Minutes signées et copie (1 dos.), *A. N.*, S 7046.

Filles de l'Enfant-Jésus, ou Sœurs des Écoles chrétiennes.

827. — Lettres du ministre de la maison du Roi au procureur général du Parlement et à l'archevêque de Paris, au sujet d'un projet de lettres patentes érigeant en communauté la maison des Sœurs des Écoles charitables de la rue Saint-Maur.

13 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 237.

828. — Déclaration des biens, revenus et charges des Sœurs des Écoles charitables de l'Enfant-Jésus, établies rue Saint-Maur, pour l'instruction des jeunes filles pauvres de la paroisse, présentée par Marie-Dorothée Aldebert, supérieure générale.

27 février 1790.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, S 7045.

829. — État résumé des revenus et charges énoncés en la déclaration faite par les Dames des Écoles charitables de l'Enfant-Jésus.

27 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 7045, 7051.

Communauté des Orphelines de l'Enfant-Jésus.

830. — État des revenus des dames de la communauté des Orphelines de l'Enfant-Jésus, établie cul-de-sac des Vignes, d'après la déclaration de Marie-Anne Robert de la Boullaye, supérieure de la communauté.

27 février 1790.
Minutes et copie conforme (5 p.), *A. N.*, S 7048.

831. — Etat résumé des revenus et charges contenus en la déclaration faite, le 27 février 1790, par la communauté de l'Enfant-Jésus.

Minutes (en double) (2 p.), *A. N.*, S 7048.

Filles de l'Instruction chrétienne.

832. — Actes et délibérations capitulaires des Filles de l'Instruction chrétienne.

1745-1789, 1783-1789.
Deux registres, arrêtés et clos par les officiers municipaux de Paris, les 9 et 10 août 1790, *A. N.*, MM 560, 561.

833. — Registre de recettes des Filles de l'Instruction chrétienne.

1763-1792.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, H 3703.

834. — Déclaration faite par Claude-Charles Pointard, avocat en Parlement, fondé de procuration de la supérieure des Filles de l'Instruction chrétienne, rue du Pot-de-Fer, contenant l'inventaire des biens fonds et effets mobiliers de la communauté.

27 février 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, S 7047.

835. — Etat résumé des produits et charges contenus dans la déclaration ci-dessus.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 7047.

836. — Procès-verbal de transport d'Antoine-Laurent de Jussieu, de Jean-Baptiste Étienne de la Rivière et de Jean Lejeune, commissaires municipaux, en la maison des Dames de l'Instruction chrétienne, rue du Pot-de-Fer, pour dresser un état des religieuses ainsi que des effets mobiliers, et arrêter les comptes.

9 août 1790.
Copie conforme, *A. N.*, S 7047.

837. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés en la maison de la rue du Pot-de-Fer, servant de local aux écoles gratuites de garçons de la paroisse de Saint-Sulpice.

9 avril, 19 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 7047.

838. — Délibération des commissaires des biens nationaux, ordonnant la levée des scellés apposés rue du Pot-de-Fer, pour retirer et délivrer aux maîtres des écoles de la paroisse de Saint-Germain-des-Prés les papiers et livres nécessaires à leurs écoliers.

4 juillet 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, S 7047.

H. — BIBLIOTHÈQUE DU ROI

839. — États des appointements et dépenses faites pour le service de la Bibliothèque du Roi et cabinet des médailles pendant les années 1789 et 1790.

Originaux certifiés par M. d'Ormesson, bibliothécaire du Roi (6 cahiers), *A. N.*, O^1 622.

840. — États des appointements, traitements fixes et dépenses faites pour le service de la Bibliothèque du Roi et du cabinet des médailles pendant les quartiers de janvier à mars et de juillet à septembre 1791.

Originaux signés de M. d'Ormesson, (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1206^4.

841. — Tableau des dépenses pour les exercices 1789, 1790 et 1791, extrait de l'état des dépenses ordinaires du Trésor, du 1er mai 1789 au 31 août 1791, certifié par les commissaires de la Trésorerie le 17 septembre 1791.

Minute, *A. N.*, D VI 17, n° 176.

842. — Lettre de M. Lenoir, bibliothécaire du Roi, à M. Laurent de Villedeuil, le priant de vouloir bien autoriser l'acqui-

des bâtiments du Roi à Versailles, à M. de Saint-Priest, demandant la continuation de la communication, avec déplacement, pour ses travaux littéraires, des livres en langues étrangères ou en langues anciennes, qu'il avait obtenue sous M. Bignon, et sollicitant, après le refus du ministre, la permission de les consulter sur place.

27 octobre, 14 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 622.

864. — Lettre de l'abbé Desaulnays, garde des imprimés de la Bibliothèque du Roi, déclarant, au sujet de la demande de M. Pingeron, que MM. Bignon ne lui ont jamais prêté de livres, que ce prêt est impossible, vu la résidence du sieur Pingeron hors de Paris, et donnant son avis sur les acquisitions de divers ouvrages, signalés par le sieur Pingeron comme n'existant point dans les collections de la Bibliothèque.

2, 19 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 622.

865. — Lettres de l'abbé Coupé, garde des titres de la Bibliothèque du Roi, à M. de Saint-Priest, demandant, soit dans la Bibliothèque, soit dans une maison adjacente, un bureau chauffé où il puisse travailler durant l'hiver avec les quatre commis attachés à son département.

6, 17 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 622.

866. — Lettre du sieur Fricot à M. de Saint-Priest, demandant communication, avec déplacement, de volumes pour le travail qui lui a été confié par le Comité des domaines, relativement aux échanges non consommés.

19 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 622.

867. — Lettre de M. de Villeneuve, trésorier de la Bibliothèque, à M. de Saint-Priest, lui transmettant copie d'une lettre de M. Lebrun, député à l'Assemblée nationale, chargé de rendre compte au Comité des finances de la situation de la Bibliothèque du Roi, lequel désire connaître l'état de sa caisse et des payements faits et à faire.

25 novembre 1789.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 622.

868. — Lettre de M. Caussin de Perceval, garde des manuscrits de la Bibliothèque du Roi, à M. de Saint-Priest, jugeant inopportune la communication, avec déplacement, d'un manuscrit, sollicitée par le sieur Duby, ancien écrivain au département des manuscrits, attaché à celui des estampes.

28 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 622.

869. — Lettre de M. de Villeneuve, trésorier de la Bibliothèque, à M. de Saint-Priest, lui annonçant le remplacement du nommé Luendt, suisse de la Bibliothèque du Roi à la porte de la rue Neuve-des-Petits-Champs, par un suisse rouge.

12 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 622.

870. — Lettre de M. de Villeneuve, trésorier de la Bibliothèque, à M. de Saint-Priest, demandant l'autorisation de payer immédiatement, comme d'habitude, certaines dépenses courantes, telles que les frais de bureau, les gages des suisses et frotteurs, les traitements de deux interprètes et de l'aumônier.

16 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 622.

871. — Lettre de l'archevêque de Bordeaux à M. de Saint-Priest, recommandant le nommé Vallant pour une place de portier à la Bibliothèque du Roi.

21 décembre 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 622.

872. — Provisions de la charge de garde de la Bibliothèque du Roi, vacante par la démission de Jean-Charles-Pierre Lenoir, en faveur d'Anne-Louis-François-de-Paule Lefèvre d'Ormesson, député à l'Assemblée nationale, avec brevet d'assurance de 100,000 livres.

23 décembre 1789.
Copies (2 p.), *A. N.*, O[1] 128, fol. 353.

Le président Lefèvre d'Ormesson fut compris dans la fournée des parlementaires de Paris et de Toulouse, envoyés à l'échafaud par le Tribunal révolutionnaire, le 1er floréal an II.

873. — Lettre du sieur Carra, de la Bibliothèque du Roi, ancien électeur de Paris

et notable adjoint, à M. de Saint-Priest, se plaignant de ce que les immenses logements dont s'était emparé M. Lenoir, soient occupés, depuis sa fuite, sans titre aucun, par sa fille, Mme de Nanteuil, avec note confidentielle déclarant « qu'il est difficile d'être plus mauvais et plus dangereux sujet que ce Carra ».

29 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 622.

874. — Suppliques du sieur L.-A. Tournay, surnuméraire en exercice à la Bibliothèque du Roi, travaillant au catalogue des imprimés et interprète pour l'arabe, à M. de Saint-Priest, demandant : 1° des appointements pour cette double fonction, à partir de janvier 1790; 2° l'expectative de la première place vacante au département des imprimés.

Décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 622.

875. — Supplique de Christophe Luendt, l'un des suisses de la Bibliothèque du Roi, à M. de Saint-Priest, sollicitant sa réintégration dans le poste dont il avait été dépossédé pour avoir dissimulé la conduite déréglée du fils de M. de Nanteuil.

Sans date (décembre 1789).
Minute, *A. N.*, O¹ 622.

876. — Lettre de M. Lenoir à M. de Saint-Priest, exprimant le regret de quitter la place qu'il occupait et de ne pouvoir lui rendre « les comptes vrais, peut-être intéressants, » des administrations qui lui avaient été confiées durant seize années.

2 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 622.

877. — Lettre écrite de Genève par M. Lenoir à M. de Saint-Priest, au sujet de la démission de sa charge de bibliothécaire, acceptée par le Roi, qui a la bonté de lui conserver les entrées de sa chambre.

7 janvier 1790.
Original, *A. N.*, O¹ 622.

878. — Lettre de l'abbé de Chapt de Rastignac à M. de Saint-Priest, le priant de vouloir bien autoriser le prêt de volumes dont il a besoin afin de terminer un travail par lui entrepris pour l'Assemblée nationale.

20 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 622.

Armand-Auguste-Anne-Antoine Sicaire de Chapt de Rastignac, député du clergé d'Orléans à l'Assemblée constituante, fut l'une des victimes des massacres de Septembre.

879. — Lettre du sieur Dufour, ex-secrétaire adjoint de la Bibliothèque du Roi, se plaignant d'avoir perdu cette place qu'il occupait depuis vingt ans, qui avait été supprimée par M. Lenoir.

5 février 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 622.

880. — Lettre de M. d'Angiviller à M. d'Ormesson, relative aux aménagements demandés par les deux gardes de la Bibliothèque.

27 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 141.

881. — Demande de prêt de livres, adressée par le marquis de Villeneuve-Flamarens, capitaine d'artillerie, chargé par le ministre de la guerre de diriger la publication d'un important ouvrage sur l'artillerie.

28 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, O¹ 622.

882. — Lettre du sieur Dufour, ancien secrétaire adjoint de la Bibliothèque du Roi, dépossédé, sollicitant une place de surnuméraire pour être pourvu du premier emploi vacant, avec mémoire en sa faveur, et lettre de M. d'Ormesson, renvoyant la demande à M. de Saint-Priest.

6 mai 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 622.

883. — Supplément à l'état général de l'arriéré de la Bibliothèque du Roi, dont les mémoires n'ont été remis que depuis la présentation dudit état, adressé par M. d'Ormesson.

11 juillet 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 622.

884. — Décret de l'Assemblée nationale,

réduisant provisoirement à 110,000 livres les dépenses de la Bibliothèque du Roi.

3 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 44, n° 407.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1790, p. 18.

885. — Lettres de M. d'Ormesson à M. de Saint-Priest et de M. d'Angiviller à MM. de Saint-Priest et Brébion, au sujet de l'aménagement de treize salles au rez-de-chaussée de la Bibliothèque, en raison de la réunion du dépôt de législation, des exigences du service public et du travail des catalogues.

16, 26 septembre, 21 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 622; copie, O¹ 1183, fol. 500, 587.

886. — Lettre de l'abbé Coupé, garde des titres de la Bibliothèque du Roi, à M. de Saint-Priest, demandant un congé d'un mois pour accompagner la princesse de Vaudemont à Trèves.

18 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 622.

887. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. d'Ormesson, le priant de lui dire s'il ne voit pas d'inconvénient dans la communication à M. Servell, recommandé par l'ambassadeur d'Angleterre, des quatre manuscrits originaux des ouvrages d'Archimède se trouvant à la Bibliothèque, avec un exemplaire imprimé de l'édition de Bâle, en lui permettant de les emporter à Montmorency pour son travail de collation.

30, 31 décembre 1790.
Copies, *A. N.*, O¹ 501, fol. 950, 951.

888. — Procès-verbal de la remise au sieur de la Chapelle, commissaire de la maison du Roi, en vertu d'un ordre de Louis XVI, des pierres précieuses et manuscrits du trésor de la Sainte-Chapelle pour être déposés au cabinet des médailles et département des manuscrits de la Bibliothèque du Roi.

10 mars 1791.
Minutes signées et copie (4 p.), *A. N.*, S 943ᵃ.

889. — Ordonnance de payement de la somme de 27,497 livres 3 sols 4 deniers, pour le quartier de janvier 1791, destinée au traitement des gagistes.

4 avril 1791.
Original signé de Louis XVI, *A. N.*, F⁴ 1022.

890. — Reconnaissance de l'abbé Barthélemy, garde du cabinet des médailles, constatant le dépôt par ordre du Roi, dans ce cabinet : 1° d'une grande agathe gravée, connue sous le nom d'agathe de la Sainte-Chapelle, et montée dans un reliquaire de vermeil; 2° d'un buste d'agathe, représentant un empereur romain, ayant servi de couronnement au bâton du chantre de la Sainte-Chapelle; 3° d'un sceau en argent de la Sainte-Chapelle.

1er mai 1791.
Original signé, *A. N.*, O¹ 622.

891. — Acte du dépôt à la Bibliothèque du Roi des papiers et effets mobiliers relatifs à l'administration de l'ancienne province de Languedoc, fait entre les mains de M. Lefèvre d'Ormesson par les députés de cette province à l'Assemblée nationale.

8 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, C 44, n° 403.

892. — Reconnaissance par les sieurs Caussin de Perceval, garde des manuscrits, et d'Ormesson, de la remise de cinq manuscrits de la Sainte-Chapelle, réunis à ceux de la Bibliothèque.

9 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, O¹ 622.

893. — Décret de l'Assemblée nationale, mettant 100,000 livres à la disposition du ministre de l'intérieur pour acquisition de livres et manuscrits au profit de la Bibliothèque nationale, et accordant à cet établissement les tablettes de la bibliothèque des Célestins.

27 septembre 1791.
Copie, *A. N.*, A 197.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 658.

894. — État général des demandes faites par diverses personnes relativement à la Bibliothèque du Roi.

1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 622.

895. — Projet de décret pour la Bibliothèque du Roi, contenant six articles à ajouter à ceux proposés par le comité, notamment la suppression de toutes les places créées depuis vingt ans, ainsi que des indemnités de logement, et l'allocation d'un crédit de 84,300 livres, au lieu de la somme de 79,300 livres, assignée par le comité.

Sans date.
Copie, *A. N.*, O[1] 622.

896. — Requête du directoire du département de Paris à l'Assemblée nationale, pour allouer à la Bibliothèque du Roi un crédit de 72,000 livres, qui lui permettrait d'acquérir, à la vente Loménie de Brienne, plusieurs livres manquant dans ses collections.

Sans date.
Minute signée, *A. N.*, D VI 10, n° 105.

I. — BIBLIOTHÈQUES ECCLÉSIASTIQUES.

897. — Lettre de M. de Saint-Priest au prieur de l'Abbaye et aux bibliothécaires de Saint-Germain-des-Prés, portant que, d'après les intentions formelles du Roi, aucun livre imprimé ou manuscrit ne doit être distrait de cette bibliothèque.

7 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 543.

898. — Arrêté de la Commune de Paris, faisant connaître à l'Assemblée nationale le don à elle fait, par le supérieur de la Congrégation de France à Sainte-Geneviève, de sa bibliothèque.

11 novembre 1789.
Extrait signé, *A. N.*, C 32, n° 271.

899. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant le dépôt aux greffes des sièges royaux ou des municipalités des états et catalogues des livres existant dans les bibliothèques et archives des monastères et chapitres, en spécifiant principalement les manuscrits.

14 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, A 186, fol. 318.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. I, p. 166.

900. — Décision du Comité ecclésiastique et lettre à l'agence des biens nationaux, approuvant la réunion, dans l'église des Capucins de la rue Saint-Honoré, des bibliothèques des Capucins, Récollets et Jacobins, et donnant des instructions pour la vente des livres sans valeur ainsi que pour la conservation, en deux dépôts, des livres de Sainte-Geneviève et de Saint-Germain-des-Prés.

29 juillet, 31 août 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

901. — Décret de l'Assemblée nationale, chargeant la municipalité de Paris de l'inspection de la réunion des dépôts et chartriers existant dans cette ville.

7 août 1790.
Minute, *A. N.*, C 44, n° 393.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 45.

902. — Décret de l'Assemblée nationale, chargeant la municipalité de Paris de pourvoir, avec l'adjonction de membres choisis dans les différentes Académies, à la conservation des dépôts de chartes, titres, papiers et bibliothèques.

13 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, C 45, n° 418.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, octobre 1790, p. 73.

903. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis à M. Pitra, demandant en communication les divers inventaires ou déclarations des maisons religieuses de Paris, afin de dresser le catalogue des manuscrits, titres, médailles ou antiques qui s'y trouvent mentionnés.

10 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

904. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux, autorisant le retrait des livres, titres et ornements non nécessaires au culte des maisons des Célestins, de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, de Longchamp, des Clunistes et autres maisons supprimées avant 1789, dont l'administration reste confiée au sieur Gambard jusqu'au 1er janvier 1791.

14 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

905. — Décision des Comités d'aliénation des biens nationaux et d'administration ecclésiastique, portant nomination de commissaires chargés de conserver les monuments relatifs aux lettres, sciences et arts, et exceptant de l'apposition des scellés les bibliothèques de Saint-Germain-des-Prés, du collège Mazarin, de Sainte-Geneviève et de la Sorbonne, avec liste des commissaires.

24 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 8.

906. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux, réclamant les deux mémoires de menuiserie relatifs à l'établissement des livres ecclésiastiques dans l'église des Capucins de la rue Saint-Honoré, montant l'un à 10,898 liv. 8 s. 4 d., et l'autre à 1,883 liv. 18 sols, en prenant soin de les faire régler.

1er décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

907. — Décision des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux réunis, autorisant les administrateurs desdits biens à faire faire l'inventaire et catalogue des bibliothèques provenant des établissements ecclésiastiques par M. Ameilhon, bibliothécaire de la Ville, déjà proposé et agréé pour ce travail le 29 juillet, en lui adjoignant MM. Lemercier et Debure.

15 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, DXXII 2, n° 7.

908. — Reconnaissance de l'abbé Pingré, bibliothécaire de Sainte-Geneviève, portant que les manuscrits du maréchal de Villars, comprenant les mémoires et la vie dudit maréchal en dix-sept volumes in-folio, déposés au cabinet des manuscrits de cette bibliothèque, appartiennent aux héritiers de la comtesse de Vézins.

27 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, M 797, n° 13.

909. — Rapport de M. Doyen à la commission des arts et monuments, proposant l'établissement de six bibliothèques à Paris : savoir, la Mazarine, celles de Saint-Germain-des-Prés, de Sainte-Geneviève, de Saint-Martin-des-Champs, de Saint-Antoine ou des Jésuites, et de la Madeleine de la Ville-l'Évêque.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 8.

910. — Relevé des bibliothèques des maisons religieuses du département de Paris, comprenant un total de 793,871 volumes imprimés et de 14,249 manuscrits.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 8.

911. — Plan de l'abbé Leblond relativement à la répartition des livres provenant des bibliothèques supprimées, dont une partie pourrait être attribuée au collège Mazarin, et, en ce qui concerne les monuments, proposant l'exposition des reliquaires dans le trésor de la principale église, et la réunion dans le même local des tombeaux et inscriptions.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 8.

912. — Réflexions et plan d'exécution pour la conservation ou le déplacement des bibliothèques des religieux, qui seront déplacés pour le 1er janvier 1791.

Minute, *A. N.*, M 797, n° 10; Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 6487.

913. — Décision des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux, prescrivant aux administrateurs de ces biens de rendre publique la bibliothèque de la Sorbonne et de hâter l'apposition des scellés sur les bibliothèques religieuses.

10 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

914. — Instructions des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux pour l'examen des maisons religieuses, dont les bibliothèques ont déjà été enlevées, de celles qui ont besoin d'une publicité et ouverture habituelle pour les études intérieures des religieux, et de celles qui peuvent être mises sous scellés, en procédant pour les bibliothèques devant res-

ter ouvertes à la rédaction d'un catalogue détaillé.

30 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

915. — Projet pour l'établissement d'une bibliothèque nationale en cinq sections, placées dans autant de quartiers de Paris, en groupant les livres de même nature dans chacune de ces bibliothèques, mémoire lu par l'abbé de Saint-Léger à la commission séante au Palais Mazarin, le 15 février 1791.

Minute, en double (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 8; F^{17} 1206^{1-2}.

916. — Note du sieur Vandermonde sur les dépôts publics de livres, à l'occasion du mémoire de l'abbé de Saint-Léger, demandant la création de plusieurs bibliothèques partielles dans Paris.

21 février 1791.
Copie, *A. N.*, D XXII 2, n° 8.

917. — Projet d'établissement de bibliothèques dans le royaume, notamment d'une bibliothèque générale à Paris, distribuée en cinq ou six établissements, et d'une bibliothèque municipale, avec des articles de règlement proposés pour la bibliothèque générale.

Sans date (février 1791).
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 8.

918. — État général des livres de cent soixante-deux maisons ecclésiastiques et religieuses du département de Paris, selon les déclarations reçues jusqu'à ce jour.

1er mars 1791.
Minute, en double (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1177; M 197, n° 10.

919. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux réunis au comité de l'examen des monuments publics, déclarant ne pouvoir prendre de parti définitif pour la formation de bibliothèques dans l'intérieur de Paris avant de connaître le vœu des Comités de l'Assemblée, chargés de proposer des projets de décrets au sujet des nouveaux établissements littéraires.

5 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

920. — Envoi, par les Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis, aux administrateurs des biens nationaux de deux mémoires du sieur Picard, menuisier, montant à 10,771 livres, dont le règlement est autorisé.

5 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

921. — Décision des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis, relative aux dépôts de titres, notamment au cabinet des titres de Saint-Martin-des-Champs, dont la levée des scellés peut être ajournée.

5 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

922. — Délibération du Comité d'aliénation des biens nationaux, renvoyant au directoire du Département dom Brial, religieux des Blancs-Manteaux, au sujet de la réclamation de ses livres, bien que la propriété en soit établie par le certificat de vente du libraire Barrois aîné, avec le mémoire des livres fournis à dom Brial par ce libraire.

18 mars 1791.
Extrait conforme et minute (2 p.), *A. N.*, M 797, n° 9.

923. — Requête et lettre de dom Michel Jean-Joseph Brial, religieux bénédictin des Blancs-Manteaux, au département de Paris, à l'effet d'obtenir la restitution d'un certain nombre de livres lui appartenant, arrêtés au mois d'octobre 1790, lors de son déménagement pour se transporter à la communauté de Saint-Germain-des-Prés, avec lettres de M. Bailly et de M. Pitra, commissaire de l'administration des biens nationaux, touchant cette réclamation.

24 mars-1er avril 1791.
Minutes signées (5 p.), *A. N.*, M 797, n° 6.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 361.

924. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux réunis au directoire du Département, montrant la nécessité de procéder au plus tôt à la confection ou reconnaissance des catalogues des archives du clergé déposées aux Augustins, et des bi-

bliothèques des corps judiciaires supprimés, ainsi que de celle des avocats.

6 avril 1791.
Minute raturée, *A. N.*, F^{17} 1167.

925. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du département de Paris, signalant l'urgence du transport des commissaires de la municipalité, assistés du bibliothécaire de la Ville, dans chacune des maisons ecclésiastiques et religieuses, à l'effet de procéder au dénombrement exact des livres par tablettes et par rayons, avec une copie de l'état des bibliothèques ecclésiastiques et lettre du procureur général syndic.

13 avril 1791.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, M 797, n° 13.

926. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du Département, demandant la confirmation des pouvoirs donnés à M. Ameilhon pour faire l'inventaire et catalogue de la bibliothèque de l'abbaye de Saint-Denis, avec l'état sommaire de cette bibliothèque.

20 avril 1791.
Original signé, *A. N.*, M 797, n° 13; S 2385.

927. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du Département, les priant d'accélérer le recensement et catalogue des bibliothèques ecclésiastiques, de dresser des catalogues sur cartes des principales bibliothèques, de relever l'état des livres inutiles et de donner un aperçu des dépenses déjà faites, avec lettre du procureur général syndic du Département aux commissaires de la municipalité, les pressant de procéder à ces diverses opérations.

29 avril, 9 mai 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, M 797, n° 13.

928. — Relevé des bibliothèques des religieux, religieuses, séminaires et autres, fait sur les inventaires de la municipalité.

Avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1177.

929. — Instructions sur les objets à finir au plus tôt concernant les bibliothèques et monuments, prescrivant notamment l'achèvement des catalogues des livres de l'abbaye de Saint-Denis et des trois séminaires où l'on n'a pu pénétrer, l'examen par M. Ameilhon des principales bibliothèques des maisons de femmes, le transport des livres des Petits-Augustins dans l'église de Saint-Louis-de-la-Culture, les réparations des toits de plusieurs bibliothèques considérables, où il pleut, avec accusé de réception, en date du 31 mai, par le procureur général syndic du Département.

Sans date (mai 1791).
Minutes (2 p.), *A. N.*, M 797, n° 10; F^{17} 1187.

930. — Lettre de M. Ameilhon au procureur général syndic du Département, rendant compte de l'examen par lui fait des bibliothèques des Barnabites et des Minimes de Passy, et proposant de faire sur place le triage des livres offrant quelque valeur et de vendre le reste, avec réponse conforme du procureur général syndic.

7 juin, 28 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, M 797, n° 6.

931.— Lettre de M. Ameilhon au directoire du Département, le remerciant de la mission dont un arrêté du 7 juin l'a chargé à l'effet de procéder à l'inventaire des bibliothèques ecclésiastiques dans les districts de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine, avec notification de cet arrêté aux directoires de ces districts.

9, 17 juin 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, M 797, n° 6.

932. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis au directoire du Département, décidant, d'après les observations de M. Ameilhon, en ce qui concerne les bibliothèques des Barnabites et Minimes de Passy, que les livres intéressants seront portés à Saint-Denis, et que les volumes destinés à la vente seront rangés en deux catégories et visités préalablement par la commission de l'examen des monuments publics, avec lettre de M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, et réponse.

19, 24 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, M 797, n° 6.

933. — Lettre de M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, à M. Pastoret, procureur général syndic du Département, à l'effet d'être autorisé à faire les dépenses nécessaires pour accélérer la confection du catalogue des livres existant dans les différentes bibliothèques religieuses du district.

1er août 1791.
Original signé, *A. N.*, M 797, n° 6.

934. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du département de Paris, au sujet du payement de deux ou trois commis chargés de procéder au triage et rangement des livres du district de Saint-Denis, destinés à être vendus, avec lettre du procureur général syndic du Département, envoyant un état du recensement.

3, 12 août 1791.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, M 797, n° 6.

935. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux réunis aux administrateurs du département de Paris, réglant la communication des livres des maisons ecclésiastiques, leur recensement une fois achevé, aux religieux continuant à vivre de la vie commune, ladite communication devant se faire aux seuls religieux par le bibliothécaire de chaque maison.

14 août 1791.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, M 797, n° 13.

936. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du département de Paris, les invitant à faire droit à la réclamation des manuscrits du maréchal de Villars, déposés à Sainte-Geneviève, faite par les héritiers de Mme de Vézins.

4 septembre 1791.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, M 797, n° 13.

937. — Recensement des livres des bibliothèques ecclésiastiques et religieuses du département de Paris.

8, 15 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{17} 1177.

938. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du département de Paris, les priant d'autoriser le prêt du *Journal des Savants*, demandé par le père Chrysologue de Gy, religieux Capucin, avec lettre de ce religieux.

18 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, M 797, n° 6.

939. — Lettre des Comités d'aliénation des biens nationaux et d'administration ecclésiastique réunis aux administrateurs du département de Paris, les priant de faire droit à la réclamation de divers ouvrages par un certain Charles de Bapaume, demeurant aux Capucins-du-Marais.

28 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, M 797, n° 6.

940. — Recensement détaillé par formats des livres des quatre-vingt-huit bibliothèques des maisons d'hommes ecclésiastiques et religieuses du département de Paris, avec un autre état.

30 septembre 1791.
Minutes (en double) (3 p.), *A. N.*, F^{17} 1177; M 797, n° 10.

941. — Récapitulation des états de livres des bibliothèques du département de Paris et observations sur le travail des bibliothèques.

30 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, M 797, n° 10.

942. — État des vingt-cinq maisons religieuses dont les livres sont extraits sur des cartes, et dont chaque article a été vérifié exactement et appelé sur les catalogues qui se trouvent assez parfaits pour servir à cette vérification.

30 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, M 797, n° 10.

943. — Détails sur le travail des Comités de l'Assemblée, relativement à tout le mobilier des maisons ecclésiastiques et religieuses, et notamment à tous les monuments et objets précieux, entre autres aux

bibliothèques du royaume, et relevé de tout ce qui a été fait par les Comités ecclésiastique et d'aliénation de l'Assemblée nationale pendant les années 1789 et 1790.

30 septembre 1791.
Copies, *A. N.*, M 797, n° 10; Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 6487, fol. 1.

944. — Projet de distribution des bibliothèques qui resteront publiques dans Paris, et de celles des séminaires et collèges.

Sans date.
Minute, Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 6487.

945. — Résumé des questions contenues dans les réflexions accompagnées de divers détails, et sur lesquelles il serait instant que MM. du directoire du Département voulussent bien se prononcer.

Sans date.
Minute, Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 6487.

946. — Plan de police et d'accord entre toutes les bibliothèques pour l'avantage du public.

Sans date.
Minute, Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 6487.

Bibliothèque des Grands-Augustins.

947. — État et catalogue de la bibliothèque des Grands-Augustins.

1790.
Minute, Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 839 *a*.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 385.

948. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur la bibliothèque du couvent des Grands-Augustins par Jacques-Joseph Hardy, officier municipal, en présence du bibliothécaire, Charles Hervier.

18 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 3632.

949. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du département de Paris, les priant de faire droit à la réclamation d'une Encyclopédie in-4° par le sieur Hervier, ci-devant bibliothécaire des Augustins, avec sa demande.

28 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, M 797, n° 6.

Bibliothèque des Petits-Augustins.

950. — Déclaration de François Roblain, prieur des Augustins de la reine Marguerite, constatant l'existence de la bibliothèque et la remise des catalogues.

9 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 3641.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 348.

Bibliothèque des Augustins de la place des Victoires, ou Petits-Pères.

951. — Etat de la bibliothèque du couvent royal des Augustins réformés, près la place des Victoires, dressé par Michel Labiche, gardien de la bibliothèque, et certifié par François Delatour, prieur, avec sa déclaration.

13 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3645.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 308.

952. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du Département, à l'effet d'inviter la municipalité à livrer toutes les dépendances de la bibliothèque des Petits-Pères pour l'établissement des bureaux des assignats, en mettant sous scellés les bustes et objets antiques, et en autorisant M. Ameilhon à rendre aux religieux, sous leur récépissé, les livres par eux demandés, avec un état de ces livres et lettre du procureur général syndic du Département aux commissaires de l'agence des biens nationaux.

11, 18 juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, M 797, n° 13.

Bibliothèque des Barnabites.

953. — Procès-verbal de levée des scellés apposés sur la porte de la bibliothèque du

couvent des Barnabites et de remise des livres à M. Ameilhon.

31 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 3647.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 8.

Bibliothèque des Bernardins.

954. — Procès-verbal de remise de la bibliothèque des Bernardins, composée de trois cents volumes, à M. Ameilhon.

11 octobre 1791.
Minute, *A. N.*, S 3658.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 211.

Bibliothèque des Blancs-Manteaux.

955. — Procès-verbal de la représentation des catalogues de la bibliothèque des Blancs-Manteaux, faite par dom Brial, bibliothécaire, d'après le vœu général des religieux, nonobstant la protestation de dom Déforis et les observations de dom Clément et dom Labbat.

30 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, S 3675.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 362.

956. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux, approuvant l'envoi des livres des Blancs-Manteaux dans la maison de Saint-Louis-de-la-Culture et le transport du surplus du mobilier aux Augustins.

14 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

Bibliothèque des Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin.

957. — Procès-verbal de la remise de la bibliothèque des Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin à M. Ameilhon par le Père Étienne Opoix et le Père Pierre-Henri Dussart, dépositaires de la bibliothèque.

1er septembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 3705.

Bibliothèque des Capucins-Saint-Honoré.

958. — Description de la bibliothèque des Capucins-Saint-Honoré, sur la déclaration du bibliothécaire.

16 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 3705.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 238.

Bibliothèque des Carmes-Billettes.

959. — Catalogue de la bibliothèque des Carmes-Billettes, certifié par Jean-Baptiste Marquis, en religion frère Cyrille, gardien des religieux Carmes.

20 février 1790.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, S 3707.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 4.

960. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux, exigeant la restitution des livres conservés par le sieur Legendre, ancien Carme-billette, appartenant à la bibliothèque de cette maison religieuse.

29 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

961. — Procès-verbal de recensement de la bibliothèque des Carmes-Billettes, composée de cinq mille six cent trente volumes, sans compter quatre cents brochures et journaux, et de sa remise à M. Ameilhon par le prieur Charles-Pierre Nicolle.

13 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 3707.

Bibliothèque des Carmes de la place Maubert.

962. — Catalogue des livres des Carmes de la place Maubert, annexé à l'état des revenus.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 3734.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 10.

963. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux, autorisant le transfert des livres des Carmes de la place Maubert dans l'église des Capucins, à Saint-Louis-de-la-Culture, ou tout autre dépôt à portée.

14 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

964. — Procès-verbal de levée des scellés apposés sur la bibliothèque des Carmes de la place Maubert, et de remise à M. Ameilhon, chargé de procéder aux recensement et catalogue.

12 février 1791.
Minute, *A. N.*, S 3734.

965. — Procès-verbal de François-Stanislas Turquet, commissaire de police de la section de Sainte-Geneviève, à l'effet de constater un vol par effraction commis en la bibliothèque des Carmes de la place Maubert.

16 avril 1791.
Copie conforme, *A. N.*, S 3734.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 9.

Bibliothèque des Célestins.

966. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux, approuvant le choix de la maison de Saint-Louis-de-la-Culture pour y déposer les livres des Célestins, en transportant le surplus du mobilier aux Augustins.

14 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

967. — Catalogue de la bibliothèque des Célestins, avec des notices sur cette bibliothèque et sur ce qui restait de manuscrits chez les Célestins, en 1791, par M. Ameilhon.

25 septembre 1791.
Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 6493, fol. 142.

Bibliothèque du chapitre de Notre-Dame.

968. — Premier et second supplément au catalogue de la bibliothèque du chapitre de l'Église de Paris, certifiés par M. Buée, secrétaire du chapitre.

26 février 1790.
Minutes en 4 cahiers in-fol., *A. N.*, L 553, n°s 2 à 5.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 42.

969. — Catalogue des livres dont il se trouve des doubles ou de meilleures éditions à la bibliothèque du chapitre, et des manuscrits provenant de la succession de M. Lemerre, avocat du clergé, certifié par M. Buée, secrétaire du chapitre.

26 février 1790.
Minute en 1 cahier in-fol., *A. N.*, L 553, n° 6.

970. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux, autorisant le maintien provisoire dans le même bâtiment des livres du chapitre de Notre-Dame, en attendant le choix d'un autre local, et les chargeant de prendre les mesures nécessaires pour la conservation des objets précieux.

14 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

971. — Procès-verbal de levée des scellés apposés sur la bibliothèque du chapitre de Notre-Dame, et de remise à M. Ameilhon.

1er août 1791.
Minute, *A. N.*, S 462.

Bibliothèque des Chartreux.

972. — Note des principes d'architecture, grands atlas, histoires romaines et autres, contenant diverses estampes précieuses trouvées chez les Révérends Pères Chartreux de Paris, dans la bibliothèque attenante à l'appartement du prieur.

16 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 3948.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 326.

973. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du département de Paris, donnant des instructions qui seront

transmises à M. Ameilhon pour la rédaction du catalogue des livres des Chartreux.

14 août 1791.
Minute non signée, *A. N.*, M 797, n° 13.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 326.

Bibliothèque des Feuillants.

974. — État de la bibliothèque de l'abbaye du Val, réunie aux Feuillants de la rue Saint-Honoré, d'après la déclaration de Philippe Godelart, procureur du monastère.

2 mars 1790.
Minute, *A. N.*, S 4166.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 286.

975. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux, autorisant le transport dans l'église des Capucins des livres des Feuillants, afin d'empêcher toute dilapidation.

14 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

976. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis, autorisant les administrateurs des biens nationaux à faire remettre, à titre de prêt, par le bibliothécaire de la Municipalité, les livres de piété, d'histoire ou autres, demandés par les Feuillants.

29 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

977. — Procès-verbal de déménagement d'un cabinet d'histoire naturelle et d'un autre renfermant des médailles, dépendant de la bibliothèque des Feuillants.

13 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4166.

Bibliothèque des Filles-du-Calvaire.

978. — État sommaire des livres composant la bibliothèque des Filles-du-Calvaire, d'après leur déclaration.

26 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 4649.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 457.

Bibliothèque des Jacobins de la rue Saint-Honoré.

979. — Déclaration de Nicolas Christophe, prieur des Dominicains de la rue Saint-Honoré, portant que le relevé des livres de leur bibliothèque a été fait et se trouve dans un catalogue de 58 pages, avec récépissé du catalogue, délivré par M. Ameilhon le 9 février 1791.

18 janvier 1790.
Minute (en double) (3 p.), *A. N.*, S 4222.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 319.

980. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux, autorisant la remise des livres des Dominicains de la rue Saint-Honoré à M. Ameilhon, bibliothécaire de la Ville, qui se chargera de les faire transporter.

6 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXII 2, n° 7; copie conforme, *A. N.*, S 4222.

981. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs des biens nationaux, autorisant le transfert dans l'église des Capucins de la rue Saint-Honoré, destinée à servir de dépôt, de ceux des livres de la bibliothèque des Jacobins, qui paraîtront devoir être mis en sûreté.

14 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 320.

Bibliothèque des Jacobins de la rue Saint-Jacques.

982. — État sommaire de la bibliothèque des Jacobins de la rue Saint-Jacques, avec description détaillée des manuscrits, le tout compris dans la déclaration des biens et revenus du couvent, faite par le prieur Joseph Faitot.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 4228.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 195.

Bibliothèque des Mathurins.

983. — État sommaire de la bibliothèque des Mathurins, d'après le catalogue compris dans la déclaration des revenus, faite par Pierre Chauvier, général de l'ordre.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 4241.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 189.

984. — Rapport de l'abbé Leblond, au nom des Comités réunis, constatant l'inexactitude du relevé de la bibliothèque des Mathurins, qui ne signale aucun manuscrit, tandis qu'elle en possède plusieurs.

16 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, nº 20.

985. — Liste des livres inscrits sur le catalogue et qui ne se trouvent pas dans la bibliothèque des Mathurins.

Sans date.
Minute signée du père Chauvier, général, et de MM. Hue, de Jussieu et Etienne de la Rivière, *A. N.*, S 4241.

Bibliothèque des Minimes de la place Royale.

986. — État des livres qui forment la bibliothèque des Minimes du couvent de la place Royale, certifié par Fr. Courtel, bibliothécaire.

16 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 4295.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 327.

Bibliothèque des Pères-de-Nazareth.

987. — Déclaration du dépôt du catalogue de la bibliothèque des Pères-de-Nazareth, en cinq volumes in-folio, par le Père Christophe Démont, gardien du couvent, avec récépissé signé d'Ameilhon, du 9 février 1791.

18 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4334.

988. — Procès-verbal d'apposition et de levée des scellés sur la bibliothèque des Pénitents de Notre-Dame-de-Nazareth, et de prise de possession par M. Ameilhon.

16 mars, 28 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 4334.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 2.

Bibliothèque des Prémontrés de la Croix-Rouge.

989. — État sommaire de la bibliothèque des Prémontrés de la Croix-Rouge, compris dans la déclaration de leurs biens et revenus.

22 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 4342.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 161.

Bibliothèque des Prémontrés de la rue Hautefeuille.

990. — Catalogue des livres de la bibliothèque du collège des Prémontrés de la rue Hautefeuille, certifié par Antoine-Daniel Delacroix, prieur.

4 mai 1790.
Minute (1 cahier in fol.), *A. N.*, S 4342.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 321.

Bibliothèque de Royaumont.

991. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis à dom Poirier, le priant de vouloir bien profiter du voyage qu'il va faire pour visiter les bibliothèque et archives de Royaumont.

25 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, nº 28.

Bibliothèque des Récollets.

992. — Arrêté du Corps municipal, chargeant MM. Le Roulx de la Ville et Le Camus de remettre à M. Ameilhon, bibliothécaire de la Ville, les armoires et rayons de la bibliothèque des Récollets.

9 mai 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{15} 3587.

Bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés.

993. — Catalogue des livres qui ont été enlevés à l'abbaye de Saint-Germain et conduits à Saint-Louis-de-la-Culture, finis de mettre en ordre par Poinçot, libraire.

11 mars 1791.
Minute, Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 6495, fol. 45, 87, 95.

994. — Lettre des Comités réunis au Comité des monuments publics, accompagnant l'envoi d'observations sur le mémoire du bibliothécaire de Saint-Germain-des-Prés.

4 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

Bibliothèque de Saint-Martin-des-Champs.

995. — Procès-verbal d'apposition des scellés sur la bibliothèque du prieuré de Saint-Martin-des-Champs par les commissaires de la Municipalité.

19 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 1332.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 103.

996. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du département de Paris, pour autoriser le prêt de quelques volumes de la bibliothèque de Saint-Martin-des-Champs, sollicité par le religieux bibliothécaire pendant la rédaction du catalogue.

23 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, M 797, n° 6.

Bibliothèque de Saint-Victor.

997. — Procès-verbal d'apposition et de levée des scellés sur la bibliothèque de Saint-Victor par Jacques-Joseph Hardy, officier municipal et commissaire de l'administration des biens nationaux, et de sa remise à M. Ameilhon.

18, 25 février 1791.
Minute, *A. N.*, S 2069.
Ed. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 184.

Bibliothèque de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.

998. — Procès-verbal de levée des scellés apposés sur la porte de la bibliothèque du prieuré de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, et de remise des livres à M. Ameilhon.

13 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 996.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 335.

Bibliothèque des religieuses de Sainte-Elisabeth.

999. — État des livres composant la bibliothèque des religieuses de Sainte-Élisabeth, d'après leur déclaration.

16 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 4690[A].
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 410.

Bibliothèque de Sainte-Geneviève.

1000. — État de la bibliothèque de Sainte-Geneviève, avec un plan général du catalogue, certifié par M. Rousselet, abbé, et M. Pingré, bibliothécaire.

24 février 1790.
Original signé (en plusieurs exemplaires), *A. N.*, S 1540.
Ed. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 93.

1001. — Représentation du catalogue de la bibliothèque de Sainte-Geneviève, en neuf volumes in-folio, et de l'inventaire des principaux manuscrits, faite aux commissaires de la Municipalité, lors du procès-verbal de leur visite, par les trois bibliothécaires.

21 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 1540.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 88.

1002. — Liste des livres de la bibliothèque de Sainte-Geneviève, que le bibliothécaire croit être en droit de revendiquer si la bibliothèque venait à être dispersée,

ou s'il venait à en être séparé, certifiée par l'abbé Pingré.

21 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 1540.

1003. — Procès-verbal constatant le dépôt entre les mains de Jacques-Joseph Hardy, officier municipal, et d'Hubert-Pascal Ameilhon, bibliothécaire de la Municipalité, de l'état et catalogue de la bibliothèque de Sainte-Geneviève, par Alexandre Guy Pingré et Jean-Marie Viallon, dépositaires de cette bibliothèque.

22 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 1540.

1004. — Lettre des Comités d'aliénation des biens nationaux et d'administration ecclésiastique réunis aux administrateurs du département de Paris, autorisant, sur la demande des bibliothécaires de Sainte-Geneviève, le payement des honoraires de trois ou quatre commis nécessaires pour le travail de catalogue de cette bibliothèque.

31 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, M 797, n° 6.

1005. — Mémoire relatif au catalogue de la bibliothèque de Sainte-Geneviève et à la transcription des cartes des volumes in-folio et in-4°, faites anciennement par les soins des religieux.

Juillet 1791.
Minute, *A, N.*, M 797, n° 6.

1006. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du Département, autorisant la délivrance d'un acompte aux quatre commis employés à la mise au net du catalogue de Sainte-Geneviève, sous le certificat de M. Ameilhon.

21 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, M 797, n° 14.

Bibliothèque du séminaire du Saint-Esprit.

1007. — Procès-verbal de transport de Jacques-Joseph Hardy, officier municipal, et d'Hubert-Pascal Ameilhon, bibliothécaire de la Municipalité, au séminaire du Saint-Esprit, rue des Postes.

20 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 6847.

1008. — Lettres des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis aux administrateurs du département de Paris, au sujet des difficultés soulevées par un ecclésiastique du séminaire du Saint-Esprit, qui avait refusé de procéder au travail de recensement et de catalogue de la bibliothèque de ce séminaire.

21 septembre 1791.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, M 797, n° 6.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 392.

Bibliothèque du séminaire de Saint-Louis.

1009. — Procès-verbal de remise de la bibliothèque du séminaire de Saint-Louis, rue d'Enfer, à M. Ameilhon, bibliothécaire de la Municipalité.

3 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, S 6853.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 390.

Bibliothèque du séminaire de Saint-Sulpice.

1010. — Procès-verbal de recensement des livres de la bibliothèque du séminaire de Saint-Sulpice par Laurent Stouf, officier municipal, assisté d'Hubert-Pascal Ameilhon, bibliothécaire de la Municipalité, avec lettre annonçant leur visite.

2 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 7006.
Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 30.

Bibliothèque du séminaire des Trente-Trois.

1011. — Procès-verbal de remise de la bibliothèque du séminaire des Trente-Trois, à Jacques-Joseph Hardy, officier municipal,

assisté d'Hubert-Pascal Ameilhon, bibliothécaire de la Municipalité.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, S 7042.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 376.

Bibliothèque de la Sorbonne.

1012. — Procès-verbal d'inventaire et de remise de la bibliothèque de la maison de Sorbonne à Jacques-Joseph Hardy, officier municipal, assisté d'Hubert-Pascal Ameilhon, avec le recensement des livres se trouvant dans la grande pièce et dans les petites bibliothèques au premier et au second étage.

27 avril 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, M 797, n° 12.
Ed. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 300.

Bibliothèque des Théatins.

1013. — Procès-verbal d'apposition des scellés sur la bibliothèque des Pères Théatins, avec deux exemplaires du catalogue formant deux cahiers in-folio.

12 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 4355.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 28.

1014. — Procès-verbal de levée des scellés apposés sur la bibliothèque des Théatins et de remise des livres à M. Ameilhon, avec un état des volumes tirés de la bibliothèque par le Père Chéron, pour son usage personnel.

30 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4355.

Bibliothèque des Ursulines du faubourg Saint-Jacques.

1015. — Aperçu de la bibliothèque des Ursulines du faubourg Saint-Jacques, d'après leur déclaration.

7 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 4769.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 407.

Bibliothèque des Visitandines de la rue Saint-Antoine.

1016. — État de la bibliothèque des Visitandines de la rue Saint-Antoine, d'après leur déclaration.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 4776.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 416.

Bibliothèque de la Bastille.

1017. — Catalogue des livres en feuilles, reliés et brochés, qui sont déposés à Saint-Louis-de-la-Culture, provenant de la Bastille, mis en ordre par le sieur Poinçot, libraire, certifié véritable par Poinçot et par Agier, ci-devant commissaire aux papiers de la Bastille.

14 juin-15 septembre 1790.
Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 6495, fol. 1.
Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 201, 292.

Bibliothèque du Châtelet.

1018. — Catalogue des livres de la bibliothèque de MM. du Châtelet, certifié véritable par le libraire Barrois aîné.

15 janvier 1791.
Minute, Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 6495, fol. 201.

1019. — Procès-verbal de prise de possession de la bibliothèque du ci-devant Châtelet par Jacques-Joseph Hardy, officier municipal, assisté d'Hubert-Pascal Ameilhon, auquel est remis le catalogue rédigé par le libraire Barrois aîné.

10 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, M 797, n° 7.
Ed. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 364.

Bibliothèque de l'ordre des Avocats.

1020. — Procès-verbal de remise de la bibliothèque de l'ordre des Avocats, en l'é-

vêché de Paris, à Jacques-Joseph Hardy, assisté d'Hubert-Pascal Ameilhon.

1er septembre 1791.
Minute, *A. N.*, M 797, n° 8.
Ed. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. III, p. 175.

Bibliothèque de la Ville.

1021. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Le Peletier de Morfontaine, au sujet de ses offres de vente de sa bibliothèque à la Ville.

31 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 31.

1022 — Lettre du sieur Varin, libraire, notable adjoint, au président de l'Assemblée des représentants de la Commune, faisant hommage à la bibliothèque de la Ville d'un exemplaire de l'édition d'Homère de Bitaubé, sortant des presses de Didot, pour répondre au vœu exprimé par M. Mulot, de voir les savants et libraires offrir leurs ouvrages à cette bibliothèque.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 20.

J. — JARDIN DES PLANTES ET CABINET D'HISTOIRE NATURELLE

1023. — Brevet de correspondant du Jardin et Cabinet du Roi pour Georges-André Wantzloeben, officier de la maison de la Reine, connu par ses découvertes en histoire naturelle, délivré sur le rapport de M. de la Billarderie.

30 avril, 17 mai 1789.
Minutes (2 p.), O¹ 128, fol. 325, O¹ 2123.

1024. — Requête du sieur Jean Verdier, maître ès arts, instituteur de la jeunesse, médecin du feu roi de Pologne, à M. de Saint-Priest, au sujet de la suppression de sa maison d'éducation, établie rue Saint-Victor, dans l'hôtel de Magny, par le comte de Buffon, intendant, et M. Verniquet, architecte du Jardin du Roi, sans indemnité aucune.

24 septembre 1789.
Minute, avec précis imprimé (2 p.), *A. N.*, O¹ 2123.

1025. — Observations du recteur de l'Université de Paris, présentées à M. de Saint-Priest sur l'affaire de M. Verdier, maître ès arts et de pension, contre le comte de Buffon, intendant du Jardin royal des Plantes, avec lettre d'envoi.

Sans date (25 septembre 1789).
Original signé de M. Dumouchel, *A. N.*, O¹ 2123.

1026. — Lettre de M. de la Billarderie, intendant du Jardin du Roi, demandant un supplément de crédit de 3 ou 4,000 livres pour frais inattendus.

2 décembre 1789.
Original, *A. N.*, O¹ 2123.

1027. — Lettre de M. Dufresne à M. de Saint-Priest, lui adressant l'état des dépenses pour le service du Jardin et du Cabinet du Roi, pour l'année 1789, montant à 85,988 livres.

5 décembre 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 2123.

1028. — État de la recette et de la dépense du Jardin et du Cabinet du Roi, depuis le 1er janvier jusqu'au 31 décembre 1789, présenté par le marquis de la Billarderie, intendant desdits Jardin et Cabinet du Roi, avec mémoire des travaux y exécutés pendant cette année.

Minutes (1 dos.), *A. N.*, O¹ 2123.

1029. — Pétition des sieurs Mille, serrurier, Delaplanche, sculpteur-marbrier, Peny, peintre, et autres entrepreneurs des ouvrages exécutés au Jardin du Roi, à M. Laurent de Villedeuil, à l'effet d'obtenir une ordonnance de payement des sommes qui leur étaient dues depuis deux ans, ce qui leur causait un réel préjudice, M. de Buffon les payant toujours au comptant.

Sans date (1789).
Minute signée, *A. N.*, O¹ 2123.

1030. — Requête du sieur Mille, serrurier du Jardin du Roi, demandant une allocation supplémentaire de 7,141 livres 12 s. 6 deniers, pour quatre articles portés à la fin de son mémoire de 1789, qui ne lui ont pas été alloués par M. Verniquet, archi-

tecte du Jardin du Roi, avec le mémoire en question.

Sans date (1790).
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 2123.

1031. — Lettre de l'archevêque de Bordeaux à M. de Saint-Priest, lui faisant passer le mémoire du sieur Verdier, maître de pension, réclamant une indemnité pour la suppression de sa maison d'éducation.

8 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 2123.

1032. — Lettre de M. Parent de Chassy, président du Comité des domaines, à M. de Saint-Priest, demandant l'état détaillé de tous les bâtiments dépendant du Jardin du Roi, des maisons et terrains acquis par M. de Buffon, l'indication de ceux de ces immeubles qu'on pourrait aliéner, la liste des personnes jouissant de logements, avec le montant de leurs appointements.

22 janvier 1790.
Original signé, *A. N.*, O^1 2123.

1033. — Requête du sieur Verdier, instituteur de la jeunesse dans l'Université de Paris, à M. de Saint-Priest, réclamant la délivrance d'expéditions de divers titres qui lui sont nécessaires afin de poursuivre l'instance par lui engagée contre MM. de Buffon et Verniquet, en raison de son expulsion de l'hôtel de Magni, lors de l'agrandissement du Jardin du Roi.

10 février 1790.
Minute, *A. N.*, O^1 2123.

1034. — Supplique du sieur Verniquet, architecte du Jardin du Roi, à M. de Saint-Priest, à l'effet d'obtenir la jouissance viagère du logement, avec ses dépendances, qu'il occupe dans le jardin.

8 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O^1 2123.

1035. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Priest, recommandant à sa bienveillante sollicitude le sieur Guillotte, inspecteur-commandant du Jardin royal des Plantes, menacé de perdre cette place, et dénué de fortune avec des charges de famille.

12 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, O^1 2123.

1036. — État de l'arriéré des dépenses du Jardin du Roi en 1788 et 1789, certifié véritable par M. de la Billarderie.

20 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O^1 2123.

1037. — Lettre de M. de la Billarderie, intendant du Jardin du Roi, au sujet de la garde de cet établissement, confiée jusqu'alors à M. Guillotte, qu'il serait préférable de maintenir en fonctions, à moins d'en charger la Prévôté de l'Hôtel, ou de porter à six le nombre des gardes-bosquets.

24 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O^1 2123.

1038. — Lettres et mémoire au comte de Saint-Priest, en réponse à la réclamation d'une indemnité de 6,500 livres par la veuve Picquenard, marchande de vins, pour sa maison construite sur un terrain que les chanoines de Saint-Victor avaient cédé, en 1781, au comte de Buffon, en vue de l'agrandissement du Jardin du Roi, avec le contrat de cession.

1er avril-29 mai 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, O^1 2123.

1039. — Observations en réponse aux réclamations de plusieurs particuliers locataires des terrains qui avaient servi à l'agrandissement du Jardin du Roi, présentées à l'Assemblée nationale.

Sans date (avril 1790).
Minute, *A. N.*, O^1 2123.

1040. — Lettre de M. Vernier, président du Comité des finances, à M. de Saint-Priest, demandant, au nom du Comité, des éclaircissements au sujet de l'indemnité promise par M. de Buffon à M. Verdier, à la suite de son renvoi de l'hôtel de Magny, annexé au Jardin du Roi.

21 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O^1 2123.

1041. — Lettre de M. de la Billarderie au comte de Saint-Priest, soumettant à son approbation le mémoire qu'il se propose d'envoyer au Comité des finances.

26 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O^1 2123.

1042. — Mémoire pour le maintien de la place d'inspecteur-commandant du Jardin du Roi, occupée par M. Guillotte, ancien capitaine de cavalerie, présenté à M. de Saint-Priest par Daubenton, Lacépède, Desfontaines et Thouin, avec lettre de M. de la Billarderie.

26 mai 1790.

Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 2123.

1043. — Lettre de M. de la Billarderie, ntendant du Jardin du Roi, à M. de Saint-Priest, lui signalant l'urgence de construire un mur de soutènement de la terrasse.

25 juin 1790.

Original signé, *A. N.*, O[1] 2123.

1044. — Vues d'un zélé citoyen (le sieur André) sur le Jardin du Roi, présentées à l'Assemblée nationale.

18 juillet 1790.

Minute, *A. N.*, F[17] 1310.

1045. — Adresse des naturalistes à l'Assemblée nationale, demandant la permission de placer au Jardin public des Plantes les bustes des savants qui, par leurs travaux, ont contribué aux progrès de l'histoire naturelle, avec réponse du président.

5 août 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, C 43, n° 392.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 623.

1046. — Lettre de M. de la Billarderie, intendant du Jardin du Roi, à M. de Saint-Priest, le priant de demander l'approbation royale pour le cours de pharmacie, que le sieur Brongniard, démonstrateur de chimie, se propose d'ouvrir dans l'amphithéâtre de cet établissement.

14 août 1790.

Original signé, *A. N.*, O[1] 2123.

1047. — Lettre de M. de La Rochefoucauld, président du Comité d'aliénation des domaines nationaux, approuvant, au nom du Comité, le projet de réunion au Jardin du Roi du terrain occupé par les Nouveaux Convertis.

Août 1790.

Original signé, *A. N.*, O[1] 2123.

1048. — Demande que fait M. le comte de Saint-Priest, ministre du département de Paris, à l'Assemblée nationale, pour l'annexion, au Jardin royal des Plantes, de la maison des Nouveaux Convertis, qui se trouve enclavée dans le jardin, annexion nécessitée par l'établissement d'une école d'arbres fruitiers et la concession d'un logement à M. Van Spaendonck, peintre et dessinateur, ainsi qu'aux jardiniers, et mémoire à ce sujet.

Sans date (août 1790).

Minute et plan du couvent (2 p.), *A. N.*, O[1] 2123.

1049. — Adresse des officiers du Jardin des Plantes et du Cabinet d'histoire naturelle à l'Assemblée nationale, exposant leurs travaux et recommandant à la sollicitude de l'Assemblée l'amélioration de l'organisation intérieure de cet établissement, avec lettre signée de Thouin et Fourcroy et décret portant renvoi de cette adresse au Comité des finances.

20 août 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 46, n° 702; copie, *A. N.*, A 189, fol. 813.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 177.

1050. — État des sommes que le Roi veut et ordonne être payées pour les appointements et gages de l'intendant, des gardes, démonstrateurs, professeurs, officiers et employés des Jardin et Cabinet d'histoire naturelle, pendant l'année 1790, état se montant à 92,222 livres 12 sols, signé de M. Guignard (de Saint-Priest).

21 décembre 1790.

Original et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 2123.

1051. — État des mémoires concernant les ouvrages faits au Jardin du Roi pendant le cours de l'année 1790, sur les dessins, conduite et règlement du sieur Verniquet.

21 décembre 1790.

Original certifié et signé par M. Verniquet, *A. N.*, O[1] 2123.

1052. — État de la dépense faite pour le Jardin des Plantes, depuis le 1er janvier jusques et compris le 30 septembre 1790, et devis des dépenses à faire pour le dernier quartier de 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2123.

1053. — État des dépenses faites pour l'achèvement de la nouvelle serre chaude du Jardin du Roi, jusqu'à concurrence de 20,000 livres.

1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 2123.

1054. — Réflexions du sieur Descemet, docteur-régent de la Faculté de médecine, sur le rapport du Comité des finances concernant l'état de la dépense actuelle du Jardin du Roi.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D VI 10, n° 105.

1055. — Rapport contraire à la proposition de supprimer comme inutile la place d'intendant du Jardin du Roi.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F¹⁷ 1310.

1056. — Observations sur les adresses et projets de règlement de MM. les officiers du Jardin du Roi.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F¹⁷ 1310.

1057. — Mémoire soumis à l'évêque d'Autun, par l'intendant du Jardin du Roi, pour la réorganisation de cet établissement.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F¹⁷ 1310.

1058. — Mémoire tendant à établir que l'administration du Jardin des Plantes ne saurait être confiée ni à l'Assemblée nationale, ni à l'Université, et doit appartenir au Roi.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, O¹ 2123.

1059. — Mémoire proposant de réduire à quatre les chaires du Jardin du Roi, dont deux pour la botanique, une autre pour la minéralogie, et la dernière pour la zoologie.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F¹⁷ 1310.

1060.— Lettre de M. de Lessart à M. Vernier, président du Comité des finances, pour demander des explications sur les faits exposés par M. Trécourt, secrétaire de la correspondance du Jardin des Plantes, dans son mémoire à l'Assemblée nationale.

3 février 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 10, n° 105.

1061. — État de la recette et de la dépense du Jardin et du Cabinet du Roi, pour l'année 1791, présenté par M. de la Billarderie, intendant dudit Jardin, avec cinq mémoires de dépenses, l'un de Daubenton et les autres de Thouin.

4 avril 1791.
Minutes signées, *A. N.*, F⁴ 1244.

1062. — Lettre de M. de Lacépède au président du directoire du Département de Paris, l'informant du résultat de l'examen d'une collection d'histoire naturelle conservée à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

21 avril 1791.
Original, *A. N.*, D XXVIII 3, n° 42.
Ed. *Musée des Archives nationales*, p. 716.

1063. — Ordonnances de payement de la somme de 25,000 livres pour le premier quartier de 1791, et de pareille somme pour le quartier de juillet, représentant les appointements et gages des employés, les dépenses d'entretien, avec état détaillé des dépenses.

2 mai 1791.
Original signé de Louis XVI et minutes (2 dos.), *A. N.*, F⁴ 1022, 1241; F¹⁷ 1310.

1064. — Déclaration des officiers du Jardin du Roi, portant qu'ils verront avec le plus grand plaisir s'établir une correspondance d'histoire naturelle entre la métropole et les colonies.

28 juillet 1791.
Original signé de Lacépède, de Daubenton, de Thouin et de Desfontaines, *A. N.*, AA 45, n° 1348.

1065. — Devis de la dépense pour l'entretien du Jardin des Plantes et des Cabinets d'histoire naturelle, pour les second, troisième et quatrième quartiers de l'année 1791.

1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F¹⁷ 1119.

1066. — Tableau des dépenses du Jardin des Plantes pour les exercices 1789, 1790 et 1791, extrait de l'état des dépenses ordi-

naires du Trésor, du 1er mai 1789 au 31 août 1791, certifié par les commissaires de la Trésorerie.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 17, n° 176.

K. — OBSERVATOIRE

1067. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Cassini, directeur de l'Observatoire, lui renvoyant, après l'avoir arrêté, le compte et les pièces justificatives de la dépense faite dans le cours de l'année précédente pour l'Observatoire.

24 janvier 1789.
Copies, *A. N.*, O1 500, fol. 59.

1068. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Cassini, regrettant de ne pouvoir placer, suivant son désir, une sentinelle à l'Observatoire, de six heures du soir à six heures du matin, en raison de la dépense, mais déclarant que les fréquentes patrouilles faites par les nouveaux postes de la barrière d'Orléans et du carrefour des Anglais suffiront pour garantir la sûreté du quartier.

5 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O1 500, fol. 158.

1069. — Lettre du sieur Brébion, contrôleur des Bâtiments, à M. de Cassini, déclarant, après avoir visité l'Observatoire avec MM. Renard et Pécoul, que les travaux de 1789 devront consister essentiellement dans l'achèvement des entreprises des années précédentes, le budget étant grevé par une dépense de plus de 120,000 livres pour la reconstruction du comble du Salon de l'exposition des tableaux au Louvre.

17 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O1 1691.

1070. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Cassini, annonçant l'envoi à M. de Crosne de ses lettre et mémoire au sujet de la nomination à faire d'un syndic et d'un adjoint dans le corps des ingénieurs en instruments de mathématiques et d'optique, créé par lettres patentes du 7 février 1789.

9 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O1 500, fol. 320.

1071. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Cassini, lui retournant le compte, avec pièces justificatives, de la dépense faite pour l'Observatoire dans le cours de l'année précédente, se traduisant par un débet de 1,458 livres 2 sols 3 deniers, en le prévenant qu'il doit se borner à dépenser strictement ce qui lui est attribué pour les achats et entretien tant du cabinet que de la bibliothèque de l'Observatoire, et que le Roi veut bien accorder exceptionnellement l'indemnité de loyer par lui demandée, pour les six premiers mois de 1789, mais l'avertissant qu'à l'avenir ses loyers resteront à sa charge.

19 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O1 501, fol 25.

1072. — Lettre de M. de Cassini, directeur de l'Observatoire, à l'Assemblée nationale, demandant le concours de tous les députés pour la rectification de la carte générale du royaume.

18 février 1790.
Original signé, *A. N.*, D IV 49, n° 1429bis.

1073. — État de la bibliothèque et des instruments de physique et d'astronomie de l'Observatoire, remis par M. de Cassini.

5 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 44, n° 402.

L'inventaire en question fut dressé en vertu du décret du 6 septembre 1790, qui avait fixé les dépenses de l'Observatoire.

L. — CABINET DE L'ÉCOLE DES MINES

1074. — Lettre de M. Sage, de l'Académie des sciences, protestant contre le projet de réunion du cabinet de l'École royale des Mines au Jardin du Roi, proposé par le Comité des finances.

3 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 46, n° 702.

M. — ACADÉMIES

Académie des inscriptions et belles-lettres.

1075. — Lettre du ministre de la maison du Roi à l'archevêque de Sens, lui annon-

çant sa nomination comme président de l'Académie des inscriptions et belles-lettres pour l'année 1789.

2 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 1.

1076. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dacier, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'avisant de la nomination de l'archevêque de Sens comme président, de M. d'Ormesson comme vice-président, de MM. Bouchaud et Gautier de Sibert comme directeur et sous-directeur de l'Académie.

2 janvier, 7 mars 1789.
Copies, *A. N.*, O¹ 500, fol. 1, 166.

1077. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bertin, ministre d'État, lui annonçant sa nomination comme vice-président de l'Académie des inscriptions et belles-lettres pour l'année 1789.

11 février 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 110.

1078. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dacier, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, notifiant la nomination de M. Michaelis, professeur à l'Université de Goettingue, à la place d'associé libre étranger, vacante par la mort de M. Bartoli.

19 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 199.

1079. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dacier, lui faisant connaître la nomination de M. Levesque à la place d'associé ordinaire de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, vacante par la mort de l'abbé Brotier.

25 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 202.

1080. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dacier, déclarant qu'il recevra avec plaisir la députation de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, lorsqu'il lui sera possible de se rendre à Paris.

6 août 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 413.

1081. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dacier, le prévenant que le Roi recevra, le dimanche 6 septembre, les députés de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, chargés de lui présenter le second volume des notices des manuscrits de la bibliothèque du Roi.

27 août 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 453.

1082. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dacier, l'informant de la nomination de M. Bertin comme président, de M. de Villedeuil comme vice-président, et de MM. Bréquigny et Leroy comme directeur et vice-directeur de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, pour l'année 1790.

29 décembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 623.

1083. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Bréquigny, à l'abbé Duverger, à Dom Poirier et Dom Villevieille, à l'effet de procéder à l'examen des titres de noblesse du sieur Daurelle, ainsi que du mémoire de Chérin, généalogiste des ordres du Roi.

18, 23 février 1790.
Copies, *A. N.*, O¹ 501, fol. 66.

Académie des sciences.

1084. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, demandant la nomination par l'Académie de commissaires chargés d'examiner le projet du baron de Scott, inventeur d'une machine aérostatique dirigeable à volonté.

3 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 4.

1085. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, le priant de soumettre à l'examen de l'Académie cinq mémoires sur l'établissement de tueries hors de Paris.

20 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 49.

1086. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, le priant de transmettre à l'Académie un mémoire pour

le concours ouvert sur le meilleur moyen de préserver de tout accident les ouvriers qui broient des couleurs.

3 février 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 84.

1087. — Lettres du ministre de la maison du Roi à MM. de Loménie, président, et de Condorcet, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, annonçant la nomination de M. de Bougainville à la place d'associé libre, vacante par le décès du marquis de Turgot.

3 février 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 86.

1088. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, le priant de soumettre à l'examen de l'Académie le projet d'appliquer les machines à feu à faire tourner les moulins par l'action de l'eau réduite en vapeur, afin de suppléer aux moulins à eau et à vent, insuffisants pour fournir l'approvisionnement de farines de la ville de Paris.

11 février 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 112.

1089. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, demandant, en raison des désastres causés par les glaces et surtout par la rupture des ponts, l'avis de l'Académie sur la question de savoir si l'on ne pourrait pas armer les arches des ponts de moutons servant à battre les pilotis, dont la chute et le poids briseraient les glaces.

25 février 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 143.

1090. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, le priant de soumettre à l'examen de l'Académie le projet du sieur de Rosembourg pour l'établissement de cimetières communs hors de l'enceinte de Paris, question très importante.

3 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 223.

1091. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, accompagnant l'envoi d'un nouveau projet pour les tueries, dû au sieur Prioreau, garde du Roi.

8 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 230.

1092. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M de Condorcet, le priant de communiquer à l'Académie un mémoire du sieur James Rumsay, qui aurait trouvé le moyen de faire remonter les bateaux par le secours des pompes à feu.

19 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 244.

1093. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, l'avisant de la nomination de M. Black à la place d'associé étranger, vacante par la mort de M. Camper.

15 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 279.

1094. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Tillet, trésorier perpétuel de l'Académie des sciences, lui adressant quatre brevets d'ingénieurs en instruments d'optique, de mathématique et de physique, expédiés en faveur des sieurs Aupoix, Rebours, Gouffé et Chignet, candidats proposés par l'Académie.

20 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 349.

1095. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, au sujet du retrait d'une somme de 12,000 livres, déposée par le sieur Germain, banquier, pour être donnée en prix à l'inventeur de la meilleure machine hydraulique, en remplacement de celles du Pont-Neuf et du pont Notre-Dame, aucun des ouvrages présentés n'ayant été jugé digne du prix par l'Académie.

21 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 357.

1096. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, annonçant la nomination de M. Herschell à la place d'associé étranger, vacante par la mort du prince de Loewenstein.

18 décembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 689.

1097. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, annonçant la nomination de M. de la Luzerne comme président de l'Académie des sciences, de M. de Castries comme vice-président, de MM. Gentil et de Jussieu comme directeur et sous-directeur pour l'année 1790.

22 décembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 611.

1098. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, relative à la nomination, par l'Académie des sciences, de commissaires chargés d'examiner le plan d'assurances sur la vie, présenté en 1789 par le sieur de Beaufleury, à l'effet de le comparer avec ceux de ses concurrents avant de statuer sur sa demande d'indemnité, le privilège qu'il sollicitait ayant été accordé à la Compagnie des assurances contre les incendies.

19, 23 février 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 67.

1099. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, l'informant que le Roi recevra, le dimanche 7 mars, le volume des Mémoires de l'Académie des sciences pour 1789.

4 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 93.

1100. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, l'avisant de la nomination du chevalier de La Marck à la place de pensionnaire de l'Académie des sciences, dans la classe de botanique, vacante par la mort de M. Fougeroux.

7 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 275.

1101. — Décret de l'Assemblée nationale concernant les opérations préalables auxquelles l'Académie des sciences doit procéder, de concert avec l'Académie royale de Londres, pour parvenir à l'uniformité des poids et mesures.

8 mai 1790.
Original, *A. N.*, A 19, n° 503.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. II, p. 370.

1102. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, lui annonçant la nomination de M. Lhéritier à la place d'associé dans la classe de botanique, vacante par la promotion du chevalier de La Marck à celle de pensionnaire.

17 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 316.

1103. — Discours prononcé à l'Assemblée nationale par M. de Condorcet, au nom d'une députation de l'Académie des sciences, avec réponse du président.

12 juin 1790.
Copie et minute (2 p.), *A. N.*, C 41, n° 362.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 200.

1104. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, lui apprenant que le Roi a nommé le sieur Pallas à la place d'associé étranger de l'Académie des sciences, vacante par la mort de M. Franklin.

27 juillet 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 605.

1105. — Lettre de M. Anisson, directeur de l'imprimerie Royale, à M. de Condorcet, l'avisant de l'impossibilité absolue où il se trouve de continuer l'impression des Mémoires de l'Académie, en raison des arrangements ruineux pris par le libraire chargé de la vente.

19 août 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 2123.

1106. — Décret de l'Assemblée nationale, fixant provisoirement les dépenses des établissements littéraires, tels que l'Académie française, l'Académie des belles-lettres, l'Académie des sciences et la Société royale de médecine.

20 août 1790.
Minute signée de Dinochau, secrétaire, *A. N.*, C 43, n° 394.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 215.
Archives parlementaires, t. XVIII, p. 175.

1107. — États nominatifs des pensions accordées aux membres de l'Académie des sciences pour les années 1789 et 1790, avec lettre de l'archevêque de Bordeaux à M. de

Saint-Priest, envoyant copie du décret du 20 août relatif aux académies.

30 août 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^4 1022.

1108. — Décret de l'Assemblée nationale, renvoyant à l'Académie des sciences la machine de l'abbé de Mandres pour en constater la nouveauté et l'utilité.

14 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, A 188, fol. 1057.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, octobre 1790, p. 89.

1109. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Tillet, lui adressant l'état des 12,000 livres allouées annuellement à l'Académie des sciences pour ses dépenses particulières.

28 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 836.

1110. — Lettres du ministre de la maison du Roi au contrôleur général et à M. de Condorcet, au sujet de la mise à exécution du décret du 14 octobre, portant que la machine de l'abbé de Mandres sera renvoyée à l'Académie des sciences.

2, 18 novembre 1790.
Copies, *A. N.*, O^1 501, fol. 846, 891.

1111. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, lui adressant une copie du décret du 8 mai précédent, concernant les poids et mesures, afin que l'Académie des sciences puisse procéder aux opérations prescrites par ce décret.

11 novembre 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 863.

1112. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Condorcet, annonçant que le Roi laissait l'Académie libre de son choix dans l'élection faite pour la place d'associé étranger, vacante par la mort de Jean Bernoulli, élection où M. de Saussure avait obtenu les premières voix et M. de Maskeline les secondes.

21 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 936.

1113. — Décret de l'Assemblée nationale, décidant que quatre commissaires, pris parmi les membres de l'Académie des sciences, examineront la machine hydraulique du sieur Augier et constateront son utilité.

23 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, A 191, fol. 863.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 274.

1114. — Lettre de M. de Condorcet au président de l'Assemblée nationale, notifiant la résolution prise par l'Académie de ne plus examiner les prétendues solutions de divers problèmes spéciaux.

28 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, C 125, n° 410.
Ed. *Musée des Archives nationales*, p. 714.

1115. — Lettre de M. de Condorcet annonçant la nomination par l'Académie des sciences de quatre commissaires pour vérifier les expériences de MM. Sauer et Briatte sur la malléabilité du métal des cloches, avec l'ordre des expériences, rédigé par Fourcroy.

8 mai 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, AA 54, n° 1504.

1116. — Lettre de M. Fourcroy, de l'Académie des sciences, au président de l'Assemblée nationale, faisant hommage de cinquante exemplaires de ses recherches sur le métal des cloches et les divers moyens d'en séparer le cuivre.

18 juin 1791.
Minute, *A. N.*, AA 54, n° 1504.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 315.

1117. — Lettre de M. de Condorcet au ministre de l'intérieur, lui adressant le rapport de l'Académie des sciences relatif à l'exécution sur une grande échelle du procédé de M. Auguste pour séparer le cuivre du métal des cloches.

26 juillet 1791.
Minute signée et extrait (2 p.), *A. N.*, AA 54, n° 1504.

Académie royale de chirurgie.

1118. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Andouillé, premier chirurgien du Roi, annonçant la nomination du sieur Sabatier comme vice-directeur de l'Aca-

démie royale de chirurgie, des sieurs Allan et Caron comme conseillers, et des sieurs Bague et Colon de La Motte comme adjoints.

4 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 11.

1119. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Andouillé, annonçant la nomination du sieur Deschamps à une place de conseiller vacante, et du sieur Petitbeau à celle d'adjoint.

26 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 34.

1120. — Lettre du ministre de la maison du Roi au garde des sceaux, touchant l'exécution du testament de M. de la Peyronie, qui devra être surveillée par l'Académie de chirurgie, contrairement aux prétentions du Collège des maîtres en chirurgie.

11 février 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 61.

1121. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Andouillé, lui envoyant le brevet de la nomination du sieur Sûe à la place de professeur royal au Collège de chirurgie, vacante par le décès du sieur Hevin.

22 février 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 75.

1122. — Lettre des officiers de l'Académie de chirurgie à l'Assemblée nationale, présentant le récit exact des divisions qui se sont produites dans son sein à l'occasion du décret de l'Assemblée nationale du 27 août, pour la revision des règlements.

20 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1429bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XIX, p. 239.

Société royale de médecine.

1123. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Vicq d'Azyr, secrétaire perpétuel de la Société royale de médecine, accompagnant l'envoi d'un mémoire du sieur Moreau de Clignancourt, à l'effet d'être autorisé à débiter un nouveau remède, et le priant de lui transmettre le rapport des commissaires de la Société.

20 février 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 125.

1124. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Vicq d'Azyr, annonçant la nomination de M. Le Monnier comme président de la Société royale de médecine, de M. Andry comme vice-président, de MM. Caille et Hallé comme directeur et sous-directeur.

7 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 156.

1125. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Vicq d'Azyr, accusant réception du rapport des commissaires de la Société royale de médecine au sujet de la demande du sieur Schimper, tendant à obtenir la permission d'établir à Paris des bureaux pour la distribution des eaux de Seltzters.

20 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 561.

1126. — Hommage par la Société royale de médecine de ses travaux à l'Assemblée nationale et annonce d'un ouvrage entrepris sur la topographie médicale de la France.

23 février 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 37, n° 314.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 700.

1127. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Vicq d'Azyr, annonçant la nomination de M. Tillet comme président de la Société royale de médecine, ainsi que de MM. Hallé et Thouret comme directeur et sous-directeur.

2 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol 85.

1128. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Vicq d'Azyr, accusant réception du programme des prix proposés par la Société royale de médecine.

8 septembre 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 718.

§ 2. — Beaux-Arts et Monuments publics.

A. — CORRESPONDANCE DE M. D'ANGIVILLER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DES BATIMENTS DU ROI. 1789-1791.

1129. — Requête du sieur Gathy, sculpteur statuaire liégeois, à M. d'Angiviller, à l'effet d'être admis à lui présenter le buste de M. de Vergennes, exécuté avant sa mort.

7 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1130. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Bochard de Saron, premier président du Parlement, et au garde des sceaux, leur annonçant que le Roi leur accorde son portrait.

17, 20 février, 19 mars 1789.
Copies, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 40, 41, 71.

1131. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pierre, notifiant la concession de l'atelier et logement occupés au Louvre par le sieur Godefroid au sieur Callet, peintre du Roi, et de celui du sieur Callet au sieur Vernet, ainsi que le remplacement du sieur Godefroid par le sieur Martin, pour la restauration des tableaux du Roi.

24 février 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 44.

1132. — Lettres de M. d'Angiviller à MM. Callet et Vernet, les informant de la concession d'ateliers et logement aux galeries du Louvre.

24 février 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 49, 50.

1133. — Suppliques du sieur Godefroid, peintre, élève de David, à M. d'Angiviller, pour être agréé, comme successeur de son père, en qualité de restaurateur des tableaux du Roi.

Février, 8 mars 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1134. — Permission accordée à M. Lemasson, sculpteur, d'exécuter des modèles dans le jardin de Versailles, d'après les statues de la *Cléopâtre mourante* et de la *Vénus à la Coquille*.

25 mars 1789, 18 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1135. — Lettre de M. Brac de la Perrière, fermier général, à M. d'Angiviller, lui certifiant avoir donné des ordres à Calais pour que la caisse de tableaux expédiée de Londres à Paris par M. Strange ne soit ouverte qu'à la douane de Paris et en présence de cet artiste.

30 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1136. — Lettre de M. Durameau, garde des tableaux du Roi, à M. d'Angiviller, lui recommandant, comme restaurateur habile de tableaux, le nommé Ruelle, et réponse de M. d'Angiviller, portant que, sur la demande de M. Pierre, il a déjà agréé un sujet pour remplacer M. Godefroid et travailler à la tâche.

2, 5 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1137. — Lettre de M. Gault-de-Saint-Germain, peintre, à M. d'Angiviller, offrant ses services pour la restauration des tableaux, et réponse de M. d'Angiviller.

3, 13 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1138. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pierre, lui renvoyant les lettre et mémoire du sieur Picault, qui critique de la façon la plus acerbe le mode de restauration des tableaux du Roi, et réponse de M. Pierre.

15, 23 avril, 10 mai 1789.
Minutes (6 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1139. — Lettre de M. Martin G. de la Porte à M. d'Angiviller, le remerciant de lui avoir confié la conservation des tableaux du Roi.

18 avril 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1140. — Lettre du sieur Fortair, auteur d'un dictionnaire de peinture, à M. d'Angiviller, à l'effet d'avoir communication des manuscrits de feu M. Watelet, relatifs aux arts, se trouvant entre les mains de M. Dusaulx, de l'Académie des inscriptions, et lettre à M. Dusaulx à ce sujet.

18, 27 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1141. — Lettre de M. Durameau, garde des tableaux du Roi, à M. d'Angiviller, lui annonçant l'envoi du croquis de la salle d'assemblée des États-Généraux, afin de juger s'il fallait le reproduire en peinture.

27 avril 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1142. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Brébion, contrôleur des Bâtiments, accédant à la demande du traîneau des Bâtiments du Roi faite par M. Deseine pour le transport de deux figures de marbre de sa composition, de six pieds de grandeur, au château de Chantilly, avec lettre de ce sculpteur.

2, 15, 21 mai, 5 juin 1789.
Minutes et copie (5 p.), *A. N.*, O¹ 1147, fol. 105, 108; O¹ 1914-1921.

1143. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Picault, rejetant ses offres de service pour la restauration des tableaux du Roi, basées sur ce que tout ce qui avait été fait était mal fait, et que lui seul était en possession de l'art de restaurer les tableaux.

14 mai 1789.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, O¹ 1147, fol. 106; O¹ 1914-1921.

1144. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de Villedeuil, annonçant que le Roi venait de disposer en faveur de M. Vien de la charge de premier peintre, vacante par le décès de M. Pierre, avec le brevet.

17, 21 mai 1789.
Copies, *A. N.*, O¹ 1086, fol. 121; O¹ 1147, fol. 108.

1145. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, le chargeant de vérifier le travail de copie des portraits du Roi en pied et en buste, destinés à être offerts en présent.

6 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 129.

1146. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Brébion, le priant de constater si M. Caffieri occupe le logement qui lui a été accordé après la démission de M. Greuze.

6 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 130.

1147. — Lettre de M. Thierry de Ville-d'Avray, intendant du Garde-meuble, à M. d'Angiviller, faisant savoir qu'il prêterait volontiers à Mᵉ Vallayer-Coster des armures ou marbres précieux pour la composition d'un tableau, et demandant des marbres pour décorer l'autel de son église de Ville-d'Avray.

20 juin 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1148. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, afin d'être renseigné sur le logement vacant de M. André Bardou, que M. Pierre avait converti en ateliers pour M. Pajou fils et M. Van Spaendonck jeune, et au sieur Renard, pour dresser le plan de ce logement et de celui de M. Lépicier.

26 juin, 3 septembre 1789.
Copies (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 182.

1149. — Lettre de M. d'Angiviller au duc de Coigny, le prévenant que M. Caffieri, sculpteur du Roi, loin de renoncer à son logement des galeries du Louvre, l'a fait aménager à ses frais, et observant, en ce qui concerne la requête du sieur Cazes, arquebusier du Roi, que les logements en question sont réservés aux peintres ou sculpteurs de l'Académie, qui, en général, ne laissent pour héritage à leurs enfants que leur pinceau ou ciseau.

8 juillet 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 166.

1150. — Lettre du sieur Muller de Stuttgard à M. d'Angiviller, exprimant le désir de venir à Paris pour y achever sa planche du portrait du Roi, et lettre de M. d'Angiviller à M. Vien à ce sujet.

26 juillet 1789, 11 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 69.

1151. — Lettre de M. Durameau à M. d'Angiviller, déclarant qu'il est urgent

de rétablir l'un des grands plafonds de M. Lebrun, de la grande galerie de Versailles, presque entièrement détaché de la voûte, et de rentoiler, laver, restaurer une partie des tableaux de la grande galerie du Louvre.

4 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1152. — Lettre de M. Robert, peintre, à M. Cuvillier, premier commis des Bâtiments, se plaignant de n'avoir pas reçu la lettre nécessaire pour empêcher l'enlèvement des tableaux appartenant au Roi et qui se trouvaient dans l'appartement de la comtesse Diane de Polignac.

10 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1153. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Caffieri, l'informant que les nécessités financières l'obligent à suspendre toute décision au sujet de l'augmentation de sa pension, par lui sollicitée, et de l'exécution de la figure de Lebrun, dont il désire être chargé.

21 février 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 22.
Cf. J.-J. Guiffrey, *les Caffieri, sculpteurs et fondeurs-ciseleurs*, p. 402.

1154. — Lettres de M. d'Angiviller à MM. Heurtier et Durameau au sujet de l'attribution du logement, laissé vacant par le décès de M. Jeaurat, à M. Durameau, et de celui de M. Durameau, dans le comble du magasin des tableaux, à M. Martique, commis des bureaux de la surintendance, avec note et mémoire à l'appui.

28 février 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 32.

1155. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vernet, l'assurant que, dès son premier voyage à Paris, il ira lui témoigner l'intérêt qu'il a pris à la perte faite par les arts dans la personne de son père.

28 février 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 32.

1156. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Heurtier, inspecteur général des Bâtiments, se plaignant des évaluations beaucoup trop vagues pour les réparations nécessaires dans le logement du garde du cabinet des tableaux.

11 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 78.

1157. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pajou, sculpteur au Louvre, acceptant son offre de prendre en compte sur le prix de ses ouvrages le bloc de marbre à lui livré pour la statue de Psyché.

11 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 79.

1158.— Lettre de M. d'Angiviller à M. Lemonnier, exprimant le regret de n'avoir pu lui donner satisfaction au sujet de l'atelier de feu M. Vernet et du petit logement qui y était joint.

14 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 40.

1159. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vincent, peintre, lui exprimant le regret que l'état de sa santé l'ait empêché de voir son *Zeuxis* au dernier Salon, et lui confirmant la commande officielle d'un tableau devant représenter Henri IV et Sully après la bataille d'Ivry.

14 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 103.

1160. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Caffieri au sujet de la présentation de son bouquet en marbre au Roi et de la nécessité d'ajourner sa demande de lettres de noblesse.

14 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 41.
Cf. J.-J. Guiffrey, *les Caffieri, sculpteurs et fondeurs-ciseleurs*, p. 388.

1161. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. d'Angiviller, lui adressant la copie du brevet, en date du 6 décembre 1789, qui accorde au sieur Antoine-Charles-Horace Vernet, de l'Académie de peinture, le logement occupé par son père à la galerie basse du Louvre, avec mémoire de M. d'Angiviller et lettre à M. Vernet, l'informant de la décision prise en sa faveur.

15, 20 mars 1790.
Original signé, copie et minute (5 p.), *A. N.*, O¹ 1072, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 37, 38, 49.

1162. — Note adressée à M. d'Angiviller sur l'institution des pensions d'élèves artistes, qui n'a point produit les résultats espérés, à l'occasion de la demande présentée en faveur du jeune Le Roy, élève de M. Durameau.

21 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1163. — Lettre de M. d'Arnaudin, inspecteur du bureau des plans des Bâtiments, à M. d'Angiviller, sollicitant une gratification pour trois dessinateurs, les nommés Martin, Canary et Guinet, qui, par suite de la modicité de leurs appointements, ont été obligés de faire des dettes pour vivre.

24 mars 1790.
Original, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1164. — Lettre de M. Suvée à M. d'Angiviller, lui proposant d'exécuter pour le Roi un tableau qu'il destinait au comte d'Artois, dont le sujet serait l'histoire de Cornélie, mère des Gracques, et réponse de M. d'Angiviller, exprimant tous ses regrets de ne pouvoir accepter l'offre en question.

4, 23 avril, mai 1790.
Original signé, minutes et copie (4 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1165. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, le priant de demander à M. Pajou une copie du portrait en marbre du Roi, à l'effet de décorer la salle d'assemblée de la municipalité de Versailles.

8 avril 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 62.

1166. — Lettre de M. Roland, sculpteur du Roi, à M. d'Angiviller, sollicitant soit un acompte sur ses travaux de Fontainebleau, soit le règlement définitif de la statue du grand Condé, qui se monte à plus de 4,000 livres.

19 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1167. — Lettre du sieur Grégoire, « auteur de l'art nouveau de faire des tableaux en velours », à M. d'Angiviller, demandant la permission pour son frère, sourd et muet, de prendre une copie du portrait du Roi, en pied, revêtu de ses habits royaux, pour l'hôtel de ville d'Aix, avec lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, se montrant, eu égard à un artiste aussi disgracié de la nature, disposé à accorder cette faveur.

20 avril, 7 mai 1790.
Original et minute (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 100.

1168. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Roland, sculpteur du Roi, regrettant de ne pouvoir lui procurer les secours dont il a besoin dans la privation actuelle de travaux, quoiqu'il soit compris dans les états de l'arriéré des Bâtiments.

21 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 212.

1169.—Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, exprimant tous ses regrets d'apprendre l'état désespéré de M. Cochin, et le priant de se faire remettre les clefs du dépôt des dessins par les parents se trouvant auprès de lui, afin d'éviter un scellé judiciaire.

28 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 229.

1170. — Lettre et note de M. d'Ormesson à M. d'Angiviller, recommandant le sieur de Saint-Aubin, graveur de la Bibliothèque du Roi, pour la place de garde des dessins du Roi laissée vacante par le décès de M. Cochin, survenu le matin même, à six heures, avec réponse de M. d'Angiviller, lui apprenant la nomination de M. Vincent, peintre de l'Académie.

29 avril, 3 mai 1790.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 96.

1171. — Rapport au Roi et lettre de M. d'Angiviller à M. Vincent, peintre de l'Académie, lui annonçant sa nomination comme garde du cabinet des dessins du Roi, avec concession du logement affecté à cette place, et lettre du même à M. Vien, exprimant ses regrets de la perte de M. Cochin et notifiant le choix de M. Vincent.

1er, 3 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1072, O¹ 1086, fol. 142, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 95, 98.

1172. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Dumont, l'avisant de la concession du logement dont jouissait M. Cochin aux galeries du Louvre, logement distinct de celui qui était affecté au garde des dessins.

3 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 94.

1173. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Caffieri, manifestant la surprise que lui fait éprouver son insistance pour être honoré du cordon de Saint-Michel, qui n'est plus accordé qu'à ceux qui ont obtenu des lettres de noblesse.

7 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 106.
Cf. J.-J. GUIFFREY, *les Caffieri, sculpteurs et fondeurs-ciseleurs*, p. 389.

1174. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Houdon, lui apprenant que le logement de M. Cochin, divisé en deux parties, a été attribué à M. Vincent, son successeur, pour une portion, et à M. Dumont pour l'autre.

7 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 106.

1175. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renou, partageant avec lui les regrets causés par la perte de M. Cochin et montrant la nécessité de laisser vacante la commission qu'il avait reçue de faire le catalogue raisonné des tableaux du Roi.

7 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 107.

1176. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Duplessis, regrettant de ne pouvoir améliorer sa situation et lui faire obtenir la place de M. Cochin, dont le Roi a disposé en faveur de M. Vincent.

7 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 108.

1177. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, à l'effet d'être renseigné sur l'atelier de M. Dumont, au Louvre, dont il désire avoir le plan.

7 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 109.

1178. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bachelier, en réponse à sa lettre demandant la place de garde des dessins du Roi, au moyen d'une combinaison qui permettait de réaliser des économies sur les dépenses de la manufacture de Sèvres.

7 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 110.

1179. — Lettre de M. de Saint-Aubin, graveur du Roi et de sa Bibliothèque, membre de l'Académie de peinture, à M. d'Angiviller, exprimant le regret que sa demande de la place de garde des dessins du Roi, qu'occupait M. Cochin, n'ait pas été accueillie, eu égard à sa situation précaire, aucun émolument n'étant attaché au titre de graveur de la Bibliothèque, avec réponse de M. d'Angiviller.

14, 21 mai 1790.
Original et minute (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1180. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, l'informant qu'il dispose, en faveur du sieur Van Spaendonck jeune, du petit logement que refuse M. Lemonnier.

29 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 139.

1181. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Suvée, l'entretenant du sieur Duvivier, son élève, artiste de grande espérance, lui demandant le sujet du tableau qu'il avait ébauché pour le comte d'Artois et regrettant de ne pouvoir lui donner de réponse positive, en raison des réductions que devront subir les encouragements aux arts.

3 juin 1790.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 143.

1182. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, l'avisant de la suppression de la pension des Élèves entretenus pour les arts, par mesure d'économie.

8 juin 1790.
Copie et minute (2 p.), *A. N.*, O¹ 1147, fol. 146; O¹ 1927^A.

1183. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Belle, commissaire honoraire au Châtelet, lui donnant toute latitude pour faire procéder à la vente des effets de feu M. Cochin dans son appartement des galeries du

Louvre, vente qui n'avait été différée que pour écarter les propos de la malignité.

18 juin 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 351.

1184. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vincent, approuvant les dispositions projetées pour la meilleure tenue du cabinet des dessins du Roi, notamment l'apposition d'une marque ou empreinte de nature à indiquer d'une manière indélébile la propriété du Roi.

24 juin 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 161.

1185. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, par laquelle il consent à prêter pour six semaines à M. Berthélemi le tableau de *Manlius* déposé aux Gobelins, dont cet artiste désire faire une copie.

21 juillet 1790.
Copie *A. N.*, O¹ 1147, fol. 180.

1186. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vincent, peintre du Roi, au sujet des prétentions injustifiables de M. Belle qui ne voulait céder qu'à prix d'argent les boiseries du logement de feu M. Cochin.

10 août 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 443.

1187. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, l'invitant à faire retirer et mettre en sûreté au dépôt du Louvre les tableaux de Rubens au Luxembourg, qui peuvent courir quelques risques à cause du passage établi dans la galerie où ils sont placés, et lettre à M. Brébion dans le même sens.

14 août 1790.
Copies, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 191, 192.

1188. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Dumont, l'autorisant à élargir, à ses frais, la pièce devant lui servir de cabinet.

14 août 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 460.

1189. — Lettre d'Alexandre d'Aumont, duc de Villequier, à M. d'Angiviller, lui recommandant le sieur Pierre Laurent, graveur du Roi, du département de la guerre et de l'Académie de peinture et sculpture de Marseille, qui voudrait être autorisé à reproduire par la gravure les tableaux du Roi, et réponse de M. d'Angiviller, déclarant qu'il lui était impossible, pour le moment, d'accéder à ce désir, et que, d'ailleurs, le Roi avait décidé de ne confier ce travail qu'aux meilleurs burins de l'Académie, avec mémoire du sieur Laurent.

14, 31 août 1790.
Original et minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921; O¹ 1147, fol. 207.

1190. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Vien, lui annonçant qu'il vient de signer les brevets d'envoi à Rome des deux jeunes artistes, l'un peintre et l'autre sculpteur, qui ont remporté cette année les premiers prix de l'Académie de peinture, et regrettant de ne pouvoir y envoyer le fils de M. Gois, les seconds prix n'étant admis qu'à défaut des premiers.

17, 22 septembre 1790.
Copies (2 p.), *A. N.*, O¹ 1147, fol. 216, 218.

1191. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Caffieri, au sujet des mauvais procédés dont cet artiste était victime de la part de M. Châtelain, contrôleur de la Bouche du Roi, justifiés en quelque sorte par l'abandon du logement qui lui avait été concédé aux galeries du Louvre, et lettres à M. de la Suse, le priant de déplacer M. Châtelain.

28 septembre, 23 octobre, 24 novembre 1790.
Copies (4 p.), *A. N.*, O¹ 1147, fol. 224, 230, 255, 266.
Cf. J.-J. Guiffrey, *les Caffieri, sculpteurs et fondeurs-ciseleurs*, p. 414.

1192. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Robert, peintre du Roi, le priant de se concerter avec M. Vincent pour recevoir, dans les magasins confiés à sa garde, deux caisses remplies de cartons du Corrège et plusieurs rouleaux d'anciens dessins et cartons de différents maîtres, en désordre, avec lettre à M. Vincent à ce sujet.

30 septembre 1790.
Copies (2 p.), *A. N.*, O¹ 1183, fol. 542, 543.

1193. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, le priant de faire en sorte de délivrer la copie du portrait du Roi, en buste, accordée à M. Duruey, administrateur du

Trésor, avec réponse de M. Vien et lettre à M. Duruey, l'avisant que ce portrait lui sera très promptement remis.

5, 11, 15, 16 octobre 1790.
Copies (3 p.), *A. N.*, O[1] 1147, fol. 241, 246, 250; minutes, *A. N.*, O[1] 1934[e].

1194. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Durameau, déclarant qu'il juge nécessaire de retirer momentanément les tableaux qui décorent le château de Versailles, et le priant de s'acquitter de ce soin sans bruit et sans délai.

17 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 574.

1195. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Duplessis, peintre du Roi, reconnaissant fondée la réclamation d'une indemnité pour les réparations exécutées à ses frais dans le logement du Louvre, depuis rendu à M. Vien, et déplorant la pénurie de ses ressources qui ne permet pas d'y faire droit de suite.

21 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 584.

1196. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Strange, graveur du Roi, lui témoignant toute sa satisfaction pour ses trois nouvelles estampes, surtout pour celle qui représente l'Annonciation, destinée à obtenir le succès de la gravure de Charles I[er].

13 novembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 656.

1197. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, le priant de faire exécuter une copie du portrait en pied du Roi, accordée à M. de la Reynière, et d'écarter absolument la demande d'un portrait en buste pour le baron de Vergennes, avec lettre à M. de La Reynière.

30 novembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 273.

1198. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Labarthe, peintre, regrettant de ne pouvoir se prêter à son désir de faire en miniature une copie du portrait du Roi sur l'original que possède l'administration des Bâtiments.

13 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 278.

1199. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Caffieri, l'informant que M. Châtelain quittera son logement, le 15 du mois suivant, et sera remplacé par un autre officier, pour lequel il devra fournir une chambre à feu, avec un cabinet pour son domestique.

13 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 279.
Cf. J.-J. Guiffrey, *les Caffieri, sculpteurs et fondeurs-ciseleurs*, p. 416.

1200. — Lettre de César Vanloo à M. d'Angiviller, lui annonçant qu'il est retenu à Turin où il a reçu la commande de deux tableaux du roi de Sardaigne, avec réponse.

22 décembre 1790, 14 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1201. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Gauffier, exprimant le regret de ne pouvoir prendre pour le compte du Roi le tableau qu'il a laissé à l'Académie, qui lui a servi de morceau de réception, et manifestant le désir de posséder un de ses ouvrages.

31 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 282.

1202. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de Mackau, ministre plénipotentiaire près du duc de Wurtemberg, déclarant qu'il lui est absolument impossible de donner des acomptes à M. Muller, chargé de l'exécution de la gravure du portrait du Roi.

4 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1203. — Lettre des sieurs Laurent et Pithou, graveurs, à M. d'Angiviller, sollicitant sa souscription à la gravure qui devait consacrer le souvenir de la belle action de M. Desilles, avec réponse favorable.

15, 21 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1204. — Lettre de M. d'Angiviller à l'abbé Mongez, de l'Académie des inscriptions, en réponse à sa lettre de remerciements pour avoir été admis à visiter la collection des pierres gravées du Roi.

23 avril 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1205. — Lettre de M. Robert, géographe ordinaire du Roi, de l'Institut de Bologne, à M. d'Angiviller et au directoire du Département, proposant l'acquisition d'un précieux tableau, les *Trois Grâces* du Titien, qui avait fait partie des collections du Régent et que son fils avait crevé d'un coup de pied et relégué dans ses greniers, avec réponse de M. d'Angiviller, déclinant ses offres.

3, 11 mars, 16 juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, M 797, n° 6; O¹ 1914-1921.

1206. — Lettre de M. Laporte, intendant de la liste civile, à M. Desilles, lui annonçant le prochain envoi des portraits du Roi et de la Reine, en souvenir de l'action généreuse de son fils, avec réponse.

14 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1934ᶜ.

1207. — Pétition du sieur Pierre Laurent, graveur du Roi et du département de la guerre, à l'effet d'être autorisé à faire dessiner les tableaux de la collection du Roi pour les reproduire en gravure, avec lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, annonçant que le Roi accorde cette autorisation.

16 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1914-1921.

B. — ACADÉMIE DE PEINTURE ET DE SCULPTURE

1208. — Procès-verbaux de l'Académie royale de peinture, 10ᵉ volume.

1786-1793.
Copie, *A. N.*, O¹ 1926¹⁰.
Ed. A. de Montaiglon, *Procès-verbaux de l'Académie royale de peinture et de sculpture*, t. IX et X.

1209. — Lettres de M. d'Angiviller, directeur général des Bâtiments du Roi, à l'évêque de Châlons et à M. Aly, en réponse à leurs lettres, exprimant le regret qu'éprouve l'Académie de peinture de ne pouvoir venir en aide aux petits-fils de Pierre-Charles Trémollière, peintre du Roi, avec mémoires en leur faveur.

4, 12 janvier 1789.
Copies et minutes, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 5, 10, 12; O¹ 1914-1921.

1210. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Sue, l'informant que le Roi accorde à son fils la survivance de sa place de professeur d'anatomie à l'Académie de peinture.

8 mars 1789.
Copie et minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1072, O¹ 1147, fol. 52, 53; O¹ 1914-1921.

1211. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pierre, au sujet de la présentation prochaine de quatre artistes aspirants au titre d'agréé de l'Académie de peinture, parmi lesquels figure M. Descarcins, peintre de portraits, qu'on hésite à admettre, parce que ses sœurs ont chanté au Concert spirituel et dans un concert à leur bénéfice au Panthéon.

23 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 94.
V. le programme du concert donné au Panthéon dans le *Journal de Paris*, n° du 12 février 1789, p. 193.

1212. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pierre, annonçant que le Roi a ratifié le choix, fait par l'Académie de peinture, de M. Moreau, graveur distingué.

7 mai 1789.
Original et copie, *A. N.*, O¹ 1072; O¹ 1147, fol. 103.

1213. — Lettre de M. d'Angiviller au Roi, demandant par avance la ratification de l'élection de M. Vien comme directeur de l'Académie de peinture.

24 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1072; O¹ 1914-1921.

1214. — Lettres de M. Vien à M. d'Angiviller, demandant la confirmation de l'élection de M. Légillon, peintre de genre, et de M. Van Spaendonck, peintre de fleurs, comme membres de l'Académie de peinture, avec réponse conforme.

1ᵉʳ, 4 juin 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1072; O¹ 1914-1921.

1215. — Pouvoir donné par M. d'Angiviller à M. Cuvillier, premier commis des

Bâtiments, à l'effet de retirer des mains des héritiers de M. Pierre les papiers pouvant se trouver dans sa succession, relatifs à l'Académie de peinture et aux manufactures des Gobelins et de la Savonnerie.

3 juin 1789.
Original signé, *A. N.*, O^1 1925.

1216. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, notifiant la confirmation de l'élection à l'Académie de Marie-Marc-Antoine Bilcoq, peintre de genre.

3 juillet 1789.
Original et copie, *A. N.*, O^1 1072; O^1 1147, fol. 155.

1217. — Lettre de M. Vien à M. d'Angiviller, annonçant que, sur la recommandation du marquis de La Salle, l'Académie a suspendu son jugement au sujet de l'envoi, par Jean-François Carteaux, d'un portrait inachevé du roi de Prusse, et qu'elle a pris la même décision pour les ouvrages présentés par Jean Bonvoisin, ancien pensionnaire, avec lettre du marquis de La Salle.

25 juillet 1789.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, O^1 1072; O^1 1914-1921.

1218. — État des revenus et dépenses de l'Académie de peinture, dressé en vue de la demande de prêt faite par M. Renou.

Juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O^1 1925.

1219. — Lettre de M. d'Angiviller au Roi, demandant la confirmation du choix de l'Académie de peinture pour les sieurs de Lavallée-Poussin, peintre, Giraud, sculpteur, et Delaunay, graveur, dont les morceaux de réception ont été agréés.

6 août 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1072; O^1 1914-1921.

1220. — Lettre de M. Renou, sollicitant une avance de 1,000 livres sur les fonds de l'Académie, remboursable en deux ans, à l'effet de subvenir aux frais d'impression d'un ouvrage utile aux élèves, dont l'Académie prendra selon toute apparence deux cents exemplaires, avec lettre d'envoi de M. Vien.

29 août 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1925.

1221. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, l'informant qu'il autorise le trésorier de l'Académie de peinture à prêter la somme de 1,000 livres, demandée par M. Renou, pour aider à l'impression de sa traduction de l'*Art de peindre*.

29 septembre 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 1147, fol. 185.

1222. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Vien, directeur de l'Académie de peinture, ratifiant les suffrages de cette Académie en faveur des sieurs Lemonnier, Mouriau et Ferly, peintres.

10 octobre 1789, 30 juin 1791.
Minute et copie (3 p.), *A. N.*, O^1 1872, O^1 1914-1921; O^1 1147, fol. 192.

1223. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, l'assurant qu'il sera très heureux de recevoir les visites des membres de l'Académie, plutôt qu'une députation en règle.

13 février 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 1147, fol. 12.

1224. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, exposant ses vues au sujet des divisions regrettables qui se sont élevées dans le sein de l'Académie, et l'invitant à faire tous ses efforts pour les éteindre.

18 février 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 1927^A.

1225. — Lettre de M. Vien à M. d'Angiviller, le prévenant que les académiciens dissidents projettent d'unir à leur parti les agréés, et le priant de lui tracer la marche à suivre dans cette circonstance.

25 février 1790.
Original signé, *A. N.*, O^1 1925.

1226. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, pour faire connaître la confirmation par le Roi de l'élection de M. Belle comme recteur de l'Académie, et de MM. Pajou et Vanloo comme adjoints.

8 mars 1790.
Original et copie, *A. N.*, O^1 1072; O^1 1147, fol. 36.

1227. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Duplessis, le rassurant au sujet de sa pension comme artiste de l'Académie de

peinture, qui ne subira certainement aucune réduction.

21 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1914-1921 ; O[1] 1147, fol. 53.

1228. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, concernant la protestation des agréés de l'Académie contre la nomination de commissaires chargés d'examiner les réclamations de la seconde des classes, protestation nullement fondée, les agréés n'étant que des aspirants à l'Académie et ne pouvant par conséquent prétendre faire la loi dans cette compagnie.

26 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 135.

1229. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, approuvant ses observations au sujet des plaintes formées contre quelques-uns des statuts de l'Académie et des modifications à y introduire pour ramener la concorde.

3 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 91.

1230. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, le priant de faire nommer un comité pour l'examen des envois des pensionnaires de Rome, du ressort de l'Académie de peinture.

14 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 125.

1231. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, exprimant le vœu de voir activer la discussion du travail préparé par les commissaires pour la revision des statuts de l'Académie, qui rétablira le calme.

8 juin 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 145.

1232. — Protestation des officiers de l'Académie royale de peinture, aux termes de laquelle ils manifestent leur intention de ne prendre part à aucune assemblée où il serait question des nouveaux statuts, et invitent M. Renou, secrétaire perpétuel, à n'en faire aucune mention sur les registres.

7 août 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1927[A].

1233. — Lettre de M. Caffieri à M. d'Angiviller, proposant, au sujet du conflit qui s'est élevé entre les académiciens et les officiers, d'autoriser ceux-ci à s'assembler séparément pour rédiger leurs observations sur les anciens statuts.

8 août 1790.
Autographe, *A. N.*, O[1] 1927[A].
Ed. J.-J. Guiffrey, *les Caffieri, sculpteurs et fondeurs-ciseleurs*, p. 397.

1234. — Lettre de M. Deseine, sculpteur du Roi, à M. d'Angiviller, lui adressant un exemplaire de sa *Réponse au mémoire sur l'Académie royale de peinture et sculpture*, avec accusé de réception et confirmation de sa nomination à l'Académie.

12 août 1790, 28 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1072; O[1] 1927[A].

1235. — Note à M. d'Angiviller, manifestant la crainte que les dissidents de l'Académie de peinture ne profitent du décret de l'Assemblée nationale pour faire consacrer leurs idées de liberté académique.

21 août 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1236. — Lettre de M. Camus, président du Comité des pensions, à M. Pajou, trésorier de l'Académie de peinture, le priant de lui adresser le plus tôt possible l'état des traitements et pensions des différents membres, ainsi que celui des encouragements donnés aux jeunes élèves de l'Ecole française à Rome, avec réponse en marge.

22 août 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1927[A].

1237. — Lettre de M. Vien à M. d'Angiviller, lui envoyant la supplique au Roi rédigée par M. Renou, et lui rendant compte de sa visite des grands tableaux de Rubens au Luxembourg, avec le texte de la supplique.

30 août 1790.
Original et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 1927[A].

1238. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renou, secrétaire perpétuel de l'Académie de peinture, approuvant son analyse des statuts de l'Académie et lui communiquant quelques observations.

6 septembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 494.

1239. — Lettre de M. Vien à M. d'Angiviller, annonçant la nomination par l'Académie de cinq commissaires pour s'occuper des intérêts des artistes, et déclarant que les esprits, échauffés soit par l'espoir d'un nouvel ordre de choses, soit par la perspective d'une égalité flatteuse pour l'amour-propre, mais nuisible aux arts, seront bien difficilement ramenés au vrai, avec lettre du Comité des finances, demandant l'état de situation de l'Académie.

10 septembre 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 1927[A].

1240. — Adresse de l'Académie de peinture et de sculpture à l'Assemblée nationale, demandant si elle est comprise dans les décrets rendus en faveur des sociétés savantes.

21 septembre 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, AA 34, n° 1042; O[1] 1927[A].
Ed. *Archives parlementaires*, t. XIX, p. 122.

1241. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renou, donnant son approbation au mémoire très solide, envoyé le 13 septembre, destiné à servir de réponse aux détracteurs du régime de l'Académie de peinture, ainsi qu'au discours par lui prononcé au Comité des finances, avec le texte de ce discours.

22 septembre 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, O[1] 1147, fol. 224; O[1] 1927[A].

1242. — Mémoire sur l'utilité des arts, par M. Le Barbier, de l'Académie de peinture, à l'effet de mettre en relief l'importance de cette Académie, qui mérite tous les encouragements de l'Assemblée nationale.

Sans date (septembre 1790).
Minute signée, *A. N.*, AA 34, n° 1040.

1243. — Lettre de M. Vien à M. d'Angiviller, proposant diverses réformes, telles que l'exercice du professorat par huit adjoints, la concession du droit de vote à la moitié des académiciens, peintres d'histoire, et à la moitié des sculpteurs, pour le jugement des tableaux d'histoire et des marbres, la présence de quatre académiciens au lieu d'un à la reddition des comptes, l'admission d'un académicien de chaque genre dans le comité d'examen des tableaux qui doivent être exposés au Salon.

Sans date (septembre 1790).
Minute, *A. N.*, O[1] 1927[A].

1244. — Lettre de M. Caffieri à M. d'Angiviller, portant qu'il a refusé son adhésion au projet de nouveaux règlements pour l'Académie, préparé par les membres du corps administratif, dont on voudrait abusivement augmenter le nombre, et faisant ressortir l'inconvénient d'accorder voix délibérative aux académiciens.

16 octobre 1790.
Autographe, *A. N.*, O[1] 1927[A].
Ed. J.-J. Guiffrey, *les Caffieri, sculpteurs et fondeurs-ciseleurs*, p. 399.

1245. — Arrêté adressé au Comité des finances pour protester contre toute assemblée partielle et les prétentions des sieurs Vien et Renou de représenter seuls l'Académie, avec mémoire à ce sujet.

18 octobre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D VI 46, n° 726.

1246. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Caffieri, l'assurant qu'il examinera avec la plus grande attention les modifications projetées aux statuts de l'Académie de peinture, que désapprouve complètement cet artiste.

23 octobre 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 1147, fol. 254; O[1] 1927[A].
Ed. J.-J. Guiffrey, *les Caffieri, sculpteurs et fondeurs ciseleurs*, p. 400.

1247. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Dumont, rendant hommage au sentiment honnête et délicat qui a dicté sa lettre, mais déclarant que les tristes dissensions, provoquées dans le sein de l'Académie par les opinions personnelles d'un chacun, ne lui laissent aucun rôle à prendre sur ces mêmes opinions, ni le droit d'aveu ou de blâme sur les démarches respectives.

30 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 625.

1248. — Lettre de M. Caffieri à M. d'Angiviller, le priant de renvoyer un hôte aussi incommode que M. Châtelain et de lui accorder la jouissance exclusive de son

logement au Louvre, eu égard à son âge et à son ancienneté dans l'Académie.

5 novembre 1790.
Autographe, *A. N.*, O[1] 1927[A].
Ed. J.-J. Guiffrey, *les Caffieri, sculpteurs et fondeurs-ciseleurs*, p. 416.

1249. — Lettre de M. Vien à M. d'Angiviller, annonçant la réunion des douze commissaires nommés par l'Académie de peinture pour indiquer le mode de concours à ouvrir en vue de l'exécution de la statue de Jean-Jacques Rousseau.

18 avril 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1250.— Représentations des élèves sculpteurs de l'Académie, concourant pour le grand prix, au sujet de l'attribution à la peinture du grand prix de sculpture réservé en 1786, avec lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, autorisant l'Académie à décerner un premier prix au sieur Gois fils, de façon à ce que la peinture et la sculpture reçoivent également deux premiers prix.

29 août, 22 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1251. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de Rubeis, chef de bureau des Bâtiments, lui envoyant les noms des élèves qui ont remporté les prix de peinture et de sculpture afin de leur en faire expédier les brevets.

31 août 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 1924.

1252. — Observations relatives aux médailles à distribuer aux élèves de l'Académie de peinture, avec note de ces médailles.

6 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1924.

1253. — Décret de l'Assemblée nationale, accordant, à titre d'encouragement aux travaux d'art, une somme de 100,000 livres, dont 70,000 seront réparties entre les peintres et les statuaires et 30,000 entre les peintres dits de genre et les graveurs, à condition d'en consacrer 10,000 à la continuation de la collection des ports de France, de Joseph Vernet, lesquels travaux seront distribués par l'Académie de peinture, tant par les académiciens que par les agréés, et deux délégués des autres académies.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, C 77, n° 772.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, t. I, p. 376.

C. — ACADÉMIE D'ARCHITECTURE

1254. — Procès-verbaux des conférences de l'Académie royale d'architecture, 11e volume.

1786-1793.
Copie (1 registre), *A. N.*, O[1] 1929[11].

1255. — Rapport des commissaires de l'Académie, indiquant comme programme de travail à M. Bonnard, élève qui a remporté le grand prix au concours de 1788, l'étude des dispositions, constructions et proportions des aqueducs servant à conduire et distribuer les eaux à Rome, avec lettre de M. d'Angiviller, accusant réception de ce programme.

12, 25 janvier 1789.
Original signé et copie, *A. N.*, O[1] 1928[A].

1256. — Rapport des commissaires de l'Académie chargés de l'examen et estimation des serrures à pompe et à combinaison présentées au Roi par le sieur Poux-Landry, mécanicien, qui réclamait 33,000 livres, avec un état de ces serrures mises au dépôt de l'Académie.

17 janvier, 20 avril 1789.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, O[1] 1928[A].

1257. — Lettres des administrateurs de la Caisse d'Escompte à l'Académie d'architecture, la priant de désigner trois de ses membres pour juger les plans envoyés au concours ouvert en vue de la construction d'un hôtel de la Caisse d'Escompte, et à M. d'Angiviller sur le même objet.

22, 24 janvier 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O[1] 1914-1921; O[1] 1928[C].

1258. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Mique, directeur de l'Académie d'architecture, à l'effet de soumettre au jugement

de cette compagnie le procédé du sieur Taboureux, charpentier des Bâtiments du Roi, pour la construction des planchers, et rapport des commissaires nommés par l'Académie.

10 février, 13 mars 1789.
Original signé et copie, *A. N.*, O¹ 1928ᴮ.

1259. — Demande d'une place d'élève à l'Académie d'architecture par le sieur François Seheult.

23 avril 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1928ᴮ.

1260. — Délibération de l'Académie d'architecture, choisissant comme programme des grands prix le projet d'un édifice pour la Faculté de médecine.

4 mai 1789.
Copie conforme, *A. N.*, O¹ 1928ᴬ.

1261. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, lui annonçant la confirmation de son élection à la place d'honoraire associé libre à l'Académie d'architecture, vacante par le décès de M. Pierre.

3 juillet 1789.
Original, *A. N.*, O¹ 1072; copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 156.

1262. — Lettre de M. Sedaine à M. d'Angiviller, annonçant que les élèves, qui concourent pour le grand prix, exposeront leurs travaux à la fin du mois, et demandant ses instructions dans le cas où son départ pour les eaux l'empêcherait de prendre part au jugement.

9 août 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1928ᴮ.

1263. — Lettre de M. Ledoux à M. d'Angiviller, le priant d'autoriser l'examen de sa conduite relativement à la nouvelle clôture de Paris par des commissaires de l'Académie.

26 août 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1928ᶜ.

1264. — Jugement de l'Académie, décernant le premier prix à Jean-Baptiste-Louis-François Lefebvre, élève de M. Trouard, et le second à François-Tranquille Gaucher, élève de M. de Wailly, avec lettre d'envoi de M. Mique.

8, 9 septembre 1789.
Extrait et minute (2 p.), *A. N.*, O 1928ᴬ.

1265. — Lettre de M. Cuvillier, premier commis des Bâtiments, à M. Mique, accompagnant l'envoi d'une ordonnance de 4,850 livres pour une partie de l'arriéré des dépenses de l'Académie afférentes à l'exercice 1788, avec accusé de réception par M. Sedaine.

13, 18 septembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1928ᴮ.

1266. — Lettre de M. Cuvillier à M. Mique, le prévenant que le ministre de la guerre se propose de donner ses audiences dans la grande salle de l'Académie, et réponse de M. Sedaine.

11, 14 octobre 1789.
Minute et autographe (2 p.), *A. N.*, O¹ 1928ᶜ.

1267. — Délibération de l'Académie, chargeant son directeur d'écrire à M. d'Angiviller pour lui exprimer ses vœux à l'occasion du renouvellement de l'année.

21 décembre 1789.
Copie conforme, *A. N.*, O¹ 1928ᴮ.

1268. — Projet de statuts pour l'Académie, par les commissaires nommés à cet effet dans la séance du 14 juin 1790.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1928ᴮ.

1269. — Instructions données par l'Académie aux architectes pensionnaires du Roi, qui ont remporté le prix en 1787 et 1789, et qui sont chargés : 1° de lever pour elle les Thermes de Caracalla; 2° de faire l'étude du Panthéon, avec accusé de réception par M. d'Angiviller, lettre de M. Sedaine, délibération de l'Académie et lettre d'envoi.

1ᵉʳ, 6, 27 février 1790.
Copie et minutes (5 p.), *A. N.*, O¹ 1928ᶜ.

1270. — Délibération de l'Académie et lettre, annonçant l'envoi d'une députation à M. d'Angiviller pour le féliciter de son retour.

15, 16 février 1790.
Extrait et minute (2 p.), *A. N.*, O¹ 1928ᶜ.

1271. — Liste des monuments et autres objets d'antiquité qui ont rapport à l'architecture, qu'on peut faire lever et dessiner par les architectes pensionnaires du Roi à

Rome, pour être déposés dans la bibliothèque de l'Académie d'architecture, liste composée par les commissaires que l'Académie a nommés à cet effet dans sa séance du 21 février 1790.

15 mars 1790.
Copie conforme, *A. N.*, O[1] 1928[B].

1272. — Requête de l'Académie à M. d'Angiviller, afin d'être réintégrée dans la possession de la partie de logement qui avait été enlevée par le marquis de La Suse, pour être donnée à un officier du Roi.

16 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1928[C].

1273. — Rapport fait par les commissaires de l'Académie, chargés de prendre connaissance de l'état du pont Rouge.

1er avril 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1928[C].

1274. — Adresse des élèves de l'Académie royale d'architecture à ladite Académie, lue dans la séance du 26 avril 1790, avec procès-verbal de la lecture, et rapport estimant qu'il n'y aurait pas d'inconvénient d'accorder aux élèves : 1° la suppression du mot *protégé;* 2° un prix annuel pour le concours de la théorie et pratique de l'art du trait; 3° la communication de la bibliothèque sans déplacement; 4° quelques heures de plus pour remettre leurs esquisses; 5° le tirage au sort des places.

26 avril 1790.
Minute et copies conformes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1927[A].

1275. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Mique, estimant, au sujet des modifications aux règlements demandées par les élèves et de leur menace de s'abstenir du concours, que l'Académie devra laisser à l'option des élèves la question d'ouverture du concours, le 3 mai, selon les règles existantes, ou de sa suppression cette année.

30 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1927[A].

1276. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Mique, déclarant qu'en présence de l'attitude des élèves de l'Académie d'architecture, qui refusent de concourir et renoncent même à leur titre d'élève, il est obligé de suspendre les prix de cette année.

14 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 116.

1277. — Nomination par l'Académie d'une commission de douze membres, chargés de rédiger un mémoire sur les statuts et règlements.

14 juin 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1927[A], O[1] 1928[C].

1278. — Lettre du comte de Vergennes, ministre plénipotentiaire auprès de l'électeur de Trèves, à M. d'Angiviller, lui recommandant un jeune officier d'artillerie, nommé Seitz, qui désire se perfectionner dans l'architecture, et réponse de M. d'Angiviller, portant qu'il l'adressera à M. Leroy, professeur de cet art à l'Académie d'architecture.

20 novembre 1790, 14 février 1791.
Original et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1279. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Sedaine, secrétaire perpétuel de l'Académie d'architecture, au sujet de la demande des loges destinées aux élèves de l'Académie.

2 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 684.

1280. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Mique, l'avisant de l'ordonnancement des menues dépenses d'entretien de l'Académie, pour le premier semestre 1790.

2 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, O[1] 1928[C].

1281. — Lettre de M. d'Angiviller, en réponse à celle de l'Académie du 24 décembre, exprimant ses sentiments d'attachement pour cette compagnie.

7 janvier 1791.
Autographe, *A. N.*, O[1] 1928[A].

1282. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Mique, protestant contre la tenue d'assemblées particulières, convoquées en de-

hors de l'Académie contrairement aux statuts, avec délibération de l'Académie à ce sujet et réponse.

21, 24, 25, 31 janvier 1791.
Original signé et extraits (4 p.), *A. N.*, O[1] 1928[c].

1283. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Mique, exposant ses idées au sujet du travail des commissaires, nommés le 14 juin 1790 pour la revision des statuts, travail qu'il ne peut considérer comme nul et non avenu.

29 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, O[1] 1928[A].

1284. — Lettres de M. d'Angiviller à MM. Mique et de Lessart, annonçant la nomination des sieurs Chalgrin et d'Arnaudin à deux places vacantes dans l'Académie et priant d'en expédier les brevets.

27 février, 14 mars 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O[1] 1072; O[1] 1928[c].

1285. — Programme du concours d'architecture de l'année 1791, comprenant le plan et les coupes de la galerie publique d'un palais.

9 mai 1791.
Copie, *A. N.*, O[1] 1928[B].

1286. — Jugement de l'Académie, choisissant les esquisses admises au concours d'architecture et décernant le premier prix à Claude-Mathieu Lagardette, élève de M. Paris, et le second prix à Charles Le Normand, élève de M. Antoine, avec la feuille du scrutin, lettres de MM. Laporte, intendant de la liste civile, et Mique au sujet du concours, et le brevet du sieur Lagardette.

29, 30 août 1791.
Copie et minutes (10 p.), *A. N.*, O[1] 1925; O[1] 1928[B et C].

1287. — Instruction donnée par l'Académie à l'architecte qui a remporté le prix en 1791, qu'elle charge de lever le temple de Bacchus, aujourd'hui Sainte-Constance hors des murs, à Rome.

2 juillet 1792.
Copie conforme, *A. N.*, O[1] 1928[A].

Ecole d'architecture rurale.

1288. — Lettre du ministre de la justice au Comité des finances, transmettant plusieurs lettres et mémoires du sieur Cointeraux, professeur de l'École d'architecture rurale, située à l'ancien Colysée, où il enseigne des procédés de constructions économiques, mettant les maisons à l'abri de l'incendie.

17 janvier 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D VI 10, n° 105.

1289. — Pétition du sieur Cointeraux à l'effet d'obtenir un subside de 50 louis pour les frais d'impression de son Traité d'architecture rurale.

28 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 10, n° 105.

D. — EXPOSITION DU LOUVRE

1290. — Liste des artistes peintres et sculpteurs susceptibles d'être occupés pour le Salon de 1789.

10 février 1788.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1291. — Lettres de M. d'Angiviller au Roi et à M. Vien au sujet de l'exposition annuelle des ouvrages de l'Académie de peinture au Salon du Louvre.

21, 23 juin 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1072; O[1] 1914-1921.

1292. — Lettre de M. Bailly à M. Cuvillier, premier commis des Bâtiments du Roi, le priant de se concerter avec M. d'Ermigny, aide-major général de la garde nationale, pour joindre une garde bourgeoise à la garde ordinaire du Salon des tableaux.

17 août 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1293. — Lettre de M. Vien à M. d'Angiviller, déclarant qu'on ne peut retirer la garde du Salon aux élèves de l'Académie, qui s'en acquittent de la façon la plus satisfaisante, pour la donner aux suisses.

3 septembre 1789.
Original, *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1294. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, lui rendant compte de l'enlèvement, par un coup de vent, dans la nuit du 14 au 15, de l'armature de plomb couvrant le terrasseau au-dessus de l'exposition des tableaux au Louvre, qui a occasionné le bris de vingt-quatre glaces.

16 décembre 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1295. — Mémoire des dépenses, journées d'ouvriers et fournitures faites pour le service du Roi à l'occasion de l'exposition des ouvrages de peinture, sculpture et gravure au Salon du Louvre, dont a été chargé le sieur Pajou, trésorier de l'Académie royale de peinture et sculpture.

18 mars 1790.
Minute, *A, N.*, O[1] 1931.

1296. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, le priant de prendre ses mesures pour l'exposition des ouvrages de l'Académie de peinture dans le salon du Louvre, qui aura lieu, quoique les circonstances aient dû troubler beaucoup les artistes dans l'exercice de leur art, et instructions à ce sujet.

17 juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*; O[1] 1072; O[1] 1914-1921.

1297. — Nomination de commissaires par les artistes pour présenter à l'Assemblée nationale leur pétition du 21 juin, tendant à obtenir la faculté d'exposer leurs œuvres au Salon du Palais-National, et réponse du président de l'Assemblée à la députation de la commune des arts.

4, 9 août 1791.
Extrait signé de Restout, président, Petit-Coupray, secrétaire, et minute (2 p.), *A. N.*, C 76, n° 749.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXVI, n° 730, p. 40.

1298. — Observations de M. Renou, secrétaire perpétuel de l'Académie de peinture, sur la pétition des artistes de Paris, adressée le 10 août 1791 à l'Assemblée nationale et renvoyée au Comité de constitution, ladite pétition demandant l'abolition du prétendu privilège exclusif des académiciens d'exposer seuls leurs œuvres dans le Louvre.

Août 1791.
Minute signée, *A. N.*, D IV 48, n° 1398.

1299. — Décret de l'Assemblée nationale, admettant tous les artistes, français ou étrangers, à exposer leurs ouvrages au Louvre, fixant l'ouverture de l'exposition au 8 septembre et chargeant le directoire du Département de la surveillance de l'exposition.

21 août 1791.
Minute, *A. N.*, C 76, n° 753.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1791, p. 322.

1300. — Lettre de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, au président de l'Assemblée nationale au sujet des retards occasionnés par l'affluence des ouvrages et l'impression du livret explicatif, demandant de proroger au 15 la date primitivement fixée pour l'ouverture.

6 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 82, n° 806.

1301. — Lettre de l'intendant de la liste civile à M. Vien, l'invitant à retirer les tableaux appartenant au Roi, qui ont figuré à l'exposition de cette année, sauf ceux de MM. David et Vincent, demandés par ces deux artistes pour en faire des copies.

3 décembre 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1302. — Pétition du sieur Chatard, peintre et doreur, offrant, si l'on donne suite au projet d'établissement d'un Muséum des arts, ses services pour orner de bordures les tableaux de cette collection.

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, D VI 12, n° 118.

1303. — Procès-verbal des séances et délibérations des commissaires juges élus par les artistes exposants au Salon de 1791 pour la répartition des ouvrages d'encouragement.

27 février 1792.
Minute, *A. N.*, F[17] 1056.

E. — ÉCOLE GRATUITE DE DESSIN

1304. — Décret de l'Assemblée nationale, décidant le payement provisoire de 15,000

livres par an à l'École gratuite de dessin, à compter du 1er octobre.

4 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 44, n° 407.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1790, p. 24.

1305. — Adresse des administrateurs, professeurs et élèves à l'Assemblée nationale, et réponse du président.

11 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 44, n° 408.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 715.

1306. — Pétition de Jean-Baptiste Dumont, élève de l'École de dessin, au directoire du Département, à l'effet d'obtenir l'une des fondations ou places d'élèves vacantes, à la nomination de la municipalité.

16 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, M 797, n° 6.

1307. — Discours prononcé à l'Assemblée nationale lors de la prestation de serment des maîtres et élèves de l'École gratuite de dessin, avec réponse du président.

12 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 74, n° 724.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVIII, p. 217.

F. — COMMANDES FAITES AUX ARTISTES. 1788-1789.

1308. — Lettre de la dame Pajou à M. Doyen, le priant d'intercéder auprès de M. Bailly pour le payement des travaux exécutés par son mari à la fontaine des Innocents, sur lesquels le sieur Pajou n'avait reçu qu'un acompte dérisoire.

17 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, T 714.
Cf. Henri Stein, *le Peintre G.-F. Doyen et l'Origine du Musée des monuments français*, p. 13.

1309. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Berthélemy, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 10 pieds sur 8, et représentant la *Constance d'Eléazar*, estimé 3,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1931.

1310. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Brenet, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 10 pieds de haut sur 8 de large, et représentant *Henri II qui décore du collier de son ordre le vicomte de Tavanne*, estimé 3,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1931.

1311. — Mémoires de ce qui est dû au sieur Brenet, peintre du Roi, professeur en son Académie de peinture et de sculpture, pour l'honoraire des leçons par lui données à partie des jeunes élèves peintres et sculpteurs, pensionnaires du Roi, pendant l'année 1789 et les six premiers mois de 1790, mémoires arrêtés les

18 mars et 30 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O1 1931.

1312. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Callet, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 10 pieds carrés et représentant *l'Été ou les Fêtes de Cérès*, estimé 4,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1931.

1313. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur David, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 13 pieds sur 10 et représentant *Brutus, premier consul, de retour en sa maison, après avoir condamné ses deux fils qui avaient conspiré contre la liberté romaine, et des licteurs rapportant leurs corps pour qu'on leur donne la sépulture*, estimé 6,000 livres, ledit mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1931.

1314. — Mémoires de ce qui est dû au sieur David, peintre du Roi, pour l'honoraire des leçons par lui données à partie des jeunes élèves peintres et sculpteurs, pensionnaires du Roi, pendant l'année 1789 et les six premiers mois de 1790, certifiés et arrêtés les

18 mars et 30 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O1 1931.

1315. — Mémoire des tableaux faits pour le service du Roi, par le sieur Duplessis, peintre du Roi, pendant les années 1789 et 1790, savoir : trois copies du portrait en buste de Louis XVI, destinées et livrées en 1789 à M. de Barentin, alors garde des sceaux, à M. Albert de Rions, commandant de la marine à Toulon, et à l'Ordre de Saint-Michel.

Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1316. — Mémoire d'une statue en marbre exécutée pour le service du Roi par le sieur Gois, sculpteur du Roi, pendant les années 1786 à 1789, ayant 6 pieds de proportion et représentant *Mathieu Molé, premier président et garde des sceaux*, estimée 10,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1317. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur de Lagrenée aîné, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 10 pieds carrés et représentant *Alexandre qui consulte l'oracle d'Apollon*, estimé 4,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1318. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur de Lagrenée jeune, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 10 pieds carrés et représentant *Télémaque et Mentor jetés dans l'île de Calypso*, estimé 4,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1319. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Lassave, peintre, pendant l'année 1789, représentant *Louis XVI* en pied, d'après l'original de M. Duplessis, et destiné à M. de Barentin, ancien garde des sceaux, estimé 1,200 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1320. — Mémoire d'une statue en marbre exécutée pour le service du Roi par le sieur Lecomte, sculpteur du Roi, pendant les années 1786 à 1789, ayant 6 pieds de proportion et représentant *Rollin*, estimée 10,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1321. — Mémoire d'une statue en marbre exécutée pour le service du Roi par le sieur Mouchy, sculpteur du Roi, pendant les années 1788 et 1789, figure de grandeur naturelle, représentant *Hippocrate, dieu du silence*, estimée 10,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1322. — Mémoire d'une statue en marbre exécutée pour le service du Roi, pendant les années 1786 à 1789, par le sieur Mouchy, ayant 6 pieds de proportion et représentant *le Duc de Montausier*, estimée 10,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1323. — Mémoires de ce qui est dû au sieur Pajou, sculpteur du Roi, professeur en son Académie de peinture et de sculpture, pour l'honoraire des leçons par lui données à partie des jeunes élèves peintres et sculpteurs, pensionnaires du Roi, pendant l'année 1789 et les six premiers mois de 1790, mémoires certifiés et arrêtés les

18 mars et 30 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1931.

1324. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Perrin, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 10 pieds carrés et représentant *la Mort de Sénèque*, estimé 4,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1325 — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Peyron, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 13 pieds sur 10 et représentant *la*

Mort de Socrate, estimé 6,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1326. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Regnault, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 7 pieds 6 pouces de large sur 13 pieds 4 pouces de haut et destiné à la chapelle royale de Fontainebleau, représentant une *Descente de Croix*, estimé 6,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1327. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Suvée, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 10 pieds carrés et représentant l'*Ange Raphaël disparaissant au milieu de la famille de Tobie*, estimé 4,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1328. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur François Vanloo, peintre, pendant l'année 1789, représentant *Louis XVI* en pied, d'après l'original de M. Duplessis, destiné et livré à M. de Saron, premier président du Parlement de Paris, estimé 1,200 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1329. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Vincent, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, ayant 13 pieds de large sur 10 de haut, représentant *Zeuxis choisissant pour modèles les plus belles filles de la ville de Crotone*, estimé 6,000 livres, mémoire certifié et arrêté le

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1330. — Mémoire de ce qui est dû au sieur Vincent, peintre du Roi, professeur adjoint en son Académie de peinture et de sculpture, pour l'honoraire des leçons par lui données à partie des jeunes élèves peintres et sculpteurs, pensionnaires du Roi, pendant l'année 1789 et les six premiers mois de 1790, mémoires certifiés et arrêtés les

18 mars et 30 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1931.

1331. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Belle, peintre du Roi, pendant les années 1788 et 1789, destiné pour être exécuté en tapisserie aux Gobelins, ayant 25 pieds 5 pouces de large sur 11 pieds de haut, représentant *le Temple de Thémis*, estimé 8,000 livres, mémoire arrêté le

20 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1332. — Mémoire du modèle d'une statue, ordonnée en 1764 par feu M. de Marigny, lors directeur et ordonnateur général des Bâtiments de Sa Majesté, au sieur d'Huez, sculpteur du Roi, pour être exécutée en marbre, représentant *Vénus qui demande à Vulcain des armes pour Énée*, ladite statue n'a point été exécutée en marbre, le modèle et le plâtre seuls en ont été faits et sont évalués 1,500 livres, ledit mémoire arrêté le

29 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1333. — Mémoire d'un bloc de marbre fourni pour le service du Roi par le sieur Lecomte, sculpteur du Roi, en l'année 1788, pour la statue de Rollin qu'il a été chargé d'exécuter, montant à 2,075 livres, mémoire arrêté le

29 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1334. — Mémoire de restaurations de tableaux faites pour le service du Roi par le sieur Martin, pendant les années 1789 et 1790, se montant, d'après le règlement, à 5,195 livres, arrêté le

29 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

1335. — Mémoire d'un tableau fait pour le service du Roi par le sieur Ménageot, peintre du Roi, pendant les années 1788 et

1789, ayant 13 pieds de large sur 10 de haut, représentant *Meléagre qui, après avoir refusé aux prières des Étoliens et de toute sa famille de prendre les armes pour chasser les Curètes qui commençaient à entrer dans la ville et à y mettre le feu, cède enfin aux caresses et aux pleurs de sa femme et va combattre les ennemis*, estimé 6,000 livres, mémoire arrêté le

29 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1931.

G. — HOMMAGES ET PÉTITIONS DES ARTISTES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1336. — Hommage à l'Assemblée nationale, par Pierre-Simon-Benjamin Duvivier, graveur général des monnaies et médailles aux galeries du Louvre, de la médaille de Necker, gravée après son rappel.

10 août 1789.
Minute, *A. N.*, C 91, n° 72.
Cf. *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 372.

1337. — Programme du tableau qui doit représenter la Révolution, avec des emblèmes allégoriques, pour donner au sujet la noblesse qu'il exige, (destiné à rappeler la séance du 8 octobre 1789), par Gabriel-François Doyen.

Minute, *A. N.*, T 714.
Ed. Henri Stein, *Le Peintre G.-F. Doyen et l'Origine du Musée des monuments français*, p. 26.

1338. — Marché de la gravure des coins de la médaille. votée par l'Assemblée nationale le 4 août 1789, passé avec les sieurs Duvivier et Gatteaux, graveurs des médailles du Roi.

24 octobre 1789.
Minute signée, *A. N.*, D VI 6, n° 47.

1339. — Hommage à l'Assemblée nationale par M. Rousseau, architecte inspecteur des Bâtiments du Roi, et M. de Velye, intendant des bâtiments de Monsieur : 1° de plans d'un palais national à élever dans la capitale; 2° d'un modèle de statue pédestre pour le Roi.

18 février 1790.
Minute, *A. N.*, C 37, n° 314.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 645.

1340. — Projet du sieur de Varenne, huissier de l'Assemblée nationale, à l'effet d'ériger, par souscription publique à 1 sol, un monument en l'honneur de Louis XVI, avec prospectus imprimé.

27 mars 1790.
Minute et imprimé (2 p.), *A. N.*, C 37, n° 321.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 378.

1341. — Mémoire du sieur Florentin Gilbert, architecte, auteur de nombreux édifices publics, notamment du projet de spectacle pour la Comédie italienne, offrant ses services à l'Assemblée nationale pour la construction d'un palais de législature de la nation.

30 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 45, n° 684.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 570.

1342. — Hommage à l'Assemblée nationale par Jean-Antoine Houdon, sculpteur, des bustes de Washington et de Franklin, et par Augustin Dupré, graveur, de deux médailles représentant Benjamin Franklin.

19 juin 1790.
Extrait du procès-verbal, *A. N.*, C 41, n° 359.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 365.

1343.— Lettre de Nicolas-Marie Gatteaux, graveur des médailles du Roi, soumettant à l'Assemblée nationale un projet de monument destiné à consacrer la Révolution.

9 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, C 120, n° 358.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 1.

1344. — Hommage à l'Assemblée nationale du portrait gravé de Louis XVI, par Jean-Guillaume Bervic, graveur du Roi aux galeries du Louvre.

13 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, C 124, n° 405.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 78.

1345. — Hommage à l'Assemblée nationale par les sieurs Dury et Geoffroy, d'une estampe encadrée, représentant la Révolution et la régénération de la France.

13 juillet 1790.
Extrait du procès-verbal, *A. N.*, C 42, n° 373.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 78.

1346. — Projet d'un autel de la patrie, de dimensions colossales, composé par le

sieur Daiteg, sculpteur, et présenté à l'Assemblée nationale.

15 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 82, nº 809.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XIX, p. 238.

1347.— Adresse de François-Anne David, graveur, offrant à l'Assemblée nationale une estampe allégorique à l'effet de consacrer à jamais la journée mémorable du 4 février, avec notice explicative du sujet.

24 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 122, nº 383.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XIX, p. 221.

1348. — Lettre de MM. Tilly, Pithout et Laurent au président de l'Assemblée nationale, demandant que l'Assemblée veuille bien accepter la dédicace d'une gravure qui doit rappeler la mort héroïque du jeune Desilles, exécutée par le sieur Laurent, d'après le dessin de M. Le Barbier, peintre de l'Académie, et demande de souscription pour une gravure analogue par le sieur Julien.

12, 24 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 49, nº 484 ; O¹ 1072.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 565.

1349. — Présentation à l'Assemblée nationale, par Aubin-Louis Millin, de la seconde livraison des *Antiquités nationales*.

13 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, C 54, nº 535.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 208.

1350. — Hommage à l'Assemblée nationale, par Simon Julien, d'une estampe représentant l'*Amour de la gloire foulant aux pieds les serpents de l'envie*, dédiée aux soldats français.

22 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, C 54, nº 535.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 424.

1351. — Hommage par le sieur Thomas, architecte, de divers projets d'un palais national.

28 janvier 1791.
Extrait, *A. N.*, C 54, nº 535.

1352.— Pétition de Nicolas-Guy-Antoine Brenet, graveur général de la marque d'or et d'argent, au Comité des finances, se plaignant de se trouver sans ressources, et demandant à être employé soit à la gravure du nouveau billet, soit à la vérification des marques adoptées ou à fixer.

28 février 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 11, nº 111.

1353. — Demande par Jean-Guillaume Moitte, sculpteur du Roi, d'une somme de 3,000 livres, pour le modèle de la statue de Cassini, commandée par M. d'Angiviller, et exposée au Salon du Louvre en 1789, avec le marbre nécessaire pour l'exécution de la statue.

2 mars 1791.
Minute, avec copie d'une lettre de M. d'Angiviller (2 p.), *A. N.*, D VI 11, nº 110.

1354. — Lettres de Houdon au président de l'Assemblée nationale, lui soumettant une esquisse de sa statue de Jean-Jacques Rousseau, et déclarant que lui seul est à même de l'exécuter avec la ressemblance désirable, ayant moulé le masque de Rousseau, après sa mort à Ermenonville, et réponse de M. Camus, au nom du Comité des pensions, exposant que l'Assemblée nationale est obligée d'ouvrir un concours.

9 mars, 23 juin 1791.
Minute signée et copie (2 p.), *A. N.*, D IV 51, nº 1466.

1355.— Offre par le sieur Mangin, homme de loi, au président de l'Assemblée nationale, de communiquer le projet d'un monument en l'honneur des grands hommes.

1ᵉʳ juin 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 51, nº 1460.

1356. — Pétition du sieur Deseine, sourd-muet, sculpteur, élève de l'Académie, auteur d'un buste de Mirabeau, afin d'obtenir le privilège d'exécuter en grand le buste de l'abbé de l'Épée, par lui déjà fait en petit, accompagnée d'un certificat de l'abbé Sicard.

28 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 49, nº 1398.

1357. — Offre à l'Assemblée nationale, par Michel-Honoré Bounieu, peintre, d'un tableau allégorique intitulé : *la France sacrifiant à la Raison*, avec notice explicative.

Juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 75, nº 741.

1358. — Proposition, par Claude Bouvet, sculpteur à la manufacture de Sèvres, de construire un monument sur les ruines de la Bastille.

Juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 29.

1359. — Lettre de M. Prieur, architecte, offrant à l'Assemblée nationale l'esquisse d'un monument destiné à consacrer la mémoire de la Révolution, avec discours du président.

18, 20 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 76, n° 753.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXVII, n° 741, p. 33.

1360.— Réponse du président de l'Assemblée nationale au discours prononcé par M. Vernouilly, sculpteur en bois, originaire de la Suisse, naturalisé Français, en faisant hommage d'un ouvrage de sa composition, qui représente sous différents emblèmes le triomphe de la liberté sur le despotisme.

20 août 1791.
Minute, *A. N.*, C 76, n° 753.
Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXVII, n° 741, p. 33.

1361. — Pétition des citoyens de Paris relative aux honneurs dus à J.-J. Rousseau, pour provoquer l'érection de la statue décrétée le 21 décembre 1790.

27 août 1791.
Minute, avec signatures, *A. N.*, C 77, n° 761.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXVIII, n° 748, p. 24.

1362. — Hommage à l'Assemblée nationale, par le sieur Baudon, de quatre-vingt-trois exemplaires des portraits gravés de Voltaire, Rousseau et Mirabeau, pour être distribués aux quatre-vingt-trois départements, avec réponse du président.

27 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 76, n° 755.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXVIII, n° 748, p. 1.

1363. — Projet d'un monument commémoratif des victoires de la liberté, présenté à l'Assemblée nationale par des jeunes artistes.

5 septembre 1791.
Minute, avec réponse du président à la députation des artistes (2 p.), *A N.*, C 77, n° 767.
Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXVIII, n° 757, p. 50.

1364. — Décret de l'Assemblée nationale, décidant que le tableau, commencé par Jacques-Louis David et représentant le serment du Jeu de Paume, sera fait aux frais de la nation et qu'il sera placé dans le lieu des séances de l'Assemblée.

28 septembre 1791.
Minute de la main de Barère, *A. N.*, C 78, n° 777.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, 2e partie, p. 720.

1365. — Pétition à l'Assemblée nationale présentée par Jean-Baptiste Blondel, architecte des Académies de Paris, Rome et Londres, et dessinateur du cabinet du Roi, mettant en souscription une médaille allégorique, dont il donne la description.

30 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 82, n° 809.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXXIII, n° 782, p. 2.

H. — TRAVAUX DE LA COMMISSION DES MONUMENTS.

1366. — Lettre du Comité d'aliénation des biens nationaux à l'abbé Leblond, de l'Académie des belles-lettres, l'invitant à une conférence au sujet des mesures à prendre pour sauvegarder les œuvres d'art des maisons ecclésiastiques.

31 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{17} 1252.

1367. — Procès-verbaux des séances de la commission de la conservation des monuments relatifs aux arts et aux sciences.

8 novembre 1790-16 ventôse an II.
Original (registre in-fol.), *A. N*, *F^{17} 4.

1368. — Lettres des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des domaines nationaux au grand-maître du collège des Quatre-Nations, demandant pour les séances de la commission des monuments publics l'une des salles du collège Mazarin.

7, 28 novembre 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1369. — Lettres de M. Camus et de M. de La Rochefoucauld à l'abbé Leblond au sujet de l'installation de la commission des monuments dans le local occupé par les commissaires de l'Ile-de-France, qui ne peut souffrir aucune difficulté.

8, 9 novembre 1790.
Originaux signés (3 p.), *A. N.*, F^{17} 1252.

1370. — Lettre de M. de La Rochefoucauld, président du Comité d'aliénation, à l'abbé Leblond, envoyant les réponses du Comité aux demandes formulées dans le procès-verbal de la première séance tenue par la commission des monuments.

10 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{17} 1252.

1371. — Lettres des Comités réunis convoquant l'abbé Leblond à leur prochaine séance au Comité de l'aliénation, dans le bâtiment des Capucins, et approuvant l'exception proposée en faveur des bibliothèques de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, du collège Mazarin, de Sainte-Geneviève et de la Sorbonne.

24 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1252.

1372. — Lettre de M. de La Rochefoucauld à l'abbé Leblond, annonçant que le local occupé par les commissaires de l'ancienne généralité de Paris ne pourra être libre que dans un mois, que les commissions nommées par les Comités réunis et la municipalité de Paris n'en formeront qu'une seule désormais et que MM. Vandermonde, Doyen et Mouchy sont les seuls membres de la commission municipale qui ne fassent point partie de celle des Comités.

1er décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{17} 1252.

1373. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation aux administrateurs des biens nationaux et à l'abbé Leblond, annonçant la fusion des deux comités pour l'examen des monuments, sous la présidence de M. de Bréquigny, au collège des Quatre-Nations.

3 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 7, F^{17} 1252.

1374. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics, lui faisant connaître l'adjonction de MM. Vandermonde, Mouchy et Doyen, membres du comité de la municipalité.

3 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{17} 1252.

1375. — Lettre de M. de La Rochefoucauld, président du Comité d'aliénation, à l'abbé Leblond, lui envoyant cinquante exemplaires de l'instruction relative à la conservation des objets précieux provenant des maisons ecclésiastiques.

13 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{17} 1252.

1376. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au bureau de l'agence de ces biens, l'invitant à prendre les mesures nécessaires pour le travail d'inventaire et de catalogue des bibliothèques des établissements ecclésiastiques, confié, d'après l'avis de la commission des monuments, à M. Ameilhon, bibliothécaire de la Ville, assisté de MM. Lemercier et Debure.

15 décembre 1790.
Minute non signée, *A. N.*, F^{17} 1252.

1377. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics, au sujet de la fusion du comité particulier chargé de l'examen des monuments publics de Paris avec celui nommé pour tout le royaume.

18 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1378. — Lettres des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité des monuments publics, le priant d'agréer parmi ses membres M. Masson, orfèvre, qui faisait également partie du comité particulier chargé par la municipalité de l'examen des monuments publics de Paris.

19 décembre 1790, 9 janvier 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1252.

1379. — Décision des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis relative aux anges qui soutenaient les cœurs de Louis XIII et de Louis XIV dans l'église de Saint-Louis-de-la-Culture.

19 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, nº 7.

1380. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité des monuments, insistant sur la nécessité de faire promptement le catalogue des livres des établissements ecclésiastiques de Paris et ajournant la fixation du nombre des bibliothèques de Paris et de son Département.

25 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{17} 1252.

1381. — Lettre de l'abbé Leblond, secrétaire du comité des monuments publics, au duc de La Rochefoucauld, demandant, au nom de trois membres de l'Académie de peinture, l'augmentation du nombre des artistes de la commission, attendu l'inconvénient de soumettre au jugement de quatre artistes seulement le choix et la conservation des productions des beaux-arts qui existent dans les maisons ecclésiastiques supprimées.

26 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, nº 27.

1382. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics, déclarant que l'accroissement du nombre des membres, demandé par l'Académie de peinture et de sculpture, présente de grandes difficultés matérielles, eu égard à l'exiguïté du local des séances.

9 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{17} 1252.

1383. — Lettre du Comité d'aliénation des domaines nationaux à l'abbé Leblond, demandant la désignation, par « la commission des savants », de deux commissaires pour seconder MM. Camus et Creuzé de la Touche, chargés d'examiner à la Monnaie l'argenterie des églises, vases et reliquaires, au fur et à mesure de leur arrivée.

13 janvier 1791.
Original signé de la main de M. de La Rochefoucauld, *A. N.*, F^{17} 1252.

1384. — Lettre de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, rendant compte de l'examen qu'il a fait, avec M. Doyen (M. Barthélemy étant empêché par sa santé), des pièces d'orfèvrerie portées à la Monnaie, dont aucune ne mérite d'être conservée.

23 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, nº 27.

1385. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des domaines nationaux à la commission des monuments, soumettant à son examen les demandes présentées par le père Grégoire Lambiez, religieux récollet.

23 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, F^{17} 1252.

1386. — Lettres des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux relatives à l'envoi de divers mémoires, notamment celui de M. Doyen sur les pièces d'orfèvrerie, de M. Masson sur la fonte de l'orfèvrerie, et aux plaintes de M. Pajou au sujet du détournement d'objets de la salle d'antiquités confiée à sa garde.

23, 27 janvier, 9, 20 février 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XXXVIII 2, nº 28.

1387. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité des monuments, le remerciant du transport de ses commissaires à la Monnaie et de l'envoi du mémoire du sieur Fuet, chanoine de Sens.

23 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{17} 1252.

1388. — Lettre du comité des monuments publics aux Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis, donnant son avis sur les mémoires et monuments présentés par le père Grégoire Lambiez, récollet.

25 janvier 1791.
Original signé de Bréquigny, Barthélemy et Leblond, *A. N.*, D XXXVIII 2, nº 27.

1389. — Lettre de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, soumettant à son approbation le projet de vente « à quelqu'un de la connaissance du cardinal de Montmorency » d'un buste creux en vermeil, du douzième siècle, portant sur chaque épaule et sur la poitrine l'écusson des Montmorency, et se trouvant parmi les pièces d'orfèvrerie portées à la Monnaie.

9 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1390. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics, répondant aux diverses questions posées dans les séances des 25 janvier et 1er février, notamment en ce qui concerne les observations de M. Doyen sur les pièces d'orfèvrerie, les détournements d'antiques signalés par M. Pajou, la vente d'un buste de vermeil.

9 février 1791.
Original signé, *A. N.*, F17 1252.

1391. — Lettre de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, l'informant de l'élaboration par M. Masson d'un mémoire sur le parti le plus avantageux qu'on peut tirer de la fonte des pièces portées à la Monnaie.

16 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1392. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux à l'Académie de peinture, la remerciant de sa vigilance soutenue pour la conservation, comme pour la réunion, des chefs-d'œuvre de peinture.

20 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1393. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité des monuments publics, le priant d'adresser les mémoires de ses membres, notamment celui de M. Masson sur la fonte de l'orfèvrerie.

20 février 1791.
Original signé, *A. N.*, F17 1252.

1394. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité des monuments publics, déclarant que les notes de MM. Pajou et Masson ainsi que les mémoires de MM. Doyen, Vandermonde et Masson seront l'objet d'un prochain examen.

27 février 1791.
Original signé *A. N.*, F17 1252.

1395. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité des monuments publics, déclarant ne pouvoir prendre de parti définitif sur l'établissement des bibliothèques dans l'intérieur de Paris, sans connaître le vœu des Comités de l'Assemblée, chargés de proposer des projets de décrets, tant pour l'institution générale des nouveaux établissements littéraires, que pour la distribution des fonds qui pourraient y être affectés.

5 mars 1791.
Original signé, *A. N.*, F17 1252.

1396. — Lettres des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au père Lambiez, récollet, au sujet du privilège général de faire des fouilles, par lui sollicité avec une subvention du Trésor public.

10, 13 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1397. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics, lui annonçant que l'attention de la municipalité est appelée sur ce qui concerne Saint-Julien-des-Ménétriers et les autres établissements ecclésiastiques où il y a des objets précieux ou curieux à conserver.

13 mars 1791.
Original signé, *A. N.*, F17 1252.

1398. — Instruction des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux aux administrateurs de ces mêmes biens pour empêcher la destruction irraisonnée des monuments, par exemple de l'ouvrage en filiagramme (*sic*) qui cou-

vrait le tombeau de Frédégonde à Saint-Germain-des-Prés, et assurer la conservation des tombeaux de Childebert et Frédégonde, en prenant l'avis des savants réunis aux Quatre-Nations.

31 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

1399. — Lettres des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics sur le projet de réunion des monuments de sculpture des rois et reines soit à Saint-Denis, soit dans tout autre lieu.

6, 17 avril 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28; F^{17} 1252.

1400. — Lettre de M. Lenoir, accompagnant l'envoi d'une note sur l'inconvénient de laisser les commissaires des sections prendre au hasard dans les couvents et paroisses supprimés des objets pour l'ornement des nouvelles paroisses, et donnant des exemples du désordre qui peut en résulter.

9 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1401. — Lettre de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, au sujet des inculpations dirigées contre la municipalité, dont on accuse les lenteurs, et dénonçant l'offre à lui faite, par un marchand de la rue de Grenelle, de tableaux provenant des Jacobins de la rue Saint-Honoré.

13 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1402. — Lettre de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, annonçant la tenue d'une séance, le 19, pour la nomination de deux commissaires chargés d'examiner deux tombeaux dans l'église de Saint-Antoine, que le curé et les paroissiens désirent déplacer.

17 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1403. — Lettres des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics, exprimant le vœu que la municipalité reçoive promptement le procès-verbal de la visite des tombeaux, dont les curé et paroissiens de Saint-Antoine désirent le déplacement.

20 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28; F^{17} 1252.

1404. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, à la commission des monuments publics, autorisant son installation au collège des Quatre-Nations et la priant, au nom du directoire, d'étendre son examen et sa surveillance sur les monuments précieux que peuvent renfermer les districts de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine.

12 mai 1791.
Copie conforme, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1405. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics, déterminant la nature des relations et correspondance que ce comité devra entretenir avec le Département et la municipalité de Paris, pour l'envoi des extraits des procès-verbaux de séances et le compte rendu des missions qu'il en aura reçues.

19 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1406. — Lettre de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, au sujet de la vente scandaleuse des tableaux de Bourdon provenant du couvent des Bonshommes, faite par la municipalité de Passy, de l'enlèvement de deux sépulcres dans l'église de Saint-Antoine et des tableaux des Chartreux, qu'on ne parle point de transporter, alors que leur terrain est en vente.

1er juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1407. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics, le remerciant de la vigilance avec laquelle il signale la dis-

parition des monuments précieux, à propos de la vente faite à Passy.

5 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1408. — Lettre de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, s'excusant du retard qu'il a mis à envoyer aux Comités réunis l'instruction sur la manière d'inventorier et de conserver les tableaux.

8 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1409. — Instruction pour la manière de faire les états et notices des monuments de peinture, sculpture, gravure, dessins, provenant du mobilier des maisons ecclésiastiques supprimées, dont l'envoi est demandé promptement par les Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux, avec lettre au comité de l'examen des monuments publics et lettre du procureur général syndic du Département, accusant réception de cette instruction.

25, 26 juin, 15 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28; F[17]1187[2].

1410. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics, le remerciant du soin qu'il prend de réunir les portraits, bustes et tombeaux des hommes célèbres par leurs talents ou par des services rendus à la patrie.

16 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1411. — Lettre de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, signalant la vente annoncée par la municipalité de Paris, pour le 21 juillet, du mobilier de l'église de Sainte-Opportune, avec plusieurs tableaux de divers bons maîtres, dont deux de Jouvenet, avec note en marge, portant qu'il a été écrit à la Municipalité pour arrêter la vente des tableaux.

20 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1412. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité de l'examen des monuments publics, annonçant l'envoi de Dom Poirier à Royaumont pour la conservation des monuments de la famille royale qui s'y trouvent.

22 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1413. — Lettres des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux à Dom Poirier, le priant de se concerter avec les districts de Gonesse et de Saint-Denis pour le transport des mausolées des enfants de saint Louis qui se trouvent à Royaumont, transport qu'il sera préférable d'opérer par terre, et le remerciant d'avoir accompli sa mission.

21, 25 juillet, 19 août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1414. — Lettres de Dom Poirier aux Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis, rendant compte des mesures qu'il a prises pour le transport des cendres et tombeaux de six princes et d'une princesse de la famille de saint Louis, de Royaumont à Saint-Denis, et adressant le mémoire des dépenses faites dans cette occasion.

25 juillet, 17 août 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1415. — Lettre de Dom Poirier aux Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis, demandant une autorisation du Département pour payer le recarrelage d'une partie du chœur de l'église de Saint-Denis et la pose d'un marbre avec inscription, à l'endroit du petit caveau pratiqué lors de la translation des cercueils apportés de Royaumont, avec réponse autorisant le remplacement de ces carreaux.

23, 24 août 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n°s 27, 28.

1416. — Lettre de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, au sujet des difficultés faites à M. Doyen, par le sacristain des Chartreux, pour le laisser entrer dans cette maison lors de l'inventaire des tableaux, et au sujet de l'enlèvement

des scellés au célèbre tableau de Philippe de Champagne à l'autel.

4 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1417. — Lettre de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, déclarant qu'aux termes d'une lettre du directoire du Département, le dépôt des Petits-Augustins devra recevoir les tableaux et sculptures de petites dimensions, et que les grands tableaux et les tombeaux, composés de plusieurs figures, pourront trouver place aux Chartreux, à défaut de Saint-Martin-des-Champs, proposé par M. Doyen et qui, dit-on, est mis en vente.

18 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1418. — Compte rendu des travaux du comité des monuments publics, présenté à l'Assemblée nationale au nom des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux, avec un rapport fait par le comité et la liste de ses membres.

23 septembre 1791.
Copie conforme et minute (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1252.

1419. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité des monuments publics, déclarant que Saint-Martin-des-Champs, n'étant pas vendu, pourra être affecté, ainsi que les Petits-Augustins, au dépôt des tableaux.

26 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{17} 1252.

1420. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux au comité des monuments publics, le priant de joindre au résumé de ses travaux particuliers la copie de la réponse de son président dans la séance du 28, et donnant de nouveaux éloges aux lumières infinies et au zèle aussi éclairé que soutenu avec lequel le comité a secondé les vues de l'Assemblée nationale.

29 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1421. — État des monuments des rois et reines de France, ainsi que des princes et princesses du sang royal, existant hors de Saint-Denis, dans le département de Paris, (principalement dans les églises et couvents).

Sans date.
Minutes (2 p.), *A. N.*, DXXXVIII 2, n° 28.

1422. — Observations sur le projet de réunir dans l'église de Saint-Denis en France tous les monuments lapidaires des rois et des reines, qui existent hors de cette église.

Sans date.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1423. — Note sur les monuments de l'ancien cimetière et de l'église des Saints-Innocents.

Sans date.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

I. — INVENTAIRES DES OBJETS D'ART DES ÉGLISES ET MAISONS RELIGIEUSES

1424. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au peintre Doyen, le priant de vouloir bien donner son avis, tant sur les tableaux se trouvant dans les maisons religieuses supprimées, qui pourraient être regardés comme des chefs-d'œuvre, que sur les objets d'argenterie considérés sous le même rapport, avec réponse affirmative de Doyen et lettre de M. Pitra, remerciant M. Doyen d'avoir accepté cette mission.

10, 13 septembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, T 714.
Ed. HENRI STEIN, *le Peintre G.-F. Doyen et l'Origine du musée des monuments français*, p. 20.

1425. — Délibération du Comité d'aliénation des biens nationaux, autorisant M. Doyen à se transporter dans les différentes maisons religieuses pour y prendre connaissance des tableaux, morceaux de sculpture et autres monuments qui peuvent s'y trouver, afin de statuer sur ceux qui devront être transférés aux Petits-Augustins.

5 octobre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, T 714.
Ed. HENRI STEIN, *le Peintre G.-F. Doyen et l'Origine du musée desmonuments français*, p. 22.

1426. — Délibération du Comité d'aliénation des biens nationaux, prise sur le rapport de M. Doyen, et décidant que tous les tableaux, dont il sera convenable de retarder la vente, seront placés dans l'église des Petits-Augustins, dits de la Reine-Marguerite, et que les tableaux des Capucins-Saint-Honoré y seront transférés.

5 octobre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, T 714.
Ed. Henri Stein, *le Peintre G.-F. Doyen et l'Origine du musée des monuments français*, p. 22.

1427. — Lettres de convocation adressées par le Bureau de liquidation à M. Doyen pour se rendre dans les diverses églises et maisons religieuses de Paris, à l'effet d'y procéder aux appositions de scellés et inventaires.

11 octobre 1790-16 juin 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, T 714.
Cf. Henri Stein, *le Peintre G.-F. Doyen et l'Origine du musée des monuments français*, p. 23.

1428. — Demandes faites par M. Doyen à M. Pitra, administrateur des biens nationaux, en vue d'obtenir le personnel qui lui est nécessaire pour l'accomplissement de sa mission, avec réponses de M. Pitra en regard des demandes.

Sans date (octobre 1790).
Minute, *A. N.*, T 714.

1429. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux à M. Doyen, le priant de mettre en lieu sûr les effets déposés dans la chapelle de la Vierge dépendant du couvent des Petits-Augustins, où l'on doit célébrer la messe les dimanches et fêtes à la demande des habitants du quartier.

30 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, T 714.

1430. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux à M. Doyen, au sujet de l'affectation définitive du local des Petits-Augustins à un dépôt de tableaux et d'autres objets précieux, qui ne pourrait se concilier avec l'établissement d'une caserne.

29 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, T 714.

1431. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux à M. Doyen, lui demandant s'il y aurait quelque inconvénient, pour le dépôt placé à Saint-Louis-de-la-Culture, à établir un atelier de charité de quarante personnes dans l'ancien corps de garde.

22 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, T 714.

1432. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux à M. Doyen, au sujet de la demande de crucifix en peinture et en sculpture adressée à M. Poyet par les tribunaux pour leurs salles d'audience, demande qui doit être renvoyée à la Municipalité.

1er février 1791.
Minute, *A. N.*, T 714.

1433. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux à M. Doyen, le convoquant à une réunion pour discuter ses observations sur l'enlèvement des tableaux des Quatre-Nations.

22 mars 1791.
Original signé, *A. N.*, T 714 ; minute, D XXXVIII 2, n° 28.

1434. — Lettres des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux à M. Doyen, le priant de dresser, de concert avec l'agence de l'Hôtel de Ville, l'état général des tableaux des maisons ecclésiastiques et religieuses, et aux administrateurs des biens nationaux pour le même objet.

27 mars 1791.
Original signé et minutes (6 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 7 ; D XXXVIII 2, n° 28 ; F^{17} 1252, T 714.

1435. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux à M. Mouchy, le convoquant à leur séance au sujet de sa demande d'instructions particulières en ce qui concerne la conservation des monuments de sculpture.

6 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1436. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation

des biens nationaux à M. Mouchy, le priant de se transporter dans les maisons ecclésiastiques et religieuses pour dresser l'état général des monuments de sculpture.

10 avril 1791.
Copie, *A. N.*, F^{17} 1252.

1437. — Lettre de M. Maugis, administrateur au département de police, à M. Doyen, le priant d'examiner les tableaux, bustes et christs, faisant partie des effets mobiliers de diverses communautés d'arts et métiers, déposés à l'ancienne Première Présidence.

16 avril 1791.
Minute, *A. N.*, T 714.

1438. — Lettre du Bureau de liquidation à M. Doyen, accordant le remboursement de 137 livres 10 sols pour frais de transport d'objets aux Petits-Augustins et l'invitant à fournir un état pour l'allocation nouvelle de 600 livres par lui sollicitée.

19 avril 1791.
Copie, *A. N.*, T 714.

1439. — Lettre du Bureau de liquidation à M. Doyen, le prévenant qu'il a disposé du buffet d'orgues de l'église des Petits-Augustins et que M. Tassin est autorisé à le faire enlever à ses frais.

29 avril 1791.
Minute, *A. N.*, T 714.
Ed. HENRI STEIN, *le Peintre G.-F. Doyen et l'Origine du musée des monuments français*, p. 24.

1440. — Lettre du Bureau de liquidation à M. Doyen, le priant de se concerter avec M. Masson pour enlever la statue de la Vierge qui se trouve à Saint-Etienne-des-Grès.

30 avril 1791.
Minute, *A. N.*, T 714.

1441. — Lettre du Bureau de liquidation à M. Doyen, le priant de faire prendre et transporter aux Petits-Augustins les tableaux et le buffet d'orgues des Jacobins de la rue Saint-Honoré.

6 mai 1791.
Minute, *A. N.*, T 714.

1442. — Requête adressée par M. Doyen au « comité des savants », pour la conservation et la répartition entre les trente-trois paroisses de Paris des chasubles et autres objets du culte pouvant offrir de l'intérêt, soit par leur richesse, soit par leur antiquité.

6 mai 1791.
Minute, *A. N.*, T 714.
Ed. HENRI STEIN, *le Peintre G.-F. Doyen et l'Origine du musée des monuments français*, p. 25.

1443. — Lettres de l'abbé Leblond au président du Comité d'aliénation, accusant réception de vingt-trois procès-verbaux relatifs aux monuments de sculpture de diverses maisons ecclésiastiques de Paris, qui seront lus et renvoyés dans la quinzaine aux Comités réunis, avec un état de ces procès-verbaux.

17, 22 juin, 6 juillet 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 27.

1444. — Lettre d'un sieur Garnier, ancien électeur de 1789, à M. Doyen, lui demandant le prix et les dimensions d'un tableau de Restout, représentant *le Baptême de Jésus-Christ par Saint-Jean*, destiné selon toute apparence à une église de province.

14 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, T 714.
Ed. HENRI STEIN, *le Peintre G.-F. Doyen et l'Origine du musée des monuments français*, p. 15.

1445. — Lettre de M. Champion de Villeneuve, administrateur au département des travaux publics, à M. Doyen, le priant de se transporter dans l'ancienne église de Saint-Barthélemy pour y vérifier et estimer quelques tableaux.

4 août 1791.
Minute, *A. N.*, T 714.

1446. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux à M. Doyen, déclarant que l'on ne peut interrompre la vente commencée aux Petits-Augustins pour faire l'adjudication partielle d'un tableau et le priant de veiller à l'enlèvement des tableaux de l'église de Sainte-Opportune, exposés à se détériorer.

23 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, T 714.

1447.— « État des maisons religieuses et couvents, dont j'ai fait les inventaires et descriptions des peintures, tableaux, statues, sculptures et tombeaux, lesquels ont été signés par MM. Doyen et Mouchy, et envoyés au bureau de l'agence générale pour les annexer aux procès-verbaux desdites maisons. »

28 janvier 1791.

Minute signée de Doyen, aux Galeries du Louvre.

1448. — Remarques sur les procès-verbaux d'inventaires des maisons religieuses, dont l'insuffisance est notoire.

Sans date.

Minute, *A. N.*, D XXXVIII 2, n° 28.

1449. — État sommaire du cabinet d'antiques et de médailles de Sainte-Geneviève, dressé par l'abbé Mongez, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et certifié par le P. Rousselet, abbé de Sainte-Geneviève.

25 janvier 1790.

Minute, *A. N.*, S 1540.

Cf. ALFRED FRANKLIN, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. I, p. 84, 89.

1450. — Déclaration des biens mobiliers des religieux de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, contenant l'indication sommaire des tableaux.

26 février 1790.

Original signé de Dom Nicolas Faverotte, prieur, *A. N.*, S 2858.

1451. — Description des tableaux qui se sont trouvés dans la Chartreuse de Paris.

19 avril 1790.

Minute, en double (2 p.), *A. N.*, S. 3948.

Ed. A. DE MONTAIGLON, *Anciennes Archives de l'art français*, t. IV, p. 215-224.

1452. — Inventaires des tableaux et sculptures existant à Saint-Louis-de-la-Culture ou aux Grands-Jésuites de la rue Saint-Antoine.

24 septembre 1790, 8 janvier 1791.

Minute, *A. N.*, S 1013 ; copies conformes (4 p.), F^{17} 1261.

Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 120.

1453. — Inventaire des peintures et sculptures de la maison des Augustins de la reine Marguerite, par M. Doyen.

30 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, S 3641 ; copies conformes (2 p.), F^{17} 1261.

Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 76.

1454. — Inventaire des peintures et sculptures de la maison des Jacobins de la rue Saint-Honoré, par M. Doyen.

11 octobre 1790.

Minute signée, *A. N.*, S 4222 ; copies conformes (4 p.), F^{17} 1261.

Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 65.

1455. — Inventaire des peintures et tableaux de la maison des Carmes de la place Maubert, par M. Doyen.

13 octobre 1790.

Minute, *A. N.*, S 3734 ; copies conformes (4 p.), F^{17} 1261.

Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 104.

1456. — Inventaire des tableaux des Capucins-Saint-Honoré par M. Doyen.

15 octobre 1790.

Minute, *A. N.*, S 3705 ; copies conformes (2 p.), F^{17} 1261.

Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 69.

1457. — Inventaires : 1° des peintures et tableaux de l'église de Paris, dite Notre-Dame, par M. Doyen; 2° des sculptures de la même église, par M. Mouchy.

18 novembre 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 462 ; copies conformes (4 p.), F^{17} 1261, 1272.

Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 4.

1458. — Inventaire des peintures et tableaux de la haute Sainte-Chapelle de Paris, par M. Doyen, ainsi que des sculptures et statues, par M. Mouchy.

23 novembre 1790.

Minute, *A. N.*, S 943ª ; copies conformes (2 p.), F^{17} 1261.

Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 112.

1459. — Inventaires : 1° des peintures et

tableaux du Saint-Sépulcre, par M. Doyen; 2° des statues et sculptures, par M. Mouchy.

4 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 922; copies conformes (4 p.), F^{17} 1261.

1460. — Inventaires : 1° des tableaux et peintures de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés; 2° des marbres et sculptures de la même abbaye.

13 décembre 1790.
Copies conformes (4 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.

1461. — Procès-verbal de description des effets mobiliers, reliquaires et autres objets provenant de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, par Bon-Joseph Dacier et Claude Lafisse, officiers municipaux, assistés de Gabriel-François Doyen, peintre du Roi, et de Louis-Philippe Mouchy, sculpteur du Roi.

14 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, S 2858.

1462. — Inventaires : 1° des peintures et tableaux de la maison des Cordeliers, par M. Doyen; 2° des sculptures et statues de la même maison, par M. Mouchy.

15 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4162; copies conformes (2 p.), F^{17} 1261.
Ed. J.-J. GUIFFREY, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. VIII, p. 263; HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 52.

1463. — Inventaires : 1° des peintures et tableaux des Minimes de la place Royale, par M. Doyen; 2° des sculptures et statues de la même maison, par M. Mouchy.

20, 28 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4295; copies conformes (4 p.), F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 92.

1464. — Inventaire des peintures et tableaux de l'église canoniale de Saint-Marcel, par M. Doyen, et des sculptures, par M. Mouchy.

24 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 1914; copies conformes (4 p.), F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 87.

1465. — Inventaire des tableaux et sculptures de la maison canoniale de Saint-Etienne-des-Grès.

28 décembre 1790.
Copies conformes (4 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 85.

1466. — Inventaires : 1° des peintures et tableaux des Jacobins de la rue du Bac, par M. Doyen; 2° des sculptures et statues du même couvent, par M. Mouchy.

29, 30 décembre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, S 4220; copies conformes (2 p.), F^{17} 1261.

1467. — Inventaire des sculptures du couvent des religieux de Picpus.

30 décembre 1790.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 37.

1468. — Inventaires : 1° des peintures et tableaux de la maison canoniale de Saint-Benoît, par M. Doyen; 2° des sculptures et statues de la même maison, par M. Mouchy.

30 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 889ᵃ; copies conformes (2 p.), F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 59.

1469. — Inventaires : 1° des peintures et tableaux du couvent des Minimes de Vincennes, par M. Doyen; 2° des sculptures et statues du même couvent, par M. Mouchy.

7 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N*, S 4308; copies conformes (4 p.), F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 47.

1470. — Inventaire des sculptures et statues de la maison des Carmes de la place Maubert, par M. Mouchy.

12 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3734.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 105.

1471. — Inventaire des peintures, tableaux et sculptures du couvent des Barnabites, par M. Doyen.

12 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3647; copies conformes (2 p.), F^{17} 1261.

1472. — Inventaire des tableaux et des sculptures de l'église de Saint-Pierre-des-Arcis.

19 janvier 1791.

Copies conformes (4 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 83.

1473. — Inventaire des tableaux et des sculptures de l'église de Saint-Germain-le-Vieux.

19 janvier 1791.

Copies conformes (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 115.

1474. — Inventaire des tableaux et sculptures de l'église de la Madeleine-en-la-Cité.

21 janvier 1791.

Copies conformes (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 118.

1475.— Inventaire des tableaux, des marbres et des sculptures de l'église de Saint-Landry.

22 janvier 1791.

Copies conformes (4 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 79.

1476. — Inventaires : 1° des tableaux et peintures de la Sainte-Chapelle basse, par M. Doyen; 2° des sculptures et statues, par M. Mouchy.

24 février 1791.

Minute, *A. N.*, S 943^A ; copies conformes (4p.), F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 110.

1477. — Inventaire des sculptures et statues du couvent des Pères-de-Nazareth, par M. Mouchy.

16 mars 1791.

Minute, *A. N.*, S 4355; copie, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 35.

1478. — Inventaires : 1° des peintures et tableaux des Théatins, par M. Doyen; 2° des sculptures et statues, par M. Mouchy.

20 avril 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4355; copies conformes (4 p.), F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 70.

1479. — Inventaire des tableaux de l'église de Saint-Barthélemy.

11 août 1791.

Copies conformes (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 51.

1480. — Inventaire des tableaux qui se trouvent dans l'église des Feuillants de la rue Saint-Honoré, dressé par MM. Pajou et Leblond.

24 septembre 1791.

Minute, *A. N*, S 4166.

1481. — Inventaire des tableaux et sculptures trouvés dans l'église et le couvent des Blancs-Manteaux.

Sans date.

Minute, *A. N.*, S 3475 ; copies conformes (2 p.), F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 41.

1482. — Inventaire des tableaux et sculptures de l'église de Sainte-Marine.

Sans date.

Copies conformes (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 43.

1483. — Inventaires des tableaux et sculptures de l'église de Saint-Pierre-aux-Bœufs.

Sans date.

Copies conformes (4 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 43.

1484. — Inventaire des sculptures et objets d'art de l'église des Petits-Augustins.

Sans date.

Copies conformes (2 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 45.

1485. — Inventaire des tableaux, des marbres et statues de l'église de Saint-Honoré.

Sans date.

Copies conformes (4 p.), *A. N.*, F^{17} 1261.
Ed. HENRI STEIN, *Nouvelles Archives de l'art français*, t. XVIII, p. 90.

1486. — État des tableaux et ornements d'art et de science provenant des dames Carmélites, rue Saint-Jacques, lesquels ont

été placés dans le dépôt provisoire établi aux Petits-Augustins.

Sans date.
Minute, *A. N.*, S 4655.
Ed. VICTOR COUSIN, *Anciennes Archives de l'Art français*, t. III, p. 81-93.

J. — MANUFACTURES DES GOBELINS ET DE LA SAVONNERIE

Manufacture des Gobelins.

1487. — État des soies et laines dans les magasins de la manufacture des Gobelins aux 1er janvier 1789 et 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1488. — État général des tapisseries du Roi dans les magasins de la manufacture des Gobelins, à la garde du sieur Vavoque, aux 1er janvier 1789 et 1791, certifié par les sieurs Belle et Peyron, avec lettre d'envoi de M. Guillaumot, du 25 avril 1791.

Copies conformes (3 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1489. — Mémoires des ouvrages de tapisserie en haute et basse lice, faits en la manufacture des Gobelins, dans les ateliers et sous la conduite des sieurs Audran, Cozette père et fils, arrêtés par les inspecteurs Belle et Peyron.

1789-1790.
Copies conformes (8 p.), *A. N.*, O¹ 2052.

1490. — Récapitulation des sommes payées et reçues, par trimestres, par les sieurs Audran, Cozette père et Cozette fils.

1789-1790.
Minutes (17 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1491. — Mémoires de ce qui est dû aux pères, mères, ou maîtres des apprentis tapissiers en la manufacture des Gobelins, fournis par le sieur Belle, inspecteur en chef, pour le payement des années d'apprentissage.

1789-1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1492. — Mémoire des frais faits pour l'école académique du modèle aux Gobelins, par le sieur Belle, inspecteur en chef.

Janvier-mars 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 2052.

1493. — Mémoires des soies rondelettes et laines sur crud de belle qualité, fournies à la manufacture des Gobelins, certifiés par les sieurs Belle et Peyron.

1789-1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1494. — Mémoires des dépenses faites pour le service du Roi, en sa teinturerie des Gobelins, par M. Belle, inspecteur en chef de la manufacture.

1789-1790.
Minutes (8 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1495. — Mémoires des menues dépenses faites en la manufacture des Gobelins, par les sieurs Belle et Peyron, inspecteurs de ladite manufacture.

1789-1790.
Copies conformes (4 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1496.— Mémoires des avances faites pour le service de basse lice, par le sieur Cozette fils.

Avril 1789-1791.
Minutes (7 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1497. — Mémoires de rentraiture, fourniture et autres ouvrages faits par le sieur Vavoque, garde-magasin de la manufacture.

1789-1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1498. — Mémoires des dépenses et fournitures faites par le sieur Delagarde, concierge de la manufacture des Gobelins.

1789-1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1499. — Rôles des gratifications ordonnées par M. d'Angiviller pour le soulagement des ouvriers de la manufacture des Gobelins, vu la cherté des vivres, à raison de 20 sols par semaine pour chaque ouvrier et de 10 sols par semaine pour chacun de leurs enfants hors d'état de travailler,

dans les ateliers de Cozette père, de Cozette fils et Audran.

1789-1790.
Minutes (15 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1500. — Tableau des gratifications vacantes par décès d'ouvriers à la manufacture des Gobelins et de leur répartition, à dater du 1er janvier 1789.

Minute, *A. N.*, O¹ 2053.

1501. — Mémoires des dépenses occasionnées par l'établissement d'un corps de garde dans l'intérieur de la manufacture des Gobelins, pour la préserver d'insultes et d'incendie, pendant les troubles survenus depuis le 12 juillet 1789, certifiés par les sieurs Belle et Peyron.

Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 2052, 2053.

1502. — Mémoire des ouvrages de peinture faits en la manufacture des Gobelins par M. Malaine, depuis le mois de février 1790.

Copie conforme, *A. N.*, O¹ 2053.

1503. — Mémoires des peintures faites par M. Drabot, peintre, pour la réparation des tableaux de l'*Histoire de Psyché* et des *Indes*, par ordre de M. Vien.

24 avril, 20 décembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 2053.

1504. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pierre, en réponse à sa lettre, l'autorisant à compléter par des fournitures partielles et successives le magasin des soies teintes, vu la difficulté des temps.

5 janvier 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2052.

1505. — Supplique du sieur Louis-Marie Ballet à M. d'Angiviller, à l'effet d'obtenir un certificat de maîtrise, en sa qualité d'ancien apprenti du sieur Oeben, ébéniste, avec note de M. Pierre, portant que ce certificat ne pourra lui être délivré que lorsqu'il aura passé quatre années aux Gobelins en qualité de compagnon.

10 février 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 2052.

1506. — Supplique du sieur Quignot à M. d'Angiviller, à l'effet d'obtenir la première place vacante de garçon teinturier à la manufacture des Gobelins, avec certificat de M. Pierre, attestant l'incapacité du postulant.

24 février 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 2052.

1507. — Lettre de M. Pierre à M. d'Angiviller, proposant, en raison du désordre extrême de la comptabilité de M. Audran, de lui adjoindre deux commissaires, tels que M. Cozette père et M. Belle, et le mettant au courant des démêlés entre l'ancien et le nouveau concierge de la manufacture au sujet du partage des pourboires des visiteurs.

6 mars 1789.
Original, *A. N.*, O¹ 2052.

1508. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pierre, en réponse à sa lettre du 20 février, l'approuvant d'avoir fait recommencer totalement une pièce de tapisserie dont la fabrication était défectueuse, mais estimant que cette besogne supplémentaire devra s'effectuer aux frais non du Roi, mais de l'entrepreneur.

11 mars 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2052.

1509. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pierre, déclarant qu'il n'entend pas que le nouveau suisse de la manufacture des Gobelins continue à conduire les visiteurs, comme le faisait son prédécesseur, le sieur Courcelles, spécialement autorisé à raison du mauvais état de sa santé.

11 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1510. — Lettre de M. Pierre à M. d'Angiviller, accompagnant l'envoi de l'état du magasin de la manufacture des Gobelins et celui des laines et soies, au 1er janvier 1789.

19 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 2052.

1511. — Lettre de M. Pierre à M. d'Angiviller, lui annonçant que les tableaux de l'*Histoire de France* sont montés, excepté celui de l'*Automne*, par M. Callet, et que les tentures d'*Esther* et de *Jason* seront complétées, suivant son désir.

5 avril 1789.
Original, *A. N.*, O¹ 2052.

1512. — Mémoires présentés par la veuve du sieur Maubert de Courcelles, concierge des Gobelins, à l'effet d'obtenir la continuation de la jouissance de deux baraques, au coin de la rue Fromanteau et de la place du Louvre, avec décision négative de M. d'Angiviller.

26 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2052.

1513. — Lettres de M. Pierre à M. d'Angiviller, lui faisant part du bruit qui s'était répandu que l'on viendrait débaucher les ouvriers des Gobelins et lui marquant que tout est resté calme, avec réponse de M. d'Angiviller, invitant M. Pierre à se concerter avec le major des gardes-françaises pour le cas où l'on tenterait de forcer la manufacture et d'y commettre le moindre désordre.

29 avril, 4, 5 mai 1789.
Originaux et minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 2052.

1514. — Lettre de M. Pierre à M. d'Angiviller, envoyant copie d'une lettre anonyme, datée du 28 avril, qui lui enjoint de porter des étoffes au faubourg Saint-Antoine, et l'informant des propos tenus dans le quartier Mouffetard.

3 mai 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 2052.

1515. — Lettre de M. d'Angiviller au marquis d'Agoult, major du régiment des gardes-françaises, exprimant ses craintes au sujet des tentatives qui pourraient être dirigées contre les Gobelins par la bande de scélérats ayant excité les derniers troubles à Paris, et le priant de se concerter avec M. Pierre, directeur de la manufacture.

5 mai 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 2052.

1516. — Lettre du marquis d'Agoult à M. d'Angiviller, mettant à la disposition du directeur des Gobelins le second bataillon des gardes-françaises caserné à Lourcine, dans le cas où les séditieux viendraient à attaquer cet établissement.

6 mai 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 2052.

1517. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Vien, l'avisant que, sur son refus, il a confié à M. Guillaumot, intendant général des Bâtiments, la direction des manufactures des Gobelins et de la Savonnerie, vacante par la mort de M. Pierre, et qu'il accepte son offre de se charger de la partie artistique, de concert avec M. Guillaumot.

28 mai 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 2052.

1518. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, lui annonçant qu'il le charge de la direction des Gobelins et de la Savonnerie, au lieu et place de M. Pierre, en lui adjoignant M. Vien pour la partie artistique, avec lettre à MM. Belle et Peyron, inspecteur en chef et inspecteur de la manufacture, pour leur notifier cette nomination.

28 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2052; copie, O¹ 1147, fol. 118, 121.

1519. — Lettre de M. Guillaumot, nouveau directeur des Gobelins et de la Savonnerie, à M. d'Angiviller, demandant la jouissance des logement et jardin que M. Pierre, son prédécesseur, avait cédés à l'abbé de La Frenée, aumônier de la manufacture, avec réponse conforme de M. d'Angiviller et lettre à M. Belle dans le même sens.

31 mai 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 2052; copie, O¹ 1147 fol. 125.

1520. — Lettre de M. Peyron à M. d'Angiviller, donnant l'état des métiers dans les ateliers de MM. Audran et Cozette père, qui vont se trouver inoccupés, et l'indication des tableaux qu'il serait intéressant d'exécuter, notamment l'*Histoire d'Antoine et de Cléopâtre*, par Natoire, les *Scènes de théâtre* de M. Coypel, et surtout la suite

de l'*Histoire de Psyché* par Jules Romain, si les tableaux n'étaient pas en si mauvais état.

4 juin 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 2052.

1521. — Lettre du sieur Delagarde, concierge de la manufacture des Gobelins, à M. d'Angiviller, demandant le changement ou l'agrandissement de son logement, à cause de l'insalubrité du local et de sa nombreuse famille, ainsi que le payement de ses appointements et de ses avances au Roi.

5 juin 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 2052.

1522. — Lettre de M. d'Angiviller à MM. Vien et Guillaumot, les chargeant, dès leur entrée en fonctions, d'examiner les moyens proposés par M. Peyron pour empêcher le chômage imminent de plusieurs ouvriers.

6 juin 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2052; copies, O[1] 1147, fol. 132, 133.

1523.—Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, l'informant de sa première visite aux Gobelins, faite en compagnie de M. Vien, et déclarant qu'il n'a pu prendre possession du logement qui lui est destiné, les meubles de M. Pierre s'y trouvant encore, et qu'il n'a même pu le voir, les clefs étant entre les mains de M. de Vergennes.

10 juin 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 2052.

1524. — Lettre de M. Vien à M. d'Angiviller, exposant l'urgence d'occuper les dix métiers de haute lice qui sont sur le point de devenir vacants et demandant des instructions pour les réparations à faire aux tableaux de l'*Histoire de Psyché*, avec réponse de M. d'Angiviller, consentant à charger le sieur Drabot de la restauration de ces tableaux.

23, 26 juin 1789.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 2052; copie, O[1] 1147, fol. 144.

1525. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Guillaumot et à M. Vien, leur signalant parmi les tableaux qui peuvent être mis sur les métiers de haute lice, deux de l'*Histoire de France*, savoir : l'entrevue de Henri IV et de Sully et la mort de Duguesclin, avec celui de M. Callet, représentant les *Fêtes d'automne*, et réservant pour les métiers de basse lice les quatre tableaux de l'*Histoire de Henri IV*, faits par M. Vincent.

26 juin 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 2052; copie, O[1] 1147, fol. 141, 145.

1526. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, au sujet des plaintes d'un ancien ouvrier des Gobelins, actuellement à la manufacture de Beauvais, contre un abbé qui lui retient une somme sur ses gratifications.

29 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 152.

1527. — Commission de directeur de la manufacture des Gobelins, en faveur de M. Charles-Axel Guillaumot, architecte du Roi, membre de l'Académie d'architecture, l'un des intendants généraux des Bâtiments du Roi.

1er juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1086, O[1] 1097.

1528. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, exprimant sa satisfaction de voir qu'il y aura à la fois de quoi occuper la haute et la basse lice; la première pour l'exécution des tableaux, la seconde pour celle des entourages, et agréant la recommandation du duc de Penthièvre pour remplacer, par le sieur Houdon, le nommé Le Plat, apprenti de la Savonnerie, avec lettre au duc de Penthièvre à ce sujet.

3 juillet 1789.
Copies, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 158, 159, 161.

1529. — Lettre de M. Belle concernant les maîtrises d'horloger et orfèvre, déclarant qu'il n'y a plus d'horloger à la manufacture depuis le renvoi de M. Aubert par M. Pierre, et que les deux orfèvres existants sont le sieur Paraud pour la grosserie, et le sieur Varet, pour le petit bijou d'or, et que ce dernier mérite d'obtenir son brevet de maîtrise, avec mémoire à l'appui.

6 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2503.

1530. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller en réponse à sa lettre, au sujet des réclamations abusives du nommé Fallon, ex-ouvrier des Gobelins, qui s'est laissé débaucher par l'entrepreneur de la manufacture de Beauvais, avec la requête dudit Fallon.

9 juillet 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 2052.

1531. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, l'avisant de l'entrée prochaine, comme apprenti orfèvre, du jeune Andrieux, qui sera confié à M. Varet, orfèvre.

22 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 2052.

1532.—Certificats délivrés par les inspecteurs et entrepreneurs de la manufacture aux sieurs Antoine-Denis Moreau et Auguste-Alexis Bastin, pour leur admission à la maîtrise d'orfèvre, avec lettre de M. Guillaumot.

31 décembre 1789.
Original signé et minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 2053; O¹ 1086, fol. 130, 138.

1533. — Lettre du cardinal de Rohan à M. d'Angiviller, se reconnaissant débiteur de 6,741 livres, sur la somme de 18,741 livres, prix de huit pièces de tapisserie à lui fournies en 1779 par la manufacture des Gobelins, et regrettant que la privation de ses revenus ne lui permette point de solder immédiatement ce compte.

22 janvier 1790.
Original signé, *A. N.*, O¹ 1914-1921.

1534. — Lettre de M. Belle à M. d'Angiviller, l'instruisant des prétentions des ouvriers qui ne veulent plus admettre de mesurage de tableaux, ni de prix d'ouvrage, mais travailler à la semaine, prétentions émises à l'occasion de l'exécution du premier tableau de la suite de *Psyché*, d'après Jules Romain, et lettre de M. Guillaumot à M. Montucla, annonçant qu'il vient de conférer avec MM. Belle et Peyron sur les modifications projetées par les ouvriers.

6, 13 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2053.

1535.—Lettre de M. d'Angiviller à M. Belle, donnant son assentiment au passage du jeune Andrieux, apprenti orfèvre dans l'atelier de M. Varet, chez le sieur Desbordes, ouvrier de basse lice.

14 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 2053; copie, O¹ 1147, fol. 42.

1536. — Lettres de M. Curmer-Neilson à M. d'Angiviller, sollicitant le règlement des créances dues à son beau-père, M. Neilson, entrepreneur de la manufacture des Gobelins.

24 mars, 14 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2053.

1537. — Lettre de MM. Belle et Peyron à M. d'Angiviller à propos du désordre causé par un chien de forte taille, appartenant à M. Audran, qui se jette sur la patrouille faite chaque soir pour la sûreté de la manufacture, et réponse de M. d'Angiviller, exprimant le vœu que M. Audran se défasse de son chien.

17, 19 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2053; O¹ 1147, fol. 84.

1538. — Lettres de M. Belle à M. d'Angiviller, au sujet de la réclamation d'une indemnité de 240 livres par M. Varet, orfèvre, pour frais de nourriture du jeune Andrieux, apprenti renvoyé, avec mémoire à l'appui et ordre de payement.

25, 27 avril 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, O¹ 2013.

1539. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, appuyant la demande adressée par la veuve Julliard pour la conservation de son logement aux Gobelins, avec réponse favorable, à condition de garder l'atelier de M. Julliard pour quelque peintre qui serait attaché aux Gobelins.

8, 17 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 2053.

1540. — Lettre du district de Saint-Marcel à M. d'Angiviller, demandant l'exécution d'un tableau en tapisserie des Gobelins pour rappeler la visite du Roi et de la Reine à la manufacture, et réponse de

M. d'Angiviller, assurant qu'il mettra sous les yeux du Roi le vœu du district.

8, 17 mai 1790.
Original signé, *A. N.*, O[1] 2053; copie, O[1] 1183, fol. 265.

1541. — Lettre de M. Vien à M. d'Angiviller, demandant ses instructions au sujet de la continuation des tableaux de Coligny et de Maillard pour les Gobelins, qui déplaisent au Roi, et du peu d'avancement des copies de la tenture des *Indes*, dont M. Huet est chargé, et au sujet de la requête du sieur Buzot pour obtenir la commande du buste du Roi en marbre, désiré par la ville de Strasbourg, avec réponse de M. d'Angiviller, maintenant l'exécution de ces tableaux qu'on ne mettra point sous les yeux du Roi.

11, 19, 21 mai 1790.
Originaux et minute (3 p.), *A. N.*, O[1] 1914-1921.

1542. — Supplique du sieur Guyot fils, ancien ouvrier tapissier de haute lice dans l'atelier de Cozette, à l'effet d'obtenir sa rentrée à la manufacture qu'il avait quittée pour se faire ouvrier en gaze, avec avis défavorable pour dégoûter les ouvriers d'abandonner la manufacture.

21 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1543. — Lettre du sieur Delagarde à M. Guillaumot, le priant de lui faire obtenir le payement des six derniers mois de ses appointements et de ses avances de l'année précédente, avec lettre de M. Guillaumot en sa faveur.

26, 27 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1544. — Lettre de M. d'Angiviller aux ouvriers des Gobelins, au sujet de leur tentative d'insurrection, déclarant que les réclamations contenues dans leur mémoire seraient examinées, mais que les circonstances ne permettaient pas de les adopter dans leur entier.

29 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

1545. — Lettre des ouvriers des Gobelins à M. d'Angiviller, exprimant le désir de conférer avec M. Guillaumot au sujet de leurs réclamations, et lettre de M. Guillaumot, annonçant que cette conférence a eu lieu et que les ouvriers lui ont communiqué un projet de règlement fort sage.

1er, 2 juin 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1546. — Lettre de MM. Audran, Cozette père et fils, entrepreneurs de la manufacture, sollicitant l'allocation d'une somme de 3,000 livres, au lieu de celle de 2,500 qui leur était ordonnancée habituellement le dernier mois de chaque quartier, eu égard aux augmentations de semaines faites cette année, avec lettre d'envoi de M. Guillaumot et de M. Cuvillier.

4, 9 juin 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1547. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, annonçant que les ouvriers doivent lui remettre de nouveaux éclaircissements pour la rédaction de son rapport.

5 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

1548. — Rapport adressé à M. d'Angiviller sur le débet de M. Audran, avec lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot pour arriver à la liquidation de la créance du Roi sur M. Audran et obtenir un titre obligatoire comme garantie.

21 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053; copie, O[1] 1183, fol. 354.

1549. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, demandant le payement d'un reliquat de 840 livres à M. Malaine, peintre, attaché à la manufacture, qui paraît se trouver dans le besoin.

29 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

1550. — Supplique du sieur Jean-Claude Ostende, ancien ouvrier tapissier des Gobelins, renvoyé de la manufacture en 1774 avec congé absolu pour y avoir introduit une fille publique, à l'effet d'obtenir sa rentrée, ladite supplique appuyée par la section des Enfants-Trouvés, avec réponse

de M. d'Angiviller au président du comité de cette section, exprimant le regret que l'encombrement de la manufacture ne lui permette point d'accéder à la requête du sieur Ostende.

30 juin, 9 juillet 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 2053; copie, O[1] 1147, fol. 175.

1551. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, lui transmettant la demande adressée par le district de Saint-Marcel pour l'établissement, à titre exceptionnel, dans la chapelle des Gobelins, d'un reposoir avec tenture à l'occasion de la procession annuelle de l'église de Saint-Hippolyte, eu égard à l'affluence considérable de citoyens venus à la Fédération, désireux d'admirer les produits de la manufacture.

7 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

1552. — Certificat délivré au sieur Louis-François Caillot, serrurier, par les inspecteurs et entrepreneurs de la manufacture pour l'obtention de la maîtrise, avec lettre d'envoi de M. Guillaumot.

8 juillet. 22 août 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1553. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, le priant d'obtenir de M. Audran un arrangement pour le règlement de sa dette envers le Trésor, avant que le recouvrement et la poursuite en soient déférés au contrôleur des bons d'État.

17 juillet 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 407.

1554. — Mémoire des traits des tableaux qui doivent s'exécuter pour le Roi en sa manufacture des Gobelins, sous la direction de M. Vien, en 1789 et 1790, arrêté par MM. Belle et Peyron.

27 août 1790.
Copie conforme, *A. N.*, O[1] 2052.

1555. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, l'avisant de l'urgence de réparer un mur donnant sur le jardin de M. de Montuti, qui menace ruine, travail qui nécessitera une dépense de 1,370 à 1,500 livres.

9 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

1556. — Lettre de M. d'Angiviller à MM. Cozette père et fils au sujet de leurs embarras pécuniaires, les assurant qu'avant l'expiration du mois de novembre il espère pouvoir leur venir en aide et alléger leur situation.

20 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 582.

1557. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, relative à la gestion des entrepreneurs des Gobelins, notamment du sieur Cozette, dont le zèle et les efforts ne lui semblent point à la hauteur de leur tâche, ce qui tendrait à faire supposer l'existence dans la gestion de la manufacture de quelque vice ayant échappé jusqu'ici à tout examen.

21 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 589.

1558. — Lettre des dix-huit délégués des ouvriers des Gobelins à M. d'Angiviller, exposant leur situation précaire et demandant que l'on statue définitivement sur leur sort, comme on avait promis de le faire dès la nomination du trésorier de la liste civile, avec des observations sur l'esprit d'insubordination des ouvriers, favorisé par M. Pierre et ses prédécesseurs, et la ruine imminente de la manufacture, si l'on accorde l'augmentation de 20,000 écus réclamée par eux.

31 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1559. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, déclarant que la difficulté de réaliser les assignats pour la paye des ouvriers est accrue par l'inertie des entrepreneurs, cause principale du trouble fomenté dans les ateliers, et que sa volonté formelle est que l'ouvrier soit entièrement payé avant que l'entrepreneur puisse s'appliquer la moindre répartition.

13 novembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 653.

1560.— Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, faisant part des arrangements conclus avec les ouvriers, savoir, la cessation du bâtonnage et la suppression de toutes gratifications, et annonçant qu'il a laissé les trois premiers ouvriers des Gobelins à 32 livres par semaine au lieu de 30, chiffre de la réduction proposée, et que le traitement des apprentis est fixé à 2 livres par semaine, en augmentant de 20 sols par année, jusqu'à 6 livres la dernière année, avec lettre de M. d'Angiviller, acceptant ces dispositions nouvelles, quoique fort onéreuses pour le budget, et signalant le nombre excessif des apprentis et ouvriers.

31 décembre 1790, 3 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1561. — Extrait des articles du nouveau règlement proposé pour la manufacture des Gobelins, relatifs au nouveau mode de payement des ouvriers, règlement approuvé par M. d'Angiviller, avec note de M. Guillaumot, estimant que le nouveau tarif et la suppression du bâtonnage occasionneront une dépense totale de 106,080 livres, ce qui fera une augmentation de 4,316 livres, tout en supprimant les gratifications.

31 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1562. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, accompagnant l'envoi des tableaux des ouvriers des trois ateliers des Gobelins, classés et salariés selon leur talent, et réponse de M. d'Angiviller, stipulant que le passage des ouvriers à une classe supérieure se fera non à l'ancienneté mais au mérite.

21, 22 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1563. — Mémoire du sieur Pierre-Barthélemy Langlois, ex-ouvrier des Gobelins, à l'effet d'obtenir sa rentrée dans cet établissement, avec lettre d'envoi de M. de Menou, directeur de la manufacture de Beauvais, et réponse de M. d'Angiviller, exprimant le regret que les circonstances ne lui permettent point d'accéder à cette demande, avec nouvelle supplique, alléguant la mort de deux ouvriers des Gobelins.

22, 30 janvier, 13 février 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1564. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Belle, autorisant la livraison à Mme de Grandmaison d'une dizaine de livres de laine teinte en différentes nuances, sans que cela puisse tirer à conséquence, et réponse de M. Belle, annonçant que cette livraison a été faite au prix payé par les entrepreneurs et n'a été inscrite ni sur son registre ni sur celui du garde-magasin.

19 mars, 6, 9 avril 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1565. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, lui renvoyant le placet de Marie-Madeleine Jourdain, veuve Ranson, qui demande l'admission de son fils parmi les apprentis, ce qui est impossible, la manufacture étant déjà surchargée d'apprentis, avec lettre de M. Belle, insistant sur la nécessité d'épurer la maison en renvoyant les apprentis incapables, actuellement cinq dans l'atelier d'Audran et un dans celui de Cozette père, et en fixant le nombre des apprentis dans chaque atelier.

23, 31 mars, 10 avril 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1566. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, lui adressant trois tableaux contenant les noms, âge, caractère et talent des ouvriers des trois ateliers des Gobelins, celui des ouvriers assidus à l'école de dessin et la liste des gagnants maîtrise.

15 avril 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

1567. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, proposant de partager l'ancien jardin du concierge des Gobelins entre le sieur Malaine et le sieur Moreau, chirurgien de la manufacture, les ouvriers s'opposant absolument à ce qu'aucune portion soit attribuée au sieur Ranson, et d'affecter le petit jardin du chirurgien aux apprentis et enfants de la maison pour leur récréation, avec réponse conforme.

21 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1568. — Lettre de M. Laporte, intendant de la liste civile, en réponse à deux lettres de M. Guillaumot, au sujet de la visite de la mère du roi de Pologne aux Gobelins, et de son intention d'y revenir pour acheter une tenture en deux pièces, d'après Coypel, et au sujet de la mort d'un ouvrier de la troisième classe, et de la nécessité de réduire le nombre des apprentis.

28 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1569. — Lettre de M. Guillaumot, relativement à la commande faite à la Savonnerie, par lord Beckford, d'un bouquet en tapisserie, proposant de charger M. Malaine, peintre de fleurs aux Gobelins, de l'exécution du tableau, qui serait reproduit par deux des plus habiles ouvriers de la manufacture, et de provoquer la création de tableaux propres à servir de modèles pour tapisseries, moins sévères que celles qui se fabriquent actuellement, avec réponse conforme de l'intendant de la liste civile.

11, 17 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1570. — Lettre de M. Guillaumot à M. Laporte, intendant de la liste civile, soumettant à son approbation la réorganisation de la teinturerie des Gobelins, qui languit depuis le départ du nommé Jallet, premier compagnon du sieur Décureil, avec réponse de M. Laporte, autorisant le rappel de cet ouvrier et l'augmentation du traitement demandé pour lui et pour le garçon de teinture.

11, 17 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1571. — Supplique du sieur Guyot fils, élève des Gobelins pour les tapisseries de haute, lice chez M. Cozette père, à M. Laporte intendant de la liste civile, afin d'obtenir sa rentrée dans la manufacture.

12 juin 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

1572. — Lettre de M. Guillaumot à l'intendant de la liste civile, déclarant que la manufacture des Gobelins ne peut venir en aide au Garde-Meuble, pour les tapisseries à tendre sur le passage de la procession du Roi à la Fête-Dieu, qu'en ce qui concerne les endroits non exposés à la pluie, tels que le dessous des vestibules du Louvre et l'intérieur du reposoir.

20 juin 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

1573. — Lettre de M. Guillaumot à l'intendant de la liste civile, lui transmettant un état des tapisseries des Gobelins placées en 1788 dans le cabinet et la salle de la Première Présidence, afin d'en faire la réclamation, cet hôtel ayant changé de destination, les tapisseries en question comprenant cinq pièces de la tenture des *Indes* et cinq pièces de l'*Histoire de Moïse*, avec mémoire au Roi et lettres de M. d'Ormesson.

1er juillet 1791.
Minutes et extraits (4 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1574. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, soumettant à son approbation les articles d'un nouveau règlement, discutés et arrêtés par lui de concert avec MM. Belle et Peyron, inspecteurs, et dix-huit des principaux ouvriers, choisis au nombre de six par atelier.

28 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

1575. — Lettre de M. Laporte, intendant de la liste civile, à M. Guillaumot, approuvant le supplément de règlement pour la manufacture des Gobelins, à part deux articles à modifier, avec une copie de ce règlement.

16 août 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1576. — Réponse à la demande en instructions sur le traitement fait anciennement aux gens de la teinture des Gobelins.

20 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

Manufacture de la Savonnerie.

1577. — Mémoires des ouvrages de tapisserie façon de Perse et du Levant, faits par M. Duvivier à la manufacture de la

Savonnerie, et qui ont été livrés au sieur Gibert, inspecteur de ladite manufacture.

1789-1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1578. — États des ouvrages et effets qui existent au magasin du Roi, en sa manufacture de tapis, dite la Savonnerie.

1789-1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1579. — États des ouvriers et apprentis de la manufacture royale de tapis, dite la Savonnerie.

1789-1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1580. — Mémoires des menues dépenses faites par M. Duvivier à la manufacture de la Savonnerie.

1789-1791.
Minutes (8 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1581.— Mémoires des avances faites pour la manufacture de tapis, dite la Savonnerie, par le sieur Gibert, inspecteur de cette manufacture.

1789-1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1582. — Rôles des gratifications à titre d'indemnités accordées aux ouvriers de la manufacture de la Savonnerie, eu égard à la cherté des vivres, à raison de 20 sols par semaine à chaque ouvrier travaillant et de 10 sols à chacun de leurs enfants hors d'état de travailler.

1789-1791.
Minutes (7 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1583. — État de ce qui est dû aux ouvriers de la manufacture royale, dite la Savonnerie, sur les différents bienfaits accordés par le Roi et M. le directeur général.

1er janvier 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 2058.

1584. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pierre, en réponse à sa note, autorisant le départ du sieur Pierre Maillard, ouvrier de la Savonnerie, lequel n'a aucun goût pour cet état.

15 janvier 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2052.

1585. — Rapport de M. Pierre à M. d'Angiviller sur la supplique du sieur Pierre Johannès, ouvrier de la Savonnerie, fort médiocre, concluant au refus du secours demandé, avec texte de la supplique.

21 janvier 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2052.

1586. — Certificat délivré, sur sa requête, à Jean-Baptiste Caillot, ouvrier de la Savonnerie depuis le 21 février 1778, par les inspecteur et entrepreneur de cette manufacture, avec lettre de M. Pierre à ce sujet et brevet accordé audit Caillot.

16 mars, 27, 30 avril 1789.
Originaux signés (4 p.) *A. N.*, O[1] 2052; O[1] 1086, fol. 118.

1587. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pierre, au sujet du placet du sieur Caillot, à l'effet d'obtenir la maîtrise de tapissier, exprimant le regret de voir la désertion des apprentis formés par la manufacture.

19 mars 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2052.

1588. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, autorisant le renvoi d'un jeune apprenti de la Savonnerie, nommé Le Plat, qui n'a aucun goût pour l'état de tapissier, renvoi désiré par M. Duvivier, avec lettre de M. d'Angiviller, agréant le nommé Houdon, recommandé par le duc de Penthièvre, pour remplacer cet apprenti.

26 juin, 3 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 2052; copie, O[1] 1147, fol. 149; original signé, O[1] 2058.

1589. — Lettre de M. Duvivier à M. Guillaumot, lui faisant connaître que, dans la semaine du 12 au 19 juillet, les ouvriers ayant été obligés de monter la garde, tant pour la sûreté de la manufacture que du faubourg de Chaillot, il leur a avancé 167 livres, sans qu'ils aient pu produire le moindre travail, et que, depuis, chaque ouvrier se trouve dans la nécessité de perdre deux jours par semaine pour le service de garde.

25 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 2058.

1590. — Note du temps que chaque ouvrier de la manufacture de la Savonnerie a

perdu forcément par la révolution du 13 juillet 1789, avec l'indication des gardes que chacun des ouvriers a été obligé de monter, signée et certifiée par les sieurs Duvivier et Gibert.

1er octobre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 2058.

1591. — Lettre de M. Duvivier à M. Guillaumot, annonçant le renvoi du sieur Etienne-Marie Houdon, apprenti, pour la faiblesse de sa vue, avec certificat en conséquence.

5 décembre 1789.
Minute; *A. N.*, O¹ 2058.

1592. — État général de la dépense de la manufacture royale de la Savonnerie en 1790.

Minute, *A. N.*, O¹ 2058.

1593. — État comparatif de ce que gagnent aujourd'hui les ouvriers de la Savonnerie en fabriquant mal, et de ce qu'ils gagneraient en les payant à la rangée horizontale, sans égard à la hauteur.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, O¹ 2058.

1594. — Tableau comparatif des traitements accordés et à accorder aux ouvriers de la Savonnerie, et état de la quantité d'ouvrage fait à la Savonnerie depuis 1777.

Sans date (1790).
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2058.

1595. — Notes de MM. Guillaumot et Montucla sur le fonctionnement des ateliers de la Savonnerie, le prix de revient des ouvrages, le salaire des ouvriers, établissant que le maximum de gain d'un ouvrier était de 40 sols par jour et qu'il n'y avait eu aucune augmentation du prix des ouvrages depuis l'entreprise de M. Duvivier père, c'est-à-dire depuis 1740.

Sans date (1790).
Minutes (1 dos.), *A. N.*, O¹ 2058.

1596. — Supplique des ouvriers de la Savonnerie à M. Guillaumot, demandant, au lieu de travailler à la tâche, d'être payés à la rangée, de façon à se rapprocher du régime adopté aux Gobelins.

Sans date (1790).
Original signé, *A. N.*, O¹ 2058.

1597. — Requête des ouvriers de la Savonnerie à M. Guillaumot, demandant : 1° la suppression de la veillée, la fumée des grosses chandelles étant préjudiciable au travail et à la santé ; 2° l'établissement de quatre classes par les ouvriers eux-mêmes, aux salaires de 15 à 24 livres par semaine ; 3° la promotion à une classe supérieure méritée par le travail ; 4° la fixation du travail de six heures du matin à six heures du soir en hiver, avec une heure et demie pour leur dîner.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, O¹ 2058.

1598. — Pétition des ouvriers de la Savonnerie, pressés par le besoin et accablés de dettes, à M. Guillaumot, afin d'obtenir : 1° une augmentation du prix de leurs travaux, payés sur le même taux depuis plus de cinquante ans, et d'une façon insuffisante, vu la cherté des vivres; 2° une indemnité extraordinaire pour les dédommager des frais et dérangements que l'obligation de monter la garde leur occasionne.

Sans date (1790).
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, O¹ 2058.

1599. — Lettre de M. de Villequier à M. d'Angiviller, appuyant la demande d'un tapis faite non par le curé de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, qui déclare être resté complètement étranger aux démarches, mais par M. Quatremère, l'un des marguilliers, avec réponse de M. d'Angiviller et lettres de M. Ringard, curé de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, et de M. Quatremère.

22 mars, 1er, 2, 8 avril, 3 mai 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 2053; copies, O¹ 1147, fol. 66, 87.

1600. — État de ce qui est dû par les Bâtiments du Roi pour le service de la manufacture royale de la Savonnerie jusqu'au 1er janvier 1790, avec lettre d'envoi de M. Gibert.

1er avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2058.

1601. — Lettre du sieur Lavallée-Poussin à M. d'Angiviller, sollicitant le poste vacant d'inspecteur de la Savonnerie et invoquant comme titre les dessins de tapis

qui lui furent commandés par M. Pierre, pour le service de cette manufacture.

8 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2058.

1602. — Lettre de M. Duvivier à M. Guillaumot, lui rappelant le décès de M. Gibert, inspecteur, survenu le 3 avril, et annonçant celui d'un ouvrier, Pierre Caillot, mort le 17.

20 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2058.

1603. — Supplique du sieur Pierre Laurent Devillette, procureur de la prévôté royale de Chaillot, à M. d'Angiviller, à l'effet d'obtenir la place d'inspecteur de la manufacture de la Savonnerie, vacante par le décès de M. Gibert.

26 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2053.

1604. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, le priant de rechercher parmi les tapis existants en magasin s'il serait possible d'en trouver qui pussent se rapprocher des dimensions indiquées par le curé et la fabrique de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, avec réponse et note des dimensions.

21 mai 1790.
Original signé et minutes (5 p.), *A. N.*, O[1] 2053, O[1] 2058.

1605. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, relative à l'allocation de secours aux nommés Jean-Baptiste-Jérôme Gaudot et Denis, ouvriers de la Savonnerie, chargés de famille et poursuivis pour non-payement de mois de nourrice, avec réponse favorable et ordre de payement de 120 livres à l'un et de 80 livres à l'autre.

23, 25 mai 1790.
Originaux signés et minutes (10 p.), *A. N.*, O[1] 2053; O[1] 2058; copie, O[1] 1147, fol. 136.

1606. — Supplique des ouvriers de la Savonnerie à M. d'Angiviller, exposant leur détresse et sollicitant le payement de leurs indemnités de logement ainsi que d'un secours de pain, avec autre supplique du sieur Johannès, second doyen des ouvriers, demandant le règlement des deux années de sa pension ou gratification arriérées, avec note à l'appui de ces deux placets.

17 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1607. — Lettre de la femme Bellengé à M. d'Angiviller, exposant la triste situation de son mari et demandant un supplément de pension, avec note et réponse exprimant le regret de ne pouvoir augmenter la pension de 600 livres accordée sur les fonds patrimoniaux de l'Académie.

17, 23 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1608. — Mémoire des ouvriers de la Savonnerie à M. d'Angiviller, à l'effet de montrer l'inconvénient d'établir des classes, l'avantage de donner des gratifications comme récompense, et à l'effet d'obtenir un salaire de 20 livres par semaine, ou mieux de 84 livres par mois.

Sans date (21 juin 1790).
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1609. — Lettre du sieur Gibert à M. Guillaumot, lui adressant l'état des réparations indispensables pour approprier son logement et représentant l'incertitude où il se trouve par suite des bruits répandus au sujet de la translation de la manufacture, ce qui l'oblige à conserver un appartement du loyer de 1,000 livres.

25 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2058.

1610. — Note de ce qui est dû d'arriéré à M. Duvivier, entrepreneur de la manufacture royale de la Savonnerie, au 1er janvier 1789, avec lettre d'envoi du même Duvivier.

2 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2058.

1611. — Lettre de M. Mique à M. d'Angiviller, lui transmettant son rapport à l'occasion des réclamations très fondées de la dame Aubert, et déclarant qu'il a pu, non sans peine, la faire renoncer au projet d'élever un corps de bâtiment à six pieds de distance des jours qui forment l'objet du litige, avec plan, texte du rapport, lettre

de Mme Aubert et réponse de M. Cuvillier.

3, 12 juillet 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1612. — Lettre de M. Quatremère à M. d'Angiviller, lui renouvelant la demande de tapis de la Savonnerie faite au nom des paroissiens de Saint-Germain-de-l'Auxerrois pour décorer le chœur de cette église lors de la venue du Roi, avec réponse de M. d'Angiviller.

5, 7 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 2053.

1613. — Correspondance de la veuve Aubert, propriétaire d'une maison et terrain à Chaillot, rue Basse, contigus au bâtiment de la manufacture où se trouve logé le chapelain, avec M. Guillaumot, à l'effet d'obtenir la clôture et le grillage des fenêtres dudit bâtiment ayant vue sur son terrain, avec projet d'acte envoyé par M. Préau, notaire.

25 juillet-24 septembre 1790.
Minutes (8 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1614. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, le priant de prendre rendez-vous avec Mme Aubert, pour examiner les pièces sur lesquelles reposent ses prétentions, et réponse de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, déclarant que Mme Aubert est fondée à réclamer la suppression des vues de l'appartement de l'aumônier, attendu que l'ancien égout de la Ville supprimé ne longeait pas, comme il le croyait, les murs de sa maison, mais ne passait sur son terrain qu'à l'extrémité vers le quai, où la manufacture n'a point de vues.

22 septembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1615. — Lettre de l'abbé Bourrillon, chapelain de la Savonnerie, à M. d'Angiviller, protestant contre les prétentions de la veuve Aubert, qu'il ne croit nullement fondées, et le priant de se faire rendre compte de l'état des lieux et des titres de cette dame.

28 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 2058.

1616. — Suppliques adressées à M. d'Angiviller par le sieur Gibert, tapissier, valet de chambre du Roi, pour l'obtention du poste d'inspecteur de la Savonnerie, recommandées ou apostillées par *Monsieur*, comte de Provence, par le duc de Villequier et par M. de Bonneuil, avec note de M. Guillaumot, montrant la nécessité de faire cette nomination.

30 septembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, O[1] 2058.

1617. — Commission de garde et inspecteur du magasin de la manufacture de la Savonnerie en faveur du sieur Gibert, recommandé par M. de Bonneuil et le duc de Villequier, en remplacement de son père, décédé, avec lettre de M. d'Angiviller, annonçant cette nomination.

1er octobre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O[1] 2053; O[1] 1086, fol. 149.

1618. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot refusant son assentiment à la procédure du chapelain de la Savonnerie et déclarant qu'il ne passera aucun acte avec la dame Aubert, puisqu'il y a nécessité de subir la coutume, avec rapport de M. Guillaumot à M. Laporte sur la question.

3 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1619. — Ordre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, de faire sortir des magasins de la Savonnerie et de livrer au curé de Saint-Germain-de-l'Auxerrois les deux tapis accordés par le Roi à son église, avec lettre de M. Montucla, annonçant que M. d'Angiviller a remis directement à M. Gibert l'ordre de livraison.

30 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 2058.

1620. — Lettre de l'abbé Ringard, curé de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, à M. d'Angiviller, en réponse à sa lettre du 30 octobre, le remerciant des deux riches tapis de la Savonnerie donnés par le Roi, qui serviront à orner le sanctuaire et le chœur de son église dans les grandes solennités.

2 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1914-1921; copie, O[1] 1147, fol. 259.

1621. — Lettre de M. Duvivier à M. Guillaumot, donnant un aperçu des ouvrages faits pendant les six premiers mois de 1790, avec des notes sur divers ouvriers.

18 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2058.

1622. — Lettre de M. Gibert, faisant passer les réclamations de plusieurs ouvriers omis sur la liste des gratifications et annonçant le départ d'un jeune compagnon de vingt-quatre ans, Edme Bué, malade de débauche et associé à des baladins.

19 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 2058.

1623.— Supplique du sieur Jean-Baptiste Caillot, ouvrier de la Savonnerie, à l'effet d'obtenir un secours pour cause de maladie, avec lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, proposant d'accorder une gratification de 60 livres, et réponse conforme.

26, 27 novembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 2053, 2058; copies, O¹ 1147, fol. 270.

1624. — Suppliques du nommé Richy, ouvrier de la Savonnerie, à M. d'Angiviller, sollicitant l'allocation d'un secours pour cause de maladie, avec rapport de M. Guillaumot et ordre de lui délivrer 50 livres.

24 décembre 1790, 13, 19, 26 janvier 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, O¹ 2058.

1625. — État des ouvriers et apprentis de la manufacture royale des tapis de la couronne, dite la Savonnerie, fait au commencement de l'année 1791.

Minute, *A. N.*, O¹ 2058.

1626. — Lettre de M. Gibert, inspecteur de la Savonnerie, à M. Guillaumot, lui représentant l'insuffisance de son traitement, qui n'est que de 1,000 livres, et faisant observer que, si l'on a l'intention d'améliorer le sort des ouvriers, il est juste de penser aussi aux autres employés de la manufacture, notamment au portier.

4 février 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 2058.

1627. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, accusant réception de l'état des ouvrages en magasin à la Savonnerie, envoyé le 26 janvier, demandant celui des ouvriers et apprentis, et appelant son attention sur la décadence complète de cette manufacture.

6 février 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 2053, O¹ 2058.

1628. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, déclarant qu'il lui paraît impossible d'adopter le système des classes pour les ouvriers de la Savonnerie, le travail étant uniforme et ne comportant pas divers genres de talents comme aux Gobelins, mais qu'il améliorera leur sort en exigeant une plus grande perfection.

10 février 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 2053.

1629. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, adressant l'état des ouvriers et apprentis de la Savonnerie, celui des Gobelins n'étant pas terminé, et annonçant que, d'après le mesurage de l'ouvrage fait aux Gobelins, la quantité est moindre, mais le travail meilleur.

5 avril 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 2053.

1630. — Supplique du sieur Denis, ouvrier de la Savonnerie, à M. d'Angiviller, à l'effet d'obtenir un secours pour cause de maladie, avec lettre de M. Guillaumot, proposant de lui allouer 60 livres.

5 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2058.

1631. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, faisant parvenir un mémoire relatif aux changements à introduire à la manufacture de la Savonnerie en ce qui concerne le salaire des ouvriers, avec un règlement provisoire pour le travail.

14 avril 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 2058.

1632. — Supplique des ouvriers de la Savonnerie à M. d'Angiviller au sujet de la suspension, préjudiciable à leurs intérêts, du travail d'un tapis monté depuis le mois de janvier.

20 avril 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 2053.

1633. — Supplique des ouvriers de la Savonnerie, réclamant la prompte mise à exécution du nouveau règlement, aucun ouvrage n'ayant été monté sur les métiers depuis le 1er janvier, leur subsistance n'est assurée que grâce aux avances consenties par M. Duvivier.

20 avril 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 2058.

1634. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, acceptant ses propositions concernant le traitement des ouvriers, lesquels n'ont obtenu aucune augmentation de temps immémorial, approuvant le règlement provisoire pour la discipline de la manufacture, ainsi que l'état des ouvriers distribués par classes, et fixant à 156 livres par aune d'ouvrage les honoraires de l'entrepreneur, savoir, 60 livres pour sa peine et 96 livres pour fourniture des laines et autres accessoires.

20 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 2058.

1635. — Tableau nominatif des ouvriers de la manufacture de la Savonnerie, rangés par classes.

1er mai 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 2058.

1636. — Tableau par ordre de numéros sortis au scrutin pour régler le tour des semainiers de la Savonnerie.

1er mai 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 2058.

1637. — État de l'ouvrage qui a été fait à la manufacture royale de la Savonnerie, dans l'espace de quatre mois, du 1er mai au 1er septembre 1791, d'après le compte de M. Duvivier, et lettre d'envoi.

1er septembre 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, O¹ 2058.

1638. — Note relative à l'aumônerie de la Savonnerie, dont l'abbé Bourrillon était titulaire, et à l'intention de réduire son traitement à 800 livres, ou 1,000 livres au plus, tout le service consistant à dire une messe chaque dimanche à la chapelle de la manufacture.

3 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 2053.

§ 3. — Théâtres et Spectacles.

1639. — Observations sur les spectacles de Paris, mémoire de M. de La Ferté.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, O¹ 628.

1640. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, à MM. de Crosne et Rulhière, au sujet des bals organisés indûment par plusieurs marchands de vins sans autorisation de la police, sous prétexte qu'ils ont des permissions de l'Opéra distribuées par M. de Nesle, théorie inacceptable au point de vue du maintien du bon ordre.

20 février 1789.
Copies, *A. N.*, O¹ 500, fol. 129.

1641. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne et à M. de La Ferté, les priant de faire examiner le mémoire que vient de lui adresser une compagnie qui sollicite un privilège pour l'établissement dans le Marais d'un spectacle sous la protection du comte d'Artois.

20 février, 17 mars 1789.
Copies, *A. N.*, O¹ 500, fol. 134, 189.

1642. — Lettres du ministre de la maison du Roi au prince de Luxembourg et à M. de Crosne, au sujet des entrées gratuites dans les différents spectacles pour M. Desfontaines, brigadier des gardes du corps, chargé de la police des quatre compagnies, avec lettres à M. de La Ferté et au duc de Richelieu, les priant d'inscrire le sieur Desfontaines sur les listes de l'Opéra, des Comédies française et italienne.

12, 26 mars, 7 avril 1789.
Copies, *A. N.*, O¹ 500, fol. 173, 207, 228.

1643. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, relative aux ré-

clamations des marchands de vin de Vaugirard, au sujet de la rétribution que prétendait exiger d'eux le sieur Vaillant, concessionnaire du privilège des bals de l'Opéra, les danses organisées par les marchands de vin chez eux ne pouvant être considérées comme bals payants et Vaugirard se trouvant d'ailleurs en dehors de l'enceinte de Paris.

27 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 203.

1644. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, lui envoyant une requête de la communauté des traiteurs, qui demandent à ne pas être troublés par le sieur Vaillant, concessionnaire du privilège des bals de l'Opéra, à propos des danses qu'ils organisent chez eux à la suite de banquets, noces et festins.

2 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 217.

1645. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, le prévenant qu'eu égard au décès du Dauphin, survenu la nuit même, il a donné l'ordre de cesser les représentations de l'Opéra, et que l'intention du Roi est que la même mesure soit prise pour tous les spectacles de Paris.

4 juin 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 636.

1646. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, le priant d'examiner un projet d'établissement d'un salon du soir, où il y aurait cours, lectures, musique, bals, proverbes et jeux de société, pour lequel on demande un privilège de dix ou quinze ans.

18 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 345.

1647. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. de La Ferté, annonçant que le Roi a décidé la suppression de l'Ecole dramatique des Français, à partir du 1ᵉʳ janvier prochain, avec liste des élèves de cette école, en décembre 1789.

20 décembre 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 636; minute, O¹ 845.

1648. — Lettre de M. Bailly au comte de Saint-Priest, sollicitant une prolongation de huit jours pour les spectacles qui clôturent la veille du dimanche de la Passion, pour faire diversion d'une part et pour permettre d'autre part de donner une représentation au profit des pauvres, demandée par les districts, eu égard à la misère qui est affreuse, et réponse du comte de Saint-Priest, déclarant que cette prorogation est impossible en ce qui concerne les Français et l'Opéra et admissible pour les Italiens.

27 février 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F⁷ 3264.

1649. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, lui exposant la difficulté d'organiser des représentations au profit des pauvres, les principaux acteurs du Théâtre-Français et de l'Opéra ayant, selon leur habitude, contracté des engagements avec quelques directeurs des spectacles de province, mais déclarant que, néanmoins, l'administration de l'Opéra secondera ses vues charitables en donnant une représentation avant la clôture.

6 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 90.

1650. — Lettre du département des établissements publics au comte de Saint-Priest, au sujet de la suppression des entrées gratuites abusives dans les théâtres, conformément aux réclamations des comédiens et entrepreneurs de spectacles.

8 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, F⁷ 3264.

1651. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Brousse des Faucherets, affirmant n'avoir jamais signé aucunes listes de personnes devant jouir d'entrées gratuites aux spectacles, et faisant observer que les réclamations adressées par les comédiens et entrepreneurs de théâtres sont d'autant plus déplacées que ces entrées n'ont jamais été obligatoires, mais accordées à titre bénévole.

11 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 98.

1652. — Lettre et projet relatifs à l'éta-

blissement d'un spectacle portant le nom de *Société dramatique*, pour la représentation des tragédies et comédies des auteurs anciens et modernes, sous la direction du sieur J. de Fresville.

24, 29 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1427.

1653. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. Bailly, l'informant que le Roi eût préféré donner aux pauvres le montant des frais qu'occasionnera le concert des Tuileries, le jour de la Saint-Louis, mais qu'il l'autorisera, si le peuple voit avec peine la suppression de ce divertissement.

19 août 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{1c} III, Seine, 27; O^1 501, fol. 677.

1654. — Lettre de Pierre-Marie-Adrien Paris, dessinateur du cabinet du Roi, membre du Comité de l'Opéra, au comte de Saint-Priest, au sujet de l'organisation du concert des Tuileries, dont la dépense sera supportée par l'Opéra.

20 août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{1c} III, Seine, 27.

1655. — Décret de l'Assemblée nationale, décidant qu'à partir du 1er janvier 1791, la dépense relative aux pensions des Comédiens français et italiens, à la garde militaire des spectacles, aux pompes pour garantir les théâtres des incendies, sera rejetée du compte du Trésor public.

11 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 44, n° 408.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1790, p. 69.

1656. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'invitant, conformément au décret sur les spectacles, à retirer la garde de l'intérieur des salles et à ne la laisser qu'à l'extérieur, même à l'Opéra.

3 février 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 124.
Il s'agit du décret rendu le 13 janvier 1791, sur la pétition des auteurs dramatiques, article 7.

1657.— Lettre du sieur Laurent Gaspard, adressant à l'Assemblée nationale un mémoire sur l'établissement d'un théâtre d'éducation nationale.

23 août 1791.
Minute et imprimé (2 p.), *A. N.*, F^{15} 247, F^{17} 1310.

A. — ACADÉMIE ROYALE DE MUSIQUE.

1658. — Règlement pour servir au payement des appointements, gratifications annuelles et extraordinaires de MM. du Comité, de MM. les acteurs, actrices, danseurs, danseuses, symphonistes, préposés et pensionnaires de l'Académie royale de musique.

1788-1789, 1789-1790.
Minutes (2 cahiers), *A. N.*, O^1 635.

1659. — État du travail des principaux sujets de l'Académie royale de musique pendant les cent soixante et onze représentations qui ont eu lieu depuis Pâques 1788 jusqu'à Pâques 1789.

Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 628, O^1 631.

1660. — Liste des personnes auxquelles le Roi veut bien accorder des entrées gratuites à l'Opéra, les jours de spectacle.

1789-1790.
Minute, *A. N.*, O^1 635.
Ed. Emile Campardon, *l'Académie royale de musique au dix-huitième siècle*, t. II, p. 392.

1661. — État des loges louées à l'année.

1789.
Minute, *A. N.*, O^1 635.

1662. — États des personnes employées au service de l'Opéra, avec leurs appointements pendant l'année théâtrale, accompagnés d'un tableau des recettes et dépenses et d'un état des dépenses générales et extraordinaires.

1789-1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 628, 631.
Un aperçu des recettes et dépenses de l'Opéra pour l'année 1789-1790 a été imprimé dans la *Revue rétrospective*, 2e série, t. III, p. 472.

1663.— Registre alphabétique des entrées des sujets à l'Opéra, indiquant celles des années 1789 et 1790.

Original (1 vol.), *A. N.*, *F^{17} 26.

1664. — État des recettes de l'Opéra, donnant jour par jour l'indication des pièces représentées, avec les noms des acteurs qui ont joué.

1789-mars 1790.
Minutes (13 dos.), *A. N.*, O[1] 629, O[1] 636.

1665. — États des recettes et dépenses de l'Opéra depuis le 1[er] avril jusqu'au 31 octobre 1789.

Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, O[1] 635.

1666. — Bordereaux de la recette et dépense de l'Académie royale de musique.

Avril-juillet 1789.
Minutes (4 cahiers in-fol.), *A. N.*, O[1] 635.

1667. — État des avances faites à divers avant Pâques 1789, montant à 30,780 livres.

Minute, *A. N.*, O[1] 626.

1668. — États des pensions de l'Opéra pour les quartiers de janvier-octobre 1789.

Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 630, O[1] 635.

1669. — Correspondance de M. Dauvergne, directeur de l'Opéra, avec M. de La Ferté, commissaire général des Menus-Plaisirs, au sujet de sa gestion, des délibérations et décisions du Comité de l'Opéra, et au sujet des menées et intrigues des sujets de ce spectacle.

1789.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, O[1] 628, O[1] 629.

1670.* — Lettre de M. de La Ferté à M. de Villedeuil, lui envoyant un mémoire à placer sous les yeux de M. Necker, au sujet des bruits que répandent nombre de personnes, assurées, disent-elles, d'être chargées de l'administration de l'Opéra, vers Pâques, notamment le sieur de Vismes, qui se recommande du nom de la Reine, avec réponse de M. de Villedeuil, à l'effet de démentir tous ces bruits.

8, 17 janvier 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 625; original signé, O[1] 631.

M. de Vismes avait déjà obtenu de la Municipalité, en 1777, la concession de l'entreprise de l'Opéra.

1671. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, jugeant impraticable le projet de concéder à l'Académie royale de musique le privilège d'ouvrir des petits spectacles à Marseille, Lyon, Bordeaux et Nantes.

17 janvier 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 631.

1672. — Plainte de M[lle] Sophie Arnould, pensionnaire de l'Académie royale de musique, contre un voleur qui avait dévalisé sa maison de campagne à Clichy, plainte reçue par le commissaire Dubois, et désistement de ladite plainte.

21, 23 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12644.
Ed. Emile Campardon, *l'Académie royale de musique au dix-huitième siècle*, t. I, p. 31.

1673. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, directeur de l'Opéra, lui adressant l'expédition de l'arrêt du Conseil du 6 décembre, qui ratifie le traité passé, le 22 novembre, entre l'Académie royale de musique et le sieur Vaillant, au sujet des bals de l'Opéra.

23 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 55.

1674. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, accusant réception du procès-verbal de visite de la salle de l'Opéra, et envoyant l'extrait de ce procès-verbal, qui doit être inséré dans le *Journal de Paris*.

23 janvier 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 631.

Ce procès-verbal de visite de la salle du boulevard Saint-Martin, afin d'en vérifier la solidité, fut dressé le 17 janvier; il est signé de Moreau, Paris, Cellerier, Houdon; l'extrait en question est reproduit dans le numéro du *Journal de Paris* du 26 janvier.

1675. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, le priant de communiquer au Comité le mémoire du sieur Honoré, ancien élève de l'École de danse, à l'effet d'être admis à l'Opéra.

25 janvier 1789.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 500, fol. 60, O[1] 631.

1676. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, demandant, au nom

du curé de Saint-Laurent, si les pauvres de cette paroisse pourront obtenir quelque secours sur la recette faite à l'Opéra, le 26 janvier.

30 janvier 1789.

Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 500, fol. 70, O[1] 631.

Le programme de la représentation du 26 janvier, donnée au profit des pauvres, se composait d'*Œdipe à Colonne*, opéra de Sacchini, et de la *Chercheuse d'esprit*, ballet pantomime de Gardel.

1677. — Lettre de M. Dauvergne, directeur de l'Opéra, à M. de Villedeuil, en réponse aux sollicitations importunes du sieur Duplessis, auteur de l'opéra de *Pizarre*, établissant qu'il a joui pendant quatre ans de ses entrées, quoiqu'il n'ait cessé de déblatérer contre l'administration de l'Opéra.

30 janvier, 4 février 1789.

Minutes signées (2 p.), *A. N.*, O[1] 625.

Pizarre ou la Conquête du Pérou, tragédie lyrique en cinq actes, dont les paroles étaient de Duplessis et la musique de Candeille, fut représentée, pour la première fois, le 3 mai 1785.

V. le compte rendu de cet opéra inséré dans le *Journal de Paris*, numéro du 4 mai 1785.

1678. — Procès-verbal du commissaire Alix, constatant la présence de deux meules de fourrage, rue de Bondy, derrière l'Opéra, à côté d'une maison dite la Cour des Acacias, ce qui constitue un danger d'incendie, vu la proximité du théâtre.

2 février 1789.

Minute, *A. N.*, Y 10810.

1679. — Lettre et supplique de M. Marigner fils, premier commis des fonds dans les bureaux de la finance, à M. de Villedeuil, à l'effet d'obtenir, comme son prédécesseur, M. de Liré, ses entrées à l'Opéra.

5 février 1789.

Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 625.

M. Liré figure sur la liste des entrées gratuites à titre de chef de bureau du Contrôle général ; un autre personnage du même nom est inscrit en qualité de commissaire des gardes-françaises.

1680. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. André Honoré, lui annonçant que si son fils n'a point d'engagement à la Comédie-Italienne, il sera reçu dès à présent à l'Opéra, avec réponse du même, déclarant que son fils ne pourra entrer qu'à Pâques, sa présence étant nécessaire à la Comédie-Italienne jusqu'à la clôture du spectacle.

5 février 1789.

Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 94 ; minute, O[1] 625.

1681. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, lui soumettant la demande de la demoiselle Sophie Gardel.

20 février 1789.

Original signé, *A. N.*, O[1] 631.

1682. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, lui renvoyant la demande du chevalier de Lorge-Beaujeu, peintre, afin d'être employé à l'Opéra.

22 février 1789.

Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 500, fol. 136, O[1] 631.

1683. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, le priant de communiquer au Comité de l'Opéra un mémoire des entrepreneurs du spectacle de l'Ambigu-Comique qui demandent une diminution sur la rétribution de 30,000 livres par an, payée à l'Académie royale de musique.

7 mars 1789.

Original signé, *A. N.*, O[1] 631.

1684. — Lettre de M. de Villedeuil au chevalier d'Estourmel, touchant le maintien à M. le bailli de la Brillanne, ambassadeur de l'ordre de Malte, du quart de loge qu'occupait M. le bailli de Suffren à l'Opéra, aux premières, côté de la Reine, n° 4.

21 mars 1789.

Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 500, fol. 196, O[1] 631.

1685. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, lui renvoyant la requête du sieur Guillard, auteur de différents opéras, qui réclame l'exécution du règlement accordant une pension aux auteurs de six ouvrages donnés avec succès sur le théâtre de l'Académie royale de musique.

22 mars 1789.

Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 500, fol. 192, O[1] 631.

Plusieurs des opéras inscrits au répertoire en 1789 étaient, pour les paroles, de Guillard,

lard, notamment *Œdipe à Colonne*, *Chimène*, *Arvire et Evelina*, musique de Sacchini, *Iphigénie en Tauride*, musique de Gluck.

1686. — Lettre de M. de La Ferté à M. de Villedeuil, annonçant que les sieur et dame Chéron, Lainé, Rousseau ont accepté l'entreprise du spectacle de Lyon, avec l'intention de se partager entre ce théâtre et l'Opéra de Paris, et déclarant qu'il importe de couper court à ces menées par la suppression des congés et d'expédier sans retard l'arrêt du Conseil.

26 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 625.

1687. — Lettres de M. Desfebves-d'Annery, secrétaire du Roi, à M. de La Ferté, au sujet des réclamations, par les héritiers de M. Sacchini, des droits d'auteurs dus pour les représentations d'*Œdipe* et d'*Evelina*.

26 mars, 20, 27 avril 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 628.

Arvire et Evelina, opéra posthume de M. Sacchini, en trois actes, fut terminé par M. Rey, directeur de l'orchestre; la première représentation en fut donnée le 29 avril 1788, mais par suite des remaniements que fit l'auteur des paroles, la troisième représentation n'eut lieu que le 27 décembre suivant.

V. le *Journal de Paris*, numéros des 30 avril, 28 décembre.

1688. — Lettre de M. de La Ferté à M. de Villedeuil, lui envoyant le projet d'arrêt du Conseil à rendre pour rétablir un peu l'ordre à l'Opéra et calmer la fermentation des esprits, et soumettant à son appréciation la demande des costumes de trois ou quatre opéras pour Versailles, adressée par M[me] Montansier, qu'il est impossible d'agréer, à moins que la Reine n'ait exprimé le désir de voir ces opéras.

26 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 625.

1689. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, le priant d'examiner le mémoire de M. Fenouillot de Falbaire, auteur d'un opéra en trois actes, non représenté, intitulé *le Premier Navigateur*, qui voudrait pouvoir disposer de cet ouvrage, ou être payé d'une somme de 3,000 livres que M. Amelot lui avait assignée sur les recettes de cet ouvrage.

27 mars, 20 novembre 1789.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 500, fol. 203, 561, O[1] 631.

L'Académie royale de musique avait représenté en 1785, un ballet de Gardel aîné, ayant pour titre : *Le Premier Navigateur ou le Pouvoir de l'amour.*

1690. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. de Montmorin et à M. de Crosne, les priant de refuser un passeport au sieur Delaitre, tailleur de l'Opéra et des spectacles de la Cour, qui va partir pour Londres, où il s'est laissé engager par le directeur du théâtre de cette ville, son absence devant être fort préjudiciable à l'Académie royale de musique.

27 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 208.

1691. — Arrêt du Conseil d'État, modifiant l'arrêt du 3 janvier 1784, en ce qui concerne les appointements des premiers sujets, et édictant règlement en dix-neuf articles pour l'administration de l'Opéra, avec projets.

28 mars 1789.
Original signé de Barentin, *A. N.*, E 2653, fol. 89; minutes, O[1] 626, O[1] 628.

Ed. Jourdan et Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXVIII, p. 652.

1692. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, lui communiquant le mémoire du sieur Clerget, danseur à l'Opéra, qui sollicite une pension de retraite, avec le mémoire en question et certificat médical.

29 mars 1789.
Original signé et copies (4 p.), *A. N.*, O[1] 500, fol. 210, O[1] 625, O[1] 631.

1693. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, au sujet du passeport pour l'Angleterre demandé par M[lle] Guimard, que M. de Crosne ne voulait accorder sans l'agrément du ministre.

29 mars 1789.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 500, fol. 210, O[1] 631.

1694. — Rapport que le Comité fait au

ministre de ce qui s'est passé en ses assemblées.

31 mars, 27 avril, 18 mai 1789.
Originaux signés (4 p.), *A. N.*, O¹ 628, O¹ 629.

1695. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, lui envoyant une lettre de la marquise de Persan et un mémoire de Mme d'Hauteville, qui toutes deux demandent une loge ou partie de loge à l'Opéra.

2 avril 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 631.

1696. — Lettres de M. Barentin à M. de Villedeuil et de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, en réponse à sa lettre du 1er avril, envoyant la minute et l'expédition de l'arrêt du Conseil qui porte nouveau règlement pour l'Académie de musique, et le priant de veiller à sa mise à exécution.

3, 6 avril 1789.
Originaux signés (3 p.), *A. N.*, O¹ 625, O¹ 626 ; copie, O¹ 500, fol. 218.

1697. — Lettre du ministre de la maison du Roi au chevalier d'Estourmel, déclarant que l'administration de l'Opéra a disposé du quart de loge occupé par le bailli de Suffren, mais qu'une moitié de loge au troisième rang, côté du Roi, du prix de 1,400 livres, est abandonnée par le comte de La Marck et pourrait peut-être convenir au bailli de la Brillanne.

7 avril 1789.
Copies, *A. N.*, O¹ 500, fol. 227.

1698. — Lettre de M. Viotti à M. de Villedeuil, le priant de se référer à sa lettre du 30 mars, accompagnée d'un mémoire intitulé : *Objections contenues dans la lettre du ministre à Mme la marquise de Rouget, avec les réponses du sieur Viotti.*

12 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 631.

1699. — Lettres de M. Perreau de Villeneuve à M. de La Ferté, intendant des Menus, au sujet du remboursement de 80,000 livres qui lui étaient dus par l'Opéra, pour fournitures d'étoffes de soie.

15 avril-7 octobre 1789.
Minutes (6 p.), *A. N.*, O¹ 626, O¹ 628.

1700. — Lettre de M. de La Ferté à M. de Villedeuil, lui adressant l'imprimé répandu à Versailles et à Paris par le sieur Viotti, intitulé : *Extrait des propositions de la compagnie du sieur Viotti, concernant l'exploitation du privilège de l'Académie royale de musique*, avec des observations sur le mémoire présenté pour obtenir l'entreprise de l'Opéra.

16 avril 1789.
Minutes et imprimé (3 p.), *A. N.*, O¹ 631.

1701. — Lettre de M. Viotti à M. de Villedeuil, lui transmettant les dernières propositions faites au nom de sa compagnie, savoir, le dépôt immédiat des 3 millions de son cautionnement et le versement d'une redevance annuelle de 50,000 livres.

18 avril 1789.
Minute signée, *A. N.*, O¹ 631.

1702. — Supplique des artistes de l'Opéra en faveur de Mlle Saulnier, premier sujet de la danse, en voyage à Londres et menacée de perdre sa place.

19 avril 1789.
Original signé de Rousseau, Vestris, Lainé, Gardel, Chéron, Pérignon, *A. N.*, O¹ 629.

1703. — Lettre de M. Viotti au Comité de l'Opéra, en réponse à la réfutation, insérée dans le *Journal de Paris* du 19 avril, d'un écrit anonyme, il est vrai, mais exprimant fidèlement les intentions de sa compagnie concernant l'entreprise de l'Académie royale de musique.

20 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 631.
L'imprimé en question est celui qui est indiqué dans la pièce du 16 avril 1789.
Cf. le *Journal de Paris*, n° 109, p. 497.

1704. — Lettre de Mlle Guimard, écrite de Londres aux membres du Comité de l'Opéra, à l'effet de protester contre la mesure arbitraire qui venait de frapper Mlle Saulnier, en lui retirant sa place de premier sujet de la danse dont elle jouissait depuis cinq ans.

21 avril 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 629.

1705. — Lettre de Mlle Saulnier à M. de

Villedeuil, protestant contre l'injustice qu'on venait de commettre à son égard en lui enlevant sa place de premier sujet, alors qu'elle avait un congé régulier écrit et signé de M. de La Ferté, avec réponse de M. de La Ferté.

21, 24 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 629.

Mlle Saulnier disposait cependant de puissants appuis, à en juger par l'extrait suivant du registre du Comité de l'Opéra, tenu par Francœur, à la date du 12 mars :

« Ce jour, M. Dauvergne fit part à l'assemblée d'une lettre qu'il avait reçue de Mgr le duc d'Orléans, en date du 15, par laquelle il demande une prolongation d'un mois do plus sur le congé accordé au Comité du 23 février à Mlle Saulnier, pour son voyage de Londres.

« M. Dauvergne n'a pu se refuser à cette demande. »

Au mois de mai précédent, le caissier de l'Opéra avait reçu l'ordre de lui retenir ses appointements, pour cause de grossesse, mais une volonté supérieure intervint, car « il en fut ordonné autrement et il ne lui fut rien retenu. »

Revue rétrospective, 2e série, t. III, p. 461.

1706. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, lui envoyant un mémoire de différents sujets de l'Académie de musique contre une décision qui frapperait la demoiselle Saulnier, actrice de l'Opéra, actuellement à Londres.

22 avril 1789.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O¹ 500, fol. 249, O¹ 631.

1707. — Lettre de M. de Villedeuil à M. Necker, au sujet des propositions de la compagnie Viotti pour obtenir le privilège de l'Opéra pendant trente ans et du désarroi qu'elles causent dans le personnel de l'Opéra, d'autant plus que le sieur Viotti se targue d'avoir l'assentiment du ministre des finances.

24 avril 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 631.

1708. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, l'avisant qu'il vient d'écrire à M. Dauvergne relativement aux plaintes des sujets de l'Académie royale de musique contre l'arrêt du 28 mars.

27 avril 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 631.

1709. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, soumettant à son examen le mémoire des principaux sujets de l'Opéra qui demandent la régie de ce spectacle, avec M. de Corny, procureur du Roi et de la Ville, pour commissaire de la comptabilité, et proposent de verser dans la caisse de la Ville 300,000 livres à titre de cautionnement et de garantie envers le Roi.

2 mai 1789.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O¹ 500, fol. 263, O¹ 631.

1710. — Lettre de M. Viotti à M. de Villedeuil, lui annonçant qu'en présence de son silence il a fait parvenir au Roi et à la famille royale un mémoire au sujet de l'entreprise de l'Opéra, avec réponse portant que le Roi a décidé qu'il ne confierait à personne la régie de ce spectacle.

2, 9 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 631.

1711. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, à propos de l'envoi, par le sieur Viotti, d'un mémoire au Roi et de la lettre fort impertinente qu'il a adressée au ministre le 18 avril.

6 mai 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 631.

1712. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, lui transmettant une nouvelle lettre des sujets de l'Opéra, qu'il serait bon de se rendre favorables.

7 mai 1789.
Autographe, *A. N.*, O¹ 631.

1713. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, lui adressant une lettre du garde des sceaux au sujet de la demande faite par le sieur Viotti d'insérer, dans le *Journal de Paris*, une réponse à l'article publié le 19 avril.

7 mai 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 631.

1714.—Lettre de M. de La Ferté à M. Dauvergne, directeur de l'Opéra, le priant de convoquer tous les sujets copartageants de l'Opéra, pour leur communiquer la décision du Roi sur leur demande touchant l'entreprise de ce spectacle, annonçant en

outre que les demoiselles Saulnier et Rose figureront toutes deux sur les états en qualité de premières danseuses, et blâmant les imputations fausses relatives aux arrangements concernant le privilège de l'Opéra bouffon et celui des Variétés.

8 mai 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 628.

Marie-Rose Pole, dite Rose, fit ses débuts à l'Opéra en 1782, fut ensuite attachée au corps de ballet de la Comédie-Française et revint en 1786, à l'Académie royale de musique, où elle dansa dans nombre d'opéras ou ballets, notamment dans *Armide*, *Iphigénie en Aulide*, de Gluck, *Aspasie*, de Grétry. Après la retraite de Mlle Guimard, au mois d'août 1789, elle brigua sa succession.

1715. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, lui apprenant qu'après examen des lettres et pièces du sieur Viotti, à l'appui de ses projets, le Roi avait décidé de ne point modifier le régime de l'Opéra, et que le sieur Dauvergne est chargé d'en informer les sujets du théâtre pour couper court aux bruits en circulation au sujet de la régie de ce spectacle, avec mémoire à Louis XVI, portant au bas sa décision écrite de sa main.

9 mai 1789.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, O[1] 631.

1716. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, déclarant qu'il accueillera le nouveau mémoire de M. Viotti avec la même indifférence que le premier et ne fera pratiquer aucune perquisition ou saisie.

12 mai 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 631.

1717. — Lettre de M. de La Luzerne, écrite de Londres à M. de Villedeuil pour demander une prolongation du congé de Mlle Guimard jusqu'au 26, en raison d'une fête donnée à l'occasion du rétablissement du roi d'Angleterre, la reine ayant exprimé le désir de voir danser Mlle Guimard, et sollicitant également quelques jours de congé de plus pour M. Nivelon et Mlle Saulnier.

13 mai 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 625.

1718. — Lettre de M. de Crosne à M. de Villedeuil, l'avisant qu'il a donné des ordres aux marchands de nouveautés du Palais-Royal et des Tuileries pour interdire la vente d'un nouveau mémoire du sieur Viotti sur l'Opéra, avec réponse du ministre, déclarant qu'il suffit d'empêcher l'étalage de ce mémoire et qu'aucune perquisition à ce sujet ne devra être faite.

14, 15 mai 1789.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 625.

1719. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, au sujet de l'autorisation sollicitée par M. de La Châtre à l'effet de joindre des ballets de l'Opéra à des représentations que le théâtre de Monsieur va donner à Versailles, sur celui de Mlle Montansier.

15 mai 1789.
Autographe, *A. N.*, O[1] 631.

1720. — Plainte de Frédéric-Pierre Schrœder, dit Frédéric, danseur de l'Opéra, contre un perruquier nommé Dorléans, qui lui avait donné des coups de canne.

17 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 14240.
Ed. Émile Campardon, *l'Académie royale de musique au dix-huitième siècle*, t. I, p. 322.

1721. — Plainte du sieur Bernard Dorléans, coiffeur pour dames, contre le nommé Frédéric, danseur de l'Opéra, amant de sa femme, qui l'avait insulté et s'était même précipité sur lui avec une canne à épée, plainte reçue par le commissaire Fontaine.

18 mai 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 13142.
Ed. Émile Campardon, *l'Académie royale de musique au dix-huitième siècle*, t. I, p. 323.

1722. — Lettre de M. Boquet de Liancourt, donnant son impression au sujet de la répétition de son œuvre, dont la musique est de M. de Lépidor.

21 mai 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 630.

1723. — Lettre du sieur Gardel à M. de La Ferté, au sujet des mesures de rigueur prises contre lui, à la suite de propos calomnieux tenus sur son compte.

27 mai 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 628.

Il s'agit de Pierre Gardel, dit Gardel cadet,

danseur de l'Académie de musique, et depuis la mort de son frère, c'est-à-dire depuis 1787, maître des ballets de l'Opéra. Dans un tableau de la troupe, il est qualifié d'excellent sujet, bon travailleur, d'une santé faible; il refusa de brillantes propositions que lui fit le roi d'Angleterre pour l'attacher à sa personne.

Cf. ÉMILE CAMPARDON, *l'Académie royale de musique au dix-huitième siècle*, t. I, p. 334.

1724. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, exprimant le désir d'employer M. Mautort, notaire, en remplacement de M. Margantin, qui a vendu sa charge, en ce qui concerne l'Opéra et les Menus.

31 mai 1789.

Original signé, *A. N.*, O[1] 631.

Ces deux notaires figurent sur la liste des entrées gratuites de l'Opéra, M. Mautort avec le titre de notaire de M. de Villedeuil.

1725. — Observations sur le mémoire au Roi, concernant l'exploitation du privilège de l'Opéra, demandé par le sieur Viotti.

Mai 1789.

Minute, *A. N.*, O[1] 631.

Jean-Baptiste Viotti, célèbre virtuose, s'associa en 1780, avec le coiffeur Léonard, pour l'exploitation de l'Opéra italien qui s'installa d'abord aux Tuileries, sous la dénomination de *Théâtre de Monsieur*, puis à la foire Saint-Germain, enfin dans la salle de la rue Feydeau, construite par les soins de Viotti lui-même, mais il s'y ruina, et, devenu suspect, partit pour Londres en 1792.

1726. — Lettre et mémoire du sieur Rose de Saint-Pierre, locataire du Cirque du Palais-Royal, proposant de payer une redevance annuelle à l'administration de l'Opéra pour obtenir l'autorisation de donner des bals et fêtes extraordinaires les lundi, mercredi et samedi de chaque semaine, avec lettre de M. Dauvergne à M. de La Ferté, le priant de supplier le ministre de n'accorder dorénavant aucune permission de cette nature, surtout à l'entrepreneur du Cirque, qui, en réunissant dans un local vaste, bien décoré, au centre de Paris, toutes sortes d'amusements, nuirait plus que tout autre aux recettes de l'Opéra.

4 juin 1789.

Minutes signées (3 p)., *A. N.*, O[1] 628.

1727. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, l'avisant que le Roi autorise la reprise des représentations de l'Opéra à partir du dimanche 14 juin.

10 juin 1789.

Original signé, *A. N.*, O[1] 636.

Les représentations avaient été suspendues depuis le 5 juin, par suite de la mort du Dauphin.

1728. — Lettre accompagnant l'envoi de deux exemplaires de l'état des pensions de l'Opéra, pour le quartier d'avril, et correspondance échangée entre MM. de Villedeuil et Necker, au sujet des retenues qu'on veut faire subir à ces pensions.

14, 27, 29 juin 1789.

Minutes et copies (3 p.), *A. N.*, O[1] 626, O[1] 631.

1729. — Lettre de M. de Villedeuil à M. de La Ferté, lui adressant un mémoire de Julienne-Françoise Lamare, femme Joly, qui sollicite son inscription sur la liste des surnuméraires ouvreuses de loges à l'Opéra, et qui est recommandée par la comtesse de La Luzerne.

10 juillet 1789.

Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 628.

1730. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant la communication au sieur Vaillant, concessionnaire du privilège des bals de l'Opéra, de la requête de Nicolas Le Bourguignon de La Salle, secretaire perpétuel de l'Académie royale de musique, et Victoire Marchand, sa femme, qui prétendaient, contrairement à l'opposition du sieur Vaillant, conserver le droit de donner des bals publics d'hiver, à Paris, en vertu du privilège par eux obtenu en 1784 pour vingt années.

11 juillet 1789.

Minute signée de Barentin, *A. N.*, E 2654, fol. 194.

1731. — Lettre de M. Henry-Jonas Jansen, inspecteur général de l'Académie de musique, à M. de Villedeuil, lui apprenant qu'une troupe de peuple vient de se présenter à l'Opéra et de requérir l'entrée pour avoir des armes, que les gardes-françaises de la rue de Bondy ont réussi à la maîtriser, mais

que la foule augmente et qu'il y a tout lieu de craindre quelque excès.

12 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 625.

D'après la correspondance de M. Dauvergne, cette troupe comprenant environ trois mille personnes, tant hommes que femmes, parvint à entrer et s'empara de quelques sabres, laissant de côté les haches et massues en carton.

1732. — Lettre de M. de La Ferté à M. de Saint-Priest, le priant d'écarter toutes demandes importunes qui pourraient se produire relativement à des congés, jusqu'au jour où le ministre pourra consacrer quelques instants pour entendre le compte de l'administration de l'Opéra, ainsi que l'ensemble des raisons qui ont déterminé le Roi à réunir ce spectacle à son domaine.

20 juillet 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 626.

1733. — Lettre de M. Dauvergne à M. de La Ferté, envoyant une délibération de l'Assemblée des électeurs qui autorise l'ouverture des spectacles pour donner des représentations en faveur des pauvres ouvriers, avec une lettre anonyme d'un comité de citoyens, demandant l'organisation d'une représentation à l'Opéra au bénéfice des gardes-françaises.

21 juillet 1789.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, O[1] 628.

Le produit des recettes de tous les spectacles du 21 juillet fut remis à M. Bailly pour être employé au soulagement des pauvres qui avaient le plus souffert dans les circonstances présentes. (Cf. le *Journal de Paris*, numéro du 21 juillet 1789, p. 910.)

L'Académie de musique donna les *Prétendus*, de Lemoine, et le *Devin du village*, de J.-J. Rousseau, et joua encore au profit des pauvres, les dimanche 20 et mercredi 29.

Le Théâtre-Français seul organisa une représentation au bénéfice des gardes-françaises.

1734. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. Necker, au sujet de la lettre anonyme adressée à M. Dauvergne, directeur de l'Académie royale de musique, et d'une autre à M. de La Ferté, d'après lesquelles le public semblerait exiger la réduction du prix des places du parterre de 40 sols à 24 sols, réduction qui serait ruineuse dans un moment où diverses circonstances, telles que la rigueur de l'hiver précédent et la mort du Dauphin, ont considérablement amoindri les recettes.

8, 15 août 1789.
Copies, *A. N.*, O[1] 500, fol. 423, 432.

1735. — Déclaration du sieur Joseph-Étienne Blanche, danseur de l'Académie royale de musique, relative au vol de ses bijoux commis par un élève de l'École de danse de l'Opéra, déclaration reçue par le commissaire Dassonvillez.

10 août 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11987.
Ed. ÉMILE CAMPARDON, *l'Académie royale de musique au dix-huitième siècle*, t. I, p. 66.

1736. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, lui annonçant la nomination du sieur Saint-Paul en qualité d'inspecteur à l'Opéra, au lieu et place du sieur Quidor, et lettre au sieur Saint-Paul dans le même sens.

13 août 1789.
Copies, *A. N.*, O[1] 500, fol. 429.

1737. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, au sujet de la situation critique de l'Opéra et des mesures à prendre pour lui procurer du secours.

17 août 1789.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O[1] 500, fol. 437, O[1] 631.

1738. — Lettre de M. Dufresne demandant si l'on peut lui indiquer quelque moyen de combler le vide de 150,000 livres qu'éprouve la caisse de l'Opéra sur la recette de l'année précédente.

20 août 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 628.

1739. — Lettre de M. de La Ferté à M. Jurien au sujet du mémoire remis au ministre par M. de Vismes, à l'effet d'obtenir l'entreprise de l'Opéra, tentative dont il y a lieu de s'étonner après une gestion aussi onéreuse que la sienne pour la Ville.

26 août 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 628.

M. de Vismes fut le régisseur chargé d'exploiter l'Opéra pour le compte de la Ville en 1778 et

1779, il laissa un déficit de plus de 600,000 livres, et le Roi, par arrêt du 17 mars 1780, fut obligé de retirer l'Opéra des mains de la Ville.

1740. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, directeur de l'Académie de musique, le priant de rétablir les appointements de la demoiselle Gasser, suspendus pendant le congé qu'elle a passé à Marseille, dès sa rentrée à l'Opéra, et le priant de lui signaler tous les sujets qui auront redoublé d'activité et d'efforts pour soutenir ce spectacle, comme ceux qui auraient créé des difficultés.

30 août 1789.

Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 458.

L'actrice en question ne figure point dans l'ouvrage de M. Campardon sur l'*Académie royale de musique;* le journal de Francœur nous apprend qu'il lui fut accordé 150 livres de gratification, le 4 août 1788, pour cause de grossesse.

Cf. *Revue rétrospective*, 2e série, t. III, p. 463.

1741. — Lettre de M. de La Ferté à M. de Saint-Priest, le priant de prendre jour avec M. Necker pour examiner ensemble la question de l'Opéra, qu'il serait regrettable d'abandonner aux risques d'une entreprise.

1er septembre 1789.

Minute, *A. N.*, O[1] 625.

1742. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, lui renvoyant la demande d'un congé de deux mois que vient de lui présenter le sieur Sallentin aîné, première flûte de l'orchestre de l'Opéra.

2 septembre 1789.

Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 465.

1743. — Lettre de M. de La Ferté à M. Jurien, premier commis de ses bureaux, déclarant que M. Dufresne a promis un secours de 30,000 livres pour l'Opéra et qu'il a été indigné du libelle indécent, distribué à profusion à l'Opéra, le vendredi précédent, par le sieur Chéron, acteur de ce spectacle, avec un exemplaire de ce pamphlet intitulé : *Lettre à Messieurs les premiers sujets de l'Opéra*, et projet de lettre à M. Dauvergne.

8 septembre 1789.

Minute et imprimé (3 p.), *A. N.*, O[1] 625.

Voici en quels termes ce brillant et turbulent acteur de l'Opéra est apprécié dans un état de la troupe. (*A. N.*, O[1] 630.)

« Chéron, jeune sujet, fait pour occuper la première place, bon musicien, une très belle voix, enfin l'espoir de l'Opéra, si la jeunesse et la dissipation lui permettent de se livrer à son état. »

1744. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, le priant de lui envoyer sans retard l'état exact et détaillé des retenues faites sur les sujets de l'Opéra pour leur former une augmentation de pensions, ainsi qu'un autre état des pensions existantes, à la charge du théâtre à Pâques dernier, lesdits états devant être signés du caissier et certifiés par tous les membres du Comité ainsi que les principaux sujets.

9 septembre 1789.

Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 471.

1745. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, lui mandant qu'il écrit à M. Boyer, censeur royal, de donner son approbation au nouveau poème de l'opéra de *Démophon*, pour n'en point retarder la représentation, fixée au mardi suivant, et tableau du déficit résultant de la représentation de cette pièce.

13 septembre 1789.

Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 478; minute, O[1] 628.

Démophon, tragédie lyrique en trois actes, par Deriaux, musique de Vogel, fut annoncée pour le 15 septembre, mais la représentation fut retardée par suite de l'indisposition de Mlle Roussellois et n'eut lieu que le 22 septembre ; cet opéra, bien que Marmontel eût déjà traité le même sujet, obtint un grand succès, et la musique, surtout l'ouverture, fut très goûtée.

V. le *Journal de Paris*, numéro du 23 septembre 1789, p. 1205.

1746. — Correspondance de M. de Nesle, secrétaire de l'Académie royale de musique, avec M. de La Ferté, au sujet de l'administration de ce théâtre.

16 septembre-20 décembre 1789.

Minutes (1 dos.), *A. N.*, O[1] 628.

1747. — Lettre de M. de la Ferté à M. Jurien, se plaignant de l'anarchie absolue qui règne à l'Opéra, où le sieur La Salle,

secrétaire, est le principal fauteur du désordre.

17 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 625.

1748. — Lettre de M. Bailly à M. Dauvergne, le priant de faire placer à l'amphithéâtre les députés de Chartres, présentés par M. Levacher de La Terrinière.

18 septembre 1789.
Autographe, *A. N.*, O¹ 628.

1749. — Compte rendu de l'assemblée tenue au Panthéon par les premiers sujets de l'Académie de musique et les commissaires représentant les sujets ordinaires, ainsi que de leur démarche auprès du duc d'Orléans et de MM. Gaillard et Dorfeuil, entrepreneurs des Variétés, en vue de prendre à leur compte l'entreprise de l'Opéra.

28, 30 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 628.

Le sieur La Salle donna lecture dans cette assemblée d'un mémoire très acerbe contre M. Amelot, M. de La Ferté et M. Dauvergne.

1750. — Mémoire justificatif des sujets de l'Académie royale de musique, en réponse à la lettre anonyme qui leur a été adressée le 4 septembre 1789, avec réflexions de M. de La Ferté sur ce mémoire.

Sans date (septembre 1789).
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 628.

Ce mémoire a été imprimé et forme une brochure de 18 pages. *A. N.*, AD VIII, 44.

1751.—Lettres de M. de La Ferté à M. Dauvergne, accompagnant l'envoi de son précis sur l'administration de l'Opéra, à l'effet de se justifier des insinuations du sieur La Salle, d'après lesquelles l'une des causes du déficit serait la mise au répertoire par lui ordonnée des ouvrages de M. Morel, notamment d'*Aspasie*.

4, 7 octobre 1789.
Copies (2 p.), *A. N.*, O¹ 631.

Aspasie, opéra en trois actes, musique de Grétry, fut représenté pour la première fois le mardi 17 mars 1789, sans grand succès. D'après le mémoire justificatif des sujets de l'Opéra, la mise en scène d'*Aspasie* aurait coûté 60,000 livres.

1752. — Objets indispensables à décider dans les circonstances actuelles, mémoire de M. de La Ferté adressé à M. Dufresne.

20 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 628.

1753. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, lui renvoyant la demande d'un congé de trois ou quatre mois, présentée par le sieur Vestris fils, pour cette année ou tout au moins pour l'année prochaine.

22 octobre 1789.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O¹ 500, fol. 526, O¹ 631.

Marie-Jean-Augustin, dit Auguste Vestris, fils naturel de Gaëtan-Appolline-Balthazar Vestris et de Mlle Allard, danseuse de l'Opéra, fit ses débuts à l'Académie de musique à l'âge de douze ans, au mois de septembre 1772, et fut promu en 1780, à l'âge de vingt ans, au rang de premier sujet.

Cf. Emile Campardon, *l'Académie royale de musique au dix-huitième siècle*, t. II, p. 345.

1754. — Lettre de M. de La Ferté à M. de Saint-Priest, l'assurant que, d'après l'opinion générale, l'exploitation de l'Opéra ne saurait être abandonnée aux sujets, et que toutes leurs menées n'ont pas d'autre but.

24 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 628.

1755. — Lettre du ministre de la maison du Roi à l'intendant d'Aix, le priant d'enjoindre aux sieur et dame Chéron, acteurs de l'Opéra, qui, après avoir joué à Lyon sans autorisation aucune, au mépris des règlements, se sont rendus à Marseille, de rentrer immédiatement à Paris.

26 octobre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 527.

1756. — Plainte de Marie-Françoise Eblain, danseuse de l'Opéra, contre le sieur Lévis, marchand de modes, avec lequel elle était en procès, qui l'avait menacée et grossièrement injuriée.

28 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11807.
Ed. Emile Campardon, *l'Académie royale de musique au dix-huitième siècle*, t. I, p. 297.

1757. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, le priant de faire

dresser un état exact de la situation de l'Opéra, mois par mois, tant en recettes qu'en dépenses, depuis Pâques jusqu'au 1er novembre, afin de le mettre sous les yeux du Roi, et acceptant une nouvelle revision des comptes depuis 1780, d'après les registres et pièces justificatives, en présence des principaux sujets du chant et de la danse.

29 octobre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 538.

1758. — Lettre de M. de La Ferté à M. de Saint-Priest, au sujet de la translation de l'Opéra dans la salle des Variétés, que semblerait désirer le public, l'instruisant des résultats de son entretien avec M. Gaillard, entrepreneur des Variétés, dont les prétentions lui semblent exorbitantes, et le priant de soumettre la question au Roi et à la Reine, puis d'en conférer avec M. Necker, avec mémoire à l'appui.

29 octobre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 625, O¹ 628.

1759. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, livrant à son appréciation la demande de congé adressée par la demoiselle Coulon, danseuse à l'Opéra, qui désire se rendre à Londres.

15 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 551.

1760. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, lui demandant si le sieur Chéron et sa femme, qui se trouvaient à Aix et avaient promis de partir dans deux jours, d'après les ordres à eux envoyés, sont revenus à Paris.

16 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 553.

1761. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Necker, lui transmettant la réclamation des administrateurs de l'Hôpital général au sujet du payement du quart des pauvres et déclarant que l'Opéra, par suite des rigueurs de l'hiver et des circonstances actuelles, se trouve dans l'impossibilité d'acquitter cette contribution, les appointements des acteurs et la garde n'ayant été soldés que grâce aux secours obtenus du Roi, avec lettre de M. de La Ferté.

21 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 556, 560.

1762. — Lettre du ministre de la maison du Roi au comte de Caraman, signalant l'absence illégale du sieur Chéron et de sa femme, acteurs de l'Opéra, qui ont donné à leurs camarades un exemple très répréhensible de l'infraction aux règlements de l'Académie royale de musique.

21 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 567.

Le sieur Chéron et sa femme étaient partis clandestinement pour Lyon, où ils devaient jouer la *Caravane*, le 26, et donner encore deux représentations, une de *Didon*, et une autre d'*Œdipe à Colonne*.

1763. — Lettre du ministre de la maison du Roi aux administrateurs des hôpitaux, leur représentant la situation très critique de l'Opéra par suite de la rigueur longue et excessive de l'hiver précédent, qui a fait déserter le théâtre durant six mois, et les engageant à prendre patience pour le règlement des droits des pauvres, la saisie de la recette de l'Opéra ne pouvant que consommer la ruine du spectacle et préjudicier aux intérêts des hôpitaux et de l'Hôtel-Dieu.

22 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 570.

1764. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, l'invitant à appliquer les règlements dans toute leur rigueur à la demoiselle Saulnier.

25 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 566.

Mlle Saulnier avait refusé, au mois d'août 1789, de jouer le rôle de mère dans le ballet du *Premier Navigateur*, elle devait figurer, le 21 novembre, dans le ballet de la *Rosière* et exigeait un habit neuf, qui ne lui fut pas accordé, et elle ne voulut point paraître.

1765. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. de La Ferté et à M. Dauvergne, leur annonçant que la question de l'Opéra a été discutée en Conseil et qu'il a été décidé de soutenir ce spectacle au moins cet hiver, et priant, en même temps, M. Dauvergne de mettre à la raison les sujets récalcitrants

en employant les mesures de rigueur, avec lettre de M. Dauvergne (à M. de La Ferté), rendant compte de la réception d'une députation des sujets de l'Opéra par le ministre, qui les a menacés de faire fermer le théâtre et s'est décidé à expulser le sieur La Salle.

26, 28 novembre, 3 décembre 1789.
Minutes signées et copie (3 p.), *A. N.*, O[1] 625; copies, O[1] 500, fol. 575, 577.

1766. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Fitz-Gérald, ambassadeur d'Angleterre, exprimant le regret que l'administration de l'Opéra ne puisse accorder le congé demandé par Mlle Coulon, l'arrêt du 28 mars ayant suspendu toutes permissions pour jouer ou danser en province, et la demoiselle Coulon ayant d'ailleurs obtenu, il y a deux ans, un congé de huit à neuf mois pour se rendre en Angleterre.

28 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 577.

1767. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, annonçant que le Roi accorde le congé de trois mois demandé par le sieur Vestris fils, danseur de l'Opéra, pour donner des représentations en province, afin de se procurer les moyens de satisfaire ses créanciers.

29 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 578.

1768. — Lettre du ministre de la maison du Roi aux administrateurs de l'Hôpital général, les avisant que la somme de 20,000 livres, due par l'Opéra pour solde de l'abonnement échu à Pâques, sera soldée par le Trésor royal dans le courant des mois de janvier ou février prochains.

29 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 579.

1769. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, au sujet du mémoire envoyé par le sieur Trial fils, manifestant le désir d'obliger ce jeune auteur, dont les talents précoces méritent d'être encouragés.

30 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 578.

Armand-Emmanuel Trial, compositeur, fils du comédien Antoine Trial, fit représenter à l'âge de dix-sept ans, au Théâtre-Favart, un opéra-comique, *Julien et Colette*, qui fut favorablement accueilli, et donna quelques autres pièces, de 1791 à 1794; il mourut en 1803, par suite de sa vie désordonnée. Au mois de juillet 1789, un opéra de ce compositeur était indiqué au répertoire parmi les pièces à mettre en répétition.

1770. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, lui renvoyant la demande de pension présentée par la veuve Haugard, en considération des services de son mari, commis aux écritures à l'Opéra, pendant vingt-deux ans.

3 décembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 582.

1771. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, annonçant la révocation, par ordre du Roi, du sieur La Salle, secrétaire de l'Académie de musique, lequel devra quitter le logement qu'il occupe dans le magasin de la rue Saint-Nicaise, dans le délai de quinze jours, cette mesure motivée par les troubles que ledit La Salle n'a cessé de fomenter au sein de l'administration de l'Opéra.

5 décembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 600.

1772. — Déclaration du sieur Louis Bornet, musicien de l'orchestre de l'Opéra, au sujet d'un enfant abandonné, par lui trouvé sur le seuil de sa porte, rue de Viarmes.

9 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11518.
Ed. Emile Campardon, *l'Académie royale de musique au dix-huitième siècle*, t. I, p. 67.

1773. — Brevet de secrétaire perpétuel de l'Académie royale de musique en faveur de Simon-Nicolas de Nesle, au lieu et place du sieur La Salle, avec lettre d'envoi à M. Dauvergne.

10, 12 décembre 1789.
Copies, *A. N.*, O[1] 135, fol. 50; O[1] 500, fol. 602.

1774. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, accordant le rétablissement dans ses fonctions du sieur de

La Suze, maître de musique des écoles de l'Opéra.

12 décembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 601.

L'appréciation suivante du caractère et des talents de M. de La Suze est donnée par un état de la troupe de l'Opéra :

« M. de La Suze, maître de musique pour les rôles, les chœurs et l'action théâtrale, plein de zèle et d'intelligence, mais un peu sujet à prévention. »

1775. — Lettre du prince de Noailles-Poix, député à l'Assemblée nationale, à M. de Saint-Priest, proposant de confier la régie de l'Opéra à M. de Vismes, qui offre une caution de 300,000 livres et est à même de se tirer d'affaire, avec réponse du ministre, déclarant que 300,000 livres constituent une caution bien faible et que le gouvernement ne peut accueillir cette offre.

15 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 625; copie et minute, O¹ 500, fol. 604.

1776. — Lettre du ministre de la maison du Roi au vicomte de La Tour du Pin, assurant que M. Langlé, auteur de la musique du ballet de *Stratonice*, se plaint à tort de négligences dans les répétitions de cet ouvrage qui, au contraire, ont été très soignées.

27 décembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 616.

Henri-François-Marie Langlé est l'auteur d'un opéra intitulé : *Antiochus et Stratonice*, qui fut représenté en 1786 sur le théâtre de la cour de Versailles.

1777. — Lettre de M. de Nesle à M. de La Ferté, au sujet du refus des auteurs de *Nephté*, *la Caravane* et *Panurge* de laisser jouer ces opéras et de la nécessité de subir leurs exigences.

28 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 628.

Nephté, reine d'Egypte, tragédie lyrique en trois actes, paroles de M. Hoffman, musique de M. Le Moine, fut représentée pour la première fois le mardi 15 décembre, et obtint un très brillant succès; Mlle Maillard, remplaçant Mme de Saint-Huberti, à qui le rôle de Nephté avait été destiné dans le principe, fut très applaudie, ainsi que M. Lainé.

V. le *Journal de Paris*, numéro du 16 décembre 1789.

La *Caravane* et *Panurge dans l'isle des Lanternes* sont deux opéras de Grétry; le second eut pour auteurs des paroles le comte de Provence et M. Morel.

1778. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, au sujet du ballet héroïque de *Stratonice*, en trois actes, dont les auteurs sont recommandés par le vicomte de La Tour du Pin.

29 décembre 1789.
Copies, *A. N.*, O¹ 500, fol. 610, 611.

1779. — Décision de M. de Saint-Priest, portant que M. Prieur, caissier de l'Opéra, retiendra les fonds versés par les sieur et dame Chéron, qui ont quitté le théâtre, et les appliquera à l'acquit des dépenses de l'Académie royale de musique.

31 décembre 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 626.

1780. — Mémoire contre l'établissement d'une régie intéressée de l'Opéra, proposée par l'ancien directeur, qui, après une administration de deux années, tant pour son compte que pour celui de la Municipalité, a trouvé moyen d'endetter la Ville de 700,000 livres.

Décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 626.

1781. — Mémoire au sujet de divers spectacles qui lèsent l'Opéra, malgré la redevance qu'ils lui payent, notamment le spectacle des Bouffons, qui devrait être mis en demeure de quitter les Tuileries pour s'établir dans le faubourg Saint-Germain, et le Cirque du Palais-Royal, qui ne devrait être autorisé à donner des concerts qu'avec permission de la grande police et en payant une rétribution d'au moins 30,000 livres.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, O¹ 626.

1782. — Requête de la demoiselle Miller, danseuse de l'Opéra, qui revendique la place de Mlle Guimard, convoitée et briguée par Mlle Héligsberg.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, O¹ 628.

Marie-Élisabeth-Anne Boubert, dite Miller, figure en 1789 parmi les premiers sujets de la

danse, à côté des demoiselles Rose et Pérignon; elle remplit avec succès le rôle d'Eucharis dans le nouveau ballet de *Télémaque*, représenté le 23 février 1790.

Cf. ÉMILE CAMPARDON, *les Spectacles de la foire*, t. II, p. 136.

1783. — Projet d'arrêt du Conseil d'État, édictant un nouveau règlement pour l'Académie royale de musique, en ce qui concerne les fonctions du Comité, du directeur général, les devoirs et fonctions des sujets, du maître des ballets, du maître de l'orchestre, du secrétaire, du machiniste, du maître de l'école de danse, du caissier général, le loyer des loges et les entrées.

1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 628.

1784. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, le priant de mettre en répétition le plus tôt possible *Clytemnestre* de M. Piccinni, et *Antigone* de M. Zingarelli, pour donner satisfaction au public, qui se plaint de ne pas voir exécutés des opéras d'auteurs avantageusement connus.

6 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 501, fol. 11.

La première représentation d'*Antigone*, opéra lyrique en trois actes, paroles de Marmontel, musique de Zingarelli, fut donnée le vendredi 30 avril 1790. Cette pièce fut jugée monotone et n'obtint qu'un médiocre succès.

V. la *Chronique de Paris*, numéro du 1er mai 1790.

Quant à l'opéra *Clytemnestre*, de Piccinni, paroles de M. Pitra, il fut répété, mais jamais représenté, le compositeur avait, paraît-il, des prétentions exorbitantes et ne réclamait pas moins de 10,000 livres; son œuvre était sur le tableau des répétitions, à la date du 22 juillet 1789.

1785. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Paris, refusant d'approuver les changements proposés pour un nouveau dénouement de l'opéra de *Tarare*, en ce qui concerne les décorations.

10 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 501, fol. 8.

Tarare, opéra en cinq actes, avec prologue, paroles de Beaumarchais, musique de M. Salieri, fut représenté pour la première fois le 8 juin 1787.

V. le compte rendu de cette représentation, qui fut tumultueuse, dans le *Journal de Paris*, numéro du 9 juin.

On préparait la reprise de cet opéra qui eut lieu le mardi 3 août suivant; Beaumarchais fit à son ouvrage des additions qui attirèrent un concours prodigieux de spectateurs; à la scène du couronnement de *Tarare*, il ajouta notamment un autel de la liberté, devant lequel des bonzes et des jeunes vierges cloitrées vinrent demander l'abolition des vœux monastiques et le mariage des prêtres.

La singularité du spectacle, sa pompe, sa richesse étaient faits pour attirer la foule.

V. la *Chronique de Paris*, n° du 5 août 1790.

1786. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Hoffman, auteur de *Nephté*, lui rappelant le règlement qui oblige les auteurs lyriques à remettre à l'Opéra 500 exemplaires de leurs poëmes, tant pour les besoins du service que comme réserve, et à M. Dauvergne, sur le conflit soulevé à ce sujet entre le sieur Hoffman et le Comité de l'Opéra et sur les mauvais procédés dont cet auteur se plaignait de la part de certains artistes.

14 février 1790.
Copies, *A. N.*, O[1] 501, fol. 60, 63.

1787. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. de La Ferté, le priant de donner son avis sur les propositions faites par le sieur Gaillard, entrepreneur des Variétés, à l'effet de se charger de l'Opéra, avec le mémoire dudit Gaillard, intitulé : *Conditions auxquelles les entrepreneurs du spectacle des Variétés-Amusantes consentiraient à se charger de l'Opéra pour l'exploiter dans leur nouvelle salle du Palais-Royal, à la rentrée de Pâques prochain, le tout à leurs risques, périls et fortunes*, avec réponse de M. de La Ferté, estimant qu'il sera impossible aux sieurs Gaillard et Dorfeuille de soutenir le spectacle.

15, 17 février 1790.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 631; copie, O[1] 501, fol. 63.

1788. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Poupart de Beaubourg, rejetant l'ouvrage qu'il propose pour l'Opéra, dont le sujet ne lui paraît pas convenir à ce spectacle.

18 février 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 501, fol. 68.

1789. — Résumé des moyens propres à assurer la conservation de l'Opéra, en le

libérant notamment de la redevance de 72,000 livres aux hôpitaux, en chargeant le Trésor du payement des 80,000 livres de pensions, en réformant les sujets inutiles, surtout dans les ballets, et en construisant une salle d'opéra dans le centre de Paris.

Février 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 626.

1790. — Plainte portée par M[lle] Adélaïde Malerbe, dite Nanine, danseuse de l'Opéra, contre des recors qui ont pénétré chez elle et l'ont frappée, plainte reçue par le commissaire Delaporte.

2 mars 1790.
Minute, *A. N.*, Y 12220.
Ed. ÉMILE CAMPARDON, *l'Académie royale de musique au dix-huitième siècle*, t. II, p. 192.

1791. — Lettre du sieur Bourgeon, procureur au Châtelet, à M. de Saint-Priest, lui faisant passer une copie de la délibération de la Commune de Paris sur les spectacles.

4 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 625.

1792. — Plainte en faux par les sieurs Étienne Lainé, François Lays, Jean-Joseph Rousseau, Pierre Gardel et Simon de La Suze, sujets de l'Académie royale de musique, contre le sieur François-Marie Sarcey, huissier à cheval au Châtelet, pour avoir antidaté une sommation lancée par le sieur Farges, directeur du spectacle de Lyon, leur associé, qui avait requis la vente à la Bourse de leurs actions dans cette entreprise, avec information faite par le commissaire Dupuy.

19, 26, 27 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 12823.

1793. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, le priant de voir si les talents de M[lle] Coulon lui permettent de remplir la place de M[lle] Dorlay, qui s'est retirée.

30 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 501, fol. 153.

1794. — Aperçu de ce qui reste dû par l'Opéra à la clôture de Pâques 1790.

Minute, *A. N.*, O[1] 628.

1795. — Lettre de M. Brousse des Faucherets, lieutenant de maire au département des établissements publics, à M. Dauvergne, le priant, au nom du Conseil de Ville, de convoquer une assemblée de tous les sujets qui composent l'Opéra, assemblée à laquelle il se rendra avec quatre de ses collègues.

7 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 628.
V. la délibération prise, le 9 avril, par l'assemblée générale des sujets de l'Académie royale de musique convoquée en vertu d'un arrêté du Conseil de Ville, du 7 avril, dans PAUL ROBIQUET, *le Personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 265.

1796. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. Bailly, déclarant que, pour faciliter la cession de l'administration de l'Opéra à la Municipalité, le Roi abandonne à la Ville les bâtiment et terrain de la Porte-Saint-Martin, ainsi que le magasin de la rue Saint-Nicaise, avec l'atelier des peintres aux Menus, celui-ci pour un an, et fait don des décorations et habits, avec envoi de la copie de cette lettre par M. de Saint-Priest à M. de La Ferté, et notices sur les décisions nécessitées par la cession de l'Opéra.

8 avril 1790.
Copie et minutes (4 p.), *A. N.*, O[1] 628; O[1] 501, fol. 209.
Ed. PAUL ROBIQUET, *le Personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 264.

1797. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Dauvergne, lui annonçant que, suivant les intentions du Roi, la municipalité de Paris sera chargée de pourvoir de la manière la plus convenable à la continuation du spectacle de l'Opéra.

10 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 501, fol. 187.

1798. — Lettre de M. Dauvergne à M. de La Ferté, recommandant M[lle] Roussellois, première chanteuse, entrée à Pâques 1789 aux appointements de 3,000 livres, et dont la situation est digne d'intérêt.

11 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 626.

1799. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. de La Ferté relativement à la conserva-

tion des entrées dans la loge des gentilshommes de la Chambre, qu'il n'a point stipulées dans sa lettre à M. Bailly, ainsi que de celles des intendants des Menus.

12 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, O¹ 628; copie, O¹ 501, fol. 185.

1800. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, le pressant de lui envoyer sa réponse à la lettre du 8 avril, pour la mettre sous les yeux du Roi.

15 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 197.

1801. — Lettre du sieur Cottin, premier commis des Finances, priant, au nom de M. Dufresne, de faire parvenir l'état de ce qui reste dû par l'Opéra.

1er mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 626.

1802. — Lettre de M. Prieur à M. de La Ferté, demandant si le séquestre des fonds destinés à former un capital à chacun des sujets de l'Opéra, lors de sa retraite, sera maintenu.

6 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 626.

1803. — Lettre de M. de La Ferté exposant la nécessité de remettre une somme de 30,000 livres à M. Prieur, caissier de l'Opéra, pour donner satisfaction aux sujets qui réclament leur dû et empêcher la clôture du spectacle.

28 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 626.

1804. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. de La Ferté, lui envoyant un mémoire du sieur Thierry, fabricant de gazes, qui se plaint de n'avoir reçu aucun acompte sur une somme de 37,111 livres, à lui due pour fournitures faites à l'Opéra, de juillet 1787 à mars 1790, avec réponse de M. de La Ferté.

11, 12 juillet 1790.
Original signé et minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 628; copie, O¹ 501, fol. 543.

1805. — Lettre de M. de Nesle à M. de La Ferté, au sujet du règlement de la créance du sieur Thierry et des recettes magnifiques faites par l'Opéra, en raison de l'affluence des étrangers, la représentation d'*Alceste* et du ballet de *Télémaque*, dû 15 juillet, ayant produit 8,382 livres 12 sols.

16 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 628.

Télémaque dans l'île de Calypso, ballet héroïque en trois actes, par M. Gardel, fut représenté pour la première fois le mardi 23 février 1790, et fut très goûté du public.

V. le compte rendu de cette pièce dans le *Journal de Paris*, numéro du 26 février 1790.

1806. — États : 1° de ce qui reste dû pour l'agrandissement du théâtre et l'augmentation des loges à l'Opéra; 2° de la somme à payer pour solde de la dépense de l'Opéra de 1788 et 1789; 3° des versements du Trésor royal pour les dépenses de l'Opéra depuis Pâques 1789.

Juillet 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 628.

1807. — Lettre de M. Bailly à M. de Courtaumer, chef de division de la garde nationale, à l'effet d'empêcher tout désordre à l'Opéra pour la représentation de *Tarare*, qui menace d'être plus bruyante et plus tumultueuse que les précédentes.

12 août 1790.
Original signé, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

Les deuxième et troisième représentations de la reprise de *Tarare*, qui eurent lieu les mardi 10 et vendredi 13, furent en effet quelque peu orageuses. A la deuxième, le vers inconstitutionnel

Le respect pour les lois est le premier devoir,

fut applaudi avec transport par les loges où se trouvaient des royalistes et accueilli par les protestations d'une vingtaine de patriotes; l'un d'eux fut même arrêté par la garde nationale, mais relâché aussitôt. Lors de la troisième représentation, les loges jetèrent des prunes et des pommes aux jeunes brames, qui demandaient leur liberté, tandis qu'un siffleur aristocrate était conspué et expulsé du balcon.

Cf. la *Chronique de Paris*, numéros des 10, 14 août, p. 886, 891.

V. également au sujet des manifestations provoquées par les représentations de *Tarare*, la lettre imprimée du Comité de l'Opéra à Beaumarchais, en date du 7 août 1790, et la réponse de l'auteur *mal connu, de Tarare*, du 10 août 1790, *A. N.*, AD VIII 44.

1808. — Lettre de la demoiselle Héligsberg, ex-sujet de l'Opéra, pour obtenir la restitution des 1,000 livres de la retenue an-

nuelle qui lui a été faite, et réponse de M. de La Ferté, portant que les règlements s'y opposent, mais que l'on trouvera bien le moyen de la dédommager, si elle rentre à l'Opéra.

24, 25 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 626.

1809. — Publication de la fourniture de bois nécessaire pour le service de l'Opéra.

7 septembre 1790.
Minute et imprimé (2 p.), *A. N.*, H 2030.

1810. — Lettre de M. Pinteville-Cernon, président du Comité des finances, à M. de La Ferté, intendant des Menus-Plaisirs, demandant l'envoi à la section du Comité chargée du Trésor public du compte des recettes et dépenses de l'Opéra jusqu'au moment où cet établissement est entré sous l'administration de la Ville de Paris, avec projet de diminution du budget de l'Opéra pour 1790-1791.

14 décembre 1790.
Original signé et minute, *A. N.*, O[1] 626.

1811. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. de La Ferté, envoyant le mémoire adressé au Comité des finances par le sieur Thierry, fabricant de gazes, qui réclame une somme de 37,300 livres à lui due par l'ancienne administration de l'Opéra, avec lettre de M. de Nesle, déclarant que le retard apporté au payement de la créance de M. Thierry est imputable à sa seule négligence et ajoutant qu'il hâte la confection du compte de liquidation de l'Opéra.

20 décembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 626.

1812. — Lettre du duc de Villequier à M. de Villedeuil, lui adressant un mémoire des sieurs Zervini et Vignetti, musiciens du Roi, qui sollicitent leur retraite, avec le texte du mémoire.

7 mars 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 625.

1813. — Lettre du duc de Villequier à M. de Villedeuil, demandant une pension en faveur de la demoiselle Godonesche, dans l'indigence, dont le père et la mère ont été employés dans le corps de la musique du Roi.

17 avril 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 625.

1814. — Lettre du duc de Villequier à M. Mesnard de Chouzy, commissaire général de la maison du Roi, appelant son attention sur la demande de pension présentée par le sieur Jean Bellocq, garçon de la musique du Roi.

14 mai 1789.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 625.

1815. — Lettre du duc de Villequier à M. de Saint-Priest, recommandant à sa bienveillance la nièce de M[lle] Lemin, ci-devant attachée au concert de la feue Reine, laissée sans ressources par la mort de sa tante, et proposant de lui faire allouer par charité une pension alimentaire de 400 livres, avec un secours de 150 livres.

27 juillet 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 625.

B. — COMÉDIE-FRANÇAISE

1816. — Emploi du séquestre de la Comédie-Française pendant l'année 1788-1789, suivant les ordres.

Minute, *A. N.*, O[1] 845.

1817. — États des avances faites par la Comédie-Française pour le service journalier de la pompe à incendie établie au Théâtre-Français et remboursables par les Bâtiments du Roi, certifiés par le concierge, avec quittances de l'adjudant de la compagnie des gardes-pompes.

Janvier 1789-juillet 1790.
Minutes (6 dos.), *A. N.*, O[1] 1706.

1818. — Plainte de Philippe-François-Nazaire Fabre d'Églantine contre le sieur Nicolas-François-Roland Fouquet Dulombois, ancien officier de cavalerie, mari de M[lle] Joly, actrice de la Comédie-Française, qui, lors de la représentation du *Présomptueux ou l'Heureux imaginaire*, le 7 janvier, avait organisé une cabale pour faire tomber

cette pièce, par haine du sieur d'Églantine, et avait occasionné un véritable tumulte, avec information faite à ce sujet par le commissaire Chénon, où sont recueillies les dépositions de Molé, de Dazincourt et de Talma.

9 janvier 1789.
Minutes (3 p.). *A. N.*, Y 11441.
Ed. EMILE CAMPARDON, *les Comédiens du Roi de la troupe française pendant les deux derniers siècles*, p. 165.

1819. — Ordres de début des sieurs Dorfeuille, Dubois, ainsi que du sieur Urbain, dans l'emploi dit les financiers et les manteaux.

17 janvier, 28 février 1789, 9 juin 1790.
Minutes et original signé (3 p.), *A. N.*, O¹ 845.

1820. — Lettre de M. de La Fontaine à M. de La Chapelle, lui envoyant deux ordonnances expédiées pour le montant de la dépense de la garde militaire établie au spectacle des Comédiens français, aux 1er avril 1787 et 1788, et proposant de les faire partir désormais du 1er janvier de chaque année, avec lettre de M. Bergeron à M. Philidor, relative aux modifications demandées par les Comédiens français.

25 janvier, 4 février 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 625.

1821. — Lettre du sieur Deplan, concierge de la Comédie-Française, à M. d'Angiviller, rendant compte des dégâts commis par les spectateurs du parterre, qui ont à peu près démoli la loge du maréchal de Duras et hué les propriétaires des loges voisines.

1er février 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1706.

1822. — Lettres patentes qui fixent les pensions de retraite des acteurs et actrices de la Comédie-Française à 1,500 livres après vingt ans d'engagement, avec augmentation de 750 livres au bout de trente ans.

14 février 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 135, n° 1.

1823. — Procès-verbal de transport du commissaire Odent au domicile de Louise-Françoise Contat, actrice de la Comédie-Française, rue des Saints-Pères, à l'effet de constater un vol d'argenterie commis à son préjudice.

22 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15019.
Ed. EMILE CAMPARDON, *les Comédiens du Roi de la troupe française pendant les deux derniers siècles*, p. 50.

1824. — Projets de distribution des parts aux acteurs de la Comédie-Française à Pâques 1789.

1789.
Minutes (6 p.), *A. N.*, O¹ 845.

1825. — Lettre de M. de Crosne à M. de Villedeuil, l'informant qu'il vient d'interdire jusqu'à nouvel ordre aux Comédiens français de jouer une tragédie nouvelle, intitulée *Libertat, ou Marseille rendue*, dont le sujet est la reddition de Paris à Henri IV, qu'il fera examiner à nouveau, avec lettre de l'auteur, M. Leblanc, donnant un exposé de sa pièce, accompagné de nombreuses citations, et protestant contre la publication d'une pièce de théâtre en cinq actes, intitulée *Marseille sauvée*.

8, 16 mai 1789.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O¹ 625.

1826. — Lettre du sieur Claude Delaroue, ancien miroitier, à M. d'Angiviller, réclamant le payement de 453 livres, prix d'un candélabre fourni en 1783 à la Comédie-Française.

22 mai 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1706.

1827. — Lettre du sieur Deplan, concierge de la Comédie-Française, à M. d'Angiviller, l'avisant de son refus de recevoir le commissaire Guyot, qui venait apposer les scellés sur la loge du sieur Courville, décédé, refus basé sur ce que le théâtre, comme maison royale, était dans la juridiction de la Prévôté de l'Hôtel.

15 juin 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1706.
Edme-François Chollet, dit Courville, qui faisait partie du Théâtre-Français depuis le 6 octobre 1757, mourut le 14 juin 1789, rue des Fossés-Monsieur-le-Prince, maison dite du Riche-Laboureur.

1828. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Leblanc, l'assurant que les

comédiens se prêteront volontiers à une seconde lecture de sa tragédie *Virginie*, qui n'a été reçue qu'à corrections.

6 juillet 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 387.

Antoine Blanc, dit Leblanc de Guillet, est l'auteur de plusieurs tragédies d'un style emphatique et bizarre, celle de *Virginie* ne fut jamais représentée.

1829. — Plainte du sieur Charles de Lavaud, ancien chirurgien-major de la marine, contre Jean-Baptiste-Julien-Marcel Naudet, artiste de la Comédie-Française, qui l'avait insulté et lui avait donné un coup de poing dans la figure, plainte reçue par le commissaire Hubert.

8 août 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13818.
Ed. Emile Campardon, *les Comédiens du Roi de la troupe française pendant les deux derniers siècles*, p. 219.

1830. — Lettre de M. Morat, commandant des gardes-pompes, annonçant qu'il a ramené à l'ordre les pompiers, qui avaient pensé profiter des moments de trouble pour exiger une augmentation de solde à la Comédie-Française, et déclarant qu'un de ses adjudants est de service toutes les nuits aux Tuileries.

12 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1706.

1831. — Lettre des Comédiens français ordinaires du Roi, occupant le théâtre de la Nation, au président de l'Assemblée nationale, demandant si l'Assemblée a rendu quelque décret touchant leur état et si elle l'a déclaré incompatible avec l'admission aux emplois ou avec les droits de citoyen.

24 décembre 1789.
Original signé de Dazincourt, secrétaire, *A. N.*, AA 41, n° 1300.
Ed. *Archives parlementaires*, t. X, p. 776.

1832. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Delahaye, procureur au Châtelet, en réponse à sa lettre, trouvant fort étrange que l'administration des Bâtiments soit mise en cause dans le débat entre la demoiselle Contat et le sieur Vallée, au sujet des travaux exécutés par celui-ci dans la loge de cette actrice à la Comédie-Française, travaux à sa charge aux termes de la délibération des Comédiens, du 12 juin 1786.

9, 14 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 89.

1833. — Certificat délivré par M. Cuvillier, premier commis des Bâtiments du Roi, à MM. Lécluse, Lohié, Carbillet et Péchet, entrepreneurs de maçonnerie, au sujet de travaux par eux exécutés pour les sieur et dame Mezeray, limonadiers, tenant le café du Pavillon-de-Molière dépendant de la Comédie-Française, ledit certificat annexé à la pétition des entrepreneurs.

17 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1706.

1834. — Plans des quatrièmes loges, de la façade et de la scène du théâtre de la Nation, du bureau de M. Duval.

17 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Z[1J] 1301.

1835. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de Wailly, architecte du Roi, à l'occasion des projets de remaniements de la salle de la Comédie-Française.

4 juillet 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 380.

1836. — Lettre de Mme Vestris à M. d'Angiviller, lui témoignant ses inquiétudes au sujet du sort éventuel du brevet qui lui donnait la jouissance du Pavillon-de-Molière.

7 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1706.

Françoise-Rose Gourgaud, sœur du comédien Dugazon, mariée à Ange-Marie-Gaspard Vestris, acteur de la Comédie-Italienne, figure au premier rang dans la troupe de la Comédie-Française.

1837. — Lettre du sieur Deplan, concierge du Théâtre-Français, à M. d'Angiviller, lui mandant qu'en présence des projets incendiaires formés par les perturbateurs, il a dû requérir la Municipalité, le samedi 25, qu'une garde de seize hommes avec un sergent a été placée par les soins de M. Duport-du-Tertre, et qu'après la représenta-

tion du 26 les Comédiens ont demandé au maire la permission de fermer le spectacle.

27 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, O^1 1706.

1838. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant, à l'occasion de la représentation de *Charles IX* et de la rentrée de Talma, de placer une garde suffisante à portée de la Comédie pour parer à toute éventualité.

28 septembre 1790.
Autographe, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

V. dans la *Revue rétrospective*, 3e série, t. III, p. 265, une suite de documents relatifs aux démêlés entre Marie-Joseph Chénier et la Comédie-Française, à l'occasion de la tragédie de *Charles IX*.

V. également dans la *Chronique de Paris*, numéro du 29 septembre, le récit de la représentation de *Charles IX* et de la rentrée de Talma.

1839. — Lettres du sieur Deplan, concierge du Théâtre-Français, à M. d'Angiviller, envoyant les mémoires publiés par la Comédie au sujet de son différend avec Talma, et lui apprenant qu'on a joué, la veille, *Charles IX* au milieu d'un vacarme effroyable, tous les aboyeurs du Palais-Royal s'y étant donné rendez-vous, et la majeure partie des spectateurs étant « gens sans bas, mal habillés, gens auprès desquels on doit veiller sur ses poches ».

19 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1706.

L'un des mémoires en question est intitulé : *Exposé de la conduite et des torts du sieur Talma envers les Comédiens français*, et signé par Delaporte, secrétaire, au nom des Comédiens français.

1840. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Deplan, concierge du Théâtre-Français, approuvant les mesures sages et prudentes par lui prises lors de l'évènement du 25, pour l'exercice de la police par la Municipalité, à la suite desquelles le spectacle a repris son cours.

30 septembre 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 1183, fol. 543.

1841. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, manifestant ses inquiétudes au sujet de la représentation de *Brutus* au Théâtre-Français et le priant de faire garder l'Hôtel de Ville.

17 novembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.
Cf. le tome II de notre Répertoire, n° 4003.

1842. — Réponse du président de l'Assemblée nationale au discours prononcé par M. Saint-Prix, au nom d'une députation des artistes de la Comédie-Française, pour appeler l'attention de l'Assemblée sur le sort d'anciens sociétaires, menacés de tomber dans l'indigence par suite de la suppression de leurs pensions.

22 mars 1791.
Minute, *A. N.*, C 58, n° 588.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXIV, p. 281.

C. — COMÉDIE-ITALIENNE.

1843. — État de la danse, avec le chiffre des appointements des sujets.

1788-1789.
Minute, *A. N.*, O^1 848.

1844. — Délibération du conseil de la Comédie-Italienne, au sujet du projet de translation de ce spectacle au Palais-Royal, dans la nouvelle salle que fait construire le duc d'Orléans.

27 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, O^1 631.

Les Comédiens de la troupe italienne occupaient depuis 1780 la salle construite dans le jardin de l'hôtel de Choiseul, connue sous le nom de salle Favart.

1845. — Lettre de M. de L'Œuillard, officier de l'administration des colonies, à M. des Entelles, intendant des Menus, le priant d'accueillir favorablement la pièce qu'il a fait recevoir à la Comédie-Italienne, déjà honorée des suffrages du duc de Fronsac.

18 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O^1 848.

1846. — Distribution des rôles pour les pièces les *Méprises par ressemblance* et *Rose et Colas*, représentées le

20 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O^1 848.

Les *Méprises par ressemblance*, comédie en

trois actes, mêlée d'ariettes, de Patrat et Grétry, *Rose et Colas*, comédie en un acte, mêlée d'ariettes, de Sedaine et Monsigny, furent données les 21 et 22 mars.

1847. — Ordre de début du sieur Clainville (ou Nainville) dans le rôle d'amoureux.

28 mars 1789.
Original signé du duc de Richelieu, *A. N.*, O¹ 846.

1848. — Admission du sieur Solié et de la demoiselle Rose Renaud à quart de part, avec augmentation d'un quart en faveur de la dame Saint-Aubin.

15, 21 avril 1789.
Originaux signés du duc de Richelieu (3 p.), *A. N.*, O¹ 846.
Ed. Emile Campardon, *les Comédiens du Roi de la troupe italienne pendant les deux derniers siècles*, t. II, p. 134, 142.

Jean-Pierre Soulier, dit Solié, attaché à la Comédie-Italienne depuis le 31 août 1782, y obtint beaucoup de succès et passa ensuite à l'Opéra-Comique; il était aussi un compositeur de talent.

Rose Renaud était probablement l'aînée des sœurs de ce nom, toutes trois actrices du Théâtre-Italien.

Jeanne-Charlotte Schrœder, femme d'Auguste-Alexandre d'Herbey, dit Saint-Aubin, fit ses débuts à la Comédie-Italienne, le 20 mai 1788, et fut l'une des plus remarquables actrices de ce théâtre, puis de l'Opéra-Comique.

1849. — Admission du sieur Dorsonville à l'emploi des Trials, sans quitter pourtant les rôles d'amoureux.

7 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 846.
Ed. Emile Campardon, *les Comédiens du Roi de la troupe italienne pendant les deux derniers siècles*, t. I, p. 192.

Jacques Béron, dit Dorsonville, après de brillants débuts, devint un très médiocre acteur, qui tomba dans la dissipation et le libertinage.

1850. — Plainte de Marie-Josèphe Borrée contre Philippe-Thomas Ménier, pensionnaire de la Comédie-Italienne, son mari, dont elle venait d'être séparée, et contre le sieur Jouan, huissier au Parlement, qui l'avait indignement maltraitée, plainte reçue par le commissaire Defresne.

25 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12083.
Ed. Emile Campardon, *les Comédiens du Roi de la troupe italienne pendant les deux derniers siècles*, t. II, p. 16.

1851. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, le priant d'examiner les réclamations du Théâtre-Italien contre celui des Bouffons, contenues dans le mémoire qui vient de lui être adressé.

25 octobre 1789.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O¹ 500, fol. 529.

1852. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, déclarant qu'il répondra négativement à la demande que doivent lui présenter les Comédiens italiens, afin de ne point porter préjudice à l'Opéra.

19 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 576.

1853. — Lettre du ministre de la maison du Roi aux Comédiens italiens, leur annonçant que le Roi les autorise à donner, les mardis et vendredis, des pièces de chant.

21 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 29.

1854. — Lettre du ministre de la maison du Roi aux Comédiens italiens, faisant connaître l'approbation donnée par le Roi à l'état des retraites, indemnités et pensions, arrêté dans leur assemblée, et rendant hommage à leurs efforts pour soutenir un spectacle cher à la capitale.

2 février 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 48.

1855. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion pour le maintien de l'ordre au Théâtre-Italien, ordre qui pourrait être troublé par suite du refus de laisser représenter une pièce contraire aux bonnes mœurs et à l'honnêteté publique.

19 mars 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

D. — Théatre de Monsieur.

1856. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, le priant d'obliger les entrepreneurs du Théâtre de Monsieur, qui vont ouvrir leur spectacle aux Tuileries, à prendre toutes les mesures contre l'in-

comédie, usitées dans les trois grands théâtres.

10 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 29.

1857. — Lettres de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, se plaignant de ce que les directeur et entrepreneurs du spectacle de Monsieur aient loué à des particuliers la loge de service réservée aux intendants des Bâtiments, en se basant sur une prétendue décision de Monsieur.

14 janvier 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1681, 1683.

1858. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Léonard Antié, lui reprochant d'avoir disposé de la loge de service des Bâtiments à sa fantaisie, et l'invitant à annuler une location qu'il n'avait pas le droit de faire, avec réponse dilatoire du sieur Antié, protestant de son respect et de sa déférence pour le directeur général des Bâtiments.

15, 16 janvier 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1683.

1859. — Lettre du baron de Wurmser à M. d'Angiviller, déclarant qu'il n'entend nullement renoncer au quart de la loge par lui loué, en dépit du cadenas placé à la porte, avec réponse de M. Guillaumot, portant que les entrepreneurs ont outrepassé leurs droits, et que les ordres du Roi à cet égard sont formels.

17, 19 janvier 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1681.

1860. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, annonçant qu'après conférence avec M. Léonard et ses associés, il accepte provisoirement la loge n° 12, aux secondes, côté de la Reine, quoiqu'elle ne contienne que six places au lieu de huit, eu égard au baron de Wurmser et aux trois maréchaux de France qui ont loué le n° 14, avec lettre de Léonard à M. d'Angiviller dans le même sens.

20, 21 janvier 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1681.

1861. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, lui faisant connaître le désir exprimé par les entrepreneurs du Théâtre de Monsieur, pour que la perception du droit des pauvres au profit des hôpitaux se fasse les dix derniers jours du mois au lieu de se faire dans les dix premiers.

22 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 56.

1862. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, approuvant la distribution entre les mains des curés de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, de Sainte-Marguerite et de Saint-André-des-Arcs du produit de la représentation donnée par le Théâtre de Monsieur au profit des pauvres de ces trois paroisses.

13 février 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 127.

1863. — Lettre de M. Renard, inspecteur des Bâtiments, à M. d'Angiviller, lui donnant avis de l'installation, par les entrepreneurs du Théâtre de Monsieur, de leur autorité privée, d'un échafaudage pour repeindre le plafond de la salle, avec demande des actionnaires du Théâtre de Monsieur à M. d'Angiviller, à l'effet d'être autorisés à faire ces travaux pendant le relâche forcé des spectacles.

6, 7 juin 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1681.

1864. — Protestation de Charlotte Remy, actrice du Théâtre de Monsieur, contre l'engagement qu'elle n'a signé que contrainte par la nécessité, dans l'espérance de toucher les dix louis à elle dus pour ses feux, protestation reçue par le commissaire Carré.

7 août 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11285.

1865. — Lettre de M. de Saint-Priest aux entrepreneurs du Théâtre de Monsieur, les invitant, par ordre du Roi, à cesser leurs représentations sur le théâtre des Tuileries pour le 24 décembre, ce local devenant nécessaire à l'habitation de Mesdames, tantes du Roi.

12 décembre 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 602.

1866. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de renforcer la garde du

Théâtre de Monsieur, dans l'éventualité des désordres que pourrait entraîner l'interdiction d'une pièce de Fenouillot de Falbaire, intitulée : *l'Innocence reconnue*, jouée sans permission et réclamée par le public.

16 décembre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 17 r°.

La deuxième représentation de *l'Honnête Criminel ou l'Innocence reconnue*, par Fenouillot Falbaire de Quingey, drame en cinq actes en vers, joué pour la première fois en 1767, fut en effet annoncée pour le dimanche 13 décembre, mais elle n'eut pas lieu. Cette pièce célèbre fut reprise au Théâtre-Français, le 4 janvier 1790, et obtint le succès le plus complet.

Cf. la *Chronique de Paris*, numéro du 5 janvier 1790.

1867. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, lui annonçant que le Théâtre de Monsieur a cessé ses représentations le 23 décembre, et qu'après visite du local avec MM. Renard et Sevestre, il a pris des mesures pour établir de suite une communication directe entre l'appartement de Mesdames et celui du Roi, et pour empêcher l'installation de logements dans les loges des acteurs.

24 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, E 1680.

1868. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, au sujet du Théâtre de Monsieur et de la construction d'une nouvelle salle à l'hôtel de Massiac, qu'il serait bon d'éviter.

28 décembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 626.

1869. — Information faite par le commissaire Prestat à l'occasion du vol commis au préjudice du sieur François-Jean-Baptiste Deschamps, acteur du spectacle de Monsieur.

6, 8 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, Y 10005.

1870. — Interrogatoire sur faits et articles, par le commissaire Gruter Des Rosiers, à la requête de Nicolas Zingarelli, compositeur de musique, contre Rose Balletti, actrice du Théâtre de Monsieur, au sujet d'une créance de 5,400 livres à elle réclamée, tant pour morceaux de musique composés à son intention par le sieur Zingarelli, que pour leçons de musique à elle données de juin 1788 à juin 1789, à raison de 6 livres par leçon.

9 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13421.

E. — THÉATRE DU PALAIS-ROYAL OU VARIÉTÉS-AMUSANTES.

1871. — Bordereau de la recette faite au théâtre du Palais-Royal au profit des pauvres le

13 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 625.

Le programme de cette représentation au profit des pauvres se composait du *Duc de Monmouth*, des *Deux Cousins ou les Français à Séville* et des *Bonnes Gens*.

1872. — Lettres de M. de Villedeuil à M. de La Ferté et à M. de Crosne au sujet de la demande d'un nouveau privilège par les entrepreneurs des Variétés-Amusantes, moyennant payement d'une redevance annuelle supplémentaire de 10,000 livres à l'Opéra, à l'effet d'empêcher l'établissement des Comédiens italiens dans la salle en construction au Palais-Royal, avec réponse.

31 janvier, 26 février 1789.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 631 ; copie, O[1] 500, fol. 73, 141.

1873. — Lettres patentes sur arrêt, prorogeant pour vingt années le privilège du spectacle des Variétés-Amusantes en faveur des sieurs Félix Gaillard et Pierre Dorfeuille, enregistrées au Parlement le 1er juillet 1789.

14 mars 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 135, fol. 15, X[1b] 8990 ; E 2653, fol. 85.

L'arrêt a été reproduit par M. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. I, p. 358.

1874. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, le priant de chercher à concilier les entrepreneurs des Variétés et le nommé Perret, musicien, en instance pour la résiliation de son engagement, avec lettre à Mme de Montmorin, qui avait recommandé cette affaire.

3 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 223, 226.

1875. — Lettre du ministre de la maison du Roi à la comtesse de Montmorin, lui annonçant que les entrepreneurs des Variétés consentent à résilier l'engagement du sieur Perret, musicien de leur spectacle, moyennant payement du dédit stipulé de 500 livres.

13 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 276.

1876. — Lettre de MM. Gaillard et Dorfeuille, entrepreneurs des Variétés, à M. de La Ferté, accompagnant l'envoi d'un mémoire au ministre pour la défense de leurs droits dans la révolution dont l'Opéra semble menacé.

20 septembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, O[1] 628.

1877. — Déclaration du sieur Antoine Michot, comédien du théâtre du Palais-Royal, au sujet d'un faux billet de 1,000 livres de la Caisse d'Escompte, qu'il avait reçu en payement du sieur Dauribelle, limonadier, rue du Vieux-Versailles, à Versailles.

19 avril 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15301.

F. — SPECTACLE DE BEAUJOLAIS.

1878. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, lui soumettant les demandes faites par les associés ou intéressés au spectacle de Beaujolais pour le renvoi devant la commission des tabacs des contestations relatives à cette entreprise, et le choix du sieur Renaudin comme administrateur de ce spectacle.

1er avril 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 213.

1879. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, le priant de lui faire parvenir avec ses observations le mémoire envoyé, le 1er avril, par les entrepreneurs du spectacle de Beaujolais, qui demandent l'évocation au Conseil des contestations relatives à leur entreprise.

12 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 276.

1880.— Arrêt du Conseil d'État, évoquant de nouveau au Conseil les instances et contestations pendantes par devant le lieutenant général de police, commissaire *ad hoc*, entre les associés et intéressés au spectacle de Beaujolais et les créanciers de l'entreprise, contestations qui seront portées devant les commissaires chargés de juger les fraudes concernant le tabac.

6 juin 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, n° 160.

1881. — Plainte de Jean-Nicolas Gardeur, entrepreneur du spectacle de Beaujolais, contre le sieur Vitalis, qui s'était introduit au foyer du théâtre pour lui extorquer une lettre de change de 600 livres, souscrite à son profit, et qui l'avait menacé d'une canne à dard, plainte reçue par le commissaire Dorival.

31 août 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12503.
Ed. EMILE CAMPARDON, *les Spectacles de la foire*, t. I, p. 362.

1882. — Plainte de Marie-Jeanne Delamairie, veuve du sieur Dottel, cordonnier, contre le nommé Blainville, chanteur dans les coulisses du théâtre de Beaujolais, qui avait, pendant une répétition, maltraité sa fille Laurence, âgée de quatorze ans, danseuse de ce spectacle.

24 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11285.
Ed. EMILE CAMPARDON, *les Spectacles de la foire*, t. I, p. 271.

1883. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, le priant de renforcer la garde au Palais-Royal, pour empêcher le désordre que pourrait causer l'interdiction aux comédiens du théâtre de Beaujolais de continuer leurs représentations, et réponse de M. de Gouvion, marquant qu'il a donné les ordres nécessaires à M. Harvoin, commandant du bataillon de Saint-Roch.

15 janvier 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

La dernière représentation donnée par les petits comédiens de Mgr le comte de Beaujolais eut lieu le samedi 16 janvier; elle se composait du *Directeur dans l'embarras*, opéra bouffon en deux actes, musique de Paisiello, pièce tout à fait de circonstance, précédée de *Florette et Colin*, opéra bouffon en un acte, et des *Jeunes Amants*,

comédie en un acte; l'affiche du spectacle annonçait la première représentation de *Griffonet*, comédie en un acte, mêlée de vaudeville. Mais, dès le lendemain, le théâtre faisait relâche et un avis reproduit, du 17 au 23 janvier, par la *Chronique de Paris*, déclarait que « les entrepreneurs de ce spectacle, forcés de l'interrompre par des circonstances particulières, auront l'honneur de prévenir le public du jour où il sera ouvert ». Le spectacle de Beaujolais se transporta boulevard du Temple, à la salle des élèves de l'Opéra, et fit sa réouverture le mardi 23 février. Mlle Montansier installa son théâtre dans la salle des comédiens de M. de Beaujolais et ouvrit ses représentations, le 12 avril 1790, par un opéra bouffe, les *Époux mécontents*.

1884. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bertin, conseiller d'État, au sujet de l'opposition des associés et intéressés du spectacle de Beaujolais à l'attribution de leurs contestations à la commission du 29 août 1775, et du renvoi des instances devant le Châtelet.

4 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 88.

1885. — Procès-verbaux du tirage d'une loterie de bijoux, d'abord établie au Panthéon, puis transférée au spectacle de Beaujolais par le sieur Claude-Simon Giraud, marchand mercier, aux droits du sieur de la Salle, entrepreneur du Panthéon, loterie qui avait été autorisée, le 10 octobre 1789, par les représentants de la Commune.

8 mars 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 16007.

1886. — Arrêt du Conseil d'État, révoquant celui du 6 juin 1789 qui attribuait à un bureau du Conseil toutes les contestations relatives au spectacle de Beaujolais, et renvoyant les directeurs et intéressés de l'entreprise devant les juges ordinaires, avec mémoires justificatifs et tableau de la situation financière de ce théâtre.

4 mai 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, E 2654, n° 291, F^4 1021.

G. — THÉATRE DE Mlle MONTANSIER.

1887. — Arrêt du Conseil d'État, accordant un nouveau terme et délai d'un an à Marguerite Brunet-Montansier, directrice des spectacles à la suite de la cour, pour l'acquit de ses dettes, à charge de verser pendant cette surséance la somme de 15,000 livres au sieur Bournisien jeune, procureur en la Prévôté de l'Hôtel, pour être distribuée aux créanciers de ladite dame Montansier.

9 mai 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, n° 117.

1888. — Lettre de Mlle de Montansier et de Neuville, associés, au président de l'Assemblée nationale, annonçant qu'ils donneront une représentation au profit de la maison d'éducation établie à Saint-Cloud par l'Assemblée nationale pour les jeunes demoiselles sans fortune, et envoyant leur répertoire pour le choix de la pièce qui paraîtra la plus convenable.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, C 113, n° 294.

L'offre de Mlle Montansier ne semble pas avoir été prise en considération, car la table du procès-verbal de l'Assemblée constituante la passe sous silence et ne mentionne, à la date du 9 mars 1790, que le don d'une maison à Saint-Cloud fait par un anonyme pour servir à l'éducation des jeunes demoiselles sans fortune.

H. — SPECTACLE DES GRANDS-DANSEURS DU ROI.

1889. — Procès-verbal et information d'office, par le commissaire Vanglenne, au sujet de la mort accidentelle du sieur Lortier, danseur du spectacle des Grands-Danseurs du Roi, tombé dans une trappe sur le théâtre.

16 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 16005.
Ed. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. II, p. 79.

1890. — Plainte de Jean Beauvilliers-Dutacq, premier danseur chez Nicolet, au sujet du vol de ses effets emportés par un jeune homme, nommé Pomel, qui lui avait emprunté la clé de sa chambre, plainte reçue par le commissaire Dassonvillez.

12 mars 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11988.
Ed. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. I, p. 297.

1891. — Protestation de Marie Dutacq, actrice du théâtre des Grands-Danseurs du Roi, âgée de vingt-trois ans, contre l'engagement que plusieurs des acteurs de ce théâtre et de celui de l'Ambigu-Comique lui avaient fait signer pour la Martinique, par un acte de société passé, le 29 juin, chez Me Bertela, notaire à Paris, ladite plainte reçue par le commissaire Dassonvillez.

3 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, Y 11988.
Ed. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. I, page 298.

I. — Spectacle des Délassements-Comiques.

1892. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, le priant de faire délivrer à l'entrepreneur du spectacle des Délassements-Comiques, qui veut bien se conformer à la décision du baron de Breteuil, du 12 mars précédent, la permission de reprendre ses représentations.

10 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 30.

1893. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, en faveur de M. Colon, entrepreneur du spectacle des Délassements-Comiques, condamné à une ruine certaine si on ne lève la défense qui lui avait été faite de laisser parler plus de trois acteurs à la fois, lesquels devaient être séparés du public par un rideau de gaze.

9 juillet 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 395.

Le jour de la prise de la Bastille, Plancher-Valcour, qui remplissait dans ce spectacle les triples fonctions d'auteur, d'acteur et de directeur, creva la gaze en poussant le cri de : *Vive la liberté !*

Cf. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. I, p. 236.

J. — Spectacle de l'Ambigu-Comique.

1894. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de La Ferté, lui communiquant un mémoire par lequel les entrepreneurs de l'Ambigu-Comique demandent une diminution sur la rétribution de 30,000 livres qu'ils payent à l'Académie royale de musique.

7 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 166.

1895. — Déclaration du sieur François Arnould, l'un des entrepreneurs du spectacle privilégié de l'Ambigu-Comique, au sujet de l'engagement que, d'après le bruit public, le sieur Pierre-Toussaint Mercerot, l'un des acteurs de son spectacle, aurait contracté avec le sieur Hus, directeur de la troupe de Nantes, quoiqu'il fût lié pour l'année théâtrale de Pâques 1789 à Pâques 1790, déclaration reçue par le commissaire Vanglenne, avec procès-verbal d'arrestation du sieur Mercerot.

4 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 16005.
Ed. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. II, p. 132.

1896. — Plainte du sieur Jacques-Alexis Jacob, marchand orfèvre, contre le sieur Claude-Augustin Jaymond, acteur de la troupe d'Audinot, qui l'avait accablé d'injures et de menaces, plainte reçue par le commissaire Grandin.

15 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13319.
Ed. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. II, p. 4.

K. — Spectacle des Associés.

1897. — Plainte de Louis-Gabriel Sallé, directeur du spectacle des Associés, contre le nommé Robin, ci-devant acteur à son spectacle et actuellement à celui de Nicolet, qui l'avait grossièrement injurié dans un souper chez le sieur Raoul, fourreur, plainte reçue par le commissaire Danzel.

17 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11807.
Ed. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. II, p. 384.

En 1790, Sallé devint seul propriétaire du spectacle des Associés et lui donna le nom de Théâtre patriotique.

L. — SPECTACLE DU RENDEZ-VOUS DES CHAMPS-ÉLYSÉES.

1898. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Dassonvillez du sieur Jean Beaubois, coiffeur de profession et acteur du spectacle dit le *Rendez-vous des Champs-Élysées*, prévenu du vol de deux montres et de vêtements, sur la déclaration de Guillaume Loyson, entrepreneur et directeur de ce théâtre.

16 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11988.
Ed. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. I, p. 104.

Guillaume Loyson, directeur en 1790 de ce petit théâtre, qui se trouvait à la place Louis XV, fit voir ensuite, avec Anne Maurice, sa femme, des figures de cire; ils furent arrêtés tous deux, en 1793, pour avoir montré une figure de Charlotte Corday, enfermés dans la prison des Carmes et traduits devant le Tribunal révolutionnaire qui les condamna à mort, le 9 thermidor an II; dans son dossier, (*A. N.*, W 433, n° 973), il est qualifié de poêlier-fumiste et montreur de marionnettes.

M. — CIRQUE DU PALAIS-ROYAL.

1899. — Enquête contradictoire faite par le commissaire Fontaine, en vertu d'une sentence du Présidial du Châtelet du 21 mai 1790, dans un procès entre le sieur Kraus, peintre et graveur, et le sieur Rose de Saint-Pierre, entrepreneur du Cirque, au sujet de la date de l'ouverture de cette salle, au 1er avril d'après l'une des parties, au 1er octobre d'après l'autre.

16, 18 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 13143.

CHAPITRE III

TRAVAUX PUBLICS ET VOIRIE

§ 1er. — Voie publique. — Édifices et Monuments. — Ponts. Enceinte de Paris.

A. — OUVERTURE ET DÉNOMINATION DES VOIES PUBLIQUES.

1900. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, le priant de lui renvoyer, avec la délibération du Bureau de la Ville y afférente, les plans et mémoires du sieur de Wailly, architecte, pour la réunion des îles Louviers et Notre-Dame au quartier de la Cité et la construction d'une gare dans l'intérieur de Paris.

10 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 39.

1901. — Rapport de M. Poyet, architecte, concluant à la suppression de la rampe sur le terrain du boulevard de l'Opéra, qui conduit au Wauxhall d'été, suppression demandée par lettre du chevalier de Raymond à M. de Buffault, pour agrandir d'autant l'espace où s'assemble tous les matins la garde de Paris.

13 février 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, H 2150.

1902. — Arrêt du Conseil d'État, changeant le nom de la rue d'Enfer, près de la rue Poissonnière, en celui de rue Bleue, pour la distinguer de deux autres rues d'Enfer, l'une près du Luxembourg et l'autre dans la Cité, avec lettre d'envoi de cet arrêt par M. de Villedeuil.

14, 18 février 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, nº 40; original signé, H 1960; copie, O¹ 500, fol. 114.

1903. — Avis du Bureau des finances et du procureur du Roi du Châtelet pour l'ouverture d'une rue communiquant de la rue Saint-Marc à la rue Feydeau, qui sera nommée rue Neuve-de-Montmorency.

17 février, 8 mai 1789.
Minutes signées, *A. N.*, Z¹ᶠ 846, Y 9500.

1904.—Soumission de M. Alexandre Brongniart, architecte du Roi et de l'Hôtel des Invalides, portant concession gratuite à la Ville des portions de terrains nécessaires pour l'ouverture des rues indiquées sur son plan entre les rues de Sèvres et Plumet, avec réquisitoire de M. Éthis de Corny et délibération conforme du Bureau de la Ville.

12 mars-12 mai 1789.
Original avec plan (2 p.), *A. N.*, H 1960.

1905. — Arrêt du Conseil d'État, autorisant le sieur Alexandre Brongniart, architecte, à ouvrir sur des terrains lui appartenant près des Invalides, de l'École militaire et du Gros-Caillou, diverses avenues, con-

formément au plan par lui dressé, les frais d'établissement du premier pavage étant à sa charge.

30 juin 1790.
Minute, *A. N.*, E 2654, n° 310.

1906. — Arrêt du Conseil d'État, commettant le sieur Turpin, contrôleur des bons d'État, à l'effet de passer contrat de vente, au profit des sieurs et dame Hunout, d'une portion de terrain vague, restée libre à la suite de l'élargissement de la rue Jean-de-Beausse et formant l'angle de cette rue et de la rue de la Cordonnerie, avec projet de contrat.

4 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, E 1680B, n° 18.

1907. — Observations sur les nouvelles constructions faites dans le courant de l'année 1790 derrière les murs de la clôture de Paris, sur l'éloignement des bâtiments, leurs façades et leurs hauteurs.

27, 28 août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 358.

1908. — Lettre du département des travaux publics de la Municipalité au commissaire de police de la section du Temple, le chargeant de l'inscription de nouveaux numéros sur toutes les maisons de l'arrondissement avec le nom de la section aux encoignures, pour faciliter le recensement des habitants.

5 août 1791.
Minute signée, *A. S.*

B. — POLICE DES BATIMENTS

1909.—Procès-verbaux de visites, prisées et estimations de maisons, constructions et réparations à Paris par les architectes jurés experts, assistés des greffiers des Bâtiments.

Janvier 1789-avril 1791.
Minutes (32 liasses), *A. N.*, Z^1j 1189-1220.

1910. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, lui transmettant la requête du sieur Blancquart, à l'effet d'obtenir le privilège exclusif pour le transport des pierres et moellons dans Paris et la banlieue, ainsi que pour l'enlèvement des gravois.

4 février 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 92.

1911. — Ordonnance de police faisant défense aux charretiers et voituriers de déposer sur les cours et remparts aucuns moellons, pierres de taille, charpente et matériaux, de passer avec chevaux et voitures dans les contre-allées, d'y mener paître des troupeaux, de couper et arracher des arbres, et interdisant à tous propriétaires d'établir aucunes échoppes et de faire aucuns travaux sans s'être munis de permissions et alignements, avec réquisitoire du procureur de la Commune.

19 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, H 1960.

1912. — Adresse des commissaires généraux de la Voirie à l'Assemblée nationale, demandant le règlement de la juridiction exercée à la fois par la Ville, depuis le rattachement des services de la Voirie, et le Bureau des finances, encore en fonctions.

21 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1414.

1913. — Mémoire du sieur Vavin sur les abus à réprimer dans le bâtiment, en déterminant sur des bases fixes et équitables les usages du toisé, en supprimant la corporation des soixante experts, et en séparant les experts-vérificateurs des architectes.

7 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 49, n° 1428.

1914. — Lettre du département de police à M. Guillotin, annonçant qu'il transmettra à celui des travaux publics les réclamations de l'Assemblée nationale au sujet des marchands qui obstruent et rendent impraticable le passage des Feuillants.

27 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 133.

1915. — Requête des syndics maîtres-maçons à M. Demeunier, député, priant de leur tracer la marche à suivre pour rendre les ordonnances de police des Bâtiments, leur juridiction étant supprimée.

Sans date (7 février 1791).
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1428.

1916. — Pétition des experts des Bâtiments au Comité de constitution, demandant si leurs offices sont compris parmi les offices supprimés par le décret du 15 décembre 1790, et, dans le cas contraire, quel sera leur mode d'opérer à l'avenir.

29 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1423.

1917. — Pétition du sieur de Saint-Far, ancien ingénieur et architecte des hôpitaux civils, au Comité de constitution, à l'effet d'être employé par la Ville comme architecte adjoint.

15 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 51, n° 1472.

1918. — Mémoire de MM. Roucelle, architecte, et Girard-Bury sur les frais occasionnés par les procès-verbaux de police, émanés des maîtres maçons experts, et la simplification de la procédure au moyen de la création d'un secrétaire-greffier de la communauté.

24 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1428.

C. — ADJUDICATIONS DE TRAVAUX PAR LA VILLE.

1919. — Registre contenant : 1° l'énoncé des ordres d'ouvrages ; 2° celui des devis et marchés d'ouvrages autres que ceux d'entretien à l'année ; 3° le mémoire général de tous les ouvrages.

1774-1789.
Original (vol. in-fol.), *A. N.*, H 2150.

1920. — Ordres du Bureau de la Ville à M. Poyet, architecte de la Ville, pour ouvrages et réparations qui ne sont pas de nature à être mis en adjudication (trappes d'égout, conduites et regards de fontaines, dégradations du pavé).

21 janvier-10 juillet 1789.
Minutes signées (1 liasse), *A. N.*, H 2150.

1921. — État des sommes dues par la Ville pour prix des marchés d'ouvrages d'entretien à l'année des bâtiments du Domaine municipal, du 1er janvier 1789 au 1er janvier 1790.

27 mars 1789.
Original signé, *A. N.*, H 1960.

1922. — Devis des ouvrages, des terrassements, pavé de grès, maçonnerie et autres qu'il est convenable de faire pour le redressement et l'adoucissement de la route de Paris en Allemagne par Saint-Maur et Tournau, partie de la traverse du village de Saint-Maur.

31 mars 1789.
Original, *A. N.*, Z^{1f} 921.

1923. — Rapport de M. Bernard Poyet, architecte de la Ville, et de Jacques-Guillaume Legrand, contrôleur des bâtiments, sur la nécessité de préparer des approvisionnements de bois, et de prendre toutes les dispositions de façon à terminer avant l'hiver la reconstruction de la petite estacade en tête de l'île Louviers, qui a été totalement dégradée par les glaces pendant la débâcle.

28 avril 1789.
Minute signée, *A. N.*, H 2029.

1924. — Adjudication au rabais de la construction d'un échafaud au-devant de la porte Saint-Denis, à l'effet de procéder à sa restauration, d'abord au sieur Louis Niquet, le 2 septembre 1788, puis, sur folle-enchère, au sieur Michel Colombier, maître charpentier, moyennant 4,390 livres, avec rapport d'inspecteur, réquisitoire du procureur du Roi et placards-affiches.

22 mai, 16 juin 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2029.

1925. — Soumission du sieur Chéradame pour exécuter, à raison de 6 livres la toise, les ouvrages de remblai à la gare.

29 mai 1789.
Minute, *A. N.*, H 2029.

1926. — Réception et décharge du marché d'entretien de la couverture de l'Hôtel de Ville et bâtiments dépendant du Domaine, fait, depuis le 1er juillet 1779 jusqu'au 31 décembre 1787, par le sieur Germain Panel, maître couvreur, qui sollicite un nouveau bail, avec procès-verbal de visite,

rapport de MM. Poyet et Legrand et lettres du département des travaux publics.

10 août 1789-15 mars 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2029.

1927. — Soumission du sieur Pierre-Abraham Guerne, charpentier de la Ville, pour la construction d'une estacade provisoire dans le bras du Mail, au-dessous de la vieille estacade de l'île Louviers, en employant les bois de cette estacade, moyennant 15,341 livres.

14 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, H 2029.

1928. — Adjudication au rabais des travaux de démolition du restant du château de la Bastille, qui comprend environ 1,100 toises cubes de matériaux, au sieur Rogier, tailleur de pierres, représentant un groupe de tailleurs de pierres, pour le prix de 28,000 livres, avec cahier des charges et placard-affiche.

22 décembre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2029.

1929. Adjudication au rabais de la construction d'un corps de garde sur la place de Birague, rue Saint-Antoine, pour le service du bataillon de Saint-Louis-de-la-Culture, au sieur Louis Tartarin, maître charpentier, moyennant 3,950 livres, avec devis et cahier des charges, plans et élévation par M. Poyet, placard-affiche.

1er juin 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2030.

1930. — Adjudication au rabais de la construction d'un corps de garde sur la place du Marché-des-Innocents, pour le service du bataillon de Sainte-Opportune, au sieur Armand Duplan, maître maçon, moyennant 5,250 livres, avec deux devis, cahier des charges, plans du corps de garde et placard-affiche.

6 juillet 1790.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, H 2030.

1931. — Adjudication au rabais de la construction d'un corps de garde sur le quai de Chaillot, pour le service des gardes suisses, au sieur Duplan, moyennant 3,000 livres, avec devis et cahier des charges, plan et placard-affiche.

6 juillet 1790.
Minute (1 dos.), *A. N.*, H 2030.

1932. — Adjudication au rabais de la construction d'un amphithéâtre à l'Archevêché, pour les assemblées des électeurs, au sieur Catelain, maître menuisier, moyennant 5,300 livres, avec devis et cahier des charges, plans et profils, placard-affiche.

23 novembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2030.

1933. — Adjudication au rabais de la reconstruction de la bouche de l'égout situé au couchant de la rue Saint-Florentin au sieur Jean-Baptiste Armand jeune, entrepreneur de bâtiments, moyennant 1,270 livres, avec devis et cahier des charges, plan et coupe, placard-affiche.

21 décembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2030.

1934. — Adjudication au rabais de la construction d'un hangar pour emmagasiner la saline à la Halle à la marée au sieur Michel Colombier, maître charpentier, moyennant le prix de 4,650 livres, avec devis et cahier des charges, coupes, placards-affiches.

11 janvier 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2030.

1935. — Adjudication au rabais des réparations à faire au mur de terrasse de la contre-allée du boulevard des Capucines, en face des maisons de la rue Basse-Chaussée-d'Antin, au sieur Louis-Denis Bodrot, maître maçon, moyennant le prix de 3,550 livres, avec devis et cahier des charges, détail estimatif des ouvrages et placard-affiche.

21 janvier 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2030.

1936. — Adjudication au rabais de la construction d'un corps de garde sur le terrain fermé par les arcades de la place Saint-Sulpice, pour le service du bataillon des Carmes, au sieur Louis Tartarin, maître charpentier, moyennant le prix de 5,975 livres, avec devis et cahier des charges,

plan, coupes et élévations, placard-affiche, et lettre des administrateurs du département des domaine et finances au procureur de la Commune.

5 avril 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2030.

1937. — Adjudications au rabais de la fourniture et de l'entretien des camions, brouettes et bricolles pour le service des ateliers publics des Champs-Élysées, du Roule, de Monceau, du faubourg Montmartre, du Temple, du Parc-Saint-Fargeau, de Popincourt, du faubourg Saint-Antoine, de l'avenue de Vincennes, du faubourg Saint-Marceau, des barrières d'Orléans, de Vaugirard et des Invalides, faites à divers entrepreneurs, avec devis et cahier des charges, placards-affiches.

8, 29 avril 1791.[1]
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2030.

1938. — Lettre du département des domaine et finances au procureur de la Commune, lui renvoyant les devis estimatif et cahier des charges de l'adjudication à faire pour la construction d'une baraque en charpente à l'usage des plumets porteurs de charbon, sur l'ancienne place aux Veaux, et décision du Corps municipal, ajournant cette adjudication à quinzaine.

27 avril, 12 mai 1791.
Original signé et copie conforme (2 p.), *A. N.*, H 2030.

D. — PERMISSIONS DE VOIRIE ET ALIGNEMENTS.

1939. — Lettre de M. de Villedeuil au Prévôt des Marchands, lui envoyant la requête de M. Le Couteulx de La Noraye à l'effet d'obtenir la permission de faire ouvrir une porte cochère dans sa maison, sise boulevard Saint-Honoré, vis-à-vis la Madeleine, sur l'ancien jardin des Dames de la Conception, avec rapport de M. Poyet et décision conforme du Bureau de la Ville.

6 décembre 1788, 18 mars, 1er avril 1789.
Originaux signés (3 p.), *A. N.*, H 1960.

1940. — Requête des habitants de la rue Verte, demandant la démolition du mur de clôture d'un terrain appartenant au sieur Félix et sa reconstruction dans l'alignement de la rue, avec rapport favorable de M. Poyet.

27 janvier, 9 février 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, H 2150.

1941. — Permission au sieur Caubert, entrepreneur des bâtiments de Monsieur, propriétaire d'un terrain entre la porte Saint-Martin et celle du Temple, d'y faire élever un bâtiment avec croisées et porte cochère sur le boulevard, suivant l'alignement indiqué par le procès-verbal et le rapport de M. Poyet, et de rétablir, après la construction, la barrière de fer existante.

3 mars 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2135.

1942. — Alignement de l'encoignure d'une maison à l'angle des rues de la Clef et Française, faubourg Saint-Marcel, donné par M. de Crosne sur la requête de Claude-Fortuné Vernier, menuisier.

10 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 9507.

1943. — Autorisation au sieur Blin, maître des ponts, d'occuper l'ancien corps de garde de la Samaritaine, sous le quai de l'École, pour y déposer les agrès et cordages de la machine servant à remonter les bateaux du Pont-Royal au Pont-Neuf, avec rapport de M. Poyet.

18 mars 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, H 2135.

1944. — Alignement pour l'encoignure d'une maison de l'hôpital de la Pitié, sise à l'angle de la rue d'Orléans et du Jardin du Roi, donné par M. de Crosne sur la requête des administrateurs de l'hôpital.

31 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 9507.

1945. — Permission aux sieurs Petit et Métivier, propriétaires d'un terrain sur le rempart de la porte Saint-Martin, de faire établir sur toute la longueur du bâtiment qu'ils ont édifié un balcon en fer de

16 pouces de saillie et un attique au-dessus, avec rapport de M. Poyet et plan.

7 avril 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2135.

1946. — Permission donnée, sur sa requête, à M. d'Abbady, ancien président à mortier du Parlement de Pau, propriétaire d'une maison sur les boulevards du Nord, rue des Capucines, à l'effet de remplacer la barrière devant cette maison, qui tombe de vétusté, suivant le procès-verbal d'alignement et le rapport de M. Poyet, à condition de contribuer aux charges de voirie.

5 mai 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2135.

1947. — Permission au sieur Henneveu, sur sa requête et après rapport de M. Poyet, de faire reculer et élargir la porte d'entrée de sa maison sur le boulevard du Temple, de faire percer dans la façade une croisée et de rétablir une barrière en bois le long de cette maison.

16 juin 1789.
Minutes (5 p.), *A. N.*, H 2135.

1948. — Permissions du Bureau des finances à M. de Saint-Priest de reconstruire son hôtel, rue du Faubourg-Saint-Honoré, et de former un avant-corps en saillie pour la décoration de la porte cochère, avec requêtes, rapports de M. Verniquet et plans.

23 juin 1789, 23 mars 1790.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, Z^{1f} 847.

1949.—Permission au sieur Pierre Filard, marchand de vins, propriétaire d'un terrain sur le boulevard Montparnasse, de faire construire un mur de clôture dans l'alignement du boulevard et d'y transporter les matériaux, avec rapport de M. Poyet et plan.

26 juin 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2135.

1950.—Permission au sieur Félix Wattin, maître peintre, sur sa requête et après rapport de M. Poyet, de faire descendre la grille servant de clôture à son jardin sur le boulevard, entre les portes Saint-Denis et Saint-Martin, le sol ayant été abaissé.

10 juillet 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2135.

1951.—Permission au sieur Pierre-Claude Mazurier, acquéreur par adjudication d'une maison du Domaine de la Ville sur le boulevard Poissonnière, au coin de la rue Sainte-Barbe, pour la reconstruction de la façade, avec procès-verbal d'alignement, rapport de M. Poyet et plans de la maison.

10 juillet 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2135.

1952. — Permissions de voirie délivrées par le Bureau des finances pour réfection de façades, surélévations de combles, ouvertures de baies de croisées et de portes, avec requêtes, rapports d'architectes et plans.

20 avril-23 juillet 1790.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, Z^{1f} 847.

1953.—Requête du sieur Noury, entrepreneur de bâtiments, à M. Hébert de Hauteclair, commissaire du Roi pour la direction du pavé de Paris, à l'effet d'être autorisé à construire une maison sur un terrain, chaussée du Maine.

18 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 358.

1954. — Autorisation délivrée par le département des travaux publics au sieur Thuret, à l'effet de faire enlever les matériaux provenant de la démolition de sa maison au coin de la rue de Poitiers et du quai d'Orsay, et déposés sur la berge.

2, 4 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 987.

E. — DÉMOLITIONS POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

1955. — Arrêt du Conseil d'État, évoquant au Conseil l'appel interjeté par les sieur et dame de L'Épinay Saint-Luc d'une ordonnance du Bureau de la Ville, du 28 novembre 1788, qui avait nommé d'office le sieur Buron, expert, pour procéder avec le sieur Ducret, expert de M. de Radepont, à la prisée et estimation des trois maisons sur le pont Marie, dont la destruction avait été ordonnée par édit de septembre 1786.

31 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, E 1670 ^{a}, n° 5.

1956. — Ordonnance de police du Bureau de la Ville, rendue sur la requête du sieur

Sandrier de Jouy, entrepreneur des barrières de la Râpée et des Poules, prescrivant aux terrassiers, gravatiers et charretiers de décharger, entre les deux barrières des Poules et de la Râpée, les terres, gravois et décombres qui proviendront des démolitions faites ou à faire dans le faubourg Saint-Antoine.

11 février 1789.
Original signé et minute, avec placard imprimé (3 p.), *A. N.*, H 1960.

1957.—Arrêt du Conseil d'État, accordant au sieur Pierre-Alexandre Lefèvre, marchand de draps, rue Saint-Honoré, et à Marthe Batarel, sa femme, un délai d'un an pour l'acquit de leurs dettes, eu égard à la perturbation jetée dans leurs affaires par la démolition inopinée de deux maisons faisant l'encoignure de la rue du Coq et de la rue Saint-Honoré.

28 février 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, n° 52.

1958. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des matériaux dont se composent les bâtiments de la prison de Saint-Martin, ainsi que de l'emplacement.

28 mai 1789.
Copie, *A. N.*, E 2656.

1959.—Procès-verbal de transport du commissaire Vanglenne, à l'effet de constater le péril imminent d'une maison sous les petits piliers des Halles, appartenant à Marie-Catherine Collet, veuve de Jean-Baptiste Galliment, tapissier, par suite des grosses réparations exécutées à la maison adjacente, appartenant à la comtesse de Chastellux.

10 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, Y 16006.

1960. — Pétition des habitants de la rue Champfleury et des rues adjacentes à l'effet d'obtenir l'ouverture du passage de la rue du Coq à la rue Champfleury, avec lettres du sieur Gentil, capitaine de la garde nationale, envoyant cette pétition et demandant la démolition de la maison de la veuve Adam.

25 août, 3 septembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1678[A].

1961. — Arrêt du Conseil d'État, subrogeant M. de Bonnaire de Forges, intendant des finances, à M. de Crosne, pour signer avec les propriétaires les contrats d'acquisition des maisons, dont la démolition a été ordonnée pour la formation de la nouvelle Halle et l'élargissement des rues adjacentes.

17 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, E 1677[B], n° 26.

1962. — Arrêt du Conseil d'État, ratifiant la vente faite au Domaine, le 13 avril 1787, d'une maison, rue de la Lingerie, destinée à être démolie pour établir de nouvelles communications dans les Halles, maison appartenant aux consorts Robinet, et ordonnant la passation de contrats à leur profit.

29 août 1790.
Minute, *A. N.*, E 1681[A], n° 12.

1963. — Lettre du maire de Paris au Comité des finances, transmettant les réclamations des propriétaires des maisons détruites sur le pont au Change et sur le pont Marie, sur le quai de Gesvres, dans les rues Saint-Barthélemy, de la Pelleterie, de la Lanterne, pour l'exécution des engagements contractés par la Ville au nom du Domaine, avec un état de ces engagements, au 10 septembre 1790.

17 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 11, n° 107.

1964. — Lettre de M. de Plinvault à M. Champion, administrateur au département des travaux publics, réclamant l'indemnité qui lui est due pour son terrain, rue de Poitiers, pris par la Ville le 14 juillet 1790 et laissé sans clôture.

7 mai 1791.
Minute, *A. N.*, F[13] 787.

1965.— Décret de l'Assemblée nationale, affectant une somme d'un million de livres à la démolition de la porte Saint-Bernard et de la Geôle, à la réparation des quais et aux nouveaux ouvrages de construction tant en amont qu'en aval du pont de Louis XVI, enfin à l'ouverture d'un nouveau canal à la Seine en face de Passy.

16 juin 1791.
Minute, *A. N.*, C 71, n° 695.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1791, p. 254.

1966.— Arrêté du Bureau municipal, approuvant la transaction proposée par le département des travaux publics et fixant à 2,400 livres l'indemnité à accorder aux sieurs Thuret et Mathias-Nicolas Boucher, menuisiers, ainsi qu'à la demoiselle Marie-Jeanne Defer, couturière, locataires d'un bâtiment, rue de Poitiers, démoli le 13 juillet 1790 par ordre de la Municipalité provisoire, en raison du danger qu'il pouvait offrir au public se rendant au champ de la Fédération, avec le rapport du département des travaux publics et mémoires du sieur Boucher et de la demoiselle Defer.

10 août 1791.
Minutes et extrait (4 p.), *A. N.*, F^{13} 987.

1967. — Ordonnance de payement d'une indemnité de 1,800 livres délivrée par le département des travaux publics au sieur Thuret, menuisier, pour les pertes et préjudice qu'il a éprouvés par la démolition précipitée d'un bâtiment, rue de Poitiers, au coin de la rue d'Orsay, dont il occupait une partie comme locataire.

10 août 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 987.

1968.—Avis du département des finances à M. de Lessart, à l'effet d'obtenir le payement de 67,850 livres 14 sols 5 deniers, montant des avances faites par la Ville, du 1er août 1790 au 31 juillet 1791, pour la destruction des maisons sur les ponts et autres travaux relatifs à l'embellissement de Paris.

11 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{4} 1241.

1969. — Lettre du ministre de l'intérieur au président de l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir un décret autorisant la municipalité de Paris à consacrer aux travaux du Champ de Mars les 16,000 livres produites par la vente des matériaux de la porte Saint-Bernard et de la Geôle, et les 60,000 livres jugées nécessaires pour la démolition de ces bâtiments, qui devaient être prises sur le fonds de secours d'un million accordé au département de Paris par décret du 16 juin.

13 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 12, n° 129.

F. — DÉGAGEMENT DES ABORDS DU LOUVRE

1970. — Arrêté du département des travaux publics, décidant que les trois maisons de la rue du Petit-Bourbon qui sont lézardées, bouclées et surplombent en plusieurs endroits, seront évacuées et démolies dans le délai de quinze jours, avec lettre de M. de Bonnaire de Forges à M. Cellerier, lui demandant si les fonds de son département lui permettent de faire l'acquisition de ces trois maisons, et le priant de surseoir à la démolition.

18, 25 novembre 1789.
Copie et original signé, *A. N.*, O^{1} 1676.

1971. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, lui annonçant qu'il a reçu le plan des abords du Louvre, mais non le mémoire qui devait y être joint, relativement à l'échange proposé de la maison des héritiers Dupré contre celle dite de la Longue-Allée, rue Saint-Honoré, échange également avantageux au Roi et au public.

31 décembre 1789.
Original, *A. N.*, O^{1} 1676.

1972. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant la démolition de trois maisons contiguës, sises rue du Petit-Bourbon, attenantes à celle qui forme l'encoignure du quai de l'École, maisons cédées au Domaine par le chapitre de Notre-Dame et qui se trouvent dans un tel état de vétusté et de dépérissement que leur ruine est imminente.

10 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, E 1677, n° 42.

1973. — Lettre de M. de Bonnaire de Forges à M. de Saint-Priest, lui adressant deux plans relatifs à l'ouverture d'un passage pour les voitures, en face du portail de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, le premier coté A lui paraissant préférable et n'entraînant que la démolition de deux maisons du Domaine de médiocre valeur, avec mémoire et plan de M. Desmaisons.

21 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O^{1} 1677^{A}, 1677^{B}.

1974. — Délibérations du district de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, demandant le percement d'un passage en face du portail de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, en prenant la cour de la Trésorerie et en abattant une partie des bâtiments de la Trésorerie.

24 février, 10 mars 1790.
Copie conforme, *A. N.*, O¹ 1677ᴬ.

1975. — Lettres de M. Desmaisons, architecte du Domaine, à M. de Saint-Priest, lui adressant divers plans et projets pour l'agrandissement du cloître de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, en ouvrant un passage vis-à-vis le portail et en supprimant toutes les maisons, depuis l'encoignure jusqu'au petit passage devant l'entrée du Louvre.

7, 17, 19 mars, 1er avril 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1677ᴬ.

1976. — Lettre des sieurs Debourge, architecte, et Pécoul, demandant la démolition de la masure des héritiers Dupré, qui masque leur maison sur le nouveau passage de la rue de l'Oratoire à la rue de Champfleury.

20 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1676.

1977. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Desmaisons, annonçant que le Roi a approuvé le plan dressé pour la suppression des maisons de la rue du Petit-Bourbon et l'établissement d'une grille à la place de ces maisons.

22 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 135.

1978. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. d'Angiviller, annonçant que le Roi a décidé la démolition des maisons du chapitre de Notre-Dame, dans la rue du Petit-Bourbon, pour élargir le cloître de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, et priant d'abriter sous la colonnade un marchand de meubles expulsé de son logis.

24 mars 1790.
Autographe, *A. N.*, O¹ 1676.

1979. — État de distribution d'acomptes, montant à 17,000 livres, aux entrepreneurs qui ont travaillé jour et nuit tant aux aménagements de l'hôtel de la Force pour recevoir les prisonniers du Châtelet, qu'à la démolition des maisons pour le passage ouvert en face de la colonnade du Louvre, avec lettres de M. Dufresne et de M. de Bonnaire de Forges à ce sujet.

3-14 mai 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, AA 16, n° 815.

1980. — Lettre de M. de Bonnaire de Forges à M. de Saint-Priest, lui adressant un mémoire détaillé pour la formation d'une place devant la colonnade du Louvre, au moyen de la démolition des trois maisons du chapitre de Notre-Dame, rue du Petit-Bourbon, et des huit échoppes que le même chapitre possède dans le cloître autour de l'église de Saint-Germain-de-l'Auxerrois.

4 août 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1677ᴬ.

1981. — Lettre de M. de Bonnaire de Forges à M. de Saint-Priest, l'informant que l'une des maisons de la rue du Petit-Bourbon, vis-à-vis la colonnade, se trouve dans un tel état de dépérissement qu'elle s'écroulera sous peu, si elle n'est promptement démolie.

6 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1677ᴬ.

1982. — Lettre de M. Brébion à M. Cuvillier, rendant compte des opérations relatives à l'isolement du Louvre, entre les rues du Coq et de Champfleury, et signalant l'urgence de démolir la maison des héritiers Dupré et celle occupée par la veuve Adam, avec lettres de M. Delaporte, l'un des représentants de la Commune, au nom des héritiers Dupré et de la veuve Adam.

11, 13, 15, 29 septembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1676, O¹ 1677ᴮ.

1983. — Décision du Comité des domaines, concluant à l'exécution par l'administration des Domaines de l'ordonnance du département des travaux publics pour la démolition de trois maisons à Paris, rue du Petit-Bourbon, ordonnance motivée par un péril imminent.

17 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

G. — SUPPRESSION DES ARMOIRIES

1984. — Lettre de M. Lebelle, membre du comité militaire de la Ville, grenadier du bataillon de Saint-Merry et tapissier, au procureur de la Commune, touchant les hôtels encore pourvus d'armoiries.

10 septembre 1790.
Copie, *A. N.*, M 666, n° 3.

1985. — Lettre de M. Adélaïde de Montmorency au président de l'Assemblée nationale, relative à la sommation du district des Prémontrés, enjoignant la démolition immédiate des armes qui forment la décoration architecturale de la porte de son hôtel.

3 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 51, n° 1467.

1986. — Rapports des inspecteurs de la voirie Chaillou et Mesnon, signalant les édifices sur lesquels se trouvent encore des armoiries, ou sur lesquels les armoiries ont été masquées avec du plâtre.

19 novembre-18 décembre 1790.
Minutes (3 dos.), *A. N.*, M 666, n°s 2, 4, 5.

1987. — Extrait des rapports envoyés au parquet de la Commune, concernant les armoiries.

21 novembre-14 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 2.

1988. — Lettre du département des travaux publics, demandant la suppression par le ciseau des armes sculptées sur la porte de l'hôtel de Molé, rue du Bac, qui ont été recouvertes d'une maçonnerie sans consistance, laquelle pourrait se détacher par l'effet des gelées.

22 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 2.

1989. — Lettre du département des travaux publics au « senieur » de la Sorbonne, l'invitant à faire disparaître au moyen du ciseau les armoiries se trouvant sur le portail de la maison de Sorbonne, lettre annexée à un rapport de l'inspecteur de la voirie.

23 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 2.

1990. — Lettre du maréchal de Noailles-Mouchy au département des travaux publics, assurant avoir fait enlever, dès la publication du décret, non seulement les armes qui surmontaient la porte de sa maison à Paris, mais encore celles qui existaient dans toutes ses propriétés, et déclarant qu'on ne peut lui retirer les insignes de la dignité de maréchal de France.

24 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, M 666, n° 4.

1991. — Lettre du duc d'Uzès au département des travaux publics, annonçant qu'il vient de donner des ordres pour faire disparaître, au moyen du ciseau, l'écusson de ses armes au-dessus de la porte de sa maison à Paris, écusson recouvert de plâtre.

24 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, M 666, n° 4.

1992. — Lettre de M. Gallifer au département des travaux publics, certifiant avoir donné l'ordre à M. Legrand, son architecte, de faire enlever totalement ses armes, qui sont déjà masquées, et les supports, travail qui demandera plusieurs jours.

24 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

1993. — Lettre de M. de Béthune-Charost au département des travaux publics, annonçant que, bien qu'il n'habite point sa maison du faubourg Saint-Honoré, il se conformera au décret de l'Assemblée nationale en ce qui concerne la décoration de la porte cochère.

24 novembre 1790.
Autographe, *A. N.*, M 666, n° 4.

1994. — Lettre du sieur Dupuis au département des travaux publics, déclarant qu'il a depuis longtemps fait disparaître les armoiries se trouvant sur la porte de l'hôtel de Cambis, rue d'Orléans, en face des Capucins, dont il est devenu propriétaire en 1782, mais qu'il a laissé subsister deux anges servant de supports, à titre d'ornement, avec réponse du département des travaux publics, observant que l'esprit du décret n'exige nullement la suppression des supports et ornements des édifices.

24, 25 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, M 666, n° 4.

1995. — Lettre de M. Vrigny au département des travaux publics, assurant qu'on l'a induit en erreur, qu'il n'existe aucunes armoiries à l'extérieur ni à l'intérieur de sa maison et que le revêtement de plâtre au cintre de la porte cache une plaque de marbre, sur laquelle étaient inscrits les mots *Hôtel de Richelieu*.

25 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, M 666, n° 4.

1996. — Lettre du département des travaux publics à celui des établissements publics, le priant de faire enlever au ciseau, dans le plus bref délai, les armoiries qui se trouvent au magasin de l'Opéra, rue Saint-Nicaise, et au-dessus de la porte d'une maison, parvis Notre-Dame, appartenant à l'Hôtel-Dieu.

25 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 5.

1997. — Lettre des sieurs Guerhard et Dihl, représentant que des armoiries servant d'enseignes ne peuvent être confondues avec celles des hôtels et qu'ils se sont crus autorisés à conserver à leur établissement les armes de M. d'Angoulême, qui sont d'ailleurs les mêmes que celles du Roi.

29 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

1998. — Lettres de M. d'Ormesson, conseiller d'État, chef de la 5e division de la garde nationale, aux administrateurs du Département de Paris, déclarant que la maison de sa famille, n° 222 de la rue Saint-Antoine, est la propriété de sa mère, que les sculptures sur la porte de cet hôtel sont de pur ornement et n'ont aucun rapport avec des armoiries, et que leur enlèvement au ciseau compromettrait la sûreté de la maison, à cause de l'échafaudage qu'il faudrait établir au-dessus de la porte défendant l'accès de la maison.

29 novembre, 2 décembre 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, M 666, n° 4.

1999. — Lettre du sieur Soutille au département des travaux publics, faisant observer que les armes placées sur la porte du Petit-Luxembourg sont celles de la maison de Condé, propriétaire de cet hôtel, et que leur suppression ne dépend pas de l'architecte de Monsieur, mais de celui de la maison de Condé.

30 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

2000. — Lettre du sieur de Jouy, régisseur du Grand-Prieuré, à M. Bailly, relativement à la suppression d'armoiries au-dessus de la petite porte du passage de Saint-Jean-de-Latran.

30 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

2001. — Lettre des administrateurs de l'Hôtel-Dieu au département des travaux publics, au sujet de la suppression d'armoiries sur deux maisons de l'Hôtel-Dieu, affirmant qu'il n'existe d'armoiries que sur la porte de leur ancien bureau, lequel sert aujourd'hui de caserne à la troupe soldée du district de Notre-Dame.

1er décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, M 666, n° 4.

2002. — Lettre du département des travaux publics à M. Morizot, déclarant qu'il n'y a aucun inconvénient à ce que le maréchal de Mailly conserve les lions et les ornements militaires au-dessus de la porte de son hôtel, et remplace la couronne par des massues et des drapeaux, en substituant à son écusson les bâtons, attributs de sa dignité, avec mémoire de M. Morizot et rapport au Bureau de Ville.

29 novembre, 2 décembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, M 666, n° 4.

2003. — Lettres du département des travaux publics à M. Lebrun, inspecteur du Palais-Royal, le priant de donner des ordres pour l'enlèvement immédiat des armoiries sculptées sur les différentes façades, portes et arcades du Palais-Royal.

2 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, M 666, n° 2.

2004. — Lettre de M. Regnard, principal du collège de Montaigu, au département des travaux publics, l'avisant de la suppression au ciseau des armoiries se

trouvant sur la façade du collège, recouvertes de plâtre au mois de juillet précédent.

3 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

2005.—Lettre de M. Louis-Marthe de Gouy d'Arcy, député à l'Assemblée nationale, au département des travaux publics, déclarant qu'il a éprouvé un sentiment pénible en se voyant rappelé à l'exécution d'une loi votée par lui, et que depuis plusieurs jours il a donné l'ordre d'enlever les écussons et supports de ses armes couronnant la porte d'une maison, qui dépend de la succession de son père et où il n'habite point.

4 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, M 666, n° 4.

2006. — Requête de la section des Postes au département des travaux publics, à l'effet d'obtenir la suppression des armes d'Orléans et de Penthièvre, sculptées au-devant de deux tribunes en menuiserie pratiquées dans les entre-colonnes du chœur de l'église de Saint-Eustache.

4 décembre 1790.
Expédition conforme, *A. N.*, M 666, n° 2.

2007. — Lettre de M. de Thury au département des travaux publics, relativement au blason sculpté sur sa porte, rue Sainte-Catherine, porte Saint-Michel, qui est celui d'une famille éteinte il y a un siècle.

5 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

2008. — Lettre des administrateurs du département des travaux publics à M. Loyau, avocat, l'invitant à faire enlever au ciseau les armoiries et fleurs de lys sculptées sur une tour ronde et saillante dépendant d'une maison dont il est propriétaire, sise au coin des rues Hautefeuille et Percée, avec rapport de l'inspecteur de la voirie et lettre de M. Cahier, transmettant au département les réclamations du principal locataire de l'immeuble, qui observe que cette maison n'a d'autres armoiries que celles de François Ier, avec le buste de ce monarque et autres attributs royaux, et priant de suspendre les travaux de destruction.

6, 19 décembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, M 666, n° 4.

2009. — Décision du département des travaux publics, prise sur la requête de M. Ameilhon, ordonnant de surseoir à la suppression des sculptures qui existent sur la porte de l'hôtel de Sens, rue des Barres, et de retirer les échafaudages préparés dans ce but.

7 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

2010. — Lettre d'Hubert-Pascal Ameilhon, bibliothécaire de la Ville, à M. Champion, lui présentant des observations au sujet de la dégradation des armoiries sur les édifices publics, à l'occasion des échafaudages dressés devant le portail de Saint-Louis-de-la-Culture, « pour aller dénicher les armoiries du cardinal de Richelieu. »

8 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{17} 1020.
Ed. *Musée des Archives nationales*, p. 712.

2011. — Lettre du sieur Devrey au département des travaux publics, annonçant qu'il fera supprimer, dès le lendemain, l'écusson de M. de Bourbon-Penthièvre sur la façade de sa tribune à Saint-Eustache, écusson qui a échappé à son examen lorsqu'il a fait enlever ceux qui étaient à l'hôtel de Toulouse.

8 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

2012. — Lettre de MM. Gaillard et Dorfeuille, entrepreneurs des Variétés, à M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, déclarant qu'ils n'ont pu que renvoyer au duc d'Orléans, propriétaire de leur salle, la réquisition du département des travaux publics pour la suppression des armoiries du portique et de la toile du théâtre.

10 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, M 666, n° 4.

2013. — Lettre du procureur de la Commune au département des travaux publics, lui adressant l'état des maisons dont les

propriétaires ont négligé de supprimer les armoiries, avec prière d'en faire la notification et d'engager les possesseurs d'immeubles à se conformer aux décrets de l'Assemblée nationale.

11 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 3.

2014. — Rapports de la section de la Grange-Batelière au sujet des propriétaires qui n'ont pas exécuté le décret de l'Assemblée nationale, concernant la suppression des armoiries, avec lettre d'envoi du procureur de la Commune au département des travaux publics.

11, 13 décembre 1790.
Copie conforme et minute (2 p.), *A. N.*, M 666, n° 4.

2015. — Rapport de la section du Roule, signalant la présence d'armoiries sur la porte de l'hôtel de Créqui, rue d'Anjou, faubourg Saint-Honoré, et sur celle de l'hôtel de Mme de Moras, rue de la Ville-l'Évêque, avec lettre d'envoi du procureur de la Commune au département des travaux publics.

13, 14 décembre 1790.
Copie et minute (2 p.), *A. N.*, M 666, n° 4.

2016. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au département des travaux publics, le priant, conformément à l'invitation du Comité d'aliénation, de veiller à la conservation des monuments placés dans les temples, ainsi que des décorations même extérieures des lieux publics ou particuliers, et recommandant tout particulièrement celles placées au grand portail des Jésuites, rue Saint-Antoine.

15 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 2.

2017. — Lettre de M. de Choiseul-Praslin au département des travaux publics, rappelant qu'il n'a fait aucune difficulté pour supprimer ses armoiries sur la porte extérieure de sa maison, et que, puisqu'on le demande, il donnera l'ordre d'enlever celles qui se trouvent sur le frontispice du côté du quai, quoiqu'il soit séparé de la voie publique par une terrasse d'environ 12 toises.

16 décembre 1790.
Autographe, *A. N.*, M 666, n° 4.

2018. — Lettre de M. Lebrun, inspecteur du Palais-Royal, au département des travaux publics, annonçant qu'il vient de donner des ordres pour faire supprimer au ciseau toutes les armoiries masquées avec du plâtre sur la façade du Palais-Royal et que celles de la tribune de Saint-Eustache ont été enlevées la nuit précédente.

18 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

2019. — Lettre de M. Bourru, doyen de la Faculté de médecine, à la Municipalité, déclarant qu'il ne peut considérer comme armoiries le symbole allégorique sculpté au-dessus des deux fenêtres de l'amphithéâtre de la Faculté, situé au coin de la rue de la Bûcherie et des Rats, et qu'il attendra la décision du Comité de constitution avant de proposer à sa compagnie de défigurer un monument public, avec lettre du département des travaux publics, donnant raison à M. Bourru.

19 décembre 1790, 7 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, M 666, n° 3.

2020. — Lettre de M. Vallet de Villeneuve, trésorier de la Ville, annonçant que, dès le lendemain, les armes au-dessus de la porte du collège de Narbonne, rue de la Harpe, qui sont probablement celles d'un évêque fondateur de cette maison, seront effacées.

21 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

2021. — Lettre de M. Montfermeil au département des travaux publics, protestant contre l'interprétation abusive du décret relatif à la suppression des armoiries, lequel interdit de toucher à celles qui feraient partie de la décoration des édifices.

28 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 4.

2022. — Lettre de la municipalité de Douai à celle de Paris, demandant quelques éclaircissements au sujet de l'applica-

tion du décret du 19 juin relatif à la suppression des armoiries, notamment si les maisons particulières et maisons d'éducation doivent être considérées comme *lieux particuliers*, s'il faut entendre par *décorations de lieux particuliers* les armoiries incrustées dans le mur des façades, si l'on satisfait à la loi en supprimant les écussons et en laissant les supports, ou en les couvrant de lattes et de plâtre, avec lettre d'envoi de M. Bailly au département des travaux publics, et réponse renvoyant au Comité de constitution.

6, 9, 24 mars 1791.
Originaux signés et minute (3 p.), *A. N.*, M 666, n° 3.

2023. — Lettre de la municipalité de Douai à celle de Paris, la priant de nouveau de vouloir bien lui fournir quelques renseignements sur la manière dont le décret de l'Assemblée nationale, relatif aux armoiries, a été exécuté à Paris.

14 mars 1791.
Original signé, *A. N.*, M 666, n° 2.

2024. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, au département des travaux publics, à l'effet de supprimer les armoiries sculptées sur une maison dans le cloître de Saint-Jacques-l'Hôpital, près de l'église, avec lettre du département des travaux publics dans ce sens aux administrateurs hospitaliers de Saint-Jacques-l'Hôpital.

18 mars, 8 avril 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, M 666, n° 5.

2025. — Lettre du département des travaux publics à M. Poyet, architecte de la Ville, lui ordonnant de faire enlever au ciseau les armoiries se trouvant dans la cour du palais épiscopal, sur la face du grand péristyle.

1er avril 1791.
Minute, *A. N.*, M 666, n° 3.

H. — LOUVRE (TRAVAUX DU).

2026. — Rapports et lettre de M. Guillaumot et du Comité des intendants généraux des Bâtiments, sur le projet d'éclairer par le haut le salon d'exposition des tableaux au Louvre, et correspondance de M. Brébion avec M. d'Angiviller à ce sujet.

10 février, 22, 24, 28 mars 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, O1 1671a.

2027. — État général de la quantité et dimension des glaces qui doivent entrer dans la lanterne du salon des tableaux de l'Académie de peinture, par Raguin jeune, serrurier.

4 mai 1789.
Minute, *A. N.*, O1 1671a.

2028. — Mémoire de travaux de fumisterie exécutés au château du Louvre par le sieur Rossetti, fumiste et poêlier des Bâtiments du Roi.

12 août 1789.
Minute, *A. N.*, O1 1670.

2029. Lettre de M. de Saint-Priest à M. Cuvillier, premier commis des Bâtiments, annonçant que le Roi vient d'accorder au district de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, pour le casernement de sa garde soldée, l'emplacement au dessous de la colonnade du Louvre, servant de magasin au sieur Pécoul et d'atelier au sieur Monnot, et le priant de faire évacuer ce local.

21 août 1789.
Original signé, *A. N.*, O1 1670.

2030. — Lettre de M. Vien à M. d'Angivillier, relative à la concession d'un local dans le Louvre, pour y établir la caserne du district de Saint-Germain-de-l'Auxerrois.

23 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, O1 1672.

2031. — Lettre de M. Cuvillier à M. de Saint-Priest, l'instruisant de la rédaction d'un mémoire par les officiers des Bâtiments touchant la galerie du Louvre.

16 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, O1 1671a.

2032. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, lui envoyant deux états, l'un des travaux du service des Bâtiments du Roi, faits au château des Tuileries jusqu'au 20 novembre, l'autre des travaux demandés

depuis le 20 novembre, tant au Louvre qu'aux Tuileries.

21 novembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1670.

2033. — Mémoire des intendants des Bâtiments au Roi, présentant leurs observations sur l'achèvement de la galerie du Louvre, destinée à contenir les collections des tableaux et sculptures.

18 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 1671[B].

2034. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, le prévenant que, par suite de l'itinéraire choisi pour la grande procession de la Fête-Dieu, dans l'étendue des Tuileries et du Louvre, et de l'établissement d'un reposoir dans la cour du Louvre, la dépense afférente à ce chapitre se montera, cette année, à 8 ou 9,000 livres.

28 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1670.

2035. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, en réponse à sa lettre du 30 mai, rendant compte des dispositions prises pour l'installation à l'extrémité de la galerie d'Apollon d'un cabinet, dans lequel Madame, fille du Roi, recevra les leçons de géographie du sieur Mentel.

31 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1671[B]; copie, O[1] 1183, fol. 291.

2036. — Lettre de M. de Wailly, architecte du Roi, à M. d'Angiviller, sollicitant, pour les souscripteurs à un projet d'encouragement des arts, l'établissement de quelques cloisons dans un hangar du côté du jardin de l'Infante, afin d'y déposer les œuvres acquises par eux.

26 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1671[A].

2037. — Supplique du sieur Taboureux, charpentier, en faveur du sieur Silvain Perrault, garçon charpentier, estropié le 24 mars en travaillant aux échafauds du salon de l'exposition des tableaux du Louvre.

12 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1671[B].

2038. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, lui adressant le plan du local que les ducs et pairs occupaient au Louvre.

23 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1671[A].

2039. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, au sujet de l'affectation du local de la pairie au logement du grand-aumônier, proposée par M. de Saint-Priest.

29 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1671[A].

2040. — Rapport sur l'état actuel d'une partie de la grande galerie du Louvre, entre le pavillon de Flore et le guichet de Marigny, avec plan.

18 août 1791.
Copie et minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1671[B].

2041. — Lettre de M. Laporte, intendant de la Liste civile, à M. Mique, annonçant que le Roi a examiné et adopté les plans et devis dressés pour la réparation de la partie inférieure de la galerie du Louvre entre le pavillon de Flore et le guichet neuf, et envoyant une ampliation de la décision du Roi, copie du devis avec lettre à M. Brébion.

29 août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1671[B].

I. — LOGEMENTS DU LOUVRE ET DES TUILERIES (AMÉNAGEMENTS ET RÉPARATIONS DES).

Louvre

2042. — Plainte du duc de Lorges au sujet des domestiques de M. Mique et de M[me] Le Comte, qui jettent sur les toits et par un tuyau de descente toutes espèces de vidanges répandant une odeur infecte, et lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, lui apprenant qu'il a fait supprimer le tuyau et griller les croisées des cuisines et chambres de domestiques.

24 janvier, 25 mars 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1674.

2043. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de Villedeuil, annonçant la concession

au sieur Menière, orfèvre, d'un logement au Louvre, vacant par la démission de M. Bœhmer.

26 janvier 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 1673.

2044. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, indiquant le montant des frais qu'occasionneraient les changements de distribution proposés par Mme de Janson, pour son logement au Louvre, et signalant les inconvénients de l'abaissement de croisées demandé par M. de Champcenetz fils.

6 février 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2045. — Lettres et notes de M. Pierre sur l'attribution du logement de feu M. Godefroid à M. Callet, et lettre de M. d'Angiviller à M. Callet, déclarant qu'il ne peut consentir à morceler le logement en question, comme le voudrait cet artiste, avec lettres de MM. Callet, Perrin et Monnet, sollicitant ce logement.

27-28 février 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, O¹ 1674.

2046. — Lettre de M. Pierre à M. d'Angiviller, au sujet du secours sollicité par M. Callet pour réparations urgentes dans le logement qui vient de lui être concédé, et réponse de M. d'Angiviller, lui mandant que les aménagements nouveaux, notamment le changement de place de l'entresol, seront à la charge de cet artiste.

8, 12 mars, 24 avril 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1672, O¹ 1674.

2047. — Lettres de M. Bartouilh à M. d'Angiviller, signalant le mauvais état du logement du suisse de la porte de l'Infante, et de M. Brébion à M. d'Angiviller, jugeant indispensables quelques petites réparations pour empêcher ce logement de tomber en ruine, lesquelles se monteront à 4 ou 500 livres, avec plan.

9, 18 avril 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1673.

2048. — Mémoire de M. Menière, joaillier de la couronne, adressé à M. d'Angiviller, pour obtenir le payement par le service des Bâtiments des réparations urgentes qu'il a fait faire dans son logement des galeries du Louvre, avec lettre d'envoi de M. Demars.

8 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1673, O¹ 1674.

2049. — Lettres de MM. Jollain et Voiriot à M. d'Angiviller, postulant un logement au Louvre, par suite des changements de distribution qui résulteront de la mort de M. Pierre.

17 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1674.

2050. — Supplique du sieur Cazes, arquebusier du Roi, inventeur d'un nouveau fusil présenté à l'Académie des sciences, à M. d'Angiviller, à l'effet d'obtenir le brevet de premier arquebusier du Roi et un logement au Louvre, avec une lettre de recommandation du duc de Coigny, réponse de M. d'Angiviller et un extrait des registres de l'Académie.

28 mai 1789.
Minutes et imprimé (4 p.), *A. N.*, O¹ 1674.

2051. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, lui rendant compte de son entrevue avec M. Caffieri, qui, par des motifs d'intérêt personnel, n'a pu entrer en jouissance de son logement du Louvre, mais y a fait des aménagements coûteux et n'en a disposé en faveur de personne, et appelant son attention sur les individus qui s'établissent sans autorisation le long du mur du jardin de l'Infante.

4 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1674.

2052. — Lettre de Mme Vallayer-Coster à M. Cuvillier, premier commis des Bâtiments, exposant l'impossibilité d'installer dans le logement qu'elle occupe aucune personne étrangère, par suite du défaut de pièce où l'on puisse faire du feu et en raison de la comptabilité dont est chargé M. Coster.

23 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1674.

2053. — Lettre de M. Caffieri à M. d'Angiviller, déclarant, pour expliquer l'abandon de son logement, qu'il terminait sur

place, dans l'église des Invalides, une statue de marbre.

24 octobre 1789.
Original, *A. N.*, O¹ 1672.

2054. — Lettre de M. Pasquier à M. d'Angiviller, proclamant qu'il s'estime heureux de conserver son logement des galeries du Louvre, en y recevant un officier de la Reine.

24 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1672.

2055. — Rapport de M. Cuvillier, faisant connaître les titres des artistes qui se présentent pour obtenir le logement laissé vacant par le décès de M. Vernet.

4 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1671.

2056. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. Dumont, lui annonçant que le Roi lui accorde le petit logement contigu à l'atelier de M. Vernet, atelier qui sera provisoirement employé pour le service du Roi.

22 décembre 1789.
Original signé, *A. N.*, O¹ 1674.

2057. — Lettre de M. Cuvillier à M. Duchesne, prévôt des Bâtiments, le priant de lui faire parvenir quelques éclaircissements au sujet de la non-évacuation du petit hôtel de La Vallière.

11 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 5.

2058. — Lettres de M. Duchesne à M. d'Angiviller et de M. d'Angiviller à MM. de La Suze, Duchesne et Renard, au sujet de l'affectation du local dont jouissait le sieur Biéville, sur la place du Carrousel, au logement du garde des Bâtiments du Roi à Paris.

1er, 18 février 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, O¹ 1670.

2059. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Brébion, l'informant qu'il suspend, jusqu'à nouvel ordre, l'établissement d'un bureau de plans dans la colonnade du Louvre, décidé en son absence par M. de Saint-Priest.

8 février 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 27.

2060. — Lettre du duc de Villequier à M. d'Angiviller, le priant de vouloir bien autoriser quelques réparations dans le logement accordé à M. Marquand, au petit hôtel de La Vallière, pour y établir le secrétariat des gentilshommes de la Chambre, avec rapport de M. Renard, rendant compte des travaux exécutés, et réponse favorable de M. d'Angiviller.

20, 23, 26 février 1790.
Minute signée, *A. N.*, O¹ 1678A; copies, O¹ 1183, fol. 47.

2061. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, l'instruisant des travaux qu'il conviendra de faire pour clôre le logement destiné au sieur Petit, garde des Bâtiments, sur la place du Petit-Carrousel.

26 février 1790.
Minute, *A. N.*, O 1682.

2062. — Lettre de M. de La Suze à M. d'Angiviller, lui transmettant l'expression du désir de la Reine pour l'arrangement du logement que le Roi a laissé, au Louvre, à Mme de Janson, et lettres de M. d'Angiviller à Mme de Janson, annonçant qu'il s'informera des intentions précises du Roi et différera l'exécution de ses ordres.

6, 10 mars, 10 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1674; copies, O¹ 1183, fol. 72, 247.

2063. — Lettre de M. Heurtier à M. d'Angiviller, lui adressant le plan de son logement au Louvre, dans l'angle qui joint la colonnade à la façade du midi, avec l'indication des pièces qui en ont été distraites en faveur de Mme Lecomte et de l'abbé Bossut.

7 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1674.

2064. — Lettre de M. d'Angiviller à Mme de La Roche-Aymon, déclarant qu'il lui est impossible de la mettre en possession du logement qu'elle réclame dans une maison évacuée par son principal locataire, le sieur Beugnet, en suite d'une mesure générale.

10 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 71.

2065. — Lettres de M. d'Angiviller à la marquise de Serent, lui représentant qu'il ne peut admettre les réparations par elle réclamées dans le logement qui lui est destiné au Louvre, parce qu'elles constitueraient une dépense trop considérable et qu'elles occasionneraient un bouleversement complet de l'étage supérieur pour le passage des cheminées.

10 mars, 29 mai 1790.
Copies (2 p.), *A. N.*, O¹ 1183, fol. 70, 289.

2066. — Supplique des sieurs Bellocq et Cendrès, avertisseurs de la musique des Menus-Plaisirs, pour obtenir quelques réparations dans un petit logement de la place du Carrousel.

20 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1678ᶜ.

2067. — Lettre de M. Pétigny de Saint-Romain, premier commis de la maison du Roi, à M. d'Angiviller, sollicitant le remplacement d'une glace de cheminée enlevée par Mˡˡᵉ Thomas, et réponse de M. d'Angiviller, déclarant qu'il ne pourra peut-être pas lui donner satisfaction.

20, 27 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1674; copie, O¹ 1183, fol. 153.

2068. — Lettre de M. d'Angiviller à Mᵐᵉ veuve Adam, hôtel du Saint-Esprit, rue Champfleury, prenant la défense du sieur Cuvillier, l'un de ses premiers commis injustement attaqué, qui a pris soin de visiter son habitation, dont l'intérêt public exigeait la démolition, en compagnie de MM. Brébion, de Bourges et Pécoul, et lui a même écrit à ce sujet.

28 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 151.

2069. — Lettre du vicomte de Bongars, écuyer cavalcadour du Roi, à M. d'Angiviller, demandant quelques réparations dans le logement qui lui est destiné au Louvre, avec réponse de M. d'Angiviller, refusant absolument de faire cette dépense.

3 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1673; copie, O¹ 1183, fol. 193.

2070. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Heurtier, l'avisant que, par décision spéciale, le Roi, l'a maintenu dans la disposition entière de son logement et qu'il n'y aura pas lieu de tenir compte de l'attribution de l'étage supérieur faite par le grand maréchal des logis de la cour, avec lettre à M. de La Suze dans le même sens.

5 avril 1790.
Copies, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 161, 162.

2071. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de La Suze, déclarant qu'il ne peut laisser l'abbé Bossut dans la partie de son logement par lui habitée, au delà de la Saint-Jean, ayant des parents très proches à loger.

22 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 216.

2072. — Rapport de M. Renard à M. d'Angiviller, établissant que l'abbé Bossut occupe toujours l'étage qu'on lui a concédé dans l'appartement du directeur général des Bâtiments, côté de la rivière, et que les jardins dont jouissent MM. Gois et Lecomte, sculpteurs, ont été créés sur la berge, au lieu et place de baraques qui devenaient la nuit le refuge des voleurs.

23 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1673.

2073. — Lettres de MM. de Saint-Aubin, Houdon, Vestier, Lemonnier, Duplessis et Sauvage à M. d'Angiviller, faisant valoir leurs titres à l'obtention du logement laissé vacant par la mort de M. Cochin, avec réponses.

28 avril-9 mai 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, O¹ 1674.

2074. — Supplique du sieur Baille, fruitier du Roi, à l'effet d'obtenir la concession d'un petit cabinet en planches de bateau, à côté de sa chambre, pour y faire sa cuisine, accompagnée d'un rapport favorable de M. Renard.

1ᵉʳ mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1674.

2075. — Lettre de M. Dumont à M. d'Angiviller, en réponse à sa lettre du 3 mai, lui exprimant sa gratitude pour la concession de la moitié du logement de M. Cochin,

sur la recommandation de la Reine, avec texte de la supplique de M. Dumont.

4 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1674, O¹ 1696.

2076. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, lui rendant compte de sa visite du logement de M. Cochin, et déclarant qu'il a cru devoir réserver la bibliothèque pratiquée dans la galerie du côté de la rivière et les boiseries du salon, avec lettre de M. Vincent, annonçant que M. Belle, exécuteur testamentaire de M. Cochin, a la prétention de lui vendre ces boiseries.

5 mai, 9 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1673.

2077. — Lettres de M. d'Angiviller à la duchesse de Fitz-James, accédant à la demande d'un parquet pour sa chambre à coucher et refusant de faire baisser une croisée, avec lettre à M. Brébion, le priant de donner des ordres au sujet de ce parquet.

10 mai, 8 juillet 1790.
Copies, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 245, 246, 390.

2078. — Mémoire de M. d'Angiviller, exposant la difficulté de faire les travaux réclamés par Mme de Janson, en raison du chiffre élevé de la dépense, qui atteindrait 13,500 à 15,000 livres.

22 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1672.

2079. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, lui adressant les plans et la distribution de la maison de M. Cochin, située rue Froidmanteau.

8 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1678ᴬ.

2080. — Lettre de Mme de La Roche-Aymon à M. d'Angiviller, le priant de donner des ordres pour que les réparations nécessaires dans l'appartement qu'elle doit occuper soient exécutées, avec réponse favorable de M. d'Angiviller, et lettre à M. Renard, l'autorisant à faire les travaux les plus urgents, en ne dépassant pas le devis, fixé à 1,780 livres.

17, 18 juin, 5 août 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1674; copie, O¹ 1183, fol. 348, 431.

2081. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. d'Angiviller, lui demandant l'état des maisons dans Paris, que le Roi pourrait utilement conserver.

19 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1678ᴮ.

2082. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Lemoyne, premier valet de chambre du Roi, l'informant qu'il attendra le rapport de M. Renard pour se prononcer sur les réparations nécessaires dans son logement.

8 juillet 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 392.

2083. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, rendant compte des réparations à exécuter dans le logement concédé à la marquise de Serent, cour du Louvre, du côté du cul-de-sac du Coq, logement occupé jusqu'alors par des artistes, en dernier lieu par M. Vien, avec le devis des ouvrages à faire pour la nouvelle distribution projetée et lettre de M. Guillaumot.

11, 13, 14 juillet 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1673.

2084. — Lettres de M. Renard à M. d'Angiviller et rapport de M. Guillaumot sur les ouvrages à exécuter pour mettre en état le logement de Mme de La Roche-Aymon, rue Saint-Nicaise, en face de l'hôtel de Longueville, avec le devis de ces ouvrages.

11, 14 juillet, 15 août 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1674, O¹ 1678ᴮ.

2085. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de La Suze, le prévenant que si Mme de La Roche-Aymon n'occupe pas l'appartement qui lui est réservé dans la maison du Carrousel, au coin de la rue Saint-Nicaise, il en disposera au mieux des intérêts du Roi.

17 juillet 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 406.

2086. — Lettre de M. Dumont à M. d'Angiviller, demandant la permission de faire élargir à ses frais l'une des pièces du logement de M. Cochin, qui vient de lui être concédé, afin d'avoir un cabinet de la même grandeur que celui de ses confrères,

avec plans annexés à la demande et réponse favorable de M. d'Angiviller.

20 juillet, 14 août 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1673; copie, O[1] 1183, fol. 459, 466.

2087. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, lui faisant part des pressantes instances de Madame Élisabeth pour la prompte mise en état du logement de la marquise de Serent, avec billet de Madame Élisabeth.

26 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1673.

2088. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, annonçant qu'il a examiné et approuvé les devis dressés par M. Renard, conformément à la lettre de M. d'Angiviller, en date du 19 juillet, pour les travaux à exécuter dans les logements de M. Lemoyne, premier valet de chambre du Roi, de Mme de Serent et de Mme de La Roche-Aymon.

29 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1674, O[1] 1678[B]; copie, O[1] 1183, fol. 412.

2089. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, adressant le plan de l'appartement de la comtesse de Janson, avec le devis des réparations jugées indispensables, se montant au chiffre de 3,987 livres 19 sols 6 deniers, et réponse de M. d'Angiviller, engageant M. Renard à profiter de l'absence de Mme de Janson pour exécuter ces travaux, en ne dépassant pas le devis.

6 août 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O[1] 1673; copie, O[1] 1183, fol. 492.

2090. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, appelant son attention sur le grave inconvénient de laisser des ouvriers, notamment les serruriers du Louvre et des Tuileries, exécuter des travaux sans le concours des officiers des Bâtiments, comme l'a fait le serrurier que M. de Saint-Priest a chargé de poser des grilles.

15 août 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1673.

2091. — Observations en réponse au mémoire du duc de Nivernais, qui demande les titres établissant ses droits à une indemnité de 12,000 livres pour le logement construit au Louvre par le duc de Nevers et cédé au duc de Civrac.

23 août 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1673.

2092. — Lettre de M. Vincent à M. d'Angiviller, demandant que le logement de M. Cochin, qu'il doit occuper en qualité de garde des dessins du cabinet du Roi, soit mis en état et rendu habitable.

3 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1673.

2093. — Lettre de M. Gentil, premier valet de garde-robe du Roi, à M. d'Angiviller, sollicitant quelques réparations dans le logement que le Roi lui a accordé, rue du Chantre, et réponse de M. d'Angiviller, lui envoyant M. Renard à cet effet.

3 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1678[B]; copie, O[1] 1183, fol. 493.

2094. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, l'autorisant à faire exécuter les travaux nécessaires pour rendre habitable le logement de Mme de Serent, à condition que la dépense n'excède pas 5,500 livres.

4 septembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 491.

2095. — Lettre de M. Bartouilh et rapport de M. Renard à M. d'Angiviller au sujet des arrangements réclamés par M. de Saint-Priest, notamment de l'établissement de latrines pour ses bureaux, et des diverses réparations aux logements de MM. de Balleroy, Chavet, Martin et de Mme Campan, avec réponse de M. d'Angiviller à M. Renard, et lettre à M. Bartouilh, déclarant qu'il sera difficile de construire des latrines.

5, 18, 30 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1673; copie, O[1] 1183, fol. 545.

2096. — Lettre du sieur Chavet, contrôleur du gobelet du Roi, demandant quelques aménagements dans le logement de service qu'il occupe rue du Coq, maison de M. Pécoul.

6 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1678[B].

2097. — Lettre de M. Duplessis à M. d'Angiviller, envoyant les mémoires sur lesquels il base la réclamation de ses déboursés dans le logement du Louvre par lui remis à M. Vien, avec réponse de M. d'Angiviller, regrettant que l'absence de fonds ne lui permette point de faire immédiatement droit à sa requête.

19 septembre, 21 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1673; copie, O¹ 1183, fol. 584.

2098. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, l'autorisant à faire exécuter les petits arrangements que réclame M. Fournier, premier garçon du Garde-Meuble.

2 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 554.

2099. — Lettres de M. d'Angiviller à Mme Thibault, première femme de chambre de la Reine, et à M. Renard, au sujet des aménagements qu'il conviendrait d'exécuter dans son logement de service de la rue du Chantre.

8 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 561.

2100. — Lettres de M. d'Angiviller à MM. Bailly et Brébion, signalant le péril imminent d'une cheminée sur une maison de la rue Froidmanteau, au coin de la rue de Beauvais, appartenant au Roi.

19 octobre 1790.
Copies, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 579, 580.

2101. — Lettre de M. Caffieri à M. d'Angiviller, lui représentant la difficulté qu'il éprouverait pour recevoir un officier du Roi avec son domestique dans un logement aussi exigu que le sien, où il est obligé de vivre lui et sa nièce mariée, et lettres échangées à ce sujet par Caffieri avec M. de La Plane, maréchal des logis.

1er, 4, 12, 13, 20 décembre 1790.
Minutes (7 p.), *A. N.*, O¹ 1674, O¹ 1696.

2102. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Ginoux, directeur des Domaines, hôtel de La Vallière, refusant de tolérer la substitution d'une écurie à un garde-manger dans la location qu'il tient de Mme de Brionne.

5, 9 janvier 1791.
Copies, *A. N.*, O¹ 1148, fol. 5, 9.

2103. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Auguste père, orfèvre du Roi, donnant son assentiment aux arrangements qu'il se propose de faire à ses frais dans l'escalier de son logement des galeries.

29 janvier 1791.
Copie, *A. N.*, O¹ 1148, fol. 20.

2104. — Lettre de M. d'Angiviller à Mme de La Roche-Aymon, lui exprimant le regret qu'il éprouve d'être obligé d'ajourner le payement de l'indemnité de 100 louis accordée par le Roi pour les glaces et menus objets laissés dans l'appartement de Mme Élisabeth.

11 février 1791.
Copie, *A. N.*, O¹ 1148, fol. 33.

2105. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, en réponse aux réclamations de la baronne de Champlost, qui se plaint de l'incommodité d'une garde-robe sans jour, qu'elle a convertie en cabinet de toilette, et le priant de prendre toutes les mesures de précaution, en raison des derniers événements.

26 février 1791.
Copie, *A. N.*, O¹ 1148, fol. 65.

2106. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, lui marquant que M. Vicq d'Azyr, qu'on devait loger près du pavillon de l'Infante dans le local précédemment habité par le sieur Francotay, doit occuper un appartement dans le petit hôtel de La Vallière, et qu'il trouve quelque difficulté à s'installer, en raison d'une cuisine restée commune avec le sieur Desjardins, jusqu'à la mise en état de celle de son voisin.

19 avril 1791.
Copie, *A. N.*, O¹ 1148, fol. 143.

Tuileries.

2107. — Lettre de M. de Champcenetz fils à M. d'Angiviller, profitant des travaux exécutés à l'intérieur du pavillon de Flore, où se trouve son appartement, pour demander l'abaissement d'une assise de quatre fenêtres qui ne donnent point sur la façade.

29 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2108. — Lettre de M. Vicq d'Azyr, successeur de M. de Lassonne, comme premier médecin de la Reine, à l'effet d'obtenir le rétablissement des cheminées qui existaient dans le logement dont il prendra possession aux Tuileries.

24 février 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2109. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, l'avisant de la suppression, en raison du danger d'incendie, de plusieurs cheminées dans les logements mansardés du pavillon de Flore, avec lettres de M. de Champcenetz à cet égard.

28 février, 8, 16 mars 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1681, O¹ 1682.

2110. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, lui rendant compte de son entretien avec M. de Champcenetz au sujet de la réfection des cheminées dans l'étage mansardé du pavillon de Flore, et exposant les difficultés que présente la construction du comble de l'exposition des tableaux.

15 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2111. — Supplique du sieur Contat, portier au pont tournant des Tuileries, à l'effet de faire payer par le service des Bâtiments un petit escalier de descente dans les fossés, établi pour graisser les roulettes du pont et ôter le sable qui s'amasse sous le pivot, avec lettre de M. Brébion à ce sujet.

7, 11 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1681.

2112. — Lettre de M. de Champcenetz fils à M. d'Angiviller, sollicitant le remplacement de glaces qui ont été brisées dans le transport fait lors de l'incendie de 1787, et la construction d'un grand poêle fixe dans sa salle à manger, avec l'état de ces glaces.

1er juin 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1681.

2113. — Lettre de M. de Champcenetz, demandant pour son fils le remplacement d'une glace cassée lors de l'incendie de 1787.

3 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2114. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, relative au remplacement d'une glace dans un des panneaux d'une porte de dégagement de la chambre à coucher de Madame Royale.

4 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2115. — Lettre de la comtesse de La Marck, demandant la concession, afin d'y établir une remise, du hangar construit dans la cour des Princes pour le service des réparations de l'incendie de 1787, avec réponse de M. d'Angiviller, regrettant de ne pouvoir accueillir cette requête.

7, 18 juillet 1789.
Original et minute (2 p.), *A. N.*, O¹ 1681.

2116. — État du logement occupé par le Roi au château des Tuileries.

6 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1680.

2117. — État des maisons et des logements appartenant au Roi dans le voisinage du palais des Tuileries et du château du Louvre, demandé par lettre du marquis de La Suze.

8, 23 octobre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1678*, O¹ 1681.

2118. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, sollicitant ses bons offices en faveur des entrepreneurs de divers travaux, qui ont un pressant besoin de secours.

13 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1682.

2119. — Lettre de M. Heurtier à M. Cuvillier, lui demandant, sur le désir exprimé par le Roi, le plan de l'appartement projeté pour la Reine au château des Tuileries, à la place de la salle de spectacle actuelle, avec réponse.

14, 15 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1683.

2120. — Ordre de Louis XVI pour l'évacuation des logements dans les maisons appartenant au Roi, à proximité des Tuileries et du Louvre, notifié aux occupants,

avec lettre d'envoi de M. de Saint-Priest à M. Cuvillier.

18 octobre 1789.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, O[1] 1678*.

2121. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, rendant compte de divers travaux intérieurs aux Tuileries, qu'il a omis de comprendre dans un état précédent, notamment de la construction d'un petit bâtiment à l'entrée de la cour des Princes, pour le bureau des deux inspecteurs, et signalant la rupture d'un des entraits du comble, qui a nécessité la pose d'étais dans la salle des Nobles.

28 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1680.

2122. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, l'entretenant des ordres qu'il a reçus du Roi pour l'établissement d'un couloir devant servir à l'introduction des personnes amenées chez le Roi par les premiers valets de chambre et pour la continuation du corridor sur la terrasse de la chapelle, à l'effet de donner quatre tribunes aux dames de la Cour.

12 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1680.

2123. — Lettre du marquis de La Suze à M. d'Angiviller, le priant de faire évacuer la maison occupée, rue du Dauphin, par M. de Champcenetz, gouverneur des Tuileries, qui sera logé dans une petite maison de la cour des Suisses, habitée par son fils.

16 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1681.

2124. — État des glaces pour les appartements de Mesdames de France, pavillon de Marsan, et pour les logements en dépendant, même pavillon, dressé par M. Renard.

28 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1681.

2125. — Requête de la demoiselle Durand, marchande limonadière, à l'effet d'être autorisée à construire deux pavillons formant cafés, sur le terrain de la Ville, dans le fossé des Tuileries, à l'entrée de la place Louis XV, avec avis favorable du département des travaux publics, subordonnant la concession à l'agrément du Roi, sous la condition que ces cafés n'auraient aucune décoration architecturale.

8, 13 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1682.

2126. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Hermand, officier invalide autrefois détaché aux Tuileries, rejetant sa réclamation d'indemnité pour les réparations de pur agrément qu'il avait faites dans son logement des Tuileries.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 54.

2127. — Lettre du sieur Champin, fourrier des logis du Roi, à M. d'Angiviller, sollicitant l'établissement de quelques armoires dans son logement de la rue du Chantre.

7 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1680.

2128. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Heurtier, inspecteur général des Bâtiments, le priant de se livrer à un examen approfondi des réparations demandées par M[me] de Campan, qui lui semblent abusives.

12 mars, 20 avril 1790.
Copies, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 82, 206.

2129. — Lettre du marquis de Mailliardor, commandant de la garde suisse, à M. d'Angiviller, à l'effet d'obtenir trois glaces pour le logement des officiers de son régiment qui sont de garde chez le Roi, aux Tuileries, avec réponse de M. d'Angiviller, portant qu'il fera rechercher dans les magasins s'il se trouve quelques glaces qui puissent être utilisées.

14, 27 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1681 ; copie, O[1] 1183, fol. 153.

2130. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de Champcenetz, l'informant qu'il a donné l'ordre à M. Renard d'étudier les détails et la dépense des réparations par lui demandées pour son logement de la cour Royale des Tuileries.

14 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 93.

2131. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, et rapport de M. Renard sur les aménagements et réparations demandés par M. de Champcenetz, gouverneur du palais des Tuileries, logé cour Royale, par M. Messillier, contrôleur de la Bouche, logé à l'hôtel de La Vallière, par M. Lemoyne, huissier du cabinet, logé cour de l'Orangerie des Tuileries, et par M. Champin, fourrier des logis, installé rue du Chantre, avec plans.

14, 20 mars 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1680; copie, O[1] 1183, fol. 91.

2132. — Lettre de Mme Radix de Briges à M. d'Angiviller, demandant le payement des glaces par elle laissées aux Tuileries dans le logement qu'elle a quitté, avec réponse de M. d'Angiviller.

15, 24 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1682; copie, O[1] 1183, fol. 222.

2133. — Lettre de la princesse de Berghes à M. d'Angiviller, réclamant une indemnité pour les dépenses par elle faites dans son appartement des Tuileries, occupé par la princesse de Chimay, avec réponse négative de M. d'Angiviller.

15, 27 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1682; copie, O[1] 1183, fol. 151.

2134. — Supplique du sieur Pellier, garçon du château des Tuileries, à l'effet d'obtenir une cabane en bois sur la petite terrasse au-dessus de l'ancienne salle de spectacle, pour y placer partie de ses effets et son bois, attendu l'exiguïté de son logement au-dessus du péristyle de la salle de spectacle, supplique rejetée.

20 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1682.

2135. — Lettre de M. Thierry de Ville-d'Avray à M. d'Angiviller, proposant de prendre au compte du Garde-Meuble le règlement de l'indemnité réclamée par la comtesse de La Marck pour la dépossession de son logement, à la charge pour les Bâtiments de faire réparer aux Gobelins les tapisseries du Garde-Meuble et d'établir un logement pour M. de Crécy, garde général des meubles de la couronne.

21 mars, 1er avril 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, O[1] 1681.

2136. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, lui donnant ses instructions au sujet de divers aménagements demandés, dont il devra faire l'examen avec M. Brébion, notamment en ce qui concerne M. de Champcenetz et Mme la princesse de Berghes.

27 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 142.

2137. — Lettre de la comtesse de Nollet à M. d'Angiviller, sollicitant une indemnité pour la dépossession de son logement aux Tuileries, en raison des dépenses qu'elle y avait faites avant de l'habiter, avec réponse de M. d'Angiviller, regrettant de ne pouvoir prendre sa demande en considération, le Roi lui ayant accordé, il y a deux ou trois ans, un secours de 1,200 livres pour transformer son logement.

3, 17 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1681; copie, O[1] 1183, fol. 193.

2138. — Notice de ce qui s'est passé pour faire rentrer à la disposition du Roi l'appartement dont Mme la comtesse de La Marck jouissait aux Tuileries, par M. Guillaumot.

5 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1681.

2139. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, lui renvoyant le mémoire de la demoiselle Durand, qui sollicite la permission d'établir des cafés dans les fossés des Tuileries près du pont tournant, et déclarant que la Municipalité, consultée à ce sujet, réserve ses droits et ne veut autoriser qu'une construction très légère, sur simples dés de pierre sans fondations, avec lettres du sieur de Perraud, avocat, mandataire de la demoiselle Durand, à ce sujet, et réponse de M. d'Angiviller.

13 avril, 4, 18, 21 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1680, O[1] 1681; copie, O[1] 1183, fol. 269.

2140. — Lettre du duc de Villequier à M. d'Angiviller, le priant de faire mettre

des persiennes ou jalousies aux deux fenêtres de sa chambre à coucher et de son cabinet, inhabitables à cause de l'ardeur du soleil, et appuyant la demande d'indemnité présentée par Mme de Courcy pour le local par elle cédé au petit hôtel de La Vallière, avec lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, l'invitant à surveiller l'exécution de ces travaux que le duc de Villequier veut bien prendre à sa charge.

28 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, O1 1680; copie, O1 1183, fol. 240.

2141. — Requête du marquis de Cherisey, ancien lieutenant des gardes du corps, à l'effet d'obtenir une indemnité pour la dépossession du logement qu'il occupait dans la cour des Suisses et qui a été attribué à M. de Champcenetz, logement où il a dépensé plus de 20,000 livres, avec réponse de M. d'Angiviller, portant que cette question n'est nullement de son ressort.

9, 18 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1682; copie, O1 1183, fol. 268.

2142. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, déclarant que la demande de la demoiselle Durand pour l'établissement d'un café dans les fossés des Tuileries a été soumise au Roi, qui la voit de très mauvais œil, d'autant plus que l'un de ces cafés serait à proximité du jardin destiné au Dauphin.

18 mai 1790.
Copies, *A. N.*, O1 1681, O1 1183, fol. 270.

2143. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, maire de Paris, annonçant que le Roi a cru ne point devoir accueillir la requête présentée par la demoiselle Durand pour l'établissement de deux cafés dans les fossés des Tuileries, dont la démolition serait tôt ou tard ordonnée, et qui exposerait la Commune à des réclamations d'indemnité.

18 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O1 1183, fol. 271.

2144. — Rapport de M. Renard à M. d'Angiviller sur divers travaux, notamment sur le rétablissement de la cuisine de la caserne des suisses, le débouchement d'une porte et d'une fenêtre dans les souterrains, la translation de la lingerie du Roi dans l'une des pièces de l'ancien gobelet et les distributions nécessaires dans le logement de M. de Dreux-Brézé.

20 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1682.

2145. — Rapport de M. Renard à M. d'Angiviller sur l'état de l'aqueduc qui traverse la chaussée des Tuileries et sur les mesures prises pour prévenir tout accident, en attendant un rapport plus détaillé sur l'utilité de cet aqueduc et sur les frais qu'entraînerait sa reconstruction.

20 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1682.

2146. — Lettre de Mme de Soucy, sous-gouvernante des enfants de France, à M. d'Angiviller, sollicitant quelques menues réparations pour le logement que vient de lui accorder le marquis de La Suze, avec réponse de M. d'Angiviller, annonçant qu'il en sera fait examen et qu'il ne pourra admettre que celles qui auront un caractère d'urgence.

6 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1681; copie, O1 1183, fol. 349.

2147. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller relativement aux glaces qui manquent dans le logement de M. de Champcenetz, gouverneur du château.

29 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1681.

2148. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, rendant compte des menues réparations qu'il conviendrait de faire dans le logement de la comtesse de Soucy, sous-gouvernante des Enfants de France, situé au pavillon du concierge des ballets, cour des Suisses.

11 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1681.

2149. — État des glaces nécessaires pour les divers appartements de l'hôtel de la direction générale des Bâtiments.

16 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O1 1681.

2150. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, au sujet de diverses réparations à exécuter, notamment dans le logement de M. Lemoyne, l'un des premiers valets de chambre du Roi.

20 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2151.— Lettre de M. de La Suze à M. d'Angiviller, l'instruisant de la décision du Roi, qui lui concède le privilège de disposer des logements du château en faveur des personnes attachées à la Cour, décision transmise par M. de Saint-Priest.

20 juillet 1790.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, O¹ 1681.

2152. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, proposant de supprimer l'aqueduc qui passe sous la terrasse des Tuileries et le quai jusqu'à la rivière, et de le remplacer par un puisard au pied de la terrasse.

29 juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, O¹ 1681.

2153. — Supplique du sieur Daverne, compagnon serrurier, occupé aux appartements de la Reine, à l'effet d'obtenir un petit atelier à proximité des Tuileries, avec réponse négative de M. d'Angiviller.

31 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1673.

2154. — Lettres de Mme de La Roche-Aymon à M. d'Angiviller, revendiquant les meubles et glaces laissés par elle dans son appartement des Tuileries, qu'occupe Madame Elisabeth, avec réponse de M. d'Angiviller, déclarant qu'il ne lui appartient point de statuer sur cette réclamation.

10, 18 août, 16 septembre 1790.
Autographes, *A. N.*, O¹ 1674, O¹ 1681; copie, O¹ 1183, fol. 467.

2155. — Lettre de Mme de Campan à M. d'Angiviller, réclamant des réparations urgentes dans le logement qui lui est destiné comme première femme de chambre de la Reine, avec réponse de M. d'Angiviller, portant que M. Renard a ordre de s'occuper avec promptitude de son logement, dès que les ouvriers pourront y rentrer.

12 août, 12 septembre 1790.
Autographe, *A. N.*, O¹ 1681 : copie, O¹ 1183, fol. 513.

2156. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, exposant la nécessité de mettre des garde-fous le long de la terrasse de la rivière, eu égard aux accidents qui venaient de se produire.

19 août 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2157. — Supplique du sieur Fournier, premier garçon du Garde-Meuble de la couronne, à l'effet d'obtenir quelques menus arrangements dans son logement de service aux Tuileries, avec rapport favorable de M. Renard.

30 août 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2158. — Lettre de Mme de Soucy jeune à M. d'Angiviller, demandant la fourniture de glaces pour le logement qu'elle occupe en raison de son service auprès des Enfants de France, et réponse de M. d'Angiviller, déclarant qu'il a donné des instructions à ce sujet.

26 septembre, 2 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681; copie, O¹ 1183, fol. 553.

2159. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, le chargeant de faire établir quelques légers cloisonnages, réclamés par M. de La Suze, dans le logement que les garçons du Garde-Meuble occupent en haut du pavillon de Flore.

1er décembre 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 679.

2160. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, lui témoignant sa surprise de voir M. Ginoux, directeur des Domaines, logé à l'hôtel de La Vallière, qui ne devrait être occupé que par le service du Roi, et le priant d'examiner la demande présentée par ce personnage pour convertir une croisée en porte.

3 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 689.

2161.— Lettre de M. Laporte, intendant de la Liste civile, aux régisseurs nationaux du Domaine, envoyant l'état des possessions du Roi en bâtiments dans l'enceinte projetée du Louvre et des Tuileries.

Septembre 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 1676.

Baraques du Carrousel et des Quais.

2162. — Lettre du duc de Coigny à M. d'Angiviller, donnant son adhésion à l'établissement d'un corps de garde dans le Carrousel, contre le mur de son jardin, à condition de ne point masquer la vue.

23 avril 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2163. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, indiquant les prix de location des deux baraques au coin de la rue Froidmanteau, dont jouissait le sieur Maubert, dit Courcelles, récemment décédé, et lettres de M. d'Angiviller à M. Brébion, annonçant qu'il vient de disposer de l'une de ces échoppes en faveur de la demoiselle Lefèvre et du nommé Claisse, dit Flamand, et de l'autre en faveur des deux demoiselles Brion.

1er, 12 mai, 3 juillet 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴮ, O¹ 1096.

2164. — Lettre de M. Duchesne, prévôt des Bâtiments, à M. d'Angiviller, demandant des instructions au sujet du différend survenu entre deux fripiers étalant au pied du jardin de l'Infante, qui l'ont pris pour juge.

12 juin 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2165. — Lettre de M. Duchesne, soumettant à M. d'Angiviller le différend soulevé entre la dame Le Roi, marchande libraire, sur le quai du Louvre, le long du mur du jardin de l'Infante, et le sieur Bansard, marchand d'histoire naturelle, qui se plaint de ses empiètements, avec la supplique du sieur Bansard.

26, 29 juin 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴮ.

2166. — Rapport de M. Renard sur la demande présentée par le sieur Petit, porteur d'eau, pour la reconstruction de son échoppe, adossée au fossé des Tuileries, au-dessous du pavillon de Flore, avec la pétition du sieur Petit.

11 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2167. — Rapport de M. Montucla à M. d'Angiviller, proposant d'étendre aux femmes des sieurs Colombe, concierge de l'Académie, et Geslin, la jouissance de deux des quatre baraques reconstruites sous le guichet Marigny.

12 février 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1696.

2168. — Lettre de M. Duchesne à M. d'Angiviller, signalant l'établissement de deux baraques sur la place du Carrousel, en face de M. Auguste, ainsi que la construction d'une troisième, en vertu d'ordre de M. Duparc, inspecteur et concierge du gouvernement des Tuileries, avec lettre de M. Guillaumot, annonçant la démolition de ces baraques, ordonnée par la Prévôté de l'Hôtel.

12, 16 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1696.

2169. — Lettres de M. d'Angiviller au marquis de La Suze et à M. Duchesne, prévôt des Bâtiments, manifestant son intention d'affecter au logement du garde des Bâtiments la baraque avec étage, sise place du Carrousel, dont jouissait le sieur Biéville et qu'il louait à un distributeur de billets de loterie.

18 février 1790.
Copies, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 18, 20.

2170. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Bailly, au sujet de l'autorisation indûment accordée par le district des Feuillants au sieur Lumière pour l'établissement d'une échoppe sur le quai des Tuileries, adossée aux galeries du Louvre, portant que trois autres individus se trouvent dans le même cas et ne sauraient conserver leurs échoppes, comme le fait observer le sieur Lumière, avec réponse de M. Bailly.

26, 28 février, 14 mars 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ; copies, O¹ 1147, fol. 26, 46.

2171. — Lettres de M. d'Angiviller à MM. Guillaumot et Renard, et rapport de M. Renard à M. d'Angiviller, approuvé par M. Guillaumot, proposant d'édifier onze baraques, adossées au mur du jardin du duc de Coigny, dans l'angle de la maison de M. Auguste, devenu un dépôt d'ordures, baraques dont la construction serait confiée à un seul entrepreneur, qui serait remboursé par les concessionnaires, au bout d'un an, avec observations à l'effet de diminuer la grandeur de ces baraques, pour en avoir seize au lieu d'onze.

14, 20, 21 mars 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ; copie, O¹ 1148, fol. 45.

2172. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, faisant observer que la proportion de 12 pieds au lieu de 15 pour la largeur des boutiques, le long du mur de terrasse de l'hôtel de Coigny, ne changera pas la hauteur et ne modifiera pas le plan, et réponse de M. d'Angiviller, autorisant la construction de quatorze baraques au lieu d'onze.

14 avril 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ; copie, O¹ 1148, fol. 80.

2173. — Pétition du nommé Toulorge, marchand grainetier, à M. d'Angiviller, pour être autorisé à établir une petite échoppe près du Louvre, sur la place des fiacres, avec rapport de M. Renard, déclarant qu'il serait dangereux de laisser construire des échoppes isolées sur une place vague, où se réfugient nombre de gens sans aveu du matin au soir.

1ᵉʳ, 3 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ, O¹ 1696.

2174. — Certificat délivré par M. Brébion au nommé Lesueur, pour sa mise en possession d'une baraque, cour de l'Orangerie des Tuileries, vacante par le décès du sieur Herbaumont.

17 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2175.— Rapport de M. Brébion à M. d'Angiviller, favorable à la réclamation de la demoiselle Françoise Fortier, à l'effet de rentrer en possession de deux petites baraques adossées au mur de clôture des Tuileries, place du Carrousel, et converties en magasin par le sieur Auvray, couvreur du département de Paris, avec le mémoire en question et lettres de M. d'Angiviller à M. Brébion, adoptant les conclusions de son rapport.

18, 22 mai, 5 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ; copie, O¹ 1148, fol. 245.

2176. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, lui envoyant le plan et la façade des boutiques à construire contre le mur du jardin de l'hôtel de Coigny, au nombre de quatorze, chaque boutique devant avoir 12 pieds de largeur sur 9 de profondeur et 7 pieds de hauteur, et d'une dépense totale de 500 livres.

20 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2177. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, lui faisant part des craintes exprimées par M. Brébion au sujet des baraques projetées contre le mur du jardin du duc de Coigny, qui pourraient fournir le moyen de s'introduire dans ce jardin par escalade.

29 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2178. — Récapitulation générale du devis des boutiques à construire tant au Carrousel que sur le quai du Louvre, indiquant le prix particulier de chacune d'elles, avec la soumission des entrepreneurs, et détail d'une boutique à construire en adossement au mur du jardin de l'hôtel de Coigny, avec soumission de l'entrepreneur.

10 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2179. — Supplique de trois pères de famille à M. de Villequier, pour obtenir le rétablissement de leurs échoppes, transportées de la place du Carrousel sur le quai du Louvre et supprimées par ordre du service des Bâtiments, avec apostille du duc de Villequier.

10 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2180. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, annonçant que la construction des boutiques adossées au mur du jardin de l'hôtel de Coigny sera prochainement achevée, et proposant de surélever ce mur de 15 pouces.

15 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1681.

2181. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, le prévenant qu'il a écrit au duc de Coigny au sujet de la surélévation du mur de son jardin, que les boutiques seront très prochainement achevées et peuvent dès à présent être mises à la disposition des titulaires, qui devront rembourser, en trois termes, au sieur Clier, menuisier, les frais de construction s'élevant à 550 livres.

17 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2182. — Lettre de M. Lavoisier à M. d'Angiviller, recommandant la veuve Domange qui sollicite l'une des échoppes adossées à l'hôtel de Coigny, ou telle autre à volonté sur la place du Carrousel, avec réponse de M. d'Angiviller, exprimant le regret de ne pouvoir accueillir la demande en question, toutes les concessions étant déjà faites.

25 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ, O¹ 1679ᴮ.

2183. — Lettre de M. de Saint-Priest à M. d'Angiviller, le priant d'envoyer de suite un duplicata de l'ordre donné par le prévôt des bâtiments au sieur André Ponthieu, perruquier, d'évacuer les remises et écuries qu'il tenait en location de la comtesse Diane de Polignac, à l'effet d'être déchargé par le Châtelet du loyer que lui réclamait l'intendant de cette dame, avec réponse conforme de M. d'Angiviller.

26, 30 juin 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O¹ 1696.

2184. — Lettre de M. d'Angiviller à Mᵐᵉ Du Barry, en réponse à sa recommandation en faveur du nommé Toulorge, qui demandait la permission d'établir sur le quai des Tuileries une petite échoppe pour débiter de l'avoine aux cochers de fiacre, genre d'établissement inadmissible, surtout depuis que le Roi habite les Tuileries.

2 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴮ.

2185. — Lettre de M. d'Angiviller à la marquise de Coigny, lui annonçant que, sur sa recommandation, il a accordé au sieur Pélissier, son valet de chambre, l'une des nouvelles baraques construites au Carrousel.

2 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴮ; copie, O¹ 1148, fol. 166.

2186. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de la Source, lui apprenant que, sur sa recommandation, il a accordé au sieur Guignot l'une des nouvelles baraques du Carrousel.

2 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴮ.

2187. — Lettre de M. d'Angiviller au duc de Cereste-Brancas, lui exprimant le regret de n'avoir pu déférer à sa recommandation en faveur de la dame Bayle qui postulait l'une des petites boutiques du Carrousel.

3 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴮ.

2188. — Lettre du sieur Buet, commis au bureau de la Compagnie d'assurance, demandant la concession de l'une des premières boutiques adossées au mur du jardin de l'hôtel de Coigny pour sa femme qui avait obtenu un bureau de tabac sur la place du Carrousel, avec réponse négative.

6 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴮ.

2189. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, lui adressant onze certificats de concession des quatorze nouvelles petites échoppes construites sur la place du Carrousel, et le priant de les délivrer aux titulaires en leur faisant signer l'engagement vis-à-vis de l'entrepreneur.

9 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴮ.

2190. — Pétition du sieur Horaist à M. d'Angiviller, à l'effet d'obtenir la permission d'édifier une échoppe sur la place

du Carrousel, dans un recoin près de l'orfèvrerie du Roi, afin d'y établir un restaurant pour la garde nationale de service aux Tuileries.

10 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2191. — États des personnes sur les rangs pour les baraques, soit sur la place du Carrousel, soit sur le quai contre les galeries, avec plan.

10 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2192. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Renard, autorisant l'établissement sur la place du Carrousel de la baraque demandée par la dame Couchant, protégée de la duchesse de Duras, à condition qu'elle n'empêche pas l'ouverture de la porte d'une remise contiguë et ne forme point saillie, avec réponse à la duchesse de Duras.

12 août, 22 septembre 1790.
Copies, *A. N.*, O¹ 1148, fol. 188, 223, 249.

2193. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, maire de Paris, signalant à son attention les nombreuses échoppes ou baraques qui s'établissent tant au pied de la terrasse de la Colonnade que le long des jardins devant le Louvre, en vertu d'autorisations accordées par les commissaires du district de la Samaritaine, et le priant d'y mettre ordre.

14 août 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴮ; copie, O¹ 1148, fol. 195.

2194. — Rapport de M. Renard à M. d'Angiviller, au sujet de la permission de construire une échoppe adossée au mur des écuries du Roi, quai du Louvre, sollicitée par Catherine Petit, femme du sieur Blaise Bourdillon, qu'il serait difficile de refuser dans un moment où une infinité de gens se font délivrer des autorisations verbales ou écrites par leurs districts.

9 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1696.

2195. — Suppliques des sieurs Martin Leviez, ancien portier de M. Gabriel, Joseph Maillet, Charles-Laurent Vigneron, portier du magasin des Bâtiments, et Catherine-Angélique Roussel, veuve Alard, à l'effet d'obtenir la concession de baraques sur la place du Carrousel, avec réponse à M. de Septeuil, qui avait recommandé le sieur Leviez.

22 novembre, 6, 15 décembre 1790, 14 janvier 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ; copie, O¹ 1148, fol. 263.

2196. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, lui adressant trois projets de baraques : 1° le long du mur de la cour à fumier de l'hôtel de Coigny, place du Carrousel; 2° sur le quai des Tuileries et au-devant des écuries du Roi; 3° en adossement du mur de terrasse d'une maison du Roi, place du Carrousel, avec plans.

7 décembre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2197. — Rapport de M. Brébion à M. d'Angiviller, relatif à la demande présentée par la demoiselle de Braban pour être autorisée à continuer un étalage de fleurs sur le quai du Louvre, près du pont Royal, chose impossible, vu l'établissement d'un trottoir à cet endroit.

9 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2198. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, lui envoyant le projet de boutiques dressé par M. Renard et le priant de disposer de l'une d'elles en faveur d'un de ses anciens serviteurs et de sa femme, auxquels il veut assurer un morceau de pain, en prenant à sa charge la dépense de la construction.

9 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2199. — Rapport de M. Cuvillier à M. d'Angiviller et de M. d'Angiviller au Roi, tendant à autoriser l'établissement de baraques non adhérentes, le long du quai des Tuileries, d'une forme et dimension régulières, vu l'impossibilité d'expulser les petits marchands qui se sont installés à leur guise sur ce quai.

15 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2200. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, au sujet des nouvelles baraques sur la place du Carrousel, dont la construction est autorisée par le Roi et devra être confiée au même entrepreneur, qui a établi les premières, sur un plan uniforme.

31 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1696; copie, O¹ 1148, fol. 281.

2201. — Pétition du sieur Clairambault à M. d'Angiviller, pour obtenir la concession de l'une des baraques que l'on reconstruit au Carrousel, ayant déjà occupé pendant vingt-deux ans une baraque attenante au jardin du duc de Coigny.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2202. — Supplique du sieur Louis Lebon à Madame, belle-sœur du Roi, lui exposant qu'ayant été réformé du service des écuries, il va se trouver dans la misère, et sollicitant l'une des boutiques sur la place du Carrousel, au coin de la rue Saint-Nicaise.

8 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2203. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, lui annonçant la visite de M. Renard au sujet des vilaines échoppes établies le long de la galerie des Tuileries, que l'on veut détruire et remplacer par des baraques convenables, et réponse de M. Renard à M. d'Angiviller, lui rendant compte de son entretien avec M. Bailly relativement à la construction de ces baraques, dont le maire ne semblait point partisan, la Municipalité, avait-il objecté, venant d'en interdire d'analogues sur la place Louis XV.

12, 14 janvier 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2204. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Duchesne, lui apprenant que l'on a décidé la construction de baraques décentes le long de la galerie du Louvre, depuis le pavillon de Flore jusqu'au guichet, qui remplaceront les méchantes échoppes édifiées sur cet emplacement.

13 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2205. — État des personnes à qui il est accordé ou auxquelles on propose de donner des baraques sur la place du Carrousel, au-dessous de la terrasse de la maison Beugnet et contre l'hôtel de Coigny.

14 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2206. — État des personnes à qui l'on pourrait donner des nouvelles baraques contre la galerie du Louvre, accompagné des suppliques.

14 janvier, 8 juin 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2207. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Renard, lui envoyant l'état des personnes auxquelles il a accordé les baraques qui seront édifiées sur la place du Carrousel, tant contre le mur de terrasse de la maison par lui habitée que contre le flanc de l'hôtel de Coigny, et approuvant le devis des nouvelles baraques à construire.

14, 18 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴬ.

2208. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de Villeblanche, en réponse à sa recommandation en faveur du nommé Noze, qui demande l'une des baraques projetées le long de la galerie du Louvre, baraques dont l'établissement n'est nullement certain, avec lettre de M. de Villeblanche et pétition du sieur Noze.

11 mars 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴮ.

2209. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de La Suze, lui envoyant copie des brevets qui concèdent à M. de Champcenetz la moitié des maison et baraques construites sur la place du Louvre par le sieur Capperon.

2 avril 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, O¹ 1679ᴮ.

2210. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Renard, annonçant la concession d'une baraque à construire près du bâtiment des officiers suisses sur le Carrousel à la dame Alard, à charge par elle de la louer à un suisse des Tuileries, recommandé par M. de

Champcenetz, lequel sollicite le même emplacement pour y établir un débit de vin, avec la supplique de la dame Alard et lettre de M. de Champcenetz.

6 avril 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1679[a].

2211. — Supplique du nommé Antoine Doiteau, marinier, à M. d'Angiviller, à l'effet d'obtenir l'autorisation de construire une baraque en plâtre ou en planches sur le quai des Tuileries, pour un petit commerce d'eau-de-vie, avec note portant refus.

14 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1679[a].

2212. — Lettre du sieur Duchesne, prévôt des Bâtiments du Roi, à M. Montucla, dénonçant une femme qui a établi une petite échoppe près du Pont tournant, et demandant la ligne de conduite à tenir à son égard, ainsi qu'à l'égard des deux libraires et des marchandes de gâteaux qui se sont installés au-devant du pont sur les deux côtés.

20 mai 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 1679[a].

2213. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Brébion, le prévenant qu'il vient d'accorder au sieur Pochon la permission d'établir temporairement sur le carré, au-devant du péristyle, un petit spectacle d'illumination, relatif au Roi et à sa convalescence du mois de mars dernier.

31 mai 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 1679[a].

2214. — Lettre de M. Brébion à M. de Laporte, intendant de la Liste civile, rendant compte de la contestation entre le sieur Duval, principal locataire, et le sieur Silvain Massé, sous-locataire d'une des baraques établies près du guichet Marigny, qui a reçu congé et refuse de quitter son local, avec mémoire du sieur Massé et résumé de l'affaire.

8 juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1679[a].

2215. — Lettre de l'intendant de la Liste civile aux demoiselles Mouton, les avisant du retrait de la concession des petits bâtiments qu'elles occupent sur la place du Vieux-Louvre, contre le fossé attenant au pavillon de l'Infante, dont le Roi a besoin pour son service.

20 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 1679[a].

J. — ÉDIFICES PUBLICS (CONSTRUCTIONS ET RÉFECTIONS D').

Palais de Justice.

2216. — Arrêt du Conseil d'État, approuvant les nouvelles constructions faites pour le rétablissement du Palais de 1784 à 1788, montant, d'une part, à 20,174 livres 5 sols 7 deniers, d'autre part, à 33,539 livres 6 sols, d'après les mémoires.

10 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, E 1670[A], n[os] 46, 47.

2217. — Lettre de M. de Bonnaire de Forges aux administrateurs des domaines, les invitant à prendre des mesures pour tirer le meilleur parti de l'hôtel de la Trésorerie de la Sainte-Chapelle, cédé par l'abbé Demay, moyennant une indemnité annuelle de 8,000 livres, avec un état des personnes qui occupent l'hôtel de la Trésorerie, distinction faite de ceux qui payent d'avec ceux qui ne payent rien.

12 mars 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1692.

2218. — Arrêt du Conseil d'État, annulant le bail de deux boutiques, rue de la Barillerie, fait à Jean-Joseph Prévost, marchand bijoutier, lequel est en fuite.

28 mars 1789.
Minute, *A. N.*, E 1672[B], n° 46.

2219. — Arrêt du Conseil d'État, approuvant les ouvrages d'horlogerie, de plomberie et de pavé faits en 1786, 1788 et 1789, tant au Palais qu'aux prisons de Paris, et ordonnant le payement de leur montant, réglé à 6,836 livres 8 sols 10 deniers, à trois entrepreneurs.

25 avril 1789.
Minute, *A. N.*, E 1672[D], n° 19.

2220. — Arrêt du Conseil d'État, approuvant les ouvrages de maçonnerie faits de 1784 à 1787, tant pour réparation et distribution des dessous de la grande salle du Palais que pour différentes réparations dans d'autres parties des bâtiments du Palais, montant à la somme de 129,326 livres 17 sols, qui sera payée au sieur Dubois, entrepreneur.

23 mai 1789.
Minute, *A. N.*, E 1673^{a}, n° 21.

2221. — Délibération du comité permanent et bureau militaire du district des Barnabites, autorisant leurs commissaires à continuer leurs démarches auprès de M. de Bonnaire de Forges, à l'effet d'obtenir l'hôtel de la Trésorerie, seul emplacement qu'ils aient trouvé dans tout le quartier de la Cité et de la place Dauphine pour l'établissement d'une caserne.

11 août 1789.
Original signé, *A. N.*, O^{1} 1692.

2222. — Avis de M. Pierre Desmaisons, architecte du Roi, déclarant que l'hôtel de la Trésorerie, occupé en partie par le Trésorier, en partie par M. Prault, ne peut être transformé en caserne, avec lettre d'envoi à M. de Bonnaire de Forges.

14 août 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^{1} 1692.

2223. — Arrêt du Conseil d'État, approuvant les divers ouvrages d'entretien et de réparations, faits au Palais en 1787 et 1788, et ordonnant le payement de 47,266 livres 8 sols 1 denier, montant de l'estimation de ces travaux, avec 2,363 livres pour les honoraires de M. Desmaisons, architecte.

16 août 1789.
Minute, *A. N.*, E 1674^{a}, n° 6.

2224. — Mémoire pour le district des Barnabites, en réponse aux objections faites par M. de Bonnaire de Forges, dans sa lettre du 17 août, à la demande de l'hôtel de la Trésorerie, pour y établir une caserne, accompagné de lettres de M. Longeaud-Dupré, président du comité du district.

22 août 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O^{1} 1692.

2225. — Rapport sur le mémoire adressé au nom du district des Barnabites, à l'effet d'obtenir l'hôtel de la Trésorerie de la Sainte-Chapelle, pour y établir une caserne à l'usage de la compagnie soldée du district, avec lettre d'envoi à M. Necker et décision de M. Lambert.

24, 31 août 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O^{1} 1692.

2226. — Lettres de M. de Bonnaire de Forges à M. Longeaud-Dupré, président du district des Barnabites, et à M. Malus du Mitry, annonçant la concession au district de l'hôtel de la Trésorerie, pour y établir une caserne, à condition de sauvegarder les intérêts du Roi.

3 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^{1} 1692.

2227. — Lettre de M. de Bonnaire de Forges à M. de Montjay, au sujet de la proposition faite par M. Prault, libraire, de se rendre principal locataire de l'hôtel de la Trésorerie, en ajoutant une somme de 600 livres pour le local qu'il occupe personnellement aux 2,700 livres payées par l'ensemble des locataires.

15 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, O^{1} 1692.

2228. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le payement de 3,446 livres 10 sols aux sieurs Jean-Augustin Grangé et Marie-Joseph Masson, propriétaires par indivis d'une boutique au Palais dans l'ancienne galerie Mercière, pour compléter l'indemnité de 4,800 livres à eux due, et annulant la concession d'une boutique dans la nouvelle galerie Mercière, faite par arrêt du Conseil, du 10 décembre 1783.

21 mars 1790.
Minute, *A. N.*, E 1678^{b}, n° 17.

2229. — Arrêt du Conseil d'État, approuvant les ouvrages faits pendant les six premiers mois de 1790, pour changements et nouvelles distributions au Palais de Justice et autres bâtiments du Domaine, et ordonnant le payement de 77,730 livres 8 sols, montant de ces ouvrages, avec état et procès-verbal d'examen de ces travaux par

Anne-Louis Malus du Mitry, commissaire pour l'inspection des bâtiments du Domaine.

29 août 1790.
Minute, *A. N.*, E 1681^A, n° 9; copie et minutes (3 p.), AA 16, n° 815.

2230. — Arrêt du Conseil d'État, assignant au sieur Couperin, organiste de la Sainte-Chapelle, un logement dans la partie du bâtiment construite sur la cour du Mai au Palais, du côté de la Sainte-Chapelle et du tribunal de l'Élection, avec les plans des boutiques de la cour du Mai et des entresols au-dessus des boutiques.

5 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, E 1681^B, n° 3.

2231. — Arrêt du Conseil d'État, approuvant les ouvrages faits dans le cours de l'année 1789, pour changements, nouvelles dispositions et distributions au Palais, au Châtelet, aux prisons et autres bâtiments du Domaine, et ordonnant le payement de 36,304 livres 1 sol 8 deniers, montant de ces ouvrages, y compris les honoraires de l'architecte.

12 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1681^B, n° 10.

2232. — Arrêt du Conseil d'État, fixant à 4,800 livres le montant de l'indemnité due à Élisabeth Delafosse-Chatry, femme de Samuel Joly, et à Marie-Anne-Louise Delafosse-Chatry, femme d'Isaac-Mathieu Crommelin, pour la valeur d'une boutique, salle Dauphine, démolie lors de la reconstruction du Palais.

24 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682^A, n° 29.

2233. — Arrêt du Conseil d'État, réduisant à 4,500 livres, au lieu de 6,000, le prix du loyer des trois étages supérieurs d'un bâtiment du Palais, sur la rue de la Barillerie, occupé par le sieur Archier, lieutenant de robe courte, en raison des aménagements qu'il a faits dans ce bâtiment, destiné en principe aux chapelains et clercs de la Sainte-Chapelle.

24 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682^A, n° 28.

2234. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le payement, sur les fonds destinés au rétablissement du Palais, d'une somme de 1,762 livres 10 sols, à titre d'indemnité, tant aux propriétaires qu'aux locataires des quatre maisons acquises pour la formation de la place et l'ouverture d'une rue devant le Palais.

14 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682^B, n° 14.

2235. — Arrêt du Conseil d'État, liquidant à la somme de 24,049 livres 6 sols 8 deniers l'indemnité due aux propriétaires de huit boutiques démolies pour la reconstruction du Palais de Justice, tant dans la cour du Mai, dans les rues de la Barillerie et de Saint-Barthélemy que dans la grande salle du Palais.

14 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682^B, n° 15.

2236. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le payement de 56,000 livres pour le prix principal d'une maison sise rue Saint-Barthélemy, au coin de la rue de la Vieille-Draperie, appartenant au sieur Charles-Simon Vanin de Courville et Marie-Adélaïde Martin, sa femme, maison acquise par le Roi pour la formation d'une place demi-circulaire en face de la grille du Palais de Justice.

14 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682^B, n° 16.

2237. — Arrêt du Conseil d'État, approuvant les ouvrages faits au Palais de Justice, notamment pour la construction des bâtiments dits des chapelains et clercs de la Sainte-Chapelle et des procureurs, pendant les années 1786, 1787 et 1788, et ordonnant le payement des 434,087 livres 10 sols 8 deniers dues aux entrepreneurs, suivant le règlement de leurs mémoires.

26 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682^C, n° 5.

2238. — Arrêt du Conseil d'État, approuvant les ouvrages de menuiserie et maçonnerie faits en 1789, tant pour l'entretien du Palais de Justice, des prisons de la Conciergerie, de l'Abbaye et de la Force, que pour l'établissement d'un trottoir devant les maisons de la rue de la Barillerie et de la place du Palais, et en ordonnant le paye-

ment aux sieur Marchand, menuisier, et Cardin, maçon, suivant le règlement de leurs mémoires, montant à 15,958 livres 10 sols 2 deniers, fait par M. Desmaisons, architecte, les 9 et 10 décembre 1790.

2 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, E 1683[1A], n° 11; copie et minutes (1 dos.), AA 16, n° 815.

2239. — Arrêt du Conseil d'État, portant réduction d'un quart du prix annuel des baux à loyer des boutiques dépendantes du bâtiment neuf du Palais sur la rue de la Barillerie, à partir du 1er janvier 1791, les locataires de ces boutiques ayant perdu la plupart de leurs pratiques depuis la démolition du pont au Change ainsi que des rues de la Barillerie et de la Pelleterie.

3 avril 1791.
Minute, *A. N.*, E 1683[2B], n° 7.

2240. — État des lieux composant la juridiction du nouveau bailliage du Palais et des meubles renfermés et contenus en iceux, donnés par le Roi lors de la prise de possession desdits lieux.

31 mars 1789.
Original signé de Malus du Mitry, commissaire du Conseil pour l'inspection des bâtiments du Domaine, *A. N.*, Z[1f] 1070.

2241. — État des lieux de la juridiction de MM. les procureurs et du logement en dépendant, situé dans le bâtiment neuf du Palais, rue de la Barillerie, vis-à-vis Saint-Barthélemy.

1er mai 1789.
Original signé, *A. N.*, Z[1f] 1070.

2242. — État des lieux de la première chambre de la Cour des Aides, située dans le Palais.

11 mai 1790.
Original signé, *A. N.*, Z[1f] 1070.

2243. — État des lieux composant le logement de M. Couperin, organiste de la Sainte-Chapelle, placé dans l'aile gauche de la cour du Mai, près de l'Élection.

14 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, Z[1f] 1070.

Affaire Rolland et Brunet, entrepreneurs des travaux du Palais.

2244. — Lettre de M. Dufresne à M. de Bonnaire de Forges, l'invitant, de la part de M. Necker, à examiner le mémoire des sieurs Rolland et Brunet, entrepreneurs des travaux de maçonnerie du Palais, qui se plaignent de la trop forte réduction qu'on leur a fait subir sur le prix de leurs travaux, avec réponse de M. de Bonnaire de Forges, annonçant qu'il n'a point perdu de vue la réclamation, quoique abusive, de ces entrepreneurs.

23, 28 octobre 1789.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 1692.

2245. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, à M. de Bonnaire de Forges, le priant d'accélérer la réponse à la réclamation des sieurs Rolland et Brunet contre un règlement de M. Desmaisons.

20 décembre 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 1692.

2246. — Lettre de M. de Bonnaire de Forges à M. Dufresne, lui donnant des éclaircissements sur les réclamations des sieurs Rolland et Brunet, qui portent sur deux points : 1° leur éviction de leur entreprise, prononcée par arrêt du Conseil du 28 juillet 1781 ; 2° la vérification défectueuse de leurs ouvrages, avec accusé de réception de M. Dufresne.

7 janvier 1790.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, O[1] 1692.

2247. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, à M. de Bonnaire de Forges, le priant de lui faire tenir toutes les pièces se trouvant dans ses bureaux touchant les réclamations des sieurs Rolland et Brunet, et réponse de M. de Forges, déclarant qu'il ne possède aucune pièce de nature à appuyer les prétentions de ces entrepreneurs.

6, 14 mai 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 1692.

2248. — Lettres de M. Lambert, contrôleur général des finances, à M. de Bonnaire

de Forges, lui annonçant la présentation d'une requête par les sieurs Rolland et Brunet pour obtenir la révocation d'un arrêt du 28 juillet 1781, et le priant instamment de lui envoyer le dossier entier de l'affaire, avec réponse de M. de Forges, exprimant le désir d'avoir communication de la requête pour préparer le dossier destiné au comité contentieux des finances.

29 juin, 1er, 3, 17 juillet 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O¹ 1692.

2249. — Inventaire raisonné des pièces concernant les demandes des sieurs Rolland et Brunet, anciens entrepreneurs de la maçonnerie pour la reconstruction du Palais, remises à M. le contrôleur général par M. de Bonnaire de Forges, intendant des finances, le 27 juillet 1790, avec lettre d'envoi et accusé de réception.

27 juillet 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1692.

2250. — Lettre de M. Lambert à M. de Bonnaire de Forges, le priant d'adresser au comité contentieux tous les renseignements sur la suite donnée à l'arrêt du Conseil du 28 juillet 1781, rendu contre les sieurs Brunet et Rolland, avec réponse de M. de Bonnaire de Forges à M. Dupleix de Bacquencourt, conseiller d'État, et accusé de réception.

5 août, 4, 7 septembre 1790.
Originaux signés et minute (3 p.), *A. N.*, O¹ 1692.

2251. — Note du comité contentieux des finances au contrôleur général, demandant le rapport qui a dû être mis sous les yeux du ministre pour faire rendre l'arrêt de 1781, ainsi que les mémoires des travaux des entrepreneurs Brunet et Rolland, de 1776 à 1781, avec lettre de M. Lambert, insistant à ce sujet, et réponses de M. de Bonnaire de Forges, portant envoi de neuf mémoires.

31 octobre, 5, 12, 15 novembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1692.

2252. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant la remise à M. Petit-Radel, architecte-expert, des mémoires des travaux et ouvrages faits par les sieurs Mathieu Rolland, entrepreneur des bâtiments du Domaine, et Nicolas Brunet, maître maçon, depuis 1776 jusqu'à juillet 1781, pour la reconstruction du Palais de Justice, ainsi que les devis et marchés qui auraient pu être passés avec eux.

26 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682ᶜ, nº 3.

2253. — Lettre de M. de Bonnaire de Forges à M. de Lessart, au sujet des réclamations des entrepreneurs Brunet frères, en raison du payement d'une indemnité de 16,800 livres à certains marchands de pierre, de préférence à un autre.

27 mai 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 1692.

2254. — Lettre de M. Turpin, agent du Trésor public, à M. de Bonnaire de Forges, le prévenant qu'il est assigné par les sieurs Rolland et Brunet pour l'homologation d'un procès-verbal d'expertise de leurs travaux et pour payement de 109,094 livres 8 sols 7 deniers, montant de la nouvelle estimation, sans compter les intérêts, avec réponse de M. de Forges, déclarant qu'il a remis toutes les pièces de cette affaire à M. Lambert, et lettre à ce sujet à M. Dupleix de Bacquencourt.

6, 9, 18 septembre 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 1692.

Hôtel d'Auvergne.

2255. — Arrêt du Conseil d'État, autorisant les sieur et dame Lemercier et consorts à rentrer en possession de l'hôtel d'Auvergne, dont l'acquisition et démolition avait été ordonnée par arrêt du 20 octobre 1787 pour transférer le marché des Quinze-Vingts sur son emplacement et celui de deux hôtels voisins, le prix de 408,000 livres offert ayant paru insuffisant aux propriétaires, avec lettre d'envoi à M. de Crosne de l'expédition de cet arrêt.

4, 5 avril 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, nº 102; copie, O¹ 500, fol. 245.

2256. — Arrêt du Conseil d'État, liquidant à 3,600 livres les frais, déboursés et honoraires du sieur Renard, architecte,

inspecteur des Bâtiments du Roi, lors de l'acquisition de l'hôtel d'Auvergne, rue Saint-Honoré.

22 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682[a], n° 2.

2257. — Arrêt du Conseil d'État, liquidant à 23,333 livres 4 sols 2 deniers les salaires, ouvrages et déboursés des entrepreneurs ayant travaillé pour l'hôtel d'Auvergne.

22 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682[a], n° 3.

2258. — Arrêt du Conseil d'État, fixant à 5,000 livres l'indemnité due au sieur Jean Bernard, maître menuisier, pour son éviction et non-jouissance des terrains dépendant de l'hôtel d'Auvergne, sur lesquels il avait construit des bâtiments.

22 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682[a], n° 1.

2259. — Arrêt du Conseil d'État, fixant à 35,600 livres l'indemnité due au sieur Lemercier, secrétaire des commandements du duc de Penthièvre, et au sieur Alix, receveur des gabelles à Sully, propriétaires de l'hôtel d'Auvergne, rue Saint-Honoré, pour la privation durant deux ans des loyers de cet hôtel, dont l'acquisition avait été projetée en vue de l'établissement d'un marché public.

26 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682[c], n° 4.

Hôtel de la Caisse de l'Extraordinaire.

2260. — Décret de l'Assemblée nationale, portant qu'il sera remis, sans délai, à l'Assemblée, un état de toutes les dépenses faites depuis le mois de novembre 1790, pour construction, réparation et distribution de l'hôtel de la Caisse de l'Extraordinaire.

11 juillet 1791.
Minute de la main de Camus, *A. N.*, C 74, n° 724.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1791, p. 148.

Hôtel de l'Intendance.

2261. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le payement de 28,693 livres 16 sols 7 deniers, montant des travaux de réparation et entretien faits à l'hôtel de l'Intendance, rue Vendôme, de 1785 à 1789.

4 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, E 1680[a], n° 18.

Hôtel de la Première Présidence.

2262. — Arrêt du Conseil d'État, approuvant divers travaux faits en 1788 et 1789 à l'hôtel de la Première Présidence du Parlement de Paris, montant à 59,721 livres 17 sols 7 deniers, y compris les honoraires de l'architecte.

13 juin 1789.
Minute, *A. N.*, E 1673[c], n° 11.

2263. — État des lieux de l'hôtel de la Première Présidence, dépendant des bâtiments du Domaine, occupé par M. Bochart de Saron, premier président.

31 mars 1790.
Original signé de M. Bochart de Saron et de M. Malus du Mitry (1 cahier), *A. N.*, Z[1f] 1070.

Halle au blé.

2264. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, lui envoyant un mémoire des marchands, locataires des maisons et boutiques de l'ancienne Halle aux blés, qui se plaignent de la gêne causée à leur commerce par la construction de baraques dans l'enceinte et de la rétribution qu'on prétend exiger d'eux pour l'accès de leurs boutiques.

21 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 200.

2265. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M[me] de Barentin, prieure des Annonciades célestes, au sujet de la rétribution exigée par la compagnie concessionnaire de l'ancienne Halle aux blés, des propriétaires des maisons de cette Halle pour les laisser jouir de l'espace qui se trouve devant leurs maisons, et au sujet de l'intervention de M. de Crosne dans cette question.

2 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 215.

2266. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant la communication au sieur Doré, concessionnaire du terrain de l'ancienne Halle au blé, des requêtes présentées par les propriétaires d'arcades et maisons de cette Halle, à l'effet d'être maintenus en possession de l'espace libre devant leurs boutiques, dans la longueur de six pieds et demi et sur toute la largeur.

23 mai 1789.
Minute, *A. N.*, E 1673ᵃ, n° 59.

Marché de Sainte-Catherine.

2267.— Arrêts du Conseil d'État, évoquant au Conseil la saisie réelle du marché de la Culture-Sainte-Catherine, faite sur le sieur Jacques-François-Alexis Marchand du Colombier et consorts, à la requête de Thérèse-Anne Le Leveroux, renvoyant au lieutenant-général de police, puis au Châtelet, toutes les contestations soulevées par la construction de ce nouveau marché et ordonnant l'exécution d'un jugement du lieutenant de police, au sujet des travaux de carrelage faits par les sieurs Lagrelet et Laffineur.

9 mai 1789, 6 janvier 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, E 2653, n° 119; E 2654, n°ˢ 255, 256.

Église de Sainte-Geneviève et Panthéon français.

2268. — Lettres de M. d'Angiviller à M. de Crosne, lieutenant général de police, puis à M. Cottin, premier commis des finances, pour les payements à faire aux entrepreneurs de Sainte-Geneviève et de la Madeleine.

1789.
Minutes, *A. N.*, O¹ 1704.

2269. — Lettre de M. Letellier, président du bureau militaire du district de Saint-Étienne-du-Mont, à M. d'Angiviller, le priant de vouloir bien ordonner la construction d'un corps de garde sur un terrain contigu à la nouvelle église de Sainte-Geneviève, où doivent être édifiés les bâtiments de la procure, avec réponse de M. d'Angiviller et extrait du procès-verbal du district.

26, 30 juillet 1789.
Original signé, copie et imprimé (3 p.), *A. N.*, O¹ 1704.

2270. — Lettre de M. Cuvillier à M. Le Febvre, procureur général de la congrégation de Sainte-Geneviève, au sujet de l'interruption des travaux du monument de Sainte-Geneviève.

3 août 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 1704.

2271. — Attachements des journées de tailleurs de pierre et autres ouvriers employés aux travaux du Panthéon en 1789 et 1790.

Minutes (2 dos.), *A. N.*, O¹ 1701.

2272. — État du montant des mémoires des différents ouvrages faits à la nouvelle église de Sainte-Geneviève, pour servir à constater ce qui reste dû à chacun des entrepreneurs.

1ᵉʳ janvier 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1702.

2273. — État et liquidation générale de ce qui est dû à chacun des entrepreneurs de Sainte-Geneviève.

1ᵉʳ janvier 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1702.

2274. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Heurtier, inspecteur général des Bâtiments, touchant le règlement de compte demandé par les entrepreneurs de la nouvelle église de Sainte-Geneviève.

17 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 27.

2275. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Brébion, approuvant le devis proposé par lui pour l'achèvement de tout l'extérieur du monument de Sainte-Geneviève.

24 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1704.

2276. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Brébion et à M. Dufresne, directeur du Trésor, les prévenant qu'il fait en ce mo-

ment une distribution de 53,000 livres au profit des entrepreneurs qui reprennent les travaux de Sainte-Geneviève, et demandant de suspendre pour une année ou deux la plomberie du dôme.

7 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1704.

2277. — Lettres de M. d'Angiviller à MM. Désar et Sohier, sculpteurs, leur faisant part de sa résolution de n'admettre, cette année, que les travaux qui, en terminant l'extérieur de Sainte-Geneviève, garantiront ce monument de toute dégradation, et constatant l'impossibilité de distraire de ses fonds la plus petite portion pour le règlement de l'arriéré.

7 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1704.

2278. — Adresse des compagnons sculpteurs de la nouvelle église de Sainte-Geneviève au Comité des finances, pour le remercier de l'intérêt que l'on veut bien prendre à leur situation pour le règlement de leur arriéré.

Sans date (mai 1790).
Minute signée, *A. N.*, D VI 45, n° 686.

2279. — Arrêté de compte des compagnons sculpteurs en ornements travaillant à la nouvelle église de Sainte-Geneviève.

1er juin 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 47, n° 723.

2280. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Dufresne, directeur du Trésor, se plaignant du malentendu, par suite duquel M. Poncet, entrepreneur de maçonnerie, n'a touché que 18,000 livres sur les 35,000 qui devaient lui être payées en 1790.

13 juin 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1704.

2281. — Lettre du sieur Bellon, plombier, demandant un règlement de comptes pour ses travaux à Sainte-Geneviève, avec état de situation, observations sur son compte et réponse de M. Cuvillier.

20 juin, 13 juillet 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, O[1] 1702.

2282. — Lettre de M. Necker à M. Vernier relativement à la demande d'une somme de 14,400 livres par les ouvriers sculpteurs de l'église de Sainte-Geneviève, pour le payement de leurs travaux, témoignant de son désir de venir au secours de ces malheureux ouvriers.

24 juillet 1790.
Minute signée, avec deux lignes autographes, *A. N.*, D VI 12, n° 123.

2283. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Besnier, sculpteur, exprimant le regret de ne pouvoir lui donner satisfaction ainsi qu'à ses confrères sculpteurs, ne voulant pas aggraver leur situation en imprimant une activité trop grande aux travaux accessoires de Sainte-Geneviève, tels que la sculpture, qu'il serait obligé de laisser impayés.

8 août 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1704.

2284. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Desar, sculpteur, déclarant qu'il lui est absolument impossible de solder la somme de 20,000 livres qu'il demande, et que toute insistance à ce sujet serait inutile.

9 août 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1704.

2285. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Necker, exposant l'impossibilité absolue où il se trouve de payer les compagnons sculpteurs qui ont travaillé à Sainte-Geneviève dans les ateliers de deux entrepreneurs et n'ont pas reçu leur salaire, déclarant, en outre, que les fonds dont il dispose pour cet édifice en 1790 seront entièrement consacrés à fermer le dôme et les voûtes, et que le travail d'ornement sera suspendu cette année.

31 août, 6 septembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1704.

2286. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Lepelletier de Feumusson, député à l'Assemblée nationale, appelant son attention et celle du Comité de liquidation sur le sort des malheureux journaliers occupés à Sainte-Geneviève, auxquels il est dû 9,000 livres pour les quatre derniers mois de 1789.

15 septembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1704.

2287. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Désar, sculpteur, au sujet de l'imprimé qu'il a fait paraître, de concert avec MM. Julien et Sohier, pour plaider la cause des compagnons sculpteurs, imprimé qu'il aurait dû mettre sous les auspices de M. Brébion.

31 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, O^1 1704.

2288. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Brébion, en qualité d'architecte chargé de suivre les travaux de Sainte-Geneviève après la mort de M. Soufflot, le priant de conférer avec les administrateurs du département des travaux publics au sujet des démarches inconsidérées faites auprès de la Municipalité par les compagnons sculpteurs pour accaparer les travaux de leur ressort dans l'église de Sainte-Geneviève, et lui signalant la violation et l'usurpation de l'atelier de M. Désar par M. Soufflot jeune, inspecteur.

31 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 1704.

2289. — État des recettes et aperçu des dépenses faites pour le Panthéon français, depuis que cet édifice est confié, comme dépense nationale, aux soins du directoire du département de Paris, jusqu'au 31 décembre 1790.

Minute, *A. N.*, F^4 1248-1300.

2290. — Tableau de l'emploi des indemnités affectées à la construction de l'église de Sainte-Geneviève et de l'emprunt dit de Sainte-Geneviève.

1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1701.

2291. — Note sur le monument de Sainte-Geneviève pour l'Assemblée nationale, par M. Cuvillier.

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, O^1 1702.

2292. — État des mémoires des divers entrepreneurs du Panthéon français, ci-devant église de Sainte-Geneviève.

1er janvier-30 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1701.

2293. — État de distribution des sommes à payer aux différents employés de l'administration du Panthéon français, ci-devant église de Sainte-Geneviève.

1er janvier-30 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1701.

2294. — Lettre de M. Champion, administrateur des travaux publics, à M. Cuvillier, le priant de lui envoyer de nouveau la note des sommes destinées dans le principe à la construction de Sainte-Geneviève et du partage qui en a été fait entre divers autres édifices.

31 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, O^1 1702.

2295. — Lettre de M. Cuvillier à M. Champion, administrateur du département des travaux publics, retraçant l'historique des travaux relatifs aux principales églises de Paris, notamment la basilique de Sainte-Geneviève et l'église paroissiale de la Madeleine, travaux qui ont été exécutés au moyen d'une dotation prise sur le bénéfice des loteries.

8 février 1791.
Copie, *A. N.*, O^1 1704.

2296. — Compte général de la dépense occasionnée par la construction de l'église de Sainte-Geneviève.

28 février-31 juillet 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 1137, O^1 1701.

2297. — Relevé des autorisations données à M. Smith, caissier des ateliers publics, concernant la paye des ouvriers desdits ateliers, employés à la nouvelle église de Sainte-Geneviève.

Mars-mai 1791.
Minute, *A. N.*, O^1 1701.

2298. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, manifestant sa surprise de voir le département des travaux publics empiéter sur les attributions de M. Brébion, en confiant à M. Soufflot la charge d'employer aux travaux de Sainte-Geneviève un certain nombre de compagnons sculpteurs, et demandant sur quels fonds seront payés ces

ouvriers, les sommes affectées à Sainte-Geneviève étant très limitées.

4 mars 1791.
Copie, *A. N.*, O¹ 1704.

2299. — Autorisations du département des travaux publics à M. Smith, caissier des ateliers de secours, de payer à M. Guibert les sommes portées aux états des travaux d'ornement faits tant à l'entablement du chevet de la nouvelle église de Sainte-Geneviève, qu'aux galeries du dôme, aux chapiteaux extérieurs et à l'entablement intérieur de la grande coupole, du 28 février au 30 juillet 1791.

12 mars-30 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F¹³ 1137; O¹ 1701.

2300. — Autorisations du département des travaux publics à M. Smith, caissier des ateliers de secours, de payer à M. Chevalier, appareilleur, le montant des rôles des journées des tailleurs de pierres et autres ouvriers employés à la taille des moulures de l'entablement intérieur, ainsi qu'aux agréments superficiels de la voûte et des galeries du dôme, de l'entablement et des caissons de la galerie extérieure, du 28 février au 30 juillet 1791.

12 mars-30 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F¹³ 1137.

2301.— Décret de l'Assemblée nationale, rendu conformément à l'arrêté du directoire du Département, du 2 avril, décidant que le nouvel édifice de Sainte-Geneviève sera destiné à recevoir les cendres des grands hommes et chargeant le directoire de faire graver au-dessus du portique ces mots : *Aux Grands Hommes, la Patrie reconnaissante.*

4 avril 1791.
Minute, *A. N.*, C 64, n° 632.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, avril 1791, p. 32.

2302. — Rapport fait par M. Quatremère au directoire du Département, en exécution du décret de l'Assemblée nationale, du 4 avril 1791, sur le bâtiment de Sainte-Geneviève et sur les mesures propres à le mettre en état de remplir sa destination nouvelle.

1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 1701.

2303. — Autorisation du département des travaux publics à M. Smith, caissier des ateliers de secours, de payer à M. Soufflot le Romain, sur le reçu de M. Guibert, 600 livres affectées à l'achat de cordages pour les échafauds destinés aux ouvriers sculpteurs et tailleurs de pierre.

15 avril 1791.
Minutes (2 p.) *A. N.*, F¹³ 1137.

2304. — Autorisation du département des travaux publics à M. Smith, caissier des ateliers de secours, de payer à M. Guibert 2,680 livres pour solde des fournitures des bois nécessaires aux échafaudages de Sainte-Geneviève.

22 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F¹³ 1137.

2305. — État des propositions d'acomptes pour différents entrepreneurs employés à la construction de la nouvelle église de Sainte-Geneviève.

26 avril 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 1702.

2306. — Mémoire au directoire du Département par le sieur Julien et ses associés, sculpteurs, afin de se réserver ce qui reste encore à faire de bas-reliefs dans la nouvelle église de Sainte-Geneviève.

27 avril 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 1702.

2307. — Lettre du procureur général syndic du Département à M. Bailly, transmettant le mémoire du sieur Poncet, entrepreneur de maçonnerie de la nouvelle église de Sainte-Geneviève, qui réclame : 1° un acompte de 300,000 livres sur ses ouvrages; 2° la prompte vérification des mémoires produits par lui pour les travaux des années 1784-1786 et 1790; 3° enfin l'attribution de la surveillance générale sur tous les tailleurs de pierre et autres ouvriers employés depuis deux mois par l'administration des travaux de secours.

16 mai 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 1701.

2308. — Lettre de M. Bailly à M. Pastoret, lui annonçant qu'il a fait passer aux administrateurs du département des tra

vaux publics le mémoire du sieur Poncet, avec rapport du Département.

17 mai 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, O[1] 1701.

2309. — Autorisation du département des travaux publics à M. Smith, caissier des ateliers de secours, de payer à M. Poncet, entrepreneur des travaux de la nouvelle église de Sainte-Geneviève, le montant des rôles des ouvriers tailleurs de pierre, limousins, poseurs et autres occupés aux travaux de l'édifice, du 9 mai au 30 juillet 1791.

21 mai-30 juillet 1791.
Minutes (6 dos.), *A. N.*, F[13] 1137.

2310. — Autorisation du département des travaux publics à M. Smith, caissier des ateliers de secours, de payer à M. Désar, entrepreneur de la sculpture de Sainte-Geneviève, 3,000 livres à valoir sur les modèles et dessins par lui fournis pour les ornements de cette église, avec lettre de M. Soufflot.

23 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 1137.

2311. — Lettre de M. Quatremère de Quincy, l'un des quatre commissaires nommés par le directoire du Département pour prendre connaissance de l'état du monument de Sainte-Geneviève, à M. Cuvillier, lui demandant une notice succincte sur la dépense faite, les sommes dues aux entrepreneurs, le mode de gestion et de comptabilité, avec réponse au verso et la notice en question.

30 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1702.

2312.— Lettre de M. Le Roulx de La Ville, administrateur au département des travaux publics, à M. Quatremère de Quincy, le priant de se concerter avec MM. Soufflot et Poncet, qui pourront lui faire connaître de la manière la plus précise la situation actuelle des travaux de Sainte-Geneviève.

31 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, F[13] 1138.

2313. — Autorisations du département des travaux publics à M. Smith, caissier des ateliers de secours, de payer à M. Soufflot, inspecteur des travaux de la nouvelle église de Sainte-Geneviève, la somme de 1,200 livres pour un semestre de ses appointements, et à M. Rondelet, également inspecteur, celle de 720 livres pour un trimestre de ses appointements.

16 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 1137.

2314. — Autorisation du département des travaux publics à M. Smith, caissier des ateliers de secours, de payer à M. Thiboust, ciseleur et doreur, 600 livres à valoir sur ses travaux et fournitures, avec lettre de M. Soufflot.

28 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 1137.

2315. — État des sommes payées aux employés, tant ceux de l'ancienne administration que de l'administration actuelle, et de M. Beauvillain.

1er juillet 1791-5 mars 1792.
Minute, *A. N.*, O[1] 1701.

2316. — Lettre du département des travaux publics à M. Pastoret, lui transmettant l'état de la dépense des travaux de Sainte-Geneviève pour la première quinzaine de juillet, montant à 18,100 livres, et le priant d'aviser aux moyens d'effectuer cette paye, ainsi que celles des semaines subséquentes.

13 juillet 1791.
Original signé et copie conforme (2 p.), *A. N.*, F[13] 1137.

2317. — État des sommes payées à MM. Guibert et Delanoye pour les sculptures d'ornement.

15 juillet 1791-5 mars 1792.
Minute, *A. N.*, O[1] 1701.

2318. — Arrêté du directoire du Département, nommant le citoyen Quatremère de Quincy commissaire de l'administration et direction générale du Panthéon français, et continuant les sieurs Rondelet et Soufflot dans la direction des travaux.

19 juillet 1791.
Copie conforme, *A. N.*, O[1] 1702.

2319. — Lettre de M. Pastoret aux administrateurs du département des travaux

publics, les invitant à cesser, dès le mois d'août, jusqu'à nouvel ordre, les travaux de l'édifice de Sainte-Geneviève, qui étaient payés sur les fonds des ateliers de secours, supprimés depuis le 1er juillet.

20 juillet 1791.
Extrait, *A. N.*, F^{13} 1138.

2320. — Lettre du directoire du Département au président de l'Assemblée nationale, envoyant deux mémoires à l'effet de demander: 1° un crédit de 1,800,000 livres, réparti sur trois années, pour l'achèvement de l'édifice; 2° le payement des créances et la vérification des mémoires des entrepreneurs.

21 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D VI 10, n° 105.

2321. — Lettre de M. Poncet (à M. Cuvillier), exposant qu'il a été obligé de faire des avances de fonds considérables et sollicitant du directoire du Département le payement de 25,000 livres, dont il a le plus urgent besoin pour la fin du mois.

23 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, O^1 1701.

2322. — État de situation de M. Poncet, indiquant les payements par lui effectués du 22 novembre 1790 au 16 juillet 1791.

24 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, O^1 1701.

2323. — Lettre du département des travaux publics au ministre de l'intérieur, déclarant que la nécessité de pourvoir au payement des ouvriers de Sainte-Geneviève et de ceux employés aux réparations des murs des quais leur a fait oublier le visa du maire pour la demande des 38,000 livres qu'ils ont adressée, avec réponse.

26 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^4 1090.

2324. — État comparatif des deux rôles déposés au bureau de l'administration du Panthéon par M. Guibert, les 21 septembre et 19 octobre 1791, lesquels contiennent les payements faits aux sculpteurs qui ont travaillé au monument du 1er au 13 août 1791.

Minute, *A. N.*, F^{13} 1137.

2325. — Lettre du directoire du Département à M. Guibert, le priant d'attendre que le plan général pour la décoration de Sainte-Geneviève soit arrêté avant de poursuivre le travail d'ornementation de cet édifice.

4 août 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 1138.

2326. — Lettre du directoire à M. de Cernon, le pressant de déposer son rapport à l'Assemblée nationale sur le Panthéon, vu le manque absolu d'argent et la crainte du soulèvement de cinq cents ouvriers, si la semaine s'écoulait sans le vote d'un crédit.

7 août 1791.
Copie, *A. N.*, F^{13} 1138.

2327. — Lettre de M. Brébion à M. Cuvillier, lui adressant, pour le remettre à M. Poncet, un état des sommes dues aux différents employés dans les travaux de Sainte-Geneviève, pour les six derniers mois de 1789.

10 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O^1 1702.

2328. — Décret de l'Assemblée nationale, ouvrant un crédit de 50,000 livres par mois, durant trois mois, pour les travaux d'achèvement du monument des grands hommes.

15 août 1791.
Minute, *A. N.*, C 76, n° 750.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1791, p. 159.

2329. — Arrêté du directoire du Département, nommant le citoyen Lefebvre, chef de la comptabilité du Panthéon français, et le citoyen Bourdin, vérificateur des ouvrages.

17 août 1791.
Copie conforme, *A. N.*, O^1 1702.

2330. — Lettre priant M. Guibert de venir conférer au collège Mazarin touchant le payement des sculpteurs employés au Panthéon, pour la quinzaine courante.

22 août 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 1138.

2331. — État des sommes payées pour les travaux du Panthéon français.

24 août-13 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, O^1 1701.

2332. — Quittance de 4,000 livres reçues de M. Poncet, entrepreneur du Panthéon, par M. Lefebvre, chef de la comptabilité, pour le payement des sculpteurs pendant la seconde quinzaine d'août, et note à M. de La Marche, le priant d'échanger cette somme pour des petits assignats.

26, 27 août 1791.
Copies (2 p.), *A. N.*, F^{13} 1138.

2333. — Lettre de M. Quatremère à MM. Liger et Delanoye, les nommant chefs des sculpteurs d'ornements pour conduire avec exactitude tous les ouvrages et travaux d'ornement qui se feront dans le Panthéon français.

27 août 1791.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, O^1 1702.

2334. — Tableau des ouvriers occupés au Panthéon, à la date du 27 août 1791, et de ceux qu'il suffirait d'employer, d'après la vérification des ouvrages à faire, certifié par l'inspecteur des travaux.

29 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, O^1 1701.

2335. — États des acomptes remis par M. Guibert et des sommes dues aux sculpteurs travaillant aux trente-deux chapiteaux extérieurs autour du dôme, au 29 août 1791.

3 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 1138.

2336. — Rôles des payements faits par MM. Guibert et Delanoye, sculpteurs, aux sculpteurs qui ont travaillé au Panthéon français pendant le mois d'août 1791.

12-21 septembre 1791.
Copies (4 p.), *A. N.*, F^{13} 1138.

2337. — Mémoire de sculpture pour le monument de Sainte-Geneviève, commencé par l'entablement du chœur, envoyé par le directoire au bureau du Panthéon français, le

16 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 1138.

2338. — Lettre de M. Pastoret à M. Quatremère, lui envoyant un mémoire relatif à la quantité et au prix des ouvrages de sculpture faits au Panthéon français par les ordres de la Municipalité.

18 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, F^{13} 1137.

2339. — État comparatif des employés à l'édifice de Sainte-Geneviève sous les différentes administrations, savoir : 1° l'administration de M. d'Angiviller; 2° l'administration sous la Municipalité; 3° l'administration confiée par le directoire à M. Quatremère de Quincy.

19 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 1138.

2340. — Rapports de M. Quatremère de Quincy, commissaire du directoire pour l'administration et direction du Panthéon français, sur le mémoire de Joseph-Philippe Guibert, sculpteur d'ornement, chargé précédemment par la Municipalité de la conduite des travaux d'ornement, articulant trois griefs principaux, savoir : 1° la prétendue nomination de quinze inspecteurs; 2° le prix de revient de l'ornementation de la nef du fond; 3° la suppression de son emploi, avec texte du mémoire.

25, 30 septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 1137.

2341. — Décret de l'Assemblée nationale, ajournant à la prochaine législature les projets et devis présentés par le département de Paris pour l'achèvement du Panthéon français et ouvrant un nouveau crédit de 50,000 livres pour la continuation des travaux pendant le mois d'octobre.

27 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, C 78, n° 776.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 661.

2342. — État des employés de l'administration du Panthéon et du traitement annuel de chacun d'eux, arrêté par le directoire du Département.

28 septembre 1791.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, O^1 1701, O^1 1702.

2343. — Lettre des administrateurs du département de Paris, demandant l'alloca-

tion d'une nouvelle somme de 50,000 livres afin de parfaire la somme de 150,000 livres accordée par le décret du 15 août 1791 pour la continuation des travaux du Panthéon français, avec ordonnance de payement.

5 octobre 1791.
Minute, *A. N.*, F⁴ 1241.

2344. — Compte de la recette et dépense afférente aux travaux du Panthéon français.

1791-1792.
Minute, *A. N.*, O¹ 1701.

Eglise de la Madeleine.

2345. — Mémoire présenté au nom du procureur du Roi et de la Ville et de M. Bouret de Vezelay à M. d'Angiviller, au sujet du percement urgent d'une rue, d'après les plans de M. Couture, en continuation de la rue Royale, sur des terrains compris entre la nouvelle église de la Madeleine et la rue Neuve-des-Mathurins, qui sera utile à la paroisse et agréable au public, avec lettre de M. Bouret de Vezelay.

20, 24 janvier 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1689.

2346.— Lettres de M. de Crosne à M. d'Angiviller, annonçant le renvoi au curé de la paroisse de la Madeleine des ordonnances revêtues de sa signature, savoir : de 12,000 livres par trimestre, au profit des entrepreneurs de maçonnerie de la nouvelle église; d'une de 3,000 livres au profit du maître charpentier et de 3,750 livres par trimestre, pour frais de régie.

30 janvier-3 juillet 1789.
Originaux signés (5 p.), *A. N.*, O¹ 1689.

2347. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Couture, architecte du Roi, en réponse à sa lettre du 28 janvier, lui soumettant ses objections sur le projet de percement d'une rue derrière l'église de la Madeleine jusqu'à la rue Neuve-des-Mathurins.

3, 17 février 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 1704; minute, O¹ 1689.

2348. — Lettre de M. Couture à M. d'Angiviller, demandant son approbation en principe pour le percement à travers un chantier derrière la Madeleine, de la rue projetée depuis la rue Neuve-des-Mathurins, vis-à-vis celle de la Ferme.

9 février 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1689.

2349. — Requête des entrepreneurs de la maçonnerie de la nouvelle église de la Madeleine à M. Couture, architecte du Roi, proposant de se charger de la démolition d'un bâtiment attenant à l'église, afin d'éviter toutes déprédations d'outils et dégradation des travaux de l'église.

4 mars 1789.
Minute signée, *A. N.*, O¹ 1689.

2350. — Tableau de la nouvelle composition des bureaux de la Madeleine, à partir de 1789, avec le détail des appointements des trois inspecteurs, du garçon de bureau, du contrôleur, ainsi que des honoraires de l'architecte.

10 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1689.

2351. — Permission accordée par le Bureau de la Ville à Étienne Villetard et Jean-Mathias Pasquier, entrepreneurs des ouvrages de maçonnerie de la nouvelle église de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque, à l'effet d'établir un chantier pour la taille des pierres sur la contre-allée du boulevard de la porte Saint-Honoré, depuis le corps de garde jusqu'à la rue de Suresnes, conformément au plan joint à leur requête, suivant les conclusions du rapport de M. Poyet.

5 mai 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Z¹ʰ 447.

2352. — Lettre de M. Couture à M. d'Angiviller, demandant son agrément pour un voyage qu'il se propose de faire à Rome jusqu'au mois d'avril ou de mai, à l'effet de compléter ses études en vue du monument dont il est chargé, surtout celles relatives aux chapiteaux.

22 août 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1689.

2353. — Lettre de M. Leber, curé de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque, à M. Cuvillier, lui faisant part des appréhensions que manifestent les entrepreneurs au sujet de

leurs payements et déclarant qu'il est cependant possible de disposer de 15,000 livres sur les 26,000 et quelques cents livres existant en caisse.

22 août 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1689.

2354. — Lettre de M. Couture à M. Cuvillier, le priant d'avoir égard à la situation des entrepreneurs qui ont un besoin urgent de fonds pour payer les ouvriers et fournisseurs et remerciant de la permission qui vient de lui être envoyée, avec note du sieur Pasquier, entrepreneur.

2 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1689.

2355. — Lettre de M. Leber, curé de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque, à M. Cuvillier, lui transmettant une lettre du secrétaire de M. Randon de la Tour, qui désigne M. Cottin comme chargé de recevoir l'état des fonds à distribuer pour la Madeleine, et rappelant que les demandes sont de 12,000 livres pour la maçonnerie et de 3,000 pour la charpente.

2 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1689.

2356. — Lettre de M. Cottin à M. Cuvillier, lui annonçant qu'il a fait payer, le matin même, 5,000 livres à valoir sur les 15,000 livres mandatées au profit des entrepreneurs de la Madeleine.

3 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1689.

2357. — Lettre de M. Champion de Villeneuve, demandant l'état des fonds destinés aux églises de la Madeleine, de Saint-Sauveur et du Gros-Caillou, avec réponse de M. Cuvillier.

5, 8 février 1791.
Minute et copies (3 p.), *A. N.*, O¹ 1702.

2358. — Lettre de M. Dufresne, directeur du Trésor, au directoire du Département, annonçant que les ordonnances délivrées sur les 122,877 livres assignées pour cette année aux travaux de l'église de la Madeleine, seront payées par le Trésor public.

6 juin 1791.
Original signé, *A. N.*, O¹ 1688.

2359. — État de la distribution à faire des 30,720 livres par trimestre, pendant les trois premiers trimestres de l'année 1791, provenant de l'abonnement de la Loterie, et destinées à la construction de la nouvelle église de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque, état dressé par le département des travaux publics et arrêté par le directoire du Département, avec ordonnancement et lettre d'envoi de M. Bailly.

28 juin 1791.
Original signé et minutes (1 dos.), *A. N.*, O¹ 1688, O¹ 1704.

2360. — Lettre de M. Couture à M. Anson, vice-président du directoire du Département, proposant le versement dans une caisse quelconque de la Trésorerie des recettes faites chaque mois au profit de la Madeleine, afin de permettre la distribution d'acomptes plus fréquents aux entrepreneurs.

12 août 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 1688.

2361. — Lettre du directoire du Département à M. de Lessart, le priant de vouloir bien ordonner le versement dans la caisse de M. Baron, receveur du district de Paris, de la somme de 30,720 livres, montant du trimestre d'avril de l'indemnité annuelle de 122,877 livres, servie par le Trésor pour la construction de la nouvelle église de la Madeleine.

24 août 1791.
Original signé, *A. N.*, O¹ 1704.

2362. — Lettre de M. Couture, architecte, priant le directoire du Département de faire payer aux entrepreneurs dénommés dans l'état de distribution annexé à sa lettre la somme déterminée pour chacun d'eux.

1er septembre 1791.
Minute, *A. N.*, O¹ 1688.

2363. — Lettre des administrateurs du département de Paris, demandant le règlement des sommes dues aux ouvriers et entrepreneurs travaillant à la construction de la nouvelle église de la Madeleine, pour le quartier de juillet 1791, avec ordonnance de payement.

12 octobre 1791.
Minute, *A. N.*, F⁴ 1241.

2364. — État du montant des ouvrages de charpente pour la construction et l'établissement des grands échafauds à l'intérieur de l'église de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque, à l'époque du 1er octobre 1791, lesdits ouvrages faits par M. Taboureux, maître charpentier, état vérifié et arrêté par le directoire du Département, avec plan.

3 avril 1792.
Minute, *A. N.*, O[1] 1688.

Église de Saint-Philippe-du-Roule.

2365. — Arrêt du Conseil d'État, homologuant la délibération de la fabrique de Saint-Philippe-du-Roule, et la chargeant, moyennant abandon de la rente de 8,000 livres dont le sieur Bouret de Vezelay était débiteur, de construire à ses frais un presbytère et logement pour les prêtres desservant la paroisse.

9 mai 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, n° 122.

Hôpital de Sainte-Anne.

2366. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Villeneuve, trésorier de la Municipalité, le priant de faire à M. Poyet le payement de 6,000 livres, à valoir sur ses honoraires comme chargé de la construction de l'hôpital de Sainte-Anne.

2 février 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 83.

Place Louis XV.

2367. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, le priant de lui faire connaître la détermination qui sera prise par le Bureau de la Ville au sujet de l'obélisque construit à l'entrée du Cours-la-Reine et de la place Louis XV.

27 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 301.

K. — PONTS ET QUAIS (TRAVAUX DES)

Pont Louis XVI (construction du).

2368. — Lettre de M. Éthis de Corny, procureur du Roi et de la Ville, à M. de Villedeuil, rappelant les époques auxquelles doit s'effectuer le payement des honoraires de M. Perronet, et déclarant que la Ville se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de cette dette, comme elle ne peut régler les sommes dues aux propriétaires des maisons démolies, le Trésor n'ayant versé que 3,900,000 livres au lieu des 9 millions qu'il devait fournir, tant pour la liquidation des maisons détruites que pour les travaux du pont Louis XVI.

28 janvier 1789.
Original signé, *A. N.*, H 2159.

2369. — Lettre de M. Perronet à M. de Villedeuil, le priant d'intervenir auprès du Bureau de la Ville pour le payement des honoraires qui lui sont dus concernant les projets et la conduite des travaux du pont Louis XVI, durant le second semestre de 1788, savoir : 12,500 livres restant à payer sur les projets et 6,250 livres afférentes à la conduite des travaux.

29 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, H 2159.

2370. — Lettre de M. Necker à M. de Villedeuil, en réponse à sa lettre du 3 février, déclarant qu'il ne reste plus que 150,000 livres à payer par le Trésor sur le million demandé pour les travaux du pont Louis XVI en 1788, et que le trésorier de la Ville peut payer les honoraires de M. Perronet, qui lui seront remboursés sous peu, mais regrettant de ne pouvoir disposer d'aucuns fonds pour la liquidation des indemnités dues aux propriétaires des maisons démolies.

14 février 1789.
Original signé, *A. N.*, H 2159; copie, O[1] 500, fol. 87.

2371. — Lettre de M. Ethis de Corny, procureur du Roi et de la Ville, à M. de Villedeuil, annonçant qu'il a déposé sur le Bureau, avec ses conclusions, la lettre du ministre, qui autorise M. de Villeneuve, trésorier de la Ville, à payer les honoraires dus à M. Perronet pour la conduite des travaux du pont Louis XVI, pendant les six derniers mois de 1788, montant à 18,750 livres,

ainsi que la gratification de 1,250 livres accordée à ses employés.

19, 25 février 1789.
Minute, *A. N.*, H 2159.

2372. — Lettre de M. Perronet, architecte, à M. de Villedeuil, lui envoyant un état des travaux du pont Louis XVI, dont le bâtardeau de la dernière pile à construire a été commencé le 18 mai, avec un état sommaire de la dépense faite depuis le commencement des travaux jusqu'au 1er mai 1789.

Mai 1789.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, H 2159.

2373. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Perronet, le remerciant de ses trois dessins gravés du pont Louis XVI, et accusant réception de l'état des travaux.

7 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 327.

2374. — Ordonnance du tribunal municipal, décidant l'établissement d'un pont provisoire au-dessous du pont Louis XVI, pris sur l'espace accordé pour le déchargement et dépôt des pierres destinées à la construction du pont, jusqu'à ce que le passage sur le pont soit devenu libre.

27 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, H 1960.

2375. — Décision du Bureau de la Ville, autorisant les syndic et officiers de la communauté des passeurs d'eau à retirer les batelets qu'ils ont au port de la Conférence, vis-à-vis la rue de Bourgogne, près du pont Louis XVI, batelets devenus inutiles depuis l'établissement d'un pont de service provisoire pendant les travaux du pont de pierre, avec mémoire des passeurs d'eau, adressé à M. Bailly.

3 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Z¹ʰ 448.

Pont-Marie.

2376. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, concernant la réclamation, par le sieur Bertrand, ingénieur, d'une somme de 87 livres 16 sols pour avoir travaillé, sous les ordres de M. Poyet, à lever le plan et prendre le niveau du Pont-Marie et des environs.

12 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 276.

Pont-Rouge (Démolition du).

2377. — Arrêté du Bureau de la Ville, ordonnant de placer une barrière aux deux bouts du Pont-Rouge, pour empêcher le passage et prévenir les accidents qui pourraient résulter du choc des glaces, avec placard imprimé.

15 janvier 1789.
Original signé et imprimé (2 p.), *A. N.*, H 1960.

2378. — Rapport de M. Bernard Poyet, architecte de la Ville, et de Jacques-Guillaume Legrand, contrôleur des Bâtiments, constatant le défaut d'équilibre du Pont-Rouge, encore accentué par la débâcle de l'hiver précédent, avec réquisitoire d'Éthis de Corny, procureur du Roi et de la Ville, demandant l'interdiction du passage, tant sur le pont que sous les arches pour les mariniers, et sa prompte démolition.

1er, 7 mai 1789.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, H 1960.

2379. — Arrêté du Bureau de la Ville, ordonnant de procéder à la démolition du Pont-Rouge, pour en prévenir la chute imminente, de résilier le bail du sieur Breuzard, fermier du péage du pont, et de prendre les mesures de sûreté nécessaires.

30 juin 1789.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, H 1960.

2380. — Rapport de M. Poyet, architecte de la Ville, sur l'état du Pont-Rouge, constatant le progrès des dégradations et la chute d'une partie du parapet de la troisième arche, du côté de l'île Saint-Louis.

9 septembre 1789.
Original signé, *A. N.*, H 1960.

2381. — Adjudication au rabais de la démolition du pont de bois dit le Pont-Rouge, faisant communiquer l'île Saint-Louis avec le quartier de la Cité, à Nicolas-Léonard

Balle, maître maçon, moyennant 5,800 livres, avec cahier des charges et placard-affiche.

22 décembre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 2029.
V. dans la *Chronique de Paris*, numéro du 18 décembre 1789, un article annonçant cette adjudication du 22 décembre ainsi que l'établissement de batelets et d'un petit bac à cordes traînantes à fond d'eau pour la traversée de la rivière.

2382. — Lettre de M. Mique à M. d'Angiviller, accompagnant l'envoi du rapport des commissaires de l'Académie d'architecture, chargés de l'examen du Pont-Rouge, qui fait communiquer l'île Saint-Louis avec la Cité, et texte du rapport.

2 avril 1790.
Minute et copie certifiée par Sedaine (2 p.), *A. N.*, O^1 1694.

Pont à l'Arsenal (Projet de). Bacs sur la Seine.

2383. — Lettres du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, le priant de transmettre au Bureau de la Ville le mémoire par lequel le sieur Leval, que recommande M. de La Luzerne, sollicite la permission d'établir des ponts volants sur la Seine, en face du Jardin du Roi, et provisoirement auprès de l'emplacement du pont Louis XVI, avec lettre de M. Langeron sur le même sujet.

30 janvier, 2 février, 6 mai 1789.
Copies, *A. N.*, O^1 500, fol. 69, 81, 266.

2384. — Lettres du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, le priant de communiquer au Bureau de la Ville le mémoire des passeurs d'eau, qui protestent contre le refus du Bureau de la Ville d'établir deux chaussées pavées pour l'accès des bacs sur la Seine, en face de l'Arsenal, sous prétexte qu'un pont allait être construit à cet endroit.

8 février, 6 mai 1789.
Copies, *A. N.*, O^1 500, fol. 102, 267.

2385. — Ordonnance du Bureau de la Ville, commettant M. Poyet, architecte, et Blanchet, huissier-commissaire, pour procéder à la désignation de l'emplacement des deux bacs à établir, l'un en face du jardin de l'Arsenal, l'autre en face du jardin des Plantes, et au pavage des abords.

13 mai 1789.
Original signé, *A. N.*, H 1960.

2386. — Traité passé par le Comité provisoire avec les officiers passeurs d'eau pour l'établissement de deux bacs, entre le bastion de l'Arsenal et le jardin royal des Plantes, avec le rapport des délégués du Comité provisoire, la délibération de la communauté des passeurs d'eau, plan dressé par M. Poyet et mémoires à l'appui.

8 octobre 1789.
Originaux signés (1 dos.), *A. N.*, H 1960.

2387. — Requête du sieur Duhamel, entrepreneur des puisoirs à porteurs d'eau et bateaux pompes à incendie, à l'Échevinage, à l'effet de remplacer quatre de ces puisoirs fracassés par la débâcle des glaces, savoir, ceux du quai Pelletier, du Pont-Royal en face de la rue de Beaune, en face de la rue des Saints-Pères, et du quai Malaquais, en face de la rue des Petits-Augustins.

3 mars 1789.
Minute, *A. N.*, H 2150.

2388. — Lettre de M. de Villedeuil au Prévôt des Marchands, l'invitant à faire enlever les piles de bois à brûler déposées sur le quai du Louvre, de même que sur les quais des Théatins et des Quatre-Nations, pour y faire les réparations nécessaires et établir des trottoirs.

5 mars 1789.
Original signé, *A. N.*, H 1960.

L. — CIMETIÈRES

2389. — Procès-verbal d'arrestation au Châtelet du sieur Étienne Gontier, chirurgien, qui avait laissé sur la table d'un cabaret, rue du Monceau-Saint-Gervais, un enfant mort, enveloppé de linges, avec information du commissaire Thibert contre ce chirurgien, accusé d'avoir voulu priver de sépulture un enfant, dont l'existence était constatée par un extrait de baptême.

8, 28 juin 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15867.

2390. — Procès-verbal et information d'office du commissaire Defresne, au sujet de trois cadavres, trouvés dans une salle donnant sur le cimetière Saint-Eustache et déterrés dans ce cimetière.

16 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12083.

2391. — Procès-verbal et information du commissaire Lebas, relativement au cadavre d'un enfant nouveau-né, trouvé dans une fosse du cimetière Saint-Paul.

29 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 10004.

2392. — Procès-verbal d'envoi, par le commissaire Leblond, à la basse geôle du Châtelet, de deux cadavres et d'une tête abandonnés dans une hotte au faubourg Saint-Martin par deux particuliers qui ont pris la fuite, lesquels cadavres paraissent avoir été exhumés du cimetière de l'hôpital de Saint-Louis, pour servir à des élèves en chirurgie.

13 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, Y 10005.

2393. — Lettres patentes confirmant la concession faite au sieur Hyacinthe-Ignace-Joseph Courvoisier, en vertu des arrêts du Conseil d'État, des 8 février et 14 mars 1789, du bail emphytéotique du marché aux herbes et légumes, établi sur l'emplacement du cimetière des Innocents, avec les arrêts en question.

21 avril 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, E 2653, fol. 33, 74; X^{1b} 9084.

2394. — Procès-verbal et information d'office du commissaire Delaporte au sujet d'ossements humains trouvés sur le terrain de l'ancien cimetière des Innocents, exhalant une odeur infecte et présentant des dangers pour la salubrité publique.

2 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, Y 12221.

2395. — Arrêté du Corps municipal, portant qu'il ne sera rien changé au mode de sépulture des religieuses et ordonnant l'envoi aux sections de l'arrêté du directoire du Département, du 19 août 1791, qui invite la Municipalité à assurer aux communautés religieuses la jouissance paisible du lieu consacré aux sépultures dans l'enceinte de leurs monastères.

24 août 1791.
Extrait conforme, *A. S.*, D II, fonds de la Commune.

M. — ENCEINTE DES FERMIERS GÉNÉRAUX (CONSTRUCTION DE L').

2396. — État des terrains acquis et dont les propriétaires n'ont encore reçu que des acomptes, avec état des ordres de payement.

21 janvier 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Q^1 1101.

2397. — Lettre de M. Antoine, l'un des architectes chargés de la direction des travaux de la clôture de Paris, accompagnant la remise à M. Necker d'un mémoire justificatif de ses opérations et de celles de ses confrères, avant de cesser leurs fonctions, avec texte du mémoire.

31 mars 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Q^1 1101.

2398. — Mémoire des inspecteurs des travaux de la clôture de Paris à M. Dufresne, directeur du Trésor, pour être payés de leurs appointements arriérés depuis six mois, communiqué à M. Lambert, président du comité d'administration des finances.

5, 6 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Q^1 1101.

2399. — Lettre de M. Claude-Nicolas Ledoux, architecte chargé de la construction des barrières, à M. Necker, se plaignant de l'injustice dont il est victime, par suite de la mesure qui confie à d'autres personnes la continuation des travaux de la clôture de Paris, notamment des procédés de M. Antoine, lequel dirige à sa place la suite des ouvrages construits sur ses dessins.

2 juin-22 août 1789.
Minutes (7 p.), *A. N.*, Q^1 1101.

2400. — Lettre de M. Dufresne à M. Lambert, le priant de donner des ordres for-

mels pour exclure de l'inspection des travaux de la clôture de Paris M. Pérard de Montreuil, tout aussi dangereux que M. Ledoux, qui a fait faillite deux fois et que M. Necker veut absolument éliminer.

28 août, 12 octobre 1789.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, Q[1] 1101.

2401. — Rapport sur l'acquisition d'une portion de pièce de terre, sise entre le bureau du Roule et celui de Courcelles, coupée par la nouvelle enceinte et appartenant au sieur Jean-Marie.

1er septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Q[1] 1101.

2402. — Rapport sur l'acquisition d'une pièce de terre, entre le bureau de Rambouillet et celui de Bercy, prise en partie pour la nouvelle enceinte et cédée par le sieur Denis Bouquin.

4 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Q[1] 1101.

2403. — Rapport au sujet de l'échange de terrains, situés entre le bureau de Monceaux et celui de Clichy, appartenant à M. Boutin, trésorier général de la marine, et sur lesquels passe la nouvelle enceinte, contre d'autres terrains appartenant au Roi.

10 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Q[1] 1101.

2404. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, à M. Clément de Barville, procureur général de la Cour des Aides, lui adressant le recueil de toutes les lois relatives aux limites de Paris, de 1674 à 1767, le renseignant sur la moyenne proportionnelle des contributions que supporte chaque habitant de Paris, qui est de 110 livres par tête, tandis que l'habitant de la banlieue ne paye que la moitié, et déclarant qu'il sera possible de faire quelques concessions en ce qui concerne la distance réservée autour de l'enceinte.

Septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Q[1] 1101.

2405. — Correspondance de M. Clément de Barville, procureur général de la Cour des Aides, avec M. Lambert, contrôleur général des finances, au sujet de la discussion du projet de loi relatif à la clôture de Paris.

22-28 septembre 1789.
Minutes (9 p.), *A. N.*, Q[1] 1101.

2406. — Lettre de M. Hocquart, premier président de la Cour des Aides, à M. Lambert, contrôleur général des finances, lui faisant part des difficultés qui sont opposées par les magistrats de la Cour au projet de loi concernant la clôture de Paris, qui ne pourra être enregistré pour le 1er octobre, la Cour désirant la présentation préalable de la loi au Parlement, et blâmant la servitude imposée, par l'article 3, aux propriétaires des terrains hors de l'enceinte.

24 septembre 1789.
Original signé, *A. N.*, Q[1] 1101.

2407. — Lettre de M. Hocquart, premier président de la Cour des Aides, à M. Lambert, lui communiquant les observations du procureur général et de quelques magistrats de la Cour, réunis en comité, sur le projet de loi concernant la clôture de Paris, lesquels ont adopté la suppression proposée de l'article 3 au sujet de la défense de bâtir à 50 toises au dedans et 50 toises au dehors de l'enceinte, et ont jugé nécessaire de rappeler le bail des Fermes enregistré en la Cour le 5 septembre 1786.

27 septembre 1789.
Original signé, *A. N.*, Q[1] 1101.

Une ordonnance du Bureau des finances, en date du 16 janvier 1789, avait fixé la distance à observer entre les nouveaux murs de clôture de Paris et les bâtiments à construire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et avait interdit de commencer ou continuer aucune construction sans permission du Bureau. *A. N.* AD XIII 13.

2408. — Lettres patentes ordonnant qu'à compter du 1er octobre, les employés de la Ferme générale aux entrées de Paris seront établis dans les bureaux de la nouvelle enceinte, et qu'à dater du même jour l'adjudicataire de la Ferme générale cessera de déduire, sur le prix annuel de son bail, la somme de 1,200,000 livres qui lui était accordée pour la construction de ladite enceinte.

27 septembre 1789.
Originaux signés par Louis XVI et contresignés par M. de Saint-Priest, avec minutes de projets (4 p.), *A. N.*, Q[1] 1101.

2409. — État des terrains à acquérir pour la nouvelle clôture de Paris, depuis le Roule jusqu'à Saint-Denis, et depuis la barrière Rambouillet jusqu'à Bercy, remis par M. Cheverry, sous-chef des domaines, à M. de La Rue.

28 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2410. — Arrêt du Conseil d'État qui règle l'ordre et l'administration des travaux de la clôture de Paris.

4 octobre 1789.
Minute et copies conformes (3 p.), *A. N.*, E 2656, Q^1 1101.

2411. — Lettre de M. Antoine à M. Lambert, proposant de commettre M. Villetard au lieu et place de M. Poullain, comme architecte-expert chargé, avec M. Roché, de la vérification des mémoires d'entrepreneurs relatifs à la clôture de Paris.

4 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2412. — Observations de la Ferme générale sur les lettres patentes du 27 septembre 1789, article par article.

6 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2413. — Lettre de M. Vente, fermier général chargé de la régie des entrées de Paris, à M. Lambert, lui envoyant les observations de la Ferme générale sur les lettres patentes du 27 septembre, concernant la remonte des barrières.

6 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2414. — Lettre de M. Hocquart, premier président de la Cour des Aides, à M. Lambert, le priant de faire quelques modifications aux lettres patentes concernant les bureaux de la nouvelle enceinte et de les renvoyer ensuite à M. Chrestien, conseiller de ladite Cour.

10 octobre 1789.
Original signé, *A. N.*, Q^1 1101.

2415. — Rapport au sujet de l'acquisition d'une pièce de terre, sise entre le bureau de Clichy et celui de Monceaux, sur laquelle passe la nouvelle enceinte, appartenant à Martin Cholard, vigneron à Montmartre.

13 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2416. — Rapport au sujet de l'échange d'un terrain entre le bureau du Roule et celui de Courcelles, nécessaire à la nouvelle enceinte, contre un autre terrain d'une étendue double, proposé par M. Auger.

16 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2417. — Rapport au sujet de l'échange d'un terrain pris pour la cour du bureau de Saint-Denis, contre un terrain sis entre la rue de Clichy et la rue Blanche, proposé par M. Chéradame, entrepreneur des terrassements de la clôture de Paris.

17 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2418. — Lettre de M. Hocquart, premier président de la Cour des Aides, à M. Lambert, contrôleur général des finances, annonçant que, malgré les modifications introduites, les magistrats de la Cour ont renvoyé au lendemain de la Saint-Martin l'enregistrement des lettres patentes relatives à la clôture de Paris, et lui suggérant, pour hâter la solution, de provoquer un décret de l'Assemblée nationale.

25 octobre 1789.
Original signé, *A. N.*, Q^1 1101.

2419. — Lettre de M. Clément de Barville à M. Lambert, contrôleur général des finances, lui proposant de présenter de nouveau, le 26 novembre, les lettres concernant la clôture de Paris.

16 novembre 1789.
Original signé, *A. N.*, Q^1 1101.

2420. — Mémoire sur l'établissement de la nouvelle enceinte de Paris, rédigé pour l'Assemblée nationale par M. Mollien.

1789.
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2421. — Réponses aux questions posées par M. Mollien à M. de La Rue, touchant

les terrains taillables compris dans la nouvelle enceinte, le nombre de leurs habitants et leur condition comme contribuables, ainsi que l'obligation de ne point bâtir, contractée par les propriétaires de terrains aliénés en partie, avec notice indicative du plan.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2422. — Observations sur les terrains acquis pour la clôture de Paris et sur le payement de ces terrains.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2423. — État des sommes dues aux différents particuliers qui ont vendu des terrains pour la nouvelle enceinte de Paris, et de celles que l'on ne peut se dispenser de leur payer dans le mois.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2424. — Rapport de M. Antoine sur la situation des travaux de la clôture de Paris, qui exige encore une dépense de 7 millions, tant pour achever la construction des murs, former un chemin de ronde, que pour solder les terrains acquis ou à acquérir, ainsi que les entrepreneurs et ouvriers.

Sans date (fin 1789).
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2425. — État des terrains qui restent à acquérir, au 1er février 1790, pour parfaire la nouvelle enceinte de Paris, des terrains acquis dont le prix est dû au 1er février 1790, des indemnités et des loyers de bureaux provisoires dus au 1er février.

31 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2426. — État de situation des travaux de la clôture de Paris, en janvier 1790, dressé par M. Antoine, architecte du Roi, directeur de ces travaux.

3 février 1790.
Minute, *A. N.*, Q^1 1101.

2427. — Lettre de M. Bailly à M. de Hauteclair, en réponse à ses offres, déclarant qu'il ne sera possible de réglementer les constructions au-delà des nouveaux murs qu'après l'organisation définitive de la Municipalité.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F^{13} 358-359.

2428. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant de payer aux entrepreneurs de la clôture de Paris la somme de 1,500,000 livres en effets du Trésor, acompte de ce qui leur est dû.

18 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 46, n° 446.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 99.

2429. — Lettres de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, à M. Antoine, directeur des travaux de la clôture de Paris, et au directoire du Département, au sujet des dispositions prises pour limiter les travaux aux constructions indispensables à l'effet de prévenir la dégradation des bâtiments.

23 février, 13, 15, 16, 27 mars 1791.
Copies et minute signée (6 p.), *A. N.*, C 64, n° 627.

2430. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant la cessation des travaux de l'enceinte de Paris et la mise en vente des murs, barrières et terrains formant la nouvelle enceinte.

26 mars 1791.
Minute, *A. N.*, C 58, n° 589.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 306.

2431. — Tableau des dépenses occasionnées par les travaux et achats de terrains pour la clôture de Paris, extrait de l'état des dépenses extraordinaires du Trésor, du 1er mai 1789 au 31 août 1791, certifié par les commissaires de la Trésorerie.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 17, n° 177.

N. — PLANS DE PARIS.

2432. — Lettre de M. de Villedeuil à M. Verniquet, architecte, au sujet du payement du loyer des deux galeries aux Cor-

deliers, où se trouvent déposés les plans de Paris.

15 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 184.

2433. — Lettre de M. d'Angiviller à MM. Bureaux de Pusy et Gossin, députés, membres du Comité de constitution, regrettant de ne pouvoir mettre à leur disposition des plans de Paris, les seuls plans conservés dans ses bureaux étant ceux des édifices royaux, et signalant à leur attention les plans de La Grive, de Jaillot et de Verniquet.

17 janvier 1791.
Copie, *A. N.*, O[1] 1148, fol. 14.

§ 2. — Pavage et Nettoiement.

A. — PAVAGE (TRAVAUX DE)

2434. — Arrêt du Conseil d'État, déboutant les habitants de la paroisse de Gentilly de leur instance contre une ordonnance de l'intendant de Paris au sujet du pavage de la principale rue du hameau de la Glacière, dit le Petit-Gentilly.

24 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, E 1670[b], n° 48.

2435. — Lettres patentes ordonnant que les frais d'entretien du pavé de la place du Marché-Saint-Antoine seront désormais à la charge des Ponts et Chaussées, comme le sont les cinq rues adjacentes au marché, et décidant que, sur l'eau accordée à l'abbaye Saint-Antoine, sera prélevée celle nécessaire pour la fontaine du marché, qui sera construite aux frais de l'Échevinage, avec lettre d'envoi du ministre de la maison du Roi au procureur général du Parlement.

28 février 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 135, fol. 1 ; copie, O[1] 500, fol. 205 ; copie collationnée, H 1960.

2436. — Arrêt du Conseil d'État, infirmant une ordonnance de l'intendant de Paris, du 13 mai 1785, qui avait condamné les propriétaires des maisons et terrains situés dans la partie droite de la Petite-Pologne, paroisse de Saint-Philippe-du-Roule, à contribuer aux réparations du pavé de Clichy-la-Garenne.

7 mars 1789.
Minute, *A. N.*, E 1672[a], n° 4.

2437. — Adjudication des ouvrages à faire pour l'élargissement de la route de Pantin et la construction d'un ponceau, en faveur de Jean Chéradame, moyennant 10,000 livres.

27 mars 1789.
Extrait du registre des baux du pavé de Paris, *A. N.*, Z[1f] 1017.

2438.— Enregistrement et dépôt au greffe du Bureau des finances de l'arrêt du Conseil d'État, du 6 décembre 1788, ordonnant le pavage d'une partie de la rue de l'Échiquier, sur la requête de Gilles Lécluze, entrepreneur de l'entretien du pavé de Paris.

8 mai 1789.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, Z[1f] 846.

2439. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le pavage en grès neuf de la rue de la Tour, ouverte sur l'emplacement des marais du Temple, donnant d'un bout dans la rue des Fossés-du-Temple et de l'autre dans la rue de Malte, suivant le devis estimatif qui s'élève à la somme de 4,740 livres 16 sols 3 deniers.

23 mai 1789.
Minute, *A. N.*, E 1673[b], n° 3.

2440. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, déclarant qu'il ne peut laisser subsister la clause du marché passé par la Ville avec Jean Chéradame, entrepreneur du pavé de Paris, pour l'entretien des boulevards du Nord et du Midi, qui lui assure tous les ouvrages de pavé de la Ville dans toutes les parties de son domaine, le règlement du 23 août 1783 exigeant que toutes les grosses réparations

et constructions nouvelles soient adjugées au rabais à l'audience.

10 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 335.

2441. — Arrêt du Conseil d'État, déboutant les administrateurs de l'Hôpital général de leur appel d'une ordonnance de l'intendant de la généralité de Paris, qui les déclare non recevables dans leur demande en modération d'une taxe de 7,152 livres, à eux imposée pour contribuer au payement du pavé du Grand-Gentilly.

11 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, E 1674^A, n° 9.

2442. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le pavage en grès neuf de la rue de Malte, percée dans les marais du Temple, à partir de la rue d'Angoulême jusqu'à celle de Ménilmontant, conformément au devis estimatif, montant à 7,987 livres 5 sols, ladite rue étant impraticable par les temps de pluie.

23 août 1789.
Minute, *A. N.*, E 1674^B, n° 1.

2443. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le pavage en grès neuf de la rue Blomet, attendu son mauvais état de viabilité, depuis la bordure de la chaussée de Sèvres jusqu'à celle de Vaugirard, conformément au devis estimatif, montant à 30,358 livres 12 sols 3 deniers.

13 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, E 1676, n° 4; copie conforme, Z^{1f} 638, fol. 98 v°; copie conforme, avec requête de Gilles Lécluze, entrepreneur du pavé de Paris, du 12 février 1790 (2 p.), Z^{1f} 847.

2444. — Adjudication des ouvrages en pavé de grès et bordure de pierre sur le chemin de Saint-Germain à Pontoise par Conflans-Sainte-Honorine, faite à Denis Drouet, moyennant 25,400 livres.

5 janvier 1790.
Extrait du registre des baux du pavé de Paris, *A. N.*, Z^{1f} 1017.

2445. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le pavage en grès neuf, par l'entrepreneur du pavé de Paris, de la partie de la rue d'Astorg comprise entre la rue de Roquépine et celle de la Ville-l'Évêque, conformément au devis estimatif, montant à 9,992 livres 15 sols 4 deniers.

17 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, E 1677^B, n° 2; copies conformes (2 p.), Z^{1f} 638, fol. 106; Z^{1f} 847.

2446. — Adjudication des ouvrages à faire pour la réparation de quatre arches du pont de Charenton, en faveur de Joseph Faure La Pérouze, moyennant 14,450 livres.

30 mars 1790.
Extrait du registre des baux du pavé de Paris, *A. N.*, Z^{1f} 1017.

2447. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Hauteclair, subdélégué de l'intendance, au sujet du pavage du chemin de la Croix-Faubin, à la Râpée, impraticable dans les temps pluvieux et ne permettant point aux brigades de la maréchaussée de faire leurs patrouilles pour la répression de la fraude.

15 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 192.

2448. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le pavage en grès neuf de la rue de Louvois, nouvellement ouverte sur l'emplacement de l'ancien hôtel de ce nom, depuis la rue Sainte-Anne jusqu'à la rue de Richelieu, conformément au devis estimatif montant à 5,594 livres 11 sols 5 deniers.

23 mai 1790.
Minute, *A. N.*, E 1679^B, n° 3.

2449. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant communication de la requête du sieur Hubert Gaillard, charpentier, au sieur Loyer, acquéreur d'un terrain, rue de Hauteville, qui se refusait à supporter sa portion contributive dans les dépenses du pavage de cette rue.

11 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, E 1680^b, n° 3.

2450. — Procès-verbal de l'inspecteur Gillet, constatant que des travaux de raccordement au pavé de la place Vendôme sont faits par des ouvriers du sieur Podevin, maître paveur, et non par l'entrepreneur du pavé de Paris, comme l'exige le règlement.

5 août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 343.

2451. — Réception des ouvrages de pavé de grès exécutés en 1789 pour la nouvelle place du Palais de Justice.

26 août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 344.

2452. — Réception des ouvrages de pavé de grès et terrasse faits rue de Louvois en 1790.

15 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 344.

2453. — Mémoire relatif aux demandes de postes d'inspecteur général et particulier des travaux du pavé de Paris, adressées au maire et à la municipalité de Paris.

28 novembre 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, F^{13} 358-359.

2454. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Chenaux, président de la section de l'Oratoire, déclarant qu'il n'a pas le droit de se mêler du pavage de la nouvelle rue qui doit mettre en communication la place de l'Oratoire et la rue de Beauvais, opération à la charge des propriétaires riverains, mais que, néanmoins, pour n'envisager que la sûreté et la commodité publiques, il fera garnir la chaussée en gros pavé, en relevant de chaque côté le petit pavé pour les piétons, et lettre de M. Brébion à ce sujet.

13, 17 mars 1791.
Copie, *A. N.*, O^1 1148, fol. 83, 91, 93.

2455. — Arrêt du Conseil d'État, statuant sur la requête du sieur Gilles Lécluze, maître paveur, adjudicataire de la première portion de l'entreprise du pavé de Paris, et ordonnant qu'elle serait communiquée aux sieur Blondeau et consorts, appelants d'un jugement du Bureau des finances, du 13 octobre 1790, qui avait réformé divers abus dans l'entreprise du pavé.

20 mars 1791.
Minute, *A. N.*, E 1683^{2A}, n° 3.

2456. — Lettre de M. d'Angiviller aux administrateurs des travaux publics, faisant observer que le devis par eux envoyé pour le pavage du passage, entre la place de l'Oratoire et la rue de Beauvais, dépasse de beaucoup ses prévisions, et qu'en ce qui le concerne, il se bornera à faire paver la voie publique, la Municipalité devant prendre à sa charge le pavage jusqu'au pied des maisons.

21 mars 1791.
Copie, *A. N.*, O^1 1148, fol. 99.

2457. — Tableau des dépenses relatives au pavé de Paris, pour les exercices 1789, 1790 et 1791, extrait de l'état des dépenses extraordinaires du Trésor, du 1er mai 1789 au 21 août 1791, certifié par les commissaires de la Trésorerie.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 17, n° 177.

2458. — Rapport du sieur Chezy, inspecteur général du pavé, sur un mémoire concernant la plantation des routes de la banlieue de Paris.

10 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 746.

2459. — Rapport du sieur Chezy, inspecteur général du pavé, au sujet des arbres bordant les routes de la banlieue qui devront être abattus.

30 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 346.

2460. — Certificat de M. Vigor, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, constatant les travaux exécutés par le sieur Faure La Pérouze pour la réparation de la route de Paris en Champagne, avec ordonnance de payement.

30 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^4 1241.

B. — CARRIÈRES ET PLATRIÈRES

2461. — Registre des déclarations des plâtriers.

30 novembre 1787-23 avril 1790.
Minute (1 cahier), *A. N.*, Z^{1J} 172.

2462. — Ordonnance de payement de la somme de 400,000 livres affectée aux tra-

vaux de rétablissement des carrières sous la ville de Paris pendant l'année 1789.

22 février 1789.
Minute, *A. N.*, F⁴ 1037.

2463. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, demandant son avis sur les mémoires des carriers et autres personnes exploitant des carrières dans la capitainerie de la Varenne du Louvre, mémoires soumis à son examen.

1er mars 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 167.

2464. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, l'invitant à prendre les mesures les plus promptes pour supprimer entièrement les fours à plâtre établis dans Paris, signalés par le contrôleur général.

10 octobre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 515.

2465. — État des sommes dues par l'administration des carrières, au 1er janvier 1790, certifié par M. Guillaumot, avec déclaration de M. d'Angiviller, constatant que M. Guillaumot, intendant général des Bâtiments, a toujours été, depuis l'établissement de la commission pour les carrières de Paris, chargé du contrôle et de l'inspection générale des carrières, de leurs travaux et de leur sûreté.

16 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O¹ 1688.

2466.— Déclaration de M. d'Angiviller, directeur général des Bâtiments, à l'occasion des mouvements séditieux que venaient de provoquer, près de la Mairie, des ouvriers des carrières, établissant qu'il n'a jamais été question de faire payer les ouvriers employés à ces travaux au compte du Roi, mais de laisser ce soin à un entrepreneur, qui traiterait avec les ouvriers en débattant avec eux le prix de leur besogne.

18 juin 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 352.

2467. — Permission au sieur Simon Collet, marchand plâtrier à Pantin, de construire sur le chemin de Pantin, près de la barrière, un petit bâtiment au lieu et place d'un four à plâtre.

22 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Z¹ᶠ 847.

2468. — Invitation du maire de Paris à M. de Lajard de donner à M. Guillaumot, intendant général des Bâtiments, l'assistance nécessaire pour empêcher l'entrée des carrières, et lettre de M. Guillaumot, envoyant cette réquisition.

28 juin 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, AF II 48, n° 167.

2469. — Arrêt du Parlement, admettant l'appel interjeté par le sieur Charles Boby, entrepreneur de la manufacture à chaux établie près de la barrière de la Gare, du procès-verbal des représentants de la Commune de Paris, en date du 22 juillet, concernant les fours à plâtre et à chaux.

27 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, X¹ᵇ 4356.

2470. — Lettre de M. Bailly, au sujet de l'éboulement de la carrière du nommé Dubois, à Ménilmontant, et de l'envoi d'un garde pour empêcher l'accès des curieux.

31 juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

2471. — Requête des plâtriers de Pantin à l'Assemblée des États-Généraux, pour se plaindre de l'impossibilité où ils se trouvent de faire entrer leur plâtre à Paris, faute de numéraire, et pour être autorisés à déposer aux bureaux d'entrée des billets de caisse de 200 livres, représentés par des bons, en vue de l'acquit des droits.

16 août 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 45, n° 672.

2472. — Arrêt du Conseil d'État, cassant un arrêt du Parlement de Paris, rendu, le 1er septembre 1790, sur la requête du sieur Boby, chaufournier, et déclarant exécutoires les arrêtés de la Commune de Paris en date des 29 avril, 14 juin, 6, 22 et 29 juillet 1790, qui ordonnaient la suppression

des fours à plâtre existant dans Paris et faisaient défenses d'en établir de nouveaux.

9 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, E 2654, n° 343, X[1b] 8843.

2473. — État des secours accordés aux ouvriers estropiés ou devenus infirmes aux travaux des carrières sous Paris, et aux veuves de ceux qui ont été tués, pendant les quartiers d'avril et d'octobre 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, F[4] 1037.

2474. — Décret de l'Assemblée nationale, renvoyant à l'assemblée administrative du département de Paris la solution de la question relative à la conservation ou suppression de l'établissement du sieur Champagne, maître plâtrier.

23 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 46, n° 448.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 209.

2475. — Décision du Comité des finances au sujet d'une demande en indemnité formée par les sieurs Tailleur et Georges, employés aux travaux des carrières par le sieur Coeffier, conforme à l'avis de la Municipalité, les renvoyant au département des travaux publics.

20 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 18, n° 203.

2476. — Arrêté du département des travaux publics de la municipalité de Paris pour le règlement des travaux exécutés dans les carrières sous Paris par le sieur Coeffier, entrepreneur, en mai 1791.

4 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, F[4] 1037.

2477. — État des honoraires dus aux personnes employées à la levée des plans et à l'inspection des travaux ordonnés dans les carrières sous Paris et plaines adjacentes, pendant le mois de juin 1791, arrêté par le département des travaux publics de la Municipalité.

5 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, F[4] 1037.

2478. — Mémoire des ouvriers des carrières pour se plaindre des spoliations du sieur Coeffier, relativement à leur salaire, et demander communication, à l'effet de faire valoir leurs droits, des registres des travaux des carrières, retirés des bureaux de la police et déposés au Comité de liquidation.

12 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 11, n° 110.

2479. — Tableau des dépenses pour les travaux dans les carrières sous Paris et les environs, pour les exercices 1789, 1790 et 1791, extrait de l'état des dépenses extraordinaires du Trésor, certifié par les commissaires de la Trésorerie.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 17, n° 177.

C. — NETTOIEMENT

2480. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, le priant de se concerter avec le Bureau de la Ville qui se plaint de l'ordre par lui donné de jeter les glaces et neiges dans la rivière, ce qui forme des atterrissements sur les bords ou au milieu du lit de la Seine, ou de les étendre sur le pavé des boulevards, ce qui dégrade le pavé.

29 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 74.

2481. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, relativement aux ordres donnés par M. de Crosne de répandre sur le pavé des boulevards les immondices et glaces qui y étaient amoncelées, et de faire jeter dans la rivière celles qui étaient entassées sur les places et quais de la Ville.

29 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 64.

2482. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, déclarant que M. de Crosne a donné l'ordre de ne plus jeter les neiges et glaces dans la rivière, mais que, pour ce qui concerne celles des boulevards, il s'est vu dans la nécessité de les faire étendre sur la chaussée afin de les faire fondre, à cause des frais considérables qu'aurait entraînés leur transport au loin.

2 février 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 79.

2483. — Lettres du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, le priant de communiquer au Bureau de la Ville une requête relative aux cloaques du faubourg Saint-Martin, et au garde des sceaux, l'informant de l'expédition des lettres patentes qui suppriment ces cloaques autour de l'hôpital Saint-Louis, en raison des plaintes des habitants du quartier.

5, 29 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 161, 209.

2484. — Lettre du ministre de la maison du Roi au garde des sceaux, lui faisant part des observations du premier président du Parlement au sujet de l'enregistrement des lettres patentes, qui ordonnent la suppression de quatre cloaques dans les marais avoisinant l'hôpital Saint-Louis, et de la modification de l'article 5 de ces lettres.

13 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 277.

2485. — Rapport du commissaire Dassonvillez au lieutenant général de police contre le sieur Palloy, maître maçon, qui avait ouvert un atelier, rue de Montmorency, et non content d'intercepter le passage par le dépôt d'une quantité considérable de pierres et de moellons, avait fait décharger vingt tombereaux de matières fécales, recouvertes de décombres, au milieu desquelles la dame Georget, maîtresse serrurière, rue du Temple, s'était embourbée.

26 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11987.

2486. — Décision du département des travaux publics rendue en conséquence de l'arrêté du district de Saint-Joseph, qui signalait la négligence de l'entrepreneur des boues, notamment dans les rues Richer et Bleue, devenues impraticables, et ordonnant au sieur Chéradame, sous peine d'amende, de ne laisser subsister d'un jour à l'autre aucunes ordures dans les rues, avec texte de l'arrêté.

23 novembre, 4 décembre 1789.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F[13] 984.

2487. — Rapports du sieur Guerrier, inspecteur du nettoiement, sur l'état de la rue Clopin, qui n'est ni pavée ni éclairée, et où il y a une sorte de voirie qui est un foyer d'infection.

4 décembre 1789, 16 janvier 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[13] 984.

2488. — Ordonnances de payement délivrées au sieur Chéradame par le département des travaux publics, pour l'enlèvement des boues pendant les mois de décembre 1789 et janvier 1790.

30 décembre 1789, 29 janvier 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[13] 984.

2489. — Tableau de la division de Paris en cinq départements, divisés chacun en trois parties, avec les noms des inspecteurs, ceux des quartiers et ceux des entrepreneurs.

1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 984.

2490. — Mémoire de Jean Chéradame, entrepreneur du nettoiement, au maire de Paris, donnant le tableau de ses débours qui dépassent le chiffre de 280,000 livres, à lui alloué par son bail, et exposant que la suppression du privilège de vendre les boues ne lui permet plus de conserver son bail actuel, le nettoiement de Paris ne pouvant se faire dans les conditions nouvelles à moins de 406,980 livres par an.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F[13] 984.

2491. — Mémoire du sieur Chéradame, entrepreneur du nettoiement, au département des travaux publics, représentant les sacrifices qu'il a été obligé de faire pour assurer son service pendant le terrible hiver de 1788 à 1789, où il a dû acheter vingt-cinq tombereaux de plus pour l'enlèvement des neiges et glaces, et offrant de continuer jusqu'à la fin de son bail, à condition d'être rétabli dans son droit de vendre les boues prises gratuitement par les cultivateurs, qui lui procurait un bénéfice de 25,000 livres, ou de résilier son traité tant pour l'enlèvement des boues que pour l'entretien des égouts, avec une indemnité de 75,000

livres, et réponse de M. Lejeune, administrateur du département, article par article.

16 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 984.

2492. — **Mémoire pour les habitants de la banlieue et des environs de Paris contre le sieur Chéradame, entrepreneur du nettoiement, à l'effet d'établir que les boues et immondices portées dans les voiries leur ont toujours appartenu, avec lettre du sieur Halligon, procureur au Parlement, remontrant la difficulté pour les cultivateurs de se procurer des fumiers, par suite du départ des princes et des grands seigneurs qui ont fermé leurs écuries, et priant d'envoyer tous les charretiers chargés de l'enlèvement des boues à la voirie de la Petite-Pologne.**

20 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 984.

2493. — Rapport du sieur Renaudin, déclarant que M. Chéradame ne fera plus balayer désormais les places de fiacre, à l'exception de celle du Palais-Royal.

1er février 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 984.

2494. — Rapport du sieur Bidault sur les places de fiacre qui sont à balayer dans son département, états des places de fiacre du département du sieur Fiéville et des quartiers de Saint-Germain-des-Prés et du Luxembourg.

3 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 984.

2495. — Rapport du sieur Callé, inspecteur du nettoiement, signalant la présence sur la place du Palais-Bourbon de quantité de gravois laissés par cinq entrepreneurs, notamment le sieur Palloy, qui ont fait construire des bâtiments sur cette place.

6 février 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 984.

2496. — Rapport du sieur Renaudin, inspecteur du nettoiement, au sujet de la visite faite avec les commissaires du district de Saint-Philippe-du-Roule dans les rues de la Pépinière et Saint-Lazare, au cours de laquelle il a constaté que des eaux et boues liquides provenant de la voirie de la Petite-Pologne s'écoulent par une petite rue traversant la rue de la Pépinière et vont tomber dans un marais près du grand égout, répandant une odeur infecte dans tout le quartier.

8 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 984.

2497. — Requête des officiers municipaux de Saint-Cloud, Boulogne, Suresnes et Garches à la municipalité de Paris, à l'effet d'obtenir la permission, pour le sieur Doiteau, d'amener des boues pour l'engrais de leurs terres, avec autorisation du département des subsistances et approvisionnements au sieur Doiteau de se faire amener des boues, soit au bas du quai l'Évêque, près de la barque des Invalides, soit à la voirie du Gros-Caillou, pour les transporter par eau, à condition de les mettre dans des lieux écartés.

12 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 984.

2498. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, au sujet de la demande d'une place d'inspecteur des boues et lanternes, adressée à la Reine par le sieur Brelat.

25 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 139.

2499. — Rapport du sieur Fiéville, inspecteur du nettoiement, signalant la présence dans la rue du Bout-du-Monde d'une auge en pierre, qui gêne la circulation dans cette rue déjà fort étroite.

1er août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 984.

2500. — Lettre de M. Bailly à M. Guillotin, commissaire de l'Assemblée nationale, annonçant qu'il a fait donner des ordres pour veiller à la propreté des abords de la salle de l'Assemblée.

25 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 133.

§ 3. — Éclairage public.

2501. — Rapport de M. de Crosne, lieutenant général de police, sur la proposition de M. Perbin, qui offre de se charger de l'entreprise de l'illumination de Paris, avec un rabais de 50,000 livres et une avance de 200,000 livres au gouvernement.

13 mars 1789.
Copie, *A. N.*, F^{13} 351.

2502. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Tanlay, premier président de la Cour des Monnaies, lui annonçant que M. de Trémoilles, conformément à sa requête, sera déchargé à l'avenir de l'entretien des trois réverbères qu'il a fait placer rue de Valois.

1er avril 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 214.

2503. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, le priant de faire allumer sans exception tous les réverbères sur les boulevards pour les nuits de lundi, mardi et mercredi, 20, 21 et 22 avril, à cause des mouvements que pourront occasionner les assemblées tenues en ce moment, et jugeant qu'il y aurait inconvénient d'établir des pots de feu sur les remparts du Midi.

16 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 246.

2504. — États du nombre des lanternes nécessaires pour éclairer les distances entre les anciennes barrières et les nouvelles, de la dépense pour frais de premier établissement, et du nombre de anternes et de lumières nécessaires pour éclairer Chaillot.

14 septembre 1789.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2505. — Décision du comité de police des représentants de la Commune, autorisant M. Tourtille-Sangrain à continuer l'éclairage de Paris toute la nuit, comme il l'a fait exceptionnellement depuis le 14 juillet, avec rapport de l'inspecteur Damour, au sujet de l'exécution de cette mesure, et de la pose de deux lanternes à la nouvelle barrière de la rue Mouffetard et des Gobelins.

23 septembre, 13 octobre 1789.
Copie et minute (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2506. — Délibération du district des Capucins-Saint-Honoré au sujet de l'éclairage défectueux des Champs-Élysées et de Chaillot, constituant un danger pour la sécurité publique.

14 octobre 1789.
Extrait signé et scellé, *A. N.*, F^{13} 351.

2507. — Rapport de M. Tourtille-Sangrain sur le nombre de lanternes à supprimer sur la route de Paris à Versailles, déduction faite de celles du village de Sèvres qui devront être conservées, et sur l'économie qui résulterait de cette suppression.

19 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

Dans une lettre à l'adresse des auteurs de la *Chronique de Paris*, insérée dans le numéro du 5 janvier, M. de Villette demandait que les *cent soixante-huit réverbères, toujours allumés de Paris à Versailles*, fussent enlevés et placés dans les coins les plus mal éclairés de la capitale.

2508. — Ordre de l'Hôtel de Ville de faire allumer sur-le-champ les réverbères qui ne le sont pas dans les quartiers de Saint-Nicolas-du-Chardonnet et de Saint-Etienne-du-Mont, sur la plainte du bureau de police du district de Saint-Etienne-du-Mont, transmise à dix heures du soir.

28 octobre 1789 (11 heures du soir).
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2509. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. Brébion, inspecteur général des Bâtiments du Roi, au sujet des frais d'installation de cinq nouveaux réverbères sur la place du Carrousel, le long du mur

des cours du château, avec réponse de M. Brébion.

20 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2510. — Lettre de M. Damour, inspecteur de l'illumination, au département des travaux publics, demandant si l'éclairage pendant toute la nuit devra être continué, malgré la force de la lune.

20 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2511. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. Bailly, l'avisant des mesures qu'il va prendre au sujet du peu de durée de l'éclairage de la Ville.

21 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2512. — Envoi, par le comité du district de Saint-Roch, du procès-verbal des commissaires chargés de veiller à l'illumination du quartier, demandant l'établissement de plusieurs réverbères, surtout d'un dans le haut de la butte Saint-Roch, à l'intersection de cinq rues.

24 novembre 1789.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2513. — Feuilles de rapport du service de l'éclairage.

25, 26 novembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2514. — Circulaire du département des travaux publics aux soixante districts, pour expliquer que les extinctions qui ont donné lieu à des réclamations très fondées provenaient de ce que les huiles et mèches préparées pour le service ordinaire, c'est-à-dire jusqu'à trois heures du matin, n'étaient point de nature à assurer l'éclairage jusqu'au jour, et pour annoncer qu'actuellement l'entrepreneur est en mesure de garantir l'illumination pendant toute la nuit.

3 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2515. — Lettre de M. Beauvais de Préau, président du district des Prémontrés, au maire de Paris, représentant l'insuffisance de l'éclairage de la rue de Sèvres, dans la partie comprise entre l'ancienne et la nouvelle barrière, et l'urgence d'enlever les amas d'ordures et d'immondices.

4 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2516. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Cellerier, son lieutenant au département des travaux publics, au sujet de l'établissement de nouveaux réverbères, surtout du côté de Chaillot, et de l'ouverture d'ateliers de charité pour les femmes.

10 décembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, F^{13} 351.

2517. — Lettre du département des domaines à celui des travaux publics, priant de renvoyer sans retard l'état relatif à l'établissement de nouvelles lanternes, destiné à M. Dufresne, en omettant la mention de la dépense d'entretien, avec réponse du département des domaines.

10 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2518. — Rapport des président, officiers et commissaires du district des Filles-Dieu, signalant le mauvais état du pavé et le défaut d'éclairage de la petite rue Saint-Jean et l'urgence d'établir un réverbère dans le bout avoisinant le faubourg Saint-Denis.

11 décembre 1789.
Minute signée et scellée, *A. N.*, F^{13} 351.

2519. — Procès-verbal des volontaires de la Bazoche, constatant que le réverbère au-devant de la grande grille du Palais, place des Barnabites, venait de tomber et de se briser.

12 décembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, F^{13} 351.

2520. — Lettre de l'abbé de Vaugelas, président du district des Petits-Augustins, à M. Cellerier, se plaignant de la négligence du service des réverbères de la rue de Sèvres, depuis celle de la Chaise jusqu'à la Croix-Rouge.

18 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2521. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, au sujet de l'extinction des réver-

bères, qui ne lui permet point de répondre de la sûreté de Paris.

19 décembre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 18 r°.

2522.—Lettre de M. Bailly, maire de Paris, transmettant à M. Cellerier copie d'une lettre de M. de Lafayette, par laquelle il déclare ne pouvoir répondre de la sûreté de Paris en raison de l'extinction des réverbères, avec réponse de M. Cellerier, faisant observer qu'il est difficile d'assurer la durée des lumières jusqu'au jour sans organiser un nouveau service de nuit.

19, 22 décembre 1789.
Minute signée et copie (2 p.), *A. N.*, F[13] 351.

2523. — Lettre de M. Cellerier à M. Bailly, maire de Paris, au sujet des inexactitudes signalées dans le service des illuminations, avec des extraits des rapports journaliers de la garde nationale relevant ces inexactitudes.

19 décembre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F[13] 351.

2524. — Rapport d'une patrouille du district de Saint-Merry, constatant l'extinction des réverbères dans les rues Aubry-le-Boucher, des Cinq-Diamants, Troussevache et de la Vieille-Monnaie.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2525. — Réclamation du sieur Duchesne, a l'effet d'obtenir le remboursement de 10,000 livres par lui versées à M. de Crosne pour le prix d'un intérêt dans l'entreprise de l'illumination.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2526. — État de situation du service de l'illumination, et mémoire à ce sujet.

1er janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 351.

2527. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. Legrand de Saint-René, relativement aux moyens découverts par M. Beaufils pour perfectionner l'illumination, demandant de procéder à des expériences.

5 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2528. — Rapport sur les modifications apportées par le sieur Beaufils à l'agencement des becs des réverbères ou lanternes, défectueux en raison de la fumée épaisse qu'ils dégagent.

8 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2529. — Lettre de M. Duport-du-Tertre à M. Cellerier, lui recommandant M. de Charancourt, déjà connu par les fontaines épuratoires qui donnent une eau plus salubre, et inventeur d'un nouveau système d'illumination, avec un mémoire sur son procédé.

14 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 351.

2530. — Mémoires de ce qui est dû aux sieurs Tourtille-Sangrain et Cie, entrepreneurs de l'illumination, pour avoir éclairé les remparts du Nord, les ports et quais, du 1er janvier 1788 au 31 août 1789.

20 janvier 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 351.

2531. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. Manuel, déclarant que les réverbères de l'Arsenal sont entretenus par le département des Bâtiments du Roi, le priant de lui envoyer journellement une note des observations consignées dans les rapports des patrouilles au sujet de l'éclairage public et annonçant qu'on remédiera aux réverbères qui donnent une lumière défectueuse.

21 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, F[1] 351.

2532. — Lettres de M. Tourtille-Sangrain à M. Cellerier, déclarant que, dans quatre ou cinq jours, Chaillot sera éclairé et qu'il s'occupe de fournir le matériel nécessaire pour l'expérience de M. de Charancourt.

28, 30 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 351.

2533. — Lettres de M. Tourtille-Sangrain à M. Coquelin, adressant l'état qui lui a

été promis et le priant de faire arrêter ses deux mémoires du service ordinaire et extraordinaire de décembre 1789.

28 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2534. — Décision du département des travaux publics, portant règlement du mémoire du service ordinaire de l'éclairage de Paris pour le mois de janvier 1790, montant à la somme de 28,368 livres 11 sols 8 deniers.

Janvier 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2535. — État des ordonnances de payement délivrées à l'entrepreneur de l'illumination et de celles qui restent à expédier pour compléter ce qui lui est dû jusqu'au 1er février 1790.

Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2536. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, et de M. Lejeune, administrateur, à M. de Lafayette, commandant général de la garde nationale, et aux administrateurs du département de police, demandant s'il faut continuer à faire éclairer les rues de Paris jusqu'au jour, la dépense considérable résultant de ce service extraordinaire devant incomber à la Commune à partir du 1er février 1790.

6 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2537. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui demandant, par raison d'économie, de supprimer l'éclairage des rues à partir de trois ou quatre heures du matin, au lieu de six, si la sûreté publique permet d'appliquer cette mesure, et réponse de M. de Gouvion, réclamant le maintien de l'éclairage jusqu'à la pointe du jour, par mesure de sûreté.

6 février 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 35 r°.

2538. — Lettre de M. de Gouvion à M. Bailly, lui rappelant qu'il serait urgent pour la sécurité de Paris d'avoir les réverbères allumés jusqu'au jour, tandis qu'ils ne le sont que jusqu'à une heure du matin, lettre transmise à M. Cellerier, avec sa réponse, portant que cinquante allumeurs sont chargés spécialement de réparer les extinctions prématurées, lesquelles devraient être signalées par les commandants des patrouilles.

7, 10 février 1790.
Minute et copies (3 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2539.— Lettre de M. Randon de la Tour, commissaire du Trésor, à M. Cellerier, le priant de faire viser au Bureau de Ville la grosse de l'arrêt du Conseil qui concède le bail de l'illumination de Paris, pour trente années, à M. Pierre Tourtille-Sangrain, à partir du 1er août 1789.

10 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.
L'arrêt en question est du 26 novembre 1784.

2540.— Lettre de M. Jouly, portant envoi à M. Cellerier, lieutenant de maire, du mémoire de la compagnie de l'illumination au sujet de l'augmentation de lumières causée par l'éloignement des barrières.

11 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2541. — Lettre du département des travaux publics à M. Duchesne, intendant des finances de la maison de Madame, en réponse au mémoire par lui envoyé à M. Bailly, au sujet du privilège concédé au sieur Fabre du Bosquet pour le raffinage des huiles de lampes et l'entreprise de l'illumination de Paris, dans laquelle ledit Duchesne avait une part d'intérêt, avec mémoire pour servir de réponse à celui du sieur Duchesne contre les sieurs Sangrain et Cie, et une requête imprimée aux députés de l'Assemblée nationale.

12 février 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 351.

2542. — Lettre de M. Cellerier au procureur syndic de la Commune, déclarant qu'il n'a aucun moyen d'action sur l'entrepreneur de l'éclairage, si on ne lui transmet des rapports circonstanciés et précis sur les extinctions de réverbères constatées, et

qu'il n'a pu obtenir ces rapports des patrouilles de la garde nationale.

19 février 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2543. — Rapport de M. Damour, inspecteur de l'illumination, à l'effet d'établir les prix payés annuellement par la Municipalité pour chaque bec sur la route de Versailles, sur les remparts et les ports, ainsi que le nombre des lanternes allumées toute la nuit et leur emplacement.

19 février 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2544. — Lettre de M. Poulletier, président du district de Saint-Magloire, à M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, demandant six exemplaires du tableau de l'illumination de la ville de Paris.

21 février 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2545. — Lettre de M. de Gouvion à M. Cellerier, lui exposant la difficulté de faire constater par les patrouilles l'extinction des réverbères, à moins de tracer un itinéraire qui pourrait être connu et mis à profit par les malfaiteurs, avec réponse de M. Cellerier, insistant sur la surveillance des patrouilles qui peuvent s'assurer par un simple coup d'œil de l'éclairage des rues.

22 février, 2 mars 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F[13] 351.

2546. — Déclaration du département des travaux publics, donnant acte à M. Sangrain de l'exécution des clauses de son marché, d'après le rapport de M. Poyet, qui constate le bon état des lanternes, et autorisant le payement de 10,386 livres pour l'éclairage des remparts du Nord.

Février 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2547. — Circulaire du département des travaux publics, accompagnant l'envoi du tableau de l'illumination de la ville de Paris, et annonçant que le service extraordinaire d'éclairage, en vigueur depuis le 14 juillet, étant très dispendieux, sera supprimé dès que les circonstances le permettront.

Février 1790.
Imprimé, avec la signature de M. Cellerier (exemplaires multiples), *A. N.*, F[13] 351.

2548. — Lettre de M. Moreau, président du district de Saint-Magloire, accusant réception de six états indicatifs des illuminations.

4 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2549. — Lettre de M. Leroy de Montecly, vice-président du district des Mathurins, à M. Cellerier, se plaignant de l'extinction prématurée des réverbères, et réponse de M. Cellerier, déclarant que ces extinctions, occasionnées soit par la forme des lampes, soit par la difficulté de la préparation des huiles, doivent être réparées chaque nuit par cinquante ou soixante allumeurs, spécialement affectés à ce service.

13, 15 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 351.

2550. — Rapport de M. Damour, inspecteur de l'illumination, et lettre de M. Duport-du-Tertre, administrateur au département de police, au sujet des trente-sept cordes de réverbères coupées dans les nuits des 12, 13 et 16 mars, méfait qu'on impute au sieur Lefèvre, ancien allumeur.

18, 31 mars, 1er avril 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F[13] 351.

2551. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Verpy, président du comité de Popincourt, lui annonçant que les mesures les plus promptes ont été prescrites à M. Cellerier pour l'éclairage de la rue Saint-Maur.

23 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, F[13] 351.

2552. — État des lanternes qui n'ont pas été éclairées pendant la cessation, du 24 au 30 mars 1790.

Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2553. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Cellerier, lui envoyant un extrait du rapport de la garde nationale contenant

l'expression des plaintes générales sur l'inexactitude du service des réverbères.

26 mars 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2554. — Lettres de M. Pierre Perben à M. Cellerier, au sujet de « l'expérience de la nouvelle position de réverbères » qu'il propose de faire dans la rue Neuve-des-Petits-Champs, en présence de trois commissaires des districts les plus voisins de la rue de Grammont, avec réponse de M. Cellerier, spécifiant que cette expérience devra être faite en présence de commissaires de l'Académie des sciences, chargés du rapport, sans préjudice de ceux des districts.

28 mars, 10, 13 avril 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2555. — Décision du département des travaux publics, portant règlement des mémoires du service extraordinaire de l'éclairage de la ville de Paris pendant les mois de février et mars 1790, montant, le premier à 27,188 livres 13 sols, et le second à 27,099 livres 14 sols, déduction des becs non allumés pendant le clair de lune.

Mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2556. — Lettre de M. de Charancour, ingénieur, à M. Cellerier, prenant jour pour expérimenter son système.

5 avril 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2557. — Lettre du comte de Saisseval à M. Cellerier, demandant l'installation de nouvelles lanternes, rue de Vaugirard, pour éclairer l'espace entre la rue de Bagneux et le boulevard, avec réponse favorable.

8, 13 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2558. — Lettre-circulaire aux comités des districts, envoyant le tableau des inspecteurs du nettoiement et de l'illumination, dont le nombre est augmenté, avec règlement de leur service et du mode d'éclairage ordinaire et extraordinaire de la Ville, et lettre de M. Cellerier à ce sujet.

29 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2559. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, approuvant la proposition de M. Cellerier, de n'allumer qu'un réverbère sur deux de Paris à Versailles, dans les nuits de clair de lune, et se plaignant de l'extinction des réverbères à Paris, dès minuit, que le peuple juge préméditée pour faciliter l'exécution de quelque complot.

8 mai 1790.
Copie, *B. N.*, Mss. fonds français 11697.

2560. — Lettre de M. Pierre Perben à M. Bailly, lui adressant sa soumission pour le nouveau bail de l'illumination de la ville de Paris, avec un rabais de 40,000 livres, et le priant de l'inscrire au rang des concurrents, avec la teneur de la soumission.

8 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2561. — Pétition du sieur Perben à l'Assemblée nationale, lequel était en instance, depuis 1782, pour obtenir le renouvellement du bail de l'illumination de Paris et demandait l'adjudication publique par voie d'enchères.

Sans date (mai 1790).
Minute, *A. N.*, D VI 45, n° 694.

2562. — Lettre de M. de Gouvion à M. Bailly, estimant parfaitement inutile l'éclairage de Paris à Versailles, mais jugeant nécessaire de maintenir non seulement celui des rues, mais encore celui des places, quais et boulevards de la capitale, l'extinction des réverbères avant minuit donnant de l'inquiétude au peuple qui croit à un dessein prémédité pour faciliter l'exécution de quelque complot, avec lettre d'envoi de M. Bailly à M. Cellerier.

8, 16 mai 1790.
Copie et original signé (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2563. — Ordre du département des travaux publics, prescrivant au sieur Sangrain de n'allumer, les jours de lune, qu'un réverbère sur deux dans toutes les rues de la ville, ainsi que sur les places, les quais, les ponts et les boulevards, sur la demande du major général de la garde nationale, trans-

mise par lettre de M. Bailly, en date du 12 mai.

13 mai 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2564. — Lettre du sieur Hauguel, secrétaire-greffier du district de Notre-Dame, se plaignant de l'insuffisance de l'éclairage dans ce quartier, où les rues, vu leur peu de largeur, devraient être éclairées toute la nuit.

23 mai 1790.
Original signé et scellé, *A. N.*, F^{13} 351.

2565. — Inventaire des huiles existantes au magasin général pour l'illumination de Paris, sis à la Haute-Courtille, dressé par le sieur L'Enfumé, garde-magasin.

24 mai 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2566. — Ordre du département des travaux publics au sieur Sangrain, entrepreneur de l'illumination, d'allumer jusqu'au 9 juin la totalité des réverbères dans la ville et dans les faubourgs, et de faire éclairer la traverse du bourg de Sèvres, en raison des mouvements populaires et des réclamations des districts.

26 mai 1790.
Original signé de MM. Cellerier et Lejeune, *A. N.*, F^{13} 351.

2567. — Ordre au sieur Tourtille-Sangrain, entrepreneur de l'illumination, pour l'éclairage de Paris du 1er mai au 1er septembre 1790, suivant le tableau imprimé.

Mai 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2568. — Ordre du département des travaux publics à M. Sangrain d'allumer toutes les lanternes de la route de Paris à Saint-Cloud, durant le séjour du Roi, depuis la nouvelle barrière de la Conférence jusqu'au château, par la route neuve, excepté pendant le clair de lune.

1er juin 1790.
Original signé de MM. Cellerier et Lejeune, *A. N.*, F^{13} 351.

2569. — Lettres de M. Dufresne à M. Cellerier et du département des travaux publics à M. Lahoraye, au sujet de la réclamation du sieur Petit, chargé de l'entretien des réverbères de l'Arsenal, cette dépense devant être supportée par le ministère de la guerre jusqu'au moment où la Municipalité a réuni les détails de cet établissement à son administration.

4, 15, 25 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2570.— Décret de l'Assemblée nationale, retranchant du compte du Trésor public et mettant à la charge de la Municipalité les dépenses du pavé et de l'éclairage de Paris.

6 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, n° 361.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 39.

2571. — Lettre du département des travaux publics au sujet de la prétention du sieur Sangrain de mettre à la charge de l'administration les potences et consoles de fer posées sur la place du Carrousel depuis le séjour du Roi aux Tuileries.

7 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2572. — Ordre du département des travaux publics à M. Sangrain de ne point allumer les lanternes des ponts, quais, ports, places et boulevards et de n'allumer dans toutes les rues de Paris qu'une lanterne sur deux, du 21 juin au 5 juillet.

18 juin 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 351.

2573. — Demande par le sieur Fenin d'une place d'allumeur de lanternes.

28 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2574. — États des appointements dus aux inspecteurs du nettoiement et de l'illumination pour les quartiers de janvier et de juillet 1790.

1er juillet 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2575. — Ordre du département des travaux publics à M. Sangrain d'allumer, du 20 au 22, la totalité des réverbères depuis la chute du jour jusqu'à trois heures du matin et de réduire ensuite le service

extraordinaire à un réverbère sur deux, la persistance des pluies faisant craindre que les rues ne soient pas suffisamment éclairées par la lune, durant le séjour des députés du pacte fédératif, avec note portant que cette mesure a été mise à exécution pendant quatre jours au lieu de deux.

20 juillet 1790.
Original signé de M. Cellerier et minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2576. — Ordre du département des travaux publics à M. Poyet, architecte de la Ville, de faire consolider par des contre-fiches les poteaux servant à la suspension des lanternes sur les boulevards du Nord, depuis la porte Saint-Honoré jusqu'à la porte Saint-Antoine, poteaux qui ne se trouvent plus d'aplomb par suite de l'enlèvement des terres.

29 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2577. — Lettre de M. Cellerier à M. Brébion, le priant de faire rallonger une potence de lanterne au-dessus des petites boutiques installées sur la place du Carrousel, afin de pouvoir allumer le réverbère.

9 août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2578. — Lettre de M. Boullemer de la Martinière, procureur de la Commune, à M. Cellerier, le priant de lui envoyer une copie du bail de l'illumination de Paris, demandée par l'abbé Lompré, secrétaire du Comité des finances, avec une autre lettre réclamant le mémoire par lui communiqué sur l'illumination de Paris, et avec les tableaux des dépenses de l'éclairage de Paris.

11, 17 août 1790.
Originaux signés et minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2579. — Mémoire du sieur Tourtille-Sangrain, entrepreneur de l'illumination, au sujet de la diminution de 40,000 livres par année, offerte à la Municipalité par le sieur Perben, exposant les pertes qu'il a éprouvées dans le cours de son ancien bail par suite du renchérissement des huiles, et représentant la réduction de 2 livres 12 sols par bec qu'il a dû subir en passant son nouveau bail.

14 août 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 351.

2580.— Lettre de M. Randon de la Tour à M. Cellerier, concernant le projet de mettre en adjudication le service de l'éclairage confié à M. Sangrain.

15 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, F^{13} 351.

2581. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, transmettant une lettre de M. Soreau, président de la section de l'Hôtel-de-Ville, qui signale l'urgence, dans l'intérêt de la sûreté publique et des bonnes mœurs, de tenir allumés toute l'année, sans distinction de temps de clair de lune, les deux réverbères de la rue Grenier-sur-l'Eau.

23, 29 août 1790.
Minute et extrait (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2582. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Cellerier, lui faisant passer la demande d'une place d'inspecteur de l'illumination ou du nettoiement, adressée par le sieur Ponchon, fruitier-oranger.

24 août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2583. — Lettre de M. Tourtille-Sangrain, entrepreneur de l'illumination, signalant le péril imminent d'un bâtiment dépendant du couvent des Capucins Saint-Honoré, servant d'entrepôt pour le service de l'illumination, jadis soutenu par des étais que les religieux ont retirés, et lettre de M. Cellerier pour le rétablissement immédiat de ces étais.

29, 30, 31 août 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2584. — Réclamations du comité de police du district de Saint-Eustache sur le peu de durée de l'éclairage des lanternes, notamment dans la rue Plâtrière, près de la boîte aux lettres, avec rapport à ce sujet du sieur Damour, inspecteur de l'illumination.

4, 10 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2585. — Procès-verbal de la section de l'Oratoire, constatant que, vers deux heures du matin, presque tous les réverbères se trouvaient éteints dans les rues de la Verrerie, du Cimetière-Saint-Jean, du Roi-de-Sicile et rues adjacentes, avec lettre d'envoi.

7 septembre 1790.
Extrait signé et minute (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2586. — Procès-verbal de la section de la Halle-aux-Blés, contenant la déclaration des commandants des patrouilles faites à deux et trois heures du matin, au sujet de l'impossibilité d'accomplir leur service, les réverbères se trouvant totalement éteints dans les rues de la section.

8 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F^{13} 351.

2587. — Rapport du comité de la section de l'Arsenal, envoyant la déclaration des patrouilles qui ont trouvé, entre une et deux heures du matin, tous les réverbères éteints ou sur le point de s'éteindre, et demandant le maintien de l'éclairage jusqu'au jour.

9 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F^{13} 351.

2588. — Lettres de M. Bailly, maire de Paris, à M. Cellerier, lui transmettant les plaintes des patrouilles, au sujet des négligences constatées dans le service de l'éclairage, avec lettre des entrepreneurs à M. Cellerier, annonçant qu'ils augmentent la quantité d'huile pour éviter l'extinction trop prompte des réverbères.

9, 12, 21 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2589. — Rapport du sieur Denisot, lieutenant de la compagnie du centre de la section de la Rue-Beaubourg, au comité de police, constatant que tous les réverbères de la section étaient éteints avant une heure du matin.

10 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F^{13} 351.

2590. — Lettre du secrétaire-greffier du comité de police du district des Cordeliers, établissant que les rues Dauphine, des Fossés-Saint-Germain-des-Prés, des Boucheries, de Condé, du Théâtre-Français et des Fossés-Monsieur-le-Prince, ainsi que le carrefour de Bucy, sont absolument sans lumières.

10 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2591. — Rapports du sieur Damour, inspecteur de l'illumination, rendant compte de ses tournées et expliquant l'irrégularité de l'extinction des becs.

10, 13 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2592. — Plainte de la section des Petits-Pères au sujet de la négligence des entrepreneurs de l'éclairage et du nettoiement, les réverbères se trouvant aux trois quarts éteints dans le quartier, et les rues, surtout les rues Joquelet, des Vieux-Augustins et Soly, encombrées de gravats et d'ordures.

14 septembre 1790.
Extrait du livre de la police, *A. N.*, F^{13} 351.

2593. — Lettres de M. de Saisseval à M. Cellerier, demandant pour la sûreté de son quartier l'installation de lanternes, rue de Vaugirard, au coin de la rue de Bagneux, entre les anciennes et nouvelles barrières, avec réponse.

14 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2594. — Rapport de service de la garde nationale, certifié par M. Lajard, aide-major général, signalant l'extinction des réverbères dans nombre de rues.

15 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2595. — Rapport sur l'illumination de Paris, fait au Comité des finances par l'abbé Lompré.

16 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2596. — Lettres de M. Bailly, maire de Paris, à M. Cellerier, son lieutenant au département de l'éclairage, pour le rétablissement sur la route de Versailles, vis-à-vis Auteuil, d'un poteau destiné à soutenir le ré-

verbère, et lettre de M. Cellerier à MM. Sangrain et Damour, sur le même objet.

16, 25 septembre, 12, 15 octobre 1790.
Minutes signées (5 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2597. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Cellerier, le pressant de remédier à l'extinction des réverbères, qui donne lieu à des plaintes continuelles, et de réparer le corps de garde du faubourg Poissonnière, que l'humidité et le voisinage d'un fossé rendent inhabitable.

17 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, F^{13} 351.

2598. — Ordonnance du département des travaux publics, renvoyant le sieur Goinard, charpentier, à la compagnie de l'illumination de Paris pour le règlement de son mémoire relatif à la pose de poteaux de lanternes en 1789.

17 septembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2599. — Rapport du comité de la section de la Grange-Batelière, au sujet de l'éclairage défectueux du faubourg Montmartre, constaté par le poste de la garde nationale.

17 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2600. — Rapport du comité permanent de la section Mauconseil, constatant qu'une patrouille, dans son trajet par les rues Tireboudin, des Deux-Portes, Thévenot, Saint-Sauveur et des Petits-Carreaux, n'a trouvé qu'un seul et unique réverbère allumé.

18 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2601. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Cellerier, l'invitant à tenir la main à ce que les inspecteurs des lanternes soient accompagnés dans leurs tournées par un allumeur, et lettre de M. Cellerier à M. Sangrain, le priant de faire en sorte que, dans chacun des cinq entrepôts, un allumeur soit à la disposition des inspecteurs.

24, 27 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2602. — Plainte du sieur Guillaume-Antoine Deraedt, inspecteur du nettoiement et de l'illumination, au sujet de son arrestation arbitraire au corps de garde de la rue Rousselet.

30 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 351.

2603. — Ordonnance de payement de 22 livres 10 sols, délivrée par le département des travaux publics au sieur Houcin, montant de la fourniture de quarante-cinq lampions pour éclairer les décombres des baraques détruites dans l'ancienne Halle au blé.

1er octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 356.

2604. — État du nombre des lanternes nécessaires pour éclairer les distances entre les anciennes barrières et les nouvelles, avec rapport et lettre d'envoi de M. Cellerier à M. Dufresne.

1er octobre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 351.

2605. — Lettre de M. Boullemer de la Martinière, procureur de la Commune, à M. Cellerier, le priant de presser l'installation de lanternes aux nouvelles barrières, sans obliger M. Sangrain à faire procéder par adjudication au rabais à la fourniture des poteaux nécessaires.

16 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 351.

2606. — Lettre de M. Cellerier à M. Dufresne, demandant si la dépense pour la fourniture et pose des poteaux de réverbères entre les anciennes et nouvelles barrières sera à la charge du Trésor, et annonçant que les attaques qui se sont produites aux Champs-Élysées l'ont déterminé à faire éclairer l'avenue qui traverse cette promenade depuis la place Louis XV jusqu'à la nouvelle barrière.

25 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 351.

2607. — Mémoire des entrepreneurs de l'illumination de Paris au comité permanent des travaux publics, exposant que, lors du renouvellement de leur bail en novembre 1784, ils se sont soumis à fournir les lanternes, y compris leurs poteaux, nécessaires pour l'éclairage de nouvelles rues, mais nullement celles que nécessiterait

l'agrandissement de Paris, et qu'ils ne peuvent supporter ce surcroît de dépenses montant à 80,000 livres.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2608. — Note de M. Paris aux commissaires de l'Assemblée nationale relative à l'éclairage de la terrasse des Tuileries, pour la commodité des députés, dont M. de Champcenetz devait se charger et qui a été laissé aux Menus, éclairage qui coûte 42 livres par mois.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, C 133.

2609. — État des nouveaux établissements qui ont été faits pendant les neuf premiers mois de 1790, et dont le payement n'a pas encore été ordonnancé.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2610. — Note au sujet de l'entretien des becs, tant aux portes des commissaires qu'au marché des Innocents, et aux guichets du Louvre.

Sans date.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2611. — État des dépenses de l'illumination de Paris avant la Révolution et du 1er juillet 1789 au 30 juin 1791.

1791.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2612. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que le bail fait par le gouvernement pour l'illumination de Paris cessera d'avoir son effet du jour où la Municipalité aura procédé à une adjudication au rabais de ladite illumination.

6 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, C 77, n° 768.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 80.

2613. — « Nouveau bail de l'illumination de Paris par adjudication au rabais, démontré juste et possible et conséquemment indispensable, avec réfutation des arguments du sieur Cellerier pour la conservation du bail actuel. »

1791.
Minute, *A. N.*, D VI 12, n° 129.

2614. — État des lanternes dont l'illumination doit être suspendue pendant le temps de lune, dans les quartiers et rues y indiqués.

1791.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

2615. — Tableau contenant le nouveau projet d'éclairer Paris pendant toute l'année, du jour au jour, sans aucune cessation de lune.

1791.
Minute, *A. N.*, F[13] 351.

§ 4. — Eaux, Canaux, Égouts et Assainissement.

A. — COMPAGNIE DES EAUX.

2616. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. d'Ormesson, conseiller d'État, envoyant un projet d'arrêt à l'effet de révoquer la commission établie pour juger les contestations concernant les eaux de Paris, et proposant avec M. Ethis de Corny, commissaire du Roi dans la nouvelle administration des Eaux, de déférer les parties plaidantes à la Grand'chambre du Parlement.

17, 25 janvier, 8 février 1789.
Copies, *A. N.*, O[1] 500, fol. 42, 46, 103.

2617. — Arrêt du Conseil d'État, supprimant la commission du Conseil établie, en vertu de l'arrêt du 20 juin 1788, pour le jugement en dernier ressort de toutes les contestations concernant l'administration des Eaux de Paris, qui seront déférées aux tribunaux ordinaires, avec lettre d'envoi de cet arrêt par M. de Villedeuil à M. de Crosne.

17 janvier 1789.
Minute signée, *A. N.*, E 2653, n° 15; O[1] 500, fol. 127.
V. les arrêts rendus par cette commission extraordinaire du Conseil, de juin à décembre 1788, (1 dos.), *A. N.*, V[6] 180.

2618. — Arrêt du Parlement, déboutant les intéressés, actionnaires et administrateurs de la Compagnie des Eaux de Paris de l'appel par eux interjeté d'une sentence du Châtelet rendue, le 23 juin 1787, au profit de Claude-Louis, marquis de Saisseval, qui réclamait des actions de la Compagnie, sentence qui sortira son plein et entier effet.

1er juillet 1789.
Minute, *A. N.*, X^{1b} 8823.

2619. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant communication au marquis de Saisseval de la requête des administrateurs royaux de la Compagnie des Eaux de Paris, à l'effet d'obtenir l'annulation d'un arrêt du Parlement de Paris, du 1er juillet 1789, qui les condamnait à livrer au marquis de Saisseval, sur les mille actions de la Compagnie déposées au Trésor, cent actions au prix originaire de 1,200 livres.

6 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, E 1675^{A}.

2620. — Sentence du Châtelet, condamnant les administrateurs de la Compagnie des Eaux à payer aux frères Périer les années de traitement dues et échues ainsi que celles à échoir, aux termes de l'article 28 du traité de société passé le 27 août 1778, et les astreignant à convoquer une assemblée générale des actionnaires, à laquelle les frères Périer pourront assister, pour délibérer tant sur leur demande en restitution de trois cents actions que sur le congé qui leur a été donné, avec obligation aux frères Périer de rendre compte de l'emploi des sommes par eux touchées pour l'administration.

30 avril 1790.
Minute, *A. N.*, Y 1824.

Le traité du 27 août 1778 a été imprimé sous le titre suivant : « Traité de société en commandite entre les sieurs Périer frères et les actionnaires intéressés à l'entreprise pour la distribution des eaux de la Seine dans la ville de Paris par les machines à feu desdits sieurs Périer. » *A. N.*, AA 1, n° 11.

2621. — Requête des administrateurs de la Compagnie des Eaux de Paris, demandant, en exécution d'un arrêt du Conseil du 9 décembre 1780, que les habitants de Chaillot soient tenus de faire rétablir les murs de clôture des bassins de la pompe à feu dudit lieu, et lettre de M. d'Ormesson, conseiller d'État, à M. de Saint-Priest, lui renvoyant cette requête, et proposant d'autoriser les administrateurs à faire rétablir ces murs, nécessaires pour assurer la salubrité des eaux distribuées aux habitants de la capitale, avec un projet d'arrêt sur la requête des administrateurs des Eaux.

31 juillet, 10, 13 août 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O^{1} 1595; O^{1} 1597.

2622. — Arrêt du Parlement, condamnant les administrateurs de la Compagnie des Eaux à payer aux frères Périer la somme de 1,080,000 livres pour les trois cents actions à eux dues par l'entreprise de la distribution des Eaux de Paris, en suite des conventions des 27 août 1778 et 12 août 1786, déduction faite de la valeur du terrain des ateliers construits à Chaillot et du prix des ateliers, forges, outils et instruments en dépendant, et de la somme de 462,000 livres, réclamée par les administrateurs pour reliquat de compte.

22 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, X^{1b} 8845.

2623. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant le versement au Trésor public des sommes distraites de la caisse de la Compagnie des Eaux de Paris.

22 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 46, n° 447.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 121.

Ce décret fut rendu sur le rapport fait par de M. de Batz au Comité de liquidation, rapport qui fut imprimé, *A. N.*, AA 1, n° 11.

2624. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant le rétablissement immédiat dans la caisse de la Compagnie des Eaux, par les sieurs Périer, de Gouy d'Arcy et autres administrateurs, des sommes qui en avaient été retirées en vertu de l'arrêt du Parlement, du 22 septembre, qui est déclaré nul, et portant que ces sommes seront versées par le caissier de la Compagnie au Trésor public.

3 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 2654, n° 350.

2625. — Arrêts du Conseil d'État, commettant le sieur de Granvelle, maître des requêtes, pour l'examen des requêtes et mémoires tant des sieurs Périer frères que des sieurs Laurent, Le Couteulx, Pourrat, Ethis et de Gouy d'Arcy, administrateurs royaux de l'entreprise des Eaux de Paris, en procès au sujet de l'exécution de l'arrêt du Conseil, du 3 décembre.

21 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, E 1682^{c}, n°s 1, 2.

2626. — Mémoire intitulé : Extrait des pièces et procédures concernant l'affaire des sieurs Périer frères avec l'administration royale des Eaux, et rédigé pour les frères Périer, à l'effet d'obtenir l'abrogation du décret de l'Assemblée nationale, du 22 novembre.

Sans date (décembre 1790).
Minute (1 cahier), *A. N.*, AA 1, n° 11.

V. la pétition à l'Assemblée nationale par les sieurs Périer, imprimée, *A. N.*, AA 1, n° 11, pétition qui fut renvoyée le 24 décembre aux Comités des rapports et de liquidation réunis.

2627. — Lettre des administrateurs des Eaux de Paris à M. de Lessart, adressant leur démission irrévocable, en présence des « manœuvres sinistres » dirigées contre eux par leurs adversaires, et demandant que la caisse de la Compagnie soit portée, sans délai, au Trésor public.

24 janvier 1791.
Original signé et copie, *A. N.*, F^{3}II, Seine, 18.

2628.— Arrêt du Conseil privé, nommant comme arbitre le sieur Perregaux, à l'effet d'examiner, conjointement avec l'arbitre désigné par le sieur Campi, banquier, sa réclamation des intérêts des sommes qu'il avait empruntées et avancées en vue de l'achat de 382 actions de la Compagnie des Eaux de Périer, fait pour le compte et par les ordres du gouvernement, intérêts montant en principal à 277,092 livres 8 sols 7 deniers.

31 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, V^{6} 1153.

V. le mémoire justificatif de M. Campi, imprimé sous le titre : « Réponse de Jacques Campi à une partie du rapport du Comité de liquidation, concernant la Compagnie des Eaux de Paris, par Jean de Batz, député de Nérac. *Paris, de l'imprimerie de L. Potier de Lille*, 1790. *A. N.*, AA 1, n° 11.

2629. — Décision de l'Assemblée nationale, portant que la municipalité de Paris remettra au directoire du Département toutes les pièces relatives à l'administration des Eaux, pour que le Directoire les fasse parvenir au Comité des finances avec son avis.

6 juillet 1791.
Extrait du procès-verbal, *A. N.*, C 74, n° 718.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVIII, p. 5.

2630. — Lettre du sieur Vachette, architecte, contrôleur de l'administration des Eaux, au Comité des finances, avec un mémoire tendant à démontrer l'agiotage et les dilapidations de l'entreprise Périer et l'usurpation des établissements hydrauliques des frères Vachette.

10 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 11, n° 112.

2631. — État de payement aux sieurs Périer, à compte de 350,000 livres pour la pompe à feu de l'île des Cygnes, extrait de l'état des dépenses extraordinaires du Trésor, du 1er mai 1789 au 31 août 1791, certifié par les commissaires de la Trésorerie.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 17, n° 177.

B. — AQUEDUCS D'ARCUEIL ET DE RUNGIS.

2632. — Lettres et mémoire du sieur Lelu, commissaire des guerres, représentant des héritiers de Mlle Beligen, fontainière d'Arcueil, au sujet d'une pièce de terre dans la dépendance de l'aqueduc, dont cette personne n'avait que la jouissance.

25, 26 mai, 9 juillet 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O^{1} 1599.

2633. — Lettre de M. de Flesselles, prévôt des marchands, à M. d'Angiviller, l'invitant à la visite que le Bureau de la Ville doit faire des sources de Cachan, Rungis et Arcueil, et réponse de M. d'Angiviller, déléguant en

son lieu et place M. Guillaumot, avec lettre à celui-ci pour le charger de cette mission ainsi que de la visite des ponts de Paris.

2, 5 juillet 1789.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1599.

2634. — Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, lui rendant compte de la visite de l'aqueduc d'Arcueil faite, le 8 juillet, par le Bureau de la Ville, et signalant la quantité d'eau constatée au château d'eau de l'Observatoire, au regard d'arrivée à Arcueil, et à celui de réunion du carré de Rungis, quantité qui serait bien supérieure, si l'on n'était pas obligé de laisser perdre une partie de l'eau, à cause de l'engorgement des conduites dans Paris.

9 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1599.

2635. — Rapport de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, annonçant que des brigands ou des fraudeurs ont cassé quatre portes de regards de l'aqueduc d'Arcueil, et qu'une voiture chargée a renversé, par suite du choc, le regard entre Gentilly et Arcueil.

5 août 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1599.

2636. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de Rayneval, premier commis des affaires étrangères, exposant tout son embarras en présence des revendications contenues dans le mémoire qu'il lui a adressé de la part de M. Trudon-Dutilleul, et jugeant que le canal réclamé par cet individu pour sa maison ne peut, d'après les arrangements conclus avec la ville de Paris, recevoir que le trop plein des eaux du village de Rungis.

31 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 158.

2637. — Lettre de M. Coulomb, intendant général des Eaux et Fontaines, à M. d'Angiviller, lui transmettant un avertissement qu'il vient de recevoir pour le payement des vingtièmes du château des eaux d'Arcueil, imposé sur la base de 2,000 livres de loyer, et exposant la nécessité impérieuse de dégraveler les tuyaux des eaux engorgés depuis l'Observatoire jusqu'au Luxembourg, dépense estimée par M. Lucas à 12,000 livres, avec réponse de M. d'Angiviller, trouvant exagérée l'évaluation de la triste et chétive habitation de M. Coulomb, et déclarant qu'il fera son possible pour faire exécuter pendant l'été le travail de dégravellement.

6, 14 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1595.

2638. — Lettres collectives de M. Trudon-Dutilleul et de l'abbé Fauchet à M. d'Angiviller, réclamant, tant pour eux que pour la commune de Rungis, l'établissement, aux frais de la Direction des Bâtiments, d'une prise d'eau sur la fontaine de la Pirouette, avec rapport de M. Guillaumot à M. d'Angiviller sur les prétentions mal fondées de M. Trudon et consorts, et réponse de M. d'Angiviller à M. Trudon et à l'abbé Fauchet, déclarant qu'il a saisi M. Bailly de la question et qu'il ne lui appartient point de dicter aucune mesure à la Municipalité.

4 août-3 septembre 1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, O[1] 1600; copie, O[1] 1183, fol. 453.

2639. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, maire de Paris, afin de le prémunir, ainsi que la Commune, contre les prétentions élevées par M. Trudon-Dutilleul, acquéreur, en décembre 1788, d'une maison à Rungis, sur les eaux de l'aqueduc d'Arcueil.

10 août 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 447.

2640. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Trudon-Dutilleul et à l'abbé Fauchet, leur rappelant qu'il n'est nullement le maître de consentir une cession des eaux d'Arcueil, dont la Ville de Paris est copropriétaire avec le Roi, qu'il ne peut accepter l'arbitrage du maire, qui est l'une des parties, comme chef de l'administration de la Ville, et déclarant qu'il ne refuse nullement un examen contradictoire de leurs titres.

22 août 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 471.

2641. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Trudon-Dutilleul, lui fixant, sur son désir, un jour pour une conférence, quoique, de commun accord avec le maire, la nomi-

nation des experts respectifs ne doive se faire qu'après l'organisation définitive de la Municipalité.

21 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 591.

2642. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, le priant de provoquer la nomination des commissaires de la Municipalité qui se réuniront aux agents du Roi, chargés de l'aqueduc d'Arcueil, pour l'examen des titres du sieur Trudon, et déclarant que les eaux d'Arcueil sont une propriété vraiment publique, consacrée par des siècles, « depuis que l'empereur Julien faisait venir pour sa chère Lutèce les sources du point de Rungis par un aqueduc dont les vestiges existent encore ».

27 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 607.

2643. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, le priant de ne pas perdre un seul jour pour faire réparer la portion de l'aqueduc d'Arcueil qui longe le jardin de M. Desauthieux, dont les gelées ou intempéries de l'hiver pourraient amener l'écroulement, avec lettre à ce sujet à M. Coulomb, intendant des Eaux, lui marquant qu'il ne croyait pas le danger aussi imminent.

1er novembre 1790.
Copies, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 629.

2644. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Coulomb, intendant des Eaux, l'avertissant des mesures prises par M. Guillaumot pour obvier à la dégradation de l'aqueduc d'Arcueil, dans la partie longeant le jardin de M. Desauthieux, et le priant de se concerter avec M. Guillaumot au sujet de son poste d'intendant des Eaux et des combinaisons propres à assurer ce service, en maintenant le *statu quo*, ou en inscrivant dans les dépenses directes du Roi les entretiens qui sont à la charge de l'intendant des Eaux.

5 janvier 1791.
Copie, *A. N.*, O[1] 1148, fol. 2.

2645. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Coulomb, intendant des Eaux, et à M. Guillaumot, les désignant en qualité de commissaires pour l'examen des titres de M. Trudon-Dutilleul, acquéreur d'une maison et jardin à Rungis, qui prétend jouir d'un canal alimenté par les eaux du carré de Rungis, titres qui seront également vérifiés par MM. Cousin et Jallier, commissaires institués au nom du Corps municipal.

16 février 1791.
Copie, *A. N.*, O[1] 1148, fol. 46, 48.

2646. — Commission délivrée par M. d'Angiviller à MM. Coulomb et Guillaumot pour juger, conjointement avec les commissaires de la municipalité de Paris et ceux de la commune de Rungis, les prétentions élevées par la municipalité de ce lieu et M. Trudon-Dutilleul.

16 février 1791.
Copie, *A. N.*, O[1] 1148, fol. 49.

C. — CANAUX DE L'YVETTE ET DE M. BRULLÉE.

2647. — Arrêt du Conseil d'État, rendu sur la requête de Nicolas Defer de la Nouerre, autorisé, par arrêt du 3 novembre 1787, à construire un canal pour amener à Paris les rivières de l'Yvette et de la Bièvre et fournir d'eau la ville de Paris, annulant les arrêts du Parlement des 26, 29 novembre, 3 et 10 décembre 1788, obtenus par le sieur Vitalis de Migneaux, syndic de la paroisse de Verrières, et consorts, opposants à l'exécution de ce canal.

14 février 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, n° 38.

2648. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant la communication au sieur de Courmont, maître des requêtes, délégué à cet effet, des plans, devis, projets et soumission du sieur Defer, relativement à l'exécution du canal pour amener à Paris les eaux de l'Yvette, de la Bièvre et des ruisseaux y affluant, ainsi que les requêtes et mémoires des riverains et intéressés à la conservation de ces rivières, opposants à l'exécution du projet, et faisant défenses au sieur Defer de commencer aucuns travaux, en vertu de l'arrêt du Conseil, du 3 novembre 1787.

11 avril 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, n° 111.

2649. — Arrêt du Conseil d'État, subrogeant le sieur Malartic de Fondat, maître des requêtes, au sieur de Crèvecœur, rapporteur nommé par arrêt du 11 avril, pour l'examen des plans, projets et mémoires relatifs à l'entreprise des rivières de l'Yvette et de la Bièvre, avec lettre d'envoi de M. de Villedeuil à M. de Montyon.

9, 31 mai 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, n° 120; copie, O[1] 500, fol. 311.

2650. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Villeneuve, trésorier de la Ville, lui annonçant que, dès la réception de la lettre du sieur Defer, il proposera au Conseil l'arrêt qui doit l'autoriser à verser entre les mains du sieur de la Motte les 400,000 livres dont il est dépositaire.

7 octobre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 512.

2651. — Arrêt du Conseil d'État, autorisant le transfert du dépôt de 400,000 livres opéré par le sieur Defer entre les mains de M. de Villeneuve, trésorier de la Ville, à celles du sieur de la Motte, notaire au Châtelet, pour appliquer le reliquat de cette somme au payement des terrains sur lesquels doit passer le canal de l'Yvette, et au règlement des travaux faits par les divers entrepreneurs.

1er décembre 1789.
Minute, *A. N.*, E 2654, n° 244.

M. Defer de la Nouerre, qui se qualifie ancien capitaine d'artillerie, membre de l'Académie des sciences de Turin et de celle de Dijon, proposa en février 1790, à la Commune de Paris, de lui remettre tous ses droits et fit paraître chez Didot un *Mémoire sur le canal de l'Yvette*, où il montrait l'urgence d'exécuter son projet, malgré les obstacles soulevés par les habitants du faubourg Saint-Marceau et les riverains de la Bièvre, surtout à un moment où la vétusté des pompes Notre-Dame et de la Samaritaine allait exiger leur reconstruction et nécessiter une dépense de 1,800,000 livres. Cf. *A. N.*, AD XIII, 11.

2652. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, lui soumettant la requête du sieur Brullée, entrepreneur du canal royal, qui demande que les travaux soient suspendus jusqu'au mois d'octobre.

1er avril 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 213.

2653. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, le priant de conférer avec le Bureau de la Ville, au sujet d'un mémoire qu'il vient de recevoir sur la concession des lettres patentes nécessaires pour autoriser l'entreprise du canal royal de Paris.

16 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 285.

2654. — Mémoire présenté par le sieur Brullée à l'Assemblée nationale en réponse aux objections faites, lors de l'examen du projet de décret, sur le quinzième article concernant les moulins, magasins et autres établissements que pourra construire l'entrepreneur, et proposant une rédaction nouvelle pour l'article 12.

12 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 7, n° 51.

Ce mémoire avait été précédé d'un premier mémoire également présenté à l'Assemblée pour demander la concession de ce canal qui devait abréger la navigation des rivières de Marne, de Seine et d'Oise, et en amener les eaux au bastion de l'Arsenal, il fut imprimé chez Clouzier en 1789 (*A. N.*, AD XIII, 11.) V. également le rapport imprimé fait, le 12 mars 1790, au district de Saint-Magloire par M. Pelletier, son président, et l'avis des commissaires nommés par l'Académie des sciences pour examiner le projet de M. Brullée, le 26 mai 1790.

2655. — Décret de l'Assemblée nationale, autorisant le sieur Brullée à ouvrir un canal de navigation qui commencera à la Beuvronne, au pont de Souilly, et arrivera, entre La Villette et La Chapelle, dans un canal de partage qui formera deux branches, l'une aboutissant à la Seine, près de l'Arsenal, l'autre à l'Oise, près de Pontoise.

9 novembre 1790.
Imprimé avec corrections et amendements aux articles (7 p.). *A. N.*, C 46, n° 444.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 54.

Ce décret fut imprimé à part et accompagné d'un prospectus pour la formation d'une société en commandite, au capital de 25 millions, di-

visé en vingt-cinq mille actions au porteur, de 1,000 livres chaque.

A la date du 20 juillet 1791, M. Brullée n'avait pu donner aucune suite à son projet, faute de fonds, et M. Charles de Lameth fit renvoyer l'examen de la question aux Comités de mendicité et des domaines (Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVIII, p. 454.)

D. — CONCESSIONS D'EAU.

2656. — Décisions du Bureau de la Ville, portant concession à Denis-André Rouen et Jean-Joseph Vergne, échevins, de quatre lignes d'eau pour chacun, provenant des eaux de la rivière.

23 janvier 1789.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, Q¹ 1090.

2657. — Lettres de M. d'Angiviller à M. Heurtier et à M. Lucas, au sujet de la demande d'un filet d'eau par la princesse de Lamballe pour sa maison, rue des Bons-Enfants, au moyen d'un branchement sur la conduite de la garde-robe du Roi, qui sera établi à ses frais.

2, 10 février 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 1147, fol. 24, 34.

2658. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, lui transmettant les réclamations des propriétaires des terrain et bâtiment de l'ancien couvent de Popincourt, qui se plaignent d'être privés de la concession d'eau à laquelle ils ont droit et demandent une visite ainsi que des réparations.

7 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 318.

2659. — Mémoire relatif aux inconvénients qui résultent des fréquentes ouvertures du pavé nécessitées par les réparations des conduites des eaux, envoyé par M. Hébert de Hauteclair à M. Ethis de Corny, avec correspondance sur cette question.

25 juin 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F¹³ 344.

2660. — Lettre de M. Lucas à M. d'Angiviller, donnant le détail de la dépense qu'occasionnerait la concession d'eau d'Arcueil demandée par M. Dufresne pour sa maison de la rue de Richelieu.

12 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 1595.

2661. — Lettre de M. d'Angiviller à M. d'Aiguillon, déclarant, conformément au rapport de M. Lucas, qu'il se trouve dans l'impossibilité de lui continuer la concession d'eau jadis obtenue par Mme de Narbonne pour sa cuisine et son office, cette eau provenant d'un grand réservoir dans les combles des Tuileries, au-dessus de la grande salle de spectacle, supprimé par ordre du Roi et remplacé par deux autres plus petits, ne devant servir qu'en cas d'incendie.

23 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 1595.

E.—RIVIÈRE DE BIÈVRE ET DES GOBELINS

2662. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Bonnaire de Forges, lui transmettant un mémoire par lequel le sieur Vineux, entrepreneur de la manufacture d'indienne au Petit-Gentilly, se plaint des dégâts que lui font éprouver les débordements de la petite rivière des Gobelins, causés, paraît-il, par le peu de largeur laissée à cette rivière.

7 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 10.

2663. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Heurtier, inspecteur général des Bâtiments, au sujet du cours d'un filet d'eau, demandé par les habitants de Jouy et de Bièvre, pour empêcher la stagnation de la petite rivière de Bièvre, dont la vase dégage des exhalaisons pestilentielles et a occasionné des fièvres contagieuses.

4 septembre 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 486.

F. — FONTAINES

Fontaine des Innocents.

2664.— Lettres de M. Bailly à M. de Gouvion, le priant de placer une sentinelle

chargée de garantir la fontaine des Innocents contre toute dégradation, l'état des finances de la Municipalité ne lui permettant pas de faire exécuter la grille projetée autour de la fontaine, ni même de payer le traitement d'un gardien.

24 septembre, 13 octobre 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

Fontaine du Trahoir.

2665. — Lettre de MM. Lucas et Gondouin à M. Cuvillier, premier commis des Bâtiments, l'instruisant du projet formé par la garde nationale, de placer un corps de garde dans la fontaine du Trahoir.

10 août 1789.
Minute, *A. N.*, O^1 1595.

Samaritaine.

2666. — Lettre de M. Julliot, président du district de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, à M. d'Angiviller, réclamant, en faveur du poste de la Samaritaine, la construction d'une tente sur le petit pont de bois, l'élargissement de ce pont, ainsi que la réunion de la pièce en face du pont de la Samaritaine à celle qui y fait suite, pour ne former qu'un seul corps de garde, et réponse de M d'Angiviller, déclarant qu'il fera son possible pour donner satisfaction au comité, quoique l'édifice en question, à un moment donné, puisse n'être plus habitable pour la troupe, et demandant que le préposé au service de la machine et ses agents ne soient ni troublés, ni molestés, avec lettre au comité du district.

17, 23 avril, 7 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O^1 1596; copie, O^1 1183, fol. 218, 287.

2667. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, rendant compte de la conférence qu'il a eue avec le comité du district de Saint-Germain-de-l'Auxerrois au sujet du prolongement du corps de garde et autres aménagements demandés par le bataillon occupant la pompe de la Samaritaine, pompe dont la solidité est bien compromise et rend ces travaux fort difficiles.

5 mai 1790.
Minute, *A. N.*, O^1 1596.

2668. — Lettre de M. d'Angiviller aux administrateurs des travaux publics, à l'occasion du rapport fait par M. Poyet sur l'état de la Samaritaine, les assurant que le Roi n'a nullement l'intention de négliger cette machine, dont les réparations n'ont été ajournées qu'en raison de la présence de la garde nationale.

5 janvier 1791.
Copie, *A. N.*, O^1 1148, fol. 1.

2669. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, l'avisant de la réponse qu'il vient de faire aux administrateurs des travaux publics touchant la Samaritaine, et le priant de conférer avec M. Coulomb au sujet des modifications qu'il y aurait lieu d'introduire dans son poste d'intendant des Eaux.

5 janvier 1791.
Copie, *A. N.*, O^1 1148, fol. 4.

Pompe Notre-Dame.

2670. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, lui adressant un mémoire du sieur Mailly, qui demande une place de mécanicien hydraulique de la ville de Paris, avec un logement dans le bâtiment de la pompe Notre-Dame, afin d'être à portée des travaux qu'il a commencés.

7 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 154.

G. — ÉGOUTS

2671. — Permission au sieur Florent, entrepreneur des ponts et chaussées, propriétaire d'une maison rue de l'Egout-Saint-Paul, occupée par le président d'Ormesson, d'établir un canal à ses frais pour l'écoulement des eaux de cette maison dans l'égout, avec la requête du sieur Florent et rapport de M. Poyet.

19 mai, 5 juin 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, H 2135, H 2166.

2672. — Lettre du ministre de la maison du Roi au Prévôt des Marchands, lui adressant un mémoire des habitants de la rue du Parc-Royal, qui demandent des réparations à l'égout de cette rue.

3 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 319.

2673. — Permission accordée par le Comité provisoire de la Ville à Toussaint-Guillaume Dubloc de faire couvrir à ses frais la partie de l'égout du Ponceau qui règne le long de sa maison, rue du Faubourg-Saint-Denis, en reconstruisant le mur écroulé à l'extrémité de son jardin, mitoyen à la rue qui sert de passage pour l'écoulement des eaux, avec requête du sieur Dubloc et rapport de M. Poyet.

10 août 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, H 1960.

2674. — Arrêt du Conseil d'État relatif à la requête de la demoiselle Villiot, veuve du sieur Coste, appelant d'une ordonnance du Bureau des Finances, qui l'obligeait à établir un fossé pour l'écoulement des eaux du ruisseau de la rue de Reuilly, le long du mur de la Ferme générale de la barrière des Poules.

4 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, E 1675[c], n° 1.

H. — VIDANGES

2675. — Sentence de la chambre de police du Châtelet, sur rapport du commissaire Defresne, ordonnant l'exécution des règlements concernant la vidange des fosses d'aisances et enjoignant aux intéressés du Ventilateur et des Pompes antiméphitiques de se munir de voitures, chevaux et tinettes en nombre suffisant pour faire leur service, avec défense de travailler à la hotte.

6 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12083.

2676. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, demandant son avis sur le mémoire présenté par le sieur de Frémont, à l'effet d'être autorisé à établir des cabinets d'aisances dans les endroits les plus fréquentés de Paris, notamment sur les ponts.

8 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 175.

2677. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, le consultant sur les modifications, demandées par le sieur Bridet, au dispositif de l'arrêt du Conseil qui approuve son traité avec la Compagnie du Ventilateur, pour le desséchement des matières fécales.

15 mars 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 185.

2678. — Arrêt du Conseil d'État, approuvant le traité passé entre le sieur Jacques-Pierre Bridet et la Compagnie du Ventilateur et l'autorisant à convertir en poudre propre à former un engrais toutes les matières fécales qui seront versées dans les bassins de la voirie de Montfaucon, et à vendre cette poudre à son profit.

18 avril 1789.
Minute, *A. N.*, E 2653, n° 109.

2679. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, concernant les plaintes du sieur Chéron, caissier de la Compagnie des Pompes antiméphitiques, contre les intéressés à cette entreprise.

2 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 313.

2680. — Décision du Bureau de la Ville, ordonnant, conformément à un arrêt du Comité de police du 3 septembre, l'exécution des lettres patentes du 3 novembre 1787, qui accordaient privilège exclusif au profit de la Compagnie des Pompes antiméphitiques, et interdisant à tous ouvriers, maîtres maçons et entrepreneurs de faire la vidange des fosses d'aisances de la capitale, sous peine de 1,000 livres d'amende.

19 septembre 1789.
Minutes et imprimé (4 p.), *A. N.*, Z[1h] 447.

2681. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bazard, directeur du bureau du Ventilateur, lui déclarant qu'il n'est nullement accrédité en cette qualité auprès des agents de son département, et l'invitant à justi-

fier de ses droits à demander un règlement de compte.

5 août 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 430.

2682. — Procès-verbal dressé par le commissaire Defresne, à la requête des intéressés à l'entreprise du Ventilateur et à celle des Pompes antiméphitiques, contre le sieur Jean-Baptiste Nante, maître serrurier, un de leurs anciens ouvriers, qui leur faisait concurrence en employant les mêmes procédés, qui avait notamment une tonne, avec l'inscription : *Pompes pour la vidange des fosses d'aisances de la nation, faubourg Saint-Martin, n°* 13, et se servait de hottes pour le transport des matières, avec teneur de la requête.

26 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 12085.

2683. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bazard, directeur du bureau du Ventilateur, le reconnaissant comme préposé de cette Compagnie, mais le mettant en demeure de faire un examen sérieux des papiers qu'il doit produire en vue du règlement de ses mémoires.

27 août 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 1183, fol. 480.

I. — ASSAINISSEMENT

2684. — Procès-verbal dressé par le commissaire Guyot, requis à l'effet de recevoir les soumissions et engagements des ouvriers de la triperie de l'île des Cygnes, chargés de la cuisson et préparation des abatis de bœufs, vaches et moutons, de Pâques 1789 au mardi-gras de l'année 1790.

25 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13582.

2685. — Brevet d'adjoint et survivancier de la place de médecin au rapport pour la salubrité de la ville de Paris, en faveur de Jacques-Philippe-Joseph Read, médecin de la faculté de Montpellier, ancien médecin en chef de l'hôpital militaire de Metz, connu par ses recherches sur les maladies épidémiques.

20 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 135, fol. 24.

2686. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, appelant son attention sur le mémoire présenté par les habitants des rues Censier et du Fer-à-Moulin, qui protestaient contre l'établissement, dans ces rues, de deux manufactures de boyaux de bœuf par les sieurs La Valde et Besnier.

29 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 305.

2687. — Procès-verbal dressé par le commissaire Dassonvillez, sur le rapport de Nicolas Voituret, inspecteur des fosses vétérinaires, en raison de la sortie d'une voiture contenant huit cuirs de chevaux fraîchement écorchés d'une maison de la rue Cadet.

12 juin 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11987.

2688. — Plainte de M. Guillotin, commissaire de l'Assemblée nationale, au sujet du défaut d'écoulement des eaux et de propreté dans le passage des Feuillants, obstrué par des boutiques qui gênent la circulation et facilitent les vols qu'on y commet journellement, avec réponse de M. Bailly.

23 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 133.

2689. — Lettre de M. Bailly à M. Guillotin, l'informant des mesures qui seront prises par les administrateurs des travaux publics pour la mise en état du puisard du passage des Feuillants et la suppression des échoppes, avec lettres du département des travaux publics à ce sujet.

16 décembre 1790, 17, 18 janvier 1791.
Minutes signées (3 p.), *A. N.*, C 133, n° 471

2690. — Mémoire de M. Boncerf sur la nécessité d'enlever les immondices qui se trouvent au bord de la rivière de Paris.

Sans date.
Minute, *A. N.*, F¹⁶ 936.

§ 5. — Promenades et Plantations.

A. — CHAMPS-ÉLYSÉES

2691.—Rapports de police de M. Féderici, commandant de la garde militaire suisse des Champs-Élysées.

1789-1790.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, O[1] 1589, 1590.

2692. — Lettre de M. Clappier-Delisle, secrétaire de la direction générale de la librairie, à M. Montucla, premier commis des Bâtiments, demandant la permission d'organiser des courses aux Champs-Élysées, comme exercice pour lui et quelques-uns de ses amis, de cinq heures du matin à onze heures ou midi, permission refusée.

31 mars 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1590.

2693. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Féderici, au sujet d'une construction commencée par le sieur Perrot sur le talus du promenoir de l'Étoile, signalée par le rapport dudit Féderici, du 30 mars au 9 avril.

13 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1589; copie, O[1] 1147, fol. 92.

2694. — Mémoire pour la conservation des Champs-Élysées, présenté à M. de Villedeuil par M. d'Angiviller et soumis au Roi, avec accusé de réception de M. de Villedeuil.

27 avril, 3 mai 1789.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, O[1] 1587.

2695. — Lettre de M. de La Boullaye à M. d'Angiviller, lui renvoyant le mémoire du sieur Guérin, à l'effet d'obtenir que le corps de garde projeté près de la barrière de l'Étoile soit placé à l'angle opposé à celui où il devait être construit, avec réponse.

16, 23 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1591; copie, O[1] 1147, fol. 113.

2696. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, concernant la demande d'échange adressée par le sieur Guérin, propriétaire de soixante-seize perches de terre prises pour la confection du chemin des Bouchers, longeant le promenoir de l'Étoile, aujourd'hui enclos dans la nouvelle barrière.

21 mai 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1591; copie, O[1] 1147, fol. 110.

2697. — Arrêt du Conseil d'État qui, en exécution des déclarations de 1724, 1726 et 1728 sur la fixation des limites de Paris, renouvelle la défense de bâtir sur le terrain des Champs-Élysées.

23 mai 1789.
Cet arrêt n'existe ni dans les minutes ni dans les registres du Conseil d'État, il a été imprimé. Cf. *A. N.*, AD[1] 1088.

2698. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Brébion, lui annonçant qu'il dispose du poste de portier du Cours-la-Reine, du côté de la place Louis XV, vacant par le décès du sieur Mathieu Gillot, en faveur du sieur Pierre Pellier, son gendre, avec le brevet de nomination.

1er, 2 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1086, fol. 124; copie, O[1] 1147, fol. 154.

2699.—Lettre de M. d'Angiviller à M. Lidon, maître en chirurgie, faubourg de la Conférence, qui demandait la permission d'envoyer quatre vaches paître aux Champs-Élysées ou à l'Étoile, afin d'avoir le lait nécessaire pour ses malades, lui accordant l'autorisation d'envoyer chaque jour une vache aux Champs-Élysées, avec rapport de M. Féderici et note.

8 juillet 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1588; copie, O[1] 1147, fol. 162.

2700. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de Lafayette, l'instruisant des dispositions

qu'il avait prises pour la sûreté des Champs-Élysées, par l'établissement d'une garde militaire de Suisses, détachés de la caserne de Chaillot, sous le commandement du sieur Féderici, qui arrêtait et remettait à la garde de Paris les gens sans aveu, rôdeurs, mendiants insolents, filles de mauvaise vie et duellistes, et le priant de donner à ce sujet des ordres à la garde nationale.

25 septembre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 186.

2701.— Lettre de M. Guillaumot à M. d'Angiviller, proposant d'autoriser la veuve Leloutre, horlogère du château des Tuileries, à installer une maison mobile en bois à l'extrémité d'une des contre-allées de la butte de l'Étoile, parallèle au chemin de Neuilly, avec la requête de la veuve Leloutre et réponse de M. d'Angiviller.

23 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1591.

2702. — Lettre de M. Féderici à M. d'Angiviller, l'informant de l'opposition qu'il a cru devoir faire à la demande présentée au comité du district des Capucins par le sieur Latour, directeur d'un petit spectacle au Palais-Royal, connu sous le nom de *Porichinelle*, pour l'établir aux Champs-Élysées.

12 mars 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1589.

2703. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, lui envoyant deux exemplaires de l'arrêt du Conseil, du 23 mai 1789, à l'appui de la législation qui régit les Champs-Élysées, et réponse de M. Bailly à M. d'Angiviller, l'assurant de son concours pour s'opposer à la construction de bâtiments qui pourraient déranger la symétrie des Champs-Élysées et nuire à sa décoration.

14, 15 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 90; original signé, O[1] 1588.

2704. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, le priant de profiter des travaux exécutés par la Municipalité dans l'allée des Veuves pour reprendre des banquettes ou lisières de terre sur lesquelles les maraîchers et autres propriétaires avaient empiété, de façon à ne laisser que quatre pieds de largeur au lieu de douze, avec rapport de M. Féderici à ce sujet.

21 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1590; copie, O[1] 1147, fol. 50.

2705. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Féderici, le priant, au sujet des permissions de construire ou de placer des établissements nouveaux dans les Champs-Élysées qui seraient accordées par le district des Capucins, d'en référer à M. Bailly, et approuvant les mesures par lui prises, de concert avec M. de Gouvion, pour empêcher l'installation de tréteaux et de théâtres dans les quinconces.

8 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 63.

2706. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, déclarant qu'il ne peut faire droit à sa recommandation et accorder au sieur Lagrange, marchand de bière, la permission d'établir une baraque au bout de la rue de Marigny pour y débiter des rafraîchissements, ce qui l'exposerait à être assailli de demandes analogues et produirait l'encombrement des Champs-Élysées.

19 avril 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 82.

2707. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Féderici, donnant son approbation aux mesures par lui prises, de concert avec le district des Capucins, pour interdire l'établissement d'une tente aux Champs-Élysées, projeté par le sieur Jacquot, menuisier ébéniste.

3 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 92.

2708. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, l'informant des constructions faites ou projetées, en vertu des autorisations de ses lieutenants, sur la lisière de terrain entre les fossés de la place Louis XV et la barrière des Champs-Élysées, notamment d'une grande baraque à spectacle, constructions qui masqueraient pour le jardin des Tuileries la vue des Champs-Élysées, et le priant de faire en sorte que toutes

permissions soient retirées, ou absolument refusées à l'avenir.

14 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 117.

2709. — Mémoire sur les Champs-Élysées pour empêcher d'y élever des constructions, présenté à Louis XVI, au nom de la Direction générale des Bâtiments, avec décision du Roi, renvoyant l'étude de cette question à M. Bailly.

19 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1587.

2710. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, lui transmettant la copie certifiée d'un mémoire présenté au Roi, avec décision inscrite de sa main, et le priant de combattre tous les projets qui tendraient à dénaturer les Champs-Élysées avec l'appui des districts voisins.

20 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 276.

2711. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, déclarant qu'il a interdit absolument le colportage et l'étalage de toutes marchandises aux Champs-Élysées et l'invitant à faire révoquer les permissions accordées à deux marchands, avec supplique du sieur François Caron, maître paulmier, rue du Faubourg-Montmartre, à l'effet d'être autorisé à établir une salle en planches pour deux billards sur le terrain entre les Champs-Élysées et les fossés de la place Louis XV, et rapport de M. Féderici.

21 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O[1] 1589; copie, O[1] 1147, fol. 130.

2712. — Rapport de M. Guillaumot au sujet de la rétrocession à MM. de la Chasse et Perrot des talus de terrains pris pour la formation de la promenade de l'Étoile, avec plans.

21 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1590.

2713. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, le priant d'examiner la contestation soulevée entre M. Tubeuf et un autre particulier, au sujet de constructions faites à l'Étoile sur un terrain appartenant au Roi.

29 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 139.

2714. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, acceptant sa proposition d'affecter un atelier de charité au régalement du Cours-la-Reine, dégradé par le passage des voitures de tous genres qui ont converti cette promenade en voie publique.

1er juillet 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 373.

2715. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Brébion, à l'effet d'établir le droit de l'administration des Bâtiments sur la lisière de terrain qui existe entre les fossés de la place Louis XV et les premières barrières des Champs-Élysées, laquelle, de l'aveu de M. Moreau, architecte de la Ville, doit faire partie des Champs-Élysées.

12 août 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1147, fol. 189.

2716. — Procès-verbal dressé par les intendants des Bâtiments pour la suppression du promenoir pratiqué depuis la maison du sieur Gillerond hors de l'ancienne grille de Chaillot, à l'extrémité des Champs-Élysées, jusqu'à la demi-lune de la butte de l'Étoile, où est actuellement établie ladite grille, en appliquant ce terrain à faire des échanges pour indemniser divers propriétaires.

3 septembre 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, O[1] 1590, 1592[4].

2717. — Contrats d'échange entre le Roi et divers propriétaires de terrains le long du chemin de l'Étoile, passés devant Me Priau, notaire, et annulés par l'Assemblée nationale.

12-29 octobre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, O[1] 1590.

2718. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Guillaumot, le chargeant de surveiller les travaux qui seront exécutés à l'Étoile par M. Gillerond, en vertu des ordres du comité des ateliers de charité, pour réparer les dégâts occasionnés tant par la Ferme que par

M. Pawlet, ou par les revues du Roi, avec note.

20 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1591; copie, O[1] 1147, fol. 262.

2719. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Féderici, commandant la garde des Champs-Élysées, déclarant que les particuliers qui se disposent à élever des constructions sur leurs héritages, sans tenir compte de l'arrêt du 23 mai 1789, feront bien de différer leurs projets jusqu'à la décision prochaine de l'Assemblée nationale.

21 novembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 665.

2720. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Montauban, administrateur au département des travaux publics, appelant son attention sur l'état lamentable du Cours-la-Reine, dont les deux extrémités étaient défendues par deux barrières que le public a rompues pour donner passage au roulage « le plus dégradant dans tous les genres », et jugeant que les ouvriers y envoyés en atelier de charité seront plutôt nuisibles qu'utiles.

1er décembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1183, fol. 680.

2721. — Commission de portier du petit Cours-la-Reine, côté de Chaillot, poste vacant par le décès du sieur Jean Favre, en faveur du sieur Jean-François Prévôt.

25 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 1086, fol. 156.

2722. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Parent de Chassy, président du Comité des Domaines, signalant les fouilles qui se font au Cours-la-Reine pour y ériger un édifice devant servir à des séances et bureaux de sections, et montrant l'urgence d'arrêter une entreprise qui détruira l'aspect de cette grande et magnifique avenue, plantée de quatre rangées d'arbres et faisant partie intégrante des Champs-Élysées.

19 février 1791.
Copie, *A. N.*, O[1] 1148, fol. 59.

2723. — Lettre de M. d'Angiviller aux administrateurs du département des travaux publics, exposant qu'en vertu de la législation qui régit les Champs-Élysées depuis 1724 et interdit toute construction sur ce territoire, en dehors des petites cabanes et hangars des maraîchers, le Roi a témoigné à l'Assemblée nationale que cette promenade devait rester une propriété publique.

5 mars 1791.
Copie, *A. N.*, O[1] 1148, fol. 71.

2724. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Bailly, signalant la vente prochaine de portions de marais, qui dépendent du monastère de Sainte-Périne-de-Chaillot et sont sous le coup de la prohibition énoncée par l'ordonnance de 1724, et montrant tout le danger de laisser aliéner ces domaines, attendu que les acquéreurs ne seront guidés que par le projet de bâtir.

29 mars 1791.
Copie, *A. N.*, O[1] 1148, fol. 109.

2725. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Pascal, lieutenant des Cent-suisses, exprimant le regret de ne pouvoir accorder à la femme du sieur Duranto, Cent-suisse, la permission d'établir aux Champs-Élysées le café qu'elle exploitait à Sèvres.

2 avril 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 1588.

2726. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Brébion, approuvant la concession au sieur Budelot, commis du contrôle des Bâtiments, d'une baraque aux Champs-Élysées occupée par la femme Cochois, qui venait de disparaître après avoir tué son mari, avec lettres du sieur Budelot à M. Montucla et mémoire sur cette affaire.

16 avril 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, O[1] 1588.

2727. — « Mémoire explicatif des motifs et autorités d'après lesquels le directeur et ordonnateur général des Bâtiments a agi en rétrocédant à divers propriétaires, le long du chemin de l'Étoile, des terrains pris sur eux pour la formation de ce chemin et sa décoration, » présenté au Comité d'aliénation.

28 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1590.

2728. — Lettre et mémoire de M. de Laporte, intendant de la Liste civile, à M. de La Rochefoucauld, président du Comité d'aliénation, au sujet des propositions d'échange de terrains à l'Étoile, faites en faveur du sieur Gillerond et du chevalier Pawlet.

21 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1591.

2729. — Dénonciation par le sieur Féderici de divers projets de constructions dans les marais des Champs-Élysées, constructions défendues par divers arrêts du Conseil, tant pour ne pas former en cet endroit une nouvelle ville que pour réserver ces marais à la culture des légumes et herbages.

10 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1592[A].

2730.—Suppliques du sieur Louis-Richard-Marin Desmasures à M. d'Angiviller, pour être autorisé à installer une tente, entre deux arbres, destinée à abriter la garde nationale contre le mauvais temps, avant ou après l'exercice, avec rapport favorable de M. Guillaumot à M. de Laporte, intendant de la Liste civile, et à l'effet d'obtenir un certificat de la permission à lui délivrée de construire aux Champs-Élysées, près du lieu où se font les exercices militaires, un bâtiment carré pour y ouvrir un commerce de marchand de vin-traiteur et limonadier, et note à ce sujet.

20 septembre 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, O[1] 1679[B], O[1] 1696.

2731. — Procès-verbal du commissaire Carré et information d'office, constatant l'écroulement, à trois heures du matin, d'un petit corps de bâtiment dans l'allée des Veuves, aux Champs-Élysées, occupé par le sieur Pierre-Guillaume Amand, marchand de vin traiteur, à l'enseigne du Petit-Moulin-Rouge, ainsi que le décès du sieur Liebret, cuisinier du sieur Amand, retiré de dessous les décombres.

21 mars 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 11284.

B. — JARDIN DES TUILERIES

2732. — Registre contenant les noms des personnes et des filles de mauvaise conduite arrêtées dans le jardin des Tuileries, avec notes de leurs délits.

5 septembre 1780-2 janvier 1790.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, M 721.

2733. — Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, lui envoyant le plan du jardin réservé au Dauphin, situé à l'extrémité de celui des Tuileries et proche des glacières.

17 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1681.

2734.—Lettre de M. Renard à M. d'Angiviller, l'informant des mesures qu'il a prises pour faire couper les branches mortes des arbres du jardin et arroser deux fois par jour, et montrant la nécessité de distribuer les boutiques adossées au mur du jardin de l'hôtel de Coigny.

25 juin 1790.
Minute, *A. N.*, O[1] 1681.

C. — BOIS DE BOULOGNE

2735. — Lettre et mémoire du sieur Leroy, portier du bois de Boulogne, chargé de la Faisanderie, à M. d'Angiviller, demandant divers aménagements dans son logement et offrant des œufs de faisan toutes les semaines.

18 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1581.

2736. —Lettre de M. de Montaran, chargé des subsistances, à M. d'Angiviller, sollicitant pour le sieur Lambert, meunier de Pontoise, la permission de traverser le bois de Boulogne pour approvisionner Versailles de farines.

27 avril 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 1581.

2737. — Lettre de M[me] Lescarmolier de Caze à M. d'Angiviller, le priant de lui faire délivrer un peu de glace des glacières du château de la Muette, avec ordre à M. Renard à cet effet.

13, 14 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 1582.

2738. — Lettre du marquis de Coigny à M. d'Angiviller, demandant une concession d'eau pour ses enfants, autorisés par le Roi à résider pendant l'été au château de la Muette.

24 mai 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 1582.

2739. — Lettre de Mme de La Vieuville, marquise de Saint-Chamond, à M. d'Angiviller, sollicitant un petit logement au château de Madrid, dans le bois de Boulogne.

16 juin 1789.
Original, *A. N.*, O[1] 1581.

2740. — Lettre de M. de Puységur, ministre de la guerre, à M. d'Angiviller, annonçant qu'il a donné des ordres pour exempter de tout logement de gens de guerre un bâtiment dépendant du château de la Muette et servant de dépôt pour un cabinet de physique.

6 juillet 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 1582.

2741. — Lettre de M. Brébion à M. d'Angiviller, au sujet des dépenses d'aménagement que demande le prince de Lambesc pour loger son régiment dans le château de la Muette, notamment dans l'orangerie d'hiver, avec réponse portant que ces dépenses doivent être prises sur la caisse militaire, comme on l'a fait à Vincennes pour le casernement des hussards.

7 juillet 1789.
Original, *A. N.*, O[1] 1582.

2742. — Lettre du comité de police des représentants de la Commune, déclarant qu'il n'a jamais compris le sieur Le Maire, menuisier du Roi à la Muette, dans les plaintes portées contre son fils, portier du bois de Boulogne, qui avait insulté et même maltraité la garde de Paris et son commandant.

21 septembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, O[1] 1582.

2743. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Marchais, au sujet du service d'ordre habituellement fait par la maréchaussée au bois de Boulogne pendant les jours de la semaine sainte, le priant de se concerter avec M. de Lafayette pour combiner son service avec celui de la garde nationale, depuis Paris jusqu'au bois de Boulogne.

25 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 501, fol. 139.

2744. — Lettre de la comtesse d'Hoym à M. d'Angiviller, demandant un logement de trois ou quatre petites pièces, à la Muette, pendant l'hiver afin de suivre plus facilement ses affaires au Comité de liquidation.

24 septembre 1790.
Original, *A. N.*, O[1] 1582.

2745. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, transmettant les plaintes des municipalités de Passy et de Boulogne, relativement aux dégâts commis dans le bois de Boulogne, et demandant en son nom l'envoi de patrouilles de cavalerie, avec réponse de M. de Lafayette, déclarant que les patrouilles déjà envoyées n'ont produit aucun effet, et qu'un résultat utile ne serait obtenu qu'au moyen d'un développement de forces considérables, qu'il ne peut imposer à ses troupes déjà fatiguées par des services extraordinaires.

7, 21 novembre 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 103, 104.

2746. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant, pour la conservation du bois de Boulogne, d'y faire faire, par la maréchaussée, de fréquentes patrouilles, et réponse de M. de Lafayette à ce sujet.

27 novembre, 4 décembre 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 105, 107.

2747. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'invitant à donner des ordres pour l'établissement d'un poste de cavalerie à la Muette, à l'effet d'empêcher la dévastation du bois de Boulogne, et réponse de M. de Lafayette, annonçant que les dispositions sont prises pour reconnaître l'emplacement de ce poste.

13, 14 janvier 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 118, 120.

D. — BOIS ET PARC DE VINCENNES

2748. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Lafayette et à M. Cellerier, leur apprenant qu'on voit journellement passer à la barrière du Trône des femmes chargées de bois coupés dans le parc de Vincennes, où il se commet des dégâts considérables, et annonçant qu'il a chargé M. Marchais, inspecteur des brigades de la maréchaussée, de faire dans le bois de fréquentes patrouilles.

16 mai 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 308.

2749. — Soumission du sieur Nicolas Vinot, receveur des domaines du Roi, notaire royal, pour l'acquisition, moyennant 1 million de livres, du domaine de Vincennes, consistant dans le château, parc, ferme, ménagerie et dépendances, avec un mémoire relatif au domaine de Vincennes.

6 septembre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D VI 12, n° 119.

2750. — Observations sur les causes qui facilitent les délits que commettent les coupeurs de bois au parc de Vincennes, par suite de la location des postes, au lieu de les affecter au logement des gardes.

Sans date (septembre 1790).
Minute, *A. N.*, D VI 12, n° 119.

2751. — Mémoire sur les carrières à ouvrir dans le parc de Vincennes et l'accensement du terrain formant la superficie desdites carrières, constitué par l'ancienne ferme du Bel-Air, ainsi que la ferme et le parc de Beauté, et appelé la nouvelle enceinte.

Sans date (septembre 1790).
Minute, *A. N.*, D VI 12, n° 119.

2752. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant d'empêcher le pillage du bois de Vincennes par les habitants des villages voisins qui emportent le bois par charretées, et réponse de Lafayette, annonçant qu'il va ordonner à la maréchaussée d'y faire de fréquentes patrouilles.

27, 28 octobre 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 94.

2753. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, au sujet des dévastations dans les bois voisins de la capitale, le priant, conformément au vœu du Comité des domaines, de placer auprès de Vincennes un poste de cavalerie chargé de faire de fréquentes patrouilles, et lettre de M. de Gouvion, demandant des instructions à l'égard des délinquants, avec réponse de M. Bailly, renvoyant à la proclamation faite par la Municipalité.

1er, 11 décembre 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 106.

2754. — Lettre de M. d'Angiviller à l'abbé Nolin, l'autorisant à adjuger le restant des arbres morts dans le département de Vincennes aux deux gardes pour le prix de l'estimation, et déplorant le manque de soin des ouvriers employés par la municipalité de Paris qui ont coupé les racines superficielles des arbres dans la grande avenue de Vincennes, ce qui les expose à être renversés au premier coup de vent.

14 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 1148, fol. 280.

2755. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, prescrivant un redoublement de vigilance au sujet de la dévastation du bois de Vincennes.

21 janvier 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 122.

2756. — Lettre de M. d'Angiviller à M. de La Boullaye, l'informant qu'il comprendra dans la vente annuelle des arbres morts ou à supprimer les cinquante-huit arbres, dont la suppression est demandée pour le dégagement des bâtiments de la nouvelle entrée de Paris, à la tête du faubourg Saint-Antoine.

10 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 1148, fol. 7.

2757. — Rapports de M. Vergne, échevin, et de M. Poyet, architecte, concluant à la suppression des arbres existant le long des maisons du boulevard, de chaque côté des

spectacles de Nicolet et d'Audinot, depuis le sieur Curtius jusqu'à la salle du théâtre des Associés.

12, 17 février 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, H 2150.

2758.—Décharge au sieur Chéradame de l'entretien de la place Royale qu'il était obligé de faire, en vertu de son marché du 25 octobre 1787, et nouveau marché passé avec le sieur Chefdeville, garde de la place Royale, pour l'entretien tant de l'intérieur de cette place que des barrières autour des gazons, moyennant 350 livres par an et 100 livres une fois payées.

10 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, H 2029.

2759. —Lettre de la municipalité de La Villette, dénonçant au Comité des recherches la dévastation des arbres sur les chaussées de La Villette à Pantin et au Bourget.

11 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX b 7, n° 103.

2760.—Lettre de M. d'Angiviller à l'abbé Nolin, au sujet des arbres morts dans les Tuileries et le Cours-la-Reine, ainsi que dans les avenues du bois de Boulogne, qui seront adjugés, à titre gracieux, au sieur Dupuy, chargé de l'entretien des Tuileries, et au sieur Amelot, jardinier de la Muette, pour le prix de l'estimation.

27 novembre 1790.
Copie, *A. N.*, O 1 1148, fol. 269.

2761.— État des bois de la ci-devant généralité de Paris.

1790.
Minute (cahier in-folio), *A. N.*, K 905.

CHAPITRE IV

FINANCES ET DOMAINE

§ 1er. — Finances, Octroi, Caisse d'Escompte, Assignats.

A. BUDGET ET DETTE DE LA VILLE

2762. — Relevé des oppositions formées sur les rentiers de l'Hôtel de Ville.

1769-1793.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, H 2177.

2763. — Registre des payements effectués par la caisse de l'Hôtel de Ville.

29 juillet 1789-27 octobre 1790.
Original (volume in-folio), *A. N.*, H 2207.

2764. — Lettres patentes obligeant les payeurs des rentes de l'Hôtel de Ville, nouvellement pourvus, à achever les exercices commencés par leurs prédécesseurs.

21 août 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 165, fol. 243.

2765. — Lettres patentes sur arrêt, commettant le sieur Nicolas-Louis Hérard de Villiers, ancien directeur des recettes générales des finances, au lieu et place du sieur René-Balthazar Alissan de Chazet, receveur général des finances de la ville de Paris, pour achever les exercices 1784, 1786, 1788 et faire en entier l'exercice 1790.

24 septembre 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 161, fol. 237.

2766. — Compte de la Révolution, divisé en quinze chapitres, comprenant les dépenses supportées par la ville de Paris depuis le nouveau régime.

12 octobre 1789-31 octobre 1790.
Minute (cahier de 124 pages), *A. S.*, D II, fonds de la Commune.

2767. — État des recettes et dépenses de la recette générale des finances de la ville de Paris, pour l'année 1789, certifié le 28 septembre 1792.

1789.
Original signé, *A. N.*, H 2082.

2768. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant le payement à la ville de Paris des sommes par elle avancées au Trésor public, montant à 352,813 livres.

13 août 1790.
Copie, *A. N.*, A 188, fol. 893.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 145.

2769.— Décret de l'Assemblée nationale, continuant le budget de l'année 1790 jusqu'à la décision à intervenir sur les entrées des villes et octrois.

30 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 48, n° 476.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 330.

2770.— Décret de l'Assemblée nationale, décidant que la municipalité de Paris commettra trois de ses membres pour signer les contrats de rentes constituées ou reconstituées sur l'État.

14 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, C 49, n° 490.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, janvier 1791, p. 144.

2771. — Rapport de M. Anson, membre du Comité des finances, sur la pétition de la municipalité de Paris, demandant, à titre de secours et acompte, une somme de 6 millions pour la mettre à même de remplir ses engagements, avec renvoi au Département.

17 février 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 19, n° 199.
V. le rapport fait à l'Assemblée nationale, dans sa séance du 5 mars 1791, par M. de Montesquiou, sur la demande d'avance de fonds présentée par la Municipalité. *Archives parlementaires*, t. XXIII, p. 675.

2772. — Décret de l'Assemblée nationale, prescrivant le payement par le Trésor public d'une avance de 3 millions à la municipalité de Paris, à imputer sur le seizième attribué à la Municipalité dans le prix des ventes des biens nationaux, ladite avance devant être affectée à la liquidation des dettes les plus pressantes de la Ville.

10 mars 1791.
Original, *A. N.*, A 45, n° 1711.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 144.

2773. — Mémoire et lettre des administrateurs du domaine et des finances au Corps municipal concernant l'établissement d'un bureau central de liquidation de la dette de la Commune.

8, 21 avril 1791.
Copies (2 p.), *A. N.*, F⁴ 1241.

2774. — Récépissés des pièces remises au bureau central de liquidation de la dette de la Commune, pour servir à la liquidation des créances, par ordre alphabétique des créanciers.

1791.
Imprimés remplis (1 liasse), *A. N.*, H 2101.

2775. — Lettre circulaire de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, rappelant à chacun des administrateurs que le Corps municipal, aux termes de son arrêté du 8 avril, a décidé la remise, par chacun d'eux, au département du domaine et des finances, de l'état des dépenses annuelles relatives à la portion d'administration qui lui est confiée.

6 mai 1791.
Minute, *A. N.*, F⁴ 1241.

2776. — Lettre du département des établissements publics à M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, annonçant qu'on procède au relevé des mémoires des ouvriers et fournisseurs de ce département, pour le transmettre au département des finances.

10 mai 1791.
Minute, *A. N.*, F⁴ 1241.

2777.—Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant la présentation, dans la huitaine, par le Comité des contributions publiques, d'un projet de décret pour fixer la manière dont il sera pourvu aux dépenses de la ville de Paris, de façon à ce que le Trésor public n'en soit plus surchargé.

3 juin 1791.
Copie, *A. N.*, A 194.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1791, p. 23.

2778. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant la présentation au directoire du Département, par la municipalité de Paris, et l'impression du compte général de ses recettes et dépenses, depuis le 1er mai 1789 jusqu'au 16 juin 1791, avec un état des revenus propres à la ville de Paris et des dépenses acquittées sur les fonds du Trésor public.

16 juin 1791.
Minute, *A. N.*, C 71, n° 695.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1791, p. 257.

2779. —Décret de l'Assemblée nationale, déchargeant, à compter du 1er juillet, le Trésor public des dépenses municipales de la ville de Paris.

23 juillet 1791.
Imprimé signé de M. Dauchy, rapporteur, *A. N.*, C 75, n° 729.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1791, p. 276.

2780. — Décret de l'Assemblée nationale, accordant à la municipalité de Paris, d'après sa soumission du 19 août, une avance de 300,000 livres par mois, qui seront restituées à la Caisse de l'Extraordinaire sur le produit de la perception des sols pour livres, additionnels aux contributions foncière et mobilière de 1791, lesdites sommes devant être appliquées au payement des dépenses municipales des six derniers mois de l'année 1791.

21 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 76, nos 753 et 760.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1791, p. 117.

2781. — Arrêté du Corps municipal, portant que les administrateurs au département du domaine et des finances ne feront payer que les dépenses courantes de la Municipalité et différeront le règlement des dettes contractées avant le 1er juillet.

31 août 1791.
Copie, *A. N.*, F4 1241.

2782. — État des avances faites à la ville de Paris, conformément aux décrets des 13 août 1790 et 10 mars 1791, extrait de l'état des dépenses extraordinaires du Trésor, certifié par les commissaires de la Trésorerie.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 17, n° 177.

2783. — Lettre des administrateurs du domaine et des finances à M. Cousin, administrateur au département des établissements publics, lui adressant les arrêtés pris, les 8 avril et 2 septembre, par le Corps municipal, avec des instructions ayant trait au plan général adopté pour la liquidation de la dette communale.

20 septembre 1791.
Minute signée, avec texte imprimé des arrêtés (1 dos.), *A. N.*, F4 1241.

B. — CONTRIBUTIONS

2784. — Arrêt du Conseil d'État, nommant le sieur Dupré de Saint-Maur, conseiller d'État, en qualité de commissaire surnuméraire en la commission des impositions de la Ville, composée du Prévôt des Marchands, du lieutenant-général de police et de deux conseillers d'État.

8 juin 1789.
Original signé, *A. N.*, E 2653, n° 166.

2785. — Requête des maire et officiers municipaux de Paris, à l'effet d'être chargés de l'assiette, répartition et levée des impositions de la ville de Paris pour les années 1789 et 1790, et d'être autorisés à prononcer sur les demandes en modération des cotes des rôles de capitation, le maire ou son lieutenant jusqu'à 25 livres, et les conseillers administrateurs au département des impositions pour les sommes supérieures.

11 novembre 1789.
Minutes, *A. N.*, C 33, n° 284, D XXIX 96.
Cf. *Archives parlementaires*, t. IX, p. 759.

2786. — Avis du Comité des finances, portant que le rôle des impositions sera dressé par la Municipalité et rendu exécutoire par le Roi, et qu'il n'y aura pour toute la ville de Paris qu'un seul rôle d'impositions personnelles.

14 novembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, D VI 17, n° 184.

2787. — Décret de l'Assemblée nationale, attribuant le jugement des contestations sur les impositions de 1789 et années antérieures à un comité composé des administrateurs au département des impositions, sous la présidence du maire.

15 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, C 33, n° 284.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. I, p. 224.

2788. — Lettres patentes attribuant le jugement des contestations qui ont pu et pourront s'élever sur les impositions de 1789 à un comité composé des administrateurs au département des impositions, présidé par le maire de Paris ou son lieutenant, comité qui surveillera le recouvrement des contributions de cette même année.

31 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, O1 136, fol. 35.

2789. — Lettre d'envoi par le ministre de la maison du Roi à M. Bailly des lettres patentes sur le décret concernant le jugement des contestations relatives au recouvrement des impositions de la ville de Paris pour l'année 1789.

10 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 501, fol. 7.

2790. — Décret de l'Assemblée nationale, portant règlement pour l'assiette des impositions de la ville de Paris de l'année 1790.

18 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, n° 336.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, avril 1790, p. 288.

2791. — Projet du sieur Delespine d'Andilly, pour l'établissement du rôle des impositions de l'année 1790, à l'effet de diviser et répartir les maisons en onze classes, avec taxe proportionnelle.

24 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 44, n° 664.

2792. — Mémoire du sieur Ducret, contrôleur principal des impositions de la ville de Paris, proposant de décréter que toutes personnes désireuses de toucher des rentes ou pensions devront justifier de l'acquittement entier de la capitation, avec lettre d'envoi à l'Assemblée nationale.

20 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 45, n° 682.

2793. — Décret de l'Assemblée nationale, déclarant que la municipalité de Paris fera, pour l'année 1791, la répartition des contributions directes.

3 novembre 1790.
Minute de la main de M. Démeunier, *A. N.*, C 46, n° 442.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 10.

2794. — Décret de l'Assemblée nationale, commettant les cinq officiers municipaux chargés du travail des impositions directes aux opérations de la répartition et assiette de ces impositions pour l'année 1791.

8 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 47, n° 461.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 106.

2795. — Lettre de M. Dufresne à M. Vernier, transmettant les observations des receveurs particuliers de la ville de Paris relatives à l'inconvénient d'assujettir aux droits de timbre et d'enregistrement tous les actes qui ont pour objet le recouvrement des impositions.

24 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 12, n° 127.

2796. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que la ville de Paris continuera à être divisée en six recettes distinctes, auxquelles seront payées les contributions foncière et mobilière, la contribution patriotique et le droit de patente, et décidant que les contributions indirectes de Paris seront versées directement dans la caisse de la Trésorerie nationale, sans passer par celle des receveurs des contributions directes.

17 juin 1791.
Minute, *A. N.*, C 71, n° 695.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1791, p. 265.

2797. — État général de la recette des patentes, de la quantité qui en a été délivrée par mois par chaque arrondissement depuis le 18 avril 1791, ainsi que des différentes sommes qui ont été versées et dont le dixième est dû à la Municipalité, certifié par M. de Joly, secrétaire-greffier de la Commune.

3 août 1791.
Minute, *A. N.*, H 2176.

2798. — État général de la recette effective et par retenue du produit des patentes, et de la quantité qui en a été délivrée par chaque arrondissement, avec la quotité du dixième appartenant à la Municipalité, certifié par M. de Joly, secrétaire-greffier de la Municipalité, et arrêté du Corps municipal, du 2 septembre 1791, ordonnant le dépôt de cet état au secrétariat.

Août-septembre 1791.
Minutes (en double) (4 p.), *A. N.*, H 2103, 2176.

2799. — Tableau de la contribution foncière en 1791.

Minute, *A. N.*, H 2166.

2800. — Observations d'un bon citoyen sur l'exagération des traitements du maire et de ses lieutenants, et sur l'oubli de la taxe de 2 1/2 pour cent, frappant l'argenterie et les bijoux, dans l'affiche relative à la contribution patriotique.

Sans date.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 44, n° 655.

2801. — Mémoire pour les bourgeois de Paris, locataires d'appartements au village de Vincennes, à l'effet d'obtenir la radiation de leurs cotes d'impositions, arbitrairement établies par la municipalité pour les six derniers mois de 1789.

1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 45, n° 685.

C. — OCTROI ET RÉPRESSION DE LA FRAUDE

2802. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Pierre Lemoine, débardeur, qui, se trouvant en état d'ivresse, avait insulté les commis de la Ferme à la barrière Sainte-Anne.

12 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, Y 14240.

2803. — Arrêt du Conseil d'État, rendu sur la requête du sieur Toussaint Langlois, teinturier à Paris, pour être déchargé des condamnations prononcées contre lui par un jugement du Bureau des finances, du 14 mars, qui l'avait déclaré complice de la fraude commise par le sieur Le Moine, marchand de vins, locataire de caves dépendantes d'une maison appartenant audit sieur Langlois, rue de Château-Landon, près et hors la barrière du faubourg Saint-Martin, lequel avait fait pratiquer une communication souterraine pour introduire clandestinement des liquides.

21 mars 1789.
Minute, *A. N.*, E 1672b, n° 1.

2804. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire, par le commissaire Guyot, du nommé Louis Lecourt, regrattier de fruits, trouvé porteur, par les commis des Fermes à la barrière de l'École-Militaire, de cinq vessies remplies d'eau-de-vie, et qui s'était blessé légèrement à coups de couteau.

3 avril 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13582.

2805. — Lettres du ministre de la maison du Roi à MM. Vente, fermier général, Delaitre, directeur général des entrées, et Marchais, au sujet d'attroupements à la barrière de Clichy et de l'introduction de paniers de maquereaux sans l'acquit des droits.

31 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O1 500, fol. 308.

2806. — Mise en fourrière par le Comité permanent de l'Hôtel de Ville de douze porcs, dont le conducteur avait refusé d'acquitter les droits d'octroi.

19 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, C 134 (dos. 7).

2807. — Mémoire de M. Pomiès, commissaire de la Ville, sur la nécessité de rétablir la perception des droits d'entrée, qui existe en fait, dans toute la partie méridionale et dans la partie septentrionale, depuis la barrière des Bonshommes jusqu'à celle de Clichy, avec lettre d'envoi à M. Lambert, contrôleur général des finances.

4 août 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Q1 1101.

2808. — Procédure criminelle faite en l'Élection de Paris à la requête de Jean-Baptiste Mager, adjudicataire des Fermes générales, contre le sieur Pierre Bataille, garçon marchand de vin, et deux domestiques de M. Bertin de Blagny, qui, le 9 juillet, à l'aide d'une bande de quatre à cinq cents ouvriers, armés de pelles et de pioches, avaient introduit de vive force, par la barrière Blanche, 7 demi-queues et 21 barils de vin que les commis des Fermes venaient de saisir, rue Blanche, dans la maison de M. Bertin de Blagny.

14 août 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Z1s 217.

2809. — Rapport au Comité permanent de l'Hôtel de Ville, constatant l'arrestation d'une charrette chargée de 8 demi-queues de vin, introduites par la barrière

de la Roquette, sans payer de droits, opérée rue de la Muette, faubourg Saint-Antoine, par une patrouille volontaire.

20 août 1789.
Minute signée, *A. N.*, Z[1]s 217.

2810. — Procès-verbaux de saisie de queues de vin chargées sur des haquets, à la porte du sieur Bernard, pratiquée par le poste du port aux Coches, à la requête des marchands de vin de la Halle.

21 août 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Z[1]s 217.

2811. — Information du commissaire Fontaine au sujet du sieur Jean Legrand, prévenu d'avoir reçu de l'argent pour favoriser la fraude à main armée, faite en vertu d'une lettre de M. de Flandre de Brunville, du 4 août.

26, 27 août 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13142.

2812. — Rapport des fermiers généraux à M. Lambert sur le mémoire de M. Pomiès, relatif au rétablissement de la perception des droits d'entrée, qui présente certaines difficultés dans la partie septentrionale de Paris, depuis la barrière de Clichy jusqu'à celle de la Râpée, tant à cause de l'incendie des barrières qu'en raison de la nécessité de remonter les barrières de ce côté.

27 août 1789.
Original signé, *A. N.*, Q[1] 1101.

2813. — Rapport adressé à M. Pomiès, commissaire des entrées, sur la fraude se pratiquant journellement à Fontarabie, dans un cabaret à l'enseigne de la Bouteille, tenu pour le compte du sieur Ysambert, négociant en eaux-de-vie au Petit-Charonne, qui, au moyen de conduits souterrains, faisait arriver le contenu de pipes d'eau-de-vie dans son magasin, à quarante pas de la barrière, à l'intérieur de Paris.

1er septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Q[1] 1101.

2814. — Procès-verbal de transport de Claude-Nicolas-Benjamin Viel, secrétaire du district de Saint-Eustache, au faubourg Montmartre, lieu dit à la Boule-Rouge, et de saisie dans un magasin de 8 tonneaux de vin, de la contenance de 500 à 600 pintes chacun, que l'on supposait introduits en fraude.

18 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Z[1]s 217.

2815. — Rapport d'une visite faite par le comité du district de Saint-Eustache, dans la nuit du 17 au 18 septembre 1789, rue Poissonnière, qui a amené la découverte de tuyaux d'étoffe gommée ou vernie et de gros tuyaux de fer-blanc, servant de conduits souterrains pour la fraude, et procès-verbal de saisie de 85 pièces de vin, menées à l'hôtel de Bretonvilliers.

18 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Z[1]s 217.

2816. — Procès-verbal de transport d'une patrouille du district de Saint-Joseph dans une maison, rue Coquenard, à l'angle de la rue Buffault, à l'effet de constater l'existence de conduits souterrains servant à la contrebande du vin et de l'eau-de-vie.

22 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Z[1]s 217.

2817. — Arrêt de la Cour des Aides, ordonnant l'enregistrement des lettres patentes du 13 septembre 1789, qui réglaient les formalités des procès-verbaux concernant les droits d'entrée de Paris, à la charge pour les commis des Fermes, en cas d'absence des particuliers saisis, de requérir un officier de l'Élection.

25 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Z[1]a 633.

2818. — Procès-verbal de transport du commissaire Picard-Desmarest à la barrière Cadet, avec le sieur Jean-François Pomiès, commissaire nommé pour la répression de la fraude, à l'effet de constater la découverte dans diverses maisons de la rue Coquenard de tuyaux de fer-blanc, servant à la contrebande, encore imbibés d'eau-de-vie.

30 septembre, 1er octobre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15100.

2819. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. Bailly et à M. de Lafayette, pour accélérer la formation du corps de six cents chasseurs, destinés à la garde de l'enceinte extérieure et intérieure de Paris et à la chasse des fraudeurs.

10 octobre 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 516.

2820.— Ordonnance de Louis XVI, déclarant qu'aucunes marchandises, denrées ou boissons, introduites dans Paris pour son service, celui de la Reine, des princes, ses frères, et autres princes du sang, ne pourraient entrer sans acquitter les droits d'octroi, et supprimant toutes exemptions.

18 octobre 1789.
Original signé, *A. N.*, O[1] 161, fol. 245.

2821. — Procès-verbal de transport du commissaire Gueullette à la barrière Papillon, dans une maison au coin des rues Papillon et Montholon, à l'effet de constater la découverte par le sieur Jean-François Pomiès, commissaire de la Commune, chargé d'assurer la perception des droits d'entrée aux barrières, d'un tuyau souterrain en plomb, destiné à l'introduction en fraude du vin.

23 octobre 1789.
Minute signée, *A. N.*, Y 13451.

2822. — Procédure criminelle faite en l'Élection de Paris, à la requête de divers marchands de vin et d'eau-de-vie, contre des quidams armés, au nombre de trois cents, qui, dans la nuit du 17 au 18 septembre 1789, enfoncèrent les portes de leurs magasins et enlevèrent par violence leurs marchandises.

24 octobre 1789.
Minutes (1 dos.). *A. N.*, Z[1]s 217.

2823. — Procès-verbal de transport du poste du corps de garde de la barrière d'Orléans dans un clos, sis au Petit-Montrouge, chemin de la Croix, et saisie de 21 demi-queues de vin, qu'on devait introduire frauduleusement à Paris.

24 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Z[1]s 217.

2824. — Procès-verbal de transport du commissaire Berton dans un terrain vague, rue Papillon, à l'effet d'opérer la saisie de pièces de vin contenues dans deux celliers, que l'on cherchait à passer en fraude.

28 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11105; copie conforme, Z[1]s 217.

2825. — Procès-verbal de transport du commissaire Baudet du Lary, rue Coquenard, aux Porcherons, au sujet de la découverte de conduits souterrains pour l'introduction des vins en fraude, constatant la présence dans l'étable d'un nourrisseur de bestiaux de 125 pieds de tuyaux de taffetas gommé, encore humides, et de tuyaux de fer blanc, traversant la rue Coquenard.

4 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Z[1]s 217.

2826. — Procès-verbal de perquisition du commissaire Grandin, avec les commis des Fermes, au village de La Chapelle, à l'effet de signaler l'existence d'entrepôts de faux sels, perquisition interrompue par des attroupements menaçants du peuple.

18 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13319.

2827. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, à M. Bailly, le priant de communiquer à la Municipalité ses observations sur l'utilité de la nouvelle enceinte, en vue de la répression de la fraude, et demandant une réponse avant d'adresser à la Cour des Aides le projet de loi qui devait autoriser l'établissement et le service des commis ainsi que du corps des chasseurs chargés de surveiller la nouvelle enceinte.

19 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, Q[1] 1101.

2828. — Lettre de M. Mollien à M. Bailly, montrant l'immense avantage que présente l'achèvement de la nouvelle enceinte qui oppose un obstacle puissant à la fraude, protège le commerce, la sûreté publique et les perceptions contre de graves abus, avec lettre d'envoi à M. Lambert.

26 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Q[1] 1101.

2829. — Procédure criminelle faite en l'Élection de Paris, à la requête du sieur Michel Doc, dit Michel, domestique, contre le sieur Alexandre Morel, commis des Fermes à la barrière Saint-Georges, qui l'avait blessé au visage d'un coup de pistolet.

18 décembre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Z¹ᵃ 217.

2830. — Procès-verbal de transport du commissaire Picard-Desmarest à La Chapelle avec les employés des Fermes, à l'effet de procéder à la saisie de tabac et de sel de contrebande dans différentes maisons de ce village.

27 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15100.

2831. — Lettre de M. Vente, fermier général, à M. Necker, lui adressant un mémoire concernant les mesures à prendre pour remonter les barrières, avec un devis estimatif des dépenses que pourront occasionner les clôtures en planches, les bureaux et les roulettes.

30 décembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Q¹ 1101.

2832. — Procédure criminelle faite en l'Élection de Paris à la requête du sieur Jacques Chottard, marchand de vin, et sa femme, à raison des voies de fait exercées sur eux par plusieurs commis des Fermes.

1789.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, Z¹ᵃ 217.

2833.— Procédure criminelle instruite en l'Élection de Paris au sujet des excès, voies de fait et rebellions de fraudeurs qui transportaient nuit et jour des barils d'eau-de-vie de magasins, sis à la Haute-Courtille, à un cabaret au-dessous, ayant pour enseigne le Petit-Saint-Jean, puis de là dans une maison, rue du Buisson-Saint-Louis.

1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Z¹ᵃ 217.

2834. — Observations remises au département de police sur les fraudes qui se commettent de jour et de nuit aux entrées, de Paris, notamment, rues de Montholon et Coquenard, à la Nouvelle-France.

1789.
Minute, *A. N.*, Q¹ 1101.

2835. — Mémoire pour la municipalité de Paris, concernant la fraude des droits d'entrée.

1789.
Minute, *A. N.*, Q¹ 1101.

2836. — Mémoire sur la nécessité d'organiser les chasseurs préposés à la garde des barrières, en douze compagnies de cent hommes chaque, placées, huit au nord et quatre au midi de Paris.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, D VI 7, nº 51.

2837. — Procédure criminelle faite en l'Élection de Paris contre le nommé Durand, marchand de vin, faubourg Saint-Denis, qui introduisait du vin en fraude, par son jardin contigu au clos de Saint-Lazare, et avait, avec l'assistance de plusieurs de ses complices, reçu à coups de fusil les commis des Fermes qui venaient constater le délit.

1ᵉʳ février 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Z¹ᵃ 217.

2838. — Rapport de M. Le Couteulx de La Noraye, lieutenant de maire au département du Domaine, déclarant qu'il a autorisé, pour la répression de la contrebande, les fermiers généraux à établir provisoirement des postes d'observation avancés dans l'alignement de la nouvelle enceinte et dans les bâtiments destinés à servir de bureaux, et à y installer sept brigades appuyées par des détachements de chasseurs.

12 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Q¹ 1101.

2839. — Procédure criminelle faite en la Prévôté de l'Ile-de-France au sujet d'un attroupement considérable de fraudeurs et contrebandiers armés, au village du Bourget, pour favoriser l'arrivée et conduire à La Villette cinq voitures chargées de sel et de tabac, lesquels avaient opposé la plus vive résistance aux employés des Fermes et cavaliers de la maréchaussée escortant lesdites voitures.

19 février-27 mars 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 18772; copies conformes (4 p.), Z¹ᵃ 217.

2840. — Procès-verbal des commis des

Fermes aux barrières de La Villette et des Vertus, constatant la rébellion de contrebandiers qui conduisaient une voiture chargée de sel et qui assaillirent les commis et chasseurs à coups de pierres.

20 février 1790.
Extrait, *A. N.*, D XXIX 20, n° 148.

2841. — Mémoire de M. de Saint-Seine, directeur général des octrois de la Ville, aux administrateurs des domaines, contenant les éclaircissements par eux demandés sur le mémoire des employés de la Ferme à la garde du port Saint-Paul, qui réclamaient une augmentation de traitement.

27 février 1790.
Original signé, *A. N.*, H 2177.

2842. — Procès-verbal d'arrestation par la maréchaussée du sieur Claude Moreau, trouvé porteur, au bois de Boulogne, de plusieurs livres de tabac en poudre et à fumer, qu'il passait en fraude.

1er mars 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 18773.

2843. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant d'assurer le service des postes qui doivent être placés en avant dans le quartier Montmartre et dans l'alignement de la nouvelle enceinte, pour la répression de la contrebande.

3 mars 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 47 r°.

2844. – Lettre de M. de Vernon, directeur général des Fermes du département de Paris, au sujet de la proclamation de la Commune, du 6 mars, demandant que ses employés puissent requérir la garde nationale toutes les fois que l'occasion s'en présentera.

9 mars 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 67.

2845. — Procès-verbal d'arrestation à Villejuif, par la maréchaussée, des sieurs Germain Bouillet et Joseph Dupont, manœuvres, porteurs de carottes de tabac dans des hottes et sacs, avec lettre de Mme de Montmorency-Laval, abbesse de Montmartre, intercédant en faveur du sieur Bouillet, frère de son jardinier.

19 mars 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 18773.

2846. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, le priant de mettre les citoyens du haut de la rue de Clichy à l'abri des incursions des fraudeurs et des voleurs.

14 mai 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

2847. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que le territoire compris dans l'enceinte de la capitale sera soumis aux droits d'entrée et le territoire de la banlieue aux perceptions y établies.

6 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, n° 361.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 30.

2848. — Arrêt de la Cour des Aides rendu sur le réquisitoire de M. Clément de Barville, procureur général, déchargeant du payement des deux derniers quartiers de la taille les habitants des maisons nouvellement comprises dans l'enceinte, et les autorisant à transporter, sur simple déclaration, leurs vins, boissons et marchandises, dont l'inventaire devait être fait par les commis des Fermes.

18 juin 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, Z1a 744; imprimé sous forme de placard affiche, D VI 8, n° 78.

2849. — Protestation des habitants de la banlieue parisienne comprise dans la nouvelle enceinte contre un arrêt vexatoire de la Cour des Aides, du 18 juin, favorisant les entreprises de la Ferme, présentée à l'Assemblée nationale, avec réponse du président.

22 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, n° 363.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 415.

2850. — Plainte contre les procédés vexatoires de la Ferme qui, sans avis préalable, avait remonté, dans la nuit du vendredi au samedi 19 juin, les barrières de la haute et basse Courtille aux nouveaux murs, et con-

tre les visites domiciliaires faites arbitrairement dans les maisons bourgeoises et chez les marchands de vin.

25 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 78.

2851. — Déclaration signée de Pépin-Dégrouhette, avoué conseil des habitants de la banlieue, et notifiée par M. Duport, lieutenant de maire, établissant que le gouvernement n'avait jamais eu l'intention de donner un effet rétroactif au décret du 6 juin et de faire payer aux habitants de la banlieue des droits pour les boissons et marchandises entrées avant le décret.

Sans date (juillet 1790).
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 78.

2852. — Projets de décrets sur les inventaires faits en exécution de l'arrêt de la Cour des Aides, contre les fraudes et au sujet de la perception des droits dans la banlieue.

Sans date (juillet 1790).
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 78.

2853. — Procès-verbal de transport du commissaire Odent à la Conciergerie et interrogatoire des nommés André Brot, journalier, Jean Giret, couvreur, et Jean-Baptiste Pelletier, marchand de fromages, arrêtés sur le quai de Gesvres pour rébellion aux employés des Fermes et contrebande de tabac.

7 juillet, 31 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15022.

2854. — Mémoire, en interprétation du décret du 6 juin 1790, au sujet du payement de droits d'entrée par les habitants compris dans la nouvelle enceinte.

13 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 78.

2855. — Pétition des municipalités de Suresnes et de Houilles, se plaignant de la suppression des guinguettes depuis l'établissement de la nouvelle enceinte, qui met les vignerons du pays aux abois, vu l'élévation des droits d'entrée, et demandant l'établissement d'un droit unique.

27 juillet 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D VI 45, n° 685.

2856. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant d'assurer la perception des droits d'entrée aux barrières, menacées par le peuple, à la suite de la démarche que venaient de faire à l'Assemblée nationale les représentants de la Commune.

11 août 1790.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 76.

2857. — Arrêté du Conseil de Ville, protestant contre la pétition de l'Assemblée des représentants de la Commune, qui tendait à obtenir la diminution des impôts indirects, avec lettre d'envoi de M. Bailly.

12 août 1790.
Extrait conforme et original signé, *A. N.*, C 44, n° 398.
Ed. *Courrier de Paris*, t. XV, n° XII, p. 181.

2858. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, lui signalant la contrebande énorme qui se fait à main armée à la barrière de Belleville, malgré les efforts du commandant du bataillon, et le priant d'y envoyer un nombre d'hommes suffisant pour repousser les attaques des contrebandiers.

13 août 1790.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 76.

2859. — État général des employés aux Fermes du Roi, en activité au mois de juillet 1790, dans les cinquante-deux bureaux des entrées de Paris, divisés en cinq départements, avec mémoires et adresse des employés à l'Assemblée nationale, au sujet des retenues abusives faites sur leurs appointements par les fermiers généraux.

19 août 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D VI 46, n° 707.

2860. — Procès-verbal de transport du commissaire Odent à la Conciergerie et interrogatoire du sieur François Petitjean, ancien marchand vinaigrier à Longjumeau, arrêté à la barrière de Gentilly dans une troupe de cinquante à soixante individus et trouvé porteur de deux livres de tabac en poudre, avec le procès-verbal des commis de la Ferme.

31 août 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, Y 15022.

2861. — Pétition des commis aux écritures du bureau des comptes des entrées de Paris à l'hôtel Bretonvilliers, à l'Assemblée nationale, pour obtenir, par assimilation à leurs confrères, une augmentation du quart de leurs appointements.

7 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 46, n° 707.

2862. — Lettre de M. Lambert au Comité des finances sur la nécessité d'étendre à la régie des droits des entrées de Paris, et particulièrement de la banlieue, le décret du 6 juin, qui renouvelle aux contribuables l'ordre d'acquitter fidèlement les droits d'aides.

6 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 12, n° 125.

2863. — Supplique du sieur Colson, receveur des Fermes au port de la Grève, aux maire et administrateurs du département du domaine et des finances, à l'effet d'obtenir les quatre deniers pour livre de la recette des droits de halle et gare dont jouissaient ses prédécesseurs.

10, 12 novembre 1790.
Minutes (en triple exemplaire) (3 p.), *A. N.*, H 2177.

2864. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, à M. d'Ailly, faisant connaître qu'un délai de deux mois est accordé à M. Santerre pour payer les 4,000 livres dont il est redevable, montant des droits exigibles sur les bières provenant de sa fabrication.

19 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 7, n° 55.

2865. — Lettre de M. de Saint-Seine, directeur général des octrois de la Ville, aux administrateurs du département du domaine et des finances, renvoyant : 1° le mémoire adressé par les vignerons du faubourg Saint-Antoine au contrôleur général des finances, à l'effet d'obtenir la permission de faire entrer le vin provenant des vignes de ce faubourg, en payant seulement le droit de 15 livres pour muid, auquel ils étaient assujettis ; 2° le mémoire de la Ferme générale, absolument contraire à cette demande, qui ne saurait être admise sans les plus graves inconvénients, surtout depuis l'établissement de la nouvelle enceinte.

25 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, H 2177.

2866. — Lettre de M. de Saint-Seine, directeur général des octrois, accompagnant l'envoi de l'état des appointements et gratifications payés annuellement par la Ville, pour la régie et perception de ses octrois.

20 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, H 2177.

2867. — Lettre de M. Vion, receveur de la barrière Saint-Martin, au sujet du payement de 1,200 livres qu'il a fait au commencement de la Révolution au secrétaire des districts des Récollets, de Saint-Laurent et de Saint-Lazare réunis, payement qui doit être imputé sur sa recette de l'année 1789.

Sans date (1790).
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, H 2177.

2868.— Lettre de M. de Lessart au président du Comité des finances, déclarant mal fondée, conformément aux observations de la Ferme générale, la réclamation présentée par trois commis aux écritures du bureau des comptes des entrées de Paris à l'hôtel Bretonvilliers, et appelant l'attention sur l'état d'insurrection de la plupart de ces commis vis-à-vis de la Ferme.

20 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 12, n° 126.

2869.—Lettre de M. de Lessart à M. d'Ailly, donnant le montant des perceptions arriérées dans la régie des entrées de Paris au 1er octobre 1790, dont le chiffre est de 2,914,901 livres 10 sols, principalement en droits sur les bois.

27 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 7, n° 54.

2870.—Observations de M. Santerre, brasseur, faubourg Saint-Antoine, relatives aux droits sur la bière, pour en assurer la perception sans nuire à la fabrication.

29 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 78.

2871. — Déclaration du sieur Masson, contrôleur ambulant à pied des entrées de Paris, de service à la barrière de l'École-Militaire, signalant au Comité des recherches l'entrée de vive force d'environ quarante fraudeurs, par la barrière des Marais, dépendant de celle de Sèvres, et les menaces d'incendie des barrières.

22 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 341.

2872. — Lettre du ministre des finances à M. Vernier, président du Comité des finances, déclarant que les commis des bureaux de comptabilité des entrées de Paris, établis à l'hôtel de Bretonvilliers, n'ont aucun droit au traitement supplémentaire qu'ils réclament.

4 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 10, n° 97.

2873. — Pétition de M. Périer, de l'Académie des sciences, au Comité des finances, afin d'obtenir décharge des droits d'entrée par lui dus pour la fonte en gueuse, en annulant la soumission de 12,630 livres, par lui délivrée, le 4 mars 1791, à M. Coster, receveur des droits.

3 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 11, n° 112.

2874. — Rapport de M. de Saint-Seine, directeur général des octrois de la Ville, au département du domaine et des finances, concluant à l'allocation aux sieurs Delaporte et Fauvelle, contrôleurs au bureau de La Villette, d'une gratification analogue à celle que la Ville avait donnée aux quatre anciens contrôleurs de l'ancienne barrière Saint-Martin, se montant à 142 livres 10 sols par an, avec arrêté conforme du Bureau municipal.

24 mai, 16 septembre 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, H 2177.

2875. — Mémoire des trois nouveaux contrôleurs ambulants à cheval aux entrées de Paris, nommés en 1783, à l'effet d'obtenir le payement de 412 livres pour chacun d'eux, représentant, à partir de cette date, le traitement annuel de 48 livres que servait le Bureau de la Ville aux cinq anciens contrôleurs.

30 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, H 2177.

2876. — Adresse des commis aux Fermes du département de Paris à l'Assemblée nationale, contenant l'expression de leur dévouement.

Sans date (5 juillet 1791).
Minute signée, *A. N.*, C 128, n° 435.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 755.

2877. — Adresse des employés aux entrées de la ville de Paris à l'Assemblée nationale, au sujet d'un imprimé incendiaire qui jette le discrédit sur eux en les accusant « de faire cause commune avec la défunte noblesse, le clergé réfractaire et les derniers fermiers généraux ».

12 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 126, n° 413.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVIII, p. 215.

2878. — Observations sur les entrées de Paris, sur la perception actuelle et les moyens de la simplifier, pour la mettre à la portée de tous les citoyens, communiquées par un receveur aux barrières.

1791.
Minute, *A. N.*, D VI 9, n° 94.

2879. — Supplique du sieur Navier, l'un des receveurs des octrois, à l'effet, soit d'être replacé dans l'administration du droit des patentes, soit d'être chargé des recouvrement des débets des comptes des receveurs de l'octroi.

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, H 2177.

2880. — Supplique des anciens contrôleurs aux entrées de Paris, priant, en raison de leur situation précaire, les administrateurs de la Municipalité d'accélérer le payement de ce qui leur est dû pour le mois d'août.

Sans date (1791).
Minute signée, *A. N.*, H 2177.

2881. — Requête du sieur Chibout, receveur des entrées à la grille de Chaillot,

pour obtenir une remise sur la recette de 90,900 livres, par lui faite en vingt et un mois, dont le cinquième revient à la Ville.

Sans date.
Minute, *A. N.*, H 2177.

2882. — Mémoire du sieur Guiolet, pauvre à Bicêtre, proposant la suppression des droits d'entrée aux barrières de Paris, et leur remplacement par un impôt sur les immeubles.

Sans date.
Minute, *A. N.*, D VI 46, n° 702.

D. — FRAPPE ET CIRCULATION DU NUMÉRAIRE, AGIOTAGE

2883. — Requête des négociants forains et autres voyageurs domiciliés dans les villes voisines de Paris, à l'Assemblée nationale, au sujet du trafic se faisant rue Vivienne pour l'échange des billets de caisse contre de l'argent blanc.

21 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 26, n° 257.

2884. — Déclaration du sieur Gaillard, orfèvre, constatant l'achat de matières d'argent par le sieur Vanderiwen, banquier, afin de les convertir en espèces monnayées.

31 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, C 33, n° 286ter.

2885. — Procès-verbal de saisie par le district des Cordeliers de lingots envoyés à la Monnaie de Limoges, signalant le chômage des ouvriers de l'hôtel des Monnaies de Paris par défaut de matières.

31 décembre 1789.
Copie conforme, signée de Danton, *A. N.*, C 33, n° 286ter.
Cf. t. II de notre Répertoire, n° 472.

2886. — Délibérations des districts des Mathurins et des Cordeliers, priant l'Assemblée nationale de prendre des mesures pour empêcher l'agiotage sur les billets de la Caisse d'Escompte et parer à la disette de numéraire.

10, 11 janvier 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 1, n° 1.

2887. — Délibération du district de Notre-Dame, demandant à l'Assemblée nationale, afin d'obvier à l'agiotage sur les billets de la Caisse d'Escompte, d'ordonner que les payements de 200 livres et au-dessous se feront en espèces par tous trésoriers de deniers publics, et de favoriser la circulation du numéraire.

13 janvier 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 1, n° 1.

2888. — Lettre et mémoire de M. Delespine d'Andilly, proposant de fabriquer de la monnaie de billon avec le métal des cloches, sans y faire entrer d'argent, contrairement aux vues exprimées par M. Naurissart dans son rapport.

23 janvier, 6 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D VI 45, n° 672.
M. Naurissart, qui était directeur de la Monnaie de Limoges, fit un rapport à l'Assemblée nationale, le 16 janvier, sur la fabrication de la monnaie de billon.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 225.

2889. — Lettre et mémoire de M. Delespine d'Andilly, volontaire de la garde nationale, pour démontrer, d'accord avec M. Auguste fils, orfèvre du Roi et fermier des affinages, que le métal des cloches est propre non seulement au monnayage par le balancier, mais encore à la fonte des canons et au doublage des navires.

3, 4 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 11, n° 112.

2890. — Adresse de la Commune de Paris à l'Assemblée nationale, au sujet de la pénurie des espèces et des offres de la Caisse d'Escompte pour y remédier.

6 mars 1790.
Copie, *A. N.*, C 38, n° 326.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 59.

2891. — Lettre du sieur Picard, citoyen du district des Récollets, au Comité des finances, proposant le retrait et la refonte de l'ancienne monnaie.

2 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 44, n° 660.

2892. — Lettre du sieur Depoix, greffier au Conseil du Roi, demandant qu'on inflieg

la peine du fouet et la marque à ceux qui auront vendu de l'argent, et la pendaison en cas de récidive.

26 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 44, n° 660.

2893.— Mémoire du sieur Le Roy, maître d'école, à l'Assemblée nationale, proposant, comme réforme monétaire, de mettre les espèces en harmonie avec le système décimal, et de procéder à une refonte générale des monnaies.

31 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 46, n° 709.

2894. — Lettre du sieur Giroux, signalant les manœuvres des agioteurs qui font remonter le taux de l'argent de 2 à 3 1/2 et 4 1/2 0/0, l'affluence au Palais Royal de tous ceux qui veulent se procurer du numéraire, et demandant, pour Paris et la banlieue, la création d'un papier-monnaie de 20 livres.

8 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 45, n° 689.

2895. — Lettre de M. Baudouin, imprimeur de l'Assemblée nationale, demandant, vu la rareté excessive du numéraire, d'échanger contre des assignats la somme nécessaire chaque semaine pour le payement de ses ouvriers.

13 août 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 11, n° 110.

2896. — Observations de M. Ducloz-Dufresnoy, suppléant de la députation de Paris, sur les causes du discrédit, sur celles de la rareté du numéraire et sur les moyens d'éviter la création d'un papier-monnaie.

Sans date (1790).
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 137.

2897. — Lettre du sieur Martin, secrétaire de la section du Louvre, dénonçant les négociateurs des promesses d'assignats de l'émission de 400 millions.

2 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 339.

2898. — Ordre du maire et du département de police à l'état-major de la garde nationale, à l'effet d'empêcher les marchands d'argent de s'établir la nuit à la porte de la Caisse de l'Extraordinaire, en vue d'accaparer et de revendre les petits assignats.

14 janvier 1791.
Original signé de Bailly et de Perron, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

2899. — Déclaration du sieur Savoye dit Dugrez, garde national, au sujet de l'accaparement d'or monnayé par des commis du Trésor.

19 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 340.

2900. — Lettre de M. Potin de Vauvineux à l'Assemblée nationale, annonçant la formation d'une société pour l'échange des assignats, afin de faire cesser l'agiotage dans les rues voisines du perron du Palais-Royal.

14 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 67, n° 662.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXV, p. 64.

2901.— Requête de M. Anisson-Duperron, directeur de l'Imprimerie nationale, au Comité des finances, tendant à obtenir chaque semaine de la Municipalité pour le payement de ses ouvriers une somme de 3,000 livres en espèces.

22 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 7, n° 58.

2902. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, l'invitant à sauvegarder les vendeurs d'argent qui se tiennent à la sortie du Palais-Royal et à l'entrée de la rue Vivienne, et qui paraissent menacés par le peuple..

15 mai 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

D'après la *Chronique de Paris*, numéro du 16 mai 1791, la hausse excessive de l'argent, monté brusquement à 9, 10 et même 12 0/0, avait produit une vive fermentation au Palais-Royal. Deux marchands d'argent furent poursuivis ; un autre, qui demandait 5 livres pour un assignat de 50, reçut comme réponse une volée de coups de canne. Suivant le *Courrier de Paris*, t. XXIV, n° XVI, p. 245, le trafiquant en question exigeait 6 livres 10 sols.

2903. — Rapport du sieur Delaborde concernant l'expédition aux frontières, par la diligence de Lille, de deux caisses conte-

nant 34,000 livres par le sieur Fruit-Desparques à M. Lépine, directeur des douanes à Lille.

31 juillet 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIX^{b} 33, n° 347.

2904. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à la section de la Grange-Batelière, au sujet des retards éprouvés dans quelques-unes des sections par le sieur Boucault, chargé de la descente des cloches dans le département de Paris, pour leur fonte à Chaillot, et la conversion du métal en monnaie.

9 août 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 324.

2905. — Adresse et lettre du sieur Lefebvre, commissaire de la section du Louvre, signalant l'agiotage effréné sur l'argent ainsi que des accaparements honteux, dont il cite plusieurs exemples, et demandant la révocation du décret sur la vente du numéraire, dont le prix a monté jusqu'à 20 0/0.

13, 14 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 8, n° 72.

2906. — Lettre du comité de Popincourt, demandant l'adhésion de la section de la Grange-Batelière au mémoire sur les inconvénients de la monnaie fabriquée avec le métal des cloches.

Août 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 327.

E. — OPÉRATIONS DE LA CAISSE D'ESCOMPTE

2907. — Décret de l'Assemblée nationale, relatif à la contribution patriotique, chargeant le premier ministre et le Comité des finances d'examiner de concert les projets qui seront présentés pour la conversion de la Caisse d'Escompte en banque nationale (article 20).

6 octobre 1789.

Copie, *A. N.*, A 186, fol. 212.

V. le mémoire de M. Necker, lu à l'Assemblée nationale, le 14 novembre, *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. VII, n° 125, appendice, et l'opinion de M. de Gouy d'Arcy sur le projet de M. Necker, communiquée à l'Assemblée le 21 novembre, *Procès-verbal*, n° 131, annexe.

2908. — Arrêt du Conseil d'État au sujet de la vente à terme faite par le sieur Pallard, négociant, au sieur Alexandre Ermès, négociant à Paris, de vingt actions de la Caisse d'Escompte, à raison de 8,200 livres chaque.

25 octobre 1789.

Minute, *A. N.*, E 1675^{c}, n° 28.

2909. — Adresse des actionnaires de la Caisse d'Escompte à l'Assemblée nationale.

20 novembre 1789.

Copie, *A. N.*, C 32, n° 276bis.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. VIII, n° 132, appendice.

2910.— Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant la communication à l'Assemblée du tableau des engagements pris par le gouvernement avec la Caisse d'Escompte, pour le 31 décembre 1789.

21 novembre 1789.

Minute de la main de M. Freteau, *A. N.*, C 32, n° 276.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. I, p. 172.

2911.— Décret de l'Assemblée nationale, réglant la circulation des billets de la Caisse d'Escompte, ses avances au Trésor public, la création d'actions nouvelles, les remboursements à ses actionnaires.

19, 21 décembre 1789.

Minute signée de M. de La Rochefoucauld, *A. N.*, C 33, n° 285.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. I, p. 228.

2912. — Lettres d'entrepreneurs et de maîtres ouvriers à M. de La Marche, demandant l'échange de billets de la Caisse d'Escompte, avec lettres d'avis pour se présenter à la Caisse d'échange.

1789-1790.

Minutes (9 liasses), *A. N.*, F^{30} 1086-1089, 1095, 1099-1102.

2913. — Registres pour l'échange des billets au Trésor public, par quartiers.

1790.

Minutes (cahiers in-folio), *A. N.*, F^{30} 1026.

2914. — Arrêt du Conseil d'État pour la division en annuités de la quittance de finance des 70 millions versés au Trésor

par les actionnaires de la Caisse d'Escompte.

27 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, E 2658.

2915. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que les administrateurs de la Caisse d'Escompte seront priés de ne point donner au Trésor public, pour le reste de l'engagement de 80 millions, des effets payables au delà du mois de mars.

8 mars 1790.
Copie, *A. N.*, A 186, fol. 871.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. II, p. 171.

2916. — Décret de l'Assemblée nationale, décidant qu'aucune émission de billets de la Caisse d'Escompte ne pourra être faite jusqu'à nouvel ordre et que les administrateurs de cette Caisse remettront au Trésor 20 millions en billets pour être employés aux dépenses publiques.

17 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, n° 336.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. II, p. 285.

2917. — Décret de l'Assemblée nationale, prorogeant jusqu'au 5 août le délai fixé par le décret du 17 avril pour l'échange des billets de la Caisse d'Escompte contre des assignats.

24 mai 1790.
Minute, *A. N.*, C 39, n° 351.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. II, p. 453.

2918. — Décret de l'Assemblée nationale, autorisant le premier ministre des finances à recevoir de la Caisse d'Escompte son compte, de clerc à maître, de la distribution de numéraire qu'elle a faite depuis le 1er janvier 1790, et qui sera continuée jusqu'au 1er juillet.

4 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, n° 361.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 19.

2919. — Décret de l'Assemblée nationale, déclarant que les oppositions à l'échange contre des assignats des billets de la Caisse d'Escompte transmis dans les provinces, faites aux mains du trésorier de l'Extraordinaire, auront pour effet d'en empêcher l'échange.

29 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, n° 363.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 161.

2920. — Lettre des administrateurs généraux des Domaines à M. Dumesnil, contrôleur des actes à Versailles, lui rappelant que les billets de la Caisse d'Escompte ne peuvent être reçus que pour des payements inférieurs à 200 livres.

2 juillet 1790.
Copie, *A. N.*, D VI 3, n° 11.

2921. — Décret de l'Assemblée nationale, portant règlement pour la nomination de commissaires qui seront chargés, de concert avec ceux de la Caisse d'Escompte, de surveiller l'émission des assignats et l'extinction des billets de la Caisse d'Escompte.

7 août 1790.
Minute, *A. N.*, C 43, n° 392.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 42.

2922. — Registres de contrôle des reconnaissances portant promesse de fournir des assignats, faites en exécution des décrets de l'Assemblée nationale, des 19 juin, 4 et 29 juillet 1790.

Originaux signés (3 vol. in-fol.), *A. N.*, C* II 75-77.

2923. — Décret de l'Assemblée nationale, réglant les opérations pour accélérer les échanges des billets de la Caisse d'Escompte et promesses d'assignats, ainsi que l'annihilation des billets de caisse.

14 août 1790.
Minute, *A. N.*, C 43, n° 393.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 152.

2924. — Décret de l'Assemblée nationale, arrêtant que le Trésor public payera à la Caisse d'Escompte 3,709,407 livres pour solde de son compte et que la Caisse versera au Trésor 2,361,900 livres qui lui restent en écus, comme solde des matières

qu'elle a fait acheter pour le compte de la nation.

9 octobre 1790.
Minute de la main de M. Garesché, signée de MM. Garesché et Camus, *A. N.*, C 45, n° 417.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, octobre 1790, p. 55.

2925. — Arrêt du Conseil d'État, déboutant le sieur Alexandre-André Ermès, marchand tailleur, de sa demande en cassation d'un arrêt du Parlement de Paris, du 17 février 1789, au sujet d'un marché à terme d'actions de la Caisse d'Escompte, avec requêtes et mémoires.

20 février 1791.
Minute, *A. N.*, E 1683^b; minutes et copie (1 dos.), H 1467.

2926.— Décret de l'Assemblée nationale, déclarant nulles et non avenues les oppositions formées, en exécution du décret du 29 juin, à l'échange des billets de la Caisse d'Escompte contre des assignats.

28 février 1791.
Minute signée de Vernier, *A. N.*, C 54, n° 545.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, février 1791, p. 271.

F. — CONTREFAÇON DES BILLETS DE LA CAISSE D'ESCOMPTE

2927. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Fontaine du sieur Hugues Cholat, marchand forain, qui avait remis en payement à un mercier de la rue Saint-Martin un billet faux de la Caisse d'Escompte de 300 livres, lequel, au dire du sieur Cholat, avait été fabriqué par le sieur Bernard, graveur, rue Saint-Nicolas-du-Chardonnet, avec information d'office.

20 juillet, 14, 15 août 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 13142.

2928. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Picard-Desmarest du sieur Léonard-François Noiret, ancien soldat de la garde de Paris, aubergiste à Eu en Normandie, prévenu d'avoir donné en payement chez le sieur Percheron, mercier, un faux billet de 300 livres de la Caisse d'Escompte, avec information d'office.

26 septembre, 7 novembre 1789.
Minutes (3 p.). *A. N.*, Y 15100.

2929. — Procès-verbaux de capture, avec perquisition domiciliaire, et interrogatoire par le commissaire Picard-Desmarest des sieurs Anne-Jean-Baptiste et Augustin-Jean Agasse, frères, prisonniers au Châtelet, prévenus de fabrication et d'émission d'actions de la Caisse d'Escompte, bordereaux de remboursement, billets d'emprunt et coupons d'intérêts, argués de faux, avec information d'office.

27 septembre, 6 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15100.

2930. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Delaporte du sieur Jean-Charles-Antoine Nicque, valet de chambre, pour avoir donné en payement au sieur Adrien-Paul Duriez, mercier, un faux billet de 1,000 livres de la Caisse d'Escompte.

20 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12219.

2931. — Lettres patentes ordonnant la continuation, par M. Boucher-d'Argis, conseiller au Châtelet, de l'instruction commencée contre le sieur Remy d'Autun de Champclos, Pierre Canevas de Grandmaison et contre les complices de Louis-Xavier Marin, accusés de fabrication de faux billets de la Caisse d'Escompte.

26 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 135, fol. 307; O[1] 161, fol. 307.

V. au sujet de l'arrestation de ces faussaires, le tome Ier de notre Répertoire, n° 1074.

D'après la *Correspondance secrète*, p. 399, M. Marin, ancien procureur du Roi aux Domaines, fut arrêté, le 10 novembre, à Franconville, et se tua dans sa prison. L'instruction du procès contre les sieurs de Champclos et Grandmaison traîna en longueur (les journaux du temps, notamment la *Chronique de Paris*, en rendirent compte. V. février 1790); elle fut déférée au 4e tribunal criminel provisoire, auquel Pierre Canevas de Grandmaison adressa un mémoire justificatif. (*A. N.*, AD IX, 496.)

2932. — Procès-verbal de dépôt au greffe criminel du Châtelet d'une lettre à l'adresse

des frères Agasse, surveillés étroitement depuis leur tentative d'évasion, lettre saisie sur un commissionnaire par un officier de garde.

3 décembre 1789.
Extrait, *A. N.*, Y 10614.

2933. — Procédure criminelle du Châtelet contre les frères Agasse, convaincus d'avoir fait faire à l'étranger de fausses actions de la Caisse d'Escompte, ainsi que de faux billets de l'emprunt de 1787, et condamnés à être pendus en place de Grève.

21 janvier 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 10496.

Les frères Agasse ayant fait les aveux les plus complets, leur avocat, M. Fournel, ne put qu'implorer la clémence des magistrats qui, malgré la jeunesse des accusés et l'intérêt qu'ils inspiraient, les condamnèrent à mort.

Avant le prononcé de la sentence, Augustin-Jean Agasse « dit en fondant en larmes qu'il persistait dans tous ses aveux au procès, qu'il n'avait rien à y ajouter et qu'il ne pouvait en dire davantage » ; son frère reconnut « que tout ce dont il était convenu au procès n'était malheureusement que trop vrai ». (*A. N.*, Y 10530.) La sentence rendue au Châtelet, le 21 janvier, fut confirmée par arrêt du Parlement, du 4 février. (*A. N.*, X[2b] 1088.) V. le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. VIII, n° XIV, p. 218, et la *Chronique de Paris*.

2934. — Procès-verbal de capture et interrogatoire par le commissaire Picard-Desmarest des sieurs Jacques Badier, généalogiste, et Claude-Louis-Ferdinand Aubry, épicier, prévenus d'avoir offert en payement de marchandises au sieur Louis Michon, négociant à Saint-Denis, un billet faux de la Caisse d'Escompte de 300 livres, avec extrait des délibérations de l'hôtel de ville de Saint-Denis et ordre de M. Bailly, maire de Paris.

22 janvier 1790.
Minute, copie conforme et original signé (3 p.), *A. N.*, Y 15101.

2935. — Lettres patentes, ordonnant que l'instruction du procès criminel contre les sieurs d'Autun de Champclos, Grandmaison et consorts, pour fabrication de faux billets de la Caisse d'Escompte, confiée à M. Boucher d'Argis, sera continuée par le conseiller de La Huproye.

31 janvier 1790.
Copie conforme, *A. N.*, X[1b] 9084, Y 10530.

2936. — Procès-verbal de dépôt au greffe criminel du Châtelet, par Charles Bossenet, inspecteur de police, chargé de ramener d'Amsterdam à Paris la femme Dardet, complice de fabrication de papiers propres à faire des billets de la Caisse d'Escompte, des pièces pour servir à l'instruction de son procès.

27 février 1790.
Extrait, *A. N.*, Y 10614.

2937. — Déclaration par le sieur Gervais Vian, commissionnaire gagne-denier, de la remise à lui faite par un particulier qui avait disparu, de deux billets faux de la Caisse d'Escompte, l'un de 1,000 livres, l'autre de 200 livres, pour les changer et escompter au Palais-Royal.

28 mai 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15218.

2938. — Procès-verbal du commissaire Michel, à l'effet de constater la fausseté d'un billet de la Caisse d'Escompte de 1,000 livres, reçu par le sieur Antoine Dalleizette, horloger genevois, du sieur Jean-Joseph Saint-Martin, horloger, rue Montmartre, et donné en payement par ledit Dalleizette au sieur Diodet, bijoutier, rue Saint-Honoré.

1er août 1790.
Minute, *A. N.*, Y 14699.

2939. — Plainte du sieur Joseph Saleur, marchand de vins, rue Galande, au sujet d'un billet faux de 300 livres, qui lui avait été donné en payement par le sieur Delombres, son beau-frère, traiteur, rue de Glatigny, ladite plainte reçue par le commissaire Dupuy.

7 août 1790.
Minute, *A. N.*, Y 12823.

2940. — Procédure criminelle instruite par le 2e tribunal provisoire contre le sieur Firmin Thory, dit Brise-Barrière, ex-garçon perruquier, soldat au régiment de Provence, et la fille Catherine Verdot, dite Gothon, sa maîtresse, prévenus d'avoir volé 4,500 livres en billets de Caisse au sieur Claude Dumaine, bourgeois de Paris, qu'ils avaient enivré.

7 août 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Z[3] 30.

2941. — Procès-verbal de délivrance, par le commissaire Picard-Desmarest au sieur Baudelocque, avoué de porteurs de billets de la Caisse d'Escompte, de l'expédition de la déclaration et représentation faite par le sieur Vincens, directeur général de la Caisse d'Escompte, le 18 novembre 1789, de trois cent trente-huit billets faux de la Caisse d'Escompte, de 1,000 livres chaque, fabriqués par le sieur Marin, et déposés au greffe criminel du Châtelet, le 18 novembre 1789.

29 août, 1er septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15101, Y 10614.

2942.— Information faite par le commissaire Pierre, sur la plainte du sieur Frédéric Bailliodz, négociant de Lille, qui avait reçu pour le changer, du sieur Chevalier, négociant d'Alicante, un billet de 1,000 livres de la Caisse d'Escompte, reconnu faux, ladite plainte, consignée au procès-verbal du district des Filles-Saint-Thomas, des 15 et 16 juin.

15 septembre 1790.
Minutes et copie (12 p.), *A. N.*, Y 15218.

2943. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Simonneau de la fille Nannette Barode, cardeuse de matelas, qui avait cherché à négocier un faux billet de la Caisse d'Escompte, à elle remis dans ce but, avec quinze autres, par un prisonnier du Châtelet.

25 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15493.

2944.— Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Simonneau du sieur Antoine Magnien, domestique, qui avait présenté en payement au sieur Pierre Rousseau, bonnetier, rue Saint-Martin, un faux billet de la Caisse d'Escompte de 1,000 livres, et du sieur Augustin Gaullier, épicier, son complice, qui avait essayé de passer un pareil billet au sieur François Gentilhomme, maître d'armes, avec information d'office et sentence du 2e tribunal criminel, ordonnant l'audition de graveurs experts.

25, 26 octobre, 13 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 15493, Z3 49.

2945. — Procédure criminelle instruite par le 5e tribunal provisoire contre le sieur Simon Seriziat, qui avait donné en payement à la dame Angélique Legrand un billet de 1,000 livres de la Caisse d'Escompte, reconnu faux et annexé au dossier.

27 octobre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Z3 92.

2946. — Procès-verbal et information d'office par le commissaire Vanglenne au sujet d'un faux billet de 1,000 livres de la Caisse d'Escompte, que la femme Morin, blanchisseuse à la Rotonde du Temple, avait remis au sieur Pierre Boun, marchand de la Rotonde, pour le convertir en petits billets.

3, 20 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 16008.

2947.— Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Prestat des sieurs Joseph Durafour, dit Dufort, commis sans place, et François Berthet, valet de chambre, pour avoir donné en payement à un tailleur un billet faux de 1,000 livres de la Caisse d'Escompte, que ledit Dufort prétendait avoir trouvé dans un portefeuille, rue des Bons-Enfants.

26 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15301.

2948. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Prestat du sieur Paul de Marcou, bourgeois, prévenu de fabrication de faux billets de la Caisse d'Escompte, et du sieur Jean-Baptiste Collier, ex-employé aux vivres, son complice, sur la dénonciation des sieurs Guesnier et Valby, négociants.

3 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15301.

2949. — Lettre de M. Royer, commissaire du Roi près le 6e tribunal criminel, au ministre de la justice, déclarant qu'il n'existe aucun procès instruit par ce tribunal pour faux assignats, proprement dits, mais deux pour raison de faux billets de la Caisse d'Escompte, portant promesse d'assignats, l'un contre le sieur Jean-Baptiste Vauquelin, prisonnier à la Force, l'autre contre la fille Barode, cardeuse de matelas, incarcérée au Châtelet.

26 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, BB3 199.

2950. — Procédure criminelle instruite par le 2e tribunal provisoire contre les sieurs Moyse Delcampo, colporteur de merceries, Jacques Millier, marchand de bijouterie, et Oudard-François-Nicolas Dubiez d'Ignancourt, commandant de la garde nationale de Champigny, pour vol d'un portefeuille contenant 132,000 livres en billets de la Caisse d'Escompte au commis de Jacques Mallet, banquier.

Août 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Z^3 30.

2951. — Procédure criminelle instruite par le 1er tribunal provisoire contre le sieur Louis-Joseph Lambert, prévenu d'avoir présenté deux faux billets de la Caisse d'Escompte au sieur Moynier, marchand de toiles, à Saint-Denis.

Septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Z^3 11.

G. — ASSIGNATS (CIRCULATION DES)

2952.— Lettre des députés extraordinaires des manufactures et du commerce de France au président de l'Assemblée nationale, au sujet du mode de distribution des intérêts qui seront alloués aux assignats, proposé par la municipalité de Paris.

17 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, C 37, n° 320.

2953. — Lettre collective de négociants et manufacturiers de Sedan et Elbeuf à M. Bailly, demandant le cours forcé des assignats dans l'intérêt du commerce parisien.

10 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 38, n° 340bis.

2954. — Lettre du sieur Martin, démontrant l'avantage pour l'État de se libérer de ses dettes, pour lesquelles il paye des intérêts à 7 ou 8 0/0, par les assignats cotés à 3 0/0.

22 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 44, n° 660.

2955. — Procès-verbal de Jean-Baptiste Magin, huissier commissaire de police au tribunal municipal, constatant le refus, par le sieur Paillette, receveur des droits à la Halle aux vins, de tenir compte de l'intérêt à 3 0/0 dû sur les billets de Caisse.

7 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 71.

2956. — Adhésion de l'assemblée du district de Saint-Nicolas-du-Chardonnet à l'adresse des marchands de vin forains à l'Assemblée nationale, au sujet de l'ordre donné par la Ferme à ses préposés de recevoir les assignats et billets de Caisse, sans tenir compte des intérêts échus.

8 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 8, n° 71.

2957. — Lettre de M. Bailly à M. Anson, député à l'Assemblée nationale, relativement à un mémoire envoyé par les gardes des six corps des marchands, à l'effet de se plaindre du retard occasionné pour les assignats par le fait de l'endossement d'une seule personne.

9 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 1, n° 1bis.

2958. — Mémoire du sieur Labrouste sur les escomptes abusifs des assignats donnés en payement des rentes et intérêts dus par l'État.

10 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 46, n° 709.

2959. — Mémoire de M. Lorthior, graveur des médailles du Roi, à l'Assemblée nationale, au sujet de la substitution dans les planches d'assignats du portrait du Roi en taille-douce à celui qu'il avait exécuté en acier, opération aussi longue que dispendieuse, et du remplacement de l'ancienne bordure par une nouvelle, d'exécution inférieure.

30 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 45, n° 672.

2960. — Délibération de la section de Henri IV, demandant la création de nouveaux assignats avec cours forcé, sans intérêt, pour l'acquit des dettes de l'État, notamment d'assignats de 100, 50 et 25 livres, afin de parer à la disette du numéraire.

9 août 1790.
Extrait collationné, *A. N.*, D VI 8, n° 69.

2961. — Déclaration du sieur Thuillier, maître menuisier, reçue par le comité du district Saint-Laurent, au sujet de deux assignats à lui donnés en payement, dépourvus de numéro et de signature, et paraissant avoir été soustraits chez l'imprimeur, avec lettre d'envoi du département de police.

19 août 1790.
Copie conforme et minute (2 p.), *A. N.*, D VIII 2, n° 3.

2962. — Délibération de la section des Invalides et adresse à l'Assemblée nationale, proposant, en vue de la liquidation des dettes de l'État, l'émission d'assignats-monnaie, sans intérêt, à cours forcé, avec coupures de 100, 48, 36 et 24 livres pour les besoins de l'industrie et du commerce.

31 août 1790.
Minute signée et copie conforme (2 p.), *A. N.*, D VI 46, n° 698.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 435.

2963. — Arrêté de la section du Louvre, votant l'émission de nouveaux assignats pour l'acquit de la dette publique, sans intérêt, à cours forcé, et la création de coupures de 100, 50 et 25 livres pour suppléer à la disette du numéraire.

1er septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2964. — Lettre de M. Bailly à M. Anson, député à l'Assemblée nationale, à l'effet de transmettre une lettre du sieur Viger, régisseur des étapes, proposant de remédier à la disette du numéraire au moyen de billets délivrés par les sections en échange d'assignats.

1er septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 1, n° 1bis.

2965. — Délibération de la section de la Place-Louis XIV relative à l'émission de nouveaux assignats, à cours forcé, sans intérêt, comprenant des petits billets de 100, 50 et 25 livres pour obvier à la disette des espèces, avec monnaie de billon proportionnelle.

6 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2966. — Délibération de la communauté des gantiers, boursiers et ceinturiers, approuvant l'émission des nouveaux assignats à partir de 25 livres.

7 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 46, n° 709.

2967. — Arrêté de la section de la Halle-aux-Blés, portant vœu pour une émission de 2 milliards d'assignats, sans intérêt, avec petits billets de 100, 50 et 25 livres, en commençant par ceux de 25 livres, et pour la vente immédiate des domaines nationaux.

7 septembre 1790.
Imprimé, avec additions manuscrites, et lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2968. — Arrêté de la section des Postes, demandant l'émission de nouveaux assignats, sans intérêt, à cours forcé, divisés en billets de 1,000, 300, 200, 100, 50, 25 et 10 livres, et la création de monnaie de billon jusqu'à concurrence de 40 millions.

7 septembre 1790.
Expédition conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 69.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. XXIX, n° 407, p. 11.

2969. — Délibération de la corporation des tanneurs-corroyeurs et mégissiers, approuvant l'émission de nouveaux assignats pour liquider la dette publique, sans intérêt, mais non à cours forcé pour le commerce, applicables seulement au payement des biens domaniaux ecclésiastiques.

7 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 70.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. XXIX, n° 407, p. 11.

2970. — Délibération de la section du Marché-des-Innocents, réclamant une émission suffisante d'assignats pour le remboursement de la dette exigible, émission qui comprendrait un certain nombre de petits billets de 100, 50 et 25 livres, et l'établissement d'une caisse patriotique pour l'échange des billets de 25 livres.

9 septembre 1790.
Extrait signé, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2971. — Adhésion par la section du Temple aux arrêtés des sections de la Halle-aux-Blés et du Louvre pour l'émission de nouveaux assignats à cours forcé, sans in-

térêt, avec des coupures de 100, 50 et 25 livres, afin de suppléer à la disette des espèces.

9 septembre 1790.
Extrait signé, *A. N.*, D VI 45, n° 689.

2972. — Délibération de la section du Roule, adoptant la proposition de M. Mirabeau l'aîné, de l'abbé Gouttes, de M. de Gouy et autres députés, relative à l'émission de 1,900 millions d'assignats-monnaie, sans intérêt, pour le remboursement de la dette publique.

9 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 8, n° 69.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. XXIX, n° 407, p. 11.

2973. — Délibération de la section de la rue Poissonnière, demandant une émission d'assignats, surtout de petits billets de 100, 50, 25 et 12 livres 10 sols.

9 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 69.

2974. — Délibération de la section de Notre-Dame et adresse concernant l'émission d'assignats pour le remboursement de la totalité de la dette nationale exigible et l'acquit des domaines nationaux, sans admettre de fractions inférieures à 50 livres, ainsi que la fabrication de monnaie de billon pour 60 millions.

9 septembre 1790.
Imprimé et minute (2 p.), *A. N.*, D VI 8, n° 69.

2975. — Envoi par le président de la section des Enfants-Rouges, à l'Assemblée nationale, d'un mémoire relatif aux assignats.

10 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2976. — Délibération de la section de la Place-Vendôme, manifestant son opinion en ce qui touche le remboursement de la dette publique au moyen d'assignats-monnaie, l'émission de billets depuis 200 livres jusqu'à 25 livres, et la fabrication de monnaie de billon de 5 sols, 2 sols, 1 sol 6 deniers et de 1 sol pour une somme proportionnelle aux assignats inférieurs à 200 livres.

10 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 69.

2977. — Arrêté de la section du Théâtre-Français, chargeant deux de ses membres de présenter au Comité des finances son vœu pour l'émission d'assignats-monnaie sans intérêt, fractionnés jusqu'à 25 livres, et pour la fabrication de monnaie de billon.

10 septembre 1790.
Placard imprimé, *A. N.*, D VI 8, n° 69.

2978. — Arrêté de la section de Bondi, demandant la création de nouveaux assignats pour une somme équivalente à celle de la dette exigible, sans intérêt, à cours forcé, et le retrait des 400 millions d'assignats précédemment créés, portant intérêt, pour n'avoir qu'une seule espèce d'assignats.

11 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 69.

2979. — Délibération de la section de Bonne-Nouvelle, exprimant son vœu pour l'émission d'une quantité d'assignats forcés et sans intérêt, égale au montant de la dette exigible, avec coupures de 6, 12, 24, 50, 100 livres et au-dessus, ainsi que pour la fabrication de 30 millions au moins de billon.

13 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2980. — Adresse de la section du Palais-Royal à l'Assemblée nationale, demandant l'émission d'assignats forcés pour la totalité de la dette exigible, dont 400 millions en petits billets de 100, 50, 25 et 12 livres 10 sols, et la fabrication de nouvelle monnaie de billon pour la valeur de 30 millions.

13 septembre 1790.
Minute signée, avec nomination de commissaires chargés de remettre l'adresse, et lettre du président de la section (3 p.), *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2981. — Délibération de la section des Quatre-Nations, exprimant son vœu pour une nouvelle émission d'assignats égale au montant de la dette exigible, à cours forcé, sans intérêt, de plus petites sommes possibles, et pour la fabrication de monnaie de billon au moyen de la fonte des cloches.

13 septembre 1790.
Extrait signé, *A. N.*, D VI 8, n° 69.

2982. — « Opinions des entrepreneurs et fournisseurs des Bâtiments du Roi, de l'administration des carrières et des Bâtiments de la Reine, créanciers de l'État pour 20 millions, offrant d'accepter la liquidation de leurs créances en assignats. »

15 septembre 1790.
Copie et imprimé (2 p.), *A. N.*, D VI 46, n° 709; D VI 8, n° 70.

2983. — Arrêté de la section des Arcis, exprimant le vœu qu'il soit émis des assignats pour l'acquit de la dette exigible, partie en petits billets, fabriqué une certaine quantité de billon et pris des mesures pour l'extinction successive des assignats.

15 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 70; D VI 44, n° 666.

2984. — Délibérations des sections du Ponceau et des Gravilliers, demandant l'émission de 2 milliards 500 millions d'assignats pour le remboursement des offices et l'acquit des charges de l'État, notamment de la dette de la Caisse d'Escompte, et la création de petits billets de 48, 24, 12 et 6 livres.

16 septembre 1790.
Extrait conforme et imprimé (2 p.), *A. N.*, D VI 44, n° 660; D VI 8, n° 69.

2985. — Arrêté de la section de la Croix-Rouge, suppliant l'Assemblée nationale de décréter l'émission d'assignats-monnaie sans intérêt, à cours forcé, avec des coupures de 200, 100, 50, 25 et 12 livres, la mise en vente des domaines nationaux, payables exclusivement en assignats, et la fonte préalable de monnaie de billon, notamment de pièces de 5 sols et de 2 sols 6 deniers.

16 septembre 1790.
Copie collationnée avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, D VI 8, n° 69.

2986. — Délibération de la section de la Bibliothèque, déclarant non seulement utile, mais nécessaire, une nouvelle émission d'assignats-monnaie sans intérêt, à cours forcé, pour le remboursement de la dette exigible, et la mise en circulation de petits billets.

16 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 69.

2987. — Délibération de la section de la Fontaine-Montmorency, estimant nécessaires l'émission d'assignats-monnaie sans intérêt, à cours forcé, subdivisés de 1,000 livres à 50 livres seulement, et la fabrication de pièces de billon de 30, de 15 et de 10 sols.

16 septembre 1790.
Copie collationnée, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2988. — Délibération de la section du Luxembourg, exprimant le vœu qu'il soit créé des assignats pour le remboursement de la dette publique, à cours forcé, sans intérêt, subdivisés en billets de 1,000, 300, 200, 100, 50 et 25 livres, et fabriqué de la monnaie de billon autant qu'il sera possible.

17 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2989. — Délibération de la section de la Fontaine-de-Grenelle, portant que les nouveaux assignats, subdivisés en billets de 100 à 24 livres, devront être employés de préférence à l'extinction de la dette publique, jusqu'à concurrence de 100 millions, et qu'il sera fabriqué une quantité de billon suffisante pour échanger les assignats de 24 livres.

17 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2990. — Adhésion de la section de l'Arsenal à l'arrêté de la section des Thermes-de-Julien, relatif aux assignats-monnaie.

21 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2991. — Délibération de la section de Popincourt, demandant la création de nouveaux assignats, à cours forcé, sans intérêt, pour liquider la totalité de la dette exigible, avec coupures de 6, 12, 24, 48, 100, 200, 300 et 1,000 livres, la fabrication de monnaie de billon et des mesures pour empêcher la contrefaçon des assignats.

21 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2992. — Délibération de la section de la rue de Montreuil, décidant de n'émettre aucun vœu particulier sur l'utilité et la né-

cessité des assignats et de s'en rapporter à la sagesse de l'Assemblée nationale.

21 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 1, n° 1.

2993. — Arrêté de la section des Tuileries, à l'effet d'obtenir l'émission de nouveaux assignats-monnaie pour la liquidation de la dette publique, comprenant des billets de 100, 50, 25 et 10 livres, et la fabrication de monnaie de billon en pièces de 5, de 10, de 15 et de 20 sols.

21 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 45, n° 689.

2994. — Adhésion de la section Beaubourg à la délibération de la section des Arcis pour l'émission de nouveaux assignats, et nomination de commissaires chargés de transmettre ce vœu au Comité des finances.

22 septembre 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, D VI 8, n° 70; D VI 44, n° 660.

2995. — Délibération de la section de l'Ile, déclarant avantageuse l'émission de nouveaux assignats, à cours forcé, sans intérêt, avec coupures de 100, 50 et 25 livres, et demandant l'annulation des assignats donnés en payement des biens nationaux, en présence des acquéreurs, ainsi que la fabrication de monnaie de billon pour 50 millions.

22 septembre 1790.
Extrait signé, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2996. — Adhésion de la section de Sainte-Geneviève à l'arrêté de la section des Thermes-de-Julien, pour l'émission de nouveaux assignats, avec petites coupures, destinés à éteindre la dette publique.

22 septembre 1790.
Expédition conforme, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

2997. — Délibération de la section du Roi-de-Sicile, demandant l'émission de nouveaux assignats, à cours forcé, comportant des coupures de 100, 50, 25 livres et audessous, au gré de l'Assemblée nationale, et la fabrication de monnaie de billon.

23 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 44, n° 660.

2998. — Délibération de la section de la Grange-Batelière, demandant l'émission de nouveaux assignats jusqu'à concurrence de la dette exigible, subdivisés en billets de 1,000, 300, 200, 100, 50, 25 et 6 livres, en commençant par ceux de 100 livres et au-dessous, l'établissement de bureaux d'échange au pair des gros assignats contre des petits et des petits contre des espèces, enfin la fabrication de 50 millions de monnaie de billon.

23 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 44, n° 660.

2999. — Lettre de M. Regnault, commissaire et vice-président de la section de l'Arsenal, proposant l'établissement de bureaux d'échange pour les assignats.

30 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 51, n° 1489.

3000. — Offre de M. David, graveur, membre des Académies de Berlin et de Rouen, demeurant rue des Cordeliers, à l'Assemblée nationale, de se charger de toutes les gravures en taille-douce relatives aux assignats décrétés le 29 septembre, sans rien exiger au delà de ses débours.

16 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 45, n° 689.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XIX, p. 669.

3001. — Mémoire de M. Anisson-Duperron, directeur de l'imprimerie Royale, pour se justifier de toute accusation de prévarication qu'on pourrait porter contre lui en raison de son offre d'imprimer à l'imprimerie Royale pour 100,000 livres les 3 millions 60,000 assignats, tandis que M. Didot propose de s'en charger pour 22,000 livres.

2 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 47, n° 723.

3002. — Lettre de M. Bailly à M. de Montesquiou, président du Comité des finances, lui adressant le sieur Tréchard, sculpteur-graveur médailliste du cabinet du prince Henri de Prusse, inventeur d'une planche mécanique pour l'impression des assignats, qui rendrait impossible toute contrefaçon, avec lettre du sieur Tréchard à l'appui.

2 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 1, n° 1bis.

3003. — Lettre de M. Bailly à M. de Montesquiou, président du Comité des finances, lui annonçant qu'il soumettra au Conseil municipal le projet de M. de Beaumarchais pour la conversion des assignats en autres billets de 50 sols et de 100 sols.

7 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 1, n° 1bis.

3004. — Registre du dépôt par le directeur de l'imprimerie Royale, M. Anisson-Duperron, des poinçons, matrices, formes et papiers ayant servi à la création des 400 premiers millions d'assignats décrétés.

12 novembre 1790.
Original, *A. N.*, F*30 1.
Ed. *Musée des Archives nationales*, p. 711.

3005. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, au président du Comité des finances, appelant son attention sur les querelles que font naître dans les marchés et sur les ports les coupons détachés d'intérêts d'assignats.

4 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D VIII 2, n° 3.

3006. — Discours de M. Pécoul sur l'opération des assignats, lu à l'assemblée générale de la section des Tuileries, avec délibération prise en conséquence.

Sans date (1790).
Imprimé, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

3007. — Observations des représentants du commerce, des manufactures ainsi que des arts et métiers de la ville de Paris, sur les avantages ou les inconvénients de l'émission des nouveaux assignats.

Sans date (1790).
Minute signée, *A. N.*, D VI 44, n° 660.

3008. — Pétition des manufacturiers, entrepreneurs et négociants de Paris, surtout des faubourgs Saint-Marcel et Saint-Antoine, à l'effet d'obtenir la création d'assignats de 6 livres, pour parer à l'insuffisance du numéraire, et la fabrication de monnaie de billon proportionnelle aux assignats de petite valeur.

Sans date (1790).
Minute et copie (2 p.); *A. N.*, D VI 44, n° 660.

3009. — Lettre du sieur Mary, graveur, quai de l'Horloge, faisant ses offres de service pour la fabrication des petits assignats, qui doivent atteindre un haut degré de perfection afin d'en empêcher la contrefaçon.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D VI 7, n° 58.

3010. — Observations du sieur Bournisien sur le papier-monnaie et les assignats.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 70.

3011. — Certificats délivrés par les sections de Paris aux entrepreneurs et fabricants, pour constater le nombre de leurs ouvriers, en vue de l'échange des assignats contre du numéraire, afin de faciliter le payement des salaires.

1790-1791.
Minutes (44 cartons).
Section des Feuillants, *A. N.*, F30 1009.
Section de Saint-Philippe-du-Roule, *A. N.*, F30 1010, 1011.
Section du Palais-Royal, *A. N.*, F30 1012.
Section de la Bibliothèque, *A. N.*, F30 1013.
Section de la Grange-Batelière, *A. N.*, F30 1014.
Section du Louvre, *A. N.*, F30 1015.
Section de l'Oratoire, *A. N.*, F30 1016.
Section de la Halle-aux-Blés, *A. N.*, F30 1017.
Section Bonne-Nouvelle, *A. N.*, F30 1018.
Section de la Fontaine-Montmorency, *A. N.* F30 1019.
Section de la Place-Louis XIV, *A. N.*, F30 1020.
Section Mauconseil, *A. N*, F30 1021.
Section des Innocents, *A. N.*, F30 1022.
Section des Lombards, *A. N.*, F30 1023.
Section Beaubourg, *A. N.*, F30 1024.
Section des Quinze-Vingts, *A. N.*, F30 1029.
Section des Gravilliers, *A. N.*, F30 1031, 1032.
Section du Ponceau, *A. N.*, F30 1034, 1036.
Section du Faubourg-Montmartre, *A. N.*, F30 1037.
Section Poissonnière, *A. N.*, F30 1038.
Section du Temple, *A. N.*, F30 1039.
Section Popincourt, *A. N.*, F30 1040.
Section de la rue de Montreuil, *A. N.*, F30 1041.
Section du Faubourg-Saint-Denis, *A. N.*, F30 1042.
Section des Enfants-Rouges, *A. N.*, F30 1043.
Section du Roi-de-Sicile, *A. N.*, F30 1044.
Section de la Place-Royale, *A. N.*, F30 1045.

Section de l'Arsenal, *A. N.*, F^{30} 1046.
Section de l'Ile-Saint-Louis, *A. N.*, F^{30} 1047.
Section Henri IV, *A. N.*, F^{30} 1049.
Section des Invalides, *A. N.*, F^{30} 1049.
Section de la Fontaine-de-Grenelle, *A. N.*, F^{30} 1050.
Section des Quatre-Nations, *A. N.*, F^{30} 1051.
Section du Théâtre-Français, *A. N.*, F^{30} 1052.
Section de la Croix-Rouge, *A. N.*, F^{30} 1053.
Section du Luxembourg, *A. N.*, F^{30} 1054.
Section des Thermes-de-Julien, *A. N.*, F^{30} 1055.
Section de Sainte-Geneviève, *A. N.*, F^{30} 1056.
Section de l'Observatoire, *A. N.*, F^{30} 1057.
Section du Jardin-des-Plantes, *A. N.*, F^{30} 1058.
Section des Gobelins, *A. N.*, F^{30} 1060.

3012. — Bordereau des assignats remis par les sections à la caisse de M. de La Marche pour l'échange de la petite monnaie.

1791.
Imprimés remplis (3 cartons), *A. N.*, F^{30} 1059, 1061, 1062.

3013. — Demandes de numéraire faites par les commissaires des pauvres et par les curés de Paris, pour les pauvres de leurs paroisses.

1790-1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, F^{30} 1027.

3014. — Demandes de numéraire formées par les municipalités suburbaines et par les entrepreneurs ou maîtres ouvriers de la banlieue.

1790-1791.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, F^{30} 1030, 1093.

3015. — Adresse à l'Assemblée nationale au nom d'une société financière, proposant de faire le change des assignats en petits billets de 3, 6 et 12 livres, avec un dixième en numéraire.

9 janvier 1791.
Minute signée, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, C 128, n° 435.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 100.

3016. — Lettre accompagnant l'envoi d'un arrêté de la section de la Bibliothèque relatif à la conservation des coupons d'assignats en circulation, et provoquant une délibération de la section du Palais-Royal sur cet objet.

13 janvier 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 238.

3017. — Lettre du sieur Bourdeaux au président de l'Assemblée nationale, envoyant un mémoire concernant la circulation des assignats.

17 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 7, n° 58.

3018. — Pétition de la section de Mauconseil à l'Assemblée nationale pour obtenir l'émission d'assignats de 25 livres jusqu'à concurrence de 60 millions, en diminuant d'autant la fabrication de ceux de 2,000 livres.

28 janvier 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 1, n° 1 bis.

3019. — Mémoire du sieur Joseph Duplain, proposant l'achat par le gouvernement, moyennant 1 million, de son secret pour le transport, sans aucun risque, des assignats

11 février 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 7, n° 59.

3020. — Lettres et mémoires de M. Vente, fermier général, à l'effet d'obtenir la remise par le Trésor de petits assignats et l'autorisation d'acheter des écus pour le marché de la Vallée, afin d'assurer le service des caisses de la marée et de la volaille, ainsi que le payement des appointements des employés.

1er mars-6 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{4} 1301.

3021. — Pétition du sieur Hallon, graveur général du droit sur les cartes à jouer, à l'Assemblée nationale, faisant l'offre d'un procédé pour mettre les effets et assignats à l'abri de la contrefaçon.

9 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 7, n° 59.

3022. — Mémoire du sieur Dubu de Longchamp à l'Assemblée nationale, proposant une machine contenue dans un coffre pour assurer le transport des assignats, avec lettre d'envoi.

10 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 7, n° 58.

3023. — Mémoire du sieur R. Azevedo au Comité des finances, à l'occasion du refus par le trésorier de l'Extraordinaire de rembourser des coupons détachés d'assignats de la création de 400 millions, avec lettre du commissaire du Roi à la Caisse de l'Extraordinaire, adressée audit Azevedo et motivant ce refus.

21 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 7, n° 58.

3024. — Arrêté de la section de Henri IV, décidant l'envoi d'une députation au Comité de constitution pour y exprimer le vœu que l'émission de petits assignats, demandée par M. Rabaut-Saint-Étienne, soit effectuée.

27 avril 1791.
Extrait collationné, *A. N.*, D IV 3, n° 21.

3025. — « Discours de l'ombre d'Honoré Riquetti-Mirabeau à ses collègues de l'Assemblée nationale sur les assignats, » par Sarot, ancien avocat, de la section des Thermes.

28 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 7, n° 58.

3026. — Délibération de la section des Enfants-Rouges, exprimant son vœu pour la création de petits assignats, indispensables en vue de la circulation du numéraire, qui seuls pourront être échangés contre de la menue monnaie.

2 mai 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, D VI 7, n° 58.

3027. — Pétition du sieur Lambert, boulanger, contre la création des petits assignats, très préjudiciable aux petits commerçants.

2 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX 84.

3028. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant d'établir auprès du greffe du tribunal du 2e arrondissement, un poste pour sauvegarder le dépôt des poinçons, matrices et planches de billets de la Caisse d'Escompte et promesses d'assignats.

14 mai 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 155.

3029. — Déclaration du sieur Dubertel, marchand de vin traiteur aux Champs-Élysées, portant qu'un particulier, nommé Gysbert Steen, trésorier de la commission de la guerre d'Amsterdam, lui avait laissé, faute de numéraire, un assignat de 50 livres pour acquitter une dépense de 11 livres, avec lettre du sieur Gysbert Steen, demandant l'établissement d'un bureau pour le change des assignats, à 4 0/0 de perte.

18 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 7, n° 58.

3030. — Mémoire de M. Jean-Baptiste-Louis de la Tournelle, mestre de camp, proposant la création d'assignats métalliques afin de remédier à l'agiotage.

19 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 7, n° 59.

3031. — Lettre du directoire du Département à M. de Lessart, ministre de l'intérieur, accompagnant l'envoi d'un arrêté du Département, en date du 17 mai, concernant l'établissement dans chaque section d'un bureau d'échange des assignats contre des espèces ou des espèces contre des assignats et la fixation du cours de l'argent, qui sera faite chaque jour par un commissaire dans chaque section.

25 mai 1791.
Original signé et extrait conforme (2 p.), *A. N.*, F4 1059.

3032. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, annonçant la prochaine création de bureaux d'échange des assignats contre de l'argent, qui seront placés sous la surveillance de la garde nationale pour éviter toute espèce de troubles, et accusé de réception par M. de Lafayette.

25 mai 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, AFII 48, n° 167.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 155, 156.

3033. — Lettre de M. Beyerlé, ancien conseiller au Parlement de Nancy, à l'Assemblée nationale, proposant un remède au discrédit des assignats et à la rareté du numéraire.

27 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 7, n° 59.

3034. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui transmettant le vœu, exprimé par les administrateurs de la Caisse patriotique pour l'échange des assignats contre des petits billets, à l'effet d'obtenir quatre gardes-suisses qui seraient chargés de la police intérieure, et la permission de recourir, en cas de besoin, aux postes voisins de garde nationale, avec réponse de M. Bailly à la lettre des administrateurs.

28, 29 mai 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 156, 157.

3035. — Lettre de M. Bailly à M. d'Affry, colonel des gardes-suisses, demandant, au nom des administrateurs de la Caisse patriotique pour l'échange des assignats contre des petits billets, quatre soldats de son régiment, destinés à la police intérieure de leur établissement.

29 mai 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 158.

3036. — Lettre du sieur de La Marche, premier commis du Trésor, aux commissaires de la section des Invalides, relativement à l'institution de caisses pour l'échange gratuit des assignats, les priant de veiller à ce que leurs distributions ne fassent pas double emploi avec celles du Trésor public.

1er juin 1791.
Original signé, *A. N.*, F³ II, Seine, 49.

3037. — Pétition d'un grand nombre de citoyens de la ville de Paris, au sujet de l'émission de 100 millions de petits assignats de 5 livres, décrétée par l'Assemblée nationale, et des mesures à prendre pour empêcher l'agiotage, avec lettre d'envoi de cette pétition par la section de Bondi au directoire du Département de Paris.

4, 18 juin 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F³⁰ 1098.

3038. — Lettres de M. Ballé, président du comité de la section du Louvre, à M. de Lessart, appelant son attention sur la délivrance de petits assignats aux maîtres et ouvriers de cette section qui ont besoin de changer des assignats de 50 livres, avec accusé de réception, avis imprimé aux citoyens de la section et réponse des commissaires de la Trésorerie nationale à M. de Lessart, déclarant qu'il est impossible de faire, en faveur de la section du Louvre, une exception qui amènerait les réclamations d'autres sections, et que d'ailleurs, la fabrication des assignats de 5 livres suffit à peine aux besoins de la Trésorerie.

6, 10 juin, 30 juillet 1791.
Originaux signés et placard imprimé (5 p.), *A. N.*, F⁴ 1059.

3039. — Lettre des administrateurs de la Caisse patriotique à M. Bailly, demandant main-forte, vu l'affluence et le nombre des mécontents.

7 juin 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 160.

3040. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que la Municipalité de Paris désignera une caisse pour l'échange des assignats de 5 livres contre de la menue monnaie, et ouvrant un bureau spécial pour les chefs d'ateliers des manufactures.

18 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, C 74, n° 727.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1791, p. 196.

3041. — Mandats de la caisse établie par le département de Paris, en exécution du décret de l'Assemblée nationale, du 18 juillet 1791.

1791.
Imprimés remplis (2 liasses), *A. N.*, F³⁰ 1066, 1073.

3042. — Lettre du maire de Paris et du département des subsistances à M. de Lessart, portant envoi d'un mémoire présenté à la Municipalité par les marchands de bois pour l'approvisionnement de Paris, qui demandent un secours de 10,000 livres par semaine, en assignats de 5 livres contre de gros assignats, pour remédier à la rareté du numéraire, avec réponse, renvoyant aux commissaires de la Trésorerie nationale.

25 juillet 1791.
Originaux signés et minute (3 p.), *A. N.*, F⁴ 1059.

3043. — Lettre du procureur de la Commune au Comité des finances, se plai-

gnant de la difficulté qu'éprouvent les habitants de Paris pour l'échange des petits assignats qu'ils doivent présenter par unités à une seule et unique caisse établie à l'une des extrémités de Paris, et de l'insuffisance des 200,000 livres de monnaie mises chaque semaine à la disposition de la capitale.

1er août 1791.
Minute signée de M. Desmousseaux, *A. N.*, D VI 8, n° 72.

3044. — Réponse du président de l'Assemblée nationale à la pétition de citoyens de Paris sur les moyens propres à rendre plus efficaces les dispositions décrétées relativement à l'émission des assignats et de la petite monnaie.

3 août 1791.
Minute, *A. N.*, C 75, n° 746.
Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXV, n° 724, p. 3.

3045. — Requête du sieur Thibouret, citoyen actif, rue Saint-Antoine, demandant le retrait des gros assignats et leur remplacement par des petits assignats pour couper court à l'agiotage.

5 août 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 71.

3046. — Adresses de MM. Blanchard, papetier, et Doré, huissier-commissaire de la Ville, à l'Assemblée nationale et à la Municipalité, proposant, pour suppléer au défaut de numéraire, l'émission de petits billets, qui seraient hypothéqués sur des biens-fonds acquis avec les assignats provenant de l'échange de ces billets.

5 août 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{15} 247.

3047. — Lettre des payeurs des rentes à l'Assemblée nationale, à l'effet de se justifier des inculpations qui pèsent sur eux en raison du trafic qu'ils feraient des petits assignats de 5 livres.

6 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 77, n° 761.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXVI, n° 727, p. 1.

3048. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, pour retirer le poste établi rue Sainte-Avoye, au bureau de M. de La Marche, chargé de la distribution des petits assignats et de la menue monnaie, que la Municipalité fera distribuer à l'avenir par les quarante-huit sections.

8 août 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3049. — Lettre des administrateurs au département de police au comité de la section des Invalides, le prévenant qu'une somme de 125 livres est mise à sa disposition pour servir à l'échange des assignats de 5 livres ou billets de la Caisse patriotique, et que la distribution devra être inscrite sur un registre.

9 août 1791.
Original signé, *A. N.*, F^3 II, Seine, 49.

3050. — Lettre de M. de La Marche aux commissaires de la section des Invalides, les priant de lui faire connaître le mode de distribution par eux adopté pour en aviser le ministre des contributions publiques.

11 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, F^3 II, Seine, 49.

3051. — Journal de distribution de la caisse d'échange dirigée par M. de La Marche, en faveur des sections de la capitale.

17, 23 août 1791.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, F^{30} 1094.

3052. — Circulaire des administrateurs de la Caisse patriotique aux commissaires de la section des Invalides, annonçant l'émission de nouveaux billets de 50 sols, qui seront distribués concurremment avec les billets de 5, 10, 20 et 25 livres, communiquant les dix signatures qui se trouveront sur ces billets et rappelant que la Caisse donne à bureau ouvert contre ses billets des assignats de 50 et de 100 livres.

23 août 1791.
Imprimé, avec signature et additions manuscrites, *A. N.*, F^3 II, Seine, 49.

3053. — Circulaire de M. de La Marche au comité de la section des Invalides, déclarant que les billets patriotiques échangés provisoirement avec les assignats de 100 sols

contre la monnaie de cuivre seront désormais refusés par le Trésor.

1er septembre 1791.
Imprimé signé, *A. N.*, F³ II, Seine, 49.

3054. — Invitation de la Société des Amis de la constitution, dite des Nomophiles, séante au marché Sainte-Catherine, aux autres sociétés pour prendre, de concert avec elle, des mesures au sujet de l'émission considérable de billets faite par des compagnies et particuliers en échange des assignats.

10 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 72.

3055. — Pétition du sieur Concedieu, citoyen de la section de l'Arsenal, ex-président de la Société des Nomophiles, exposant ses vues au sujet de l'échange des assignats contre des billets, et demandant que la Municipalité n'autorise que six caisses d'échange, une par arrondissement.

17 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 8, n° 72.

Concedieu, contrôleur au Mont-de-Piété, devint membre de la Commune insurrectionnelle du 10 août, puis administrateur du département de Paris; enveloppé dans les poursuites dirigées contre les Dantonistes, il fut incarcéré le 12 floréal an II et mis en liberté au 9 thermidor.

Cf. MORTIMER TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 454.

3056. — Mémoire des officiers municipaux, signalant à l'Assemblée nationale les graves inconvénients de la circulation de billets de confiance, émis par des particuliers ou des associations entièrement inconnus.

24 septembre 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, C 82, n° 808.

3057. — Lettre de M. Tarbé, ministre des contributions publiques, à M. Bailly, déclarant que l'approche de l'hiver et la nécessité de faciliter l'achat des approvisionnements de bois et charbons l'obligent à réduire provisoirement à 4,000 livres par jour le numéraire mis à la disposition des sections chargées d'en faire la distribution.

26 septembre 1791.
Copie, *A. N.*, F³ II, Seine, 49.

3058. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, transmettant un mémoire rédigé par le Corps municipal sur la circulation des billets particuliers, destinés à être échangés contre des assignats, et demandant le renvoi de ce mémoire aux Comités des finances et des monnaies.

27 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 82, n° 808.

3059. — Lettre de M. de La Marche aux membres de la section des Invalides, les invitant à suspendre les distributions d'assignats, eu égard aux besoins pressants qu'il doit satisfaire, tant au bénéfice du commerce que des ateliers publics de la capitale, besoins qui se sont accrus à la suite du décret du 20 septembre.

6 octobre 1791.
Minute signée, *A. N.*, F³ II, Seine, 49.

3060. — Mémoires, plans et projets des sieurs Dubu de Longchamps, Guerrissot, De la Berge, Charmat, relatifs à la fabrication des assignats, leur cours, leur rapport avec le numéraire et la création de monnaie métallique.

1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D VI 7, n° 58.

3061. — Pétition de citoyens des sections de la Croix-Rouge, Mauconseil et des Postes à l'Assemblée nationale, pour signaler l'agiotage auquel donne lieu l'échange des petits assignats et demander que la part revenant à la capitale dans l'émission des 100 millions d'assignats de 5 livres soit remise aux comités des sections, avec une quantité proportionnelle de monnaie de cuivre.

Sans date (1791).
Minute, avec signatures, *A. N.*, D VI 8, n° 72.

3062. — Offre du sieur Ponce, auteur des figures de la Bible, d'Homère, des Illustres français, de graver en taille-douce chacune des planches des nouveaux assignats, pour 10 livres au lieu de 20 qu'ont coûté les planches des premiers assignats, que M. Damour, son imprimeur, se chargera de tirer pour 6 livres par cent.

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, D VI 1, n° 1.

H. — CONTREFAÇON DES ASSIGNATS

3063. — Procès-verbal dressé par le commissaire Boin contre la femme Marie Gros, qui avait offert en payement au sieur Jean-Jacques Salé, marchand mercier, rue de la Vieille-Bouclerie, un assignat rouge de 1,000 livres, reconnu faux, en raison des différences notables constatées dans la figure du Roi, dans les armes, dans le cadre ainsi que dans les transparents et la nature du papier.

25 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11208.

3064. — Procès-verbaux de perquisition, par le commissaire Picard-Desmarest et interrogatoire des nommés Roussel et Bernard, prisonniers à la Force, prévenus de falsification de billets de la Caisse d'Escompte et de fabrication de faux assignats, avec information et description de pièces à conviction.

28 novembre, 3, 24 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15101.

3065. — Éclaircissements sur les faux billets de caisse fabriqués à l'hôtel de la Force, mémoire par le sieur Sarot, avocat.

21 décembre 1790.
Imprimé, *A. N.*, BB³ 199.

3066. — État sommaire des procès relatifs à la fabrication des faux assignats ou billets, pendant au 5ᵉ tribunal criminel, envoyé par M. Cellier, commissaire du Roi près ce tribunal.

19 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB³ 198.

3067. — Lettres de M. Royer, commissaire du Roi près le 6ᵉ tribunal criminel provisoire, au ministre de la justice, envoyant l'état sommaire des délits de faux billets, dont est saisi le 6ᵉ tribunal criminel provisoire.

19 janvier, 26 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, BB³ 198, 199.

3068. — Dénonciation par le sieur Nicolas Mesnil, au Comité des recherches, de fabrication de faux assignats de 1,000 livres et d'une autre de faux assignats de 200 livres dans les prisons du Châtelet.

5 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXᵇ 33, nº 339.

3069. — Déclaration de la dame de Baron, lingère, reçue à la section de l'Arsenal, au sujet d'une promesse d'assignats fausse de 300 livres, à elle remise en payement de marchandises par deux dames.

25 février 1791.
Copie conforme, *A. N.*, D VI 12, nº 118.

3070. — Correspondance de M. Lamy de la Chapelle, commissaire du Roi près le tribunal de Limoges, avec le ministre de la justice, au sujet de l'arrestation du sieur Etienne Bordier, ingénieur géographe, prévenu de fabrication de faux assignats, et au sujet de sa translation à Paris, avec réponses du ministre.

12 avril-21 octobre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, BB³ 199.

3071. — Décret de l'Assemblée nationale, chargeant le tribunal du 1ᵉʳ arrondissement de Paris d'instruire le procès pour fabrication de faux assignats des sieurs Lamievette, Dunand, Vidaud, Bordier, Phélipponneau et Simoneau.

3 mai 1791.
Minute, *A. N.*, C 67, nº 666.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mai 1791, p. 9.

3072. — Décret de l'Assemblée nationale, accordant des gratifications à plusieurs citoyens qui ont dénoncé une fabrication de faux assignats.

5 mai 1791.
Minute de la main de Camus, *A. N.*, C 75, nº 731.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mai 1791, p. 72.

3073. — Lettre de M. Regnault, commissaire de police de la section des Thermes-de-Julien, au ministre de la justice, annonçant l'expédition de la procédure et le dépôt au greffe du tribunal du 1ᵉʳ arrondissement des pièces à conviction relatives à l'accusation de fabrication de faux

assignats, intentée aux sieurs Lamievette, Vidaud et consorts.

15, 28 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB³ 198.

3074. — Certificats émanant du tribunal du 2ᵉ arrondissement et du département de police de la Municipalité, à l'appui d'une requête présentée par l'agent Soltho, en vue d'obtenir une gratification pour avoir découvert et fait arrêter les sieurs Pantouk, d'Estrée, Doisy et Fleury, fabricateurs de faux assignats de 1,000 livres, dont la procédure était instruite au tribunal du 2ᵉ arrondissement, avec avis favorable du Comité des pensions.

19 mai 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D VI 8, nº 72.

3075. — Lettre de M. de La Huproye, ancien conseiller au Châtelet, au garde des sceaux, le renseignant sur l'affaire Roussel, prévenu d'avoir, de complicité avec le sieur Bernard, graveur, fabriqué de faux assignats de 1,000 livres au Châtelet, affaire qu'il avait été chargé d'instruire, et déclarant qu'il lui paraît équitable de lever le secret.

22 mai 1791.
Minute, *A. N.*, BB³ 199.

3076. — Lettre de M. Polverel, accusateur public près le tribunal du 1ᵉʳ arrondissement, à M. Richard, secrétaire du Comité des recherches, pour demander les pièces relatives aux contrefacteurs de Paris, en attendant celles qui concernent les contrefaçons faites à Londres et à Limoges, avec inventaire des pièces à lui remises.

28 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXᵇ 33, nº 343.

3077. — Suppliques d'Amable-Jean-Baptiste Vidaud au ministre de la justice, en faveur de son frère, Joseph-François Vidaud, accusé de fabrication de faux assignats et détenu à l'Abbaye, dont le procès n'est pas instruit, avec lettre de M. Polverel, accusateur public du tribunal du 1ᵉʳ arrondissement, expliquant les lenteurs forcées de l'instruction.

2, 28 juin, 15 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, BB³ 198.

3078. — Lettres de Nicolas-Joseph Watrin, concierge de la prison du Châtelet, au ministre de la justice, annonçant la réintégration du sieur Louis Blin, qui s'était évadé le 18 mai, et la découverte dans une chambre occupée par plusieurs prisonniers de petits outils et de trois planches, dont deux en cuivre et l'autre en bois, en partie gravées, pour faire de faux coupons d'assignats, outils et planches déposés au tribunal séant aux Petits-Pères, avec réponse du ministre, lettre à M. Lesueur, commissaire du Roi près ce tribunal, et réponse de M. Lesueur.

6, 20, 22 juin, 10 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, BB³ 198.

3079. — Lettre du ministre de la justice au président du Comité des recherches, lui transmettant un mémoire adressé, le 30 mai, par les sieurs Phélipponneau et Simoneau, arrêtés à Londres pour fabrication de faux assignats et détenus à Calais, qui demandent à être jugés par un tribunal compétent, avec le texte du mémoire.

14 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB³ 199.

3080. — Rapport du sieur Ferry, officier de garde au poste du Palais, constatant la découverte dans la chambre de la pistole de la Conciergerie, occupée par les nommés Lambert et Cochois, d'une planche de cuivre propre à faire des coupons d'assignats, cachée sous le chevet du lit, avec un cylindre pour la fabrication desdits coupons et du papier.

16, 17 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F⁴ 1059.

3081. — Lettre de M. Duport, ministre de la justice, à M. de Lessart, le priant de faire transférer à Paris, pour le jugement de son procès, le nommé Bordier, accusé de contrefaçon d'assignats, qui venait d'être ramené dans les prisons de Limoges, d'où il s'était évadé.

21 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, F⁴ 1013.

3082. — Lettre de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, au ministre de la justice,

en réponse à sa lettre, annonçant la translation du sieur Bordier, des prisons de Limoges, où il avait été réintégré après son évasion, en celles de la Force à Paris.

27 juin 1791.
Original, *A. N.*, BB[3] 199.

3083. — Lettres de M. de Montillet, commissaire du Roi près le tribunal du 1er arrondissement, au ministre de la justice, annonçant la remise au greffe de ce tribunal des pièces à conviction envoyées de Limoges pour servir au procès contre le sieur Bordier, et déclarant que l'absence de la procédure faite à Limoges entrave l'instruction.

28 juin, 16 juillet, 16 août 1791.
Originaux signés (3 p.), *A. N.*, BB[3] 199.

3084. — Lettre de M. Duport, ministre de la justice, à M. de Lessart, demandant si les sieurs Phélipponneau et Simoneau, arrêtés à Londres pour fabrication de faux assignats, sont arrivés à Paris, où doit s'instruire leur procès.

30 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, F[4] 1013.

3085. — Lettre de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, au ministre de la justice, lui annonçant que les sieurs Phélipponneau et Simoneau ont été transférés, il y a un mois, des prisons de Calais en celles de la Force, et que l'instruction de leur procès peut suivre son cours.

2 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, BB[3] 199.

3086. — Attribution d'une gratification de 600 livres à l'agent Soltho, pour ses débours dans la découverte des fabricateurs et distributeurs de faux assignats, suivant certificat du maire.

4 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F[4] 1241.

3087. — Lettre du sieur Watrin, concierge du Châtelet, au ministre de la justice, annonçant qu'une perquisition faite dans la nuit du 10 au 11, dans une chambre de pistole, a amené la découverte d'une presse, d'une planche en cuivre gravée pour tirer de faux assignats de 100 livres, de petits outils et de couleurs, remis au commissaire de police chargé de les déposer au greffe du tribunal du 2e arrondissement, avec lettre à M. Lesueur, commissaire du Roi près ce tribunal, et réponse.

11, 18 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, BB[3] 198.

3088. — Lettre du ministre de la justice à M. Montillet, commissaire du Roi près le tribunal du 1er arrondissement, le priant de l'informer de l'état de la procédure instruite contre les sieurs Phélipponneau et Simoneau, et réponse de M. Montillet, portant que les deux seuls témoins de leur arrestation faite à Londres sont l'un en mission secrète en Allemagne, l'autre sans domicile connu.

14 juillet 1791.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, BB[3] 199.

3089. — Lettre du président du Comité des rapports au ministre de la justice, demandant l'état des poursuites dans les tribunaux de Paris contre les fabricateurs d'assignats.

19 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, BB[3] 199.

3090. — Lettre de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, au Comité des recherches, pour lui soumettre la requête du sieur Rivard tendant à obtenir la récompense promise par l'Assemblée nationale aux révélateurs de fabriques de faux assignats.

20 juillet 1791.
Minutes, avec coupons de faux assignats (4 p.), *A. N.*, D XXIX[b] 36, n° 374.

3091. — Décret de l'Assemblée nationale, décidant que le ministre de la justice rendra compte dans trois jours de l'état des procédures du tribunal de Paris chargé du procès contre les prévenus du crime de falsification des assignats.

23 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, C 75, n° 729.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1791, p. 277.

3092. — Lettre du ministre de la justice à M. Garnier, commissaire du Roi près le tribunal du 3e arrondissement, demandant

l'état des procédures instruites par ce tribunal contre les fabricateurs de faux assignats, avec réponse de M. Garnier, attestant qu'il n'en existe aucune.

23, 29 juillet 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, BB³ 199.

3093. — Lettres des sieurs Delafleutrie et La Saudade, commissaires du Roi près le tribunal du 6ᵉ arrondissement et le 2ᵉ tribunal criminel, déclarant qu'il n'existe dans leurs tribunaux aucune procédure relative à la fabrication de faux assignats.

24, 25 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB³ 199.

3094. — Lettre de M. de Ferrière, commissaire du Roi près le 1ᵉʳ tribunal, déclarant qu'il n'existe dans son tribunal qu'une seule procédure pour fabrication de faux assignats contre le sieur Paul de Marcou, officier de cavalerie, et le sieur Jean-Baptiste Cellier, son complice.

25 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, BB³ 198.

3095.—État des procès criminels pour faux billets de la Caisse d'Escompte, fausses promesses d'assignats et faux assignats, instruits au tribunal du 2ᵉ arrondissement, envoyé par M. Faure, commissaire du Roi.

26 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB³ 198.

3096. — Requête du sieur Vains Desfontaines, élève en pharmacie chez M. Vassal, apothicaire du Châtelet, à l'effet d'obtenir un relevé de l'écrou des prisonniers se trouvant dans la chambre Sainte-Élisabeth, où il avait vu et dénoncé un jeune homme travaillant à des faux assignats.

26 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, BB³ 199.

3097. — Lettre des commissaires de la Trésorerie nationale à M. de Lessart, au sujet du remboursement des frais supportés par M. Bossenet, inspecteur de police à Paris, chargé de deux missions secrètes, à l'effet de découvrir et arrêter les fabricateurs de fausses promesses d'assignats et de faux assignats, notamment les sieurs Phélipponneau et Simoneau, ramenés par lui de Calais à Paris, avec mémoires à l'appui.

28 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F⁴ 1937.

3098. — Décret de l'Assemblée nationale, enjoignant au Comité des assignats de rendre compte des procédures ordonnées et commencées contre les fabricateurs de faux assignats.

28 juillet 1791.
Extrait du procès-verbal, *A. N.*, C* I 40, fol. 15738.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1791, p. 356.

3099. — Lettre de M. Polverel, accusateur public près le tribunal du 1ᵉʳ arrondissement, à M. Duport, ministre de la justice, le renseignant sur l'état de l'instruction de trois procès pour fabrication de faux assignats, confiée à ce tribunal : 1° contre les sieurs Lamievette, Dunand, Vidaud et consorts, arrêtés à Paris ; 2° les sieurs Simoneau et Phélipponneau, arrêtés à Londres ; 3° le sieur Bordier, arrêté à Limoges.

28 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, BB³ 198.

3100. — Lettre du sieur Watrin, concierge du Châtelet, au ministre de la justice, l'informant de la découverte, à la suite d'une nouvelle perquisition dans différentes chambres, de faux coupons de 30 livres, faits à la main, mais déclarant qu'il a été impossible de trouver la planche commencée, et qu'il a envoyé au département de police les noms des six graveurs détenus tant à la Force qu'au Châtelet.

29 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, BB³ 198.

3101. — Lettre des juges du tribunal du 1ᵉʳ arrondissement au président de l'Assemblée nationale pour justifier M. Polverel, accusateur public près leur tribunal, du reproche de lenteur que lui faisait l'Assemblée nationale dans l'affaire des faux assignats, soumise à leur juridiction.

29 juillet 1791.
Original signé, avec un tableau du travail de l'accusateur public (2 p.), *A. N.*, C 75, n° 737.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXV, n° 720, p. 2.

3102. — État des procédures instruites par les tribunaux des 1er et 2e arrondissements pour crime de fabrication de faux assignats, de faux billets de la Caisse d'Escompte et autres effets publics, envoyé par M. Duport, ministre de la justice, à l'Assemblée nationale.

29 juillet 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D VI 1, nº 1 bis.

3103.— Décret de l'Assemblée nationale, enjoignant à toute personne à qui on présentera un assignat suspect de faux, notamment de ceux de 2,000 livres, d'en faire la déclaration au comité de police de sa section.

29 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, C 75, nº 732.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1791, p. 357.

3104. — Lettre de M. Laurens, commissaire du Roi près le 5e tribunal, au ministre de la justice, déclarant que l'instruction des trois procès pour fabrication de faux assignats, portés devant son tribunal, s'est trouvée entachée de tant de vices de forme, qu'elle a été annulée et qu'il la fait recommencer.

30 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, BB3 198.

3105. — Lettre de M. Mitouflet, commissaire du Roi près le tribunal du 6e arrondissement, au ministre de la justice, exposant que son tribunal se trouvant surchargé d'affaires criminelles, notamment de celle du 17 juillet, ne peut presser l'instruction des deux procès pour distribution de faux assignats qui lui sont confiés, et le priant de faire rendre un décret pour attribuer au moins occupé des tribunaux provisoires les affaires criminelles antérieures à celle du 17, avec lettre au président de l'Assemblée nationale.

30 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, BB3 198.

3106.—Déclaration du sieur Jean-Antoine Alazard, orfèvre, rue Montmartre, reçue par la section de la Place-Louis XIV, au sujet d'un assignat de 1,000 livres, reconnu faux, par lui reçu dans le jardin de la Bourse du sieur Guillaume Lefèvre, ancien garçon de caisse, qui a nié avoir délivré le billet.

2 août 1791.
Copie collationnée, *A. N.*, D VI 8, nº 72.

3107. — Inventaire des pièces relatives à une contrefaçon d'assignats projetée par les sieurs Poupart de Beaubourg, Vanney, Feral, Mathieu, Laforest de la Chassagne et consorts, envoyées au ministre de la justice pour les faire passer à l'accusateur public.

2, 9 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 34, nº 352.

3108. — Déclaration faite à la section de la Place-Louis XIV par le sieur Pierre-François Chefdeville, commis de la manufacture des lampes, au sujet d'un assignat de 200 livres, par lui reçu en payement de la dame Gérard, lingère, et reconnu faux à la Caisse de l'Extraordinaire.

4 août 1791.
Copie collationnée, *A. N.*, D VI 8, nº 72.

3109. — Requête de la dame Gérard, marchande lingère, rue des Cordeliers, au Comité des finances, afin d'obtenir le remboursement d'un faux assignat de 200 livres, qu'elle avait reçu dans son commerce, en excipant de sa bonne foi.

4 août 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 8, nº 72.

3110. — Requête du sieur Jean-Antoine Alazard, orfèvre, au Comité des finances, pour obtenir le remboursement d'un assignat faux de 1,000 livres, parfaitement imité, par lui reçu de bonne foi d'un particulier dans la cour de l'hôtel de la Bourse.

8 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 8, nº 72.

3111. — Lettre du ministre de l'intérieur au comte de Souza, ambassadeur de Portugal, le remerciant de lui avoir transmis un faux assignat de 200 livres, qui servira de base aux poursuites ordonnées afin d'arrêter la fraude.

11 août 1791.
Minute non signée, *A. N.*, F4 1013.

3112. — Lettre de M. Montillet, commissaire du Roi près le tribunal du 1er arrondissement, au ministre de la justice, lui annonçant la remise à l'accusateur public des pièces relatives à la fabrication de faux assignats projetée par Poupart de Beaubourg et consorts, pièces envoyées le 2 août par le Comité des rapports, et donnant l'état des poursuites contre d'autres accusés du même crime.

12 août 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, BB³ 198.

3113. — Lettre du ministre de la justice à M Bailly, maire de Paris, au sujet des mesures proposées par M. Watrin pour empêcher la fabrication de faux assignats au Châtelet, et réponse de M. Bailly, portant que le département de police, adoptant l'avis de M. Watrin, a décidé que les prisonniers connus pour être graveurs seront réunis dans la même chambre et mis dans l'impossibilité de communiquer avec les autres détenus.

19, 26 août 1791.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, BB³ 198.

3114. — État de la procédure dans les affaires de faux assignats.

24 août 1791.
Minute, *A. N.*, BB³ 198.

3115. — Lettres de M. Polverel, accusateur public près le tribunal du 1er arrondissement, aux ministres de la justice et de l'intérieur, exposant l'état de la procédure instruite contre les sieurs Phélipponneau et Simoneau, d'une part, le sieur Bordier, d'autre part, et les obstacles qui en entravent la marche, avec réponse du ministre de la justice.

27 août, 14 septembre 1791.
Original signé, minute et copie (3 p.), *A. N.*, BB³ 199.

3116. — Lettre de M. Polverel, accusateur public près le tribunal du 1er arrondissement, à M. de Lessart, ministre de l'intérieur, le priant de se concerter avec le ministre de la justice et le Comité des recherches pour l'audition de témoins indispensables à l'effet d'établir la culpabilité des sieurs Phéliponneau et Simoneau, accusés de tentative de fabrication de faux assignats à Londres.

27 août 1791.
Original signé, *A. N.*, BB³ 198.

3117. — Lettre du Comité des rapports au ministre de la justice pour se plaindre de la lenteur de la procédure instruite par le tribunal du 1er arrondissement contre divers particuliers prévenus de fabrication de faux assignats, notamment les sieurs Lamievette, Vidaud et Poupart de Beaubourg.

3 septembre 1791.
Original signé de Charles-Claude Delacour, *A. N.*, BB³ 198.

3118. — Lettre des administrateurs du département de police au président de l'Assemblée nationale, relativement à un assignat de 200 livres, reconnu faux et déposé au greffe du tribunal du 1er arrondissement, dont la demoiselle Vasse demande la restitution.

3 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 8, n° 72.

3119. — Lettre de M. Montillet, commissaire du Roi près le tribunal du 1er arrondissement, au ministre de la justice, rendant compte de l'état des procédures faites en ce tribunal pour les différentes affaires relatives aux faux assignats.

10 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, BB³ 198.

3120. — Lettre de M. Millet, juge, présidant le tribunal du 1er arrondissement, au ministre de la justice, le prévenant que le voyage des témoins à entendre dans l'affaire du sieur Bordier, de Limoges, accusé de fabrication d'assignats, nécessiterait une dépense de 7,500 livres, tandis que les frais de transport d'un commissaire informateur, d'un accusateur public, d'un commis greffier, d'un huissier et du prisonnier ne s'élèveraient pas à cette somme, avec réponse du ministre, déclarant qu'il attendra la décision du tribunal au sujet de la protestation d'incompétence faite par l'accusé.

12 septembre, 3 novembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB³ 199.

3121. — Lettre du garde des sceaux, en réponse à celle du Comité des rapports, au sujet du compte que doit rendre de trois jours en trois jours l'accusateur public du tribunal du 1er arrondissement des procédures à instruire par ce tribunal contre les fabricateurs de faux assignats.

15 septembre 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 31, nos 319, 322.

3122. — Offre du sieur Bocquet, marchand fayencier, de faire découvrir les vendeurs de faux assignats de 2,000 livres, avec prière d'indiquer le montant de la récompense.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 37, n° 382.

3123. — Lettre de M. Polverel, accusateur public près le tribunal du 1er arrondissement, à M. Duport, ministre de la justice, accompagnant l'envoi d'extraits de dix-sept procédures, relatives à des faux assignats, faux coupons et faux billets de la Caisse d'Escompte, numérotées de 1 à 17, et le priant de les transmettre à l'Assemblée nationale à l'effet de se justifier des reproches de négligence qu'on lui fait, avec accusé de réception et lettre d'envoi au président du Comité des rapports.

18, 19 septembre 1791.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, BB^3 198; D XXIX 53 (lettres I, J).

3124. — Lettre du garde des sceaux, en réponse au président du Comité des recherches, demandant l'envoi de la boîte qui renferme les pièces à conviction contre le sieur Poupart, accusé d'avoir fabriqué de faux assignats, pour le jugement de son procès par le tribunal du 1er arrondissement.

19 septembre 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 31, nos 319, 322.

3125. — Lettre de M. Le Couteulx, trésorier de l'Extraordinaire, au ministre de la justice, déclarant qu'il a fait droit à la requête du tribunal du 1er arrondissement et envoyé les assignats demandés pour servir de pièces de comparaison dans les procès qui s'instruisent devant ce tribunal.

21 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, BB^3 199.

3126. — Requête du sieur Louis Le Petit, négociant à Paris, à l'Assemblée nationale, pour obtenir le remboursement d'un assignat faux de 1,000 livres, parfaitement imité, par lui reçu et donné de bonne foi.

21 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 8, n° 72.

3127. — États des actes d'instruction faits dans les affaires de faux assignats, du 18 septembre au 1er octobre, avec lettres d'envoi de M. Polverel, accusateur public près le tribunal du 1er arrondissement.

22 septembre 1791.
Minutes (8 p.), *A. N.*, BB^3 198.

3128. — Lettre de M. Garnier, commissaire du Roi près le tribunal du 3e arrondissement, au ministre de la justice, en réponse à sa lettre du 21 septembre qui demandait, au nom du sieur Vains Desfontaines, élève en pharmacie, l'extrait d'écrou d'un prisonnier du Châtelet, surpris travaillant à de faux assignats, lui envoyant l'extrait du registre de la geôle où étaient inscrits les noms des prisonniers détenus dans la chambre Sainte-Élisabeth n° 4.

23 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB^3 199.

3129. — Lettre de M. Montillet, commissaire du Roi près le tribunal du 1er arrondissement, demandant la translation dans les prisons de l'Abbaye, actuellement vides, des sieurs Cellier, Marcou, Lamievette et Dunand, détenus à la Conciergerie, dans la même chambre, pour crime de fabrication de faux assignats.

24 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, BB^3 199.

3130. — Procédure instruite par le 6e tribunal criminel contre Jacques-Maurice-Bruno Bardy, prévenu d'avoir émis de faux assignats.

1790-1792.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, Z^3 113-114.

3131. — Affaire des sieurs Poupart de Beaubourg, Laforest de la Chassagne, Feral, graveur, Mathieu cadet et Vanney, traduits pour crime de fabrication de faux assignats devant le tribunal du 1er arrondissement.

1791-1793.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, BB³ 198.

§ 2. — Domaine de la Ville. — Acquisition par la Municipalité de Paris de biens domaniaux et ecclésiastiques.

A. — DOMAINE DE LA VILLE.

3132. — Sommier des loyers de la ville de Paris.

1763-1793.
Original (registre in-folio), *A. N.*, Q¹ 1099¹⁹⁶.

3133. — État des meubles, effets et ustensiles fournis par la Ville pour l'ameublement de l'hôtel de la Mairie, ledit état dressé, contradictoirement avec le préposé de M. Bailly, par le vérificateur des bâtiments de la Ville, état des lumières et des feux à la charge de l'administration et mémoire de fournitures de faïences et de quincaillerie.

12 mars 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, H 2176.

3134. — État des meubles, effets et ustensiles de tous les bureaux du Palais-Cardinal (départements des travaux publics et de la garde nationale), avec mémoires de fournitures d'ébénisterie et de quincaillerie.

19 avril 1790.
Minute, *A. N.*, H 2176.

3135. — État des meubles, effets et ustensiles de tous les bureaux établis à l'hôtel de l'Intendance, dressé par le vérificateur des bâtiments de la Ville.

1er mai 1790.
Minute, *A. N.*, H 2176.

3136. — État des meubles, effets et ustensiles des bureaux du département des hôpitaux établis dans partie de l'hôtel de Pontigny, aux Bernardins, dressé par le vérificateur des bâtiments de la Ville.

1er mai 1790.
Minute, *A. N.*, H 2176.

3137. — État des meubles, effets et ustensiles garnissant tous les lieux de l'Hôtel de Ville, dressé par le vérificateur des bâtiments.

1er mai 1790.
Minute, *A. N.*, H 2176.

3138. — État des meubles, effets et ustensiles du bureau des dons patriotiques, établi à l'hôtel Soubise.

1er mai 1790.
Minute, *A. N.*, H 2176.

3139. — Etat des meubles, effets et ustensiles des corps de garde, tant dans l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Hôtel de Ville.

1790.
Minute, *A. N.*, H 2176.

3140. — Jugement du Bureau de la Ville, portant ensaisinement du contrat de vente d'une maison, rue du Foin-Saint-Jacques, au profit de Jean Drive, maître maçon.

25 février 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Q¹ 1133⁵⁻⁶.

3141. — Jugement du Bureau de la Ville, portant ensaisinement du contrat de vente d'une maison et étal de boucherie, au coin des rues Traversine et de la Montagne-Sainte-Geneviève, au profit de Claude Roinville, marchand boucher.

22 mai 1789.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Q¹ 1133⁵⁻⁶.

3142. — Jugement du Bureau de la Ville, portant ensaisinement du contrat de vente d'une maison, rue de la Harpe, au profit

de Jacques-Jean Déveria, bourgeois de Paris.

25 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Q[1] 1133[4-6].

B. — POUVOIRS DÉLIVRÉS PAR LES DISTRICTS POUR L'ÉLECTION DES DOUZE COMMISSAIRES CHARGÉS DE L'ACQUISITION DES BIENS DOMANIAUX ET ECCLÉSIASTIQUES.

3143. — Projet de décret concernant la vente et l'aliénation au profit de la municipalité de Paris et des autres municipalités du royaume de 400 millions de biens domaniaux et ecclésiastiques, arrêté par le Comité des finances, et décret de l'Assemblée nationale à ce sujet.

14, 17 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 18, n° 187; copie, A 186, fol. 940.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. Ier, p. 205.

3144. — Nomination de M. Burel, avocat au Parlement, par le district de Saint-Eustache; de M. Bucquet, par le district de Saint-Laurent; de M. Sergent, par le district de Saint-Jacques-l'Hôpital; de M. Fain, par le district de Saint-Sévérin; de MM. Contou et Duvivier, comme suppléant, par le district des Jacobins-Saint-Dominique; de MM. Auger, avocat, et Roucelle, architecte, à titre de suppléant, par le district des Carmes; de M. Le Pescheux, par le district de Saint-Lazare; de M. Chabouillé, architecte, par le district de Saint-Nicolas-du-Chardonnet; de M. Boucheron, par le district des Pères-de-Nazareth; de MM. Delavigne-Deschamps et Bigot, par celui des Feuillants; de M. Boicervoise, par celui de l'Abbaye, comme députés chargés de concourir à l'élection de douze commissaires pour l'achat des biens nationaux.

26 mars 1790.
Extraits conformes (10 p.), *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3145. — Désignation de M. Deyeux, ancien notaire, par le district des Minimes; de M. Maugis, par celui de Henri IV, et de MM. Delahaye et Gibert-Delisle par celui de Saint-Merry, en qualité de délégués chargés d'élire les douze commissaires pour l'estimation et la vente des biens nationaux.

26 mars 1790.
Extraits conformes (3 p.), *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3146. — Arrêté du district de Saint-Gervais, portant adhésion à celui du district des Mathurins, décidant que les douze commissaires des sections qui devront se concerter avec ceux de l'Assemblée nationale, pour l'exécution du décret du 17 mars, ne pourront être choisis que parmi les soixante députés élus par les sections, et déléguant comme député M. Dumont, architecte expert.

26 mars 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3147. — Délibération du district des Petits-Pères, faisant choix d'un député (M. Bruneau) pour prendre part à l'élection des douze commissaires chargés de procéder à l'estimation des biens nationaux et ecclésiastiques, à la condition que les quarante-huit commissaires non employés suivront les opérations de leurs confrères.

26 mars 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3148. — Adhésion du district des Cordeliers à l'arrêté du district des Mathurins et nomination de M. Boucher-Saint-Sauveur en qualité de député pour concourir à l'élection des douze commissaires chargés de l'exécution du décret concernant la vente des biens ecclésiastiques.

26 mars 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3149. — Arrêté du district des Enfants-Rouges, décidant que les commissaires élus par les députés des districts rendront journellement compte de leurs opérations à leurs électeurs, que les membres du Bureau de Ville seront exclus de la liste desdits commissaires, et désignant comme députés MM. Leroux et Grillot.

26, 27 mars 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3150. — Nomination par le district des Petits-Augustins de deux commissaires électeurs, dont l'un comme suppléant, sa-

voir : de MM. Boucher, avocat, et Niel, avocat et député extraordinaire à l'Assemblée nationale, et de M. d'Obigny, architecte, par le district des Prémontrés.

27 mars 1790.
Extraits conformes et imprimé (3 p.), *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3151. — Nomination de M. Pacot, maître maçon, et de M. Yvert, architecte expert, par le district de Sainte-Marguerite; de M. Boutinot, architecte, par le district des Capucins-Saint-Honoré, en qualité de députés pour l'élection des douze commissaires.

28 mars 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3152. — Nomination de M. Dommanget, par le district de Louis-en-l'Isle, de M. Conty, par le district des Filles-Saint-Thomas, en qualité de députés pour procéder à l'élection des douze commissaires chargés de s'occuper de la vente des biens nationaux.

29 mars 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3153. — Délibération du district de Saint-Magloire, nommant M. Chevalier de Saint-Dizier, son député, pour élire les commissaires chargés de concourir à la vente des biens du clergé, lui conférant pleins pouvoirs pour fixer son choix sur tous citoyens domiciliés à Paris, pris soit dans l'arrondissement du district, soit dans la Municipalité, soit parmi les administrateurs.

29 mars 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3154. — Nomination de M. Petit-Desroziers, par le district de Saint-Martin-des-Champs; de MM. Bernard et Chamblain, par le district de Saint-André-des-Arcs; de M. Viger de Jolival, par le district des Filles-Dieu; de M. Cresson, sous-lieutenant au bataillon de Saint-Honoré, par le district de Saint-Honoré; de M. Girard de Bury, procureur au Parlement, par le district de Saint-Nicolas-des-Champs; de M. Bénard, architecte, par le district des Blancs-Manteaux, en qualité de députés pour procéder à l'élection des douze commissaires chargés de poursuivre la vente des biens nationaux.

30 mars 1790.
Extraits conformes (6 p.), *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3155. — Nomination de M. Thévenin, architecte expert, par le district de Saint-Roch, et de M. Taboureux père, par le district des Théatins, en qualité de députés chargés de prendre part à l'élection des commissaires pour la vente des biens ecclésiastiques.

30 mars 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3156. — Arrêté du district de Saint-Louis-de-la-Culture, désignant le sieur Lardin, ancien notaire, pour son représentant, à l'effet de procéder, avec ceux des cinquante-neuf autres districts, à l'élection des douze commissaires chargés de régler le mode de vente des biens nationaux, mandat accepté par ledit Lardin, à condition de constituer une sorte de greffe, où les douze élus déposeraient journellement leur travail.

31 mars 1790.
Extrait signé, *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3157. — Arrêté du district des Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin, portant désignation de M. Trouard, architecte du Roi, comme député pour l'élection des douze commissaires des districts, et émettant le vœu que les soixante députés soient convoqués chaque mois à une assemblée où les douze commissaires rendront compte de toutes leurs démarches et opérations.

31 mars 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3158. — Nomination de M. Delarbre par le district de Saint-Joseph; de M. Démoulin, entrepreneur de bâtiments, par le district des Enfants-Trouvés; de M. Pharoux, par le district de Bonne-Nouvelle; de M. Levacher, par le district de la Trinité; de M. Vatinelle, par le district de Popincourt; de M. Marguerin, par le district des Jacobins-Saint-Honoré; de M. Le Breton de Corbelin, par le district de Saint-Philippe-du-Roule; de M. Robin, avocat au Parlement, par le district des Carmélites; des sieurs Cambault et Roubo, par celui de Saint-Jacques-du-Haut-Pas; de M. Mathon, par celui de la Sor-

bonne; de M. Faure, avocat au Parlement, par le district des Mathurins; de M. Houssemaine, par le district de l'Oratoire; de M. Gérard, par le district du Petit-Saint-Antoine; de M. Oudet père, par le district de Notre-Dame, en qualité de députés pour procéder à l'élection des douze commissaires chargés de concourir à la vente des biens nationaux.

31 mars 1790.
Extraits conformes (14 p.) *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3159. — **Nomination de M. Delore, vice-président du district des Récollets, et de M. Thorillon, président du district de Saint-Marcel, comme députés à l'effet de participer à l'élection des douze commissaires chargés de procéder à la vente des biens du clergé.**

31 mars 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3160. — **Délibération du district de Saint-Victor, nommant son président, M. Boudin, comme électeur à l'assemblée de l'Archevêché, à la condition de ne donner sa voix à aucun des administrateurs et de demander que tous créanciers des rentes sur l'Hôtel de Ville et sur le clergé soient admis aux adjudications des biens nationaux.**

31 mars 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3161. — **Nomination de M. de Mautort, notaire, par le district de la Jussienne; de M. d'Osmond, expert des bâtiments, par le district de Saint-Jean-en-Grève; de M. Galimard, architecte, par le district de Sainte-Opportune; de M. Boncerf, par celui de Saint-Étienne-du-Mont; de M. Vernier fils, par celui des Capucins-du-Marais, en qualité de députés pour élire les commissaires chargés d'exécuter le décret ordonnant la vente des biens du clergé.**

31 mars 1790.
Copies conformes (5 p.); *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3162. — **Nomination de M. Francotay aîné, par le district de Saint-Germain-l'Auxerrois, en qualité de député pour élire les commissaires chargés de consommer la vente des biens domaniaux et ecclésiastiques.**

1er avril 1790.
Copie conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3163. — **Procès-verbal de la nomination des douze commissaires chargés de se joindre à ceux de l'Assemblée nationale pour l'exécution du décret du 17 mars, dans l'assemblée tenue à l'Archevêché par les députés des districts.**

1er, 2 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3164. — **Arrêtés des districts du Petit-Saint-Antoine, de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, du Val-de-Grâce et de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, de Saint-Gervais, des Capucins-Saint-Honoré, de Saint-Philippe-du-Roule, de la Jussienne, des Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin, des Mathurins, des Petits-Augustins, de Saint-Jean-en-Grève, de Saint-Nicolas-des-Champs, des Carmélites, de l'Abbaye-Saint-Germain, des Jacobins-Saint-Honoré, de Saint-Germain-l'Auxerrois, de Saint-Eustache, de Saint-Jacques-l'Hôpital, de Saint-Séverin, de Saint-Louis-en-l'Ile, de Saint-Joseph, de Saint-Etienne-du-Mont, des Feuillants, de Saint-Roch, des Minimes, de Popincourt, de Notre-Dame, des Filles-Saint-Thomas, des Jacobins-Saint-Dominique, des Petits-Pères, des Récollets, des Carmes, de Bonne-Nouvelle, des Blancs-Manteaux, de Saint-Magloire, de Saint-André-des-Arcs, de Sainte-Marguerite, autorisant les douze commissaires de la Municipalité à effectuer, conjointement avec le maire, l'acquisition des domaines nationaux, jusqu'à concurrence de 200 millions, et adoptant le projet de soumission de la Commune de Paris.**

4, 6, 7, 11 juin 1790.
Extraits conformes (37 p.), *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3165. — **Arrêtés des districts de Saint-Merry, des Capucins-du-Marais et de Saint-Marcel, décidant que les opérations relatives à la vente des biens nationaux seront faites par le maire, conjointement avec les douze commissaires nommés par la Commune, les administrateurs et le Bureau de Ville.**

4 juin 1790.
Extraits conformes (3 p.), *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3166. — **Arrêté du district des Filles-Dieu, déclarant qu'il n'y a lieu de délibérer sur les pouvoirs demandés pour les douze**

commissaires jusqu'à l'organisation de la Municipalité.

4 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3167. — Arrêté du district des Enfants-Trouvés, décidant de ne donner de nouveaux pouvoirs à son commissaire que lorsqu'il pourra présenter le tableau des biens à acquérir et de leur évaluation.

4 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3168. — Arrêté du district de Saint-Laurent, chargeant M. Bucquet, son député, de porter aux douze commissaires nommés pour l'acquisition des biens nationaux l'expression de sa vive gratitude, et approuvant le projet de soumission de la Municipalité.

4 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3169. — Arrêté du district de Saint-Victor, autorisant les commissaires de la Commune à réaliser l'acquisition par la ville de Paris de 200 millions de biens nationaux, à la condition que la municipalité de Paris ne sera garante que du prix des reventes et non au-dessus et qu'elle restera étrangère à toutes évictions.

4 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3170. — Arrêté du district de Saint-Martin-des-Champs, autorisant les douze commissaires de la Commune à réaliser l'acquisition de 200 millions de biens nationaux, à la charge de tenir désormais leur bureau à l'Hôtel de Ville, sous la présidence du maire, et d'informer, chaque semaine, les quarante-huit députés de leurs opérations.

4 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3171. — Délibération du district de Saint-Honoré, autorisant M. Cresson, ancien négociant, son député, à donner pouvoir aux douze commissaires choisis par les sections de consommer l'acquisition des biens nationaux.

4 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3172. — Arrêté du district des Pères-de-Nazareth, chargeant le maire et les commissaires de la Commune de réaliser l'acquisition par la Ville de 200 millions de biens nationaux, et exprimant le vœu que les religieux de tous ordres puissent quitter les maisons qu'ils habitent et se retirer sans aucun obstacle.

4 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3173. — Arrêté du district de la Sorbonne, autorisant les douze commissaires à faire l'acquisition de 200 millions de biens nationaux et à souscrire l'acte de soumission, dont le contexte est joint à l'arrêté.

4 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3174. — Arrêté du district de Sainte-Opportune, autorisant M. Galimard, son député, à réaliser, conjointement avec le maire et les cinquante-neuf autres députés des districts, la proposition faite par la ville de Paris d'acquérir pour 200 millions de biens nationaux.

4 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3175. — Arrêté du district de Saint-Louis-de-la-Culture, donnant pouvoir à M. Lardin, ancien notaire, d'acquérir, pour et au nom de la Municipalité, avec les commissaires des autres districts, des domaines nationaux jusqu'à concurrence de 200 millions et de faire toutes opérations nécessaires à cet effet.

4 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3176. — Arrêtés du district de Henri IV et de la section de l'Oratoire, ratifiant le travail commencé par les douze commissaires de la Commune, et les autorisant à faire l'acquisition et estimation des biens nationaux, à choisir et nommer les experts.

4 juin 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, Q[1] 1133[1A].

3177. — Arrêté du district des Cordeliers, confirmant les pouvoirs donnés à M. Boucher-Saint-Sauveur pour les opérations re-

latives à l'acquisition des 200 millions de biens nationaux.

5 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3178. — Arrêté du district des Prémontrés, déclarant qu'il n'autorise les commissaires chargés d'acquérir les biens nationaux à consentir l'exécution d'aucuns marchés qu'après la ratification de la Commune représentée par ses députés choisis dans les sections, et approuvant, sous les mêmes réserves, le projet de soumission de la Municipalité.

6 juin 1790.
Extrait certifié, *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3179. — Arrêté du district des Enfants-Rouges, approuvant le rapport de ses délégués qui engagent les douze commissaires de la Commune à se conduire en pères de famille dans l'acquisition qu'ils sont chargés de faire.

8 juin 1790.
Expédition conforme, *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

3180. — Décret de l'Assemblée nationale, commettant la municipalité de Paris à l'exercice des fonctions attribuées par le décret du 14 avril aux administrations de département, quant aux biens déclarés à la disposition de la nation.

8 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, nº 361.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 41.

3181. — Adresse de la municipalité de Paris à l'Assemblée nationale, demandant la marche à suivre dans les opérations relatives à l'aliénation des biens nationaux pour ne pas soulever de conflit avec les commissaires des sections.

16 juin 1790.
Imprimé collationné, *A. N.*, C 41, nº 364.

3182.— Décret de l'Assemblée nationale, autorisant son Comité d'aliénation à continuer de traiter avec les commissaires des soixante sections de Paris pour la vente des domaines nationaux.

25 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, nº 363.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 135.

3183. — Procès-verbal du dépôt au greffe de l'Hôtel de Ville : 1º par M. Leroux, député des Enfants-Rouges, de la délibération de l'assemblée tenue le 1er avril à l'Archevêché, portant nomination de douze commissaires, et des délibérations de cinquante-huit districts contenant nomination de leurs députés à ladite assemblée ; 2º par M. Louis Gabriel Maugis, député du district de Henri IV, de cinquante-six extraits ou copies de délibérations des districts, conférant de nouveaux pouvoirs aux douze commissaires.

15 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, Q^1 1133^{1A}.

C. — ADMINISTRATION DES BIENS NATIONAUX.

3184. — Tableau de l'organisation de l'administration des biens nationaux en quatre bureaux, celui d'agence générale, celui de féodalité, celui de liquidation et celui de comptabilité, avec état du personnel.

Sans date (1790).
Minutes (4 p.), *A. N.*, H 2176.

3185. — Lettre du Comité ecclésiastique à l'agence générale pour l'aliénation des biens nationaux, transmise par M. Bailly, au sujet de l'organisation de cette agence en quatre bureaux qui pourraient être réduits à deux, l'un pour la comptabilité, l'autre pour l'agence, la féodalité et la liquidation.

6, 10, 12 août 1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D XIX 44, nº 702; D XIX 65, nº 360.

3186. — Lettre de M. Bailly au bureau de comptabilité de l'administration des biens nationaux, prévenant qu'à l'avenir, de commun accord avec les administrateurs du domaine, aucun mandat ne sera payé par la caisse de la Ville sans être revêtu de son visa.

28 mars 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 863.

3187. — Ordre de service du département du domaine et des finances, adressé aux commissaires des biens nationaux.

15 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 863.

3188. — Lettre du Comité d'aliénation au Comité ecclésiastique, le priant de communiquer à M. Deyeux, secrétaire de la commission nommée par la Commune de Paris, tous les renseignements qui lui seront nécessaires.

11 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 50, n° 65.

3189. — Tableau récapitulatif du compte rendu par le département de l'administration du domaine de la ville de Paris, relativement aux biens du clergé, tant en recettes qu'en dépenses.

1er mai-30 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F19 863.

3190. — Lettres de M. Bailly aux Comités ecclésiastique et d'aliénation, demandant s'il ne serait pas expédient de conférer à la Municipalité provisoire le droit de percevoir les revenus ecclésiastiques loués ou affermés, de les gérer et administrer, enfin d'en payer et acquitter les charges et dettes, avec délibération du Conseil de Ville à ce sujet, du 31 mai.

6 juin 1790.
Original signé et extrait (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 430.

3191. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des domaines de la Ville, déclarant la Municipalité pleinement autorisée à opérer la recette des rentes dont les différents corps religieux jouissent sur le Roi, le clergé ou le domaine de la Ville.

7 juillet 1790.
Minutes signées (3 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702; D XIX 58, n° 253.

3192. — Délibérations du comité d'administration des biens nationaux.

6 août-14 octobre 1790.
Extraits conformes (4 dos.), *A. N.*, H 2179.

3193. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, transmettant les inventaires faits par les municipalités de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine dans les communautés religieuses de leur territoire, et les priant de lui envoyer une expédition des procès-verbaux dressés dans chaque maison ecclésiastique.

19 août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3194. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des domaines nationaux, les invitant, conformément à la proposition de M. Bailly, à mettre en vente les boiseries, meubles et effets de sacristie des maisons religieuses déjà évacuées ou prêtes à l'être.

31 août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3195. — Envoi par le Comité d'aliénation aux officiers municipaux de Paris, d'une lettre et d'un arrêté relatifs à la vente et à la fixation des loyers et fermages des biens nationaux.

7 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3196.—Décision du Comité ecclésiastique, portant qu'il y a lieu de suspendre la vente des biens possédés par les établissements de femmes, par les congrégations réputées étrangères, par les communautés se consacrant à l'enseignement public ou au soulagement des pauvres, par l'ordre de Malte et autres ordres militaires, religieux ou civils.

17 septembre 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702; D XIX 68, n° 430.

3197.— Décret de l'Assemblée nationale, déclarant nul et non avenu tout jugement qui obligerait les fermiers ou locataires des biens ecclésiastiques à payer leurs fermages ou loyers entre d'autres mains que celles des receveurs de districts.

18 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 44, n° 408.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1790, p. 104.

3198. — Lettre du Comité ecclésiastique, en réponse au mémoire adressé par l'agence des biens nationaux relativement aux baux des chaises, déclarant que les revenus échus jusqu'au 1er janvier 1790 appartiennent aux communautés religieuses et, postérieure-

ment à cette date, doivent être versés dans la caisse du district.

8 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3199. — Envoi par le Comité d'aliénation aux officiers municipaux de Paris de douze exemplaires du décret du 10 octobre concernant les ventes des biens nationaux aux municipalités, pour le faire connaître dans l'étendue du département de Paris.

19 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3200. — Envoi par le Comité d'aliénation aux officiers municipaux de six exemplaires d'un tableau de la division du travail du Comité pour les distribuer dans les bureaux de la Municipalité, et de trois exemplaires d'un arrêté conservatoire des effets mobiliers dépendant des domaines nationaux.

21 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3201. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, les invitant à exercer une surveillance suivie sur l'économe général ou sur ses préposés, séquestres ou régisseurs des biens ecclésiastiques, pour empêcher notamment tous baux frauduleux, toutes vexations ou exactions, de même que toutes procédures dispendieuses et inutiles.

23 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3202. — Lettre de M. Pitra au Comité ecclésiastique, annonçant que la Municipalité a décidé que la régie et administration des biens nationaux seraient à l'avenir complètement distinctes de la régie des biens de la Municipalité et du département du domaine et des finances, et donnant les noms des commissaires chargés de l'administration des biens nationaux, répartis en quatre bureaux, avec accusé de réception du Comité.

28, 30 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 74, n° 534.

3203. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, pour les remercier de lui avoir notifié le choix des administrateurs fait par la municipalité définitive de Paris.

30 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3204. — Lettre du Comité d'aliénation aux administrateurs des domaines nationaux, annonçant qu'il sera statué par décret sur la vente des biens nationaux concédés par accensement emphitéotique ou par baux à vie.

3 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3205. — Lettre du Comité ecclésiastique au bureau de l'agence générale des biens nationaux, déclarant que les bénéficiers ne doivent faire sur la masse de revenu présentée pour la fixation de leur traitement aucun prélèvement relatif aux impositions.

4 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3206. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, donnant son approbation au refus d'enlèvement des boiseries et autres ornements des cellules des religieux.

6 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3207. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, touchant les emprunts contractés par les maisons religieuses, ainsi que les rentes viagères et perpétuelles par elles constituées.

21 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3208. — Lettres des commissaires administrateurs des biens nationaux ecclésiastiques et du directoire du Département relatives à la réclamation par la famille Peigné de biens confisqués au profit du chapitre de Paris sur leur père, condamné au supplice de la roue et exécuté le 23 mars 1775.

22 novembre 1790, 1er avril 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1482.

3209. — Lettre des Comités d'administration et d'aliénation ecclésiastique réunis aux administrateurs des biens nationaux, dispensant de toutes formalités prescrites par les décrets les locations d'une valeur inférieure à 200 livres.

24 novembre 1790.
Minute et copie (2 p), *A. N.*, D XXII 2, n° 7, F[19] 863.

3210. — Lettre des Comités d'aliénation et d'administration ecclésiastique réunis aux administrateurs des biens nationaux, ajournant toute décision au sujet de la continuation des baux des fermiers par tacite reconduction.

24 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

3211. — Décision des Comités d'administration et d'aliénation ecclésiastique réunis, attribuant aux religieux le produit des chaises dans leurs églises.

24 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3212. — Lettre des Comités d'aliénation et d'administration ecclésiastique réunis à M. Hardy, administrateur de la Municipalité au bureau de la féodalité, relativement aux moyens de simplifier les locations partielles en supprimant toutes formalités gênantes.

1er décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3213. — Lettre du Comité d'aliénation des domaines nationaux aux administrateurs de la Municipalité, déclarant que les créanciers de la Ville, pour raison des maisons sur les ponts qui ont été démolies, ne peuvent être admis à donner leurs créances en payement de biens nationaux.

10 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3214. — Décision des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis, portant qu'il n'y a pas lieu d'accorder de logements gratuits, à moins d'utilité pour un service public, et que le sieur Palomba devra payer un loyer pour les salles par lui occupées.

15 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3215. — Lettre de M. Bailly au bureau de l'agence générale des biens nationaux, le priant d'établir : 1° le compte du produit des ventes des biens nationaux; 2° le compte du rachat des droits féodaux; 3° le compte du recouvrement des fruits des mêmes biens et des dépenses qui ont été payées sur ces revenus.

20 décembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

3216. — Décret de l'Assemblée nationale, autorisant la municipalité de Paris à consentir la location des logements dont le loyer est inférieur à 300 livres, sans affiches préalables ni enchères, et avec affiches pour les logements au-dessous de 1,000 livres.

21 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 48, n° 467.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 251.

3217. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, au Comité des domaines, demandant si MM. Tiron, Trumeau et Berthon ont fourni le cautionnement en immeubles exigé d'eux, lors de leurs nominations aux places de receveurs des domaines, et s'ils ont rendu des comptes avec des états des sommes perçues ou à percevoir.

22 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F[19] 863.

3218. — Lettre de M. Amelot, commissaire près la Caisse de l'Extraordinaire, aux administrateurs du domaine et des finances, demandant l'envoi, d'urgence, du compte du produit des ventes des biens nationaux, de celui du recouvrement des fruits des mêmes biens et des dépenses payées sur ce produit, et du compte de la vente des matériaux de la Bastille, avec lettre d'envoi par les mêmes administrateurs.

3, 4 janvier 1791.
Copies (2 p.), *A. N.*, F[19] 863.

3219. — Envoi par le Comité d'aliénation, aux administrateurs des domaines nationaux, de trente exemplaires d'un décret du 31 décembre, pour le transmettre aux différentes municipalités du Département.

18 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3220. — Lettre du Comité d'aliénation aux administrateurs de la Municipalité, leur recommandant de faire en sorte que les directoires des districts du Département ne mettent en vente aucun domaine tenu à titre d'engagement, d'échange ou de concession gracieuse, dont la nation n'a pas quant à présent la libre disposition.

2 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3221. — Décret de l'Assemblée nationale, autorisant le département de Paris à déléguer à la Municipalité les fonctions relatives à l'administration et aliénation des domaines nationaux.

17 mars 1791.
Minute, *A. N.*, C 58, n° 587.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 198.

3222. — Lettres des commissaires administrateurs des biens nationaux au directoire du Département, demandant son avis au sujet des logements occupés à titre gratuit dans les domaines nationaux, soit par la Municipalité, soit par des ecclésiastiques, avec réponse du directoire, portant, d'une part, que la loi a pourvu au logement des fonctionnaires publics et des religieux désirant continuer la vie commune, et, d'autre part, que la Ville est tenue de payer le loyer des casernes et des locaux occupés par les comités de sections, et lettres des commissaires, annonçant qu'ils se conformeront à cette décision.

4, 8, 9 avril 1791.
Originaux signés et minute (3 p.), *A. N.*, F[19] 612.

3223. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation, convoquant les administrateurs de l'Hôtel de Ville à une conférence au sujet du mobilier et des effets précieux faisant partie des domaines nationaux.

5 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

3224. — Décision du Comité d'aliénation, ordonnant le maintien provisoire des titres de propriété des biens ecclésiastiques entre les mains des administrateurs qui ont la maison chef-lieu dans leur arrondissement.

10 avril 1791.
Extrait signé, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3225. — Lettre de M. Vieillard, administrateur du département de Paris, à M. Montucla, premier commis des Bâtiments, l'invitant à fournir au Département des renseignements circonstanciés sur l'état de tous les domaines et édifices dépendant de la Direction des Bâtiments, notamment sur l'état du Louvre et des Tuileries, ainsi que les plans et toisés, avec lettre de M. de Laporte, intendant de la Liste civile, transmettant cette requête à M. de Lessart, et faisant ses réserves en déclarant que les renseignements et documents demandés exigeraient de longues et minutieuses recherches.

17, 21 mai 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, Q[1] 196.

3226. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, rejetant la demande du sieur Trumeau, ex-receveur des décimes et actuellement des biens nationaux, à l'effet d'obtenir le remboursement de son cautionnement.

6 juin 1791.
Copie, *A. N.*, F[19] 863.

3227. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux administrateurs des biens nationaux, demandant, au nom du ministre de l'intérieur, l'envoi immédiat d'un état des revenus ecclésiastiques réalisés au 1[er] janvier dans la caisse de la Municipalité pour les districts de Paris, de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine.

8 juin 1791.
Copie, *A. N.*, F[19] 863.

3228. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires administrateurs des biens nationaux (bureau de comptabilité), leur renvoyant les états des loyers, fermages et autres redevances des biens ecclésiastiques pour les districts de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine, afin de faire la distinction entre les revenus perçus avant et ceux perçus après le 1er janvier 1791.

28 juin 1791.
Original signé, *A. N.*, F19 863.

3229. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux administrateurs des biens nationaux, demandant de nouveau, de la part de M. Amelot, un relevé, article par article, des recettes et dépenses faites avec le produit des domaines nationaux.

8 juillet 1791.
Copie, *A. N.*, F19 863.

3230. — Lettre de M. Berthon, receveur des domaines, à l'administration des biens nationaux, accusant réception de la décharge de la remise de son compte et réclamant l'acte qui constate le versement de son cautionnement.

23 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F19 863.

3231. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires des biens nationaux, accusant réception des états ainsi que du relevé du journal des recettes et dépenses adressés au directoire du Département, et faisant différentes observations sur la comptabilité des domaines nationaux.

5 septembre 1791.
Copie, *A. N.*, F19 863.

3232. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires des biens nationaux, leur envoyant un mandat de 120,000 livres sur M. Baron pour couvrir la Municipalité d'une partie des frais relatifs aux domaines nationaux et les priant d'en tenir un compte particulier.

21 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, F19 863.

D. — ESTIMATION DES BIENS NATIONAUX ET SOUMISSIONS.

3233. — Procès-verbaux d'estimation des domaines nationaux et ecclésiastiques, par lots, tant à Paris que dans les districts de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine, dressés par les sieurs Parvy et Boutinot, Pécoul et Coqueau, Petit-Radel et Bénard, Chabouillé et Feuillet, Le Roux et Cambault, Aubert et Forget, Giraud et Delespine, Siguy et Pasquier, Piron et Jonquet, Denis et Gabriel, Rousseau et Destriches, Verniquet et Mouchelet, Mangin et Normand, etc., experts désignés par l'Assemblée nationale et la Commune, avec plans.

Août 1790-janvier 1791.
Minutes signées (9 cartons), *A. N.*, Q2 117-126.

3234. — États des domaines compris dans la soumission de la Commune de Paris, du 26 juin 1790, dont l'estimation a été faite.

5, 21 août, 1er septembre,
8 octobre, 14, 28 novembre, 19 décembre 1790,
3, 19 février 1791.
Originaux signés par MM. Bailly et Maugis, et approuvés par M. de La Rochefoucauld (9 p.), *A. N.*, Q2 117-126.

3235. — Ordre du maire de Paris, prescrivant de faire protéger par la garde nationale les experts chargés des estimations pour la vente des biens du clergé.

15 août 1790.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 77.

3236. — Envoi par le Comité d'aliénation aux administrateurs des biens nationaux d'un arrêté fixant à 3 livres pour 1,000 le chiffre de l'allocation à payer aux experts pour l'estimation des biens nationaux demandés par la Municipalité.

5 novembre 1790.
Minute et expédition (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3237. — Lettres du Comité d'aliénation aux administrateurs des biens nationaux, faisant passer les procès-verbaux d'estima-

tion des fermes de Maisonville, Cachant et Rungis.

4, 6, 20 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3238. — Lettre du Comité d'aliénation aux administrateurs des domaines nationaux, les engageant à se restreindre pour les estimations aux objets seuls qui peuvent être adjugés à la ville de Paris.

30 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3239. — Envoi par le Comité d'aliénation aux administrateurs de la Municipalité de cent quatre-vingt-cinq procès-verbaux d'estimations, faites tant par les experts du Comité que par ceux de la municipalité de Paris et des municipalités du Département.

2 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3240. — Lettre du procureur général syndic du Département aux administrateurs des biens nationaux, transmettant la réclamation par le Comité d'aliénation de l'état général estimatif des domaines nationaux du Département, avec lettre du président du Comité d'aliénation aux administrateurs de la Municipalité, demandant l'envoi d'urgence de cet état estimatif.

27, 29 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3241. — Arrêté du directoire du Département, adjoignant aux vingt-six experts, déjà choisis le 26 juin, vingt-neuf nouveaux experts, qui procéderont conjointement à l'estimation des biens nationaux sis à Paris.

4 août 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

3242. — Lettre du président du Comité d'aliénation, priant les administrateurs des biens nationaux de faire accélérer l'envoi des états estimatifs des domaines situés dans les départements de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, états demandés par la municipalité de Paris.

Août 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3243. — Envoi par le Comité d'aliénation au Comité ecclésiastique de l'état d'estimation des domaines nationaux sis à Paris et compris dans la soumission de la Commune, avec prière de le renvoyer, muni d'observations, avant de proposer à l'Assemblée nationale le décret adjugeant ces biens à la Commune.

13 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 430.

3244. — Lettre du Comité d'aliénation à M. Pitra, administrateur des domaines nationaux, l'invitant à compléter l'état des maisons mises à l'enchère et à envoyer un état des soumissions faites pour des objets non adjugés à la municipalité de Paris.

18 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3245. — Soumission de la municipalité d'Antony pour l'acquisition des domaines nationaux sur le territoire de cette commune, et comparaison de cette soumission avec l'estimation des mêmes biens faite à la réquisition des commissaires de la Commune de Paris.

17 décembre 1790, 14 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Q[1] 1133[14].

3246. — Soumissions de divers particuliers pour l'acquisition de domaines nationaux.

1790-1792.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Q[2] 117.

E. — ADJUDICATION DE BIENS DOMANIAUX A LA COMMUNE DE PARIS

3247. — État des décrets d'aliénation rendus en faveur des municipalités du département de Paris.

1790-1791.
Minute signée de M. de La Rochefoucauld, *A. N.*, Q[2] 188.

3248. — Bordereaux de versements d'acomptes pour les adjudications de biens

nationaux au bureau de comptabilité de l'administration des biens nationaux.

1790-1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, H 2178.

3249. — Premier aperçu des biens fonds ecclésiastiques dont la Commune de Paris projette l'acquisition dans les départements de Corbeil, Saint-Germain, Dreux, Meaux, Nemours et Joigny, distraction faite de ceux appartenant aux curés, aux fabriques, aux hôpitaux, aux collèges et à l'ordre de Malte, avec lettre du Comité d'aliénation au Comité ecclésiastique.

7 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 30, n° 483.

3250. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que la municipalité de Paris sera chargée provisoirement de toutes les ventes et reventes des domaines nationaux dans la ville et le département de Paris, suivant les formes prescrites par les décrets du 14 mai, des 25, 26 et 29 juin 1790.

6 août 1790.
Minute, *A. N.*, C 43, n° 392.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 36.

3251. — Décret de l'Assemblée nationale, portant vente à la Commune de Paris des biens nationaux indiqués dans l'état annexé au décret, pour lesquels elle a fait soumission.

28 août 1790.
Minute signée de M. Dinochau, *A. N.*, C 43, n° 395.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 282.

3252. — État général des biens vendus à la Commune de Paris par les décrets de l'Assemblée nationale, des 6 et 28 août 1790.

Minute, *A. N.*, H 2176.

3253. — Lettres de M. Bailly à l'Assemblée nationale, annonçant des adjudications de biens nationaux par la municipalité de Paris.

22 octobre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, C 45, n° 424.

3254. — Décret de l'Assemblée nationale, portant vente à la municipalité de Paris de domaines nationaux, pour le prix de 5,297,234 livres 12 sols.

29 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, C 45, n° 420.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, octobre 1790, p. 177.

3255. — Etat des sommes versées dans la caisse de la Municipalité par les acquéreurs de biens nationaux.

3 novembre 1790-30 mars 1791.
Minute, *A. N.*, H 2176.

3256. — Envoi par le Comité d'aliénation aux administrateurs de la Municipalité de cent trente exemplaires d'une lettre imprimée faisant connaître les moyens d'accélérer l'expédition des décrets pour les adjudications de biens nationaux ecclésiastiques aux municipalités, ladite lettre destinée aux municipalités des districts du département de Paris.

16, 25 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3257. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique relative à l'adjudication de la ferme des Moulineaux, contestée au Département de Paris par le directoire de Seine-et-Oise.

23 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1457.

3258. — Lettres de M. Bailly à l'Assemblée nationale, annonçant des adjudications de biens nationaux par la municipalité de Paris.

Novembre 1790.
Minutes (14 p.), *A. N.*, C 46, n° 454.

3259. — Décret de l'Assemblée nationale, portant vente de domaines nationaux à la municipalité de Paris, pour la somme de 3,109,540 livres 5 sols 5 deniers.

6 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 47, n° 460.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 93.

3260. — Mémoire au Corps municipal sur les acquisitions de biens nationaux faites au nom de la Commune de Paris.

visé par M. Cahier, substitut du procureur de la Commune.

18 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, H 2176.

3261. — Lettre du Comité d'aliénation aux administrateurs de la Municipalité, les invitant à soumettre à une expertise les améliorations que le sieur Chrétien prétend avoir faites dans une maison de la rue d'Enfer, adjugée à la Municipalité par décret du 29 octobre.

18 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3262. — Lettres de M. Bailly à l'Assemblée nationale, annonçant des adjudications de biens nationaux par la municipalité de Paris.

Décembre 1790.
Minutes signées (13 p.), *A. N.*, C 49, n° 483.

3263. — Mémoire contre le mode d'adjudication des biens nationaux à l'extinction des feux, adopté par la municipalité de Paris, favorisant les fraudes et abus.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XXII 2.

3264. — Décret de l'Assemblée nationale, portant vente de biens nationaux à la municipalité de Paris, pour la somme de 5,158,275 livres 6 sols.

19 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, C 52, n° 515.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, janvier 1791, p. 195.

3265. — Lettres de M. Bailly à l'Assemblée nationale, annonçant l'adjudication de biens nationaux par la municipalité de Paris.

Janvier 1791.
Minutes signées (13 p.), *A. N.*, C 54, n° 534.

3266. — Décret de l'Assemblée nationale, portant vente de domaines nationaux à la municipalité de Paris pour la somme de 4,142,207 livres 11 sols 3 deniers.

7 février 1791.
Minute, *A. N.*, C 55, n° 553.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, février 1791, p. 142.

3267. — Lettres de M. Bailly à l'Assemblée nationale, annonçant des ventes de biens nationaux par la municipalité de Paris.

Février 1791.
Minutes signées (1 dos.), *A. N.*, C 58, n° 576.

3268. — Lettres de M. Bailly à l'Assemblée nationale, annonçant des ventes de biens nationaux par la municipalité de Paris.

Mars 1791.
Minutes signées (1 dos.), *A. N.*, C 64, n° 623.

3269. — Décret de l'Assemblée nationale, portant vente de domaines nationaux à la municipalité de Paris, pour la somme de 14,460,600 livres 12 sols 4 deniers.

19 avril 1791.
Minute, *A. N.*, C 66, n° 652.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, avril 1791, p. 187.

3270. — Lettres de M. Bailly à l'Assemblée nationale, annonçant des adjudications de biens nationaux par la municipalité de Paris.

Avril 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 67, n° 661.

3271. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, transmettant les instructions du Département relatives au versement du montant des acquisitions et des rachats dans la Caisse de l'Extraordinaire, et demandant un rapport au sujet des plaintes du sieur Lauras, qui n'avait pu faire accepter un acompte sur le prix d'acquisition d'un domaine national.

27 avril 1791.
Copie, *A. N.*, F^{19} 863.

3272. — Lettre du commissaire du Roi, directeur de la liquidation, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, accusant réception des extraits de reconnaissances provisoires délivrées à divers acquéreurs de domaines nationaux.

5 mai 1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

3273. — Décrets de l'Assemblée nationale, portant vente de domaines nationaux

à diverses municipalités du département de Paris : 1° pour la somme de 1,490,945 livres 17 sols ; 2° pour celle de 1,719,843 livres 4 sols 2 deniers.

7 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 68, n° 676.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mai 1791, p. 81.

3274. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, à M. Bailly, déclarant que le directoire ne pourrait autoriser la Municipalité à acquérir les bâtiments et terrains faisant partie des domaines nationaux, qui servent de casernes ou de corps de garde, avant de savoir par qui devront être supportées les dépenses relatives à leur construction ou réparation.

23 mai 1791.
Copie signée, *A. N.*, F[19] 863.

3275. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, à l'agence générale des biens nationaux, l'avisant de la prolongation de délai accordée aux acquéreurs des biens nationaux pour faciliter les acquisitions.

28 mai 1791.
Copie, *A. N.*, F[19] 863.

3276. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux administrateurs des biens nationaux, au sujet de la plainte du sieur Simon, acquéreur d'un bien national, qui avait offert de payer 4,000 livres acompte de sa première annuité et avait éprouvé un refus.

11 juin 1791.
Copie, *A. N.*, F[19] 863.

3277. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, accusant réception des tableaux d'adjudications de biens, faisant observer que plusieurs des acquéreurs n'ont pas encore acquitté le premier terme de payement et priant d'apporter la plus grande diligence à ces recouvrements.

23 juillet 1791.
Copie, *A. N.*, F[19] 863.

3278. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au bureau de comptabilité, déclarant, à propos de la réclamation du sieur Bernier, acquéreur d'une maison, rue Simon-le-Franc, que les acquéreurs de biens nationaux ont droit au produit intégral des loyers à compter du jour de l'adjudication.

11 août 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

3279. — Requête du sieur Barthélemy Chossinon, négociant, adjudicataire de trois maisons à Paris, adressée aux administrateurs des biens nationaux, à l'effet de se libérer du prix d'acquisition par payements fractionnés.

12 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, F[19] 863.

3280. — Lettre de M. Desmousseaux, substitut du procureur de la Commune, au sujet de demandes à lui présentées par divers acquéreurs de biens nationaux, pour obtenir des facilités et délais en vue du règlement du prix des adjudications, avec lettres des particuliers en question.

22 août 1791.
Original signé et minutes (4 p.), *A. N.*, F[19] 863.

3281. — Lettres des sieurs Cottot et Porcher, acquéreurs de maisons à Paris, aux officiers municipaux et à M. Cahier de Gerville, déclarant qu'ils préfèrent souscrire des obligations pour tenir lieu des annuités.

26 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[19] 863.

3282. — Procès-verbaux et états des adjudications de biens nationaux envoyés par la municipalité de Paris à l'Assemblée nationale, avec lettre de M. Bailly.

Août 1791.
Minutes signées de M. Bailly, (1 dos.), *A. N.*, C 76, n° 760.

3283. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au bureau d'agence générale des biens nationaux, accusant réception de divers états d'adjudications de biens domaniaux et de rachats de lots et ventes, ainsi que de droits sei-

gneuriaux, et donnant des instructions pour l'envoi de nouveaux états d'adjudications.

2 septembre 1791.
Copie, *A. N.*, F^{19} 863.

3284. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires de l'agence des biens nationaux, donnant des explications sur la réduction à 15 sols du droit d'enregistrement, perçu pour les aliénations de biens nationaux aux municipalités, pendant quinze ans, et pour les ventes et cessions de particuliers à particuliers, durant cinq ans.

19 septembre 1791.
Copie, *A. N.*, F^{19} 863.

3285. — Décrets de l'Assemblée nationale, portant aliénation de biens nationaux aux municipalités de Montmartre, Courbevoie, Clichy, Épinay, Pantin, Stains.

19 septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 80, n° 796.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 389.

3286. — Décrets de l'Assemblée nationale, portant aliénation de biens nationaux aux municipalités de Montreuil, Fontenay-sous-Bois, Colombes, Gennevilliers.

24 septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 81, n° 800.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 560.

3287. — Décret de l'Assemblée nationale, portant vente de domaines nationaux à la municipalité de Paris, pour la somme de 138,221 livres 10 sols.

26 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, C 81, n° 803.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 629.

3288. — Décrets d'aliénation de biens nationaux aux municipalités de Charenton, Ivry, Montrouge, Champigny, Châtillon-les-Bagneux et Bagneux.

27 septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 81, n° 803.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 677.

3289. — Lettres de M. Bailly à l'Assemblée nationale, annonçant des adjudications de biens nationaux par la municipalité de Paris.

Septembre 1791.
Minutes (1 dos), *A. N.*, C 82, n° 808.

3290. — Lettre des administrateurs des domaine et finances aux commissaires des biens nationaux, adressant copie d'une lettre de M. Amelot, administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire, du 27 août, relative au payement des obligations consenties par la Municipalité pour acquisition de biens nationaux.

Septembre 1791.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

3291. — Bordereaux d'annuités payées par des acquéreurs de biens nationaux.

1791.
Imprimés remplis (1 dos.), *A. N.*, F^{19} 863.

3292. — Bordereaux de recettes et dépenses de la Caisse des biens nationaux.

1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, H 2178.

3293. — Indication par lots des biens mis en vente.

Sans date.
Minute, *A. N.*, H 2176.

CHAPITRE V

CULTES

NOUVELLE ORGANISATION DU CLERGÉ. ARCHEVÊCHÉ ET ÉGLISE CATHÉDRALE DE PARIS. ÉGLISES COLLÉGIALES ET PAROISSIALES. CORPORATIONS RELIGIEUSES.

---

§ 1. — Nouvelle Organisation du clergé.

A. — TRAITEMENTS ET PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES.

3294. — Lettre de l'abbé Desfeux, prêtre chapelain de Saint-Benoît, au Comité ecclésiastique, au sujet du payement de la portion congrue des curés, qu'il serait injuste d'exiger, si les dîmes ne doivent pas être perçues en 1790 par les bénéficiers.

10 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XIX 24, n° 385.

3295.— Mémoire de l'abbé Rousselot, abbé de Sainte-Geneviève et supérieur général des chanoines de la congrégation de France et de l'ordre du Val-des-Écoliers, réclamant pour lui un traitement analogue à celui des autres abbés chefs d'ordre, ainsi qu'un traitement pour les assistants formant son conseil, pour les quatre visiteurs et le procureur général de l'ordre, avec une augmentation de pension en faveur des prieurs des maisons de l'ordre.

20 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XIX 25, n° 386.

3296. — Lettre du frère Zenon, provincial des Capucins de la province de Paris, au président de l'Assemblée nationale, lui représentant que les provinciaux âgés de moins de cinquante ans se trouveront, par suite de la motion de M. Treilhard, placés dans la dernière classe pour les pensions, et demandant que les supérieurs de chaque ordre, quel que soit leur âge, aient un traitement égal à celui du plus ancien religieux de leur ordre.

21 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XIX 25, n° 386.

3297. — Mémoire du frère Chrysologue de Gy, capucin à Paris, au Comité des pensions, exposant qu'il s'occupe d'histoire naturelle et de géographie et demandant à être compris sur la liste des personnes qui reçoivent des secours pour travaux littéraires.

1er février 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 58, n° 237.

3298. — Lettre de l'abbé Leblond, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres et bibliothécaire à la Bibliothèque Mazarine, envoyant la déclaration du revenu des deux pensions qui lui ont été accordées sur les bénéfices ecclésiastiques, avec un exposé de ses travaux.

16 février 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, n° 416.

3299. — Déclarations de titres de bénéfices et pensions, faites devant la municipalité de Paris, en exécution du décret du 5 février 1790, (par ordre alphabétique de titulaires).

Février-mai 1790.
Minutes (40 dos.), *A. N.*, D XIX 32-42, n°s 499-538.

3300. — Délibération du district de Saint-Philippe-du-Roule, exprimant le vœu que les frères lais des ordres monastiques soient compris dans le décret sur les pensions religieuses, avec lettre d'envoi au Comité ecclésiastique.

28 mars, 24 avril 1790.
Extrait collationné et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 50, n° 68.

3301. — Lettre de l'Assemblée des représentants de la Commune au Comité ecclésiastique, transmettant le vœu des districts des Petits-Augustins, de Saint-Étienne-du-Mont et des Carmes déchaussés pour assimiler les frères lais aux autres religieux et leur faire attribuer une pension suffisante.

17 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 47, n° 22.

3302. — Mémoire du sieur Menurot, supérieur de la maison de retraite des prêtres vieux ou infirmes, dite de Saint-François-de-Sales, à Issy, exposant l'état critique de cette maison, indispensable pour servir d'asile aux anciens prêtres qui ne veulent pas être pensionnés.

18 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 30, n° 482.

3303. — Lettre du département du domaine au président de l'Assemblée nationale, adressant les expéditions des déclarations de la pluralité des bénéfices ainsi que des pensions, faites en vertu du décret du 5 février.

21 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 50, n° 66.

3304. — Lettre des vicaires de Saint-Cloud, de Passy, d'Auteuil et de Boulogne, chargés de procuration de leurs confrères, au président de l'Assemblée nationale, représentant qu'en raison du voisinage de la capitale, le traitement des vicaires des environs de Paris devra être plus élevé que celui de leurs confrères de province.

28 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, n° 426.

3305. — Requête des prêtres sexagénaires et septuagénaires à l'Assemblée nationale, exposant la situation lamentable qu'ils ont en perspective, en voyant leurs ressources diminuées et leur loyer supprimé dans l'âge de la caducité.

30 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, n° 426.

3306. — Lettre de M. Bailly au président du Comité des pensions, priant d'accorder provisoirement à l'abbé Boudeau, religieux sécularisé de l'ordre des Prémontrés, enfermé comme aliéné dans une maison du faubourg Saint-Antoine, une pension qui assure son existence, avec mémoire du sieur Duchesne, intendant de la maison de Madame, en faveur dudit abbé.

12 juin 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XIX 59, n° 259.

3307. — Supplique de M. Jean-Claude Caraffe, prêtre de Paris, ex-chanoine de Saint-Marcel, à l'Assemblée nationale, à l'effet de conserver le revenu de son canonicat et la jouissance d'une vieille maison étayée, que le chapitre lui avait concédée, sa vie durant.

14 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 426; D XIX 89, n° 724.

3308. — Supplique de l'abbé Joseph Dastre, prêtre habitué du diocèse de Paris, ancien augustin de la place des Victoires, à

l'Assemblée nationale, pour obtenir un secours viager, avec réponse du Comité.

15 juin, 21 novembre 1790.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, nº 426.

3309. — Lettre de l'abbé Caraffe, ex-chanoine de Saint-Marcel, âgé de soixante-huit ans, au président de l'Assemblée nationale, demandant que les titulaires de bénéfices, âgés de plus de soixante ans et n'ayant que 1,800 à 2,000 francs de revenu, ne subissent aucune diminution.

17 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 65, nº 371.

3310. — Lettre de l'abbé Chappuis, vicaire d'Auteuil, au nom des vicaires de la banlieue, au maire de Paris, pour le prier de prendre en main leur cause, à l'effet de leur faire assigner un traitement plus élevé que celui des vicaires de campagne, avec lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique.

18, 23 juin 1790.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, D XIX 66, nº 380.

3311. — Lettre de M. Lagrénée, prieur de Saint-Victor, au président de l'Assemblée nationale, lui demandant s'il doit faire valoir les fonctions curiales qu'il exerce dans la paroisse de Saint-Victor pour réclamer un traitement égal à celui des autres curés, ou si, malgré son âge et les services rendus à l'Église depuis vingt-six ans, il devra se contenter de la pension accordée aux simples religieux, avec mémoire à l'appui et lettre des commissaires des biens nationaux.

24 juin, 18 août 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XIX 65, nº 372; D XIX 66, nº 383.

3312. — Supplique de M. Louis-Laurent Gaultier, ancien curé du diocèse de Rouen, demeurant rue de Sèvres, au Comité ecclésiastique, à l'effet d'obtenir, eu égard à son grand âge et à ses infirmités, soit une pension, soit une place fixe et inamovible à Paris pour y exercer le saint-ministère.

Sans date (juin 1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 66, nº 375.

3313. — Adresses du sieur Lazare Bouchou, dit Bourguignon, cuisinier depuis onze ans chez les Pères de la Merci, et précédemment chez les Dominicains de la rue Saint-Jacques, à l'Assemblée nationale, afin d'être gratifié d'une pension alimentaire.

3 juillet, 31 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 61, nº 295; D XIX 67, nº 411.

3314. — Lettre de l'abbé de Gardinville, doyen des bénéficiers de la Sainte-Chapelle, à M. d'Ormesson, président du Comité ecclésiastique, exposant la détresse dans laquelle il va se trouver par suite de la privation de ses revenus.

11 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 24, nº 385.

3315. — Lettre du frère Ephrem, religieux diacre de la maison des Capucins de Meudon, au président du Comité ecclésiastique, implorant des secours, en raison de sa santé très précaire.

16 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 62, nº 312.

3316. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, lui renvoyant un mémoire présenté par deux religieux irlandais qui ont fait profession dans le couvent des Grands-Augustins et sollicitent une pension, avec lettres des administrateurs des biens nationaux et du Comité, estimant que, si leur qualité d'étranger ne permet pas de leur attribuer une pension, la Municipalité peut accorder à chacun d'eux un secours de 150 livres pour faciliter leur retour dans leur pays.

27 juillet, 4, 5 août 1790.
Minutes signées (4 p.), *A. N.*, D XIX 68, nº 430.

3317. — Lettre de l'abbé Dusaul, ci-devant cordelier, au président de l'Assemblée nationale, exposant la triste situation où il se trouve en raison du refus de l'évêque de Léon de le considérer comme relevé de ses vœux, aux termes de sa déclaration, ce qui empêche sa nomination comme aumônier de la marine.

29 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 65, nº 369.

3318. — Requête du sieur Descé, musicien attaché à la Sainte-Chapelle depuis quinze ans en qualité de violoncelle, au Comité ecclésiastique, afin d'obtenir une pension viagère ou une gratification proportionnée à ses services.

Juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 65, n° 370.

3319. — Requête du sieur Marin-Jean Leseigneur, bachelier en théologie, professeur émérite au collège d'Harcourt, pourvu d'un canonicat à Saint-Louis-du-Louvre, à l'Assemblée nationale, exprimant le vœu que les gradués septenaires, qui ont acquis des bénéfices avant le décret du 8 juin 1790, jouissent des revenus qui doivent leur appartenir.

Sans date (juillet 1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 65, n° 363.

3320.—Lettre d'un prêtre au président de l'Assemblée nationale, demandant, au nom des vicaires des chanoines, qui exerçaient les fonctions curiales, d'assurer leur sort.

Juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 66, n° 394.

3321. — Lettre du sieur Dun, religieux dominicain, aumônier du régiment de Médoc, à M. Bailly, lui représentant l'embarras qu'il éprouve avec le faible traitement de 600 livres qui lui est alloué, vu l'impossibilité de se retirer dans le couvent de la rue Saint-Honoré, lettre transmise par M. Bailly au Comité ecclésiastique, avec réponse du Comité, portant qu'un décret très prochain réglera la question soulevée par ce religieux.

2, 28, 31 août 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 413.

3322. — Requête de E.-V. Savoye, sous-prieur du couvent et aumônier du bataillon des Blancs-Manteaux, d'Auguste Delaleux et d'Alexandre Bernard de Saint-Julien, religieux du couvent des Blancs-Manteaux, au Comité ecclésiastique, alléguant qu'ils se trouvent réduits à la plus extrême nécessité et sollicitant le payement du traitement que l'Assemblée nationale leur a fixé.

3 août 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 25, n° 386.

3323. — Lettre de l'abbé Mazierre, premier vicaire du chapitre de Sainte-Opportune, au nom des vingt vicaires des chapitres de Paris, au président de l'Assemblée nationale, priant de faire en sorte qu'on assure leur existence compromise par la réforme des chapitres.

6 août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 66, n° 380.

3324. — Requête et lettre de Dom Devienne, bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, au Comité ecclésiastique, déclarant qu'il est dans l'alternative de mourir de faim ou de vivre d'aumônes, par suite du défaut de payement de sa pension.

Sans date (18 août 1790).
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 24, n°s 377, 384.

3325. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, demandant, à propos de la requête d'un chanoine régulier de Saint-Louis-de-la-Culture, âgé de quatre-vingt-dix ans, la latitude d'augmenter la pension des vieillards infirmes jusqu'à 300 livres, avec réponse du Comité, déclarant qu'il ne peut donner ni avis ni autorisation.

19, 21 août 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 66, n° 383.

3326. — Lettre de M. de Livry, capitaine de grenadiers, au Comité ecclésiastique, sollicitant en faveur de son oncle, M. de Livry, évêque *in partibus*, abbé de Sainte-Colombe, âgé de soixante-dix-neuf ans, qui avait donné pour 80,000 livres de volumes précieux à la bibliothèque de la ville de Paris, la continuation du traitement dont il jouissait.

25 août, 23 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 418.

3327. — Mémoire du sieur Jean Clavier, portier et suisse d'église des religieux de la Merci, au Comité ecclésiastique, à l'effet d'obtenir une pension ou traitement quelconque, jusqu'à ce qu'il ait trouvé un emploi, avec certificat délivré par le vicaire général du couvent de la Merci.

26 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 416.

3328. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, demandant, au nom de plusieurs particuliers, par qui et comment seront payées les rentes et pensions qu'ils possèdent sur les biens des Jésuites, avec réponse du Comité à l'agence générale des biens nationaux, renvoyant à l'article 26 du décret des 6 et 9 août 1790.

27, 31 août 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 413.

3329. — Adresse du sieur Percheron, ancien professeur au collège royal de Chartres, demeurant place Maubert, au Comité ecclésiastique, en faveur des pensionnaires des chambres diocésaines.

Août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, n° 416.

3330. — Requête du sieur Hespelle, docteur de Sorbonne, au Comité ecclésiastique, pour être payé de la pension de 8,600 livres qui lui était allouée sur les économats.

Août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 67, n° 411.

3331. — Mémoire d'Antoine-Claude Duchesne, religieux mineur, au Comité ecclésiastique, pour obtenir le payement par le supérieur de la maison de Vincennes de la pension alimentaire de 600 livres qui lui était due, avec 120 livres pour ses menus besoins, ou être reçu dans cette maison.

Août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 67, n° 411.

3332. — État des religieux Carmes de la place Maubert, Dominicains de la rue du Bac, Augustins de la reine Marguerite, Petits-Augustins de Notre-Dame-des-Victoires, Cordeliers de l'Ave-Maria, chanoines de l'abbaye de Saint-Victor et Récollets, auxquels il a été payé des acomptes sur leurs pensions.

Août-septembre 1790.
Minutes (7 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

3333. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, réclamant des secours pour la dame Lhomme, religieuse bernardine au couvent du Précieux-Sang, eu égard à son grand âge et à son état de détresse.

1er septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 68, n° 426.

3334. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, concernant la demande de payement de sa pension, adressée par le père Noël de Péronne, capucin, aumônier des dragons de la Reine, et réponse du Comité, estimant qu'il sera plus avantageux pour le religieux en question de toucher son traitement d'aumônier.

1er septembre, 22 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 413.

3335. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, envoyant un mémoire de M. Maiffredy, prêtre habitué de la paroisse de Sainte-Marguerite, qui sollicite des secours, pour lui permettre de subsister jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait fixé le traitement des prêtres des paroisses.

8 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 429.

3336. — Lettre de M. Pitra au Comité ecclésiastique, annonçant que l'administration des biens nationaux vient d'accorder à la dame Buffeteau, religieuse de Longchamps, qui désire vivre hors de son couvent, une provision de 100 livres à valoir sur la pension qui lui sera allouée.

13 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 437.

3337. — Lettre de M. Pitra au Comité ecclésiastique, annonçant que l'administration des biens nationaux, sur la requête de quatre religieuses, sorties de Longchamp avec une gratification annuelle de 500 livres, accorde à chacune d'elles un secours provisoire de 100 livres.

13 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 437.

3338.— Mémoire de l'abbé Jean Fouillet, ancien premier vicaire de Chaillot, vicaire de la Madeleine de la Ville-l'Évêque, des-

servant depuis vingt-quatre ans la chapelle du château des Porcherons, dit le Coq, au Comité ecclésiastique, à l'effet d'obtenir une gratification pour l'indemniser des sacrifices qu'il a faits en remplissant les fonctions pastorales sur le territoire de cinq paroisses, avec lettre d'envoi de M. Bailly.

13 septembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, nº 430.

3339. — Lettre de l'administration des biens nationaux au Comité ecclésiastique, afin d'être autorisé à payer la pension de Jean-Baptiste Dehaye, dit frère Jérémie, étudiant dans la maison des Capucins-Saint-Honoré, qui ne figure point sur l'état nominatif des Capucins de Paris.

15 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, nº 430.

3340. — Lettre de Dom Saurimont, religieux bernardin de Bonnefond, au Comité ecclésiastique, se plaignant d'être sur le pavé, sans argent, sans linge, sans pain, et sollicitant une avance sur sa pension pour retourner dans son cloître ou dans sa famille, avec décision du Comité ecclésiastique, autorisant la Municipalité à lui délivrer un acompte sur sa pension.

16 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, nºˢ 430, 433.

3341. — Mémoire de l'abbé Deruelle, chanoine de Picquigny, fondateur d'un hôpital pour les vieillards dans le faubourg du Temple, auquel était annexée une église, au Comité ecclésiastique, demandant qu'on lui assigne un revenu pour pouvoir liquider son entreprise, avec réponse du Comité, déclarant que le traitement dont il devra jouir sera déterminé par le revenu de son canonicat de Picquigny.

2 octobre, 21 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 96, nº 853.

3342. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, demandant la marche à suivre pour déterminer le traitement des bénéficiers pensionnaires, dont le chef-lieu du bénéfice sera dans le département de Paris, avec réponse du Comité.

15 octobre, 20 novembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 74, nº 534.

3343. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, concernant la réclamation de l'abbé Rudemare, titulaire de la chapelle Notre-Dame à Gentilly, qui se plaint d'avoir été imposé et de n'avoir rien touché de son bénéfice, avec lettre du Comité à l'abbé Rudemare, l'invitant à payer son imposition et à réclamer au district de Bourg-la-Reine le traitement qui lui est dû comme titulaire de cette chapelle.

16 octobre, 20 novembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XXIX 72, nº 504.

3344. — Lettre de Jean-François Messin, prêtre de la Mission attaché à l'Hôtel des Invalides, au Comité ecclésiastique, représentant toutes les vexations qu'on lui fait subir pour l'obliger à se retirer et sollicitant une pension proportionnée à son âge, à ses travaux et à ses infirmités, avec réponse du Comité, portant que le général des Lazaristes offre de le recevoir et de le faire soigner dans la maison de Saint-Lazare, et qu'il n'a aucun traitement à attendre de l'Assemblée nationale.

22 octobre, 3 novembre 1790.
Minutes (2 p.) *A. N.*, D XIX 74, nº 534.

3345. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, demandant si les religieuses sorties des maisons de charité ou d'éducation, où elles avaient fait profession, auront droit à des pensions et si ces pensions leur seront payées par la nation, avec réponse du Comité, déclarant que c'est le Département qui doit les payer à partir du jour où il s'est chargé de l'administration des biens ecclésiastiques.

22 octobre, 21 décembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 79, nº 599.

3346. — Mémoire de l'abbé Barré, chanoine et procureur du chapitre du Saint-

Sépulcre, au Comité ecclésiastique, au sujet de l'interprétation de l'article 24 du décret sur le traitement du clergé, en ce qui concerne la déduction des décimes de ce traitement, avec lettre d'envoi et avis du Comité, décidant que le bénéficier ne doit faire, sur la masse de revenu présentée pour la fixation de son traitement, aucune déduction relative aux impositions.

28 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 556bis.

3347. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, touchant le payement de la pension réclamée par la dame Méquignon, religieuse hospitalière de Saint-Gervais, sortie du couvent depuis le mois de juillet, et réponse du Comité, portant que les religieuses de Saint-Gervais ne peuvent se dispenser d'acquitter cette pension.

29 octobre, 3 novembre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XIX 74, n° 534.

3348. — Mémoire de la supérieure des Claristes de l'Ave-Maria en faveur de Mme Durup de Bussy de Baleine, infirme, transférée de leur communauté successivement dans celles du Petit-Saint-Thomas-de-Villeneuve et des Hospitalières de la place Royale, avec lettre de M. Bailly à la supérieure de cette maison, la remerciant d'avoir consenti à garder Mme de Bussy pendant quelques mois encore, et certificats médicaux à l'appui.

13, 23 novembre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 623.

3349. — Avis du Comité ecclésiastique, portant que le sieur Jean-Simon Arnould, ex-capucin du faubourg Saint-Jacques, arrivant des missions du Levant, peut se présenter devant la Municipalité pour y faire sa déclaration et toucher sa pension en qualité de religieux.

20 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

3350. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, lui soumettant la réclamation d'une pension par le père Jean-Baptiste Hicki, Irlandais, cordelier du couvent de Paris, au profit duquel il a abandonné les sommes acquises par ses travaux apostoliques et littéraires, avec mémoire du père Hicki et réponse du Comité, se désintéressant de la décision à intervenir.

20 novembre, 3 décembre 1790.
Original signé et minutes (6 p.), *A. N.*, D XIX 79, n° 599.

3351. — Lettre des vicaires de Boulogne au Comité ecclésiastique, demandant si les décrets de l'Assemblée concernant les traitements des vicaires seront appliqués cette année et exposant leur situation précaire, par suite du voisinage de Paris et de la cherté des vivres.

24 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 76, n° 555.

3352. — Lettres des commissaires administrateurs des biens nationaux et de M. Bailly au Comité ecclésiastique, appuyant la pétition des prêtres officiers du chapitre de Paris, qui sollicitent une pension alimentaire, pour ne pas être réduits à demander l'aumône.

26, 30 novembre 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

3353. — Lettre du Comité ecclésiastique à l'agence générale des biens nationaux, la priant d'allouer promptement un traitement à la sœur Lhomme, religieuse du Précieux-Sang, âgée de soixante-dix ans et infirme.

6 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

3354.—Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, représentant la situation misérable des personnes attachées aux maisons religieuses et demandant en leur faveur le même traitement que celui accordé aux officiers qui sont au service des chapitres, avec invitation du Comité pour la présentation d'un tableau indiquant l'âge, les services, les infirmités et le mérite de chacune de ces personnes.

15 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 76, n° 556bis.

3355. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, transmettant une lettre de Mme de Montalant, ancienne abbesse de Montfort, retirée au couvent de Bon-Secours, rue de Charonne, qui avait souscrit un billet en contractant un emprunt pour sa maison et voyait sa pension, constituant son unique ressource, frappée d'opposition par le créancier.

23 décembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, nº 627bis.

3356. — Délibérations de l'administration des biens nationaux sur le mémoire présenté par Madeleine-Victoire Filleul, organiste de l'abbaye de Longchamps, à l'effet d'être traitée comme religieuse de chœur et d'obtenir une pension en cette qualité, avec lettre d'envoi au Comité ecclésiastique et copie du contrat passé par la demoiselle Filleul avec l'abbaye de Longchamps.

30 décembre 1790-18 février 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D XIX 96, nº 853.

3357. — Supplique de l'abbé Manouri, prêtre habitué de la paroisse de Saint-Eustache, âgé de quatre-vingt-quatre ans, réclamant le règlement de deux semestres de deux petites pensions sur bénéfices, que deux abbés commendataires refusent de lui payer.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 58, nº 253.

3358. — Requête de l'abbé de Favre au Comité ecclésiastique, en vue d'obtenir le maintien de sa pension de 1,800 livres, rappelant qu'il fut chargé de prononcer l'oraison funèbre de Louis XV à Metz et déclarant qu'il se trouve paralysé d'un bras.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 56, nº 197.

3359. — Requête de M. Nicolas-François Millet, électeur de Paris, président du district de Saint-Lazare pendant les six premières semaines de la Révolution et aumônier perpétuel de ce district, à l'Assemblée nationale, proposant que tout indultaire, âgé de plus de quarante ans, sans bénéfice ni pension ecclésiastique, reçoive de la nation un traitement de 1,200 livres.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 24, nº 385.

3360. — Supplique de Jeanne-Lucie Fornet, religieuse professe, sortie du monastère de la Visitation de Chaillot, au Comité ecclésiastique, afin d'obtenir une pension.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 54, nº 161.

3361. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, renouvelant, sur la requête de Mme Durup de Baleine, ses sollicitations en faveur de cette religieuse clariste, atteinte d'hydropisie, qui mériterait d'obtenir le traitement accordé aux religieuses âgées, avec réponse du Comité, déclarant qu'il lui est impossible d'augmenter son traitement, mais que la Municipalité peut lui allouer un secours.

11 janvier 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, nº 626.

3362. — Mémoire de l'abbé De Moy, cidevant trésorier de la Sainte-Chapelle, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, où il fait observer qu'il a joui de toutes les dignités et prérogatives épiscopales et demande que son traitement soit fixé sur le pied de celui des évêques supprimés, avec lettre d'envoi de M. Pitra au Comité ecclésiastique.

12 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, nº 623.

3363. — Lettre de M. Camus, relative au mode de payement des pensions aux religieux de l'abbaye de Saint-Denis, payement qui sera suspendu pour ceux qui sont comptables jusqu'à la reddition de leurs comptes.

16 janvier 1791.
Copie, *A. N.*, F19 863.

3364. — Décision du Comité ecclésiastique, accordant, à titre provisoire, aux prêtres employés au service des paroisses de Paris, qui ont prêté le serment civique, un quartier du traitement assuré par l'article 6 du titre III du décret du 24 août 1790,

aux troisièmes vicaires, c'est-à-dire une somme de 250 livres.

17 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 81, n° 623.

3365. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, intercédant en faveur de Marie-Anne Beauchet et de Marie-Anne-Félicité Jacob, religieuses entrées au Val-de-Grâce et non admises au noviciat, par suite des défenses de l'archevêque de Paris, lesquelles sollicitent un traitement afin de pouvoir subsister.

19 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 81, n° 626.

3366. — Mémoire du sieur Jean-Gilles Forgeot, organiste du couvent des Grands-Augustins, aux administrateurs des biens nationaux, à l'effet d'obtenir un traitement égal à celui d'un frère donné, avec certificat du supérieur du couvent et délibération de l'agence générale des biens nationaux, renvoyant le sieur Forgeot aux Comités d'aliénation et ecclésiastique.

21 janvier, 18 février 1791.
Minutes et extraits (4 p.), *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

3367. — Lettre du Comité ecclésiastique au bureau d'agence générale des biens nationaux, déclarant que les ecclésiastiques ne sont fondés à réclamer que les termes de fermages de l'année 1789 et le priant de s'occuper sans relâche de la liquidation du traitement du clergé régulier et séculier.

29 janvier 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

3368. — Lettre circulaire du Comité ecclésiastique aux administrateurs du département de Paris, concernant l'exécution des décrets de l'Assemblée nationale sur le traitement du clergé séculier et régulier.

29 janvier 1791.
Minute et copies (3 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3369. — Questions posées au Comité ecclésiastique par les administrateurs de l'agence générale des biens nationaux, au sujet du payement de la contribution patriotique par les religieux et religieuses, avec réponse du Comité, indiquant dans quelles conditions les membres des établissements réguliers et séculiers sont tenus de faire leurs déclarations.

Janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 627bis.

3370. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, lui soumettant le mémoire de l'abbé Ladevèze, qui réclame le traitement des vicaires, fixé à 700 livres, pour avoir exercé les fonctions pastorales dans la paroisse de Sainte-Marguerite.

5 février 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 81, n° 628.

3371. — Requête présentée à l'agence générale des biens nationaux par les parents des enfants de chœur de la Sainte-Chapelle pour obtenir la gratification que la Chambre des comptes avait l'usage d'accorder à chacun de ces enfants au moment de leur sortie, avec délibération, renvoyant cette requête aux Comités réunis d'aliénation et ecclésiastique.

14 février 1791.
Minute signée et extrait (2 p.), *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

3372. — Adresse du sieur Lacrole, vicaire de l'église Saint-Germain à Vitry-sur-Seine, à l'effet de savoir si, outre son traitement de 700 livres comme vicaire de campagne, il peut toucher les émoluments de deux chapelles dont il est titulaire, avec décision du Comité ecclésiastique, portant qu'il peut recevoir le tiers de cette allocation supplémentaire indépendamment de son traitement complet de vicaire.

25 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 631.

3373. — Note du bureau de liquidation de l'administration des biens nationaux, demandant, au nom des vicaires de Sainte-Marguerite, si leur simple déclaration suffira pour établir le chiffre des émoluments devant constituer le traitement de 700 livres, accordé aux vicaires des villes par le décret du 3 août 1790, ou s'il faudra y joindre un extrait des registres des ma-

riages et des convois, et si les honoraires des messes devront entrer en ligne de compte, avec décision du Comité, inscrite à la suite.

25 février 1791.
Minute, *A. N.*, DXIX 44, n° 702, DXIX 82, n° 646.

3374. — Lettre du Comité ecclésiastique, stipulant, en réponse aux questions posées par les prêtres de Sainte-Marguerite, qu'on devra s'en rapporter à la déclaration des vicaires, au sujet de la somme qui doit compléter leur casuel, et que les honoraires des messes ne doivent pas entrer en ligne de compte de la somme de 700 livres.

25 février 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 612.

3375. — Requête de Jean-Pierre-Charles-Gervais Poujade de Ladevèze, prêtre vicaire de Sainte-Marguerite, au Comité ecclésiastique, à l'effet d'obtenir l'allocation d'une somme de 400 livres en qualité de vicaire de ville, avec décision conforme du Comité, déclaration de M. de Ladevèze, avis du procureur de la Commune et décision favorable du bureau de liquidation.

5 mars 1791.
Minute et copies conformes (3 p.), *A. N.*, F[19] 864.

3376. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Pastoret, demandant la ligne de conduite à suivre en présence des réclamations de plusieurs ecclésiastiques attachés aux paroisses, qui sollicitent le traitement de 700 livres accordé aux vicaires des villes, et faisant entendre que, si ces réclamations étaient accueillies, il en résulterait une augmentation de dépenses de plus de 400,000 livres par an, avec réponse de M. Pastoret, portant que le directoire n'a pas voulu trancher la question et va consulter à cet égard le ministre de l'intérieur.

22, 28 mars 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F[19] 612.

3377. — Arrêté du directoire du Département, touchant le mode de payement par les religieux et religieuses du second tiers de leur contribution patriotique, c'est-à-dire au moyen d'une retenue sur leur pension.

25 mars 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

3378. — Rapport du directoire du Département sur la question posée par M. Bailly, dans sa lettre du 22 mars, relativement aux prétentions des ecclésiastiques non vicaires attachés aux églises de Paris, avec lettres au ministre de l'intérieur, pour lui soumettre la difficulté, et projet d'arrêté, autorisant la Municipalité à accueillir les demandes de supplément de traitement, qui seront adressées par les prêtres exerçant les fonctions curiales dans les paroisses, et accompagnées de la déclaration des sommes perçues à titre de casuel ou autrement.

28, 29 mars, 11 juin, 21 juillet 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F[19] 612.

3379. — Lettre de M. Bailly aux administrateurs des biens nationaux, demandant, au nom du directoire, l'état de tous les individus salariés ou pensionnés, tant du clergé séculier que du clergé régulier, et de la dépense relative à leur traitement pour les années 1790 et 1791, non seulement dans l'étendue de la municipalité de Paris, mais encore dans les districts de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine.

30 mars 1791.
Copie, *A. N.*, F[19] 863.

3380. — Arrêté du directoire du Département, prenant les mesures nécessaires pour la liquidation des pensions qui devront être accordées aux religieuses des différentes maisons.

11 avril 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

3381. — Arrêté du directoire du Département, autorisant les commissaires administrateurs des biens nationaux à se procurer, au meilleur prix possible, le numéraire dont ils auront besoin pour le payement des traitements et pensions ecclésiastiques.

16 avril 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

3382. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au Comité

ecclésiastique, demandant son avis pour la fixation du traitement des prêtres desservants des annexes et succursales, avec réponse du Comité, déclarant que ces ecclésiastiques sont des vicaires qui doivent être assimilés aux curés.

23 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 88, n° 713.

3383. — Mémoire de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, au président du Comité ecclésiastique, soumettant au Comité la demande des prêtres habitués des églises de Paris, à l'effet d'être admis au traitement établi pour les vicaires, et proposant de leur allouer, à titre de gratification, la différence qui sera trouvée en 1790 entre le produit de leur casuel avec les rétributions ordinaires et la somme de 700 livres.

27 avril 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 89, n° 724.

3384. — Rapport fait au directoire du département de Paris sur la question du traitement à allouer aux prêtres remplissant les fonctions de vicaires dans les paroisses de Paris, notamment en ce qui touche leur nombre, l'évaluation de la dépense et les précautions à prendre pour s'assurer des sommes qu'auront perçues les ecclésiastiques, soit en 1790, soit en 1791, afin de fixer ensuite le supplément qui devra être payé à chacun d'eux.

Avril 1791.
Copie, *A. N.*, D XIX 89, n° 724.

3385. — Supplique d'Antoine Villard, ancien sommelier et pannetier du grand séminaire de Saint-Sulpice, infirme, au département de Paris, à l'effet d'obtenir une pension de retraite qui puisse le faire subsister et l'arracher aux horreurs de la misère, avec certificat de l'abbé Emery, supérieur du séminaire.

4 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 88, n° 713.

3386. — Lettre de la dame Camuset, exreligieuse de la Visitation de Chaillot, au Comité ecclésiastique, accompagnant l'envoi d'un mémoire pour se plaindre de la modique pension qui lui est allouée par la Municipalité.

20 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 719.

3387. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, accusant réception de l'état des payements faits aux fonctionnaires publics et pensionnaires ecclésiastiques de Paris, qui lui semble incomplet et ne mentionne pas les payements ordonnés par la Municipalité provisoire.

24 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, F[19] 863.

3388. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires près l'agence des biens nationaux, envoyant l'état des religieuses domiciliées à Paris, qui sont pensionnées sur la caisse des secours, et priant de vérifier si elles n'ont rien reçu, soit à titre de secours sur 1790, soit à raison des liquidations faites dans le département où se trouve leur maison professe.

31 mai 1791.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, F[19] 863.

3389. — État des ecclésiastiques qui ont été attachés à la paroisse de Saint-Gervais depuis le 1er janvier jusqu'au 1er avril 1791, certifié par le sieur Denise, marguillier comptable, avec avis du bureau de liquidation, fixant les sommes à payer aux prêtres de cette paroisse, et décompte des sommes à répéter contre eux.

3 juin 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[19] 864.

3390. — Arrêté du directoire du Département, autorisant le receveur du district à faire payer à l'abbé Bruté, curé de l'ancienne paroisse de Saint-Hippolyte, ainsi qu'aux fonctionnaires publics de cette paroisse, le premier quartier de leur traitement pour l'année 1791.

8 juin 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

3391. — Mémoire de l'évêque de Babylone au Comité ecclésiastique, exposant que, de-

puis le 17 mars, il est privé de son traitement, et réclamant les arrérages de l'année précédente, avec avis du Comité, arrêté du directoire du Département, décidant que l'évêque de Babylone jouira du traitement accordé aux évêques dont les évêchés n'ont pas été supprimés, lequel est fixé à 12,000 livres, et lettre du même directoire à l'Assemblée nationale, sollicitant une loi qui détermine l'état de l'évêché de Babylone.

18 juin-30 août 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D XIX 89, n° 724.

3392. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, accusant réception de l'état des religieuses pensionnées sur la caisse des secours.

20 juin 1791.
Copie, *A. N.*, F^{19} 863.

3393. — Arrêté du directoire du Département, décidant que tous les ecclésiastiques résidant à Paris, ayant droit à un traitement, ne pourront le recevoir qu'après avoir justifié individuellement de leur déclaration de contribution patriotique, laquelle sera retenue sur leurs traitements en trois termes.

20 juin 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 863.

3394. — Lettre de M. Bailly aux commissaires de l'agence des biens nationaux, transmettant et appuyant la demande de M. Lebrun, député de Dourdan à l'Assemblée nationale, pour le payement au sieur Rouzel, carme déchaussé, du quartier de sa pension.

9 juillet 1791.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

3395. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au Comité ecclésiastique, le priant de faire rendre un décret à l'effet d'accorder des secours, soit à titre de pensions, soit à titre de gratifications particulières, aux anciens employés des chapitres, communautés et maisons religieuses.

20 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

3396. — Certificat du sieur Denise, marguillier comptable de la paroisse de Saint-Gervais, constatant que le sieur Pouilliez, maître des enfants de chœur, a rempli sans traitement depuis sept ans ces fonctions.

22 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 864.

3397. — Lettre de M. Vigée, priant M. Lavisse de ne faire payer à aucun des religieux Jacobins de la rue Saint-Honoré leur traitement, jusqu'à ce qu'ils aient représenté les tableaux indiqués dans leur déclaration, qui ne se trouvaient plus dans leur maison lors du récolement.

22 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 864.

3398. — Lettre de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, au président du Comité ecclésiastique, pressant la décision du Comité au sujet de la fixation du traitement des ecclésiastiques attachés aux paroisses, sous le titre de prêtres habitués, en réponse à un mémoire adressé par le directoire du département de Paris.

29 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 89, n° 724.

3399. — Lettre de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, au directoire du Département, annonçant qu'il a communiqué au Comité ecclésiastique son mémoire sur le traitement des prêtres habitués de Paris pour l'année 1790 et les six premiers mois de 1791.

29 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 612.

3400. — Lettre de M. Desmousseaux, substitut du procureur de la Commune, au bureau de comptabilité des biens nationaux, transmettant la réclamation par le sieur Nicolas-Paul Petit, prêtre habitué de Saint-Nicolas-des-Champs, du premier semestre de son traitement pour 1791, avec note indiquant les pièces à fournir par cet ecclésiastique.

30 juillet 1791.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

3401. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au Comité

ecclésiastique, joignant les instances du directoire à celles du ministre pour avoir la décision du Comité sur le payement des ecclésiastiques attachés aux paroisses de Paris et y exerçant les fonctions vicariales, ceux de Saint-Sulpice se plaignant hautement de l'administration, avec réponse du Comité, déclarant que, pour 1790, ces prêtres doivent être rétribués, soit sur le revenu des fabriques, soit sur le casuel, et que, pour 1791, il n'y aura plus que des vicaires en titre payés par le Trésor public.

1er, 5 août 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 89, n° 724.

3402. — Décision du Comité ecclésiastique, adressée à M. Pastoret en réponse à sa lettre du 1er août, portant que les ecclésiastiques attachés aux paroisses de Paris en 1790, y exerçant les fonctions de vicaires sans en avoir le titre, doivent être rétribués sur le revenu des fabriques, mais que, pour 1791, les vicaires institués par l'évêque, de concert avec le directoire du Département, devront être payés par le Trésor public.

5 août 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F^{19} 612.

3403. — Arrêté du directoire du Département, fixant la quotité des gratifications et pensions qui seront accordées aux officiers ecclésiastiques et laïques et autres employés au service du chapitre de Saint-Honoré, avec désignation des titulaires.

Août 1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 612.

3404. — Lettre de M. Cousin, administrateur au département des établissements publics, au Comité ecclésiastique, exposant l'affreuse situation des prêtres ci-devant attachés à la Salpêtrière, qui manquent absolument de tout et s'estimeraient très heureux d'obtenir pour chacun d'eux une somme de 200 livres une fois payée.

2 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 89, n° 719.

3405. — Lettre de M. Cousin, administrateur au département des établissements publics, au Comité ecclésiastique, plaidant la cause des sœurs de charité de l'hôpital des Incurables, qui réclament une pension, avec lettre d'une de ces sœurs, et réponse du Comité, déclarant que le sort des congrégations de religieuses, par conséquent des sœurs, ne sera fixé qu'au moment où l'Assemblée s'occupera de l'éducation nationale.

3 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 89, n° 719.

3406. — Lettre de l'abbé Burat, ancien vicaire de chœur du chapitre de Saint-Honoré, au Comité ecclésiastique, demandant que les ecclésiastiques employés dans les chapitres supprimés, dont les infirmités seront prouvées, jouissent du traitement qui leur a été accordé.

22 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

3407. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, à l'agence générale des biens nationaux, priant de restituer aux fondés de pouvoirs, qui se présentent au directoire pour obtenir de nouveaux mandats, les procurations précédemment déposées en vue du payement des traitements ou pensions ecclésiastiques.

30 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 863.

B. — SERMENT ECCLÉSIASTIQUE.

3408. — État des curés de Paris qui ont prêté ou refusé le serment.

Sans date.
Minute, *A. N.*, C 202, n° 160^{54}.

3409. — Lettre et mémoire du sieur Fulchie, desservant, aumônier du bataillon et secrétaire du comité militaire de Belleville, au sujet de la célébration du service religieux dans une église conventuelle par des prêtres non assermentés.

16 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1456.

3410. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par M. Jean Roccart, curé de la paroisse de Châtillon-les-Paris, et par M. Bon-Charles-Jacques Allix, vicaire de la même paroisse, dressé par la municipalité, avec lettre d'envoi de M. Courtois, procureur de la commune de Châtillon.

12, 22 décembre 1790.
Extrait conforme et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

3411.—Lettre de M. Jean-Baptiste-Marie-Louis La Reynie, ex-prieur commendataire de Saint-Léger, capitaine de la garde nationale et l'un des vainqueurs de la Bastille, envoyant le texte de son serment civique, par lequel il jure de défendre la constitution civile du clergé.

9 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 623.

3412.—Lettre du sieur Mathieu, ex-capucin, prêtre sous le nom de Frédéric, soldat et secrétaire de la 1re compagnie du bataillon de Saint-Roch, au président de l'Assemblée nationale, adressant comme prêtre le serment qu'il a déjà fait comme soldat citoyen.

15 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 623.

3413. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, demandant quelle conduite doit tenir la Municipalité à l'égard des ecclésiastiques qui ont fait leur soumission, mais n'ont pu, pour cause de maladie ou autre empêchement légitime, prêter le serment requis, avec réponse du Comité, déclarant que, si la prestation du serment n'a pu se faire le dimanche indiqué, elle doit être reportée à l'un des dimanches suivants.

17, 22 janvier 1791.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 627bis.

3414.—Décision du Comité ecclésiastique, prescrivant le payement d'un quartier de traitement aux ecclésiastiques ayant prêté le serment civique et employés au service des paroisses de Paris.

17 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3415. — Lettre de M. Dubroca, ancien barnabite de la communauté de Passy, aumônier du bataillon de la garde nationale de Passy, au Comité ecclésiastique, demandant s'il peut encore prêter le serment prescrit aux prêtres.

18 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 623.

3416. — Lettre de M. Desfeux, prêtre, électeur de Paris en 1789, au président du Comité ecclésiastique, déclarant que c'est à tort que l'on invite les vicaires généraux à prêter serment, ces vicaires n'étant fonctionnaires publics qu'autant que l'évêque aura prêté son serment.

21 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 631.

3417. — Prestation solennelle de serment faite dans l'église de Montmartre, en présence du conseil général de la commune, par M. Simon-Nicolas Castelan, curé de la paroisse, et M. Jean-Jacques Duval, son vicaire, avec lettre du conseil général de la commune de Montmartre au Comité ecclésiastique, prenant acte de ce serment et protestant contre l'inculpation d'après laquelle le maire aurait voulu se faire accorder dans l'église certaines prérogatives.

23 janvier 1791.
Original signé et copie conforme (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 626.

3418. — Adresse des ecclésiastiques de la paroisse de Saint-Sulpice à l'Assemblée nationale pour expliquer les motifs de leur prestation de serment.

Janvier 1791.
Minute de la main de Soulavie, *A. N.*, C 54, n° 535.

3419. — Prestation de serment adressée au Comité de constitution par les maîtres et maîtresses des écoles dépendantes de la juridiction ci-devant cantorale, dénoncés par le sieur P.-J. Audouin, comme inspirant à leurs élèves des sentiments de haine contre les représentants du peuple et excitant les enfants qui leur sont confiés à la révolte contre toute autorité légitime.

7 février 1791.
Minute signée du sieur Chemelot, maître de pension, *A. N.*, D XIX 81, n° 630.

3420. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, au Comité ecclésiastique, demandant s'il peut convoquer tous les jours l'Assemblée électorale du district de Paris, celle du Département ayant terminé ses opérations, représentant l'urgence de donner l'institution canonique aux curés nouvellement élus, en présence du refus des ex-vicaires généraux de renouveler les pouvoirs des vicaires de campagne qui ont prêté le serment, et demandant le moyen de remplacer les supérieurs et directeurs des séminaires qui ont refusé le serment, avec réponse du Comité, jugeant qu'il est nécessaire d'attendre l'élection de l'évêque pour faire donner l'institution aux curés.

15, 17 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 630.

3421. — Lettre de l'abbé Ruffenach, vicaire de Boulogne, au Comité ecclésiastique, exposant que le vicaire général M. de Floirac refuse de renouveler ses pouvoirs, sous prétexte qu'il a prêté le serment, et exige sa rétractation.

28 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 634.

3422. — L'apologie du serment, prône civique par l'abbé Ferrand, vicaire de Montrouge, avec lettre d'envoi à l'Assemblée nationale.

11 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 89, n° 719.

3423. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au Comité ecclésiastique, annonçant l'envoi de l'état nominatif des ecclésiastiques qui ont prêté le serment ou ont persisté dans leur refus, dès que la Municipalité et les deux districts du Département l'auront fait parvenir.

21 mars 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 82, n° 648.

3424. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, priant, eu égard au grand nombre d'ecclésiastiques qui se sont présentés au greffe de la Municipalité pour prêter le serment, de leur assigner un local commun, tel que l'église métropolitaine.

20 avril 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 78, n° 580.

3425. — Lettre du sieur Martin, maire d'Ivry, au président de l'Assemblée nationale, demandant, en raison des troubles provoqués par les prêtres constitutionnels, qu'on ait le droit d'employer les curés non assermentés, en les payant.

27 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 25, n° 394.

3426. — État du serment pur et simple, de celui avec restrictions et du refus de serment par les curés, vicaires et fonctionnaires publics des paroisses du district de Saint-Denis.

28 mai 1791.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 703.

3427. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, appelant son attention sur le projet qu'on avait, paraît-il, formé d'insulter les fidèles qui se réunissaient dans les églises des Mathurins et de Sainte-Geneviève pour entendre la messe de prêtres non assermentés, et montrant la nécessité de réprimer tout désordre, avec réponse de Lafayette.

4 juin 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 159.

3428. — Pétition de M. Charles-Nicolas Osselin, président de la section de la Fontaine-de-Grenelle, à l'Assemblée nationale, réclamant l'exécution du décret du 28 novembre et demandant en conséquence, que les prêtres non assermentés, admis, par le décret du 7 mai, à dire la messe dans les églises paroissiales, puissent également la célébrer dans les temples particuliers qu'ils auront loués, mais ne puissent administrer les sacrements, le baptême, ni s'acquitter d'aucunes des fonctions réservées aux prêtres assermentés, avec lettre d'envoi.

10 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 89, n° 720.

3429. — Lettres du Comité ecclésiastique au procureur général syndic, le priant de lui faire parvenir l'état général des fonctionnaires publics ecclésiastiques du Département, divisé par districts, qui ont prêté le serment et celui des non assermentés.

18 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 703.

3430. — Lettres du procureur général syndic du Département à M. Bailly, maire de Paris, et aux procureurs syndics des districts de Saint-Denis et Bourg-la-Reine, pour demander les états des fonctionnaires publics ecclésiastiques qui ont prêté le serment et celui des non assermentés.

19 juillet et septembre 1791.
Minutes non signées (5 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 703.

3431. — Arrêté du Corps municipal, décidant l'envoi au secrétariat de la Commune, par les commissaires des biens nationaux, des états des ecclésiastiques de la capitale et la rédaction d'états particuliers de ceux qui ont prêté le serment.

20 juillet 1791.
Extrait signé, *A. N.*, D XIX 44, n° 703.

3432. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Pastoret, annonçant l'envoi prochain, au directoire du Département, des états des fonctionnaires ecclésiastiques qui ont prêté ou n'ont pas prêté le serment, états demandés par lettre du 19 juillet.

21 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 44, n° 703.

3433. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Pastoret, accompagnant l'envoi des états des ecclésiastiques, fonctionnaires publics de la capitale, fournis par les commissaires des biens nationaux, ou extraits des procès-verbaux déposés au secrétariat de la Municipalité.

18 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 44, n° 703.

3434. — Lettre du procureur général syndic du Département aux commissaires de l'agence des biens nationaux, réclamant un nouveau relevé des fonctionnaires ecclésiastiques en exercice, y compris ceux des nouvelles paroisses.

12 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 703.

3435. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Département, annonçant le prochain envoi d'un relevé général de tous les salariés, dans lequel se trouvera l'état de tous les fonctionnaires publics attachés aux nouvelles paroisses.

20 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 703.

3436. — Lettre du procureur général syndic du Département au Comité ecclésiastique, demandant si les états à fournir doivent mentionner séparément les fonctionnaires actuels assermentés et ceux qui n'ont pas prêté le serment, ou former un relevé unique.

21 septembre 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D XIX 22, n° 352; D XIX 44, n° 703.

C. — EXERCICE DU CULTE. — ORGANISATION DES PAROISSES.

3437. — Lettre du marquis de Gouffier au président de l'Assemblée nationale, représentant, au nom des patriotes du canton de Pierrefitte, qu'il n'y aurait aucun inconvénient de réduire à deux le nombre des cloches des églises, la plupart des villages des environs de Paris en possédant jusqu'à quatre.

1er décembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XIX 25, n° 393.

3438. — Lettre de M. de Sainte-Marthe, procureur au Châtelet, au Comité ecclésiastique, proposant de décréter que les communautés religieuses ne pourront avoir qu'une cloche et que le surplus sera employé à la fabrication des pièces de monnaie de deux sols.

21 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XIX 50, n° 88.

3439. — Lettre adressée par « des amis sincères du vertueux clergé » au Comité ecclésiastique, pour obtenir la promulgation d'un décret qui interdise aux ecclésiastiques d'avoir à leur service des femmes de moins de quarante-cinq ans, et d'un autre décret portant que toute fille qui se déclarerait grosse des œuvres d'un prêtre ne fût pas écoutée et fût déclarée libertine.

3, 8 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 31, nos 495, 498.

3440. — Lettre du sieur Devarrediles, citoyen du district des Mathurins, à l'Assemblée nationale, exposant ses vues pour l'amélioration du sort des prêtres chargés de desservir les paroisses à Paris, avec divers projets de réformes touchant l'organisation du service religieux.

9 février 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 25, nº 394.

3441. — Lettre « d'une société de jeunes gens forcés par leurs parents d'être ecclésiastiques », accompagnant l'envoi d'une adresse à l'Assemblée nationale.

5 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 48, nº 36.

3442. — Lettre de plusieurs jeunes ecclésiastiques au Comité ecclésiastique, demandant que l'on suspende les ordinations.

15 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 54, nº 157.

3443. — Motion de l'Assemblée des représentants de la Commune, s'élevant contre « l'exaction journalière des billets de confession, aussi contraire à la liberté de l'homme qu'au véritable esprit de la religion », avec accusé de réception du Comité ecclésiastique à l'abbé Fauchet.

19 mai, 13 juin 1790.
Extrait conforme et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, nº 429.

3444. — Lettre de l'abbé Waltrin, prêtre, directeur de la Salpêtrière, au président de l'Assemblée nationale, montrant l'inconvenance de laisser le choix des prédicateurs de stations au bon plaisir des loueurs de chaises dans les églises.

11 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 24, nº 384.

3445. — Lettre et mémoire de l'abbé Desmonceaux à l'Assemblée nationale, signalant le danger, pour le baptême des enfants nouveau-nés, de l'emploi de l'eau froide et de l'immersion sur la fontanelle, au lieu de la partie frontale.

15 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 58, nº 256.

3446. — Lettre du sieur Courtois, procureur de la commune de Châtillon-lès-Bagneux, au Comité ecclésiastique, demandant son avis au sujet de la refonte de deux des cloches de la paroisse, décidée par la municipalité.

16 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 58, nº 248.

3447. — Adresse du comédien Talma à l'Assemblée nationale, représentant les difficultés opposées à son mariage par le curé de Saint-Sulpice, qui exigeait de lui une renonciation à son état, et invoquant les droits civils qui lui étaient acquis par la constitution, adresse renvoyée au Comité ecclésiastique.

12 juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, nº 437.

3448. — Lettre de M. Poissonnier, ex-chanoine régulier de Saint-Victor, au Comité ecclésiastique, se plaignant de la défense à lui intimée par M. de Floirac, chanoine et grand vicaire de Paris, de dire la messe dans une maison religieuse voisine de son domicile, et lettre du Comité à M. de Floirac, demandant les motifs de cette interdiction.

14 octobre, 20 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 72, nº 504.

3449. — Arrêté des Comités réunis d'aliénation et des affaires ecclésiastiques, décidant la mise sous scellés des effets mobiliers dans les maisons religieuses, sauf pour les églises, les ornements et vases sacrés nécessaires au culte, ainsi que la nomination de commissaires de la Municipalité, chargés de suivre ces opérations.

19 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, nº 8.

3450. — Lettre du Comité ecclésiastique au maire de Paris, relativement aux frais du culte fait par les religieuses dans l'intérieur de leurs maisons, pour lequel il n'y a lieu d'accorder aucune allocation, et au produit des locations dans l'intérieur des communautés, qui leur revient entièrement.

30 octobre 1790.
Minute et copies (4 p.), *A. N.*, D XIX 44, nº 702.

3451. — Envoi par le Comité ecclésiastique d'imprimés destinés aux districts, pour la rédaction d'états des frais du culte, ainsi que des pensions et traitements des religieux et religieuses.

24 novembre 1790.
Minute, A. N., D XIX 44, n° 702.

3452. — Décision du Comité ecclésiastique, portant que les loyers des chaises dans les églises des religieux leur appartiennent, comme ayant rapport au culte divin dont ils sont chargés, avec lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis, notifiant cette décision à l'agence générale des biens nationaux.

24 novembre 1790.
Copies (3 p.), A. N., D XIX 44, n° 702, F[19] 863.

3453. — Requête du sieur Claude Violet, cordonnier, et d'Elisabeth Hubner, calviniste, au Comité ecclésiastique, le priant d'enjoindre à M. Castelan, curé de Saint-Pierre de Montmartre, de célébrer leur mariage, ledit curé, ainsi que les grands vicaires de Notre-Dame, ayant refusé d'accorder la permission.

1er décembre 1790.
Minute, A. N., D XIX 76, n° 561.

3454. — Lettre des « Amis de la Révolution » au Comité ecclésiastique, appelant son attention sur l'ordination du 18 décembre, qui augmentera encore le nombre déjà trop considérable des prêtres, et demandant un décret qui suspende l'ordination pendant un an.

10 décembre 1790.
Minute, A. N., D XIX 74, n° 539.

3455. — Adresse des aumôniers de la garde nationale à l'Assemblée nationale, exprimant la crainte que les ecclésiastiques patriotes, surtout ceux que les légions de la liberté ont placés à leur tête, ne soient exclus du saint-ministère, et demandant que le titre de vicaire soit donné auxdits aumôniers, avec lettre d'envoi de M. de Saint-Martin, aumônier général de la garde nationale, au Comité ecclésiastique, lettre d'audience du Comité et lettre de M. de Saint-Martin, s'excusant de n'avoir pu se rendre à l'invitation du Comité.

13, 15, 16, 30 décembre 1790.
Minute et originaux signés (5 p.), A. N., D XIX 76, n° 556bis.

3456.— Décret de l'Assemblée nationale, autorisant provisoirement le Conseil municipal de Paris à réduire le prix des chaises dans chaque paroisse et à statuer sur les indemnités qui pourraient être réclamées en raison de cette réduction.

29 décembre 1790.
Minute, A. N., C 48, n° 475.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 325.

3457. — Adresse des libraires et imprimeurs, propriétaires du privilège des différentes liturgies de France, à l'Assemblée nationale, et mémoire au Comité ecclésiastique, exposant que la suppression de soixante-deux évêchés et l'attente d'une liturgie uniforme et générale bouleversent complètement leur commerce et ruinent six cents familles.

10 janvier 1791.
Originaux signés (2 p.), A. N., D XIX 81, n° 623.

3458. — Décision du Comité ecclésiastique, portant que divers individus qui ont fait publier leurs mariages aux prônes de leurs paroisses sont autorisés à faire sommation au secrétariat de l'Évêché pour obtenir les dispenses de bans promises par M. de Floirac, l'un des vicaires généraux, et qu'après cette démarche les curés respectifs des parties pourront procéder à la célébration des mariages.

25 janvier 1791.
Original signé de MM. Massieu, curé de Cergy, président, et de O. Despatys, secrétaire, A. N., D XIX 81, n° 623.

3459. — Mémoire des sieurs Anschautz et Forceville au Comité ecclésiastique, demandant la modification des heures des vêpres dans les églises paroissiales et la réduction de la location des chaises, dont ils donnent le tarif taxé par la Municipalité, le 3 avril.

5 mai 1791.
Minute, A. N., D XIX 88, n° 713.

3460. — Mémoire des choristes et joueurs de serpents de l'église de Saint-Augustin, présenté, tant en leur nom qu'au nom des autres paroisses, à l'effet d'obtenir la fixation et le payement de leur traitement, avec lettre d'envoi de M. de Lessart au directoire du Département.

22 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 775.

3461. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant la fonte des cloches provenant des églises supprimées dans le département de Paris, pour servir à la fabrication de sols et de demi-sols.

25 juin 1791.
Minute, *A. N.*, C 71, n° 699.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1791, p. 436.

3462. — Lettre de M. B.-A. Mailly, artiste, au Comité ecclésiastique, adressant un projet avec esquisse pour mettre à profit la fonte des cloches.

28 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 722.

3463. — Arrêté du directoire du Département, fixant le traitement qui sera provisoirement payé par la Municipalité aux chantres, serpents, enfants de chœur, servants de messes, suisses, bedeaux, sonneurs, porte-sonnette, porte-dais et fossoyeur attachés à chaque paroisse pour le service du culte.

8 juillet 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 863.

3464. — Instruction du directoire du Département aux commissaires de la comptabilité des biens nationaux, pour le payement des frais du culte, à partir du 1er août, par M. Baron, receveur des contributions publiques, lesquels frais du culte devront comprendre uniquement les traitements des fonctionnaires publics ecclésiastiques et les pensions de réforme aux séculiers.

26 juillet 1791.
Copie signée, *A. N.*, F^{19} 863.

3465. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires des biens nationaux, les invitant à exposer leurs vues au sujet du salaire des employés laïques et des frais accessoires du culte des nouvelles paroisses, pour lesquels le directoire a demandé au ministre des contributions publiques une avance de 20,000 livres par quartier, avec lettre d'envoi.

30 juillet 1791.
Copie conforme et minute (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

3466. — Avis du bureau de liquidation de l'administration des biens nationaux, fixant le chiffre des émoluments et appointements qui seront provisoirement payés aux chantres, serpents et autres officiers laïques attachés aux différentes paroisses de Paris (par ordre de paroisses).

Juillet-août 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{19} 864.

3467. — Lettre de M. Brugières, curé de Saint-Paul, au Comité ecclésiastique, demandant s'il doit publier les bans et procéder à la célébration du mariage d'un prêtre, avec réponse du Comité, déclarant que le curé de Saint-Paul a le droit et le devoir de refuser son ministère pour le mariage en question.

10 août 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 724.

3468. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Département, déclarant qu'ils sont assiégés de demandes des vicaires attachés aux paroisses, à l'effet d'être logés gratuitement aux frais de la nation, et estimant qu'à leurs yeux les curés seuls et le premier vicaire au plus peuvent prétendre au logement gratuit, avec réponse conforme aux vues exprimées.

11 août, 7 octobre 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F^{19} 612.

3469. — Pétition des chantres et serpents des églises de Paris à l'Assemblée nationale, se plaignant de l'insuffisance de leurs émoluments, eu égard à la nécessité de se fournir d'habits de chœur.

27 août 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 10, n° 100.

3470. — Lettre des pauvres de la Salpêtrière au Comité ecclésiastique, se plaignant des vexations infligées à l'abbé d'Estange et réclamant des prêtres.

29 août 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 719.

3471. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au bureau d'agence générale des biens nationaux, réclamant, en vue du payement des frais du culte, la remise des sommiers où sont inscrits les fonctionnaires publics, les religieux et religieuses, les titulaires pensionnés des bénéfices éteints et les rentiers.

9 septembre 1791.
Copie, *A. N.*, F^{19} 863.

3472. — Lettre des administrateurs du Département aux maire et officiers municipaux de Paris, portant que les frais du culte seront payés désormais par la Trésorerie nationale et que les frais du service laïc des paroisses constituent des dépenses locales auxquelles la Trésorerie ne doit point subvenir, avec lettre d'envoi du bureau d'agence au bureau de comptabilité.

12, 22 septembre 1791.
Copie, *A. N.*, F^{19} 863.

3473. — Lettre du procureur général syndic du Département aux officiers municipaux, les priant d'accélérer la remise au directoire des sommiers, registres et pièces qui doivent servir à ordonner le payement des frais du culte, avec lettre d'envoi.

14 septembre 1791.
Copie et minute (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

3474. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, à l'agence des biens nationaux, relativement à la réclamation par les ecclésiastiques de la paroisse de Sainte-Marguerite d'honoraires pour les messes célébrées à la paroisse, autres que celles provenant de fondations, réclamation qui n'est pas admissible.

16 septembre 1791.
Copie, *A. N.*, F^{19} 863.

3475. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires à l'agence des biens nationaux, au sujet de la fixation du traitement de M. Duflos, trésorier de l'église métropolitaine, et de ses auxiliaires, montrant la nécessité de proposer un plan qui assurera le service laïc des paroisses.

21 septembre 1791.
Copie, *A. N.*, F^{19} 863.

3476. — Arrêté du Corps municipal, décidant, sur le rapport des commissaires chargés de préparer la nouvelle circonscription des paroisses, la suppression de celles de la Madeleine, de Saint-Germain-le-Vieux, de Saint-Pierre-aux-Bœufs, de Saint-Landry, de Sainte-Croix, de Saint-Pierre-des-Arcis, de Saint-Barthélemy, de Sainte-Marine, de Saint-Jean-Baptiste et Saint-Denis, de la Basse-Sainte-Chapelle et de Saint-Louis-en-l'Ile, toutes renfermées dans les îles du Palais et Saint-Louis, dont le territoire sera réuni à l'église métropolitaine, et laissant subsister provisoirement l'église de Saint-Louis-en-l'Ile, jusqu'à ce que la communication entre les îles Saint-Louis et du Palais ait été établie.

12 janvier 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, D XIX 81, n° 627 bis.

3477. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président de l'Assemblée nationale, le priant de faire sanctionner le décret qui supprime les cures de la Cité et de l'Ile Saint-Louis.

15 janvier 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2635, fol. 189.

3478. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, au Comité ecclésiastique, appelant son attention sur la nécessité de pourvoir aux cures devenues vacantes par suite du refus de serment, et demandant à cet effet la convocation de l'Assemblée électorale du district de Paris, chaque dimanche, la première pour le dimanche 30 janvier.

24 janvier 1791.
Original, *A. N.*, D XIX 81, n° 627 bis.

3479.— Rapport de M. Quatremère, commissaire municipal, sur le plan et les motifs de la nouvelle circonscription des pa-

roisses, au nombre de trente-trois, avec arrêté du Corps municipal, approuvant la fixation du nombre et la division des trente-trois paroisses, décidant qu'aux Invalides les fonctions curiales continueront à être exercées sous la dépendance du curé du Gros-Caillou, que le vœu de Saint-Louis-en-l'Ile sera ajourné, et que le plan des commissaires municipaux ainsi que l'arrêté seront transmis au Comité ecclésiastique.

24 janvier 1791.
Minute signée et extrait conforme (2 p.), *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

3480. — Lettre de M. Quatremère, officier municipal, au Comité ecclésiastique, annonçant l'envoi du rapport qu'il a été chargé de faire sur la circonscription des paroisses et de l'arrêté du Corps municipal à ce sujet.

28 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

3481.— Décret de l'Assemblée nationale, conforme à la délibération prise par la municipalité de Paris, le 24 janvier 1791, réglant la circonscription des paroisses de Paris.

4 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 54, n° 540.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, février 1791, p. 113.

3482. — Lettre de M. Massieu de Cergy, président du Comité ecclésiastique, au maire de Paris, en réponse à une lettre de M. Bailly, exprimant le vœu que l'institution canonique soit accordée aux curés nouvellement élus par les vicaires généraux de l'évêché de Paris, et déclarant qu'en cas de refus les fonctions curiales devront être provisoirement exercées par les anciens curés.

9, 10 février 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 630.

3483. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, adressant copie d'une lettre de M. Desodoard, vicaire général de l'archevêque d'Embrun, qui offre de donner l'institution canonique aux curés qui seront nommés par les électeurs du département de Paris, dans le cas où l'archevêque de Paris et ses vicaires généraux s'y refuseraient.

11 février 1791.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, D XIX 81 n° 630.

3484. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, au Comité ecclésiastique, demandant si les curés réputés démissionnaires sont tenus de faire les réparations locatives et usufruitières.

28 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 86, n° 681.

3485. — État des employés laïcs attachés provisoirement aux paroisses de Paris par délibération de la Municipalité, du 30 mars 1791.

Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{13} 775.

3486. — Arrêté du Corps municipal, autorisant les administrateurs des établissements et des travaux publics à retirer des mains de M. Vallet de Villeneuve, trésorier de la Ville, les vases sacrés, ornements et autres objets nécessaires au service du culte dans les paroisses qui en sont dépourvues.

31 mars 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{19} 611^{6}.

3487. — Arrêté du Corps municipal, décidant que les nouvelles paroisses recevront les objets nécessaires au culte sur ceux provenant des paroisses supprimées, et que les curés fourniront un état des objets qui leur manquent.

6 avril 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{15} 3587.

3488. — Registre des fonctionnaires publics attachés aux trente-trois paroisses de Paris, commencé au mois d'avril 1791, époque de l'organisation définitive des paroisses.

7 avril-1er juillet 1791.
Minute (cahier in-4°), *A. N.*, F^{19} 864.

3489. — Arrêté du Corps municipal, convoquant la commission nommée à l'effet de pourvoir aux besoins des nouvelles paroisses.

8 avril 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{15} 3587.

3490. — Procès-verbaux de clôture, par les commissaires de la section de la Croix-Rouge, de l'église des Prémontrés, de l'église de l'Abbaye-aux-Bois, rue de Sèvres, de l'église des Petites-Maisons, de l'église des Hospitalières de Saint-Thomas-de-Villeneuve, de l'église des Missions-Étrangères, de l'église des Récolettes, rue du Bac, de l'église des Convalescents-de-la-Charité, rue du Bac, de l'église de l'Enfant-Jésus, rue de Sèvres, de la chapelle de l'hospice de Saint-Sulpice ou N.-D.-de-Liesse, rue de Sèvres, de la chapelle du Bon-Pasteur, rue du Cherche-Midi, de l'église de l'hôpital des Incurables, rue de Sèvres.

16, 18 avril 1791.
Copies conformes, *A. N.*, F^{19} 612.

3491.— Décret de l'Assemblée nationale, autorisant la municipalité de Paris à percevoir les revenus appartenant aux pauvres de la capitale et à en faire la répartition, semaine par semaine, entre les trente-trois paroisses existantes.

20 mai 1791.
Minute de la main de M. Camus, *A. N.*, C 68, n° 671.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mai 1791, p. 226.

3492. — Mémoire adressé par M. Desmousseaux, substitut du procureur de la Commune, au Comité ecclésiastique sur les difficultés que présente, relativement à la ville de Paris, l'organisation des nouvelles paroisses, en ce qui concerne surtout l'administration des biens des fabriques, avec lettre d'envoi.

4, 6 juin 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, D XIX 89, n° 720.

3493. — Mémoire présenté au Comité ecclésiastique par M. Le Peletier, député à l'Assemblée nationale, au nom de plusieurs curés de la Cité, pour faire accorder aux curés supprimés, âgés de plus de soixante ans, qui n'auraient pu accepter les fonctions de vicaires, la jouissance de leurs logement et jardin, jointe à leur petit traitement de 1,000 livres, ou une indemnité de logement.

28 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 90, n° 853.

3494. — Mémoire présenté au Comité ecclésiastique par M. Le Peletier, député à l'Assemblée nationale, au nom de plusieurs curés de la Cité, à l'effet de protester contre l'intention de la Municipalité de ne payer aux curés supprimés de la Cité que le traitement accordé à ceux qui ont été dépossédés de leurs cures, faute d'avoir prêté le serment requis, alors qu'à la date du 16 janvier, dernier délai des prestations de serment, ils n'étaient plus fonctionnaires publics.

28 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

D. — ARGENTERIE DES ÉGLISES

3495. — Lettre du cardinal de La Rochefoucauld à M. de Saint-Priest, l'assurant qu'il s'empressera de suivre l'exemple du Roi et de la Reine pour envoyer sa vaisselle à la Monnaie, et fera écrire dans le même sens à toutes les églises de son diocèse.

9 octobre 1789.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 611^{G}.

3496.— Récépissé, par le directeur de la Monnaie de Paris, de l'argenterie du chapitre de Notre-Dame, remise entre ses mains par M. Barbié, leur receveur général, se montant à 436 marcs 3 onces 18 deniers.

15 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, L 534, n° 57.

3497. — Lettre du cardinal de La Rochefoucauld à M. de Saint-Priest, le priant de lui envoyer une expédition de l'arrêt du Conseil concernant l'argenterie des églises, ayant égaré l'exemplaire qui lui avait été adressé dans le transport de ses effets de Paris à Versailles.

27 octobre 1789.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 611^{G}.

3498. — Décision du Comité ecclésiastique relativement à l'argenterie du couvent des Blancs-Manteaux et du prieuré de Saint-Louis-de-la-Culture, qui, d'après le décret du 23 octobre (tit. 3, art. 1), doit être portée à la Monnaie.

17 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 41, n° 702.

3499. — Procès-verbal de la remise au trésorier de la Municipalité de deux calices d'argent provenant de l'église collégiale de Saint-Benoît.

24 décembre 1790.
Extrait, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3500. — Procès-verbal de la remise au trésorier municipal de l'argenterie du chapitre de Saint-Marcel, par M. Jacques Viguier, commissaire de l'administration des biens ecclésiastiques.

24 décembre 1790.
Extrait collationné, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3501. — Procès-verbal de la remise de l'argenterie du chapitre de Saint-Étienne-des-Grès entre les mains du trésorier municipal, par MM. Jacques Viguier et Jacques-Joseph Hardy, commissaires de l'administration des biens ecclésiastiques.

28 décembre 1790.
Extrait collationné, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3502. — Lettre des commissaires nommés par le département de Paris pour remplir les fonctions relatives à l'envoi de l'argenterie des maisons religieuses supprimées, à M. Camus, lui demandant de prendre jour pour conférer avec eux.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3503. — Procès-verbal de la remise au trésorier de la Municipalité de l'argenterie des Minimes, de Vincennes, avec un état descriptif de cette argenterie.

7 janvier 1791.
Extraits (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3504. — Mémoire de M. des Rotours, premier commis des finances au département des Monnaies, au sujet des opérations préliminaires se rattachant à la fonte, proposant notamment de réserver pour la fabrication des pièces de 30 et de 15 sols les matières provenant de l'argenterie retirée par la municipalité de Paris des églises et communautés supprimées.

20 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3505. — Observations de M. Doyen au comité des savants, touchant la conservation des chefs-d'œuvre de l'art, qui lui paraît commandée par deux considérations : la première, l'utilité de fournir des modèles à nos artistes; la seconde, l'avantage de vendre ces objets aux églises pour les besoins de leur culte.

29 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3506. — Lettre de M. des Rotours à M. Creuzé-Latouche, député à l'Assemblée nationale, adressant la copie d'une lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux, au sujet de la reconnaissance et levée des scellés apposés sur l'argenterie, et déclarant qu'il est nécessaire de démonter préalablement cette argenterie et de mettre à part celle qui est dorée.

15 février 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3507. — Lettre de M. des Rotours, premier commis des finances au département des Monnaies, à M. Creuzé-Latouche, député à l'Assemblée nationale, proposant de laisser sous scellés l'argenterie déposée à la Monnaie jusqu'au jour du démontage et de la fonte.

17 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3508. — Note sur la fonte des pièces d'orfèvrerie provenant des maisons ecclésiastiques par M. Masson, orfèvre à Paris, proposant la séparation des pièces de vermeil et d'argent blanc et la vente par lots des pierreries.

23 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3509. — Observations sur la fonte de l'argenterie des couvents et des églises supprimées de Paris, sur l'examen préalable, par l'abbé Barthélemy et M. Leblond, des pièces à conserver, et sur le démontage de l'argenterie par l'orfèvre expert.

Sans date (février 1791).
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3510. — Projet d'instruction concernant les châsses, reliquaires et autres pièces d'orfèvrerie provenant du mobilier des maisons ecclésiastiques et destinées à la fonte.

Sans date (février 1791).
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3511. — Remise par M. Lesguilliez, administrateur des subsistances, à M. Denoux, premier vicaire de l'église métropolitaine, d'un grand soleil provenant de la paroisse de la Madeleine et de deux ciboires.

24 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, F[19] 611[6].

3512. — Procès-verbal de la pesée et fonte de l'argenterie des églises et communautés religieuses, envoyée ou portée à la Monnaie, dressé par MM. Camus et Creuzé-Latouche, commissaires de l'Assemblée nationale, chargés de procéder à la vérification de cette argenterie.

29 mars-30 juin 1791.
Minute signée (cahier in-fol.), *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3513. — État général des objets d'argenterie remis à l'abbé Varlet, curé de Saint-Ambroise, par M. Vallet de Villeneuve, trésorier de la Municipalité, avec ordre de M. Le Roulx de la Ville à M. Poyet de délivrer les objets en question.

2, 3 avril 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F[19] 611[6].

3514. — Ordre de M. Champion, officier municipal, à M. Vallet de Villeneuve de délivrer à l'abbé Roussineau, curé de Saint-Germain-des-Prés, les vases sacrés et autres objets nécessaires pour l'exercice du culte, avec récépissé donné par M. Roussineau et les commissaires de la section des Quatre-Nations.

2, 3 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, F[19] 611[6].

3515. — Ordre de M. Champion, officier municipal, à M. Vallet de Villeneuve, trésorier de la Ville, de délivrer à M. Huet, entrepreneur de bâtiments, délégué par M. Latyl, curé de Saint-Thomas-d'Aquin, divers objets nécessaires au culte, avec récépissé.

3 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, F[19] 611[6].

3516.—Autorisation donnée par M. Champion à M. Vallet de Villeneuve, à l'effet de délivrer au curé de Saint-Antoine trois ciboires, dont deux de vermeil et un d'argent, avec une coquille d'argent pour le baptême.

5 avril 1791.
Minute, *A. N.*, F[19] 611[6].

3517. — État général des objets d'argenterie remis à M. La Palu pour M. Morel, curé de la paroisse de Saint-Augustin, ci-devant les Petits-Pères.

5 avril 1791.
Minute, *A. N.*, F[19] 611[6].

3518.—Autorisation donnée par M. Champion, officier municipal, à M. Vallet de Villeneuve, à l'effet de délivrer au curé de Notre-Dame-de-Lorette deux calices et deux ciboires d'argent, de préférence ceux qui seront accompagnés de la boîte aux huiles.

6 avril 1791.
Minute, *A. N.*, F[19] 611[6].

3519. — Procès-verbal de transport en l'hôtel des Monnaies de l'argenterie de différentes paroisses et maisons religieuses, qui avait été déposée dans le trésor de la Ville.

9 avril 1791.
Original signé de MM. Vallet de Villeneuve, trésorier de la Ville; Creuzé-Latouche, Camus, commissaires de l'Assemblée nationale; Tiron et Pitra, officiers municipaux; Noël-François-Mathieu Angot des Rotours, premier commis des finances au département des Monnaies, et Jean-Marin Masson, orfèvre, *A. N.*, F[19] 611[6].

3520. — Procès-verbal de la pesée de l'argenterie provenant tant des paroisses supprimées que des maisons religieuses, ladite pesée faite en l'hôtel des Monnaies, en présence de MM. Camus et Creuzé-Latouche, députés à l'Assemblée nationale.

9, 11 avril 1791.
Original signé, *A. N.*, F[19] 611[6]; copie conforme, D XXII 2, n° 10.

3521. — États de la fonte de l'argenterie et vaisselle d'église faite à l'affinage, en présence des commissaires de l'Assemblée nationale.

29 avril-27 mai 1791.
Minutes (7 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3522. — Lettre de M. des Rotours à M. Camus, commissaire de l'Assemblée nationale, au sujet des opérations de la remise et fonte de l'argenterie des églises.

30 avril-27 juin 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3523. — Lettre du Comité d'aliénation aux officiers municipaux de Paris, prescrivant l'envoi à la Monnaie de l'argenterie provenant des domaines nationaux et pouvant se trouver dans les dépôts de la Ville.

2 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3524. — Pétition de M. Doyen au comité des savants, à l'effet de conserver les chasubles, chappes et autres vêtements sacerdotaux provenant des églises supprimées, surtout ceux des onzième et douzième siècles, et de les répartir entre les paroisses du département.

6 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3525. — Lettre de M. Creuzé-Latouche à M. Camus, lui envoyant toutes les pièces qu'il avait entre les mains concernant l'argenterie.

31 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3526. — Observations sur les procès-verbaux des opérations de la Monnaie, faites en présence de MM. Creuzé-Latouche et Camus, commissaires de l'Assemblée nationale, observations présentées par M. Camus, avec tableau du produit de la fonte.

Sans date (après juin 1791).
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

3527. — Lettre du président du Comité d'aliénation au directoire du Département, prescrivant l'envoi à la Monnaie de l'argenterie se trouvant entre les mains de la municipalité de Paris.

31 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3528.— Décision des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux, autorisant les administrateurs du département de Paris à procéder à la vente du mobilier des maisons religieuses supprimées, déposé aux Augustins, en réservant les livres, manuscrits, tableaux, monuments, ainsi que l'argenterie et déclarant que les services rendus gratuitement jusqu'ici par les huissiers priseurs devront être rétribués.

31 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3529. — Observations sur les procès-verbaux de la fonte de l'argenterie des églises, faite à la Monnaie depuis le 9 avril jusqu'au 27 juin 1791, avec bordereau général, et bordereau des calices vendus, observations envoyées par M. des Rotours.

7 septembre 1792.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D XXII 2, n° 10.

§ 2. — Archevêché et Église cathédrale de Paris.

A. — ARCHEVÊCHÉ DE PARIS.

3530. — Registre d'audience du bailliage de la temporalité de l'Archevêché.

7 août 1786-13 septembre 1790.
* Original (volume in-folio), *A. N.*, Z² 3835.

3531. — Déclaration des biens et revenus de l'archevêché de Paris, donnée aux maire et officiers municipaux de Paris par Etienne-Jean Ponsar, archiviste de l'Archevêché, fondé de procuration d'Antoine-Éléonor-Léon Le Clerc de Juigné, archevêque de Paris, pour satisfaire au décret de l'Assemblée nationale, du 13 novembre 1789, comprenant : 1° les biens affermés; 2° les cens, rentes et redevances; 3° les mouvances féodales et censuelles, avec le texte de la procuration et un état résumé des

produits et charges contenus dans la déclaration.

23 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 1066^A.

3532. — Lettre de l'archevêque de Paris au président de l'Assemblée nationale, le priant de recevoir son serment civique, tel que l'ont prêté tous les députés, et demandant l'autorisation de prolonger son absence pour prendre les eaux d'Aix-en-Savoie.

7 avril 1790.
Autographe, *A. N.*, C 38, n° 339.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 733; t. XIII, p. 144.

3533. — Lettre des administrateurs du département du domaine au Comité ecclésiastique, envoyant le troisième tableau général qui indique les produits et charges de l'Archevêché et de l'Église de Paris, des chapelles, des abbayes et prieurés commendataires, avec un relevé de chaque déclaration, à l'exception de celle du chapitre de Notre-Dame.

5 juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 437.

3534. — Déclarations des biens de campagne possédés par l'archevêque de Paris, reçues par la municipalité de Paris.

3 novembre 1790.
Imprimés remplis, sous forme de placards-affiches (1 dos.), *A. N.*, S 1066^A.

3535.—Déclaration signée à Chambéry par Antoine-Éléonor-Léon Le Clerc de Juigné, archevêque de Paris, portant qu'il entend user de la faculté qui lui est accordée par l'article 27 du décret du 6 août 1790, et toucher directement des fermiers, débiteurs et rentiers de son archevêché les fermages et arrérages à lui dus et échus avant le 1er janvier 1790, déclaration renouvelée par Étienne-Jean Ponsar, archiviste de l'Archevêché, avec mémoire à l'appui, adressé au Comité ecclésiastique.

27 novembre, 11 décembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 1066^A.

3536. — Supplique du sieur Jean Martin, commis au bureau de la recette générale des revenus temporels de l'archevêché de Paris, aux administrateurs des biens nationaux, à l'effet d'obtenir la moitié de son traitement, à titre de pension alimentaire.

Sans date.
Minute, *A. N.*, F^19 863.

B. — ÉVÊCHÉ DE PARIS.

3537. — Décret de l'Assemblée nationale, comprenant l'évêché de Paris dans la nouvelle organisation ecclésiastique, lequel sera chef-lieu d'un arrondissement métropolitain, sous la dénomination de métropole de Paris, fixant à 50,000 livres le traitement de l'évêque de Paris et déterminant celui de ses vicaires.

12 juillet 1790.
Imprimé et minute, *A. N.*, C 42, n° 377.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1790, p. 63.

3538. — Lettre de M. Gobel, évêque de Lydda, au président de l'Assemblée nationale, s'excusant de ne pouvoir accepter les fonctions de secrétaire de l'Assemblée, en raison du mauvais état de sa santé.

8 novembre 1790.
Autographe *A. N.*, C 46, n° 451.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XX, p. 329.

3539. — Lettre de Daniel-Pierre Denoux, ci-devant curé de la Madeleine, premier vicaire de l'évêque de Paris, et de François Gérard, ex-curé de Saint-Landry, second vicaire, au Comité ecclésiastique, demandant de faire promptement un rapport sur leur requête au sujet des prérogatives à donner aux premier et second vicaires de l'évêque, avec mémoire à l'appui.

9 juillet 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D XIX 89, n° 724.

3540. — Lettre de M. Gobel, évêque de Paris, au président de l'Assemblée électorale, accompagnant l'envoi de son mandement relatif à l'heureuse conclusion des travaux de l'Assemblée nationale et à l'acceptation par le Roi de l'acte constitutionnel.

22 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, AA 62, n° 1550.

3541. — Lettre de M. Gobel, évêque de Paris, au président de l'Assemblée électorale, demandant les banquettes qui garnissent la salle et les bureaux du corps électoral, en vue de la cérémonie du dimanche suivant à Notre-Dame.

24 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, AA 62, n° 1550.

C. — CHAPITRE DE NOTRE-DAME.

3542. — Relevé général des comptes des censives du chapitre de l'Église de Paris.

1776-1789.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, S 461-462.

3543. — Sentences sur requêtes, rendues par le bailliage de la Barre du chapitre, et avis de parents.

1785-1790.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, Z^2 3110.

3544. — Registre d'audience du bailliage de la Barre du chapitre.

30 juillet 1787-8 novembre 1790.
Volume in-folio, *A. N.*, Z^2 3097.

3545. — Conclusions capitulaires.

1789-1790.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, L $232^{11,12}$.

3546.— Lettre de M. de Flandre de Brunville à l'abbé de Champigny, chanoine de l'Église de Paris, déclarant que c'est par erreur que l'on a suivi la même forme pour la convocation aux États-Généraux des ecclésiastiques possédant fief dans Paris que pour celle des nobles non ecclésiastiques.

19 avril 1789.
Original signé, *A. N.*, L 540.

3547. — Relevé de la correspondance des chapitres du royaume avec le chapitre de l'Église de Paris, relativement à l'assemblée des Etats-Généraux.

Avril 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, L 542, n° 1.

3548. — Assignations données au chapitre de Notre-Dame pour les assemblées des bailliages, en vue de la convocation des États Généraux.

Avril 1789.
Imprimés remplis (1 dos.), *A. N.*, L 540.

3549. — Délibération du chapitre de Notre-Dame, à l'effet de protester contre le rang donné, sur la liste imprimée des électeurs, au curé de Sainte-Marguerite, doyen des curés de Paris, avant les députés du chapitre, et sa prétention d'occuper la place de l'archevêque de Paris, durant l'absence momentanée de ce prélat.

14 mai 1789.
Extrait signé de M. Birée, secrétaire du chapitre, *A. N.*, L 540, n° 5.

3550. — Inventaire de l'argenterie et autres effets dont Jérôme-Denis Fauveau, clerc de chapelle de la communauté des chapelains de l'Église de Paris, est chargé et responsable envers ladite communauté.

7 juillet 1789.
Original signé, *A. N.*, S 461-462.

3551. — Déclarations fournies par les chapelains et bénéficiers de Notre-Dame, pour les revenus des chapelles dont ils sont titulaires, avec un tableau des chapelles de l'église de Notre-Dame.

Janvier 1790-mars 1791.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, S 460, S 7051-7052.

3552. — Déclarations par les chanoines de Notre-Dame de leurs canonicats, prébendes et revenus.

11 février 1790-21 mai 1791.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, S 460, S 7051-7052.

3553. — Déclaration de divers vicaires et bénéficiers de l'Église de Paris, savoir:

1° Pierre Larsonnier et Jean Mortier, vicaires de Saint-Aignan;

2° Louis-Jean-Charles Assy, vicaire de Saint-Martin-des-Champs en l'Église de Paris;

3° Augustin-François-Delafosse, vicaire de Saint-Marcel;

4° Gabriel de la Frenaye, vicaire de Saint-Denis-de-la-Chartre.

12, 18, 20, 27 février 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 460.

3554. — Déclaration faite par M. François-Charles Chevreuil, chanoine de Notre-Dame, titulaire de la chancellerie de l'Église de Paris.

22 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 460.

3555. — Déclarations des biens de campagne possédés par le chapitre de l'Église de Paris, faites en exécution du décret de l'Assemblée nationale, du 13 novembre 1789 (par ordre alphabétique de paroisses).

28 février 1790.
Imprimés remplis (4 liasses), *A. N.*, S 456-459.

3556. — Déclaration fournie par les chapelains de l'ancienne et nouvelle communauté de l'Église de Paris, avec un état résumé des revenus et charges.

9 mars 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, S 460.

3557. — Déclaration générale faite par le chapitre de l'Église de Paris, en exécution du décret de l'Assemblee nationale, du 13 novembre 1789, avec procuration à M. Jean Charles Barbié, receveur du chapitre, et déclarations partielles pour donner le détail des biens de la campagne.

19 avril 1790.
Copie (1 cahier in-fol. et 1 dos.), *A. N.*, S 460.

3558. — État des meubles et effets mobiliers appartenant au chapitre, dans le cabinet du receveur général du chapitre, dans le bureau de recette et la salle d'assemblée.

24 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 461-462.

3559. — Déclaration faite par M. Jean-Charles Barbié, receveur général du chapitre de Notre-Dame, portant que le chapitre entend user de la faculté qui lui est accordée par l'article 27 du décret des 6 et 11 août 1790, et toucher directement de ses fermiers et débiteurs les fermages et arrérages échus avant le 1er janvier 1790.

8 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 460.

3560. — État des revenus et des charges du chapitre de l'Église de Paris, dressé pour parvenir à la fixation du traitement des chanoines, en exécution du décret de l'Assemblée nationale, du 24 juillet 1790.

8 novembre 1790.
Copies (3 p.), *A. N.*, S 460.

3561. — Dire de M. de Montdenoix, chanoine de l'Église de Paris, à l'effet de protester contre les délibérations du chapitre de Notre-Dame, des 12, 14 avril et 17 novembre 1790.

17 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

3562. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, relativement à la cessation de l'office canonial à Notre-Dame et à la mise sous scellés du mobilier du chapitre.

18 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3563. — Lettre de M. Vigner, officier municipal et commissaire chargé d'apposer les scellés sur les effets mobiliers de l'église cathédrale de Paris, au Comité ecclésiastique, demandant s'il doit notifier aux chanoines la cessation de l'office canonial, et avis du Comité, déclarant que les officiers municipaux ne doivent laisser dans l'église métropolitaine que les ornements et vases sacrés nécessaires au service de la paroisse cathédrale, et que, les chanoines étant supprimés, ils n'ont plus le droit de célébrer l'office canonial, qui devra être fait par les vicaires de l'évêque.

19 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

3564. — Mémoire de M. Mortier, trésorier de Notre-Dame, à la municipalité de Paris, sollicitant le maintien de ses fonctions et recommandant les sieurs Loyseau, ci-devant chefcier, et Clouet, sous-sacristain, ainsi que les nommés Joseph et Baptiste Durand, garçons chargés de l'entretien du trésor et de l'église, et le sieur Gilbert, grand sonneur, avec états des émoluments attachés à ces diverses places.

9 décembre 1790.
Originaux signés (7 p.), *A. N.*, F^{19} 612.

3565. — État nominatif des enfants de chœur de Notre-Dame.

Décembre 1790.
Minute, *A. N.*, F[19] 612.

3566. — État des produits et charges contenus dans les déclarations fournies par les titulaires des chapelles, chapellenies, vicairies, bénéfices et chancellerie fondés dans l'église de Notre-Dame de Paris, les produits montant à 24,730 livres 14 sols 6 deniers, les charges s'élevant à 1,475 livres 2 sols 3 deniers.

Sans date (1790).
Minutes (en double), deux cahiers, *A. N.*, S 461-462.

3567. — État des revenus du chapitre de Notre-Dame, ainsi que des charges à déduire, aux termes du décret du 10 décembre 1790, explicatif de celui du 24 juillet précédent.

Sans date (1791).
Copies (2 p.), *A. N.*, S 460.

3568. — Procès-verbal d'enlèvement, par M. Jean Faron, sous-chef du bureau de liquidation, des archives de la communauté des chapelains de l'Église de Paris et d'autres objets trouvés dans la chapelle de Saint-Barthélemy en l'église de Notre-Dame.

19 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461-462.

3569. — Lettre des vicaires de l'église paroissiale et métropolitaine au Comité ecclésiastique, pour se plaindre de l'absence des vicaires généraux et d'être laissés sans pouvoirs, ce qui entrave le culte et indispose les esprits.

25 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 81, n° 636.

3570. — Mémoire présenté au Comité ecclésiastique par M. de Champigny, ancien capitaine aux gardes-françaises, héritier de l'abbé de Champigny, son frère, décédé chanoine de l'Église de Paris, le 9 juin 1790, au sujet de la propriété de sa maison du cloître, contestée par les chanoines, et avis du Comité ecclésiastique, renvoyant les parties devant les tribunaux.

29 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 626.

3571. — Procès-verbal de levée des scellés apposés sur les portes de la chapelle de Saint-Nicolas, sise en l'officialité diocésaine, avec inventaire et description des effets trouvés dans ladite chapelle par M. Cyr-Jacques Vigner, officier municipal, assisté de M. Jean-Marin Masson, orfèvre-joaillier.

8 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461-462.

3572. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur la chapelle de Saint-Aignan, sise dans le cloître Notre-Dame, première maison à gauche en entrant par la rue des Marmousets, par M. Jean-Louis Roard, officier municipal.

2 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 461-462.

3573. — Procès-verbal de récolement, par M. Jean-Louis Roard, officier municipal, des ornements, vases sacrés et autres objets du culte à l'usage de la sacristie des messes, dépendante de l'église métropolitaine de Notre-Dame.

25 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 461-462.

3574. — Discours prononcé devant l'Assemblée nationale, au nom des enfants de la paroisse de Notre-Dame, après leur première communion, par M. Baudin, vicaire de l'évêque de Paris, lesdits enfants accompagnés d'un détachement de vétérans et des élèves de l'*Espérance de la Patrie* (enfants du bataillon de Henri IV), avec réponse du président.

16 juin 1791.
Minute, *A. N.*, C 71, n° 695.
Éd. *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 279.

3575. — Procès-verbal de récolement par M. Jean-Louis Roard, officier municipal, et inventaire des vases sacrés, ornements, linges et autres objets composant le mobilier de l'une des chapelles autour du chœur, dite chapelle de Gondy, sous l'invocation de saint Louis et de saint Rigobert.

7 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 461-462.

3576. — État des chanoines et bénéficiers du chapitre de Paris, pour lesquels

les décimes et autres impositions du clergé du diocèse de Paris ont été payés, dressé par le sieur Barbié, ancien receveur général du chapitre de l'Église de Paris.

8 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, F^{19} 863.

3577. — Procès-verbal de levée des scellés apposés sur la bibliothèque du chapitre de Notre-Dame, dans une maison du cloître, par M. Hubert-Pascal Ameilhon, bibliothécaire de la Municipalité.

1er août 1791.
Minute, *A. N.*, S 461-462.

3578. — Supplique des sieurs Maurice et Charles Thouvenel, prêtres sacristains des messes et de la chapelle de la Vierge, à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir une pension viagère et la continuation de leurs fonctions.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

3579. — Supplique de M. Jean Mortier, trésorier et grand sacristain de l'Église de Paris, vicaire de Saint-Aignan, d'Augustin-Jérôme Loyseau, chefcier de Notre-Dame, et de Marc-Philippe Martin, sous-sacristain du trésor de la grande sacristie, à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir la continuation de leurs traitements et émoluments et de solliciter la bienveillance de l'Assemblée en faveur des officiers subalternes de l'Église.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

3580. — Supplique d'Antoine Lugnie, ancien frotteur du chœur et balayeur de l'église de Notre-Dame, à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir la continuation de la pension viagère de 600 livres qui lui a été accordée par le chapitre, et la jouissance de son logement.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

3581. — Supplique de Jean-Marie Baron-Piron, concierge du jardin de l'Église de Paris, frotteur du chœur et balayeur de l'église, à l'Assemblée nationale, afin d'être gratifié d'une pension viagère et continué dans la place de concierge du jardin du chapitre.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

3582. — Supplique de Jean-François Leterle, souffleur des orgues de l'Église de Paris et employé par les musiciens, à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir une pension viagère et la continuation de son emploi.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

3583. — Supplique de Jean Massacrie-Durand, frotteur du chœur et balayeur de l'église de Notre-Dame, et de Joseph Massacrie-Durand, garçon du trésor de ladite église, à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir une pension viagère et d'être continués dans leurs places.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

3584. — Supplique de Jérôme-Denis Fauveau, petit sonneur de l'Église de Paris, garde des prisons du chapitre, huissier-audiencier de la Barre, mesureur des blés et distributeur du pain du chapitre, à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir une pension viagère et la conservation de son emploi.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

3585. — Supplique de Marie-Anne Bourdon, veuve de Sébastien Fauveau, grand sonneur et concierge des tours de l'église de Notre-Dame, à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir le maintien de la pension viagère de 200 livres à elle accordée par le chapitre.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

3586. — Supplique d'Antoine-Pierre Gilbert, grand sonneur et concierge des tours de Notre-Dame, à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir une pension ou d'être continué dans sa place, aux appointements de 788 livres que le chapitre lui donnait.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

Grande Confrérie de Notre-Dame aux Bourgeois de Paris.

3587. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, demandant que la Grande Confrérie de Notre-Dame aux Bourgeois, qui possède un revenu de 30,000 livres et un mobilier d'une valeur de 60,000 livres, soit astreinte à fournir la déclaration décrétée le 15 février, et qu'il soit procédé à l'inventaire tant du mobilier que des titres établissant le revenu de la confrérie.

10 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 437.

3588. — Requête des chapelains de la Grande Confrérie de Notre-Dame aux Bourgeois au Comité ecclésiastique, à l'effet d'obtenir une pension ou indemnité à laquelle leur donne droit l'exercice journalier des offices, avec un extrait du « *Mercure de France* » de 1728.

Novembre 1790.
Original signé et extrait (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 437.

3589. — Notice sur la Grande Confrérie aux Bourgeois.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 724.

3590. — Noms des confrères de la Grande Confrérie qui désirent la voir se perpétuer dans l'église métropolitaine, avec décision du Comité ecclésiastique, portant que le service devra être continué à Notre-Dame.

29 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 81, n° 836.

3591. — Mémoire des chapelains de la Grande Confrérie de Notre-Dame aux Bourgeois au Comité ecclésiastique, contre la prétention de M. Denoux, curé de la Madeleine, qui, sous prétexte qu'ils refusent d'acquitter les fondations, voulait en attribuer exclusivement l'acquit au clergé de Notre-Dame.

Février 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 81, n° 636.

3592.— Mémoire sur la Grande Confrérie de Notre-Dame aux Bourgeois, adressé au Comité ecclésiastique, en vue de prouver son indépendance absolue vis-à-vis des églises de la Madeleine et de Sainte-Croix, contrairement aux prétentions de M. Denoux.

Février 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 636.

3593. — Lettre de M. Roussineau, deuxième vicaire de l'église métropolitaine, au Comité ecclésiastique, le priant de suspendre sa décision au sujet des fondations de la confrérie de la Vierge, qui, sur la demande de M. Denoux, curé de la Madeleine, devaient provisoirement être acquittées, soit dans l'église métropolitaine, soit dans celle de Saint-Denis-du-Pas.

9 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 630.

3594. — Lettre de M. Denoux, premier vicaire de la métropole, au Comité ecclésiastique, demandant, pour la célébration des offices de la confrérie de la Vierge dans l'église métropolitaine, la restitution des objets nécessaires au culte, notamment du tableau de fondation, et l'union du revenu dont jouit cette confrérie à celui de l'église métropolitaine.

9 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 636.

3595. — Lettres de M. Denoux, premier vicaire de la métropole, au Comité ecclésiastique, dénonçant la réunion des membres de la confrérie de la Vierge dans l'église de Saint-Jean-le-Rond, puis à l'Hôtel-Dieu, au mépris de la décision du Comité, du 29 janvier, transférant ladite confrérie en l'église de la métropole.

12 février, 3 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 636.

§ 3. — Églises collégiales et paroissiales.

A. — ÉGLISES COLLÉGIALES.

Chapitres de Saint-Aignan, de Saint-Denis-du-Pas et de Saint-Jean-le-Rond.

3596. — Compte de la recette et dépense des biens et revenus appartenant à l'église de Saint-Denis-du-Pas, rendu aux chanoines par M. Jean Mortier, leur procureur.

1788-31 mars 1789.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, H 3459.

3597. — Déclaration des biens et revenus du chapitre de Saint-Denis-du-Haut-Pas, dans l'Église de Paris, faite par M. Médard Merlin, chanoine de Saint-Denis-du-Haut-Pas, mandataire des dix chanoines.

23 février 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 840.

3598. — Déclaration des biens et revenus du chapitre de Saint-Jean-le-Rond, faite par M. Nicolas-Rémy Blondeau, curé de la paroisse de Saint-Denis et de Saint-Jean-Baptiste, fondé du pouvoir spécial des huit chanoines de Saint-Jean-le-Rond, en date du 8 février.

23 février 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 851.

3599. — Déclarations par les chanoines de Saint-Aignan, de Saint-Denis-du-Pas et de Saint-Jean-le-Rond, réunis au chapitre de Notre-Dame, de leurs canonicats et prébendes.

15 octobre 1790-8 avril 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 7051-7052.

3600. — Adresse des prêtres bénéficiers de l'église métropolitaine, sous les titres de chanoines de Saint-Denis-du-Pas, de Saint-Jean-le-Rond et vicaires de Saint-Aignan, ainsi que des musiciens clercs de ladite église, à l'Assemblée nationale, déclarant désavouer toutes protestations, réelles ou supposées, secrètes ou publiques, qui seraient faites sous le nom du chapitre de Paris.

13 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 129, n° 441.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 52.

Chapitre de Saint-Benoît.

3601.—Délibérations capitulaires.

1774-1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 462.

3602. — Pièces justificatives des comptes du chapitre de Saint-Benoît.

1789-1790.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, H 3505.

3603. — Déclaration des biens et revenus du chapitre de Saint-Benoît, faite par M. Jean Brunet, chanoine et procureur du chapitre.

27 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 889^A.

3604. — Déclaration des biens et revenus de la communauté des chanoines et chapelains de l'église collégiale et paroissiale de Saint-Benoît, faite par M. Sébastien Bracquemond, chanoine et procureur de la communauté.

18 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 889^A.

3605. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites par les titulaires des chapelles, notamment par M. J.-B. Jacquet de Boulliers.

31 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461.

3606. — Procès-verbal de la suppression du chapitre de Saint-Benoît et d'apposition des scellés sur les effets mobiliers dudit chapitre par MM. Cyr-Jacques Vigner et Jacques-Joseph Hardy, officiers municipaux, commissaires de l'administration des biens nationaux, avec un état des effets et vases de la sacristie laissés entre les mains de M. Delpech, premier marguillier de la pa-

roisse, et de M. Dumetz, ancien marguillier, délégués par la paroisse.

24 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 889[A].

Chapitre de Saint-Étienne-des-Grès.

3607. — Délibérations capitulaires.

5 novembre 1753-13 décembre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 474.

3608. — Journal des recettes et dépenses du chapitre.

Janvier 1786-décembre 1790.
Original (reg. in-fol.), *A. N.*, H 3564.

3609. — Procès-verbal de visite de Saint-Étienne-des-Grès par les commissaires du chapitre de l'Église de Paris.

7 février 1789.
Copie conforme, *A. N.*, LL 474.

3610. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite, les 26 janvier et 24 février 1790, par les titulaires des chapelles de Saint-Denis et Saint-Étienne.

Minutes (3 p.), *A. N.*, S 461.

3611.—Défenses par le chapitre de Notre-Dame aux chanoines de Saint-Etienne-des-Grès de se partager aucuns deniers avant d'avoir rétabli, dans la caisse des messes de dévotion, la somme de 1,641 livres.

23 juin 1790.
Copie conforme, *A. N.*, LL 474.

3612. — Requête des chanoines de Saint-Étienne-des-Grès au Comité ecclésiastique, déclarant que leurs bénéfices, dont ils indiquent la distribution, sont estimés au-dessous de leur valeur, et demandant que leur traitement soit augmenté.

11 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 65, n° 363.

3613. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, adressant, sur sa demande, copie certifiée des actes concernant les fondations réclamées par M. Hénin.

23 octobre, 13 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 555.

3614. — Décision du Comité ecclésiastique, rejetant les demandes respectives du chapitre et de M. Hénin.

3 décembre 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702, LL 474.

3615. — Procès-verbal de la suppression du chapitre de Saint-Étienne-des-Grès et d'apposition des scellés sur le mobilier de la collégiale par MM. Cyr-Jacques Vigner et Jacques-Joseph Hardy, officiers municipaux et commissaires de l'administration des biens nationaux, avec inventaire.

28 décembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 907.

3616. — Compte des recettes et dépenses du chapitre de Saint-Étienne-des-Grès, non admis, parce qu'il n'a pas été jugé conforme aux décrets de l'Assemblée nationale.

1790.
Minute, *A. N.*, H 3559.

Chapitre de Saint-Merry.

3617. — Délibérations capitulaires.

2 juillet 1781-1er octobre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 484.

3618. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites les 18 janvier, 11, 18, 20 et 24 février 1790, par les titulaires des chapelles.

Minute, *A. N.*, S 461.

3619.— Déclaration des biens et revenus du chapitre de Saint-Merry, faite au nom des sept chanoines par M. Emmanuel Bottée, chanoine et receveur syndic du chapitre.

18 février 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 910.

3620. — Procès-verbal d'apposition des scellés sur le mobilier de l'église collégiale de Saint-Merry et de la suppression du chapitre par M. Cyr-Jacques Vigner, officier municipal, commissaire du comité des biens nationaux, avec levée des scellés.

6, 22 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 910.

Chapitre du Saint-Sépulcre.

3621. — Délibérations capitulaires du chapitre de l'église du Saint-Sépulcre.

4 juillet 1769-28 septembre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 493.

3622. — Déclaration des biens et revenus du chapitre du Saint-Sépulcre, fournie au nom des douze chanoines par M. Charles Barré, chanoine et receveur dudit chapitre, avec un état résumé des produits et charges contenus dans cette déclaration.

22 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 922.

3623. — Lettre de M. Feuillant, chanoine du Saint-Sépulcre, demandant si le chapitre doit comprendre dans ses charges ce qu'il paye annuellement pour rentes viagères.

3 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 74, n° 541bis.

3624. — Mémoires du sieur Barré, receveur du chapitre du Saint-Sépulcre, au Comité ecclésiastique, établissant que, dans l'état estimatif des revenus et charges du chapitre par lui présenté à la Municipalité, il n'a point compris dans la recette le produit de la ferme des chaises, considéré comme un pur casuel.

25 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 76, n° 556bis.

3625. — Procès-verbal de la suppression du chapitre du Saint-Sépulcre, rue Saint-Denis, et d'apposition des scellés sur le mobilier de la sacristie et sur autres objets par M. Claude-Didier Deyeux, officier municipal et l'un des commissaires à la régie des biens nationaux.

2 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 922.

3626. — Procès-verbal de transport de M. Claude-Didier Deyeux, officier municipal, en l'église collégiale et paroissiale du Saint-Sépulcre, de reconnaissance des scellés apposés le 2 décembre 1790, et d'inventaire de l'argenterie et des ornements, avec état des objets déposés à Saint-Jean-en-Grève.

17, 19 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 922.

Chapitre de Saint-Honoré.

3627. — Actes capitulaires du chapitre de Saint-Honoré.

4 janvier 1788-7 décembre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 519.

3628. — Compte des recettes et dépenses du chapitre de Saint-Honoré, pour l'année 1788, rendu par M. Jean-Baptiste Lambert, chanoine.

10 août 1789.
Minute, *A. N.*, H 3367.

3629. — Adresse de Pierre-Antoine Bardin, maître de musique et des enfants de chœur de Saint-Honoré depuis dix ans, à l'Assemblée nationale, indiquant les émoluments attachés à sa place, qu'il craint de perdre, en raison de la suppression des chapitres.

26 janvier 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 50, n° 95.

3630. — Déclaration des biens mobiliers et immobiliers du chapitre de Saint-Honoré, présentée par M. Guy de Champeaux, chanoine, mandataire des douze chanoines de ce chapitre, avec un état résumé des produits et charges.

25 février 1790.
Minutes et copie (1 dos.), *A. N.*, S 1822.

3631. — Déclaration des revenus et charges du chapitre de Saint-Honoré, faite en exécution des décrets de l'Assemblée nationale des 12, 24 juillet et 3 août 1790, sur le traitement du clergé.

2 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 1822.

3632. — Déclaration de M. Guy de Champeaux, chanoine de Saint-Honoré, portant que le chapitre de Saint-Honoré entend user de la faculté accordée par l'article 27 des décrets des 6 et 11 août 1790, et toucher

ses fermages et arrérages échus avant le 1er janvier 1790.

2 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 1822.

3633. — État sommaire des fondations qui doivent s'acquitter dans l'église de Saint-Honoré, indépendamment de l'office canonial, et état de l'argenterie, des ornements ainsi que du linge à l'usage de la sacristie de Saint-Honoré.

8 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 1822.

3634. — Procès-verbal de la suppression du chapitre de Saint-Honoré et d'apposition des scellés sur le mobilier de la sacristie et sur les archives dudit chapitre, par MM. Louis-Gabriel Maugis et Cyr-Jacques Vigner, officiers municipaux, avec inventaire.

9 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 1822.

3635. — Lettre de M. Maugis, officier municipal et commissaire aux biens nationaux, au Comité ecclésiastique, demandant si le chanoine exerçant les fonctions curiales dans le chapitre de Saint-Honoré peut être autorisé à desservir la cure et acquitter les fondations, avec réponse du Comité, déclarant que ces fonctions pourront être continuées jusqu'à la constitution de l'église paroissiale.

10 décembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

3636. — Récépissé par M. Morel, curé de la paroisse de Saint-Augustin, de la bannière représentant saint Honoré.

30 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 1822.

3637. — État des ornements et du mobilier qui seront remis aux curé et commissaires de la paroisse de Saint-Augustin, en vertu d'arrêté du directoire du Département, et procès-verbal d'enlèvement de ces objets.

27 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 1822.

Chapitre de Saint-Louis-du-Louvre.

3638. — Délibérations capitulaires du chapitre de Saint-Louis-du-Louvre.

4 janvier 1786-11 décembre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 524.

3639. — Déclaration des biens, revenus et charges du chapitre de Saint-Louis-du-Louvre, faite par M. Ange-Jean-Baptiste-Marie Le Marchand de l'Épinay, chanoine de cette église, mandataire des vingt-deux chanoines dudit chapitre, avec un état résumé des produits et charges.

24 février 1790.
Minute et copies (1 dos.), *A. N.*, S 1854.

3640. — Acte de prise de possession de la prévôté de l'église de Saint-Louis-du-Louvre par M. Louis Baudouin, docteur en théologie, principal du collège du Cardinal-Lemoine.

4 mars 1790.
Copie, *A. N.*, LL 524.

3641. — Arrêté de la municipalité de la paroisse et de la Varenne-Saint-Maur, convoquant les chanoines de Saint-Louis-de-la-Culture à l'estimation des biens du chapitre situés sur le territoire de la Varenne.

5 mars 1790.
Minute signée, *A. N.*, LL 524.

3642. — Lettre de M. Le Marchand de l'Epinay, agent de Saint-Thomas-du-Louvre, au Comité ecclésiastique, demandant, au nom du chapitre de Saint-Louis-du-Louvre, le moyen de prouver le payement des décimes effectué dans des municipalités différentes.

18 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 49, n° 63.

3643. — Mémoire des sieurs Aregnaudeau et Cie à l'Assemblée nationale, proposant d'acquérir l'ancienne église de Saint-Thomas-du-Louvre, occupée par un menuisier, pour y établir un magasin de sel, avec lettre d'envoi du sieur Aregnaudeau.

9 octobre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 4.

3644. — Déclarations des biens de campagne du chapitre de Saint-Louis-du-Louvre, reçues par la municipalité de Paris.

11 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 1854.

3645. — Supplique d'Anne-Suzanne Hulmé, veuve de François-Joseph Bétancourt, en son vivant chantre de l'église de Saint-Louis-du-Louvre, à la municipalité de Paris, pour obtenir la continuation de la pension de 50 écus à elle accordée par le chapitre de cette église.

13 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{19} 612.

3646. — Mémoire présenté à la municipalité de Paris par les officiers laïcs attachés à l'église collégiale et paroissiale de Saint-Louis-du-Louvre, à l'effet d'obtenir un traitement, soit sous forme de pension, soit à titre de gratification, proportionné à leur temps de service.

15 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 612.

3647. — Requête du sieur Étienne-Magloire Lannuier, sous-diacre attaché au chapitre de Saint-Louis-du-Louvre, en vue d'obtenir une pension.

17 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{19} 612.

3648. — Lettre du Comité d'aliénation des domaines aux administrateurs de la Municipalité, touchant la proposition faite par les sieurs Aregnaudeau, Deschamps et d'Espenau d'acquérir l'ancienne chapelle de Saint-Thomas-du-Louvre, ainsi que deux bâtiments attenants.

26 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3649. — Procès-verbal de la suppression du chapitre de Saint-Louis-du-Louvre et d'apposition des scellés sur les objets mobiliers de cette église, avec inventaire, par MM. Louis-Gabriel Maugis et Cyr-Jacques Vigner, officiers municipaux et commissaires des biens nationaux.

11 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 1854.

3650. — Décision du Comité d'aliénation des domaines, informant les administrateurs de la Municipalité que l'ancienne chapelle de Saint-Louis-du-Louvre, tout en étant comprise dans une prochaine désignation des biens nationaux que la Municipalité désire acquérir, pourra néanmoins être mise en vente.

13 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

3651. — État des maisons, appartements et chambres appartenant au ci-devant chapitre de Saint-Louis-du-Louvre, avec le nom des locataires et le prix des locations, en 1789 et années antérieures.

1790.
Minute, *A. N.*, S 1854.

3652. — Déclaration de M. Esprit-Jean-Fiacre Jourdan, receveur du chapitre de Saint-Louis-du-Louvre, assisté de deux autres chanoines, portant que le chapitre entend profiter de l'article 27 du décret des 6 et 11 août 1790 et toucher les fermages et arrérages échus avant le 1er janvier 1790, avec décision du Comité ecclésiastique, admettant le chapitre à bénéficier de ces dispositions, malgré l'expiration du délai réglementaire.

4 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 1854.

3653. — Requête du chapitre de Saint-Louis-du-Louvre au Comité ecclésiastique, exposant que, n'ayant pu obtenir des fermiers de la campagne les quittances qui auraient constaté l'acquittement des nouvelles impositions, il n'a pu établir le payement des charges dans le délai prescrit, avec avis du Comité ecclésiastique, portant que les chanoines peuvent répéter leurs revenus des six premiers mois de 1789, malgré l'opposition des procureurs des communes où les biens sont situés.

4 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 82, n° 646.

3654. — Délibération de la section des Enfants-Rouges, demandant pour le service de l'église paroissiale de Saint-François-d'Assise, sur le désir exprimé par le curé,

le maître-autel en marbre de l'église de Saint-Louis-du-Louvre.

12 mai 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, S 1851.

3655. — Procès-verbal de récolement des effets mobiliers de l'église de Saint-Louis-du-Louvre, de transport du maître-autel dans l'église de Saint-François-d'Assise et de l'argenterie à la Monnaie.

19 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 1851.

Chapitre de Saint-Marcel.

3656. — Délibérations capitulaires.

18 août 1760-24 décembre 1790.
Original (registre in-fol.) *A. N.*, LL 581.

3657. — Ensaisinements des contrats de vente par le chapitre.

29 décembre 1768-6 octobre 1790.
Original (reg. in-fol.), *A. N.*, S 1945.

3658. — Déclaration des fonds, revenus et charges du chapitre de Saint-Marcel, faite au nom des quinze chanoines par M. Anne-Léon-Henry Phelippes, doyen du chapitre, avec un état résumé des produits et charges.

23 février 1790.
Minute (1 dos.), *A. N.*, S 1914.

3659. — État résumé des produits et charges contenues dans les déclarations faites, les 18, 26 février et 3 mars 1790, par les titulaires des chapelles fondées en l'église de Saint-Marcel.

Minute, *A. N.*, S 461.

3660. — Délibération du district de Saint-Marcel, décidant la présentation d'une adresse à l'Assemblée nationale pour demander la conservation de la collégiale de Saint-Marcel dans le quartier, où elle rend d'importants services, avec texte de l'adresse et requête des chanoines de Saint-Marcel, donnant leur nom et leur âge.

28 avril 1790.
Copie et minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 53, n° 114.

3661. — Procès-verbal du commissaire Foucart, constatant le vol par effraction, dans l'église de Saint-Marcel, d'ornements sacerdotaux et d'un évangile avec plaque et charnière d'argent.

13 juin 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13292.

3662. — Procès-verbal de la suppression du chapitre de Saint-Marcel et d'apposition des scellés sur les effets mobiliers dudit chapitre, par MM. Cyr-Jacques Vigner et Jacques-Joseph Hardy, officiers municipaux.

24 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 1914.

Chapitre de Sainte-Opportune.

3663. — Délibérations capitulaires.

5 mars 1780-29 novembre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 597

3664. — Feuilles des messes célébrées dans l'église de Sainte-Opportune.

1789.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, H 3461.

3665. — Déclaration des biens, revenus et charges du chapitre de Sainte-Opportune, présentée, au nom des huit chanoines, par M. Jean-François Didier, chanoine de cette église, leur mandataire, avec procuration et état résumé des produits et charges.

23 février 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 1958.

3666. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites par les titulaires des chapelles fondées dans l'église de Sainte-Opportune.

Février 1790.
Copies (2 p.), *A. N.*, S 461.

3667. — Déclaration des chanoines de l'église de Sainte-Opportune, portant qu'ils entendent user de la faculté accordée par l'article 27 du décret des 6 et 11 août 1790 et toucher directement les arrérages de leurs revenus échus avant le 1er janvier 1790, déclaration renouvelée par M. Jean-François Didier, mandataire du chapitre.

3, 4 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 1958.

3668. — **Procès-verbal de la suppression du chapitre de Sainte-Opportune et d'apposition des scellés sur le mobilier et les archives dudit chapitre par M. Cyr-Jacques Vigner, officier municipal et commissaire du comité des biens nationaux.**

4 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 1958.

3669. — **Procès-verbal d'apposition des scellés sur l'église de Sainte-Opportune par M. Pierre Bernier, officier municipal, avec acte des réclamations formées par M. Benoît-Joseph Perot, marguillier comptable de ladite église, et M. Ambroise-François Germain, député à l'Assemblée nationale, l'un des anciens marguilliers, procès-verbal de levée des scellés, inventaire des objets servant au culte divin, transportés en l'église de Saint-Jean-en-Grève, et description des registres de l'état civil.**

4, 8, 18 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 1958.

3670. — **Procès-verbal de récolement des objets mobiliers se trouvant encore dans l'église de Sainte-Opportune par M. Jean-Louis Roard, officier municipal, l'un des commissaires de l'administration des biens nationaux, chargé d'opérer la remise de ces objets aux marguilliers de l'église de Saint-Jacques-le-Majeur.**

3 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 1958.

Chapitre de la Sainte-Chapelle.

3671. — **Délibérations capitulaires du chapitre de la Sainte-Chapelle.**

1785-1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 617.

3672. — **Mémoire judiciaire adressé au Parlement par M. Claude Asselin, avocat en Parlement, titulaire de la chapelle de Saint-Clément en la Sainte Chapelle-du-Palais, contre les chanoines de ladite Sainte-Chapelle.**

24 avril 1789.
Minute. *A. N.*, S 943[A].

3673. — **Procès-verbal de transport à la Sainte-Chapelle des commissaires de la Chambre des comptes, chargés de procéder au récolement des reliques, vases sacrés, argenterie et pierres précieuses, composant le trésor, trouvés conformes à l'inventaire dressé par M. Lourdet, les 17 mars et 24 mai précédents.**

27 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, L 620, n° 38.

3674. — **Procès-verbal de transport à la Sainte-Chapelle des commissaires de la Chambre des comptes et du récolement des objets d'or et d'argent portés sur l'inventaire du 30 août 1740.**

27 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, L 620, n° 39.

3675. — **Déclaration faite par M. Jean-Pierre Egasse, marguillier clerc de la Sainte-Chapelle, à raison des revenus attachés à cette qualité.**

21 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, S 943[A].

3676. — **Lettre de M. Necker à M. de Saint-Priest, le priant de se faire rendre compte des réels motifs du retard mis par le chapitre de la Sainte-Chapelle à l'envoi de son argenterie inutile à la Monnaie, le chapitre ayant allégué que cette argenterie appartenait au Roi et qu'on ne pouvait en disposer sans son agrément.**

10 février 1790.
Original signé, *A. N.*, O[1] 620.

3677. — **Déclaration des biens et revenus de la Sainte-Chapelle, faite par M. Melchior Boitel, chanoine et receveur du collège de la Sainte-Chapelle.**

26 février 1790.
Minutes (en double) (2 p.), *A. N.*, S 943[A].

3678. — **Déclaration des biens et revenus des clercs de la Sainte-Chapelle, fournie par leur mandataire, M. Léger Douville, clerc tonsuré, avec texte de la procuration, état résumé des produits et charges contenus dans cette déclaration et déclarations individuelles des cinq clercs tonsurés.**

27 février 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 943[A].

3679. — **Mémoire de l'abbé De Moy, trésorier de la Sainte-Chapelle, à l'Assemblée**

nationale, à l'effet de réclamer une partie de ses revenus, indûment perçus par les chanoines.

28 février, 1er mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 56, n° 190.

3680. — Mémoire pour l'abbé De Moy, trésorier de la Sainte-Chapelle, contenant réclamation d'une portion considérable de ses revenus, indûment perçus par les chanoines, mémoire adressé au Comité ecclésiastique.

Sans date (28 février 1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 48, n° 46.

3681. — Déclarations faites par les chanoines de la Sainte-Chapelle pour leurs maisons canoniales.

Février-avril 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 943A.

3682. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites par les titulaires des chapelles fondées dans l'église de la Sainte-Chapelle-du-Palais, à Paris.

Février 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 461.

3683. — Lettre de M. Boitel, chanoine-receveur de la Sainte-Chapelle, au département du Domaine, déclarant qu'il lui est impossible d'accéder à son désir et de faire ratifier, par acte capitulaire signé des chanoines et des chapelains, la déclaration qu'il a fournie le 26 février, les chapelains étant exclus des assemblées capitulaires.

21 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 943A.

3684. — Délibération du collège de la Sainte-Chapelle, à l'effet d'obtenir communication par le département du Domaine de la déclaration fournie par le sieur Boitel, pour en vérifier l'exactitude.

13 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, S 943A.

3685. — Adresse des clercs et chapelains de la Sainte-Chapelle à l'Assemblée nationale, présentant leurs doléances au sujet du régime oppresseur auquel ils sont soumis.

22 juin 1790.
Minute signée de J.-P. Egasse, prêtre marguillier clerc, *A. N.*, C 41, n° 364.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 416.

3686. — Mémoire de l'abbé De Moy à l'Assemblée nationale, se plaignant des lenteurs de M. Dufresne et demandant le payement de son indemnité annuelle de 8,000 livres, pour le second semestre de 1789, avec lettre d'envoi.

19 juillet 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XIX 64, n° 344.

3687. — Lettre des Comités d'administration et d'aliénation ecclésiastique réunis aux administrateurs des biens nationaux, recommandant à leur sollicitude les objets précieux de tout genre existant à la Sainte-Chapelle, notamment les pierres fines, agathe, manuscrits et ornements, dont l'inventaire devra être fait au plus tôt.

14 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

3688. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur la Sainte-Chapelle et sur son trésor par Jacques-Joseph Hardy et Nicolas-Jean Lardin, officiers municipaux de Paris, commis par le Corps municipal, avec levée des scellés, description et inventaire des objets, transport du linge et des effets mobiliers au couvent des Petits-Augustins, état des meubles et du linge dépendant de la maîtrise de la Sainte-Chapelle.

22 novembre 1790-16 juillet 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 943A.

3689. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, demandant, à la suite des scellés apposés le 22 novembre, si le culte doit cesser à la Sainte-Chapelle et s'il convient de faire revenir les ornements les plus anciens et les plus riches qui ont été transportés à la Chambre des comptes, avec réponse du Comité, déclarant que l'office canonial doit cesser dans la Sainte-Chapelle, tant haute que basse, et l'office paroissial continuer dans la Sainte-Chapelle basse, et que la Municipalité doit se faire

représenter l'inventaire des effets de la Sainte-Chapelle existant à la Chambre des comptes et en opérer le récolement.

23, 24 novembre 1790.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

3690. — Décision du Comité ecclésiastique concernant la cessation de l'office canonial dans la Sainte-Chapelle, haute et basse, la continuation de l'office paroissial dans la Sainte-Chapelle basse, et le récolement des effets portés sur l'inventaire existant à la Chambre des comptes, par les soins de la Municipalité.

24 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

3691. — Lettre des Comités d'aliénation et d'administration ecclésiastique réunis aux administrateurs des biens nationaux, déclarant que les administrateurs de la Municipalité doivent croiser leurs scellés avec ceux déjà apposés par la Chambre des comptes sur la Sainte-Chapelle et en faire la levée en présence d'un membre de la Chambre.

24 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

3692. — État des revenus et charges de la Sainte-Chapelle, arrêté par les chanoines.

27 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 943A.

3693. — Mémoire du trésorier de la Sainte-Chapelle au Comité ecclésiastique, afin d'obtenir de M. Dufresne le payement du premier semestre de 1790 d'une rente sur les domaines, et réponse du Comité, l'invitant à se pourvoir d'abord devant la municipalité de Paris pour faire liquider son traitement.

6 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 74, n° 540bis.

3694. — Mémoire du collège de la Sainte-Chapelle (au ministre de la maison du Roi), se plaignant de l'indécence avec laquelle on a procédé au récolement provisoire des reliques de la Sainte-Chapelle, où le bois de la vraie croix et la couronne d'épines ont été passés de main en main comme à une enchère publique.

7 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, O1 621.

3695. — Lettres de l'abbé De Moy, trésorier de la Sainte-Chapelle, et de M. Delaitre, receveur général des entrées de Paris, au sujet de l'attribution d'une place d'enfant de chœur vacante à la Sainte-Chapelle.

18, 24 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O1 620.

3696. — Mémoire portant projet d'union et translation dans l'église de Saint-Denis des deux Saintes-Chapelles de Vincennes et de Paris et de la chapelle ordinaire de la cour.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 49, n° 60.

3697. — Mémoire de l'abbé De Moy, trésorier de la Sainte-Chapelle, au Comité ecclésiastique, proposant de transférer l'oratoire primordial du Roi auprès de sa personne.

Sans date (1790).
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX 47, n° 18; O1 620.

3698. — Avis du Comité ecclésiastique, autorisant le payement par le Trésor public, au trésorier de la Sainte-Chapelle, de son traitement pour l'année 1790.

18 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 631.

3699. — Lettre des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation aux administrateurs des biens nationaux, demandant les motifs du retard apporté à la levée des scellés et à l'inventaire des objets précieux de la Sainte-Chapelle.

2 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 7.

3700. — Lettre de Louis XVI à l'adresse de M. de La Chapelle, commissaire général de la maison du Roi, lui donnant mandat d'assister à la levée des scellés et à l'inventaire du trésor de la Sainte-Chapelle, et

de réclamer les reliques, ainsi que les manuscrits et quelques pierres précieuses.

25 février 1791.
Original signé par Louis XVI, contresigné par de Lessart, *A. N.*, S 943^A^.
Ed. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 543.

3701. — Lettre de M. de Lessart à M. de La Chapelle, commissaire général de la maison du Roi, lui annonçant sa nomination en qualité de commissaire pour assister à la levée des scellés apposés sur le trésor de la Sainte-Chapelle et pour réclamer, au nom du Roi, divers objets précieux déposés dans ce trésor.

26 février 1791.
Original signé, *A. N.*, O[1] 620.

3702. — Lettres des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux à M. Hardy, lui transmettant copie d'une lettre de M. de Lessart, et le priant de se concerter avec le commissaire du Roi pour exécuter promptement les opérations relatives aux reliques de la Sainte-Chapelle.

27 février 1791.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, S 943^A^.

3703. — Lettre de M. Bailly à M. de La Chapelle, commissaire général et premier commis au département de la maison du Roi, lui indiquant un rendez-vous au sujet de la réclamation des reliques de la Sainte-Chapelle, dont le Roi l'a chargé.

2 mars 1791.
Original signé, *A. N.*, O[1] 620.

3704. — Procès-verbal constatant la remise faite par la municipalité de Paris à M. Charles-Gilbert de La Chapelle, commissaire général de la maison du Roi, des reliques, pierres précieuses et manuscrits qui se trouvaient dans le trésor de la Sainte-Chapelle, à l'effet de déposer : 1° les reliques dans le trésor de l'ex-abbaye de Saint-Denis; 2° les pierres précieuses au cabinet des Médailles; 3° les manuscrits à la Bibliothèque du Roi.

10 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 943^A^.

Les manuscrits provenant de la Sainte-Chapelle font aujourd'hui partie du fonds latin, n°s 8890, 8892, 9455, et sont mentionnés sous les n°s 8823-11503 du fonds latin, dans l'*Inventaire des manuscrits conservés à la Bibliothèque*, par M. Léopold Delisle.

3705. — Etat des reliques provenant de la Sainte-Chapelle-du-Palais, à Paris, que le Roi a fait transporter au trésor de Saint-Denis.

Sans date (mars 1791).
Minute, *A. N.*, O[1] 621.

3706. — Désistement de la jouissance d'une maison canoniale par M. François-Robert Doriot, chapelain perpétuel et maître de musique de la Sainte-Chapelle, à condition que le produit de cette maison fasse partie du traitement qui lui sera alloué.

21 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 943^A^.

3707. — Lettre de dom Verneuil, prieur de l'abbaye de Saint-Denis, annonçant que les armoires destinées à contenir le trésor de la Sainte-Chapelle sont arrangées, et que la couronne d'épines et la croix seront exposées dans le chœur, le 3 mai.

6 avril 1791.
Minute, *A. N.*, O[1] 620.

3708. — Description et estimation par M. de Crécy, garde du Garde-Meuble, d'une paix en or, garnie de perles fines, rubis, émeraudes, saphirs et d'un camée.

28 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, O[1] 620.

3709. — Requête du sieur Durand en faveur des enfants de chœur de la Sainte-Chapelle pour leur accorder un petit traitement, qui puisse permettre de compléter leur éducation.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

Chapitre de la Sainte-Chapelle de Vincennes.

3710. — Lettres de l'abbé Jean-Joseph Bastide de Lavernhe, trésorier de la Sainte-Chapelle, réclamant la communication des

titres de la trésorerie, avec réponse de l'abbé Dallet.

4 mars-15 avril 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, O¹ 619.

3711. — Requête du chapitre de Vincennes au ministre de la maison du Roi, à l'effet d'attribuer le produit du canonicat vacant par le décès de M. Pierre-Nicolas Bimont, chanoine de la Sainte-Chapelle, aux deux anciens vicaires capitulants, les sieurs Renouard et Huet.

25, 30 septembre 1789.
Minute signée de l'abbé Dallet, chanoine, agent du chapitre, *A. N.*, O¹ 619.

3712. — Lettres de l'abbé Thomas Courtade, receveur du chapitre de Vincennes, touchant le bail de terres appartenant au chapitre, qui risquent de rester en friche.

3, 7, 13 novembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 619.

3713. — Déclaration des biens, droits et revenus de la Sainte-Chapelle de Vincennes, accompagnée d'observations préliminaires, fournie par l'abbé Denis Vacheron-Dallet, chanoine et agent du chapitre de Vincennes.

27 mars 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 1986.

3714.—Lettre de l'abbé Dallet, chanoine, receveur du chapitre de Vincennes, envoyant l'état des dettes actives et passives du chapitre, en raison du décret de l'Assemblée, du 6 août, au sujet des arrérages dus par les fermiers aux corps et communautés ecclésiastiques, décret qui leur enlève tous moyens de subsister jusqu'au 1er janvier 1791.

17 août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 66, n° 383.

3715. — État des revenus et charges du chapitre de Vincennes, arrêté par acte capitulaire du 2 septembre et présenté par l'abbé Vacheron-Dallet, chanoine et receveur du chapitre, avec un état des dettes actives et passives.

22 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 1986.

3716. — Déclarations des biens de campagne possédés par le chapitre de Vincennes, reçues par diverses municipalités.

22 septembre 1790.
Placards affiches (1 dos.), *A. N.*, S 1986.

3717. — Lettre des officiers municipaux de Montfort-l'Amaury aux administrateurs des biens nationaux, déclarant que la ferme des Petits-Prés, appartenant au chapitre de Vincennes, se trouve non sur leur territoire, mais sur celui de la municipalité de Boissy-sans-Avoir, à laquelle ils ont renvoyé la déclaration qui doit être affichée.

1er décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 1986.

3718. — État des déclarations des fermiers du chapitre de Vincennes, concernant les fermages de l'année 1790.

Minute, *A. N.*, S 2026ᵃ.

3719. — Augmentation à faire au traitement provisoire des chanoines et vicaires composant le ci-devant chapitre de Vincennes, relativement aux lods et ventes, cens et rentes perçus de 1776 à 1789.

1790.
Minute, *A. N.*, S 2026ᵇ.

3720. — Supplique des quatre chanoines semi-prébendés de la Sainte-Chapelle de Vincennes au président de l'Assemblée nationale, demandant qu'on leur fasse un sort égal à celui des chanoines, attendu qu'ils n'ont ni bénéfice ni pension.

Sans date (1790).
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XIX 49, n° 66; D XIX 64, n° 349.

3721. — Observations sur la déclaration fournie par la Sainte-Chapelle de Vincennes, le 10 septembre 1790, présentées par l'abbé Dallet, receveur de ladite Sainte-Chapelle.

17 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 2026ᵃ.

3722. — Décision du bureau de liquidation de l'administration des biens nationaux, arrêtant à 3,446 livres 12 sols le chiffre du revenu net de chaque prébende du chapitre de Vincennes, somme qui doit

être prise pour base de la fixation provisoire du traitement de chacun des chanoines.

21 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 1986.

3723. — Procès-verbal d'apposition de scellés, après cessation de l'office canonial, sur les effets mobiliers de la Sainte-Chapelle de Vincennes, par les officiers municipaux de cette localité, avec acte capitulaire y annexé.

15 avril 1791.
Copie conforme, *A. N.*, S 2026*.

3724. — Mémoire du conseil général de la commune de Vincennes au directoire du district de Bourg-la-Reine, proposant de rendre au curé de la paroisse la cure attribuée au chapitre et d'affecter l'église du même chapitre à la célébration de l'office paroissial, en raison de l'état de délabrement de l'église du village, et demandant pour l'usage de la paroisse une partie des ornements, linge, reliques et livres de chœur du chapitre, mis sous scellés.

5 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, S 1986.

3725. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au directoire du district de Bourg-la-Reine, l'invitant à faire au plus tôt l'inventaire du chapitre de Vincennes et à lui procurer, soit en copie, soit en originaux, les titres des archives, dont la communication est demandée par le directoire du département de l'Aube.

12 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, S 1986.

3726. — Arrêté du directoire du district de Bourg-la-Reine, désignant trois commissaires chargés de procéder à la levée des scellés apposés sur les archives par la municipalité de Vincennes et à la recherche des pièces demandées par le procureur général syndic du département de Paris.

31 mai 1791.
Copie conforme, *A. N.*, S 2027.

3727. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au directoire du district de Bourg-la-Reine, se plaignant en termes très vifs de sa négligence, en raison du retard mis à la recherche et à l'envoi des documents demandés par le directoire du département de l'Aube, et l'invitant à faire passer ces documents dans le plus bref délai.

1er juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, S 2027.

3728. — Procès-verbal d'ouverture du chartrier du chapitre de Vincennes, de description des titres y contenus et de récolement des pièces relatives aux terres de Virey-sous-Bar et de Méry-sur-Seine, demandées en communication par le directoire du département de l'Aube.

6 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 2027.

3729. — Lettre de la municipalité de Vincennes à M. Bailly, se plaignant des difficultés soulevées par le bureau de la comptabilité ecclésiastique, qui exige une quittance particulière de chaque chanoine pour les impositions de 1789 et 1790, et leur impose des voyages inutiles.

12 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 863.

3730. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au directoire du district de Bourg-la-Reine, accusant réception de deux caisses de titres du chapitre de Vincennes, avec procès-verbal d'inventaire adressé par la municipalité et de compte rendu fait par les commissaires chargés de la visite et recherche aux archives du chapitre.

15 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, S 2027.

3731. — Supplique du nommé Jean-Étienne Coulu, maître des enfants de chœur du chapitre de Vincennes, et de Pierre Leprix, serpent, au district de Bourg-la-Reine, à l'effet d'obtenir la continuation du traitement attaché à leurs fonctions, avec avis favorable de la municipalité de Vincennes.

8, 21 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 1986.

3732. — Lettre du bureau de liquidation de l'administration des biens nationaux, adressant un extrait de la déclaration du chapitre, relatif aux bois de réserve.

30 septembre 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 2026*.

Chapitre de Saint-Paul à Saint-Denis.

3733. — Délibérations capitulaires.

24 septembre 1778-17 janvier 1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 676.

3734. — Comptes de l'administration des revenus du chapitre de Saint-Paul-de-l'Estrée, rendus par M. Jean-Pierre Robert, receveur et procureur du chapitre.

1er septembre 1788-10 mars 1791.
Minutes (2 cahiers in fol.), *A. N.*, H 4763.

3735.—Déclaration des revenus et charges du chapitre fournie aux officiers municipaux de Saint-Denis, avec déclarations individuelles des six chanoines.

3, 25 novembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 3285.

B. — PAROISSES DE PARIS.

3736. — État des chapelles fondées dans différentes paroisses et de leurs charges et revenus.

10 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 461.

Paroisse de Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle.

3737. — Déclaration des biens, revenus et charges de la cure de Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, présentée par M. Jacques-François Favre, curé de cette paroisse.

17 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3467.

3738. — Mémoire du sieur Sombarde au Comité ecclésiastique, concernant une redevance annuelle de 150 livres, due par le curé de Bonne-Nouvelle au curé de Saint-Laurent, et qu'il refuse de payer, en se basant sur le décret du 4 août 1789.

Sans date (août 1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 66, n° 383.

3739. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, faisant observer que sa décision, basée sur le décret du 4 août 1789, semble contrariée par le décret du 24 juillet 1790, et annonçant qu'ils ajournent leur réponse au curé de Bonne-Nouvelle.

3 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 76, n° 561.

3740. — Lettre du Comité ecclésiastique à M. Pitra, déclarant que, dans l'affaire en litige entre les curés de Saint-Laurent et de Bonne-Nouvelle, il n'a fait que donner son avis sans prétendre l'imposer à aucune des parties.

1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

3741. — Observations présentées au Comité ecclésiastique par les marguilliers de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, démembrement de celle de Saint-Laurent, et qui compte une population de 12,000 âmes.

10 février 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 81, n° 628.

3742. — Supplique du sieur Dutrou de Villétang, ancien capitaine de la grande fauconnerie du Roi, et de Marie Titon, sa femme, au Comité ecclésiastique, en faveur de la conservation de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, qui a été dotée par ses parents d'une fondation de 6,000 livres.

24 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 82, n° 646.

3743. — Lettre de M. Duport, ministre de la justice, au Comité ecclésiastique, estimant, ainsi que les marguilliers de la paroisse de Bonne-Nouvelle, qu'il serait préférable de la laisser subsister comme succursale jusqu'à ce que l'église de Saint-Sauveur fût bâtie.

20 mars 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 86, n° 681.

3744.— Déclaration par M. Jacques-François Favre, curé de la paroisse de Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, du revenu net de sa cure.

12 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 3467.

3745. — Pétition des paroissiens de l'église de Bonne-Nouvelle, signée de M. Fourquet-Damalix, homme de loi, à l'Assemblée nationale, pour obtenir le rétablissement de la paroisse de Bonne-Nouvelle.

22 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 720.

Paroisse de Notre-Dame-de-Lorette.

3746. — Procès-verbal et information faits par le commissaire Dubois, au sujet du vol de vases sacrés et d'ornements d'église, commis avec effraction dans la chapelle de Saint-Jean-Porte-Latine, sise rue du Faubourg-Montmartre, pendant la nuit du 30 avril.

1er mai, 7 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 12645.

3747. — Lettres de M. Bailly et de M. Cahier au Comité ecclésiastique, lui soumettant la réclamation de la cure de Notre-Dame-de-Lorette par le curé de Montmartre, et envoyant copie de l'acte de prise de possession par ce curé de la chapelle de Notre-Dame-de-Lorette, ci devant succursale de la paroisse de Montmartre, avec décision du Comité, déclarant fondée la revendication du curé de Montmartre, auquel l'église de Notre Dame-de-Lorette revient de plein droit.

9 février, 7, 8 mars 1791.
Originaux signés et copie (5 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 628.

3748. — Mémoire du sieur Pierre-Louis-Célestin Bertaux, premier desservant de Saint-Jean-Porte-Latine, Faubourg-Montmartre, au Comité ecclésiastique, représentant qu'il se trouve sans situation, en raison de la suppression de cette succursale, réunie à Notre-Dame-de-Lorette, et sollicitant la place de premier vicaire de cette nouvelle paroisse, de préférence à M. Duval, vicaire de l'église de Montmartre.

Mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 86, n° 681.

3749. — Décision du Comité ecclésiastique, portant que l'abbé Jean-Claude-Angelique Lapipe, vicaire, administrant seul les sacrements dans la succursale de Notre-Dame-de-Lorette, doit demeurer premier vicaire de cette nouvelle paroisse, et que le nouveau curé n'a pas le droit de choisir le vicaire actuel de Montmartre.

27 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 86, n° 681.

3750. — Quittance de 293 livres 19 sols, donnée par l'abbé Lapipe, premier vicaire de Notre-Dame-de-Lorette, à raison de ses avances et dépenses pour la fabrique.

10 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, H 3801.

Paroisse de Saint-André-des-Arcs.

3751. — Bail à loyer d'une maison au coin des rues du Cimetière-Saint-André-des-Arcs et de l'Éperon, fait par la fabrique de Saint-André-des-Arcs à Mme Bonne-Victoire Petitjean, femme de M. Jean-Nicolas-Estienne de la Rivière, médecin du comte d'Artois.

19 août 1789.
Expédition, *A. N.*, S 3309.

3752. — Déclaration des revenus de la cure de Saint-André-des-Arcs, fournie par M. Eléonor-Marie Desbois de Rochefort, curé de cette paroisse.

22 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3308.

3753. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites par les titulaires des chapelles fondées en l'église de Saint-André-des-Arcs.

Février 1790.
Minute, *A. N.*, S 461.

3754. — Procès-verbal d'arrestation par le commissaire Léger et interrogatoire d'un individu pour insultes adressées à deux prêtres de Saint-André-des-Arcs, portant les saintes huiles, avec enquête.

1er, 29 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 14353.

3755. — Lettre du sieur Sezeur, procureur au Châtelet, concernant la délivrance d'un legs de 10,000 livres à la fabrique de Saint-André-des-Arcs.

23 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1402.

3756. — Lettre de M. Desbois de Rochefort, curé de Saint-André-des-Arcs, au bureau des déclarations ecclésiastiques, donnant les raisons pour lesquelles il n'a pas compris le chiffre du casuel dans sa déclaration, et évaluant à 6,000 livres par an le produit moyen du casuel jusqu'à l'année 1788.

12 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 3308.

3757. — Mémoires de travaux faits dans des maisons dépendant de la chapelle de Sainte-Marthe.

20 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 3587.

3758. — Adresse des curé et marguilliers de la fabrique de Saint-André-des-Arcs, au sujet de l'arrêté du Département de Paris, du 11 avril 1791, nommant un préposé lai, pour réclamer le maintien des droits de la fabrique.

18 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, nº 1409.

3759. — Rapport de M. Roard, commissaire au bureau de liquidation, relatif à la fixation du traitement de M. Guillaume de Villeneuve, titulaire de la chapelle de Sainte-Marthe, dans l'église de Saint-André-des-Arcs, avec décision des commissaires de l'administration des biens nationaux, fixant le traitement en question à 603 livres 7 sols.

7 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 3308.

Paroisse de Saint-Barthélemy.

3760. — Déclaration faite par M. Charles Barbier, prêtre du diocèse de Chartres, demeurant au collège des Grassins, titulaire de la chapelle de Saint-Fiacre et Saint-Mathurin en l'église de Saint-Barthélemy.

12 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461.

3761. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites par les titulaires des chapelles fondées dans l'église paroissiale de Saint-Barthélemy.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461.

3762. — Compte de la reconstruction de l'église de Saint-Barthélemy pour les années 1790 et 1791, ordonnée par lettres patentes du 28 septembre 1779, présenté par M. Durville, ancien curé de cette église, et arrêté le

17 décembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 776.

Paroisse de Saint-Benoît.

3763. — Déclarations des biens et revenus de la cure de Saint-Benoît, fournies par M. François-Nicolas Brocas, curé de cette paroisse.

20 février, 23 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3313.

3764.— Déclaration fournie par M. Jean-Baptiste-Louis de Jacquet de Boulliers, titulaire de la première chapelle foraine de Saint-Benoît sous le vocable de Sainte-Croix.

31 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 3313.

Paroisse de Saint-Christophe-du-Gros-Caillou.

3765. — Déclarations des biens, revenus et charges de l'église du Gros-Caillou et des pauvres de la paroisse, fournies par M. Bernardin Garat, curé du Gros-Caillou.

26, 27 février 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, S 3466, S 3510.

3766. — Compte rendu à M. Duport, ministre de la justice, par M. Garat, curé de la paroisse du Gros-Caillou, des sommes reçues à compte des 400,000 livres accordées, le 1er février 1779, pour la construction de la nouvelle église du Gros-Caillou, pour les exercices 1789 et 1790, arrêté le

31 janvier 1792.
Minute, *A. N.*, F^{13} 776.

Paroisse de Saint-Côme et Saint-Damien.

3767. — Délibérations de la fabrique de l'église de Saint-Côme.

4 avril 1784-9 janvier 1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 698.

3768. — Déclaration des revenus et charges de la cure de Saint-Côme et Saint-Damien, fournie par M. Jean-François de la Roue, docteur en théologie, curé de cette paroisse.

26 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3318.

Paroisse de Sainte-Croix-en-la-Cité.

3769 — Déclaration des revenus de la cure de Sainte-Croix dans la Cité, faite par M. Pierre Bitter, curé de cette paroisse.

25 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3322.

Paroisse de Saint-Étienne-du-Mont.

3770.—Déclaration de M. François-Gabriel-Secrée de Penvern, chanoine de la Congrégation de France, l'un des représentants de la Commune, curé de Saint-Étienne-du-Mont, portant que sa cure n'a d'autre revenu que le casuel, qui diminue de jour en jour et peut être évalué à 6,000 livres, qu'elle est dépourvue de presbytère et que sa paroisse comprend 34,000 habitants, dont les deux tiers ont besoin de secours.

27 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3324.

3771. — Arrêté de la section de Sainte-Geneviève, taxant à 2 liards le prix des chaises occupées pendant les offices dans les paroisses de Saint-Étienne-du-Mont, de Saint-Hilaire, de Saint-Jean-de-Latran, de Sainte-Geneviève, de Saint-Étienne-des-Grès, dans la chapelle Saint-Yves et dans l'église des Carmes de la place Maubert.

4 décembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, LL 479.

3772. — Observations sur l'organisation proposée pour la paroisse de Saint-Étienne-du-Mont, que l'on veut transférer à l'église neuve de Sainte Geneviève, présentées par M. Penvern, curé de Saint-Étienne-du-Mont, avec lettre d'envoi.

31 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 628.

Paroisse de Saint-Eustache.

3773. — Déclaration des revenus et charges de la cure de Saint-Eustache, faite par M. Jean-Jacques Poupart, curé de cette paroisse, les revenus se montant à 33,848 livres et les charges à 14,767 livres 8 sols, avec un état des biens, rentes et revenus de la communauté des prêtres, ainsi que du revenu des pauvres.

27 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3328.

3774. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites par les titulaires des chapelles fondées dans l'église paroissiale de Saint-Eustache.

Février 1790.
Minute, *A. N.*, S 461.

3775. — Déclaration de M. Jean-Jacques Poupart, curé de Saint-Eustache, au sujet du vol des vases sacrés de son église, reçue par le commissaire Leroux.

14 juin 1790.
Minute, *A. N.*, Y 14485.

3776. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Carré des nommés Boudot et Cauvelet, prévenus de vol de vases sacrés dans l'église de Saint-Eustache, avec information à ce sujet.

13, 14, 18 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 11286.

3777. — Procès-verbal du commissaire Carré, constatant la profanation d'hosties consacrées, trouvées dans un tas de décombres, près des Variétés, au Palais-Royal, et remises au clergé de Saint-Eustache.

15 juin 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11286.

3778. — Procédure criminelle instruite au Châtelet contre Jean-Charles Cauvelet,

coiffeur de femmes, atteint et convaincu du vol du saint-ciboire et d'autres vases sacrés, commis avec effraction dans l'église de Saint-Eustache, le 13 juin, et de la profanation des hosties consacrées, ledit Cauvelet condamné pour ce crime à être pendu, et contre Jean-Baptiste Boudot, peintre en miniature, déchargé de la plainte et accusation et relaxé.

23 juillet, 24 août 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 10499.

3779. — Lettres patentes approuvant la vente, par la fabrique de Saint-Eustache, au sieur Edme-Eustache Armet, avocat en Parlement, d'une maison, rue du Four-Saint-Honoré, enchevêtrée dans celle dudit Armet et menaçant ruine, maison qui avait été léguée à la fabrique et aux enfants de chœur de Saint-Eustache en 1638.

31 août 1790.
Minute enregistrée au Parlement le 7 octobre, *A. N.*, X[1b] 9084.

3780. — Lettre de M. Le Rasle, administrateur en charge de la compagnie de charité établie dans la paroisse de Saint-Eustache, à l'administration des biens nationaux, demandant un délai pour fournir le tableau de ses biens et charges, vu le morcellement des revenus et la multiplicité des charges.

17 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3467.

3781. — Lettre du sieur François, procureur au Châtelet, et mémoire du sieur Armet au Comité ecclésiastique, relativement à la vente d'une maison faite audit François par la fabrique de Saint-Eustache, vente déclarée nulle par décret du 7 octobre 1790.

13 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 88, n° 712.

Paroisse de Sainte-Geneviève.

3782. — Arrêté de la Commune de Paris, présentant à l'Assemblée nationale le vœu formé par les chanoines réguliers de Sainte-Geneviève afin de continuer à desservir cette église.

11 novembre 1789.
Extrait signé, *A. N.*, C 32, n° 271.

3783. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, transmettant une lettre de M. Rousselet, abbé de Sainte-Geneviève, qui montre l'urgence de statuer sur le sort des chanoines et de toutes les personnes attachées au service de cette église, et faisant observer qu'il est essentiel pour les habitants du quartier et pour ceux de la campagne, attirés par la dévotion à certains jours de l'année, que le culte y soit maintenu.

11, 15 septembre 1790.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 430.

3784. — Lettre du procureur de la Commune à M. Huot, curé de Saint-Jean-de-Latran, l'informant de la suppression de sa cure, qui doit former, avec presque tout le territoire de Saint-Étienne-du-Mont, la nouvelle paroisse de Sainte-Geneviève, et demandant s'il est, comme on l'assure, déterminé à ne point accepter ces fonctions curiales, et réponse de M. Huot, déclarant que son grand âge (83 ans) ne lui permet plus d'accepter la charge d'une cure.

11 février 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D XIX 82, n° 648.

3785. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, au Comité ecclésiastique, demandant s'il doit, à la suite du décès de M. de Penvern, curé de Saint-Étienne-du-Mont, considérer la cure de Sainte-Geneviève comme vacante, ou s'il doit reconnaître les droits du curé de Saint-Jean-de-Latran, qui s'était présenté comme concurrent de M. de Penvern, avec réponse du Comité, invitant le curé de Saint-Jean-de-Latran à fournir à l'évêque l'acte de sa prestation de serment et demandant l'institution canonique pour la cure de Sainte-Geneviève.

17, 28 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 82, n° 648.

Paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois.

3786. — Déclaration des biens, revenus et charges de la cure de Saint-Germain-l'Auxerrois, fournie par M. Jean Ringard, curé de cette paroisse.

26 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3344[A].

3787. — Etat résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites les 15 janvier, 23, 24, 26, 27 février 1790 par les titulaires des chapelles fondées en l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461.

3788. — Invitation adressée par le curé et les marguilliers de la paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois à l'Assemblée nationale pour la procession de la Fête-Dieu.

29 mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 39, n° 352.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 735.

3789. — Lettre du curé et des marguilliers de la paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois, annonçant à l'Assemblée nationale que le Roi et la famille royale assisteront à la grand'messe et à la procession de la Fête-Dieu, avec compliment de bienvenue au président de l'Assemblée.

1er, 3 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, C 41, n° 361.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 40, 92.

3790. — Discours adressé aux députés de l'Assemblée nationale, à l'occasion de la Fête-Dieu, par M. Ringard, curé de Saint-Germain-l'Auxerrois.

5 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, n° 361.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 119.

3791. — Lettre du curé et des marguilliers de la paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois à l'Assemblée nationale, annonçant que la célébration de la messe du jeudi 10 juin est fixée à dix heures au lieu de neuf, suivant le désir du Roi.

8 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 41, n° 361.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 141.

3792. — Adresse de la fabrique de Saint-Germain-l'Auxerrois au Comité de constitution, soumettant une contestation survenue entre la section du Louvre et les curé et marguilliers administrateurs des revenus de la paroisse, au sujet du renouvellement du bail des chaises.

25 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1409.

3793. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, exposant la situation critique de la paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois et demandant le payement anticipé des rentes sur la Ville appartenant aux pauvres de cette paroisse, sous la lettre A, au lieu d'attendre l'ouverture des payements sous la lettre L.

9 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 10, n° 100.

Paroisse de Saint-Germain-le-Vieil.

3794. — Supplique du sieur Pierre-Antoine Berthier, prêtre habitué de la paroisse de Saint-Germain-le-Vieil, où il remplit les fonctions de vicaire de chœur, à l'Assemblée nationale, pour obtenir une petite pension.

5 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XIX 50, n° 77.

3795. — Déclaration des revenus de la cure de Saint-Germain-le-Vieil, fournie par M. Claude Courtault, prêtre, titulaire de cette cure.

27 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3355.

3796. — Déclaration du revenu de la chapelle de Sainte-Catherine en l'église de Saint-Germain-le-Vieil, fournie par M. Marie-Claude-Antoine Duflos, titulaire de cette chapelle.

5 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461.

Paroisse de Saint-Gervais.

3797. — Comptes de Jean-François Gombault, Frédéric-Balthazar Colmet, Jacques-Étienne de Bourge et Éloi-Charles Fieffé, marguilliers en charge de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Gervais.

1788-1791.
Originaux (3 volumes et 1 cahier in-fol.), *A. N.*, H 4418¹⁻³.

3798. — Requête de M. Antoine Pignard-Duplessis, diacre d'office de l'église de Saint-Gervais, contre l'abbé Veytard, curé de cette paroisse, et l'abbé Dutreveau, son premier vicaire, qui l'avaient accusé d'être l'auteur de billets anonymes ternissant la réputation de l'abbé Dutreveau et l'avaient dépossédé de ses fonctions, avec information faite à ce sujet par le commissaire Alix.

5, 17 juin 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 10810.

3799. — Déclaration des revenus et charges de la cure de Saint-Gervais, fournie par M. François-Xavier Veytard, curé de cette paroisse.

21 janvier 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3359.

3800. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites les 24 et 26 février 1790 par les titulaires des chapelles fondées en l'église de Saint-Gervais.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461.

Paroisse de Saint-Hilaire-du-Mont.

3801. — Déclaration des revenus et charges de la cure de Saint-Hilaire-du-Mont, fournie par M. Nicolas-Philippe Thoré, curé de cette paroisse.

27 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3370.

3802.—Déclaration des revenus et charges de la fabrique de Saint-Hilaire-du-Mont, faite par M. Claude-Augustin Léger, marguillier comptable de cette église.

15 mars 1790.
Minute, *A. N.*, S 3370.

Paroisse de Saint-Hippolyte.

3803. — Inventaire des titres et papiers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Hippolyte, fait par les notaires Giard et Castel, en exécution de l'arrêt du Parlement, du 16 février, et à la requête du curé et des marguilliers en charge.

16 mars 1789.
Minute (en double), *A. N.*, S 3371.

3804. — Déclaration du revenu de la cure de Saint-Hippolyte, fournie par M. Jean-Joseph-Guillaume Bruté, docteur en théologie, curé de cette paroisse.

21 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3371.

3805. — Déclaration faite par M. Jean-Joseph-Guillaume Bruté, curé de Saint-Hippolyte, portant qu'il jouit d'une pension de 2,000 livres sur les économats et est pourvu depuis 1762 du prieuré de Saint-Gilles de Bléron.

12 février, 15 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3371.

Paroisses des Innocents et de Saint-Jacques-de-la-Boucherie.

3806. — Délibérations de la fabrique de l'église des Innocents, puis de Saint-Jacques-de-la-Boucherie.

28 décembre 1786-30 décembre 1789.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 783.

3807. — Déclaration et état des revenus de la cure de Saint-Jacques-de-la-Boucherie, présentés par M. Nicolas Morel, docteur en théologie, curé de ladite paroisse et de celle des Innocents, qui y a été réunie.

24 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3376.

3808. — Déclaration du revenu de la chapelle fondée par M. de Maillefaud dans l'église des Innocents, et transférée dans l'église de Saint-Jacques-de-la-Boucherie, déclaration fournie par M. Joseph Dupuis, prêtre du diocèse d'Amiens.

28 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 461.

3809. — Arrêt du Conseil d'État, ordonnant de passer contrats de constitution de rente : 1° au profit des sieurs de Blesseville, Perrot de Chezelles et Valentin, qui avaient vendu l'église des Annonciades de Popincourt, à l'effet d'y établir la succursale à ériger dans la paroisse de Sainte-Marguerite, pour remplacer l'église des Innocents, supprimée ; 2° au titulaire de la chapelle de Notre-Dame-de-Bonsecours, sous les charniers des Innocents, afin de l'indemniser de la perte de son titre ; 3° au diocèse de Paris, pour la dotation de la succursale de Sainte-Marguerite.

2 mai 1790.
Minute, *A. N.*, E 1679[a].

3810. — État des revenus et des charges de la charité de la paroisse de Saint-Jacques et des Saints-Innocents, établie, sous l'invocation de saint Charles Borromée, pour les pauvres malades et honteux de ladite paroisse.

24 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3376.

3811.— État des revenus et des charges de la paroisse de Saint-Jacques-de-la-Boucherie.

Janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3376.

Église Saint-Jacques-l'Hôpital.

3812. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite, le 18 janvier 1790, par le titulaire de la chapelle fondée en l'église de Saint-Jacques-l'Hôpital.

Minutes (3 p.), *A. N.*, S 461.

Paroisse de Saint-Jacques-du-Haut-Pas.

3813. — Élections des marguilliers de l'œuvre et fabrique de Saint-Jacques-du-Haut-Pas.

24 avril 1729-15 avril 1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 796.

3814. — Compte de l'œuvre et fabrique de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, rendu par M. François-Joseph Scellier, marguillier-comptable.

6 avril 1788-19 avril 1789.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, H 4473

3815. — Déclaration du revenu de la cure de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, fournie par M. François-Nicolas Antheaume, curé de cette paroisse.

25 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3396[a].

3816. — Lettre de M. Pitra, administrateur au département du domaine, à l'abbé Antheaume, le priant de vouloir bien indiquer les charges dont sa cure est grevée, omises dans sa déclaration, avec un état de ces charges.

10 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3396[a].

3817. — État du revenu des pauvres de la paroisse de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, dressé par l'abbé Antheaume, curé de cette paroisse.

18 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3396[a].

3818. — Déclaration par M. François-Nicolas Antheaume, curé de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, du produit net de sa cure, faite en exécution de l'article 2 du décret des 6, 11 août 1790.

19 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 3396[a].

Paroisse de Saint-Jean-en-Grève.

3819. — Déclaration du produit de la cure de Saint-Jean-en-Grève, consistant uniquement en casuel et redevances, fournie par M. Marc-Louis Royer, curé de cette paroisse.

9 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3401.

3820. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites les 23 janvier, 4, 5, 27 février et 1er mars 1790 par les titulaires des chapelles fondées en l'église de Saint-Jean-en-Grève.

Minute, *A. N.*, S 461.

3821. — Lettre de l'abbé Royer, curé de Saint-Jean-en-Grève, déclarant que sa cure n'est grevée d'autres charges que des décimes du clergé.

11 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 3401.

Paroisse de Saint-Josse.

3822. — Délibérations de l'œuvre et fabrique de Saint-Josse et de la confrérie de Saint-Fiacre et de Sainte-Véronique, en ladite église.

10 octobre 1784-17 octobre 1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 811.

3823. — Compte de l'œuvre et fabrique de Saint-Josse, rendu aux curé et marguilliers par M. Louis Verpillet.

1789.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, H 4496.

3824. — Déclaration des revenus et charges de la cure de Saint-Josse, fournie par M. Jean-Baptiste Besson, curé de cette paroisse.

26 janvier 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3409.

3825. — Quittances des rentes dues par la fabrique de Saint-Josse.

1790-1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, H 3784.

3826. — État des revenus appartenant aux pauvres de la paroisse de Saint-Josse, dressé par M. Jean-Baptiste Besson, curé de cette paroisse.

31 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 3409.

Paroisse de Saint-Landry.

3827. — Compte rendu aux marguilliers en charge de l'œuvre et fabrique de Saint-Landry par M. Nicolas-Joseph Scellier.

1er juillet 1788-1er juillet 1789.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, H 4497.

3828. — Déclaration du revenu de la cure de Saint-Landry, fournie par M. François Girard, curé de cette paroisse.

9 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3410.

3829. — État de ce que possède le sieur François Girard, curé de la paroisse de Saint-Landry-en-la-Cité.

18 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 3410.

3830. — Mémoires de travaux et de fournitures pour la fabrique de la paroisse de Saint-Landry, et quittances du sieur Roussel, maître des écoles de charité de la même paroisse, avec décision de la commission de bienfaisance de l'Hôtel de Ville, autorisant le sieur Attenot, marguillier comptable, à payer les appointements dudit Roussel.

1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3785.

Paroisse de Saint-Laurent.

3831. — Mémoires des travaux exécutés pour la fabrique de l'église de Saint-Laurent, avec quittances.

1780-1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, H 3786.

3832. — Délibérations de l'œuvre et fabrique de l'église paroissiale de Saint-Laurent.

15 juin 1777-29 juin 1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4517 bis.

3833. — Déclaration des revenus et des charges de la cure de Saint-Laurent, fournie par M. Charles-Alexandre De Moy, curé de cette paroisse, avec un état des rentes appartenant à la cure de Saint-Laurent, toutes impositions royales déduites.

6 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3413.

3834. — Procès-verbal du commissaire Delaporte, constatant l'effraction du tabernacle de la chapelle de la Vierge dans l'église de Saint-Laurent et le vol du saint ciboire, avec information à ce sujet.

7, 18 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 12221.

3835. — Avis du Comité ecclésiastique relatif à une contestation entre les curés de Saint-Laurent et de Bonne-Nouvelle.

5 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, nº 702.

3836. — Mémoire des effets qui se trouvent à la maison de charité de la paroisse de Saint-Laurent, avec états des rentes appartenant aux pauvres de ladite paroisse et des sommes reçues de la Ville, certifiés par le curé Charles-Alexandre De Moy.

26 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3413.

3837. — Déclaration relative à la communauté des prêtres de Saint-Laurent, faite par M. Charles-Alexandre De Moy, curé de la paroisse.

26 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, S 3413.

Paroisse de Saint-Leu et Saint-Gilles.

3838. — Constitution de 455 livres de rente par la municipalité de Paris à la fabrique de l'église de Saint-Leu et Saint-Gilles, avec quittance des 9,106 livres 10 sols représentant le capital reçu des marguilliers en charge par M. Joseph Durucy, administrateur du Trésor.

23 février 1790.
Original sur parchemin, *A. N.*, H 3788.

3839. — Déclaration des revenus et des charges de la cure de Saint-Leu et Saint-Gilles, fournie par M. René-Victor Bouthet de la Richardière, curé de cette paroisse, prédicateur du Roi.

26 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3422.

Paroisse de Saint-Louis-en-l'Ile.

3840.— Comptes rendus à la fabrique de Saint-Louis-en-l'Ile par M. Audoy, grand sacristain de cette église, et par M. Gresset, marguillier.

1789-1790.
Minute (2 cahiers in-fol.), *A. N.*, H 3789; H 4518[6].

3841. — Bail des chaises de la paroisse de Saint-Louis-en-l'Ile fait par M. Philippe Ferrand, marguillier comptable, au sieur Jean-Louis Grignon, menuisier, et à Marguerite Favret, sa femme, avec le tarif des chaises.

9 juillet 1789.
Original sur parchemin, *A. N.*, L 674.

3842. — Déclaration du revenu de la cure de Saint-Louis-en-l'Ile, fournie par M. Jacques Robert-Corentin Coroller, curé de cette paroisse.

12 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3424.

3843. — Lettre de l'abbé Coroller, curé de Saint-Louis-en-l'Ile, à M. Pitra, administrateur de la Commune, déclarant que le revenu de ses fondations monte à 450 livres, comme il l'a marqué, et non à 150, comme on l'a imprimé, et ajoutant qu'il n'a pas cru devoir tenir compte des 150 livres qu'il reçoit pour distribuer des prix aux enfants du catéchisme, des 120 livres payées par la fabrique pour les apprentissages et de 80 livres pour le mariage d'une jeune fille.

12 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 3424.

3844. — Lettre de sœur Cécile Delcussel, supérieure des sœurs de charité de la paroisse de Saint-Louis-en-l'Ile, déclarant qu'elles ne possèdent rien en propre, que la maison par elles occupée, y compris le mobilier, appartient aux pauvres de la paroisse.

15 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3424.

3845. — Observations sur la suppression de la paroisse de Saint-Louis-en-l'Ile, mémoire présenté au Comité ecclésiastique par le curé et les habitants de l'île Saint-Louis, avec lettre de l'abbé Coroller, curé de Saint-Louis-en-l'Ile, au président du Comité.

21 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, nº 627 bis.

3846. — Délibération du Corps municipal, portant qu'il ne s'oppose nullement à ce que, par dérogation à la loi du 15 janvier, l'église de Saint-Louis-en-l'Ile soit conservée à perpétuité sous le titre de suc-

cursale de la paroisse épiscopale et métropolitaine du département de Paris.

30 janvier 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

Paroisse de la Madeleine en la Cité.

3847. — Comptes de l'œuvre et fabrique de la Madeleine en la Cité, rendus par Jean-Nicolas Brezillon, Charles Burat et Antoine-Joseph Lorthior, marguilliers comptables de la paroisse.

1789-1791.
Trois registres in-fol., avec reliure du temps portant un écusson muni de cette inscription : Fabrique de Sainte-Marie-Madeleine en la Cité, 1790, *A. N.*, H 4735[2] à 4735[4].

3848. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite les 13 et 26 février 1790 par les titulaires des chapelles fondées dans l'église de la Madeleine en la Cité, sous le vocable de Saint-Symphorien.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461.

3849. — Déclaration des revenus et des charges de la cure de la Madeleine en la Cité, fournie par M. Daniel-Pierre Denoux, premier archiprêtre, curé de cette paroisse.

27 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3426.

3850. — Déclaration de M. Daniel-Pierre Denoux, curé de l'église paroissiale de la Madeleine, portant que, dans le cas où sa cure se trouverait du nombre de celles réunies à la métropole, son intention était de prendre le rang de vicaire dans l'église métropolitaine de Paris, avec lettre d'envoi au Comité ecclésiastique.

9 octobre 1790.
Expédition et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 628.

3851. — Inventaire des titres, papiers et renseignements de la fabrique de l'église paroissiale de Sainte-Marie-Madeleine en la Cité et des trois paroisses y réunies, dressé, par ordre de MM. les curé et marguilliers, par Thomas de Plainville, avocat, archiviste.

1790.
Registre in-folio, avec reliure du temps portant un écusson où se trouvent inscrits les mots : Fabrique de Sainte-Marie-Madeleine en la Cité, 1790, *A. N.*, LL 829.

3852. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux aux marguilliers en charge de la fabrique de la Madeleine, demandant l'état des ecclésiastiques composant le clergé de la paroisse, avec le chiffre de leurs émoluments.

24 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 3426.

3853. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux aux marguilliers en charge de la fabrique de la Madeleine, les priant de délivrer aux prêtres faisant fonctions de vicaires dans leur paroisse deux certificats indiquant les fonctions qu'ils remplissent et les sommes qui leur auront été allouées comme traitement.

30 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 3426.

3854. — Lettre de M. Lavisse, chef du bureau de comptabilité des domaines nationaux, à M. Lorthior, demandant si MM. Brongniart, Thiébault et Martin ont été compris dans les payements qu'il a faits à divers ecclésiastiques, ci-devant attachés à la paroisse de la Madeleine.

27 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 3426.

3855. — Note de M. Champion, officier municipal, invitant M. Lorthior, marguillier de la paroisse de la Madeleine, à remettre au curé de l'église de Notre-Dame-de-Lorette un chandelier paschal en cuivre, provenant de ladite paroisse de la Madeleine.

31 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 3426.

3856. — Lettre du comité de bienfaisance de l'Hôtel de Ville aux marguilliers de la paroisse de la Madeleine, demandant : 1° l'état des rentes appartenant aux pauvres; 2° l'état des immeubles dont les revenus sont affectés à des actes de bienfaisance ou de charité; 3° la nature des secours qui étaient accordés aux pauvres,

soit en argent, soit en pain, soit en médicaments, en habits et couvertures.

9 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 3426.

3857. — Déclaration de M. Pierre-Daniel Denoux, ancien curé de l'église de la Madeleine, premier vicaire métropolitain de Notre-Dame, certifiant véritable la déclaration par lui faite relativement au produit net et aux charges de sa cure, et ajoutant qu'il a été pourvu de la chapelle de la Transfiguration dans l'église de Saint-Séverin, mais sans revenu.

21 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 3426.

3858. — Lettre de M. Grouvelle, commissaire de la Commune, au marguillier comptable de la paroisse de la Madeleine, transmettant copie de la délibération du Conseil général de la Commune, du 2 juillet 1791, et demandant la reddition du compte de la fabrique pour l'année 1790.

2 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, S 3426.

Paroisse de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque.

3859. — Ordonnance de M. Le Clerc de Juigné, archevêque de Paris, autorisant la suppression du petit cimetière attenant à l'église de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque et le transport des ossements dans les caves de la nouvelle église.

16 avril 1789.
Original signé, *A. N.*, L 679.

3860. — Bail à loyer par les marguilliers comptables de l'œuvre et fabrique de l'église de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque à Jeanne-Marguerite Gaveau, veuve de Philippe-Marie Requet, marchande de vin, rue de Clichy, d'une maison sise à Clichy-la-Garenne.

15 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, S 3432.

3861. — Déclaration des biens, revenus et charges de la cure de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque, fournie par M. Michel Leber, curé de cette paroisse.

22 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3431.

3862. — Déclaration des biens, revenus et charges de la fabrique de l'église de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque, présentée par Gabriel Levillain, marguillier comptable de la paroisse.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 3431.

3863. — État des revenus de la charité de la paroisse de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque.

1790.
Minute, *A. N.*, S 3431.

Paroisse de Sainte-Marguerite.

3864. — Élections des administrateurs de la confrérie du Saint-Sacrement dans l'église de Sainte-Marguerite.

6 octobre 1737-12 juin 1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 837.

3865. — Déclaration des revenus de la cure de Sainte-Marguerite, fournie par M. Charles-Bernardin de Laugier, curé de cette paroisse, doyen des curés de Paris.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 3434.

3866. — Lettre de M. de Laugier, curé de Sainte-Marguerite, à M. Pitra, administrateur chargé de recevoir les déclarations ecclésiastiques, lui envoyant, pour répondre à sa demande, le détail minutieux de ses charges, qui montent à 3,701 livres 17 sols, sans compter les 300 livres de la dotation de sa cure, qu'il remet aux prêtres de sa communauté.

13 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 3434.

3867. — États des rentes, terres et maisons appartenant aux pauvres de la paroisse de Sainte-Marguerite, avec un état des ustensiles de cuisine, meubles et effets appartenant également aux pauvres, qui

garnissent la maison occupée par les sœurs de charité, rue Saint-Bernard, certifiés par le sieur Lejeune.

26 février 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3434.

Paroisse de Sainte-Marine.

3868. — Déclaration des revenus et des charges de la cure de Sainte-Marine en la Cité, fournie par M. Rolland Le Riche, docteur de Sorbonne, curé de cette paroisse.

22 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3441.

3869. — État des revenus de la paroisse de Sainte-Marine, certifié par M. Rolland Le Riche, curé, avec déclaration portant qu'il n'a point d'autre bénéfice que cette cure, qui lui rapporte 1,010 livres 10 sols.

23 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3441.

Paroisse de Saint-Martin-du-Cloître-Saint-Marcel.

3870. — Déclarations du revenu de la cure de Saint-Martin-du-Cloître-Saint-Marcel, faites par M. Pierre-André Jacquet, curé de cette paroisse.

18 janvier 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, S 3443.

3871. — Déclaration par M. Pierre-André Jacquet, curé de Saint-Martin-du-Cloître-Saint-Marcel, du produit net de sa cure, consistant en casuel et fondations, avec un exposé de ses revendications contre le chapitre de Saint-Marcel.

22 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, S 3443.

Paroisse de Saint-Médard

3872. — Mémoires des travaux de maçonnerie, serrurerie, charpente, couverture et peinture, exécutés pour l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Médard, avec quittances.

1789-1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, H 3792.

3873. — Déclaration du revenu de la cure de Saint-Médard, fournie par M. Philémon-Joseph Dubois, curé de cette paroisse.

21 janvier 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3445.

3874. — État résumé des produits et charges contenus en la déclaration faite le 20 février 1790 par le titulaire de la chapelle de Notre-Dame de Reilhac, fondée dans l'église de Saint-Médard.

Minute, *A. N.*, S 461.

3875. — Mémoire des habitants de la paroisse de Saint-Médard au Comité ecclésiastique, protestant contre l'attribution à Saint-Jacques-du-Haut-Pas d'une partie de la circonscription, avec nomenclature des rues qui devraient faire partie de cette paroisse.

1791.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

Paroisse de Saint-Merry

3876. — Déclaration de l'abbé Gabriel-Antoine-Ignace de Barral, premier vicaire de l'église paroissiale de Saint-Merry, au sujet d'un vol de cierges et de chandeliers de cuivre, commis dans la chapelle de Pont-Carré, en cette église, avec information du commissaire Alix à ce sujet.

12 mars, 17 avril 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 10810.

3877. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites les 18 janvier, 11, 18, 20 et 24 février 1790 par les titulaires des chapelles fondées en l'église de Saint-Merry.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461 ; S 3448.

3878. — Déclaration des revenus et charges de la cure de Saint-Merry et du canonicat annexé à cette cure, fournie par M. Louis-Esprit Viennet, chefcier curé de l'église paroissiale de Saint-Merry.

28 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 3448.

3879. — État des revenus de la charité de la paroisse de Saint-Merry, certifié vé-

ritable par M. Viennet, curé de Saint-Merry, avec un état des meubles qui garnissent la maison des sœurs de la charité et de l'hospice de Saint-Merry, certifié par sœur Suzanne Gulpin, supérieure des filles de la charité de la paroisse de Saint-Merry.

19 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3118.

Paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs.

3880. — Livre des comptes que rendent les administrateurs de la confrérie du Saint-Sacrement dans l'église paroissiale de Saint-Nicolas-des-Champs.

1781-1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4560bis.

3881. — Registre des délibérations des gouverneurs et administrateurs de la confrérie du Saint-Sacrement, érigée en la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, avec un état des effets appartenant à cette confrérie, remis à l'abbé d'Estremau le 11 mai 1791.

6 mai 1782-27 décembre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 868.

3882. — Déclaration du revenu de la cure de Saint-Nicolas des-Champs, fournie par M. Jean-Étienne Parent, titulaire de cette cure.

27 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3153.

3883. — Lettre de M. Parent, curé de Saint-Nicolas-des-Champs, aux administrateurs du département du domaine, envoyant le tableau des diverses charges auxquelles il doit suffire, et déclarant qu'il a passé un marché avec un sculpteur pour exécuter en marbre la statue de la Vierge, moyennant 11,000 livres, sur laquelle somme il a déjà payé 3,000 livres.

11 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 3153.
Ed. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 441.

3884. — Lettre de sœur Julienne Bourdiolle, sœur de la charité à Saint-Nicolas-des-Champs, déclarant que la maison occupée par les sœurs leur a été donnée par M. Monmignon, ancien curé de Saint-Nicolas-des-Champs, pour les loger gratuitement, et que tout le mobilier appartient aux pauvres de la paroisse.

21 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3453.

3885. — Déclaration de M. Jean-Etienne Parent, curé de Saint-Nicolas-des-Champs, portant que tout le revenu de sa cure ne consiste qu'en casuel, qu'il n'y a rien de fixe, pas même de portion congrue, avec une copie de l'acte de prise de possession de la cure de Saint-Nicolas-des-Champs, en date du 2 mai 1767.

13 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 3453.

Paroisse de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

3886. — Déclaration et état des revenus et charges de la cure de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, présentés par M. Joseph-Marie Gros, curé de cette paroisse.

27 février, 23 juillet 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3461.

3887. — État des revenus sur l'Hôtel de Ville, appartenant à la fabrique de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

1790.
Minute, *A. N.*, L 690.

3888. — Mémoire du curé et des marguilliers de la paroisse de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, demandant l'annulation de la délibération du district, en date du 4 juin, qui réformait entièrement l'usage consacré pour la présentation du pain à bénir, avec lettre du Comité ecclésiastique à M. de Gaulle, procureur au Parlement, l'un des signataires du mémoire, déclarant que le curé et les marguilliers peuvent attaquer judiciairement cette décision.

19 août 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 430.

3889. — Requête des prêtres de la communauté de Saint-Nicolas-du-Chardonnet au Comité d'aliénation, par laquelle ils de-

mandent que la vente de leurs biens de Villejuif ne soit point poursuivie et qu'ils puissent percevoir leurs loyers et leurs rentes sur la Ville.

1791.
Minute, A. N., D XIX 96, n° 853.

Paroisse de Sainte-Opportune.

3890. — Déclaration des biens, revenus et charges de la cure de Sainte-Opportune, fournie par M. Claude-Antoine Pion, chefcier et curé de cette église.

18 février 1790.
Minutes (3 p.), A. N., S 3469.

3891. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites par les titulaires des chapelles fondées en l'église collégiale et paroissiale de Sainte-Opportune (celles de Saint-Martin et de l'Annonciation de la Vierge).

Sans date (1790).
Minutes (3 p.), A. N., S 461.

Paroisse de Saint-Paul

3892. — Délibérations de la confrérie du Saint-Sacrement de la paroisse royale de Saint-Paul.

13 septembre 1778-octobre 1791.
Original (registre in-fol.). A. N., LL 901.

3893. — Déclaration des biens et revenus de la cure de Saint-Paul, avec un tableau des charges, fournie par M. Pierre-Louis Bossu, prédicateur du Roi, curé de l'église paroissiale de Saint-Paul.

18 février 1790.
Minutes (4 p.), A. N., S 3471.

3894. — État résumé des produits et charges contenus dans les déclarations faites par les titulaires des chapelles fondées en l'église royale et paroissiale de Saint-Paul (sous les vocables de Saint-Maur, Saint-Philippe, et Notre-Dame-de-Pitié).

Minutes (3 p.), A. N., S 461, S 3471.

3895. — Délibération de l'assemblée générale des paroissiens de l'église de Saint-Paul, décidant la nomination de commissaires pour faire apposer par la Municipalité les scellés au presbytère et pour faire verser entre les mains du marguillier-comptable de la paroisse les émoluments du curé, des vicaires et autres ecclésiastiques payés par la fabrique, qui n'auront pas prêté le serment civique.

21 janvier 1791.
Extrait, A. N., D XIX 82, n° 647.

3896. — Pouvoir donné à l'abbé de Balestrier par M. Bossu, ex-curé de Saint-Paul, réfugié à Trèves, à l'effet de fournir, en son nom, la déclaration des revenus ci-devant attachés à la cure de Saint-Paul, déclaration présentée le 18 juin

1er avril 1791.
Minute, A. N., S 3471.

3897. — Lettre de M. Gobel, évêque métropolitain de Paris, au Comité ecclésiastique, accusant réception des deux lettres du curé de Saint-Paul qui se plaignait de la liberté que s'arrogeaient ses vicaires de le quitter malgré lui et de leur insubordination, et déclarant que, dès que ce curé aura remis au secrétariat de l'Évêché métropolitain une requête en forme de plainte, il s'empressera d'y répondre.

4 juillet 1791.
Original signé, A. N., D XIX 89, n° 721.

3898. — Procès-verbal de transport de M. Philibert Borie, officier municipal, en la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié, dite des Parfaits, fondée dans l'église de Saint-Paul, et inventaire des vases sacrés, ornements et autres objets dépendant de ladite chapelle, avec pesée de l'argenterie à la Monnaie.

25 juillet 1791.
Minute, A. N., S 461.

Paroisse de Saint-Philippe-du-Roule.

3899. — Délibérations de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Philippe-du-Roule.

30 avril 1784-7 octobre 1792.
Original (registre in-fol.), A. N., H 3809bis.

3900. — Mémoire de travaux et fournitures pour la fabrique de Saint-Philippe-du-Roule.

1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3809.

3901. — Inventaire général des titres et papiers avant et depuis l'érection de la cure, appartenant à la cure et fabrique, ainsi qu'aux pauvres honteux et malades de la paroisse de Saint-Philippe-du-Roule, fait par M. Michel-Brice Vernhes, ancien marguillier, suivant le pouvoir à lui donné par la délibération du 22 février 1789.

30 mars 1789.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, S 3481.

3902. — Bail à loyer par les monnayeurs et ajusteurs de la Monnaie de Paris, à l'œuvre et fabrique de Saint-Philippe-du-Roule, d'une maison, jardin et dépendances, rue du Faubourg-Saint-Honoré, appelée le bureau des monnayeurs-ajusteurs et occupée par le curé.

8 août 1789.
Expédition, *A. N.*, S 3481.

3903. — Déclaration du produit et des charges de la cure de Saint-Philippe-du-Roule, fournie par M. Martin-Alexandre Séjournée, curé de cette paroisse, chapelain de la chapelle Saint-Rémi, dite des Ursins, en l'église de Paris, et de la chapelle de Notre-Dame-de-Larsault, à Saint-Godant-de-Nanteuil, près de Saint-Maixent.

22 février 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 3481.

3904. — Déclaration des revenus de la fabrique de Saint-Philippe-du-Roule, faite par MM. Martin-Alexandre Séjournée, curé de la paroisse, et Michel-Louis Jonchery, maître maçon, marguillier en charge de ladite paroisse, stipulant pour la fabrique.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 3481.

3905. — Déclaration par M. Martin-Alexandre Séjournée, curé de Saint-Philippe-du-Roule, de ses différents bénéfices.

2 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 3481.

Paroisse de Saint-Pierre-des-Arcis

3906. — Mémoires de travaux et fournitures pour la fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-des-Arcis.

1788-1790.
Minute (1 dos.), , *A. N.*, H 3807.

3907. — Déclaration du revenu de la cure de Saint-Pierre-des-Arcis, fournie par M. Roch-Damien Dubertrand, curé de cette paroisse.

3 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3482.

3908. — Bail à loyer par M. Roch-Damien Dubertrand, curé de Saint-Pierre-des-Arcis, à M. Nicolas Vial, marchand joaillier, et Marie-Josèphe Danger, sa femme, d'une maison, rue Saint-Éloy, appartenant à la cure.

12 juillet 1790.
Expédition sur parchemin, *A. N.*, S 3482.

3909. — Mémoire du sieur Bénigne-François Ferrand, organiste des paroisses de Saint-Pierre-des-Arcis et de Saint-Josse, supprimées, à l'Assemblée nationale, se plaignant de l'accaparement des orgues par certains organistes et réclamant une place.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

Paroisse de Saint-Pierre-aux-Bœufs.

3910. — Compte des marguilliers comptables de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Bœufs.

1782-1792.
Minute, *A. N.*, H 4616bis.

3911. — Déclaration du revenu et des charges de la cure de Saint-Pierre-aux-Bœufs, faite par M. Julien Brière, prêtre du diocèse de Séez, curé de cette paroisse.

18 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3486.

3912. — Lettre de M. Bailly à M. Dufour, marguillier comptable de Saint-Pierre-aux-Bœufs, déclarant que le seul moyen d'atteindre le chargé de recettes des rentes de cette fabrique, qui refuse de remettre les

sommes par lui perçues, est de le déférer aux tribunaux ordinaires.

17 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, H 3804.

3913. — Mémoires de travaux exécutés en 1789 pour la fabrique de Saint-Pierre-aux-Bœufs et autres pièces justificatives du compte de M. Dufour, marguillier comptable de la paroisse.

1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3804.

3914. — Décision de la commission de bienfaisance de l'Hôtel de Ville, autorisant M. Dufour, marguillier comptable de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Bœufs, à payer les gages des chantres, bedeaux et autres serviteurs de cette église jusqu'au 1er avril 1791.

1er septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, H 3804.

Paroisse de Saint-Pierre-de-Chaillot.

3915. — Déclaration du revenu et des charges de la cure de Saint-Pierre-de-Chaillot, faite par M. Jacques-Michel Benière, curé de cette paroisse.

1er mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3487.

3916. — Déclaration par M. Jacques-Michel Benière, curé de Saint-Pierre-de-Chaillot, des revenus ecclésiastiques dont il jouit.

15 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3487.

3917. — Lettre de M. Benière, curé de Saint-Pierre-de-Chaillot, à M. Burel, l'un des directeurs du bureau de liquidation, le priant de presser le règlement par le receveur du district de l'indemnité de 700 livres qui lui est due pour l'année 1790, avec certificats de payement d'une somme de 200 livres pour la location de la dîme depuis la construction des nouveaux murs de clôture, et d'une autre somme de 200 livres pour son abonnement avec la Ferme, représentant l'exemption des dix muids de vin, attribuée à la cure de Chaillot.

18 mars 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3487.

Paroisse de Saint-Roch.

3918. — Baux à loyer par la fabrique de Saint-Roch d'appartements et de boutiques.

13 octobre 1789-12 juin 1792.
Minutes (9 p.), *A. N.*, S 3490.

3919. — Déclaration des biens, revenus et charges de la cure de Saint-Roch, présentée par M. Claude-Marie Marduel, curé de cette paroisse et titulaire du prieuré de Notre-Dame-d'Airaines, diocèse d'Amiens, avec notice sur la cure de Saint-Roch.

23 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3488.

3920. — Déclaration des biens, revenus et charges de la communauté des prêtres de Saint-Roch, présentée par M. Claude-Marie Marduel, administrateur de la communauté.

23 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 3488.

3921. — Lettre de M. Marduel, curé de Saint-Roch, au président de l'Assemblée nationale concernant deux sermons prêchés dans son église, le dimanche précédent, qui ont été mal interprétés.

4 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 26, n° 264.

Le sermon en question fut prononcé, le 2 mai, par l'abbé Jean-Joseph Gravier. (Cf. t. II de notre Répertoire, n° 1118.)

3922. — Déclaration par M. Claude-Marie Marduel, curé de Saint-Roch, du vol de vases sacrés commis avec effraction dans le tabernacle de son église, et information faite à ce sujet par le commissaire Carré.

31 mai, 25 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 11286.
Cf. t. II de notre Répertoire, n° 2216.

3923. — Procès-verbal et information du commissaire Carré, au sujet du vol de deniers comptants, billets de caisse et autres papiers, commis avec effraction chez le curé de Saint-Roch.

25 août, 11 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 11287.

3924. — Déclaration du sieur Cholot, commis à la liquidation, mandataire de M. Marduel, ex-curé de Saint-Roch, portant que le revenu de cette cure ne consistait qu'en casuel, sans biens fonds ni émoluments fixes, et les charges en décimes.

27 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 3488.

Paroisse de Saint-Sauveur.

3925. — Déclaration du revenu de la cure de Saint-Sauveur, fournie par M. Louis-François-René Desforges, curé de cette paroisse et titulaire des chapelles de Saint-Nicolas, de Notre-Dame-de-la-Paix, de Saint-Jean-Baptiste et de l'Ange-Gardien dans l'église de Saint-Benoît.

19 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3494.

3926. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite, le 26 février 1790, par le titulaire de la chapelle de Saint-Jean-l'Évangéliste et de Saint-Jean-Baptiste, fondée en l'église de Saint-Sauveur.

Minutes (3 p.), *A. N.*, S 461.

3927. — Information faite par le commissaire Berton, au sujet du vol d'une étole et de vases sacrés commis avec effraction dans l'une des chapelles de Saint-Jacques-l'Hôpital, où se fait le service divin de la paroisse de Saint-Sauveur.

31 mai 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11106.

3928. — Déclaration de sœur Pétronille, supérieure des sœurs de la charité de la paroisse de Saint-Sauveur, portant que la maison par elles occupée et le mobilier appartiennent aux pauvres de la paroisse, déclaration certifiée par le curé.

19 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3494.

3929.— État des contrats de rentes sur les aides et gabelles, sur le clergé et des baux de maisons appartenant à la fabrique de Saint-Sauveur, présenté à la municipalité de Paris par les curé et marguilliers de la paroisse.

19 janvier 1791.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, S 3494.

3930. — Lettre de M. Desforges, curé de Saint-Sauveur, demandant l'intervention du Comité ecclésiastique au sujet de la délibération de la section de Mauconseil qui a déclaré injuste et illégale la nomination de son premier vicaire, M. Fosserier, second vicaire de Saint-Leu, nomination par lui faite à la suite du refus de serment de ses deux vicaires, et réponse, portant que la section de Mauconseil n'a pas le droit de se mêler du choix des vicaires de la paroisse.

13 avril 1791.
Copies (2 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 577.

Paroisse de Saint-Séverin.

3931. — Déclaration des biens et revenus de la cure de Saint-Séverin, faite par M. Philippe Cantuel de Blémur, archiprêtre de Paris, curé de cette paroisse.

13 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3501.

3932. — État résumé des produits et charges contenus en la déclaration faite, le 28 février 1790, par le titulaire de la chapelle de Saint-Paul-des-Anges, dans l'église de Saint-Séverin.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 461.

3933. — Déclaration du revenu de la chapelle des Bourlons, dite de Saint-Michel, en l'église de Saint-Séverin, faite par M. Jean-Pierre Le Prince, bourgeois de Paris, fondé de procuration de M. Jean-Martin Aimé, curé de Saint-Jean-Baptiste à Chaumont en Vexin, titulaire de cette chapelle, avec un état des ornements et vases sacrés y trouvés.

21 août 1790.
Minutes (1 p.), *A. N.*, S 461.

3934. — Délibération de la fabrique de Saint-Séverin, protestant contre l'arrêté pris par le directoire du Département, le 11 avril

1791, et demandant à être maintenue dans la plénitude de ses droits.

21 avril 1791.
Extrait, *A. N.*, D IV 49, n° 1409.

3935. — Adresse des paroissiens de Saint-Séverin, joints au comité de la section des Thermes-de-Julien, à l'Assemblée nationale, sollicitant le remaniement de la circonscription de la paroisse, conformément au plan imprimé joint à ladite adresse.

30 mai 1791.
Minute et imprimé (2 p.), *A. N.*, D XIX 89, n° 721.

Paroisse de Saint-Sulpice.

3936. — Délibérations de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Sulpice.

25 avril 1784-15 mars 1789.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 950.

3937. — Registre de dépenses de la communauté des prêtres de Saint-Sulpice.

1er octobre 1788-28 mars 1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 3813.

3938. — Déclaration des biens et revenus attachés à la cure de Saint-Sulpice, montant à 15,814 livres, et des charges s'élevant à 26,575 livres, fournie par M. Antoine-Xavier Mayneaud de Pancemont, curé de cette paroisse, avec tableau de la recette par lui effectuée du 1er février 1789 au 1er février 1790.

24 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3510.

3939. — Information du commissaire Léger au sujet d'un vol de vases sacrés commis dans l'église de Saint-Sulpice, le 18 mars.

19, 29 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 11353.

3940. — Lettre de M. Mayneaud de Pancemont, curé de Saint-Sulpice, pour se disculper des imputations dirigées contre lui au sujet de son dernier sermon, avec le tableau des aumônes distribuées aux pauvres de la paroisse, de novembre 1789 à avril 1790, montant à 136,710 livres.

4 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 29, n° 294.

3941. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, demandant la continuation des rentes sur les Théatins, sur le clergé et sur les économats, que percevait le curé de Saint-Sulpice et qui lui sont nécessaires pour continuer les aumônes aux pauvres de sa paroisse à l'entrée de l'hiver, avec avis favorable du Comité de mendicité et réponse conforme de ce Comité et du Comité ecclésiastique au bureau de l'agence générale des biens nationaux.

22, 27 novembre, 1er décembre 1790.
Originaux signés et minute (3 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

3942. — Compte des recettes et dépenses faites par M. Deyeux, marguillier comptable de la paroisse de Saint-Sulpice.

1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 3814bis.

3943. — Déclaration des biens et revenus affectés aux pauvres de la paroisse de Saint-Sulpice, certifiée par la sœur Massal, supérieure de la maison des sœurs de la charité de la paroisse de Saint-Sulpice.

19 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3510.

3944. — Mémoire du sieur Depierre, ancien linger et infirmier de la communauté de Saint-Sulpice, au maire de Paris, à l'effet d'être indemnisé des pertes qu'il a subies en se chargeant de nourrir, moyennant 33 sols par jour et par tête, les trente-cinq prêtres de la communauté de Saint-Sulpice.

27 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 627bis.

3945. — Lettre du sieur Dubray, ancien économe de la communauté des prêtres de Saint-Sulpice, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, faisant connaître le chiffre des rentes destinées à l'entretien de cette communauté, composée de prêtres desservants de Saint-Sulpice, qui n'a aucune existence légale.

Janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3510.

3946. — Lettre du sieur Cormier, paroissien de Saint-Sulpice, protestant contre le

projet de conserver, à côté de Saint-Sulpice, les églises de l'Abbaye et des Jacobins, et énumérant toutes les rues qui devraient faire partie de cette paroisse.

Février 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 631.

Paroisse de Saint-Symphorien (enclos de Saint-Germain-des-Prés).

3947. — Discours qui devaient être adressés à l'Assemblée nationale par les enfants de cette paroisse, le jour de leur première communion, avec lettre du sieur Aubert, se plaignant du refus opposé par l'ecclésiastique chargé de leur conduite.

18 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 115, n° 314.

Paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin.

3948. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, au sujet du refus par les commissaires de section d'exécuter l'arrêté du directoire et de la démarche faite auprès de lui par le curé de Saint-Thomas-d'Aquin et l'un des commissaires de la section, relativement à l'ouverture de la porte des Théatins.

17 avril 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

Paroisse de Bercy.

3949. — Lettre de la municipalité du Petit-Bercy, de la vallée de Fécamp et de la Rapée à l'Assemblée nationale, rendant hommage aux sentiments patriotiques de leur curé, M. Collard, qui a prêté le serment prescrit par la constitution civile du clergé.

17 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 39, n° 405.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 304.

Paroisse de Montmartre.

3950. — Réclamation par le Comité ecclésiastique d'un mémoire du sieur Poupet contre les Théatins et de pièces concernant le maire de Montmartre et le curé de cette paroisse qui avait porté plainte contre le maire, le tout envoyé au bureau de l'agence générale des biens nationaux.

7 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

Chapelle du Châtelet.

3951. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite, le 16 mars 1790, par le titulaire de la chapelle fondée au Châtelet.

Minutes (3 p.), *A. N.*, S 461.

Chapelle de Clignancourt.

3952. — Lettre de M. Desportes, maire de Montmartre, au Comité ecclésiastique, appuyant la pétition des habitants du village de Clignancourt, à l'effet d'obtenir le rétablissement de la célébration d'une messe quotidienne dans une chapelle fondée par M. Ligier, à Clignancourt, avec lettre du Comité au bureau d'agence générale des biens nationaux, lui renvoyant un mémoire par lequel le curé et les marguilliers de Montmartre se plaignent des empiètements du maire sur leurs droits.

18, 28 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 79, n° 600.

Chapelle de la Cour des Monnaies.

3953. — Procès-verbal de transport de M. Pierre Bernier, officier municipal, en la buvette de la Cour des Monnaies, et inventaire de l'argenterie et du linge dépendant de la chapelle de cette Cour.

28 juillet 1791.
Extrait, *A. N.*, S 461.

Chapelle de Sainte-Anne.

3954. — Procès-verbal d'apposition de scellés par M. Jean-Louis Roard, officier municipal, et inventaire des effets dépendant de la chapelle de Sainte-Anne, au faubourg Poissonnière.

21 février 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 461.

Chapelle du Saint-Esprit.

3955. — Déclaration du revenu de la chapelle du Saint-Esprit, rue Notre-Dame-des-Champs, faite par M. Joseph Vigier, prêtre du diocèse de Limoges, avec un état résumé des produits et charges contenus en la déclaration ci-dessus.

24 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 461.

3956. — Mémoire du sieur Cossart, demandant une indemnité pour la dépossession de la chapelle du Saint-Esprit, rue Notre-Dame-des-Champs, dont il était patron, la nation ne faisant point de traitement au chapelain.

Avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 88, n° 713.

Chapelle de St-Julien-des-Ménétriers.

3957. — État résumé des produits et charges contenus en la déclaration faite, le 26 février 1790, par le titulaire de la chapelle de Saint-Julien-des-Ménétriers.

Minute, *A. N.*, S 461.

3958. — Procès-verbal d'enlèvement et de transport dans la maison du Saint-Esprit, par M. Louis-Guillaume Pitra, administrateur des biens nationaux, des effets et titres de la chapelle de Saint-Julien-des-Ménétriers.

15 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 461.

Chapelle de Saint-Yves.

3959. — Compte de la gestion des biens et revenus de l'église royale de Saint-Yves, rendu par M. Jacques Serpaud à M. Pierre-Henri Caillaud, premier administrateur, maître et gouverneur de cette église.

13 décembre 1788-2 mars 1791.
Original (registre in-folio), *A. N.*, H 4698.

3960. — Compte de la gestion des biens et revenus de l'église de Saint-Yves, rendu par M. Henry-François Caillau de Courcelles, avocat, administrateur en charge, aux gouverneurs et administrateurs de cette église.

2 mars 1791-13 mars 1792.
Originaux (2 registres in-fol.), *A. N.*, H 4699, 4700.

3961. — État des revenus de l'église royale de Saint-Yves.

1789.
Minute, *A. N.*, S 3631^A^.

3962. — Protestation de M. Aleime-François Lottin, docteur ès arts et ès lois, prieur de l'église de Saint-Yves, contre l'extorsion de sa signature par les administrateurs assemblés le 29 décembre, contre son expulsion du presbytère, qui lui avait valu les insultes des portefaix, décrotteurs et brocanteurs stationnant sous le porche de l'église, contre la nomination du sieur Balu, diacre d'office, pour remplir ses fonctions, enfin contre toutes les menées des confrères de ladite église; protestation reçue par le commissaire Duchauffour.

1er janvier, 18 juin 1789.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, Y 12697.

3963. — Mémoire avec exposé historique présenté par les maîtres, gouverneurs et administrateurs de la chapelle de Saint-Yves, rue Saint-Jacques, à l'effet d'établir que cette compagnie ne constitue nullement un corps ecclésiastique, mais une pieuse association de citoyens, propriétaires de leur église, sorte de chapelle domestique, dont ils sont fondés à réclamer le maintien, avec lettre d'envoi de M. Caillau de Courcelles, maître en charge.

10 septembre 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D XIX 89, n° 729; D XIX 96, n° 853.

3964. — Cartulaire de l'église de Saint-Yves, composé, d'après les originaux, par le sieur Caillau de Courcelles, avocat, administrateur en charge.

12 décembre 1791.
Copie collationnée (registre petit in-fol.), *A. N.*, LL 963^1^.

C — PAROISSES RURALES.

3965. — Requête des curés du département de Paris à l'Assemblée nationale, représentant l'exiguité de leurs ressources et la cherté de la vie, qui rendent leur situation bien précaire et interdisent tout retranchement, et recommandant leurs vicaires à la sollicitude de l'Assemblée.

Août 1790.
Original signé par onze curés, *A. N.*, D XIX 68, n° 413.

1° DISTRICT DE SCEAUX

Paroisse d'Antony.

3966. — Déclarations de fermiers des biens dépendant de la cure d'Antony.

11 juillet-9 décembre 1791.
Minutes (11 p.), *A. N.*, S 3520.

Paroisse de Bagneux.

3967. — Compte de l'œuvre et fabrique de l'église Saint-Herbland et Saint-Nicolas de Bagneux.

1762-1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 3737.

3968. — Déclaration faite par M. Gabriel Floret, curé de Bagneux, des biens de sa cure, dont il jouit par lui-même.

27 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 3523.

3969. — Déclarations de locataires et fermiers des biens de la cure de Bagneux.

30 mai-4 juin 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, S 3523.

3970. — Compte que M. Gabriel Floret, curé de Bagneux, rend de sa gestion des biens de la cure pendant l'année 1790.

6 novembre 1791.
Minute, *A. N.*, S 3523.

Paroisse de Bourg-la-Reine.

3971. — Déclaration des revenus de la cure de Bourg-la-Reine, fournie par M. Jacques-François Pascal, curé de cette paroisse, et certifiée par la municipalité.

15 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 3532.

3972. — Inventaire des titres des biens de la cure de Bourg-la-Reine, fait en exécution de la délibération de l'œuvre et fabrique de cette paroisse, du 6 janvier 1791, par le sieur Poussin, secrétaire-greffier de la municipalité, avec supplément d'inventaire.

6, 30 novembre 1791.
Expéditions signées (2 p.), *A. N.*, S 3531, 3532.

3973. — Déclaration d'un fermier des biens dépendant de la cure de Bourg-la-Reine.

19 novembre 1791.
Minute, *A. N.*, S 3532.

Paroisse de Bry-sur-Marne.

3974. — Inventaire des titres et papiers de la fabrique de Bry-sur-Marne.

1791.
Minute, *A. N.*, S 3533.

Paroisse de Champigny.

3975. — Déclaration des fermiers des biens dépendant de la cure de Champigny.

9 août-30 novembre 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, S 3534.

Paroisse de Châtenay.

3976. — Déclarations de fermiers de biens de la cure de Chatenay.

28 mai, 8 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3587.

3977. — Déclaration du temporel de la cure de Châtenay-Penthièvre, faite au nom du curé de cette paroisse, par le sieur Waille, vicaire.

13 novembre 1791.
Minute, *A. N.*, S 3536.

Paroisse de Châtillon-les Bagneux.

3978. — Lettre de M. Courtois, procureur de la commune de Châtillon-les-Bagneux,

à M. Aubert, secrétaire du Comité ecclésiastique, priant de passer son nom sous silence pour que la municipalité de Châtillon ne puisse connaître celui qui a révélé le projet de refonte des cloches.

20 juin 1790.
Minute, A. N., D XIX 71, nº 500.

3979. — Mémoire des officiers municipaux de la paroisse de Châtillon-les-Bagneux au Comité ecclésiastique, exposant l'urgence de procéder à la refonte de deux des cloches de l'église qui sont brisées, indispensables pour les travaux des laboureurs et vignerons, avec délibération de la fabrique de la paroisse de Saint-Jacques et Saint-Philippe de Châtillon, et lettre du Comité ecclésiastique, rejetant la demande de la municipalité.

26 juin 1790.
Minutes et extrait (3 p.), *A. N.*, D XIX 66, nº 380.

3980. — Lettre de M. Courtois, procureur de la commune de Châtillon, demandant si, dans les offices divins, l'encens doit être refusé aux ministres officiants, chantres et clercs.

25 décembre 1790, 1er janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 51, nº 1467.

Paroisse de Chevilly.

3981. — Compte des revenus de la cure de Chevilly, département de Paris, district de Bourg-la-Reine, canton de Choisy-le-Roi, tels qu'ils ont été perçus pour l'année 1790 par M. Jean-Martin Cochelin, curé de ladite paroisse.

25 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3539.

Paroisse de Choisy-le-Roi.

3982. — Déclaration faite par M. Jean-Sébastien Gault, vicaire de Choisy-le-Roi, mandataire de M. Jean-François Leverdier, curé de Choisy, portant que ledit Leverdier est titulaire de la cure de Choisy et jouit d'une pension de 2,000 livres sur la caisse des économats.

28 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3540.

3983. — Déclaration de Jean-Jacques Rivière, marguillier en charge de la paroisse de Choisy-le-Roi, constatant que la fabrique de Choisy-le-Roi jouit, sur la caisse des économats, d'une pension de 1,000 livres pour servir au payement des officiers de l'église.

28 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 3540.

Paroisse de Clamart.

3984. — Déclaration de locataires des biens de la cure de Clamart.

3 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, S 3587.

Paroisse de Conflans-Charenton.

3985.— Lettre de M. Charles Amaury, vicaire de Conflans-Charenton, à M. Deneux, premier vicaire de la métropole, annonçant que, par suite du refus de serment du curé et de son remplacement par M. Collard, ses pouvoirs sont expirés, ainsi qu'il résulte d'une lettre de l'abbé de Floirac, et se plaignant d'être décrié par les Carmes et religieuses de cette paroisse.

7, 10 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, nº 636.

Paroisse de Fontenay-sous-Bois.

3986. — Élections des marguilliers comptables de l'œuvre et fabrique de l'église de Fontenay-sous-Bois.

22 mai 1763-12 juin 1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 967.

3987. — Nominations des marguilliers de la confrérie du Saint-Sacrement en l'église paroissiale de Fontenay-sous-Bois.

6 juin 1776-7 juin 1792.
Original (registre petit in-fol.), *A. N.*, LL 968.

3988. — Prestation de serment faite devant la municipalité et les fidèles par M. Jacques-Joseph de la Rivoire, curé de Fontenay-sous-Bois.

23 janvier 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, S 3549.

Paroisse de Fresnes-les-Rungis.

3989. — Déclaration des biens et revenus de la cure de Fresnes-les-Rungis, faite par M. François-Louis Galpin, curé de cette paroisse.

26 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3555.

Paroisse d'Ivry-sur-Seine.

3990. — Déclaration du revenu de la cure d'Ivry-sur-Seine, banlieue de Paris, faite par M. Étienne-Laurent Maillet, curé de cette paroisse, titulaire de deux chapelles à Faulquemont en Lorraine, déclaration reçue par la municipalité d'Ivry.

14 mars 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3558.

Paroisse de l'Hay.

3991.—Déclaration des revenus et charges de la cure de Saint-Léonard de l'Hay, faite par M. Louis La Marre, curé de cette paroisse.

9 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3568.

Paroisse de Maisons.

3992. — Déclaration du revenu de la cure de Maisons, près Charenton, fournie par M. Jacques Flaust, curé de cette paroisse.

26 février 1791.
Minute, *A. N.*, S 3569.

Paroisse de Saint-Maur-les-Fossés.

3993. — Comptes des marguilliers en charge de l'œuvre et fabrique de l'église de Saint-Maur-les-Fossés.

1789-1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, S 3571.

Paroisse de Montreuil-sous-Bois.

3994. — Certificat de la municipalité de Montreuil-sous-Bois, constatant qu'il n'existe aucun titre de propriété de deux pièces de terre appartenant à la cure de Montreuil, au lieu dit la Glaisière et à la côte de Beaumont, avec lettre d'envoi de M. Lamock, curé de Montreuil.

22 septembre 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, S 3572.

Paroisse de Montrouge.

3995. — Déclaration d'un fermier de partie des biens dépendant de la cure de Montrouge.

15 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 3577.

3996. —Requête de M. François Richard, curé de Montrouge, au Comité ecclésiastique, déclarant qu'il a exercé ses fonctions sans être inquiété en 1790, et que néanmoins les payeurs des rentes de la Ville arrêtent le payement des rentes pour l'acquit des fondations.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 720.

Paroisse de Nogent-sur-Marne.

3997. — Déclaration du produit et des charges de la cure de Nogent-sur-Marne, fournie par M. Aimé-Louis-Étienne de Saint-Germain, curé de cette paroisse.

19, 22 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3578.

3998. — Déclaration de M. Aimé-Louis-Étienne de Saint-Germain, curé de Nogent-sur-Marne, à l'effet de constater qu'il a omis de faire figurer au nombre des charges de sa cure la somme de 103 livres 15 sols pour le montant des décimes.

12 mars 1790.
Minute, *A. N.*, S 3578.

Paroisse d'Orly.

3999. — Déclaration de M. Jean-Baptiste-Jean Michaelis, prêtre du diocèse de Carpentras, curé de la paroisse d'Orly, portant qu'il est titulaire de la cure d'Orly, de la chapelle Saint-Éloy de Soucy et de la chapellenie de Saint-Jean-de-Venasque, à Barbentanne.

15 mars 1790.
Minute, *A. N.*, S 3580.

4000. — Lettre du sieur Cornullaire, membre de la municipalité, adressant le tableau estimatif des revenus de la cure d'Orly, avec ledit tableau, sous forme de placard-affiche.

10 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3580.

4001. — Lettre de l'abbé Hudin, vicaire d'Orly, à M. Aubert, secrétaire du Comité ecclésiastique, se plaignant de l'interdiction illégale et injurieuse qui lui a été signifiée à la requête du curé de cette paroisse, avec réponse du Comité ecclésiastique et lettre au bureau d'agence générale des biens nationaux, à l'effet de concilier les parties.

20 décembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 79, nº 599.

4002. — Lettre du directoire du Département à M. Burel, le priant de lui envoyer de suite les pièces relatives à la liquidation de M. Michaelis, curé d'Orly, pour la fixation de son traitement.

31 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 3581.

Paroisse du Plessis-Piquet.

4003. — Déclaration du revenu et des charges de la cure du Plessis-Piquet, près de Sceaux, présentée par M. Jean Dumaine, curé de cette paroisse.

20 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3582.

4004. — État du revenu de la cure du Plessis-Piquet pendant l'année 1790, certifié par la municipalité.

14 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 3582.

4005. — Déclaration d'un fermier de partie des biens de la cure du Plessis-Piquet.

11 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 3582.

Paroisse de Rosny-sous-Bois.

4006. — Registre de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Rosny-sous-Bois.

1765-1793.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, S 3584.

4007. — Déclarations des fermiers du ci-devant prieuré-cure de Rosny.

20, 25 mars 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3587.

Paroisse de Rungis.

4008. — Déclaration du revenu de la cure de Rungis, près Paris, par M. Charles-Louis-Etienne Besnard, curé de cette paroisse, avec lettre d'envoi par la municipalité et observations du curé.

15, 30 octobre, 27 novembre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, S 3585.

4009. — État de recettes et de dépenses du curé de Rungis pour l'année 1790, et déclaration additionnelle du même curé, certifiée par la municipalité.

27 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3585.

Paroisse de Sceaux.

4010. — Déclarations de locataires et fermiers des biens dépendant de la cure de Sceaux.

27, 28 mai, 24 octobre 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, S 3587.

Paroisse de Vanves.

4011. — Mémoires acquittés relatifs aux dépenses faites par la fabrique de Vanves.

1771-1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3833.

4012. — Déclaration par M. Antoine-Alexandre Souchay, curé de Vanves, des terres et biens qu'il possède, dépendant de son bénéfice et de sa cure.

19 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3589.

4013. — Déclaration du fermier des biens dépendant de la cure de Vanves.

21 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 3589.

Paroisse de Vaugirard.

4014. — Quittances des officiers qui desservent l'église de Vaugirard.

1789.
Minute, A. N., H 3834.

4015. — Mémoire de fourniture de cire à la fabrique de Vaugirard, avec procédure relative à cette créance, et autres mémoires de fournisseurs.

1789-1791.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, H 3834.

4016. — Lettre de l'abbé Depréneuf, curé de Vaugirard, exposant l'état critique dans lequel il se trouve, en raison du maigre revenu de sa cure et des charges énormes auxquelles il ne parvient pas à suffire, et offrant, si l'on ne vient à son secours, la démission de ses fonctions, se voyant contraint de vendre tous ses effets pour acquitter les obligations qu'il a contractées.

18 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XIX 50, n° 86.

4017. — Requête de M. Depréneuf, curé de Vaugirard, appuyée par la municipalité, au Comité ecclésiastique, à l'effet d'obtenir le traitement des curés de Paris, l'assignation d'un fonds pour les aumônes et pour un second vicaire jusqu'ici à sa charge, l'envoi d'une sœur pour les écoles de filles, et le moyen de remplir ses engagements.

25 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 52, n° 109.

Paroisse de Villejuif.

4018. — Livre de compte de la recette et dépense de la confrérie de Sainte-Marguerite en l'église paroissiale de Saint-Cyr et Sainte-Julitte de Villejuif.

1758-1793.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, S 3601².

4019. — Registre des délibérations concernant l'administration des biens de l'église paroissiale de Saint-Cyr et Sainte-Julitte de Villejuif.

1760-1792.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, LL 970.

4020. — Livre de compte de la confrérie du Saint-Sacrement de l'église paroissiale de Saint-Cyr et Sainte-Julitte de Villejuif.

1766-1793.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, S 3601¹.

Paroisse de Villemomble.

4021. — Déclaration de M. Nicolas-Maxime Milscent, chanoine régulier de la Congrégation de France, portant qu'il est titulaire de la cure de Saint-Genet et Saint-Louis de Villemomble et du prieuré de la Madeleine de Montvigne, diocèse du Mans.

1er mars 1790.
Minute, *A. N.*, S 3602.

4022. — État des revenus de la cure de Villemomble, fourni par M. Milscent, curé de cette paroisse, avec déclaration sous forme de placard-affiche et lettre d'envoi au Comité ecclésiastique.

30 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3602.

4023. — État des terres appartenant à la cure de Villemomble, leurs situations et noms des fermiers, avec état des baux.

1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3602.

4024. — Récépissé des pièces remises par M. Milscent, curé de Villemomble, au bureau de liquidation de l'administration des biens nationaux.

4 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 3602.

Paroisse de Vincennes.

4025. — Registre contenant les publications de bans faites à Vincennes.

7 janvier 1777-23 décembre 1792.
Original (vol. in-4°), *A. N.*, LL 972.

4026. — Déclaration des revenus et charges de la cure de Vincennes, fournie par M. Edme-Jean-Charles Foliot, curé de cette paroisse.

28 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3603.

4027. — Mémoire de l'abbé Foliot, curé de Vincennes, au Comité ecclésiastique, touchant le payement de la portion congrue qui doit lui être fait par le curé de Montreuil, sur le pied de 700 livres par an, pour lui, et 350 pour son vicaire, avec avis conforme du Comité.

23 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 62, n° 318.

Paroisse de Vitry-sur-Seine.

4028. — État et compte du revenu de la cure de Saint-Gervais et Saint-Protais de Vitry-sur-Seine, pour l'année 1790, rendu par M. Pariset, curé de cette paroisse, aux administrateurs du district de Bourg-la-Reine, afin de parvenir à la liquidation de ce revenu.

7 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 3604.

DISTRICT DE SAINT-DENIS

Paroisse d'Aubervilliers.

4029. — Délibération de la municipalité d'Aubervilliers, constatant le refus du curé de laisser procéder au récolement des titres et papiers de la fabrique et de la cure, ainsi qu'à l'inventaire des ornements servant au culte, et requête au Comité de constitution pour avoir des ordres précis à cet égard.

30 mai 1790.
Extrait et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 65, n° 368.

Paroisse de Bagnolet.

4030. — Déclaration des biens, revenus et charges de la cure de Bagnolet, faite par M. François Machet, curé de cette paroisse.

18 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3611.

Paroisse de Bobigny.

4031. — Compte de l'œuvre et fabrique de l'église de Saint-André de Bobigny.

1783-1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 964.

Paroisse de Noisy-le-Sec.

4032. — État des débets des loyers et des rentes appartenant à la fabrique de Noisy-le-Sec pour l'année 1789, avec les noms des redevables.

Minute, *A. N.*, S 3620.

4033. — État du revenu de la cure de Noisy-le-Sec, dressé par le curé de cette paroisse.

1790.
Minute, *A. N.*, S 3620.

Paroisse de Pantin.

4034. — Délibération de la municipalité de Pantin, priant l'Assemblée nationale de surseoir à la nomination d'un nouveau curé, celle de l'ancien vicaire, appelé à cette cure, ayant été déclarée illégale par M. Pastoret, en raison d'un temps insuffisant d'exercice du saint-ministère.

1er mars 1791.
Copie conforme, *A. N.*, D XIX 86, n° 681.

4035. — Adresse de la municipalité de Pantin à l'Assemblée nationale, exposant que l'assemblée électorale du district de Saint-Denis, sur la demande de la commune, venait de nommer M. Chevalier, vicaire de Pantin, curé de cette paroisse, quoi qu'il n'eût que quatre ans et demi de prêtrise, et priant d'accorder, en faveur d'un prêtre patriote, une surséance de six mois, afin de ne point troubler la paroisse par la nomination d'un nouveau curé, avec procès-verbal de l'assemblée électorale.

4 mars 1791.
Minutes et extrait (3 p.), *A. N.*, D XIX 86, n° 681.

4036. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au Comité ecclésiastique, envoyant le procès-verbal de la prestation de serment de M. Chevalier, vicaire de Pantin, un arrêté de la commune contenant l'expression de son vœu pour la nomination de M. Chevalier comme curé et la délibération de cette municipalité au sujet des difficultés résultant de ce que cet

ecclésiastique n'avait que quatre ans et demi de prêtrise.

30 mars 1791.
Original signé et minutes (4 p.), *A. N.*, D XIX 86, n° 681.

Paroisses de Saint-Denis.

4037. — Lettre de MM. Minée, curé des Trois-Patrons à Saint-Denis, et Durand, curé de Saint-Michel de Saint-Denis, à l'Assemblée nationale, demandant, en raison de la suppression de leurs cures, la jouissance, à charge d'entretien, des presbytères et jardins.

26 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 61, n° 297.

4038. — Déclaration des biens et revenus de la cure de Saint-Michel de Saint-Denis, certifiée par M. Pelletier, maire de cette ville.

26 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 3618.

Paroisse de Villepinte.

4039. — Lettre de l'abbé Campigny, curé de Villepinte, au président de l'Assemblée nationale, annonçant que la municipalité vient de s'emparer des terres appartenant à la cure et de les mettre en location, et demandant à être déchargé de leur mise en valeur.

10 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 628.

Paroisse de La Villette.

4040. — Comptes rendus par les marguilliers de l'œuvre et fabrique de l'église de Saint-Jacques et Saint-Christophe de La Villette.

1767-1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 3751[2].

§ 4. — Corporations religieuses.

4041. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, sollicitant une audience pour la députation de la Commune chargée d'opérer la réduction des maisons religieuses, suivant le décret de l'Assemblée.

9 mars 1790.
Original signé, avec post-scriptum autographe, *A. N.*, C 38, n° 326.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 103.

4042. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, demandant, en vue des inventaires du mobilier des maisons religieuses dont la Municipalité a été chargée par l'Assemblée nationale, si les décrets des 20 février, 19 et 20 mars sont applicables aux différentes congrégations qui ne vivent pas sous un régime purement monastique, telles que Saint-Lazare, l'Oratoire, les Doctrinaires.

23 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 52, n° 109.

4043. — Lettre du département du domaine au Comité ecclésiastique, lui soumettant diverses difficultés qui se sont élevées au sujet de la perception des fermages, loyers et autres revenus des biens ecclésiastiques, notamment en ce qui concerne le payement des lods et ventes, des rentes possédées par les maisons religieuses sur le Roi et sur le clergé, ou dues par ces maisons à des particuliers.

Mai 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 69, n° 447.

4044. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, adressant des expéditions des tableaux des Célestins, du prieuré de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie et des maisons religieuses de Saint-Mandé, de Courbevoie et du Chasse-Midi.

6 août 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 437.

4045. — État des inventaires des maisons religieuses du département de Paris, déposés dans les bureaux du Comité ecclésiastique, avec l'indication des municipalités où se trouvent ces maisons, dressé à

la requête des administrateurs des biens nationaux, avec lettre du Comité ecclésiastique.

9 août 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 65, n° 360.

4046.— Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, demandant si la Municipalité doit procéder à la vente des meubles et boiseries des sacristies des maisons religieuses, pour en empêcher la détérioration.

28 août 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 413.

4047. — Observations sur les emprunts contractés par les maisons religieuses et sur les rentes viagères et perpétuelles par elles constituées, adressées au Comité ecclésiastique par les administrateurs des biens nationaux, avec réponse du Comité, renvoyant aux articles 8 et 9 du titre IV du décret du 23 octobre 1790.

2 septembre, 2 novembre 1790.
Minutes et original signé (3 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 413.

4048. — État général des couvents d'hommes situés dans le district de Paris, contenant les noms de baptême, de famille, les dates de naissance et de profession, et les déclarations que les religieux qui les composent ont faites en exécution des articles 4 et 5 du décret des 8 et 9 septembre 1790.

Minute conforme aux pièces originales, signée de M. Lardin, *A. N.*, Q² 117.

4049. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, le priant de provoquer un décret de l'Assemblée nationale au sujet des réclamations d'arrérages de rentes dues par les maisons religieuses, basées soit sur des contrats passés par-devant notaires, soit sur des délibérations capitulaires, contrats et délibérations qui ne semblent pas avoir été approuvés ou ratifiés par les supérieurs de chaque ordre.

16 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 430.

4050. — Lettre de l'administration des domaines nationaux au Comité ecclésiastique, adressant un mémoire relatif aux loyers des chaises des Capucins, et demandant : 1° si les loyers des chaises des maisons religieuses, échus avant le 1er janvier 1790, doivent être versés entre les mains des religieux ou dans celles de la Municipalité ; 2° si ceux échus ou à écheoir depuis le 1er janvier doivent appartenir aux maisons religieuses ou à la Municipalité, avec réponse du Comité, déclarant que les loyers échus au 1er janvier 1790 appartiennent aux communautés religieuses et ceux échus depuis le 1er janvier doivent être versés dans la caisse du district.

17 septembre, 8 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 430.

4051. — Lettre du sieur Clarac au Comité ecclésiastique, indiquant certaines mesures à prendre pour éviter la profanation des sépultures et assurer la conservation des reliques.

10 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

4052. — Lettre du frère Zénon, provincial des Capucins, au Comité ecclésiastique, demandant si le décret du 14 septembre exige l'abandon de l'habit religieux, avec réponse du Comité, portant que ce décret abolit tous costumes et laisse les religieux libres de s'habiller comme bon leur semblera.

11 octobre, 24 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

4053. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, au sujet de la prétention des religieux qui sortent de leur couvent d'enlever les boiseries et ornements de leurs cellules, avec réponse du Comité, déclarant que les religieux n'ont strictement le droit d'enlever que le mobilier de leurs chambres.

28 octobre, 6 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 74, n° 511bis.

4054. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, émettant un avis favorable sur la demande de secours formée par la demoiselle Lhomme,

religieuse du Précieux-Sang, âgée et infirme.

6 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4055. — Décision du Comité ecclésiastique, invitant la Municipalité à présenter un tableau des individus attachés aux maisons des religieux, leur suppression étant décrétée, et ajournant de statuer sur le sort des personnes attachées aux maisons des religieuses, ces maisons n'étant pas supprimées.

17 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4056. — Registre contenant les noms des chapitres, maisons d'hommes et de femmes, dont les titres ont été déposés au bureau des Archives établi en la maison du Saint-Esprit, avec indication de la date des procès-verbaux d'enlèvement, des endroits où ils sont placés, de leur arrangement provisoire par ordre de numéros et des différentes remises qui en ont été faites.

1790-an II.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1722.

4057. — État des extraits de baptême et actes de profession des religieux et religieuses, remis par M. Charles Trudon aux administrateurs des biens nationaux.

5 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, F[19] 863.

4058. — Questions soumises au Comité ecclésiastique par les administrateurs des biens nationaux, au sujet des déclarations à exiger des religieux et religieuses pour le payement de la contribution patriotique, avec réponse du Comité.

19 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4059. — Questions proposées au Comité ecclésiastique par les administrateurs du bureau de l'agence des biens nationaux, au sujet du mode de déclaration, pour la contribution patriotique, par les membres des établissements réguliers et séculiers.

24 janvier 1791.
Copie, *A. N.*, F[19] 863.

4060. — Instructions du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, donnant les règles à suivre pour la dépossession des biens des religieux et religieuses chargés de l'enseignement public ou du soulagement des pauvres, suivant qu'ils ont fait ou n'ont point prononcé de vœux.

8 février 1791.
Minute et copies (3 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4061. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux maire et officiers municipaux de Paris, en réponse aux instructions demandées par les commissaires administrateurs des domaines nationaux pour le payement de la contribution patriotique des réguliers et séculiers.

5 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, F[19] 863.

4062. — Arrêté du directoire du Département, portant que les arrérages des rentes perpétuelles constituées par les corps et communautés ecclésiastiques ne seront payés que sous déduction des impositions royales, et que les rentes viagères seront acquittées sans déduction des impositions, qu'aucunes rentes ne seront liquidées qu'en faveur des propriétaires, et que les rentes dues à des religieux ou religieuses profès seront rayées de l'état des dettes des maisons débitrices.

6 mai 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

4063. — Lettre du Comité d'aliénation aux administrateurs des biens nationaux, relativement à la remise des titres de propriété de biens situés dans le district de Nemours, dépendants de divers chapitres et monastères de Paris, remise demandée par le directoire de ce district.

8 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XXI 2, n° 6.

4064. — Lettre de M. Cahier, procureur adjoint de la Commune, au Comité ecclésiastique, signalant les difficultés qu'il est appelé à résoudre par suite de la prétention de certaines communautés religieuses de procéder aux inhumations sans appeler le curé ou l'un des vicaires de la paroisse.

lettre renvoyée par M. Massieu, président du Comité, aux commissaires des Comités chargés par l'Assemblée de proposer des mesures au sujet des troubles occasionnés par les prêtres réfractaires.

15, 17 août 1791.
Original signé, *A. N.*, D XIX 22, n° 365.

A. — ABBAYES, PRIEURÉS, COUVENTS D'HOMMES DU DIOCÈSE DE PARIS

Abbaye de Saint-Denis.

4065. — Sentences rendues par la prévôté de la cuisine et rivière de Seine, réceptions de pêcheurs.

1702-1790, 1763-1790.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, Z[2] 4137, 4139.

4066. — Rapports, sentences et ordonnances de la prévôté des foires.

1756-1790.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, Z[2] 4136.

4067. — Minutes civiles et criminelles du bailliage de Saint-Denis, sentences de police, scellés et inventaires.

1789-1791.
Minutes (5 liasses), *A. N.*, Z[2] 4093, 4094, 4113, 4114, 4126.

4068. — Journal des sommes portées au coffre du dépôt ou retirées du même coffre, arrêté par le grand prieur et les senieurs de l'abbaye.

1789.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, H 3699.

4069. — Mémoires de travaux et fournitures pour l'abbaye de Saint-Denis.

1789-1790.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, H 3699.

4070. — Déclaration du revenu de l'abbaye royale de Saint-Denis, avec inventaire de la bibliothèque, des meubles et effets, fournie par dom Verneuil, prieur.

21 février 1790.
Original signé et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 2385.

4071. — Mémoire pour le sieur Gabriel Latreilhe, chirurgien apothicaire de l'abbaye de Saint-Denis, qui réclamait l'exécution des engagements passés avec les religieux, et dans le cas où ils seraient rompus, demandait l'addition aux 500 livres de pension annuelle à lui faite d'une somme pour frais de nourriture, de logement et autres avantages dont il jouissait, avec lettre d'envoi à l'Assemblée nationale.

10 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 50, n° 95.

4072. — Déclarations des religieux de l'abbaye de Saint-Denis sur le choix de leur résidence, reçues par M. Pierre-Augustin Pelletier, maire de Saint-Denis, et les officiers municipaux.

5 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 3285.

4073. — Inventaire fait par les officiers municipaux de Cormeilles-en-Parisis dans la maison seigneuriale appartenant à l'abbaye de Saint-Denis, avec lettre d'envoi, du 15 août.

19, 22 juillet 1790.
Copie et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 66, n° 394.

4074. — Déclaration de dom Jean-Baptiste Borel, religieux bénédictin de l'abbaye de Saint-Denis, portant qu'il désire se retirer à Thony, près Gaillon, en Normandie, déclaration reçue par la municipalité de Saint-Denis.

3 octobre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, H 3698.

4075. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux à dom Verneuil, prieur de l'abbaye de Saint-Denis, l'informant du désir manifesté par dom Charles Haudiquer d'établir sa résidence dans cette maison, et note de dom Verneuil, certifiant que dom Haudiquer y réside depuis octobre 1790.

7 octobre 1790.
Original, *A. N.*, H 3698.

4076. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, pour autoriser, sur la demande des officiers municipaux de Saint-Denis, la délivrance des 2.536 livres de

pain que les religieux avaient l'habitude de distribuer aux pauvres et refusaient de donner désormais, avec lettres des Comités ecclésiastique et de mendicité dans le même sens.

3, 8, 9, 26 novembre 1790.
Originaux signés et minute (1 dos.), *A. N.*, D XIX 74, n° 541bis.

4077. — Décision du Comité ecclésiastique au sujet de la distribution, par la municipalité de Paris, des aumônes dont les religieux de Saint-Denis étaient chargés.

20 novembre 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4078. — Procès-verbal d'apposition de scellés à l'abbaye de Saint-Denis par MM. Jean-Sylvain Bailly, maire de Paris, Jacques-Joseph Hardy et Nicolas-Jean Lardin, officiers municipaux de Paris, faisant fonctions de directoire du Département.

3 décembre 1790.
Original signé et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 2385.

4079. — État des monuments et objets précieux par leur antiquité, conservés dans le trésor de Saint-Denis, et qu'il serait convenable de transporter, les uns au Garde-meuble, les autres au Cabinet des antiques, avec note sur le trésor.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, L 866.

4080. — Mémoire de divers travaux de maçonnerie faits dans l'abbaye de Saint-Denis par le sieur Legrand.

1790-1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, H 3698.

4081. — Mémoire de dom Foyart et dom Boniface, religieux, âgés de près de soixante-dix ans, afin d'obtenir la pension de 1,200 livres à laquelle ils prétendent avoir droit en raison de leur âge.

1790.
Minute, *A. N.*, H 3698.

4082. — Requête des prieur et religieux de l'abbaye de Saint-Denis au directoire du district de Saint-Denis, demandant le règlement des frais du culte du mois de mars, avec délibération du bureau d'agence générale des biens nationaux à ce sujet.

24 décembre 1790, janvier 1791.
Minutes et extrait (3 p.), *A. N.*, H 3698.

4083. — Supplique de dom Antoine Boucher, religieux de l'abbaye de Saint-Denis, paralysé depuis dix ans, au district de Saint-Denis, à l'effet d'obtenir un supplément de traitement, en raison de son infirmité, pour lui et le garde-malade qui lui est nécessaire, avec arrêté du directoire du département de Paris, rejetant sa demande.

15 mars, 30 mai 1791.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, H 3698.

4084. — Délibérations et rapport de la municipalité de Saint-Denis, signalant l'émondage désastreux de tilleuls dans les jardins de la ci-devant abbaye, avec lettre d'envoi au district de Saint-Denis, et réponse des religieux au sujet des prétendues dégradations faites à ces arbres.

21 mars-6 avril 1791.
Minutes et extrait conforme (3 p.), *A. N.*, H 3698.

4085. — Bail des jardins potagers et enclos de l'abbaye de Saint-Denis, consenti par les religieux à frère Julien Dreux, pour un an, moyennant 3,000 livres.

26 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, H 3698.

4086. — Observations sur le catalogue des religieux résidant en l'abbaye de Saint-Denis, remis aux administrateurs du directoire pour parvenir à la liquidation des pensions du quartier d'avril 1791, avec mémoire des payements faits aux religieux pour le quartier de janvier.

Minute, *A. N.*, H 3698.

4087. — Certificat de M. Lavisse, chef du bureau de comptabilité des domaines nationaux, établissant que dom Charles-Michel Haudiquer, ancien religieux bénédictin du couvent des Blancs-Manteaux, autorisé à se réunir aux religieux de son ordre à Saint-

Denis, n'a rien reçu, depuis le 31 mars, de sa pension fixée à 1,000 livres par an.

4 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, H 3698.

4088. — Arrêté du directoire du Département, reconnaissant légitime la créance de l'abbé Mimerel, qui réclamait 700 livres pour arrérages d'une rente viagère de 1,400 livres, à lui due par l'abbaye de Saint-Denis.

11 mai 1791.
Copie conforme, *A. N.*, H 3698.

4089. — Lettre de l'abbé Jean-Marie-Joseph Lourdel, ex-religieux profès de l'abbaye de Saint-Denis, retiré à l'Isle-Adam, pour obtenir le payement du quartier de sa pension.

12 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, H 3698.

4090. — Déclaration de dom Ignace-Alexandre-Joseph Cardon, ex-religieux de l'abbaye de Saint-Denis, portant qu'il fait élection de domicile à Paris.

20 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, H 3698.

4091. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au bureau de comptabilité des biens nationaux, concernant les pièces remises à la Municipalité par les héritiers du sieur de Maizières, au sujet du prétendu payement d'une créance de 45,000 livres par les religieux bénédictins de Saint-Denis.

27 mai 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F¹⁹ 863.

4092. — Lettre de M. Pastoret à M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, transmettant un mémoire adressé au directoire par les héritiers du sieur de Maizières, qui réclamaient une somme de 45,000 livres, indûment payée à leur fondé de procuration par les religieux de Saint-Denis, avec lettre de M. de La Huproye, adressant le dossier de cette affaire.

10 juin 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, H 3698.

4093. — Compte général rendu au district par dom Verneuil, prieur de l'abbaye de Saint-Denis, des sommes par lui reçues pour les frais du culte, avec quittances à l'appui de la dépense, compte arrêté le 23 janvier 1792.

15 juin 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3699.

4094. — État des avances faites par le prieur pour les frais du culte, des dettes contractées par lui et des obligations qu'il est tenu de remplir, le 20 juin de la présente année, avec lettre d'envoi de M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, à M. Pastoret, proposant le payement des 1,287 livres portées sur cet état.

25 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, H 3699.

4095. — Lettre de dom Charles-François Verneuil à M. Pastoret, à l'occasion du règlement de ses avances, demandant l'autorisation de pourvoir aux dépenses du mois de juillet et montrant l'urgence de prendre une décision au sujet de l'église de Saint-Denis, si on veut la laisser subsister comme basilique destinée à la conservation des monuments qui s'y trouvent.

1er juillet 1791.
Minute, *A. N.*, H 3699.

4096. — Arrêté du directoire du département de Paris, ordonnant la remise au prieur de l'abbaye de Saint-Denis, par le receveur du district, d'une somme de 1,500 livres pour fournitures relatives au culte.

8 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, H 3699.

4097. — Délibération du directoire du Département, autorisant le directoire du district de Saint-Denis à faire parachever les réparations nécessaires aux voûtes du grand aqueduc sur la rivière du Crould, avec lettre d'envoi de M. Pastoret.

15 juillet 1791.
Copie conforme et original signé (2 p.), *A. N.*, H 3698.

4098. — Décision des Comités réunis d'administration ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux, annonçant la désignation de dom Poirier, en qualité de

commissaire chargé de se concerter avec les districts de Saint-Denis et de Gonesse, pour le transport à Saint-Denis des tombeaux de Royaumont, « avec la décence et les soins dus aux cendres et aux morceaux de sculpture dont ils sont composés ».

23 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, H 3698.

4099. — Mémoire de M. Humbert-Hippolyte-Jacques-Joseph Velut, religieux profès de l'abbaye de Saint-Denis, sollicitant le payement du quartier de janvier de sa pension, avec lettre d'envoi des administrateurs des biens nationaux au directoire du district de Saint-Denis.

2 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, H 3698.

4100. — Mémoire pour les voitures fournies de Royaumont à Saint-Denis, en vertu de l'ordre de dom Poirier, par le sieur Bricard, commissionnaire à Saint-Denis.

13 août 1791.
Minute, *A. N.*, H 3698.

4101. — État des débours faits ou à faire incessamment par le prieur de l'abbaye, en raison de la réinhumation des ossements et des cendres des princes et princesses de la famille de saint Louis, apportés de l'abbaye de Royaumont en celle de Saint-Denis.

Août 1791.
Minute, *A. N.*, H 3698.

4102. — Lettre de M. Pastoret au directoire de Saint-Denis, autorisant le remboursement des frais de réinhumation des ossements et cendres des princes et princesses de la famille de saint Louis, apportés de l'abbaye de Royaumont en celle de Saint-Denis.

24 août 1791.
Original signé, *A. N.*, H 3698.

4103. — Supplique du sieur Petitpas, cuisinier des moines de Saint-Denis, au directoire du district, sollicitant le payement de 7 livres 10 sols par mois, depuis la fin d'avril, pour la fourniture de bois et de sel destinés aux soupes que les religieux distribuaient aux pauvres.

7 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, H 3698.

4104. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au directoire du district de Saint-Denis, priant d'examiner s'il serait possible de donner asile à MM. Paullart et Cailleret, religieux de Saint-Maur, résidant à Saint-Faron de Meaux, qui demandent l'autorisation d'habiter l'abbaye de Saint-Denis.

12 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, H 3698.

4105. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au procureur syndic de Saint-Denis, l'avisant de la nomination de MM. Cretté et Garnier pour veiller au transport des monuments d'art et de science qui se trouvent dans le trésor de la ci-devant abbaye de Saint-Denis.

28 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, H 3698.

4106. — Procès-verbal de transport de MM. Germain Garnier et François Cretté de Paluel avec MM. Leblond et Mongez, membres de l'Académie, au trésor de l'abbaye de Saint-Denis et de dépôt au Cabinet des antiques et médailles de douze pièces, retirées du trésor et désignées audit procès-verbal.

30 septembre 1791.
Copie conforme, *A. N.*, H 3698.

4107. — Mémoire d'ouvrages de maçonnerie faits pour la construction du caveau devant recevoir les tombeaux des princes de la famille de saint Louis, transférés de l'abbaye de Royaumont en celle de Saint-Denis par ordre des administrateurs du district, par M. Legrand, entrepreneur de bâtiments.

1791.
Minute, *A. N.*, H 3698.

4108. — Compte des ci-devant prieur et religieux Bénédictins restés dans les ci-devant abbaye de Saint-Denis, et par eux rendu, conformément à ce que prescrit l'instruction publiée par ordre du Roi, en date

du 12 janvier 1791, compte arrêté par le directoire du district.

1791.
Minute, A. N., H 3698.

4109. — État de ce que différents fermiers doivent à l'abbaye de Saint-Denis pour les années 1789 et 1790.

1791.
Minute, A. N., H 3698.

Abbaye de Sainte-Geneviève.

4110. — Arrêté de la Commune de Paris, faisant connaître à l'Assemblée nationale l'offre qui lui était faite par la Congrégation de France, de ses bibliothèques et collections de Sainte-Geneviève, et présentant le vœu exprimé par les chanoines réguliers de Sainte-Geneviève de continuer à desservir cette église, avec lettre d'envoi de M. Bailly.

11, 19 novembre 1789.
Extrait signé, *A. N.*, C 32, n° 271.
Cf. *Archives parlementaires*, t. X, p. 158.

4111. — Déclarations passées au terrier de Sainte-Geneviève pour diverses maisons sises à Paris.

1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 1609.

4112. — Mémoires de travaux faits et de fournitures livrées à l'abbaye de Sainte-Geneviève.

1789.
Minutes (12 dos.), *A. N.*, H 3636.

4113. — Recette des loyers des maisons de l'abbaye de Sainte-Geneviève.

1789-1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 3643.

4114. — Déclaration des biens, revenus et charges de l'abbaye de Sainte-Geneviève, fournie par MM. Nicolas-Rigobert Marlot, procureur de l'abbaye, et Jean-Jacques-Gérard Saladin, procureur des censives de ladite abbaye, tant en leurs noms que comme fondés de pouvoirs de M. Claude Rousselet, abbé de Sainte-Geneviève, avec un état résumé des produits et charges, déclarations de l'argenterie, des ornements d'église, du mobilier de l'abbaye et un état de la bibliothèque.

3 mars 1790.
Minutes et copie (5 p.), *A. N.*, S 1540.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 624.

4115. — Procès-verbal de transport, en la maison abbatiale de Sainte-Geneviève, de MM. Étienne-Louis-Hector de Joly, lieutenant de maire, Jean-Valentin Buob, administrateur au département des établissements publics, et Achille-Thomas-Simonnet de Maisonneuve, administrateur au département des impositions, commissaires municipaux, chargés de procéder à la description des objets mobiliers et de la bibliothèque, de dresser un tableau des revenus et charges et de recevoir diverses déclarations, avec textes de ces déclarations.

16 avril 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 1540.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 625.

4116. — Quittances et pièces justificatives des dépenses de l'abbaye de Sainte-Geneviève, de 1789 et 1790, portées dans le procès-verbal fait par les commissaires municipaux, en date du 21 avril 1790.

Minutes (2 liasses), *A. N.*, H 3636[2].

4117. — Adjudication de la dîme de Roissy pour l'année 1790.

24 juin 1790.
Minute, *A. N.*, S 1540.

4118. — État des frais du culte de l'église de Sainte-Geneviève, certifié par M. Rousselet, abbé de Sainte-Geneviève.

11 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 1540.

4119. — Compte rendu par les chanoines réguliers de l'abbaye de Sainte-Geneviève de la recette et dépense faite par eux depuis l'arrêté des commissaires de la Municipalité jusqu'au mois d'octobre 1790, et mémoire par lequel ils demandent que divers articles de dépense, tels que frais de nourriture et d'entretien, gages de do-

mestiques, aumônes, leur soient alloués en compte.

Fin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 1540.

4120. — État des fermes, terres, prés et bois, dépendant de l'abbaye de Sainte-Geneviève, avec leur revenu annuel, et état des loyers des maisons sises à Paris, appartenant à l'abbaye de Sainte-Geneviève.

1790.
Minute, *A. N.*, S 1540.

4121. — Inventaire des titres de propriété de l'abbaye de Sainte-Geneviève, tant des biens situés dans Paris que de ceux de la campagne.

1790.
Copie (cahier in-fol.), *A. N.*, S 1540.

4122. — État des lods et ventes dus a l'abbaye de Sainte-Geneviève pour les maisons et terres de la campagne.

1790.
Minute, *A. N.*, S 1540.

4123. — Observations sur la maison seigneuriale d'Auteuil, dépendant de l'abbaye de Sainte-Geneviève, au sujet des allocations qu'il y aurait lieu d'accorder au concierge en attendant la vente de l'immeuble, mémoire présenté aux commissaires administrateurs des biens nationaux.

1790.
Minute, *A. N.*, S 1540.

4124. — Compte que rend par-devant MM. les commissaires de l'administration des biens nationaux M. Jean-Baptiste Deperthes, commis par M. le maire à la perception tant des loyers arriérés, que de ceux échus depuis le 15 mars 1790 jusqu'au 14 janvier 1791, des maisons acquises par MM. les commissaires du Roi pour l'emplacement de la nouvelle église de Sainte-Geneviève, avec les quittances des versements effectués par M. Deperthes.

14 janvier 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, H 3632.

4125. — Tableau des maisons acquises par MM. les commissaires du Roi pour la construction de la nouvelle église de Sainte-Geneviève, des noms de leurs locataires et du prix de leurs locations.

14 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, H 3632.

4126. — Rapport du bureau de liquidation de l'administration des biens nationaux, concluant au rejet de la demande d'indemnité, présentée par le sieur Jean-Armand-Bernard Nieuvenhuisen, fermier de la ferme d'Épinay, appartenant à l'abbaye de Sainte-Geneviève, pour la non-jouissance de deux chambres occupées par le prieur d'Épinay et des dîmes qu'il avait le droit de percevoir en sa qualité de fermier.

18 février 1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

Abbaye de Saint-Germain-des-Prés

4127. — Sentences rendues au bailliage et prévôté de Saint-Germain-des-Prés.

1785-1790.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, Z^2 3620.

4128. — Registre d'audience et de greffe des bailliage et prévôté de Saint-Germain-des-Prés.

5 décembre 1786-21 décembre 1790.
Original (registre in-folio), *A. N.*, Z^2 3364.

4129. — Scellés et inventaires, enregistrement d'informations et procès civils.

1789-1790.
Minutes (1 dos.) et registre, *A. N.*, Z^2 3627, 3631.

4130. — Lettre de M. Mayneaud de Pancemont, curé de Saint-Sulpice, à l'Assemblée nationale, demandant la conservation des religieux de Saint-Germain-des-Prés, tant à cause de leur bibliothèque et de leurs grandes entreprises littéraires, que de leur charité inépuisable à l'égard des pauvres de sa paroisse.

4 octobre 1789.
Original, *A. N.*, C 94, n° 100.
Cf. *Archives parlementaires*, t. IX, p. 704.

4131. — Procès-verbal du district de l'Abbaye-Saint-Germain-des-Prés, à l'effet de constater la vente de l'apothicairerie de l'abbaye, et interrogatoire de dom Léonard

Christophe de Vallère d'Arnay, religieux bénédictin, auteur de la vente, et du sieur Descamps, épicier droguiste, acquéreur, avec lettres de M. Bailly et du président du district, le tout renvoyé par le Comité des rapports au Comité ecclésiastique.

21 novembre 1789-6 mai 1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D XIX 69, n° 447.

4132.— Déclaration des revenus et charges de la mense abbatiale de Saint-Germain-des-Prés, présentée à la Municipalité par M. Isidore-Simon Brière de Mondétour, receveur général des économats, avec un état résumé des produits et charges.

26 février 1790.
Minute et copies (3 p.), *A. N.*, S 2858.
Ed. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 53.

4133.—Déclaration des revenus et charges du régime de la Congrégation de Saint-Maur, présentée par M. Edme Gounot, dépositaire de la congrégation, et tableau des religieux résidant en l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

26 février, 4 mars, 5 octobre 1790.
Minute et copies (4 p.), *A. N.*, S 2858; F^{19} 863.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 73.

4134.— Déclaration des biens de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés et des charges de la mense conventuelle, présentée par dom Nicolas Faverotte, prieur de l'abbaye, avec résumé des produits et charges et tableau des religieux.

27 février, 4 mars 1790.
Minute et copies (6 p.), *A. N.*, S 2858; F^{19} 863.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 74.

4135. — Lettre des administrateurs du domaine au Comité ecclésiastique, au sujet de l'usurpation, accomplie par un habitant d'Antony et projetée par d'autres, de pièces de terre faisant partie des biens de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, avec réponse du Comité.

9 avril 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 46, n° 1.

4136. — Exposé des faits dans l'affaire de la vente de l'apothicairerie de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, consentie le 1er octobre 1789, suivant acte sous seing privé, par le frère Valère, pour la somme de 5,000 livres, ledit exposé présenté par le district de l'Abbaye.

14 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 49, n° 64.

4137. — Inventaire des meubles se trouvant au château de Cachan, appartenant aux religieux de Saint-Germain-des-Prés, dressé par les officiers municipaux d'Arcueil.

10 mai 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 612.

4138. — Décision du Comité ecclésiastique, rejetant et renvoyant à l'agence des biens nationaux la demande des principaux locataires des maisons de l'enclos de l'abbaye, à l'effet d'obtenir, à titre d'indemnité, une diminution de loyers et la restitution des pots-de-vin exigés de la plupart des locataires.

31 août, 8 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4139. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, adressant un mémoire et une consultation d'avocats pour les principaux locataires de l'enclos Saint-Germain, et réponse du Comité, déclarant qu'il n'y a pas lieu de délibérer à cet égard.

10 septembre, 8 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 429.

4140. — État des baux des biens de campagne de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, remis par le deuxième département du bureau de féodalité au bureau de l'agence.

21 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, S 2884.

4141. — Lettre de l'abbé Berthereau, religieux de Saint-Germain-des-Prés, au sujet de la délibération de la communauté imposant à chacun des membres le port de l'habit clérical, et lettre du Comité ecclésiastique, l'engageant à envoyer à la Municipalité l'extrait des registres capitulaires

qui puisse constater cette délibération et obliger chacun de s'y conformer.

4, 16 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 74, n° 534.

4142. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des domaines nationaux, déclarant que la Municipalité peut rétablir dom Martin-Joseph Leveaux sur la liste des religieux de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

10 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4143. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, demandant son avis sur la proposition faite par le sieur Monier, locataire de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, de payer 600 livres sur les 1,560, montant de ses loyers arriérés, qu'il se trouve dans l'impossibilité de solder intégralement, avec réponse du Comité, laissant l'administration juge de la question.

17 novembre, 3 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 555.

4144. — Procès-verbal d'apposition de scellés en l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés par MM. Bon-Joseph Dacier et Claude Laflsse, commissaires municipaux, et de description des objets mobiliers ainsi que des ornements ecclésiastiques.

14 décembre 1790.
Copie, *A. N.*, S 2858.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 49.

4145. — Aperçu de l'affaire de M. de La Saudraye avec les bénédictins de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, qui l'ont engagé frauduleusement dans l'entreprise de la manufacture des acides du Pouliguen.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 69, n° 442.

4146. — Requête du sieur Jean-Henry Amelot, employé depuis neuf ans aux archives et au contentieux de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, au Comité ecclésiastique, pour obtenir une pension, en raison de la suppression de sa place, ou un emploi dans la nouvelle administration de la Municipalité.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 58, n° 249.

4147. — Procès-verbal de l'assemblée tenue par les habitants de l'enclos de Saint-Germain-des-Prés, pour la suppression des grilles et portes d'entrée de l'ancien palais abbatial.

16 septembre 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 612.

Abbaye de Saint-Victor.

4148. — Délibérations et actes capitulaires des chanoines de Saint-Victor.

15 janvier 1762-28 décembre 1789.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1451.

4149. — Registres de recette et de dépense générale pour la mense conventuelle de Saint-Victor, par ordre de matières.

1786-1789.
Originaux (2 vol. in fol.), *A. N.*, H 3651, 3652.

4150. — Déclaration des biens qui composent les revenus de la mense abbatiale de Saint-Victor, fournie par M. Claude-François Larousse, bourgeois de Paris, fondé de procuration de M. François de Fontanges, archevêque de Toulouse, titulaire de ladite abbaye, avec un état résumé des produits et charges.

18 février 1790.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, S 2069.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 602.

4151. — Déclaration des biens mobiliers et immobiliers dépendant de la mense canoniale de l'abbaye de Saint-Victor, ainsi que des revenus et charges, fournie par M. Antoine Lagrenée, grand-prieur de Saint-Victor, avec un état résumé des produits et charges.

11 mars 1790.
Minute et copies conformes, (4 p.) *A. N.*, S 2069.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 602.

4151. — Adresse des chanoines réguliers de Saint-Victor à l'Assemblée nationale, appelant son attention sur le sort misérable qui attend leurs frères octogénaires et infirmes, le chirurgien et quatre anciens serviteurs de leur maison, avec lettre d'envoi et réponse du Comité ecclésiastique.

9 mai 1790.
Originaux signés et minute (3 p.) *A. N.*, D XIX 47, n° 30.

4152. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux concernant la demande du traitement décrété en faveur des chefs d'ordres religieux, présentée par le grand-prieur-vicaire de l'abbaye de Saint-Victor.

21 août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4153. — Procès-verbal de transport des commissaires du comité de la section du Jardin-des-Plantes, chargés d'apposer un cadenas à la porte de la bibliothèque, et remise à M. Lagrenée, sur sa réclamation, des clefs de la bibliothèque et du cabinet de géographie, celles du cadenas et les registres d'inscription des livres prêtés au dehors restant entre les mains du comité.

2 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, S 2069.

4154.—État des chanoines de Saint-Victor à qui il a été payé des acomptes sur leurs pensions.

Septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

4155. — Lettre du Comité ecclésiastique à la Municipalité, lui renvoyant le mémoire du sieur Dufour, archiviste et agent de l'abbaye de Saint-Victor, touchant l'exécution des conventions passées avec des entrepreneurs, ouvriers et artistes, pour des fournitures ou des travaux.

26 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

4156. — Description et inventaire par les officiers municipaux des effets mobiliers du couvent de Saint-Victor, notamment des vases sacrés et vêtements sacerdotaux se trouvant dans la sacristie.

10 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 2069.

4157. — Adresse des chanoines de Saint-Victor au Comité ecclésiastique, au sujet du prieuré de Saint-Paul-des-Aulnois, vacant par le décès de son administrateur, le chanoine Deleurye, et dont la municipalité de Saint-Rémy-les-Chevreuse s'était indûment emparé.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 25, n° 388.

4158. — Lettres de M. Cahier au Comité ecclésiastique, le priant de décider, sans retard, si M. Lagrenée, prieur de l'abbaye de Saint-Victor, est fondé à se prétendre curé de Saint-Victor, conformément au mémoire par lui présenté pour établir que la qualité de curé était inhérente à son titre de prieur, avec décision du Comité, rejetant sa réclamation et déclarant la cure vacante.

7, 9 février 1791.
Originaux signés (5 p.) *A. N.*, D XIX 81, n° 628.

Prieuré de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.

4159. — Déclaration des biens et revenus des chanoines réguliers de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, fournie par M. Gabriel-Louis Gambart, régisseur de différentes maisons régulières, avec état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minute et copies (3 p.), *A. N.*, S 996^A^.

4160. — Procès-verbal d'apposition des scellés par les officiers municipaux sur les effets mobiliers du couvent de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, avec description.

12 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 996^A^.

4161. — Déclaration d'un fermier de biens du prieuré de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, sis à Nogent-sur-Marne.

5 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 996^A^.

4162. — Procès-verbal d'arpentage de terres labourables, à Vanves, dépendant du prieuré de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.

9 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 996[A].

4163. — Supplique des chanoines réguliers de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie au Comité de constitution, déclarant qu'ils se trouvent sans subsistance depuis huit mois, n'ayant rien touché de la pension qui leur a été attribuée lors de l'établissement de la régie de leurs biens.

1791.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 82, n° 647.

4164. — Mémoire des chanoines réguliers de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie au Comité ecclésiastique, demandant à jouir du minimum de traitement accordé aux prêtres séculiers, avec la moitié du produit des loyers, ou de la continuation de leur pension de 1,200 livres, et avis du Comité ecclésiastique, jugeant qu'il n'y a pas d'inconvénient d'accéder à la demande de ces chanoines, réduits au nombre de cinq.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 86, n° 681.

Prieuré de Saint-Louis-de-la-Culture-Sainte-Catherine ou du Val-des-Écoliers.

4165. — Actes capitulaires de la maison de Sainte-Catherine-du-Val-des-Écoliers.

1750-1789.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1460.

4166. — Déclaration des revenus du prieuré de Saint-Louis-Sainte-Catherine, faite, au nom des douze chanoines, par M. Louis Mellier, prieur-visiteur du prieuré, avec un état résumé des produits et charges.

19 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 1013[B].
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 481.

4167. — Déclaration des revenus du prieuré de Saint-Louis-Sainte-Catherine, partageables entre le prieur et les chanoines réguliers, faite par M. Pierre-Guillaume Masson, régisseur du prieuré, fondé de procuration de M. Louis-François-Alexandre de Jarente de Senas d'Orgeval, évêque d'Orléans, en qualité de prieur commendataire dudit prieuré, avec un état détaillé des biens et revenus mobiliers et immobiliers.

24 février 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, S 1013[A], 1013[B].
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 481.

4168. — Lettre du comte de Saint-Priest au Comité ecclésiastique, adressant une requête présentée au Roi par les chanoines réguliers du prieuré de Sainte-Catherine-du-Val-des-Écoliers, pour obtenir l'autorisation de contracter un emprunt de 37,000 livres, à l'effet d'achever le payement d'ouvrages qui, au lieu des 76,276 livres portées au devis, se sont montés à 111,469 livres, avec réponse du Comité, déclarant que les religieux n'ont plus qualité pour faire un emprunt quelconque.

7 mars, 26 mai 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 49, n° 54.

4169. — Compte des cens et rentes des menses prieurale et conventuelle du prieuré, arrêté par MM. Davous et Le Scène Desmaisons, officiers municipaux.

21 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 1013[A].

4170. — Procès-verbal de récolement des biens du prieuré de Saint-Louis-Sainte-Catherine, dressé par MM. Louis-Guillaume Pitra, Pierre-Louis Davous et Jacques Le Scène Desmaisons, commissaires de la Municipalité.

21 avril 1790.
Copie, *A. N.*, S 1013[B].

4171. — Demande en communication par le sieur Chastenet, procureur au Parlement, des titres du domaine de Mondétour, ferme du prieuré de Saint-Louis-du-Val-des-Écoliers ou de la Culture-Sainte-Catherine, dont il se propose de faire l'acquisition pour un de ses clients.

Mai 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, n° 126.

4172. — Procès-verbal de recensement et description de tous les meubles et effets composant le mobilier de la maison conventuelle du prieuré de Saint-Louis-de-la-Culture, dressé par M. Avril, administrateur de la Municipalité, commissaire délégué par le comité des biens nationaux.

3 septembre, 14 octobre 1790.
Original signé et extraits conformes (3 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 58, S 1013B.

4173. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, proposant de transporter dans le trésor de Notre-Dame les vases de vermeil contenant les cœurs de Louis XIII et Louis XIV qui sont déposés dans l'église de la Culture-Sainte-Catherine, et de faire fondre ou vendre les anges d'argent qui soutiennent ces vases en forme de cœurs, avec réponse du Comité.

1er octobre 1790.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, D XIX 69, n° 456.

4174. — Lettre du Comité ecclésiastique au bureau de l'agence des biens nationaux, exprimant l'avis d'offrir au Roi les cœurs de Louis XIII et Louis XIV déposés dans l'église de la Culture-Sainte-Catherine.

8 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4175. — État de ce qui restait dû aux chanoines réguliers du prieuré de Saint-Louis-Sainte-Catherine, tant sur l'année 1789 que sur les années antérieures, lorsque, le 1er avril 1790, ils ont été supprimés, ledit état dressé par M. Masson.

1790.
Minute, *A. N.*, S 1013A.

4176. — État de ce qui est dû à la maison et par la maison de Saint-Louis-de-la-Culture.

1790.
Minute, *A. N.*, S 1013A.

4177. — Supplique de Louis Nepveu et François Goubet, chantres de Saint-Louis-de-la-Culture, à l'Assemblée nationale, déclarant que, depuis quinze jours, ils se trouvent sans place et sans ressources, et demandant à être assimilés aux frères *donnés* des maisons religieuses.

1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

4178. — Requête des chanoines réguliers du prieuré de Sainte-Catherine-du-Val-des-Écoliers au Comité ecclésiastique, à l'effet de savoir s'ils peuvent se joindre à l'évêque d'Orléans, prieur commendataire, pour le renouvellement des baux.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 47, n° 18.

4179. — Note des tableaux de la maison de Saint-Louis-de-la-Culture qui ont été emportés.

1790.
Minute, *A. N.*, S 1013A.

4180. — Lettre de M. Mellier, prieur de Saint-Louis-de-la-Culture, demandant la restitution gracieuse de quelques-uns des livres de la bibliothèque et exposant son embarras au sujet de la cure de Nanterre, vacante par suite de l'absence du curé depuis plus d'un an, que les grands vicaires du diocèse veulent lui confier.

25 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 82, n° 647.

4181. — Bordereaux de compte des produits partageables de l'ancienne mense prieurale de Saint-Louis-Sainte-Catherine-du-Val-des-Écoliers, pour les années 1789 et 1790, présentés aux officiers de la municipalité de Paris, administrateurs des revenus de la mense conventuelle dudit prieuré au lieu et place des religieux supprimés, par M. Masson, fermier général des biens de la mense prieurale, en vertu du bail à vie que lui en a passé l'évêque d'Orléans, prieur commendataire, devant Me Proust, notaire, le 5 août 1786.

1er mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 1013A.

4182. — Bordereau de compte final présenté par M. Masson, fermier général des biens et droits de la mense prieurale, aux officiers municipaux de Paris, des recettes et dépenses des sommes par lui touchées

sur les revenus des deux menses et encore du prix de son bail.

1er mai 1791.
Minute, A. N., S 1013A.

4183.— Bordereau de compte des loyers de maisons ainsi que des cens et rentes de l'ancienne mense prieurale, pour les quatre premiers mois 1791.

1er mai 1791.
Minute, A. N., S 1013A.

4184.— Arrêté du directoire du Département, portant liquidation du compte présenté par le sieur Masson, fermier du prieuré de Saint-Louis-de-la-Culture, pour les recettes et dépenses par lui effectuées du 1er janvier 1788 au 1er mai 1791.

8 juin 1791.
Copie conforme, A. N., F19 863.

4185. — Compte rendu aux officiers municipaux de Paris par M. Jean Planchas, procureur de la maison de Saint-Louis-et-Sainte-Catherine-de-la-Culture, de la gestion des biens, fruits et revenus de la mense canoniale et conventuelle dudit prieuré, pour 1790, avec rapport du bureau de liquidation de l'administration des biens nationaux sur ce compte.

1791.
Minutes (4 p.), A. N., S 1013B.

4186. — État général des restants dus sur les cens et rentes dépendant de la mense conventuelle du prieuré, dont le recouvrement n'a pas été fait par les religieux jusques et compris l'année 1790.

1791.
Minute, A. N., S 1013A.

Prieuré de Saint-Martin-des-Champs.

4187. — Plaintes, requêtes et informations reçues au bailliage du prieuré de Saint-Martin-des-Champs.

1731-1789.
Minutes (2 liasses), A. N., Z2 3744, 3747.

4188. — Sentences rendues au bailliage du prieuré de Saint-Martin-des-Champs.

1776-1791.
Minutes (2 liasses), A. N., Z2 3726.

4189. — Procès-verbaux de police et de carence, référés, faits au bailliage du prieuré de Saint-Martin-des-Champs.

1779-1790.
Minutes et registre, A. N., Z2 3727, 3728, 3743.

4190. — Registre d'écrou du bailliage du prieuré de Saint-Martin-des-Champs.

5 avril 1780-1790.
Original (volume in-fol.), A. N., Z2 3746.

4191. — Registre d'audience du bailliage du prieuré de Saint-Martin-des-Champs.

22 février 1781-13 janvier 1791.
Original (volume in-fol.), A. N., Z2 3723.

4192. — Déclarations et dépôts au greffe du bailliage du prieuré de Saint-Martin-des-Champs.

22 juin 1781-2 décembre 1790.
Original (registre in-folio), A. N., Z2 3737.

4193. — Procédures criminelles instruites par le bailliage du prieuré de Saint-Martin-des-Champs.

1782-1789.
Minutes (1 liasse), A. N., Z2 3741.

4194. — Scellés, inventaires et avis de parents faits au bailliage du prieuré de Saint-Martin-des-Champs.

1785-1790.
Minutes (2 liasses), A. N., Z2 3732, 3748.

4195. — Protestation des religieux contre la lettre envoyée à l'Assemblée nationale par quelques-uns d'entre eux qui ont proposé d'abandonner la maison de Saint-Martin-des-Champs et les autres maisons de l'ordre, moyennant l'assignation d'une pension de 1,500 livres.

30 septembre 1789.
Minutes signées (3 p.), A. N., C 98, n° 133.
Cf. *Archives parlementaires*, t. IX, p. 239.

4196. — Bail à loyer d'une maison de l'enclos de Saint-Martin-des-Champs, fait par les religieux du prieuré à Jacques-Antoine Langelé, maître menuisier.

9 novembre 1789.
Expédition conforme, A. N., S 1332.

4197. — Comptes rendus par M. Joseph Finnot, receveur du prieuré de Saint-

Martin-des-Champs, à M. de la Farre, prieur commendataire, des recettes et dépenses par lui faites, avec pièces justificatives.

1789-1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, H 3614.

4198. — Déclaration des biens, revenus et charges, de la mense conventuelle du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, fournie par dom Étienne Pagès, prieur claustral, avec un résumé des produits et charges.

20 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 1332.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 305.

4199. — Déclaration faite par M. Martin Mayet, prêtre, fondé de procuration de l'abbé Louis-Étienne de la Farre, pour la mense prieurale du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, avec le texte de la procuration et un résumé des produits et charges.

25 février 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, S 1332.

4200. — État nominatif des religieux du prieuré de Saint-Martin-des-Champs.

Mars 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 863.

4201. — Procès verbal de transport au prieuré de Saint-Martin-des-Champs de MM. Barthélemy-Jean-Louis Le Couteulx de La Noraye, Claude-Jean-Baptiste Jallier de Savault et Anne-Clément-Félix Champion de Villeneuve, commissaires municipaux, à l'effet de procéder au récolement du mobilier, de l'argenterie, des effets de la sacristie et bibliothèque, de recevoir les déclarations des religieux, d'établir et arrêter les comptes, avec états du temporel, des dettes, des rentes échues, des messes à célébrer, et compte du procureur général, annexés au procès-verbal.

19 avril-22 mai 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 1332.

4202. — Décision du Comité ecclésiastique, renvoyant à la municipalité de Paris, au sujet de la sentence de provision obtenue par le sieur Jean-Louis Pech contre les religieux de Saint-Martin-des-Champs, et lettre du département des domaines à l'Assemblée nationale, jugeant nécessaire l'examen de toutes les pièces, afin de savoir s'il y a réellement lieu d'effectuer le payement du provisoire adjugé par la sentence du Châtelet.

22, 27 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 62, n° 318.

4203. — Mémoire des principaux locataires des maisons appartenant aux Bénédictins du prieuré de Saint-Martin-des-Champs au Comité ecclésiastique, à l'effet d'obtenir une indemnité, dans le cas où leurs baux seraient cassés, comme le bruit s'en est répandu.

Juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 65, n° 369.

4204. — Procès-verbal d'apposition de scellés, avec description et inventaire, sur les effets mobiliers du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, par MM. Levacher et Quatremère, officiers municipaux, et de levée des scellés apposés sur la bibliothèque pour en opérer la remise à M. Ameilhon.

9-31 décembre 1790-21 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 1332.

4205. — Déclaration faite par l'abbé Louis-Étienne de la Farre, titulaire du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, à l'effet d'établir les revenus ecclésiastiques dont il jouit.

30 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 1332.

4206. — État des fondations du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, certifié par le supérieur vicaire général de l'ordre de Cluny, les trésorier et procureur.

31 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 1332.

Grands-Augustins.

4207. — Inscription des rentes viagères dues par le couvent des Grands-Augustins.

1738-1791.
Original (registre in-4°), *A. N.*, H 3884.

4208. — Déclaration des revenus, charges et mobilier du couvent et collège des

Augustins, fournie par M. François Jaussion, sous-prieur, fondé de procuration de M. Michel Grise, prieur, avec un inventaire des effets de la sacristie et un état de la bibliothèque, dressé par M. Charles Hervier, bibliothécaire.

9 mars 1790.
Minute, *A. N.*, S 3632.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 284.

4209. — Déclaration faite au Comité ecclésiastique par le Père Joseph Goubert, docteur de Sorbonne, affilié au grand couvent des Augustins et chargé des affaires de l'ordre à Rome, portant qu'il se soumet aux décrets de l'Assemblée nationale, et demandant le payement de la rente viagère qui lui est due par le couvent.

17 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 25, n° 386.

4210. — État nominatif des religieux du couvent des Grands-Augustins.

Mars 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 863.

4211. — Procès-verbal de visite des maison et collège des Grands-Augustins par MM. Jacques Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, Octave-Antoine Deltuf des Rosières et Jean-Joseph Sabatier, commissaires de la Municipalité.

20 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, S 3632.

4212. — Pétition des religieux Augustins à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir que, bien qu'ils soient réputés mendiants, ils puissent jouir du traitement attribué aux religieux non mendiants, attendu l'importance de leurs revenus (65,000 livres) et la composition de leur couvent, qui ne comprend que vingt et un religieux affiliés, exempts de changements et de translation dans d'autres couvents.

12 mai 1790.
Original signé et imprimé, avec signatures manuscrites (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 430.

4213. — État et noms des religieux du Grand-Couvent des Augustins, près le Pont-Neuf, pour la pension à laquelle ils ont droit en conséquence des décrets de l'Assemblée nationale, sans préjuger s'ils seront à l'avenir rentés ou non rentés.

Août 1790.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

4214. — Procès-verbal de remise par M. Jean-François-Didier Jaussion, supérieur des Grands-Augustins, à M. Hardy, officier municipal, de sept billets au porteur, de 500 livres chaque, souscrits par les sieur et dame Nollet, charcutiers, et de sept autres de 200 livres chaque, souscrits par les sieur et dame Didot, avec décharge du bureau de comptabilité des biens nationaux et du trésorier de la Ville.

6 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 3632.

4215. — Procès-verbal d'apposition de scellés, avec description et inventaire des effets mobiliers, sur la maison et couvent des Grands-Augustins, fait par MM. André Rousseau et Laurent Stouf, commissaires du comité des biens nationaux.

16 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, S 3632.

4216. — Déclaration des religieux de la communauté des Grands-Augustins, certifiant que les Pères Goubert, Savoy, Gaillien, Nadau et Huet ont prêté leurs pécules à la maison des Augustins et reçoivent des rentes viagères, qui devront être continuées par la municipalité de Paris.

Sans date (1790).
Minute signée, *A. N.*, D XIX 25, n° 386.

Petits-Augustins ou Augustins de la Reine Marguerite.

4217. — Baux à loyer de maisons sises rue des Saints-Pères, par les Petits-Augustins, à M. Hilarion de Galard de Brossat, comte de Béarn, à M. Michel-Balthazar de Gouy d'Arcy, à Marie-Charlotte-Gabrielle-Ursule Baron, marchande de modes, et au sieur Gabriel Casse, marchand de vin.

21 janvier-26 septembre 1789.
Extraits (5 p.) *A. N.*, S 3641.

4218. — Déclaration des biens, revenus et charges du monastère des Augustins

dits de la Reine Marguerite, fournie par M. François Roblain, prieur, avec inventaire du mobilier et un état résumé des produits et charges.

9 février 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, S 3641.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 157.

4219. — Supplique des Augustins du faubourg Saint-Germain, dits de la Reine Marguerite, au Comité ecclésiastique, le priant de faire lever l'opposition de la municipalité de Saint-Fargeau à l'enlèvement des vins et autres denrées provenant du domaine qu'ils possédaient entre Melun et Corbeil, ainsi que de bois mort provenant d'un bois de châtaignier gelé dans l'hiver de 1788, sis à Saint-Fargeau.

16 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 25, n° 386.

4220. — État nominatif des religieux Augustins du faubourg Saint-Germain.

Mars 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 863.

4221. — Supplique des religieux Augustins du Petit-Couvent à l'Assemblée nationale pour se plaindre de l'opposition faite par la municipalité de Saint-Fargeau à l'enlèvement des produits de leur domaine, avec délibération de la municipalité de Saint-Fargeau, du 21 mars 1790, et réponse du Comité ecclésiastique.

3 avril 1790.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, D XIX 49, n° 63.

4222. — Procès-verbal de visite de la maison des Petits-Augustins de la Reine Marguerite par MM. Pierre Manuel et Louis-Joseph Bourdon-Desplanches, officiers municipaux, commissaires chargés de recevoir les déclarations des religieux, de vérifier les comptes et de procéder à la reconnaissance des objets mobiliers.

23 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 3641.

4223. — Inventaire des effets mobiliers existant dans la maison des Augustins de la Reine Marguerite, à Vaugirard, dressé par la municipalité de ce lieu.

18 juin 1790.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 612, S 3641.

4224. — Requête des Petits-Augustins au Comité ecclésiastique, au sujet de leur refus d'accorder un appartement dans leur maison de campagne de Vaugirard au sieur Bellavoine, greffier de la municipalité et maître d'école, dans la crainte de voir les enfants dévaster leur jardin et leurs fruits.

Sans date (juillet 1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 65, n° 359.

4225. — Procès-verbal de recensement et description de tous les meubles et effets composant le mobilier de la maison des Petits-Augustins de la Reine Marguerite, dressé par M. César-Gabriel Filleul, commissaire du comité d'administration des biens nationaux, avec reconnaissance des scellés par M. Jacques-Joseph Hardy et procès-verbal de récolement par M. Jean-Louis Roard.

28 septembre 1790, 31 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 3641.

4226. — État des Augustins de la Reine Marguerite et de ce qui leur a été payé pour quinze jours de leurs pensions, à compter du 16 septembre jusqu'au 1er octobre 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

4227. — Procès-verbal de description des meubles et effets garnissant la chambre occupée dans le couvent des Petits-Augustins par la confrérie des agonisants, dressé par M. Isnard de Bonneuil et autres commissaires de la section des Quatre-Nations, avec lettre d'envoi aux administrateurs de l'agence générale des biens nationaux.

13 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3641.

4228.—Déclaration d'un fermier de terres, appartenant aux Petits-Augustins de la Reine Marguerite.

27 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 3641.

Augustins de la place des Victoires ou Petits-Pères.

4229. — Actes capitulaires des Augustins réformés de Notre-Dame-des-Victoires.

1747-1790.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, LL 1478.

4230. — Déclaration des biens et charges des religieux Augustins réformés de la congrégation de France, établis près la place des Victoires, au nombre de cinquante, faite par M. François Delatour, prieur, avec un état résumé des produits et charges.

26 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3645.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. I, p. 260.

4231. — Procès-verbal de visite du couvent des Augustins réformés par MM. Jean-François-Pantaléon Jouanne de Saint-Martin et Jacques Lablée, officiers municipaux, chargés de vérifier les comptes, de recevoir les déclarations des religieux, avec récolement de l'argenterie et des ornements de la sacristie par M. Jean-Louis Roard, officier municipal.

28 mai 1790, 9 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 3645.

4232. — Lettres des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, accusant réception de la demande des sieur et dame Adam, créanciers des Petits-Pères, demande qui avait été renvoyée au Comité de liquidation.

31 août 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 437.

4233. — Signification faite par Louis-Adrien-Joseph Coutans, huissier audiencier et commissaire de police de l'Hôtel de Ville, aux locataires des Augustins réformés de la place des Victoires, de ne payer leurs loyers qu'entre les mains du sieur Trumeau, receveur des biens nationaux.

22 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, S 3645.

4234. — État des religieux Petits-Augustins de Notre-Dame-des-Victoires à qui il a été payé des acomptes sur leurs pensions.

Août-septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

4235. — Mémoire adressé par le Père Garilland, augustin de la place des Victoires, au Comité ecclésiastique, afin d'être réintégré dans une rente viagère de 133 livres, qui lui avait été retirée sous prétexte de transport à la communauté.

6 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 717.

4236. — Lettre et mémoire du Père André-Nicolas Lemerre, en religion Bernardin, du couvent des Augustins de Notre-Dame-des-Victoires, à l'effet d'obtenir la restitution des livres composant sa bibliothèque particulière au nombre de deux mille volumes, qui avaient été jetés par terre et foulés aux pieds, lors de l'installation des tribunaux dans le couvent, avec état de ces livres.

5, 11, 21 juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 3658.

4237. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux à l'abbé Leblond, le priant d'envoyer un peintre, un antiquaire et un naturaliste pour assister à la levée des scellés apposés sur un cabinet d'histoire naturelle dans le couvent des Petits-Pères.

10 juin 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 611^{6}.

Barnabites.

4238. — Déclaration des biens du couvent des Barnabites, établi au prieuré de Saint-Éloy, à Paris, fournie par dom Eusèbe de Lagarde, supérieur, avec état du mobilier, des vases sacrés et des reliques, et tableau résumé des produits et charges.

26 janvier 1790.
Minutes et copies (4 p.), *A. N.*, S 3647.

4239. — Procès-verbal de récolement et vérification du mobilier du couvent des Barnabites par MM. Jean-Thomas Defresne, René Le Roulx de la Ville et Jean-Nicolas Fallet,

administrateurs de la Municipalité, avec catalogue sommaire de la bibliothèque.

24 avril 1790.
Minute signée et copies (5 p.), *A. N.*, S 3647.

4240. — Journal des recettes et dépenses des Barnabites.

1790.
Minute, *A. N.*, S 3647.

4241. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur le mobilier du couvent des Barnabites, par MM. Jean-Baptiste-Claude Jallier et Joseph Charon, officiers municipaux.

12 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 3647.

4242. — Procès-verbal de récolement du mobilier de la maison des Barnabites, dressé par M. Jean-Baptiste Roard, officier municipal, chargé de procéder à l'évacuation de ce mobilier, et remise des vases sacrés à M. Vallet de Villeneuve, trésorier de la Ville.

31 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 3647.

4243.—Remise par M. Pierre Leroux, commissaire de la liquidation des biens nationaux, au sieur Fabre, agent de la société établie à Saint-Louis-du-Louvre, de deux cents chaises provenant tant de la fabrique de Saint-Barthélemy que de la communauté des Barnabites.

1er juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 3647.

4244. — État des objets de la maison des Barnabites laissés à la disposition du sieur Salmon, inspecteur des maisons religieuses.

18 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 3647.

4245. — État des sommes dues aux Barnabites pour l'acquit de leur pension et des sommes par eux reçues sur leurs biens et rentes, devenus biens de la nation, pendant 1790 et les trois premiers mois de 1791.

1791.
Minute, *A. N.*, S 3647.

4246. — Procès-verbal dressé en la maison des Barnabites de Passy par la municipalité et déclarations des religieux.

15 mai 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4307.

Bénédictins.

4247. — Adresse et lettre de trois bénédictins de la congrégation de Saint-Maur, qui se trouvent exclus de toutes les maisons et demandent qu'on leur désigne une maison où ils puissent être reçus.

20 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 47, n° 31.

Bénédictins anglais de la rue Saint-Jacques.

4248.—Journaux des recettes et dépenses des Bénédictins anglais (en anglais).

Juillet 1782-mai 1789.
Février 1788-mai 1793.
Original (registre in-4°); minute (cahier in-folio), *A. N.*, H 3896.

4249. — Mémoires d'ouvriers et fournisseurs.

1789-1793.
Minutes (4 dos.), *A. N.*, H 3896.

4250. — Déclaration des biens, droits, revenus et charges de la maison de Saint-Edmond, établie à Paris, Grande-Rue du faubourg et paroisse de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, ordre de Saint-Benoît, congrégation d'Angleterre, fournie par M. Henri Parker, prieur, avec un état de la bibliothèque et un résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 3656.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 183.

4251. — Mémoire en faveur des Bénédictins anglais, qui sollicitent la conservation de leur maison de Saint-Edmond, au faubourg Saint-Jacques, seule et unique de leur congrégation à Paris, et qui rend d'importants services comme maison d'éducation, avec lettre d'envoi de M. de Fitz-James de Chimay au Comité ecclésiastique.

27 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 50, n° 95.

4252. — Mémoire concernant dom Basile Kennedy, religieux bénédictin anglais, que son supérieur veut renvoyer en Allemagne.

contrairement au vœu de ce religieux, avec lettre du Comité ecclésiastique, déclarant qu'il doit se soumettre à l'obédience de son supérieur général.

21 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 69, n° 447.

4253. — Mémoire des Bénédictins anglais au Comité ecclésiastique, pour être mis en possession d'une coupe de bois dont ils jouissaient dans trois cantons de bois dépendant du prieuré de Saint-Thibault, contestée par le district, avec avis favorable du Comité.

6 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 628.

4254. — Mémoire des Bénédictins anglais, réclamant les revenus de deux menses monachales, dépendant du prieuré d'Aunay-les-Bondy, consistant en une pension annuelle de 700 livres.

20 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3656.

4255. — Décision de MM. Lardin, Hardy et Canuel, officiers municipaux, administrateurs des biens nationaux, rendue sur le rapport de M. Bernier, commissaire de la liquidation, renvoyant au directoire du Département la demande des Bénédictins anglais, à l'effet de procéder à la vérification des titres de propriété de leurs maisons, ainsi que de leurs contrats de rentes, et arrêtant à 16,300 livres les traitements desdits religieux.

17 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, S 3656.

4256. — Mémoire et précis présentés par les Bénédictins anglais à l'Assemblée nationale, pour obtenir la conservation de leur église et maison, et le même traitement que les religieux de leur ordre, avec un tableau des produits et charges de leurs biens.

Sans date (septembre 1791).
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 30, n° 472.

4257. — Demande adressée au Comité ecclésiastique, afin que les religieux envoyés par leurs supérieurs en Angleterre, pour y faire des missions, soient payés de leurs pensions, sur simple certificat du prieur.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 729.

Bernardins.

4258. — Compte rendu tant de la recette et dépense, que des dettes actives et passives, du collège des Bernardins.

1er avril 1788-1er avril 1789.
Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, H 3899.

4259. — Déclaration des biens, revenus et charges du collège de Saint-Bernard, ordre de Cîteaux, établi rue des Bernardins, fournie par M. Jacques-François Frennelet, docteur régent de la Faculté de théologie, supérieur et proviseur du collège.

28 février 1790.
Minute signée et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 3658.

4260. — Procès-verbal de visite de la maison des religieux Bernardins par MM. d'Hervilly et Delaporte, officiers municipaux, chargés de recevoir les déclarations des religieux et d'arrêter les comptes.

21 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 3658.

4261. — Décision du Comité ecclésiastique, autorisant la Municipalité à délivrer un secours supplémentaire au Père de Saurimont, religieux bernardin, imputable sur sa pension de 1790 et des années suivantes.

21 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4262. — Acte de notoriété délivré par les officiers du collège de Saint-Bernard à M. Jean-François Morel, sous-prieur du collège, nommé par erreur Claude-François dans l'acte de sa profession religieuse.

20 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, L 911.

4263. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur les effets mobiliers de la maison des Bernardins, après récolement, par MM. François-Valentin Mulot et François-

Joseph Gandolphe, officiers municipaux, à ce commis par le Corps municipal.

1er février 1791.
Minute, *A. N.*, S 3658.

Blancs-Manteaux.

4264. — Actes capitulaires du monastère de Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, contenant seulement les délibérations touchant les biens temporels.

3 février 1739-19 avril 1790.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, LL 1425.

4265. — Quittances des rentes assignées sur les Bénédictins des Blancs-Manteaux.

1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3915.

4266. — Déclaration du revenu et des charges du monastère de Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, fournie par dom Charles-Michel Haudiquer, prieur, avec résumé des produits et charges et états des religieux.

23 février 1790.
Minute et copie conforme (4 p.), *A. N.*, S 3675; F[19] 863.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. I, p. 371.

4267. — Requête de dom Charles-Michel Haudiquer, supérieur des Blancs-Manteaux, au Comité ecclésiastique, pour obtenir l'autorisation de se retirer dans le principal de ses trois prieurés, situé près de Beaumont-le-Vicomte, en jouissant du revenu desdits prieurés, ou avec une pension suffisante, et réponse du Comité, déclarant que le décret de l'Assemblée nationale n'établit aucune différence entre les religieux pourvus de bénéfices et ceux qui ne le sont pas.

26 mars, 30 avril 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 47, n° 18.

4268.— Procès-verbal de visite du monastère des Blancs-Manteaux par MM. Charles Minier et Claude-Nicolas Guignard, administrateurs de la Municipalité, chargés de vérifier les comptes et de recevoir les déclarations des religieux.

21 avril 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 3675.

4269. — Lettre de dom Bernard de Saint-Julien, bénédictin du monastère des Blancs-Manteaux, au président de l'Assemblée des représentants de la Commune, réclamant le droit de citoyen actif et le payement des quartiers échus de sa pension pour pouvoir quitter le couvent, avec arrêté de l'Assemblée, décidant l'envoi de cette lettre aux Comités ecclésiastique et de constitution.

6 mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 53, n° 124.

4270. — Procès-verbal de recensement et description de tous les meubles et effets composant le mobilier de la maison des Blancs-Manteaux, dressé par M. Filleul, administrateur de la Municipalité, commissaire délégué par le comité des biens nationaux.

11 septembre 1790.
Minute signée et extraits conformes (3 p.). *A. N.*, D XIX 76, n° 556; S 3675.

4271. — Mémoire du sieur Simon Peteil, sellier carrossier, locataire d'une portion de maison appartenant aux Blancs-Manteaux, à l'Assemblée nationale, à l'effet de protester contre un arrêt du Parlement le condamnant à payer aux religieux deux termes de loyer qu'il avait acquittés entre les mains de la Municipalité et contre la saisie de ses meubles faite en conséquence.

Septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 69, n° 447.

4272.—Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, approuvant les mesures prises contre les religieux du monastère des Blancs-Manteaux qui s'étaient permis la spoliation et le partage des biens de cette maison.

18 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4273.—Déclarations de fermiers des biens dépendant du monastère des Blancs-Manteaux, sis à Vaugirard et à Montrouge.

27 avril, 12 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3675.

Capucins de la Chaussée-d'Antin.

4274. — Déclaration des revenus du couvent de la Chaussée-d'Antin, fournie par

M. Nicolas-Martin Desprez, dit en religion Emmanuel, père gardien, avec un état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, S 3706.

4275. — Procès-verbal de visite du couvent des Capucins de Saint-Louis, Chaussée-d'Antin, par MM. Canuel, Trudon des Ormes et Delaporte, commissaires municipaux, chargés de vérifier les comptes et de dresser l'état des religieux (au nombre de onze), avec déclaration du frère Zénon, provincial, au sujet de créances sur des habitants des Antilles, laissées à la communauté par le P. Eleuthère, décédé en 1786.

19, 21 avril 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, S 3705, S 3706.

4276. — Tableau des religieux existant le 19 avril 1790, époque de leur déclaration à la Municipalité.

Minute, *A. N.*, S 3706.

4277. — Arrêté du comité des biens nationaux, décidant le payement des pensions des Capucins de la Chaussée-d'Antin, avec états nominatifs des religieux et de ce qui leur a été payé du 13 septembre au 1er octobre 1790.

6 septembre 1790.
Copies conformes (3 p.), *A. N.*, F19 863.

4278. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur le couvent des Capucins de la Chaussée-d'Antin, dressé par MM. Jean-Jacques Leroux et André Rousseau, officiers municipaux, commis par le Corps municipal, avec description et inventaire des effets mobiliers.

9 décembre 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 3705, S 3706.

4279. — Requête des Capucins de Saint-Louis, Chaussée-d'Antin, à l'Assemblée nationale, exposant leur détresse et demandant le payement du second semestre de 1790 de leur pension alimentaire de 4,800 livres, accordée en dédommagement du terrain qu'ils occupaient dans leur ancienne maison du faubourg Saint-Jacques.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 69, n° 447.

4280. — Compte que rendent à la municipalité de Paris les gardien et religieux Capucins de la maison dite de Saint-Louis, rue et chaussée d'Antin, en exécution de l'article 1er de la loi du 14 octobre 1790.

1791.
Minute, *A. N.*, S 3706.

Capucins de la rue Saint-Honoré.

4281. — État des dépenses, des créances et des dettes du couvent des Capucins-Saint-Honoré.

1768-1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1488.

4282. — Hommage à l'Assemblée nationale par les Capucins de la Société hébraïque, du couvent de la rue Saint-Honoré, d'un dictionnaire arménien littéral et vulgaire, italien, latin et français.

29 décembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, C 98, n° 133.

4283.—Déclaration des biens et revenus du couvent des Capucins-Saint-Honoré, fournie par M. Adrien-Joseph Bellegueule, dit en religion père Joseph d'Amiens, gardien du couvent, et résumé des produits et charges.

16 février 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, S 3705.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. I, p. 301.

4284. — État du revenu annuel de la maison des Capucins de la rue Saint-Honoré, et ce qui est à recevoir au 1er avril 1790.

12 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 3705.

4285. — Procès-verbal de visite du couvent des Capucins-Saint-Honoré par MM. Canuel, Trudon des Ormes et Delaporte, officiers municipaux, chargés de procéder au récolement du mobilier et de recevoir les déclarations des religieux (au nombre de cinquante-sept).

20 avril 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 3705.

4286. — Adresse des frères *lais* du couvent des Capucins-Saint-Honoré aux représentants de la Commune, déclarant que c'est à tort qu'ils se trouvent confondus avec les frères *donnés* et les priant d'appeler l'attention de l'Assemblée nationale sur le sort misérable qui leur est fait.

20 avril 1790.
Original signé, *A. N.*, S 3705.

4287. — Mémoire des Capucins de la rue Saint-Honoré et du Marais aux maire et représentants de la Commune, exposant l'horrible indigence à laquelle ils se trouvent réduits, par défaut d'argent, de provisions et de crédit, et demandant leur réunion en un seul couvent, ainsi que la vente des livres, vases sacrés et ornements des maisons du Marais et de la Chaussée-d'Antin, avec lettre d'envoi de M. Bailly au Comité ecclésiastique, lettre du frère Zénon, provincial des Capucins, et du duc de La Rochefoucauld.

7, 13 mai 1790.
Minutes et originaux signés (4 p.), *A. N.*, D XIX 53, n° 118.

4288. — Lettre de frère Joseph de Douay, au nom des Capucins lais de la rue Saint-Honoré, au président de l'Assemblée nationale, représentant leur situation déplorable vis-à-vis des pères, attendu la disproportion qu'on a mise dans leurs moyens de subsister.

7 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 53, n° 118.

4289. — Requête des Capucins de la rue Saint-Honoré au Comité ecclésiastique, exposant l'impossibilité où ils se trouvent de séjourner plus longtemps dans leur maison, envahie par le public, et demandant leur translation au couvent des Capucins du Marais, rue d'Orléans, avec avis favorable du Comité.

4 juillet 1790.
Copies (2 p.), *A. N.*, D XIX 45, n° 704[a].

4290. — Supplique des Capucins de la rue Saint-Honoré à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir leur translation dans une autre maison, attendu la concession de l'un de leurs dortoirs, faite par les commissaires de l'Assemblée nationale au sieur Baudouin, imprimeur, qui nécessitera des travaux considérables et rendra inhabitable le dortoir voisin, occupé par les infirmes et malades.

Juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 45, n° 704[a].

4291. — Rapport des commissaires de l'Assemblée nationale et décret autorisant la municipalité de Paris à faire évacuer le couvent des Capucins de la rue Saint-Honoré pour l'affecter aux divers usages relatifs au service de l'Assemblée, qui seront indiqués par les commissaires.

30 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 43, n° 380; D XIX 45, n° 704[a].
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1790, p. 162.

4292. — Procès-verbal de translation des Capucins de la rue Saint-Honoré aux Capucins du Marais, dressé par MM. Edme Tiron, Jean-François Santerre et César-Gabriel Filleul, commissaires municipaux.

9 août 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 3705.

4293. — État des effets qui ont été laissés dans la maison des Capucins-Saint-Honoré, le lundi 9 août, et transportés aux Capucins du Marais le lundi suivant, 16 dudit mois d'août.

9, 17 aout 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, S 3705.

4294. — État des effets meublant la sacristie du couvent des religieux Capucins de la rue Saint-Honoré, transférés en celle des Capucins du Marais.

10 août 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 3705.

4295. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, le priant de faire placer des sentinelles aux principales entrées du couvent des Capucins-Saint-Honoré, où il s'est commis plusieurs vols depuis leur départ.

17 août 1790.
Original signé, *A. N.*, AF[II] 18, n° 167.

4296. — Estimation des effets repris par l'Assemblée nationale, et se trouvant dans les chambres du Père provincial, du Père Raphaël et du bibliothécaire, faite par M. Paris, architecte de l'Assemblée, lettre du père Zénon, provincial, acceptant les chiffres de l'évaluation, et décision des commissaires de l'Assemblée, ordonnant de payer les sommes portées à l'estimation, formant un total de 577 livres 10 sols.

28 septembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 45, n° 704*.

4297. — Ordre des commissaires et présidents des Comités de l'Assemblée nationale au portier de l'hôtel des Comités, place de Vendôme, n° 9, de laisser sortir les meubles et effets appartenant à ces Comités, qui doivent être transportés dans leur nouveau local, maison des Capucins-Saint-Honoré.

28 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 45, n° 704*.
Parmi les signatures se trouve celle de Mirabeau, au nom du Comité diplomatique.

4298. — Tableau de la distribution des Comités dans la maison des Capucins et des bureaux pour les élections.

Septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 45, n° 704*.

4299. — Supplique du sieur Théodore Crebs, suisse ou portier de la maison habitée, jusqu'au 15 août, par les Capucins et depuis occupée par les Comités de l'Assemblée nationale, aux commissaires et inspecteurs de ladite Assemblée, représentant qu'il n'a reçu aucun salaire depuis le départ des religieux et demandant la fixation de son traitement, avec arrêté des commissaires lui allouant 20 sols par jour pour ses gages.

22 octobre, 10 décembre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XIX 45, n° 704*.

4300. — Concession d'une dizaine de voies de bois faite aux Capucins par l'Assemblée nationale.

1790.
Minute signée, *A. N.*, C 133.

4301. — Plainte du sieur Fagniart, portier « de l'intérieur du couvent de feu les Capucins-Saint-Honoré. »

1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2635, fol. 1.

4302. — État des six derniers mois 1790 des pensions payées : 1° aux religieux Capucins-Saint-Honoré, sortis de la maison le 9 août 1790; 2° aux religieux Capucins de la maison Saint-Honoré, transférés en celle du Marais le 16 août 1790.

Fin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3705.

4303. — Note à l'adresse de M. Guillotin, recommandant la requête de M. Milscent, qui sollicite un logement aux Capucins et désire avoir la chambre du père Adrien, n° 134, requête rejetée.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 45, n° 704*.

4304. — Lettre de deux Capucins, demandant à desservir provisoirement l'église de leur communauté, pendant que la maison sera occupée par le service de l'Assemblée nationale.

Sans date (1790).
Minute signée, *A. N.*, C 124, n° 405.

4305. — Procès-verbal d'enlèvement de la chaire des Capucins-Saint-Honoré et de sa remise par M. Jean-Antoine-Frédéric Roque, sous-chef au bureau de liquidation, au sieur Antoine Fabre, l'un des adjudicataires du bail de l'ancienne église de Saint-Louis-du-Louvre.

20 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 3705.

Capucins du Marais.

4306. — Livre des archives ou annales du couvent des Capucins du Marais.

1622-1789.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, S 3706.

4307. — Déclaration du revenu et des charges du couvent des Capucins du Marais, fournie par M. Charles-Joseph Lalain, dit en religion frère Joseph-Marie de Béthune.

gardien des Capucins, avec état résumé des revenus et charges.

27 février 1790.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, S 3706.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. I, p. 382.

4308. — Adresses des Capucins du Marais aux commissaires de la Commune et à l'Assemblée nationale, exprimant le vœu de finir leurs jours dans cette maison, où, si la suppression en est décidée, d'être transférés soit aux Minimes de la place Royale, soit aux Capucins de la Chaussée-d'Antin.

7 avril 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, D XIX 50, n° 66, S 3706.

4309. — Procès-verbal de visite du monastère des Capucins du Marais par MM. Claude-Nicolas Guignard, docteur en médecine, et Charles Minier, procureur du Roi au bailliage du Palais, commissaires municipaux, chargés de recevoir les déclarations des religieux (au nombre de vingt-quatre), d'arrêter les comptes et de procéder au récolement du mobilier.

12 mai 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 3706.

4310. — Supplique des frères lais des Capucins du Marais, priant les représentants de la Commune d'intercéder en leur faveur auprès de l'Assemblée nationale, pour obtenir leur assimilation aux religieux prêtres et les arracher aux horreurs de la misère.

12 mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 3706.

4311. — Déclaration de frère Julien de Chambéry, prédicateur capucin, annonçant qu'il sortirait du couvent s'il était obligé de continuer à vivre avec les frères lais.

17 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 3706.

4312. — Déclaration de M. Nicolas-Joseph Poquet, dit en religion frère Charles de Bapaume, ex-gardien des Capucins, demandant à se retirer dans un couvent de son ordre, et proposant de renvoyer les frères lais dans un des couvents de province, pour délivrer les Pères d'une servitude devenue intolérable depuis le nouvel ordre de choses.

19 mai 1790.
Original signé, *A. N.*, S 3706.

4313. — Mémoire des Capucins prêtres et clercs adressé à M. Bailly, représentant la difficulté qu'ils éprouvent à vivre en commun avec les frères lais et demandant qu'on fasse choix d'un couvent en province, où ces frères pourraient se retirer, avec lettre d'envoi de M. Bailly au Comité ecclésiastique.

9 juin 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 437.

4314. — Lettre de frère Joseph-Marie de Béthune, gardien des Capucins du Marais, à M. Boullanger, ancien négociant, manifestant l'intention de terminer sans délai l'affaire des billets du défunt Père Julien et l'invitant à les lui remettre, pour éviter de faire valoir les droits de sa communauté au Châtelet.

23 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, n° 430.

4315. — Décision du Comité ecclésiastique et lettre au gardien des Capucins du Marais, portant que la nation seule avait droit à la succession du Père Julien, et enjoignant de rapporter au bureau de l'agence des biens nationaux les effets au porteur trouvés dans son mobilier.

25 juillet 1790.
Minutes (3 p.) *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4316. — Procès-verbal de nomination par M. César-Gabriel Filleul, commissaire de la régie des biens nationaux, du Père Didier, comme gardien du couvent des Capucins du Marais, au lieu et place du sieur Mondon, sous-sacristain.

7 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, S 3706.

4317. — Mémoire des religieux Capucins au Comité ecclésiastique, demandant si le pécule délaissé par le Père Julien, de Chambéry, leur confrère, décédé le 30 juin, doit demeurer au profit de la communauté ou être versé dans le Trésor national, avec lettre des commissaires administrateurs des

biens nationaux, estimant que ce pécule doit appartenir à la nation.

10 septembre 1790.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, D XXIX 68, n° 429.

4318. — Avis du Comité ecclésiastique, portant que le Père Savignien, missionnaire, à son retour d'Athènes, devra être accueilli par ses anciens confrères du couvent du Marais, qui représente celui de Saint-Honoré, et invitant la Municipalité à lui accorder les mêmes secours qu'aux autres religieux habitant la maison du Marais.

22 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702; D XIX 76, n° 556.

4319. — Compte que rendent à la municipalité de Paris les gardien et religieux dits Capucins, établis rue d'Orléans, au Marais, en exécution de l'article 1er de la loi du 14 août 1790, compte arrêté par le bureau de liquidation.

1790.
Minute, *A. N.*, S 3706.

4320. — Procès-verbal relatif à la translation des religieux Capucins du Marais dans la maison conventuelle des religieux de la Merci, dressé par M. Jean-Louis Roard, officier municipal, commissaire de l'administration des biens nationaux.

29 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 3706.

4321. — Arrêté du Corps municipal, décidant que les Capucins du Marais, au lieu d'être transférés au couvent de la Merci, se transporteront dans la maison des Capucins de la Chaussée-d'Antin.

11 mai 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F19 612.

4322. — Procès-verbal de l'enlèvement de l'argenterie des Capucins du Marais et de son transport à l'hôtel des Monnaies, par M. Pierre Bernier, officier municipal, ladite argenterie, du poids de 52 marcs 4 gros et demi.

19 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 3706.

4323. — Lettre de M. Sibire, curé de Saint-François-d'Assise, au procureur général syndic du Département, le prévenant que les citoyens de Saint-François et la garde nationale se proposent de faire irruption dans sa maison pour en chasser les Capucins, qu'on ne peut plus souffrir dans le quartier.

24 août 1791.
Minute, *A. N.*, F19 612.

4324. — Lettre du procureur général syndic du Département aux commissaires à l'agence des biens nationaux, annonçant qu'il a écrit au ministre de l'intérieur, au sujet de la proposition de placer les Capucins du Marais dans le couvent de Meudon, et les priant d'engager le curé de Saint-François-d'Assise à user de tous les moyens pour prévenir l'insurrection prête à éclater dans sa paroisse, avec lettre du directoire au ministre.

26, 31 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F19 612.

4325. — Requête des Capucins du Marais au Comité ecclésiastique, se plaignant des vexations que leur fait éprouver le curé de la Madeleine, qui, non content de s'opposer à leur installation dans le couvent de la Chaussée-d'Antin, veut les priver de leur église.

30 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, F19 612.

4326. — Lettre de M. Sibire, curé de Saint-François-d'Assise, au procureur général syndic du Département, le priant de presser le départ des Capucins, dont l'éternelle résidence dans sa paroisse trouble l'ordre public, et déclarant qu'ils désirent presque tous s'établir dans la maison de la Chaussée-d'Antin.

5 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F19 612.

4327. — Note des effets au porteur et billets trouvés après le décès du Père Julien Revel, capucin du Marais, et remis à M. Truneau, receveur des domaines.

6 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F19 863.

4328. — Lettre de M. de Lessart au directoire du Département, déclarant que la dispersion de la majeure partie des Capucins de Meudon et le bénéfice assuré qui résultera de l'aliénation de leur maison ne permettent pas d'y placer les Capucins du Marais, avec lettre du procureur général syndic du Département aux commissaires de l'agence des biens nationaux, les invitant à choisir une autre maison.

6, 9 septembre 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F^{19} 612.

4329. — Arrêté du directoire du Département, décidant, conformément à une délibération des officiers municipaux, en date du 19 septembre, que les Capucins du Marais seront transférés au couvent de Picpus du faubourg Saint-Antoine, avec texte de la délibération et lettre d'envoi.

26 septembre 1791.
Original signé, extrait et minute (3 p.), *A. N.*, F^{19} 612.

Capucins de Meudon.

4330.— Lettres du frère Pacifique, ex-définiteur et gardien des Capucins de Meudon, au Comité ecclésiastique, pour demander le payement de la subvention de 1,600 livres accordée au couvent de Saint-Honoré et de celle de 1,300 au couvent de Meudon.

16 avril 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D VI 44, nº 657; D XIX 49, nº 49.

4331. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, relativement à la demande du sieur François-Nicolas de Mory, dit en religion Benoît de Bapaume, prédicateur du couvent des Capucins de Meudon, désireux de fixer sa résidence à Paris, demande qui doit être favorablement accueillie.

30 août 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 66, nº 391.

4332. — Lettres de M. Lardin, commissaire à l'administration des biens nationaux, au procureur général syndic du Département, le priant d'autoriser la visite du couvent des Capucins de Meudon par M. Salmon, leur inspecteur, afin de juger s'il serait possible d'y installer les Capucins du Marais, qu'il est urgent de déloger.

25, 26 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 612.

Carmes-Billettes.

4333. — Déclaration des revenus du couvent des religieux Carmes, établis rue des Billettes, fournie par M. Jean-Baptiste-Pierre Marquis, dit en religion frère Cyrille, prieur de la maison, avec un état résumé des produits et charges.

20 février 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, S 3707.

4334. — Procès-verbal de récolement et vérification du mobilier des religieux Carmes-Billettes, dressé par MM. Jean-Thomas Defresne, René Le Roulx de la Ville et Jean-Nicolas Fallet, administrateurs de la Municipalité, chargés de recevoir les déclarations des religieux.

23 avril 1790.
Minute et copies conformes (3 p.), *A. N.*, S 3707.

4335. — Compte que rendent à la Municipalité les prieur et religieux Carmes dits Billettes, en exécution de l'article 1er du titre Ier de la loi du 14 octobre 1790, compte arrêté par le bureau de liquidation.

Minute, *A. N.*, S 3707.

4336. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur le mobilier du couvent des Carmes-Billettes, avec description et inventaire, par MM. Levacher et Quatremère, commissaires municipaux.

23 décembre 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 3707.

4337. — État des fondations faites dans l'église des Carmes-Billettes.

1790.
Minute, *A. N.*, S 3707.

4338. — Lettre de religieux Carmes de la maison des Billettes au Comité ecclésiastique, afin d'être autorisés à se retirer près de Fontainebleau, dans un lieu désert,

nommé vulgairement les Basses-Loges, suivant le désir exprimé par la municipalité d'Avon.

Sans date (1790).
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 48, n° 46; D XIX 55, n° 170.

4339. — Déclaration de biens dépendant des Carmes-Billettes, sis à Bagneux.

27 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 3707.

4340. — Procès-verbal d'enlèvement, par M. Philibert Borie, officier municipal, commissaire de l'administration des biens nationaux, de l'argenterie du couvent des Carmes-Billettes, montant à 73 marcs, d'une part, et à 15 marcs d'autre, laquelle est transportée à l'hôtel des Monnaies, et protestation des religieux contre cet enlèvement de leurs vases sacrés, qu'ils qualifient d'illégal, fait avec effraction, et contre « les irrévérences, profanations et sacrilèges » commis dans leur église.

27 juillet, 1er août 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, S 3707.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 379.

Carmes déchaussés de la rue de Vaugirard.

4341. — Actes capitulaires du monastère des Carmes de la rue de Vaugirard.

16 mai 1778-3 novembre 1789.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1497.

4342. — Déclaration des biens meubles et immeubles, revenus et charges du monastère des Carmes déchaussés de la rue de Vaugirard, fournie par M. Pierre Gillet de Bassonville, dit en religion Ambroise de Saint-Joseph, prieur du couvent.

27 janvier 1790.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, S 3728.
M. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 161, ne mentionne pas cette déclaration.

4343. — État nominatif des religieux Carmes déchaussés de la rue de Vaugirard.

Mars 1789.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 863.

4344. — Mémoire du prieur et des religieux Carmes déchaussés de la rue de Vaugirard au Comité ecclésiastique, pour être autorisés à percevoir leurs loyers, à faire faire les réparations urgentes, à retenir leurs pensions, à payer aux échéances les arrérages des rentes dont leurs biens sont grevés, ainsi que des dettes criardes, notamment celle d'une blanchisseuse qui réclame 374 livres.

Août 1790.
Original signé de frère Ambroise, prieur, *A. N.*, D XIX 68, n° 426.

4345. — Procès-verbaux de description et inventaire des effets mobiliers du couvent des Carmes déchaussés de la rue de Vaugirard, par MM. André Rousseau et Laurent Stouff, officiers municipaux, de récolement de la bibliothèque, par M. Jacques-Joseph Hardy, assisté de M. Ameilhon, et de transport de l'argenterie à la Monnaie, par M. Jean-Louis Roard.

16 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 3738.

4346. — Procès-verbal des commissaires de la section de Sainte-Geneviève, à l'effet de constater l'invasion de la maison des Carmes par le peuple, composé surtout d'ouvriers des ateliers publics et du bâtiment de Sainte-Geneviève, ainsi que l'enlèvement de piques et autres armes.

21 juin 1791.
Extrait collationné, *A. N.*, S 3707.
C'est à tort, croyons-nous, que M. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 379, rattache cette pièce aux Carmes-Billettes, il s'agit certainement du couvent des Carmes déchaussés, où le comité du district s'était établi.

Carmes déchaussés des Carrières-sous-Charenton.

4347. — Bulle et brevet portant extinction et suppression du prieuré d'Argenteuil et union de ses biens au couvent des Carmes déchaussés de Charenton.

1789.
Minute, *A. N.*, Z^{10} 221.

4348. — Bail à loyer d'une maison sise

aux Carrières-sous-Charenton par les religieux aux sieur et dame François.

7 février 1790.
Expédition sur parchemin, *A. N.*, S 3742.

4349. — Déclarations de fermiers des Carmes déchaussés des Carrières-sous-Conflans.

13, 27 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3742.

Carmes de la place Maubert.

4350. — Livre des délibérations capitulaires du grand couvent et collège royal des Grands-Carmes de la place Maubert.

24 janvier 1786-2 juin 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1490.

4351. — Procès-verbal du commissaire Foucart, constatant l'affichage d'un placard séditieux par le sieur Devalle, clerc minoré, qui signalait la vente d'objets de la sacristie et la soustraction de livres de la bibliothèque.

18 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13291.

4352. — Déclaration des revenus, rentes et fondations du couvent et collège royal des Grands-Carmes de la place Maubert, fournie par M. Jacques Imbert, prieur du couvent, et M. Jacques-Bruno-Joseph Housez, procureur, avec catalogue de la bibliothèque et état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copie (4 p.), *A. N.*, S 3734.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 719.

4353. — Requêtes de Joseph-Maurice Dutrieux, Jacques Bardinet, Jean Lesbazeilles, Jean Maydieu, Marie-Félix Marmet et Jean-Baptiste-Etienne Devalle, religieux commensaux de la maison des Carmes de la place Maubert, au Comité ecclésiastique, en raison de leur exclusion, par le père Imbert, supérieur, de la liste des religieux, à l'effet d'obtenir leur rétablissement sur le tableau et la jouissance de leur portion monachale, avec mémoire justificatif en réponse aux griefs invoqués contre eux.

1er mars-10 mai 1790.
Copies (1 dos.), *A. N.*, D XIX 52, n° 106.

4354. — État nominatif des religieux Grands-Carmes de la place Maubert et de ceux dont les pensions ont été payées, du 13 septembre au 1er octobre 1790.

3 mars 1790.
Copie conforme et minute (2 p.), *A. N.*, F19 863.

4355.—Plainte du père Imbert, prieur des Grands-Carmes de la place Maubert, et de frère Housez, procureur du couvent, au Comité ecclésiastique, au sujet de l'insubordination et de la licence effrénée des écoliers et bacheliers de leur maison, dont la conduite des plus répréhensibles scandalise le public, signalant notamment deux d'entre eux arrêtés, le 24 novembre 1789, pour insulte à la sentinelle de la Samaritaine, et, le 12 janvier, parmi les révoltés des Champs-Élysées, et déclarant qu'ils s'affichent partout et passent leur temps dans les cafés du voisinage.

31 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 52, n° 106.

4356. — Procès-verbal de visite du couvent des Carmes de la place Maubert par MM. d'Hervilly et Lefèvre de Gineau, commissaires municipaux, chargés d'arrêter les comptes de régie de la communauté et de recevoir les déclarations des religieux, avec état des dettes actives et passives et des rentes perpétuelles.

23 avril 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A N.*, S 3738.

4357. — Lettre du Comité ecclésiastique aux prieur et procureur des Carmes de la place Maubert, déclarant qu'ils ont pleins pouvoirs pour réprimer les désordres de leurs inférieurs.

7 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 52, n° 106.

4358.— Adhésion des Carmes de la place Maubert aux décrets de l'Assemblée nationale, spécialement à ceux qui concernent les biens ecclésiastiques et les ordres religieux.

17 mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 128, n° 435.

4359. — Requête de six prêtres commensaux de la maison des Carmes de la place Maubert au comité de police du district de Saint-Etienne-du-Mont et au Comité ecclésiastique, à l'effet de dénoncer toutes les turpitudes des supérieur et procureur de ce couvent, qui ont enlevé furtivement et se sont partagé le mobilier et le linge, et, tandis qu'ils donnent des repas succulents, les nourrissent d'une façon infecte et les font insulter par les frères lais.

27 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 58, n° 253.

4360. — Plainte de frère Joseph-Maurice Dutrieux, licencié en théologie, religieux carme de la maison de la place Maubert, au sujet des dilapidations de ses supérieur et procureur, et des persécutions et mauvais traitements exercés sur sa personne et celles de ses confrères, plainte reçue par le commissaire Hubert.

13 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 58, n° 253.

4361. — Adresses de frère Joseph-Maurice Dutrieux, religieux carme de la maison de la place Maubert, à l'Assemblée nationale, pour obtenir une enquête par le juge que l'Assemblée voudra commettre sur les faits de persécution, violence et attentats dont il a été victime, avec lettre du provincial des Grands-Carmes, et décision du Comité ecclésiastique, autorisant ce religieux à sortir de la communauté et priant la Municipalité de lui avancer un quartier de sa pension.

30 juin, 2, 7 juillet 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D XIX 58, n° 253.

4362. — Procès-verbal d'inventaire des effets mobiliers du couvent des Carmes de la place Maubert, par MM. César-Gabriel Filleul et Théodore Santerre, administrateurs de la Municipalité, chargés de faire exécuter l'arrêté du Comité des biens nationaux, qui ordonne l'évacuation du couvent et sa réunion à celui des Carmes déchaussés de la rue de Vaugirard.

13 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 3734.

4363. — Procès-verbal dressé par M. Pierre Bernier, officier municipal, commissaire de l'administration des biens nationaux, à l'effet de constater l'enlèvement de l'argenterie de la sacristie des Carmes et son transport à l'hôtel des Monnaies.

30 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 3734.

Célestins de Paris.

4364. — Déclaration des biens et revenus des Célestins de Paris, fournie par M. Gabriel-Louis Gambart, économe séquestre desdits biens, avec état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3743.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 465.

4365. — Arrêté du directoire du Département, portant que les Célestins ne subiront aucune retenue sur ce qu'ils ont touché en 1790 et recevront en 1791 le même traitement que les autres bénéficiers du royaume.

15 avril 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 863

Chartreux.

4366. — Déclaration des biens, revenus et charges de la Chartreuse de Paris, fournie par dom Félix-Prosper de Nonant, prieur du couvent, avec un état résumé des produits et charges.

3 mars 1790.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, S 3948.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 441.

4367. — Inventaire fait aux Chartreux par MM. Antoine-Joseph Thorillon, Martin-Paul Beaufils et Charles-Nicolas Osselin, commissaires municipaux, chargés d'arrêter les comptes et de recevoir les déclarations des religieux.

19 avril 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 3948.

4368. — Mémoire de frère Félix de Nonant, prieur des Chartreux, aux administrateurs des biens nationaux, demandant un supplément de pension en faveur de quatre de ses confrères, en raison de leur grand âge ou de leurs infirmités, avec lettre d'envoi de ce mémoire par les administrateurs au Comité ecclésiastique, et réponse du Comité, invitant ces religieux à s'adresser directement et séparément au Comité des pensions.

22, 24 septembre, 22 octobre 1790.
Minutes signées (4 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702; D XIX 69, n° 447.

4369. — Adresses des Chartreux de Paris à l'Assemblée nationale, à l'effet de réclamer contre leur suppression et leur départ d'un monastère qui leur est cher à tant de titres, et qu'il est utile de conserver à Paris comme lieu de refuge, départ qui serait désastreux pour plusieurs des religieux, lesquels sont octogénaires.

Sans date (1790).
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 49, n° 54, n° 63.

4370. — Mémoire pour les frères *donnés* de l'ordre des Chartreux, qui, en cas de suppression de l'ordre, se trouveront sans subsistance.

1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 31, n° 498.

4371. — Lettre du Comité d'aliénation aux administrateurs de la Municipalité touchant la demande de renouvellement de bail d'un terrain appartenant aux Chartreux, sis rue Notre-Dame-des-Champs, présentée par le sieur Dupont, cessionnaire du sieur Duchemin, avec avis du directoire du Département, concluant au rejet de cette demande.

8 février, 12 mai 1791.
Minute et extrait (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 6; F[19] 863.

Cordeliers du Grand-Couvent.

4372. — Registre des affaires temporelles du Grand-Couvent des religieux Cordeliers de Paris.

15 décembre 1766-12 janvier 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1513.

4373. — Mémoires d'entrepreneurs et fournisseurs.

1778-1789.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, H 3953.

4374. — Déclaration des produits et charges du monastère des Cordeliers, fournie par M. Claude-Agrève Lacombe, gardien du couvent, avec état résumé.

18 février 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, S 4161.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 320.

4375. — Procès-verbal de visite du couvent des Cordeliers par MM. Antoine-Laurent de Jussieu, Jean-Baptiste Étienne de la Rivière et Fissour, commissaires municipaux, chargés de dresser l'état des effets mobiliers et de recevoir les déclarations des religieux (au nombre de soixante).

20 avril 1790.
Copie conforme, *A. N.*, S 4161.

4376. — Mémoire des Cordeliers à l'Assemblée nationale au sujet du trouble causé dans leurs assemblées capitulaires par les étudiants prêtres ou non prêtres, qui prétendent jouir des droits inhérents aux titres d'officiers de l'administration, connus sous le nom de conventuels.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 49, n° 63.

4377. — Déclaration d'un fermier de biens dépendant des Cordeliers, à Châtillon.

4 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 4161.

Ermites du Calvaire, ou du Mont-Valérien.

4378. — Déclaration des biens et revenus de la communauté des frères Ermites du Mont-Valérien, qui se reconnaissent possesseurs, indépendamment de l'emplacement de leur maison, de vingt métiers à faire des bas, évalués 36,831 livres, déclaration fournie par M. Paul Ruggieri, supérieur de la communauté.

22 janvier 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4219.

4379. — Mémoire des Ermites du Mont-Valérien au Comité ecclésiastique, exposant qu'ils forment une association séculière, occupée à l'agriculture et à une manufacture de bas, et demandant que leur clos de Suresnes, nécessaire à leur subsistance, ne soit pas compris parmi les biens nationaux mis en vente, avec lettre des administrateurs des biens nationaux, priant de faire connaître si l'on doit les considérer comme religieux ou comme une société libre.

14 décembre 1790.

Originaux signés (2 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 556bis.

4380. — Décision du Comité ecclésiastique, portant que les biens des pères du Mont-Valérien, formant une communauté séculière, ne peuvent être vendus.

17 décembre 1790.

Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4381. — Rapport de M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, à M. Pastoret, procureur général syndic du Département, sur le mémoire adressé par la municipalité de Nanterre à l'effet de savoir si les biens des prêtres missionnaires du Mont-Valérien sont dans le cas d'être vendus.

18 avril 1791.

Original signé, *A. N.*, F19 612.

Ermites de Sénart.

4382. — Lettre de M. Bailly à M. Treilhard, demandant si les Ermites de la forêt de Sénart, qui ne font point de vœux solennels, sont assujettis à un inventaire de leurs biens.

7 août 1790.

Minute, *A. N.*, D XIX 67, n° 396.

4383. — Mémoire des frères Ermites de Sénart et Grosbois, adressé au maire de Paris, pour le renseigner sur la nature de leur établissement, qui n'est point religieux ou ecclésiastique, avec lettre d'envoi de M. Bailly au Comité ecclésiastique, lettre de Mme Bailly à M. Treilhard, et réponse du Comité, portant que ces frères doivent être rangés dans la classe des congrégations séculières.

28 septembre-21 octobre 1790.

Minutes (6 p.), *A. N.*, D XIX 69, n° 456.

Feuillants de la rue d'Enfer.

4384. — Livre des actes du chapitre du monastère des Saints-Anges-Gardiens (Feuillants de la rue d'Enfer).

1629-1790.

Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1543.

4385. — Déclaration des biens, revenus et charges du monastère des religieux Feuillants de la rue d'Enfer, fournie par M. Denis de Saint-Étienne, prieur du couvent.

8 février 1790.

Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4164.

Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 182.

4386. — Procès-verbal de visite et inventaire fait en la maison des révérends pères Feuillants, rue d'Enfer, par MM. Thorillon et Beaufils, administrateurs de la Municipalité, délégués par le Conseil de ville.

21 avril 1790.

Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4164.

4387. — Déclaration des prieur et religieux de la communauté des Feuillants, portant que dom Julien de Saint-François, religieux de la congrégation, est arrivé le 9 mai par ordre du supérieur général, et demandant son inscription sur la liste des religieux.

28 juin 1790.

Minute, *A. N.*, S 4164.

4388. — État des payements faits aux religieux Feuillants de la rue d'Enfer pour les mois d'août et de septembre 1790, à cause de la pension qui leur est allouée.

Minute, *A. N.*, F19 863.

4389. — Lettre des commissaires de l'administration des biens nationaux au Comité ecclésiastique, touchant le refus des Feuillants de la rue d'Enfer de payer la

capitation pour l'année 1790, qu'ils se déclarent hors d'état d'acquitter avec leur pension alimentaire, bien inférieure à leurs anciens revenus.

14 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 9, n° 79.

Feuillants de la rue Saint-Honoré.

4390. — Quittances de rentes.

1785-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3956.

4391. — Déclaration des biens mobiliers et immobiliers dépendant du monastère de Saint-Bernard des Feuillants de la rue Saint-Honoré et de l'abbaye du Val y réunie, ainsi que de leurs revenus et charges, fournie par M. Philippe Godelart, procureur de ce monastère.

2 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4166.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 304.

4392. — Mémoire présenté à l'Assemblée nationale par M. Guillaume-Jacques de Favanne, littérateur, commissaire du comité permanent du district de Saint-André-des-Arcs, afin d'obtenir la restitution de tableaux qui décorent l'apothicairerie de la maison des Feuillants de la rue Saint-Honoré, tableaux peints et donnés par son aïeul, Henri de Favanne, recteur de l'Académie royale de peinture et sculpture.

5 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 63, n° 340.

4393. — Lettre des Comités d'administration et d'aliénation ecclésiastique réunis aux administrateurs des biens nationaux, les autorisant à conserver provisoirement les pères Feuillants dans leur couvent de la rue Saint-Honoré, conformément à leur demande, basée sur leur service à la chapelle des Tuileries.

24 novembre 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 7; F19 863.

4394. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux à l'abbé Leblond, secrétaire de la commission des savants, le prévenant de l'enlèvement du cabinet d'histoire naturelle se trouvant aux Feuillants, et le priant d'envoyer M. Mongez pour assister à cette opération.

12 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, F19 611⁶.

4395. — Procès-verbal de déménagement d'un cabinet d'histoire naturelle et d'un médailler, par M. Jacques-Joseph Hardy, assisté de MM. Gaspard-Michel Leblond et Antoine Mongez, cabinet et médailler composés d'objets de peu de valeur, qui ont été déposés dans une des salles des Capucins de la rue Saint-Honoré.

13 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4166.

4396. — Procès-verbal d'enlèvement, par M. Jacques-Joseph Hardy, de l'argenterie du couvent des Feuillants, du poids de 136 marcs 5 onces 4 gros, et de son transport à la Monnaie, à l'exception d'un reliquaire d'argent, représentant sainte Anne et la Vierge, porté, le 15 août précédent, sur la demande du Roi, à la chapelle du château des Tuileries, et de deux calices d'argent blanc, d'un ciboire de vermeil et d'une boîte pour les saintes huiles, laissés avec la ceinture de sainte Marguerite, en velours cramoisi, garnie de larmes d'argent, en la possession des religieux pour la célébration de l'office divin.

28 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4166.

4397. — Lettres des commissaires de l'administration des biens nationaux au comité des savants, le priant de visiter l'intérieur de l'église des Feuillants, d'examiner notamment le maître-autel, que la Société des Amis de la constitution séante aux Feuillants voudrait faire abattre, en vue de la tenue de ses séances.

21 septembre 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F19 611⁶.

4398. — État des dettes mobilières dues par les religieux Feuillants à différents particuliers et entrepreneurs de bâtiments pour les réparations et constructions nouvelles qu'ils ont fait faire à Paris et dans

leurs biens de campagne, certifié par le sieur Godelart, supérieur.

11 novembre 1791.
Minute, *A. N.*, S 4166.

Feuillants du Plessis-Piquet.

4399. — Inventaire des objets mobiliers et immobiliers dépendant de la maison des Feuillants du Plessis-Piquet, avec état des titres et de l'argenterie, dressé par la municipalité dudit lieu.

7 mai 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 612.

Frères de Saint-Crespin.

4400. — Mémoire au Comité ecclésiastique sur le régime des maisons des frères cordonniers ou de Saint-Crespin, sises rues de la Grande-Truanderie et Pavée-Saint-André-des-Arcs, notamment sur celle de la rue Pavée, occupée par cinq frères, qui s'est soustraite aux décrets.

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

Jacobins de la rue Saint-Dominique.

4401. — Adresse des Dominicains de la rue du Bac à l'Assemblée nationale, pour demander la conservation de leur maison, sans l'adjonction de religieux du même ordre.

12 novembre 1789.
Original signé, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, C 96, n° 114
Ed. *Archives parlementaires*, t. X, p. 3.

4402. — Déclaration des biens, revenus et charges des Pères Jacobins, établis rues du Bac et Saint-Dominique, fournie par M. Jean-Louis Breymand, prieur du couvent.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 4220.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 179.

4403. — État nominatif des Dominicains de la rue du Bac.

4 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

4404. — Mémoire adressé à la municipalité de Paris par les sieurs Claude-Joseph Pereur, portier des Dominicains de la rue du Bac, et Antoine Duclerc, garçon de sacristie de ladite communauté, à l'effet d'obtenir une pension, mémoire apostillé par le prieur du couvent et les membres du comité du district des Jacobins-Saint-Dominique.

11 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 4220.

4405. — Procès-verbal de visite de la maison des Jacobins de la rue Saint-Dominique par MM. Marguerite-Louis-François Duport du Tertre, lieutenant de maire, Jean-Baptiste Avril et Jean-Baptiste-Edme Plaisant, administrateurs de la Municipalité, commissaires chargés de procéder à la description et à l'inventaire des effets mobiliers, d'arrêter les comptes des revenus, avec état des ornements et du linge de la sacristie, état des loyers des maisons des Jacobins, échus depuis le 1er janvier jusqu'au 1er avril 1790, et déclarations des religieux.

19 mai 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, S 4220.

4406. — Mémoire du père Jacques de Labeye, religieux dominicain de la rue du Bac, et lettres du même à M. Plaisant, commissaire de l'administration des biens nationaux, à l'effet d'être rétabli sur la liste des religieux dudit couvent.

11, 21 juin, 5 juillet 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, S 4220.

4407. — Lettre adressée par le père Breymand, prieur des Dominicains, au président de l'Assemblée nationale, au nom des Dominicains de France et plus spécialement des soixante Dominicains de la capitale, pour l'amélioration de leur sort.

14 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, n° 429.

4408. — Lettre du père Breymand, prieur des Dominicains de la rue du Bac, à M. Bailly, déclarant que le sieur de Labeye, en sa qualité d'étranger, n'a aucun droit à la pension assignée aux religieux fran-

çais, et demandant son éloignement de la maison.

1er juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 4220.

4409. — Lettre du père Breymand, prieur des Dominicains de la rue du Bac, signalant à M. de Jussieu les procédés violents et injurieux du frère Mouronval, religieux novice de la maison de la rue Saint-Jacques.

8 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 3575.

4410. — Lettre de M. Mulot à M. Plaisant, lui recommandant le père de Labeye, victime de la malignité de son supérieur, et le priant de recevoir sa déclaration, qu'il n'avait pu faire devant les officiers municipaux, n'ayant pas été prévenu de leur arrivée.

13 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 4220.

4411. — État des Dominicains de la rue du Bac à qui il a été payé des acomptes sur leurs pensions.

Août-octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863; S 4220.

4412. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, adressant copie d'une lettre de M. Breymand, prieur des Dominicains de la rue du Bac, qui sollicite pour M. Louis Chanterel, religieux de son ordre, la conversion de sa pension en un don d'ornements d'église, avec lettre du sieur Chanterel, réponse favorable du Comité et désistement par le sieur Chanterel de sa pension de 1,000 livres échangée contre un ornement complet de velours noir.

14, 22 octobre 1790.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 79, n° 600.

4413. — Lettres du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, autorisant l'abandon, à titre de secours, d'un ornement d'église au P. Chanterel, religieux dominicain de la rue du Bac, vu son grand âge, et enregistrant sa renonciation à tout traitement.

1er, 28 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4414. — Procès-verbaux d'apposition de scellés au couvent des Jacobins des rues du Bac et Saint-Dominique par MM. Leroux et Houssemaine, officiers municipaux, d'enlèvement et de transport à la Monnaie de l'argenterie des Dominicains de la rue Saint-Jacques, déposée audit couvent, montant à 638 marcs 3 onces 4 gros, de transport des papiers aux archives de la Municipalité et de recensement de la bibliothèque.

6 décembre 1790, 22 janvier, 16 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 4220.

4415. — Lettre de M. de Buzançois à dom Gerle, le priant d'accélérer la décision relative aux Dominicains de la rue du Bac, qui ont présenté un mémoire au Comité ecclésiastique, avec note, portant que la communauté en question a été conservée par la Municipalité.

9 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 76, n° 556.

4416. — Procès-verbal de transport du commissaire Grandin, assisté du sieur François-André Guillaud, huissier en la Chambre des comptes, commis par le procureur de la Commune, chez les Jacobins de la rue Saint-Dominique, pour y faire perquisition des objets et effets qui auraient été soustraits et divertis de cette maison, perquisition qui amena la découverte et la saisie de 28,000 livres en argent, cachées au fond d'une paillasse dans une chambre du couvent, et de 32,004 livres trouvées chez le sieur François-Charles Butteux, sculpteur, rue du Sépulcre, dans le bas de sa bibliothèque.

28 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13320.
Le sculpteur Butteux avait été chargé des travaux de son art que les Jacobins firent exécuter, lors de la restauration de leur église, en 1769. V. l'état de ces travaux dans Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, t. III, p. 178.

Jacobins de la rue Saint-Honoré.

4417. — Déclaration des biens mobiliers et immobiliers, des revenus et charges des religieux Dominicains de la rue Saint-

Honoré, fournie par le père Nicolas Christophe, prieur de la maison.

18 janvier 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4222.

4418. — Etat nominatif des Dominicains de la rue Saint-Honoré.

5 mars 1790.
Copie conforme et minute (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

4419. — Procès-verbal de visite du couvent des Jacobins-Saint-Honoré par MM. Jean-Baptiste Baignères et Charles-François de La Saudade, administrateurs provisoires de la Commune, chargés de vérifier et arrêter les comptes et de recevoir les déclarations des religieux.

3 mai 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4222.

4420. — Requête du sieur Philibert Givry, marchand de bois, au Comité ecclésiastique, afin d'obtenir le règlement d'un mémoire de 1,297 livres 18 sols, montant d'une fourniture de bois à brûler faite en septembre et octobre 1789, que le procureur du couvent avait refusé de payer.

30 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 63, n° 324.

4421. — Procès-verbal de recensement et description de tous les meubles et effets composant le mobilier de la maison des Jacobins de la rue Saint-Honoré, dressé par M. César-Gabriel Filleul, commissaire du Comité d'administration des biens nationaux.

11 octobre 1790-21 mai 1791.
Minute, copie conforme et extrait (3 p.), *A. N.*, S 4222.

4422. — Lettre des Comités d'administration ecclésiastique et d'aliénation réunis au bureau de liquidation, déclarant, pour ne point retarder la clôture du procès-verbal, que l'on ne fera point de description détaillée des livres des Dominicains et qu'on se bornera à les remettre à M. Ameilhon, en indiquant seulement le nombre de pièces qui en sont remplies.

6 novembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, S 4222.

4423. — Inventaire des menuiseries et autres objets laissés aux Jacobins-Saint-Honoré par la municipalité de Paris.

Novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4222.

4424. — Bail de l'église des Jacobins, consenti par MM. Jean-Nicolas Lardin et Jacques-Joseph Hardy, commissaires des biens nationaux, à MM. François Deffleux et Pierre-Nicolas Millet, membres de la Société des Amis de la constitution, autorisés par ladite Société, moyennant une location annuelle de 1,200 livres.

21 avril 1791.
Copie conforme, *A. N.*, S 4222.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 308.

4425. — Délibération du bureau d'agence générale des biens nationaux, décidant que le bureau de liquidation sera chargé de pourvoir à la sûreté des objets mobiliers de l'église des Jacobins, louée à la Société des Amis de la constitution, notamment du buffet d'orgues.

27 avril 1791.
Extrait, *A. N.*, S 4222.

4426. — Procès verbal de transport en l'hôtel des Monnaies, par M. Jean-Louis Roard, de deux calices d'argent et leurs patènes, provenant des Jacobins-Saint-Honoré, et d'un calice d'argent provenant des Augustins de la Reine Marguerite.

18 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 4222.

Jacobins de la rue Saint-Jacques.

4427. — Délibérations capitulaires des Dominicains de la rue Saint-Jacques.

13 août 1759-12 mai 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1531.

4428. — Lettres d'attache sur patentes, continuant le père Faitot dans les fonctions de prieur des religieux Dominicains de la rue Saint-Jacques.

Février 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 135, n° 2.

4429. — Déclaration des revenus et charges du collège des Dominicains, établi rue Saint-Jacques, fournie par M. Joseph Faitot, prieur dudit collège.

27 février 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4228.

4430.— Procès-verbal de recensement des biens mobiliers, argenterie et livres trouvés en la maison des Frères prêcheurs Dominicains, vulgairement appelés Jacobins de la rue Saint-Jacques, dressé par MM. Edme Tiron, Étienne-Denis Bureau du Colombier et Nicolas Quin, administrateurs de la Municipalité, commissaires délégués par le Conseil de Ville.

1er mai 1790.
Minute, copie conforme et extrait (3 p.), *A. N.*, S 4228.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 111.

4431. — Procès-verbal d'évacuation du couvent des Jacobins de la rue Saint-Jacques, converti en dépôt de mendicité ou atelier de charité, et de transport des objets mobiliers de ce couvent en celui des Dominicains de la rue du Bac, dressé par M. César-Gabriel Filleul, commissaire désigné par le Conseil de Ville.

20 août 1790.
Minute, *A. N.*, S 4228.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 112.

4432. — État du mobilier du couvent des religieux Dominicains de la rue Saint-Jacques, laissé à la garde du père Faitot, prieur.

20 août 1790.
Minute, *A. N.*, S 4228.

4433. — Supplique du sieur Guillaume Voisin, sacristain de la maison des Jacobins de la rue Saint-Jacques, à la Municipalité, à l'effet d'obtenir quelques secours, avec lettre de recommandation du père Faitot, dernier prieur.

28 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F15 3575.

4434. — État des cinq derniers mois de l'année 1790 des pensions payées aux religieux Dominicains de la maison Saint-Jacques, transférés en celle de Saint-Dominique, le 21 août 1790, où il est observé que lesdits religieux n'entendent les recevoir qu'à titre d'acompte, attendu que l'Assemblée nationale n'a pas encore prononcé s'ils seraient traités comme religieux non mendiants.

1790.
Minute, *A. N.*, F19 863.

4435. — Lettre de M. Faitot, dernier prieur des Dominicains de la rue Saint-Jacques, au bureau de liquidation, touchant les emprunts contractés par la maison et employés à la reconstruction du corps de logis dans lequel les officiers municipaux ont été reçus, emprunts dont mention est faite sur les registres capitulaires.

20 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, LL 1531.

Jacobins de Gonesse.

4436. — Inventaire des meubles, argenterie et effets mobiliers de la maison des Dominicains de Gonesse, dressé par les officiers municipaux de cette ville, avec état des religieux.

21 mai 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F19 612.

Mathurins ou *Trinitaires.*

4437. — Registre de correspondance.

Juillet 1777-juillet 1791.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, H 3989.

4438. — Mémoires de travaux exécutés pour les Mathurins.

1789-1790.
Minutes (1 dos.). *A. N.*, H 3989.

4439. — Déclaration des revenus de la maison des Mathurins de Paris, ordre des chanoines réguliers de la Sainte-Trinité, pour la Rédemption des captifs, présentée par M. Maurice-Étienne Audibert, procureur de ladite maison, mandataire de M. Pierre Chauvier, général et ministre dudit ordre

et ministre particulier de la maison de Paris.

27 février 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4241.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 436.

4440. — Déclarations individuelles des religieux Mathurins de Paris, reçues par MM. de Jussieu et Étienne de la Rivière, officiers municipaux.

17 mai 1790.
Minute signée par chacun des religieux, *A. N.*, S 4241.

4441. — Registre des sépultures des Mathurins pour l'année 1790 (ne contenant que l'indication du décès de Pierre Chauvier, général des Mathurins, le 15 mars 1792, et de son inhumation dans le chœur de l'église, le 17 mars).

Minute (cahier in-4°), *A. N.*, L 949.

Religieux de la Merci, rue du Chaume.

4442. — Registre capitulaire du couvent de la Merci.

5 mai 1741-18 avril 1789.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, Z[2] 49.

4443. — Registre des actes de sépulture dans l'église et couvent des religieux de la Rédemption des captifs de la Merci, rue du Chaume.

1788-1790.
Original (cahier in-fol.), *A. N.*, L 950.

4444. — Quittance de 162 livres pour les arrérages d'une rente constituée, le 9 janvier 1778, par les religieux de la Merci au sieur Antoine-Joseph Fontaine.

17 février 1790.
Minute, *A. N.*, H 3989[2].

4445. — Déclaration des biens et revenus de la congrégation de l'ordre de Notre-Dame-de-la-Merci, Rédemption des captifs, fournie par M. Cloud Chevillard, vicaire général de la congrégation dudit ordre.

22 février 1790.
Minute, *A. N.*, S 4285.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 484.

4446. — Procès-verbal de transport en la maison de la Merci de MM. Étienne-Louis-Hector de Joly, lieutenant de maire, Jean-Valentin Buob et Achille-Thomas Simonnet de Maisonneuve, administrateurs de la Municipalité, délégués par le Conseil de Ville, avec états des biens et revenus des captifs, de l'argent trouvé dans la caisse de l'œuvre, du mobilier de la maison, plan de l'église et déclarations individuelles des religieux.

26 avril 1790.
Minutes et copie (1 dos.), *A. N.*, S 4285.

4447. — Procès-verbal de transport du commissaire Dassonvillez au couvent des religieux de la Merci, à l'effet de constater le vol des pierreries garnissant leur ostensoir aux armes de Marie de Médicis, et information par lui faite à ce sujet.

15, 16 août 1790, 24 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 11988.

4448. — Rapport des commissaires de l'administration des biens nationaux chargés d'enlever les titres de propriété du couvent de la Merci, constatant le refus du vicaire général de leur remettre les titres de propriété et les deniers appartenant à l'œuvre de la Rédemption des captifs, avec lettre d'envoi du bureau d'agence générale et lettre du Comité ecclésiastique, communiquant la déclaration faite par M. Regnaut, procureur général de l'œuvre de la Rédemption des captifs.

16 août, 2 septembre, 9 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 429.

4449. — Procès-verbal de transport en la maison des religieux de la Merci de César-Gabriel Filleul, administrateur de la Municipalité, qui constate la présence de six religieux seulement, procède à la nomination du révérend père Chevillard comme gardien, en raison du vol récemment commis, et signale le refus des religieux de se dessaisir d'une somme de 20,000 livres se trouvant entre leurs mains et destinée au rachat des captifs.

7 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4285.

4450.—Décision du Comité ecclésiastique, portant que les fonds, deniers et titres appartenant à l'œuvre de la Rédemption des captifs, dont est dépositaire le vicaire général des Pères de la Merci, doivent être remis entre les mains de la Municipalité.

9 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4451. — Procès-verbal d'apposition de scellés et de description des objets mobiliers en la maison des religieux de la Merci, par M. Joseph-Roch Andelle, officier municipal, et de remise des vases sacrés et de l'argenterie à M. Coquelin, au bureau des marguilliers de la paroisse de Saint-Jean.

3 décembre 1790-19 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 4285.

4452. — Procédure instruite par le 3e tribunal criminel contre les sieurs Cloud Chevillard, supérieur du couvent de la Merci, Raymond-Antoine Paillette, religieux lai, et Louis-Joseph Grimaut, sous-sacristain, prévenus de spoliation, soustraction et enlèvement d'argenterie et autres objets de prix du couvent de la Merci.

20 mai 1791-8 mai 1792.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, Z^3 49.

4453. — Lettre de M. Bailly aux administrateurs des biens nationaux, les priant d'aménager le couvent des Pères de la Merci, qui doit servir de maison d'arrestation aux prisonniers arrivant à Paris, par ordre de l'Assemblée nationale.

20 juillet 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 863.

Religieux de la Merci, rue des Sept-Voies.

4454. — Déclaration des biens, revenus, mobilier et charges du collège de la Merci, établi à Paris, rue des Sept-Voies, fournie par M. Olivier Le Comte, prieur dudit collège.

19 février 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4285.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 713.

4455. — Procès-verbal d'apposition de scellés et de description des effets mobiliers du collège de la Merci, rue des Sept-Voies, par M. Jean-Roch Andelle, officier municipal, et du dépôt de l'argenterie entre les mains de M. Champion, officier municipal, l'un des commissaires pour l'organisation des paroisses.

14 décembre 1790, 16 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 4285.

Minimes de la place Royale.

4456. — Conclusions capitulaires du couvent des Minimes de la place Royale.

27 octobre 1682-8 janvier 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1566.

4457. — Registre contenant les ordonnances faites lors des visites du couvent des Minimes de la place Royale.

1691-1789.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, LL 1567.

4458. — Adresse des religieux Minimes de la province de Paris, et particulièrement de la capitale, à l'Assemblée nationale, offrant à la nation leurs personnes et leurs biens et demandant la liberté civile, avec adhésions des religieux Minimes de province.

27, 30 novembre 1789.
Minutes (12 p.), *A. N.*, C 98, n° 133.

4459. — Déclaration des revenus et charges de la maison des Minimes de la place Royale, fournie par M. Jean-Etienne Durand, correcteur des Minimes de Paris.

24 février 1790.
Minute et copies (3 p.), *A. N.*, S 4295.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 526.

4460. — Déclaration des biens et revenus appartenant aux Minimes de la province de France, sans être annexés à aucun couvent en particulier, fournie par M. Pierre-Hubert Théry, procureur général de l'ordre des Minimes de France.

27 février 1790.
Minute et copies conformes (3 p.), *A. N.*, S 4295.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 526.

4461. — Procès-verbal de récolement des effets mobiliers du couvent des Minimes de la place Royale par MM. Louis-Guillaume Pitra, Pierre-Louis Davous et Jacques Le Scène-Desmaisons, administrateurs et commissaires de la Municipalité, chargés d'arrêter les comptes et de recevoir les déclarations des religieux.

19 avril 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4295.

4462. — Procès-verbal constatant la remise par le P. Théry, procureur général des Minimes de France, et le dépôt dans la caisse de la Municipalité de trente-neuf actions de la Compagnie des Indes et de sept billets d'emprunt de la même Compagnie, trouvés dans un coffre chez les Minimes de la place Royale.

20 décembre 1790.
Extrait, *A. N.*, D XXII 2, n° 4.

4463. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur le mobilier de la maison conventuelle des Minimes de la place Royale, par MM. Nicolas Prévost et Léonard Nizard, officiers municipaux, avec inventaire, description, récolement desdits effets et transport de l'argenterie à l'hôtel des Monnaies.

26 décembre 1790, 15 mai, 10 août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4295.

4464. — Lettres adressées par divers religieux Minimes au révérend père Théry, procureur général de l'ordre des Minimes, au couvent de la place Royale.

1790.
Minutes (12 p.), *A. N.*, S 4295.

Minimes de Nigeon, dits Bonshommes de Passy.

4465. — Extraits des registres de vêtures et professions du couvent des Minimes de Nigeon-les-Paris, dits les Bonshommes de Chaillot.

1728-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, L 955.

4466. — Lettre de M. Gabriel-Jean-Pierre Vacquerie, procureur syndic de la commune de Passy, déclarant que la communauté des Minimes, dite Nigeon-les-Bonshommes, peut contenir quarante-cinq à cinquante religieux, et que celle des Barnabites ne peut en recevoir plus de trois, qui remplissent les fonctions de curé et vicaires de la paroisse.

2 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, S 4307.

4467. — Procès-verbal de saisie-gagerie, à la requête des Minimes de Chaillot, sur le sieur Gardebois, blanchisseur à Passy, faute de payement de loyers, avec procédure faite à ce sujet en la prévôté de Passy.

9 février-4 mars 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 4307.

4468. — Tableau des religieux Minimes de Nigeon, dressé et certifié par le P. Marissal, procureur du couvent, avec lettre d'envoi au bureau d'agence générale des biens nationaux.

4 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4307.

4469. — Déclaration faite par M. Antoine-Etienne Boucaut, religieux oblat au couvent des Minimes de Nigeon-les-Paris, dit les Bonshommes de Chaillot, à l'effet de recouvrer sa liberté.

31 mars 1790.
Minute, *A. N.*, S 4304.

4470. — Procès-verbal de vérification des comptes de régie et de description sommaire des effets du couvent des Minimes de Nigeon, par M. Louis-Guillaume Léveillard, maire de la municipalité de Passy, assisté de cinq officiers municipaux, avec les déclarations des religieux.

8 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 4306.

4471. — Déclarations de MM. Jacques Lorfèvre et Louis-François Bouchiquet, religieux minimes de Passy, au sujet de leur intention de rentrer dans la vie civile, et de Jean-Marie-Joseph Clipet, pour continuer la vie commune.

21, 22 décembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4304.

4472. — Procès-verbal de récolement et description des effets mobiliers appartenant à la maison des Minimes de Chaillot, dressé par MM. Louis-Guillaume Léveillard, maire de la municipalité de Passy, Jacques Cléreaux et Antoine-Félix Dussault, officiers municipaux.

4 mars 1791.
Copie conforme, *A. N.*, S 4304.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. IV, p. 322.

4473. — Décision du bureau de liquidation, prescrivant le payement au sieur Jean-François Gengemme, ex-général des Minimes de France, résidant au couvent de Chaillot, de 200 livres pour le trimestre d'une rente de 800 livres, constituée à son profit, le 1er janvier 1783, par la communauté des Minimes de Chaillot.

26 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 4304.

4474. — Lettre du sieur Vacquerie, cidevant procureur de la commune de Passy-lès-Paris, à M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, demandant, au nom de la veuve Cocherie, la résiliation du bail qu'elle avait passé avec les Minimes, résiliation qui serait avantageuse pour la nation.

16 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 4304.

4475. — Lettre de M. Lardin, commissaire de l'administration des biens nationaux, au directoire du district de Saint-Denis, déclarant que le père Jacques Allard, religieux minime du couvent de Passy, n'a rien touché de son traitement pour le quartier d'avril 1791, avec arrêté du directoire du district de Saint-Denis à ce sujet.

10, 14 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4304.

4476. — Arrêté du directoire du district de Saint-Denis, autorisant le payement au sieur Louis Caiez, minime de Chaillot, du second quartier de son traitement de 1791.

12 mai 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, S 4304.

4477. — Lettre du sieur Lecour, architecte à Passy, à M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, demandant si les arbres fruitiers, arbustes, vignes et treillages, dans les clos et jardins des Minimes de Passy, sont compris dans la vente des biens de ce couvent.

1er juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 4304.

4478. — Lettre de M. Pastoret au directoire du district de Saint-Denis, le priant de vérifier l'exactitude de l'exposé fait par le sieur Jean Coulon, minime de la maison de Chaillot, se trouvant à Rome, qui annonce son intention de quitter la vie commune.

2 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, S 4304.

4479. — Certificat de vie délivré par les officiers municipaux de Passy aux sieurs Jean-François Gengemme, Nicolas Dannel, Louis Durand, Laurent Sornet et Jean Lemaire, religieux minimes du couvent de Chaillot.

12 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4304.

4480. — Lettres du sieur Le Metayer, ancien secrétaire du Roi, homme de loi, réclamant le payement des arrérages et le remboursement d'une rente de 360 livres, constituée, le 11 décembre 1752, au profit de Jean-Baptiste Ballenghien par les Minimes de Nigeon.

3, 23 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4304.

4481. — États des arrérages antérieurs à l'année 1790 qui restent dus au couvent des Minimes de Chaillot, des recettes d'octobre 1790 à février 1791, effectuées par le père Louis Durand, des biens tant en rentes qu'en contrats et baux, ainsi que des fondations.

1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, S 4306.

4482. — Observations relatives au compte des Minimes de Passy.

1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4304.

Minimes de Vincennes.

4483. — Conclusions capitulaires faites en la maison des religieux Minimes du parc royal de Vincennes.

1768-1790.
Original signé (cahier in-fol.), *A. N.*, S 4317.

4484. — État des biens du couvent des Minimes du parc royal de Vincennes, au 25 septembre 1789.

Original signé du père François Gengemme, correcteur, *A. N.*, S 3417.

4485. — Quittances des impositions, décimes et contribution patriotique des Minimes de Vincennes.

1789-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 4306.

4486. — Inventaire du mobilier, des titres et papiers du couvent des Minimes du parc de Vincennes.

28 février, 10, 11 mai 1790.
Extrait du registre des délibérations de la municipalité de Fontenay, *A. N.*, S 3417.

4487. — Lettre du Comité d'aliénation aux administrateurs des domaines nationaux, les avisant de l'enlèvement par les Minimes de Vincennes des meubles de leur maison, et même des portes et grilles.

10 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

4488. — État des noms, âges et professions des religieux qui composent le couvent des Minimes du parc royal de Vincennes, et déclarations par eux fournies des meubles et effets qui garnissent leurs chambres et cellules, qu'ils se proposent d'emporter, déclarations reçues par la municipalité de Fontenay-sous-Bois.

30 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, S 4308.

4489. — Procès-verbal de transport de la municipalité de Fontenay-sous-Bois au couvent des Minimes du bois de Vincennes, à l'effet de constater les tentatives d'effraction faites dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier, et note des officiers municipaux de Fontenay, représentant à la Commune de Paris la nécessité d'assurer la garde de ce couvent, isolé au milieu du bois, où ne résident plus que trois religieux, dont deux très âgés et le troisième en démence.

2, 5 janvier 1791.
Extrait et minute (2 p.), *A. N.*, S 4308.

4490. — Procès-verbal de description et inventaire des effets mobiliers appartenant aux ci-devant Minimes du parc royal de Vincennes, faits par MM. Léonard Nizard et Nicolas Prévost, officiers municipaux de Paris, commissaires délégués à cet effet.

7 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 4308.

4491. — Tableau des religieux qui composaient le couvent des Minimes du parc de Vincennes, dépendant de la commune de Fontenay-sous-Bois, dressé par la municipalité, avec lettre d'envoi au directoire du district de Bourg-la-Reine.

9 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 3417.

4492. — Lettre du maire et des officiers municipaux de Fontenay au procureur-syndic de Bourg-la-Reine, demandant s'il leur est loisible d'emporter et de vendre le reste du mobilier, laissé dans le couvent des Minimes par la Commune de Paris, de lever les scellés apposés sur les titres et papiers et d'en faire l'inventaire.

27 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 3417.

4493. — Récolement et addition d'inventaire fait au couvent des ci-devant Minimes du bois de Vincennes.

17 septembre 1791.
Extrait du registre des délibérations de la municipalité de Fontenay-sous-Bois, *A. N.*, S 3417.

Pénitents de Nazareth, rue du Temple.

4494. — Déclaration des biens et revenus des religieux du tiers-ordre de Saint-François, du couvent de Nazareth, fournie par

M. Christophe Demont, gardien du couvent.

18 février 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4334.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 492.

4495. — Déclaration des dettes actives et passives du supérieur-visiteur des dix couvents des Pères de Nazareth, fournie par le Père Ambroise Nespoulon.

24 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4334.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 492.

4496. — Procès-verbal de visite de la maison des Pères de Nazareth, par MM. Jean Lejeune, Jean Charpin et Antoine-François Evrard-Marie-Catherine Desmousseaux, officiers municipaux, chargés d'arrêter les comptes et de recevoir les déclarations des religieux.

22 avril 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4334.

4497. — Procédure instruite par le 3e tribunal criminel contre les nommés François Nereau et Léonard Neulin, prévenus du vol d'un crucifix, de nappes d'autel et d'autres objets, dans l'église des Pères de Nazareth.

18 janvier 1791-17 juillet 1792.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Z[3] 50.

4498. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur les effets du couvent de Notre-Dame-de-Nazareth, avec description et inventaire, par MM. Léonard Nizard et Nicolas Prévost, officiers municipaux.

16 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 4334.

4499. — Récolement de l'argenterie du couvent des Pères de Nazareth et procès-verbal de transport en l'hôtel des Monnaies, par M. Philibert Borie, officier municipal, commissaire de l'administration des biens nationaux.

27 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4334.

Petits-Pères de Courbevoie.

4500. — État résumé des produits et charges contenus dans la déclaration faite par les religieux de Courbevoie.

20 février 1790.
Copies (4 p.), *A. N.*, S 4336.

Pénitents de Picpus.

4501. — Déclaration des biens, revenus et charges des religieux du troisième ordre de Saint-François, établis à Picpus, faubourg Saint-Antoine, fournie par M. François Guillerey, prieur du couvent, avec un état résumé des produits et charges.

26 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4337.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 555.

4502. — Procès-verbal de visite de la maison des religieux du troisième ordre de Saint-François, située rue de Picpus, par MM. Jean Lejeune, Jean Charpin et Antoine-François-Evrard-Marie-Catherine Desmousseaux, officiers municipaux, chargés de vérifier les comptes et de recevoir les déclarations des religieux.

3 mai 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4337.

4503. — Procès-verbal de récolement et description des effets mobiliers du couvent de Picpus, par MM. François-Valentin Mulot et François-Joseph Gandolphe, officiers municipaux, avec un état des dettes, un état des ornements d'église mis sous scellés ou laissés à la disposition du prieur, ainsi que des objets déposés au Trésor de la Ville.

15 décembre 1790.
Minutes et copie (4 p.), *A. N.*, S 4337.

4504. — Inventaire des peintures et tableaux de la maison de Picpus, par M. Doyen, des sculptures et statues, par M. Mouchy.

30 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4337.

4505. — Procès-verbal de vente aux enchères d'un cheval, d'une charrette, de

tombereau et de harnais appartenant aux religieux de Picpus.

7 janvier 1791.
Copie conforme, *A. N.*, S 4337.

4506. — Procès-verbal de levée des scellés apposés sur la bibliothèque de la maison conventuelle de Picpus, par M. Jacques-Joseph Hardy, assisté de M. Hubert-Pascal Ameilhon.

28 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4337.

Prémontrés de la Croix-Rouge.

4507. — Plainte des sieurs Pierre Lancereaux et Louis Harfort, chanoines Prémontrés de la maison de la Croix-Rouge, contre le sieur Gillot, sous-prieur, qui les avait diffamés en les accusant publiquement d'avoir reçu au parloir une fille de joie et de s'être livrés à la débauche dans ledit parloir, plainte reçue par le commissaire Hubert.

10 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13818.

4508. — Déclaration des sieurs Lancereaux et Harfort, religieux Prémontrés, au sujet des menaces qui leur avaient été adressées, en présence de leurs confrères, par le sieur Gillot, sous-prieur, au sujet de la plainte qu'ils avaient portée contre lui, lequel avait dit qu'il signalerait leur conduite à l'archevêque de Paris et les ferait sortir du monastère de la Croix-Rouge.

13, 16 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13818.

4509. — Information et addition d'information par le commissaire Hubert, à la requête des sieurs Lancereaux et Harfort, religieux Prémontrés, contre le sieur Jean-Joseph Gillot, leur sous-prieur.

3, 21 novembre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 13818.

4510. — Déclaration des biens, tant mobiliers qu'immobiliers, et du revenu (montant à 42,315 livres 15 sols par année) des chanoines Prémontrés de la Croix-Rouge, fournie par M. Jérôme-François Beuzelin du Hameau, prieur de la communauté.

3 mars 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4340.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 231.

4511. — État des maisons, biens, revenus et effets de MM. les chanoines Prémontrés de la Croix-Rouge, dressé par MM. Jean-Louis Brousse des Faucherets, lieutenant de maire, Augustin de Velly et Antoine-Fabien Cholet, administrateurs municipaux, délégués par le Conseil de Ville.

22 avril 1790.
Copie, *A. N.*, S 4342.

4512. — Mémoire du sieur Goeury, procureur des Prémontrés de la Croix-Rouge, au Comité ecclésiastique, demandant l'autorisation de percevoir les arrérages des loyers qui leur sont dus, nonobstant toutes saisies et oppositions, afin de pouvoir acquitter les dettes et charges de la maison.

17 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, n° 437.

4513. — Requête du sieur Goeury, procureur des Prémontrés de la Croix-Rouge, au Comité ecclésiastique, au sujet du partage du linge de la communauté, réclamé par la plupart des religieux, à l'effet de savoir si ce linge restera en commun ou sera réparti entre eux.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 53, n° 120.

4514. — Compte rendu à la municipalité de Paris par le sieur Vigor, ci-devant chanoine régulier et procureur général de l'ordre des Prémontrés, des recettes, dépenses et avances par lui faites pour différentes maisons du même ordre, et examiné par le bureau de liquidation.

20 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 612.

Prémontrés de la rue Hautefeuille.

4515. — Déclaration des biens et revenus du collège des Prémontrés, rue Haute-

feuille, fournie par M. Antoine-Daniel Delacroix, prieur dudit collège.

26 février 1790.
Minute et copies conformes (3 p.), *A. N.*, S 4342.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 315.

4516. — Procès-verbal de visite de la maison conventuelle des chanoines réguliers de l'ordre des Prémontrés, ancienne observance, rue Hautefeuille, par MM. Jacques Cellérier, lieutenant de maire, Octave-Antoine Deltuf des Rozière et Jean-Joseph Sabatier, administrateurs de la Municipalité, chargés d'arrêter les comptes.

28 avril 1790.
Minute et copies conformes (3 p.), *A. N.*, S 4342.

4517. — Procès-verbal de récolement des effets mobiliers du couvent des Prémontrés, par M. Bernier, officier municipal.

21 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4342.

4518. — Procès-verbal d'estimation des boiseries et glaces de la maison abbatiale des Prémontrés, rue Hautefeuille, par M. Philibert Borie, officier municipal, commissaire de l'administration des biens nationaux.

20 août 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4342.

Récollets de Paris.

4519. — Déclaration des biens des Récollets du faubourg Saint-Laurent, consistant uniquement en leur maison conventuelle, dont le quart a été affecté aux casernes du district, et comprenant une bibliothèque de 17,662 volumes, déclaration fournie par M. Amand Mirlin, gardien des religieux.

5 février 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4354.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 353.

4520. — Déclaration des rentes possédées par l'œuvre de la Terre-Sainte, fournie par M. Jean-François Miet, en religion frère Maurice, ancien provincial des Récollets, et commissaire général de la Terre-Sainte.

15 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4354.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 353.

4521. — Procès-verbal de visite de la maison des Récollets par MM. Barthélemy-Jean-Louis Le Couteulx de La Noraye, Claude-Jean-Baptiste Jallier de Savault et Anne-Clément-Félix Champion de Villeneuve, commissaires chargés d'arrêter les comptes, de recevoir les déclarations des religieux et de constater l'état de la maison, avec déclarations des frères Journet et Maurice Miet.

20 avril 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4354.

4522. — Déclaration d'Amand Mirlin, gardien des Récollets, et de François-Gabriel Morel, vicaire du couvent, portant qu'à leur insçu plusieurs des religieux se sont partagés entièrement les meubles du couvent.

19 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4354.

4523. — Lettre de frère Amand Mirlin, gardien des Récollets de Paris, au président du Comité ecclésiastique, signalant l'insurrection de onze à douze religieux de la communauté des Récollets de Versailles, qui ont déposé les supérieurs majeurs de la province.

6 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 68, n° 434.

4524. — Procès-verbal d'apposition de scellés et de description des effets mobiliers au couvent des Récollets par MM. André Rousseau et Jacques Leroux, officiers municipaux commis par le Corps municipal.

20 décembre 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4354.

4525. — Adresse des Récollets au Comité des rapports, protestant contre le projet de les réunir aux Cordeliers et Pénitents dans la maison de Picpus et demandant leur établissement dans une maison distincte, par exemple la partie de celle des Célestins qui restera libre.

Sans date (1790).
Original signé, *A. N.*, D XIX 48, n° 37.

Récollets de Saint-Denis.

4526. — Inventaire des meubles des Pères Récollets de Saint-Denis, fait par la municipalité de cette ville.

14 mai 1790.
Copie conforme, *A. N.*, S 4354.

4527. — Lettre des officiers municipaux de Saint-Denis à l'Assemblée nationale, demandant si les Récollets de leur ville, qui se trouvent dans la plus profonde misère, peuvent se défaire de quelques meubles, notamment d'une horloge et d'un pressoir à vin, en attendant le règlement de leurs pensions, avec réponse favorable du Comité ecclésiastique.

6 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 61, n° 306.

Théatins.

4528.— Bail à loyer par les religieux Théatins à Mlle Claire-Joseph Legris de Latude-Clairon, pensionnaire du Roi, d'une maison, quai des Théatins, précédemment occupée par Mme de Montesson.

16 octobre 1789.
Copies (2 p.), *A. N.*, S 4355.

4529. — Déclaration des biens, revenus et charges de la maison conventuelle des religieux Théatins, fournie par M. Zacharie Gossard-Duquesnay, supérieur des Théatins, lesdits revenus montant à 49,289 livres 8 sols 4 deniers, et les charges à 37,488 livres 1 sol.

16 février 1790.
Copie conforme, *A. N.*, S 4355.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 200.

4530. — Procès-verbal de récolement des effets mobiliers de la maison des Théatins, par MM. de Vauvilliers, lieutenant de maire, Manuel et Bourdon des Planches, officiers municipaux.

19 avril 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4355.

4531. — Lettre du P. Duquesnay, supérieur de la communauté des clercs réguliers Théatins, au Comité ecclésiastique, exposant la détresse extrême à laquelle ils se trouvent réduits, et avouant qu'ils sont menacés de mourir de faim, le boulanger se refusant à leur fournir du pain, s'il n'est payé.

27 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 50, n° 76.

4532. — Adresse des clercs réguliers Théatins au Comité ecclésiastique, demandant, pour subvenir à leurs besoins, que la Municipalité leur accorde la permission de vendre leur argenterie, en attendant le payement de leurs pensions, avec réponse négative du Comité.

26 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 49, n° 54.

4533. — Inventaire des effets mobiliers existant dans la maison des Théatins à Vaugirard, dressé par la municipalité de ce lieu.

18 juin 1790.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, F19 612, S 4355.

4534. — Arrêté du directoire du Département, autorisant la Municipalité à faire estimer la valeur locative de l'église et de la maison des Théatins, que l'on offrait de prendre en location en attendant que la vente fût consommée.

15 avril 1791.
Copie collationnée, *A. N.*, S 4355.

4535. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur la porte de la sacristie de l'église des Théatins, par M. Jean-Baptiste-Pierre-Alexis Jeanson, commissaire de police de la section des Quatre-Nations.

16 avril 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, S 4355.

4536. — Procès-verbal de description et d'enlèvement des objets mobiliers, vases sacrés et ornements religieux, fait, lors de la translation des Théatins aux Chartreux, par M. Jean-Louis Roard, officier municipal, commissaire de l'administration des biens nationaux, assisté du sieur Jean-Baptiste Duluc, l'un des commissaires du co-

mité de la section de la Fontaine-de-Grenelle.

20 avril 1791.

Minute, *A. N.*, S 4355.

Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 200.

4537. — Déclaration d'un fermier des biens des religieux Théatins à Vaugirard.

27 avril 1791.

Minute, *A. N.*, S 4355.

4538. — État des contrats des Théatins remis au bureau d'agence par celui de féodalité.

30 mai 1791.

Minute, *A. N.*, H 4059.

Maison de santé de Montrouge.

4539. — Lettre du sieur Bourdon, secrétaire de la municipalité de Montrouge, au Comité ecclésiastique, annonçant que l'inventaire du mobilier de la maison de charité, dite maison royale de santé, a été fait, et demandant s'il faut inventorier les objets que les religieux chargés de cette maison ont déclaré leur appartenir, avec décision du Comité à ce sujet.

12 décembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XIX 76, n° 556bis.

Maison de retraite de Saint-François-de-Sales, à Issy.

4540. — Lettres de M. Bailly au Comité ecclésiastique, adressant les mémoires de M. Menuret, supérieur de la maison de Saint-François-de-Sales, à Issy, et des prêtres retirés dans cette maison, qui va être privée d'une pension de 9 à 10,000 livres par suite de la vente des bâtiments de Saint-Denis-de-la-Chartre, et recommandant ce lieu de retraite des prêtres âgés et infirmes, avec réponse du Comité, portant que cette maison doit conserver l'administration de ses biens.

4, 14 septembre 1790.

Original signé et minutes (1 dos.), *A. N.*, D XIX 68, n° 413.

4541. — Lettres du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux et au maire, déclarant que cette maison a le droit d'administrer provisoirement ses biens et ajournant la question de l'indemnité qu'elle sollicite.

7 septembre, 16 octobre 1790.

Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

B. — ABBAYES, PRIEURÉS ET COUVENTS DE FEMMES DU DIOCÈSE DE PARIS

4542. — Lettre de la marquise de Breteuil au Comité ecclésiastique, recommandant une religieuse qui réclame sa liberté et une pension pour sa subsistance.

18 novembre 1789.

Minute, *A. N.*, D XIX 50, n° 86.

4543. — États des religieuses du diocèse de Paris.

1790.

Minutes (5 liasses), *A. N.*, D XIX 7, nos 99-103.

4544. — Lettre du département du domaine au Comité ecclésiastique, l'avertissant que, dans presque toutes les communautés de filles, par suite du refus des supérieures d'admettre les réclamations des religieuses, le désordre est à son comble et qu'il est urgent d'y porter remède.

23 mars 1790.

Minute signée, *A. N.*, D XIX 50, n° 91.

4545. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs du département du domaine, les invitant à faire rentrer sans retard les fermages et autres revenus des biens ecclésiastiques, à procéder à l'inventaire des maisons religieuses de filles, en appliquant aux besoins du moment le numéraire trouvé dans ces maisons, mais sans pouvoir disposer ni des vases sacrés ni des bibliothèques.

30 avril 1790.

Minute signée, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4546. — Lettre et mémoire du sieur D'Escourt, confesseur des religieuses de Longchamps, appelant l'attention sur le sort des aumôniers ou confesseurs des religieuses.

29 septembre 1790.

Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 69, n° 456.

4547. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, lui soumettant les demandes formées par plusieurs maisons religieuses, à l'effet de conserver la jouissance de leurs locations intérieures et des lieux claustraux nécessaires pour le logement des religieuses et de leurs pensionnaires, avec réponse du Comité, rappelant qu'il a déjà écrit à ce sujet, le 14 octobre, au bureau d'agence générale.

14, 22 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

4548. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, exposant la difficulté, pour nombre de maisons religieuses, de subvenir aux frais du culte, et demandant si le produit du bail des chaises dans leurs églises ne pourrait pas leur être abandonné, avec réponse du Comité, déclarant : 1° qu'aucune allocation pour raison de frais du culte ne peut être accordée aux maisons dont le revenu est de 700 livres par sœur choriste et de 350 par sœur converse; 2° que les receveurs des districts n'ont rien à prétendre sur le produit des chaises.

24, 30 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

4549. — Lettres du Comité d'aliénation des domaines nationaux aux administrateurs de la Municipalité, déclarant qu'il doit être procédé dans le délai le plus court à l'apposition des scellés dans les maisons des religieuses, en exécution de l'arrêté du 19 mars.

10, 11 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

4550. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, règlant le traitement des religieuses qui ont fait profession dans des maisons de charité et d'éducation et qui en sont sorties.

21 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4551. — Lettre du procureur général syndic du Département aux commissaires de l'administration des biens nationaux, demandant l'envoi d'un état des maisons religieuses proprement dites et un autre des communautés séculières, vouées, soit à l'éducation, soit au soulagement des malades.

30 juillet 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

4552. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, au Comité ecclésiastique, lui soumettant la question de savoir si les religieuses (par exemple celles de Port-Royal et les Carmélites) ont le droit d'inhumer une de leurs sœurs sans appeler le curé ou l'un des vicaires de la paroisse.

15 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 22, n° 364.

Abbaye de Saint-Antoine

4553. — Déclaration des revenus et charges de l'abbaye de Saint-Antoine-des-Champs, fournie par M. André Guibout, négociant, fondé de procuration de M[me] Gabrielle-Charlotte de Beauvau, abbesse de ladite abbaye, établie rue du Faubourg-Saint-Antoine, avec procuration et état résumé des produits et charges.

28 février 1790.
Copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4357.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 548.

4554. — Bail à loyer par les religieuses de l'abbaye de Saint-Antoine à Denis-Adrien Savart et François Boutillier, jardiniers-vignerons à Montreuil, de terres labourables sises à Saint-Mandé.

3 mars 1790.
Grosse sur parchemin, *A. N.*, S 4364.

4555. — Mémoire d'une religieuse de l'abbaye de Saint-Antoine, réclamant, en raison de son départ du couvent, ses effets, un contrat de rente viagère et 500 livres sur sa pension de 1,000 livres, avec lettre d'envoi des administrateurs du domaine au Comité ecclésiastique, demandant la marche à suivre dans cette circonstance.

1[er] avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 47, n° 27.

4556. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, renvoyant à la Municipalité l'examen d'une contestation soulevée par Mme de la Barbeu, religieuse de l'abbaye de Saint-Antoine, au sujet de sa dot.

15 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4557. — Lettre du Comité ecclésiastique à M. Bailly, maire de Paris, le priant d'ordonner la suspension des travaux commencés pour l'aménagement de l'église des dames de Saint-Antoine, jusqu'à ce que l'on se soit entendu sur les conditions auxquelles a été subordonné l'établissement d'une paroisse dans cette église.

1er avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 88, n° 712.

4558. — États nominatifs des religieuses de l'abbaye de Saint-Antoine, certifiés par sœur Gabrielle-Charlotte de Beauvau, abbesse.

1er mai, 11 juillet 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

4559. — Déclarations de fermiers des biens de l'abbaye de Saint-Antoine à Saint-Mandé, Montreuil, Charenton, Saint-Maurice et Bry-sur-Marne.

23 mai-6 septembre 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, S 3457.

4560. — Lettre de M. Bailly à Mme de Beauvau, supérieure des religieuses de Saint-Antoine, annonçant l'envoi au département des travaux publics de sa lettre pour faire accélérer l'exécution du plan de la petite chapelle, promise par l'Assemblée nationale.

22 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 776.

4561. — Lettre de M. Bénard à Mme de Beauvau, supérieure des religieuses de Saint-Antoine, lui apprenant qu'il a remis au bureau de l'agence des biens nationaux son rapport sur l'église de Saint-Antoine.

30 août 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 776.

4562. — Lettre de M. de La Rochefoucauld à Mme de Beauvau, supérieure des religieuses de Saint-Antoine, lui donnant l'assurance que le directoire du Département va presser l'exécution du plan de la chapelle qui lui a été promise, lorsque l'abbaye a cédé son église pour l'établissement de la paroisse de Saint-Antoine.

11 septembre 1791.
Autographe, *A. N.*, F^{13} 776.

Abbaye-aux-Bois.

4563. — Registre des vêtures et professions de l'Abbaye-aux-Bois.

4 janvier 1722-6 septembre 1789.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, LL 1594.

4564. — État général des revenus de l'Abbaye-aux-Bois pour l'année 1789 et les années suivantes.

Minute, *A. N.*, S 4413.

4565. — Journaux des recettes et dépenses faites par Mme Marie-Madeleine-Émilie-Victoire Moreton de Chabrillan, abbesse de l'Abbaye-aux-Bois.

1789-1790.
Originaux (3 cahiers in-fol.), *A. N.*, H 3842-3844.

4566. — Déclaration des propriétés, biens, revenus et charges de l'Abbaye-aux-Bois, rue de Sèvres, fournie par M. Jean-Nicolas Adam, religieux, prêtre et directeur de ladite abbaye, fondé de procuration de l'abbesse, (les revenus s'élevant à 51,951 livres 14 sols et les charges à 21,475 livres,) avec état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copie conforme (4 p.), *A. N.*, S 4407, 4413.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 205.

4567. — État sommaire des recettes ordinaires et extraordinaires et de toute la dépense, ainsi que des sommes payées à divers ouvriers et fournisseurs.

Juin 1790.
Minute, *A. N.*, H 3836.

4568. — Déclaration de Mme de Chabrillan, abbesse de l'Abbaye-aux-Bois, constatant la cession de vingt-quatre des billets souscrits par M. Chaulai, locataire des maisons de l'Abbaye, au comte de Chabrillan, son frère, qui lui a remis en échange 28,800 livres pour le payement de divers ouvriers, avec note du bureau de liquidation à ce sujet.

9 novembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 3836.

4569. — Tableau de ce qui reste à recevoir sur les revenus de l'année 1790 et années antérieures.

Minute, *A. N.*, H 3836.

4570. — Compte rendu par l'Abbaye-aux-Bois à la municipalité de Paris, en exécution du décret du 23 octobre 1790, ledit compte commencé à la Saint-Martin 1789, et rapport du bureau de liquidation sur ce compte.

2 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, H 3836.

4571. — État nominatif des religieuses de la communauté de l'Abbaye-aux-Bois, certifié par sœur Marie-Madeleine-Émilie-Victoire Moreton de Chabrillan, abbesse.

1er juillet 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

Abbaye de Longchamps.

4572. — Journal de recette et de dépense générale et journal de dépense de bouche, pour les deux derniers mois 1788 et l'année 1789.

Minutes (3 p.), *A. N.*, H 3835.

4573. — Déclaration des biens, revenus et charges du monastère royal de Longchamps, fournie par M. François-Christophe Etcre, commis à la régie des réguliers, fondé de procuration des religieuses.

4 mars 1790.
Copie, *A. N.*, S 4418.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. IV, p. 276.

4574. — Inventaire des meubles, effets, titres et papiers de l'abbaye de Longchamps, fait par M. Romain Bouzenot, maire, et les officiers municipaux de la paroisse de Boulogne.

7 juin 1790.
Minute, *A. N.*, S 4418.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. IV, p. 277.

4575. — Compte rendu aux dames abbesse et religieuses de l'abbaye royale de Longchamps par M. Leclerc de Laronde, pour les recettes et dépenses effectuées du 4 octobre 1788 au 31 décembre 1789, et arrêté par sœur Marie-Jeanne Jouy, abbesse de ladite abbaye.

27 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, H 3835.

4576. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique en faveur de M. Oudeau, directeur spirituel de l'abbaye de Longchamps, qui se trouve sans gîte et sans pain par suite de la suppression des maisons monastiques, avec réponse du Comité, regrettant de ne pouvoir accéder à la demande de cet ecclésiastique, aucune loi n'accordant de directeurs salariés aux communautés religieuses.

8, 10 février 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 630.

4577. — Lettre de sœur Jouy, dite des Anges, abbesse du monastère de Longchamps, à l'agence générale des biens nationaux, relative au payement que l'on doit faire à Mme Périer, pensionnaire dans leur monastère.

28 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, F^{19} 863.

Abbaye de Montmartre.

4578. — Sentences d'audience des bailliage et prévôté de Montmartre.

1er juillet 1778-10 février 1790.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, Z^2 2388.

4579. — Scellés et inventaires, avis de parents faits aux bailliage et prévôté de Montmartre.

1782-1789, 1766-1790.
Minutes (2 liasses), *A. N.*, Z^2 2454, 2456.

4580. — Minutes civiles, criminelles et de police des bailliage et prévôté de Montmartre.

1787-1790.

Minutes (3 liasses), *A. N.*, Z^2 2427, 2448, 2471.

4581. — Mémoires et quittances à l'appui du compte de l'abbaye de Montmartre.

1789-1790.

Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 4419.

4582. — Quittances de frais du culte.

1789-1790.

Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 4419.

4583. — Calculs du compte rendu par les dames religieuses de l'abbaye de Montmartre.

1790.

Minute, *A. N.*, S 4419.

4584. — Déclaration des biens, revenus et charges de l'abbaye royale de Montmartre-lès-Paris, fournie par Mme de Montmorency-Laval, abbesse, les prieure, sous-prieure et dépositaires de ce monastère.

2 mars 1790.

Minute signée et copie (2 p.), *A. N.*, S 4419.

4585. — Lettre de Mme de Montmorency-Laval au directoire de Saint-Denis, annonçant que la municipalité de Montmartre prétend recevoir la déclaration des biens et refuse de la laisser faire à Paris.

6 avril 1790.

Minute, *A. N.*, S 4419.

4586. — Décision du Comité ecclésiastique, autorisant le maire de Montmartre à apposer les scellés sur les archives du couvent, si les religieuses y consentent.

17 juin 1790.

Minute, *A. N.*, D XIX 58, n° 251.

4587. — Lettre de M. Bailly au président du Comité ecclésiastique, lui adressant une lettre de la sœur Sainte-Radegonde, religieuse de l'abbaye de Montmartre, qui se plaint amèrement du despotisme exercé par l'abbesse et réclame sa liberté, avec lettre des religieuses dans le même sens, et réponse du Comité ecclésiastique, invitant les religieuses à ne pas se laisser intimider par les menaces.

30 juillet 1790.

Original signé et minutes (4 p.), *A. N.*, D XIX 63, n° 339.

4588. — Lettre du Comité ecclésiastique à l'abbesse de Montmartre, accusant réception de la déclaration des revenus et charges de sa maison et faisant l'éloge de sa conduite généreuse.

27 août 1790.

Minute, *A. N.*, D XIX 64, n° 347.

4589. — Mémoire pour les dames abbesse et religieuses de Montmartre, contenant réclamation du droit de lods et ventes ouvert à leur profit par la vente d'une maison, sise rue du Roule, en leur censive, et indûment perçu par le bureau d'agence générale des biens nationaux, avec un état des payements faits par les religieuses aux collecteurs et receveurs des tailles et autres impositions de différentes paroisses, durant les six derniers mois 1789 et l'année 1790.

8 octobre 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4419.

4590. — Lettre de Mme de Montmorency-Laval, déclarant qu'elle ne peut fournir d'acte de profession pour une agrégée, ces religieuses n'en faisant point.

12 octobre 1790.

Minute, *A. N.*, S 4419.

4591. — Mémoire des religieuses de Montmartre à l'Assemblée nationale, pour se plaindre de la défense faite au fermier de Chaumontel, par la municipalité de Luzarches, de payer son fermage, et par la municipalité de Senlis à la ferme de Barbery, de livrer le blé sur lequel on comptait pour la subsistance de la communauté, avec lettre d'envoi de l'abbesse.

30 octobre 1790.

Minutes (4 p.), *A. N.*, D XIX 74, n° 534.

4592. — Lettre du Comité ecclésiastique, en réponse au mémoire adressé par l'abbesse de Montmartre, portant que les religieuses de Montmartre, n'étant pas vouées à l'enseignement public, n'ont pas le droit d'administrer leurs biens jusqu'en 1791, et,

conséquemment, ne peuvent recevoir leurs fermages et grains.

3 novembre 1790.
Minute et copies (3 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4593. — Mémoire de religieuses de l'abbaye de Montmartre au Comité ecclésiastique, demandant la permission d'emporter, au sortir du couvent, leur couvert d'argent, leur linge de corps, de lit et de table, ainsi qu'un lit complet, contrairement aux prétentions de l'abbesse, et réponse favorable du Comité.

12 novembre 1790.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 74, n° 541bis.

4594. — Arrêté de compte entre Mme de Montmorency-Laval, abbesse de Montmartre, et le sieur Grintelle, marchand boucher et marchand de vin à Montmartre, au sujet des loyers dus par ledit Grintelle, d'une part, et des fournitures de pain, vin et viande par lui faites, de juillet à septembre 1789, d'autre part, ledit compte se soldant par un débet de 170 livres 4 sols, à la charge du sieur Grintelle.

10 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, S 4419.

4595. — Mémoire des religieuses de Montmartre aux commissaires des biens nationaux, les priant de faire maintenir l'abbaye dans la jouissance du terrain constituant son enclos, que la municipalité de Montmartre se propose de vendre, ledit enclos contenant une citerne indispensable à leur existence et renfermant également leur cimetière, avec décision du bureau de liquidation, ordonnant de surseoir à la vente de ce terrain qui priverait les religieuses de leur citerne et les obligerait à établir leur cimetière dans leur potager, et lettre d'envoi au directoire du district.

30 décembre 1790.
Copies et extrait (3 p.), *A. N.*, S 4419.

4596. — Lettre de M. Petit, notaire à Montmartre, à M. Edon, chef du bureau de liquidation du directoire, à Saint-Denis, le priant de faire délivrer aux religieuses un mandat pour les retenues opérées sur leur traitement, en prenant pour base le maximum.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, S 4419.

4597. — Lettre de Mme de Montmorency-Laval, demandant le maintien de l'arrêté provisoire, pris pour son abbaye, et déclarant que M. de Brossard s'est chargé de remettre la liste des religieuses, à l'effet d'établir les pensions.

2 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 4419.

4598. — États nominatifs des religieuses de l'abbaye de Montmartre, certifiés par Mme de Montmorency-Laval, avec lettres de ladite abbesse, insistant pour obtenir le prompt règlement du quartier de juillet desdites religieuses.

2 avril, 3, 23 juillet 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, S 4419.

4599. — Lettre de Mme de Montmorency-Laval au président du district de Saint-Denis, annonçant la mort d'une des religieuses du chœur et sollicitant au sujet des pensions une avance de 100 livres par tête en attendant la liquidation de leurs biens.

13 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 4419.

4600. — Lettre de Mme de Montmorency-Laval à M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, exprimant le vœu que la liquidation de leurs biens se fasse sous ses auspices, au lieu de passer par trois tribunaux différents, et attestant que l'abbaye a tenu à s'acquitter de ses engagements tant qu'elle a pu.

9 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 4419.

4601. — Lettre de Mme de Montmorency-Laval, abbesse de Montmartre, à M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, exprimant ses regrets de l'abandon de leur grand ostensoir, souvenir de la maison de Lorraine, à la paroisse de Montmartre, ostensoir estimé 30,000 livres, et ajoutant qu'elle se résigne à ce sacrifice dans l'es-

poir de conserver le jardin de l'abbaye en son entier.

25, 27, 30 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4419.

4602. — Vérification par le sieur Besche, architecte, commis par le directoire du district de Saint-Denis, des travaux de serrurerie exécutés en l'abbaye de Montmartre par le sieur Lebrun.

3 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 4419.

4603. — Lettre du chevalier de Brossard au directoire du district de Saint-Denis, annonçant que des affaires de famille ne lui permettent plus de s'occuper des intérêts des dames de l'abbaye de Montmartre, qu'il gérait depuis la retraite de leur intendant, et proposant en son lieu et place le sieur Joly, agréé par les religieuses, avec état des pièces de sa gestion.

18 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 4419.

4604. — Lettre du Comité ecclésiastique au directoire du district de Saint-Denis, l'invitant à procéder le plus tôt possible à la fixation du traitement des abbesse et religieuses de Montmartre, qui ne sont payées que sur le pied de 400 livres, quoique le revenu de ce monastère leur assure le maximum de la pension.

6 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4419.

4605. — Certificats de la municipalité de Montmartre et du bureau de liquidation des biens nationaux, constatant que dame Thérèse-Pauline Bruneau, ci-devant religieuse de la communauté du Bon-Secours, l'a quittée pour entrer au monastère de Montmartre, certificats délivrés en vue du règlement de son traitement, avec lettre d'envoi, lettre de Mme de Montmorency-Laval, abbesse de Montmartre, et lettre de la sœur Bruneau, réclamant le payement d'un quartier de sa pension.

28 juillet, 14 septembre 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, S 4419.

4606. — Lettre de M. Bernier, officier municipal et commissaire au bureau de liquidation des biens nationaux, à M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, le priant d'envoyer un extrait de la délibération du directoire pour la fixation du traitement des religieuses de l'abbaye de Montmartre, afin de pouvoir liquider la pension de Mlle Élisabeth Dosne, sœur converse.

15 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, S 4419.

4607. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, au directoire du district de Saint-Denis, au sujet de la réclamation de l'abbesse de Montmartre, qui se plaint de n'avoir reçu qu'un acompte sur son traitement, priant de vérifier si l'état des revenus de cette maison permet d'allouer aux religieuses le maximum du traitement qui leur est accordé par les décrets.

16 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, S 4419.

Abbaye de Panthemont.

4608.— Délibérations capitulaires de l'abbaye royale de Panthemont.

5 août 1745-2 mars 1789.
Original (registre in-fol., *A. N.*, LL 1607.

4609. — Déclaration des revenus et charges de l'abbaye royale de Panthemont, fournie par M. Jacques-François Frennelet, proviseur du collège de Saint-Bernard et directeur de ladite abbaye, au nom et comme fondé de procuration de l'abbesse, (lesdits revenus se montant à 57,821 livres 6 sols et les charges à 29,457 livres 6 sols,) avec procuration, ratification de la déclaration par l'abbesse et la coadjutrice et état résumé des produits et charges.

15 février, 8 mars 1790.
Minutes et copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4499.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 256.

4610. — Procès-verbal de transport du commissaire Odent, assisté de Jean-Barthélemy Lambert de Sainte-Croix, procureur au Châtelet, au couvent de Panthemont,

pour faire la description et prendre possession des effets se trouvant dans la cellule de Mme Anne Barbier, ex-religieuse dudit couvent, qui s'était évadée le 1er janvier dans un moment d'exaltation et que les religieuses avaient refusé de laisser rentrer.

25 février 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, Y 15021; S 4506.

4611. — Compte de l'abbaye de Panthemont à la municipalité de Paris, en exécution de l'article 19 du titre IV du décret du 23 octobre 1790.

Minutes (en multiples exemplaires, 1 dos.), *A. N.*, S 4506.

4612. — Requête de l'abbesse et des religieuses de l'abbaye de Panthemont aux officiers municipaux de Paris, touchant l'entretien dans le couvent des Dames du Saint-Sacrement de Charonne de la sœur Catherine, qui s'était échappée de leur maison le 1er janvier précédent, avec décision du Comité ecclésiastique, portant que le Département doit fournir à cette sœur une pension de religieuse converse proportionnée aux revenus de l'abbaye.

3, 4 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 72, no 504.

4613. — État des revenus et des charges de l'abbaye de Panthemont pour servir de base à la fixation du traitement des dames abbesse et religieuses de cette maison.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, S 4499.

4614. — Rapport du bureau de liquidation pour connaître si les religieuses de l'abbaye de Panthemont peuvent toucher provisoirement leur traitement sur le pied du maximum.

1790.
Minute, *A. N.*, S 4499.

4615. — États nominatifs des religieuses de l'abbaye de Panthemont, certifiés par sœur Marie-Catherine de Béthizy de Mézières, abbesse de ce monastère.

16, 18 avril, 6 juillet 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F19 863; S 4506.

4616. — Décision du bureau de liquidation des biens nationaux, portant que Mme Marie-Catherine de Bethizy de Mézières, abbesse de Panthemont, a droit à un traitement de 2,000 livres par an, et ordonnant le payement de 1,000 livres pour les quartiers de janvier et avril.

29 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4506.

4617. — Arrêté du directoire du Département, portant reconnaissance de la rente de 550 livres, constituée par l'abbaye de Panthemont au profit de M. Georges de Sendt, chevalier de Saint-Louis, et ordonnant le payement de 203 livres 19 sols pour les arrérages échus.

23 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 4506.

4618. — Arrêtés du directoire du Département, déclarant légitimes les rentes constituées par l'abbaye de Panthemont : 1° à Jeanne-Françoise Langlois (100 livres); 2° à Angélique-Nicole Langlois (100 livres); 3° à Anne-Louise Langlois, veuve de Sylvain Ramon (150 livres) et ordonnant le payement des arrérages.

1er juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4506.

4619. — Arrêté du directoire du Département, reconnaissant légitimes les rentes dues par l'abbaye de Panthemont à la veuve et aux héritiers d'Antoine-Charles Daminois, et ordonnant le payement de 1,150 livres pour les arrérages.

5 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 4506.

4620. — Arrêté du directoire du Département, portant liquidation de la rente de 50 livres, constituée au profit de la demoiselle Louise Campion par les religieuses de Panthemont, et ordonnant le payement de 65 livres 5 sols pour les arrérages.

10 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 4506.

4621. — Arrêté du directoire du Département, reconnaissant légitime la rente constituée par l'abbaye de Panthemont au

profit de Louise-Charlotte Pouzard, veuve du sieur Antoine Langlois, et ordonnant le payement des arrérages.

1er juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4506.

4622. — Arrêté du directoire du Département, déclarant légitime la rente de 35 livres due par l'abbaye de Panthemont au sieur Garrigues, ancien soldat aux gardes françaises, et ordonnant le payement de 36 livres 6 sols pour les arrérages.

5 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 4506.

4623. — Arrêté du directoire du Département, reconnaissant légitime la rente de 250 livres, constituée par l'abbaye de Panthemont au profit de Pierre Laury, marchand limonadier.

16 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 4506.

4624. — Arrêté du directoire du Département, déclarant légitime la rente viagère de 120 livres, constituée par les religieuses de Panthemont au profit de Marie-Anne Arrette, ouvrière en dentelles, et ordonnant le payement de 150 livres pour les arrérages.

19 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 4506.

Abbaye de Sainte-Périne de Chaillot.

4625. — Arrêt du Conseil d'État, décidant que les biens et revenus de l'abbaye de Sainte-Périne de Chaillot continueront à être régis et administrés par le sieur Grisart, économe-séquestre desdits biens, qui sera chargé de toucher les rentes de l'abbaye, de retirer tous contrats et titres de propriété et de régler les dépenses, et sera autorisé, en outre, à poursuivre en justice la résiliation des ventes et marchés passés sans les formalités requises.

23 mai 1789.
Minute signée, *A. N.*, E 2653, n° 153.

4626. — Acte du décès en l'abbaye de Sainte-Périne de Chaillot de sœur Madeleine Duval, religieuse converse, âgée de quatre-vingt-trois ans et neuf mois, dressé par sœur Sainte-Victoire, dépositaire.

17 février 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F19 863.

4627. — États nominatifs des religieuses de l'abbaye de Sainte-Périne de Chaillot, certifiés par sœur Angélique-Marie Baudon, abbesse, et sœur Marie-Françoise Dubois, dite Sainte-Victoire, dépositaire.

31 mars, 1er juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F19 863.

Abbaye de Port-Royal.

4628. — Actes de vêtures, professions de vœux et noviciats faits en l'abbaye de Port-Royal.

30 janvier 1668-18 avril 1789.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1612.

4629. — Quittances des rentes et pensions servies par l'abbaye de Port-Royal.

1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 4039.

4630. — Mémoires et quittances d'ouvrages et fournitures pour l'abbaye de Port-Royal.

1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, S 4517.

4631. — État de l'administration de la cellerière de l'abbaye de Port-Royal, en recettes et dépenses, pendant les années 1789 et 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4517.

4632. — Déclaration des biens, revenus, charges, titres et effets mobiliers de l'abbaye de Port-Royal, fournie par M. Thomas Groult, bourgeois de Paris, fondé de procuration de sœur Henriette-Marie-Palatine de Dio de Montperroux, abbesse de ladite abbaye, avec procuration et état résumé des produits et charges.

27 janvier 1790.
Minutes et copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4517.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 177.

4633. — État des dettes passives de l'abbaye de Port-Royal au 1er octobre 1790, suivant les mémoires non réglés des ouvriers et fournisseurs, certifié par l'abbesse le 11 avril 1792.

Minute, *A. N.*, S 4517.

4634. — Relevé de tous les revenus des dames de Port-Royal et état de la recette faite depuis et compris le mois d'octobre 1789 jusques et compris le mois de décembre 1790, avec le montant des impositions payées en 1789, 1790 et 1791.

Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4517.

4635. — Additions et rectifications à la déclaration du 27 janvier 1790, faites par l'abbesse et les religieuses de Port-Royal.

22 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 4517.

4636. — Déclaration du décès et de l'inhumation dans le cimetière de l'abbaye de Port-Royal de sœur Marie-Geneviève Cottereau, religieuse converse, âgée de soixante-trois ans, ladite déclaration extraite du registre mortuaire de l'abbaye pour l'année 1791.

31 janvier 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, S 4517.

4637. — État nominatif des religieuses composant l'abbaye de Port-Royal, certifié par sœur Henriette de Montperroux-Cambis, abbesse.

19 avril 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F19 863.

4638. — État des revenus et charges de l'abbaye de Port-Royal, à l'effet de fixer le traitement définitif des religieuses.

1er août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4517.

4639. — Relation du transport à la Monnaie des vases sacrés et reliquaires de l'abbaye, opéré, malgré les protestations de l'abbesse, le 4 août 1791.

19 août 1791.
Minute de la main de l'abbesse de Port Royal, *A. N.*, S 4517.

Abbaye du Val-de-Grâce.

4640. — Registres de la recette et de la dépense de l'abbaye du Val-de-Grâce.

1779-1792.
1777-1790.
Originaux (2 vol. in-fol.), *A. N.*, H 3851, 3858.

4641. — Déclaration des biens, revenus et charges de l'abbaye du Val-de-Grâce, fournie par M. Alexandre-Auguste Acheney, avocat en Parlement, fondé de procuration de sœur Marie-Louise de Jarry, en religion de Sainte-Hélène, abbesse de ladite abbaye, avec procuration et état resumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minute et copies (4 p.), *A. N.*, S 4550.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 170.

4642. — Procès-verbal de récolement et description des effets mobiliers de l'abbaye du Val-de-Grâce, par MM. Jean-Louis Brousse des Faucherets, lieutenant de maire, Augustin de Velly et Antoine-Fabien Cholet, administrateurs municipaux, chargés de recevoir les déclarations des religieuses et de vérifier les comptes.

11 juin 1790.
Minute, *A. N.*, S 4550.

4643. — Lettre de M. Pitra, commissaire au bureau de l'agence des biens nationaux, aux religieuses du Val-de-Grâce, les invitant à envoyer dans le plus bref délai, en vertu de l'article 20 du décret des 25, 26 et 29 juin 1790, les grosses des baux des maisons et fermes qui constituaient autrefois partie des revenus de ce monastère.

18 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 4550.

4644. — Lettre de M. Vigée, chef du bureau de liquidation, à la sœur dépositaire du Val-de-Grâce, la priant de lui adresser le plus tôt possible l'état vrai des produits et charges du revenu de la maison.

18 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4550.

4645. — État des revenus et charges de l'abbaye du Val-de-Grâce, comprenant la liste des religieuses et des individus au service de l'abbaye, certifiés par sœur Marie-Louise de Jarry de Sainte-Hélène, abbesse.

26 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4550.

4646.—Requête de M. Alexandre-Auguste Acheney, juge de paix de la section des Thermes-de-Julien, aux commissaires de l'administration des biens nationaux, à l'effet d'obtenir la pension de 1,200 livres qui lui avait été promise par la communauté pour avoir géré les affaires de l'abbaye du Val-de-Grâce de 1772 à 1790, et qui serait payable seulement à partir du jour où il cesserait ses fonctions de juge de paix.

3 février 1791.
Minute, *A. N.*, S 4551.

4647. — Note du bureau de liquidation des biens nationaux, invitant les religieuses du Val-de-Grâce à remplir l'état qu'il leur envoie en blanc et à lui faire passer les extraits séparés de baptêmes et de professions.

12 février 1791.
Minute, *A. N.*, S 4550.

4648. — Lettre de l'administration des biens nationaux à l'abbesse du Val-de-Grâce, la priant de vouloir bien justifier si sa communauté fait des vœux solennels.

14 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 4550.

4649. — États nominatifs des religieuses de l'abbaye du Val-de-Grâce, ordre de Saint-Benoît, certifiés par sœur Marie-Louise de Jarry, abbesse.

16 avril, 6 juillet 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F[19] 863.

4650. — Arrêté du directoire du Département, décidant que la demoiselle Parmentier, agrégée au couvent du Val-de-Grâce, à titre d'organiste, sera inscrite sur la liste de la communauté en qualité de sœur converse et qu'elle jouira d'un traitement de 350 livres.

19 avril 1791.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, F[19] 863; S 4550.

4651. — Lettre du bureau de liquidation à l'abbesse du Val-de Grâce, l'invitant à envoyer à l'hôtel du Saint-Esprit les registres de sa maison, sans en excepter aucun.

20 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 4550.

4652. — Lettre des administrateurs des biens nationaux à l'abbesse du Val-de-Grâce, l'informant que, le mardi 17, un officier municipal se rendra en sa maison à l'effet de procéder à la vérification, inventaire sommaire, enlèvement et transport aux archives de la Municipalité de tous les titres et papiers relatifs aux droits, biens et revenus qui dépendaient de ladite maison.

14 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 4550.

4653. — État des pièces remises par le bureau d'agence générale des biens nationaux à M. Desmousseaux, substitut du procureur de la Commune.

2 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 4550.

Prieuré de Notre-Dame-de-Bon-Secours, rue de Charonne.

4654. — Déclaration des biens fonds, revenus et charges des religieuses Bénédictines de Notre-Dame-de-Bon-Secours, rue de Charonne, fournie par M. Claude-Charles Pointard, fondé de procuration de M[me] Jeanne-Françoise de Chambon d'Arbouville, prieure perpétuelle dudit couvent, avec la procuration et un état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minute et copies conformes (5 p.), *A. N.*, S 4588.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 565.

4655. — Procès-verbal de récolement des effets mobiliers du couvent de Notre-Dame-de-Bon-Secours, dressé par MM. François-Pantaléon Jouanne de Saint-Martin et Jacques Lablée, officiers municipaux, avec états des contrats de constitution de rentes,

des autres titres des propriétés appartenant au prieuré et déclarations des religieuses.

21 septembre 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4588.

4656. — États nominatifs des religieuses composant le prieuré de Notre-Dame-de-Bon-Secours, certifiés par Mme Jeanne-Françoise de Chambon d'Arbouville, prieure.

17 avril, 9 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

4657. — Procès-verbal d'enlèvement de l'argenterie des religieuses du Bon-Secours, du poids de 116 marcs 7 onces, et de son transport à la Monnaie, par M. Pierre Bernier, officier municipal, commissaire de l'administration des biens nationaux.

5 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 4588.

Prieuré des Bénédictines de Notre-Dame-de-Consolation ou du Cherche-Midi.

4658. — Registre de recette et de dépense des Bénédictines du Cherche-Midi.

1772-1790.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, H 3951.

4659. — Déclaration des biens, revenus et charges des religieuses Bénédictines de Notre-Dame-de-Consolation, dites du Chasse-Midi, établies rue du Cherche-Midi, fournie par M. Nicolas-Alban Surget, bourgeois de Paris, fondé de pouvoir des prieure et religieuses (les charges se montant à 36,721 livres), avec état résumé des produits et charges.

22 juin 1790.
Minute et copies conformes (5 p.), *A. N.*, S 4591.

4660. — Procès-verbal de récolement des effets du monastère des Bénédictines de Notre-Dame-de-Consolation, dites du Chasse-Midi, dressé par MM. Charles Minier et Santerre, commissaires du comité d'administration des biens nationaux, chargés d'examiner et arrêter les comptes et de recevoir les déclarations des religieuses.

11 septembre 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4591.

4661. — Mémoire des religieuses Bénédictines du Chasse-Midi aux administrateurs de la Municipalité, exposant le dénûment dans lequel elles vont se trouver le 1er octobre 1790, par suite de la privation de leurs loyers de juillet à octobre, sur lesquels elles comptaient pour payer leurs fournisseurs, et de l'impossibilité de toucher leurs pensions, qui ne commenceront à courir qu'à dater de ce moment.

Sans date (septembre 1790).
Minute signée, *A. N.*, S 4591.

4662. — Mémoires des religieuses Bénédictines du Chasse-Midi au Comité ecclésiastique et au Conseil de Ville, donnant le détail de leurs dépenses indispensables et représentant qu'une allocation annuelle de 14,450 livres sera à peine suffisante pour l'entretien des vingt-neuf sœurs qui composent la communauté.

17 octobre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, S 4591.

4663. — Mémoire des religieuses Bénédictines du Chasse-Midi aux administrateurs des biens nationaux, exposant l'insuffisance de leurs ressources, n'ayant à dépenser pour leur nourriture, par jour et par tête, que 9 sols 3 deniers, déduction faite de leurs charges obligatoires, et s'excusant en quelque sorte d'importuner la Municipalité sur ce que « la faim fait sortir le loup du bois ».

1790.
Minute signée, *A. N.*, S 4591.

4664. — États nominatifs des religieuses du chœur et converses composant la communauté des Bénédictines de Notre-Dame-de-Consolation du Chasse-Midi, pour les quartiers d'avril et de juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

Prieuré de la Madeleine-de-Trainel, rue de Charonne.

4665. — Déclaration des revenus et charges du prieuré de la Madeleine-de-Trainel, rue de Charonne, fournie par M. Antoine Boyeldieu, avocat en Parlement, fondé de procuration de Mme Philippe-An-

gélique de Ségur, prieure perpétuelle dudit prieuré, avec procuration et état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copies conformes (5 p.), *A. N.*, S 4593.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 563.

4666. — Tableau des revenus et charges pour la fixation du traitement de dix-sept religieuses de chœur et de sept converses.

1790.
Minute, *A. N.*, S 4593.

4667. — États nominatifs des religieuses de la Madeleine-de-Trainel, rue de Charonne, certifiés par sœur Philippe-Angélique de Ségur, prieure.

10 mars, 30 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

Filles Sainte-Agnès, rue Plâtrière.

4668. — État des recettes et dépenses de la communauté des Filles Sainte-Agnès.

1789-1793.
Minute, *A. N.*, S 4615.

4669. — Procès-verbal de nomination par la communauté des Filles Sainte-Agnès d'un député aux États-Généraux, et de remise d'un mémoire ou cahier pour demander que leur établissement soit consolidé, doté et agrandi.

20 avril 1789.
Minute signée, *A. N.*, LL 1659, fol. 143.

4670. — Déclaration des biens et charges de la communauté des filles séculières, dites sœurs Sainte-Agnès, établies rue Plâtrière, paroisse de Saint-Eustache, sous la direction du curé, pour l'instruction des pauvres filles de cette paroisse, fournie par M. Nicolas Claret, bourgeois de Paris, fondé de procuration de sœur Marie-Jeanne Le Bercher, supérieure de la communauté, avec un état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copie conforme (5 p.), *A. N.*, S 4615.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 264.

4671. — Procès-verbal de visite de la maison de la communauté de Sainte-Agnès, par MM. Marguerite-Louis-François Duport-du-Tertre, lieutenant de maire, Jean-Baptiste Avril et Jean-Baptiste-Edme Plaisant, administrateurs de la Municipalité, commissaires chargés de procéder à l'inventaire sommaire des effets mobiliers de la communauté (inachevé).

1er octobre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4615.

4672. — État des sommes payées par les religieuses du ci-devant couvent de Sainte-Agnès, depuis le 1er janvier 1791.

Minute, *A. N.*, S 4615.

Augustines anglaises de la rue des Fossés-Saint-Victor.

4673. — Déclaration des biens appartenant au monastère des dames religieuses, chanoinesses régulières réformées de l'ordre de Saint-Augustin, Anglaises de nation, établies rue des Fossés-Saint-Victor, fournie par M. Henry Guyon, bourgeois de Paris, fondé de procuration de sœur Françoise-Louise Lancaster, supérieure, avec procuration et état résumé des produits et charges.

2 mars 1790.
Minute et copies conformes (4 p.), *A. N.*, S 4616.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 722.

4674. — Procès-verbal de récolement des effets mobiliers de la communauté des Dames anglaises, rue des Fossés-Saint-Victor, par MM. Antoine-Laurent de Jussieu, Jean-Baptiste Étienne de la Rivière et Jean Lejeune, commissaires nommés par la Municipalité et chargés de recevoir les déclarations des religieuses, avec texte de ces déclarations, signées de chacune des religieuses.

23 juin 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4616.

4675. — Mémoire des religieuses anglaises, rue des Fossés-Saint-Victor, au Co-

mité ecclésiastique, exposant qu'elles ne reçoivent que des filles anglaises, ou nées de parents anglais, et sollicitant un décret conservatoire de leur existence et de leurs propriétés.

Août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 66, n° 402.

4676. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, envoyant un mémoire des chanoinesses Augustines anglaises pour la conservation de leur maison, avec un tableau de leurs possessions en immeubles et rentes.

6 et 22 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 30, n°s 472 et 473.

4677. — Extrait notarié des titres de propriété des religieuses anglaises, fourni en vertu de la délibération du bureau d'agence générale des biens nationaux, du 8 février 1791.

11 mai 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, S 4616.

Augustines anglaises, rue de Charenton.

4678. — Déclaration des biens, revenus, effets et charges du monastère des religieuses anglaises de l'Immaculée-Conception, ordre de Saint-François, sises rue de Charenton, fournie par M. Thomas Shelley, fondé de procuration de sœur Élisabeth-Winefride Stock, abbesse dudit monastère, (les revenus montant à 23,587 livres et les charges à 11,188 livres), avec procuration et état résumé des produits et charges.

2 mars 1790.
Minute et copies conformes (4 p.), *A. N.*, S 4617.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 557.

4679. — Procès-verbal de description et inventaire du mobilier des religieuses anglaises de l'Immaculée-Conception, dressé par MM. Marguerite-Louis-François Duport-du-Tertre, lieutenant de maire, Jean-Baptiste-Edme Plaisant et Jean-Baptiste Avril, administrateurs, commissaires de la Municipalité, chargés de recevoir les déclarations des religieuses.

8 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 4617.

4680. — Adresse et mémoire présentés à l'Assemblée nationale par les religieuses anglaises de l'Immaculée-Conception pour la conservation de leurs maisons et de leurs propriétés, avec des états de leur revenu en rentes et produit d'immeubles, ainsi que de leurs charges, et tableau des donations faites par des personnes d'Angleterre.

20 septembre 1790.
Minutes certifiées (4 p.), *A. N.*, D XIX 30, n° 473.

4681. — Adresse des religieuses anglaises de l'Immaculée-Conception, de la rue de Charenton, à l'Assemblée nationale, pour solliciter la conservation de leur maison, qui jouit d'un revenu de 20,000 livres provenant de libéralités étrangères, avec lettre du Comité ecclésiastique au bureau de l'agence des biens nationaux et à M. Walker, avocat-conseiller anglais, les informant qu'une exception sera proposée en faveur des établissements anglais, irlandais ou écossais et invitant à donner mainlevée de l'opposition formée entre les mains des locataires et débiteurs de ces religieuses.

15 octobre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

Augustines anglaises de la rue de Lourcine.

4682. — Déclaration des revenus et charges du monastère des Dames religieuses anglaises du Champ-de-l'Alouette, faubourg Saint-Marcel, fournie par M. Ambroise-Robert Lesieur, bourgeois de Paris, fondé de pouvoir de sœur Thérèse-Josèphe Johnson, du Saint-Esprit, prieure, avec état résumé des revenus et charges et procuration.

8 mars 1790.
Minutes et copie conforme (6 p.), *A. N.*, S 4619.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 32.

4683. — État certifié des biens et charges des religieuses anglaises du monastère de

Notre-Dame-de-Bonne-Espérance, au faubourg Saint-Marcel.

15 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 30, n° 473.

4684. — Correspondance, mémoires et quittances concernant les religieuses anglaises de la rue de Lourcine.

1790.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, S 4619.

4685. — État des recettes et dépenses pour les religieuses anglaises du Champ-de-l'Alouette.

1790-1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4619.

4686. — Déclaration des revenus de la congrégation bénédictine anglaise de la rue Saint-Jacques-du-Haut-Pas, consistant en une pension de 2,000 livres, servie par la congrégation de Saint-Maur, déclaration fournie par M. Augustin Walker, président général de la congrégation.

24 février 1790.
Minute et copies (3 p.), *A. N.*, S 4619.
Cette pièce concerne les Bénédictins anglais.

Annonciades célestes, rue Culture-Sainte-Catherine.

4687. — Déclaration des biens, meubles et immeubles, du monastère des Annonciades célestes de Paris, rue Culture-Sainte-Catherine au Marais, fournie par M. Jean-François Didier, chanoine de Sainte-Opportune, fondé de procuration desdites religieuses, avec procuration et état résumé des produits et charges.

17 février 1790.
Minutes et copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4620.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 131.

4688. — Procès-verbal de visite du couvent des Annonciades, dressé par MM. Jean Charpin, Claude-Toussaint Fissour et Antoine-François-Évrard-Marie-Catherine Desmousseaux, officiers municipaux, chargés de recevoir les déclarations des religieuses, avec un état des recettes et dépenses, du 1er janvier au 28 juin 1790, et des dettes au 28 juin.

28 juin 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4620.

4689. — Déclaration et état estimatif des biens, revenus et charges du monastère de l'Annonciade céleste de Paris, rue Culture-Sainte-Catherine, fournis par les religieuses dudit monastère à la municipalité de Paris, en exécution du décret de l'Assemblée nationale, du 24 août.

22 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, S 4620.

4690. — Récépissé des baux des maisons appartenant aux Annonciades célestes, remis par la supérieure au dépôt des titres du bureau de l'agence générale des biens nationaux.

24 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 4621.

4691. — États nominatifs des religieuses Annonciades célestes, certifiés par sœur Marie-Stanislas Dupré de Saint-Maur, prieure.

1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F19 863; S 4620.

4692. — Lettre de M. Desmousseaux, substitut du procureur de la Commune, aux administrateurs des domaines nationaux, adressant un mémoire des Dames Annonciades, avec pièces à l'appui, afin d'être autorisées à toucher un legs de 2,000 francs à elles fait par Mme de Langhac pour fonder un service, avec réponse des administrateurs aux religieuses, déclarant que la loi leur interdit d'accomplir des fondations et d'en recevoir le prix.

5, 17 août 1791.
Original et minute (2 p.), *A. N.*, S 4620.

4693. — Adresse des Annonciades célestes de Paris, au nom de tous leurs monastères de France, à l'Assemblée nationale, protestant contre le projet de suppression de leurs maisons, de nature à jeter le trouble parmi les religieuses, qui ne « peuvent entendre sans frémir la proposition de quitter leur état ».

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 724.

Annonciades célestes de Saint-Denis.

4694. — Délibérations capitulaires des religieuses Annonciades de Saint-Denis.

3 avril 1673-13 mai 1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1627.

4695. — Compte secret des arrérages des rentes dues à diverses personnes par le monastère des Annonciades de Saint-Denis.

1772-1790.
Minute (cahier in-4°), *A. N.*, S 4622.

4696. — Inventaire des biens-fonds, meubles et effets du monastère des religieuses Annonciades célestes de Saint-Denis, certifié par sœur Marie-Bénédictine Lallart, en religion Marie-Ange de l'Annonciade, prieure.

20 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, S 4622.

4697. — Arrêté des bureaux d'agence générale des biens nationaux et de liquidation, ordonnant le payement d'une pension de 350 livres par tête aux sœurs Marie Lambert et Marie-Jeanne-Véronique Le Roux, tourières du couvent des Annonciades célestes de Saint-Denis.

23 novembre 1790.
Extrait, *A. N.*, S 4622.

4698. — Quittances des rentes constituées par les Annonciades célestes de Saint-Denis.

1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 4201.

4699. — État pour connaître ce que les religieuses Annonciades de Saint-Denis ont touché de trop sur les payements provisoires qui leur ont été faits tant à Paris qu'à Saint-Denis, depuis le 1er janvier 1791 jusqu'au 1er juillet 1792.

Minute, *A. N.*, S 4622.

4700. — Mémoire rectificatif de l'état des revenus et charges des religieuses Annonciades célestes de Saint-Denis, donné à la municipalité, le 22 janvier 1791.

Minute, *A. N.*, S 4622.

4701. — Lettre de sœur Marie-Ange, prieure des Annonciades célestes, à M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, demandant ses instructions au sujet de l'envoi de leurs registres et quittances au bureau de liquidation à Paris, envoi qui ne lui paraît pas justifié, la liquidation de leurs biens devant se faire, d'après la loi, par le directoire du district de Saint-Denis.

11 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 4622.

4702. — Extraits de baptême et de profession des Annonciades de Saint-Denis, délivrés par sœur Marie-Ange, procureuse, avec lettre de ladite sœur, envoyant le dernier extrait de baptême, arrivé de Savoie, qui complète ceux des religieuses.

16 mars 1791.
Minutes (1 dos), *A. N.*, S 4622.

4703. — Lettre de M. Roard, commissaire de l'administration des biens nationaux, à M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, demandant l'envoi d'extraits des registres de payement des Annonciades de Saint-Denis, concernant le sieur Morin du Marais et la veuve Laforest, rentiers de la communauté, avec réponse conforme.

28 mars, 5, 7 avril 1791.
Minutes et extrait (4 p.), *A. N.*, S 4622.

4704. — Arrêté du directoire du district de Saint-Denis, déclarant légitime une créance de 176 livres 16 sols 6 deniers, réclamée par le sieur Langlois, menuisier à Saint-Denis, pour travaux exécutés au couvent des Annonciades.

9 avril 1791.
Extrait, *A. N.*, S 4622.

4705. — Lettre de sœur Marie-Ange de l'Annonciade, économe, à M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, demandant le renvoi des registres de la maison, qui lui sont indispensables.

11 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 4622.

4706. — Lettre de M. Pajot à M. Béville, procureur syndic du district de Saint-Denis, au sujet de la liquidation des arrérages d'une rente de 300 livres, au principal de 3,000 livres, constituée au profit de Mme Éli-

sabeth de Laporte par le couvent des Annonciades de Saint-Denis, avec reconnaissance de ladite rente par le couvent, du 22 septembre 1790, et lettre de M. Imbault à Mme de Laporte.

27 mai, 27 juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4622.

4707. — Lettre de sœur Marie-Claire-Eugénie Viard, supérieure des Annonciades, au district de Saint-Denis, exposant la triste situation des religieuses qui vont manquer du nécessaire et sollicitant des secours, avec lettre de sœur Marie-Ange, économe, envoyant les registres des rentes viagères dues par la maison, et confirmant les doléances de la supérieure.

29 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4622.

4708. — État des religieuses qui composent le monastère de l'Annonciade céleste de Saint-Denis.

1791.
Minute, *A. N.*, S 4622.

4709. — Extraits du registre des charges du monastère des dames Annonciades de Saint-Denis.

1791.
Minute, *A. N.*, S 4622.

Religieuses de l'Assomption, rue Saint-Honoré.

4710. — Registres de dépense ordinaire et extraordinaire des religieuses de l'Assomption, rue Saint-Honoré.

1770-1791.
Originaux (2 vol. in-fol.), *A. N.*, H 4073, 4074.

4711. — Déclaration des revenus et charges de la communauté des dames religieuses de l'Assomption, établies rue Saint-Honoré, fournie par M. Jean Mauger, procureur au Châtelet, fondé de pouvoir de sœur Anne-Marguerite Lecoq, de Sainte-Victoire, supérieure du couvent (les revenus se montant à 50,031 livres 6 sols 9 deniers, et les charges à 52,993 livres 9 sols 6 deniers), avec état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copie conforme (4 p.), *A. N.*, S 4623.

Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 310.

4712. — Lettre de la sœur Lecoq, supérieure du couvent de l'Assomption, à l'Assemblée nationale, pour s'élever contre le projet de vente de leur maison, comprise par la Commune de Paris parmi les immeubles des communautés religieuses dont l'aliénation est proposée.

11 mars 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 45, n° 669.

4713 — Procès-verbal de visite du monastère de l'Assomption, rue Saint-Honoré, par MM. Antoine-Joseph Thorillon, Paul Beaufils et Charles-Nicolas Osselin, commissaires du Conseil de Ville, avec tableaux des revenus et charges, état des dettes, inventaire du mobilier et des effets précieux, et déclarations des religieuses sur leurs intentions.

28 juin 1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, S 4623.

4714. — Déclaration faite devant les commissaires de la Municipalité par Marguerite-Hélène Jeanniot, de Sainte-Dosithé, religieuse de l'Assomption, au sujet de son intention de quitter le couvent pour raison de santé et de se retirer à la campagne.

10 juillet 1790.
Extrait, *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

4715. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, envoyant la copie d'une lettre que lui adresse la supérieure de la maison de l'Assomption, pour savoir la conduite à tenir au sujet d'une religieuse qui, après avoir quitté le couvent pour raison de santé, demande à y rentrer, avec réponse du Comité, portant que, si cette religieuse a manifesté l'intention formelle de sortir du cloître, elle ne peut exiger son admission.

5, 14 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

4716. — Mémoire des religieuses du monastère de l'Assomption au Comité ecclésiastique, tendant à obtenir : 1° la libre jouissance de l'intérieur de leur maison et la faculté de toucher de leurs pensionnaires les loyers des appartements qu'elles y occupent; 2° la perception du produit des chaises de leur église, avec réponse du Comité et lettre au bureau d'agence générale des biens nationaux, accédant à la première partie de la demande et rejetant la seconde.

14 octobre 1790.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

4717. — État des constitutions de rentes passives des religieuses de l'Assomption, extrait du procès-verbal dressé par M. Hardy.

26 février 1791.
Extrait, *A. N.*, S 4623.

4718. — États nominatifs des religieuses du couvent de l'Assomption, certifiés par sœur Anne-Marguerite Lecoq, de Sainte-Victoire, supérieure.

28 février, 18 mai, 4 juillet 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{19} 863; S 4623.

Augustines de la congrégation de Notre-Dame, rue Neuve-Saint-Étienne-du-Mont.

4719. — Déclaration des revenus et charges du monastère des religieuses de la congrégation de Notre-Dame, chanoinesses de Saint-Augustin, établi à Paris, rue Neuve-Saint-Étienne-du-Mont, fournie par M. Jean-François Faugeroux, architecte juré expert des bâtiments, fondé de procuration de sœur Marie-Anne Bobusse, de Saint-Augustin, supérieure du couvent (les revenus montant à 12,360 livres 4 sols et les charges à 6,066 livres 10 sols), avec état des biens, procuration et état résumé des produits et charges.

9 mars 1790.
Minutes et copie conforme (5 p.), *A. N.*, S 4639.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 723.

4720. — Procès-verbal de visite et description du monastère des dames Augustines de la rue Neuve-Saint-Etienne-du-Mont, dressé par MM. Louis-Joseph Bourdon des Planches et Pierre Manuel, officiers municipaux, chargés de recevoir les déclarations des religieuses et de viser les comptes.

7 juin 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4639.

4721. — Lettre du Comité ecclésiastique au bureau de l'agence générale des biens nationaux, l'invitant à laisser la congrégation de Notre-Dame jouir de ses revenus, arrêtés par une opposition faite au nom du procureur syndic de la Commune de Paris.

15 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

4722. — État du passif du monastère de la congrégation de Notre-Dame-de-Saint-Augustin, dite les Augustines, remis au bureau de liquidation par celui des archives de la féodalité.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, S 4639.

4723.— Comptes des recettes et dépenses des religieuses de la congrégation de Notre-Dame, chanoinesses de Saint-Augustin, rue Neuve-Saint-Étienne-du-Mont, rendus par sœurs de Saint-Ambroise et de Sainte-Rosalie, dépositaires.

1790-1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, H 4202.

4724. — Quittances des rentes, tant viagères que perpétuelles, dues par les religieuses de la congrégation de Notre-Dame, rue Neuve-Saint-Étienne-du-Mont.

1790-1792.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 4210.

4725.— Liquidation sommaire des biens, revenus et charges de la communauté des religieuses chanoinesses de Saint-Augustin, établie rue Neuve-Saint-Etienne-du-Mont, pour l'instruction publique, et compte de ce qui revient à la communauté pour le montant de ses revenus, du 1er janvier 1791 au 1er juillet 1792.

Minute, *A. N.*, S 4639.

4726. — État nominatif des religieuses Augustines de la congrégation de Notre-Dame, certifié par sœur Bobusse, de Saint-Augustin, supérieure.

25 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

4727. — Lettre de M. Tarbé, ministre des contributions publiques, au directoire du département de Paris, déclarant que l'État ne peut se charger des dettes de la congrégation de Notre-Dame, suivant le désir par elle exprimé dans son mémoire, mais qu'il serait possible de lui allouer un secours proportionnel à la diminution de ses revenus, de façon à assurer 300 livres à chaque religieuse et 150 à chaque sœur converse, avec mémoire, lettre des religieuses au ministre, et lettre du procureur général syndic du Département à l'agence des biens nationaux.

28, 31 août 1791.
Originaux signés et minute (5 p.), *A. N.*, S 4639.

4728. — Lettre de M. Blondel, secrétaire général du Département, aux commissaires de l'agence des biens nationaux, insistant pour avoir une prompte réponse et donner satisfaction à la demande des religieuses de la congrégation de Notre-Dame, appuyée par M. Tarbé.

10 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, S 4639.

Filles de Sainte-Aure, rue Neuve-Sainte-Geneviève.

4729. — Délibérations capitulaires des religieuses de la communauté de Sainte-Aure.

14 juillet 1757-12 juillet 1789.
Original (reg. in-fol.), *A. N.*, LL 1658.

4730. — Déclaration des revenus et des charges de la communauté de Sainte-Aure, établie à Paris, rue Neuve-Sainte-Geneviève, faubourg Saint-Marcel, fournie par Mme Marie Gourant, en religion sœur Marie de Saint-Régis, religieuse professe et tourière de la communauté, [mandataire de sœur Marie de l'Incarnation, supérieure, avec état résumé des produits et charges.

2 mars 1790.
Minutes et copie conforme (4 p.), *A. N.*, S 4641.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 732.

4731. — Procès-verbal de visite et description de la maison des Dames de Sainte-Aure, par MM. Pierre Manuel et Louis-Joseph Bourdon des Planches, commissaires du Conseil de Ville, chargés de recevoir les déclarations des religieuses.

15 juin 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4641.

Religieuses de l'Ave-Maria, rue des Barres.

4732. — Lettre de sœur Élisabeth de la Providence, abbesse du monastère de l'Ave-Maria, à M. d'Angiviller, lui exprimant sa gratitude pour ses marques d'intérêt et annonçant que l'architecte qu'on veut bien lui envoyer sera reçu avec empressement.

12 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, H 4202.

4733. — Lettre de M. de Nicolaï, premier président de la Chambre des Comptes, remerciant M. d'Angiviller de son intervention pour faire obtenir un secours de 2,400 livres aux religieuses de l'Ave-Maria, en vue des réparations de leur monastère.

14 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, H 4202.

4734. — Requête du Père Mabille, procureur du monastère de l'Ave-Maria, exposant la triste situation de ce couvent, dont les bâtiments menacent ruine, et sollicitant soit une allocation sur les économats, soit l'organisation de quêtes à Paris et à la cour.

20 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, H 4202.

4735. — Lettre de M. Guillaumot, intendant des Bâtiments, à M. d'Angiviller, directeur général des Bâtiments, rendant

compte de la visite qu'il a faite au couvent de l'Ave-Maria, qui a besoin de grandes réparations, et déclarant qu'avec un millier d'écus on ferait les plus urgentes, savoir : le remaniement des plombs du réservoir des eaux pour la buanderie, le remplacement d'une gouttière recevant les eaux pluviales et la réfection du mur d'enceinte sur les rues du Figuier et des Prêtres-Saint-Paul.

28 février 1789.
Minute, *A. N.*, H 4202.

4736. — Lettre de M. de Bonnaire de Forges, intendant des Domaines, à M. d'Angiviller, exprimant le regret de ne pouvoir sur les fonds de son département procurer les sommes nécessaires pour les réparations demandées par les religieuses de l'Ave-Maria.

28 mars 1789.
Minute signée, *A. N.*, H 4202.

4737. — Sommier des fondations du couvent de l'Ave-Maria, avec mention des payements effectués jusqu'en 1790.

Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1670.

4738. — Déclaration des revenus du monastère de l'Ave-Maria, fournie par M. Joseph-Théophile Mabille, religieux prêtre cordelier, demeurant audit couvent, fondé de procuration de Mme Louise-Élisabeth Voyet, dite de la Providence, abbesse du monastère de Sainte-Claire, dit de l'Ave-Maria, avec état résumé des produits et charges.

22 janvier 1790.
Minutes et copies conformes (5 p.), *A. N.*, S 4642.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 476.

4739. — Délibération de l'Assemblée des représentants de la Commune, nommant quatre commissaires pour se rendre au Comité ecclésiastique et l'informer de la réclamation formée par le district de Saint-Louis-de-la-Culture, à l'occasion des mesures de rigueur prises contre quatre prédicateurs et confesseurs du couvent de l'Ave-Maria, mis en demeure par le provincial de leur ordre de quitter Paris, malgré leur déclaration.

19 mai 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D XIX 69, n° 447.

4740. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, au sujet de la permission demandée par les administrateurs de la confrérie de Saint-Léonce en l'église de l'Ave-Maria, pour faire leur procession et sortir de l'église avec leurs drapeaux.

19 juin 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 65.

4741. — Registre des legs et aumônes reçus des bienfaiteurs du monastère de l'Ave-Maria par sœur Marie-Claire de la Transfiguration, dépositaire, et compte des dépenses faites par ledit monastère.

1790-1792.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, H 4202.

4742. — États nominatifs des religieuses du monastère de l'Ave-Maria, rue des Barres, paroisse Saint-Paul, certifiés par sœur Louise-Élisabeth Voyet, dite de la Providence, supérieure.

18 mai, 7 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F19 863.

Chanoinesses du Saint-Sépulcre ou Augustines de Bellechasse.

4743.—Déclaration des revenus et charges du monastère des religieuses du Saint-Sépulcre, dites de Bellechasse, fournie par M. Jean Bertrand, avocat en Parlement, fondé de procuration de Mme Marguerite Artaud, de Saint-Pierre, prieure (les revenus se montant à 30,393 livres 6 sols et les charges à 13,976 livres 7 sols), avec procuration et état résumé des produits et charges.

11 mars 1790.
Minute et copies (6 p.), *A. N.*, S 4406.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 186.

4744. — Procès-verbal de récolement des effets mobiliers du monastère de Bellechasse, par MM. Claude-Jean-Baptiste Jallier, Anne-Clément-Félix Champion, commissaires de la Municipalité, chargés de recevoir les déclarations des religieuses et de

vérifier les comptes, avec états des fondations et de ce qui est dû aux religieuses.

30 août 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4406.

4745. — Note de la sœur Marie-Marguerite Artaud, de Saint-Pierre, prieure des religieuses du Saint-Sépulcre, portant que les frais du culte divin se montent à 2,156 livres et le traitement du chapelain avec sa nourriture et son logement à 1,200 livres.

21 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 4406.

4746. — Procès-verbal de visite de l'église des Dames du Saint-Sépulcre de Bellechasse, par le commissaire de police de la section de la Fontaine-de-Grenelle, qui constate l'exiguïté du local et déclare qu'elle peut être abandonnée en entier aux religieuses pour l'exercice du culte.

20 avril 1791.
Copie conforme, *A. N.*, S 4406.

4747. — États nominatifs des religieuses composant la communauté du Saint-Sépulcre-de-Jérusalem, dite de Bellechasse, certifiés par sœur Marguerite Artaud, de Saint-Pierre, prieure.

20 avril, 2 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[19] 863.

4748. — Relevé des dépenses de viande, de vin, de bois et d'épicerie, du 10 mai 1787 au 20 mai 1791.

19 avril 1792.
Extrait signé, *A. N.*, S 4406.

Bénédictines de Notre-Dame-de-Liesse, rue de Sèvres.

4749. — Déclaration des biens, revenus et charges du monastère des religieuses Bénédictines de Notre-Dame-de-Liesse, situé rue et hors la barrière de Sèvres, fournie par M. Jacques Montgolfier, économe-séquestre des biens dudit monastère, nommé à cette qualité par l'archevêque de Paris, avec état résumé des revenus et charges.

27 février 1790.
Minute et copies conformes (5 p.), *A. N.*, S 4643.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 233.

Bénédictines de la Ville-l'Évêque, ou de Notre-Dame-de-Grâce.

4750. — Livre de quittances des marchands et ouvriers, à l'usage des Bénédictines de la Ville-l'Évêque.

1782-1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4085.

4751. — Recette et mise, tant ordinaire qu'extraordinaire, faite par les sœurs dépositaires du couvent des Bénédictines de la Ville-l'Évêque.

1788-1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4083.

4752. — Déclaration des biens, droits et charges des religieuses Bénédictines du monastère de Notre-Dame-de-Grâce, situé à la Ville-l'Évêque, fournie par M. Henry Guinot, négociant, fondé de procuration de M[me] Louise-Adélaïde de Laval-Montmorency, prieure dudit couvent, avec procuration et état résumé des produits et charges.

26 février 1790.
Minutes et copies conformes (5 p.), *A. N.*, S 4644.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. I[er], p. 288.

4753. — Lettre de M[me] de Montmorency-Laval à M. Bailly, exposant la détresse affreuse des trente-deux religieuses du couvent de la Ville-l'Évêque, qui ont perdu presque toutes leurs pensionnaires et n'ont plus de revenu, avec lettre du Comité ecclésiastique aux officiers municipaux, les autorisant à leur fournir les sommes indispensables pour leur subsistance.

31 juillet, 13 août 1790.
Copie et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 65, n° 366.

4754. — État des pièces remises à M. Balduc, dont le récépissé est joint au procès-

verbal d'enlèvement des titres du monastère des Bénédictines de la Ville-l'Évêque.

3 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4644.

4755. — Etat des dettes des dames Bénédictines de la Ville-l'Évêque, constaté par les mémoires des fournisseurs, entrepreneurs et ouvriers, remis aux officiers municipaux lors de l'inventaire par eux fait en juin 1790, état certifié par les prieure et dépositaire.

8 février 1791.
Original signé, *A. N.*, S 4644.

4756. — État nominatif des religieuses Bénédictines de la Ville-l'Évêque, certifié par sœur Louise-Adélaïde-Philippine de Montmorency-Laval.

29 avril 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[19] 863; S 4644.

4757. — Décision du bureau de liquidation, fixant provisoirement à 700 livres le traitement des religieuses Bénédictines de Nôtre-Dame-de-Grâce de la Ville-l'Évêque, et celui des sœurs converses à 350 livres.

13 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4644.

Filles du Bon-Pasteur, rue du Cherche-Midi.

4758. — Registre des quittances données par les fournisseurs de la communauté des Filles du Bon-Pasteur.

1772-1790.
Original (volume in-4°), *A. N.*, H 4210.

4759. — Compte de la communauté du Bon-Pasteur avec M. Pointard, son homme d'affaires.

1789-1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4646.

4760. — Déclaration des revenus et charges de la communauté des Filles du Bon-Pasteur, rue du Cherche-Midi, fournie par M. Claude-Charles Pointard, avocat en Parlement, fondé de procuration de M[me] Rose-Marie-Périne de Gennes de Volambert, supérieure de la communauté, avec procuration, inventaire des biens-fonds, meubles et effets mobiliers, et état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4646.

Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 261.

4761. — Baux à loyer d'appartements dans une maison appartenant à la communauté du Bon-Pasteur, rue du Cherche-Midi, faits par la supérieure : 1° à M. François-Simon Cléret, ancien trésorier de la maison du Roi ; 2° à M[lle] Charlotte-Jeanne Coste de Champeron ; 3° à M[me] Gabrielle-Charlotte-Éléonore de Saulx-Tavannes, dame de Castellane.

19 mai, 19 juin 1790, 25 juillet 1791.
Expéditions sur parchemin (3 p.), *A. N.*, S 4646.

Filles-du-Calvaire, rue Saint-Louis-au-Marais.

4762. — Déclaration des biens, tant mobiliers qu'immobiliers, revenus et charges de la communauté des religieuses Bénédictines de la congrégation de Notre-Dame-du-Calvaire, rue Saint-Louis-au-Marais, fournie par M. François-Isidore Lambert, procureur au Châtelet, fondé de pouvoir desdites religieuses, avec état résumé des produits et charges.

24 février 1790.
Minutes et copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4647.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. I, p. 354.

4763. — Procès-verbal de récolement et de vérification des effets mobiliers du couvent des Bénédictines de Notre-Dame-du-Calvaire, par MM. Jean-Thomas Defresne, René Le Roulx de la Ville et Jean-Nicolas Fallet, administrateurs de la Municipalité, chargés de recevoir les déclarations des religieuses.

18 juin 1790.
Minute et copies conformes (3 p.), *A. N.*, S 4647.

4764. — Plainte de M[me] Agathe-Françoise de Joullain, dite en religion sœur Sainte-

Placide, supérieure de la congrégation de Notre-Dame-du-Calvaire, rue Saint-Louis, contre le sieur Joly de Vaubignon, maître de la Chambre des Comptes de Normandie, au sujet du scandale qu'il causait chaque jour en venant réclamer sa femme, retirée audit couvent, laquelle plaidait en séparation contre lui, se répandant en propos injurieux et menaçant de briser les portes de la maison, même d'y mettre le feu, plainte reçue par le commissaire Vanglenne.

12 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, Y 16008.

4765. — État des revenus et charges annuels de la communauté des religieuses Bénédictines de la congrégation de Notre-Dame-du-Calvaire.

1790.
Minute, *A. N.*, S 4647.

4766. — État nominatif des religieuses de chœur et sœurs converses Bénédictines du Calvaire, rue Saint-Louis, au Marais, certifié par sœur Julie-Scholastique Maignan, dite de Sainte-Cécile, prieure du couvent.

8 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[19] 863; S 4647.

Filles du Calvaire, rue de Vaugirard.

4767. — Actes capitulaires des religieuses Bénédictines du Calvaire, rue de Vaugirard.

22 septembre 1780-28 décembre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1661.

4768. — Déclaration des revenus et charges du monastère des religieuses Bénédictines du Calvaire, établi rue de Vaugirard, fournie par M. Claude-Charles Pointard, avocat en Parlement, fondé de procuration de Mme Charlotte de Penfentenyo, en religion sœur Alexis du Cœur de Jésus, prieure du monastère (les revenus atteignant 20,057 livres 5 sols, et les charges se montant à 7,191 livres 19 sols), avec état résumé des produits et charges, plans des bâtiments et jardin.

27 février 1790.
Minute et copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4649.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 175.

4769. — Tableau rectificatif des erreurs commises par l'homme d'affaires des religieuses du Calvaire lors de leur déclaration.

1790.
Minute, *A. N.*, S 4649.

4770. — État des religieuses, tant choristes que converses, qui résidaient dans le monastère des religieuses Bénédictines du Calvaire, rue de Vaugirard, au mois d'octobre 1790, certifié par la prieure.

20 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4649.

4771. — État des biens fixes et immeubles du monastère des religieuses Bénédictines de la congrégation du Calvaire, rue de Vaugirard, certifié par sœur Charlotte-Alexis de Penfentenyo, prieure du Calvaire.

20 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4649.

4772. — États nominatifs des religieuses Bénédictines du Calvaire, rue de Vaugirard, certifiés par sœur Marie-Madeleine Poirier, prieure.

20 avril, 1er juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[19] 863.

4773. — Procès-verbal d'élection de sœur Marie-Madeleine Poirier, dite du Cœur de Jésus, en qualité de supérieure des Dames du Calvaire, et de Françoise-Marguerite Guillaumot, en qualité d'économe.

6 mai 1791.
Imprimé rempli, *A. N.*, S 4649

4774. — État des contrats de rentes des Dames du Calvaire, rue de Vaugirard, remis au bureau de l'agence générale par celui des archives de la féodalité.

2 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 4649.

Capucines, place Vendôme.

4775. — Déclaration des revenus et aumônes du monastère des religieuses Capucines, établi rue Neuve-des-Capucines, fournie par M. Nicolas-Thomas Bataille, dit en religion frère Zénon, provincial et procureur desdites dames Capucines (les

revenus s'élevant à 11,952 livres), avec état des revenus et charges.

26 février 1790.
Minutes et copies conformes (4 p.), *A. N.*, S 4650.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. I, p. 307.

4776. — Procès-verbal de transport des officiers municipaux, commissaires chargés de recevoir les déclarations des religieuses, au couvent des Capucines établi vis-à-vis la place Vendôme.

14 juin 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4650.

4777. — Lettre du Comité ecclésiastique aux officiers municipaux, transmettant une lettre de l'abbesse du couvent des Capucines (Filles de la Passion), qui demande l'autorisation de faire partir une religieuse de Bruxelles, refugiée dans leur monastère et minée par la maladie.

29 août 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4778.—Décision du Comité ecclésiastique, autorisant la municipalité de Paris à délivrer une somme de 150 livres à la sœur Marie-Jeanne Van Hersen, pour les frais de son voyage à Bruxelles, imputable sur les secours à accorder à la communauté des Capucines, avec mémoire de cette religieuse, lettre aux officiers municipaux, lettres du frère Zénon, provincial, et de sœur Thérèse de Jésus, supérieure.

6 septembre 1790.
Minutes (7 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702; D XIX 66, n° 391.

Carmélites, rue Chapon.

4779. — Déclaration des revenus et charges du couvent des religieuses Carmélites de la rue Chapon, fournie par M. Ambroise-Jean Leullier, avocat en Parlement, fondé de procuration de sœur Thérèse du Burguet, du Saint-Esprit, prieure, et de sœur Marguerite Vincent, du Très-Saint-Sacrement, dépositaire (lesdits revenus se montant à 18,652 livres 14 sols 8 deniers, et les charges à 7,974 livres 3 sols 9 deniers), avec procuration et état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4651.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 489.

4780. — État des rentes appartenant aux dames Carmélites de la rue Chapon, en trente-neuf contrats, état des revenus et charges, avec note du bureau de liquidation, discutant l'état des rentes.

1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 465.

4781. — États nominatifs des religieuses Carmélites du monastère de la rue Chapon au Marais, tant du chœur que converses, certifiés par sœur Marguerite-Thérèse Le Long du Burguet.

1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[19] 863; S 4651.

Carmélites, rue de Grenelle-Saint-Germain.

4782. — Déclaration des biens, revenus et charges du monastère des dames religieuses Carmélites de Sainte-Thérèse, établi rue de Grenelle, fournie par M. Jean-Louis Maury, avocat en Parlement, fondé de procuration desdites religieuses (les recettes s'élevant à 62,235 livres 3 sols et les dépenses à 18,764 livres 4 sols), avec procuration et état résumé des produits et charges.

22 février 1790.
Minute et copies conformes (7 p.), *A. N.*, S 4652.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 262.

4783. — Quittance et décharge de 3,400 livres reçues de M. Normand par les religieuses Carmélites de la rue de Grenelle, suivant reconnaissance du 9 mai 1783.

22 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 4654.

4784. — Lettre du Comité d'aliénation aux administrateurs des biens nationaux, transmettant une réclamation des Carmélites de la rue de Grenelle contre l'estimation que M. Gabriel, l'un des experts des

domaines nationaux, se propose de faire de leur jardin potager.

14 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

4785. — Lettre du Comité d'aliénation aux administrateurs de la Municipalité, proposant d'accéder à la demande faite par les Carmélites pour suspendre la vente d'un petit bâtiment, rue de Bourgogne, servant de logement à leur jardinier et ayant une entrée sur leur jardin.

8 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

4786. — Quittance de 2,400 livres à valoir sur les loyers d'une maison, rue Coquillière, appartenant aux Carmélites de la rue de Grenelle, délivrée par M. Berthon, receveur des biens nationaux, à M. Clavaux, locataire.

29 mars 1791.
Imprimé rempli, *A. N.*, S 4654.

4787. — Procès-verbal d'inventaire du linge trouvé dans une chambre du couvent des Carmélites de la rue de Grenelle, destinée à M. Villiers, supérieur du séminaire de Saint-Louis, et de récolement des effets mobiliers, par M. Blondel, commissaire de police de la section de la Fontaine-de-Grenelle, avec lettre d'envoi.

12 avril, 10, 11 mai 1791.
Extrait conforme et minute (2 p.), *A. N.*, S 4654.

4788. — Mémoire de Jean-François Savary, sacristain et sous-diacre chez les Carmélites de la rue de Grenelle, à l'Assemblée nationale, représentant sa cruelle situation, par suite de l'impossibilité où se trouvent les religieuses de lui continuer les gratifications au moyen desquelles elles rémuneraient ses services, avec attestation des prieure, sous-prieure et dépositaires.

16 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 89, n° 728.

4789. — États nominatifs des religieuses, tant de chœur que converses, du couvent des Carmélites de la rue de Grenelle, certifiés par sœur Madeleine-Sophie d'Annebault.

6, 13 mai, 9 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[19] 863.

4790. — Compte que rendent aux directeurs du passif des biens nationaux les ci-devant prieure, sous-prieure et religieuses Carmélites de Sainte-Thérèse, rue de Grenelle, de leurs recettes et dépenses pendant l'année 1790, avec pièces à l'appui, rapport et observations sur ce compte.

1791.
Minutes et copies (1 dos.) *A. N.*, S 4654.

4791. — Compte que rendent à la municipalité de Paris les supérieure, dépositaire et religieuses du couvent des Carmélites de Sainte-Thérèse, établi rue de Grenelle, des recettes et dépenses par elles faites depuis la Saint-Martin 1789 jusqu'au dernier décembre 1790.

1791.
Minute, *A. N.*, S 4654.

Carmélites, rue Saint-Jacques.

4792. — Quittances des rentes et pensions dues par les Carmélites de la rue Saint-Jacques.

1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, H 4092.

4793. — Déclaration des biens, revenus et charges du monastère des religieuses Carmélites de la rue Saint-Jacques (au nombre de 41), fournie par M. Jean-Pierre Graffin, avocat en Parlement, fondé de procuration desdites religieuses (les revenus se montant à 52,742 livres 4 sols 10 deniers et les charges à 16,206 livres 10 sols), avec un état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minute et copies (3 p.), *A. N.*, S 4655.

4794.— Procès-verbal dressé par MM. Jean-Louis Brousse des Faucherets, lieutenant de maire, Augustin de Velly et Antoine-Fabien Cholet, administrateurs de la Municipalité, délégués par le Conseil de Ville, contenant l'état des biens, revenus et effets des religieuses Carmélites de la rue Saint-Jacques, ainsi que leurs déclarations, l'état des terres, maisons et hôtels dépendant dudit monastère, des rentes dues par le Roi et les particuliers aux Carmélites, des rentes et charges foncières dues par

les mêmes religieuses et des charges annuelles résultant des fondations de messes.

15 juin 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4655.

4795. — Lettre de M. L. de Montil au bureau de liquidation, touchant la demande de communication du registre constatant la rente de 400 livres à lui due par la communauté des Carmélites de la rue Saint-Jacques.

25 juin 1791.
Minute, *A. N.*, H 4092.

4796. — États nominatifs des religieuses Carmélites de la rue Saint-Jacques, certifiés par sœur Marie-Louise de Gonzague, prieure.

12 avril, 9 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

Nouvelles-Catholiques.

4797. — Registre des entrées et sorties des Nouvelles-Catholiques.

19 février 1704-12 juillet 1792.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, LL 1642.

4798. — Livre de la sœur dépensière des Nouvelles-Catholiques.

Août 1781-août 1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4158.

4799. — Déclaration des biens, revenus et charges de la communauté des Nouvelles-Catholiques, établie rue Sainte-Anne, comprenant vingt-sept personnes, fournie par Mme Marie-Marthe Pitois, supérieure de ladite communauté (les revenus se montant à 30,703 livres 2 sols et les charges à 12,548 livres 12 sols), avec un état résumé des produits et charges.

1er février 1790.
Minutes et copies conformes (5 p.), *A. N.*, S 4668.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 313.

Filles de l'Union chrétienne ou de Saint-Chaumont, rue Saint-Denis.

4800.—Déclaration des revenus et charges du monastère des Dames de Saint-Chaumont, rue Saint-Denis, fournie par M. Louis de Surmont, avocat en Parlement, fondé de procuration de sœur Marie-Marguerite-Félix, supérieure de l'Union chrétienne de Saint-Chaumont (les revenus se montant à 40,394 livres 7 sols 4 deniers et les charges à 14,941 livres 10 sols 8 deniers), avec procuration et état résumé des produits et charges.

26 février 1790.
Minutes et copies (4 p.), *A. N.*, S 4670.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 356.

4801. — Procès-verbal de visite de la maison des Dames de l'Union chrétienne, par MM. Pierre Manuel et Joseph Bourdon des Planches, officiers municipaux, chargés de recevoir les déclarations des religieuses et de vérifier les comptes.

10 juin 1790.
Minute, *A. N.*, S 4670.

4802.— Mémoires de la communauté de l'Union chrétienne, dite de Saint-Chaumont, rue Saint-Denis, au Comité ecclésiastique, exposant le but de leur établissement, qui n'est pas un couvent, mais a pour objet d'élever des jeunes personnes dans un pensionnat, d'instruire gratuitement les pauvres enfants du peuple et de recevoir les catholiques nouvelles converties, et demandant la faveur de n'être point pensionnées, et de continuer à vivre des profits de leur pensionnat ainsi que du loyer de quelques appartements, avec extrait des règles et constitutions et lettres patentes en faveur des filles de l'Union chrétienne.

26 juin 1790.
Minutes et extraits (4 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 430.

Religieuses de la Conception, rue Saint-Honoré.

4803. — Résolutions et décisions capitulaires du monastère de la Conception du tiers-ordre de Saint-François.

20 août 1763-1er février 1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1647.

4804. — Déclaration des revenus et charges du monastère de la Conception, tiers-

ordre de Saint-François, rue Saint-Honoré, fournie par M. Louis-Pierre Cordier, clerc tonsuré, sacristain du couvent, fondé de procuration de sœur Geneviève Wattebled, supérieure (les revenus se montant à 32,537 livres 1 sol et les charges à 6,516 livres 1 sol), avec procuration et état résumé des produits et charges.

9 mars 1790.
Minute et copies (6 p.), *A. N.*, S 4672.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 313.

4805. — Procès-verbal de description et inventaire des effets mobiliers et titres du monastère de la Conception, rue Saint-Honoré, dressé par MM. Barthelémy-Jean-Louis Le Couteulx de La Noraye, Claude-Jean-Baptiste Jallier et Anne-Clément-Félix Champion, commissaires nommés par le Conseil de Ville, avec catalogue de la bibliothèque, déclarations des religieuses, tableau des messes et fondations, état des sommes dues aux ouvriers et fournisseurs.

23 juin 1790.
Minutes et copies conformes (5 p.), *A. N.*, S 4672, 4674.

4806. — Requête des religieuses du monastère de la Conception, rue Saint-Honoré, aux administrateurs de la Commune, à l'effet d'obtenir en faveur des sœurs La Doucette, filles de feu Jean-Baptiste La Doucette, chirurgien du roi de Pologne, attachées à leur maison en qualité de tourières, l'une depuis trente ans, l'autre depuis vingt-six ans, le traitement accordé par l'Assemblée nationale aux frères et sœurs *donnés*.

20 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 4672.

4807. — Déclaration du vol de linge et argenterie commis, pendant la nuit du 10 au 11 novembre, dans la cuisine et le réfectoire du monastère de la Conception, rue Saint-Honoré, faite par Mme Geneviève Wattebled, supérieure de ce couvent, et reçue par le commissaire Carré.

11 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 11287.

4808. — Déclaration des revenus et charges du monastère de la Conception, tiers-ordre de Saint-François, rue Saint-Honoré, pour satisfaire à la demande de la Municipalité, à l'effet de parvenir à la fixation des pensions des sœurs converses et sœurs *données*.

27 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 4672.

4809. — État des dames de chœur et religieuses converses composant la communauté de la Conception, rue Saint-Honoré, certifié par sœur Geneviève Wattebled, supérieure.

1er juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F19 863.

4810. — Certificat de sœur Geneviève Wattebled, supérieure du monastère de la Conception-Notre-Dame, rue Saint-Honoré, constatant que la communauté sert une pension viagère de 200 livres par an au sieur Jean-Baptiste Demai, ancien jardinier, âgé de soixante-douze ans, et demandant à la Municipalité la continuation de ce secours.

4 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 4672.

4811. — Certificat de sœur Geneviève Wattebled, supérieure de la Conception, constatant que le nommé Charles-Louis Hollet, âgé de soixante-seize ans, a servi la communauté depuis le mois d'avril 1743 en qualité de commissionnaire.

26 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 4672.

Cordelières, rue de Lourcine.

4812. — Déclaration des biens, meubles et immeubles, revenus et charges des religieuses Cordelières du faubourg Saint-Marcel, fournie par M. Charles Douchet, religieux de l'ordre de Saint-François, fondé de procuration de Mme Elisabeth-Thérèse-Josèphe de Warenghien, abbesse, et des religieuses (les revenus se montant à 23,451 livres 3 sols 5 deniers, les charges à 13,696 livres 6 sols, les dettes à 21,699 livres 8 sols et les créances à 25,667 livres

8 deniers), avec état résumé des produits et charges.

21 janvier 1790.
Minute et copies (6 p.), *A. N.*, S 4675.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 741.

4813. — Procès-verbal de description et inventaire des effets mobiliers des religieuses Cordelières de la rue de Lourcine, dressé par MM. Louis Lefèvre de Gineau et Louis Gilbert d'Hervilly, administrateurs municipaux, chargés de recevoir les déclarations des religieuses et de vérifier leurs comptes.

14 juin 1790.
Minute, *A. N.*, S 4675.

4814. — Lettre de religieuses Cordelières de Lourcine au président du Comité ecclésiastique, demandant si l'abbesse a le droit de leur imposer comme confesseur le Père Douchet, cordelier, qui n'a point leur confiance, avec réponse du Comité, déclarant que les religieuses sont absolument libres de choisir leurs directeurs particuliers.

4 juillet, 22 septembre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 429.

4815. — Lettre de sœur de Warenghien, abbesse des Cordelières du faubourg Saint-Marcel, à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir le payement de leurs revenus que leurs locataires refusent de payer, tandis que l'on exige d'elles les décimes, la capitation et la taille pour leurs biens à la campagne.

20 août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 66, n° 389.

4816. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, au sujet de la demande de l'abbesse des Cordelières, adressée à M. Bailly, à l'effet d'être autorisée à recevoir de la succession Franscassel, ainsi que de leurs locataires et fermiers, les loyers et fermages échus.

1er septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4817. — Extrait des registres de professions des Cordelières du faubourg Saint-Marcel, certifié par Mme de Warenghien, abbesse.

2 novembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, S 4675.

4818. — Avis du bureau de liquidation des biens nationaux, au sujet du payement des provisions accordées pour le quartier courant aux Cordelières, qui ne produisent à l'appui de leurs demandes que des pièces informes et irrégulières.

6 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4675.

4819. — État des rentes viagères dont les biens des religieuses Cordelières sont chargés pour des besoins pressants, pour des remboursements forcés, pour faire lever le séquestre sur leurs biens, pour des réparations urgentes et pour bâtir une maison dans leur cour extérieure.

1790.
Minute, *A. N.*, S 4675.

4820. — État nominatif des religieuses Cordelières du faubourg Saint-Marcel, qui n'ont point fait de déclaration, afin de sortir de leur couvent.

1790.
Minute, *A. N.*, S 4675.

4821. — État nominatif des religieuses composant la communauté des Cordelières, rue de Lourcine, certifié par sœur Élisabeth-Thérèse-Josèphe de Warenghien, supérieure.

30 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F19 863.

Filles de la Croix, rue des Barres.

4822. — Comptes de la recette et de la dépense des Filles de la Croix, rue des Barres.

1752-1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4115.

4823. — Registre des pensionnaires des Filles de la Croix, rue des Barres.

1768-1792.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4114.

4824. — Déclaration des revenus et charges des Filles de la Croix Saint-Ger-

vais, établies rue des Barres, fournie par Mme Marie-Marguerite Henry, supérieure de la communauté (les revenus se montant à 7,380 livres 13 sols, et les charges à 2,983 livres), avec procuration donnée par la supérieure à sœur Françoise Redouté, assistante, et état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minute et copies (7 p.), *A. N.*, S 4686.

Dominicaines de la Croix, rue de Charonne.

4825. — Actes de vêture et de profession des religieuses Dominicaines de la Croix, faubourg Saint-Antoine.

13 juillet 1788-30 mai 1790.
Minute, *A. N.*, L 1055.

4826. — Déclaration des revenus et charges du monastère des religieuses Dominicaines de la Croix, rue de Charonne, fournie par M. François-Corentin-Marie Le Bosset du Coetlosquet, député du district de Saint-Marcel, représentant de la Commune, fondé de procuration de Mme Elisabeth Charton, de Sainte-Thérèse, prieure du couvent (les revenus se montant à 12,191 livres 9 sols 8 deniers, et les charges à 16,956 livres 17 sols 10 deniers), avec état résumé des produits et charges.

30 mars 1790.
Minute et copies conformes (4 p.), *A. N.*, S 4687.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 560.

4827. — Lettre de Mme Elisabeth Charton, prieure, et des religieuses sous-prieure et dépositaire des Dominicaines de la Croix, à M. Le Bosset du Coetlosquet, déclarant que la communauté possède six vaches et cent vingt poules, et qu'il leur est impossible de donner les noms, qualités et demeures de leurs débiteurs.

22 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 4687.

4828. — Procès-verbal de visite de la maison des religieuses Dominicaines réformées de Sainte-Croix, rue de Charonne, par MM. Jean-François-Pantaléon Jouanne de Saint-Martin et Jacques Lablée, officiers municipaux, avec état des contrats de constitution de rente, état des ornements et du linge de la sacristie et liste des religieuses.

3 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, S 4687.

4829. — Inventaire des tableaux des Dames de la Croix, rue de Charonne, par M. Doyen, et des sculptures, par M. Mouchy.

11 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4687.

4830. — État nominatif des religieuses du monastère de la Croix, ordre de Saint-Dominique, rue de Charonne, certifié par Mme Elisabeth Charton, en religion sœur Sainte-Thérèse, supérieure.

27 avril 1791.
Minute, *A. N.*, F19 863.

Filles de la Croix, cul-de-sac Guéménée.

4831. — Comptes de la recette et dépense des Filles de la Croix-Guéménée.

Octobre 1784-mars 1791.
Original (registre in-fol.) et minutes (2 cahiers in fol.), *A. N.*, H 4116; S 4688.

4832. — Bail à loyer par les sœurs de la congrégation de la Croix d'une maison dans la cour neuve du Palais au sieur Jean-Nicolas Boulanger, marchand orfèvre.

31 juillet 1789.
Expédition sur parchemin, *A. N.*, S 4688.

4833. — Déclaration des revenus et charges de la communauté des Filles de la Croix, rue Saint-Antoine, fournie par Mme Jeanne-Claude Hénault, supérieure (les revenus s'élevant à 17,620 livres 11 deniers, et les charges à 9,441 livres 7 sols 10 deniers), avec état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minute et copies (5 p.), *A. N.*, S 4688.

4834. — Lettre du Comité ecclésiastique aux Dames de la Croix, déclarant que, comme dans leur communauté on ne fait point les vœux solennels prohibés par le

décret de l'Assemblée nationale, du 13 février, elle pourra admettre les sujets qui se présenteront.

21 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 54, n° 140.

4835. — Procès-verbal de visite et inventaire de la maison des Dames religieuses de la Croix, établies rue Saint-Antoine, par MM. Jean-François-Pantaléon Jouanne de Saint-Martin et Jacques Lablée, officiers municipaux, avec état nominatif des religieuses.

24, 27 août 1790.
Minute et copies conformes (3 p.), *A. N.*, S 4688.

4836. — Procès-verbal d'inventaire et récolement des titres, papiers, meubles et effets des Filles de la Croix, établies cul-de-sac Guéménée, qui ont toutes manifesté l'intention de quitter leur maison, fait par les officiers municipaux, commissaires administrateurs des biens nationaux.

11 avril 1791.
Minute, *A. N.*, S 4688.

4837. — Décision du directoire du Département, autorisant, sur l'avis du bureau d'agence générale des biens nationaux, la municipalité de Paris à délivrer à chacune des Filles dela communauté de la Croix, tant sœurs de chœur que converses, qui désirent quitter la maison, une somme de 150 livres, prélevée sur les deniers se trouvant entre les mains de la sœur économe.

12 avril 1791.
Original signé, *A. N.*, S 4688.

4838. — Délibération du comité de l'administration des biens nationaux, proposant l'allocation d'une pension annuelle de 300 livres à chacune des religieuses de chœur qui sortiront de la communauté des Filles de la Croix, de 150 livres à chaque sœur converse et de 150 livres à la sœur Michaux, affiliée, avec lettre au Département.

12, 19, 23 avril 1791.
Extraits conformes et minute signée (3 p.), *A. N.*, S 4688.

4839. — Procès-verbal de sortie de vingt-sept religieuses de la communauté des Dames de la Croix, cul-de-sac Guéménée, dressé par M. Jean-Mathias Fontaine, commissaire de police de la section de la Place-Royale.

19, 26 avril 1791.
Copie conforme, *A. N.*, S 4688.

4840. — Arrêté du directoire du Département, portant que les Filles de la Croix seront tenues de prévenir les commissaires administrateurs de la Municipalité du jour où elles se proposent de cesser la vie commune, et devront rendre compte de la gestion de leurs biens et revenus depuis le 1er janvier 1790, ledit arrêté fixant à 300 livres le traitement des religieuses de chœur, et à 150 livres celui des sœurs converses.

20 mai 1791.
Minute, extrait et original signé (3 p.), *A. N.*, S 4688.

4841. — Lettre des commissaires de l'agence des biens nationaux au directoire du Département, demandant si trois religieuses de la communauté des Filles de la Croix, restées dans cette maison après avoir prêté serment, ne peuvent prétendre à un traitement plus élevé que celui qui est attribué aux autres religieuses, et réponse du directoire, exprimant le regret de ne pouvoir traiter ces religieuses, malgré leur patriotisme, plus favorablement que les autres.

26 mai, 6 juin 1791.
Original signé, minute et copie (3 p.), *A. N.*, S 4688; F^{19} 863.

4842. — Mémoire des Filles de la Croix, établies cul-de-sac Guémenée, au Département, pour obtenir leur maintien dans leur maison qu'elles avaient momentanément quittée par crainte de la flagellation ignominieuse dont elles étaient menacées.

1791.
Minute, *A. N.*, S 4688.

Filles de Sainte-Élisabeth, rue du Temple.

4843. — Quittances des rentes dues par les religieuses de Sainte-Élisabeth aux fabriques de Saint-Jean-en-Grève et de Saint-Nicolas-des-Champs, ainsi qu'à l'hôpital des Enfants-Trouvés.

2, 8 janvier, 24 juillet 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 4690^A^.

4844. — Déclaration des revenus et charges du monastère de Sainte-Élisabeth, du tiers-ordre de Saint-François, établi rue et vis-à-vis le Temple, fournie par M. Hubert Vincent, bourgeois de Paris, fondé de pouvoir des religieuses (les revenus s'élevant à 31,786 livres 6 sols 2 deniers, les charges réelles à 8,588 livres 10 sols et les charges casuelles à 9,741 livres), avec procuration et état résumé des produits et charges.

16 février 1790.
Minute et copies (5 p.), *A. N.*, S 4690ᴬ.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 494.

4845. — Procès-verbal d'estimation par les sieurs Lebrun et Daujan, experts, d'une maison, rue Neuve-Saint-Laurent, nº 4, provenant des religieuses de Sainte-Élisabeth.

5 août 1790.
Original signé, avec plan, et minute (2 p.), *A. N.*, S 4691.

4846. — Procès-verbal de description et estimation par les sieurs Giraud et Delespine, experts, d'une maison, rue du Temple, nº 142, provenant du couvent de Sainte-Élisabeth.

13 août 1790.
Original signé, avec plan, et minute (2 p.), *A. N.*, S 4691.

4847. — État des personnes composant la communauté de Sainte-Élisabeth, rue du Temple, certifié par Mme Jeanne-Charlotte Cornu, en religion sœur Marie de Sainte-Clotilde.

3 avril 1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

4848. — Déclaration des religieuses du couvent de Sainte-Élisabeth, portant qu'elles régleront seules l'exercice du culte en se servant des chapelles intérieures de leur monastère.

15 avril 1791.
Original signé, *A. N.*, S 4690ᴬ.

Feuillantines.

4849. — Livre des actes capitulaires du monastère de Notre-Dame-de-Charité des Feuillantines.

18 décembre 1681-12 mai 1791.
Original signé (registre grand in-fol.), *A. N.*, LL 1653.

4850. — Mémoire de fourniture de viande de boucherie aux religieuses Feuillantines, par le sieur Eloy Bénard.

16 mars 1789.
Minute, *A. N.*, L 1052.

4851. — Déclaration des biens mobiliers et immobiliers, revenus et charges des religieuses Feuillantines, établies grande rue du faubourg Saint-Jacques, fournie par M. Nicolas Assollé, de Saint-Adrien, feuillant, fondé de procuration de sœur Marie-Barbe Lormier, de Saint-Basile, supérieure du couvent, avec état résumé des produits et charges.

8 février 1790.
Minute et copies conformes (4 p.), *A. N.*, S 4692.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 174.

4852. — Tableau des religieuses composant le monastère des Feuillantines, rue du faubourg Saint-Jacques, certifié par sœur Marie-Barbe Lormier, de Saint-Basile.

16 avril 1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

4853. — Lettre de sœur Marie-Barbe Lormier, de Saint-Basile, supérieure, et d'Élisabeth Desfieux, de Sainte-Colombe, économe du couvent des Feuillantines, réclamant une fixation plus équitable de leurs pensions, en présence de la diminution qu'on voulait leur faire subir, et prétendant avoir droit, d'après leurs revenus, aux pensions des quartiers précédents, savoir : de 400 livres pour les religieuses de chœur et de 300 pour les sœurs converses, avec un état de situation des Feuillantines au 1er janvier 1791.

1er août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4692.

Filles-Dieu, rue Saint-Denis.

4854.— 1º Registre des vêtures, noviciats et professions du couvent des Filles-Dieu.

1er mai 1740-14 mai 1789.

2º Registre des décès survenus dans le même couvent.

14 décembre 1746-26 mars 1792.
Original (volume in-4º), *A. N.*, LL 1656.

4855. — Déclaration des immeubles à Paris, marais, biens de campagne, rentes et charges du monastère des Filles-Dieu, fournie par M. Claude-Anne Reboul, greffier des Bâtiments, fondé de pouvoir des religieuses (les revenus se montant à la somme de 73,215 livres 16 sols 1 denier, et les charges à 27,685 livres 7 sols 9 deniers), avec procuration et état résumé des produits et charges.

23 février 1790.
Minute et copies (5 p.), *A. N.*, S 4696.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. I, p. 275.

4856. — État des dettes actives et passives du couvent des Filles-Dieu.

22 juin 1790.
Minute, *A. N.*, S 4696.

4857. — États nominatifs des religieuses composant le couvent des Filles-Dieu, établi à Paris, rue Saint-Denis, certifiés par sœur Marie-Marguerite Rémond, prieure.

2 mai, 13 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

4858. — Déclaration du fermier des Filles-Dieu à Créteil.

11 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4696.

Filles de Saint-Joseph ou de la Providence, rue Saint-Dominique.

4859. — Déclaration des revenus et charges du monastère des Filles de Saint-Joseph, dites de la Providence, établi rue Saint-Dominique, fournie par M. Michel Prévallon, homme d'affaires, fondé de procuration de sœur Justine Hévaray, supérieure (les revenus se montant à 42,178 livres 1 sol, et les charges à 20,758 livres 17 sols), avec procuration et état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minute et copies (5 p.), *A. N.*, S 4734.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 191.

4860. — Lettre des administrateurs du domaine de l'Hôtel de Ville au bureau du clergé, au mandataire des Filles de Saint-Joseph, le priant de leur envoyer un état spécial des rentiers et des sommes par eux prêtées pour la reconstruction du bâtiment neuf de la cour extérieure.

9 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 4734.

4861. — Procès-verbal de récolement des effets mobiliers de la communauté des Filles de Saint-Joseph, dites de la Providence, par MM. Charles Minier et Claude-Nicolas Guignard, commissaires du Conseil de Ville, avec états de ce qui est dû à la communauté et des arrêtés de mémoires.

29 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4734.

Filles de la Madeleine, ou Madelonnettes, rue des Fontaines.

4862. — Livre des délibérations capitulaires des Madelonnettes.

2 décembre 1718-27 décembre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1690.
A la fin de ce registre se trouve un état du revenu temporel, des dettes, des recettes et dépenses, de 1776 à 1790.

4863. — Déclaration des biens, revenus et charges du monastère de la Madeleine, rue des Fontaines, près le Temple, fournie par M. André-Nicolas Durand, avocat en Parlement, fondé de pouvoir des religieuses, avec procuration et état résumé des produits et charges.

17 mars 1790.
Minutes et copies conformes (5 p.), *A. N.*, S 4738^A^.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 490.

4864. — Procès-verbal de visite du monastère des religieuses de la Madeleine par MM. Jean Charpin, Claude-Toussaint Fissour et Antoine-François-Evrard-Marie-Catherine Desmousseaux, officiers municipaux, chargés de vérifier les comptes et de recevoir les déclarations des religieuses, avec

état des sommes dues par la maison aux fournisseurs et ouvriers, au 30 juin 1790.

7 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, S 4738 A.

4865. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des domaines nationaux, renvoyant à leur examen la demande de la supérieure de la Madeleine.

17 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4866. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, relative à la translation de la sœur Saint-Denis, religieuse professe du couvent de Saint-Michel, au couvent de la Madeleine ou du Bon-Pasteur, avec réponse favorable du Comité.

29 septembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 69, n° 456.

4867. — Mémoire au Comité ecclésiastique pour les religieuses du monastère de Sainte-Marie-Madeleine, rue des Fontaines, à l'effet d'obtenir des moyens de subsistance, en attendant que l'Assemblée nationale ait prononcé sur leur sort, avec lettre au président de l'Assemblée, réclamant une prompte solution.

2 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4738 A.

4868. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, déclarant ne pouvoir accéder à la demande adressée par la supérieure de la Madeleine, près le Temple, afin d'être autorisée à faire une retraite de huit à dix jours, avec ses religieuses, dans la maison de Saint-Michel, avec réponse du Comité, laissant les administrateurs juges de la question.

12, 14 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

4869. — Lettre du Comité ecclésiastique au bureau de l'agence générale des biens nationaux, renvoyant deux mémoires des religieuses de la Madeleine, où elles se plaignent de l'opposition mise sur leur revenu à la requête du procureur syndic de la Commune.

21 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

4870. — État détaillé des revenus du monastère de la Madeleine et des charges incombant à la nation, certifié par sœur Marie-Marguerite Mouchard, en religion de la Nativité, prieure du couvent.

22 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4738 A.

4871. — Mémoires pour les dames formant la communauté du monastère de Sainte-Marie-Madeleine et les quatre religieuses de Saint-Michel commises par l'archevêque de Paris au gouvernement de cette maison, en contestation, pour leur traitement, avec les religieuses proprement dites, qui ont fait des vœux perpétuels, et lettre de sœur Marie-Joséphine Maruy, dite de Sainte-Chantal, maîtresse de la congrégation, ainsi que des commissaires administrateurs des biens nationaux.

24 décembre 1790-12 janvier 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D XIX 81, n° 628.

4872. — État des charges annuelles du monastère de la Madeleine.

1790.
Minute, *A. N.*, S 4738 A.

4873. — Lettre des religieuses professes de Sainte-Madeleine-des-Fontaines aux administrateurs du bureau d'agence générale de la Municipalité, exposant que, par suite de l'arrêt de leurs revenus, elles ne peuvent plus payer leurs ouvriers et fournisseurs, ni même subvenir aux frais du culte, et réclamant la pension de 700 livres par tête à laquelle elles ont droit à partir du 1er janvier.

22 février 1791.
Minute, *A. N.*, S 4738 A.

4874. — Déclarations individuelles des religieuses de la Madeleine, au sujet de leurs intentions de rester dans leur couvent ou de rentrer dans le monde, reçues par MM. Cyr-Jacques Vigner et Jean-Louis Roard, officiers municipaux.

4 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 4738 A.

4875. — Procès-verbal d'inventaire et description des effets mobiliers du monastère des religieuses de la Madeleine, par MM. Cyr-Jacques Vigner et Jean-Louis Roard, offfciers municipaux, commissaires délégués par le Conseil de Ville.

14 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 4738ᴬ.

4876. — Note de l'argenterie du couvent de Sainte-Marie-Madeleine, de la rue des Fontaines.

14 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 4738ᴬ.

4877.—Inventaire: 1° des peintures et tableaux de la maison des Dames de la Madeleine, dites Madelonnettes, par M. Doyen; 2° des sculptures et statues, par M. Mouchy.

14 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4738ᴬ.

4878. — Procès-verbal d'élection par scrutin de la sœur Marie Brouxel, dite de Saint-Arsène, comme supérieure du couvent de la Madeleine, et de la sœur Olivier, dite de Sainte-Clotilde, comme économe, procès-verbal dressé par MM. Cyr-Jacques Vigner et Jean-Louis Roard, officiers municipaux.

21 mars 1791.
Minute, *A. N.*, S 4738ᴬ.

4879.—Certificat de sœur Marie Brouxel, dite de Saint-Arsène, supérieure du couvent de la Madeleine, constatant que Marie-Marguerite Hamelin fait partie de la communauté en qualité de sœur *donnée*, qu'elle a payé 1,000 livres pour son entretien, et qu'elle a le droit de réclamer la pension de 350 livres, décrétée en faveur des frères et sœurs *donnés*.

18 mai 1791.
Minute, *A. N.*, S 4738ᴬ.

4880. — Procès-verbal de transport, par M. Philibert Borie, officier municipal, de sœur Marie-Elisabeth Boutemps, religieuse du couvent de la Madeleine, atteinte d'aliénation mentale, à l'hôtel de Tulleu, faubourg Saint-Denis, n° 77, avec état des effets mobiliers et linge à son usage.

20 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 4738ᴬ.

4881. — Procès-verbal de récolement des objets d'argenterie et ornements d'église se trouvant dans le monastère de la Madeleine, par M. Pierre Bernier, officier municipal, de transport de l'argenterie à la Monnaie, des objets de cuivre aux Barnabites et des autres effets aux Petits-Augustins.

24 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 4738ᴬ.

4882. — État de la dépense faite pour le déménagement du couvent de la Madeleine et le transport des objets mobiliers au dépôt général.

Août 1791.
Minute, *A. N.*, S 4738ᴬ.

Chanoinesses de Saint-Magloire ou Maglorines, rue Saint-Denis.

4883. — Livre des élections des supérieures du monastère des religieuses Augustines pénitentes, de fondation royale, rue Saint-Denis.

28 janvier 1678-20 juin 1789.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1688.

4884. — Livre des délibérations capitulaires de la communauté des Filles de Saint-Magloire.

2 janvier 1717-20 octobre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1687.

4885. — Déclaration du revenu et des charges du monastère des religieuses de Saint-Magloire, établi rue Saint-Denis, fournie par M. Adrien-François Oudin, procureur au Châtelet, fondé de pouvoir desdites religieuses, avec état résumé des produits et charges.

1er mars 1790.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, S 4742.

4886. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs du département du domaine, leur renvoyant un mémoire du sieur Le Rondel, fabricant de gazes, locataire d'une maison dépendante du couvent de Saint-Magloire, en discussion avec les religieuses pour l'exécution de son bail, afin de prévenir une procédure.

7 juillet 1790.
Copie, *A. N.*, D XIX 68, n° 430.

4887. — Rapport fait au Comité ecclésiastique par les administrateurs au département du domaine sur un débat entre les Dames de Saint-Magloire et le sieur Le Rondel, leur locataire, avec mémoire dudit sieur Le Rondel, projet de transaction entre les Dames de Saint-Magloire et le sieur Duret, locataire actuel, et lettre du département du domaine au Comité ecclésiastique.

12, 17, 21 juillet 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, D XIX 68, nº 436.

4888. — Lettre de la sœur Chrysostôme, dépositaire de Saint-Magloire, à M. Vigée, chef du bureau de liquidation, lui envoyant l'état exact de leurs revenus, ainsi que les noms des quatorze religieuses de chœur et de la religieuse converse qui restent dans la communauté, et demandant le maintien de la pension de 700 livres accordée à chaque religieuse, indépendamment des loyers de l'intérieur de leur couvent pour les frais du culte et les réparations intérieures de leur maison.

22 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4742.

4889. — Mémoire pour les sieur et dame Le Rondel, fabricants de gazes, rue Saint-Denis, contre les religieuses de Saint-Magloire, qui avaient obtenu une sentence du Châtelet ordonnant leur expulsion d'une maison qu'ils occupaient en vertu d'un bail passé avec lesdites religieuses.

1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D XIX 26, nº 405.

4890. — État nominatif des religieuses Augustines de Saint-Magloire, rue Saint-Denis, certifié par sœur Charles-Marguerite Leuliot, supérieure, et sœur Marie-Élisabeth Guibourg, dépositaire.

5 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, F^{19} 863.

Filles de Sainte-Geneviève, ou Miramiones, quai de la Tournelle.

4891. — Déclaration des revenus et charges du couvent des religieuses de Sainte-Geneviève, dites de Miramion, établies quai de la Tournelle, fournie par sœurs Marie-Françoise Bailly, économe, et Marie-Jeanne-Mélanie Belin, conseillère, avec état résumé des produits et charges.

2 mars 1790.
Minute et copies conformes (3 p.), *A. N.*, S 4747.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 633.

4892. — Lettre de la sœur Bailly, économe des religieuses de Sainte-Geneviève, au bureau des déclarations des biens du clergé, adressant les noms et âges des personnes auxquelles la maison des Miramiones paye des rentes viagères.

3 mars 1790.
Minute, *A. N.*, S 4747.

4893. — Lettre de la sœur Bailly, économe des religieuses de Sainte-Geneviève, à M. Balduc, premier commis du bureau des déclarations ecclésiastiques, expliquant que la somme de 3,072 livres 18 sols, portée dans la déclaration du 2 mars pour les retraites, représente le revenu de diverses fondations dont jouissait leur maison, sous l'obligation d'y faire annuellement quatre retraites, où étaient admises les pauvres femmes de la campagne et de la ville, et une cinquième en carême, pour les pauvres enfants de la paroisse, qui se préparent à leur première communion.

15 avril 1790.
Minute, *A. N.*, S 4747.

4894. — Adresse de la communauté des Filles de Sainte-Geneviève ou Miramiones, au Comité ecclésiastique, déclarant que, leur maison, purement séculière et laïque, est une maison de retraite et de charité, et demandant que leurs biens soient distraits de la liste des biens nationaux et qu'on leur accorde la liberté d'associer de nouveaux sujets à leurs bonnes œuvres.

Septembre 1790.
Extrait, *A. N.*, D XIX 69, nº 456.

4895. — Arrêté du directoire du Département, portant que les Miramiones, sorties de leur communauté pour refus de serment, ne pourront y rentrer et que, pour

celles qui se sont conformées à la loi, il sera sursis à la vente de leurs biens et qu'il leur sera tenu compte de la totalité de leurs revenus.

6 juillet 1791.
Copie, *A. N.*, F^{19} 863.

4896. —Arrêté du directoire du Département, statuant sur les réclamations des dix-sept dames de chœur et huit converses sorties de la maison des Miramiones pour refus de serment, et décidant qu'elles n'ont droit qu'à leurs meubles et effets et à la rente de la dot apportée en entrant dans l'établissement.

19 août 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 863.

4897. — Mémoire des Filles de Sainte-Geneviève, dites de Miramion, aux administrateurs de la Municipalité, demandant qu'une délibération du comité d'administration des biens nationaux, confirmative de celles des 5 octobre 1790 et 27 avril 1791, déclare leur communauté vouée au soulagement des pauvres et lui reconnaisse le droit d'administrer librement ses biens.

23 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 4747.

Religieuses de Notre-Dame-de-la-Miséricorde, rue du Vieux-Colombier.

4898. — Déclaration des biens, revenus et charges du monastère des religieuses de Notre-Dame-de-la-Miséricorde, rue du Vieux-Colombier, fournie par M. Jean-Louis-Germain Dauptain, expert-juré, fondé de procuration desdites religieuses, avec procuration et détail des dettes aux entrepreneurs et fournisseurs, ainsi que des emprunts contractés.

27 février 1790.
Minutes et copies conformes (5 p.), *A. N.*, S 4747.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 203.

4899. — État nominatif des religieuses de la Miséricorde, certifié par la sœur Bonaventure-Jeanne Quillier, en religion Marie de Sainte-Euphrasie, et par les religieuses assistantes et conseillères.

6 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

4900. —Procès-verbal de récolement des effets mobiliers du monastère des religieuses de Notre-Dame-de-la-Miséricorde, par MM. Charles Minier et Claude-Nicolas Guignard, commissaires du Conseil de Ville, chargés de recevoir également les déclarations des religieuses.

30 juin 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4747.

4901. — Requête adressée au directoire du Département par quatre religieuses professes et une religieuse converse du couvent de la Miséricorde de Paris, transférées depuis plusieurs années dans la maison de la Miséricorde de Sancerre, à l'effet d'obtenir la liquidation de leur traitement sur le même pied que les religieuses du couvent de la rue du Vieux Colombier.

1er juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 4747.

4902. — État des rentes et pensions payées par les religieuses du monastère de Notre-Dame-de-la-Miséricorde, sur un emprunt de 450 livres fait à Mlle Stouf, pour suppléer à l'absence du traitement des religieuses et de leurs revenus de la Ville pour 1790, ledit état certifié par la supérieure.

4 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, S 4747.

4903. — État des dettes des religieuses du couvent de Notre-Dame-de-la-Miséricorde, rue du Vieux-Colombier, pour l'année 1790, se montant à la somme de 5,313 livres, certifié par les supérieure et économe.

2 novembre 1791.
Minute, *A. N.*, S 4747.

Chanoinesses de Saint-Augustin, dites de Notre-Dame-des-Victoires, à Picpus.

4904. — Bail à loyer d'une maison, rue de Picpus, par les religieuses chanoinesses régulières de Saint-Augustin, à Suzanne-

Françoise de la Balme, veuve de Christophe-Nicolas-Acarin Delavigne, commissaire des guerres.

2 mai 1789.
Expédition sur parchemin, *A. N.*, S 4749.

4905. — Adresse des religieuses Augustines de Picpus à l'Assemblée nationale, pour demander la conservation de leur maison, adresse accompagnée de la déclaration de leurs biens.

16 août 1789.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 44, n° 701.

4906. — Déclaration des revenus et charges du monastère des religieuses chanoinesses de Saint-Augustin, établi à Picpus, présentée par M. Anne-Clément-Félix Champion de Villeneuve, avocat aux Conseils, fondé de procuration des religieuses (les revenus s'élevant à 14,939 livres 16 sols 1 denier, et les charges à 8,456 livres 13 sols 6 deniers,) avec procuration et état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copies conformes (7 p.), *A. N.*, S 4749.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 564.

4907. — État des revenus et charges du monastère des religieuses chanoinesses de Picpus, de l'ordre de Saint-Augustin, donné afin de satisfaire à la lettre de la Municipalité, du 18 novembre 1790, et destiné à établir les pensions décrétées pour la maison, certifié par sœur Marie-Félicité Boyer, dépositaire.

24 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4749.

4908. — Requête des religieuses de Picpus aux maire et officiers municipaux de Paris, tendant à obtenir l'éloignement de la sœur Benezel, de Sainte-Félicité, atteinte d'aliénation mentale, qui trouble le repos de leur communauté, avec lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, transmettant cette requête.

27 décembre 1790, 4 janvier 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1416.

4909. — Lettre du sieur Coutier, maître de pension, rue de Picpus, déclarant ne prétendre à aucun droit de location sur le petit bâtiment que lui avaient loué les religieuses, bâtiment dont l'acquéreur pourra prendre possession dès l'adjudication.

15 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, S 4749.

4910. — Lettre de la sœur Boyer, dépositaire des chanoinesses de Picpus, annonçant le décès de la sœur Lenoir, religieuse bénédictine de l'abbaye de Malnoue.

30 mars 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

4911. — États nominatifs des chanoinesses de Picpus, certifiés par sœur Marie-Justine Bergeret, prieure.

1er avril, 8 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[19] 863.

4912. — Compte des recettes et dépenses faites pendant l'année 1790, rendu par les prieure, dépositaire et religieuses du couvent de Notre-Dame-de-la-Victoire, établies à Picpus, lorsqu'elles quittèrent leur maison et la vie commune en mai 1792.

Copies (2 p.), *A. N.*, S 4749.

Bernardines du Précieux-Sang, rue de Vaugirard.

4913.—Livre des conclusions capitulaires des Bernardines du Précieux-Sang.

27 janvier 1668-12 novembre 1791.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1708.

4914. — Lettre de Mme Adélaïde d'Héval, religieuse du Précieux-Sang, rue de Vaugirard, au président de l'Assemblée nationale, déclarant qu'elle est sans fortune et n'a d'autre ressource que de vivre toujours au couvent.

6 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XIX 50, n° 73.

4915. — Procès-verbal de transport du commissaire Hubert au couvent du Précieux-Sang, rue de Vaugirard, à la requête du sieur Jean Coutèle de Vaumorin, afin de constater l'évasion de la dame Charlotte

Dupuy, sa femme, qui avait été enfermée audit couvent par ordonnances du lieutenant civil, des 31 mai et 28 juin 1788.

27 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13818.

4916. — Déclaration des revenus et charges du couvent des religieuses Bernardines du Précieux-Sang, établies rue de Vaugirard, fournie par M. Valéry-Ambroise-François Lefebvre du Romerel, bourgeois de Paris, fondé de procuration desdites religieuses (les revenus se montant à 18,335 livres 12 sols 9 deniers, les charges à 9,862 livres 19 sols 2 deniers et les dettes aux fournisseurs à 46,432 livres), avec procuration, état résumé des produits et charges, détail des rentes et des dettes aux ouvriers et fournisseurs.

4 mai 1790.
Minutes et copies conformes (7 p.), *A. N.*, S 4750.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 188.

4917. — Procès-verbal de transport de M. Pierre-Louis Davous, officier municipal, au couvent des Bernardines du Précieux-Sang, pour recevoir les déclarations des religieuses et procéder au récolement des titres et papiers.

25 juin 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4750.

4918. — Supplique des religieuses Bernardines du Précieux-Sang à M. Bailly, exposant le triste sort d'une communauté de quarante personnes, privée de ses revenus et de tout moyen de subsister, et déclarant que leurs besoins sont pressants.

29 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, S 4750.

4919. — Listes exactes des noms de baptême et de famille des religieuses Bernardines du Précieux-Sang, rue de Vaugirard, certifiées par sœur Marie-Antoinette-Rosalie Lefebvre, en religion de Sainte-Victoire, prieure.

29 avril, 1er juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

4920. — Compte des dépenses de la communauté des Bernardines, acquittées par la sœur Saint-Léon, dépositaire du couvent, ledit compte destiné à tenir lieu des registres remis à M. Vigée, chef du bureau de liquidation.

23 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, S 4750.

Religieuses de la Présentation, rue des Postes.

4921. — Déclaration des biens, revenus et charges du monastère de la Présentation, rue des Postes, fournie par M. Charles Dupuy, bourgeois de Paris, fondé de pouvoir des religieuses (les revenus s'élevant à 9,443 livres 16 sols 8 deniers, et les charges à 5,623 livres 15 sols), avec procuration et état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4752.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 748.

4922. — Déclaration faite par Anne-Marguerite Crupart, dite de Saint-Paul, religieuse du couvent de la Présentation, rue des Postes, à l'effet d'obtenir l'autorisation de sortir de son monastère et de jouir, dans une communauté non cloîtrée, d'une honnête liberté.

19 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 50, n° 91.

4923. — Procès-verbal du commissaire Gruter des Rosiers, dressé à la requête et sur la plainte de M. François-Marie-Louis Barrairon, directeur des domaines, à l'effet de constater l'évasion de sa femme, âgée de vingt ans, du couvent des Dames de la Présentation, rue des Postes, où elle avait été enfermée pour six mois, en vertu d'une sentence de la Chambre du Conseil, homologative d'avis de parents, et d'où elle s'était échappée à l'aide d'une échelle, dans la nuit du 2 juillet, avec information faite à ce sujet.

5, 6, 24 juillet 1790.
Minutes (7 p.), *A. N.*, Y 13421.

4924. — Décision du bureau de liquidation, fixant provisoirement le traitement

des religieuses de chœur et converses du couvent des Bénédictines de la Présentation.

3 juin 1791.
Copie, *A. N.*, S 4752.

4925.—État des contrats du monastère de la Présentation, rue des Postes, remis au bureau d'agence par celui de féodalité.

15 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 4752.

4926. — État nominatif des religieuses Bénédictines de la Présentation, rue des Postes, certifié par sœur Anne-Marie Touron, supérieure.

1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

Récollettes, rue du Bac.

4927 — Registres des recettes et dépenses faites par la sœur dépositaire du couvent des Récollettes de la rue du Bac.

3 décembre 1769-31 décembre 1790.
6 décembre 1784-31 décembre 1790.
Originaux (2 volumes in-fol.), *A. N.*, H 4162, 4163.

4928. — Déclaration des immeubles, revenus et charges des religieuses Récollettes établies rue du Bac, fournie par M. Amable Toussaint Delarue, notaire au Châtelet, fondé de procuration des religieuses (le revenu se montant à 25,730 livres 19 sols 9 deniers, les charges casuelles à 9,560 livres 4 sols, les dettes aux ouvriers et fournisseurs à 40,116 livres 9 sols), avec procuration, état résumé des produits et charges, et état des effets de la sacristie.

12 mars 1790.
Minutes et copies (7 p.), *A. N.*, S 4753.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 189.

4929. — Procès-verbal de visite du monastère des religieuses Récollettes de la rue du Bac, par MM. Etienne-Louis-Hector de Joly, lieutenant de maire, Jean-Valentin Buob, administrateur au département des établissements publics, et Achille-Thomas Simonnet de Maisonneuve, administrateur au département des impositions, commissaires chargés de vérifier les comptes et de recevoir les déclarations des religieuses.

19 juin 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4753.

4930. — Supplique des religieuses de l'Immaculée-Conception, dites Récollettes de la rue du Bac, au Comité ecclésiastique, exposant qu'elles se trouvent réduites à la plus affreuse détresse, par suite du refus qu'elles éprouvent de la part de leurs locataires, et demandant l'autorisation de toucher le quartier échu le 1er octobre, avec note du Comité, renvoyant cette requête à la Municipalité.

14 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, S 4753.

4931. — Lettre de sœur Louise-Marie Cagé, dite du Couronnement, abbesse du monastère des religieuses Récollettes, à M. Pitra, commissaire administrateur des biens nationaux, adressant l'état au vrai des revenus et charges de sa communauté.

15 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4753.

4932. — États nominatifs des personnes composant la communauté des religieuses de l'Immaculée-Conception, dites Récollettes, grande rue du Bac, certifiés par sœur Louise-Marie Cagé, supérieure.

15 décembre 1790, 11 mai, 22 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{19} 863; S 4753.

Bénédictines du Saint-Sacrement, rue Cassette.

4933.— Déclaration des biens, revenus et charges du monastère du Saint-Sacrement, établi rue Cassette, fournie par M. Claude-Charles Pointard, avocat au Parlement, fondé de procuration de sœur Marie-Madeleine Dolbelle, de Saint-Joseph, prieure (les revenus s'élevant à la somme de 33,970 livres 2 sols 10 deniers, les charges à 13,071 livres, et les dettes à 105,828 livres, savoir : 1° 33,428 livres dues aux fournisseurs de la maison; 2° 72,400 livres aux maçons et

autres entrepreneurs), avec procuration et état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minutes et copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4755.

Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 219.

4934. — Procès-verbal de récolement des effets mobiliers du monastère du Saint-Sacrement, rue Cassette, dressé par MM. Jean-Louis Brousse des Faucherets, lieutenant de maire, Augustin de Velly et Antoine-Fabien Cholet, administrateurs de la Municipalité, chargés de recevoir les déclarations des religieuses et de vérifier les états des rentes, des dettes, des locataires et autres produits par les religieuses.

4 juin 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4755.

4935. — Lettre des religieuses du Saint-Sacrement à M. Bailly, envoyant le compte de l'administration de leurs biens du 1er janvier au 27 septembre, déclarant qu'elles se trouvent sans bois, sans pain, sans nourriture, que les fournisseurs refusent de faire crédit, et demandant l'allocation de 4,812 livres 10 sols, somme qui représente le traitement d'octobre 1790 à janvier 1791 de vingt-trois religieuses de chœur et de neuf sœurs converses, avec le compte en question.

23 octobre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, S 4755.

4936. — Lettres des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, touchant le payement de la pension des sœurs Barbe Jacquinot et Saint-Antoine, religieuses converses du couvent du Saint-Sacrement, transférées pour cause de démence dans la maison de la Dlle Le Niel, cul-de-sac des Vignes, avec réponse du Comité, recommandant d'apporter toute l'économie possible dans les secours que nécessite l'état de ces religieuses.

2 décembre 1790.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702; D XIX 76, n° 561.

4937. — États des dames religieuses et sœurs converses composant la maison du Saint-Sacrement, rue Cassette, certifiés par sœur Marie-Madeleine Dolbelle, dite de Saint-Joseph, prieure.

10 avril, 1er juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F19 863; S 4755.

Bénédictines du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis-au-Marais.

4938. — Délibérations capitulaires de la communauté des religieuses Bénédictines du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis-au-Marais.

30 novembre 1756-30 novembre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, LL 1711.

4939. — Procès-verbal de réintégration au couvent des Dames du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis, de la demoiselle Bauduy, qui en avait été retirée par sa mère, ladite réintégration faite par le commissaire Vanglenne à la requête de M. Jean-Baptiste Bauduy, ancien conseiller au Conseil supérieur de Port-au-Prince, père de ladite demoiselle, suivant sa déclaration.

13, 15 septembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 16006.

4940. — Compte des recettes et dépenses du couvent des Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis, rendu par la mère Sainte-Scholastique, dépositaire.

1789-1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4147.

4941. — Déclaration du revenu et des charges du monastère des Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis, fournie par M. Pierre-François-Sébastien Chevalier, ancien commissaire de la ville de Paris, fondé de procuration de sœur Adélaïde-Rosalie de Saint-Estève, dite de la Présentation, prieure (les revenus montant à 10,728 livres 24 sols, les charges à 3,770 livres 10 sols), avec procuration et état résumé des produits et charges.

1er février 1790.
Minutes et copies conformes (6 p.), *A. N.*, S 4757.

4942. — Livre des quittances du boulanger fournissant la maison du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis.

6 mai 1790-4 août 1792.
Original (volume in-8°), *A. N.*, H 4144.

4943. — Procès-verbal de visite et vérification de la maison des Bénédictines du Saint-Sacrement de la rue Saint-Louis, par MM. Charles d'Augy, assesseur au tribunal de la Ville, César-Gabriel Filleul et Jean-François Santerre, administrateurs de la Municipalité, chargés de recevoir les déclarations des religieuses.

19 juin 1790.
Copie conforme, *A. N.*, S 4757.

4944. — État des revenus et charges des Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, second monastère, établi rue Saint-Louis-au-Marais, certifié par les religieuses.

11 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4757.

4945. — Extrait du procès-verbal dressé par MM. Canuel, administrateur, et Girod de Bury, chef du bureau de féodalité, au monastère du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis, pour l'enlèvement des titres dudit monastère.

9 février 1791.
Extrait signé, *A. N.*, S 4757.

4946. — États nominatifs des religieuses Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis-au-Marais, certifiés par sœur Adélaïde-Rosalie de Saint-Estève, dite de la Présentation, supérieure.

8 juillet 1791, 19 décembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863; S 4757.

4947. — Tableau comparatif des biens du monastère des religieuses Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis, conformément à leurs déclarations des 1er février et 11 décembre 1790 et aux procès-verbaux dressés par MM. les administrateurs, les 19 juin 1790 et 9 février 1791, et tableau de fixation de leurs pensions pour le quartier d'octobre 1791, suivi d'un mémoire adressé par la prieure, avec lettre d'envoi de la sœur de Saint-Estève.

26 août 1791.
Minute et copies (5 p.), *A. N.*, S 4757.

Sœurs séculières de l'Adoration du Saint-Sacrement, rue de Charonne.

4948. — Déclaration des biens-fonds, meubles et immeubles, revenus et charges de la communauté des Filles de l'Adoration du Saint-Sacrement de la rue de Charonne, fournie par M. Claude-Charles Pointard, avocat en Parlement, fondé de procuration de sœur Marie-Ange Boccalandre, supérieure (les revenus se montant à 6,271 livres 13 sols 10 deniers, et les charges à 4,259 livres 15 sols), avec procuration et état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minute et copies (6 p.), *A. N.*, S 4758.

Filles du Sauveur, rue de Vendôme.

4949.— Registre de recette et de dépense de la communauté des Filles pénitentes du Sauveur, rue de Vendôme.

Janvier 1778-décembre 1789.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, H 4150.

4950. — Déclaration des revenus et charges du couvent des Filles pénitentes du Sauveur, établi rue de Vendôme, fournie par Mme Madeleine-Julie d'Espinas, supérieure (le revenu atteignant 16,703 livres, dans lequel le produit du travail des pénitentes entrait pour 10,000 livres, et les dettes aux ouvriers et fournisseurs s'élevant à 28,039 livres 2 sols), avec état résumé des produits et charges.

2 mars 1790.
Minute et copies (5 p.), *A. N.*, S 4759.
Cf. COCHERIS, ***Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris***, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 496.

4951. — Procès-verbal de récolement du mobilier et vérification des comptes du couvent des Filles pénitentes du Sauveur, rue de Vendôme, par MM. Jean-Thomas Defresne, René Le Roulx de la Ville et Jean-

Nicolas Fallet, administrateurs de la Municipalité.

19 juin 1790.

Minute et copies conformes (4 p.), *A. N.*, S 4759.

4952. — Lettre du Comité de mendicité à M. Bailly, exprimant le regret de ne pouvoir faire droit à la demande de secours, adressée par la supérieure des Filles du Sauveur.

24 novembre 1790.

Copie. *A. N.*, AF*I 15, fol. 66 v°.

4953. — Mémoire sur la fondation et l'utilité de la communauté des Filles du Sauveur, présenté au Comité de mendicité par Mme Madeleine-Julie d'Espinas, supérieure, à l'effet d'obtenir une allocation pour payer les dettes de la maison, montant à 46,469 livres 17 sols 11 deniers, et des moyens d'existence pour les sœurs infirmes, au nombre de trente-cinq, à la charge de la communauté, avec lettre d'envoi de la supérieure.

7 décembre 1790.

Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, S 4759.

4954. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, lui faisant parvenir des éclaircissements sur la fondation et l'utilité de la communauté des Filles pénitentes du Sauveur.

15 décembre 1790.

Original signé, *A. N.*, D XIX 81, n° 627bis.

4955. — Lettre de M. Jallier de Savault, officier municipal, adressant, de la part de la supérieure du Sauveur, l'état des dettes de sa maison, avec un tableau des sommes dues et des acomptes donnés par la même communauté aux différents ouvriers et fournisseurs.

3 avril 1791.

Minute, *A. N.*, S 4759.

4956. — Mémoire exposant la situation précaire des Filles pénitentes du Sauveur, au nombre de quatre-vingt-seize, qui n'ont, pour l'alimentation de la communauté, qu'une somme de 95 livres 9 sols par tête et par année, soit 5 sols 3 deniers par jour, en ne buvant que de l'eau, et se trouvent hors d'état de payer leurs dettes, avec lettre du Comité de mendicité au directoire du Département, favorable en principe à la réunion de la maison du Saint-Sauveur à celle du Bon-Pasteur, et lettre d'envoi du mémoire par les commissaires de l'administration des biens nationaux.

2, 17 mai 1791.

Minutes signées (3 p.), *A. N.*, S 4759.

4957. — Supplique des Dames Hospitalières de Saint-Thomas-de-Villeneuve, chargées de la direction de la maison des Filles pénitentes du Sauveur, aux administrateurs des biens nationaux, à l'effet d'exposer leur situation lamentable, confirmée par M. Jallier, officier municipal, lequel déclare « qu'il est peu d'établissement plus utile, plus économique et mieux tenu que celui des Filles pénitentes, et qu'il n'en est point qui soit dans une plus grande détresse », avec lettre du procureur général syndic du Département à l'agence des biens nationaux, autorisant le payement immédiat d'une somme de 1,200 livres pour subvenir aux besoins les plus pressants et ajournant toute décision au sujet du traitement à leur accorder après éclaircissements sur le régime et l'utilité de cette maison.

13, 30 mai 1791.

Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, S 4759.

4958. — Rapport présenté par M. Texier au comité de la section du Temple, touchant les Filles pénitentes du Sauveur, concluant au maintien de cette maison qui rend les plus grands services, et demandant la réouverture de son église pour la célébration du culte divin, ainsi que l'établissement d'écoles publiques dans une des ailes de la cour du couvent.

21 septembre 1791.

Extrait conforme, *A. N.*, S 4759.

4959. — Compte des dépenses des Filles pénitentes du Sauveur.

1791-1792.

Minute, *A. N.*, S 4759.

Filles-Saint-Thomas, rue Neuve-Saint-Augustin.

4960. — Déclaration des revenus et charges du monastère des religieuses de l'ordre de Saint-Dominique, établi rue des Filles-

Saint-Thomas, présentée par M. Augustin Rameau, notaire au Châtelet, fondé de procuration de sœur Gabrielle-Louise Magnier, de Saint-Augustin, prieure (les revenus se montant à 20,589 livres 6 deniers, et les charges à 5,825 livres 11 sols), avec un état résumé des produits et charges.

26 février 1790.
Minute et copies (7 p.), *A. N.*, S 4760.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. Ier, p. 263.

4961. — Lettre de sœur Gabrielle-Louise Magnier, de Saint-Augustin, prieure du couvent des Filles-Saint-Thomas, adressant un état des revenus et charges desdites religieuses et faisant observer que les charges imposées à la maison atteignent le chiffre de 2,296 livres, quoiqu'on leur ait retiré les moyens de les acquitter, et protestant contre toute réduction qu'on ferait subir à leur traitement.

19 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4760.

4962. — Procès-verbal de visite du monastère des Filles-Saint-Thomas, établi rue Neuve-Saint-Augustin, par MM. Trudon des Ormes et Canuel, commissaires municipaux, chargés de recevoir les déclarations des religieuses.

12 juin 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4760.

4963. — Lettre de M. Filleul, administrateur des biens nationaux, à la supérieure du couvent des Filles-Saint-Thomas, l'invitant à fournir à M. Tiron, receveur des revenus ecclésiastiques, tous les renseignements pour opérer la perception de ceux de leur couvent, avec lettre de la supérieure, déclarant que les petits appartements, occupés par leurs pensionnaires, font partie intégrante du cloître, et lettre du Comité ecclésiastique à M. Tiron, sur ce point.

4 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 72, n° 504.

4964. — État des revenus et charges du monastère des Filles-Saint-Thomas et des religieuses composant la communauté.

20 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 4760.

4965. — Actes de profession des religieuses du monastère de Saint-Thomas, extraits des registres, et état nominatif des religieuses, certifiés par sœur Gabrielle-Louise Magnier, de Saint-Augustin, supérieure.

10 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F19 863.

4966. — État nominatif des religieuses qui composent la communauté de Saint-Thomas, rue des Filles-Saint-Thomas, en juillet 1791, certifié par sœur Gabrielle-Louise Magnier, de Saint-Augustin, prieure dudit couvent, avec lettre d'envoi.

1er, 2 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F19 863.

Ursulines, rue Sainte-Avoye.

4967. — Registre des pensions des demoiselles pensionnaires et des dames occupant des appartements dans la maison des Ursulines de Sainte-Avoye.

1763-1792.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, H 4186.

4968. — Bail à loyer par les religieuses du monastère de Sainte-Avoye à Mlle Félicité Baurlier, d'une maison, rue Geoffroy l'Asnier.

25 juillet 1789.
Copie, *A. N.*, S 4767.

4969. — Déclaration des biens meubles et immeubles, revenus et charges du monastère des religieuses Ursulines de Sainte-Avoye, établi rue Sainte-Avoye, fournie par l'abbé Julien Duniat, prêtre du diocèse de Clermont, fondé de procuration de sœur Marie-Catherine Rollet, de Saint-Augustin, supérieure, et de sœur Agnès-Louise Desbois, de Sainte-Thérèse, dépositaire (lesdits revenus se montant à 8,536 livres 5 sols, et les charges à 7,722 livres 1 denier), avec procuration et état résumé des produits et charges.

22 février 1790.
Minute et copies (5 p.), *A. N.*, S 4764.
Cf. COCHERIS, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II p. 251.

4970. — Certificat des religieuses Ursulines de Sainte-Avoye, constatant que M. Charles-Marie Patert, chanoine de l'Église de Paris, leur a prêté, le 1er décembre 1783, 6,000 livres, qui ont servi à payer un acompte à M. Jolivet, leur maçon, pour les réparations faites au bâtiment des écoles gratuites, avec lettre de M. Patert aux commissaires de l'agence des biens nationaux, réclamant le remboursement de cette créance.

11 septembre, 13 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4764.

4971. — Demande du bureau de liquidation des biens nationaux au Comité ecclésiastique, à l'effet de savoir par qui doit être payé le quartier de la pension alimentaire sollicitée par la dame Bouquillard, religieuse des Ursulines de Sainte-Avoye, sortie du couvent, avec réponse du Comité.

17 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 74, n° 541bis.

4972. — Compte des recettes et dépenses de la communauté des Ursulines de Sainte-Avoye.

1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4764.

4973. — État nominatif des religieuses Ursulines de Sainte-Avoye, certifié par sœur Marie-Catherine Rollet, de Saint-Augustin, supérieure, et extrait des registres de profession.

12 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 863.

4974. — Lettre de sœur Rollet, de Saint-Augustin, supérieure des Ursulines de Sainte-Avoye, à M. Tiron, administrateur des biens nationaux, le priant d'accélérer la liquidation de leur traitement et de songer que, si leurs classes sont très nombreuses, elles sont entièrement gratuites.

9, 11 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4764.

4975. — Délibération du bureau de liquidation des biens nationaux, autorisant le payement aux religieuses Ursulines de Sainte-Avoye d'un nouvel acompte de 3,000 livres sur leur traitement, eu égard à leurs pressants besoins.

19 août 1791.
Copie, *A. N.*, S 4764.

4976. — État nominatif des religieuses de Sainte-Avoye à l'époque de leur suppression.

1791.
Minute, *A. N.*, S 4764.

Ursulines, rue Saint-Jacques.

4977. — Inscription des quartiers de rentes sur la Ville, sur le clergé, ou sur particuliers, appartenant aux Ursulines de la rue Saint-Jacques.

1639-1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4188.

4978. — Déclaration des biens meubles et immeubles, revenus et charges de la maison conventuelle des Ursulines du faubourg Saint-Jacques, fournie par M. Aignan-Louis Petit Delafosse, avocat aux Conseils, fondé de procuration de sœur Marguerite de Laugier-Beaucourse, dite de l'Assomption, supérieure, et de sœur Anne-Marguerite de Lange, de Saint-Augustin, dépositaire, avec état résumé des produits et charges.

20 janvier 1790.
Minute et copies (5 p.), *A. N.*, S 4769.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 166.

4979. — Procès-verbal de visite du monastère des Ursulines du faubourg Saint-Jacques, par M. Pierre-Louis Davous, administrateur de la Municipalité, chargé de recevoir les déclarations des religieuses, avec un état des revenus et des charges.

7 juillet 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4769.

4980. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, annonçant qu'après constatation faite que le couvent des Ursulines était maison d'éducation publique, le receveur des biens nationaux a été autorisé à donner mainlevée des oppositions formées à la re-

quête du procureur syndic de la Commune, dénoncées par lettre de la sœur Saturnine, dépositaire du couvent, et que les religieuses jouiront provisoirement de l'administration de leurs biens.

9 octobre, 25 novembre 1790.
Minute et originaux signés (3 p.), *A. N.*, D XIX 74, n° 540bis.

4981. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, communiquant une lettre de la dépositaire des Ursulines de la rue Saint-Jacques.

21 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

4982. — Mémoire des Ursulines de la rue Saint-Jacques au Comité ecclésiastique, exposant qu'elles tiennent des écoles gratuites et publiques pour les enfants pauvres, et protestant contre la mise en vente de leurs maisons.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 81, n° 621.

4983. — État des revenus des religieuses Ursulines du faubourg Saint-Jacques, tant sur les emprunts publics qu'en loyers de maisons et fermages, dressé par les commissaires de la Municipalité.

18, 19 mars 1791.
Extrait, *A. N.*, S 4769.

4984. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, leur recommandant de faire payer aux Ursulines du faubourg Saint-Jacques les arrérages de rentes à elles dus pour l'année 1790.

6 juin 1791.
Copie, *A. N.*, P19 863.

Ursulines de Saint-Denis.

4985. — Requête des Ursulines de Saint-Denis, chargées de l'éducation gratuite des jeunes personnes, au Comité ecclésiastique, pour être dispensées de vendre le terrain sur lequel se trouvent leurs classes.

29 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 86, n° 681.

Filles pénitentes de Sainte-Valère, rue de Grenelle.

4986. — Registres de dépense des religieuses de Sainte-Valère.

1777-1789.
Originaux (2 volumes in-fol.), *A. N.*, H 4178, 4179.

4987. — Déclaration des revenus et charges de la communauté de Sainte-Valère, sise rue de Grenelle, fournie par M. Joseph Brochier, maître en chirurgie, fondé de procuration de sœur Thérèse Beaulieu, religieuse hospitalière de Saint-Thomas-de-Villeneuve, supérieure de ladite communauté, (les revenus se montant à 13,292 livres 18 sols et les charges à 1,964 livres 10 sols), avec procuration et état résumé des produits et charges.

26 février 1790.
Minute et copies (6 p.), *A. N.*, S 4775.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 265.

4988. — Procès-verbal de visite et d'inventaire de la maison de Sainte-Valère, barrière de Grenelle, près les Invalides, par MM. Antoine-Joseph Thorillon, ancien procureur au Châtelet, Paul Beaufils, ancien gouverneur chez M. de Montmorency, et Charles-Nicolas Osselin, avocat au Parlement, administrateurs de la Municipalité, commissaires du Conseil de Ville, chargés de vérifier les comptes et de recevoir les déclarations des religieuses.

22 juin 1790.
Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, S 4775.

Religieuses de la Visitation Sainte-Marie, rue Saint-Antoine.

4989. — État des maisons et héritages appartenant aux religieuses de la Visitation-Sainte-Marie, rue Saint-Antoine, situés proche dudit monastère.

1700-1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4192.

4990. — Inscription de la recette des loyers, des rentes, pensions et autres reve-

nus des religieuses de la Visitation, rue Saint-Antoine.

1707-1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, H 4189.

4991. — Déclaration des revenus et charges du monastère des religieuses de la Visitation-Sainte-Marie, établi rue Saint-Antoine, fournie par M. Charles Fraire-Allié, bourgeois de Paris, fondé de procuration de sœur Anne-Madeleine Chalmette, supérieure dudit monastère, (lesdits revenus s'élevant à 43,261 livres 16 sols 10 deniers et les charges à 9,999 livres 2 sols 11 deniers.

27 février 1790.
Minute et copies (7 p.), *A. N.*, S 4776.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 529.

4992. — État des revenus et charges du premier monastère de la Visitation-Sainte-Marie, rue Saint-Antoine, en rectification de la déclaration du 27 février 1790.

Minute, *A. N.*, S 4776.

4993.— État des maisons, biens, revenus et effets du premier monastère de la Visitation-Sainte-Marie, rue Saint-Antoine, d'après le procès-verbal dressé par MM. Jean-Louis Brousse des Faucherets, Augustin de Velly et Antoine-Fabien Cholet, administrateurs de la Municipalité, avec huit états des locataires, des rentes, des dettes passives, des créances, des avances faites par les demoiselles pensionnaires et des charges du monastère, certifiés par sœur Anne-Madeleine Chalmette, supérieure, et sœur Marie de Chantal-Godefroy, économe.

7 juin 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4776.

4994. — Lettre de sœur Anne-Madeleine Chalmette, supérieure de la Visitation-Sainte-Marie, exposant l'embarras où elle se trouve par suite du non-payement des rentes du couvent par les Bénédictines de Marmoutiers et par les locataires de leurs petites maisons devant l'ancienne Bastille.

21 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 65, n° 360.

4995. — Acte du décès de sœur Reine-Julie Delas, religieuse converse de la Visitation-Saint-Antoine, extrait des registres de sépulture de ce monastère.

8 décembre 1790.
Extrait signé, *A. N.*, S 4776.

4996. — Requête des religieuses du monastère de la Visitation-Saint-Antoine au Comité ecclésiastique et à la municipalité de Paris, afin d'être autorisées à toucher de leurs locataires et débiteurs les loyers et sommes qui leur sont dus, attendu qu'elles ont le plus pressant besoin de secours, avec état nominatif des religieuses.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4776.

4997. — États nominatifs des religieuses de la Visitation-Sainte-Marie, rue Saint-Antoine, certifiés par sœur Anne-Marguerite Chalmette, supérieure, avec note réclamant deux mois sept jours de pension pour l'une des religieuses, décédée le 7 décembre 1790.

1er avril, 1er juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F19 863.

Religieuses de la Visitation-Sainte-Marie, rue du Bac.

4998.— Registre de recette et de dépense des Visitandines de la rue du Bac.

1786-1790.
Original (volume in-fol.), *A. N.*, H 4196.

4999. — Déclaration des biens, revenus et charges du monastère de la Visitation-Sainte-Marie, établi rue du Bac, fournie par M. Jacques-François Demachy, maître en pharmacie, fondé de procuration des religieuses, (lesdits revenus se montant à 40,816 livres et les charges à 41,000 livres), avec procuration et état résumé des produits et charges.

13 février 1790.
Minute et copies conformes (4 p.), *A. N.*, S 4785.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. III, p. 259.

5000. — Procès-verbal de récolement et vérification des effets mobiliers, titres et

papiers des religieuses de la Visitation-Sainte-Marie, rue du Bac, par MM. Étienne-Louis-Hector De Joly, Jean-Valentin Buob et Achille Simonnet de Maisonneuve, commissaires de la Municipalité, chargés de recevoir les déclarations des religieuses.

17 juin 1790.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, S 4785.

5001. — États nominatifs des religieuses de la Visitation-Sainte-Marie, rue du Bac, au nombre de quarante-neuf professes, certifiés par sœur Thérèse-Joséphine de Nollent, supérieure.

19 octobre 1790, 17 avril 1791.
Minutes signées (3 p.), *A. N.*, F[19] 863.

5002. — État des revenus du monastère de la Visitation-Sainte-Marie, rue du Bac, avec état nominatif des religieuses, au nombre de quarante-neuf.

1790.
Minute, *A. N.*, S 4785.

5003. — Procès-verbal d'enlèvement de l'argenterie du couvent de la Visitation-Sainte-Marie, rue du Bac, par M. Pierre Bernier, officier municipal, et de son transport en l'hôtel des Monnaies, ladite argenterie du poids de 24 marcs 5 onces 1 gros pour l'argent blanc et de 25 marcs 3 onces 7 gros pour le soleil de vermeil.

6 août 1791.
Minute, *A. N.*, S 4785.

Religieuses de la Visitation-Sainte-Marie, rue Saint-Jacques.

5004. — Déclaration des revenus et charges du monastère de la Visitation-Sainte-Marie, établi rue du Faubourg-Saint-Jacques, fournie par M. Jean Barat, maître maçon, fondé de procuration des religieuses, (lesdits revenus se montant à 36,550 livres 14 sols, les charges à 19,518 livres 15 sols 4 deniers et les dettes aux ouvriers et fournisseurs à 47,911 livres 18 sols), avec procuration et état résumé des produits et charges.

5 mars 1790.
Minute et copies (5 p.), *A. N.*, S 4788.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. II, p. 175.

5005. — États nominatifs des religieuses de la communauté de la Visitation-Sainte-Marie, rue Saint-Jacques, certifiés par sœur Marie-Xavier de Pillet, supérieure.

2 avril, 1er juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[19] 863.

Religieuses de la Visitation-Sainte-Marie de Chaillot.

5006. — Déclaration des biens meubles et immeubles, revenus et charges du monastère de la Visitation-Sainte-Marie de Chaillot, fournie par M. François Doré, ancien directeur des domaines du Roi, fondé de pouvoir de sœur Marie-Gabrielle Roslin, supérieure, (les revenus se montant à 25,754 livres 3 sols 8 deniers et les charges à 10,706 livres), avec procuration et état résumé des produits et charges.

26 janvier 1790.
Minute et copies (6 p.), *A. N.*, S 4791.
Cf. Cocheris, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, par l'abbé Lebeuf, t. IV, p. 334.

5007. — Mémoire des religieuses de la Visitation-Sainte-Marie de Chaillot, au Comité ecclésiastique, représentant l'impossibilité d'acquitter leurs fondations sur les pensions qui leur sont assignées, avec lettre d'envoi de la supérieure, et réponse du Comité, déclarant que ces fondations ne sont point à la charge de la communauté.

6 novembre, 29 décembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 74, n° 541bis.

5008. — Requête du sieur Descemet au Comité des finances, afin d'être autorisé à passer un bail avec les religieuses de la Visitation-Sainte-Marie de Chaillot, pour la location de cinq arpents de terrain en marais, afin d'y cultiver en grand les arbres et plantes rares qu'il s'était procurés à l'étranger.

Sans date (1790).
Original signé du sieur Descemet et des sœurs de la communauté, *A. N.*, D XIX 49, n° 60.

5009. — Inventaire et description des effets mobiliers du couvent de la Visitation-Sainte-Marie de Chaillot, par M. Jean-Louis

Roard, officier municipal, commissaire de l'administration des biens nationaux.

4 juin 1791.
Minute, *A. N.*, S 4791.

5010. — Inventaires des peintures et sculptures du couvent de la Visitation-Sainte-Marie de Chaillot, faits par MM. Doyen et Mouchy, avec état de l'argenterie.

8 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, S 4791.

5011. — État nominatif des religieuses composant la communauté de la Visitation-Sainte-Marie de Chaillot, certifié par sœur Nicole Roslin, supérieure.

7 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 863.

Communauté de la Sainte-Famille, à La Villette.

5012. — Lettre de M. Bailly au président du Comité ecclésiastique, transmettant une lettre de la supérieure de la communauté de la Sainte-Famille, à La Villette, qui se trouve dans le plus grand embarras par suite du refus de l'archevêque de Paris de continuer la pension de dix-neuf enfants élevés dans cette maison.

17 juillet 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 63, nº 329.

5013. — Requête des Filles de la communauté de la Sainte-Famille, à La Villette, à l'Assemblée nationale, se plaignant d'avoir une supérieure imposée par l'archevêque et demandant la liberté de procéder à une élection nouvelle, ainsi que la révocation de leur chapelain.

Sans date (juillet 1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 64, nº 356.

5014. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, transmettant le mémoire qui lui a été adressé par la communauté des Filles de la Sainte-Famille, à La Villette, dénuée de ressources, et dont la situation est vraiment affligeante, avec réponse du Comité, renvoyant le mémoire pour l'allocation d'un secours par le Département.

21, 24 décembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 76, nº 556bis.

CHAPITRE VI

JUSTICE

SUPPRESSION DES ANCIENS TRIBUNAUX. LIQUIDATION DES OFFICES DE JUDICATURE. NOUVELLE ORGANISATION JUDICIAIRE.

---

§ 1. — Suppression des anciens tribunaux.

5015. — État et inventaire des meubles et effets mobiliers appartenant aux huissiers du Roi au Parlement, fait et dressé par les officiers de leur compagnie, en vertu de la délibération du

12 septembre 1790.
Copie collationnée, *A. N.*, U 1004.

5016. — Relation des faits exacts qui se sont passés au Palais depuis le 14 octobre 1790, jour de la cessation du Parlement, divisés en deux époques.

15 octobre 1790-4 décembre 1791.
Minute, *A. N.*, U 1003.
Cf. t. Ier de notre Répertoire, nos 1890-1941.

5017. — Mémoire relatif à la fixation des droits d'expédition et de recherche alloués aux gardes des archives des cours et tribunaux supprimés.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, U 1003.

5018. — Arrêté du Corps municipal, autorisant les commissaires chargés de la levée des scellés et description sommaire des papiers dans tous les greffes des anciens tribunaux, à remettre aux officiers ministériels qui les réclameront, les sacs et procès par eux déposés dans les greffes des diverses juridictions.

21 février 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, U 1003.

5019. — État des effets appartenant à la communauté des procureurs au Parlement, se trouvant dans les lieux qu'ils occupent au Palais.

7 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, U 1004.

5020. — État du dépôt du petit criminel, du greffe de MM. Dufranc et Ysabeau, de la communauté des procureurs, du greffe des cédules du Parlement, du bas parquet des huissiers du Parlement et autres locaux, avec procès-verbaux de levée des scellés.

17 mai-26 août 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, U 1003.

5021. — Rapport aux Comités réunis de constitution et de judicature par MM. Mu-

lot, Prévost, Gandolphe et Bernier, officiers municipaux, délégués par le Corps municipal pour la reconnaissance et levée des scellés apposés au Palais, ainsi que pour l'inventaire sommaire des minutes d'arrêts confiées à M. Terrasse, greffier élu par la Municipalité.

1791.

Minute, de la main de M. Mulot, et copies (4 p.), *A. N.*, U 1003.

5022. — Lettre des commissaires de l'administration des domaines nationaux à M. De Joly, secrétaire-greffier de la Municipalité, renvoyant au ministère de l'intérieur et aux régisseurs des Domaines la demande d'enlèvement de divers objets mobiliers se trouvant dans l'enceinte du Palais, avec lettre à M. Bailly, le priant d'exposer au ministre l'urgence de prendre un prompt parti pour assurer la conservation de ces objets.

22, 23 août 1791.

Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, U 1004.

5023. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant la levée des scellés apposés sur les livres et papiers de la Chambre des Comptes.

29 septembre 1791.

Minute, de la main de M. Camus, *A. N.*, C 78, n° 779.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 776.

A. — PRÉVÔTÉ, REQUÊTES DE L'HÔTEL ET CONSEILS.

5024. — Procès-verbal de description de l'auditoire de la Prévôté de l'Hôtel dans l'une des salles du Louvre, avec inventaire des objets mobiliers, par MM. Jérôme Trudon, Pierre-Louis Guillaume Houssemaine et Jean-Jacques Leroux, officiers municipaux.

24 janvier 1791.

Copie, *A. N.*, U 1004.

5025. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés sur le greffe de la Prévôté de l'Hôtel, par MM. Jérôme Trudon, Pierre-Louis-Guillaume Houssemaine et Jean-Jacques Leroux, officiers municipaux.

24 janvier-3 mai 1791.

Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, U 1005.

5026. — État général des minutes, procédures et autres pièces trouvées dans le greffe du tribunal de la Prévôté de l'Hôtel, lors de la levée des scellés apposés par la municipalité de Paris.

5 février 1791.

Original signé et copies (3 p.), *A. N.*, U 1005.

5027. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés sur le greffe de la juridiction des Requêtes de l'Hôtel, par MM. François-Valentin Mulot, Nicolas Prévost, François-Joseph Gandolphe et Pierre Bernier, officiers municipaux.

24 janvier-19 février 1791.

Original signé, copies et extrait (4 p.), *A. N.*, U 1005.

5028. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés sur le greffe du Grand Conseil, avec description sommaire des minutes et registres, par MM. Jérôme Trudon, Pierre-Louis-Guillaume Houssemaine et Jean-Jacques Leroux, officiers municipaux.

24 janvier-1er mars 1791.

Original signé, *A. N.*, U 1005.

5029. — Inventaire des meubles, linge, vaisselle d'argent et autres effets appartenant à MM. du Grand Conseil, fait par M. Antoine-Mathieu Duport, conseiller et commissaire en cette partie.

24 janvier 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, U 1004.

5030. — État des archives et minutes du Grand Conseil qui sont dans une tribune de l'Oratoire, des registres et plumitifs d'audience, lesquels sont en dépôt au petit cabinet servant de greffe, ainsi que des registres, minutes et papiers trouvés dans le greffe de la Chambre du Conseil.

14 février 1791.

Copies (4 p.), *A. N.*, U 1005.

5031. — Procès-verbal de récolement contenant description sommaire des archives, registres et minutes se trouvant dans les greffes du Grand Conseil et de la Prévôté de l'Hôtel, qui doivent être remis

à M. Antoine-Nicolas Morel, élu gardien par arrêté du 29 avril 1791.

3 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, U 1007.

5032. — Procès-verbal d'apposition de scellés par M. Lesguilliez, officier municipal, en vertu d'un arrêté du Corps municipal, du 19 avril, sur les greffes du Conseil des parties, des bureaux et Commissions du Conseil, notamment chez MM. Hubert, Béville, Lemaître, Bergeret, Gastebois et Montaran.

19 avril-2 mai 1791.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, U 1007.

5033. — Procès-verbal de description des minutes, titres et pièces composant le greffe du Conseil privé, par MM. Nicolas-François Couart, officier municipal, et Étienne-Louis-Hector De Joly, secrétaire-greffier de la Municipalité.

10 août 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, U 1006.

5034. — Procès-verbaux de levée des scellés apposés sur les greffes du Conseil des finances (exercices de MM. de Montaran, Gastebois, Lemaître, Bergeret), par M. Nicolas-François Couart, officier municipal.

12 août, 6, 19, 27 septembre 1791.
Minutes signées et copies (8 p.), *A. N.*, U 1007.

5035. — Procès-verbal de levée des scellés apposés sur le greffe du Conseil du Roi, par MM. Nicolas Prévost, officier municipal, et Étienne-Louis-Hector De Joly, secrétaire-greffier de la Municipalité, avec inventaire des pièces et productions du greffe du Conseil privé.

16 août 1791.
Original signé, *A. N.*, U 1007.

5036. — Inventaires des minutes et pièces composant le greffe de M. Moriceau de la Barre, de M. Bresson, de M. d'Artis, greffiers des Commissions extraordinaires du Conseil, par MM. Jean-François Jolly, Nicolas-Jean Lardin et Edme Tiron, officiers municipaux.

24 janvier, 7 mai, 15 juillet 1791.
Originaux signés (3 p.), *A. N.*, U 1006.

5037. — Lettre du garde des sceaux à M. Bailly, déclarant que les Commissions extraordinaires du Conseil ne doivent pas être regardées comme des tribunaux d'attribution, mais comme de simples sections du Conseil, et demandant la levée immédiate des scellés apposés sur les greffes de ces Commissions par suite d'une erreur de la Municipalité.

18 février 1791.
Minute non signée, *A. N.*, U 1003.

5038. — Observations sur l'apposition et la levée des scellés sur les greffes des Commissions extraordinaires du Conseil, présentées à M. Bailly par le secrétaire-greffier de la Municipalité pour justifier la mesure prise par le Corps municipal en conséquence d'une décision du Comité de constitution, du 23 janvier.

19 février 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, U 1003.

5039.— Décret de l'Assemblée nationale, décidant qu'un commissaire délégué par le directoire du département de Paris assistera à la levée des scellés sur les greffes des Commissions extraordinaires du Conseil pour réclamer les minutes des aliénations de biens domaniaux, faites par arrêts du Conseil.

27 février 1791.
Minute, *A. N.*, C 54, nº 545.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, février 1791, p. 267.

B. — CHATELET DE PARIS ET PRÉVOTÉ DE L'ILE-DE-FRANCE.

5040. — Procès-verbal de capture et interrogatoire par le commissaire Picard-Desmarest des nommés Forget, Dubellet et Réville, prévenus de vol avec effraction au greffe criminel du Châtelet, suivi de l'inventaire dudit greffe.

20 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15100.

5041. — Procédure criminelle instruite au Châtelet de Paris contre les sieurs Joseph Forget, marchand forain, Jacques-Louis Dubellet, compagnon chaudronnier, et Jean-François-Antoine Réville, brocan-



teur, condamnés à être pendus et étranglés pour s'être introduits par effraction, dans la nuit du 20 décembre 1789, dans le greffe criminel du Châtelet, y avoir fracturé les armoires et dérobé les effets, bijoux et billets de caisse y contenus.

15 janvier 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 10496.

5042. — Décret de l'Assemblée nationale, autorisant le Châtelet, siège présidial de Paris, à continuer l'instruction des affaires criminelles relatives à l'altération et falsification des lettres de change, notamment de celles qui ont été acceptées par les sieurs Tourton, Ravel et Gallet de Santerre.

17 avril 1790.
Minute de la main de M. Pellerin, membre du Comité des rapports, *A. N.*, C 38, n° 336.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. II, p. 280.

5043. — Lettres de M. Boucher, ci-devant d'Argis, lieutenant civil au Châtelet de Paris, au président de l'Assemblée nationale, demandant une décision législative pour régler la question de la garde noble souvent posée au Châtelet.

23 juillet, 8 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1438.

5044. — Pétition du sieur Bourgoin, greffier du Châtelet, à l'effet d'être maintenu comme greffier, chargé du procès des lettres de change en 1786, et de l'affaire Labriffe, auprès du tribunal où ces affaires seront jugées.

7 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 51, n° 1489.

5045. — Lettre de l'archevêque de Bordeaux au Comité de constitution, transmettant avec son approbation un mémoire des greffiers de l'audience des criées, qui demandent le maintien d'une audience particulière des criées.

20 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1456.

5046. — Ordre du garde des sceaux de procéder à la rentrée du Châtelet, sans aucun appareil, et sans le discours d'usage, avec accusé de réception par M. Boucher d'Argis.

24, 25 octobre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1432.

5047. — Protestation du sieur Fournier, avocat, contre une ordonnance du lieutenant particulier du Châtelet, renouvelant la vigueur du *privilège des bourgeois de Paris*, qui donnait au propriétaire le droit de saisie sur les biens de ses locataires.

Sans date (29 novembre 1790).
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1432.

5048. — Requête de M. Ambroise Hubert, commissaire au Châtelet, dernier reçu, tendant à obtenir, à titre d'indemnité de la suppression de sa charge, le poste d'archiviste ou dépositaire des minutes des commissaires au Châtelet.

7 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1417.

5049. — Lettre de M. Bailly à M. Papillon, lui donnant l'assurance qu'il ne laissera point apposer les scellés sur le cabinet où les cavaliers de la maréchaussée viennent déposer leurs procès-verbaux et les pièces à conviction dans les causes prévôtales.

23 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, U 1008.

5050. — Pétition des substituts du procureur du Roi au Châtelet à l'Assemblée nationale, afin d'être autorisés provisoirement, sous le titre de suppléants des commissaires du Roi, à stipuler les intérêts des absents, lors des inventaires et autres opérations ministérielles.

22 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1430.

5051. — Procès-verbal d'apposition, de reconnaissance et de levée des scellés apposés sur les greffes et dépôts du Châtelet, avec description sommaire et remise desdits greffes à M. Gabé, gardien et dépositaire, par M. Marin Levacher, officier municipal.

24 janvier-23 novembre 1791.
Original signé, *A. N.*, U 1008.

5052. — État des meubles se trouvant dans la chambre des ci-devant commissaires au Châtelet à eux appartenant, dont la jouis-

sance gratuite est laissée à la municipalité de Paris pour le bureau de paix du tribunal séant au Châtelet.

3 février 1791.
Minute, *A. N.*, U 1008.

5053. — État des procédures commencées et instruites devant le Prévôt de l'Ile-de-France et qui doivent être portées aux tribunaux des 3e, 5e et 6e arrondissements, ainsi que des procès instruits, dont les jugements ne sont pas rendus.

11, 12 février 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, U 1014.

5054. — Adresse des commissaires au Châtelet à l'Assemblée nationale, demandant l'autorisation de comprendre dans leurs opérations les ordres et contributions par eux commencés, avec l'indication des personnes qui seront chargées de représenter les absents intéressés dans les comptes, liquidations et partages.

26 février 1791.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1430.

5055. — Mémoire du sieur Louis Mallard, ancien greffier civil du Châtelet, au Comité de judicature, se plaignant du préjudice qu'on lui faisait subir en confiant à M. Gabé, l'un des greffiers de la Chambre civile, la garde des minutes de sentences, dont il avait été chargé comme syndic de sa compagnie, et invoquant à l'appui de sa réclamation l'ancienneté de ses services.

20 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 97.

5056. — Mémoire et lettre adressés par les greffiers des criées du Châtelet au Comité de constitution, demandant qu'il y ait provisoirement une audience unique et spéciale pour la vente judiciaire des immeubles, au lieu d'en faire l'attribution à l'un des six tribunaux de Paris.

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1430.

C. — JURIDICTIONS SPÉCIALES

5057. — Inventaire des meubles et effets à l'usage de la Cour des Monnaies, fait par M. Antoine-Jean-Baptiste-Abraham Dorigny, conseiller en ladite cour.

2 décembre 1790.
Copie collationnée, *A. N.*, U 1004.

5058. — Procès-verbaux d'apposition et de levée des scellés sur les archives, registres et minutes du greffe de la Cour des Monnaies et de la Prévôté générale des Monnaies, par MM. Cardel et Couart, officiers municipaux, conjointement avec MM. Dorigny, Silvestre de Sacy et Tillet, commissaires nommés par la commission des Monnaies.

24 janvier, 28 mai 1791.
Originaux et copies (6 p.), *A. N.*, U 1008.

5059. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés par les officiers municipaux sur le greffe de la Connétablie, gendarmerie et maréchaussée de France.

24 janvier, 13 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, U 1009.

5060. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés sur le greffe de l'Amirauté de France, par les commissaires municipaux.

24 janvier, 7 février, 2 juin 1791
Minute et extrait (2 p.), *A. N.*, U 1009.

5061. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés par les officiers municipaux sur le greffe des Eaux et forêts du siège de la Table de Marbre, avec inventaire, description et tableau des procès criminels trouvés dans ce greffe et envoyés aux tribunaux provisoires établis au Palais.

24 janvier, 5 juillet 1791.
Minute et extrait (2 p.), *A. N.*, U 1009.

5062. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés par les officiers municipaux sur le greffe du Bureau des finances et Chambre du domaine.

24 janvier, 20 mai 1791.
Minute et extrait (2 p.), *A. N.*, U 1009.

5063. — Procès-verbal de levée de scellés par les officiers municipaux sur le greffe de l'Élection.

11 mai 1791.
Extrait, *A. N.*, U 1009.

5064. — Procès-verbal de remise par M. Philippe-Germain Michaut, dépositaire des minutes de l'Élection de Paris, à MM. Anson et Cretté, membres et commissaires du directoire du Département, des rôles des impositions ordinaires de 1790 et des rôles supplémentaires du second semestre de 1789.

9 août 1791.
Minute, *A. N.*, U 1015.

5065. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés par les officiers municipaux sur le greffe de la Chambre des bâtiments.

24 janvier, 19 mai 1791.
Minute et extrait (2 p.), *A. N.*, U 1009.

5066. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur le greffe de la Chambre de la marée par les officiers municipaux.

24 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, U 1009.

5067. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés par les officiers municipaux sur le greffe du Grenier à sel, avec inventaire et état général de tous les registres, titres et papiers qui se sont trouvés dans ledit greffe.

24 janvier, 17 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, U 1009.

5068. — Arrêté du Corps municipal, décidant le transfert au Palais de Justice et la réunion au dépôt des tribunaux d'exception des minutes, registres et pièces formant le greffe du ci-devant Grenier à sel, déposés dans l'enceinte du Châtelet.

20 juillet 1791.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, U 1009.

5069. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés sur le greffe du Bailliage de l'artillerie de France, par les officiers municipaux.

29 janvier, 22 octobre 1791.
Minute, *A. N.*, U 1009.

5070. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés par les officiers municipaux sur le greffe de l'Officialité diocésaine et métropolitaine et sur le greffe du duché-pairie de l'Archevêché, cloître Notre-Dame, avec inventaire.

24 janvier, 8, 15 février 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, U 1009.

5071. — Procès-verbal d'apposition de scellés par MM. Mulot, Prévost, Gandolphe et Bernier sur le greffe de l'Officialité de la juridiction de la Sainte-Chapelle et de transport des papiers à l'Abbaye, au greffe du tribunal du 6e arrondissement.

24 janvier-14 mars 1791.
Minute, *A. N.*, U 1009.

D. — JURIDICTIONS ORDINAIRES, ROYALES ET SEIGNEURIALES

5072. — Procès-verbal d'apposition de scellés par M. Louis-Gabriel Maugis, officier municipal, sur le greffe du bailliage de la Barre du chapitre, sur le dépôt des minutes de la juridiction cantorale de l'Église de Paris, cloître Notre-Dame, et de transport des papiers à l'abbaye de Sainte-Geneviève, au greffe du tribunal du 5e arrondissement.

24 janvier, 19, 24 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, U 1009.

5073. — Procès-verbal d'apposition de scellés par MM. Jean-Baptiste-Léonard Durand et Léonard Nizard, sur le greffe du bailliage de Saint-Martin-des-Champs, et de transport des papiers au Châtelet, au greffe du tribunal du 3e arrondissement, avec inventaire général et état sommaire desdits papiers.

24 janvier-22 février 1791.
Minute, *A. N.*, U 1009.

5074. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur le greffe du bailliage du Temple par MM. Jean-Baptiste-Léonard Durand et Léonard Nizard, officiers municipaux, et de transport des papiers au Châtelet, au greffe du tribunal du 3e arrondissement, avec inventaire général et état sommaire desdits papiers.

24 janvier-22 février 1791.
Minute, *A. N.*, U 1009.

5075. — Procès-verbal d'apposition et de levée de scellés sur le greffe du bailliage du Palais par les officiers municipaux.

24 janvier, 3 février, 6 mai 1791.
Original signé et extrait (2 p.), *A. N.*, U 1008.

5076. — Procès-verbal d'apposition de scellés par MM. Pierre-François Boncerf, Jacques-Antoine-Joseph Cousin et Antoine-Fidèle Camus, officiers municipaux, sur les greffes du bailliage de Saint-Jean-de-Latran et des bailliages d'Aubervilliers, Fontenay-aux-Roses et Petit-Montrouge en dépendant, ainsi que sur le greffe du bailliage de Sainte-Geneviève, et de transport des papiers aux greffes des tribunaux des 2e, 5e et 6e arrondissements, avec inventaire et état général desdits papiers.

24 janvier-28 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, U 1009.

5077. — Procès-verbal d'apposition de scellés par M. Antoine-Joseph Thorillon, officier municipal, sur le greffe du bailliage de Saint-Marcel, enclos de Saint-Marcel, et de transport des papiers au greffe du tribunal du 1er arrondissement.

24 janvier-5 mars 1791.
Minute, *A. N.*, U 1009.

5078. — Procès-verbal d'apposition de scellés par M. Paul Beaufils, officier municipal, sur le greffe de la prévôté de Chaillot, et de transport des papiers au Palais, au greffe du tribunal du 1er arrondissement, avec état général des registres et minutes.

24 janvier-12 mars 1791.
Minute, *A. N.*, U 1009.

5079. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur le greffe de la prévôté du Roule, par M. Paul Beaufils, et de transport des papiers au greffe du tribunal du 1er arrondissement, avec inventaire des registres, titres et papiers dudit greffe.

24 janvier-26 mars 1791.
Minute, *A. N.*, U 1009.

5080. — Procès-verbal d'apposition de scellés par M. André Rousseau, officier municipal, sur le greffe du bailliage de Saint-Lazare, de la prévôté de La Villette et de Saint-Laurent, et de transport au couvent des Récollets, avec inventaire général des papiers y contenus.

24 janvier-17 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, U 1009.

§ 2. — Liquidation des offices de judicature.

5081. — Réclamation des anciens officiers ministériels du Palais contre la réduction de leurs vacations au taux fixé pour les procédures du Présidial.

6 avril (1790 ou 1791).
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1430.

5082. — Observations sur le remboursement des offices ministériels par M. Martineau, avocat aux Conseils, avec lettre d'envoi au Comité de judicature.

25 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 2, n° 23.

5083. — Lettres de M. Maillard, huissier aux requêtes de l'Hôtel, à M. Letellier, député à l'Assemblée nationale, chargé de la question des officiers ministériels, demandant une audience pour lui exposer ses vues au sujet des huissiers audienciers de Paris, avec pièces à l'appui.

19, 22 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 2, n° 23.

5084. — Mémoire de M. De Joly, avocat aux Conseils, au Comité de judicature en faveur des officiers ministériels poursuivis par leurs créanciers, proposant un projet de décret, d'après lequel ces creanciers ne pourront réclamer le remboursement du principal de leur rente qu'autant que le débiteur aura été remboursé lui-même.

17 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XVII 2, n° 27.

5085. — Observations sur la liquidation des officiers ministériels, et notamment de ceux qui étaient attachés au Parlement de Paris.

28 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 2, n° 28.

5086. — Lettre de M. Ravaut à M. Gossin, membre du Comité de judicature, appelant son attention sur la condition toute spéciale des officiers ministériels du Parlement de Paris, qui perdent leur état en entier et ont droit par conséquent à une indemnité égale au prix d'acquisition de leurs offices.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 3, n° 31.

5087. — Réflexions sur les officiers ministériels et au sujet de l'indemnité que les Comités de constitution et de judicature ne veulent attribuer qu'aux officiers des cours supérieures.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 3, n° 31.

5088. — Observations des officiers ministériels du Châtelet sur la liquidation et le remboursement de leurs offices, faites aux commissaires nommés par la compagnie pour recueillir les états de la juridiction, et présentées au Comité de judicature.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 2, n° 21.

A. — AVOCAT GÉNÉRAL DE LA COUR DES AIDES

5089. — Mémoire de M. Hocquart, ancien conseiller et avocat général de la Cour des Aides, demandant l'allocation d'une somme de 22,000 livres, qui ne lui a pas été comptée dans la liquidation de ses deux offices, évalué, le premier 50,000 livres et le second 162,000 livres.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 6, n° 86.

B. — AVOCATS AUX CONSEILS

5090. — Mémoires d'un anonyme et du sieur Lavaux, demandant la conservation des avocats aux Conseils en titre d'office.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 3, n° 29, 30.

5091. — Décision du Comité de judicature, prononçant la suppression des avocats aux Conseils et décidant de conférer avec le Comité de constitution sur le mode de liquidation, avec lettre des avocats, demandant leur admission à l'Assemblée nationale, pour présenter quelques observations à ce sujet.

15 janvier, 16 avril 1791.
Minutes, *A. N.*, C 67, n° 662; D XVII 8, n° 109.

5092. — Lettre de M. Bontoux, adressant une copie notariée du traité pour l'acquisition de son office d'avocat aux Conseils, avec la quittance d'un pot-de-vin payé à son prédécesseur.

18 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 8, n° 109.

5093. — Mémoire pour M. Adrien Launay, avocat aux Conseils, au sujet de la liquidation de son office et du prix d'achat indiqué dans un acte sous seing privé dont on conteste la valeur, avec lettre d'envoi au Comité de judicature.

25 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 8, n° 109.

5094. — Pétition des avocats aux Conseils relativement aux intérêts de leurs offices, qu'ils réclament à partir du 1er juillet 1790.

1791.
Minute signée de Coffinhal, et autres avocats aux Conseils, avec lettre d'envoi de M. Auda, ancien syndic (2 p.), *A. N.*, D XVII 8, n° 109.

C. — COMMISSAIRES AU CHATELET

5095. — Requête de M. Mathieu Vanglenne, ancien commissaire au Châtelet, déclarant, au sujet du remboursement de son office, qu'il n'a acheté aucuns recouvrements, mais simplement un office et des pratiques.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 8, n° 112.

5096. — Observations relatives à l'indemnité à accorder aux ci-devant commissaires au Châtelet, ou au moins au sieur (Picard-) Desmarest, l'un d'eux.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 3, n° 37.

5097. — Pétition à l'Assemblée nationale par les ci-devant commissaires enquêteurs-examinateurs au ci-devant Châtelet de Paris, au nombre de quarante-huit, sur le mode de remboursement de leurs offices qu'il s'agit de fixer.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 8, n° 112.

D. — COMMISSAIRES DE LA VOIRIE

5098. — Mémoire des quatre commissaires généraux de la voirie de Paris, demandant le maintien de leurs fonctions ou, en cas de suppression, l'allocation d'une indemnité.

21 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, D XVII 4, n° 44.

5099. — Mémoire de M. Claude-Gaston-Nicolas Moreau, commissaire de la voirie de Paris, réclamant la somme de 5,400 livres par lui versée à la communauté, que la liquidation de son office, réputé ministériel, lui fait perdre.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 8, n° 112.

E. — CONCIERGES BUVETIERS

5100. — Mémoire pour le sieur Lefebvre, concierge buvetier du ci-devant Châtelet de Paris, exposant qu'il a acquis cette charge moyennant 80,000 livres, et demandant l'indemnité décrétée par l'Assemblée nationale en faveur des officiers ministériels.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 8, n° 112.

5101. — Requête du sieur Vogin, buvetier de la Cour des Monnaies, depuis vingt-cinq ans, à l'Assemblée nationale, exposant que, par suite de la suppression de cette Cour, il perd tous moyens d'existence, et sollicitant une indemnité.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 2, n° 26.

F. — GREFFIERS DU CHATELET ET DU PARLEMENT

5102. — Lettre du sieur Lescot, président du comité de police des Cordeliers, demandant l'institution par la municipalité de Paris de greffiers garde-sacs, pour rendre aux parties les pièces produites.

22 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1456.

5103. — Adresse des greffiers du Châtelet à l'Assemblée nationale, représentant l'importance de leurs offices, qui ne sauraient être confondus avec les autres greffes, à un moment où leur existence est menacée.

1790.
Original signé, *A. N.*, D XVII 3, n° 31.

5104. — Mémoire au Comité de judicature pour les sieurs Chambert et Doulcet, acquéreurs en commun de l'office de greffier commis de l'audience civile et des criées du Châtelet, vacant par le décès de M. Desprez, à l'effet d'obtenir le remboursement des 210,000 livres payées pour l'achat de cet office.

1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XVII 2, n° 26; D XVII 3, n° 33.

5105. — Mémoire du sieur Louis-Denis Aubez, l'un des huit greffiers des Chambres civile et de police du Châtelet, au Comité de judicature, portant réclamation d'une indemnité de 25 à 26,000 livres, calculée sur le prix d'achat de son office, qui est de 105,000 livres, l'acte passé devant Me Aleaume, notaire, n'ayant fait mention que de 82,400 livres.

18 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 97.

5106. — Mémoire du sieur Quentin Fouquier de Forest, ex-greffier des dépôts et sentences sur productions du Châtelet de Paris, au Comité de judicature, à l'effet d'être liquidé de son office sur les mêmes bases que ses confrères et de ne point subir une perte de 7,000 livres pour des recouvrements fictifs, d'après une fausse énonciation portée dans son titre d'acquisition, avec certificat délivré, le 30 avril, par le greffier de la Chambre du Conseil et des dépôts civils, constatant que les charges en question n'ont jamais été susceptibles d'aucuns recouvrements.

29 juin 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XVII 7, nos 96, 97.

5107. — Mémoire du sieur Pierre-Antoine Duret, greffier pour l'expédition des sentences civiles rendues sur procès par écrit au Châtelet, au Comité de judicature, portant réclamation de l'indemnité accordée par la loi, en se fondant sur le prix réel d'achat de son office, fixé à 18,000 livres, et non sur le prix principal de la finance, 10,504 livres, seul indiqué dans le contrat d'acquisition.

1791.

Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 97.

5108. — Observations des greffiers à peau et des greffiers plumitifs des Enquêtes du Parlement de Paris au Comité de judicature, relativement à l'évaluation de leurs charges.

1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 3, n° 31.

5109. — Requête du sieur Jauvin, greffier de la 3e chambre des Enquêtes du Parlement de Paris, au Comité de judicature, afin de faire ajouter au montant de sa liquidation les intérêts depuis la cessation de ses fonctions, c'est-à-dire à partir du 3 novembre 1789.

1791.

Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 97.

5110. — Mémoire du sieur Vaubertrand, greffier de la prison de la Force, au Comité de judicature, demandant une décision dans l'action judiciaire, par lui intentée, devant le tribunal de police, au concierge de la prison exerçant illégalement l'office de greffier.

Février 1791.

Minute, *A. N.*, D XVII 3, n° 37.

G. — HUISSIERS AUDIENCIERS

5111. — Observations ou réflexions sur les circonstances où se trouvent les huissiers audienciers des cours et juridictions de Paris, dans le cas de suppression de leurs tribunaux.

1790.

Minute, *A. N.*, D XVII 2, n° 21.

5112. — Pétition des huissiers des ci-devant cours et juridictions de Paris à l'Assemblée nationale, à l'effet d'être conservés dans leurs fonctions et d'être admis à faire le service auprès des tribunaux, avec lettre d'envoi.

29 avril 1791.

Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XVII 7, n° 104.

5113.—Mémoire des huissiers audienciers du Bureau des finances et de la Chambre du Domaine au Comité de judicature, à l'effet d'être attachés en qualité d'audienciers auprès des nouveaux tribunaux.

1790.

Minute, *A. N.*, D XVII 2, n° 21.

5114. — Mémoire des huissiers audienciers de la Chambre des Comptes et autres cours à l'Assemblée nationale, pour obtenir le privilège exclusif des actes judiciaires dans l'étendue de la ville de Paris.

1790.

Minute, *A. N.*, D XVII 2, n° 26.

5115. — Observations des huissiers de la Chambre des Comptes au Comité de judicature, tendant à faire comprendre dans la liquidation de leurs offices les sommes payées pour le droit d'hérédité ou de survivance.

1791.

Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 103.

5116. — Mémoires sur la différence qui existe entre les huissiers audienciers et les titulaires des offices à pratique et recouvrement, et sur l'iniquité qu'il y aurait à leur assigner, pour toute indemnité, une place dans les nouveaux tribunaux, mémoires présentés au Comité de judicature par les huissiers audienciers du Châtelet de Paris.

1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 2, nos 23, 26.

5117. — Observations relatives aux dettes de la communauté des huissiers audienciers du Châtelet.

1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 7, n° 104.

H. — HUISSIERS DU CHATELET

5118. — Observations à l'Assemblée nationale et aux députés composant les Comités de constitution et de judicature par la compagnie des huissiers à cheval du Châtelet de Paris, à l'effet de savoir si la vénalité de leurs offices sera abolie et si le nombre des huissiers à Paris restera le même.

1790.
Minute signée, *A. N.*, D XVII 2, n° 21.

5119. — Pétition des huissiers à cheval et à verge du Châtelet à l'Assemblée nationale, à l'effet d'être admis à exercer leurs fonctions dans les tribunaux de paix et à continuer la mise à exécution des arrêts du Parlement dans l'ancien ressort.

23 février 1791.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1431.

5120. — Pétition des huissiers à cheval du Châtelet à l'Assemblée nationale, proposant divers articles au sujet de l'exercice des fonctions d'huissier.

28 février 1791.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1431.

5121. — Mémoire des huissiers du Châtelet, établis à Beauvais, à l'Assemblée nationale, se plaignant de ce que leurs confrères, près des tribunaux de cette ville, cherchent à les exclure, et représentant que, s'ils étaient obligés de fixer leur résidence à Paris, ils se trouveraient complètement ruinés.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 104.

I. — HUISSIERS DU GRAND CONSEIL

5122. — Pétition des huissiers du Grand Conseil, de la Cour des Monnaies et des Requêtes de l'Hôtel, réunis, à l'Assemblée nationale, au sujet de l'organisation des huissiers affectés au service des tribunaux, de leur discipline intérieure et de la suppression des témoins vulgairement appelés recors.

13 septembre 1790.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1432; D XVII 2, n° 21.

5123. — Mémoire et lettre du sieur Tullier, huissier au Grand Conseil, proposant un règlement pour la suppression des abus, savoir : des rétentions de deniers, des actes clandestins, vulgairement dits *soufflés*, et des procédures vexatoires.

17, 29 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1432; D XVII 2, n° 21.

5124. — Mémoire du sieur Tullier, ancien huissier audiencier au Grand Conseil, demandant la réforme de la liquidation de son office, qui ne lui laisse même pas la possibilité de solder ses dettes.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 8, n° 112.

5125. — Observations des vingt huissiers du Grand Conseil à l'Assemblée nationale, au sujet de leur suppression projetée, et de l'interdiction d'exercer leurs fonctions auprès des autres tribunaux.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 2, n° 21; D XIII 3, n° 32.

5126. — Mémoire des vingt huissiers du ci-devant Grand Conseil au Comité de judicature, demandant que l'évaluation de leurs offices, faite en 1771 et bien inférieure à leur valeur, ne soit point prise pour base de leur liquidation.

1791.
Minute signée, *A. N.*, D XVII 7, n° 103.

J. — HUISSIERS DES CONSEILS ET DE LA GRANDE CHANCELLERIE

5127. — Pétition des huissiers du Conseil et de la Grande Chancellerie au Comité de judicature, tendant à obtenir le droit de faire seuls, comme par le passé, les oppositions sur les offices non supprimés, sur les rentes et autres immeubles fictifs, ainsi que toutes les mainlevées, cessions et transports.

20 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1430.

5128. — Observations des huissiers des Conseils du Roi au Comité de liquidation, pour se plaindre du retard de la liquida-

tion de leurs offices, qui ont coûté à chacun d'eux de 105 à 110,000 livres et ne rapportent plus rien.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 104.

5129. — Mémoire des dix huissiers des Conseils au Comité de judicature, à l'effet de provoquer le payement de l'arriéré de leurs offices.

1791.
Minute signée, *A. N.*, D XVII 7, n° 104.

K. — HUISSIERS DU PARLEMENT

5130. — État de situation des huissiers du ci-devant Parlement de Paris, extrait de leurs titres, pièces et mémoires.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 8, n° 116.

5131. — Mémoire présenté au Comité de judicature par M. Huet, huissier du Parlement aux Requêtes du Palais, touchant la liquidation de son office, fixée à 7,500 livres, quart de la finance primitive, et qui ne lui permet pas de rembourser les 30,000 livres que lui a coûté cette charge.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 103.

5132. — Lettre et mémoire du sieur Delarsille, juge de paix de la section de la rue de Montreuil, au président de l'Assemblée nationale, touchant la liquidation de sa charge d'huissier au Parlement, qui ne peut être faite que sur la base de 78,000 livres, savoir de 45,000 livres pour l'état et office et de 33,000 livres pour les recouvrements et objets dépendant de la pratique.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 103.

L. — HUISSIERS PRISEURS

5133. — Tableau des différences entre les huissiers commissaires priseurs de Paris et les jurés priseurs des provinces.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 4, n° 52.

5134. — Mémoire des huissiers commissaires priseurs du Châtelet à l'Assemblée nationale, exposant que la suppression de leurs offices imposerait au Trésor une charge de 3,600,000 livres, montant de la finance de leurs offices, et ferait perdre 36,000 livres par an de centième denier.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 4, n° 52.

5135. — Adresse des huissiers audienciers, priseurs vendeurs de meubles de la Prévôté de l'Hôtel, à l'Assemblée nationale, demandant, en raison de la suppression de leur tribunal, la faculté d'être employés au même titre près des nouveaux tribunaux.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 4, n° 52.

5136. — Adresse des huissiers commissaires priseurs à l'Assemblée nationale au sujet de la perception du droit de 3 et 4 deniers pour livre du montant des ventes mobilières.

27 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 11, n° 107.

5137. — Lettres du sieur Pauquereau, syndic des huissiers-priseurs, transmettant avec rectifications une adresse à l'Assemblée nationale.

4, 5 février 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1462; D XVII 3, n° 35.

5138. — Pétition des cent vingt huissiers priseurs de Paris à l'Assemblée nationale, réclamant une indemnité pour la perte de leurs droits supprimés.

23 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 10, n° 96.

5139. — Observations sur la liquidation des offices des huissiers priseurs de Paris, qui demandent, en cas de suppression, le remboursement intégral du prix d'achat de leurs charges et une indemnité de 15,000 livres au minimum.

1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 7, n°s 103, 104bis.

M. — INSPECTEURS DE POLICE

5140. — Mémoire des inspecteurs de police de la Ville, représentant qu'ils sont

privés de tout appointement et demandant à bénéficier du décret concernant les offices ministériels.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 8, n° 112.

N. — JURÉS CRIEURS

5141. — Pétition des jurés crieurs à l'Assemblée nationale contre le décret du 29 juillet 1791, qui liquide leurs charges sans indemnité.

2 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 128, n° 435.

5142. — Requête et lettres du sieur Jacques Simonnin, seul juré crieur de la Prévôté et huissier du Châtelet, au Comité de judicature, à l'effet d'être maintenu dans ses fonctions auprès des six nouveaux tribunaux.

19 septembre 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1437; D XVII 2, n° 28.

O. — MÉDECINS ET CHIRURGIENS DU CHATELET

5143. — Pétition des médecins et chirurgiens du Châtelet à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir le remboursement de leurs charges et leur nomination près des nouveaux tribunaux.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 8, n° 112.

P. — NOTAIRES

5144. — Requête adressée à l'Assemblée nationale par le sieur François Rémond, fabricant de noir, au sujet d'un dépôt de fonds fait par sa femme défunte entre les mains du sieur Chavet, notaire, rue Saint-Martin, dépôt nié par lui.

26 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX 84.

5145. — Mémoire au Comité de judicature, donnant les motifs de la suppression et de la création (projetée) des offices de notaire.

26 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 4, n° 48.

Q. — PROCUREUR DU ROI AU CHATELET

5146. — Mémoire de M. de Flandre, procureur du Roi au Châtelet, adressé au Comité de judicature, demandant la liquidation de son office sur le pied de son contrat d'acquisition en 1780, qui en avait fixé le prix à 624,000 livres, et non sur le chiffre de 500,000, d'après l'évaluation de 1771, et représentant qu'il ne perçoit plus depuis le mois d'août 1789 les droits de réception des maîtres des communautés d'arts et métiers, qui constituaient la portion la plus importante de ses revenus.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 6, n° 87.

R. — PROCUREURS DE LA CHAMBRE DES COMPTES

5147. — Mémoire des procureurs de la Chambre des comptes à l'Assemblée nationale pour réclamer, en raison de la suppression de la Chambre des Comptes, la finance de leurs offices et une indemnité.

Sans date.
Minute signée, *A. N.*, D VI 11, n° 107.

S. — PROCUREURS AU CHATELET

5148. — Adresse des procureurs au Châtelet à l'Assemblée nationale, touchant la conservation de leurs offices, faisant valoir l'utilité et la nécessité de leurs fonctions.

28 avril 1790.
Minute, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1432.

5149. — Observations présentées à l'Assemblée nationale par les jeunes procureurs au Châtelet de Paris, en vue d'obtenir le remboursement de leurs charges à un taux raisonnable, avec lettre d'envoi de M. Maugirard, procureur au Châtelet.

17 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 2, n° 23.

5150. — Pétition des procureurs au Châtelet à l'Assemblée nationale sollicitant la

conservation de leurs fonctions et de leur état, avec lettre d'envoi.

22 octobre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1489.

5151. — Observations au Comité de judicature pour Barthélemy Ballot, ancien procureur au ci-devant Châtelet de Paris, sur la liquidation de son office de procureur et de ses accessoires.

29 juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XVII 7, n°s 99, 111.

5152. — Nouvelles observations de M. Attenot, procureur au Châtelet, sur la liquidation de son office, présentées au Comité de judicature.

2 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 100.

5153. — Questions soumises à la décision du Comité de judicature par le sieur Maugirard, ancien procureur au Châtelet, se plaignant de perdre 10,400 livres sur le prix d'achat de son office, qu'il ne possédait que depuis quelques mois au moment de la Révolution, et demandant s'il doit supporter la totalité de la perte et s'il ne peut obliger les vendeurs à se contenter du montant de la liquidation, qui est de 20,200 livres, avec lettre d'envoi.

8 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 7, n° 100.

5154. — Lettre des procureurs au Châtelet au président de l'Assemblée nationale, exposant qu'ils n'ont acheté que des offices sans clientèle ni recouvrements, et se croient fondés à réclamer un minimum qui a été fixé à 20,000 livres pour les charges d'avocats aux Conseils.

28 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XVII 7, n° 101.

5155. — Observations de M. Taillandier, procureur au ci-devant Châtelet de Paris, au Comité de judicature, sur sa liquidation, à l'effet d'établir que le prix réel et effectif de son office était de 32,000 livres et non de 8,000 livres, somme portée au traité, avec mémoire pour servir de supplément à ces observations.

Août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XVII 7, n° 99.

5156. — Réclamation du sieur Du Petitpont contre le projet de liquidation de son office de procureur au Châtelet.

8 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 8, n° 112.

5157. — Mémoire au Comité de judicature pour les veuves des ci-devant procureurs au Châtelet, au nombre de six, qui demandent que l'État prenne à sa charge les pensions formant un total de 1,300 livres, à elles servies jusqu'à ce jour par la communauté des procureurs.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 102.

T. — PROCUREURS AU GRAND CONSEIL

5158. — Mémoire sur le mode de liquidation des procureurs au Grand Conseil.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 100.

5159. — Mémoire pour le sieur Jousselin, procureur au ci-devant Grand Conseil, au sujet des difficultés soulevées pour la liquidation du prix de sa pratique.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 8, n° 112.

U. — PROCUREURS A L'HÔTEL DE VILLE

5160. — Mémoire adressé au Comité de judicature, demandant la liquidation des offices des quatre procureurs en la juridiction de l'Hôtel de Ville.

28 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 101.

V. — PROCUREURS AU PARLEMENT

5161. — Lettres de M. Gauthier, procureur au Parlement, réclamant une indemnité pour la suppression du titre d'office de procureur, par lui acquis en 1764, sans pratique.

24 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 2, n° 27.

5162. — Mémoire pour le sieur Brunetière, ancien procureur au Parlement de Paris, à

l'effet d'établir que le prix réel de sa charge est de 52,000 livres.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 8, n° 112.

5163. — Mémoire à l'Assemblée nationale pour M. Vigier, procureur au ci-devant Parlement, demandant que l'on prenne pour base de la liquidation de son office le contrat sous seing privé passé, le 23 avril 1789, avec le vendeur, et non l'acte de vente qui avait fixé le prix de l'office à 15,389 livres, avec lettre d'envoi.

28 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 7, n° 100.

5164. — Mémoire pour la veuve et les héritiers du sieur Collet, procureur au ci-devant Parlement, au Comité de judicature, pour obtenir que la liquidation de l'office de ce procureur se fasse conformément aux contrats sous seings privés passés entre les enfants du sieur Dupin et le sieur Collet, le 23 juillet 1771, avec lettre d'envoi du sieur Mayet, ancien procureur, gendre dudit Collet.

11 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 7, n° 100.

5165. — Mémoire pour les anciens procureurs au Parlement, présenté au Comité de judicature par M. Formé, trésorier et receveur de la compagnie, à l'effet de réclamer le payement des arrérages d'une rente constituée, le 8 mars 1781, à la communauté des procureurs par le duc d'Orléans.

9 août 1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 99.

5166. — Observations pour servir à la liquidation de l'office de procureur au ci-devant Parlement, dont était pourvu le sieur Jacques-François Prud'homme, présentées au Comité de judicature.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 100.

5167. — Mémoire du sieur Jacques-François-Eléonor Aucante, ex-procureur au Parlement, au Comité de judicature, demandant que la fixation de son indemnité soit calculée, non sur le prix énoncé dans son contrat d'acquisition (50,000 livres), mais sur celle de 70,000, d'après le contrat de constitution passé le jour de la vente au profit de l'oncle de ses vendeurs, avec rapport favorable du Comité et tableau de ce qui doit revenir au sieur Aucante.

1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XVII 7, n° 99.

5168. — Mémoire et pétition pour M. François Cournault, procureur au ci-devant Parlement, sur la liquidation de sa charge, adressés au Comité de judicature.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 7, n° 98.

5169. — Réflexions sur le sort des procureurs au Parlement de Paris.

1791.
Minute, *A. N.*, D XVII 2, n° 23.

X. — RECEVEURS DES CONSIGNATIONS ET SAISIES RÉELLES

5170. — Mémoires des receveurs des consignations et saisies réelles à l'Assemblée nationale, demandant le règlement de leur situation et de leurs relations avec les nouveaux tribunaux de Paris ainsi que du sort de leurs titres.

Septembre 1790-avril 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1410.

Y. — SUBSTITUTS DU CHATELET

5171. — Réclamation des substituts du Châtelet de Paris contre le décret provisoire présenté, le 23 janvier 1790, par le Comité de constitution, à l'effet d'être conservés sous la dénomination de suppléants des commissaires du Roi.

1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 6, n° 87.

5172. — Mémoire aux Comités de liquidation et de judicature pour les huit substituts du Châtelet de Paris, afin d'établir leur qualité d'officiers ministériels et obtenir une indemnité.

18 août 1791.
Minute, *A. N.*, D XVIII 6, n°s 85, 86.

Z. — CLERCS D'HUISSIERS ET DE PROCUREURS

5173. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant son sentiment sur la nouvelle corporation des clercs du Châtelet.

7 décembre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 14 v°.

5174. — Adresse des clercs d'huissiers à l'Assemblée nationale, tendant à obtenir l'admission aux fonctions d'huissiers des clercs âgés de vingt-cinq ans, qui auront été maîtres clercs pendant quatre ans.

18 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1431.

5175. — Pétition des clercs de notaires à l'Assemblée nationale, demandant, par amendement au décret du 21 septembre 1790, la faculté pour les notaires, en cas de démission volontaire, de proposer comme successeur leur premier clerc depuis deux ans, et de soumettre l'appréciation des recouvrements à l'arbitrage de deux notaires.

Sans date (1790).
Minute, avec les signatures des clercs par études, *A. N.*, C 125, n° 409.

5176. — Pétition présentée par M. Boudard, principal clerc chez M. Geoffrenet, procureur au Parlement, à l'effet d'obtenir que les anciens maîtres-clercs de procureurs au Parlement et au Châtelet de Paris, pouvant justifier de dix années d'études, soient admis au titre d'avoués dans les tribunaux de district.

19 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 2, n° 28.

5177. — Note des clercs de Paris, rappelant au Comité de judicature une motion relative à l'admission des clercs ayant dix ans de stage dans une étude, ou gradués, aux fonctions d'avoués.

23 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1432.

5178. — Requête du sieur Piat, ancien maître-clerc de procureur au Parlement de Paris, en faveur de la motion de M. Biauzat, pour l'admission des clercs de procureurs depuis dix ans aux fonctions d'avoués.

24 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1433.

La motion de M. Biauzat fut présentée à l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1790. V. à son sujet l'imprimé intitulé : *Observations des clercs du Châtelet en faveur de tous ceux qui ont travaillé pendant un certain temps auprès des ci-devant procureurs*, *A. N.*, AD XVIII° 143, n° 21.

5179. — Adresse des clercs et procureurs de la Chambre des Comptes à l'Assemblée nationale, sollicitant leur inscription sur l'état des personnes à employer dans les bureaux de la comptabilité future, avec une liste des clercs.

Sans date.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 10, n° 97.

§ 3. — Nouvelle Organisation judiciaire.

5180. — Lettre de M. Millon, conseiller au Châtelet, au président de l'Assemblée nationale, exposant ses vues sur l'organisation judiciaire et déclarant que la publicité de l'instruction forme et multiplie les malfaiteurs dont elle favorise l'impunité.

2 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XVII 4, n° 57.

5181. — Pétition de citoyens des quarante-huit sections, demandant la suppression pour les juges de la robe, du rabat, de la perruque longue et du bonnet carré.

5 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1432.

5182. — Lettre de M. Bailly au Comité des lettres de cachet, transmettant un mémoire à lui adressé par le sieur Joseph Deruelle de Beaune, pour réclamer sa mise en

liberté, en raison de l'absence de juges d'appel pouvant statuer sur un jugement du Châtelet.

26 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 51, n° 1489.

5183. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant que les adjudications d'immeubles et de baux judiciaires ne seront faites en justice, dans tout le département de Paris, qu'à la seule audience des criées, tenue de mois en mois par l'un des juges des six tribunaux.

9 mars 1791.
Minute, *A. N.*, C 58, n° 584.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 112.

5184. — Lettre et mémoire du sieur de Corbinière, ancien représentant de la Commune, au Comité de constitution, réclamant des mesures pour l'expédition des sentences d'adjudication de biens par décret.

11 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1435.

A. — TRIBUNAUX CIVILS DE PARIS

5185. — Délibération du district des Capucins-Saint-Honoré, demandant le retrait des pouvoirs attribués au Châtelet pour la poursuite des crimes de lèse-nation et l'établissement, en son lieu et place, d'un nouveau tribunal, avec nomination de commissaires chargés de remettre cette délibération au Comité de constitution.

28 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IVᵇ 29, n° 414.

5186. — Décret de l'Assemblée nationale, établissant dans chacune des quarante-huit sections de la ville de Paris un juge de paix avec des prud'hommes assesseurs, et six tribunaux pour la ville et le département de Paris.

25 août 1790.
Minute, *A. N.*, C 43, n° 395.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 269.

Ce décret fut précédé d'un rapport adressé au Comité de constitution par M. Talon, et qui fut imprimé sous ce titre : *Idées sur l'organisation du pouvoir judiciaire dans Paris*, septembre 1790, *A. N.*, AD XVIIIᶜ 143, n° 7bis.

5187. — Décret de l'Assemblée nationale, délimitant la circonscription de chacun des six tribunaux du département de Paris.

14 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 44, n° 408.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1790, p. 83.

5188. — Tableaux fixant l'emplacement des six tribunaux du département, ainsi que des sections et cantons compris dans chacun d'eux.

1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D IVᵇ 13, n° 250bis.

5189. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant de procéder à l'élection des juges et administrateurs du département de Paris.

3 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 46, n° 442.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 11.

5190. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que les électeurs s'assembleront en commun pour nommer les juges des six tribunaux, et que les six tribunaux de district, formés dans Paris, ne pourront en aucun cas se réunir pour constituer un seul tribunal.

10 novembre 1790.
Minute de la main de M. Duport, *A. N.*, C 46, n° 444.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 62.

5191. — Pétition de M. François Marthelot, avocat, citoyen actif de la section Poissonnière, à l'Assemblée nationale, proposant que les jugements des anciens tribunaux ne puissent être exécutés provisoirement jusqu'à la décision des nouveaux tribunaux.

27 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1433.

5192. — Liste des juges des tribunaux des six arrondissements du département de Paris.

Décembre 1790.
Minute, certifiée conforme au procès-verbal de l'Assemblée nationale, *A. N.*, C 49, n° 483.

La liste des membres composant les tribunaux des six arrondissements ne figure pas dans l'Almanach royal, elle fut imprimée à part, *A. N.*, AD XVIIIᶜ 143, n° 11.

5193. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, révoquant l'autorisation générale relative à la délivrance de réquisitions pour l'exécution des jugements émanés des tribunaux.

20 décembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 115.

5194. — Délibération de la section de la Place-Royale, formant opposition à la réunion des six tribunaux dans une même enceinte et demandant leur distribution par arrondissement.

24 décembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV 50, n° 1434.

5195. — Adresse de la Municipalité à l'Assemblée nationale, concernant l'emplacement des six tribunaux du département de Paris et le projet de les réunir au Palais de Justice, avec lettre d'envoi de M. Bailly.

26 décembre 1790.
Extrait signé et minute (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1433.

5196. — Pétition de l'Assemblée électorale de Paris à l'Assemblée nationale, à l'effet de protester contre le projet de réunion des six tribunaux du département de Paris, et d'obtenir la prompte installation de chacun d'eux dans un local distinct.

31 décembre 1790.
Extrait signé et minute (2 p.), *A. N.*, AA 56, n° 1521.
Ed. Etienne Charavay, *Assemblée électorale de Paris*, p. 340.

5197. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, au Comité de constitution, demandant, à propos de l'installation des six tribunaux, si les députés nommés juges, ainsi que les suppléants, doivent être convoqués.

13 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1402.

5198. — Décret de l'Assemblée nationale, déclarant que ceux de ses membres, qui ont été élus aux places de juges dans les tribunaux du département de Paris, pourront être installés immédiatement, mais sans prendre part à aucune instruction ni à aucun jugement avant la fin des travaux de l'Assemblée.

18 janvier 1791.
Minute de la main de M. Démeunier, *A. N.*, C 49, n° 491.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, janvier 1791, p. 186.

5199. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que les tribunaux des 1er et 3e arrondissements tiendront provisoirement leurs séances, savoir : le premier, au Palais, le second, au Châtelet, et que leurs jugements seront valables, quoique rendus hors de la circonscription de leur territoire.

23 janvier 1791.
Copie, *A. N.*, A 192.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, janvier 1791, p. 226.

5200. — Ordre de M. Bailly de placer une garde à chacun des six tribunaux, sous les ordres du président.

24 janvier 1791.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

5201. — Tableau général des procès criminels trouvés au greffe criminel du Châtelet et renvoyés dans les six tribunaux d'arrondissement de la capitale, conformément à l'arrêté du Corps municipal, du 27 janvier 1791.

Minute (cahier in-fol.), *A. N.*, Z3 116.

5202. — Lettre de M. Minier à M. De Joly, exprimant le désir d'avoir, pour chaque tribunal, la collection complète des décrets de l'Assemblée nationale, jusqu'à ce jour.

28 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, Z3 116.

5203. — Décret de l'Assemblée nationale, relatif à l'apposition des scellés à Paris, aux procès-verbaux et ordonnances de référés, aux comptes, partages, liquidations et criées au Châtelet de Paris, décidant que les scellés seront reconnus et levés par les juges de paix, les comptes et partages achevés par les commissaires au Châtelet et les adjudications de biens faites par les six tribunaux.

29 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, C 50, n° 493.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, janvier 1791, p. 270.

5204. — Procès-verbaux des opérations des commissaires de la Municipalité, chargés de visiter les diverses chambres et juridictions dans l'enceinte du Palais pour le placement des six tribunaux.

18 mars-2 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, U 1003.

5205. — Lettre de M. De Joly aux juges des six tribunaux, déclarant que toutes les demandes relatives au service des tribunaux et particulièrement des greffes doivent être adressées aux administrateurs du Département, et annonçant l'envoi des plans de Paris et du Département.

19 mars 1791.
Minute, *A. N.*, Z^3 116.

5206. — Lettre du directoire du département de Paris à M. de Lessart, ministre de l'intérieur, transmettant la réclamation des membres des tribunaux, juges de paix et leurs greffiers au sujet de leur traitement arriéré (trimestre de janvier).

3 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 11, n° 108.

5207. — État des effets à conviction qui se sont trouvés dans les armoires et coffres étant dans le greffe criminel et qui dépendent des procès envoyés dans les six arrondissements.

4 juin 1791.
Original signé, *A. N.*, Z^3 116.

5208. — Requête des huissiers audienciers des six tribunaux au Comité de constitution, demandant à faire leurs signification d'avoués à avoués, pour l'instruction des procès, chacun en bureau séparé dans un même local.

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1431.

Tribunal du 1er arrondissement.

5209. — Lettre de M. de Ferrière, accusateur public près le tribunal du 1er arrondissement, à M. De Joly, réclamant diverses pièces pour l'instruction du procès contre le sieur Anselme Oger, soldat de la garde nationale, accusé d'assassinat.

12 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, Z^3 116.

5210. — Lettre de M. Duport-du-Tertre, ministre de la justice, à M. de Lessart, touchant l'expédition des lettres de MM. Millet et Carrouge, premier et deuxième suppléants du tribunal du 1er arrondissement, appelés à remplacer M. Alix, premier juge, décédé, et de M. Garran de Coulon, nommé juge au Tribunal de cassation.

1er mai 1791.
Minute, *A. N.*, F^{1e} III, Seine, 27.

5211. — Lettre de M. Duport, ministre de la justice, à M. de Lessart, au sujet du remplacement de M. Hérault de Séchelles, l'un des juges, nommé commissaire du Roi près le Tribunal de cassation, par M. Archambault, suppléant.

16 mai 1791.
Minute, *A. N.*, F^{1c} III, Seine, 27.

5212. — Lettre du ministre de la justice au Comité de constitution, transmettant copie d'une lettre de M. Millet, président du tribunal, en l'absence de M. Morel, relative à la marche de l'instruction de l'affaire déférée au tribunal par la loi du 26 juin.

30 juin 1791.
Minute signée et copie (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 35, n° 366.

5213. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant le renvoi par devant le tribunal du 1er arrondissement de toutes les actions intentées par les contrôleurs des Bons d'État et par l'agent du Trésor public, et qui étaient pendantes, soit au Conseil, soit dans d'autres tribunaux, ainsi que de celles qui seraient intentées directement par l'agent du Trésor public.

8 août 1791.
Minute de la main de M. Camus, *A. N.*, C 76, n° 749.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1791, p. 137.

5214. — Décret de l'Assemblée nationale, renvoyant au tribunal du 1er arrondissement deux procès criminels pendant au tribunal du 6e arrondissement, relativement à une distribution de faux assignats.

8 août 1791.
Minute, *A. N.*, C 76, n° 749.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1791, p. 139.

Tribunal du 2e arrondissement.

5215. — Commission de commissaire du Roi près le tribunal du faubourg Montmartre, pour M. Lesueur.

19 janvier 1791.
Imprimé rempli, *A. N.*, F1c III, Seine, 27.

5216. — Lettre de M. Accart, greffier du tribunal du 2e arrondissement, à M. De Joly, indiquant les mesures à prendre pour l'aménagement de son greffe aux Petits-Pères, avant d'y transporter les deux cents procès du Châtelet.

14 février 1791.
Minute, *A. N.*, Z3 116.

5217. — Lettre de M. La Saudade, accusateur public près le tribunal du 2e arrondissement, à M. De Joly, lui faisant observer que son tribunal est déjà surchargé de procès et que régulièrement celui de Riston doit être distribué au tribunal séant au Palais.

16 février 1791.
Minute, *A. N.*, Z3 116.

5218. — Lettres de M. La Saudade, accusateur public près le tribunal du 2e arrondissement, à M. De Joly, demandant des fournitures de bureau, le priant d'accélérer les distribution et renvoi des procès du Châtelet et de faire mettre à sa disposition, à toute heure, les pièces à conviction, avec réponse.

28 février, 9 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Z3 116.

5219. — Lettre de M. La Saudade à M. De Joly, à l'effet d'obtenir l'envoi immédiat des pièces éparses se rattachant à chaque procès, tels que procès-verbaux d'écrou, demandes en liberté provisoire, parce que l'absence de ces pièces retardait et suspendait l'instruction des affaires.

12 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, Z3 116.

5220. — Lettre de M. La Saudade aux administrateurs des travaux publics, réclamant une carte du département de Paris, l'imprimé contenant les adresses des juges de paix et commissaires de police, des almanachs de cabinet, les tableaux des circonscriptions des paroisses et des tribunaux d'appel, des recueils de jurisprudence criminelle et diverses fournitures de bureau, avec lettre de M. Le Roulx de La Ville à M. De Joly, déclarant que le Département ne peut fournir qu'une carte de l'arrondissement de chacun des tribunaux.

12 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Z3 116.

Tribunal du 3e arrondissement.

5221. — Commission de commissaire du Roi près le tribunal du faubourg Saint-Denis, pour M. Garnier.

1er octobre 1790.
Imprimé rempli, *A. N.*, F1c III, Seine, 27.

5222. — Mémoire du sieur Choquet, huissier-audiencier près le tribunal du 3e arrondissement, proposant une classification des huissiers pour remédier à leurs malversations.

2 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1430.

Tribunal du 4e arrondissement.

5223. — Commission de commissaire du Roi près le tribunal de la Place Royale, pour M. Abrial.

Imprimé rempli, *A. N.*, F1c III, Seine, 27.

5224. — Lettre de M. Féval, greffier du tribunal du 4e arrondissement, demandant deux portefeuilles en maroquin pour le transport des minutes et expéditions journalières du greffe.

3 février 1791.
Minute, *A. N*., Z3 116.

5225. — Supplique des huissiers audienciers du tribunal du 4e arrondissement aux Comités de constitution et de judicature pour le règlement de leurs droits et la détermination de leurs fonctions.

11 février 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1431.

5226. — Lettre de M. Féval, greffier du tribunal du 4e arrondissement, à M. De Joly, le prévenant que ses occupations ne lui permettent pas de venir le matin pour

retirer les procès destinés à son tribunal, mais qu'il s'y rendra le mercredi à quatre heures du soir, et réponse de M. De Joly, déclarant qu'il est urgent de retirer les procès criminels, en présence des plaintes des prisonniers, et le pressant de venir dans le plus bref délai.

15 février 1791.
Minute, *A. N.*, U 1008.

5227. — Lettre de M. Le Roulx de la Ville à M. De Joly, lui transmettant la demande de fournitures de bureau par les juges du tribunal du 4e arrondissement, avec réponse, portant que ces dépenses concernent le Département.

17, 19 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Z³ 116.

Tribunal du 5e arrondissement.

5228. — Pétition du sieur Langlois fils, libraire, rue du Marché-Palu, demandant à être choisi comme imprimeur du tribunal de Sainte-Geneviève.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D IV 50, nº 1452.

5229. — Commissions de commissaire du Roi près le tribunal de Notre-Dame, pour MM. Honoré-Nicolas-Marie Duveyrier et Antoine-Jacques de La Fleutrie.

1er octobre 1790, 19 janvier 1791.
Imprimés remplis (2 p.), *A. N.*, F¹ᶜ III, Seine, 27.

Tribunal du 6e arrondissement.

5230. — Commission de commissaire du Roi près le tribunal de la section de Henri IV, pour M. Mitouflet.

1er octobre 1790.
Imprimé rempli, *A. N.*, F¹ᶜ III, Seine, 27.

5231. — Liste des juges du tribunal du 6e arrondissement.

1791.
Minute, *A. N.*, U 1012.

5232. — Récépissé par le concierge du tribunal du 6e arrondissement, d'une pendule en cartel, faite par Lepaute, qui se trouvait dans la chambre d'audience du Bureau du domaine, et qui a été placée dans le cabinet de M. de Montillet, commissaire du Roi près ce tribunal.

9 février 1791.
Minute, *A. N.*, U 1012.

5233. — Lettre de M. Hubert Mutel, juge au tribunal du 6e arrondissement, annonçant l'achèvement de l'information contre le sieur Thevenaud et la dame Lacombe, avec une requête de ladite dame, détenue chez elle, transmise par M. Bailly, maire de Paris, pour obtenir un subside de 5 livres 10 sols par jour, afin de pouvoir subsister.

3, 12 août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXIX 10, nº 94.

5234. — Décret de l'Assemblée nationale, prescrivant le payement de 400 livres à chacun des commis extraordinaires du greffier du tribunal du 6e arrondissement.

29 septembre 1791.
Minute de la main de M. Duport, *A. N.*, C 78, nº 779.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 808.

5235. — État des procès criminels du tribunal du 6e arrondissement du département de Paris, séant à l'Abbaye, des déclarations et procès-verbaux sur lesquels il n'a point été informé, des plaintes et informations à partie civile et des procès d'appel jugés et à juger.

22 novembre 1791.
Minute, *A. N.*, BB³ 31.

5236. — État des procès de l'affaire du Champ de la Fédération.

Sans date.
Minute, *A. N.*, BB³ 31.

5237. — État des procès criminels relatifs à la Révolution, faits en exécution de la loi du 15 janvier 1791, et adressé au ministre de la justice par les juges du tribunal du 6e arrondissement.

Sans date.
Minute, *A. N.*, BB³ 31.

B.—FORMATION PROJETÉE DES TRIBUNAUX DU DÉPARTEMENT.

District de Saint-Denis.

5238. — Supplique de la commune de Saint-Denis à l'Assemblée nationale, pour solliciter l'établissement d'un district et d'un tribunal royal de justice, que justifient le chiffre de la population de cette ville, sa situation au centre de plus de cinquante paroisses, sur sept grandes routes, la tenue de plusieurs foires et marchés et le mouvement de ses ports sur la Seine, avec lettre d'envoi.

27 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5239. — Lettre des députés de la ville de Saint-Denis au Comité de constitution, déclarant qu'ils se sont présentés pour lui exposer la situation des habitants de Saint-Denis, qui se voient ruinés si cette localité est enveloppée dans la banlieue de Paris, et priant de peser la justice de leurs réclamations.

15 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5240.— Adresse des officiers municipaux et habitants d'Epinay à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir l'organisation du district de Saint-Denis, avec un tribunal royal.

6 février 1790.
Original signé, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5241. — Arrêté de la municipalité de Stains, demandant l'établissement d'un chef-lieu de district rural dans la ville de Saint-Denis avec un tribunal de justice royale, arrêté transmis à l'Assemblée nationale par M. Veilly, maire de Stains.

7 février 1790.
Original signé, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5242. — Arrêté du corps municipal et de la commune de Pierrefitte, exprimant son vœu à l'Assemblée nationale pour l'établissement d'un tribunal de justice à Saint-Denis.

4 mars 1790.
Extrait signé, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5243.— Adresse des officiers municipaux de Saint-Denis, stipulant pour les intérêts de la ville et des trente-neuf paroisses de son district, à l'Assemblée nationale, exposant les raisons qui militent en faveur de l'établissement d'un tribunal, de première nécessité pour les habitants de toute la région, et protestant contre tout projet de le placer à Paris, ce qui rendrait l'administration de la justice longue, pénible et dispendieuse, avec lettre d'envoi.

16 juillet 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5244. — Lettre des députés de la ville et district de Saint-Denis à l'Assemblée nationale, représentant l'intérêt majeur qu'aurait Saint-Denis à posséder un tribunal, attendu que cette ville, composée de manufacturiers, de négociants et d'agriculteurs, éprouvait déjà une perte sensible dans la consommation de ses denrées par la suppression de sept communautés religieuses.

27 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5245. — Pétition adressée au nom de la ville de Saint-Denis par M. Pelletier, maire, et M. Noel, procureur de la commune, à l'effet d'obtenir l'exécution du décret rendu par l'Assemblée nationale sur l'ordre judiciaire et l'établissement d'un tribunal de district.

1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

District de Bourg-la-Reine.

5246. — Lettre des officiers municipaux de Choisy-le-Roi au président de l'Assemblée nationale, demandant que leur bourg devienne le chef-lieu du district et que leur bailliage royal soit conservé.

Février 1790.
Minute, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5247. — Mémoire adressé à l'Assemblée nationale par les officiers du bailliage et les habitants de Choisy pour réclamer l'établissement d'un tribunal, avec liste des paroisses contiguës à Choisy et qui faisaient autrefois partie de sa justice.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5248. — Délibération du conseil général de la commune de Bourg-la-Reine, en faveur de l'établissement d'un tribunal audit lieu, avec lettre d'envoi du maire et des officiers municipaux.

7, 11 mars 1790.
Minutes signées (4 p.), *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5249. — Adresse de la municipalité et des habitants de Sceaux à l'Assemblée nationale, demandant l'établissement d'un tribunal pour les dédommager de la perte du district, placé à Bourg-la-Reine.

23 mars 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5250. — Mémoires des officiers municipaux et habitants du bourg de Sceaux, en leur nom et au nom des vingt paroisses avoisinantes, au Comité de constitution, à l'effet d'obtenir que le tribunal de justice soit fixé à Sceaux, qui, malgré ses convenances locales et une population supérieure à celle de Bourg-la-Reine, a été déjà privé du district, avec lettre d'envoi de M. Glot, maire de Sceaux.

22 juillet, 24 août 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.* D IV^b 29, n° 414.

5251. — Mémoire des habitants du bourg et de la paroisse de Sceaux à l'Assemblée nationale, demandant, de concert avec les paroisses voisines, comme l'Hay, Chevilly, Châtenay et Fontenay-aux-Roses, l'établissement d'un tribunal de justice, et combattant les prétentions élevées par Choisy-le-Roi.

1790.
Minute, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

5252. — Adresse des officiers municipaux et notables de la paroisse d'Issy à l'Assemblée nationale et au Comité de constitution, faisant valoir les avantages que présente ce village pour former un chef-lieu de district de sept paroisses, de préférence à Meudon et à Vanves.

1790.
Minute, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

C. — TRIBUNAL CRIMINEL DES DIX

5253.— Décret de l'Assemblée nationale, instituant un tribunal de dix juges, spécialement chargé d'expédier les affaires criminelles venues par appel du Châtelet et des autres sièges du ressort du Parlement.

1er décembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 47, n° 458.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 5.

5254. — Mémoires des fournitures faites au tribunal des Dix par le sieur Lemoine, buvetier, certifiés par M. Agier.

10 décembre 1790-24 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Z^3 116.

5255. — Jugements, conclusions de l'accusateur public, prestations de serment, récolement de témoins, levée de scellés.

Décembre 1790-janvier 1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, Z^3 1^A.

5256. — Registres du tribunal des Dix, intitulés :

1° Registre d'installation du tribunal.
2° Dépôt des procès.
3° Distributions du tribunal.
4° Distributions à l'accusateur public.
5° Conseil.

Décembre 1790-Janvier 1791.
Originaux (5 vol. in-fol.), *A. N.*, Z^3 1^B.

5257. — Décrets de l'Assemblée nationale relatifs à l'élection et au traitement des officiers du tribunal criminel du département de Paris.

30 mai, 2 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 68, n° 674 ; C 71, n° 691.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1791, p. 17.

D.—TRIBUNAUX CRIMINELS PROVISOIRES

5258. — Décret de l'Assemblée nationale établissant au Palais six tribunaux pour instruire et juger tous les procès criminels existant avant le 25 janvier, époque de l'installation des tribunaux de Paris.

13 mars 1791.
Minute, *A. N.*, C 58, n° 586.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 157.

5259. — Observations présentées au ministre de la justice par les membres du premier tribunal au sujet de l'inaction dans laquelle ils se trouveront par suite de l'institution des six tribunaux criminels.

Sans date (mars 1791).
Minute, *A. N.*, BB[5] 355.

5260. — Lettre de M. Levrier au ministre de la justice, sollicitant une place de commissaire du Roi auprès de l'un des six tribunaux criminels.

13 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB[5] 355.

5261. — Lettre de M. Treilhard au ministre de la justice, recommandant pour l'une des places de commissaire du Roi près des six tribunaux criminels M. Blanchard de la Valette, avec réponse de M. Duport, promettant de le proposer au Roi, si tous les postes ne sont pas déjà confiés aux accusateurs publics des tribunaux du Département.

13, 15 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB[5] 355.

5262. — Observations en forme de questions sur l'administration de la justice criminelle dans le département de Paris, envoyées au ministre de la justice par M. La Saudade (accusateur public).

14 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB[5] 355.

5263. — Délibération et lettre du président de la section des Enfants-Rouges au ministre de la justice, recommandant M. Cornu de Palmery, ancien procureur au Parlement, pour une place de greffier dans l'un des six nouveaux tribunaux criminels.

15 mars 1791.
Minute et extrait (2 p.), *A. N.*, BB[5] 355.

5264. — Lettres-circulaires du ministre de la justice aux premiers juges et commissaires du Roi près les quarante-deux tribunaux de district, pour la désignation d'un juge chargé de concourir à la formation des six tribunaux criminels provisoires.

15, 16 mars 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, BB[5] 355.

5265. — Lettre de M. Rabiet, commissaire du Roi près le tribunal du district de Provins, au ministre de la justice, se proposant pour remplir les mêmes fonctions auprès de l'un des six tribunaux criminels.

16 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB[5] 355.

5266. — Lettre de M. Delaroche, invoquant, pour obtenir le poste de commissaire du Roi auprès de l'un des nouveaux tribunaux l'exercice pendant neuf ans des fonctions de procureur du Roi ainsi que sa nomination comme maire de Pont-de-l'Arche et de suppléant au tribunal.

16 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB[5] 355.

5267. — Lettre de M. Castillon, avocat, électeur de 1789, secrétaire de l'Assemblée des représentants de la Commune, au ministre de la justice, pour solliciter une place de commissaire du Roi auprès des six tribunaux criminels, avec réponse du ministre.

17, 27 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB[5] 355.

5268. — Lettre de M. L.-E. Bosquillon, premier juge du tribunal du district de Montdidier, au ministre de la justice, exposant la difficulté de nommer un juge pour les tribunaux criminels de Paris, vu le petit nombre de juges valides et le manque de suppléants.

18 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB[5] 355.

5269. — Lettre de M. Vinet-Préfontaine, président du tribunal de Gisors, au ministre de la justice, demandant si les présidents des tribunaux de district peuvent être délégués pour la formation des six nouveaux tribunaux, avec réponse affirmative du Conseil de justice.

18 mars, 6 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB[5] 355.

5270. — Lettre de M. Laus de Boissy au ministre de la justice, exprimant tous ses regrets de n'avoir pu obtenir l'une des places données aux six accusateurs publics, en raison de leurs fonctions aussi délicates que pénibles, et déclarant qu'il se trouve dans des conditions analogues, ayant exercé

gratuitement, pendant vingt-cinq ans, les fonctions de juge criminel.

21 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5271. — Lettre de M. Crespin, membre du directoire du département de Seine-et-Marne, au ministre de la justice, sollicitant le poste de procureur du Roi auprès de l'un des six tribunaux criminels, avec réponse de M. Duport, déclarant que, d'après la loi, sa demande est inadmissible.

24 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5272.— Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au ministre de la justice, demandant quels sont les arrangements à prendre pour l'installation des nouveaux tribunaux criminels, avec réponse du ministre, portant qu'il attend l'arrivée à Paris de tous les juges qui doivent composer ces tribunaux et priant de préparer au Palais des locaux convenables.

25 mars 1791.
Autographe et minute (2 p.), *A. N.*, BB⁵ 355.

5273. — Proposition du ministre de la justice à Louis XVI, à l'effet d'appeler aux fonctions de commissaires du Roi près les six tribunaux criminels les six accusateurs publics des tribunaux de district à Paris, avec modèle de leurs commissions.

25 mars 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, BB⁵ 355.

5274. — Lettre de M. Claude Deschamps, ex-procureur à l'Hôtel de Ville, au ministre de la justice, sollicitant une place d'accusateur public auprès de l'un des six tribunaux criminels.

27 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5275. — Lettre du ministre de la justice au procureur général syndic du département de Paris, annonçant la répartition des quarante-deux juges devant composer les six tribunaux et insistant pour hâter leur installation.

29 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5276. — Envoi par M. Duport du Tertre à M. de Lessart pour le département de Paris de la proclamation du Roi, du 29 mars, relative à l'installation des six tribunaux établis à Paris pour instruire et juger les procès criminels existant avant le 25 janvier.

30 mars 1791.
Minute, avec exemplaires manuscrits et imprimés de la proclamation (4 p.), *A. N.*, BB⁵ 355.

5277. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, annonçant qu'il a pris toutes les dispositions avec le maire de Paris pour l'installation des tribunaux provisoires, le 1er avril.

30 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5278. — Lettre du ministre de la justice à M. Boullemer, procureur syndic de la Commune, au sujet du transport immédiat dans les greffes des six tribunaux criminels des pièces des procès criminels existant avant le 26 janvier.

30 mars 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5279. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au ministre de la justice, donnant la désignation des salles du Palais, affectées par le Conseil municipal à chacun des six tribunaux provisoires.

31 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, BB⁵ 355.

5280. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au ministre de la justice, pour l'informer de l'installation des six tribunaux provisoires destinés à juger les procès criminels, qui sera faite, le 1er avril, par le Conseil général de la Commune.

31 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, BB⁵ 355.

5281. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant d'entourer d'un appareil militaire la cérémonie d'installation des six tribunaux provisoires criminels, qui sera faite, le 1er avril, par la Municipalité.

31 mars 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 140.

5282. — Tableau de la dépense par mois à acquitter par la Trésorerie nationale, à compter du 26 mars 1791, pour l'indemnité accordée aux membres des six tribunaux criminels, provisoirement établis à Paris, en exécution de la loi du 14 mars 1791.

Mars 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 46, n° 704.

5283. — Procès-verbaux de nomination des juges choisis dans les tribunaux de district pour concourir à la formation des six tribunaux criminels.

Mars 1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, BB⁵ 355.

5284. — Liste des juges nommés pour les six tribunaux criminels provisoires, avec leur répartition par tribunal.

Mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB⁵ 355.

5285. — Relevé par ordre alphabétique des procès criminels et tableau des affaires criminelles courantes, dans lesquelles il y a partie civile, envoyés dans les six tribunaux établis au Palais par le décret du 13 mars 1791.

Mars 1791.
Minutes (3 cahiers in-fol.), *A. N.*, Z³ 116.

5286. — Lettre de M. Duport, ministre de la justice, à M. de Lessart, envoyant à sa signature les nominations des commissaires du Roi près les six tribunaux établis à Paris, pour instruire et juger les procès criminels existant avant le 26 janvier, avec la teneur des commissions.

1er avril 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F¹ᶜ III, Seine, 27; BB⁵ 355.

5287. — Observations présentées par les commissaires des six tribunaux criminels dans leur conférence avec le ministre de la justice.

5 avril 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5288. — Lettre de M. Jozeau, commissaire du Roi près le 4e tribunal criminel, au ministre de la justice, sur la nécessité d'une conférence avec lui au sujet de divers points, notamment de la démarcation précise des fonctions des commissaires du Roi.

6 avril 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5289. — Lettre du département des travaux publics à M. De Joly, le priant, conformément à la demande du procureur général syndic, de faire délivrer aux tribunaux et greffes criminels installés au Palais les registres, cartons et autres fournitures de bureau nécessaires à leur service, avec états de ces fournitures, arrêtés par les greffiers des six tribunaux.

9 avril 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, U 1012.

5290. — Arrêté du Corps municipal, prescrivant la fourniture par le département des travaux publics aux greffes des six tribunaux criminels des registres et papiers timbrés nécessaires, avec bordereau détaillé de la fourniture, montant à la somme de 6,750 livres, arrêté par M. De Joly, et lettre d'envoi aux administrateurs du département du domaine.

18, 29 avril, 6 juin 1791.
Extrait signé et minute (2 p.), *A. N.*, U 1012.

5291. — Lettre du département des travaux publics à M. De Joly, le priant de fournir sans retard : 1° les registres et papiers timbrés; 2° les listes d'adjoints, tableaux des tribunaux d'appel, collection des décrets, Code pénal et ordonnance criminelle commentée par Jousse, demandés par les greffiers, avec états des livres fournis par Mme veuve Vallat La Chapelle et M. Le Boucher, libraires au Palais.

21, 24 avril 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, U 1012.

5292. — Lettre des greffiers des six tribunaux criminels à M. De Joly, le priant de faire timbrer trente registres, comprenant ensemble trois mille trois cents rôles, « le défaut de cette formalité perpétuant leur oisiveté », avec récépissé de ces registres.

22 avril, 14 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, U 1012.

5293. — Demande adressée par les greffiers des six tribunaux criminels au ministre de la justice, afin d'obtenir l'adjonction à chacun d'eux d'un commis greffier appointé.

24 avril 1791.
Minute, *A. N.*, BB^{3} 355.

5294. — Lettres de M. Royer, commissaire du Roi près le 6e tribunal, au ministre de la justice, demandant si les tribunaux criminels peuvent connaître de tous délits antérieurs au 26 janvier, ou seulement des procès existant à cette date, avec décision du Conseil de justice, statuant que les tribunaux ne doivent connaître que des procès en cours d'instruction.

25, 30 avril, 8 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, BB^{3} 355.

5295. — Mémoire des accusateurs publics des six tribunaux criminels établis au Palais, au sujet des défauts de forme pouvant entraîner la nullité des procédures instruites au Châtelet, présenté au ministre de la justice par M. Verrier, accusateur public du 2e tribunal.

10 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB^{3} 355.

5296. — Distribution par le secrétaire de la Municipalité aux greffiers des six tribunaux de trois cachets de bureau, faits par M. Avisse, graveur, suivant son mémoire.

20 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, U 1012.

5297. — Adresse des membres composant les six tribunaux criminels, établis à Paris par la loi du 14 mars 1791, à l'Assemblée nationale, signalant les graves inconvénients devant résulter de l'instruction nouvelle de quinze cents procès, avec lettre d'envoi.

30 mai 1791.
Imprimé et minutes (4 p.), *A. N.*, BB^{3} 355.

5298. — Lettre et requête des commissaires du Roi près les tribunaux criminels au ministre de la justice, tendant à obtenir l'adjonction à chaque greffier de deux commis salariés, et l'attribution d'un traitement à l'accusateur public.

8 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB^{3} 355.

5299. — Mémoire pour les prisonniers de la Conciergerie au directoire du département de Paris à l'effet de représenter leur situation intolérable, vu leur entassement, avec lettre du ministre à M. Pastoret, procureur général syndic du Département, et au concierge de la Conciergerie, déclarant qu'il a pris les mesures les plus promptes pour procurer aux prisonniers les adoucissements que la loi et l'humanité leur assurent.

22 juin 1791.
Minutes et copie conforme (5 p.), *A. N.*, BB^{3} 355.

5300. — Lettre du ministre de la justice aux commissaires du Roi près les tribunaux de district et les six tribunaux criminels provisoires, leur recommandant d'accélérer le jugement des prisonniers de la Conciergerie et montrant combien il est urgent de ne pas réduire au désespoir une foule d'individus qui pourraient se porter aux dernières extrémités.

22 juin 1791.
Minute, *A. N.*, BB^{3} 355.

5301. — Discours prononcé à l'Assemblée nationale au nom d'une députation des six tribunaux criminels, jurant fidélité à la nation et obéissance à ses décrets.

24 juin 1791.
Minute, *A. N.*, C 71, n° 698.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 502.

5302. — Lettre de M. de Ferrière, commissaire du Roi près le 1er tribunal criminel, au ministre de la justice relativement aux lenteurs des procédures, retardées surtout par l'envoi d'expéditions des procès sur appel au lieu des minutes.

25 juin 1791.
Minute, *A. N.*, BB^{3} 355.

5303. — Lettre de M. La Saudade, commissaire du Roi près le 2e tribunal criminel, au ministre de la justice, demandant pour l'accélération des procédures l'augmentation du nombre des juges, des

accusateurs publics, des commis greffiers, l'allocation d'un traitement aux huissiers-audienciers, concierge et garçons de bureau.

26 juin 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5304. — Lettre de M. Faure, commissaire du Roi près le 3e tribunal criminel, au ministre de la justice, déclarant que les mesures de rigueur prises à l'égard des prisonniers ont été commandées par des circonstances impérieuses et que les lenteurs dont se ils plaignent s'expliquent par la nécessité de refaire les procédures instruites au Châtelet, avec un seul greffier salarié par tribunal.

28 juin 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5305. — Lettre de M. Jozeau, commissaire du Roi près le 4e tribunal criminel, au ministre de la justice, au sujet des plaintes mal fondées de certains prisonniers contre les lenteurs de la procédure, compliquée par le manque de commis-greffiers et de gradués pour compléter le nombre des juges dans les procès en dernier ressort.

1er juillet 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5306. — Rapport fait au nom du Comité de constitution par M. Du Port et décret de l'Assemblée nationale, relatifs à la création de deux commis greffiers dans chacun des six tribunaux criminels provisoires, pour l'instruction des procès, réglant leur traitement et celui des accusateurs publics.

11 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB⁵ 355 ; C 74, n° 724.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1791, p. 148.

5307. — Décret de l'Assemblée nationale, qui charge le Trésor public d'acquitter, mois par mois, la dépense de l'indemnité accordée aux membres des tribunaux criminels provisoires.

24 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, C 75, n° 730.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1791, p. 291.

5308. — Lettre de M. Thirria, juge du tribunal de Crépy et membre du 3e tribunal criminel séant au Palais, au ministre de la justice, touchant les difficultés que lui font ses collègues du tribunal de Crépy, qui refusent de tenir compte de ses droits d'assistance, malgré la loi ordonnant le payement de l'indemnité accordée aux juges criminels, sans préjudice de leur traitement ordinaire.

13 août 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5309. — Pétition des huissiers-audienciers des six tribunaux criminels provisoires, à l'effet d'obtenir l'allocation d'un traitement, avec lettre rappelant cette pétition.

7 septembre 1791.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, BB⁵ 355; D VI 46, n° 704.

5310. — Lettre de M. Dugué, juge du 5e tribunal criminel, au ministre de la justice, proposant de décider que celui des tribunaux, qui aura fini le premier, expédiera quelques affaires du tribunal le plus chargé.

9 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5311. — Lettre du ministre de la justice aux commissaires du Roi près les six tribunaux, demandant l'envoi d'un état des procédures criminelles qui s'instruisent dans chacun d'eux, en distinguant les procès à partie civile et les autres.

14 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5312. — Lettre du ministre de la justice à M. Du Port, député à l'Assemblée nationale, lui communiquant diverses observations, en ce qui concerne notamment la fixation du traitement des huissiers près des six tribunaux criminels, le renvoi à un seul tribunal de tous les procès relatifs à la fabrication des faux assignats, la police des prisons, l'état des procès pendants dans chaque tribunal.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, BB⁵ 355.

5313. — Décret de l'Assemblée nationale, réglant le traitement des huissiers de ser-

vice des six tribunaux criminels et renvoyant à ces tribunaux tous les procès criminels existant dans les tribunaux d'arrondissement, à l'exception de ceux relatifs à la fabrication de faux assignats.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, C 77, n° 772.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 361.

5314. — Lettre du sieur Héron, avocat, au ministre de la justice, posant sa candidature, en qualité de gradué ayant assisté aux audiences des tribunaux criminels, à l'une des places de juges vacantes par la nomination de plusieurs d'entre eux à la nouvelle législature.

22 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, BB^5 355.

Premier tribunal criminel provisoire.

5315. — Affaires à partie civile jugées par le premier tribunal criminel. (Jugements, apport de pièces au greffe, comparutions, défauts, dépens, mémoires de frais, requêtes.)

Septembre 1790-septembre 1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, Z^3 4.

5316. — Procédures instruites par le premier tribunal criminel provisoire.

Février-septembre 1791.
Minutes (4 liasses), *A. N.*, Z^3 8-11.

5317. — Minutes de jugements rendus par le premier tribunal criminel.

Avril-décembre 1791.
Minutes (251 p.) *A. N.*, Z^3 2.

5318. — Requête des membres du premier tribunal criminel, établi par la loi du 14 mars, au ministre de la justice, à l'effet d'ordonner le transport des procès en minutes du greffe du tribunal de première instance au greffe du tribunal d'appel.

Sans date (avril 1791).
Minute, *A. N.*, BB^5 355.

5319. — Lettre de M. Solvet, greffier du premier tribunal criminel, à M. De Joly, demandant des réverbères et autres fournitures pour l'éclairage du tribunal, et le priant de faire timbrer des formules pour l'accusateur public.

9 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, U 1012.

5320. — Requête du premier tribunal criminel, institué par la loi du 14 mars, au ministre de la justice, déclarant qu'à la fin du mois de septembre il ne lui restera à instruire ou à juger en premier ressort aucun procès concernant des accusés prisonniers, et que son travail se réduira à statuer sur quelques appels des cinq autres tribunaux.

Sans date (août 1791).
Minute signée, *A. N.*, BB^5 355.

5321. — État des affaires restantes à juger au premier tribunal criminel et dans lesquelles il y a des prisonniers, envoyé par M. Marquis, juge et commissaire de ce tribunal.

22 août 1791.
Minute, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, BB^5 355.

5322. — État des procès jugés au premier tribunal criminel, avec les noms des rapporteurs, et lettre d'envoi de cet état par M. de Ferrière, commissaire du Roi, au ministre de la justice.

10 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB^5 355.

Deuxième tribunal criminel provisoire

5323. — Procédures instruites par le second tribunal criminel provisoire.

Mars 1791-août 1792.
Minutes (10 liasses), *A. N.*, Z^3 28-36, 42.

5324. — Procès-verbal dressé par les juges du second tribunal criminel relativement à leur installation et à la nomination du greffier dudit tribunal.

1er avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, Z^3 26.

5325. — Nomination de M. Alexandre-Pierre-François Jouesne, ancien greffier en chef de la Connétablie, pour greffier du second tribunal criminel, et de M. Jean-François Hullot, pour commis greffier.

1er, 11 avril 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, Z^3 26.

5326. — Admission de M. Louis-Pierre Verrier, homme de loi, comme accusateur public près le second tribunal criminel.

1er avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, Z3 26.

5327. — Admission de M. François-Augustin Quillau pour remplir les fonctions d'imprimeur du second tribunal criminel.

1er avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, Z3 26.

5328. — Admission de MM. François-Augustin Ozanne, Jacques-Louis Cosson, François-René Damien et Jean-Noël Luchet comme huissiers près le second tribunal criminel.

4, 11 avril, 2 mai 1791.
Minutes signées (4 p.), *A. N*, Z3 26.

5329. — Procès-verbal de translation du second tribunal criminel de la ci-devant Maîtrise particulière des Eaux et forêts au Bureau du Domaine.

11 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, Z3 26.

5330.— Admission de MM. Jacques-Nicolas Blin et Alexis-Joseph Harger comme jurés experts écrivains près le second tribunal criminel, de Jean-Charles Poulain et Jean-François Gentil, comme jurés experts serruriers, de Nicolas-Louis Mansard, comme afficheur, et de Jean Gourguechon comme concierge.

14, 18 avril 1791.
Minutes signées (4 p.), *A. N.*, Z3 26.

5331. — Admission de M. Jean-Baptiste Baignères, docteur en médecine de la Faculté de Paris, comme médecin près le second tribunal criminel.

18 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, Z3 26.

5332. — Lettre de M. Moreau, juge du second tribunal criminel, au ministre de la justice, demandant qu'il soit pourvu au remplacement d'un juge de ce tribunal, nommé commissaire du Roi près le tribunal criminel de l'Oise.

26 avril 1791.
Minute, *A. N.*, BB3 355.

5333.— Admission de MM. Jean-Baptiste Vogt et François-Xavier Vogt, comme interprètes de langues étrangères, en matière civile et criminelle, près le second tribunal.

18 mai, 21 juin 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, Z3 26.

5334. — Minutes de jugements rendus par le second tribunal criminel.

Mai-décembre 1791.
Minutes (675 p.), *A. N.*, Z3 24.

5335. — Lettre de M. Gobel, évêque métropolitain de Paris, aux président et juges du second tribunal criminel, les invitant à la procession de la Fête-Dieu.

17 juin 1791.
Original signé, *A. N.*, Z3 26.

5336.— Lettre de M. La Saudade, commissaire du Roi près le deuxième tribunal criminel, au ministre de la justice, au sujet des procès renvoyés à ce tribunal, l'un contre les auteurs de l'assassinat du maire de Saint-Denis, l'autre contre le sieur de Saint-Huruge, accusé de motions au Palais-Royal, et de leur attribution, indûment faite par appel aux second et troisième tribunaux.

21 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, BB3 355.

5337. — État des procès renvoyés au deuxième tribunal criminel.

Août 1791.
Minute, *A. N.*, BB3 355.

Troisième tribunal criminel provisoire.

5338. — Procédures instruites par le troisième tribunal criminel.

Mars 1791-août 1792
Minutes (8 liasses), *A. N.*, Z3 46-51, 55, 58.

5339. — Minutes de jugements rendus par le troisième tribunal criminel.

Avril 1791-septembre 1792.
Minutes (555 p.), *A. N.*, Z3 43.

5340. — Lettre de M. Faure, commissaire du Roi près le troisième tribunal criminel, au ministre de la justice, l'informant qu'il a requis l'apport des pièces de tous les

procès antérieurs au 26 janvier, se trouvant au greffe du tribunal du 3e arrondissement.

9 avril 1791.
Minute, *A. N.*, BB[5] 355.

5341. — États des jugements rendus en dernier ressort, des procès restant à juger et des procès distribués au troisième tribunal, envoyés au ministre par M. Faure, commissaire du Roi.

9 septembre 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, BB[5] 355.

Quatrième tribunal criminel provisoire.

5342. — Minutes de jugements rendus par le quatrième tribunal criminel provisoire.

Avril 1791-septembre 1792.
Minutes (184 p.), *A. N.*, Z[3] 60.

5343. — État des jugements prononcés par le quatrième tribunal, depuis le 11 avril jusqu'au 2 juillet 1791.

Minute, *A. N.*, BB[5] 355.

5344.— Lettre de M. Duport, ministre de la justice, aux juges du quatrième tribunal criminel, les invitant à ne point indiquer Calais pour lieu d'exécution du jugement qui pourra être prononcé contre Nicolas Marquet, grenadier dans le 18e régiment, ci-devant Royal-Auvergne, prévenu de vol et d'assassinat, dans la crainte que les camarades de ce soldat, qui se trouvent en garnison dans cette ville, n'y mettent obstacle.

30 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, Z[3] 115.

5345. — Procédures instruites par le quatrième tribunal criminel provisoire.

Juillet 1791-août 1792.
Minutes (5 liasses), *A. N.*, Z[3] 63-67.

5346. — Lettre de M. Cellier, accusateur public du quatrième tribunal, démentant l'évasion des sieurs Champclos et Grandmaison des prisons de la Conciergerie et assurant qu'ils sont dans les prisons de l'hôtel de la Force.

13 août 1791.
Minute, *A. N.*, C 77, n° 761.

5347. — État des procès criminels jugés et de ceux qui s'instruisent au quatrième tribunal criminel, envoyé par M. Jozeau, commissaire du Roi près ce tribunal.

21 septembre 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, BB[5] 355.

Cinquième tribunal criminel provisoire.

5348. — Procédures instruites par le cinquième tribunal criminel provisoire.

Mars 1791-août 1792.
Minutes (24 liasses), *A. N.*, Z[3] 76-99.

5349. — Minutes de jugements rendus par le cinquième tribunal criminel provisoire.

Avril 1791-décembre 1792.
Minutes (322 pièces), *A. N.*, Z[3] 72.

5350. — Lettre de M. Laurens, commissaire du Roi près le cinquième tribunal criminel, au ministre de la justice, annonçant l'installation de ce tribunal et demandant, avec l'envoi d'une instruction relative à la distribution des procès criminels qui sont dans les six tribunaux du département de Paris, si chaque tribunal extraordinaire correspond à chaque tribunal d'arrondissement.

1er avril 1791.
Minute, *A. N.*, BB[5] 355.

5351. — Lettre de M. Laurens, commissaire du Roi près le cinquième tribunal criminel, demandant, afin de mettre en activité ce tribunal, l'envoi des lois d'octobre 1789 et avril 1790, qui modifient la jurisprudence criminelle, et une instruction précise sur ce qu'on entend par tous les procès criminels existant avant le 26 janvier, avec réponse conforme du ministre de la justice.

4 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB[5] 355.

5352. — Lettre de M. Laurens, commissaire du Roi près le cinquième tribunal criminel, au ministre de la justice, annonçant qu'il a requis l'apport au greffe de ce tribunal de tous les procès criminels distribués au tribunal du 5e arrondissement, et que le

tribunal est entré en fonctions en nommant des conseils aux accusés.

9 avril 1791.
Minute, *A. N.*, BB^{5} 355.

5353. — Lettre de M. Laurens, commissaire du Roi près le cinquième tribunal criminel, au ministre de la justice, déclarant que le tribunal ne perd pas un instant, soit pour juger, soit pour instruire les procès, et que les prisonniers ne sont sequestrés qu'en vertu des précautions prises par la Municipalité pour la sûreté de la capitale depuis le 21 juin.

29 juin 1791.
Minute, *A. N.*, BB^{5} 355.

5354. — Mémoire des impressions faites pour le cinquième tribunal par le sieur Quillau, avec exécutoire.

11 août 1791.
Minute, *A. N.*, Z^{3} 74.

5355. — Lettre de M. Moreau, accusateur public du cinquième tribunal criminel, au ministre de la justice, lui adressant l'état des procès dans lesquels il y a des prisonniers et de ceux à partie civile, qui se poursuivent sans qu'il y ait des prisonniers.

22 août 1791.
Minute, *A. N.*, BB^{5} 355.

5356. — Lettre de M. Laurens, commissaire du Roi près le cinquième tribunal criminel, envoyant, en réponse à la demande du ministre de la justice, l'état des procès criminels jugés et de ceux qui restent à juger.

29 août 1791.
Minute, *A. N.*, BB^{5} 355.

5357. — État des procès criminels jugés par le cinquième tribunal, envoyé par M. Laurens, commissaire du Roi.

9 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, BB^{5} 355.

Sixième tribunal criminel provisoire.

5358. — Procès-verbal d'installation par la Municipalité du sixième tribunal criminel provisoire, séant au Palais, avec lettre d'envoi de M. De Joly.

1er avril 1791.
Extrait conforme et minute (2 p.), *A. N.*, Z^{3} 116.

5359. — Minutes de jugements rendus par le sixième tribunal criminel et interrogatoires.

Avril-septembre 1791.
Minutes (329 p.), *A. N.*, Z^{3} 100.

5360. — Procédures instruites par le sixième tribunal criminel provisoire.

Avril 1791-juillet 1792.
Minutes (4 liasses), *A. N.*, Z^{3} 103-105, 110.

5361. — Lettre de M. Royer, commissaire du Roi près le sixième tribunal criminel, au ministre de la justice, au sujet des plaintes des prisonniers et de l'accélération des jugements en ce qui concerne les procès instruits à ce tribunal, déclarant que la seule mesure efficace serait le doublement des accusateurs publics.

28 juin 1791.
Minute, *A. N.*, BB^{5} 355.

5362. — Lettres de M. Royer, commissaire du Roi près le sixième tribunal criminel, adressant la feuille des travaux des juges de ce tribunal pour deux semaines.

11, 18 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, BB^{5} 355.

5363. — Lettre de M. Royer, commissaire du Roi près le sixième tribunal criminel, priant le commissaire Chénon de renvoyer les informations faites contre les frères Guillot, prévenus de vol, entachées de nullité aux termes de la loi d'octobre 1789.

2 août 1791.
Minute, *A. N.*, Y 11141 (dossier de mars 1790).

5364. — États des procès jugés, prêts d'être jugés et en cours d'instruction, envoyés par M. Royer, commissaire du Roi.

16 septembre 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, BB^{5} 355.

E. — TRIBUNAL DE CASSATION

Organisation.

5365. — Lettre de M. Poncet de la Grave, procureur du Roi honoraire de l'Amirauté, à l'Assemblée nationale, offrant ses services

gratuits pour rendre la justice dans la Cour de révision.

22 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1432.

5366. — Décret de l'Assemblée nationale, portant organisation du Tribunal de cassation et réglementant ses attributions.

27 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 46, n° 449.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 228.

5367. — Décret de l'Assemblée nationale, convoquant les électeurs des quarante-deux départements ci-indiqués, à l'effet de procéder aux élections des membres qui composeront le Tribunal de cassation.

28 janvier 1791.
Copies collationnées et signées du président et des secrétaires de l'Assemblée, avec lettres d'envoi à M. de Lessart (4 p.), *A. N.*, C 50, n° 493; AA 11, n° 499.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, janvier 1791, p. 257.

5368. — Liste des juges élus pour le Tribunal de cassation, avec l'indication des départements et leurs adresses, en vertu de la loi du 28 janvier 1791.

Minutes (3 p.), *A. N.*, D III 384.

5369. — Procès-verbaux des élections des juges au Tribunal de cassation et de leurs suppléants par les départements suivants : Aisne, Allier, Hautes-Alpes, Aube, Aude, Cantal, Creuse, Dordogne, Doubs, Drôme, Gard, Gironde, Lot, Morbihan, Manche, Meuse, Oise, Pas-de-Calais, Hautes-Pyrénées, Bas-Rhin, Rhône-et-Loire, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres et Vienne, avec lettres d'envoi émanées des présidents des assemblées électorales ou des procureurs généraux syndics des départements.

Février-mai 1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, BB^6 23.

5370. — Décret de l'Assemblée nationale, fixant le traitement des membres du Tribunal de cassation, du commissaire du Roi près ce tribunal et du greffier, ainsi que leur costume.

11 février 1791.
Copie, *A. N.*, A 192.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, février 1791, p. 174.

5371. — Arrêté du Corps municipal, décidant le déménagement des minutes du Parlement conservées dans le greffe provisoire, pour l'installation du Tribunal de cassation dans ce local, ainsi que dans la salle de la petite Tournelle et les greffes de MM. Ysabeau et Frémyn.

14 mars 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, U 1003.

5372. — Lettre de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, à M. Duportail, le priant de rappeler la disposition de la loi du 18 février, qui oblige les membres du Tribunal de cassation à se rendre à Paris le 1er avril.

14 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5373. — Lettre de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, à M. Duport, au sujet de la convocation prochaine des membres du Tribunal de cassation, fixée au 1er avril.

19 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, D III 384.

5374. — Lettres patentes de juge du Tribunal de cassation en faveur de M. Jean-Baptiste-Laurent Porquier, nommé par le département de l'Oise.

1er avril 1791.
Imprimé rempli, sur parchemin, *A. N.*, D III 384.

5375. — Lettre de MM. Martinon et Tupinier, nommés juges du Tribunal de cassation par les départements de l'Ain et de Saône-et-Loire, demandant audience au ministre de la justice.

6 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5376. — Correspondance du ministre de la justice avec MM. Bailly et Pastoret, au sujet de l'installation du Tribunal de cassation, et avec M. de Lessart au sujet des procès-

verbaux d'élection des juges au Tribunal et des juges absents.

10-19 avril 1791.
Minutes (1 dos.). *A. N.*, D III 384.

5377. — Lettre du ministre de la justice à M. Bailly, déclarant que le Roi n'a sanctionné que le 17 avril le décret du 14 pour l'installation du Tribunal de cassation, et lui envoyant une ampliation du décret en ce qui concerne l'exécution de l'article 3, c'est-à-dire la mise sous scellés des greffes du Conseil des parties et des Commissions du Conseil.

18 avril 1791.
Original signé, *A. N.*, U 1012.

5378. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au ministre de la justice, exprimant sa gratitude pour sa nomination en qualité de commissaire à l'installation du Tribunal de cassation.

18 avril 1791.
Original signé, *A. N.*, D III 384.

5379. — Lettres de M. Boucher-La-Richarderie, président d'âge du Tribunal de cassation, au ministre de la justice, le prévenant que le Tribunal se rendra en corps chez le Roi pour lui présenter ses hommages, et demandant s'il doit lui communiquer le texte de son discours, avec réponse de M. Duport, l'informant que le Roi recevra le Tribunal, le mardi 26 avril, à onze heures et demie.

24, 25 avril 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D III 384.

5380. — État des objets nécessaires pour le service du greffe du Tribunal de cassation, dressé par MM. Hubert et Hom.

25 avril, 15 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, U 1012.

5381. — Supplique adressée par le sieur Beaulieu, ancien buvetier du Conseil privé, au ministre de la justice, pour obtenir une place, celle qu'il espérait au Tribunal de cassation, ayant été donnée au concierge de la Grand'Chambre, supplique apostillée par M. Dambrun, ancien maître des requêtes.

30 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5382. — Discours de Louis XVI en réponse à celui fait au nom du Tribunal de cassation par son président, avec lettre d'envoi du ministre de la justice et accusé de réception de M. Boucher (La-Richarderie).

1er mai 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D III 384.

5383. — Récépissé par M. Delandine, greffier du Tribunal de cassation, de neuf registres in-folio timbrés pour le service du greffe.

5 mai 1791.
Minute, *A. N.*, U 1012.

5384. — Lettre de M. Hérault, commissaire du Roi près le Tribunal de cassation, à M. De Joly, lui accusant réception de sa lettre et des objets demandés pour le service du parquet.

6 juin 1791.
Original signé, *A. N.*, U 1012.

5385. — Adresse du Tribunal de cassation à l'Assemblée nationale pour le renouvellement de son serment de fidélité à la Nation et à la Loi.

22 juin 1791.
Minute signée des membres du tribunal, *A. N.*, C 71, n° 697.
Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LX, 3e suite, p. 5.

5386. — Reconnaissance par M. Fiefvé, commis greffier au Tribunal de cassation, du timbrage d'un certain nombre de feuillets du registre des délibérations et du registre destiné à la transcription des lois.

6 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, U 1012.

5387. — Décision du département des travaux publics, invitant M. De Joly à fournir, dans chacun des quarante et un cabinets des juges du Tribunal de cassation, une écritoire et un poudrier.

2 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, U 1012.

5388. — Décision du département des travaux publics, autorisant M. De Joly à fournir quatre écritoires à M. Trudon, rece-

veur des droits d'enregistrement près la Cour de cassation.

4 août 1791.
Minute, *A. N.*, U 1012.

5389. — Procédures criminelles déférées au Tribunal de cassation (venant notamment des tribunaux des districts de Nantes et de Condom).

1791.
Minutes (2 cartons), *A. N.*, D III 386, 387.

Commissaire du Roi.

5390. — Lettres et mémoire pour M. François-Gilles Bouché d'Ermont, avocat honoraire aux Conseils, qui demande la place de commissaire du Roi au Tribunal de cassation, transmis au ministre de la justice par M. de Lessart.

24 décembre 1790-13 avril 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D III 384.

5391.— Lettres et mémoire de M. Adrien-Marie Dijon, juge du tribunal du district de Clermont-Ferrand, au ministre de la justice, sollicitant avec la recommandation de M. de Lessart, la place de commissaire du Roi près le Tribunal de cassation.

28 décembre 1790, 6 janvier, 3 février 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D III 384.

5392. — Lettres de M. d'Augy au ministre de la justice, sollicitant la place de commissaire du Roi près le Tribunal de cassation, avec lettre de recommandation de M. Le Roulx de la Ville.

10 janvier, 13 avril, 17 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D III 384.

5393. — Lettre de M. Hortal, ancien commissaire du Conseil, au ministre de la justice, demandant la place de commissaire du Roi près le Tribunal de cassation.

18 février 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5394. — Lettres de M. Rohart, avocat à Carvin, demandant la place de commissaire du Roi près le Tribunal de cassation.

24 mars-16 avril 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D III 384.

5395. — Lettre de M. Thorillon au ministre de la justice, lui recommandant M. Bureau du Colombier pour le poste de commissaire du Roi au Tribunal de cassation.

21 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5396. — Lettre de M. Giraudet, président d'âge du Tribunal de cassation, à M. Duport, ministre de la justice, le priant de l'instruire sans retard de la désignation des commissaires du Roi, le Tribunal ayant formé ses deux sections et voulant entrer en fonctions.

3 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5397.— Mémoire de M. Vincendon, représentant de la Commune, au garde des sceaux, afin d'obtenir la place de commissaire du Roi près le Tribunal de cassation.

1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5398. — Rapport du ministre de la justice à Louis XVI sur les candidats à la place de commissaire du Roi près le Tribunal de cassation, proposant de nommer M. Marie-Jean Hérault (de Séchelles), ancien avocat général au Parlement, et commission conforme, avec lettres à M. Hérault, à M. de Lessart et à M. Giraudet, président d'âge du Tribunal, notifiant cette nomination.

8, 11 mai 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D III 384 ; F[1c] III, Seine, 27.

5399. — Lettre du ministre de la justice à M. Le Chapelier, député à l'Assemblée nationale, au sujet de la réglementation des pouvoirs du commissaire du Roi près le Tribunal de cassation.

9 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

Substituts du commissaire du Roi.

5400. — Lettre de M. Bienaymé, ex-substitut du procureur général au Parlement, au ministre de la justice, demandant

la place de commissaire adjoint près le Tribunal de cassation.

12 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5401. — Envoi par le ministre de la justice, au Comité de constitution, de la demande de M. Hérault, commissaire du Roi près le Tribunal de cassation, à l'effet d'obtenir l'adjonction de deux ou trois substituts.

27 août 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5402. — Lettre de M. La Saudade au ministre de la justice, demandant une place de suppléant du commissaire du Roi près le Tribunal de cassation.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5403. — Lettre de M. Belot, président du tribunal du district de Corbeil, demandant à suppléer M. Hérault, commissaire du Roi près le Tribunal de cassation, pendant les deux années de sa députation.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5404. — Lettre et mémoires de M. Bernard, accusateur public du tribunal du 6e arrondissement, au ministre de la justice, faisant valoir ses titres à la place de commissaire adjoint au Tribunal de cassation.

21 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5405.— Décret de l'Assemblée nationale, décidant la nomination de deux substituts du commissaire du Roi près le Tribunal de cassation.

21 septembre 1791.
Copie, *A. N.*, D III 384.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 498.

5406. — Lettre et mémoire de M. Pierre-Servais Badin, ancien avocat aux Conseils, sollicitant la place de substitut du commissaire du Roi près le Tribunal de cassation, avec réponse du ministre.

22 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D III 384.

5407. — Lettre de M. Léon d'Herbelot, juge du 1er tribunal criminel provisoire, au ministre de la justice, demandant la place de substitut du commissaire du Roi près le Tribunal de cassation, avec réponse du ministre.

22 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D III 384.

5408. — Lettres de MM. Dufour et Castillon, ce dernier électeur de 1789 et représentant de la Commune, au ministre de la justice, postulant la place de substitut à la Cour de cassation.

24 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D III 384.

5409. — Lettres et mémoires de M. André-Pierre-Roger Desifs, ancien avocat aux Conseils, à l'effet d'obtenir la place de substitut du commissaire du Roi au Tribunal de cassation.

29 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D III 384.

5410. — Lettre de M. Thévenin, ancien avocat aux Conseils, au ministre de la justice, demandant la place d'adjoint au commissaire du Roi près le Tribunal de cassation.

29 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5411. — Requête de M. Claude-François Martineau, ancien avocat aux Conseils, au ministre de la justice, à l'effet d'obtenir la place de substitut du commissaire du Roi près le Tribunal de cassation.

30 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

5412. — Mémoires de M. Pierre Sériziat, ex-avocat aux Conseils, et de M. Chavet, contrôleur du gobelet du Roi, candidats au poste de substitut du commissaire du Roi près le Tribunal de cassation.

1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D III 384.

Greffier.

5413. — Lettre et mémoires du sieur Magnier, ancien conseiller au Châtelet, se-

crétaire-greffier du Conseil depuis 1776, postulant la place de greffier du Tribunal de cassation.

23 février, 10 mars, 11, 17 avril 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D III 384.

5414. — Mémoire de M. Thurin, greffier depuis vingt et un ans des Commissions extraordinaires du Conseil, tendant à obtenir une place de greffier-commis au Tribunal de cassation, avec recommandation de M. de Vergennes.

10 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D III 384.

5415. — Mémoire du sieur Pierre-Alexis Vaillant, secrétaire-commis de l'Assemblée nationale auprès du Comité des rapports, au ministre de la justice, sollicitant la place de greffier du Tribunal de cassation, avec un second mémoire et certificat imprimés, adressé à Messieurs du Tribunal de cassation.

21 avril 1791.
Minute et imprimé (2 p.), *A. N.*, D III 384.

5416. — Protestation du sieur Verne, ancien greffier du Conseil privé, contre l'élection de M. Delandine comme greffier du Tribunal de cassation.

28 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1135.

5417. — Mémoire de M. Emmanuel-Joseph Dejean, ancien greffier-commis civil et criminel de la Cour des Aides, à l'effet d'obtenir une place de greffier-commis au Tribunal de cassation, avec certificat de M. Clément de Barville, ex-procureur général à la Cour des Aides.

30 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D III 384.

5418. — Lettre de M. Delandine, député à l'Assemblée constituante, au ministre de la justice, donnant sa démission de la place de greffier du Tribunal de cassation, qu'il ne peut concilier avec ses fonctions de député.

15 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D III 384.

F. — JUGES DE PAIX.

5419. — Mémoire relatif à la fixation du traitement des juges de paix, qu'on propose de porter de 2,400 livres à 4,000 livres au minimum.

2 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1442.

5420. — Décret de l'Assemblée nationale, fixant le traitement des juges de paix et de leurs greffiers.

3 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 46, n° 442.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 13.

5421. — Lettre des assesseurs du tribunal de paix de la section de l'Arsenal au Comité de constitution, touchant leur prestation de serment.

5 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1433.

5422. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, au Comité de constitution à l'effet de régler l'exercice des fonctions de juges de paix et la transmission, par les commissaires du Châtelet, de leurs procès-verbaux de scellés et de l'ensemble de leurs minutes.

17 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1424.

5423. — Lettre du juge de paix de la section du Marché-des-Innocents au Comité de constitution pour demander un décret ordonnant la prestation de serment des assesseurs, greffier et huissier de la justice de paix, soit devant le Conseil général de la Commune, soit devant le juge de paix en audience publique.

17 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1434.

5424. — Questions soumises aux Comités de judicature et de constitution, par le juge de paix de la section du Temple, relativement à l'usage du papier timbré, le contrôle des billets et lettres de change et la compétence du juge de paix en matière de congés et payements de loyers.

19 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1434.

5425. — Lettre de M. Lemaistre, juge de paix de la section de la Place-Royale, à M. De Joly, le priant de remettre à M. Cousin, l'un des secrétaires du comité, un cachet et la liste des membres nommés par la Municipalité pour composer le bureau de paix près le tribunal de la section de la Place-Royale.

20 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, U 1012.

5426. — Lettre de M. Formentin, juge de paix de la section Bonne-Nouvelle, demandant si les scellés seront, comme par le passé, enregistrés sur un registre public et où se tiendra ce registre, avec lettre d'envoi de M. Cahier au Comité de constitution.

2, 4 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 50, nº 1435.

5427. — Avis du Comité de constitution sur l'organisation et l'installation des bureaux de paix.

4 février 1791.
Copie conforme, *A. N.*, U 1003.

5428. — Requête du juge de paix de la section des Postes au Comité de constitution, demandant la fixation du tarif des droits à prélever par les juges de paix et leurs greffiers pour leurs opérations.

23 février 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 50, nº 1434.

5429. — Lettre des membres du bureau de paix du 6ᵉ arrondissement à M. De Joly, sollicitant l'envoi de 2 pintes d'encre et de 6 livres de bougie.

6 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, U 1012.

5430. — Observations présentées au Comité de constitution par M. Laurent, l'un des membres du bureau de paix du 2ᵉ arrondissement, au sujet de la fixation des émoluments des secrétaires-commis et garçons de bureau des bureaux de paix près les tribunaux de district, avec lettre d'envoi du directoire du Département.

9, 11 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV 50, nº 1435.

5431. — Mémoire des dépenses faites par M. Hubert Villiot pour le bureau de paix du 1ᵉʳ arrondissement.

26 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, U 1012.

5432. — Ordre du département des travaux publics à M. De Joly pour la fourniture de trois registres et d'une rame de papier au bureau de paix du 4ᵉ arrondissement, séant aux Minimes.

6 août 1791.
Original signé, *A. N.*, U 1012.

5433. — Mémoire de fournitures pour les bureaux de paix.

1791.
Minute, *A. N.*, U 1012.

5434. — Requête du sieur Guérard La Couture, juge de paix de Boulogne, au Comité de constitution, demandant la fixation d'un jour d'audience par semaine pour Passy et Auteuil.

16 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 50, nº 1433.

G. — TRIBUNAL DE POLICE MUNICIPALE

5435. — Relevé des jugements rendus et des causes jugées au Tribunal de police municipale.

1ᵉʳ septembre 1789-11 avril 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Z^{1b} 561.

5436. — Décret de l'Assemblée nationale, décidant l'établissement d'un tribunal de police, composé de huit notables adjoints, sous la présidence du maire ou de son lieutenant au département de la police, et pouvant juger en dernier ressort jusqu'à concurrence de 100 livres d'amende, ou d'un mois de prison, (article 10 du décret provisoire sur la police de Paris).

5 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, A 186, fol. 301.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. Iᵉʳ, p. 157.

5437. — Minutes de jugements et feuilles d'audiences du Tribunal municipal en matière de police.

Décembre 1789-décembre 1791.
Minutes (5 liasses), *A. N.*, Z^{1b} 561-565.

5438. — Mémoire adressé au Comité de constitution sur le remplacement des huit juges provisoires du tribunal de police à l'Hôtel de Ville et sur la nécessité de procéder à sa réorganisation.

20 février 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 51, n° 1485.

H. — ASSISTANCE JUDICIAIRE

5439. — Délibération de l'Association de bienfaisance judiciaire, approuvant la démarche de M. Boucher d'Argis auprès des commissaires à la rédaction des cahiers des Etats-Généraux, tendant à procurer à l'Association une constitution légale, avec lettre d'envoi.

20 mai 1789.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, C 89, n° 62.

5440. — Délibération de l'Association de bienfaisance judiciaire, à l'effet de témoigner par une députation à M. et Mme Agasse de Cresne la profonde affliction que causait le jugement capital prononcé contre deux de leurs parents.

3 février 1790.
Copie conforme, *A. N.*, C 103, n° 185.

5441. — Pétition du sieur Renauld à l'Assemblée nationale, appelant son attention sur l'établissement patriotique par lui fondé sous le nom de *Comité contentieux des pauvres* pour l'assistance gratuite des plaideurs.

21 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1430.

5442. — Établissement d'un bureau pour les poursuites et avances gratuites des affaires contentieuses, sous la direction de M. de Brières, avocat au Parlement.

5 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1399.

I. — ÉTAT CIVIL

5443. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, rendue à la requête de Joseph-Louis-François Lodin du Mauvoir, négociant, à l'effet d'ajouter son nom sur l'acte de baptême de son fils Joseph-Antoine, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, comme issu de père inconnu et de Marguerite Picardeaux, et sur celui de sa fille Marie-Louise, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Martin de Meudon, comme fille de Jérôme Goffreville, bourgeois de Paris, et de Marguerite Picardeau.

9 janvier 1789.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5174.

5444. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, rétablissant dans divers actes extraits des registres de la paroisse de Saint-Paul, concernant Jean Vaissière et ses enfants, la véritable orthographe de son nom, qui se trouve écrit Bussierre, Becher, Becherre, Vessière et Vessier, avec les extraits en question.

7 février 1789.
Minutes (10 p.), *A. N.*, Y 5175.

5445. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant réformation du nom de Marie-Madeleine Perot, femme de Barthélemy Mignot, jardinier, improprement appelée Dubois dans l'acte de baptême de l'un de ses enfants, sur les registres de la paroisse de Saint-Nom-la-Bretèche.

14 février 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5175.

5446. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte de baptême d'Antoine Lemaître, jardinier, désigné par erreur sous le nom de Lemaire dans les registres de la paroisse de Sainte-Marguerite, à la date du 3 mai 1761.

19 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 5175.

5447. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, prescrivant l'addition des prénoms Marguerite-Denise au nom de l'enfant de Denis Routier et de Marie-Geneviève Dubillon, inscrit sur les registres de l'église du Pré-Saint-Gervais.

26 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 5175.

5448. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de rectifier les actes de baptême des enfants de Jean-Antoine Héroux, teinturier, et de Geneviève Gillet de la Haye, inscrits sur les registres des paroisses de Sainte-Marguerite et de Saint-Eustache, dans lesquels leur mère était dénommée Geneviève Gilles, ou Geneviève Gillet.

3 mars 1789.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5176.

5449. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de 'acte baptistaire de Catherine-Louise-Geneviève Raud, fille d'Antoine-Nicolas Raud, tailleur, et de Marie-Catherine Foulon, en ajoutant sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs les prénoms d'Antoine pour le père et de Marie pour la mère.

5 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 5176.

5450. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, à l'effet de reconstituer l'acte de baptême d'Adélaïde, fille de Guillaume-Félix de Bonne, garde du corps, et de Marguerite de Lubert, sa femme, née avant leur mariage, le 19 avril 1775, et inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Étienne-du-Mont comme fille de Jean-François Duparc, bourgeois de Paris, et de Marguerite Lacroix.

5 mars 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5176.

5451. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification des actes de baptême des trois enfants de Jean Ruinet, secrétaire au département des Eaux et forêts de Poitou, et de Marie Clergeon, notamment de celui d'André-Marie, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Merry comme fils de Louis Sommeval, bourgeois de Paris, et de Marie Palluau, avec suppression du prénom de Sophie, donné à la mère dans les actes des deux autres enfants.

13 mars 1789.
Minutes (7 p.), *A. N.*, Y 5176.

5452. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de réformer l'acte baptistaire de Pierre-Maximilien La Vallière, fils de Crépin-Maximilien La Vallière, cordonnier, et de substituer sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs les prénoms de Crépin-Maximilien à ceux de Maximilien-Pierre.

21 mars 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5176.

5453. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant réformation de l'acte de baptême de René-François Hardon, fils de Charles Hardon, jardinier, inscrit sur les règistres de la paroisse de Saint-Lambert de Vaugirard sous le nom de Ardon.

31 mars 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5176.

5454. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification des actes de baptême des sept enfants d'Adam Sticks, bourgeois de Paris, inscrits sur les registres de la paroisse de Saint-Sulpice, par l'addition du prénom de Jean au nom de leur père.

11 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5177.

5455. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, prescrivant la rectification de l'acte baptistaire de Louise-Angélique Lobligeois, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache, défectueux en raison de l'interversion des prénoms de sa mère, Angélique-Geneviève Hallier.

29 avril 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5177.

5456. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de réformer l'acte baptistaire de Joseph-François Girod, bourgeois de Paris, inscrit par erreur sur les registres de la paroisse de Saint-Barthélemy, sous le nom de Girault, avec addition du prénom de Madeleine pour sa mère, appelée dans cet acte Marie Mathieu.

5 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5178.

5457. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte mortuaire de Laurent Foucher, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Merry,

sous le nom de Fouché et dans lequel sa veuve est appelée Jeanne Contour, au lieu d'Avoye Le Contour.

6 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 5178.

5458. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire d'Edme-François Grosguenain, compagnon cordonnier, inscrit sur les registres de la paroisse de Sainte-Marguerite, dans lequel son père est improprement appelé Guenin.

6 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5178.

5459. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant réformation des actes de baptême et de mariage d'Antoine Didelot, marchand forain, où il est, par erreur, dénommé Guidelot, et de l'acte mortuaire de sa mère, Marie-Thérèse Aubel, appelée Thérèse Aubelle sur les registres de la paroisse de Saint-Denis de Tournan-en-Brie.

8 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 5178.

5460. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de rectifier les actes baptistaires des enfants de Julien-François Robert, dit Dupray, négociant, et de Louise-Marguerite Campagnac, inscrits à tort sur les registres des paroisses de Saint-Eustache et de Saint-Jacques-de-la-Boucherie comme fils et fille de François-Julien Dupray et de Louise Campagnac.

26 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5178.

5461. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte de baptême de Pierre-Nicolas Arnoult, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Etienne-du-Mont comme fils de Nicolas Arnoult, cordonnier, et de Marguerite Douchet, dont les prénoms sont Marie-Madeleine.

26 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 5178.

5462. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, à l'effet de reconstituer l'acte baptistaire de Marie-Louise Léguillé, fille de Jean-Baptiste Léguillé, soldat aux gardes-françaises, et de Marie-Françoise Durand, improprement inscrite sur les registres de la paroisse de Notre-Dame-du-Gros-Caillou comme fille de Jean-Baptiste Léguillée et de Marie-Françoise Laroche, qui était le sobriquet de ladite Durand.

26 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 5178.

5463. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte mortuaire de François Dubus, inscrit le 3 janvier 1769 sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, à l'effet de substituer au nom de Suzanne Blond-Lechance, sa prétendue femme, celui de Marie-Françoise Velon, sa légitime et véritable épouse.

27 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 5178.

5464. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de réformer l'acte de baptême de Marie-Sophie Drais, fille d'Arnould-Claude Drais, officier chez le Roi, ex-joaillier à Paris, et de Catherine Vauloué, sa femme, déclarée à la paroisse de la Madeleine en la Cité comme fille d'Arnauld Robert, négociant, et d'Anne-Catherine Vauloi.

27 mai 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 5178.

5465. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte baptistaire de Pierre-Nicolas Poupinel, fils de Jean Poupinel, fabricant de crin, inscrit par erreur sur les registres de la paroisse de Saint-Jean-en-Grève sous le nom de Popinel.

28 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 5178.

5466. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Thérèse-Henriette Dunz, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Bœufs comme fille de Jacques-Henry Dunz et de Thérèse Tourneux, qualifiée de femme dudit Dunz, alors qu'elle était mariée à Jean-François Fantino.

5 juin 1789.
Minute, *A. N.*, Y 5179.

5467. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Béatrix Vallois, fille naturelle de Nicolas Vallois, sculpteur, et de Béatrix Juliard, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Sulpice, dans lequel sa mère est, par erreur, désignée comme épouse dudit Vallois.

16 juin 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5179.

5468. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant réformation de l'acte baptistaire de Marguerite Ract, fille de François Ract, frotteur, et de Marguerite Jacquot, dans lequel ses père et mère sont appelés Rat et Jacob.

17 juin 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5179.

5469. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte baptistaire de Jeanne-Marguerite Cuny, fille de feu Pierre Cuny, tourneur en ébénisterie, et de Marie-Marguerite Kenappe, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs comme fille de père inconnu.

1er juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5180.

5470. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de rétablir l'acte baptistaire d'Anne-Jean, enfant de Jean-Nicolas de La Guillaumie, conseiller au Parlement, et d'Anne-Renée Lemaire de Flicourt, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Laurent comme leur fils naturel, tandis qu'il s'agit d'une fille naturelle dudit de La Guillaumie, qualifié dans l'acte de bourgeois de Paris, laquelle est élevée au couvent des Ursulines de Clermont en Beauvaisis sous le nom de Mlle Deslions.

7 juillet 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 5180.

5471. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, prescrivant la réformation de l'acte baptistaire de Marie-Louis Mareau, inscrit à tort sur les registres de la paroisse de Saint-Merry comme fils légitime de Claude Mareau, bourgeois de Paris, et de Madeleine Piédeloup.

8 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5180.

5472. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de réformer l'acte mortuaire d'Antoine Berthault, femme de Claude Briaux, compagnon tisserand à Troyes, inscrite par erreur sur les registres d'entrée de la Salpêtrière sous le nom de fille Buertaut.

23 juillet 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5180.

5473. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de rectifier l'acte mortuaire de Guillaume-Philippe-Parfait Lasceux, fils de Guillaume Lasceux, organiste de Saint-Étienne-du-Mont, et de Marie-Henriette Pigeon, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Landry, avec interversion de ses prénoms.

24 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5180.

5474. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification des actes de baptême d'Edme Coqueau et de sépulture de Jacques Coqueau, père dudit Edme, inscrits sur les registres de la paroisse de Sainte-Marguerite, en rétablissant la vraie orthographe du nom, écrit Coquau, et en substituant aux noms d'Élisabeth Adam donnés à la mère ceux de Rose Eckers, qui, dans l'acte mortuaire, est appelée Equerse.

18 août 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5181.

5475. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant rectification de l'acte de mariage de Claude-Françoise Anfrie de Chaulieu avec Marie-Tristan-Jérôme Tristan, comte de Tristan, où elle a reçu par erreur les prénoms de Claude-Marie-Madeleine-Françoise.

21 août 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5181.

5476. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, prescrivant de rectifier l'acte baptistaire de Marie-Adélaïde Dugy sur les registres de la paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois, en donnant le vrai nom de son père, Pierre Dugy-Gros.

28 août 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5181.

5477. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de rectifier l'acte de sépulture de Jean-Thomas Bellepaume, marchand mercier, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Sauveur, avec le prénom de Jacques au lieu de Jean.

29 août 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5181.

5478. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation des actes baptistaires des enfants de Maurice Vallet-Villeneuve, bourgeois de Paris, et de Marguerite Dupont, inscrits sur les registres de la paroisse de Saint-Roch, et défectueux par suite de l'omission dans l'un du nom de Vallet et dans l'autre de celui de Villeneuve et en raison de l'orthographe fautive du nom de la mère, qui est appelée Dupon.

17 septembre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 5182.

5479. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de rectifier l'acte baptistaire de Louise-Catherine Papillon de Latapy, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache comme fille d'Armand de Latapie et de Catherine Thomasset, en substituant le nom de Papillon de Latapy à celui de Latapie et en ajoutant le prénom de Marie au nom de la mère.

19 septembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5182.

5480. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte de baptême de Marie-Antoinette-Étiennette Cothereau, fille naturelle d'Antoine-Étienne Cothereau et de Marie-Jeanne Drabot, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Jacques-de-la-Boucherie, avec omission du nom de famille, à l'effet de rétablir ce nom, d'y ajouter le titre d'ancien avocat au Parlement et de corriger les prénoms de la mère, appelée Marie-Anne au lieu de Marie-Jeanne.

23 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5182.

5481. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la reconstitution de l'acte baptistaire d'Augustine-Françoise-Félicité Magny, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache comme fille de Pierre Deoda, bourgeois de Paris, et de Catherine-Félicité Chambly de La Boullaye, en remplaçant le nom de Deoda par celui de Pierre-Charles Magny, chirurgien à Thiberville, et en ajoutant, après le nom de famille de la mère, les mots son épouse.

23 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5182.

5482. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant l'inscription sur les registres de la paroisse de Villiers-le-Bel de l'acte baptistaire de Marie-Geneviève-Victoire Vallée, fille de Nicolas Vallée, berger à Villiers-le-Bel, puis à Dugny, et de Marie-Nicolle-Agnès Gouffé.

29 octobre 1789.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5183.

5483. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant rectification des actes baptistaires des enfants de Pierre-Nicolas Lebehey, marchand tapissier, et d'Anne-Gabrielle Derouard, inscrits sur les registres des paroisses de Saint-Séverin et de Saint-André-des-Arcs, dans lesquels le nom Lebehey a été par erreur orthographié Lebey et le nom de baptême Nicolas a été oublié.

25 novembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5184.

5484. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte baptistaire de Jean-Benjamin Berlande, fils de Jean-Jacques Berlande, bourgeois de Paris, et de Marie-Jeanne-Françoise Billiard, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Jean-en-Grève, où le prénom de Jacques, pour le père, a été omis, et le nom de la mère orthographié Billard au lieu de Billiard.

28 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5184.

5485. — Sentence du lieutenant particulier du Châtelet, déléguant les prévôts de Saint-Germain-en-Laye, de Montlhéry et de Corbeil à l'effet de parapher les registres de baptêmes, de mariages et de sépultures des paroisses situées dans l'étendue des diocèses de Chartres, Soissons et Sens, ainsi

que de la ville de Corbeil, ressortissant au Châtelet de Paris.

9 décembre 1789, 18 septembre 1790.
Minutes et imprimé (3 p.), *A. N.*, Y 5194.

5486. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire d'Agathe-Clémentine, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois comme fille posthume de Jean-Jacques-Ceadde Thévenin de Margency, commissaire des guerres, et de Louise Vitry, sa femme, à l'effet de supprimer cette indication mensongère et d'ajouter les mots fille naturelle.

10 décembre 1789.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5185.

5487. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de réformer l'acte baptistaire d'Antoine-François Hutin, inscrit par erreur sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-du-Chardonnet comme fils d'Antoine de Thuni, négociant, et de Barbe-Thérèse Chevalier, pour remplacer cette désignation par celle de François Hutin, contrôleur ambulant des entrées de Paris, et de Barbe-Thérèse Chevalier.

10 décembre 1789.
Minutes (8 p.), *A. N.*, Y 5185.

5488. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, décidant la rectification du nom d'Anne-Thérèse Collard, appelée tantôt Marie-Thérèse Collar, tantôt Marie Collart et Marie-Anne Collard dans les actes de l'état civil des enfants issus de son mariage avec Pierre Bonnafous.

8 janvier 1790.
Minutes (10 p.), *A. N.*, Y 5186.

5489. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de reconstituer les actes baptistaires d'Auguste-Marie-Joseph et de Mélanie-Joséphine-Fortunée, fils et fille naturels de Claude-Joseph Delarue, seigneur de Mareille, et de Marie-Anne-Joseph Houzé, inscrits sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs comme enfants de Claude-Joseph de Croixfontaine, bourgeois de Paris, et de Marie-Anne-Josèphe Houzé, sa femme, avec information.

15 janvier 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5186.

5490. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant rectification de l'acte baptistaire d'Alexandrine-Marie, fille naturelle de Louis-Joseph Blanpain, bourgeois de Paris, et de Marie-Henriette Dennaut, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache comme fille d'Alexandre Niartaux, nom supposé dudit Blanpain.

22 janvier 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 5186.

5491. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de réformer l'acte baptistaire de Françoise-Éléonore Houlié, femme de Claude-Augustin de Santeul, déclarée et inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs comme fils de François-Simon Houlié, menuisier du Roi, et de Laurence-Élisabeth Chaulot.

29 janvier 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5186.

5492. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, à l'effet de rectifier l'acte baptistaire de Philippe-Nicolas Proffit, fils de Philippe Proffit, marchand boucher, et de Marie-Jeanne Lardenois, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Jacques-de-la-Boucherie, acte contenant nombre d'erreurs, telles que l'addition du prénom de Nicolas au nom du père et la transformation du nom de famille de la mère en celui de Leroy.

4 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5187.

5493. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Claudine-Angélique Dubuisson, où sa mère n'a reçu que le prénom d'Élisabeth au lieu de Marie-Élisabeth, et des actes de décès de ses père et mère, inscrits sur les registres de la paroisse de Saint-Paul, son père y étant désigné avec les prénoms de Jean-François au lieu de François, et sa mère comme étant femme de Pierre

Dauvin, tandis qu'elle n'avait jamais été mariée qu'avec le sieur Dubuisson.

6 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5187.

5494. — Déclaration de la demoiselle Anne Fournère, reçue par le commissaire Odent, à l'effet de faire rectifier l'état civil de son fils, né le 22 janvier précédent, auquel elle avait, pour lui assurer un sort, faussement attribué le nom de Charles Pallard de Villeneuve, Genevois, son ancien amant, et de substituer à ce nom celui de père inconnu.

11 février 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15021.

5495. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte mortuaire de Jean-Baptiste Magnin, maître en langue latine, décédé à l'Hôtel-Dieu le 21 avril 1771 et inscrit sur le registre de cet hôpital, acte dans lequel sa veuve, Anne-Janette, est appelée par erreur Anne Montaigne.

12 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5187.

5496. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, prescrivant la réformation de l'acte baptistaire d'Antoine-François Duparc, fils naturel de Marie-Jean-François Duparc, bourgeois de Paris, et d'Anne-Françoise Poupin, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Étienne-du-Mont comme fils de François Morcourt, bourgeois de Paris, et de Marie-Anne Poupin, sa femme, au lieu d'être qualifié de fils naturel de Marie-Jean François Duparc, dit Morcourt, et d'Anne-Françoise Poupin, fille.

12 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5187.

5497. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de réformer l'acte de mariage de Michel Faverol, compagnon maçon, avec Julienne Vaillant, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache, avec le prénom de Pierre au lieu de celui de Michel et l'âge de vingt ans au lieu de vingt-trois ans et demi.

6 mars 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5188.

5498. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte de mariage d'Adrien-Olivier Poussart, boulanger, avec Anne-Geneviève Lapre, inscrit sur les registres de la paroisse de Sainte-Marguerite sous le nom de Poussat.

9 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5188.

5499. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte baptistaire d'Alexandre-François-César Drouyn, fils de Jean-François Drouyn, vicomte de Lhuys, et de Geneviève-Josèphe de Werchain, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs comme fils du vicomte de Lhuye et de Geneviève-Joseph Durchin.

10 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5188.

5500. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte de baptême de Marie-Adelaïde Potaufeux, fille de Jean-Baptiste Potaufeux, bourgeois de Paris, et de Marguerite-Nicole Meunier, sa femme, inscrite sur les registres de la paroisse de Villemomble, en raison des erreurs dans les prénoms des père et mère.

17 mars 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5188.

5501. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant réformation des actes baptistaires des enfants de René-Joachim-Nicolas-Philippe Gardin-Dujardin, avocat en Parlement, et de Louise Charlotte Legrand, sa femme, inscrits sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache, en raison des erreurs et interversion dans les prénoms des père et mère.

24 mars 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5188.

5502. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire d'Élisabeth - Gabrielle Garny, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache comme fille de Jean-Baptiste Garny et de Marie-Elisabeth

Debry, au lieu d'Elisabeth-Romaine Debrie.

31 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5188.

5503. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification des actes baptistaires de Françoise-Élisabeth et Louise-Hyacinthe Le Bourgeois, filles de Michel Le Bourgeois, marchand de vin, et de Jeanne-Élisabeth Cochu, inscrites sur les registres des paroisses de Saint-Eustache et de Saint-Gervais, dans lesquels le prénom de Jeanne, pour la mère, a été omis.

13 avril 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 5189.

5504. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de réformer les actes baptistaires des deux enfants de Louis-Jean-Clair des Courtils de Saint-Léger, capitaine de cavalerie, et de Marie-Louise Allet, nés avant mariage et inscrits sur les registres de la paroisse de la Madeleine-de-la-Ville-l'Évêque, comme issus de leur mariage, qui ne fut célébré que le 15 juin 1789.

14 avril 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 5189.

5505. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Marie-Geneviève Beurrier, fille de feu Jean-Baptiste Beurrier, charpentier à Longjumeau, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Martin de Longjumeau, acte défectueux en ce qui concerne les prénoms de sa mère, Germaine-Catherine Girard, appelée Marie-Anne.

28 avril 1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, Y 5189.

5506. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation : 1° de l'acte baptistaire d'Amélie-Eugénie Caron de Beaumarchais, inscrite le 5 janvier 1777 sur les registres de l'église de Saint-Paul comme fille de père inconnu et d'Amélie de Willer Mauwla, en réalité fille de Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais, secrétaire du Roi, et de Marie-Thérèse-Émilie Willer Mauwlas ; 2° de l'acte de célébration du mariage desdits Beaumarchais et Willer Mauwlas, en date du 8 mars 1786, où le nom de la future est orthographié Willier.

29 avril 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 5189.

5507. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Marie-Marguerite-Joséphine Doutreleau, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache comme fille de Nicolas Doutreleau, bourgeois de Paris, et de Marie-Marguerite Deschamps, tandis que le nom réel de la mère était Marguerite Riaux.

2 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5191.

5508. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Marie-Cécile Bigot, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache comme fille de Jean Bigot, au lieu de Jacques Bigot, chapelier.

5 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5191.

5509. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte baptistaire de Jean-Edme Bouillard, inscrit sur les registres de la paroisse de Sainte-Marguerite comme fils de Jean Buillard, au lieu de Jean-Didier Bouillard, et de son acte de mariage inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache, ainsi que des actes baptistaires de ses enfants, où leur mère est appelée Chariat ou Chiériat, au lieu de Thierriat.

18 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5191.

5510. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte mortuaire de Marie-Aimée Fontaine, femme de Jean-Nicolas Lauvaud, inscrite par erreur sur les registres de Belleville sous les nom et prénoms d'Edmée Françoise Bardou, qui sont ceux de sa mère.

5 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5192.

5511. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Jeanne-Joséphine, fille natu-

relle de Joseph-Félicité Cochu, avocat au Parlement, et de Marguerite Digy, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache comme fille de Joseph Laferrière et de Marguerite Digy, son épouse, le nom de Laferrière étant celui sous lequel se trouvait connue ladite demoiselle Digy.

7 juillet 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5192.

5512. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de corriger l'acte mortuaire de Claude Sourdat, cocher de remise, inscrit sur les registres de la maison de Bicêtre sous le nom de Louis Sourda, veuf de Marguerite-Jeanne-Joannès, tandis qu'il était marié avec Marguerite Marais.

7 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5192.

5513. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Nicole-Marie Vasseur, fille de Nicolas Vasseur, bourgeois de Paris, inscrite à tort sur les registres de la paroisse de Saint-Sulpice, avec le prénom de Nicolas, comme étant du sexe masculin.

20 juillet 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 5192.

5514. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte mortuaire de Catherine-Séraphine Binot, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs sous le nom de Cécile-Séraphine Binot.

29 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5192.

5515. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Marie-Jeanne Miné, fille de Marc-Antoine Miné, marchand fripier, et d'Anne Guéneau, dans lequel la mère était appelée Marie-Anne Quéneau.

30 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5192.

5516. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant réformation de l'acte baptistaire d'Anne-Marie Grand, fille naturelle de Dominique Grand et d'Anne-Marie Deshousses, désignée dans les registres de la paroisse de Saint-Laurent comme fille légitime dudit sieur Grand et de la dame Deous.

19 août, 7 septembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 5194.

5517. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de rétablir l'acte mortuaire de Pierre-Charles Rioux, décédé à Bicêtre et inscrit sous le nom de Rouve ou Roux, et sans les noms de baptême de sa femme, Marie-Anne Gary.

26 août 1790.
Minute, *A. N.*, Y 5193.

5518. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, à l'effet de réformer l'acte baptistaire de Marie-Adélaïde Brault, fille de Mathurin Brault, corroyeur, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Jacques-de-la-Boucherie sous le nom de Broul, en ajoutant le prénom de Marie au nom de la mère, Marie-Jeanne Fandin, et en substituant le prénom de Mathieu à celui de Mathurin donné à l'ayeul.

28 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5193.

5519. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, prescrivant la réformation de l'acte baptistaire de Marie-Charlotte Quillot, fille naturelle de Marie-Élisabeth Quillot et de Louis Lecomte, inscrite comme leur fille légitime sur les registres de la paroisse de Saint-Philippe-du-Roule.

3 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 5194.

5520. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte baptistaire de Claude-Jacques Vavasseur, fils de Jacques Vavasseur, tambour au régiment des gardes-françaises, inscrit par erreur sur les registres de la paroisse de Saint-Philippe-du-Roule sous le nom de Vasseur.

14 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5194.

5521. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la reformation des actes de baptême de Madeleine-Léger et de Madeleine-Alexandrine Licquet, filles natu-

relles de Léger-Ange Licquet et de Madeleine Licquet, sa cousine, inscrites sur les registres de la paroisse de Saint-Paul comme leurs filles légitimes.

17 septembre, 22 octobre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 5194.

5522. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte de mariage de François-Antoine Mosnier avec Jeanne-Marguerite Paris, où le nom de Mosnier est orthographié Monier.

22 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 5194.

5523. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'état civil de feue Anne-Antoinette Brissel, femme du sieur François Haquin, à l'effet d'ajouter le prénom de Madeleine et de substituer le nom d'Haquin à celui d'Hannequin dans ses actes de baptême et de sépulture.

25 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5194.

5524. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, rendue à la requête de Marie-Madeleine Flament, veuve d'Antoine Lamy, pour la suppression du prénom de Geneviève, sous lequel ses parents l'appelaient dans son enfance et qui avait été ajouté dans son acte de mariage et autres actes.

29 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5194.

5525. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Catherine-Marie-Joséphine, fille naturelle de Marc-Urbain Leclerc, bourgeois de Paris, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Lambert de Vaugirard comme fille légitime dudit Leclerc et de Catherine-Pierrette Macré, sa femme.

2 octobre 1790.
Minutes (11 p.), *A. N.*, Y 5195.

5526. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant réformation de l'acte mortuaire de Guy-Louis Le Mesle, cordonnier, décédé à l'Hôtel-Dieu et inscrit sous les noms de Guy Lemel, époux de Marie Magerant, dont le véritable nom était Marie-Louise-Geneviève Maguenot.

4 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 5195.

5527. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte mortuaire d'Anne Bornier, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, à l'effet de rectifier l'orthographe du nom de son mari, François-Julien Galloier, appelé François Galoyer.

8 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5195.

5528. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la rectification de l'acte mortuaire de Jacques-Philippe Dufresne, ancien banquier, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Merry, avec le prénom imaginaire de Prosper.

11 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5195.

5529. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire d'Augustine-Marie-Josèphe, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Merry comme fille de Gaspard-Joseph Moreau, seigneur de Gourenflos, et de Jeanne-Marie de Migeux, auxquels noms doivent être substitués ceux de Joseph Champeaux de Grandmont, ancien capitaine de cavalerie, et de Jeanne-Marie de Mizieux, sa femme.

16 octobre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 5195.

5530. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire d'Anne Jacquemain, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Séverin comme fille de Pierre Jacquemains, au lieu de Jacquemain, et d'Anne Coutray, au lieu de Cotteret.

30 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5195.

5531. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de rectifier les actes mortuaires de Madeleine-Elisabeth Hubert, femme Charpentier, inscrite sur les registres de la paroisse de la Madeleine-de-la-Ville-

l'Évêque, et de Jean-Antoine Charpentier, soldat aux gardes, son mari, sur ceux de la paroisse de Belleville, à l'effet de supprimer les prénoms de Marc-Bruno donnés audit Charpentier et celui de Marie donné à sa femme.

10 novembre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5196.

5532. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, prescrivant la réformation de l'acte baptistaire de Pierre de Busset, fils de Pierre-Louis de Busset, colonel d'infanterie, et d'Anne-Elisabeth Juy, sa femme, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-André-des-Arcs comme fils de Marie Buensod, colonel suisse, et de Louise La Noue.

13 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 5196.

5533. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation : 1° de l'acte de décès de Marie-Gabrielle Renard de Fuchsamberg, première femme de Léonard-François-Marie, comte de Moriolles, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Sulpice, en raison de l'omission du nom de Renard et de l'attribution du prénom de Henry, au lieu de Léonard, au comte de Moriolles; 2° de l'acte de mariage dudit comte de Moriolles avec Madeleine-Suzanne-Charlotte-Rose Dubuat, sur les registres de Saint-Nicolas-des-Champs, pour les mêmes motifs.

13 novembre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5196.

5534. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de rétablir l'acte baptistaire d'Anne-Jacques-Jean, issu des relations d'Antoine-François Hébert, ancien trésorier des Menus-Plaisirs, avec Jeanne-Denis Laudumicy, et inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Roch comme fils de père absent.

20 novembre 1790.
Minutes (7 p.), *A. N.*, Y 5196.

5535. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, prescrivant la rectification des erreurs commises dans l'acte de mariage de Joseph-Jérôme Bourgoin avec Edmée Sussey, dans l'acte mortuaire dudit Bourgoin, décédé à l'Hôtel-Dieu, et dans l'acte de mariage de sa veuve avec Pierre-Nicolas Dourlens, où les noms de Bourgoin et Sussey se trouvent défigurés.

25 novembre 1790.
Minutes (7 p.), *A. N.*, Y 5196.

5536. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation des actes baptistaires de Marie-Madeleine et de Marie, filles de Gabriel-Clair Dumas, dit Leclerc, négociant, et de Catherine-Rose Betgei, sa femme, inscrites, la première sur les registres de la paroisse de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, la seconde sur ceux de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, comme issues de père et mère inconnus.

7 décembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 5197.

5537. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Marie-Adelaïde Auguié, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Sauveur comme fille de Pierre-César Auguier, au lieu d'Antoine-Benoît Auguié, véritable nom de son père.

7 décembre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5197.

5538. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation des actes baptistaires de Jean-Auguste Carthery et de Marie-Françoise-Julie Carthery, enfants de feu Auguste Carthery et de Marie-Geneviève Doinelle, inscrits sur les registres de la paroisse de Saint-Pierre de Montmartre, où le nom de leur mère est orthographié Doinel.

9 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5197.

5039. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de reconstituer les actes de baptême, de mariage et de sépulture de Joseph-Pierre Febvre, ancien gendarme du Roi, commandant la maréchaussée à Choisy-le-Roi, et de sa famille, en raison de l'appellation fautive de Le Febvre marquée dans ces actes.

9 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5197.

5540. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire d'Ambroise Warnier, garde national du bataillon des Mathurins, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Sulpice sous le nom d'Ouernier.

10 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5197.

5541. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation des actes baptistaires de Charlotte-Esnoud et d'Élisabeth-Julie, filles de Guillaume Monot, négociant, et de Jeanne-Françoise Benoit, inscrites sur les registres de la paroisse de Saint-Laurent comme filles de père inconnu et de Jeanne-Benoîte Laurent.

18 décembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 5197.

5542. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de réformer les actes baptistaires des enfants de Pierre-Michel Bertrand, maître en pharmacie, et de Marie-Louise Marchand, sa femme, tous inscrits sur les registres de la paroisse de Saint-Eustache sous des noms supposés, le premier Jean-Pierre, comme fils de Denis Séga, bourgeois de Paris; la seconde Alexandrine-Louise, comme fille de Louis Langle de Choebec (*sic*), subdélégué général de la Flandre-Maritime, et le troisième Louis-Pierre, comme fils de François Le Loup.

18 décembre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 5197.

5543. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, portant réformation de l'acte baptistaire d'Henriette-Valentine Cœur, fille d'Edme Cœur, horloger, inscrite sur les registres de la paroisse de Saint-Gervais sous le nom erroné de Le Cœur.

18 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5197.

5544. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant de rectifier l'acte baptistaire de Jean-Baptiste-Étienne-Nicolas Demousy, fils de feu Jean-Baptiste-Simon Demousy, ancien commis de la guerre, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Sulpice, où le prénom de Nicolas a été omis.

31 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 5197.

5545. — Sentence du lieutenant civil du Châtelet, ordonnant la réformation de l'acte baptistaire de Clément-Théodore Mercier, fils naturel de Jean-Louis Mercier, ancien commissaire des guerres, et d'Anne Avril, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Merry de Linois, comme fils légitime desdits sieur Mercier et dame Avril.

21 janvier 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, Y 5198.

5546. — Lettre de M. Bailly à M. Target, demandant d'excepter de la mise sous scellés du Châtelet les registres de l'état civil déposés entre les mains de M. Moreau, greffier de la Chambre civile, et de faire connaître si la compagnie de robe courte, chargée spécialement du transfèrement des prisonniers, continuera son service auprès des six tribunaux.

23 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1446.

5547. — Adresse du Corps municipal à l'Assemblée nationale à l'effet de réprimer les abus résultant des baptêmes clandestins et de faire recevoir les déclarations de naissance, de mariage et de mort par des officiers de l'état civil, avec lettre d'envoi de M. Bailly.

10 mai 1791.
Minutes signées, avec réponse du président de l'Assemblée nationale (3 p.), *A. N.*, C 68, n° 669; C 70, n° 686.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXV, p. 720.

5548. — Lettre du sieur Charmat, député extraordinaire du commerce, au président de l'Assemblée nationale, proposant, pour la constatation de l'état civil, l'adjonction à chaque justice de paix d'un greffier chargé de tenir trois registres doubles des naissances, mariages et décès.

11 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1435.

5549. — Pétition de la municipalité de Paris à l'Assemblée nationale, présentée

sous forme de vœu individuel, ayant pour objet de signaler de graves abus relativement aux actes de l'état civil.

14 mai 1791.
Minute, *A. N.*, C 70, nº 686.

AFFICHAGE DES ACTES ADMINISTRATIFS

5550. — Arrêté du département de Paris, réservant auprès de chaque poste de garde nationale un espace de 10 toises, exclusivement destiné à recevoir les affiches des lois et autres actes de l'autorité publique.

19 juillet 1791.
Copie conforme, *A. N.*, C 75, nº 735.

5551. — Lettre du département de Paris à l'Assemblée nationale, demandant à réserver exclusivement aux corps administratifs et judiciaires l'usage du papier blanc pour leurs affiches, le papier de couleur étant affecté aux affiches privées.

21 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 71, nº 735.

CHAPITRE VII

COMMERCE ET MANUFACTURES

A. — BUREAU ET CAISSE DU COMMERCE

5552. — Procès-verbaux du Bureau du commerce.

25 février 1788-19 décembre 1790.
Original (registre in-fol.), *A. N.*, *F[12] 107-108.

5553. — Etats des payements à faire des deniers de la Caisse du commerce, soit pour appointements, soit pour gratifications fixes, pensions, encouragements aux manufactures et gratifications une fois payées.

1789-1791.
Minutes signées (8 p.), *A. N.*, F[12] 826.

5554. — Mémoire sur la nécessité de laisser subsister un bureau pour terminer certains objets dépendant de l'ancienne administration du Commerce, en diminuant considérablement les frais.

1791.
Minute, *A. N.*, F[12] 725.

5555. — Mémoire de M. Abeille fils, secrétaire du Bureau du commerce, supprimé en vertu du décret de l'Assemblée nationale, qui abolit les Commissions extraordinaires du Conseil, à l'effet de conserver son traitement, avec lettre d'envoi.

7 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[12] 725.

B. — TRIBUNAL DE COMMERCE

5556. — Adresse des députés extraordinaires du commerce et des manufactures de France, appelant l'attention de l'Assemblée nationale sur la nécessité de maintenir les juridictions consulaires.

10 mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 39, n° 353[bis].

5557. — Adresse des représentants du commerce de Paris, appelant de nouveau l'attention de l'Assemblée nationale sur la compétence, le ressort et la composition des tribunaux de commerce.

Sans date (1790).
Minute signée, *A. N.*, C 128, n° 435.

5558. — Adresse des représentants du commerce de Paris, demandant l'établissement de juges de commerce au nombre de quinze, élus pour une durée de trois ans parmi les anciens juges et consuls ou négociants.

12 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV[b] 13, n° 250[bis].

5559. — Mémoire des représentants du commerce à l'Assemblée nationale, pour obtenir l'établissement de cours souveraines du commerce.

16 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 51, n° 1468.

5560. — Mémoire contenant des observations relatives à l'élection pour la juridiction consulaire.

1791.
Minute, *A. N.*, C 82, n° 817.

C. — GARDES DU COMMERCE

5561. — Pétition adressée à l'Assemblée nationale par les débiteurs de la capitale,

invoquant sa sauvegarde et protestant contre l'ordonnance du maire de Paris, rendue le 24 décembre, qui enjoint à la garde nationale de prêter main-forte aux gardes du commerce.

4 janvier 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX 64.

5562. — Mémoires et lettres des gardes du commerce à l'Assemblée nationale pour exposer leur situation critique et demander la conservation de leurs emplois ainsi que la suppression du vérificateur des contraintes, avec pétition du vérificateur pour son maintien.

13 août 1790.
Minutes signées de Monglas, doyen de la Compagnie (8 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1168.

5563. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au Comité d'agriculture et du commerce, transmettant la réclamation du sieur Fréret au sujet de l'abolition de la contrainte par corps.

30 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 51, n° 1469.

5564. — Pétition des gardes du commerce à l'Assemblée nationale, signalant leur situation critique par suite de leur suspension depuis deux ans et de la nécessité de payer l'intérêt de leur cautionnement, adressée par M. Monglas, doyen.

24 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1469.

5565. — Pétition des officiers gardes du commerce au Comité de judicature, relative au mode de liquidation de leurs offices, à l'effet d'obtenir : 1° le remboursement de la somme de 72,000 livres par eux versée dans la Caisse des revenus casuels, avec les intérêts; 2° une indemnité pour la suspension de leurs états depuis deux ans, avec lettre d'envoi de M. Monglas, doyen de la compagnie.

Janvier 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XVII 8, n°s 111, 112.

5566. — Observations des officiers gardes du commerce, présentées au Comité de judicature, touchant le mode d'exécution des contraintes par corps, notamment pour obtenir le droit de requérir les commissaires de police des différentes sections et supprimer le poste de vérificateur, inutile et très onéreux.

1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 8, n°s 111, 112.

5567. — Observations du sieur Cirasse, vérificateur des titres de contraintes par corps pour dettes civiles, sur la suppression de sa place, proposée par les gardes du commerce, avec lettre d'envoi du sieur Niverd.

17 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 8, n° 111.

5568. — Projet de loi en treize articles, réglementant l'exécution de la contrainte par corps pour dettes civiles, présenté au Comité de judicature par les officiers gardes du commerce.

1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XVII 8, n°s 111, 112.

5569. — Mémoire du sieur Richer, négociant en eaux-de-vie, signalant le jaugeage arbitraire de pièces fait par les commis de la Ferme, au préjudice des vendeurs en gros.

6 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 46, n° 714.

5570. — Lettre du ministre de l'intérieur au Comité des finances, accordant l'exemption de droits pour des maroquins tirés d'Alsace en faveur de plusieurs marchands de cuirs de Paris.

26 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 12, n° 126.

D. — ÉCOLE DES ARTS ET MÉTIERS

5571. — Pétition du sieur Sarrazin, maître tailleur et costumier à Paris, demandant l'établissement d'une école gratuite des arts et métiers.

15 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1398.

E. — INVENTIONS ET DÉCOUVERTES INDUSTRIELLES

5572. — Lettres de M. de Tolozan, intendant du commerce, à M. Abeille père, lui

envoyant le mémoire de M. Bourceret, mécanicien, inventeur d'un nouveau moulin pour le tirage et le moulinage des soies, avec le rapport de MM. Desmarest et Leroy, de l'Académie des sciences, qui ont jugé ce moulin préférable à ceux des sieurs Vaucanson et Villard, et priant de lui retourner ces pièces.

18 mars 1789, 8 mai 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, F^{12} 651.

5573. — Lettre de M. de Tolozan aux inspecteurs généraux du Commerce, leur communiquant le mémoire du sieur Ferrand, mécanicien, qui sollicite un privilège exclusif de trente ans pour un carminateur cylindrique propre à carder les laines neuves et vieilles employées dans les couchers.

7 avril 1789.
Original signé, *A. N.*, F^{12} 651.

5574. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, lieutenant général de police, lui renvoyant les requêtes du sieur Krumpholtz, qui demande un privilège pour la construction et la vente de harpes à soupape.

26 mai 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 300.

5575. — Offre à l'Assemblée nationale, par le sieur Teillard, sculpteur-mécanicien, d'une machine physico-mécanique de son invention pour le renouvellement de l'air dans la salle de ses séances.

27 février 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 37, n° 314.

5576.—Pétition du sieur Joseph-Alexandre Lerouge, officier de la maison du Roi, à l'Assemblée nationale, annonçant qu'il a découvert le secret d'empêcher les vins de s'aigrir.

1er mars 1790.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1500^1.

5577. — Lettre de M. de Tolozan à M. de Condorcet, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, demandant l'envoi du rapport de l'Académie sur le traité de l'*Art du charpentier*, par M. Fourneau, avec réponse conforme.

23, 28 mars 1790.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, F^{12} 678.

5578. — Lettre de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, annonçant l'allocation d'une somme de 3,000 livres à M. Vandermonde, de l'Académie des sciences, pour l'entretien de la collection des inventions relatives aux arts mécaniques, dont le dépôt est à l'hôtel de Mortagne.

26 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{12} 678.

5579. — Lettre et mémoire du sieur De Trouville au président de l'Assemblée nationale, demandant la permission de faire hommage d'une machine hydraulique de son invention.

5 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 45, n° 423.

5580. — Lettre de M. d'Angiviller à M. Hell, député à l'Assemblée nationale, à l'effet de le prémunir contre les intrigues auprès de l'Assemblée et des Comités de M. Ambroise Poux-Landry, inventeur d'une romaine, qu'il prétendait avoir envoyée au Roi, et qui, à son dire, serait restée chez le directeur général des Bâtiments.

27 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 1183, fol. 612.

5581. — Mémoire du sieur Paroisse, artiste approuvé de l'Académie d'architecture, au président du Comité d'agriculture, pour être autorisé à mettre sous les auspices du Comité une découverte épargnant d'un tiers le charbon de bois brûlé dans les forges.

16 février 1791.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1300.

5582. — Adresse de la Société des Inventions et Découvertes à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir le dépôt du rapport, que doit présenter le Comité d'agriculture sur le règlement établissant un directoire chargé d'expédier les brevets d'invention.

30 avril 1791.
Minute signée de M. Levayer, secrétaire de la Société, *A. N.*, C 70, n° 686.

5583. — Hommage à l'Assemblée nationale par le sieur Reynard, mécanicien, du plan d'une nouvelle machine hydraulique de son invention, avec mémoire à l'appui,

machine qui pourrait remplacer avec avantage celles de la Samaritaine et du pont Notre-Dame.

17 mai 1791.
Minute, *A. N.*, C 68, n° 670.

5584. — Hommage à l'Assemblée nationale par M. Claude Rivey, artiste mécanicien, rue Richer, de la gravure d'une nouvelle machine de son invention, propre à fabriquer des étoffes de soie et autres étoffes façonnées.

21 mai 1791.
Minute, *A. N.*, C 68, n° 671.

Aérostats.

5585. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, lieutenant général de police, soumettant à son appréciation la permission sollicitée par le baron de Scott, capitaine de dragons, à l'effet de faire imprimer un prospectus annonçant l'ouverture d'une souscription pour l'exécution d'une nouvelle machine aérostatique dirigeable à volonté.

4 février 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 90.

5586. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, lieutenant général de police, le priant d'examiner la demande présentée par la demoiselle Bertrand pour être autorisée à faire l'expérience de deux nouveaux ballons de son invention.

2 avril 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 218.

5587. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, lieutenant général de police, le priant d'autoriser les trois expériences aérostatiques que le sieur Garnerin se propose de faire au profit des pauvres.

8 février 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 102.

5588.—Délibération de la municipalité de Montmartre, autorisant le sieur Garnerin, physicien, à faire dans le jardin du sieur Ruggiery une expérience aérostatique au profit des pauvres de la commune de Montmartre, des districts de Bonne-Nouvelle et de Saint-Jacques-de-l'Hôpital, avec certificat priant de prêter secours et aide au sieur Garnerin.

26, 29 mai 1790.
Extraits signés (2 p.) *A. N.*, F[7] 3264.

5589. — Délibérations de la municipalité de Pantin au sujet des dégâts occasionnés par la chute de l'aérostat du sieur Garnerin, dégâts évalués 100 écus, et remis à l'arbitrage de l'Assemblée nationale, avec décision de l'Assemblée, renvoyant l'examen de cette affaire au pouvoir exécutif.

30, 31 mai 1790.
Extraits collationnés (2 p.), *A. N.*, F[7] 3264.

5590. — Lettre du procureur syndic de la commune de Montmartre au maire de Pantin, déclarant que le sieur Garnerin ne saurait être rendu responsable des dégâts commis dans les cultures par les habitants de Pantin, qui se sont précipités sur son ballon, lors de la descente, et l'ont déchiré.

30 mai 1790.
Minute, *A. N.*, F[7] 3264.

5591. — Lettre du sieur Garnerin, physicien aéronaute, au président de l'Assemblée nationale, se plaignant d'être retenu par les officiers municipaux de Pantin, comme responsable des dégâts commis dans les cultures par les habitants du pays, qui se sont emparés de son aérostat et l'ont mis en pièces pour en avoir chacun un morceau.

31 mai 1790.
Original, *A. N.*, F[7] 3264.

F. — FILATURES DE COTON

5592. — Lettre de M. Brizout de Barneville à M. de Tolozan, réclamant le payement des 10,000 livres qui doivent lui être allouées au moment de l'achèvement de sa mécanique pour la filature de coton, propre à faire des mousselines superfines à l'imitation des Indes, et offrant d'exécuter une seconde machine semblable à la première.

10 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, F[12] 1339.

5593. — Lettre de M. de Tolozan à M. Brizout de Barneville, déclarant que sa

seconde mécanique qu'il a vu fonctionner, lui a paru très bien exécutée, et le priant d'en remettre la clef à M. Béchet pour qu'on puisse instruire des élèves sur cette mécanique, avec prolongation de congé accordée par M. de Puységur, ministre de la guerre, à M. Brizout de Barneville, élève commissaire des guerres, et lettre du même de Barneville, annonçant avoir remis à M. Béchet la clef de la nouvelle mécanique, sur laquelle cinq personnes filent.

30 mai, 10-22 juin 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{12} 1339.

5594. — Mémoire des travaux de menuiserie et autres, faits pour l'installation aux Quinze-Vingts de la machine à filer le coton, dans un degré de finesse propre à fabriquer des mousselines, par le sieur de Barneville, avec état de la dépense pour la construction d'une seconde machine, montant à 1,850 livres.

10 juin, 2, 12 juillet 1789.
Minute (1 dos.), *A. N.*, F^{12} 1339.

5595. — Lettre de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, l'invitant à payer 300 livres au sieur Fournier Des Granges, pour faire de nouvelles expériences d'une machine à carder le coton, dont il est l'inventeur.

4 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1339.

5596. — Lettre et rapport de M. Leroy, de l'Académie des sciences, contenant la description de la machine de M. Milne pour peigner les peaux en ruban, destinées à porter les aiguilles ou les fils dans les cardes, appelées cardes en ruban, comparée à celle se trouvant au dépôt des machines du Bureau du Commerce, à l'hôtel de Mortagne.

2 décembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{12} 1310.

5597. — Lettres de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, autorisant le payement de trois bons de 1,000 livres à M. Béchet, directeur général des Quinze-Vingts, en raison des expériences faites sous ses auspices pour constater les avantages de la mécanique du sieur de Barneville, propre à filer le coton et la laine.

9 février, 23 mars, 22 juin, 24 août, 13 novembre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{12} 1339.

5598. — Adhésion des sieurs Milne père et fils à la visite de leur nouvelle machine à percer les cuirs pour faire des cardes par MM. Abeille et Desmarets, au château de la Muette, lettre à M. Abeille à ce sujet, et rapport, décidant l'allocation d'une prime de 100 livres pour les cinquante premières machines fournies par ces mécaniciens.

10, 13 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{12} 1340.

5599. — Mémoire pour le sieur Molard, ayant la direction des ouvriers employés au dépôt des machines de l'hôtel de Mortagne, indiquant les perfectionnements par lui apportés à diverses machines, notamment à la machine à filer le coton appelée *Jenny*, avec lettre à M. Randon de la Tour, le priant de payer au sieur Molard une gratification de 600 livres, qui lui est accordée en récompense de ses travaux.

13, 23 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{12} 679.

5600. — Lettre de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, autorisant le payement d'une allocation de 3,000 livres au sieur Pickford, Anglais, qui s'est chargé de construire, dans un atelier de l'hôpital des Quinze-Vingts, un assortiment complet de mécaniques pour le cardage et la filature du coton.

19 mai 1790.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1341.

5601. — Mémoire présenté par le sieur Malarte, placé à la tête des filatures à l'hôpital des Quinze-Vingts, pour obtenir une gratification, avec lettre de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, annonçant que le contrôleur général accorde une gratification de 600 livres.

13 juin, 19 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1338.

5602. — Lettre de M. Lambert à M. Meynier, président du Comité d'agriculture et

de commerce, au sujet des prétentions exorbitantes du sieur Reboul, qui se plaint d'avoir été lésé par les sieurs Milne, auteurs de machines à carder et filer le coton, et réclame une indemnité de 40,000 livres, une pension de 60,000 livres et la place d'inspecteur général des filatures de coton établies dans le royaume.

2 juillet 1790.
Copie, *A. N.*, F^{12} 1341.

5603. — Lettres de M. Leroy, de l'Académie des sciences, à M. de Tolozan, au sujet d'une nouvelle machine à carder le coton du sieur Fournier, dont il est chargé de suivre la construction aux Quinze-Vingts, et dont il donne la description, avec lettres de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, autorisant le payement d'acomptes de 100 et 150 livres.

4, 5 août, 17, 23, 25 octobre, 24 novembre 1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, F^{12} 1339.

5604. — Lettres de M. Jean-Baptiste Reboul à MM. Necker, Lambert et Boutin, envoyant copie de ses comptes courants à l'appui de ses réclamations contre le sieur Jacques Milne, au sujet de l'association faite avec lui pour construire à Passy des mécanismes à carder et filer le coton.

12, 14 août 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{12} 1340.

5605. — Lettre de M. Meynier, président du Comité d'agriculture et de commerce, à M. de Tolozan, demandant son avis sur le projet d'établissement d'ateliers pour le cardage des filages et filoselles, recommandé à M. Bailly, avec réponse de M. de Tolozan, lui signalant les trois espèces de filatures installées aux Quinze-Vingts et exposant les résultats obtenus jusqu'à ce jour.

4, 9 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1339.

5606. — Lettre de M. Meynier, président du Comité d'agriculture et de commerce, à M. de Tolozan, demandant le tableau des filatures faites avec la mécanique inventée par M. de Barneville en vue de la filature du coton pour la fabrication des mousselines, avec réponse, déclarant qu'il serait convenable de former 4 établissements de 50 fileurs chaque, pour filer 1° le coton, 2° la laine, 3° le lin, 4° la filoselle.

15, 22 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1339.

5607. — Lettre de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, autorisant le payement d'un acompte de 3,000 livres aux sieurs Milne, Anglais, pour les mécaniques qu'ils ont installées aux Quinze-Vingts, afin de procéder à des essais de filature comparatifs avec ceux des machines du sieur Pickford.

16 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1340.

5608. — Lettre de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, autorisant le remboursement de 120 livres pour les frais, avancés par M. Béchet, directeur des Quinze-Vingts, du transport de Louviers à Paris, de différentes mécaniques, métiers et outils construits par les frères Mallois, Irlandais.

26 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1338.

5609. — État des machines, métiers et outils installés à Louviers par les frères Mallois, Irlandais, appelés en France en 1788 pour y faire différents essais, lesdits métiers restés, lors du départ des frères Mallois, dans les ateliers des sieurs Peton et expédiés à Paris, avec lettres et mémoires relatifs aux frais d'envoi avancés par les frères Peton.

Octobre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{12} 1366.

5610. — Mémoire du sieur Lhomme, inventeur d'une machine à filer le coton, demandant qu'on lui rende justice et que l'on fasse de nouvelles expériences de sa machine, les précédentes ayant échoué par suite du mauvais vouloir de MM. de Tolozan et Cahours, mémoire envoyé par M. Lambert, contrôleur général, à M. Boutin.

12 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{12} 679.

5611. — État des dépenses relatives à des expériences de filature, faites par le sieur

Brown, tant avec les *jennys* qu'avec les mécaniques des sieurs Milne, Anglais.

1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[12] 1339.

5612. — Lettres de M. Béchet, directeur général des Quinze-Vingts, à M. de Tolozan, demandant des fonds pour subvenir aux dépenses des expériences par lui faites à l'effet de constater les avantages des mécaniques des sieurs de Barneville et Pickford, propres à la filature du coton et de la laine, avec lettre de M. de Tolozan à M. Trémery à ce sujet.

15 janvier-10 juin 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, F[12] 1339.

5613. — Lettre de M. Leroy, de l'Académie des sciences, à M. de Tolozan, le priant de faire payer 350 livres à M. Fournier, pour solde des dépenses qu'il a faites en vue de la construction d'une machine propre à carder le coton, avec réponse et lettre à M. Trémery.

21 février, 19 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[12] 1339.

5614. — Décision de M. de Lessart, accordant à M. Philémon Pickford la jouissance de son logement et de ses ateliers aux Quinze-Vingts, pendant trois ans, un encouragement de 300 livres pour chaque assortiment complet de ses mécaniques, enfin une gratification de 6,000 livres.

29 avril 1791.
Copie conforme, signée de M. de Tolozan, *A. N.*, F[12] 1341.

5615. — Mémoire pour le sieur Garnett, mécanicien anglais, inventeur d'une machine à filer le coton et d'une autre à filer la laine, déposées à l'hôpital des Quinze-Vingts et approuvées par M. Leroy, de l'Académie des sciences, avec allocation d'une gratification de 300 livres.

29 avril 1791.
Minute, *A. N.*, F[12] 1339.

5616. — Lettre de M. de Tolozan à M. Trémery, ordonnant de payer provisoirement aux sieurs Garnett frères, mécaniciens anglais, 300 livres pour les perfectionnements par eux apportés aux machines de leur invention, propres à filer le coton et la laine peignée.

2 mai 1791.
Minute, *A. N.*, F[12] 1339.

5617. — Lettre de M. de Tolozan à M Meynier, président du Comité d'agriculture et de commerce, lui adressant un mémoire explicatif relativement à la demande d'une somme de 400,000 livres, présentée à l'Assemblée nationale par le sieur Reboul pour l'indemniser des pertes qu'il aurait subies par suite des conventions conclues avec les sieurs Milne, mécaniciens anglais, inventeurs de machines à carder et à filer le coton.

30 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[12] 1341.

5618. — Avis de M. Meynier, président du Comité d'agriculture et de commerce, à M. de Lessart, lui renvoyant le mémoire de M. Malarte, chargé de la direction des ateliers établis aux Quinze-Vingts, et décision, portant concession d'une gratification de 800 livres.

23 juillet, 5 août, 21 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[12] 1339.

5619. — Lettre de M. de Tolozan à M. Trémery, le priant de faire payer à M. Delporte, de Boulogne-sur-Mer, la somme de 296 livres 16 sols 10 deniers, pour laines fournies à l'hôpital des Quinze-Vingts, en vue d'essais de filature sur les mécaniques qui y sont déposées.

29 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F[12] 1339.

5620. — Mémoire du sieur Dellié, inventeur d'une nouvelle machine à filer le coton, sollicitant une gratification, avec rapport de M. Leroy, de l'Académie des sciences, sur les perfectionnements apportés par M. Dellié aux broches dans les machines à filer le coton.

1er août, 26 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[12] 1339.

G. — DRAPERIE

5621. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, lieutenant général

de police, accompagnant l'envoi du mémoire, adressé par M. Charton, fabricant de draps rayés à Paris, pour obtenir un privilège exclusif de dix années.

9 janvier 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 19.

5622.— Mémoire et requête du sieur Charton, fabricant de draps à Paris, à M. de Tolozan, intendant du commerce, à l'effet d'obtenir un privilège de vingt-cinq années pour l'établissement d'une manufacture de draps rayés et unis, de l'espèce de ceux d'Angleterre, et la permission de placer sur la rivière de Seine un moulin à fouler et friser les draps.

9 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[12] 1362[1].

5623. — Lettre du sieur Morin, libraire, rue Saint-Jacques, à un membre du Comité d'agriculture, demandant, pour revivifier les manufactures de laine, un décret de l'Assemblée nationale qui ordonne d'ensevelir les morts dans des étoffes de laine, suivant l'usage pratiqué en Angleterre.

5 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F[12] 1391.

H. — BONNETERIE

5624. — Lettre de M. d'Arthenay, l'un des intéressés à la manufacture de Popincourt, à M. de Vaillond, premier commis au département du commerce, et réponses, au sujet de l'achat, à 500 livres pièce, de deux métiers propres à fabriquer les bas, restant disponibles après l'acquisition faite par le gouvernement de vingt-huit métiers analogues.

2 janvier-8 avril 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[12] 1400.

I. — SOIERIES

5625. — Rapport de MM. Monge et Vandermonde, commissaires de l'Académie des sciences, sur l'ouvrage de M. Paulet, intitulé l'*Art de fabriquer les étoffes de soie*, avec mémoire du sieur Paulet.

25 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[12] 1453.

J. — GAZES

5626. — Rapport fait au Comité d'agriculture et de commerce sur la lettre et le mémoire de M. Renouard fils, fabricant de gazes, rue Sainte-Appolline, mémoire intitulé : *Réflexions sur les fabriques nationales et sur celles des gazes en particulier.*

12 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F[12] 1400.

K. — PASSEMENTERIE

5627. — Pétition des fabricants de galons de livrée à l'Assemblée nationale, représentant que la suppression des livrées, décrétée le 19 juin, les réduit à la misère, tout leur avoir consistant dans un approvisionnement de galons de livrées.

Sans date (fin juin 1790).
Minute avec signatures, *A. N.*, D IV 51, n° 1488.

5628. — Pétition des fabricants de galons, passementiers, frangers, à l'Assemblée nationale, contre la suppression des épaulettes.

1790.
Minute avec signatures, *A. N.*, D IV 51, n° 1488.

5629. — Représentations de plusieurs fabricants de boutons, négociants en gros et en détail de la ville de Paris, notamment des sieurs Joseph Gérentet et Jean-Baptiste Dubourg, entrepreneurs de la manufacture de l'Ile Louviers, de Mahaut fils, fabricant, rue Bourg-l'Abbé, au sujet du décret du 23 décembre, changeant la légende du bouton d'uniforme de la garde nationale et défendant l'emploi du bouton massif, ce qui porte un préjudice notable aux fabricants qui ont fait faire des matrices et réuni un approvisionnement considérable de boutons.

30 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, F[12] 652.

L. — TEINTURERIE

5630.— Lettre de M. de Tolozan à M. Berthollet, annonçant que l'administration souscrit à deux cents exemplaires de son tra-

vail relatif à l'ouvrage de M. Poerner sur l'*Art de teindre les draps*, qui doit former l'introduction d'une nouvelle description de l'art de la teinture, avec mémoires à ce sujet.

19 mai 1789-17 mars 1790.
Minutes (10 p.), *A. N.*, F^{12} 1329.

5631. — Lettre de M. Berthollet, membre de l'Académie des sciences, à M. de Tolozan, lui envoyant un exposé de ses travaux, particulièrement en ce qui concerne la teinture, avec réponse à M. Berthollet, annonçant l'envoi de son mémoire sur les teintures aux commissaires du Bureau du commerce.

2, 8 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1329.

5632. — Lettre de M. Berthollet à M. de Tolozan, annonçant que son traité de l'*Art de la teinture* est sous presse, et demandant au Bureau du commerce une souscription à deux cents exemplaires, avec réponse, portant que sa demande sera mise sous les yeux des commissaires du Bureau du commerce, mémoire à ce sujet et lettre à M. Trémery, autorisant le payement à M. Didot de 1,395 livres pour ces deux cents exemplaires.

4, 6 août 1790, 22 avril 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{12} 1329.

5633. — Lettre de M. Berthollet à M. de Tolozan, lui envoyant l'exposé de ses travaux, depuis qu'il a remplacé M. Macquer en qualité de commissaire, chargé de l'examen des mémoires relatifs aux arts chimiques, particulièrement à la teinture, et réponse, faisant observer que M. Berthollet n'est nullement obligé de remettre l'état de ses travaux, le traitement dont il jouit étant payé sur la Caisse du commerce.

26 août, 4 septembre 1790.
Minutes signées (3 p.), *A. N.*, F^{12} 1299[1].

5634. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, à M. Dimo Stéphanopoli, ancien chirurgien des hôpitaux militaires en Corse, lui renvoyant les rapports de l'Académie des sciences et du Collège de pharmacie sur sa découverte, très utile aux manufacturiers, particulièrement à la chapellerie, qui se résume dans l'emploi de l'écorce de chêne au lieu et place de la noix de galle pour la teinture en noir, découverte qui mérite une récompense.

12 août 1790.
Copie, *A. N.*, F^{12} 1330.

5635. — Lettres et mémoire du sieur Dimo Stéphanopoli au Comité des pensions, afin d'obtenir une gratification ou pension pour sa découverte, vérifiée par les teinturiers de Paris, les chimistes de l'Académie des sciences et du Collège de pharmacie, qui donne un noir plus beau, plus foncé et plus solide que celui obtenu par la noix de galle.

3 novembre 1790, 23 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{12} 1330.

5636. — Certificat des fabricants et teinturiers de chapeaux à Paris, constatant que M. Dimo Stéphanopoli, ancien chirurgien des hôpitaux militaires de l'île de Corse, leur a fourni le moyen de substituer à la noix de galle, pour la teinture en noir, un produit indigène de peu de valeur (l'écorce de chêne).

6 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, F^{12} 1330.

5637. — Mémoires pour le sieur Joseph-Xavier Chabert au Comité d'agriculture et de commerce, au sujet de sa découverte du rouge incarnat d'Andrinople et du rouge rosé de Smyrne.

28 janvier, 3 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1329.

M. — MANUFACTURE D'ACIDES

5638. — Mémoire des sieurs Péters et Alban, entrepreneurs de la manufacture d'acides et sels minéraux de Javel près Paris, au Comité de commerce, exposant la difficulté qu'ils éprouvent à fabriquer la soude et l'alun, par suite de la nécessité où ils sont de payer 17 sols la livre de salpêtre au régisseur des poudres de l'Arsenal, et demandant la faculté de s'approvisionner de salpêtre où bon leur semblera, mémoire contresigné par M. Humblot, député du Beaujolais.

6 juillet, 14 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{12} 652.

N. — TANNERIE

5639. — Mémoire présenté à l'Assemblée nationale par le sieur Potot, maître cordonnier à Paris, rue de la Vieille-Draperie, à l'effet d'obtenir un privilège pour sa découverte d'un procédé rendant les cuirs imperméables et à l'abri de la gelée, avec certificat de l'Académie des sciences.

25 janvier 1791.
Minute et extrait (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1463.

O. — PAPETERIE

5640. — Découverte d'un papier-monnaie inimitable, signalée à l'Assemblée nationale par le sieur Juan Dechipart, Espagnol, demeurant à Paris, en la Cité, chez le sieur Buisson.

30 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1472.

P. — QUINCAILLERIE

5641. — Mémoire du sieur Dauffe, entrepreneur de la manufacture d'acier fin des Quinze-Vingts, sollicitant la gratification annuelle de 6,000 livres qui lui a été promise et une pension de 3,000 livres pour le jour où il ne pourra plus travailler, avec un état des apprentis qui ont été employés dans ladite manufacture, et lettres de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour.

7 juillet, 16 septembre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{12} 1317.

5642. — Mémoire des travaux de charpente exécutés par le sieur Besnard pour la machine à polir l'acier à la manufacture royale des Quinze-Vingts, avec lettre d'envoi et lettres à M. Randon de la Tour, prescrivant le payement de trois acomptes de 1,000 livres.

5, 14 octobre, 28 novembre, 17 décembre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{12} 1303.

5643. — Lettres de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, autorisant le remboursement de l'avance de 2,000 livres faite par M. Dauffe, entrepreneur d'une manufacture d'acier fin, à M. Pinson, graveur, pour les poinçons et matrices destinés au mouton à estamper, et à M. Trémery pour le règlement des 1,000 livres restant dues à M. Pinson.

28 janvier 1790, 25 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1317.

5644. — Mémoire des ouvrages et fournitures faits par le sieur Dauffe, entrepreneur de la manufacture de quincaillerie établie aux Quinze-Vingts, à l'effet de pouvoir employer la mécanique du sieur de Barneville, qui ne filait que du coton, à filer le lin, le chanvre et la laine, avec lettre de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, autorisant le payement de 144 livres 5 sols, montant de la fourniture.

14, 18 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1317.

5645. — Lettre de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, autorisant le payement d'une nouvelle somme de 1,000 livres au sieur Pinson, graveur, à l'effet d'achever les poinçons et matrices destinés au mouton à estamper, qui se construit dans la manufacture d'acier fin de M. Dauffe.

22 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1317.

5646. — Lettres de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, autorisant le payement d'une gratification de 6,000 livres, en trois fractions, accordée au sieur Dauffe, entrepreneur de la manufacture d'acier fin des Quinze-Vingts, à condition de continuer à former des élèves.

29 juillet, 20 septembre, 25 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{12} 1317.

5647. — Compte d'une fourniture de fers corroyés et forgés faite à M. Béchet, directeur général de l'Hôpital des Quinze-Vingts, par les forges royales de la Chaussade, pour être employés au mouton à estamper, qui se construit dans la manufacture d'acier fin du sieur Dauffe, avec lettres de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, autorisant le payement de 3,597 livres 15 sols, montant de cette fourniture.

4 février, 24 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1317.

5648. — Lettres de M. Béchet, directeur général des Quinze-Vingts, et de M. Leroy,

membre de l'Académie des sciences, à M. de Tolozan, concluant au payement d'une somme de 1,000 livres au sieur Gorlier, à valoir sur les travaux de serrurerie qu'il a exécutés pour la machine à faire mouvoir les polissoirs, sans préjudice d'une gratification, avec lettres à M. Randon de la Tour.

3, 4 septembre, 9 décembre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{12} 1317.

5649. — Lettres de M. Leroy, de l'Académie des sciences, et de M. Béchet, directeur général des Quinze-Vingts, touchant le règlement des travaux de serrurerie exécutés par M. Gorlier pour le mouton à estamper et la machine à faire mouvoir les polissoirs dans l'atelier occupé aux Quinze-Vingts par le sieur Dauffe, entrepreneur d'une manufacture d'acier fin, avec lettres de M. de Tolozan à MM. Randon de la Tour et Trémery, à ce sujet.

31 décembre 1790-23 mai 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, F^{12} 1303.

5650. — Lettre de M. J. Béchet, directeur général des Quinze-Vingts, au sujet du règlement des travaux de charpente exécutés par le sieur Besnard pour le mouton à estamper et la machine à faire mouvoir les polissoirs, s'élevant à 5,893 livres 7 sols, sur lesquels il reste à payer 2,293 livres 7 sols, avec lettre de M. de Tolozan à M. Trémery, priant de solder ce reliquat.

11, 13 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1303.

Q. — HORLOGERIE

5651. — Mémoire des administrateurs de la manufacture royale d'horlogerie au Bureau du commerce, à l'effet d'obtenir le payement du semestre d'intérêts de la somme de 200,000 livres, prêtée par M. Boicervoise, remboursable en quatre ans, avec lettre de M. de Tolozan à M. Randon de la Tour, le priant de régler à l'échéance les intérêts de l'année entière, soit 10,000 livres, mémoire et lettre pour le payement des 7,500 livres formant la seconde annuité.

25 octobre 1789-18 février 1791.
Minutes (6 p.(, *A. N.*, F^{12} 1325.

R. — PORCELAINES

5652. — Rapport de MM. Berthollet et Desmarets, commissaires de l'Académie des sciences, touchant la méthode d'imprimer les dessins sur les poteries par M. Potter, gentilhomme anglais.

22 juillet 1789.
Copie, *A. N.*, F^{12} 1493.

5653. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, sollicitant en faveur du sieur Potter, Anglais, inventeur d'un procédé au moyen duquel on parvient à imprimer sur la porcelaine et sur le verre, un privilège de sept années pour la vente des objets par lui fabriqués.

8 mars, 28 juin 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{12} 1493

S. — MANUFACTURE DE SÈVRES

5654. — Note du comte de Choiseul-Gouffier sur la manufacture de Sèvres, pour M. Necker.

1789.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1493.

5655. — Mémoire où l'on examine ce que c'est que la manufacture de Sèvres et où on la considère sous ses rapports avec la gloire de l'industrie nationale, avec l'avantage du commerce, avec les finances particulières de l'État.

1789.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1493.

5656. — État des dettes de la manufacture de porcelaine de Sèvres.

1790.
Minute, *A. N.*, F^{12} 1493.

T. — SERVICE DES POSTES

5657. — Déclaration du sieur Jean Polisse, seigneur de Thionville, au sujet du retard d'une lettre à lui adressée par les officiers municipaux de Houdan, imputable à la négligence de la poste.

19 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15867.

5658. — Plainte de M. Jean-Baptiste-Alexandre-Hubert d'Arboulin de Richebourg, l'un des administrateurs généraux des Postes, au sujet des manœuvres imputées au sieur Bouvelle aîné, commis au bureau du départ, chargé du service des contreseings, et accusé de violation du secret des lettres, avec lettre de M. Merigeaux, député à l'Assemblée nationale, au procureur du Roi du Châtelet, et information du commissaire Chénon à ce sujet.

22, 26 octobre 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, Y 11441.

5659. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, envoyant un mémoire du sieur Fiquenel, de Tréguier, au sujet des abus nombreux existant dans le service de la poste aux lettres et des moyens d'y remédier.

30 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 6, n° 40.

5660. — Lettre de M. Bailly au bureau de comptabilité des biens nationaux, portant qu'en raison des plaintes adressées à la Municipalité par l'administration des Postes, relativement à l'abus du contreseing, les lettres des divers départements municipaux ne seront plus envoyées que de l'Hôtel de Ville, du Palais-Cardinal et de l'Hôtel de la Mairie.

21 mars 1791.
Copie, *A. N.*, F[19] 863.

5661. — Pétition des facteurs de la poste aux lettres à l'Assemblée nationale, demandant la réorganisation du service et principalement une paye fixe de 40 sols par jour, l'accession des facteurs à tous les emplois et l'élimination des femmes directrices.

12 mai 1791.
Minute non signée des facteurs (par crainte de perdre leurs places), *A. N.*, D VI 12, n° 118.

U. — IMPRIMERIE ROYALE

5662. — Lettre de M. Anisson-Duperon à M. de Villedeuil, lui envoyant soixante exemplaires de l'édit d'août 1787, qui supprime les charges de la garde-robe du Roi.

6 février 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 623.

5663. — Lettre de M. Moutard, libraire-imprimeur de la Reine, à M. de Villedeuil, demandant ses ordres pour l'envoi des cinquante exemplaires de *l'Art des étoffes de soie*, publié dans le recueil approuvé par l'Académie des sciences et honoré de la souscription royale.

13 février 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 623.

5664. — Lettre de M. Blondel à M. de Villedeuil, lui adressant la liste des huit ouvrages qu'il a choisis sur l'état de ceux qui sont au dépôt de l'Imprimerie Royale.

17, 24 février 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 623.

5665. — Lettre de M. Anisson-Duperon à M. de Villedeuil, au sujet de la distribution des arrêts, édits, déclarations et autres lois imprimés à l'Imprimerie Royale, demandée par M. d'Agay fils.

8 mai 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 623.

5666. — Lettres de M. de La Michodière à M. de Villedeuil, envoyant la liste des livres qu'il désire obtenir, prise sur le catalogue des volumes du dépôt de l'Imprimerie Royale, et le remerciant de la concession des livres imprimés au Louvre faite par le Roi pour lui témoigner sa satisfaction du travail sur la population, dont il veut bien agréer l'hommage.

12 juin 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 623.

5667. — Lettres de M. Anisson-Duperon à M. de Villedeuil, annonçant l'envoi de six exemplaires de toutes les publications relatives à la tenue des États-Généraux, demandées par la Reine, et de quatre cents exemplaires de l'arrêt du Conseil, qui fait défenses de bâtir sur le terrain des Champs-Élysées.

19 juin 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O[1] 623.

5668. — Lettre de M. Anisson-Duperon à M. de Villedeuil, annonçant l'achèvement de l'impression du second volume des *Notices des manuscrits de la Bibliothèque du Roi*, dont il fera remettre cent cinquante

exemplaires à l'Académie des inscriptions et belles-lettres pour ses présents, avec un état de distribution de ce volume.

23 juin, 4 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 623.

5669. — Lettre de M. Anisson-Duperon au ministre de la maison du Roi, le priant de vouloir bien adresser aux intendants l'arrêt du Conseil, qui lui accorde un privilège pour le débit des ouvrages, dont il doit fournir gratuitement trois cents exemplaires au Roi, arrêt qui n'a pu être enregistré à la Chambre syndicale de la librairie, avec lettre de M. de Maissemy à ce sujet.

7 juillet 1789.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, O¹ 623.

5670. — Lettre et mémoire de M. Titon, conseiller au Parlement, au ministre de la maison du Roi, demandant la suite des ouvrages concédés en 1763 aux héritiers de M. Titon du Tillet, son oncle.

9 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 623.

5671. — Note demandant l'envoi à la Reine de six exemplaires de tous les ouvrages publiés à l'Imprimerie Royale.

17 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 623.

5672. — Lettre de M. Anisson-Duperon au ministre de la maison du Roi, sollicitant un passeport pour lui et sa famille, à destination de Lyon et de Genève, et déclarant qu'il n'a aucune raison de s'éloigner du royaume, y laissant sa fortune, sa terre et sa maison.

1er août 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 623.

5673. — Lettre de M. Anisson-Duperon, au ministre de la maison du Roi, l'avisant qu'il refuse de commencer l'impression d'un ouvrage sur la milice, envoyé par M. de La Tour-du-Pin, lequel exprime le désir que cet ouvrage ne porte pas le type de l'Imprimerie Royale, avec lettre de M. de La Tour-du-Pin.

21 août 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 623.

5674. — Lettre de M. Anisson-Duperon à M. de Saint-Priest, lui adressant un état des livres du dépôt du Roi et le priant de choisir ceux qu'il désire recevoir.

9 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 623.

5675. — Lettre de M. de Guignes, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, au ministre de la maison du Roi, le renseignant sur la collection des caractères orientaux de l'Imprimerie Nationale.

10 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, O¹ 623.

5676. — Lettre de l'archevêque de Bordeaux à M. de Saint-Priest, lui exprimant le désir d'avoir la collection des Ordonnances imprimées du Louvre.

19 septembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, O¹ 622.

5677. — Mémoires des impressions faites à l'Imprimerie Royale pour le service du Roi, sous les ordres de M. Guignard, ministre et secrétaire d'État, pendant les années 1789 et 1790.

1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 622, O¹ 623.

5678. — États des livres du dépôt de l'Imprimerie Royale, reliés pour le Roi par Delorme, pour les six premiers mois de 1790, certifiés par M. Anisson-Duperon.

18 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, O¹ 622, O¹ 623.

5679. — Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant de dresser un inventaire des caractères, poinçons, matrices, gravures et autres objets appartenant à la nation, dans les fonds de l'Imprimerie Royale.

14 août 1790.
Minute, *A. N.*, C 43, n° 393.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 156.

5680. — Inventaire des poinçons, matrices et moules, matières de l'Imprimerie Royale, dressé en vertu du décret de l'Assemblée nationale, du 14 août 1790, avec lettre d'envoi de M. de Montmorin à M. Camus, garde des archives de l'Assem-

blée nationale, et lettre de M. Anisson-Duperon à M. Camus, le priant de lui en délivrer un acte de dépôt.

19 septembre 1790.
Registre et minutes (3 p.), *A. N.*, C 43, n° 386.

5681. — Lettre de M. Anisson-Duperon, annonçant qu'il a dressé, de concert avec MM. de Guignes et D'Ansse de Villoison, commissaires de l'Assemblée nationale, l'inventaire des objets de l'Imprimerie Royale, appartenant à la nation, déposé aux archives de l'Assemblée.

26 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 49, n° 484.

5682. — Mémoires des impressions faites par l'imprimerie du Cabinet du Roi pendant les années 1789, 1790 et 1791, sous les ordres de M. le comte de Saint-Priest, ministre et secrétaire d'État, pour le service des bureaux des départements de Paris, de la maison du Roi.

Minutes (4 p.), *A. N.*, O¹ 622, O¹ 623.

5683. — Mémoire des sommes avancées pour le service de l'Imprimerie Royale, sous les ordres de M. Guignard, ministre et secrétaire d'État, par le sieur Anisson, directeur de ladite imprimerie, pendant les années 1790 et 1791.

Minutes (3 p.), *A. N.*, O¹ 622, O¹ 623.

5684. — Mémoire de ce que Jean-Charles Fagnion, graveur du Roi, a fait et fourni pour l'Imprimerie Royale pendant l'année 1790, pour les poinçons qu'il a faits et gravés en acier, avec les moules d'acier et les matrices en cuivre qu'il a frappés, certifié par M. Anisson-Duperon, directeur de l'imprimerie.

3 février 1791.
Minutes signées (3 p.), *A. N.*, O¹ 622, O¹ 623.

ADDITIONS

TOME PREMIER

CHAPITRE PREMIER

JOURNÉES HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION

§ 1. — Journée du 28 avril 1789

5685. — Arrêt du Conseil d'État, concédant en toute propriété à Dominique Henriot, salpêtrier, l'une des victimes de l'émeute du 27 avril 1789, la maison sise au Trône, au delà de la tête des avenues de Vincennes, en face de la demi-lune, dont ses parents, Paul Henriot et Claire Petrement, avaient obtenu la jouissance par brevet du 14 mai 1763, avec plan de ladite maison.

7 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, E 1677^{c}.

5686. — Réclamation, par M. Réveillon, d'une médaille d'or pareille à celle qui lui avait été volée lors de l'incendie de sa maison, et qui lui avait été décernée, en 1786, pour ses services à l'art de la papeterie, avec lettres et mémoire relatifs à la délivrance de cette nouvelle médaille, gravée par M. Gatteaux, de la valeur de 2,285 livres 18 sols 9 deniers.

1792.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{12} 1478.

§ 3. — Journée du 14 juillet 1789

A. — PRÉPARATIFS DE RÉSISTANCE

5687. — Lettre confidentielle de M. de Puységur à M. de Robecq, l'invitant à redoubler de vigilance pour prévenir tout désordre, et à veiller principalement sur ses troupes pour les prémunir contre toutes excitations.

2 juillet 1789.
Original signé, *A. N.*, M 664, n° 5.

B. — ARMEMENT DU PEUPLE DE PARIS

5688. — Procès-verbal de transport aux Tuileries de M. Duplessis, clerc de Gastebois, chef d'un détachement de la Basoche, pour y rechercher des armes, avec certificat de M. de Champcenetz, constatant que partie des armes avait été enlevée par la populace et partie remise à M. De Joly, ancien commis de banque, pour le district de l'Abbaye-Saint-Germain, ledit procès-verbal délivré par le district de l'Oratoire à M. de Champcenetz.

15 juillet 1789.
Original signé, *A. N.*, M 664, n° 9.

I. — RÉTABLISSEMENT MOMENTANÉ DE L'ORDRE

5689. — Certificat de l'examen par M. Desault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, du nommé Cormeron, tambour des gardes-françaises de la rue Verte, amené à l'Hôtel-Dieu par le sieur Courville, commandant du district de Notre-Dame, constatant que ce malade ne présente aucun symptôme d'empoisonnement, mais n'a qu'une simple indisposition résultant d'une mauvaise digestion.

18 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, AA 41, n° 1300.

Affaire Sauvage et Thomassin (juillet 1789).

5690. — Procès-verbaux constatant la quantité de blé trouvée chez les sieurs Laurent Le Clerc et Sauvage, marchands fariniers à Poissy, et reçus des farines livrées par le sieur Sauvage.

16 juillet 1789.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, C 89, n° 58.

5691. — Interrogatoire subi par le sieur Etienne Sauvage, meunier sur le pont de Poissy, arrêté à Poissy et conduit à la halle de Saint-Germain-en-Laye.

17 juillet 1789.
Copie conforme, *A. N.*, C 89, n° 58.

5692. — Lettre de M. Vassan, major du régiment de chasseurs à cheval des Évêchés, en garnison à Pontoise, annonçant la fin cruelle du sieur Sauvage, meunier sur le pont de Poissy, pris et exécuté le jour même à Saint-Germain, et réclamant l'intervention de l'Assemblée nationale pour préserver du même sort le sieur Thomassin, fermier du Puiseux, enlevé et exposé à être pendu.

17 juillet 1789, onze heures et demie du soir.
Minute, *A. N.*, C 89, n° 58.

5693. — Adresse de la ville de Saint-Germain, annonçant à l'Assemblée nationale que, malgré tous les efforts des commissaires nommés par le peuple pour entendre et juger le malheureux Sauvage, les factieux l'ont saisi dans la halle, un garçon boucher lui a coupé la tête, promenée en triomphe par la populace dans toute la ville.

18 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, C 89, n° 58.
Cf. *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 247.

5694. — Lettres des officiers municipaux de Pontoise, exposant la situation critique dans laquelle se trouve leur ville, les gens armés de Poissy et de Saint-Germain, auteurs des excès commis contre les sieurs Sauvage et Thomassin, ayant déclaré qu'ils prendraient six têtes à Pontoise, où il n'y a aucune troupe, en dehors du bataillon du régiment de Salis, de passage, avec délibération, demandant le maintien de ce bataillon, ou l'envoi de trois à quatre cents hommes d'infanterie.

18 juillet 1789.
Minutes signées (4 p.), *A. N.*, C 89, n° 58.

5695. — Observations sur l'état des farines qui se trouvent dans la halle de Saint-Germain-en-Laye et chez les boulangers de la ville.

20 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, C 89, n° 58.

5696. — Adresse d'une députation des habitants de Saint-Germain-en-Laye à l'Assemblée nationale, apportant les pièces justificatives de l'innocence du malheureux Sauvage, massacré sous leurs yeux par des étrangers à Saint-Germain, qui avaient comploté sa mort, avec réponse du président de l'Assemblée.

21 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 89, n° 58.
Cf. *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 255, 256.

5697. — Délibération de la municipalité de Pontoise, attestant le zèle qu'elle a déployé en présence des besoins de la capitale afin de subvenir à son approvisionnement, des difficultés presque insurmontables pour se procurer des denrées et de la nécessité de se défendre des incursions des brigands qui menaçaient les subsistances ainsi que la vie des habitants.

25 juillet 1789.
Extraits (2 p.), *A. N.*, C 89, n° 58.

5698. — Mémoire du sieur Chappron, receveur particulier des finances de l'élec-

tion de Pontoise, au sujet des vexations et violences exercées chez lui, le 21 juillet, par le sieur Emmanuel-Félix-Marin Mesquinet de Saint-Félix, électeur d'un district de Paris, sous prétexte qu'il s'était entretenu, le 17 juillet, avec l'intendant Bertier, de passage à Pontoise, avec un état des sommes dues par le même de Saint-Félix aux collecteurs des paroisses de Saint-Ouen, Cergy et Osny, et lettre dudit de Saint-Félix.

Juillet 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, C 89, n° 58.

§ 32. — Journée du 21 juin 1791. — Fuite de Louis XVI, son arrestation à Varennes et son retour à Paris.

5699. — Rapport fait au Conseil du Département par MM. Garnier, Léveillard et de Mautort, commissaires, au sujet des événements du 20 juin.

Extrait conforme, *A. N.*, M 664.

5700. — Relation de l'arrestation de Louis XVI à Varennes, extraite des registres de la municipalité de Sainte-Menehould.

25 juin 1791.
Minute de 9 pages in-fol., signée du maire, *A. N.*, C 70, n° 702.

5701. — État de ce qui a été fourni par le secrétaire de la commune de Clermont, les 22, 23 et 24 juin 1791, lors de l'arrestation du Roi et de l'alerte du 23, pour faire déjeuner les scribes qui avaient passé une partie de la nuit à écrire.

Juin 1791.
Minute, *A. N.*, F4 2135.

5702. — Mémoires des fournitures de vivres et boissons faites par les aubergistes et cabaretiers de Clermont aux gardes nationaux, de passage dans cette ville lors de l'arrestation du Roi.

Juin-juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F4 2135.

5703. — Mémoire des dépenses faites par la municipalité de Montblainville, lors de l'arrêt du Roi et de sa famille dans la ville de Varennes.

1er juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F4 2135.

5704. — Bon de payement de 1,176 livres à M. Dumas, chargé par l'Assemblée nationale du commandement des troupes qui accompagnaient Louis XVI lors de son retour à Paris, montant des déboursés qu'il avait faits tant pour les députés à l'Assemblée nationale que pour lui.

5 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F4 2135.

5705. — État des dépenses faites par les gardes nationaux lors de l'arrestation du Roi et jours suivants à Varennes, mémoire montant à 1,757 livres 7 sols, payable au sieur Sauce, procureur de la commune de Varennes.

7 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, F4 2135.

5706. — Bon de payement de 500 livres au sieur Mainschaudes Burnet, maire de Clermont, qui avait accompagné le Roi et la famille royale en qualité de commissaire.

9 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F4 2135.

5707. — Bon de payement de 4,250 livres aux citoyens de Varennes et des lieux voisins, qui avaient formé l escorte du Roi lors de son retour à Paris.

9 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F4 2135.

5708. — État des déboursés faits par la municipalité de Neuvilly, à l'occasion de l'arrestation du Roi et de la famille royale, les 22, 23 et 24 juin dernier.

14 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F4 2135.

5709. — État des voyages faits par Christophe Lagarde, voiturier à Clermont, les 21 et 23 juin 1791, par ordre de MM. du directoire du district de Clermont.

15 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F4 2135.

5710. — Bons de payement de 250 livres à M. Drouet aîné, et de 250 livres à M. Godet, sergent de la garde nationale de Sainte-Menehould, pour avoir accompagné la famille royale de Varennes à Paris.

18 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F⁴ 2135.

5711. — État des chevaux fournis, lors de l'arrestation de Louis XVI, par le maître de poste de Clermont, en conséquence des ordres du district et de la municipalité de cette ville.

27 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F⁴ 2135.

5712. — Note des députés du district de Clermont, chargés de porter à l'Assemblée nationale les procès-verbaux relatifs au départ et à l'arrestation du Roi à Varennes, au ministre de l'intérieur, demandant que leurs déboursés et frais de voyage, montant à 2,200 livres, soient compris dans les dépenses nécessitées par les circonstances et ne restent point à la charge des administrés.

Juillet 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F⁴ 2135.

5713. — Lettre de M. de Richebourg, président du directoire des Postes, à M. de Lessart, déclarant ne disposer d'aucun fonds pour payer les frais résultant de l'envoi de deux courriers à la suite du Roi par la section des Quatre-Nations.

Juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, M 664, n° 22.

5714. — Lettre de M. Tarbé, ministre des contributions publiques, à M. de Lessart, lui renvoyant le mémoire des frais occasionnés par l'arrestation du Roi dans le district de Clermont, dont le remboursement est demandé, avec lettre de M. de Lessart aux députés de la Meuse, déclarant qu'il ne peut faire ordonnancer l'état en question avant qu'il ait été vérifié par le directoire du département de la Meuse, lettre des députés du district de Clermont et observations à ce sujet.

4, 11, 17 août 1791.
Original signé et minutes (6 p.), *A. N.*, M 664, n° 23.

5715. — Lettre de M. Bailly à M. La Cour, receveur de la poste aux chevaux, en réponse à sa lettre du 29 août, lui annonçant le renvoi à M. Viguier de Curny, commissaire général de la garde nationale, de sa demande de payement des treize bidets fournis lors du 21 juin, avec l'état en question.

1er septembre 1791.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, M 664, n° 23.

5716. — Lettre de M. Bayon, commandant du bataillon de Saint-Germain-des-Prés, à M. Viguier de Curny, commissaire général de la garde nationale, au sujet du payement des frais de poste de ceux qui ont été chargés de courir après le Roi, attestant, en ce qui le concernait, avoir pris trois chevaux de Paris à Châlons, avec lettre du maître de poste de Louvres, du 12 août.

1er septembre 1791.
Minute, *A. N.*, M 664, n° 23.

5717. — Certificat des officiers de la garde nationale de Clermont, attestant que le détachement qui s'est transporté à Cousenvoye et Montzéville, lors de l'émeute du 23 juin 1791, a fait une dépense de 175 livres pour sa nourriture et autres frais de route.

2 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F⁴ 2135.

5718. — Certificat du secrétaire du district de Clermont, constatant l'achat de quatre pièces de vin, du prix de 252 livres, pour faire rafraîchir les garde nationale et troupes de ligne, au moment du passage du Roi à Clermont, le 22 juin 1791.

2 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F⁴ 2135.

5719. — Lettres du directoire du département de la Marne à M. de Lessart, ministre de l'intérieur, sollicitant le règlement de divers frais occasionnés par le voyage du Roi et son retour dans la capitale, notamment des fournitures de chevaux par les maîtres de poste et des indemnités réclamées par plusieurs particuliers, spécialement les armuriers de Reims et de Châlons,

dont les boutiques et magasins avaient été pillés.

6, 16 septembre 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, M 664, n° 22.

5720. — Ordonnance de payement de 3,432 livres 4 sols 6 deniers aux officiers municipaux de Meaux et au directoire du district d'Épernay pour en faire la distribution à diverses personnes.

10 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, M 664, n° 22.

5721. — Ordonnance de payement de diverses sommes pour le remboursement des dépenses occasionnées par le voyage du Roi à Montmédy et son retour de Varennes à Paris, savoir : 11,875 livres 2 sols 6 deniers au directoire du département de la Marne, et 5,821 livres 1 sol 9 deniers à différents particuliers.

10 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, M 664, n° 22.

5722. — États des chevaux fournis lors du retour de Louis XVI par les maîtres de poste de Meaux, de Claye, de Bondy, de la Croix-Saint-Ouen, d'Epernay, de Port-à-Binson, avec lettre de M. Pétion, relative à la réclamation de M. Amaury, maître de poste à la Croix-Saint-Ouen.

20 septembre, 11 octobre, 23 novembre, 4, 8 décembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, M 664, n°s 22 et 23.

5723. — Lettre de M. de Lessart à M. de Richebourg, soumettant à son examen la réclamation présentée par le sieur Vignon, maître de poste de la Ferme près Château-Thierry, suivant sa lettre du 8 novembre, pour le payement de trente-huit chevaux fournis lors du passage du Roi.

23 novembre 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, M 664, n° 23.

5724. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à M. de Lessart, lui transmettant toutes les réclamations adressées à son prédécesseur par les maîtres de poste qui avaient fourni des chevaux à l'époque du départ du Roi pour Varennes.

23 novembre 1791.
Original signé, *A. N.*, M 664, n° 23.

5725. — Lettre de M. de Richebourg, président du directoire des Postes, à M. de Lessart, déclarant que le payement des chevaux fournis pour le retour du Roi, par les maîtres de poste, ne regarde ni la caisse des Postes, ni celle de la Liste civile, et que les commissaires de l'Assemblée nationale ont, d'ailleurs, soldé une partie de ces frais.

29 novembre 1791.
Original signé, *A. N.*, M 664, n° 23.

5726. — Lettre de M. Cahier, ministre de l'intérieur, à M. de Richebourg, lui demandant si le payement de 39 livres 7 sols 6 deniers, exigé par M. Brounouze, directeur de la poste aux chevaux à Paris, pour la fourniture de douze chevaux, est à la charge du Trésor public.

4 décembre 1791.
Original signé, *A. N.*, M 664, n° 22.

5727. — Lettre de M. de Richebourg, président du directoire des Postes, à M. Cahier, ministre de l'intérieur, en réponse à sa lettre, donnant son avis sur la réclamation des maîtres de poste et déclarant que c'est à la Municipalité et non au Trésor public à pourvoir au payement des chevaux qui n'ont été fournis par les maîtres de poste que sur l'ordre de M. Bailly ou de M. de La fayette.

4, 5 décembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, M 664, n° 22.

5728. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à M. Cahier de Gerville, lui transmettant la réclamation de la veuve Chaumoret, maîtresse de la poste aux chevaux de Cosne, pour le règlement des chevaux et voitures fournis au courrier dépêché par la municipalité de Paris lors du 21 juin.

12 décembre 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, M 664, n° 23.

5729. — Lettre du directoire du département de la Marne à M. Cahier, ministre de l'intérieur, adressant l'état des frais occasionnés au département par le passage du Roi et de la famille royale, montant à 11,656 livres 2 sols, et en sollicitant le remboursement.

28 décembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, M 664, n° 23.

5730. — Lettre de M. Petitjean, procureur de la commune d'Etain, à M. Cahier de Gerville, réclamant le remboursement des dépenses faites par la ville d'Étain lors de l'arrestation de Louis XVI à Varennes, dépenses dépassant 800 livres et à la charge de la Trésorerie nationale.

31 décembre 1791, 24 février 1792.
Minutes (2 p.), *A. N.*, M 664, n° 22.

5731. — Mémoire à l'Assemblée nationale, à l'effet d'autoriser le ministre de l'intérieur à faire payer, sur les fonds publics, tant les sommes réclamées par les maîtres de poste de Paris, de Cosne, de Louvres et de Saint-Jean-les-deux-Jumeaux, que celles qui pourront l'être par d'autres maîtres de poste pour le même objet, avec lettre d'envoi du ministre de l'intérieur au président de l'Assemblée nationale.

Décembre 1791.
Minute, *A. N.*, M 664, n° 22.

5732. — Pétition et lettres du sieur Antoine-Nicolas Viet, maître de poste à Châlons, à l'effet d'obtenir le remboursement de diverses sommes pour frais de chevaux et de voitures et autres dépenses soldées lors du passage du Roi.

17 janvier, 9 février 1792.
Minutes (2 p.), *A. N.*, M 664, nos 22 et 23.

5733. — Mémoire des fournitures faites, lors du passage du Roi à Sainte-Menehould, au capitaine de la garde nationale de Clermont, par le sieur Guillaume, aubergiste, avec reçus et lettres.

22 janvier 1792.
Minutes (4 p.), *A. N.*, M 664, n° 23.

5734. — Lettre du directoire du département de la Marne à M. Cahier, ministre de l'intérieur, lui envoyant des mémoires supplémentaires de dépenses occasionnées par le passage du Roi, adressés par le directoire du district d'Epernay, pour en obtenir le remboursement, avec les mémoires en question et certificats à l'appui.

26 janvier 1792.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, M 664, n° 22.

5735. — Lettre de M. Gabriel Deliège, député à l'Assemblée législative, demandant le règlement immédiat des dépenses faites par la municipalité de Sainte-Menehould, à l'occasion de la fuite du Roi, s'élevant à 3,700 livres, avec d'autant plus d'insistance que Varennes et Clermont sont payés.

21 février 1792.
Minute, *A. N.*, M 664, n° 23.

5736. — Lettre du directoire et du procureur général syndic du département de la Marne à M. Cahier, ministre de l'intérieur, déclarant fondée la réclamation de 1,137 livres 5 sols, présentée par M. Jean Hurault, armurier à Reims, suivant sa lettre du 12 novembre 1791, attendu que le pillage de son magasin avait été provoqué par le bruit généralement répandu que les Autrichiens, réunis à plusieurs régiments de ligne, saccageaient les villes de Varennes et de Sainte-Menehould, et avaient le projet d'enlever le Roi, avec lettre de M. Brigot, substitut du procureur de la commune de Reims, en faveur de cet armurier, qui se trouve ruiné.

28 février, 4 mars 1792.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, M 664, n° 23.

5737. — Lettre de M. Mathieu Dumas à M. Cahier de Gerville, réclamant le prix de la location de deux voitures pour servir au transport des gardes nationaux fatigués de Château-Thierry à Paris, lors du retour de Louis XVI.

7 mars 1792.
Minute, *A. N.*, M 664, n° 23.

5738. — Rapport du ministre de l'intérieur à Louis XVI, proposant de faire acquitter par la Liste civile, pour ne point réveiller le pénible souvenir du voyage de Varennes, la somme de 21,128 livres 8 sols 9 deniers, réclamée par le département de la Marne, pour pillage, perte d'armes et autres objets, notamment pour indemniser le sieur Hurault, arquebusier à Reims, suivant la réclamation contenue dans sa lettre, et lettre de M. Roland à M. de Laporte, intendant de la Liste civile, le priant

d'intervenir auprès du Roi, pour lui faire adopter cette combinaison.

7 avril 1792.
Minutes (4 p.), *A. N.*, M 664, n° 23.

5739.—Lettre des directoire et procureur général syndic du département de la Meuse à M. Roland, ministre de l'intérieur, rappelant les lettres adressées à ses prédécesseurs, les 1er avril, 16 octobre et 16 novembre 1791, et demandant avec instance le payement des frais portés sur l'état envoyé le 16 octobre, montant à 1,703 livres 19 sols 4 deniers, pour rembourser les avances faites par les municipalités et aubergistes tant aux gardes nationaux qu'aux troupes de ligne.

12 avril 1792.
Original signé, *A. N.*, M 664, n° 22.

5740.—Lettres des administrateurs du département de la Moselle à M. Roland, ministre de l'intérieur, lui transmettant la réclamation d'une somme de 297 livres 8 sols, deboursée par le secrétaire du district de Longwy, à l'occasion du départ du détachement de la garnison, fort de 250 hommes, expédié lors de la fuite de Louis XVI, avec mémoire dudit secrétaire.

22 avril 1792.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, M 664, n° 23.

5741. — Correspondance de M. Choiset, secrétaire général du département de la Marne, avec M. Jurien, premier commis à l'intérieur, au sujet du règlement des dépenses occasionnées dans le ressort du département de la Marne par les événements des 21, 22 et 23 juin 1791, portées sur cinq états et formant un total de 13,692 livres 14 sols.

10, 30 mai 1792.
Minutes (10 p.), *A. N.*, M 664, n° 22.

§ 33.— Translation des restes de Voltaire à Sainte-Geneviève (11 juillet 1791).

5742. — Lettre de M. Joseph Charon, officier municipal, commissaire chargé de la translation des restes de Voltaire, à M. de Lessart, demandant la délivrance d'une somme de 1,200 livres, à valoir sur les dépenses nécessitées par cette cérémonie, et faisant observer qu'il a dû solder en numéraire tous ses frais de route et qu'à son départ l'argent était à un prix excessif.

12 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, F^4 1301.

5743. — Lettre de M. de Lessart à M. Pastoret, procureur général syndic du Département, l'invitant à lui faire connaître, d'une façon précise, le montant de la dépense occasionnée par les travaux préliminaires de la translation de Voltaire, afin de faire droit à la réclamation de l'inspecteur des ouvriers de la Bastille, le priant également d'indiquer la personne qui sera chargée par le directoire du Département de dresser le compte général des dépenses relatives à la translation du corps de Voltaire, et lettre à M. Bailly à ce sujet.

13, 21 juillet 1791.
Original signé et minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 1136.

5744. — Lettre du directoire du Département à M. de Lessart, le priant de faire expédier, au nom de M. Navarre, les ordonnances pour le règlement des dépenses relatives à la translation du corps de Voltaire, et montrant l'urgence de payer immédiatement : 1° 3,237 livres pour travaux exécutés sur le terrain de la Bastille afin de recevoir Voltaire; 2° 216 livres comme gratification aux forts du port au Blé et du port Saint-Paul qui avait porté l'effigie de Voltaire et le simulacre de la bibliothèque, le surplus des dépenses ne devant être acquitté qu'après l'arrêté du compte général.

21 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, F^4 1301 ; F^{13} 1136.

5745. — Lettre du directoire du Département à M. de Lessart, le priant de faire délivrer un nouvel acompte de 2,000 livres à M. Charon, qui se trouve en avance de plus de 3,000 livres, tant pour ce qu'il a déboursé, que pour les objets dont il a personnellement répondu.

26 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, F^4 1301.

5746. — État des différentes dépenses faites au sujet de la translation du corps de Voltaire au Panthéon français, arrêté à 29,155 livres 9 sols 5 deniers.

5 mai 1792.
Minute, *A. N.*, F[13] 1136.

5747. — Compte que rend au directoire du département de Paris le citoyen Navarre, employé dans les bureaux dudit Département, des recettes et dépenses par lui faites au sujet de la translation de Voltaire au Panthéon français, en exécution du décret de l'Assemblée nationale, du 30 mai 1791, et de la lettre écrite, le 13 juillet suivant, par le ministre de l'intérieur au directoire dudit Département, ledit compte montant à 35,668 livres 9 sols 5 deniers, arrêté par les administrateurs du Département, avec pièces justificatives et lettre d'envoi des mêmes administrateurs au ministre de l'intérieur.

18 octobre 1792.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 1136.

§ 34. — Journée du 17 juillet 1791. Affaire du Champ de Mars.

5748. — Déposition du sieur Charles-Louis-Benoît Gosset, sous-officier invalide et limonadier, rue Saint-Dominique, touchant les propos insultants et menaçants tenus contre lui par le sieur Richard, blanchisseur, reçue par M. Jean-François Charpentier, commissaire de police de la section des Invalides.

4 juillet 1791.
Copie conforme, *A. N.*, T 214[3].

5749. — Lettre de M. Duport, ministre de la justice, à M. Bernard de Beauvoir, accusateur public près le tribunal de l'Abbaye, lui recommandant d'apporter toute la diligence possible relativement aux poursuites concernant l'événement de la veille, et déclarant qu'il importe « de sauver la chose publique et la Constitution des atteintes qu'essayent de lui porter un amas de factieux, qui ne veulent que le meurtre, le pillage, le désordre et l'anarchie, et qui appellent cela la liberté ».

18 juillet 1791.
Autographe, *A. N.*, T 214[3].

5750. — Lettre de M. de La Rochefoucauld, président du Département, à M. Bernard, accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, lui adressant les déclarations faites la veille par différents administrateurs du Département, au sujet des discours que M. Danton aurait tenus au peuple, le mardi 21 juin, pendant que le Département se rendait auprès de l'Assemblée nationale, avec délibération du Département à ce sujet.

22 juillet 1791.
Original signé et extrait (2 p.), *A. N.*, T 214[3].

5751. — Lettre de M. Charpentier, commissaire de police de la section des Invalides, à M. Bernard, accusateur public du tribunal du 6e arrondissement, l'assurant que la garde nationale du Gros-Caillou déploiera toute l'activité possible pour arrêter les coupables, et déclarant qu'il s'informera avec soin de toutes les personnes ayant connaissance des faits du 17, et les lui indiquera.

24 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, T 214[3].

5752. — Lettre de M. Charpentier, commissaire de police de la section des Invalides, à M. Bernard, accusateur public du tribunal du 6e arrondissement, l'engageant à faire une perquisition chez le sieur Richard aîné, blanchisseur, l'un des inculpés de l'affaire du Champ de Mars, soupçonné d'avoir été un agent du club des Cordeliers et d'avoir entretenu des intelligences avec un Anglais fort riche.

24 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, T 214[3].

5753. — Lettre du département de police à l'accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, envoyant, à titre de renseignement, l'expédition du procès-verbal concernant l'arrestation des douze personnes, opérée au Champ de Mars, le dimanche 17.

27 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, T 214[3].

5754. — Lettre de la section des Invalides à M. Bernard, accusateur public du

tribunal du 6e arrondissement, lui annonçant que le nommé François Boussard, accusé d'avoir mis en joue M. de Lafayette, est âgé de trente-quatre ans, qu'il habite rue de la Vierge au Gros-Caillou, et qu'il doit s'être réfugié chez son beau-frère à Créteil.

27 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, T 214^3.

5755. — Arrêté du département de police, renvoyant par devant l'accusateur public du tribunal du 6e arrondissement le nommé Brisse dit Glasson, arrêté le 17 juillet.

28 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, T 214^3.

5756. — Lettre du département de police à l'accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, lui adressant les écrits connus sous les noms de Prudhomme et Marat, qui contiennent d'odieuses déclamations, et ajoutant que le rédacteur actuel de la feuille de Marat passe pour être le sieur Marcandier.

29 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, T 214^3.

5757. — Lettre du département de police à M. Bernard, accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, demandant de faire vider la fosse dans laquelle M. Verrières avait jeté des papiers avec les débris d'un buste de Lafayette en plâtre, afin de rechercher ces papiers en présence dudit Verrières.

29 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, T 214^3.

5758. — État des personnes détenues dans la prison de l'Abbaye depuis le 16 juillet, dressé par le sieur Delavaquerie, greffier-concierge de la prison.

30 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, T 214^3.

5759. — Envoi par le département de police à M. Bernard, accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, des pièces qui lui ont été remises, à cet effet, par le Comité des rapports.

31 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, T 214^3.

5760. — Lettre de M. Vigner, administrateur au département de police, à l'accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, transmettant une lettre de la demoiselle Colomb qui se plaint d'être prisonnière depuis dix jours et de n'avoir encore subi aucun interrogatoire.

31 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, T 214^3.

5761. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Bernard, accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, lui faisant parvenir une lettre du sieur Julien Le Roy, maître de pension, rue et barrière de Grenelle, qui proteste contre l'arrestation de sa femme, accusée d'avoir couru, un bâton à la main, sur un aide de camp de M. de Lafayette.

5 août 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, T 214^3.

5762. — Lettre de M. Cahier, substitut du procureur de la Commune, à M. Hulin, adjoint à l'accusateur public du 6e arrondissement, déclarant ne pouvoir fournir de renseignements supplémentaires sur les nommés Margeot, Perbal, Lefèvre, Glin et Lamaury.

19 août 1791.
Minute, *A. N.*, T 214^3.

5763. — Lettre des administrateurs au département de police à M. Bernard, accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, lui annonçant le transfèrement des nommés Joseph Maury, Pierre Paul et Jean-Nicolas Villemin des prisons de la Conciergerie dans celles de la Force.

21 août 1791.
Minute, *A. N.*, T 214^3.

5764. — Lettre des administrateurs au département de police à M. Bernard, accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, rappelant qu'ils lui ont envoyé, le 9 du mois précédent, toutes les pièces nécessaires à l'instruction de l'affaire de l'abbé Royou, ainsi que de la dame Fréron, sa sœur, et déclarant qu'il leur est impos-

sible de lui fournir d'autres renseignements sur l'affaire du Champ de Mars.

2 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, T 214[3].

5765. — Lettre de M. Duport à M. Bernard, accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, demandant l'état de la procédure instruite contre le sieur Jean-Baptiste Morette, arrêté le 20 juillet.

7 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, T 214[3].

5766. — Supplique de la femme La Mori (Lamaury) à M. Bailly, à l'effet d'obtenir la mise en liberté de son mari, arrêté au Champ de Mars par la garde nationale, sous le prétexte qu'il ramassait des pierres pour les lancer contre les soldats, et emprisonné à la Force, supplique renvoyée à M. Bernard, accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement.

1791.
Minute, *A. N.*, T 214[3].

5767. — Lettre de M. Sergent, rue des Poitevins, à M. Bernard, accusateur public près le tribunal du 6e arrondissement, lui dénonçant l'auteur de l'imprimé intitulé : *Pétition des quarante mille citoyens réunis au Champ de Mars*, et signalant divers témoins à entendre, notamment les trois officiers municipaux Hardy, Leroux et Regnault.

1791.
Minute, *A. N.*, T 214[3].

5768. — Dénonciation faite contre un ouvrier terrassier du nom de Meunier, demeurant hôtel de Londres, rue de la Harpe, qui, le dimanche 17 juillet, vomit des horreurs contre M. de Lafayette, en disant qu'il serait pendu le lendemain et sa tête portée au bout d'une perche.

1791.
Minute, *A. N.*, T 214[3].

5769. — Réquisitoire de M. Bernard, accusateur public, dans l'affaire du Champ de Mars, et dépositions des témoins à charge contre les principaux accusés.

Minutes (1 dos.), *A. N.*, T 214[3].

CHAPITRE II

ÉLECTIONS ET ASSEMBLÉES ÉLECTORALES

§ 3. — Assemblée électorale du département de Paris.

A. — FORMATION DU CORPS ÉLECTORAL

5770. — Pétition de M. Charles-Henry Samson, exécuteur des jugements criminels de la ville de Paris, à l'Assemblée nationale, à l'effet d'être admis à jouir des droits de citoyen actif, contrairement à la motion présentée par l'abbé Maury dans la séance du 23 décembre.

26 décembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, C 101, n° 105.

5771. — Certificat de citoyen actif délivré par le district de Saint-André-des-Arcs à M. Louis-Antoine-Bernard de Beauvoir, avocat au Parlement.

11 mai 1790.
Original signé sur parchemin, *A. N.*, T 214[3].

TOME DEUXIÈME

CHAPITRE II

ACTES ET DÉLIBÉRATIONS DES DISTRICTS

5772. — Délibération du district de Saint-André-des-Arcs, portant établissement d'un comité militaire, composé de douze membres, pour dresser un tableau général de tous les citoyens en état de porter les armes.

15, 21 juillet 1789.
Extrait conforme, *A. N.*, T 214[3].

5773. — Délibération du district de Saint-André-des-Arcs, désignant M. Bernard, avo-

cat au Parlement, pour faire partie du comité de correspondance des districts, chargé de tenir les citoyens au courant des opérations de la Commune.

22 juillet 1789.
Extrait conforme, *A. N.*, T 214[3].

5774. — Délibération du district de Saint-André-des-Arcs, nommant MM. Busche, Bernard et Fleury, commissaires députés de l'assemblée de la première division, à l'effet de choisir les officiers qui, aux termes du règlement militaire, doivent être désignés par l'assemblée des divisions.

13 août 1789.
Extrait conforme, *A. N.*, T 214[3].

5775. — Réquisition des commissaires du comité permanent du district de Saint-André-des-Arcs à M. Bernard de Beauvoir, officier commandant le poste principal du bataillon, à l'effet de se transporter chez le sieur Gautier et d'y saisir tous les exemplaires d'un numéro du *Journal général de la Cour et de la Ville*, en date du 24 mai 1790, imprimé chez la veuve Hérissant, rue Neuve-Notre-Dame.

24 mai 1790.
Minute, *A. N.*, T 214[3].

CHAPITRE V

GARDE NATIONALE PARISIENNE

§ 5. — Casernement.

5776. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, à l'agence des biens nationaux, déclarant que l'acte passé, le 19 mai 1791, par le curé de Saint-Sulpice avec les entrepreneurs et ouvriers ayant travaillé à la caserne des Prémontrés, ne peut obliger la Municipalité.

23 mai 1791.
Copie signée, *A. N.*, F[19] 863.

5777. — Arrêté du directoire du Département pour la liquidation des sommes dues aux ouvriers qui ont travaillé à la caserne des Carmes.

9 août 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

TOME TROISIÈME

CHAPITRE PREMIER

ASSISTANCE PUBLIQUE, HOPITAUX ET HOSPICES

§ 3. — Établissements hospitaliers

B. — HOTEL-DIEU

5778. — Lettre de la sœur de Saint-Eloy, prieure des religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu, au Comité ecclésiastique, concernant l'adresse présentée à l'Assemblée nationale par lesdites religieuses pour le rétablissement des vœux perpétuels, et réponse du Comité, déclarant qu'on n'admettra aucune dérogation au principe prohibant les vœux monastiques en France.

20, 27 novembre 1790.
Minutes et imprimé (3 p.), *A. N.*, D XIX 72, n° 504.

5779. — Lettre du Comité ecclésiastique à la supérieure de l'Hôtel-Dieu, lui annonçant qu'elle peut ouvrir la porte de la communauté à Mme de Saint-Clément qui a manifesté l'intention de se retirer.

Sans date.
Minute, *A. N.*, D XIX 47, n° 23.

D. — HOPITAL DES INCURABLES

5780. — Mémoire adressé à l'Assemblée nationale par les pensionnaires de l'hôpital des Incurables, indiquant le régime de l'établissement et les réformes à introduire.

3 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XIX 31, n° 498.

5781. — Mémoire sur le régime de l'hôpital des Incurables, adressé au Comité ecclésiastique.

1790.

Minute (1 cahier), *A. N.*, D XIX 31, nº 498.

E. — HOPITAL DE LA CHARITÉ.

5782. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président de l'Assemblée nationale, lui envoyant, au nom de la Municipalité, un mémoire présenté par les frères de la Charité, et insistant sur la nécessité de conserver un ordre aussi utile, aussi indispensable à la société que celui de ces religieux hospitaliers, et de les autoriser dans ce but à recevoir des novices, avec le texte du mémoire.

8 mars 1790.

Originaux signés (2 p.), *A. N.*, D XIX 49, nº 57.

5783. — Lettre du frère Clément-Yves, supérieur général de l'ordre de la Charité, à l'Assemblée nationale, rappelant l'adresse présentée à l'effet d'obtenir l'autorisation de recevoir des novices pour détruire le bruit populaire, d'après lequel cet ordre serait compris dans la suppression des ordres réguliers.

23 mars 1790.

Minute signée, *A. N.*, D XIX 56, nº 208.

5784. — Décision du Comité ecclésiastique, déclarant que rien n'empêche le supérieur général de la Charité de faire des visites de tous les hôpitaux pour s'assurer de la bonne administration et de l'observance des statuts.

15 octobre 1790.

Minute, *A. N.*, D XIX 71, nº 500.

Maison de la Charité de Charenton.

5785. — Procès-verbal de transport des officiers municipaux de Charenton à la maison de la Charité, à l'effet de procéder à l'inventaire des objets mobiliers, argenterie et bibliothèque.

26 mai 1790.

Minute, *A. N.*, D XIX 54, nº 150.

5786. — Requête des religieux de la Charité à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir mainlevée de l'opposition faite par la municipalité de Charenton à l'enlèvement du bois de charpente par eux vendu, avec le procès-verbal de la municipalité y relatif.

23 juillet 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XIX 62, nº 315.

I. — HOPITAL DE SAINTE-CATHERINE

5787. — Requête des Hospitalières de Sainte-Catherine, rue Saint-Denis, à l'Assemblée nationale, exposant la nécessité de perpétuer leur maison en raison des services qu'elle rend journellement aux pauvres, services dont elles donnent l'indication, avec réponse du Comité ecclésiastique.

20 avril 1790.

Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 46, nº 8.

5788. — Lettres des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, au sujet de la saisie des loyers des maisons dépendant de l'hôpital de Sainte-Catherine, basée sur ce que les religieuses faisaient des vœux solennels et néanmoins désapprouvée par le Comité, avec réponse du Comité, portant que ce ne sont pas les religieuses, mais l'abbé Rossignol qui a été autorisé à continuer l'admininistration de leurs biens, sous la surveillance des corps administratifs.

4 mars 1791.

Originaux signés et minute (3 p.), *A. N.*, D XIX 82, nº 646.

K. — HOSPITALIÈRES DE LA ROQUETTE.

5789. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, accueillant la réclamation des Hospitalières de la Roquette, au sujet de l'opposition formée par la municipalité de Paris au recouvrement de leurs loyers.

6 juin 1791.

Copie, *A. N.*, F^{19} 863.

L. — HOSPITALIÈRES DE LA RUE MOUFFETARD

5790. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires administrateurs des biens natio-

naux, appelant leur attention sur l'état de détresse dans lequel se trouvent les Hospitalières de la rue Mouffetard, par suite de l'opposition faite au payement de leurs revenus sur la Ville.

6 juin 1791.
Copie, *A. N.*, F[19] 863.

N. — HOSPITALIÈRES DE LA PROVIDENCE

5791. — Procès-verbal du commissaire Dupuy, constatant un vol par effraction, commis chez les Dames de la Providence, rue de l'Arbalète.

7 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 10004.

HOSPITALIÈRES DE SAINT-MANDÉ

5792. — Lettre de la sœur Saint-Jean-Baptiste, supérieure des Hospitalières de Saint-Mandé, au président de l'Assemblée nationale, demandant à quelle municipalité elles doivent rendre leurs comptes, réclamés à la fois par celle de Saint-Maurice et celle de Saint-Mandé.

11 août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 66, n° 380.

5793. — Mémoire du sieur Benoist, avocat aux Conseils, en faveur de la demoiselle Appolline-Agnès-Antoinette Flamaud, religieuse de la maison des Dames Hospitalières de Saint-Mandé, sortie du couvent pour raison de santé, à l'effet d'obtenir une pension, ou tout au moins un secours, avec réponse du Comité ecclésiastique, renvoyant la demoiselle Flamand à la municipalité de Saint-Mandé.

30 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

HOSPITALIÈRES DE SAINT-THOMAS DE VILLENEUVE

5794. — Déclaration des revenus et charges de la maison des Filles Hospitalières de Saint-Thomas-de-Villeneuve, rue de Sèvres, fournie par M[me] Marguerite-Scholastique-Françoise-Olive Walsh de Valois, supérieure générale desdites Hospitalières les revenus se montant à 20,589 livres 5 sols, et les charges à 17,145 livres 10 sols), avec état résumé des produits et charges.

27 février 1790.
Minute et copies (4 p.), *A. N.*, S 4761-4762.

P. — FILLES DE LA CHARITÉ DU FAUBOURG SAINT-DENIS

5795. — Mémoire au Comité d'aliénation pour les Sœurs de la Charité du faubourg Saint-Denis, relativement à deux de leurs maisons qu'elles ne s'attendaient pas à voir parmi les immeubles mis en vente, eu égard au caractère de leur œuvre, mémoire recommandé par M. Bailly, avec observations des administrateurs des biens nationaux et décision du Comité adressée à M. Bailly, déclarant qu'on tiendra compte aux sœurs de la totalité de leurs revenus.

4 octobre-21 novembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XIX 69, n° 456.

5796. — Mémoire des Filles de la Charité du faubourg Saint-Denis à l'Assemblée nationale, à l'effet de percevoir comme par le passé leurs rentes sur le Trésor.

16 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 74, n° 533.

5797. — Mémoire de la supérieure des Filles de la Charité, demandant à être fixée sur leur sort, avec arrêté du directoire du Département, lettres du procureur général syndic et du Comité de mendicité, renvoyant ce mémoire au Comité ecclésiastique.

14 mars, 4, 5, 11 avril 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D XIX 85, n° 711.

5798. — Décision de l'Assemblée nationale, renvoyant au pouvoir exécutif la pétition des Filles de la Charité de Saint-Lazare, à l'effet de veiller à ce qu'elles ne soient point troublées dans l'exercice de leurs fonctions et dans les soins qu'elles donnent aux malades.

14 mai 1791.
Extrait du procès-verbal et minute de la main de M. Regnaud (2 p.), *A. N.*, F[19] 471.

5799.— Adresse des Sœurs de la Charité, chargées de soigner les malades, à l'Assemblée nationale, se plaignant des persécutions qu'elles éprouvent et priant l'As-

semblée de prendre des mesures pour empêcher leur dispersion, avec lettre d'envoi de la sœur Deleau, supérieure.

14 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{19} 471.

5800. — Lettres de Mme de Lafayette au ministre de l'intérieur, demandant sa protection en faveur des Sœurs de la Charité, et en particulier pour les dames de l'hôpital des Invalides, qui ont présenté une requête au sujet de leur régime intérieur.

20, 29 mai 1791.
Originaux (2 p.), *A. N.*, F^{19} 471.

5801. — Lettre du ministre de l'intérieur à la supérieure des Sœurs de la Charité de la maison de Saint-Lazare, lui transmettant la lettre qu'il a adressée aux directoires des départements pour la protection des sœurs, qui devront s'abstenir de manifester leurs opinions en ce qui concerne l'exercice du culte et devront laisser les malades libres de choisir les ecclésiastiques qu'ils préféreront, avec réponse de la sœur Deleau, supérieure des Filles de la Charité, assurant le ministre de l'esprit de tolérance qui les anime à l'égard de tous les cultes.

2, 3 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 471.

5802. — Tableau des établissements que les Sœurs de la Charité occupent dans le royaume, avec une liste des établissements de Paris et une note des maisons où les sœurs ont été le plus maltraitées.

1791.
Minute, *A. N.*, F^{19} 471.

R. — HÔPITAL DES QUINZE-VINGTS

5803. — Mémoire adressé à l'Assemblée nationale, au nom de la société de capitalistes qui, en septembre 1779, avait conclu l'acquisition des bâtiments de l'hôpital des Quinze-Vingts avec le cardinal de Rohan, à l'effet d'obtenir, soit l'entière exécution des conditions énoncées dans le contrat de vente, et l'allocation d'une indemnité dans le cas où elles ne pourraient être remplies, soit la résiliation du contrat d'acquisition et la restitution des fonds employés dans l'entreprise.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 719.

Y. — HÔPITAL GÉNÉRAL (SALPÊTRIÈRE)

5804. — Lettre de l'abbé Saint-James, vicaire de la Pitié, investi du rectorat de l'Hôpital général, au président de l'Assemblée nationale, demandant la confirmation de sa nomination audit rectorat, faite en septembre 1789 par l'archevêque de Paris, nomination dont le département des hôpitaux pourrait ne pas tenir compte.

13 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 63, n° 330.

5805. — Lettres des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, au sujet des billets de confession exigés par la supérieure de la Salpêtrière, mesure qui avait occasionné un grand scandale, et de la suppression des pouvoirs de l'abbé Chaix de Saint-Ange, qui avait contribué aux troubles par ses prédications, suppression demandée par le comité du district de Saint-Victor, avec réponses du Comité ecclésiastique et lettres de l'abbé de Floirac, vicaire général de l'Archevêché, à l'abbé Fauchet et aux administrateurs des hôpitaux touchant cette affaire.

18 octobre-12 novembre 1790.
Minutes et copies (9 p.), *A. N.*, D XIX 71, n° 500.

5806. — Lettre du Comité de mendicité au Comité ecclésiastique, approuvant le renvoi de tous les prêtres, même celui de l'abbé d'Estanges, décidé par la Municipalité, et exprimant le vœu que les pouvoirs de ce prêtre lui soient rendus, ce que refusent jusqu'ici les grands-vicaires de l'archevêque.

22 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

5807. — Lettre du Comité de mendicité aux administrateurs des établissements publics, approuvant le renvoi de tous les prêtres de la Salpêtrière et les priant de réformer les abus dont les pauvres de cette maison sont victimes, notamment de leur

donner une meilleure nourriture, de renvoyer les enfants privilégiés et d'interdire aux prêtres nouveaux d'avoir des femmes officières dans leur ménage.

24 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

5808. — Lettre du sieur H. Gillet, prêtre chapelain de la Salpêtrière, protestant contre le sieur de Grasset, qui, après son départ de la Salpêtrière qu'on avait lieu de croire définitif, était rentré et prétendait le déposséder de sa chambre.

4 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 89, n° 730.

CHAPITRE II

INSTRUCTION PUBLIQUE, BEAUX-ARTS, THÉÂTRES

§ 1. — Instruction publique. — Établissements scientifiques.

A. — ENSEIGNEMENT PUBLIC

5809. — Lettres et adresse du sieur Mongeot, maître écrivain et de pension, à l'Assemblée nationale, exposant qu'il donne tous les soirs chez lui, rue de Sèvres, des leçons gratuites de lecture, d'écriture, d'arithmétique et d'orthographe aux ouvriers et gagne-deniers, avec certificats de bonnes vie et mœurs délivrés aux ouvriers qui désirent profiter de ces instructions gratuites.

22, 27 septembre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 99, n° 141.

5810. — Arrêté du Corps municipal, prescrivant le payement par le bureau d'agence des biens nationaux aux commissaires du comité de bienfaisance de 6,000 livres, pour subvenir aux besoins des pauvres et acquitter les salaires des maîtres et maîtresses qui tiennent les écoles de charité.

Sans date (1791).
Extrait conforme, *A. N.*, F^{19} 863

G. — COLLÈGES, SÉMINAIRES ET CONGRÉGATIONS ENSEIGNANTES

Collège d'Arras.

5811. — Lettre de M. Bailly au Comité ecclésiastique, envoyant une dénonciation de M. de Rochemure, ancien capitaine commandant de la garde nationale, au sujet d'une maison, rue d'Arras, appelée le collège d'Arras et appartenant à l'abbaye de Saint-Waast, non comprise sur l'état des maisons religieuses inventoriées.

22 juin 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 429.

Collège de Cluni.

5812. — Procès-verbal et information du commissaire Hubert, au sujet d'un vol par effraction commis dans la chambre du prieur de Cluny.

8 décembre 1789, 5 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 10004, 10005.

Collège des Écossais.

5813. — Lettres de M. Gordon, principal du collège des Écossais, au Comité ecclésiastique, déclarant que ce collège ne possède d'autres biens que ceux provenant de deux fondations réunies, la première de David, évêque de Murray, en 1325, et la seconde de Jacques de Béthune, archevêque de Glasgow, faite en 1603.

14 novembre, 24 décembre 1789, 9 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 24, n° 384; D XIX 51, n° 82.

Collège de Laon.

5814. — Inventaire des effets mobiliers de la communauté de Laon, dressé par les officiers municipaux de Vaugirard.

26 juin 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F^{19} 612.

Collège des Lombards.

5815. — Certificat du sieur Démarais, chasublier, rue de la Lanterne, constatant qu'il a été chargé en 1787, par la comtesse d'Adhémar, de réparer les ornements sacerdotaux du collège des Lombards et de faire

une chappe neuve, donnée par ladite comtesse.

15 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, T 1636.

5816. — Déclaration des biens et revenus du collège des Irlandais, dit des Lombards, fournie par M. Jean-Baptiste Walsh, commissaire dudit collège, nommé par l'archevêque de Paris.

20 février 1790.
Copie conforme, *A. N.*, T 1636.

5817. — Lettre de M. Walsh, commissaire proviseur du collège des Lombards, au Comité ecclésiastique, annonçant que la pétition, adressée au directoire du Département et renvoyée au Comité ecclésiastique, ne devait pas y avoir de suites, et qu'il a remis une nouvelle pétition au Comité des finances, pour l'obtention d'un décret l'autorisant à toucher provisoirement les rentes du collège.

22, 23 mars 1791.
Minute et original signé (2 p.), *A. N.*, D XIX 82, n° 648.

5818. — Décision des commissaires administrateurs des biens nationaux, ordonnant le renvoi au directoire du Département du rapport du commissaire du bureau de liquidation, avec pièces justificatives sur la demande de vérification des titres du collège des Lombards.

14 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, T 1636.

SÉMINAIRES

5819. — Lettre de plusieurs jeunes gens renfermés dans les séminaires au Comité ecclésiastique, à l'effet de suspendre les ordinations, pour qu'ils ne soient pas obligés de prononcer des vœux que leurs cœurs désavoueraient.

23 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 47, n° 29.

5820. — Observations touchant les congrégations de Saint-Lazare, de Saint-Sulpice et des Eudistes, chargées de la direction des séminaires, à l'occasion de l'article 22 du décret du 15 juin 1790, concernant les nominations des directeurs.

Sans date (juillet 1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 30, n° 481.

Séminaire des Eudistes

5821. — Mémoire de M. François-Louis Hébert, supérieur de la congrégation des Eudistes, au Comité d'aliénation, sollicitant l'autorisation de faire lui-même la vente de leur maison, afin de pouvoir acquitter les dettes contractées en vue de constructions considérables.

20 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 88, n° 711.

5822. — Mémoire de la congrégation séculière des Eudistes au Comité ecclésiastique, demandant l'annulation de la vente de leurs biens, le droit de percevoir leurs revenus ou l'allocation d'un traitement, et la conservation de leurs maisons de Caen et de Paris pour servir de retraite aux vieillards et aux infirmes.

13 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XIX 96, n° 853.

Séminaire des Missions-Étrangères.

5823. — Requête et mémoire de la congrégation de la Mission de Saint-Lazare à l'Assemblée nationale, exposant le but de son œuvre et demandant, comme maison d'instruction et d'étude, à conserver la gestion de ses biens, avec lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique pour lui soumettre la question, et réponse du Comité.

6 septembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XIX 68, n° 426.

5824. — Mémoire à l'Assemblée nationale en faveur du séminaire des Missions-Étrangères, indiquant le chiffre du revenu nécessaire pour maintenir cet établissement et énumérant les services rendus.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 51, n° 162.

Séminaire du Saint-Esprit.

5825. — Mémoire pour le séminaire du Saint-Esprit, rue des Postes, à l'effet d'ob-

tenir sa conservation et le maintien des subventions qu'il recevait, avec certificat et réponse du Comité ecclésiastique.

12 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 47, n° 24.

5826. — Lettre des administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, accusant réception du mémoire adressé par le séminaire du Saint-Esprit pour demander son maintien, et annonçant qu'ils vont s'occuper des divers séminaires de nature à être conservés.

18 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 72, n° 504.

5827. — Mémoire à l'Assemblée nationale en faveur du séminaire du Saint-Esprit, rue des Postes, pour la continuation des revenus nécessaires à son existence.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 55, n° 169.

5828. — Lettre des supérieur et procureur du séminaire du Saint-Esprit au Comité de l'ordinaire des finances, pour obtenir le payement de la pension annuelle de 1,500 livres, dont jouissait cet établissement, avec certificat des commissaires administrateurs des biens nationaux, constatant que le collège et communauté du Saint-Esprit n'est pas séminaire diocésain.

3 juin 1791.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, F[19] 612.

Séminaire de Saint-Firmin.

5829. — Lettre de M. Boullanger, procureur du séminaire de Saint-Firmin, au sujet du mauvais état des bâtiments qu'il a fait réparer par le sieur Villain, maçon.

5 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, M 664, n° 16.

Séminaire de Saint-Sulpice.

5830. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du Département, aux commissaires administrateurs des biens nationaux, les invitant à faire droit aux réclamations du supérieur du séminaire de Saint-Sulpice et à lui faire payer les rentes qu'il possède sur le clergé et sur l'Hôtel de Ville.

24 août 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 863.

Séminaire des Trente-Trois.

5831. — Inventaire des effets mobiliers de la maison du séminaire des Trente-Trois à Vaugirard, dressé par la municipalité.

28 juin 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F[19] 612.

5832. — Lettre de M. Marc-Antoine-Philippe Fauconnet, supérieur du séminaire des Trente-Trois, déclarant que ce séminaire n'est point diocésain, mais un séminaire d'études, ou une association de boursiers limitée à trente-trois.

16 février 1791.
Original, *A. N.*, F[19] 612.

5833. — Lettre de M. de Lessart, ministre de l'intérieur, au directoire du Département, transmettant un mémoire aux termes duquel le procureur du séminaire des Trente-Trois réclame contre la suspension, ordonnée par la commission de la Trésorerie nationale, de différentes rentes destinées à l'entretien des étudiants de ce séminaire.

28 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, F[19] 612.

Congrégation de Saint-Lazare.

5834. — Mémoire adressé au Comité ecclésiastique par les clercs étudiants de la maison de Saint-Lazare, pour exposer leur situation critique par suite de la suppression de la congrégation de la Mission.

27 juin 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 65, n° 394.

5835. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des biens nationaux, déclarant que les Lazaristes et les prêtres des Missions étrangères ne peuvent se refuser à fournir les états de leurs revenus.

21 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

Congrégation de l'Oratoire.

5836. — Lettre du sieur d'Oberdeau au président de l'Assemblée nationale, appelant l'attention sur la décadence de l'Oratoire, dont la maison de Paris, autrefois si rénommée, n'est plus peuplée que de gens oisifs et d'épicuriens.

29 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 50, n° 65.

5837. — Mémoire sur la question de savoir s'il est avantageux de conserver la congrégation de l'Oratoire et s'il n'est pas nuisible et préjudiciable d'accorder une pension de retraite aux Oratoriens.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D XIX 50, n° 92.

5838. — Lettre de M. Poiret, supérieur de l'Oratoire, au président de l'Assemblée nationale, se plaignant, au nom des Oratoriens, d'être troublés dans l'administration de leurs biens à Soissons.

16 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 25, n° 389.

Jésuites.

5839. — Lettre du Comité ecclésiastique aux administrateurs des domaines, en réponse à celle de M. Bailly, demandant par qui et comment, à l'avenir, seront payées les pensions assignées sur les biens des Jésuites.

31 août 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

5840. — Lettre du sieur Siron, fondé de procuration des Jésuites, au Comité ecclésiastique, à l'effet d'obtenir le règlement du traitement complet auquel ils ont droit pour les années 1790 et 1791, avec réponse du Comité, portant qu'ils ne peuvent réclamer aucun supplément de traitement pour 1790, mais pourront le faire liquider pour 1791, et lettre de M. Camus, président du Comité des pensions.

18 février, 15 mars 1791.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, D XIX 82, n° 647.

5841. — Lettre du sieur Siron, fondé de procuration des Jésuites, au président de l'Assemblée nationale, le priant de faire rendre un décret explicatif des formalités à remplir par les Jésuites pour toucher le montant de leur traitement, la plupart étant âgés et infirmes et réduits au plus strict nécessaire, avec réponse en tête de la lettre.

1er avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 88, n° 712.

5842. — Supplique des Jésuites au Comité des pensions à l'effet d'obtenir de l'Assemblée nationale le même traitement que celui accordé aux religieux rentés.

1791.
Copie, *A. N.*, D XIX 89, n° 721.

Pères de la Doctrine chrétienne.

5843. — Lettre des commissaires-administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, demandant si la maison des Pères de la Doctrine chrétienne doit être assimilée aux maisons de charité, d'éducation et de retraite, et peut conserver l'administration de ses biens, avec réponse du Comité, déclarant que les Pères de la Doctrine chrétienne pourront, cette année, continuer à administrer leurs biens.

19, 21 août 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, D XIX 66, n° 383.

Frères des Écoles chrétiennes.

5844. — Lettre du Comité ecclésiastique à l'évêque d'Autun, député à l'Assemblée nationale, lui adressant le mémoire sur l'éducation nationale, envoyé par les Frères des Écoles chrétiennes.

20 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 72, n° 504.

I. — BIBLIOTHÈQUES ECCLÉSIASTIQUES

5845. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au Comité ecclésiastique, exposant la difficulté, l'impossibilité même de transférer toutes les bibliothèques des maisons religieuses dans l'église des Capucins, et proposant de ne mettre aux Capucins que les livres dignes d'être conservés, d'après le choix des offi-

ciers des Bibliothèques nationale et municipale, et de vendre le surplus.

24 août 1790.
Original signé, *A. N.*, D XIX 68, n° 437.

5846. — Lettre des administrateurs du domaine au Comité ecclésiastique, demandant ce qu'ils doivent faire des reliquaires, bustes et autres ornements trouvés dans les maisons religieuses, et s'il ne conviendrait pas d'ordonner que les manuscrits et livres rares existant dans les bibliothèques de ces maisons ne pourront être mis en vente qu'après examen, pour en distraire celles des richesses littéraires qui manquent à la Bibliothèque du Roi.

Sans date.
Minute, *A. N.*, D XIX 47, n° 22.

Bibliothèque Mazarine

5847. — Lettre et pétition de M. Hooke, bibliothécaire de la bibliothèque publique, dite de Mazarin, à l'Assemblée nationale, protestant contre un arrêté du directoire du Département, qui l'assimilait aux fonctionnaires ecclésiastiques, avec une lettre à un membre de l'Assemblée nationale, contenant l'histoire de l'expulsion de M. Hooke, de la bibliothèque Mazarine, par l'abbé Leblond, son sous-bibliothécaire.

4 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XIX 45, n° 704b.

§ 2. — Beaux-Arts et Monuments publics.

H. — TRAVAUX DE LA COMMISSION DES MONUMENTS

5848. — Lettre de M. Bailly à l'abbé Leblond, membre de l'Académie des inscriptions, faisant appel à ses lumières et le priant de conférer avec les commissaires de l'agence générale pour la vente des biens nationaux au sujet de la conservation des objets précieux existant dans les maisons religieuses, avec lettre de M. Pitra, qui lui assigne un rendez-vous.

19 octobre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F19 611G.

5849. — Délibération de l'administration des biens nationaux, portant que les abbés Barthélemy et Leblond, membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, seront appelés à donner leur avis sur les monuments antiques et médailles se trouvant dans les maisons religieuses, MM. Vandermonde et Desmarais, de l'Académie des sciences, sur les objets relatifs aux sciences, aux arts mécaniques et à l'histoire naturelle, que MM. Doyen et Mouchy, de l'Académie de peinture, seront consultés pour les tableaux et sculptures, M. Ameilhon, bibliothécaire de la Municipalité, pour les livres, manuscrits et estampes, et M. Masson, orfèvre, pour les objets d'argenterie.

26 octobre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F19 611G.

5850. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au comité des savants, le priant de se transporter dans les églises de Saint-Yves, de Sainte-Marine, de Saint-Pierre-aux-Bœufs et de Saint-Julien-des-Ménétriers, à l'effet d'y désigner les objets qui peuvent être placés aux Petits-Augustins.

1er février 1791.
Original signé, *A. N.*, F19 611G.

5851. — Lettre des commissaires administrateurs des biens nationaux au comité des savants, demandant de nouveau son avis, au nom du procureur général syndic du Département, sur l'enlèvement de deux sépulcres dans l'intérieur de l'église de Saint-Antoine, réclamé par le curé de Saint-Antoine et ses paroissiens.

30 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, F19 611G.

5852. — Lettre des commissaires du bureau de liquidation des biens nationaux ecclésiastiques au comité des savants, le priant de vouloir bien donner son avis sur la valeur artistique du tabernacle et des six chandeliers de cuivre doré qui décoraient le maître-autel de Saint-Louis-de-la-Culture.

3 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, F19 611G.

5853. — Décret de l'Assemblée nationale, décidant que deux commissaires nommés

par le département de Paris, de concert avec MM. Leblond et Mongez, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, feront transporter au Cabinet des médailles et antiques les objets d'art du trésor de l'abbaye de Saint-Denis.

5 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, C 77, n° 767.

CHAPITRE III

TRAVAUX PUBLICS ET VOIRIE

§ 1. — Voie publique, Édifices et Monuments.

E. — DÉMOLITIONS POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

5854. — Arrêté du département des travaux publics de la Municipalité, ordonnant la démolition de trois maisons de la rue du Petit-Bourbon, en face de la colonnade du Louvre, à l'angle du quai de l'École, maisons dans un état de vétusté tel qu'elles ne peuvent se soutenir que par des étais, avec lettre d'envoi de cet arrêté par M. de Bonnaire de Forges à M. de Montagu, doyen du chapitre de Notre-Dame, pour provoquer une délibération à ce sujet.

18, 23 novembre 1789.
Copie et original signé (2 p.), *A. N.*, S 107ᴮ.

5855. — Délibération du chapitre de Notre-Dame, décidant la présentation d'une requête au Roi, à l'effet de faire déclarer acquises au Domaine les onze maisons de la rue du Petit-Bourbon, comprises dans l'arrêt du Conseil, du 13 novembre 1784, ou tout au moins les trois maisons qui doivent être démolies.

26 novembre 1789.
Extraits signés (2 p.), *A. N.*, S 107ᴮ.

5856. — Lettre de M. de Bonnaire de Forges à l'abbé de Montagu, doyen de l'Église de Paris, l'informant que le Roi a consenti l'acquisition des trois maisons contiguës, appartenant au chapitre, situées rue du Petit-Bourbon, près du quai, et faisant valoir le peu d'intérêt pour le chapitre de voir ces maisons démolies ou non, dès l'instant où la redevance de 815 septiers de blé, qui lui est due, reste marquée sur l'état du Domaine.

10 décembre 1789.
Original signé, *A. N.*, S 107ᴮ.

5857. — Délibération du chapitre de Notre-Dame, chargeant son agent général de faire les démarches nécessaires pour la vente au Domaine des trois maisons de la rue du Petit-Bourbon.

12 décembre 1789.
Extrait signé, *A. N.*, S 107ᴮ.

5858. — Délibération du chapitre de Notre-Dame, chargeant M. Parvy, son architecte expert, de dresser, de concert avec celui des Domaines, avant de procéder à la vente des trois maisons, rue du Petit-Bourbon, le plan de l'hôtel de Rouen et de la maison attenante, dite maison des Arcades.

23 décembre 1789.
Extrait signé, *A. N.*, S 107ᴮ.

5859. — État des baux des maisons dont le Roi demande l'abandon par le chapitre de l'Église de Paris.

29 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 107ᴮ.

5860. — Lettre de M. Mathagon, directeur des Domaines, priant M. Barbié, receveur général du chapitre de Paris, de remettre sans délai à M. Duparc, procureur des Comptes, les lettres patentes sur l'arrêt du 13 novembre 1784, qui liquident à 815 septiers de blé l'indemnité des loyers des maisons appartenant au chapitre de Paris, en face de la colonnade du Louvre.

29 mai 1790.
Minute, *A. N.*, S 107ᴮ.

5861. — Délibération du chapitre de Notre-Dame, renouvelant l'abandon au Roi de toutes les maisons et échoppes qui doivent entrer dans la formation de la place projetée entre le Louvre et l'église de Saint-Germain-de-l'Auxerrois et de s'en

rapporter à ce qu'il plaira au Roi de statuer à cet égard.

7 juillet 1790.
Extrait signé, *A. N.*, S 107*.

5862. — Note de M. de Lavau, secrétaire de M. de Bonnaire de Forges, portant que, les maisons du chapitre étant domaines nationaux, le Roi ne pouvait plus en faire l'acquisition ni se charger de la formation de la place projetée entre l'église de Saint-Germain-de-l'Auxerrois et le Louvre, opération qui incombe à la Municipalité.

29 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, S 107*.

5863. — Arrêté du directoire du Département, refusant de résilier le bail de l'appartement occupé par la dlle Ducommun, dans une maison sise entre la colonnade du Louvre et le portail de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, que le chapitre de Notre-Dame devait céder au Roi pour cause d'utilité publique.

11 juin 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F19 863.

Hôtel de l'Intendance.

5864. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, renvoyant la réclamation des héritiers Larsonneur, au sujet de l'hôtel de l'Intendance et de la maison attenante, à M. de Hauteclair, subdélégué à l'intendance de Paris.

18 juin 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 64.

J. — ÉDIFICES PUBLICS (CONSTRUCTIONS ET RÉFECTIONS D')

Église de Sainte-Geneviève.

5865. — Plainte du sieur Jean-Baptiste Désart, entrepreneur de partie de la sculpture du monument de Sainte-Geneviève, au sujet de l'ouverture de son atelier, ordonnée par M. Soufflot, l'un des inspecteurs, et au sujet de sa dépossession, plainte reçue par le commissaire Foucart.

28 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13292.

Églises de Saint-Philippe-du-Roule et de Saint-Sulpice.

5866. — Décret de l'Assemblée nationale, chargeant le département de Paris de vérifier toutes les opérations relatives aux entreprises des églises de Saint-Sulpice, de Saint-Philippe-du-Roule et des Capucins de la Chaussée d'Antin, et de présenter dans la quinzaine un aperçu des sommes dues aux entrepreneurs et ouvriers, afin de pouvoir leur faire délivrer des acomptes.

3 septembre 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, F19 612.

§ 3. — Éclairage public.

5867. — Mémoire des administrateurs des illuminations de Paris au département des subsistances, protestant contre un arrêté pris par le Corps municipal pour mettre au rabais l'entreprise de l'illumination de Paris.

Sans date.
Minute, *A. N.*, F19 863.

CHAPITRE IV

FINANCES ET DOMAINE

---

§ 1. — Finances, Caisse d'Escompte, Assignats.

B. — CONTRIBUTIONS

5868. — Projet d'établissement d'une banque nationale qui serait chargée de toute la recette des revenus publics, présenté par les sieurs La Rochette, Delourme, Nicolas Delamerlière et Admyrault aîné.

19 octobre 1789.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D VI 44, no 662; C 87, no 43.

H. — CONTREFAÇON DES ASSIGNATS

5869. — Faux coupons d'intérêts d'assignats déposés au département de police par

le commissaire de police de la section des Gravilliers.

22 juillet 1791.
Original, *A. N.*, T 1608, n° 292.

§ 2. — Acquisition de biens domaniaux et ecclésiastiques.

C. — ADMINISTRATION DES BIENS NATIONAUX

5870. — Lettre du Comité ecclésiastique à l'agence des biens nationaux, l'invitant à laisser M. Gambart, économe-séquestre des biens de l'ordre de Cluny, de l'ancienne observance des Célestins de Paris et de Marcoussis, de Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie et de l'abbaye de Longchamps, percevoir les revenus confiés à sa régie, avec mémoire du sieur Gambart.

15 octobre 1790.
Minutes et copie (3 p.), *A. N.*, D XIX 44, n° 702.

CHAPITRE V

CULTES

§ 2. — Église cathédrale de Paris.

C. — CHAPITRE DE NOTRE-DAME

5871. — Déclaration des revenus attachés à la confrérie de Saint-Augustin en l'Église de Paris, fournie par M. François-Alexandre Le Bault, chanoine de Saint-Denis-du-Pas en l'église de Notre-Dame, procureur de ladite confrérie.

27 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, S 117.

§ 3. — Églises collégiales et paroissiales.

B. — PAROISSES DE PARIS

5872. — Plainte de M. Jacques-Simon Dupuy, commissaire au Châtelet, l'un des administrateurs de l'église de Saint-Yves, contre le sieur Delaborde, autre administrateur, au sujet de propos injurieux et calomnieux qu'il avait tenus contre lui au siège de la confrérie, plainte reçue par le commissaire Gueullette.

5 février 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13455.

§ 4. — Corporations religieuses.

A. — COUVENTS D'HOMMES DU DIOCÈSE DE PARIS

Bernardins.

5873. — Mémoire de la demoiselle Mignot, organiste du collège des Bernardins depuis trente-six ans, aux appointements de 200 livres, à l'effet d'obtenir une pension du même chiffre.

1791.
Minute, *A. N.*, D XIX 90, n° 753.

5874. — Arrêté du directoire du Département, ordonnant le payement à la demoiselle Mignot, organiste du collège des Bernardins, du dernier quartier de ses appointements, qui lui seront continués provisoirement en 1791.

30 mai 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F^{13} 863.

Cordeliers.

5875. — Discours adressé au nom de la confrérie du Saint-Sépulcre instituée dans l'église des Cordeliers, à l'Assemblée nationale, indiquant le but de l'œuvre, consacrée à la libération des prisonniers, et demandant l'appui de l'Assemblée, avec réponse du président.

10 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 38, n°s 335, 340.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 665.

Génovéfains de Nanterre.

5876. — Lettre du Comité d'aliénation à M. Bailly, lui signalant les dégradations commises par les trois Génovéfains, restés

à Nanterre, qui font abattre les arbres fruitiers de leur maison.

13 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

Pénitents de Picpus.

5877. — Supplique des frères du tiers-ordre de Saint-François à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir leur assimilation aux frères lais et l'allocation d'une pension annuelle.

10 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D XIX 50, n° 80.

B. — COUVENTS DE FEMMES DU DIOCÈSE DE PARIS

Filles de Sainte-Marguerite.

5878. — Lettre du Comité d'aliénation des domaines nationaux aux administrateurs de la Municipalité, les priant de suspendre les enchères d'une portion de terrain et d'un petit pavillon, sis rue de Montreuil et appartenant aux religieuses de la rue Saint-Bernard.

9 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXII 2, n° 6.

CHAPITRE VI

JUSTICE

§ 1. — Suppression des anciens tribunaux.

5879. — Procès-verbal d'apposition de scellés par MM. Thion de la Chaume, Glot et Blondel, commissaires du directoire du Département, sur les greffes, dépôts et archives de la Chambre des comptes.

22 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, T 1615.

FIN DU TROISIÈME VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

ASSISTANCE PUBLIQUE, HOPITAUX ET HOSPICES

CHAPITRE II

INSTRUCTION PUBLIQUE, BEAUX-ARTS, THÉATRES

CHAPITRE III

TRAVAUX PUBLICS ET VOIRIE

CHAPITRE IV

FINANCES ET DOMAINE

CHAPITRE V

CULTES

CHAPITRE VI

JUSTICE

CHAPITRE VII

COMMERCE ET MANUFACTURES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

TABLE ALPHABÉTIQUE

(NOTA. — Les chiffres marqués renvoient non aux pages, mais aux numéros des articles.)

A

B

C

E

F

G

H

I

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

ADDITIONS ET CORRECTIONS

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE



PARIS. — IMPRIMERIE NOUVELLE (ASSOCIATION OUVRIÈRE), 11, RUE CADET. — A. MANGEOT, DIRECTEUR. — 2482-93

VILLE DE PARIS

PUBLICATIONS RELATIVES A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

ALEXANDRE TUETEY

TOME TROISIÈME

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

(TROISIÈME PARTIE)



Armes de la Municipalité de Paris, en 1790.

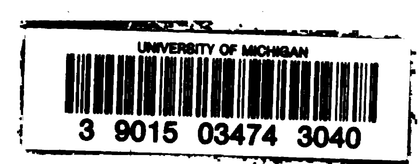
PARIS

IMPRIMERIE NOUVELLE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

11, RUE CADET

1894




UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 03474 3040